Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1919unse_4

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIXe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME LIV. — 1er NOVEMBRE 1919.

/6

1

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIXe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-QUATRIÈME

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE —

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1919

THE GETTY CENTER

PERSÉPHONE

PREMIERE PARTIE

EXTRAIT DES NOTES DE M. FRANÇOIS LE HALLIER; POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE SA VIE ET DE SES TRAVAUX. CAHIER XXX; ANNÉE 1919.

Les trois précédents cahiers, rédigés pendant la guerre, marquent l'évolution de mes idées au point de vue social et politique. J'y ai bien rapporté quelques circonstances de ma vie particulière, mais partout l'homme privé s'efface sous le citoyen, et l'ensemble de ces cahiers de guerre présente un caractère presque impersonnel. Forcé de partager mon temps entre ces notes et la préparation de mon grand ouvrage sur les religions secrètes de l'antiquité, dont le premier volume : *Oracles et Mystères*, fut publié à la fin de 1917, je dus me résigner à des sacrifices inéluctables ; et je me contentai de résumer certains événements, certaines observations que je comptais bien reprendre et développer plus tard. Mais il est impossible actuellement d'écrire tous ces « Épisodes. » D'autres soins me réclament, et mon éditeur me presse de lui donner mon livre sur le *Christianisme et les gnostiques*.

Pourtant, je veux sauver de l'oubli la chose merveilleuse qui déjà perd ses contours et ses nuances, et lentement se dissout en moi. Les années viennent et la funeste vieillesse !... Puissé-je au moins conserver ici, comme entre deux lames de

Copyright by Marcelle Tinayre, 1919.

cristal pur, ce souvenir, papillon mystique, couleur de cendre et de nuit, cueilli dans un champ d'asphodèles.

I

J'habitais, en 1914, la maison qui me vient de mes parents. Elle est bâtie sur la colline de Bièvre, à la lisière d'un bois. Son jardin soutenu par des remblais avance comme un éperon de verdure, et surplombe la fraîche vallée de Jouy. Le bâtiment, contemporain des Granges de Port-Royal, a gardé son aspect ancien et je ne sais quelle gravité janséniste. C'est un logis fort convenable pour un savant, sauf que les souris y mangent parfois papiers et livres.

Un caprice m'avait fait me retirer dans cette maison de mes ancêtres après tant de voyages en Égypte et en Asie Mineure, et tant d'années passées à Paris. J'ai souvent des accès de misanthropie qui tiennent, prétendent mes amis, à mon état de célibataire vieillissant, comme s'il n'était point naturel d'être chagrin lorsqu'on a vécu parmi les hommes pendant plus d'un demi-siècle ! La fortune ne favorisa pas mon désir de repos et de solitude, car je n'évitai les fâcheux que pour tomber sous le joug d'une gouvernante, furie domestique au nez crochu, à l'âme crochue comme le nez, au chef coiffé de vilains cheveux gris en guise de serpents. Cette Alecto me rendit plus maussade encore le maussade hiver pluvieux que je dus vivre en sa compagnie. Enfermé dans ma bibliothèque, j'écoutais siffler la sève sur les bûches, la flamme ronfler en s'élançant et la pluie ruisseler sur les vitres. Les couloirs et les escaliers retentissaient des imprécations de la furie, gourmandant le jardinier ou la blanchisseuse. Dès trois heures, le jour baissait. Il fallait allumer une lampe toujours mal mouchée et malodorante... En vérité, je fus bien malheureux.

Les lettres de mon ami Berchot augmentaient ma mélancolie. Berchot a été mon camarade au lycée Saint-Louis et nous nous sommes retrouvés plus tard à l'École d'Athènes. Mais, tandis que je délaissais l'archéologie pour la critique et l'exégèse, Berchot devenait Athénien comme Schliemann. A vingt-cinq ans, il épousait une Grecque très belle et très riche, Mlle Polyxène Saridakis, et se fixait définitivement dans la patrie de son épouse. L'archéologie n'y perdit rien : Berchot a

écrit d'excellents ouvrages, en particulier sur la peinture antique et sur Polygnote. Libéré par la fortune des soucis qui paralysent le savant besogneux, il a pu consacrer sa vie entière à la recherche du beau et à la pratique du bien. Sa maison est, comme sa bourse, largement ouverte pour les fervents de la science et de l'art. Combien ont éprouvé son exquise bonté, parmi ses confrères, parmi ceux-là même qui le dénigrent!...

Il m'annonça d'abord les fiançailles de sa fille aînée, Hélène, avec M. Louis Percier, élève de l'École française, chargé d'une mission d'études à Thasos; puis il m'écrivait qu'il attendait ma visite, car les noces se feraient dès le retour du jeune homme, et j'y devais assister en qualité de témoin.

« Ne tarde pas davantage, mon cher ami, ajoutait Berchot pour me séduire : tu trouveras chez moi le calme nécessaire au travail, le repos, les soins affectueux de ma femme et de mes filles, et tous les souvenirs de notre jeunesse. Mon futur gendre te plaira certainement. Il a le cœur bon, le sens droit, et c'est ce que nos pères appelaient « une tête bien faite. » J'espère beaucoup de sa mission, qui a été féconde en belles trouvailles, et, à ce propos, je t'annonce que Louis serait heureux de ta venue, parce qu'il te communiquerait, avant de les rendre publics, certains documents d'un prix inestimable dont tu pourrais faire état pour tes *Oracles et Mystères*...

« Te voilà bien alléché, n'est-ce pas? Que diras-tu, Le Hallier, que diras-tu lorsque tu verras le sarcophage extraordinaire découvert par Louis Percier, près de l'ancienne ville d'Œnyra? Un sarcophage inviolé, décoré de sculptures polychromes comme le prétendu tombeau d'Alexandre qui est à Constantinople! Mais le monument, si intéressant qu'il soit, est moins intéressant que le trésor caché à l'intérieur. Parmi des ossements et des vases de verre oxydé, Percier a trouvé une tablette d'or, gravée sur ses deux faces d'inscriptions métriques. Comme les tablettes d'Eleutherna et de Pétilie, c'est un rituel orphique, un *Memento* destiné à l'âme du mort pour le guider dans ses pérégrinations infernales et lui remémorer les formules toutes-puissantes enseignées lors de l'initiation. Ce rituel est complété par un *Hymne à Perséphone*, qui ne ressemble pas aux poèmes d'Onomacrite, et qui n'est pas sans beauté!

« Je possède diverses photographies du sarcophage et le

texte des inscriptions relevées par Louis Percier. Ils sont à ta disposition, mon vieux camarade, pourvu que tu fasses le voyage d'Athènes... Et comment résisterais-tu à la curiosité scientifique, si tu pouvais résister à l'amitié? Mais l'une fortifiera l'autre... »

Il n'en fallait pas tant pour me décider au départ. Je congédiai la Furie domestique; j'emballai soigneusement mes notes et mes manuscrits et, rajeuni tout à coup de vingt ans, j'allai m'embarquer à Marseille.

II

Le printemps grec surgit brusquement. Il est violent et rapide comme ces rivières torrentueuses dont les eaux se gonflent tout à coup, bousculent les cailloux de leur lit, débordent les prés qu'elles fécondent, puis, en quelques jours, disparaissent, bues par le soleil de mai. La nature assoupie se réveille dans l'étincelant tumulte des airs et des flots. Une vibration immense, parcourant le monde sonore et lumineux, propage jusque dans la matière inerte le frisson divin de la vie. Alors, sur l'ossature rocheuse qu'un peu de terre couvre à peine, chaque plante donne sa fleur. Le narcisse étoilé constelle les prairies marécageuses; les champs stériles et les talus des routes portent un peuple d'asphodèles; les glaives bleuâtres des agaves reflètent l'azur du ciel et les glauques chardons des grèves la couleur des eaux marines. Dans la campagne, autour de Colone, le vieil Œdipe retrouverait la fraîcheur des petits bois chers aux rossignols. L'Hymette prépare le festin des abeilles. Une courte végétation aromatique, riche de sucs et de parfums, naît aux fentes de la pierre, et la pierre elle-même, toute nue dans le soir auguste, prend la nuance violacée de l'anémone quand la lumière déclinante s'y pose et semble y fleurir.

Avec quelle joie, un matin de la claire saison, je reconnus Égine et le rocher du Lycabette! Les promontoires qui ferment à demi le golfe s'enveloppaient d'une vapeur mauve d'où sortaient quelques sommets radieux. Autour du paquebot, sur les vagues chevelues d'argent et plus translucides que des pierreries, des alcyons se laissaient bercer. Un dauphin jouait dans le sillage. Je voulus croire que les antiques divinités de la mer,

animées d'un esprit bienveillant, avaient pris ces charmantes formes animales pour nous conduire jusqu'au port.

Le bâtiment mouilla devant le Pirée. Des barques se détachèrent de la rive, poussées par des rameurs aux yeux charbonnés, aux paroles abondantes, fils subtils d'Odysseus, qui savent distinguer, entre tous les barbares, le Franc naïf et généreux. Sur le quai, Jean Berchot m'attendait. Il m'embrassa comme un frère.

— Nous ne prendrons pas le chemin de fer, me dit-il, ma voiture nous conduira par la route qui est belle et qui te rappellera tes arrivées d'autrefois. Tes bagages nous suivront.

Nous passâmes à la douane, parmi les gesticulations et les vociférations des porteurs. Mon ami me considérait :

— Tu n'as pas trop changé, depuis neuf ans ! Toujours agile, nerveux et sec comme une sauterelle, mais la moustache grisonne et ta belle brosse de cheveux est toute blanche.

— Et toi, tu ressembles à un gros armateur du Pirée, paisible et cossu. Le climat façonne les hommes. On ne croirait pas que tu es né à Paris.

Berchot se mit à rire.

— Oui, dit-il, je m'empâte un peu depuis que j'ai franchi la cinquantaine et quelques rhumatismes me travaillent. On me gâte trop chez moi : je suis devenu douillet et gourmand. C'est la faute de ma femme et de mes filles. Tu ne regrettes pas d'être resté célibataire et de ne pas connaître la paternité ?

— Ma foi, non ! Je redoute l'humeur capricieuse des femmes et je suis dénué de tout instinct paternel.

— Tant pis pour toi !

Il me parla avec tendresse de ses enfants, — « sept filles, la famille de l'Ogre ! » — et de Louis Percier qui était toujours à Thasos.

Je lui avouai que j'étais impatient de lire les inscriptions trouvées dans le tombeau de l'Initié.

— Tu les verras aujourd'hui même.

Ravi, je m'installai près de Berchot dans la voiture, qui fila sur la route blanche.

Divine matinée où ressuscitait ma jeunesse ! Nous roulions à travers les blés verdissants et les oliviers, dans cette plaine basse qui sépare Athènes de la mer. Je saluais les montagnes illustres dont la chaîne compose la plus belle architecture naturelle, et je voyais, avec un bonheur inexprimable, la masse

fauve de l'Acropole se préciser, en avant de la cité qu'elle cache. Peu à peu, du bloc des ruines, se détachait une colonnade, un fronton meurtri, le soubassement d'un mur, et ces choses, prenant relief et vie, semblaient s'avancer vers nous qui allions vers elles. Je les reconnaissais, comme les traits d'un visage ami, et mes yeux buvaient leur chaude couleur, plus rousse que le miel d'automne... « En été, me disais-je, quand on ose monter au Parthénon, le ciel, entre ces colonnes, apparaît d'un bleu presque sombre, aussi profond, aussi pur que le bleu royal des bluets, et l'ombre, sur les dalles, est si légère qu'on dirait d'une eau céleste répandue... Alors, les montagnes et le golfe s'évanouissent dans la lumière, et l'œil perçoit seulement la vibration de l'air qui brûle, immobile... Le soir... » Mais à me souvenir des soirs vécus dans ces beaux lieux, le cœur me manquait... Aujourd'hui encore, en écrivant ces lignes, je vois, au fond de ma mémoire, rayonner une image qui éclaire ma tristesse et ma solitude. « Arrête ! lui dis-je, tu es si belle ! » Contre l'accès de pessimisme auquel je me sens incliner, rien ne me défend mieux qu'un tel souvenir. Je ne puis maudire la vie, je ne puis haïr l'humanité, puisque j'ai vu parfois, de mes yeux mortels, la beauté pure, puisque j'ai goûté cette volupté spirituelle qui ressemble à l'amour et qui m'a consolé de lui.

La maison de Berchot est située dans une rue tranquille du quartier de Kephissia. Un jardin de lauriers et de platanes l'isole des maisons voisines. C'est une villa de style néo-grec, carrée, ornée d'un petit portique et de loggias peintes en rouge brun, que soutiennent des colonnes blanches. Berchot me précéda dans un grand salon obscurci par les stores baissés. et il appela joyeusement :

— Polyxène ! Rhodé ! Myrto ! Callidice ! Hélène ! Chrysis ! Hermione ! Créuse !

On eût dit qu'il évoquait toutes les héroïnes de la mythologie.

Mme Polyxène Berchot, née Saridakis, parut la première, et le chœur riant des jeunes filles la suivit. L'épouse de mon ami, qui est de race crétoise, a été belle, mais elle subit la fatalité de l'âge, si cruelle aux femmes d'Orient, et elle n'est plus que majestueuse. Un peu trop poudrée, un peu trop parfumée, elle me fait penser aux *loukoums* de Syra dont elle a la molle succulence. Sa jeune beauté reflourit sur les fronts charmants

de ses filles, nymphes dorées aux yeux noirs, aux cheveux noirs, toutes vêtues de blanc léger, et qui portent leurs gracieux prénoms comme des couronnes.

Je les embrassai toutes, et je remis aux mains d'Hélène, la fiancée, un petit écrin que j'avais apporté pour elle.

— Je regrette que Louis soit à Thasos ! dit Mme Polyxène... Nous espérions le revoir dimanche, mais on ne part pas de Thasos comme on veut. Le service de bateaux est fort irrégulier. Heureusement qu'il nous a envoyé des nouvelles hier soir, par M. Montayran...

Berchot s'écria :

— Au fait, j'oubliais de t'en avertir, mon ami ! nous avons un convive pour le déjeuner. C'est un jeune artiste qui connaît mon futur gendre et qui l'a revu, l'autre jour, à Thasos. M. Stéphane Montayran est le cousin du comte Martin-Croze. Tu as entendu parler de Martin-Croze ?

— Le collectionneur de médailles ?

— Lui-même. Il possède un yacht et fait chaque année une croisière. Le petit bâtiment a touché Thasos. C'est ainsi que M. Montayran a retrouvé Louis Percier qui lui a remis des lettres pour nous.

J'aime la peinture, mais je n'aime pas beaucoup les peintres, et surtout les peintres mondains qui sont vaniteux comme les femmes et comme elles dépourvus d'idées générales. Le convive annoncé me déplut à l'avance. Pourtant je réprimai ma mauvaise humeur, et je pensai :

« Ce soir, l'intrus ne s'imposera pas. Je pourrai causer avec Berchot en fumant des cigarettes de Cavalla et nous lirons ensemble l'*Hymne à Perséphone*. »

III

Une heure plus tard, comme je sortais de ma chambre, reposé et rafraîchi, je rencontrai Hélène et Rhodé sur le large palier de marbre.

Hélène est plus belle que sa sœur, mais Rhodé paraît plus jolie. Hélène a les cheveux épais, les yeux immenses, la face ronde de certains portraits du Fayoum. Si l'on coiffait Rhodé d'un chapeau conique, si l'on jetait une écharpe sur ses épaules, et si l'on mettait dans sa main un éventail découpé en feuille

de lotus, elle serait la déesse charmante des Coroplastes, Reine de Tanagra en Béotie.

Les deux sœurs se tenaient enlacées, par jeu, et riaient. Ma présence les effaroucha sans doute, car elles se turent, et je vis qu'elles avaient une ressemblance indéfinissable, malgré leurs types différents. Leurs yeux noirs, leurs doux yeux qui n'avaient jamais pleuré de vraies larmes, étaient chargés de la même langueur innocente.

— Hélène, dis-je à la fiancée, que fait donc Louis Percier, dans la montagneuse Thasos? Certes, il n'aurait pas le courage de rester ainsi loin de vous, s'il voyait votre visage de ce matin.

Ce compliment déconcerta la jeune fille et la malicieuse Rhodé battit des mains.

Je lui dis :

— Mais vous, Rhodé, quand épouserez-vous un archéologue, ou un historien, ou un grammairien très savant?

— Jamais, répondit-elle. Je ne suis pas intelligente. Les savants me font peur... Si je me marie, j'épouserai un jeune homme qui s'occupera des choses de la vie et qui m'emmènera en France, à Paris, où les femmes sont heureuses.

— Les femmes sont heureuses partout, quand elles aiment et sont aimées. N'est-ce pas, Hélène?

La fiancée gronda tendrement sa sœur :

— Folle, disait-elle... Folle petite fille !

Puis elle me dit que ses parents m'attendaient dans la « salle rouge. »

— Conduisez-moi donc, chère enfant.

Les deux jeunes filles me guidèrent à travers les corridors, ornés d'aquarelles, de photographies encadrées et de moulages. La maison, si blanche à l'extérieur, et si chaude de soleil, était, au dedans, froide et sonore comme un grand vase.

Singulière fantaisie qu'a eue Berchot de décorer dans un style antique la pièce qui lui sert de fumoir! Cette « salle rouge » qui s'éclaire par la loggia, est entièrement stuquée et peinte d'un beau ton rouge amorti. Sur ce fond, courent des ornements noirs, des palmettes, des figures dansantes. Pas d'autres meubles que des divans, des fauteuils Empire, des tables volantes et d'énormes coussins jetés sur le tapis de Boukhara ou sur le pavement de mosaïque!

Cette « salle rouge » ne me plaît qu'à demi. Je la trouve un

peu morne et pédante, et nullement assortie au caractère aimable de Berchot. Pourquoi ce bon gros garçon veut-il loger dans un décor antique ! Je ne lui cachai pas mon opinion, lorsqu'il me la demanda, car je ne sais pas mentir à ceux que j'aime.

Le principal agrément de la « salle rouge » est dans la loggia qui la prolonge sur toute sa largeur. Les colonnettes blanches divisent le paysage en panneaux décoratifs qui enchantent le regard. C'est un bouquet de cyprès sur le ciel, quelques profils de terrasses dans la verdure, une montagne taillée à facettes comme une améthyste, et, par-dessus les toits et les jardins, l'Acropole avec le Parthénon triomphal.

Les portes-fenêtres vitrées étaient ouvertes et dans la loggia, comme dans la « salle rouge, » les filles de Berchot s'étaient dispersées, les unes sur un divan, les autres dans les fauteuils, celle-ci debout contre la balustrade de marbre, celle-la simplement assise, à la turque, sur le tapis. Sept filles ! Comme disait plaisamment mon ami, c'était « la famille de l'Ogre. » Sept filles à instruire, à surveiller, à vêtir, à marier ! Sept filles ! Il est vrai qu'elles sont jolies et que leurs parents peuvent les doter !... Mais cette abondance de filles a de quoi effrayer un homme. J'admire la sérénité de Berchot qui a pris toutes les idées orientales sur la famille et la paternité.

Il est heureux. Il ne voit pas que sa femme a beaucoup engraissé depuis quelques années et qu'elle n'a pas de grandes ressources intellectuelles. Il l'aime ; il en est adoré. Les dames grecques, dit-on, sentent vivement l'amour conjugal et révèrent leur seigneur et maître. Polyxène Saridakis donne à mon ami un bonheur paisible et doux, et cela suffirait à me la faire chérir.

Elle me sourit, l'excellente créature, et elle appela son mari qui faisait à M. Montayran, — l'Intrus, — les honneurs du paysage.

Berchot nous présenta l'un à l'autre.

— Monsieur Stéphane Montayran, dont tu as sans doute admiré les tableaux... Puis : Mon ami François Le Hallier, de l'Académie des Inscriptions, un savant dont vous connaissez certainement les ouvrages.

L'Intrus et moi, à la même seconde, nous esquissâmes le même geste d'excuses.

Il dit :

— Que M. Le Hallier me pardonne ! Je connais son nom et

son rare mérite, mais je n'ai pas lu ses ouvrages, et vous lui présentez un ignorant, tout confus...

— Monsieur, répondis-je, votre franchise m'est agréable. Je suis un auteur difficile et probablement ennuyeux. La matière dont je traite n'a d'intérêt que pour les spécialistes. Je suis un vieux hibou des ruines, un vieux rat de bibliothèque, et je n'entends rien à la peinture moderne.

Il s'inclina et je lui tendis la main.

Alors, je le considérai d'un œil radouci. C'était un jeune homme élégant et froid, vêtu avec une simplicité raffinée. Ses cheveux châtains découvraient un front assez haut; ses yeux gris étaient larges et limpides, et sa petite moustache taillée court laissait voir le dessin d'une bouche très fine.

Mme Berchot voulut savoir si M. Montayran exposerait une ou plusieurs toiles au Salon de 1914, et de quelle Société il faisait partie.

Il répondit qu'il n'appartenait à aucune Société et qu'il n'avait jamais envoyé aucune toile à aucun Salon.

— Vous vous réservez sans doute, dit Berchot, pour une Exposition particulière?

— J'attends, dit l'artiste, d'être un peu plus content de mes essais que je ne le suis maintenant. Je travaille, je cherche...

— Et vous êtes, j'en suis sûr, très sévère pour vous-même?

— Je le suis d'autant plus que je prétends travailler seul et tirer mon œuvre de mon propre fonds.

Madame Berchot le loua de sa modestie.

— Je n'ai pas de vanité, c'est vrai, répondit-il, mais je dois avoir beaucoup d'orgueil, comme tous les solitaires.

Cette déclaration me surprit. Quoi? Ce cousin des Martin-Croze, ce jeune homme que je devinais riche, accoutumé aux délicatesses du luxe, et recherché par les femmes, il était né, comme moi, sous le signe qui fait les grands orgueilleux mélancoliques et méconnus, les amants jaloux de la solitude?

Je l'observai, pendant qu'un Albanais en fustanelle apportait les friandises salées et sucrées, traditionnel prélude de tout repas oriental. Stéphane Montayran avait rougi, comme gêné tout à coup, d'avoir parlé de lui-même. Je compris que sa froideur pouvait être une forme de la timidité et marquer une sensibilité frémissante.

Il m'avait paru très jeune, d'abord, à cause de son teint

très clair et de ses yeux d'un beau gris pur. Je le voyais mieux et je lui donnais son âge : un peu plus de vingt-cinq ans. C'était assurément un être de race patricienne, délicat, mais nullement efféminé et d'une vive intelligence.

Rhodé lui offrit, dans une petite assiette d'argent, ces amandes salées qui incitent à boire et que l'on grignote avant et pendant les repas. Elle se tint près de lui, un instant, véritablement amusée et avec une intention de coquetterie. J'admirai le groupe que formaient ces deux beaux jeunes gens, et je me dis encore que sept filles, c'est un trésor accablant pour le meilleur des pères. A Dieu ne plaise que je contrarie un dessein, même vague, de mon ami Berchot ! Il convenait que je fusse aimable pour son hôte, et pourquoi ne pas l'être ? Stéphane Montayran, à mes yeux, n'était déjà plus l'importun, l'Intrus ! Il avait un charme que je subissais, comme Rhodé l'avait subi peut-être.

On passa dans la salle à manger, — une honnête salle à manger, sans prétentions, au style antique, avec des meubles d'acajou, et des murs peints en bleu clair ! — Pour notre divertissement, Mme Berchot avait commandé un déjeuner tout à la grecque, et cela nous amusa de goûter les olives noires, les poissons frits, le ragoût de courgettes, l'inévitable agneau « à la palikare, » les boulettes de hachis roulées dans des feuilles de vigne, et quelques pâtisseries grasses et pesantes. Cette chère, arrosée d'un Tatoï blanc et d'un Santorin chaud comme un rayon de soleil, ne valait pas les chefs-d'œuvre de nos cordons-bleus français, mais hors de France, il n'est, en fait de cuisine, qu'excentricité ou barbarie.

Chacun de nous raconta les péripéties de son voyage et j'interrogeai M. Montayran sur Thasos.

— Nous n'y devions pas faire escale, me dit-il. C'est mon cousin Martin-Croze qui a désiré s'y arrêter. Il possède de belles médailles de cette île, dont les monnaies sont célèbres...

— Thasos, dit Berchot, était plus riche qu'Athènes parce qu'elle avait des mines d'or. Les anciens l'appelaient Chrysé, « la dorée... » Votre cousin doit avoir, dans ses collections, les pièces frappées d'une bacchante et d'un satyre ?

— Il en a plusieurs, je crois...

— Thasos était le prolongement de la Thrace, patrie des mystères orgiastiques ; le culte de Dionysos y fleurissait avec les traditions orphiques, comme vous devez le savoir, si vous

avez causé avec Percier, un peu longuement. Et Thasos avait encore une autre gloire, qui vous touchera davantage : la grande peinture grecque, si malheureusement perdue, est née dans cette île, avec Polygnote, tandis que l'Attique a donné au monde les plus magnifiques sculpteurs.

M. Montayran dit que, malgré la splendeur des couchants et la belle composition des paysages, l'Attique n'était pas la terre idéale pour les peintres.

— Les grands coloristes se sont formés en Flandre, en Hollande, à Venise, sous un ciel plus humide, plus irisé que le ciel grec. Le dieu qui a construit l'Attique était architecte et sculpteur. Ici, la peinture ne pouvait être qu'un complément décoratif, presque un art mineur...

— Ah ! monsieur, s'écria Berchot, quel blasphème !... Polygnote valait Phidias. Ses fresques des *Enfers*, dans la Lesché des Cnidiens, à Delphes, étaient considérées comme un monument national et religieux, ainsi que le Parthénon d'Athènes et le temple de Jupiter à Olympie. Je vous offrirai le livre que j'ai consacré à cet artiste, grand par le caractère et par le génie, qui décorait les sanctuaires sans accepter aucune rétribution, et qu'Athènes honora du titre de citoyen. Il était tout imprégné des idées orphiques, et très certainement initié aux Mystères d'Éleusis. Dans ses compositions picturales, il représenta les *Enfers* comme un séjour d'horreur pour les hommes qui avaient attenté au droit sacré de la divinité, par impiété ou par ignorance ; tandis que les initiés, instruits de la nature des dieux, accomplissaient, dans la sérénité, leur destinée d'outre-tombe. Quelle opposition, entre les figures des criminels et des démons — de Sisyphe, de Tantale, de l'affreux génie Eurynome, « pareil à une mouche bleue » et assis sur la dépouille d'un vautour, — quelle opposition entre ces figures effrayantes, et celles des initiés, si calmes, si nobles, jusque dans la barque infernale ! Polygnote avait placé parmi ces bienheureux son compatriote Tellis, auteur d'un hymne à Déméter, et la vierge Cléobée qui apporta dans l'île de Thasos le culte Éleusinien...

J'entendis Rhodé dire tout bas à Créuse :

— Papa ne se connaît plus quand on touche à Polygnote.

Les plus jeunes sœurs, Callidice, Hermione et la petite Chrysis se jetaient à la dérobée des regards pleins de malice

sournoise. Il était bien évident que Polygnote de Thasos apparaissait à ces enfants comme un redoutable sujet de conférence.

Berchot est fou de la « grande peinture grecque » qu'il n'a jamais vue qu'à travers les descriptions de Pausanias. Cette passion lui a inspiré le plus ingénieux, sinon le plus solide de ses livres. Comme il menaçait de prolonger outre mesure le développement des hypothèses qu'il a conçues, Mme Berchot se leva de table et passa dans la salle rouge où nous la suivîmes. Hélène et Rhodé servirent le café. Les petites sœurs, assises sur des coussins, se jetaient des noisettes au chocolat et riaient comme des folles.

Sur l'ordre de leur mère, la troisième des sœurs, Myrto, emmena les enfants au jardin. Rhodé causait avec M. Montayran, et je vis qu'Hélène était distraite et un peu triste. Je compris qu'elle pensait à son fiancé. Aussi, pour consoler un peu la mélancolique amoureuse, je remis l'entretien sur Louis Percier, et sur Thasos.

M. Montayran nous dit, avec beaucoup de verve, malgré son air de froideur volontaire, comment il avait reconnu Louis Percier aux prises avec des paysans et un pappas qui lui refusaient l'accès d'un terrain où une chapelle abandonnée tombait en ruines.

— Le pappas attendait un fort backchich pour céder la place... Il prétendait que le lieu était sacré et que la Panaghia ne permettrait pas qu'un étranger y portât le pic et la pioche. Ces discours ne troublèrent pas notre ami Percier. Il offrit l'indemnité prévue par le prêtre et par ses paroissiens, à seule fin de visiter tranquillement le terrain et l'emplacement de la chapelle. J'arrivai pour la ratification du traité qui fut conclu chez le pappas même, et je reçus, avec Percier, les présents de l'hospitalité : du raki, des confitures de noix et de l'eau divinement fraîche... Trop content d'avoir retrouvé mon ami, je ne le quittai plus pendant tout le temps de l'escale, et nous parcourûmes ensemble les bois de pins, les anciennes carrières de marbre, les restes de la citadelle, et les ruines d'Alki. Ce fut un bonheur pour moi que d'échapper au bridge quotidien et aux papotages dont j'étais excédé, car les belles amies de ma cousine Martin-Croze...

Il n'acheva pas la phrase commencée et Rhodé lui demanda d'un air faussement naïf si la présence de jolies femmes n'était pas le principal attrait de toute croisière?

Il répondit que les jolies femmes sont délicieuses sur le spardeck d'un yacht au large de Trouville ou de Monaco. Elles perdent beaucoup de leurs avantages après trois semaines de navigation, quand on les a vues et entendues chaque jour, du matin au soir, et qu'on a dû, constamment, s'occuper d'elles.

— Vous parlez comme papa et comme le fiancé d'Hélène! dit la coquette en faisant la moue... Ils ne peuvent pardonner aux pauvres femmes d'être de chair et non de marbre, d'être du XXe siècle et non du Ve siècle avant Jésus-Christ.

— Louis Percier, je vous l'affirme, est fort heureux que Mademoiselle votre sœur ne soit pas née au Ve siècle, répliqua Montayran, le plus sérieusement du monde.

Il me parut fort peu disposé à ce *flirt* innocent que souhaitait la jeune fille, et Rhodé en conçut quelque dépit.

— Oh! oh! pensai-je à part moi, voilà un rude adversaire pour une coquette de dix-huit ans. Il y a, sous cette bonne grâce mondaine, une volonté de fer et le caprice féminin doit s'y briser. Sans doute, Stéphane Montayran aime son art comme j'ai aimé l'histoire et la philosophie; il se prête à tout et ne se donne qu'à la peinture. Mais sa froideur est la plus excitante des provocations et les femmes ne peuvent voir avec indifférence ce beau visage orgueilleux.

Je l'examinais, tandis qu'il répondait aux demi-taquineries de Mlle Berchot...

Son profil pâle, sa chevelure lisse, d'un châtain fauve, se découpaient en clair sur le fond rougeâtre du mur et je remarquai l'élégance vraiment rare de sa silhouette et la beauté de ses mains. On l'eût pris facilement pour un dandy, car il avait cette allure qui me déplaît tant chez les jeunes gens à la mode, et qui était, chez lui, un élément de séduction, un effet naturel de la complexion physique.

Je m'applique à fixer ici les moindres linéaments et les plus subtiles nuances de cette figure qui ne fit qu'apparaître dans ma vie et disparaître. Un instinct plus profond que la sympathie me porta, dès notre première rencontre, à l'étudier. Après cinq années, il me suffit de fermer les yeux pour revoir Stéphane Montayran dans la fleur délicate de sa jeunesse, pour me rappeler ses gestes et ses paroles et me persuader que je l'ai connu jusqu'à la plus secrète intimité de son âme.

IV

Berchot, qui n'avait rien perçu du petit manège de Rhodé, était toujours, en esprit, dans Thasos riche en or, avec son cher Louis, son fils d'élection. Il voulut savoir si M. Montayran avait visité la nécropole et vu la tombe récemment découverte.

Les yeux du jeune homme s'éclairèrent d'une curiosité ardente.

— Le tombeau de l'Initié? Oui, monsieur, je l'ai vu, je l'ai touché de mes mains, et Louis Percier m'a dit toute l'histoire. J'ai vu la plaquette d'or qui sera bientôt ici, au musée d'Athènes, avec les vases et les statuettes contenues dans le sarcophage. Malheureusement, je n'ai pu lire la traduction que Percier a faite des deux inscriptions. Il m'a donné l'espoir que vous me la communiqueriez, mais je n'oserais pas...

— Vous la verrez! m'écriai-je! vous l'entendrez tout à l'heure... Heureux jeune homme! Vous avez eu la primeur d'une découverte qui fera sensation dans le monde savant. Les Dieux vous aiment... Oui, vous connaîtrez le document inestimable que détient notre ami Berchot. Mon désir de l'étudier est si vif que je prierais bien nôtre hôte de me satisfaire incontinent si ces dames...

J'hésitais...

— Elles doivent être blasées sur les joies archéologiques.

Mme Berchot jeta la cigarette qu'elle fumait et rit de toutes ses dents blanches.

— N'ayez pas de scrupules, dit-elle. Je vais sortir avec mes filles afin de compléter le trousseau de notre petite fiancée. Le bateau qui vous amena, Monsieur Le Hallier, nous apportait les modèles de chapeaux et de robes que Paris nous envoie et qui nous intéressent plus que les tablettes orphiques. Donc, au revoir, jusqu'à l'heure du goûter... Et vous, monsieur, revenez-nous avant de quitter Athènes.

Stéphane Montayran remercia Mme Berchot de son bon accueil et promit une visite très prochaine. Quand ces dames furent parties, Berchot respira. Il y a tant de femmes dans sa maison qu'il éprouve un réel plaisir à se trouver seul avec d'autres hommes, tel un pacha hors du harem.

Il alla prendre, dans son cabinet de travail, un cahier qu'il étala sur une des tables volantes. Je rapprochai ma chaise pour mieux voir et Stéphane Montayran, debout, se pencha sur son épaule.

— Je reconnais le tombeau, dit-il, en touchant du doigt l'une des photographies collées à la première page du manuscrit. J'en ai fait une aquarelle sommaire qui indique, ce que ceci ne peut montrer, les traces de couleur et de dorure sur les figures sculptées et les ornements. Ici, il y a un tumulus formé par les terres rejetées lors des fouilles. L'ombre claire des oliviers flotte, avec le soleil mobile, et caresse le marbre coloré.

— Prends cette loupe, et regarde, me dit Berchot. L'inscription funéraire est assez visible, sur le côté de la cuve. Percier la traduit ainsi :

VERS LA CONSOLATRICE DES MORTS
S'EN EST ALLÉ DANS SA JEUNESSE
LE POÈTE TIMOCLÈS FILS D'ANÉPHÉRIDE D'ŒNYRA
QUI ÉDIFIA, DE SON VIVANT, CE TOMBEAU COMME UN AUTEL
POUR LA DÉESSE COURONNÉE DE NARCISSES

Le monument me parut, dès le premier coup d'œil, très inférieur aux beaux sarcophages de Constantinople qui datent de la même époque hellénistique. Le statuaire qui façonna celui-ci n'était pas un grand artiste, car l'ensemble est lourd et les figures défectueuses; mais les détails, vus de près, ont un charme étrange, qui s'impose à l'imagination. O Timoclès d'Œnyra, poète tout pénétré des souvenirs de l'Initiation récente, tout imprégné du double sentiment éleusinien et dionysiaque, vous n'avez pas laissé à un mercenaire le soin d'orner, selon son caprice ou sa routine, ce tombeau dont vous vouliez faire un autel. La Grande Déesse infernale, Perséphone couronnée de narcisses, a reçu le don de l'Initié; elle l'a caché pendant vingt siècles dans le sein maternel de la Terre; elle l'a défendu contre la rapacité des voleurs et la curiosité impie des savants. Le voici, dépouillé de son trésor et de son mystère, mais riche de ses sculptures intactes, de ses guirlandes ciselées, de ses dorures, de ses couleurs conservées par miracle dans la nuit souterraine et qui commencent de pâlir sous le baiser du jour.

Des corbeilles nouées de bandelettes, identiques dans leur forme stylisée au *calathos* de Déméter, couronnent les angles du monument. Sur le rebord du couvercle court une frise de

pampres, et des guirlandes festonnent le haut de la cuve, guirlandes épaisses, lourdes, à peine retombantes, entièrement composées de grenades et de narcisses aux larges fleurs. La cuve est divisée en compartiments par des thyrses et des torches. Chaque compartiment, sauf celui du milieu qui porte l'inscription funéraire, comporte une scène à nombreux personnages, et chaque scène représente un épisode de la légende éleusinienne. Mais Déméter et Dionysos en sont absents. Seules, les corbeilles angulaires et la frise de pampres, les thyrses et les torches, rappellent, par allusion, le rôle de ces divinités dans les Mystères. Tout le reste, ornements et scènes figurées, révèle une dévotion particulière pour la « Déesse couronnée de narcisses » et le sarcophage de Timoclès est bien, comme il l'a désiré, un autel à Perséphone.

— Quand vous verrez le tombeau même, dit Montayran, vous serez ravi par la délicatesse des couleurs que la photographie ne peut rendre et que j'ai essayé d'exprimer dans mon aquarelle. La polychromie n'enlève rien à la transparence du marbre. Les tons rosés des chairs, les bleus et les jaunes des draperies, la vague dorure des chevelures ont une douceur florale, une jeunesse délicieuse, bien digne de la déesse qui renaît à chaque printemps.

Berchot feuilletait le cahier manuscrit.

— Percier, dit-il, après avoir fait une description détaillée du sarcophage et des objets qu'il contenait, dessine la curieuse silhouette de ce Timoclès d'Œnyra dont il nous reste quelques ossements désagrégés.

« Sans doute, Timoclès avait reçu l'enseignement des Orphiques qui comprenait une métaphysique compliquée, d'étranges cosmogonies, beaucoup d'idées empruntées à l'Asie et à l'Égypte —idées que l'on retrouve, transformées par le pur génie hellénique, dans les œuvres des Tragiques et dans les *Dialogues* de Platon.

Timoclès croyait que l'homme est composé d'un élément céleste et de l'impure cendre des Titans, qu'il est, selon la formule sacrée des Orphiques, « fils de la Terre et du Ciel étoilé. » Pour éliminer l'élément impur, pour effacer le « péché originel, » l'Orphisme imposait à ses adeptes une règle de vie tout ascétique ; la prière, la méditation, le chant des hymnes, enfin l'initiation aux Mystères. L'élément céleste, l'âme ainsi puri-

fiée, pouvait entreprendre le voyage d'outre-tombe et s'unir aux divinités infernales considérées comme ses protectrices. La plaquette d'or, placée dans le tombeau, lui rappelait ce qu'elle avait appris au cours de sa vie religieuse : les détours du chemin, les périls, les pièges à éviter, les formules nécessaires pour franchir certains passages. Ayant trouvé le carrefour aux deux fontaines, le cyprès blanc, les gardiens, le bois de peupliers, l'Ame de l'Initié arrivait au terme de sa course et, désaltérée d'une eau divine, blanche « comme le chevreau tombé dans du lait », elle était reçue par la bienveillante Perséphone. Échappant « au cercle des douleurs » qui est le cycle des renaissances, elle obtenait la « couronne désirée » et participait à la nature divine.

Cette croyance donne le sens de la première inscription :

Va, chère âme du poète, pure, issue de purs, toi qui as payé la rançon de tes fautes, va vers la couronne désirée, à travers le cercle terrible aux profondes douleurs. Cède à la Parque qui dompte les hommes. Descends par la sombre route... tes pieds rapides... où le chemin se divise comme une fourche... Là, tu verras une source qui coule près d'un cyprès blanc. Ne t'approche pas de cette source, mais regarde à ta droite : une autre fontaine jaillit qui vient du lac de Mémoire, et devant sont les gardiens. Tu leur diras : « Je suis consumé par la soif et je meurs. » — Qui es-tu, homme, et d'où viens-tu? — Je suis le fils de la Terre et du Ciel étoilé. — Salut! désaltère-toi et prends à droite, comme il convient à qui observe bien toutes choses; dirige-toi vers les prairies et les bois sacrés de Perséphone. »

Salut! Salut! homme devenu dieu, blanc comme le chevreau tombé dans du lait. Va vers la Reine qui t'attend sur son trône sombre, Celle qui ne parle jamais aux vivants, et l'invoquant par son nom secret qu'il n'est pas permis de révéler... O Consolatrice des Morts!... Afin de retrouver en elle tout ce que pleurent les Ombres. »

J'interrompis Berchot pour lui faire observer que cette inscription contenait à peu près toutes les formules déjà relevées sur les tablettes de Pétilie et d'Eleutherna.

— Il y a pourtant un élément nouveau, répondit mon ami : c'est la dernière partie de l'inscription, relative à Perséphone et au nom secret de cette déesse appelée la *Consolatrice des*

Morts... L'Initié retrouvera en elle « *ce que pleurent les Ombres.* » Cette affirmation, qui n'est pas dans les Rituels déjà connus, est confirmée par la seconde inscription, par l'Hymne.

Je le priai de continuer sa lecture :

« Il est probable que Timoclès, passionné pour les choses religieuses, se rendit à Éleusis, et qu'après une longue préparation sous la conduite des Hiérophantes, il fut admis aux deux degrés de l'initiation. Là, sans doute, il trouva, dans la suave figure de Perséphone, un idéal féminin et divin qui répondait aux vagues désirs de son cœur. Perséphone a inspiré plusieurs mythes qui se contredisent souvent : Elle n'a pas le caractère bien déterminé de certaines déesses ; tantôt, fille de Zeus et de Déméter, elle est la jeune vierge, la chaste Coré; tantôt elle est l'épouse redoutable du Jupiter souterrain : tantôt, elle se confond avec Artémis ou Hécate; tantôt elle est la mère de Zagreus, tantôt la fiancée de Dionysos. L'imagination poétique, travaillant sur le thème religieux, transforme sans cesse cette déesse un peu lointaine. Il y a en elle une puissance élémentaire qui l'apparente aux divinités primitives et une sorte de grâce souffrante qui la rapproche de l'humanité. Elle est la Vie végétale, soumise aux alternances des saisons, elle est aussi la sœur souterraine de Psyché, l'Ame captive et libérée selon le rythme des incarnations successives : l'étincelle vitale subsistant dans les ténèbres du tombeau, l'éternelle espérance, l'éternel amour, le souvenir fidèle, la *Consolatrice des Morts.*

Elle apparaît sous ce dernier aspect dans l'Hymne qui ne se rattache pas aux poèmes prétendus d'Onomacrite et qui est probablement l'œuvre même de Timoclès.

Poète, chante la Déesse invoquée sous trois noms, la Déesse couronnée de narcisses.

Déméter t'enfanta, fille de Zeus, chaste Coré. Tu grandis dans la fraîche prairie de Nyssa avec les vierges Océanides. Et là, tu menais le chœur joyeux, aux pieds dansants, quand la Terre fit naître une fleur nouvelle, le narcisse aux cent têtes de neige et d'or, dont le parfum, puissant comme le désir, trouble les Dieux et les hommes.

Tu saisis de tes belles mains la touffe étoilée, tu l'arrachas, vierge impatiente! Et dans un bruit sourd, l'abîme s'ouvrit. Un

Dieu s'élança, qui montait un char d'or attelé de chevaux noirs. Il te saisit, criante, et t'entraîna dans le gouffre refermé, Hadès aux cheveux bleus, l'Insatiable!

A travers la nuit souterraine, descendaient les chevaux divins, et tu te débattais sur la poitrine du ravisseur, sans voir le brûlant marécage et les quatre fleuves tortueux, et le carrefour mystique où seul, entre deux fontaines, se dresse le cyprès blanc. Hadès te conduisit dans son palais aux murs de fer, et te fit asseoir auprès de lui, sur son trône de fer. Il t'offrit le repas nuptial, le vin miellé, les gâteaux de pavot, la grenade mûrie aux feux du brasier qui forme les gemmes précieuses dans les cavernes d'Héphaistos. Mais tu t'enveloppas de ton voile bleu et tu refusas les dons de l'époux, parce que tu étais irritée en ton cœur contre le roi Hadès, l'Insatiable.

Neuf fois les constellations célestes se levèrent et se couchèrent dans l'Océan et Déméter parcourait le monde, appelant sa fille chérie. Tu ne l'entendais pas, ô captive, celle qui se lamentait sous le figuier d'Éleusis. Enfin, quittant son trône et son lit, Hadès s'éloigna de toi. Tu te couvris alors de ton beau voile, comme une pleureuse, et tu sortis du palais. Hélas! hélas! Où vas-tu? Hélas!... C'est ici le royaume de la douleur, où commence tout ce qui finit, où finit tout ce qui commence.

Sur la rive obscure... les suppliciés... dans le reflet sanglant qui monte du fleuve de feu... Ixion couché sur sa roue, Sisyphe poussant le rocher qui retombe toujours, le vieillard Tantale dévoré par la soif dans un ruisseau dont l'eau vaine fuit ses lèvres... les Danaïdes, lasses de remplir leurs cruches brisées...

... Et ta chère âme connut la tristesse qu'ignorent les Dieux assis dans l'éther brillant...

... Alors, quand ton regard les toucha, la roue d'Ixion s'arrêta, immobile; le lourd rocher de Sisyphe resta suspendu au sommet de la montagne; l'eau affleura les lèvres de Tantale; les filles criminelles de Danaüs posèrent sur le sol leurs cruches pleines et le Châtiment éternel fit trêve un instant... Tout ce qui gémit cessa de gémir; tout ce qui désespère reconnut l'espérance...

Et Perséphone au voile bleu arriva dans la prairie sans couleur où, comme des songes dans le sommeil, flottent les Ombres aériennes. Là sont les héros et les sages, les vieillards chargés de jours, les jeunes hommes, les mères pleurées de leurs enfants, les vierges mortes avant les noces et les jeunes épouses fanées en

leur fleur. Ces Ombres ne souffrent pas, car elles n'ont point commis le mal. Pourtant un vague regret les agite. Elles se souviennent d'avoir vécu et désirent encore vivre dans la mémoire des hommes, car ce qui persiste de leur forme ancienne disparaîtra lorsque nul être vivant sous le soleil ne se rappellera plus leur nom terrestre. Tel est l'ordre du Destin.

Comme les moucherons montent de la terre au crépuscule et tournoient, sans beaucoup s'élever, sur leurs ailes fragiles, puis attirés par le feu d'une lampe, s'envolent tous du même côté, ainsi les Ombres, à travers la prairie, concoururent vers la Déesse.

Elle ne les repoussa point, car elle aussi se rappelait ses compagnes et sa mère bien-aimée et la chère clarté du jour. Craignant de ne plus revoir le soleil, elle s'attendrissait en son cœur... Cependant, les Ombres se pressaient autour d'elle, lui tendaient leurs mains diaphanes. Elles disaient de leurs bouches sans voix, comme la pensée parle à la pensée quand deux amis se regardent et se comprennent en silence : « Qui es-tu, toi que revêt une chair divine, qui sembles pure de tout élément corruptible sans avoir éprouvé la mort? »

Alors, la déesse au cœur triste écarta son voile et sur le visage immortel, chaque Ombre revit, comme en un miroir, le visage éphémère qu'elle avait le plus aimé. Le vieillard crut retrouver sa fille, et la fille sa mère quittée trop tôt; l'époux reconnut l'épouse, l'enfant sa fraîche nourrice, la vierge sa sœur préférée, confidente du naïf amour. Et le chœur des Ombres, dans l'air insonore, propagea un cri pareil au frisson du vent sur l'eau. Elles se pressaient parmi les asphodèles proclamant : « La mort est vaincue par l'amour. » Et suppliantes : « Ne nous abandonne pas, ô Consolatrice ! »

Jusque dans le palais aux murs de fer, la prière sans voix suivit la Déesse, et quand parut Hermès libérateur aux pieds ailés, qui brillait dans la nuit comme un oiseau d'or... Perséphone au voile bleu dit au Messager... Et prenant la grenade que lui offrait son époux, la déesse goûta le grain vermeil qui la condamnait au retour... « Je règnerai sur les champs d'asphodèles où les Ombres... »

... Heureuse de revoir sa mère divine, mais consentant à la double vie alternée... Image de la sainte pitié qui...

Salut! déesse couronnée de narcisses, gardienne des clés de la Terre et des portes secrètes, maîtresse des sèves, des racines,

des germes fécondés, séparatrice qui réunis, étoile du matin parmi les vivants, étoile du soir parmi les Ombres, lien secret du monde terrestre et du monde infernal, centre mystique où se rencontrent les Ames qui se cherchent à travers la mort et la vie, miroir du souvenir aux mille visages! Puissé-je, ô Perséphone, au bout du sombre chemin, retrouver... que ce tombeau soit un autel... mon âme consolée... »

« Tout ce qui suit est indéchiffrable. Un graveur malhabile a brouillé le texte en serrant les caractères pour faire entrer le poème entier dans le cadre de la tablette ; mais on peut présumer que la dernière partie de l'hymne contient l'invocation à Perséphone « Consolatrice des morts. » Tel quel, avec ses obscurités et ses trous, ce poème apporte une contribution intéressante à l'histoire des Mystères. On a quelques raisons de penser que Timoclès d'Œnyra était un hétérodoxe parmi les Orphiques et qu'il interprétait selon sa fantaisie de poète, la doctrine ésotérique qu'on lui avait enseignée. Il semble avoir redouté, plus que la mort, l'oubli qui est la mort définitive des disparus; et il a été hanté par le désir de trouver, au delà du fleuve infernal, dans la vie divine qu'on lui promettait, quelque chose de la tendresse humaine, un « centre mystique, » un « miroir, » où son âme consolée reverrait une âme chérie demeurée sur l'autre rivage du temps. L'hymne qu'il composa, — car il n'est pas déraisonnable de lui attribuer ce poème, — porte la marque d'un esprit délicat, inquiet, un peu déséquilibré peut-être par les pratiques religieuses, saisi de vertige devant l'abîme que l'initiation lui entr'ouvrait; enfin une sorte d'intellectuel enivré de mysticisme, comme il en est à toutes les époques de décadence. »

Berchot, ayant terminé sa lecture, referma le cahier manuscrit.

— Voilà tout ce que nous savons sur Timoclès... Paix à son ombre! Et maintenant, Le Hallier, passe-moi les cigarettes...

Il se renversa dans son fauteuil, ravi d'entendre les éloges que je ne lui marchandai pas, bien que je fisse mes réserves sur un texte dont la traduction seule m'était connue. Je me proposais, d'ailleurs, d'étudier l'original, et d'aller, au besoin, jusqu'à Thasos, pour voir la tablette et le sarcophage.

Nous discutâmes un moment sur la date approximative de

l'inscription et je m'aperçus tout à coup que la journée était fort avancée. Le ciel se diaprait de rose vif, au-dessus des montagnes. Dans le clair-obscur de la salle, le rouge des murs prenait le ton ardent d'une paroi d'airain reflétant un grand feu. Entre les colonnettes de la loggia, comme entre les montants d'un métier d'ivoire, un rayon oblique tendait une trame d'or où glissait la navette d'or d'une abeille.

Stéphane Montayran ne s'était pas mêlé à notre discussion. Il restait debout contre la colonne, regardant dans le vague et tenant sa cigarette éteinte. La lecture avait agi sur lui à la manière d'une incantation ; il avait absolument la figure d'un homme qui rêve tout éveillé, et dont les facultés se concentrent sur une vision intérieure.

Le mouvement que je fis, en me levant, le réveilla. Il secoua la tête et passa sa main sur ses paupières, puis il rougit, et d'un air encore troublé, il s'excusa de sa distraction « imputable, disait-il, aux impressions qu'il avait reçues et qui s'associaient fortement à ses souvenirs de Thasos. »

Prenant tout à coup conscience de l'heure, il remercia Berchot, en termes gracieux et promit de revenir au moins une fois avant son départ. Mon ami l'assura que sa présence nous serait toujours agréable, et qu'en arrivant un peu avant six heures de l'après-dînée, il aurait de grandes chances de trouver Madame et Mesdemoiselles Berchot.

V

Je possédais enfin le document orphique de Thasos ! Négligeant la traduction de Louis Percier, je m'attaquai au texte grec qui avait été relevé avec beaucoup de soin et de clairvoyance. Mon interprétation personnelle, — que j'ai donnée dans le chapitre XXI des *Oracles et mystères*, — s'accorde sur la plupart des points avec celle de Percier. Toutefois, je suis encore stupéfait qu'il ait pris la liberté de traduire

ἔριφος ἐς γάλα ἔπετες

par cette phrase « blanc comme un chevreau tombé dans du lait. » Il a forcé le sens des mots pour en tirer une métaphore élégante. Mais je soutiens et je soutiendrai opiniâtrément qu'il n'avait pas le droit de prendre une telle liberté avec un texte

qui, d'ailleurs, est complètement inintelligible. Je lis, exactement comme dans les inscriptions de Pétilie et d'Eleutherne : « Chevreau, tu es tombé dans le lait! » Et j'avoue que cette formule rituelle, partout identique, n'a jamais été et ne sera peut-être jamais expliquée. Mais, comme a dit Salomon Reinach, « l'étude des rituels antiques est un champ obscur hanté par les feux follets qui nous font souvent entreprendre de longues courses pour nous laisser dans une fondrière. »

Laissons de côté cette controverse à laquelle m'a ramené, malgré moi, la passion scientifique. Je ne suis plus maître de ma plume quand j'aborde de tels sujets, et je prends, même pour moi seul, des façons de cuistre dont je sens tout le ridicule.

Les inscriptions et le sarcophage de Thasos, au cours de ce récit, n'ont d'intérêt que par rapport à Stéphane. J'écris « Stéphane » tout court, bien que je n'aie jamais employé cette appellation familière en causant avec M. Montayran. Cependant, dès notre seconde entrevue, il fut pour moi « Stéphane. »

C'était le surlendemain de notre déjeuner chez Berchot. J'étais allé au Musée National, et, dans la grande salle d'Athena, presque vide, où mes pas retentissaient démesurément, j'aperçus l'artiste en contemplation devant le bas-relief d'Éleusis qui représente Triptolème entre Déméter et Coré.

Le bruit que je faisais ne détourna pas l'attention de Montayran. Je m'approchai sans être vu et lui mis la main sur l'épaule.

— Eh bien, lui dis-je, l'âme de Timoclès a donc passé en vous? Je crois que vous devenez un adorateur de Perséphone.

— Peut-être! répondit-il en souriant.

— Convenez du moins que le tombeau du poète est une œuvre d'art bien inférieure à cet admirable bas-relief. Quelle chasteté dans ces corps divins, si beaux sous leurs draperies archaïques! Quelle noblesse dans la nudité de l'éphèbe qui reçoit l'épi et la couronne, double présent sacré! Quelle mélancolique douceur sur le visage de la Reine des Ombres!

— Oui, répondit Stéphane, le tombeau du pauvre Timoclès ne peut soutenir la comparaison, mais le poète de Thasos était né trop tard. Tous les grands sculpteurs étaient morts. La religion et l'art hellénique entraient dans leur crépuscule, et c'était un temps qui ressemblait au nôtre... Aussi, j'aime ce Timoclès dont l'âme était tendre et nuancée, et je le sens plus près de

moi que les héros casqués dont les gestes solennels et les discours vertueux m'assomment.

Je lui fis observer que la solennité et l'enflure sont des vices de décadence et que les arts de la grande époque grecque se parent d'une simplicité majestueuse. Il se rendit de bonne grâce à mes arguments. Ensemble, nous parcourûmes quelques galeries, puis j'emmenai mon jeune compagnon dans un café de la rue du Stade où les boissons apéritives sont assez bonnes.

Nous restâmes une heure à causer, tout en nous divertissant au spectacle de la rue. Stéphane n'était pas de ceux qui se livrent aisément. Une fois pour toutes, il avait masqué de froideur cette sensibilité que je devinais en lui, toute pareille à la mienne. Il était farouchement réservé, comme j'étais bourru — par un effort de volonté Je ne m'y trompai pas longtemps. Et je reconnus ma race.

Il se détendit un peu, vaincu par ma bienveillance paternelle, et il me parla de son passé. Il avait perdu ses parents en bas âge, et comme à moi, il lui avait manqué cette première éducation que l'on reçoit sur les genoux et contre le sein de la femme. Très fragile dans sa petite enfance, il avait vécu, chez des étrangers, une existence repliée et silencieuse, ayant des livres pour camarades et pour école un jardin..

Ainsi, comme moi-même, il s'était formé seul pour une vie solitaire et comme je m'étais donné à la science, il s'était donné à la peinture. Mais le sport et les voyages avaient fortifié l'adolescent; l'amitié des Martin-Croze lui avait ouvert des salons où sa sauvagerie s'était policée. A vingt-six ans, il était robuste sous une frêle apparence et certes, quand il aurait passé la cinquantaine, il ne serait pas un bonhomme aux yeux flétris, aux cheveux presque blancs, un demi-vieillard, sec comme une cigale à la fin de l'été et tel que je me vois maintenant dans les glaces.

Le même jour, il fit une visite à Mme Berchot et s'attarda dans la salle rouge parmi les jeunes filles. Nous convînmes de nous retrouver le lendemain et Berchot voulut être de la partie. Il ne cachait pas que M. Montayran lui plaisait beaucoup.

L'artiste plaisait surtout à Rhodé. La petite, coquette par instinct, était née pour affoler les hommes. Bien que je n'aie pas une grande expérience des manèges féminins, je remarquai ce que ne voient jamais les parents : certaines recherches

de toilette, des mines graves ou rieuses sans raison, une manière passionnée de dire, de faire les moindres choses et puis, soudain, une indifférence absolue à la présence de Stéphane qui était devant Rhodé comme s'il n'était pas. Il ne se départait jamais de sa courtoisie imperturbable. Quelques mots d'Hélène me firent craindre que la séductrice ingénue ne se prît à son propre jeu. Je résolus d'étudier Montayran, afin de mesurer les chances de Rhodé... Elle était jolie, aimable et riche. Pourquoi Stéphane ne l'épouserait-il pas, s'il se découvrait le goût du mariage?

Or, rien ne me permit de croire qu'il eût ce goût, et tout me fit penser qu'il était jalousement épris de son indépendance.

Mais, sur cette matière délicate, je ne pouvais que former des hypothèses, car Stéphane ne se prêtait guère aux entretiens confidentiels. Nos conversations étaient d'ordre esthétique ou philosophique. J'étais cordial et lui déférent, comme il convenait à nos âges. Nous visitâmes Athènes en tous ses recoins. Le matin, nous allions au musée de Patissia, au Céramique, à l'Acropole. Que de fois, par les chemins rocailleux, hérissés d'agaves, nous gravîmes la colline sacrée! Je saluais, en passant, la belle colonne des Propylées. Je rendais hommage à la Victoire Aptère et à ces vierges patientes qui soutiennent, de leur front calme, le poids millénaire de l'Erechtéion. Quand les touristes anglais et les employés de Cook n'offensaient pas les dieux invisibles, je m'arrêtais au Parthénon. Il me faut avouer, avec douleur, que Stéphane ne partageait pas ma dévotion pour Pallas Athéné. Il osa me déclarer, un jour, que cette déesse lui paraissait une sorte de personnage officiel, un membre divin de l'Institut, qu'elle était politicienne et rhétoricienne, point féminine malgré son fuseau et ses broderies. Enfin, cette féministe casquée l'ennuyait!...

Ces blasphèmes, débités avec une exquise politesse, manquaient de sincérité et tendaient à me faire mettre en colère, — spectacle délicieux pour un jeune homme amoureux du paradoxe. Mais je souffrais tout de ce Stéphane Montayran que je connaissais à peine... Comme Renan, il confessa « la dépravation intime de son cœur » : à la perfection classique, il préférait quelquefois la gaucherie des arts naissants et la grâce malade des arts déclinants. Le monstre à trois corps et l'Héraclès archaïque, barbouillés de rouge, de vert et de noir, les

vieilles idoles gainées du *xoanon* primitif, les poupées crétoises et mycéniennes le reposaient, — ce fut l'expression qu'il employa! — le reposaient du sublime. Il aimait, au musée de l'Acropole, les Orantes aux robes compliquées, peintes de couleurs imprévues; il trouvait du charme à leurs perruques rosâtres, à leurs yeux mongols, à ce sourire équivoque et triste où l'on veut voir aujourd'hui tant de choses que ne soupçonnaient certainement pas leurs auteurs, les statuaires du VIe siècle! Puis, franchissant les âges, Stéphane montrait une prédilection irritante pour les terres cuites et les vases décorés, les petits bronzes hellénistiques et toutes les amulettes d'Alexandrie... Et nous discutions. Et j'avais l'illusion de vaincre un adversaire qui m'avait déjà vaincu, puisque j'étais tombé dans son piège.

Je donnais mes après-midi à mon travail ou à la famille Berchot. Quand la ville crépusculaire redevient « Athènes couronnée de violettes, » nous sortions tous en bande, et après une courte promenade au Jardin royal, nous nous installions devant un café sur le trottoir encombré de tables et de chaises. A cette heure, la rue, noire d'hommes, retrouve l'âme antique de l'Agora. Sous la lumière apaisée qui dore les façades de marbre et les édifices à colonnades et à portiques, — œuvre des architectes bavarois, dont l'atticisme, disait Stéphane, rappelle les tragédies de professeurs, — les gens de toutes classes se heurtent dans une familiarité démocratique. Les voitures creusent des remous parmi cette foule d'où jaillissent soudain des invectives homériques. Les cris aigus des petits « journalistes » rejoignent les cris aigus des hirondelles. L'odeur anisée du mastic se répand. Certaines figures me rappellent la Canebière marseillaise : d'autres semblent revenir du fond des âges... C'est un moine mitré et voilé, qui a le masque d'un Christ byzantin et porte un chignon de femme ; c'est un douteux éphèbe, Narcisse de faubourg aux cheveux bouclés drus, plus noirs que les grappes du raisin noir, qui vend des cartes postales ou des sacs de toile brodée ; c'est un fermier d'Argolide à barbe frisée, vêtu d'une tunique de laine bise, chaussé de cnémides et tenant sa houlette comme un sceptre. C'est un Albanais en fustanelle, un gendarme crétois à veste noire, à culotte noire plissée dont le large fond ballotte et pend comme une poche ; c'est un evzone juponné de blanc, chaussé de sou-

liers à gros pompons. Ainsi parmi les bourgeois en jaquette et les jolies femmes habillées selon le goût de Paris, ces personnages sont le lien vivant qui unit le passé au présent, la Grèce de Canaris à la Grèce de Venizelos. Spectacle toujours divers pour les consommateurs qui restent assis, jusqu'à la nuit close, devant un loukoum et un verre d'eau, si l'état de leurs finances ne leur permet pas un régal plus somptueux. D'ailleurs, les sobres Hellènes ne vont pas au café pour le plaisir de la boisson, comme font les barbares du Nord, mais pour rencontrer leurs amis, lire les journaux du soir, traiter leurs affaires et surtout parler de la politique...

En ce printemps de 1914, la passion politique agitait tous les esprits. C'est une fièvre endémique dans la turbulente Hellade. La seconde guerre balkanique venait de s'achever; et par dessus les ambitions serbes et les rancunes bulgares, par-dessus les ruines de la Turquie, le moindre marchand grec voyait resplendir, comme une réalité prochaine, le grand rêve panhellénique qui hanta ses ancêtres opprimés pendant la longue servitude. Il voyait la route s'ouvrir où marcheraient les soldats de Kilkich vers Byzance reconquise, et le drapeau blanc à croix bleue flottant sur la Corne d'Or, et le vieux prêtre enfermé dans un pilier de Sainte-Sophie, sortant de son refuge après quatre siècles pour achever, devant Constantin XII le Bulgaroctone, la messe interrompue par Mahomet II.

Cet espoir secret de la Grèce prenait sa forme vivante dans la personne des officiers instruits par la France, mais fascinés par Potsdam. Beaucoup d'entre eux affectaient une raideur allemande et relevaient leurs moustaches à la façon du Kaiser. Les sympathies germanophiles de la Cour et de l'État-major étaient connues de tout le monde, — excepté des Français qui ne regardent jamais au delà de leurs frontières et qui croyaient encore que la Grèce n'avait pas changé de sentiments depuis 1820. Les illusions que j'avais conservées, furent bien ébranlées par Berchot. Cependant, il y avait encore dans l'armée grecque, des hommes qui aimaient la France. Mon ami en connaissait quelques-uns. Il me présenta, un jour, dans ce même café où nous prenions des glaces, un capitaine et deux lieutenants, qui parlaient le français à ravir. Ils connaissaient Paris et surtout Montmartre dont ils me firent compliment, tout comme j'aurais pu leur faire compliment de l'Acropole.

Ils voulaient flatter ainsi mon orgueil de Parisien et ma froideur leur parut une modestie affectée. Ayant rempli ce qu'ils croyaient être un devoir envers un hôte éminent de leur cité, ils s'occupèrent des jeunes filles. Les lieutenants étaient bons danseurs, et Rhodé avait pu comparer leurs talents. C'était l'année où régnait le tango dans sa gloire. Toute cette jeunesse ne pensait qu'à la chorégraphie et tenait des conversations techniques plus inintelligibles pour moi que l'inscription de Thasos. Hélène ne s'y mêlait pas. Rhodé triomphait. Je vois encore cette charmante fille, serrée dans une robe verte que je qualifierai d'éginétique, coiffée d'une espèce de cloche noire; je la vois, souriant au lieutenant Sevastos, riant au lieutenant Kokalas, badinant avec le capitaine Panayoti, puis, soudain, grave et muette...

Stéphane Montayran vient de passer. Il s'est perdu dans la foule, mais Berchot le rattrape et nous l'amène. Le cercle s'élargit. On apporte d'autres glaces, et les jeunes officiers reparlent de Paris et de Montmartre. Cette fois, ils trouvent un homme qui leur répond... O Perséphone au voile bleu, déesse couronnée de narcisses, se peut-il que votre adorateur ait reçu l'initiation à des mystères impurs, ou faut-il croire qu'il exerce sur ces militaires naïfs son impitoyable ironie?

VI

Un matin, j'étais venu chercher Stéphane à son hôtel pour visiter avec lui le Céramique. Le portier chamarré qui se tient au seuil de tous les palaces orientaux armé d'un balai en lanières de papier multicolore et qui époussette, d'un geste digne, les chaussures poudreuses des voyageurs, m'avertit que M. Montayran n'avait pas encore quitté sa chambre. J'insistai pour qu'on ne le dérangeât point et je l'attendis dans le hall, devant un grand portrait du roi Constantin au crâne chauve. Le va-et-vient des touristes de toutes nations, la diversité des types, les petites comédies dont j'étais le spectateur involontaire, me firent passer le temps. J'admirais l'étonnant mauvais goût qui inspire les architectes et les tapissiers dans les hôtelleries du Levant, les baldaquins et les portières, les peluches brodées, les hideux objets d'art que l'Allemagne et l'Autriche répandent à profusion au delà des Balkans et jusqu'au fond de

l'Asie-Mineure. Pendant que je me délectais dans cette contemplation, le petit chasseur arriva de la poste et mit un paquet de journaux et de lettres sur le bureau du gérant.

— Monsieur, dit cet homme doux et gras, et qui parlait d'une voix suave en se frottant les mains, voici le courrier de France qu'on distribue. S'il vous plaisait de feuilleter *le Temps*...

J'acceptai *le Temps*, mais j'avais à peine commencé de lire un copieux article anonyme sur la politique étrangère, que Stéphane Montayran parut. Il tenait une lettre toute cachetée et timbrée qu'il jeta dans la boîte du vestibule. Puis, m'ayant aperçu, il vint me serrer la main et s'excusa de m'avoir fait attendre.

— J'avais une lettre importante à terminer, me dit-il, et j'ai dû... Mais quoi? Il y a un courrier de France?...

— On vient de l'apporter à l'instant...

Stéphane se précipita dans le bureau où le gérant triait les correspondances des voyageurs.

— Pardon, monsieur, voici pour vous, dit l'homme à la voix suave, avec un sourire qui semblait promettre toutes les complicités.

Il remit une lettre à Montayran, une seule lettre que Stéphane ouvrit, et lut, debout, parmi les voyageurs qui le heurtaient. Par discrétion, je m'étais réfugié dans la politique du *Temps*. Stéphane vint m'en tirer bientôt.

Il était pâle et ses paupières portaient les marques brunes que laissent la fièvre et l'insomnie.

— Monsieur Le Hallier, me dit-il, je crains que tous mes projets ne soient modifiés par des circonstances imprévues... Peut-être mon départ est-il prochain...

Je me récriai :

— Quoi? Vous quitteriez la Grèce sans l'avoir visitée?... Justement, je voulais arranger avec vous, ce matin, une excursion en automobile à Éleusis. Il me plairait de vous conduire moi-même, sur les traces de notre ami Timoclès, vers le sanctuaire détruit de Perséphone... Allons! ne me privez pas de ce plaisir, et n'irritez pas la déesse que vous aimez... Si le yacht de votre cousin n'est plus à Corfou, vous vous embarquerez directement à Patras pour Brindisi.

Il fixa sur moi ses yeux gris où je vis passer l'émotion comme un nuage d'un gris plus sombre.

— La bonté que vous me témoignez me touche infiniment;

mais j'ai prolongé mon séjour ici au delà du temps normal, et maintenant il faut que je parte, si je veux, comme vous me l'avez conseillé, visiter Delphes, Olympe et Mycènes... Or, je dois être à Venise pour y voir une personne qui traversera cette ville dans quinze ou vingt jours.

— Vous ne savez pas exactement à quelle date?

— Non.

— C'est fâcheux.

Il fit un geste qui exprimait aussi bien la résignation que l'impuissance devant une fatalité mystérieuse. Je me tus, car je ne pouvais objecter rien qui fût raisonnable et, malgré moi, mon regard tomba sur la lettre que Stéphane maniait nerveusement. Je vis le cachet de la poste de Nice et l'écriture de l'adresse, une écriture féminine, petite en dépit de la mode et très déliée, avec des majuscules romaines, et des espaces entre les syllables.

L'idée me vint que cette lettre émanait de la « personne » qui traverserait Venise « dans quinze ou seize jours à peu près; » et je flairai quelque intrigue. Ce n'était là que simple fantaisie de mon imagination. Stéphane était à la fois un intellectuel et un sensitif; mais il me semblait dépourvu de cette sentimentalité que les femmes préfèrent à la passion même. Il s'inquiétait peu de la casuistique amoureuse, et méprisait le jargon romanesque. Les hommes de ce caractère déçoivent par leur froideur celles qu'ils ont attirées par une sorte de grâce hautaine. Sous une apparence frêle, ils sont très virils, et souvent très orgueilleux. Maîtres de leurs sens, ils pratiquent la volupté comme un art délicat, sans lui soumettre leur volonté; mais quand ils aiment, ces hommes au cœur difficile aiment éperdument.

Tel serait, un jour peut-être, le destin de Stéphane. Rien, dans ses paroles, rien dans son attitude, n'indiquait que le jour fût venu. Et puis, sans aimer, un jeune homme s'engage quelquefois dans une aventure qui trouble un peu sa vie et la complique. Une maîtresse jalouse, des malentendus à éclaircir, une chaîne à rompre, un plaisir passager qui s'offre et que l'on cueille, voilà bien des motifs suffisants, pour bouleverser tout un programme de voyage... Et que de soucis d'un autre ordre, affaires de famille, affaires d'argent, peuvent détraquer brusquement les projets les mieux établis?

Stéphane réfléchit un moment et sa figure se rasséréna. Il s'assit près de moi sur l'affreux canapé de peluche et me dit :

— Je serai à Venise dans le temps que j'ai fixé ; mais, dussé-je sacrifier Delphes et Mycènes, j'irai avec vous à Éleusis. L'occasion est trop tentante pour que je la laisse échapper, et votre compagnie m'est trop précieuse pour que je m'en prive.

— Mais si vous êtes obligé de partir...

— Je suis obligé d'arriver en un lieu et à une date que je n'ai pas fixés, mais pour partir, je suis libre... Tout à l'heure, j'hésitais... Je n'hésite plus. Nous irons ensemble à Éleusis...

Et, sur le ton le plus affectueux, il ajouta :

— Comment reconnaîtrais-je assez le bienfait de votre sympathie? Vous ne pouvez savoir et moi je ne sais pas dire tout ce que je vous dois et combien je vous suis attaché...

— J'en suis heureux, répondis-je en lui tendant la main, et j'espère bien que notre amitié deviendra plus forte et plus intime avec le temps. Vous ferez quelquefois le voyage de Bièvre pour visiter le solitaire dans son ermitage?

— Je le ferai souvent ce voyage, si le solitaire veut bien m'accueillir.

— Et moi, j'irai rue de Passy, à votre atelier. Il me tarde de connaître votre peinture.

— Oh! Vous ne verrez pas grand'chose, rue de Passy, dans mon petit appartement. J'y habite, j'y reçois mes amis; mais j'ai un atelier ailleurs, où je travaille, à l'abri des indiscrets. Il s'ouvrira pour vous, pour vous seul...

— Maintenant, proposai-je, préparons votre voyage.

Il demanda l'indicateur des chemins de fer helléniques, et, séance tenante, nous organisâmes un nouvel itinéraire, comprenant Nauplie, Argos, Mycènes, Corinthe, Itéa, Delphes, Olympie et Patras.

— A Patras, vous vous embarquerez pour Venise... Est-ce que vous rentrerez en France, directement?

— Je ne sais. Il se peut que je m'attarde en Italie. Cependant j'ai le grand désir de travailler et l'on ne travaille bien que chez soi... Je veux faire un tableau dont l'idée me hante...

— Qu'est-ce donc?

— Perséphone.

— Décidément, vous êtes, comme le poète de Thasos, un

fanatique de la Déesse souterraine... C'est la lecture de l'Hymne qui vous a suggéré cette idée qui vous obsède?

— Suggéré, non! L'idée était en moi, depuis très longtemps, depuis mon enfance... Dans la maison de province où j'ai été élevé par un oncle et une tante dénués tout à fait de sentiment poétique, il y avait, en face de mon lit, un tableau ancien, une peinture italienne, de l'école de Mantegna, qui représentait l'enlèvement de Proserpine. Les teintes avaient noirci; le vernis s'était craquelé; le paysage, avec ses montagnes fantastiques, ses fleuves sinueux, ses architectures et ses arbres épais, chargés de citrons et de grenades, avait presque sombré dans cette nuit de la couleur, où transparaissaient, — comme des formes noyées en l'eau morte d'un bassin, — les beaux corps du dieu ravisseur et de la déesse violentée. Je revois cette Perséphone que j'appelai alors de son nom latin... Je revois ses bras levés, ses petits seins nus, sa robe ouverte sur les côtés, ses longues jambes, ses pieds chaussés de cothurnes d'or... Je me rappelle les méandres de ses tresses blondes, nouées de perles et *couronnées de narcisses*. Comment décrire son visage, voilé de l'ombre que les siècles avaient étendue sur la toile, ce visage féminin et divin, si pathétique, dont les yeux me regardaient vraiment à travers la mort? Je l'aimais. Cent fois, tremblant d'être surpris, je montais sur une chaise, et me haussant de toute ma petite taille, le cœur gonflé d'un trouble inconnu, je baisais pieusement la bouche peinte... Ne vous moquez pas de moi, Monsieur Le Hallier!

— Et pourquoi me moquerais-je? Malheureux l'homme qui n'a jamais été amoureux d'une déesse peinte ou sculptée! Il n'apportera pas aux femmes vivantes un désir qui saura les diviniser, et dans la chair il n'étreindra que la chair, comme les brutes... Mais continuez l'histoire de vos amours.

— Elles furent brèves. Quand j'eus douze ans, mon oncle me mit au lycée, et pendant mon absence, il vendit la Proserpine à un antiquaire parisien. Ce fut ma première douleur. Longtemps, sur la muraille, je cherchai des yeux, instinctivement, la bien-aimée disparue. Enfin, je tentai de la ressusciter, un jour, de ma main novice, en retraçant les lignes intactes dans ma mémoire : je vis, — ou je crus voir, — renaître, sur le papier, le beau corps, le front couronné, les yeux inoubliables... C'est ainsi qu'après m'avoir révélé mon

cœur, Perséphone me révéla ma vocation d'artiste... Vous comprenez maintenant l'intérêt singulier que je pris aux découvertes de Louis Percier, et pourquoi je me sens tout proche de ce Timoclès d'Œnyra qui était...

— Votre coreligionnaire!

— Si vous voulez! dit gaiement Stéphane.

Jamais il ne s'était montré plus libre et plus confiant. Il me parla du tableau qu'il rêvait.

— Ce sera Perséphone aux Enfers, telle qu'elle apparaît dans l'hymne orphique : une divinité douloureuse et douce, encore meurtrie de la violence qu'elle a soufferte, une figure de l'espérance et de la pitié comme il n'en était pas dans le brillant Olympe, une Immortelle devenue la Consolatrice des Morts...

— Vous concevez une traduction picturale de ce symbole? Ne craignez-vous pas...

— De faire de la peinture littéraire?... Mais n'y a-t-il pas de la « littérature » aussi dans la représentation systématique de la réalité la plus basse? Je ne m'enferme pas dans une théorie. Je suis mon inclination naturelle, en toute sincérité.

Je constatais une fois de plus, en l'écoutant, qu'il n'avait pas cette intelligence naïve que l'on croit appartenir communément aux peintres et aux sculpteurs, parce que beaucoup de ces artistes manquent de culture et sont plus exercés à voir qu'à penser. Stéphane était, par tempérament, philosophe et poète autant que peintre, et il revendiquait pour ses initiateurs les maîtres qui ont regardé la matière aux changeantes apparences comme le miroir de l'esprit. Il se rattachait, disait-il, de très loin et très humblement, à ces artistes dont Vinci est le type suprême, à ces contemplateurs, à ces hermétiques, indépendants de toutes les écoles, isolés dans leur siècle et leur pays, espèces d'alchimistes de l'art qui vivent penchés sur la nature et sur l'âme dont ils transmutent les mystères en un merveilleux trésor de lignes et de couleurs.

MARCELLE TINAYRE.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS DE MON MINISTÈRE

III[1]

NICOLAS II ET GUILLAUME II

J'aborde ici un épisode qui a particulièrement ému le public en France et en Angleterre : la conclusion entre l'empereur Nicolas et l'empereur Guillaume d'un traité secret signé à Bjorkoe dans le courant de l'été 1905.

La publication faite en 1917 par le gouvernement révolutionnaire russe de ce traité et de la correspondance télégraphique échangée à son sujet entre les deux souverains, a donné lieu à beaucoup de controverses et a déjà fait naître toute une littérature ; quelques-uns des livres et des articles de journaux qui y ont trait sont manifestement tendancieux et chargent injustement l'empereur Nicolas du plus lourd de tous les forfaits, — celui d'avoir trahi son alliée, la France; d'autres, empreints d'un esprit plus équitable, sont forcément incomplets et peuvent paraître insuffisamment convaincants, les auteurs n'ayant pas eu accès aux pièces mêmes du procès.

La signature du traité de Bjorkoe a eu lieu l'année qui a précédé mon avènement à la direction de la politique extérieure de mon pays et je n'ai joué dans cet épisode aucun rôle direct; mais, en ma qualité de ministre des Affaires étrangères, j'eus la possibilité plus tard de m'informer minutieusement de tout ce qui s'y rapporte : je croirais faillir à un devoir

(1) Voyez la *Revue* des 1er juin et 1er juillet.

impérieux envers le malheureux souverain que j'ai servi pendant tant d'années et dont je connais à la fois les qualités et les faiblesses, si je n'apportais mon témoignage à un débat considérablement obscurci par les polémiques. Si d'ailleurs je m'arrête un peu longuement à cet épisode, mon but n'est pas seulement de rétablir la vérité des faits : l'affaire du traité secret de Bjorkoe éclaire d'une manière particulièrement vive l'ensemble de la situation internationale, telle que je la trouvai au moment d'entrer dans mes nouvelles fonctions.

Elle se présentait, au printemps de 1906, sous un aspect particulièrement compliqué et même menaçant. La guerre malheureuse contre le Japon avait eu pour conséquence non seulement d'affaiblir la Russie, mais d'ébranler l'édifice tout entier du système politique européen. Ce système avait été, pendant une longue période d'années, établi sur un équilibre de forces éminemment instable : double alliance entre la Russie et la France, faisant contrepoids à la Triple Alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. L'effet immédiat et naturel de l'affaiblissement de la Russie à la suite non seulement de la guerre, mais surtout du mouvement révolutionnaire provoqué par les défaites militaires, avait dangereusement atteint la Double Alliance : on avait senti, tant à Paris qu'à Londres, que la balance ne pouvait être rétablie que si l'Angleterre renonçait à sa politique traditionnelle de « splendide isolement » et se rapprochait de la France. Un pas important avait été fait dans cette direction, sous l'inspiration personnelle du roi Édouard VII, par la conclusion, en 1904, de l'accord anglo-français relatif à l'Égypte et au Maroc ; cet accord se développa rapidement et prit bientôt la forme d'une véritable « entente cordiale. » Pendant la guerre russo-japonaise, cette entente se fit sentir de la manière la plus efficace en aidant à la solution pacifique de la querelle provoquée entre la Russie et l'Angleterre par l'incident du Dogger-Bank, qui menaçait de se terminer par un conflit armé; en revanche, l'empereur Guillaume, qui avait tout fait pour encourager l'empereur Nicolas dans sa politique d'aventures en Extrême-Orient, profitait maintenant de toutes les occasions pour envenimer les relations entre la Russie et l'Angleterre.

Le souverain allemand nourrissait depuis longtemps le pro-

jet d'isoler l'Angleterre et de regrouper les Puissances européennes de façon à former une ligue continentale anti-anglaise; un pareil regroupement avait été réalisé en 1895, lorsque la Russie, la France et l'Allemagne se réunirent pour présenter au Japon un ultimatum à la suite du traité de Simonoseki; l'empereur Guillaume fut l'âme de cette combinaison hybride à laquelle la France ne se joignit qu'à contre-cœur, la Russie, d'une manière plus ou moins inconsciente, et dont l'Angleterre se tint prudemment à l'écart. Cette combinaison n'eut qu'une durée éphémère; elle n'en produisit pas moins des résultats néfastes; car c'est à elle que l'on peut faire remonter les causes premières des troubles qui eurent lieu en Extrême-Orient en 1900 et, par conséquent, du conflit qui suivit entre la Russie et le Japon. En effet, après avoir engagé une action diplomatique qui évinçait le Japon du continent asiatique, l'empereur Guillaume s'empara lui-même brutalement de Kiao-Tchéou et entraîna l'empereur Nicolas à se saisir de la péninsule de Liao-Toung avec Port-Arthur qui venait d'être arraché au Japon. Cet acte essentiellement immoral en lui-même excita un violent ressentiment tant parmi les Chinois que parmi les Japonais; en Chine, il fut le point de départ du mouvement des Boxers qui amena les forces des Puissances à Pékin et servit de prétexte à la Russie pour occuper une partie de la Mandchourie; au Japon, il exalta les sentiments de colère contre la Russie qui avait aidé à priver les Japonais du fruit de leurs victoires et le désir de revanche. Plus tard, ce fut encore sous l'impulsion de l'empereur Guillaume que l'empereur Nicolas s'engagea dans une politique active en Extrême-Orient; on se rappelle le télégramme lancé par Guillaume II à l'issue d'une entrevue au large de Réval et dans lequel il saluait l'empereur Nicolas du titre pompeux, mais bien illusoire, d' « amiral du Pacifique. »

Mais ce qui est bien caractéristique des méthodes de Guillaume II, c'est qu'au moment même où il poussait ainsi Nicolas II contre le Japon, il travaillait de son mieux à la conclusion de l'alliance anglo-japonaise qui fortifiait le Japon et augmentait les chances d'un conflit entre celui-ci et la Russie; les papiers posthumes du comte Hayashi, signataire de ce traité, publiés en 1913 à Tokio, ne laissent aucun doute sur ce point. Il est d'ailleurs de toute évidence que l'Allemagne ne

pouvait que gagner à un conflit entre la Russie et le Japon. Si la Russie était victorieuse, elle restait pour de longues années enlizée dans les affaires d'Extrême-Orient, et toute son énergie était absorbée à prévenir la possibilité d'une revanche japonaise; si elle subissait une défaite, elle était affaiblie et profondément humiliée; dans les deux cas, l'influence de l'Allemagne s'accroissait d'autant, et l'empereur d'Allemagne devenait l'arbitre de l'Europe.

Les événements avaient merveilleusement secondé les plans du souverain allemand. La Russie avait souffert plus encore qu'on ne pouvait s'y attendre du fait de la guerre, surtout en raison des désordres intérieurs causés par ses défaites. Pendant toute la durée de la guerre, l'empereur Guillaume avait profité de chaque occasion pour claironner les services rendus par lui à la Russie et les titres qu'il prétendait s'être acquis à la gratitude de l'empereur Nicolas. En réalité, si l'empereur Guillaume avait adopté une attitude permettant à la Russie de dégarnir sa frontière occidentale, son but évident avait été d'entraîner de plus en plus la Russie sur les sables mouvants de l'Extrême-Orient. En outre, l'Allemagne avait déjà été largement récompensée de ce pseudo-service par la signature d'un traité de commerce extrêmement avantageux pour les Allemands et onéreux pour les Russes; le comte Witte, qui s'était trouvé dans la nécessité de signer ce traité, ne déclarait-il pas que ses effets équivaudraient à ceux d'une lourde indemnité de guerre imposée à la Russie?

On a vu que l'empereur Guillaume ne négligeait rien pour stimuler le ressentiment de l'empereur Nicolas contre l'Angleterre et qu'il se servait, dans ce dessein, de tous les incidents de nature à établir la complicité des Anglais avec les Japonais. Rien n'est plus instructif, à ce point de vue, que la correspondance télégraphique secrète échangée à cette époque entre les deux souverains, retrouvée par le gouvernement révolutionnaire russe dans les archives de Tsarskoie-Sélo et publiée par lui dans les journaux russes et étrangers (1). Elle permet de

(1) Les deux Empereurs correspondaient entre eux en anglais. La série complète des télégrammes retrouvés à Tsarskoie-Sélo a été publiée en février 1912 dans les cahiers 6 et 7 des *Etudes de la Guerre* (Paris, Payot et Cie), qui font suivre les textes anglais de traductions françaises; nous reproduisons ici quelques-unes de de ces traductions.

suivre presque jour par jour les progrès des efforts de l'empereur Guillaume pour amener l'empereur Nicolas à sa conception d'une ligue continentale contre l'Angleterre. Ces efforts étaient puissamment secondés par l'impression produite sur l'esprit de l'empereur Nicolas par les événements de la guerre qui prenaient de plus en plus une tournure défavorable à la Russie. L'empereur Guillaume en profitait pour abattre peu à peu ses cartes, et bientôt il faisait parvenir à l'empereur Nicolas un projet de traité entre la Russie, l'Allemagne et la France destiné « à mettre fin à l'insolence anglaise et japonaise. »

Mais, au moment même où Guillaume II croyait toucher au but, il se produisit entre les deux souverains une grave difficulté; l'empereur Guillaume insistait sur la signature immédiate du traité par la Russie *à l'insu de la France*, laquelle devait être ensuite sommée de s'y joindre; l'empereur Nicolas se refusait énergiquement à un pareil procédé, qui répugnait à sa loyauté non moins qu'à son bon sens. Le télégramme suivant, adressé par lui le 23 novembre 1904, à l'empereur Guillaume, fait foi des sentiments du souverain russe :

« Avant de signer le dernier projet, je juge convenable de le soumettre à la France; aussi longtemps qu'il n'est pas signé, l'on peut y faire quelques modifications de détail dans le texte, tandis que, s'il était déjà approuvé par nous deux, cela semblerait comme si nous tentions de l'imposer à la France. En ce cas, un ratage pourrait facilement se produire. Je te demande donc ton consentement pour donner connaissance au gouvernement français de ce projet, et, dès que j'aurai sa réponse, je te la ferai immédiatement savoir par dépêche. »

Or, c'est précisément d' « imposer » ce traité à la France qu'il s'agissait dans l'esprit de Guillaume II, qui se hâta de répondre à l'empereur Nicolas par le long télégramme suivant que je ne puis me refuser de citer en entier, tellement, depuis la première jusqu'à la dernière ligne, il me parait caractéristique :

« Mille remerciements pour ton télégramme. Tu m'as donné une nouvelle preuve de ta parfaite loyauté en décidant de ne pas soumettre l'accord à la France sans mon consentement. Cependant je suis convaincu qu'il serait absolument dangereux de prévenir la France avant que nous ayons tous deux signé. L'effet serait diamétralement opposé à celui que nous

désirons. Seule la connaissance absolue, indéniable, que nous sommes liés tous deux par le traité à nous donner une aide mutuelle, pourrait décider la France à exercer une pression sur l'Angleterre pour la décider à rester tranquille et en paix par peur de placer la France dans une situation dangereuse. Si la France savait qu'un accord germano-russe est simplement en préparation et pas encore signé, elle avertirait immédiatement l'Angleterre son amie, — et peut-être son alliée secrète, — à laquelle elle est liée par l'Entente cordiale. Le résultat serait évidemment une attaque immédiate de l'Anglelerre et du Japon contre l'Allemagne en Europe aussi bien qu'en Asie. Son immense supériorité navale aurait vite raison de ma petite flotte et l'Allemagne serait temporairement paralysée.

« Cela romprait l'équilibre du monde à notre mutuel désavantage, et ensuite, lorsque tu commencerais tes négociations de paix, cela te mettrait à la merci du Japon et de ses amis triomphants de t'avoir accablé. C'était mon vœu spécial et, si je t'ai bien compris, également ton intention de maintenir et de renforcer l'équilibre menacé du monde par cet arrangement entre la Russie, l'Allemagne et la France. Cela n'est possible que si notre traité devient un fait accompli avant, et si nous sommes parfaitement d'accord sur tous les points. Un avertissement préalable à la France mënerait à une catastrophe. Si cependant tu jugeais impossible de conclure un traité avec moi sans le consentement préalable de la France, alors il vaudrait mieux s'abstenir de conclure aucun traité. Naturellement j'observerai un silence absolu au sujet de nos pourparlers et tu en feras autant. De même que tu n'en as informé que Lamsdorff (1), je n'en ai parlé qu'à Bülow qui garantit le secret absolu. Nos relations et sentiments mutuels demeureront comme par le passé, et je continuerai d'essayer de t'être utile dans la mesure où ma sécurité me le permettra. Ton accord de neutralité m'a été communiqué par l'empereur d'Autriche et je te remercie de ton télégramme m'en prévenant également. Je trouve l'accord (2) très sensé et il a ma pleine approbation. Meilleures affections. »

(1) En réalité, le comte Lamsdorff, ministre des Affaires étrangères russe, n'avait pas été mis par l'empereur Nicolas au courant du projet de traité.

(2) Il s'agit ici d'un accord secret conclu l'année précédente entre la Russie et l'Autriche et dont il sera question plus loin.

Les arguments de l'empereur Guillaume ne réussirent pas à vaincre le refus de l'empereur Nicolas, et, au mois de décembre, le projet de traité semble être définitivement abandonné.

*
* *

C'est alors que l'empereur Guillaume se décide à frapper un coup décisif ; il se dit que, s'il n'a pas réussi à convaincre l'empereur Nicolas par voie de correspondance, un contact direct avec le souverain russe pourrait lui assurer le triomphe. Le calcul était habile, car de tout temps, dans les relations personnelles entre les deux souverains, l'impétueuse personnalité de l'empereur Guillaume avait dominé le caractère plus faible et la nature plus affinée de l'empereur Nicolas. Celui-ci se rendait parfaitement compte de cette inégalité et redoutait de se trouver en tête-à-tête avec le souverain allemand et de subir le choc de sa fougueuse éloquence ; j'ai pu, en plusieurs occasions, constater la nervosité qui s'emparait chaque fois de l'empereur Nicolas à l'approche d'une entrevue avec l'empereur Guillaume, nervosité qui ne disparaissait que l'entrevue une fois terminée. L'empereur Guillaume résolut donc, vers la fin de l'été de 1905, d'annoncer brusquement sa visite à l'empereur Nicolas.

Guillaume II avait dû, cette année-là, en raison du différend Suédo-Norvégien, renoncer à son voyage habituel aux fjords norvégiens ; dans la seconde moitié de juillet, il faisait une croisière au large des côtes suédoises de la Baltique ; l'empereur Nicolas de son côté était venu se reposer des émotions et des fatigues de cet été si troublé en Russie, dans les eaux de l'archipel finlandais, tout près de Viborg. Le 23 juillet, le monde fut surpris par l'apparition inattendue de l'empereur allemand à bord du *Hohenzollern* dans la rade de Bjorkoe où se trouvait l'empereur Nicolas à bord de son yacht *l'Étoile Polaire :* c'est là qu'eut lieu l'entrevue des deux souverains et que fut signé le traité secret dont il a été si souvent question depuis sa publication par le gouvernement révolutionnaire russe.

Il est aujourd'hui démontré que l'entrevue de Bjorkoe a été savamment machinée par l'empereur Guillaume. A l'époque où elle eut lieu, la presse allemande, inspirée par la Wilhelmstrasse, s'était appliquée à en attribuer l'initiative à l'empereur Nicolas : la correspondance télégraphique échangée entre

les deux souverains est là pour rétablir la vérité. Guillaume II savait que l'empereur Nicolas se trouvait à Bjorkoe au milieu d'un entourage exclusivement familial; le comte Lamsdorff dont il avait lieu de craindre l'opposition, ne faisait pas partie de la suite de son souverain ; il s'agissait d'empêcher qu'on ne le fît venir de Saint-Pétersbourg qui n'était distant que de quelques heures ; aussi, dans ses télégrammes, Guillaume II, en proposant à l'empereur Nicolas sa visite, exige-t-il le secret le plus absolu sur son projet. Ce secret fut si bien gardé que personne, ni à bord du *Hohenzollern*, ni en Allemagne, ni en Russie, ne s'en douta jusqu'au dernier moment. Dans un télégramme daté du 21 juillet, l'empereur Guillaume se réjouit de la perspective de voir la « tête de ses hôtes » lorsqu'ils se trouveront en face de *l'Étoile Polaire*; « une jolie farce, » ajoute l'empereur Guillaume à la fin de ce télégramme.

Voici le texte du traité secret signé à Bjorkoe, tel qu'il a été retrouvé par le Gouvernement révolutionnaire russe dans les Archives de Tsarskoie-Sélo et publié en même temps que la correspondance télégraphique entre les deux souverains, qui l'avait précédé et suivi :

« L. L. M. M. Impériales, l'Empereur de toutes les Russies d'un côté, et l'Empereur d'Allemagne de l'autre côté, afin d'assurer la paix de l'Europe, se sont mis d'accord sur les points suivants du traité ci-après, relatif à une alliance défensive :

« Article premier. Si un État européen quelconque attaque l'un des deux Empires, la partie alliée s'engage à aider son co-contractant par toutes ses forces de terre et de mer.

« Art. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure de paix séparée avec un ennemi quelconque.

« Art. 3. Le présent traité entre en vigueur au moment de la conclusion de la paix entre la Russie et le Japon et doit être dénoncé avec un préavis d'un an.

« Art. 4. Ce traité étant entré en vigueur, la Russie entreprendra les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée.

« Signé : Nicolas, Guillaume. »

La publication, en automne 1917, du traité secret de Bjorkoe produisit en France et en Angleterre une forte émotion. Il y

eut tout d'abord dans la presse de ces deux pays tendance à y voir de la part de l'empereur Nicolas un acte de mauvaise foi, — disons le mot, — de trahison, envers la France alliée. Cette impression ne saurait résister à un examen sérieux du texte du traité ainsi que des circonstances dans lesquelles il fut signé.

A l'époque de l'entrevue de Bjorkoe, j'étais encore ministre à Copenhague et complètement ignorant de la signature du traité secret et des circonstances qui l'avaient précédé et suivi; mais, au printemps suivant, lorsque je fus appelé au ministère, je fus mis au courant de ce qui s'était passé à Bjorkoe, du contenu du traité, ainsi que de la plupart des télégrammes échangés à ce sujet entre l'empereur Nicolas et l'empereur Guillaume. C'est un devoir pour moi d'apporter au débat, en ma qualité d'ancien ministre des Affaires étrangères de l'empereur Nicolas, un témoignage irrécusable.

Il faut tout d'abord se rappeler les circonstances au milieu desquelles l'empereur Nicolas se rencontrait avec Guillaume II et tâcher de se représenter l'état d'esprit qui était, à cette époque, celui du souverain russe.

L'empereur Nicolas avait vu, au cours des mois précédents, ses armées de terre défaites par les Japonais en Mandchourie et sa flotte, commandée par l'amiral Rodjestvensky, anéantie à Tsushima; la révolution grondait partout en Russie et le pouvoir absolu des Tsars était menacé par les masses qui réclamaient le droit à une représentation nationale. Tout cela, aux yeux de l'empereur Nicolas, était la conséquence de la guerre avec le Japon, cette puissance lointaine qui n'aurait jamais osé provoquer la Russie, ni pu la vaincre sur les champs de bataille, sans l'appui de l'Angleterre, ennemie héréditaire que la Russie rencontrait partout, en Europe comme en Asie. Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, il ait été facile à Guillaume II d'entraîner l'empereur Nicolas à se joindre à lui pour réaliser son plan d'une coalition continentale contre l'Angleterre et lui servir d'instrument pour amener la France à faire partie de cette combinaison? Nous avons vu cependant qu'après plusieurs mois de correspondance, Guillaume II n'était pas parvenu à vaincre le sentiment de loyauté qui empêchait l'empereur Nicolas de signer le traité sans avoir, *au préalable*, obtenu l'adhésion de la France.

Le moment et le lieu étaient admirablement choisis pour

permettre à Guillaume II de triompher de cette résistance : l'empereur Nicolas était seul, livré pour ainsi dire sans défense aux entreprises impétueuses du souverain allemand, qui put, au bout des trois journées que dura l'entrevue, complètement subjuguer la volonté de son hôte.

D'après ce qui m'a été raconté par l'empereur Nicolas lui-même, la signature du traité eut lieu peu d'instants avant le départ de l'empereur Guillaume, à l'issue d'un déjeuner à bord du *Hohenzollern*. Quelques écrivains ont trouvé bon d'insinuer que la qualité et la quantité des vins servis à ce déjeuner avaient concouru au consentement de l'empereur Nicolas : c'est une de ces imputations grossières qu'il est facile de réfuter lorsque, comme moi, on a eu plus d'une fois l'occasion d'assister à de semblables déjeuners. Une pareille hypothèse est d'ailleurs superflue pour expliquer le succès du souverain allemand, qui savait très bien établir son ascendant sur l'empereur Nicolas sans recourir à un procédé aussi brutal. A chacune de ses entrevues avec l'empereur Nicolas, Guillaume II, comédien consommé, avait coutume d'apparaître dans un rôle différent ; ce rôle était toujours soigneusement étudié d'avance et adapté aux circonstances particulières du lieu et du moment. A Bjorkoe, je sais que Guillaume II fut particulièrement bruyant et impétueux, ne donnant pour ainsi dire à l'empereur Nicolas ni le temps de réfléchir, ni la possibilité d'échapper à sa faconde et à la fougue de ses démonstrations.

Lorsque les deux souverains, restés en tête-à-tête, eurent apposé leurs signatures au bas du texte préparé d'avance par l'empereur Guillaume, celui-ci insista pour que l'instrument portât des contre-signatures; aussi bien avait-il eu soin de se faire accompagner dans son voyage d'un haut fonctionnaire du département des Affaires étrangères de l'Empire, M. de Jchirsky, destiné bientôt à devenir secrétaire d'État à ce département et dont la signature pouvait, à la rigueur, suppléer à celle du titulaire de ce poste. Aucun personnage de même ordre ne se trouvant dans la suite de l'empereur Nicolas, Guillaume II suggéra d'avoir recours à l'amiral Birileff, ministre de la Marine russe, qui se trouvait à bord de l'*Étoile polaire* en qualité d'invité. Ce vieux marin, entièrement ignorant en matière de politique étrangère, fut appelé au dernier moment et n'hésita pas à apposer sa signature sur un document dont il

ne lui fut même pas donné connaissance. Une personne de la suite de l'empereur Nicolas m'a raconté que, pendant que l'amiral Birileff traçait son nom au bas de la page, le haut de celle-ci était caché par la main ouverte de l'Empereur. Plus tard, l'amiral Birileff, interrogé par le comte Lamsdorff, déclara que, s'il se trouvait une seconde fois dans une pareille situation, il agirait de même, considérant que sa qualité de militaire lui faisait un devoir de l'obéissance passive à tout ordre de son souverain et maître.

Si, après avoir passé en revue les circonstances dans lesquelles fut signé le traité de Bjorkoe, on examine le texte même de ce traité, on arrive rapidement à la conviction que l'empereur Nicolas n'a jamais pu songer à conclure une alliance dirigée contre la France et que, par conséquent, il ne peut être question de trahison de sa part. Il est vrai que le premier article du traité porte que « si un État européen *quelconque* attaque l'un des deux Empires, la partie alliée s'engage à aider son co-contractant par toutes ses forces de terre et de mer. » A prendre isolément cet article, sa rédaction défectueuse pourrait donner à croire que, dans le cas d'une agression de la France contre l'Allemagne, la Russie s'exposait à se trouver aux côtés de cette dernière; mais une pareille interprétation est absolument exclue par la teneur de l'article 4 du même traité, d'après lequel, le traité une fois entré en vigueur, la Russie devait entreprendre les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer *comme alliée*. Il est superflu de démontrer qu'il aurait été absurde de proposer à la France de se joindre, en qualité d'alliée, à un traité dirigé contre elle-même.

Il est donc de toute évidence que le traité de Bjorkoe n'a pas été un acte de trahison à l'égard de la France; il est tout aussi clair que la pointe de ce traité était exclusivement dirigée contre l'Angleterre. Au moment où il fut signé, celle-ci était encore l'ennemie presque déclarée de la Russie; un conflit armé anglo-russe venait d'être évité à grand'peine, grâce à l'intervention amicale de la France; mais l'influence hostile de l'Angleterre continuait à se faire sentir partout au détriment de la Russie; n'était-il pas naturel, légitime même, de la part de l'empereur Nicolas, de chercher, dans une coalisation continentale, une garantie contre cette Puissance?

*
* *

Après cela, et si l'empereur Nicolas doit être absous de tout reproche de trahison envers la France, il n'en a pas moins commis une lourde faute de jugement en cédant, après y avoir longtemps résisté, aux instances de Guillaume II et en acceptant de signer le traité sans avoir obtenu, *au préalable*, l'adhésion du pays allié. Cette faute, il la reconnut pleinement, aussitôt que, l'empereur Guillaume parti, il eut le loisir de réfléchir. Je tiens du comte Lamsdorff qu'après son retour à Saint-Pétersbourg, l'Empereur, qui avait l'air très soucieux et gêné au cours des audiences qu'il accordait à son ministre des Affaires étrangères, laissa passer environ quinze jours avant de se décider à révéler à celui-ci la signature du traité. Le comte Lamsdorff fut littéralement épouvanté par cette confidence et s'appliqua avec force à démontrer à l'Empereur les dangers de la situation et l'absolue nécessité de prendre immédiatement des mesures pour annuler le traité. L'empereur Nicolas dut reconnaître qu'il était tombé dans un piège et donna au comte Lamsdorff carte blanche pour faire tout ce qu'il faudrait afin de le tirer de ce mauvais pas. Le comte Lamsdorff s'y employa avec sa grande expérience des affaires et avec une énergie digne de tous les éloges.

Sur ces entrefaites, arriva à Saint-Pétersbourg le comte Witte, qui venait de signer à Portsmouth le traité de paix avec le Japon ; le comte Lamsdorff était étroitement lié avec lui et comptait sur son appui pour sortir de l'imbroglio causé par la faiblesse de l'Empereur.

Mis au courant de ce qui s'était passé à Bjorkoe, et sollicité par le comte Lamsdorff de l'aider à annuler les effets du malencontreux traité, le comte Witte lui prêta dans cette circonstance son concours le plus énergique et le plus intelligent; ceci doit être d'autant plus souligné, que le comte Witte était de longue date gagné à l'idée d'une alliance entre la Russie, l'Allemagne et la France.

Voici à peu près comment se sont passées les choses.

Le comte Lamsdorff commença par mener l'attaque sur un terrain, pour ainsi dire officieux, et par trois voies convergentes. Il y eut simultanément : lettre intime de l'empereur Nicolas à l'empereur Guillaume; lettre du comte Witte adres-

sée également à l'empereur Guillaume; enfin, démarche non officielle de l'ambassadeur de Russie à Berlin auprès du chancelier. Le but de ces démarches était de démontrer, d'un côté, le défaut de forme du traité de Bjorkoe, qui n'avait pas été contresigné par le ministre des Affaires étrangères de Russie, et de l'autre, les contradictions contenues dans le texte même du traité et qui rendaient nécessaire de soumettre celui-ci à un nouvel examen. Aucune de ces démarches n'aboutit à un résultat satisfaisant.

Or, la Russie et les États-Unis allaient procéder à l'échange des ratifications du traité de Portsmouth, et c'est à ce moment que devait entrer en vigueur le traité de Bjorkoe. Le comte Lamsdorff résolut donc d'imprimer aux négociations un caractère plus énergique. Il écrivit à M. Nelidoff, ambassadeur de Russie à Paris, pour lui demander s'il était possible de sonder le gouvernement français au sujet d'une adhésion éventuelle de la France au traité de Bjorkoe; M. Nelidoff s'empressa de répondre, sans même consulter le gouvernement français, que la France qui ne s'était jamais résignée à l'ordre de choses créé par le traité de Francfort et qui venait de conclure avec l'Angleterre « l'entente cordiale, » ne consentirait jamais à se joindre à une pareille alliance. Une nouvelle lettre fut alors adressée par l'empereur Nicolas à Guillaume II pour lui exposer encore une fois l'impossibilité de donner suite, dans les circonstances actuelles, au traité de Bjorkoe. En même temps, le comte Lamsdorff adressait au comte Osten-Sacken des instructions le chargeant de déclarer d'une manière formelle que, l'adhésion de la France ne pouvant pas être obtenue en ce moment, et les obligations du traité de Bjorkoe ne pouvant être conciliées avec celles du traité d'alliance entre la France et la Russie, le premier de ces traités devait rester inopérant jusqu'au jour où une entente serait établie à ce sujet entre la Russie, l'Allemagne et la France. Le comte Osten-Sacken devait ajouter que beaucoup de temps et de patience seraient nécessaires pour décider la France à se joindre à la Russie et à l'Allemagne, et que le Gouvernement russe s'emploierait de son mieux à atteindre ce résultat.

Aucune des réponses reçues de Berlin par le comte Lamsdorff et par le comte Witte ne contenait, — mes souvenirs sur ce point sont très nets, — de reconnaissance formelle de

l'annulation du Traité de Bjorkoe; le ministre des Affaires Étrangères russe dut se résigner à se contenter pour le moment d'un demi-acquiescement, mais il se réserva de démontrer plus tard, par les faits, que la Russie ne se tenait pas pour liée à l'Allemagne et restait entièrement fidèle à son alliance avec la France; c'est ce qu'il ne manqua pas de faire à l'occasion de la conférence d'Algésiras.

L'empereur Nicolas s'abstint désormais de toucher à cette question dans sa correspondance privée avec l'empereur Guillaume, correspondance qui continua encore pendant quelque temps, mais devint plus espacée et ne reprit jamais le ton d'intimité et de confiance d'autrefois.

Quant à l'empereur Guillaume, il ne renonça pas du coup à son plan, et employa tous ses efforts pour ramener l'empereur Nicolas à reconnaître la validité des signatures échangées à Bjorkoe. Dans ce dessein, il ne se contenta pas de répéter ses anciens arguments et ses calomnies contre l'Angleterre et la France, mais essaya d'agir sur l'esprit de l'empereur Nicolas par un langage dramatique et empreint de mysticisme. Ces efforts se manifestent d'une manière curieuse dans ce télégramme qu'il adresse à l'empereur Nicolas, le 12 octobre 1905, c'est-à-dire au moment où le comte Osten-Sacken venait de faire sa déclaration décisive à Berlin :

Gluksburg, Ostsee, 12 octobre 1905.

« Le fonctionnement du traité, — tel que nous l'avons convenu à Bjorkoe, — n'est pas contraire à l'alliance franco-russe, en tant bien entendu, naturellement, qu'elle n'est pas dirigée directement contre mon pays. D'autre part, les obligations de la Russie envers la France ne vont que jusqu'au point où la France le mérite par son attitude. Or, ton alliée t'a manifestement abandonné à toi-même pendant toute la guerre, tandis que l'Allemagne t'a aidé de toutes les manières dans la mesure où le respect de la neutralité le permettait. Cela fait que la Russie est moralement notre obligée. *Do ut des* (fais ce que dois). En attendant, les indiscrétions de Delcassé ont montré au monde que, bien que l'alliée de la Russie, la France n'en a pas moins conclu un arrangement avec l'Angleterre de tomber sur l'Allemagne à l'improviste, en pleine paix, alors que je faisais de mon mieux pour t'aider, toi et ton pays, qui était son

allié. C'est là une expérience qu'elle ne doit pas pouvoir recommencer et contre la répétition de laquelle je suis en droit d'attendre que tu me garantisses. Je reconnais avec toi qu'il faudra du temps, du travail et de la patience pour décider la France à se joindre à nous, mais les gens raisonnables sauront, dans l'avenir, se faire entendre et écouter. Notre affaire marocaine est réglée à mon entière satisfaction, de sorte que le terrain est préparé pour une meilleure entente entre nous. Notre traité nous offre une excellente base sur laquelle on peut construire. Nous avons joint nos mains, nous avons signé devant Dieu qui a entendu notre serment; je pense donc que le traité peut parfaitement venir en existence. Mais si tu désires quelque changement dans les mots, dans les clauses ou des réserves pour l'avenir ou pour certains cas, — comme par exemple le refus absolu de la France qui est improbable, — je serais heureux de connaître les propositions que tu croirais bon de me soumettre. Jusqu'à ce que tu me les aies soumises et que nous soyons tombés d'accord, nous devons adhérer au traité tel qu'il est. L'ensemble de ta presse d'opinion *Novosto*, *Novoie Wremia*, *Rouss*, etc., est depuis une quinzaine devenue violemlemment germanophobe et anglophile. Ils ont été, sans aucun doute, achetés partiellement par de grosses sommes d'argent anglais. Cela rend mon peuple soucieux et fait un grand tort aux relations qui grandissaient depuis peu entre nos deux pays. Tous ces événements montrent que les temps sont troubles et qu'il nous faut prendre des directions nettes; le traité que nous avons signé est un moyen de rester dans le droit chemin sans toucher à ton alliance, comme telle. Ce qui est signé est signé et Dieu est notre témoin. J'attends tes propositions. Affections à Alice.

« WILLY (1). »

Même après les déclarations faites par le gouvernement russe à Berlin, l'empereur Guillaume conserva encore, pendant plusieurs mois, sinon l'illusion, du moins l'espoir de garder son ascendant sur l'empereur Nicolas, et c'est seulement après la publication des instructions du comte Lamsdorff aux plénipotentiaires russes à Algésiras qu'il dut reconnaître définitivement son échec.

(1) Je crois me rappeler que ce télégramme, que j'ai eu sous les yeux, portait la signature : « Your friend and ally, Willy. » (ton ami et allié, Willy.)

Après les péripéties que je viens de décrire, les deux souverains restèrent deux ans sans se revoir. Je raconterai plus loin comment, en 1907, lors de l'entrevue qui eut lieu entre eux à Swinemünde et à laquelle j'assistai en qualité de ministre des Affaires étrangères, l'empereur Nicolas, craignant que l'empereur Guillaume n'abordât ce sujet épineux, me chargea de prévenir le chancelier allemand que le traité de Bjorkoe devait être considéré comme définitivement abrogé et qu'il se refuserait à toute tentative de la part de l'empereur Guillaume de le faire revivre.

***

Au moment de l'entrevue de Bjorkoe, j'étais, comme je l'ai dit, ministre à Copenhague. Quelques jours après, j'appris que Guillaume II avait annoncé au roi Christian IX qu'en rentrant à Kiel à bord du *Hohenzollern*, il s'arrêterait à Copenhague pour lui faire une visite. L'empereur allemand aimait à faire de brusques apparitions dans la capitale danoise; chacune de ces visites produisait un grand émoi non seulement à la Cour, mais dans tout le pays. On sait combien le ressentiment du peuple danois contre la Prusse et les Hohenzollern était resté vivace à la suite de la spoliation de 1864 : la famille royale partageait ce sentiment dans toute sa force, et la présence de Guillaume II à Copenhague était toujours, pour le roi Christian IX et pour son entourage, une source de douloureuses émotions L'aversion de l'Impératrice douairière de Russie, seconde fille du Roi, contre l'Allemagne et tout ce qui était allemand, était si forte que, lorsqu'elle venait voir son père, elle arrivait toujours sur son yacht, par voie de mer, afin de ne pas traverser l'Allemagne. Quelquefois, la saison la forçait de prendre, pour le retour, la voie de terre, et, par conséquent, de passer par le territoire allemand ; dans ce cas, elle ne consentait jamais à faire la courte traversée du détroit qui sépare les îles danoises de la côte allemande sur un paquebot battant pavillon allemand : un bateau danois la déposait à Warnemünde, où l'attendait un train spécial composé de wagons russes et qui gagnait la frontière russe avec aussi peu d'arrêts que possible.

La troisième fille du roi Christian IX, la princesse Thyra, mariée au duc de Cumberland, était, si possible, encore plus ardente dans son antipathie contre les Allemands ; car elle n'avait pas encore quitté la maison paternelle lorsqu'éclata la

malheureuse guerre des duchés : elle avait donc partagé les angoisses et même les fatigues physiques de son père, et ces souvenirs ne s'étaient jamais effacés de sa mémoire. A l'époque dont je parle, son mari, fils du dernier roi de Hanovre, dépossédé par la Prusse, était dans les mêmes sentiments; (on sait que, depuis, l'appât du duché de Brunswick et des millions guelfes a fait qu'il a consenti au mariage de son fils avec la fille de Guillaume II.) Il arriva qu'une des visites inattendues de Guillaume II surprit le duc et la duchesse de Cumberland à Copenhague; plutôt que de s'exposer à se rencontrer avec le souverain allemand, le couple ducal s'empressa de quitter la capitale danoise le jour même de l'arrivée de l'empereur. Cet incident fournit à la princesse Marie d'Orléans, mariée au prince Waldemar, troisième fils du roi Christian, restée très Française de cœur et d'esprit, l'occasion d'un de ces traits malicieux pour lesquels elle était réputée à la Cour de Danemark : au grand dîner offert ce jour-là à Guillaume II, on l'entendit remarquer tout haut et de manière à que cette remarque n'échappât pas à l'empereur : « Quelle bonne sauce, et comme elle file bien ; on dirait une sauce Cumberland. »

Quant à l'empereur Guillaume, il ne paraissait pas se douter de l'impression qu'il produisait sur ses hôtes et avait l'air de croire que, par sa seule présence et par l'effet de son irrésistible séduction, il ramenait à lui tous les cœurs. Se composant, comme il en avait l'habitude, un rôle pour la circonstance, il affectait une déférence presque exagérée à l'égard du vieux Roi qu'il savait être adoré de son peuple, s'imaginant par là se rendre populaire parmi le public danois. Ainsi, au cours de l'une de ses visites, au moment de prendre congé du Roi à l'embarcadère, il étonna l'assistance en baisant publiquement la main de Christian IX; tous ses efforts restaient d'ailleurs stériles, et, à chacune de ses apparitions, les autorités danoises étaient obligées de prendre des mesures afin de prévenir des démonstrations hostiles de la part de la population.

Dans l'été de 1905, les esprits en Danemark étaient particulièrement montés contre l'empereur Guillaume. Il y avait à cela deux raisons : d'abord, au cours de cet été, les autorités allemandes avaient accentué les mesures vexatoires auxquelles était soumise la population danoise du Sleswig d'où on avait expulsé un certain nombre de jeunes Danois ; ensuite, des bruits

avaient couru avec persistance, d'après lesquels Guillaume II se proposait d'obtenir, par voie d'accord avec la Russie et la Suède, la fermeture de la Baltique aux navires de guerre de tous les États non riverains de cette mer. Une campagne en ce sens avait été faite par la presse officieuse allemande, ce qui éveilla des inquiétudes tant en Danemark qu'en Angleterre, et détermina même le gouvernement anglais à envoyer, un peu plus tard, une de ses escadres, faire une croisière dans la mer Baltique en touchant à différents ports danois, suédois et allemands. Cette croisière provoqua un vif mécontentement dans la presse allemande.

La visite de l'empereur Guillaume à Copenhague, ou plutôt au château de Bernstorff où se trouvait la famille royale, devant avoir un caractère tout à fait privé, il était entendu que le corps diplomatique étranger n'aurait aucune occasion de se rencontrer avec le souverain allemand : je fus donc très étonné lorsque le ministre d'Allemagne, M. de Schoen, — celui-là même qui devait se trouver à Paris comme ambassadeur au moment de la déclaration de guerre en 1914, — vint me dire que l'empereur Guillaume désirait me voir. Il ajouta que, me trouvant seul dans ce cas parmi les ministres étrangers accrédités à Copenhague, j'étais prié de garder le secret sur cette audience; en essayant de pénétrer les raisons qui me valaient un honneur aussi exclusif, je ne pouvais m'imaginer que Guillaume II entendait recevoir, en ma personne, le représentant d'un nouvel et précieux allié qu'il se flattait d'avoir acquis à Bjorkoe ; je crus simplement que l'empereur Nicolas lui ayant parlé de ma prochaine nomination à Berlin, il était curieux de me connaître avant mon arrivée. Je ne m'étais encore jamais rencontré avec l'empereur Guillaume, et la perspective d'un entretien avec lui, je l'avoue, m'impressionnait beaucoup.

L'audience eut lieu le soir, à la légation d'Allemagne, et fut entourée d'un profond mystère.

C'est à la conversation que j'eus avec lui au cours de cette audience que Guillaume II fait allusion dans un télégramme qu'il adressa à l'empereur Nicolas, dès son retour en Allemagne, le 2 août 1905, et dans lequel il lui rend compte de son séjour en Danemark.

Voici ce télégramme que je crois devoir citer en entier :

Sassnitz (île de Rügen), 2 août 1905, 1 h. nuit.

« Ma visite s'est très bien passée en raison de l'extrême amabilité de toute la famille, particulièrement de ton cher vieux grand-père. Aussitôt après mon arrivée, la lecture des journaux danois aussi bien qu'étrangers m'a montré que ma visite a suscité un courant très vif de défiance et d'inquiétude, surtout en Angleterre; le Roi en a été à ce point intimidé et l'opinion publique en a été si influencée que je n'ai pu aborder la question que nous avions convenu que je lui soumettrais. Le ministre d'Angleterre, dînant avec un de mes gentilshommes, s'est exprimé sur mon compte en termes très violents, m'accusant des plus basses intrigues et des plans les plus vils et déclarant que tout Anglais savait et était convaincu que je travaillais en vue d'une guerre avec l'Angleterre ayant pour but sa complète destruction. Tu peux t'imaginer ce qu'un homme dans cet état d'esprit a pu semer de germes de défiance à mon égard dans les esprits de la famille royale danoise et du peuple. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour dissiper ce nuage de méfiance en affectant une attitude tout à fait détachée et en ne faisant aucune allusion aux questions de politique sérieuse, d'autant plus que, connaissant le nombre de canaux qui mènent de Copenhague à Londres et la légendaire indiscrétion de la cour de Danemark, j'avais lieu de craindre qu'il ne transpirât quelque chose, ce qui eût été aussitôt communiqué à Londres, chose absolument impossible aussi longtemps que notre traité doit rester actuellement secret.

« Au cours d'une longue conversation avec Iswolsky, j'ai pu acquérir la certitude que le ministre actuel des Affaires étrangères, le comte Raben, et un certain nombre d'autres personnes influentes sont actuellement arrivés à la conviction qu'en cas de guerre et d'une imminente attaque sur la Baltique par une puissance étrangère, les Danois, en raison de leur impuissance sans remède de maintenir seulement l'ombre d'une neutralité contre l'invasion de leur territoire, s'attendent à ce que la Russie et l'Allemagne prennent immédiatement des mesures pour sauvegarder leurs intérêts et mettent la main sur le Danemark et l'occupent pour la durée de la guerre, ce qui, d'ailleurs, serait une garantie pour le territoire et pour l'avenir du pays et de la dynastie. Les Danois se résignent lentement à

cette alternative et orientent leurs pensées en conséquence, ce qui est exactement ce que tu pensais et espérais. J'ai pensé qu'il valait mieux aborder ce sujet avec les Danois et je me suis abstenu de toute allusion. Il vaut mieux laisser l'idée se développer et mûrir dans leur tête et les laisser tirer eux-mêmes les conclusions, de telle sorte qu'ils en viennent eux-mêmes à rechercher notre appui et à se ranger aux côtés de nos deux pays. Tout vient à point à qui sait attendre. Au sujet du départ de Charles pour la Norvège, la question a été réglée dans ses moindres détails; l'Angleterre ayant consenti à tout, il n'y a rien de plus à faire. J'ai parlé à Charles de ses projets; je l'ai trouvé très modéré et sans illusion sur sa tâche. Que penses-tu du programme des fêtes que l'on prépare à Cowes pour tes alliés? Tous les vétérans de la guerre de Crimée ont été invités à venir saluer leurs anciens frères d'armes qui combattirent avec eux autrefois contre la Russie. C'est vraiment très délicat! Cela te montre bien combien j'avais raison quand je te mettais en garde, il y a deux ans, contre le danger de la reconstitution de la vieille combinaison de Crimée qu'ils ressuscitent rapidement pour une vengeance. Le temps était beau. Mes meilleures amitiés à Alice.

« WILLY. »

Dans ce télégramme, comme on vient de le voir, l'empereur Guillaume, après avoir constaté et expliqué, à sa manière, l'inquiétude et la défiance produites en Danemark par sa visite, fait pour la première fois allusion à un plan qui avait été évidemment discuté entre lui et l'empereur Nicolas à Bjorkoe, et qui consistait, en cas de guerre de la Russie et de l'Allemagne contre l'Angleterre, à faire occuper le Danemark par des forces russo-allemandes. En même temps, Guillaume II m'y attribue certaines déclarations visant une soi-disant tendance du ministre des Affaires étrangères du Danemark et d'autres dirigeants danois à chercher dans une pareille combinaison une garantie pour l'intégrité de leur pays et le salut de la dynastie. Ce télégramme, lorsqu'il fut publié par le gouvernement russe révolutionnaire en 1917, produisit une certaine émotion dans les pays scandinaves, surtout en Danemark, car il révélait un plan dont rien n'avait transpiré jusque-là et semblait impliquer que la diplomatie russe, en ma

personne, s'était prêtée à sa réalisation ; il est donc nécessaire que je donne à ce sujet quelques explications.

Ma conversation avec l'empereur Guillaume dura plus d'une heure. Quelques-unes des paroles que je recueillis à cette occasion de sa bouche me parurent si frappantes qu'en rentrant chez moi je m'empressai de consigner mes impressions dans une lettre privée au comte Lamsdorff. Je n'ai malheureusement pas conservé le brouillon de cette lettre, mais j'ai gardé de cette conversation un souvenir très précis.

Je me rappelle donc très nettement combien je fus étonné lorsque l'empereur Guillaume, après quelques mots au sujet de son entrevue avec l'empereur Nicolas à Bjorkoe, mais sans me révéler, bien entendu, ce qui s'y était passé, aborda la question de la situation politique générale et se mit à me développer, à grand renfort d'éloquence, la nécessité d'assurer par des moyens nouveaux la paix de l'Europe ainsi que sa conviction que ce but ne pourrait être atteint que par l'union des trois grandes Puissances continentales, — la Russie, l'Allemagne et la France, — union explicitement dirigée contre l'Angleterre. Persuadé qu'il ne s'agissait là que d'une sorte de paradoxe ou d'utopie politique, je répondis que ce plan aurait été sans doute admirable si l'on avait pu le réaliser, mais qu'un pareil groupement de Puissances me paraissait impossible pour la simple raison que la France, dans l'état actuel des choses, ne consentirait jamais à en faire partie.

Ma réponse parut visiblement déplaire à l'empereur Guillaume, qui insista pour connaître les raisons sur lesquelles je fondais mon opinion ; je me vis donc obligé de rappeler que la France était séparée de l'Allemagne par un abîme profond creusé par la perte de l'Alsace et de la Lorraine, et que tant que cet abîme ne serait pas comblé, le peuple français ne se résignerait jamais à devenir l'ami des Allemands.

A ces mots, le déplaisir de l'empereur Guillaume se changea en véritable colère, et c'est avec des éclats dans la voix qu'il me fit cette stupéfiante déclaration :

La question de l'Alsace et de la Lorraine, s'écria-t-il, je la considère non seulement comme inexistante à l'heure actuelle, mais comme ayant été tranchée à tout jamais par le peuple français lui-même. J'ai jeté, à propos du Maroc, mon gant à la France, et celle-ci ne l'a pas relevé. Donc, ayant ainsi refusé de se

battre avec l'Allemagne, la France a renoncé à ses réclamations au sujet des provinces perdues.

J'avais cru, tout d'abord, à une de ces boutades pour lesquelles l'empereur Guillaume était célèbre; quel ne fut pas mon étonnement de l'entendre revenir à plusieurs reprises, au cours de la conversation, sur l'étrange idée qu'à partir du moment où elle avait cédé à la menace allemande dans l'affaire marocaine, la France ne pouvait plus invoquer ses anciens griefs pour refuser de se rapprocher de l'Allemagne. Et comme je continuais, de mon côté, à exprimer des doutes sur un pareil changement dans la psychologie du peuple français, l'empereur Guillaume me surprit encore plus en déclarant que si, après tout, la France persistait dans son refus de se joindre à l'alliance projetée, il y avait des moyens pour *l'y amener de force.*

C'est cette partie de la conversation qui m'avait frappé le plus et qui avait surtout absorbé mon attention ; mais je ne suis pas moins sûr que les paroles qui me sont prêtées par Guillaume II sur la soi-disant tendance du Danemark à chercher dans une occupation russo-allemande une garantie contre une agression de la part de l'Angleterre, ont été, pour le moins, travesties. Je savais, comme tout le monde, que les Danois vivaient sous l'empire de la peur constante d'une invasion; mais personne en Danemark ne pouvait s'attendre à ce qu'une pareille invasion vînt d'autre part que d'Allemagne. Le gouvernement danois se rendait parfaitement compte de la faiblesse militaire du Danemark et de l'impossibilité pour ce pays de résister longtemps seul à une pareille agression ; mais sa politique traditionnelle était précisément d'invoquer contre ce péril l'aide des Puissances dont la grande faute avait été, dans le passé, de permettre l'écrasement du Danemark par l'Allemagne. Il était, d'autre part, de notoriété publique qu'il existait en Danemark un parti, — celui des radicaux et des socialistes, — qui s'opposait à toute augmentation des dépenses militaires et prêchait la non-résistance à toute invasion, de quelque côté qu'elle vînt. Il est possible qu'en réponse à une question de l'empereur Guillaume sur l'état des esprits en Danemark, j'aie pu mentionner ce fait ; mais il aurait été absurde de ma part d'attribuer de telles idées au ministre des Affaires étrangères danois, alors même que je savais le comte Raben plus enclin que ses prédécesseurs à entretenir

de bonnes relations avec l'Allemagne, surtout afin d'améliorer le sort de la population danoise du Slesvig. Comment aurais-je pu, d'ailleurs, parler d'une attaque de la part de l'Angleterre et d'une occupation russo-allemande du Danemark, puisque j'ignorais tout des conversations qui avaient eu lieu à Bjorkoe? De pareilles éventualités étaient, à mes yeux, absolument improbables.

Il y avait d'ailleurs une raison spéciale à ce que, de tous les diplomates accrédités à Copenhague, je fusse le moins suspect de pouvoir traiter légèrement la question de la neutralité du Danemark ou d'accepter l'idée d'une violation éventuelle de cette neutralité. On se rappelle que, pendant la guerre russo-japonaise, j'avais été appelé à assurer le passage de la flotte de l'amiral Rodjestvensky par le Grand Belt, c'est-à-dire par un détroit soumis à la souveraineté danoise : cela se passait avant les conventions de la Haye qui ont nettement réglé la question du passage des détroits neutres en temps de guerre. Le Japon mettait une grande insistance à détourner le gouvernement danois d'accorder le droit de passage à la flotte russe ou, au moins, de prêter à celle-ci l'assistance de ses pilotes brevetés. M'appuyant sur le précédent établi pendant la guerre de Crimée en faveur des flottes alliées de la France et de l'Angleterre, je réussis à obtenir les mêmes facilités, et d'autres plus grandes encore, pour la flotte russe. J'avais de cette manière contribué à établir un principe important de la jurisprudence internationale, celui de la libre navigation à travers les détroits neutres en temps de guerre, et il aurait été pour le moins illogique et étrange de ma part de discuter avec l'empereur Guillaume une violation éventuelle de ce principe. On verra d'ailleurs que, plus tard, comme ministre des Affaires étrangères, j'eus la constante préoccupation de préserver contre toute atteinte le *statu quo* dans la Baltique, c'est-à-dire, entre autres, l'inviolabilité du territoire du Danemark et le respect de ses droits de Puissance neutre.

***

Les pages qu'on vient de lire me paraissent éclairer d'une lumière suffisante l'ensemble de la situation internationale au moment où j'allais assumer la direction de la politique extérieure de la Russie.

Ce moment était véritablement critique pour l'Empire russe, incomplètement remis des secousses que lui avaient causées la guerre japonaise et le mouvement révolutionnaire. Pour moi, en ma qualité de ministre des Affaires étrangères, j'étais appelé à prendre nettement position à l'égard de la politique que le gouvernement russe entendait suivre sur le terrain international.

La situation de la Russie en Europe était déterminée par le fait que, depuis plus de quinze ans, elle était liée, par un traité formel d'alliance, à la France. L'empereur Nicolas avait, il est vrai, momentanément cédé aux efforts insidieux faits par Guillaume II pour engager la Russie dans un système politique de nature sinon à la détacher complètement de la France, du moins à la placer dans une situation infiniment plus compliquée et incertaine. L'erreur de l'empereur Nicolas n'avait été que passagère; son sentiment d'honneur et son bon sens l'avaient empêché d'y persister, et il avait réussi, avec l'aide du comte Lamsdorff, à se dégager du piège qui lui avait été tendu. L'alliance avec la France était intacte; mais, pendant les deux années qui venaient de s'écouler, de grands changements étaient survenus dans la politique européenne. La France et l'Angleterre avaient renoncé à leurs vieilles querelles et une ère de confiance mutuelle et d'amitié avait été inaugurée entre ces deux Puissances. La Russie avait déjà bénéficié d'une manière appréciable de cette entente pendant la guerre avec le Japon; mais pour qu'elle pût en retirer des avantages permanents et complets, il était clair qu'elle devait elle-même se rapprocher de l'Angleterre. Un rapprochement avec l'Angleterre seule ne suffisait pas; il devait avoir pour corollaire une réconciliation sincère avec le Japon. En adoptant une pareille politique, non seulement la Russie fortifierait sa situation en tant qu'alliée de la France, mais elle donnerait une base nouvelle et plus solide à tout l'édifice de la Double-Alliance. Si, au contraire, la Russie négligeait de tirer les conséquences logiques de la nouvelle situation internationale et restait dans des relations tendues avec l'Angleterre et le Japon, tôt ou tard elle se trouverait dans une position difficile entre son alliée, la France, et ces deux Puissances; l'Allemagne saisirait aussitôt cette occasion pour renouveler ses efforts en vue de la détacher de la France et de diriger

ses énergies du côté de l'Asie. Or, rien ne pouvait être plus dangereux, tant pour l'avenir de la Russie que pour la paix du monde, qu'un pareil « renversement des alliances, » pour employer le mot appliqué au changement radical survenu dans la politique européenne au milieu du XVIIIe siècle et qui fut suivi de la guerre de Sept Ans. Si la Russie se détournait définitivement de la France et de l'Angleterre et se trouvait engagée dans une lutte pour la prépondérance en Asie, elle serait obligée de renoncer non seulement à son rôle historique en Europe, mais à toute indépendance économique et morale vis-à-vis de l'Allemagne. Mais si, de ce fait, la Russie devenait la vassale de l'Empire allemand, les résultats ne seraient pas moins désastreux pour l'Europe tout entière; en effet, une fois délivrée de tout souci du côté russe, l'Allemagne n'aurait plus qu'à choisir son heure pour une attaque décisive contre la France et l'Angleterre, afin d'assurer son hégémonie dans le monde.

Tel était le formidable dilemme qui se posait à cette heure devant le ministre des Affaires étrangères de Russie et qui exigeait une prompte et irrévocable décision. Cette question avait été examinée à fond entre M. Nélidoff, le comte Benckendorff, M. Mouravieff et moi pendant mon séjour à Paris et à Londres : nous étions arrivés à cette conclusion que la politique étrangère de la Russie devait continuer à reposer sur la base immuable de son alliance avec la France, mais que cette alliance devait elle-même être fortifiée et élargie par des accords avec l'Angleterre et le Japon. C'est ce programme que je m'étais engagé à soumettre à l'Empereur en assumant mes nouvelles fonctions; j'étais résolu à n'accepter celles-ci d'une manière définitive que si j'acquérais la certitude que ce programme avait l'entière adhésion de l'Empereur.

ISWOLSKY.

(A suivre.)

LA
BATAILLE DE FRANCE

VI [1]

LA REPRISE DU GRAND ASSAUT
5-31 octobre.

LA SITUATION AU 5 OCTOBRE

Le 4 octobre au soir, Foch a le droit de promener sur l'énorme champ de bataille un regard satisfait. Sans doute l'offensive conjuguée de la 1re armée américaine et de la 4e armée française entre Meuse et Suippe n'a pas, du 26 au 30, donné l'effet considérable qu'on en attendait : devant une résistance exceptionnellement vigoureuse, explicable par l'importance même que les deux adversaires attachent, en cette région, l'un, à l'attaque, et, partant, l'autre, à la défense, les Américains, d'ailleurs embarrassés par l'accumulation même de leurs forces et le terrain difficile, et les soldats de Gouraud, accrochés par l'arrêt même de nos alliés en Argonne, ont dû suspendre leurs attaques. Mais la position qu'ils devaient lointainement tourner tombait, sur ces entrefaites, pour la plus grande partie, devant l'assaut enragé des soldats de sir Douglas Haig et de la 1re armée française. La position Hindenburg était, en sa partie la plus redoutable, crevée de toutes parts et, si cette éclatante victoire n'avait pas été une surprise pour le commandant en chef des armées alliées, le magnifique

(1) Voyez la *Revue* du 15 août, 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre.

exploit qui aboutissait à un tel résultat n'en facilitait pas moins sa tâche au point que, de ce jour, l'écroulement de l'Allemagne lui paraissait maintenant possible et même probable avant la fin de l'année en cours. L'événement l'aidait à se résigner, d'autre part, à voir l'offensive des Flandres, si brillamment engagée, stopper à son tour pour un moment. Les attaques d'aile étant momentanément arrêtées, l'attaque du centre avait, par son succès, dépassé toutes les espérances. Et, par surcroît, la manœuvre, entre l'Oise et la Vesle, venait d'ébranler soudain, entre le champ de bataille de Debeney et celui de Gouraud, en face des armées Mangin et Berthelot, une partie importante du front allemand et d'en faire crouler tout un pan.

Pas d'attaque d'ailleurs, — même les moins heureuses, — qui n'eût eu comme résultat le profond ébranlement du front allemand tout entier. Sous ces coups de bélier, de grandes lézardes se produisaient et presque aussitôt on voyait le mur lézardé s'écrouler soudain devant l'assaillant aux aguets. Le Haut-Commandement allemand se devait décider aux grands sacrifices. Nous avons vu comment, menacés tout à la fois au Sud par la victoire des armées britanniques devant Cambrai et l'avance qui en résultait au sud de la région fortifiée de Lille, et au Nord par la poussée des armées des Flandres vers Roulers et Menin, les Allemands avaient dû commencer un large mouvement de repli entre Lys et Scarpe. Le front qui, le 10 octobre, s'étendait encore de l'ouest d'Armentières à Lens, avait été reculé dans les journées des 2, 3, 4 octobre, sur une ligne Frelinghien (sur la Lys)-Est d'Armentières-Erquinghem (Ouest de Lille)-Vendin-le-Vieil-Sallaumines (Est de Lens) et Acheville (Est de Vimy). Le saillant d'Ypres supprimé, Lille était serré de près (la ligne n'était plus qu'à 9 kilomètres de la ville), tandis qu'Arras, déjà dégagé au Sud et à l'Est par les grands succès britanniques d'août et de septembre, l'était, au Nord, par l'évacuation de tout le bassin de Lens. Reculant sur un front aussi considérable, l'Allemand, par ailleurs, était contraint à un repli plus important entre Oise et Suippe : l'ordre en était déjà donné; la retraite allait commencer le 5 octobre même. Et de ce fait encore, Foch avait des raisons de s'estimer satisfait.

Mais un Foch ne se satisfait point facilement. Il écrirait comme le jeune général Bonaparte après Montenotte, Millesimo

et Mondovi : « Soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire. » Plus la bataille prend d'envergure et plus il importe qu'elle n'hésite, ne se ralentisse, à plus forte raison, ne s'arrête sur aucun des points. La *directive* du 3 septembre n'est point entièrement réalisée; il faut qu'elle le soit, car déjà le Maréchal médite, ces résultats obtenus, les termes d'une nouvelle *directive*, celle qui sortira le 10 octobre et qui embrassera de nouveau le champ de bataille entièrement rénové. « Les résultats obtenus en Champagne après huit jours de combat sont inférieurs à ceux qu'il était permis d'escompter. » Il entend que l'attaque soit reprise par le Commandement avec plus de vigueur. En général, il veut que la bataille soit partout « *commandée, poussée.* » « C'est en donnant *en plein* avec ensemble, au jour favorable, que nous ménageons les troupes et obtenons économiquement de grands résultats. » Et, définissant le rôle du Haut Commandement, il caractérise sa propre action en la dictant aux autres : « *Animer, entraîner, veiller, surveiller* reste avant tout sa première tâche. »

Un Pétain est fait pour l'entendre. Jamais cette âme si forte, cet esprit si clair ne se sont mieux manifestés. Ce jour-là même, le général en chef des armées françaises adresse à ses commandants de groupe la note si ferme où il les excite à presser la bataille : « Chacun doit *regarder au delà de sa propre situation et se convaincre qu'aucun effort ne serait fait en pure perte, même s'il n'est pas immédiatement couronné de succès.* Dans une grande bataille comme celle qui est actuellement engagée, *la victoire est au plus tenace;* il faut se pénétrer soi-même de cette conviction et la faire partager à ses subordonnés. »

A chacun de ses lieutenants, Pétain explique nettement et largement la mission dont il est investi : « En ce qui concerne le G. A. C. (groupe Maistre), les actions de force doivent être appliquées d'abord sur le front Nord-Ouest de la 4e armée, de Liry à Saint-Soupplet, en direction générale de Machault-Rethel, pour rompre d'abord le dispositif ennemi et permettre ensuite l'exploitation rapide soit vers Attigny, soit vers Rethel et Warmeriville... On s'efforcera, dans tous les cas, de devancer au passage de l'Aisne les éléments ennemis engagés dans la région de Reims et, à l'Est, de tendre la main, dans la mesure du possible, à la 1re armée américaine, sans se laisser arrêter par le retard éventuel qu'elle pourrait subir. » Pour compléter

cette manœuvre et lui donner plus d'ampleur, le général Maistre préparera immédiatement une nouvelle attaque de la 5e armée en vue de faire tomber Brimont, et, si l'ennemi cède, de pousser jusqu'à la Suippe. Le général Fayolle devra porter son maximum de moyens du côté de la 1re armée poussée vers Guise. La 10e armée n'en agira pas moins fortement en direction de Laon. « Par sa gauche, elle profitera de toutes les circonstances pour chercher la liaison avec la 1re armée vers La Fère et compléter ainsi l'investissement du massif de Saint-Gobain. »

Voilà les armées françaises parfaitement orientées entre la Somme et l'Argonne. Et Pétain sait à qui il s'adresse : un Fayolle, un Maistre, ces commandants de groupe d'armées qui sont d'admirables manœuvriers. En cette bataille qui, tous les jours, s'est élargie depuis deux mois, ces grands chefs jouent un rôle capital. C'est, sous l'impulsion de Pétain, de leurs cabinets, que partent les ordres précis que l'on voudrait pouvoir citer, où se traduit, pour chacune des armées qu'ils actionnent, la pensée du général en chef des armées françaises. Ces deux maîtres de l'École de guerre, Fayolle, Maistre, sous ces deux autres maîtres, Foch, Pétain, comprennent, avant qu'elles soient même exprimées, les intentions, les vues, les conceptions de leurs chefs. Et cette entente spontanée, plus qu'aucune autre circonstance, assure et prépare le succès.

Le maréchal Haig, de son côté, a envoyé à ses armées un ordre fort net au sujet des opérations qui vont, sans arrêt, suivre « la rupture réalisée de la position Hindenburg. » Les 3e et 4e armées, couvertes à droite par la 1re armée française, effectueront, le 8, une attaque sur un front étendu en direction de la ligne générale Bohain (15 km Est du Catelet)-Busigny. La 1re armée britannique se bornera à faire de fortes démonstrations au sud de la Sensée jusqu'au moment où la 3e armée sera maîtresse des hauteurs au Sud-Est de Cambrai. Elle attaquera alors en liaison avec cette armée pour s'emparer des passages de l'Escaut à Ramillies. Le Maréchal « entend donner à l'ennemi un coup vigoureux et exploiter le succès obtenu par des troupes montées avant que l'adversaire n'ait pu organiser une nouvelle position défensive. »

Foch a en main, le 5, les ordres Pétain et Haig : le voilà donc satisfait. Restent les deux ailes extrêmes de la bataille. Le

général Degoutte pense qu'on pourra, en Flandre, reprendre l'offensive le 13; Foch le presse de la reprendre dès le 10. On envoie à Degoutte un nouveau corps d'armée français, on lui va expédier trente chars d'assaut Saint-Chamond. Quant aux Américains, s'ils ne parviennent pas à avancer entre Argonne et Meuse, en revanche, ils pourront obtenir de meilleurs résultats sur la rive droite du fleuve où l'on déchaîne, appuyées de troupes françaises, les divisions de la nouvelle 2e armée américaine (Bullard). Et si Gouraud et Bullard avancent, ils entraîneront par les deux mains l'armée Ligget.

Rassuré sur cette partie du champ de bataille, Foch porte ses regards sur les autres fronts. Orlando a promis, le 3, au nom du général Diaz, que l'armée italienne reprendrait l'offensive à très bref délai. Bien! Les troupes alliées ont débarqué en Sibérie. Bien! L'armée d'Orient, sous le commandement de Franchet d'Esperey, a, le 15 septembre, pris l'offensive avec le succès que l'on sait. Les Serbes et les Français sont arrivés le 22 septembre sur le Vardar. Les Bulgares sont en pleine retraite, entraînant avec eux les divisions allemandes et autrichiennes. Très bien! Le 27 septembre, l'armée bulgare a demandé un armistice. Le gouvernement de Sofia a accepté toutes les conditions dictées par Franchet d'Esperey. Quelle suite peut être donnée à ces heureux événements? Courant à Versailles, Foch y participe à la conférence où sont envisagés les divers projets pour l'exploitation de la situation dans les Balkans. Et l'Autriche, à son tour, va demander, le 6 octobre, à capituler. Soyons assurés que la rupture de la ligne Hindenburg n'est pas étrangère à toute cette débâcle lointaine.

Et déjà l'Allemagne, à son tour, esquisse le signe de détresse. Ludendorff lui-même, actionnant Hindenburg, a, dès le 28 septembre, demandé au chancelier von Hertling d'avoir égard « *à l'extrême gravité de la situation militaire* » et l'a invité à demander de toute urgence un armistice qui permettrait de gagner du temps et de rétablir momentanément la situation. Le 2 octobre, a eu lieu, au palais de la Wilhemstrasse, une réunion présidée par l'Empereur d'où est sortie la nomination à la Chancellerie du prince Max de Bade, uniquement chargé d'obtenir l'armistice au meilleur compte possible. Et, le 5 octobre, celui-ci l'a laissé clairement entendre au Reichstag. Hindenburg a, le 3, en une lettre solennelle, déclaré

au nouveau chancelier que, « par suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution de réserves qui en est résultée pour le front occidental, par suite aussi de l'impossibilité où nous nous trouvons de combler les *pertes très élevées* qui nous ont été infligées dans les combats de ces derniers jours, il ne reste plus aucun espoir, — autant qu'il est possible à un homme d'en juger, — de forcer l'ennemi à faire la paix » et ajouté que « dans ces conditions, il vaut mieux cesser la lutte pour éviter au peuple allemand et à ses alliés *des pertes inutiles.* » Hindenburg, Ludendorff, hier encore, jetaient bas Kühlmann pour avoir parlé de l'improbabilité de la victoire! Qu'est-il survenu? Quel événement inspira soudain aux chefs allemands un respect si insolite de la vie humaine? L' « écroulement du front de Macédoine », dit Hindenburg. Le Bulgare a bon dos. C'est bien de l'écroulement du front de la France qu'Hindenburg devrait parler, s'il était sincère. L'effroyable défaite sur le front français des 26 septembre-3 octobre a retenti jusqu'à Berlin. Et l'Allemagne implore le président Wilson de se faire, de belligérant, arbitre pitoyable.

Le maréchal Foch suit d'un œil attentif l'événement. Il sait l'ennemi déjà aux abois. Pratiquement, les réserves de Ludendorff sont presque nulles : que sont devenues, depuis le 26 septembre, les divisions fraîches qui étaient le seul élément tout à fait solide de l'armée? La crise de l'artillerie arrive à l'acuité; le kronprinz de Bavière recommande, le 10 octobre, l'économie des munitions et l'ordre se répète sur tout le front allemand. La démoralisation qui en résulte éclate à tous les échelons; « l'affaiblissement de l'esprit combatif dans notre infanterie » est signalé jusque dans les ordres aux troupes et l'expression est faible : « Une paix *si mauvaise soit-elle*, ai-je lu dans une lettre le 7 octobre, est préférable pour le soldat au front à l'attente de sa dernière heure, » et le fusilier du 28e régiment qui écrit ainsi, s'appelle légion.

Foch, s'il ne sait pas tout cela, le devine, le pressent, le sent. De notre côté, au contraire, tout va bien. Le 8 octobre, le ministre de l'armement, M. Loucheur, est venu assurer au maréchal que, pour ce qui est des munitions, on pourra faire face à tous les besoins. Les Américains arrivent en masses croissantes. Et l'Angleterre prépare un nouvel effort pour 1919.

Le grand chef ne se laisse point leurrer par les mensonges

dont Wolff couvre les démarches des puissances centrales. — *De quoi s'agit-il?* L'Allemagne acculée veut arrêter la marche victorieuse de nos armées et essaie de prévenir les gouvernements alliés. Il faut bien prendre garde de se laisser jouer; si c'est une manœuvre de l'ennemi pour gagner du temps, la déjouer, et si c'est une capitulation qui se prépare, faire nettement éclater le caractère de cette démarche de vaincu. Déjà Foch indique à quelles conditions, — ce sont celles qui, un mois après, prévaudront, — la demande d'armistice doit être, à son sens, agréée. Et, en attendant, il crie à tous : « Pressons, poussons, bousculons, exploitons : En avant! »

L'assaut concentrique est repris.

LA REPRISE DE LA BATAILLE ENTRE MEUSE ET SUIPPE
3-13 OCTOBRE

Les armées de droite étaient reparties les premières. Elles sont maintenant quatre agissant en liaison, les 2e et 3e armées américaines des deux côtés de la Meuse, la 4e armée française opérant de concert avec la 5e à l'Ouest de la Suippe, toutes deux, comme devant, sous les ordres supérieurs du général Maistre. Car c'est, de Soissons à l'Argonne, ce savant soldat qui mène, depuis des semaines, la bataille.

Le 3, la 4e armée s'est relancée; à dire vrai, les opérations n'ont jamais complètement cessé; Gouraud a, depuis plusieurs jours, par des conquêtes locales, assis sa nouvelle base de départ; le 2, il a pris Sainte-Marie-à-Py, refoulé l'ennemi sur le plateau de la Croix-Gille, enlevé Challerange. Le 3, il attaque sur le front Marvaux-Sainte-Marie-à-Py, soutenu par des chars d'assaut : les 11e et 21e corps font enfin, dans une savante manœuvre, tomber le plateau de Notre-Dame-des-Champs qui, à la gauche, on se le rappelle, arrêtait la marche de l'armée, tandis que les divisions américaines, prêtées à la 4e armée, se couvrent de gloire, les 3 et 4, en emportant avec une rare vigueur les hauteurs d'Orfeuil. Le 21e corps progresse rapidement vers l'Arnes et cette marche coïncidant avec la reprise, par la droite de Berthelot, du massif de Saint-Thierry, met à ce point en l'air la région des Monts que le repli a immédiatement commencé devant la gauche de Gouraud (14e et 11e corps). Le soir du 4, la ligne était portée, au Mont-sans-Nom (3 km. de Moronvillers), aux

lisières Sud et Est de Vaudesincourt, à la lisière Nord de Saint-Martin-l'Heureux, au Nord du Blanc-Mont, au Sud de Saint-Étienne-à-Arnes, à Orfeuil et à 600 mètres au Sud de Monthois.

Le 5, ce repli s'accentuait et s'étendait considérablement. L'ennemi abandonnait tout le massif des Monts, dont le 4e corps, jeté à la poursuite, franchissait la crête dans la matinée. Le 16e corps atteignait l'Arnes et le 11e franchissait la rivière. L'ennemi, qui battait en retraite sur la Basse Suippe, au Nord des Monts, de Beine, de Reims, était également talonné plus à l'Ouest par la 5e armée. Celle-ci avait attaqué, le matin du 5, sur Loivre et la Neuvillette. L'Allemand avait cédé sur toute la ligne : le 1er corps colonial, lancé à la poursuite, dépassait Soulaine, Witry et Cernay, arrivait au Sud du fort de Nogent-l'Abbesse. Et tandis que, dans Reims, enfin dégagé, les dernières cloches sonnaient l'*Alleluia* au milieu des ruines, les avant-gardes du 13e corps franchissaient la Suippe à Orainville et atteignaient Pont-Givart et Bourgogne; le 5e traversait le canal à Sapigneul et le 20e abordait le mont de Sapigneul fortement tenu. Devant les deux armées, le front était, le 5 au soir, porté du confluent de la Suippe au Sud de Berry-au-Bac à la Suippe entre Aguilcourt et Orainville, à Bourgogne, à Witry-les-Reims, à Beine, enfin à la ligne de l'Arnes entre Saint-Clément et Saint-Étienne.

La poursuite continuait le 6 : les 5e et 4e armées atteignaient toute la Suippe du confluent avec l'Aisne à Armenancourt et la ligne Pont-Faverger, Bethenville et l'Arnes. La résistance de l'ennemi, à la vérité, se faisait très violente, devant Gouraud, au Nord de la Suippe et de l'Arnes. L'armée Berthelot, après avoir pris Berry-au-Bac, était également arrêtée devant l'Aisne. Les 8 et 9 octobre, on tentait de jeter des ponts sur les cours d'eau disputés. Le 10, l'ennemi résiste sur tout le front des 5e et 4e armées. Mais l'attitude résolue de nos troupes et les événements que nous allons voir se produire du côté de Mangin faisaient aux Allemands, d'un nouveau repli, une impérieuse nécessité. La 5e armée, forçant partout, le 11, les passages de la Basse Suippe, puis de la Retourne, enlevait Warmeriville, atteignait le Chemin-des-Dames, poussait vers le Porcien (nous y reviendrons sous peu), pénétrait jusqu'au Nord de Neufchâtel, s'installait ainsi au cœur même de cette partie (considérable) de la ligne Hindenburg. Le 13, le 13e corps (de la 5e armée) jetait des ponts sur l'Aisne à Cateaux, à Asfeld, à Vieux-Asfeld,

sous un feu violent de mitrailleuses, poussait l'ennemi en retraite sur le plateau de la Maladrerie et le bois d'Avaux, parvenant, en fin de journée, à Saint-Germainmont et Villiers devant le Thor. Le 5e corps refoulait les arrière-gardes ennemies encore à Maguivillers. Le 3e corps arrivait au Sud de Sissonne.

La gauche de Gouraud, étroitement liée à la droite de la 5e armée, avait, de son côté, vivement poussé vers le Nord. Le 10, elle avait, par une forte pression, fait cesser la résistance, et, le 11, s'était jetée sur les trousses de l'ennemi en retraite. A la fin de la journée, elle avait atteint Montaut-le-Grand, la route du Mesnil-Lepinois à Aussange, la voie Romaine, le cours de la Retourne, le Nord-Est de Machault, le Nord de Courtreuve, le Champ Bernard, le ruisseau des Bains et le cours supérieur de l'Aisne. Le 12, raflant un gros matériel abandonné, l'armée Gouraud précipitait sa marche : elle occupait, en cette seule journée, trente-six villes et villages. Et, en fin de journée, le 9e corps entrait à Vouziers et venait déborder l'Aisne, tandis que les autres corps prenaient position sur les hauteurs au Sud de la rivière. Le 13, toute l'armée la bordait.

La droite de Gouraud, de son côté, n'était pas restée inactive : elle avait, dès le 9, repris son essor dans la vallée argonnaise de l'Aisne, à l'Ouest de la chaîne où le 38e corps s'était emparé de Vaux-les-Mourons, Senuc, Grand Ham et Lançon, ce qui l'acheminait enfin vers Grandpré.

Les Américains y tendaient de leur côté. Ils avaient, le 4, déclenché une nouvelle offensive; le 3e corps, obliquant à gauche, avait suivi la route Brieulles-Cuinet, le 5e pris Gesnes et, le long de la vallée de l'Aire et de l'Argonne, le 1er renversé tous les obstacles sur une profondeur de plus de trois kilomètres. Le soir de ce jour, le front atteint avait été la ligne Binarville-Baulny-Exermont-Gesnes et lisières nord du bois du Fays. Le 7, nos alliés s'étaient emparés de Chatel-Chehery en bordure orientale de l'Argonne et s'étaient avancés jusqu'à Cornay. Étendant leur action à l'Est, ils avaient, les 7 et 8, d'autre part, attaqué sur la rive droite de la Meuse et, appuyés par des troupes françaises, enlevé Consenvoye et le bois d'Haumont, puis, sur la rive gauche, Romagne-sous-Montfaucon et Cunel. Le 10, ils avaient, de part et d'autre de l'Aire, réalisé de tels progrès que, suivant l'expression du général Pershing, l'Argonne au Sud de Grandpré était, ce

jour-là, au soir, « complètement nettoyée, » tandis que la droite de Gouraud occupait entre l'Arnes et l'Aisne inférieure, les monts Chéry, Monthois et Challerange et allait pouvoir donner la main, par le col de Grandpré, à nos alliés américains.

LA BATAILLE ENTRE AISNE ET OISE.

Cependant, Pétain organisait fortement l'action des armées entre Aisne et Oise. Le 9, il avait prescrit à Fayolle, toujours sur la brèche, depuis des mois, de conjuguer étroitement l'action de ses armées, — les 1re et 10e, — avec lesquelles, d'autre part, la 5e devait se tenir en liaison constante. La 1re armée, qui, nous allons le voir, avait, le 8, poussé vivement ses actions vers la région de Guise, était en train d'occuper par sa droite la rive Ouest de l'Oise qu'elle atteignait, le 9, de Bernot, au Nord, à Mézières, au Sud.

La 5e armée, passée de Berthelot (1) à Guillaumat, allait, en quelque sorte faire à son nouveau et éminent chef une manière de don de joyeux avènement, en franchissant enfin, le 10, l'Aisne en trois points : à Pontavert, à Chaudardes et à Cuiry-les-Chaudardes, dépassant Beaurieux, débordant Ailly, emportant la falaise de Pargnan. Entre Debeney et Guillaumat, en étroite liaison avec l'un et l'autre, Mangin, conformément aux ordres de Pétain, mènerait « une action vigoureuse » sur l'axe Chavignon-Laon. « La chute du Chemin des Dames et du massif de Craonne, ajoutait Pétain, doit résulter de l'avance de ces deux armées (10e et 5e) en direction respective de Laon et d'Amifontaine. »

On ne prescrit point deux fois à un Mangin une « action vigoureuse. » Déjà le commandant de la 10e armée lançait ses soldats sur un ennemi qui essayait de se dérober; en fin de journée, la 10e armée occupait la ligne Bray-en-Laonnois-Beaulne-Verneuil et donnait, à Beaurieux, la main à la 5e. Tandis que celle-ci, dans la journée du 11, forçait, nous l'avons vu, le passage de la Suippe à sa droite et enlevait Warmeriville, poussait vers la Retourne, l'attaquait, entre Poilecourt et le Sud-Est de Neufchâtel, et, à sa gauche, poussait ses avant-gardes sur le Chemin-des-Dames au Poteau d'Ailles,

(1) Celui-ci allait repartir pour la Roumanie qui ressuscitait, et y jouer derechef le rôle magnifique que l'on sait.

atteignait le rebord Ouest du plateau à la vallée Foulon, progressait encore, le 12, au delà de la Miette, arrivait en face de Château-Porcien, franchissait la Retourne et, en fin de journée, atteignait la ligne Amifontaine-Prouvais, Mangin achevait de faire tomber le massif de l'Aisne, ainsi tourné, à l'Est, par Guillaumat

Tandis que les 35e et 2e corps (de la 10e armée) réduisaient la résistance allemande dans les régions de Braye-en-Laonnois et sur le Chemin-des-Dames, on abordait de front le massif à Pontarcy, à Bourg et Comin, et l'on atteignait déjà l'Ailette de toutes parts. Le 2e corps italien sautait, sans trouver de résistance sérieuse, sur le Chemin-des-Dames, le 11. Le massif était à nous ce soir-là. Déjà des incendies, éclairant le ciel du côté de Laon, faisaient penser que, chassés ainsi des plateaux au sud de l'Ailette, les Allemands allaient abandonner l'énorme forteresse naturelle dont nous venions, pour la seconde fois, de reprendre la première enceinte. De fait, dès le 12, l'Ailette étant franchie, les Allemands évacuaient le massif de Saint-Gobain, y laissant, dans l'espoir de nous retarder au moins vingt quatre heures, de très fortes arrière-gardes. C'était compter sans Mangin : trop longtemps, le général avait couvé d'un regard impatient ce redan opposé à sa marche ; il faisait bousculer en quelques heures les arrière-gardes ennemies et, dès le soir, occupait l'énorme massif.

Dès lors, Laon ne pouvait tenir. Tandis que tout flambait autour de la ville, nos troupes abordaient cette position, tenue de tout temps pour redoutable, cette colline où s'était, les 9 et 10 mars 1814, brisée la fortune de Napoléon. Et, le 13, à 11 heures du matin, — épilogue des combats incessants menés depuis un mois par la 10e armée contre la forteresse dont nous tenions maintenant le réduit, — le général Mangin entrait à pied, la canne à la main, à la tête de ses troupes, dans Laon abandonné.

LA BATAILLE DU CATEAU
8-13 OCTOBRE

A gauche de nos armées de l'Aisne, une autre bataille se livrait, qui, achevant de faire tomber les derniers débris de la ligne Hindenburg, amenait l'armée Debeney et les deux armées britanniques à sa gauche sur une ligne qui, du nord-

est de Cambrai au Nord de la Fère, était déjà distante de 15 à 20 kilomètres de la célèbre position naguère conquise.

Le 5, on se le rappelle, Haig avait déclaré qu'un « coup vigoureux » allait être donné, nécessaire pour que fût exploitée et complétée la splendide victoire de la semaine précédente. Les 3e et 4e armées britanniques avaient attaqué le 8 octobre, entre Cambrai et Saint-Quentin, en direction générale Busigny-Bohain et le Grand Verly-Ribemont, appuyées à droite par la 1re armée française. L'avance avait été, dès les premières heures, importante.

Les troupes britanniques, attaquant entre le Sud de Cambrai et Sequehart, appuyées de gros tanks, pénétrèrent profondément dans les positions ennemies sur une profondeur de 5 kilomètres et, franchissant rapidement les lignes de tranchées à peine achevées par l'ennemi, « atteignirent, écrit Haig, le terrain découvert. » La résistance, très violente au début de l'action, s'affaiblit bientôt sensiblement. Brancourt et Brimont étaient pris par une division américaine, tandis que Serain était enlevé, Villers-Outréaux nettoyé, Malincourt emporté. Les Néo-Zélandais traversaient Lesdins, prenaient Esnes, tandis qu'à gauche de cette attaque, nos Alliés emportaient Seranvillers, Forenville et Niergnies « après une lutte très chaude au cours de laquelle l'ennemi contre-attaqua avec des tanks. »

« Comme conséquence de cette attaque, écrit Sir Douglas Haig, l'ennemi cessa temporairement de résister. Son infanterie se débanda et se retira sans arrêt vers l'Est, tandis que nos aviateurs rendaient compte que les routes convergeant vers le Cateau étaient bloquées par les entassements de troupes et de convois. Plusieurs milliers de prisonniers et de nombreux canons tombèrent entre nos mains. Pendant la nuit suivante, la corps canadien prit Ramillies et traversa l'Escaut à Pont-d'Aire ; des patrouilles canadiennes entrèrent dans Cambrai par le Nord et donnèrent la main à des patrouilles de la 57e division qui s'étaient infiltrées dans la partie Sud de la ville. »

Appuyant l'attaque, Debeney avait lancé son armée sur le plateau de Fontaine-Uterte, dernier débris de la ligne Hindenburg. Nos troupes avaient atteint Essigny-le-Petit et la route de Fontaine-Uterte ; un instant arrêtées, à la fin de la journée, par une vive résistance, elles avaient aussitôt manœuvré, suivant l'esprit de leur chef, pour encercler la ferme

Bellecourt, centre de cette résistance qui tombait à quinze heures entre nos mains avec 500 prisonniers. Ce point d'appui tombé, on avait avancé et, à 18 heures, on bordait la route de Fontaine-Uterte à Montbrehain, ayant fait 1 700 prisonniers.

Le front était, ce soir-là, porté, sur tout ce champ de bataille, à la ligne générale Proville-Niergnies-Esnes-Nolincourt-Seraing-Freimont-Brancourt-le-Grand, — abords Ouest de Méricourt aux Anglais, l'Est du plateau de Fontaine-Uterte et Lesdins, et la voie ferrée Saint-Quentin-Cambrai entre Essigny-le-Petit et Harly à Debeney. De ce coup les derniers remparts de la position Hindenburg étaient tous franchis de Cambrai à Fontaine-Notre-Dame. Comme l'écrit Haig, on était enfin *en terrain découvert.*

Les Allemands ne nous y attendirent point. L'ordre de repli dut être donné le 8 au soir, car, le 9, les armées de Below, Marwitz et Hutier étaient en pleine retraite.

La cavalerie britannique maintenant marchait en tête de l'infanterie. Tous ces soldats étaient animés d'une magnifique ardeur. Les cavaliers pressaient vigoureusement l'ennemi et l'empêchaient de se livrer à ses destructions habituelles, tandis que l'infanterie enlevait Bohain, attaquait Caudry, approchait à 3 kilomètres du Cateau. « Comme notre infanterie, rapporte Haig, se trouvait arrêtée par des feux violents de mitrailleuses partant du bois de Catigny et de Clary, une charge audacieuse des *Fort Garry Horse* put prendre pied dans le bois de Catigny et aida l'infanterie à reprendre sa progression. Plus à l'Est, les dragons-gardes et la cavalerie canadienne contribuaient à la prise de Honnechy, Reumont et Troisvilles. »

De son côté, Debeney talonnait la retraite de l'ennemi. A la fin de la nuit du 8 au 9, on s'était emparé des tranchées ébauchées par l'ennemi entre Harly et Neuville-Saint-Amand, ainsi que de ce village; à l'aube, Essigny et Itancourt étaient enlevés. Nos troupes atteignaient, sur les talons de l'ennemi, le front bois des Étraves-Ouest de Fontaine-Notre-Dame-Marcy-Mézières-sur-Oise.

Les Allemands couraient vivement à la ligne de la Selle devant les Britanniques et, devant Debeney, à celle de l'Oise. A mesure qu'on s'approchait des deux lignes, la résistance s'accentuait. La cavalerie britannique, abordant, le 10, la Selle,

ne put la franchir; mais l'infanterie bordait bientôt la rivière sur la rive Ouest jusqu'à Vieily, la ligne se dirigeant au Nord par Saint-Hilaire et Avesnes, puis l'Escaut à Thun-Saint-Martin.

Ayant enlevé le bois de Landricourt et Fontaine-Notre-Dame, Debeney, poursuivant toujours l'ennemi, poussait ses troupes vers l'Oise; le cours du fleuve était, de Bernot à Mézières, atteint. En cette journée du 10, la 1re armée britannique s'étant, au Nord de la 3e, associée à la poursuite, et ayant pris Loison, Noyelles et Bois-Bernard, la ligne atteinte était, sur le front des armées assaillantes, jalonnée par Hem-Lenglet, Estrem, Avesnes-les-Aubert, le Cateau, Saint-Souplet, Vaux-Andigny, Sebaucourt, Bernot, et la rive droite de l'Oise.

Retranchés derrière la Selle jusqu'au Nord du Cateau, derrière l'Oise depuis Bernot jusqu'à la Fère, et, ayant entre le Cateau et Bernot, créé hâtivement une solide *bretelle*, les Allemands paraissaient résolus à résister. C'était donc une nouvelle phase de combats qui allait commencer.

*
* *

Celle qui se terminait avait été si brillante que, à la date du 13 octobre, les résultats dépassaient encore les plus belles espérances conçues dans les premiers jours de septembre. Les Américains, maîtres de l'Argonne, allaient donner, à Grandpré, la main à l'armée Gouraud; celle-ci, délivrée de la pesée que faisaient sur sa droite le massif enfin nettoyé et sur sa gauche les Monts maintenant enlevés, venait d'occuper la région de Vouziers et de pénétrer dans la ville. Guillaumat, engagé en plein dans la trouée de Juvincourt, marchait sur le Porcien et la ligne de la Serre; les Allemands, ramenés de la Vesle à l'Aisne, n'avaient pu tenir sur les redoutables plateaux d'entre Aisne et Ailette, tournés à l'Est par la 5e armée, attaqués de revers à l'Ouest par Mangin; celui-ci, ayant, par ses incessants coups de bélier, ébranlé l' « imprenable » position de Saint-Gobain, l'avait vue s'écrouler et s'était saisi de Laon. Debeney lui tendait la main dans la région de La Fère dont la chute était imminente. Notre 1re armée, assurant la liaison des armées françaises avec les Britanniques, avait, de concert avec ceux-ci, emporté, du 27 septembre au 10 octobre, la formidable position Hindenburg que, courant border la Selle, les armées de Haig avaient de beaucoup dépassée. Et, au Nord, le groupe d'armées des

Flandres, ayant créé par son énergique assaut la base de départ nécessaire, pouvait attaquer, pour ne plus s'arrêter, en direction d'Ostende et de Gand, tandis que, de la Lys à la Scarpe, l'ennemi avait dû, abandonnant Armentières et Lens, découvrir le camp retranché de Lille.

Les résultats cherchés par la *directive* du 3 septembre étaient atteints et même dépassés. Il était temps que Foch traçât le programme de la nouvelle et décisive phase d'opérations qui s'ouvrait. Ce sera l'objet de la *directive* du 10 octobre.

Aux admirables soldats qui avaient, dans les mains de chefs éminents, réalisé et dépassé les espérances, on eût pu adresser les félicitations que Debeney exprimait à ses troupes :

« En douze jours de lutte acharnée, vous avez, à côté de nos Alliés britanniques, rompu la fameuse position Hindenburg, et les Allemands vaincus ont dû abandonner précipitamment le champ de bataille de Saint-Quentin, laissant entre vos mains plus de 5 000 prisonniers.

« Vous avez supporté de dures fatigues, mes camarades, pendant ces deux mois de combats et de stationnement dans une région méthodiquement dévastée; mais le spectacle de nos pauvres villages en ruines, de nos arbres mutilés, de nos maisons minées et pillées, en soulevant votre indignation, a décuplé vos forces...

. . . . . .

« Car, vous l'avez prouvé, la force est passée au service du droit et l'heure de la justice va enfin sonner, l'heure qui est marquée depuis quarante-huit ans au clocher de Strasbourg.

« En avant! »

Oui, c'était bien à toutes les armées alliées que ces belles paroles eussent pu être jetées.

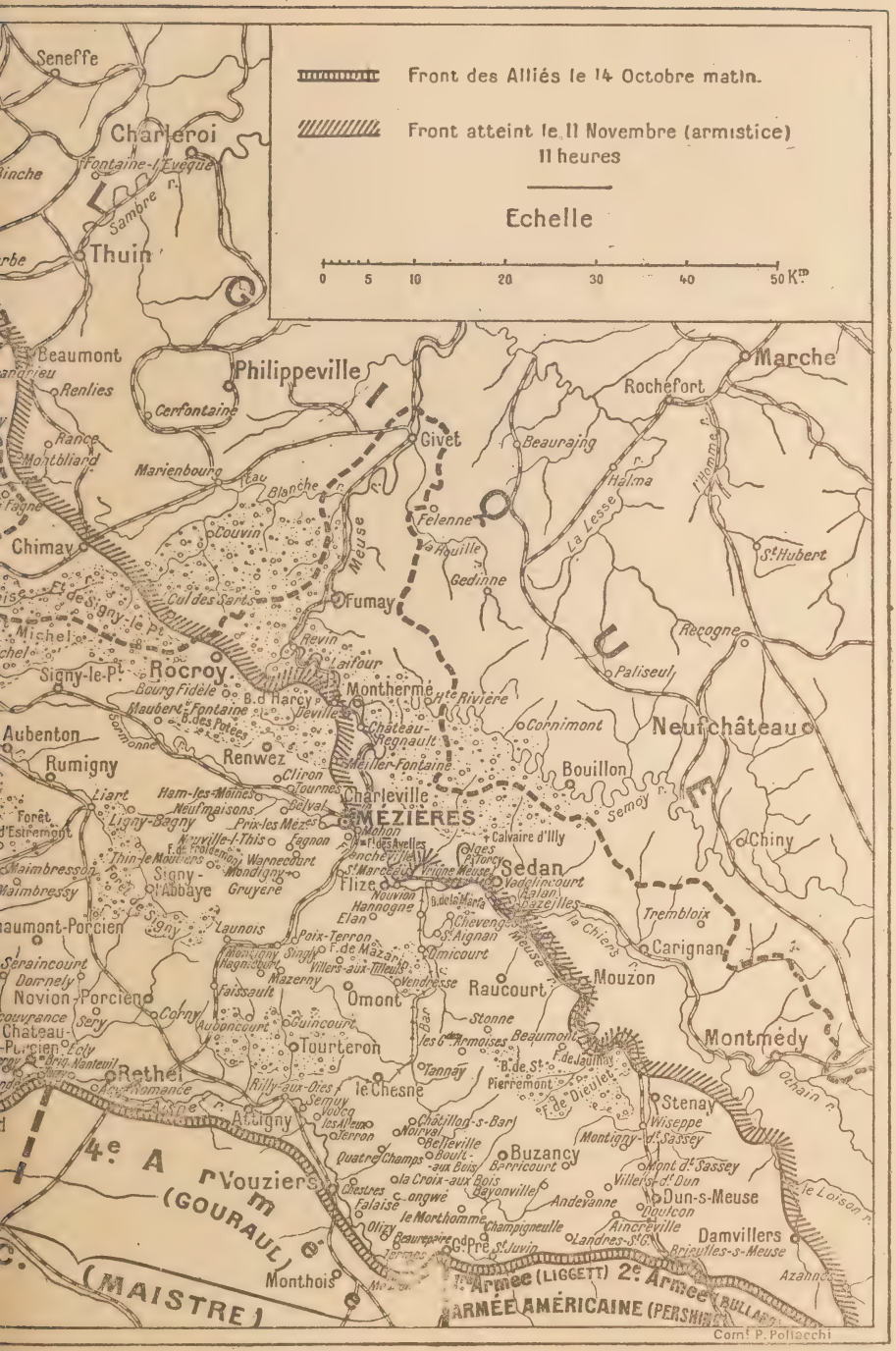
LA DIRECTIVE DU 10 OCTOBRE

Le 13 octobre, le champ de bataille est de la mer à Verdun complètement transformé; les quinze derniers jours de combats remplis par cet « assaut concentrique » dont le lecteur a suivi

les phases, ont partout porté notre front de bataille au delà de la ligne Hindenburg. Elle est dépassée au Nord de Lille où un saillant important a été créé dont le sommet menace Roulers, dépassée plus fortement encore au Sud de Lille, puisque notre front partant de la Bassée et passant à quelques kilomètres à l'Ouest de Douai, englobe Cambrai, Le Cateau, touche presque à Guise et déborde largement Saint-Quentin et Laon, dépassée au Sud des Ardennes, puisque les armées françaises, maîtresses des plateaux de l'Aisne, entament le camp de Sissonne, menacent Rethel, occupent Vouziers et vont donner, à Grandpré, la main aux armées américaines en pleine marche sur les deux rives de la Meuse. Nous voici loin de ces journées de septembre où, en dépit des grands succès obtenus au cours de l'été, on se pouvait encore demander sur quel point et comment serait forcée la célèbre position.

Les Allemands savent que la défaite, essuyée entre le 27 septembre et le 13 octobre, sur toute la ligne, est proprement irréparable. S'étant vu arracher les trois quarts de la terre française tenue par eux le 8 août encore, ils ont, conséquence de cette défaite, perdu la plupart de leurs « lignes de rocades » avancées, les unes déjà saisies par les Alliés, les autres placées sous leur feu. Ce réseau, si riche au 15 juillet, est maintenant singulièrement restreint. Ils ne peuvent plus disposer, dans la région Nord du champ de bataille, ni de la ligne ferrée Lille-Douai-Cambrai-Saint-Quentin, ni de la ligne ferrée Courtrai-Orchies-Le Cateau-Guise-Laon, occupées par nous, et il ne reste au groupe des armées Ruprecht de Bavière que sa troisième ligne Gand-Grammont-Ath-Mons-Maubeuge-Aulnoye, mais déjà de façon bien précaire. Sur le front du kronprinz de Prusse, nos ennemis ont perdu les deux rocades avancées : Laon-Asfeld-Le Catelet-Vouziers et Laon-Liart-Vouziers. Il leur reste à la vérité les rocades d'arrière : Valenciennes à Strasbourg, par Mézières; Maubeuge à Strasbourg, par Luxembourg ; Courtrai à Cologne, par Bruxelles et Liége, et enfin Gand à Dusseldorff par Malines et la ligne de la rive droite du Rhin. Mais ils savent maintenant que Foch n'est pas homme à se contenter de peu, ni même de beaucoup, et que déjà il a l'œil fixé sur les voies les plus lointaines ; leur réseau avancé étant perdu, leurs communications sont partout visées, déjà menacées. Cependant, leurs ressources en hommes comme en maté-

CARTE GÉNÉRALE PO



EPRISE DU GRAND ASSAUT

riel fondent à vue d'œil. Car, si l'armée allemande était déjà, le 8 octobre, dans l'état matériel et moral que j'ai dit, qu'était-ce après les éclatantes et meurtrières défaites encore essuyées pendant les six derniers jours de l'assaut allié ? Les Allemands, en vérité, se savaient perdus. L'aveu s'en inscrivait déjà dans la demande d'armistice adressée, sur l'initiative et sur les instances pressantes de l'État-major lui-même, par le nouveau chancelier au président Wilson.

Foch, nous l'avons vu, en a bien compris le sens. Le désir d'épargner le sang des hommes, affiché par le chancelier, ne leurre personne et moins que personne ce vieux routier de la guerre qu'est le Maréchal commandant en chef les armées alliées. L'ennemi, vaincu en vingt rencontres depuis le 18 juillet, se sait sur ses fins et, avant d'être forcé en ses derniers retranchements, demande l'armistice parce qu'il sait que, la position Hindenburg ayant été partout forcée, aucune position, si fortifiée qu'elle soit, ne résistera longtemps à des armées qui, dans la main d'habiles manœuvriers, viennent de faire preuve d'une si rare capacité combative.

En d'autres temps, sa foi eût été moins facilement ébranlée. S'il a préparé, derrière la ligne Hindenburg, ces fortes positions qui, de Lille à Metz, semblent encore défier l'assaut, c'est qu'il a, jadis, décrété que, même dans « l'hypothèse improbable » d'une passagère défaite sur la première position, il saurait tenir sur la seconde, la troisième, la quatrième. Mais en ce milieu d'octobre, les positions restant ce qu'elles étaient, une chose manquait : la foi qui seule les pouvait faire inexpugnables. Sans doute, le Commandement affiche-t-il cette foi : le 19 octobre, le commandement du LIVe corps écrit : « Le groupe d'armées du kronprinz de Bavière va accepter la bataille décisive sur la position Lys-Hermann. *Cette position doit être tenue à tout prix.* » Et le kronprinz impérial, de son côté : « La défense de la position du canal de l'Oise à la Sambre est d'une grande importance pour le front du groupe d'armées : *je compte expressément que l'armée tiendra sa nouvelle position coûte que coûte.* » Et vingt ordres et proclamations s'imprègnent de ces grandes résolutions. Mais pour le Haut Commandement, cette défense déjà n'est plus qu'un procédé d'ajournement : il espère que, tenus en échec quelques jours, peut-être quelques semaines, devant ces nouvelles positions, les Alliés seront plus portés à

écouter les demandes d'armistice et à adoucir la réponse qu'ils y feront. Tout son espoir réside en un arrêt de deux, trois semaines devant cette ligne de défense. Mais cet espoir n'est point celui du triomphe, déclaré par Hindenburg lui-même désormais impossible : la défense des nouvelles lignes n'est plus combat pour que soit ressaisie la victoire, mais manœuvre pour que la capitulation soit au meilleur compte.

C'est pourtant une redoutable position que celle qui, vers le 13 octobre, s'oppose à un nouvel assaut. Sans doute, la *Preuss-Stellung* ayant été percée par l'armée des Flandres, trouve-t-on au Nord de Lille peu de défenses, mais si le camp retranché de Lille tient, l'avance vers Gand devient difficile. Et le camp a été depuis quatre ans fortifié d'appuis solides.

Il forme maintenant dans nos lignes un saillant assez prononcé. Rappelons que l'offensive du 28 septembre en Flandres, ayant porté notre front à l'Est de Dixmude, à l'Est d'Houthulst, à 5 kilomètres à l'Ouest de Roulers, à Ledeghem et à Gheluwe, avait ainsi créé une poche assez profonde au Nord de la grande place. C'était sur ce front que les armées des Flandres s'étaient momentanément arrêtées. Notre front, suivant la Lys de Werwicq à Warneton, s'infléchissait en face de Lille, passant à 3 kilomètres à l'Est d'Armentières, à Hartennes (8 kilomètres à l'Ouest de Lille), Vendin (Sud-Ouest de Carvin), aux lisières Ouest de Douai et, s'incurvant au sud de Lille, par Palluel, Aubigny-au-Bac, Hem-Langlet et Haspres, achevait ainsi de dessiner autour de la région fortifiée un demi-cercle assez large. Tenter d'emporter de vive force ce saillant de Lille eût été pure insanité. C'est en accentuant notre avance des deux côtés de la place, qu'on pouvait contraindre l'ennemi à abandonner ce magnifique bastion de sa défense, ainsi menacé d'encerclement.

Mais si l'avance au Nord était relativement facile, au Sud elle se heurterait à l'*Hermann-Stellung*. Cette position, on le sait, s'étendait du Sud-Est de Lille à Hirson, barrant les trouées de la Scarpe et de l'Escaut, en avant de Valenciennes, de la Sambre entre Le Cateau et Landrecies. Son fossé extérieur était, au Sud de son confluent avec l'Escaut, la Selle, derrière laquelle nous avons vu se réfugier les armées allemandes rejetées de la position Hindenburg. Une *bretelle* jetée de la Selle inférieure à l'Oise en avant de Guise défendait l'accès de cette dernière ville. A l'Ouest de la Selle, les armées

britanniques occupaient Montecourt, Briastre, Le Cateau, Saint Souplet et Vaux-Andigny. En face de la bretelle Selle-Oise, l'armée Debeney, bordant, d'autre part, l'Oise de Bernot à La Fère, visait Guise. A l'Est de cette ville, l'*Hermann-Stellung* se continuait au Sud-Est d'Hirson et de Vervins.

Là commençaient à se dresser les premiers bastions de l'*Hunding-Stellung*. Depuis l'abandon forcé du massif de Saint-Gobain, de la Fère, de Laon, des plateaux de l'Aisne, l'Allemand se repliait sur cette redoutable position et les lignes de la Serre.

Cette petite rivière se jette dans l'Oise près de la Fère; coulant des premières pentes boisées de l'Ardenne, en passant par Rozoy, Chaourse en Thiérache, Marles, Crécy, Auguilcourt, elle offrait, de la Fère à Crécy, de l'Ouest à l'Est, une ligne presque droite, très défendable, et derrière laquelle les Allemands avaient organisé une forte ligne de résistance. Abandonnant vers Crécy cette ligne, ils avaient, entre cette région de Crécy-sur-Serre et Rethel, bâti leur mur *Hunding*, exactement au Nord-Est de Laon, de Sissonne et d'Asfeld.

Le 13 octobre, nous n'étions pas encore tout à fait sur la rive gauche de la Serre ni au pied même de la *Hunding;* mais un dernier repli des Allemands, les 14 et 15, allait nous permettre de venir border la riviérette à Assy, à Pouilly. Notre front, redescendant au Sud-Est vers Montereau, le Wast, Marchais (Sud de Notre-Dame de Liesse), n'était encore, le 13, on se le rappelle, qu'aux lisières Sud du camp de Sissonne, à Villers devant la Thour, à Juzaucourt (Nord d'Asfeld), à Acy-Romanée; un autre repli de l'ennemi allait nous permettre de la porter à Sissonne, à la Selve, à Taizy en contact avec la redoutable position *Hunding*.

A Taizy, la ligne allemande rejoignait l'Aisne, au Sud-Est de Château-Porcien et à l'Est de Rethel que, l'on s'en souvient, l'Allemand tenait encore. La rivière de Rethel à Vouziers (dont Gouraud, on le sait, s'était, le 13, emparé) séparait les belligérants : elle constituait le fossé extérieur d'une autre position, la *Brunehilde Stellung*, couvrant Mézières et Sedan En amont de Vouziers, nous tenions maintenant la rivière et par la trouée de Grandpré, allions donner la main aux Américains, enfin à peu près maîtres de la vallée de l'Aire et des collines Nord de Verdun. Mais au Nord de l'Argonne, entre

Vouziers et Dun, une autre barrière s'opposait à notre marche vers Mézières, la *Kriemhilde Stellung*.

Ainsi nous trouvions-nous de toutes parts, entre le 13 et le 15, en contact avec le second mur d'enceinte dont l'Allemand avait, en prévision de la perte de la ligne Hindenburg, enveloppé la région des Ardennes, et, disons plus vrai, les approches de l'Empire. En d'autres temps, les défenseurs de cette ligne fort remarquablement conçue se fussent sentis invincibles et ses assaillants fort peu assurés de l'emporter. Mais j'ai dit qu'on était arrivé à cette phase de bataille où, le moral l'emportant sur le matériel, il n'y avait plus d'obstacle valable aux yeux du vainqueur.

*
* *

Le lieutenant-colonel Foch a écrit en 1897 : « N'est-ce pas dans l'influence du commandement, *de cet enthousiasme communiqué par lui, qu'il faut aller chercher l'expression de ces mouvements inconscients de la masse humaine*, dans ces moments solennels où, sans savoir pourquoi, une armée sur le champ de bataille *se sent portée en avant comme si elle glissait sur un plan incliné* (1)? » Et, dans un autre ouvrage, il parlait de ce « *don du commandement qui anime encore les troupes les plus épuisées* (2). » Dans son quartier général, le maréchal Foch ne pense pas autrement que, jadis, dans sa chaire de l'École, le lieutenant-colonel Foch, et il sent que l'heure est venue où, se pénétrant de « cet enthousiasme » dont il est autant qu'homme du monde capable, il va diriger cette « masse humaine » vers le « plan incliné » d'où elle « glissera, » et venue l'heure où, à « ces troupes épuisées » il peut demander l'effort décisif qui consommera la victoire. Le « plan incliné, » c'est sur les nouvelles positions conquises qu'il l'appuiera, mais déjà, il a senti, dans les premiers jours d'octobre, ce « mouvement inconscient » de la masse portée par ses propres succès vers la victoire et maintenant, — n'ayant jamais connu ni peur ni hésitation, — par surcroît, il n'a plus un doute. Comme Napoléon, il s'écrierait : « *La bataille est mûre.* »

Il a sans cesse demandé des renseignements. Le 14 octobre, le 2e bureau du Grand Quartier général français qui, mainte-

(1) *Des principes du commandement*, p. 271.
(2) *De la conduite de la guerre*, p. 355.

nant entraîné par tant d'années de labeur ingénieux, a vraiment poussé jusqu'à la prescience l'art de reconstituer la bataille ennemie, va communiquer au grand chef, après la masse des renseignements demandés, la note suivante qui mérite d'être retenue : « L'ennemi semble vouloir se retirer incessamment sur la ligne : canal de Gand-cours de l'Escaut-Valenciennes-Hirson-Mézières-Longuyon, ce qui le privera de sa rocade principale : Valenciennes-Mézières-Longuyon. Il est à penser que l'ennemi, rejeté rapidement sur la *Hagenstellung* (1), aura une proportion de forces beaucoup trop grande à l'Ouest des Ardennes, par rapport à celles qui seront à l'Est (actuellement environ 150 divisions sur 187 entre la mer et la Meuse); cette proportion, il ne pourra la changer que très lentement (par voies ferrées : une division par jour). Donc, il sera dans une situation très difficile au point de vue effectifs *devant une attaque française en Lorraine.* Une concentration, rapidement menée, dès que possible, sur le front Nancy-Avricourt, permettrait d'envisager avec les plus grandes chances de succès *une irruption en Lorraine dont la portée militaire et politique aurait les plus grandes conséquences.* »

Foch est, dès le 10 octobre, fort au fait de cette situation. Sa vue s'étend, dès lors, des Flandres, où Degoutte va, à l'instant, reprendre l'offensive en direction générale de Bruxelles, non plus seulement à la Meuse, mais à la Moselle, mais au delà de la Moselle où, on se le rappelle, dès le 24 juillet, il a déjà porté son regard. Un coup droit frappé entre Metz et Sarrebourg peut être, dans quelques semaines, le coup de grâce, cette « massue » dont on se souvient que parlait encore le lieutenant-colonel Foch. Et déjà, à ce coup de massue il destine l'homme qui, le 18 juillet, a porté, au début de la bataille offensive, le coup de bélier à l'ennemi désemparé : Mangin sous Castelnau.

Mais, nous l'avons constaté en maintes circonstances, ces pensées qui déjà prennent corps en son esprit, Foch ne les expose point d'avance; il les réserve, les mûrit, en prépare en secret la réalisation. Ses *directives*, si elles débordent le présent,

(1) *La Hagenstellung* était, je le rappelle, la troisième position allemande couvrant, du Nord-Ouest au Sud-Est, de la région de Vervins à celle de Sedan-Mézières, le massif ardennais.

évitent toute espèce d'apparences chimériques. Tandis qu'il les écrit, son esprit court en avant, mais sa plume s'en tient à l'obstacle à vaincre présentement et ne jette à ses lieutenants que des ordres immédiatement, encore que largement, réalisables.

Le 10 octobre, la voix du grand chef s'est de nouveau élevée. La situation que nous avons vue se réaliser entre le 8 et le 15, lui paraît, dès le 10, acquise. La *directive* l'envisage pour relancer chaque armée à l'assaut des nouvelles positions à conquérir. C'est le début de l'action décisive. La *directive* du 19, qui suivra de si près, — parce que, rapidement, la bataille se transforme, — en dictera la suite. Et ce sera la fin.

La *directive* du 10 octobre ordonne, — dans les deux sens du mot, — la poursuite des offensives si heureusement menées dans les « trois directions convergentes. » Ces trois directions convergentes sont : « celle de la Belgique, celle de Solesmes-Wassigny, celle de l'Aisne-Meuse. »

Les trois actions visent à l'enveloppement de l'ennemi dans la région ardennaise par le Nord, l'Ouest et le Sud. Mais le Maréchal sait par expérience, depuis la fin de septembre, quelle résistance désespérée les Allemands font aux ailes. Il a vu les attaques entre Ypres et Lys, entre Suippe et Meuse, arrêtées après de brillants succès, tandis qu'au centre Debeney et les lieutenants de Haig défonçaient si délibérément la position.

La plus avantageuse des directions à exploiter est donc celle qui, de cette ligne Hindenburg défoncée, vise, au delà du Cateau, la ligne Solesmes-Wassigny : « Elle est en conséquence à poursuivre avec le plus de forces possible pour en faire sortir en même temps les progrès vers Mons-Avesnes (au Nord). »

A gauche de cette nouvelle bataille, il s'agit, par surcroît, d'ébranler la nouvelle ligne ennemie par la chute de Lille. Tandis qu'au Nord, l'offensive sera reprise et vigoureusement menée dans les Flandres, une attaque des armées britanniques en direction du Nord-Est entre l'Escaut et la Sambre isolera, par son Sud, la région fortifiée qui, devant cette manœuvre combinée, sera, espère-t-on, promptement dégagée. En même temps, à droite de la bataille Solesmes-Wassigny, une autre manœuvre sera combinée avec l'offensive de Gouraud et des Américains entre Aisne et Meuse, pour déborder la ligne de la Serre et sera confiée à l'infatigable 1re armée française (Debeney). Ainsi attaquée aux

points sensibles, la nouvelle ligne opposée à nos efforts croulera comme la première.

Dès le 9, Degoutte, major général du Groupe des Flandres, avait été averti que les succès remportés par les armées britanniques créaient une situation si avantageuse pour la continuation de l'offensive en Belgique qu'il devait sans tarder en préparer la reprise, et, incontinent, la préparait.

Le 11, de son côté, le maréchal Haig, saisi de la *directive* du 10, expédiait à ses lieutenants les ordres qui en étaient la conséquence. La 3e armée britannique s'établirait sur la Selle et s'efforcerait de s'emparer, dès qu'il serait possible, des passages de la rivière. A sa gauche, la 4e armée, en liaison avec la 1re armée française, à sa droite, s'établirait sur la ligne Wassigny-le-Cateau, poussant ses postes avancés jusqu'au canal de la Sambre. Si l'ennemi exécutait un nouveau repli, le corps de cavalerie britannique pousserait vigoureusement *en direction de Mons.*

Pétain organisait, de son côté, avec Fayolle, Maistre et Pershing, la bataille de droite. Il s'agissait de combiner en une même manœuvre la poussée de l'aile gauche du groupe d'armées Fayolle et l'offensive franco-américaine de Champagne. Meuse. Cette manœuvre aurait pour but de déborder les défenses de la Serre et de l'Aisne par l'Ouest d'une part (1re armée française) et par l'Est, d'autre part (4e armée française et 1re américaine). Entre ces deux ailes la liaison serait établie par les armées intérieures (10e et 5e). L'objectif du gros du groupe Fayolle serait la région Fourmies-Hirson-Vervins ; la conquête de cet objectif résulterait d'une action continue et puissante de la 1re armée sur l'axe général Guise-la Capelle en liaison étroite avec la 4e armée britannique. La 10e armée se bornerait, pour l'heure, à assurer la continuité du front et la liaison avec le groupe Maistre. En conséquence, la 1re armée serait considérablement renforcée. « L'objectif général de l'offensive Champagne-Meuse est constitué par la région *Mézières-Sedan.* » La 1re armée américaine continuerait ses attaques sur les deux rives de la Meuse en vue tout d'abord : sur la rive gauche, de rompre la position *Kriemhilde* et d'atteindre la région de Buzancy (Sud de la ligne Vendresse-Mouzon), et, sur la rive droite, de conquérir la falaise de Damvillers à Dun-sur-Meuse. Elle maintiendrait sa liaison étroite

avec la 4e armée française le long du massif de l'Argonne (par les défilés de Grandpré, de la Croix-aux-Bois et des Quatre-Champs). Les armées du groupe Maistre (4e et 5e armées) ont pour mission de rejeter l'ennemi sur la rive droite de l'Aisne et de chercher à établir, du même coup, des têtes de pont offensives sur cette rive. Si l'ennemi faisait tête sur le front Aisne, ce groupe *manœuvrerait ce front* par ses deux ailes : l'aile droite (Gouraud), se liant aux Américains, opérerait par l'Est de Vouziers et d'Attigny en direction de Le Chesne et Poix-Terron ; l'aile gauche (Guillaumat) déborderait l'Aisne suivant l'axe général Amifontaine, Nizy-le-Comte, Chaumont-Porcien, en liaison à sa gauche avec la 10e armée.

En peu d'ordres on voit à ce point se traduire la belle ordonnance du cerveau d'un Pétain.

De cette bataille, cependant, le grand chef français ne mènera personnellement que la partie gauche, la plus considérable à la vérité. Le 13, le général John Pershing sollicitera et, le 16, obtiendra sa complète autonomie. Les deux armées américaines tout en restant, bien entendu, intimement liées aux armées françaises, vont manœuvrer sous l'unique commandement du général en chef américain, passé sous les ordres directs de Foch.

Ainsi, chacun a son rôle et sa mission. Jamais bataille n'a été si bien préparée. Rien n'y est laissé au hasard. Le « plan incliné » où l'auteur des *Principes de la guerre* voit déjà pour un avenir prochain « glisser » ses armées, est dressé de main de maître — le Maréchal, toujours prêt à faire la part de ses grands lieutenants dirait : de *mains de maîtres*.

A peine la *directive* du 10 est-elle lancée, que tout se prépare pour que celle du 18 jaillisse de la situation encore améliorée.

LA REPRISE D'OFFENSIVE DANS LES FLANDRES
14-20 OCTOBRE

Le 13, le général Degoutte adressait à l'armée des Flandres une proclamation où il l'appelait de nouveau à l'assaut : « Après tant d'héroïsme déjà déployé par vous, la France vous demande un nouvel effort; » et, suivant l'esprit de Foch qui, on se le rappelle, n'aime point qu'on soit « mystérieux » avec ses subordonnés, il expliquait carrément à ses troupes ce dont « il s'agissait. » On allait à Bruges, à Gand, et pour que le

plus petit soldat sût où le porterait son courage il démontait sans aucune timidité la manœuvre projetée. Il restait major général du groupe d'armées et, pour être tout à sa mission,

CARTE POUR LA BATAILLE DES FLANDRES

passait au général de Boissoudy le commandement de la 6e armée qui, on se le rappelle, en faisait partie.

L'attaque du 14 emporta tous les objectifs qui lui étaient immédiatement proposés. Ce fut une journée magnifique, microcosme de l'immense bataille engagée, car Belges, Français,

Anglais étroitement unis (et Foch appelait à cette heure à cette nouvelle Bataille des Flandres deux divisions américaines), se portèrent, la main dans la main, à l'assaut, tandis que les aviations des trois armées faisaient merveille, bombardant rassemblements ennemis et trains en marche, mitraillant de près l'infanterie ennemie que les chars écrasaient; cependant, la marine britannique prenait déjà, à la gauche de l'armée franco-belge, sa part à l'action étendue cette fois jusqu'à la mer. A la fin de la journée, on avait emporté Costemark, Hooglede, Morsleede, et, au centre, Roulers, objectif qui si souvent avait été visé et jamais n'avait été atteint depuis octobre 1914. Le front était de ce fait, porté à la ligne Cortemark-Beveren-lisière Ouest d'Iseghem et à la Lys entre Menin et Werwicq. A la vérité, c'était une mer de flammes que nous conquérions, car les Allemands, fidèles jusqu'au bout à leurs sauvages pratiques, avaient mis le feu non seulement à Roulers et à Menin, mais à des centaines de villages et de fermes; le soir du 14, le ciel, déjà embrasé au-dessus de nous, s'embrasait devant nous; l'ennemi lui-même accusait sa défaite et presque la précédait en mettant également le feu à Thourout, Lichtervelde et Thielt, pour deux jours encore dans ses lignes. Le cœur se serrait à la vue de ces manifestations d'une barbarie si atrocement entêtée à détruire. Est-ce ainsi que les précieuses villes de Gand et Bruges seraient traitées? On n'y voyait à la vérité qu'une raison de plus de pousser vivement l'avance.

La menace suspendue sur la tête des Allemands était redoutable. Ils avaient accumulé en Belgique, — arrière naguère encore réputé de tout repos, — un matériel énorme. Si les progrès des Alliés continuaient tels que ceux du premier jour, comment aurait-on le loisir de sauver parcs et magasins, — en ce moment où la crise du matériel paralysait déjà en partie la défense allemande, — si précieux à garder? Est-il dès lors surprenant que l'ennemi ait opposé, le 15, une résistance désespérée; elle le fut en particulier au centre où cette résistance arrêtait pour quelques heures notre avance. Mais à gauche comme à droite, cette résistance était brisée. Le groupe du Nord occupait Booscheede, Marckhove, Vyfhuyshoek; le groupement Nudant s'emparait de Gits, Gitsberg, Turckegem et atteignait la voie ferrée Thourout-Roulers; le groupement Massenet saisissait Beveren, arrêté seulement devant le ruis-

seau, le Krombeck, par l'opiniâtre résistance dont je parlais tout à l'heure. Le groupe belge du Sud enlevait Winkelhoek, Lendelede, atteignait la lisière Ouest de Capelle-Sainte-Catherine et bordait la route Courtrai-Ingelminster, pendant que, plus au Sud, la 2e armée britannique (Plumer), pénétrant dans Comines et Werwicq, abordait Menin, occupait Gemeenhof, se reliant aux Belges à Capelle-Sainte-Catherine, puis achevait d'enlever Menin, emportait Schoen-Walter, Heule, Ingelminster et franchissait la Lys à Courtrai.

Ces deux jours de bataille coûtaient à l'ennemi, avec de fortes positions, 12000 prisonniers et 120 canons.

L'ardeur des combattants était extrême ; encore que le vent soufflât en tempête et que la pluie tombât bientôt à torrents, les troupes franco-anglo-belges se relançaient, le 16, à l'assaut. Le front s'était singulièrement étendu : on attaquait, ce matin-là, sur 50 kilomètres, de l'est de Ramscapelle, en direction de l'Yser, à la région de Menin. Partout l'ennemi fut refoulé à une profondeur de plus de 6 kilomètres. On enlevait, entre autres localités, Thourout, Lichterwelde et Ardoye. Les Belges, à gauche, — revanche qu'ils attendaient depuis octobre 1914, — franchissaient l'Yser en aval de Dixmude jusqu'à Shoorbeack. Cependant, à droite, la 2e armée britannique atteignait la Lys au nord-est de Courtrai et poussait dans cette ville ses patrouilles. Elle enlevait Halluin et progressait au sud de Comines, menaçant ainsi Lille qui allait tomber.

Dès la veille, cette bataille était en effet en passe d'obtenir un des résultats qu'avant tout Foch en avait attendu. Les Allemands commençaient le repli espéré à l'ouest de Lille et tout faisait prévoir, avant peu d'heures, l'abandon forcé de la grande cité. Se retirant le 15, sur la ligne Ennetières-Englos-rive Ouest du canal de Douai entre Haubourdin et Lenighien, ils étaient pressés par la 5e armée britannique (Birdwood) qui, derrière eux, franchissait le canal de la Haute-Deule à Pont-à-Vendin et occupait le front Bauvin-Ouest de Carvin-Estevelles, puis le 16, le repli continuant, la ligne Herrin-Carvin-Oignies. On était aux portes de Lille.

Degoutte poussait, cependant, les armées des Flandres si vivement, que les Allemands, le 17, cédaient sur toute la ligne et battaient en retraite sur une profondeur considérable. Ce repli était prévu dès le 6 : ordre avait été donné aux Britan-

niques de créer des têtes de pont sur la Lys, aux Français de franchir la Lys et de pousser des avant-postes sur la route d'Harlebeke à Peteghem, à l'armée belge de se jeter aux trousses de l'ennemi en retraite vers Ostende, à la cavalerie de s'efforcer de couper les communications de l'ennemi vers Bruges. C'est en exécution de ces instructions que, le 17, l'armée d'Albert Ier ayant, sur les talons de l'ennemi, occupé la région de l'Est de l'Yser, nettoyait toute la côte de Nieuport à Ostende, enlevait 50 villes et villages, et pénétrait à Ostende. Déjà sa cavalerie arrivait, ce 17 au soir, aux abords de Bruges. Les soldats français de Boissoudy enlevaient, de leur côté, Pitthem, Meulebeke, Wynghene. Les Belges du Sud occupaient Ingelminster et l'armée Plumer, bordant la Lys au Nord de Courtrai, franchissait la rivière au Sud de cette ville et arrivait aux abords de Tourcoing.

La poursuite continuait le 18. Une instruction très précise définissait, pour les jours suivants, la zone d'action des armées jusqu'à l'Escaut. L'armée belge marcherait sur Gand avec le maximum de ses forces, en se soudant étroitement à la française. Celle-ci atteindrait, de part et d'autre, Audenarde entre Werchem et Melsen. La 2e armée britannique pousserait sur l'Escaut, dès que serait vidée la poche Lille-Tourcoing-Roubaix.

Elle se vidait. Le 18, les Allemands, menacés sur le flanc droit de la façon la plus alarmante, étaient contraints au cruel sacrifice qu'ils avaient essayé jusqu'au bout de différer. Sous peine d'être pris comme en une souricière dans Lille, de toutes parts menacée, il leur fallait se résigner, et, à plus forte raison, quitter Douai. C'était, tout en livrant le plus fort bastion de la muraille, abandonner une très large bande de terrain, car c'était à Lauwe-Marcq-en-Barœul-l'Est de Lille-Ronchin-la Neuville-en-Phalempin-Ostricourt et Douai, que notre front était, le 17 au soir, ainsi porté et, dès le lendemain, le repli s'accentuerait encore. Quoi qu'il en soit, dès le 17 octobre, à la tombée de la nuit, — minute solennelle dans la chronique de cette guerre, — *la ville de Lille s'ouvrait aux Alliés*. La 59e division britannique ayant atteint, dès ce soir-là, les faubourgs, le 18, à 5 h. 30, les troupes pénétraient dans la ville aux acclamations de la malheureuse population délivrée après quatre ans de l'abominable régime qui nous a été, depuis,

tant de fois décrit. Le lendemain, la statue de Lille sur la place de la Concorde était pavoisée et couverte de fleurs, tandis que celle de Strasbourg toute voisine, semblait, sous ses crêpes noirs, frémir d'impatiente espérance.

A cette heure, le repli allemand continuait livrant un terrain plus large encore. Abandonnant, le 18, Tourcoing, Roubaix, et, jusqu'à Wavrechain-sous-Faulx (au Nord de Cambrai), une bande qui, sur plus de 60 kilomètres de large, atteignait, en certains endroits, 10 kilomètres de profondeur l'ennemi reculait au delà de la ligne Marcke-lisières ouest de Mouscron-Herseaux-Est de Roubaix-Arcq-Pont-à-Marcq-Bersée-Escaillon-Wavrechain-sous-Faulx.

Les armées des Flandres continuaient leur pression et si la droite et le centre, après une légère avance, étaient, ce 18 octobre, pour quelques heures, arrêtés, en revanche la gauche, poussant devant elle l'ennemi en retraite, progressait très sensiblement en direction de Bruges : franchissant à l'Ouest de Nieuweghem, le canal de Paschendaele, elle occupait le front Saint-André-Saint-Michel-Laphem et Oostcamp. A Saint-Michel, on était dans les faubourgs de Bruges où les soldats belges sentaient, le cœur serré d'émotion, frémir une population ivre de joie. Des flammes allaient-elles jaillir de l'adorable cité? L'avance si rapide de ce côté ne donnait pas à l'ennemi le loisir de commettre ce nouveau sacrilège. Le 19 au matin, on allait, du front, entendre les carillons de Bruges saluer le départ en panique des dernières troupes allemandes.

Ce jour-là, tout le monde repartit : la résistance qu'avaient rencontrée le centre et la droite, n'avait pas tenu devant une attaque entêtée. Au jour, l'aviation signala que Bruges était pavoisée, que les habitants appelaient à grands gestes les libérateurs. A ce moment même, toute la côte se libérait sur une profondeur de plus de 25 kilomètres, d'Ostende aux abords de la frontière hollandaise. Les Belges, ayant occupé Zeebrugge, s'y emparaient d'un magnifique butin. Par ailleurs, ils entraient dans Bruges qui, ce soir-là, ne fut pas Bruges-la-Morte, mais Bruges-la-Ressuscitée et chantait sa délivrance, alternant les *Brabançonne* et les *Te Deum*, acclamant avec frénésie le roi Albert et ses troupes. Par ailleurs, le canal de Gand était atteint. A droite, la 6e armée française, talonnant vivement

l'Allemand, atteignait le front Est de Beer, de Schuyffers, de Capelle, de Thielt et de Marialop; les Belges du Sud franchissaient le Hertzberghebeck sur des passerelles de fortune, tandis que les Anglais attaquant au Sud de Courtrai, déterminaient, pour le 20, un nouveau repli.

Le 20, en effet, tandis que les soldats d'Albert Ier atteignaient, sur une largeur de 20 kilomètres, de la mer au Sud de Eede, la frontière de Hollande, tout le groupe des armées des Flandres se portait en avant. L'armée belge ayant enlevé Keynelaere, Aeltre, Bellem et Ursel, venait s'aligner le long du canal de Deynze. L'armée française, ayant, dès le matin, bordé la Lys entre Oyghem et Grammène, se liait aux Belges sur le canal de Deynze, entre Moelle et Peteghem et franchissait la Lys en plusieurs points. La 2e armée britannique, enfin, ayant, en dépit d'une assez vive résistance d'artillerie et de mitrailleuses, traversé de son côté la Lys pendant la nuit du 19 au 20, arrivait à proximité du chemin de fer de Courtrai; le repli allemand, que décidément rien ne semblait plus devoir arrêter, s'étendait, à droite de Rolleghem à Dottine, à Templeuve, aux abords Ouest de Tournai, bien au delà d'Orchies, de Marchiennes, et, au Sud, jusqu'à la région de Denain, à son tour délivré.

L'étendue et la profondeur de ce repli, qui vraiment ressemblait à un écroulement, dépassaient, le 20, toutes les espérances que Foch avait fondées sur la reprise de l'offensive en Flandre pour assurer la chute de la région de Lille. Cette offensive même venait de nettoyer en quelques jours une province belge entière. Et maintenant, après Ostende et Zeebrugge, après Roulers et Thourout, Gand était directement menacé. Si, le 20 au soir, l'action semblait se ralentir, elle ne pouvait être interrompue. Dès le 19, Foch prescrivait à Degoutte de la pousser avec la plus grande vigueur et on sait que l'entreprenant major-général des armées des Flandres était homme à l'entendre.

LA BATAILLE DE LA SELLE
17-25 OCTOBRE

Tandis qu'au Nord de l'immense champ de bataille se déroulaient des événements si favorables, les soldats de Haig faisaient, eux aussi, de magnifique besogne.

Le 12 octobre, les 1re et 3e armées britanniques avaient achevé de border d'Haspres à Briastre (nord du Cateau), la Selle dont la 4e armée britannique, on se le rappelle, tenait déjà, dans la région du Cateau, la rive gauche. Haig n'entendait pas cependant engager la bataille avant que les communications, à travers le terrain reconquis dans les deux dernières semaines, ne se fussent améliorées. Le 17 seulement, il signait l'ordre d'opérations prescrivant aux trois armées l'attaque générale ayant pour but de s'emparer, la Selle franchie, du canal de la Sambre, de la lisière Ouest de la forêt de Mormal et, de Ghissegnies à Quérénaing, de la région Sud de Valenciennes.

La 4e armée attaqua, le 17, entre le Cateau et la forêt d'Andigny, en liaison, à sa droite, avec la 1re armée française (car Rawlinson continuait à avoir avec Debeney partie liée). Trois corps, dont le 11e américain, partaient, à cinq heures du matin, à l'assaut des positions. Elles étaient défendues par une forte artillerie et des centaines de mitrailleuses. Le terrain, sur la droite, était difficile et boisé et, sur la gauche, l'ennemi semblait résolu à disputer violemment le passage de la Selle.

Les 17 et 18, la résistance de l'ennemi fut, en effet, très vive. Elle ne fut brisée que le 18 au soir. La Selle était franchie et la forêt d'Andigny entièrement enlevée. L'ennemi était rejeté au delà du canal de la Sambre et le front porté, au Sud du Cateau, à Wassigny.

A droite de Rawlinson, Debeney avait également attaqué. Le 11 octobre, il avait franchi le canal de l'Oise à la Sambre, attaqué, dès les 12 et 13 entre l'Oise et la forêt d'Andigny, où il s'était heurté à une forte résistance, élargi, le 14, sa tête de pont sur l'Oise, emporté et, en dépit de vives contre-attaques, gardé les abords de Mont d'Origny, position fort importante, au Nord de Ribémont; du 13 au 15, ses 15e et 36e corps avaient été engagés en de très âpres combats autour de Bernoville (Sud-Ouest de Grand-Verly). Le 17, il déclencha, en liaison avec Rawlinson, une attaque plus importante sur les deux rives de l'Oise. L'infanterie ennemie opposa la plus vive résistance : la consigne était « de tenir coûte que coûte et de reprendre par des contre-attaques tout terrain perdu. » Mont d'Origny, qui dominait la vallée de l'Oise, fut âprement disputé, conquis maison par maison. Dans la soirée, Debeney occupait la ligne Ouest du Petit-Verly-Marchavenne-lisières Nord de Grougis

— Aisouville — abords Ouest d'Hauteville, ayant fait 1 700 prisonniers. Il s'emparait, le 18, de Mennevret, de Mepas et de Verly et était récompensé de la ténacité qu'il avait mise à vaincre une si violente résistance, puisque, dès midi, l'Allemand était en pleine retraite. La forêt d'Andigny, attaquée au Nord par Rawlinson, était enlevée, au Sud, par nos soldats qui, en fin de journée, atteignaient le canal de la Sambre, ayant fait en deux jours plus de 3 000 prisonniers. Le 19, ils achevaient de border le canal, de Hannapes à Noyale, le franchissaient entre Oisy et Hannapes. Ils enlevaient, plus au Sud, Ribémont et Lucy et n'étaient arrêtés, sur le front Sud d'Origny — Catillon du Temple, que par l'*Hunding Stellung* où l'ennemi, rejeté du fossé sur le mur, semblait décidé à disputer âprement la victoire. Et l'on marqua le pas toute la journée du 20.

A gauche de Rawlinson, la 3e armée et la droite de la 1re armée britannique avaient attaqué sur toute la ligne de la Selle, au nord du Cateau. Elles s'étaient, elles aussi, heurtées à la résistance la plus résolue. L'ennemi s'était fortifié et, fait assez insolite, disposait d'un grand nombre de tanks. Appuyé par eux, il ne se contenta pas de résister, il contre-attaqua violemment. Nos alliés, néanmoins, après de violents combats autour de Neuvilly, d'Amerval, de Solesmes et d'Haspres, enlevaient les hauteurs Est de la Selle, tandis que la 1re armée britannique progressait sur les deux rives du canal de l'Escaut et occupait Denain. On était, ce 20 au soir, maître de toute la Selle.

Mais ce n'était là pour Haig qu'une avant-bataille. Il visait à conquérir la ligne qui, du canal de la Sambre, par la forêt de Mormal, atteignait les abords Sud de Valenciennes. La ville, débordée par le Sud, devait être, un jour ou l'autre, abandonnée par l'Allemand.

Les 23 et 24 octobre, les 4e et 3e armées britanniques assaillirent celui-ci sur un front mesurant, de l'Est de Mazinghien au Nord-Est de Haussy, près de 25 kilomètres.

Rawlinson attaqua, le premier, avant l'aube, puis Byng. Le 24, Horne entra en scène à la gauche, prolongeant de 9 kilomètres le front d'attaque au Nord.

En dépit d'un temps défavorable et d'une belle résistance, infanterie et tanks britanniques parvinrent, en ces deux jours, à 10 kilomètres de leur point de départ. Ce fut une belle

mêlée; des combats se livrèrent violents autour de chaque village, dans chaque bois : Vendegies-sur-Écaillon, entre autres, fut deux jours disputé. Mais, le 23 au soir, les objectifs étaient atteints : les Britanniques occupaient les lisières de la grande forêt de Mormal et étaient à moins de deux kilomètres du Quesnoy. La voie ferrée Le Quesnoy-Valenciennes allait, dès le surlendemain, tomber entre leurs mains, et la grande ville était vouée à une chute prochaine.

Au cours de ces âpres combats, où vingt-quatre divisions britanniques et deux divisions américaines s'étaient heurtées à trente et une divisions allemandes, plus de 20 000 prisonniers et 475 canons étaient tombés aux mains des soldats de Haig, qui se préparaient déjà, pleins de résolution, à la nouvelle bataille de la Sambre.

LES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE DROITE
13-20 OCTOBRE

L'armée Debeney, que nous venons de voir, à sa gauche, lier son action à celle de Rawlinson, avait, nous le savons, une complexe mission, car, appuyant l'attaque des Britanniques en direction du canal de la Sambre, elle devait, par ailleurs, aider les armées françaises de sa droite à triompher des difficultés qu'allaient offrir les positions de la Serre, — en les prenant de revers.

Que l'opération dût être dure, il n'en fallait pas douter. La *Hundingstellung* était proprement le rempart que, plus encore que la ligne Hindenburg de ce côté, l'ennemi défendrait à outrance. Il fallait, avant de l'attaquer, que chacune des armées fût en position sur l'Oise comme sur la Serre, ce à quoi étaient employées les journées du 13 au 18.

Le 13, le repli allemand avait commencé entre l'Oise et l'Aisne, en direction de la Serre. La droite de la 1re armée, les 10e et 5e armées avaient talonné les vaincus jusqu'au front La Fère-Vivaise-Montceau-le-Waast-Marchais-Viller-avant-le-Thour et Jezaucourt, puis nos deux armées de droite jusqu'au front Angullevent-Combes-Cote 193 (Sud-Ouest de Pouilly-sur-Serre)-Marchais-Sissonne-La Vilette (Sud de Château-Porcien). Et pendant ce temps-là, la 1re armée attaquant, nous le savons, les hauteurs de la rive Est de l'Oise, menaçait le flanc de l'ennemi, ainsi forcé d'accélérer sa retraite.

Il commençait néanmoins à résister. Les troupes italiennes de la 10e armée avaient dû emporter Sissonne de haute lutte. Mangin donnait au 18e corps l'ordre de pousser en direction d'Autremencourt (Sud de Marle); les autres corps se tenaient prêts à exploiter le succès. Mais la résistance s'intensifiait encore le 15. Chery-Pouilly et Remies n'étaient enlevés qu'après un violent combat. Les 18e et 16e corps furent chargés d'emporter le front Moulin-de-Verneuil-Ancien Moulin; ils manœuvreraient pour faire tomber la résistance des inabordables marais situés au Nord-Ouest de Sissonne. Ils attaquèrent le 19 entre la Serre et les marais et ne parvinrent point à briser la défense.

Il fallait que la 1re armée agît. Le 18, la droite de l'armée poussait l'ennemi entre Serre et Oise et atteignait la ligne Surfontaine-Renansart-Catillon, ce qui était menacer nettement, par derrière, la ligne de la Serre. Mais l'ennemi entendait bien défendre son flanc : le 19, Ribémont et Lucy enlevés, Debeney était arrêté devant la ligne Villers-le-Sec-Catillon du Temple, couvrant les défenses *Hunding*. Ce jour-là, la 10e armée était également arrêtée sur la ligne Verneuil-sur-Serre-Missy-Notre-Dame de Liesse. La gauche de la 5e armée (Guillaumat), de son côté, ayant, malgré la résistance de l'ennemi, fait quelques progrès vers le Nord, s'organisait sur les positions au Sud de Château-Porcien ; elle envoya des reconnaissances vers la *Hunding Stellung ;* elles se heurtèrent partout à une formidable ligne de mitrailleuses. L'armée stoppa les 17 et 18. Le 19, elle attaqua à 10 heures.

Après une courte préparation, la 3e division coloniale assaillait les premières positions de la *Hunding* (à l'Ouest de Château-Porcien), entre Herpy et la Cote 145. Malgré les feux nourris de mitrailleuses, l'attaque progressa jusqu'au contact immédiat de la position. L'ennemi fut refoulé à 600 mètres à l'Ouest de Herpies et on lui prit près de 500 prisonniers. On enleva, d'autre part, plus à l'Ouest, Bethancourt, la Selve. Partout on atteignait les réseaux de la *Hunding*. Et pendant trois jours, on se contenta de tâter partout la position.

En somme, on était tout prêt à l'assaillir. Debeney, Mangin, Guillaumat l'enserraient étroitement. Ils reconstituaient et organisaient leurs forces en vue d'une bataille de la Serre.

Leurs opérations étaient par ailleurs liées, par la droite, à la bataille fort difficile que livraient Gouraud et les Américains

entre Rethel et la Meuse où la résistance de l'ennemi se faisait plus âpre encore.

*
* *

J'ai dit que, là, celui-ci défendait tout simplement sa peau. Car si le mouvement en direction de Mézières et Sedan, en voie de se réaliser, réussissait décidément, c'était pour les armées allemandes, tenant encore tant bien que mal entre Valenciennes et Château-Porcien, la menace d'un effroyable désastre.

La 4e armée française et les armées américaines avaient trop sensiblement éprouvé l'acharnement de cette résistance pour qu'avant toutes choses, elles ne tinssent pas à assurer leur liaison. Elle se devait faire par le passage de Grandpré : le 10, le col était largement débordé à l'Ouest par Gouraud; mais la 1re armée américaine, à l'Est, était à peine parvenue à sa hauteur sans l'avoir pu conquérir.

Tout en cherchant par sa gauche à franchir l'Aisne dans la région de Rethel, Gouraud entendait, le 14, appuyer l'action de nos alliés sur l'indispensable passage. Le 38e corps fut poussé vers le Nord de l'Aisne entre Olizy et les Termes, s'empara d'Olizy, de Mouron et, après un rude combat, des Termes, le soir du 14. De ce fait, Grandpré était serré de fort près à l'Ouest.

L'armée américaine, de son côté, avait, ce 14, fait un grand effort. Il lui fallait, pour déborder le passage, pénétrer dans ce que le général Pershing appelle « la formidable ligne de *Kriemhilde*. Poussant dans la vallée de l'Aire, les soldats de Hunter Liggett emportèrent Saint-Juvin et abordèrent la *Kriemhilde Stellung* sans timidité. Ce pendant, le 1er corps de cette armée, jeté sur Champigneulle (au Nord-Ouest de Grandpré), enlevait le village. Grandpré, débordé maintenant des deux parts, tombait et, vers le soir, les deux armées établissaient leur liaison par le col enfin nettoyé.

Libéré de toute préoccupation de ce côté, Gouraud remit sa gauche en marche. Le 15, le 4e corps s'emparait de Nanteuil sur-Aisne (entre Rethel et Château-Porcien) et, le 16, il attaquait Acy Romance, sans succès. Mais le 18, l'armée franchissait par surprise l'Aisne sur un front de 5 kilomètres, de part et d'autre de Vouziers, et prenait pied sur les hauteurs de la

rive droite. La lutte s'y continuait acharnée, dans la journée du 19. L'ennemi s'y défendant à coups de mitrailleuses, il les fallait réduire l'une après l'autre. On avançait lentement, mais l'on avançait. Ayant enlevé Chestres, le 19, on prit, le 20, Terron au Nord et les abords de Falaise au Sud. Le dernier massif boisé d'Argonne était donc, à son tour, débordé le 20, par l'Ouest, tandis que, poussant vers Boult aux Bois et Buzancy, les Américains le pouvaient déborder à l'Est. Grandpré aux mains des Américains et l'Aisne franchie par Gouraud, les armées de droite étaient en position de repartir, et leur avance pouvait avoir une influence considérable sur la bataille de la Serre engagée à leur gauche.

En fait, les deux groupes allaient, par leurs attaques, à l'Est comme à l'Ouest du Porcien, amener soudain la chute de la *Hunding* dans la première semaine de novembre.

LA *DIRECTIVE* DU 19 OCTOBRE

En somme, les dix jours qui venaient de s'écouler, marqués assurément partout de succès, grands ou petits, avaient, partout aussi, révélé l'âpre résolution que l'ennemi avait prise de tenir coûte que coûte. Le grand succès avait été en Flandre : de ce côté, les armées alliées semblaient en passe de ne se point arrêter et leurs victoires, en libérant toute une partie considérable des Flandres et toute la côte belge, avaient eu, d'autre part, pour effet, l'abandon par l'ennemi de toute la région de Lille et d'une bande considérable de terrain entre celle-ci et la région de Denain. Les armées britanniques, plus au Sud, avaient bordé, puis enlevé la ligne de la Selle et assaillaient la *Hermann Stellung* jusqu'à la pénétrer en certains points. Debeney, tout en les y aidant, avait établi son armée à l'Est de l'Oise et était en mesure de menacer le flanc de la *Hunding Stellung* et de prendre à revers les défenseurs de la Serre que Mangin et Guillaumat abordaient de front. Gouraud avait franchi l'Aisne entre Rethel et Vouziers. Les Américains, ayant en liaison avec lui conquis Grandpré, abordaient la *Kriemhilde Stellung*. Cette avant-bataille avait été d'ailleurs très dure, mais si elle prouvait la résolution de l'ennemi de ne céder que pied à pied, elle prouvait aussi qu'on finissait toujours par le faire céder. Un grand assaut était nécessaire contre le cercle de posi-

tions que constituaient les défenses allemandes de la Basse-Lys, la *Hermann Stellung*, la *Hunding Stellung*, la *Brunehilde Stellung*, la *Kriemhilde Stellung*. A cet assaut toutes les armées devaient concourir avec une égale résolution, une égale activité. Mais il fallait que leurs efforts fussent parfaitement coordonnés pour que frappés, ébranlés, bousculés sur quelques points, les Allemands fussent contraints d'abandonner par de nouveaux replis les points résistants. *Foch va donner l'ordre d'assaut final.* C'est l'objet de la *directive* du 19 octobre.

Le 18, pour être plus à portée du centre de l'action, le Maréchal a porté de Bombon à Senlis son Quartier général. C'est de là qu'il envoie aux armées sa directive, désormais fameuse. Et ce sera la dernière.

« Pour exploiter les avantages acquis, l'action des armées alliées est à poursuivre comme il suit :

« 1° Le groupe d'armées des Flandres marchera en direction générale de Bruxelles : sa droite vers Hal, abordant l'Escaut à Pecq, la Dender à Lessines.

« Dans cette marche, le forcement des lignes d'eau importantes : Escaut, Dender... est à combiner au besoin, avec une action de flanc tournant ces lignes et exécutée par les armées britanniques.

« 2° Les armées britanniques (5e, 1re, 3e, 4e) s'avanceront au Sud de la ligne Pecq-Lessines-Hal, leur droite se dirigeant par Froid-Chapelle (1) et Philippeville-sur-Agimont (Nord de Givet).

« La mission des armées britanniques reste de rejeter les forces ennemies sur le massif difficilement pénétrable des Ardennes où elles coupent leur rocade principale et en même temps, d'aider la marche du groupe d'armées des Flandres en leur permettant de franchir les principales lignes d'eau : Escaut, Dender... qui arrêteraient cette marche. Elles seront elles-mêmes appuyées par la 1re armée française.

« 3° Les armées françaises (1re, 10e, 5e, 4e) et la 1re armée américaine opéreront au Sud de la ligne précitée.

« Leur rôle consiste :

« Pour la 1re armée française, à appuyer l'attaque des armées britanniques en marchant en direction de la Capelle-

(1) Au Nord-Ouest de la forêt de Chimay.

Chimay-Givet et à manœuvrer par sa droite, pour tourner la résistance de l'ennemi sur la ligne Serre-Sissonne.

« Pour les 5e, 4e armées françaises et 1re armée américaine, à atteindre la région Mézières, Sedan et la Meuse en amont, en faisant tomber la ligne de l'Aisne par une manœuvre des deux ailes : — celle de gauche (5e armée française) en direction de Chaumont-Porcien, — celle de droite (4e armée française et 1re armée américaine) en direction de Buzancy-Le Chesne. »

La lecture du document, d'un style cependant si sec, émeut profondément. On évoque un instant ces quatre années de guerre : les Allemands se déchaînant sur la France à deux reprises, à l'été de 1914, au printemps de 1918, et, entre ces deux invasions, cette lutte effroyablement longue où, attaqués, attaquant, nous avons combattu, arrêtant l'ennemi ou le faisant reculer, disputant ou reconquérant le territoire pouce par pouce, toujours finalement déçus, parfois cruellement menacés et, tandis que nos provinces du Nord et de l'Est gémissaient sous le joug, le cœur du pays, Paris en constant péril ; — un cauchemar de cinquante mois et de tous les jours. Ce 19 octobre, un chef décrète la libération de notre territoire et on le sent aussi sûr de la victoire libératrice que si, sous ses yeux, l'ennemi refoulé, écrasé, rejeté en dehors, demandait grâce. La main qui, en termes si simples, mais fulgurants en leur netteté, écrit l'ordre et le signe, n'hésite ni ne tremble. C'est l'ennemi vaincu hors de France qu'il y a au bout de ces quelques paragraphes. Et nous savons qu'en effet tous les articles de ce programme se vont exécuter dont seule la capitulation de l'ennemi empêchera la complète réalisation.

Et cependant ce programme même ne satisfait pas le cerveau du chef. Cet ennemi, on ne le chassera pas seulement de ses derniers retranchements. Une grande manœuvre se décide enfin qui, le prenant à revers, doit aboutir à l'aller chercher chez lui, sur la Moselle, sur la Sarre, sur le Rhin. C'est la grande opération de Lorraine.

C'est le 20 octobre que se précise, dans une lettre à Pétain, le projet qui, depuis si longtemps, — très exactement depuis trois mois, — mûrit en ce cerveau. « Les opérations en cours, écrit Foch, visent à rejeter l'ennemi à la Meuse... Pour faire tomber la résistance sur cette rivière, il y a lieu de préparer des attaques de part et d'autre de la Moselle, en direction de

Longwy-Luxembourg, d'une part, en direction générale de la Sarre d'autre part. » Le général en chef des armées françaises est invité à créer des disponibilités pour l'exécution de cette attaque dont nous verrons sous peu se grouper les moyens, s'élaborer les plans et se préparer le déclenchement. Ce sera ce « coup de massue » dont parlait, dans sa *Conduite de la Guerre*, le lieutenant-colonel Foch.

Pétain, pour l'heure, tout en préparant avec Castelnau ce « coup de massue, » organise sa présente bataille. Il transmet à ses deux autres lieutenants, Fayolle et Maistre, la *directive* du 19. Elle confirme trop exactement les ordres donnés par lui le 11, pour qu'il y ait lieu, lui semble-t-il, de la commenter longuement. Mais il ajoute, à l'adresse de Fayolle, que la 10e armée (Mangin) sera relevée, remplacée sur le front de la Serre par la 3e armée (Humbert), alors en réserve. La relève sera tenue *rigoureusement secrète*, car cette armée Mangin est celle dont, comme toujours, on entend faire « la massue ; » c'est elle qui, avec la 8e (Gérard), attaquera à l'Est de Metz sous le commandement supérieur de Castelnau, et il faut que la surprise soit un des atouts principaux de ce grand jeu.

Un Foch ne se contente jamais d'indiquer purement et simplement de grandes lignes. Si un coin du champ de bataille le préoccupe, il ne saurait s'en cacher. Or, dans la manœuvre qui va, d'un coup décisif, faire écrouler la puissance allemande, il n'y a guère qu'une partie des armées d'assaut qui lui donne quelque souci. Les Américains ont été sans cesse arrêtés : on ne saurait méconnaître, aussi bien, l'effort accompli par cette armée depuis le 12. Elle a perdu par le feu du 20 septembre au 20 octobre, 54158 hommes en combattant « sur un terrain particulièrement difficile et en présence d'une sérieuse résistance de l'ennemi. » Il est certain qu'il faut que les armées opérant de Rethel à la Meuse adoptent une tactique nouvelle. « Les troupes lancées à l'attaque ne doivent connaître qu'une *direction d'attaque;* elles opèrent non sur des lignes indiquées *à priori*, d'après le terrain, mais contre un ennemi qu'elles ne lâchent plus, une fois qu'elles l'ont saisi. » Et ces principes, où la tactique de Foch se formule après sa stratégie, valent pour toutes les armées. Nous savons maintenant non plus seulement où vont les seize armées jetées à l'assaut, mais suivant quel mode elles s'y vont ruer.

A ce moment court, à travers l'armée allemande angoissée, le mot d'ordre donné par le kronprinz de Prusse à ses soldats : « Coûte que coûte. » C'est, en dépit de la démoralisation qui se propage, pour quelques jours encore, le solide soldat allemand à qui est jeté ce suprême appel, et le désespoir, s'il peut parfois paralyser la défense, peut aussi la surexciter. Et ce soldat a encore sous les pieds une position magnifique. C'est pourquoi l'assaut décisif ordonné doit à ses débuts se heurter à une résistance qu'il faudra user là où on ne saurait encore la forcer. On l'usera donc, et c'est des combats ingrats, âpres, cruels parfois de cette dernière quinzaine que sortira soudain la marche victorieuse des premiers jours de novembre.

LA SUPRÊME RÉSISTANCE ENNEMIE
21-31 OCTOBRE

Le 19, l'État-major des Armées des Flandres avait distribué les rôles. C'était à la 2e armée britannique (Plumer), maintenant au delà de la Lys, qu'incombait cette fois l'effort principal. Son avance rapide vers l'Escaut, la droite en avant, devait avoir pour résultat final de faire tomber de proche en proche les plateaux entre Lys et Escaut. « Sans attendre le résultat de cette manœuvre et pour la précipiter, » l'armée française (6e) pousserait des têtes de pont sur la Lys jusqu'à la route Courtrai-Deynze. L'armée belge chercherait également à franchir de vive force le Canal de Dérivation. Le lendemain, la manœuvre de rabattement général vers le Sud-Est était prescrite; l'armée française chercherait à atteindre l'Escaut, nettement, au Sud de Gand; l'armée Plumer, se redressant vers l'Est, franchirait la Dender au Nord de Messines et la Senne au Nord de Hal. L'armée française marcherait en direction de Bruxelles, la belge sur Malines.

Pendant la nuit du 21 au 22, Plumer fit occuper la rive Ouest de l'Escaut de Bailleul à Heichin; les détachements français franchirent la Lys et se portèrent vers l'Est; l'armée belge progressa vers le Canal de Dérivation.

L'ennemi semblait décidé cependant à résister. Contre les Belges, il réagit vivement le 22, et c'est en dépit d'une opiniâtre opposition, que les Français développaient de 3 kilomètres vers l'Est leur tête de pont au Sud de Deynze et franchissaient la Lys

à Vière-Saint-Bavon. Les Britanniques, arrêtés par la même résistance, marquèrent à peu près le pas.

Cette reprise d'offensive paraissait donc pénible : il était clair que le « coûte que coûte » trouvait un écho dans le cœur du soldat allemand et que, là et ailleurs, il ne céderait que devant un effort persévérant. C'étaient six, huit, dix jours de combats tenaces à soutenir.

Les 23 et 24 octobre se passèrent sans que les progrès fussent plus importants. Le 25, on dut se contenter de combats locaux qui améliorèrent nos positions sans les avancer très sensiblement. L'ennemi, suivant l'expression d'un soldat, « tenait comme un pou. » Le 26, la progression reprenait, mais toujours en dépit d'une résistance acharnée. Au soir, le front passait par Antryse, l'Ouest d'Avelghem, Drietsch, Bosch, Coleghem, Ingoyghem et la bifurcation des voies ferrées à l'Ouest d'Anseghem. Mais personne ne perdait courage devant l'âpreté de la défense ennemie. Dès le 26, Degoutte préparait avec le Roi une nouvelle opération d'ensemble, destinée à rejeter, le 31, l'ennemi au delà de l'Escaut. Les journées des 27, 28, 29 et 30 se passèrent à s'assurer une base de départ. On finirait bien par avoir raison de l'obstination de l'Allemand.

***

Au moment où leur parvenait la *directive* du 19, les Britanniques achevaient de conquérir, entre la Selle et le canal, le terrain que l'on sait. Le 25, ayant atteint les réseaux de la *Hermann Stellung*, ils s'étaient arrêtés. La position était ardue; Haig assure qu'il était alors certain de l'emporter et résolu à en finir; mais plus il l'était, plus il lui paraissait essentiel de préparer à fond l'attaque; dans la victoire comme jadis dans les revers, il restait froid, désireux de n'entreprendre qu'une « parfaite opération, » bien préparée, bien organisée, bien pourvue, bien nourrie. Le 25, ses 1re et 3e armées avaient, on s'en souvient, atteint la voie ferrée Valenciennes-Le Quesnoy; la 1re avait occupé Farnais et Artres, pris pied sur les hauteurs de la rive droite de la Rhonelle; elle avait, d'autre part, rejeté l'ennemi sur la rive droite de l'Escaut et occupé la rive gauche entre Maulde et Condé. Les autres armées se préparaient méthodiquement à l'assaut prochain.

L'armée Debeney ne s'était pas arrêtée. Le 27, elle fit un

effort magnifique : ayant, la veille, porté le front à l'Est de Ribémont sur la ligne Mont d'Origny-Richecourt, elle étendit soudain son action vers le Nord-Est en direction de Guise qu'elle entendait déborder. Elle conquérait, au Nord, Grand-Verly, au Sud, La Hérie-La Viéville, tandis que, par sa droite, — j'y vais revenir, — elle faisait, dans la vallée de la Serre, une heureuse irruption. Le 27 au soir, elle avait si bien approché Guise qu'elle en occupait les faubourgs. Debeney marquait la ferme volonté de poursuivre très vigoureusement, le 29, ses avantages, d'attaquer et de passer le canal de la Sambre à l'Oise, et Foch signalait à Haig l'urgence de reprendre au plus tôt, plus au Nord, ses attaques favorisées par l'avance ainsi réalisée dans la région de Guise.

*
* *

Les succès de Debeney avaient une autre conséquence à sa droite. Entre Oise et Serre, il avait bousculé, le 27, l'ennemi de belle façon ; par sa gauche, il menaçait la région de Crécy-sur-Serre. Il prenait ainsi à revers les positions que Mangin attaquait de front. Celui-ci, pour peu d'heures encore dans la région, avait bordé, le 22, la Serre d'Assis à Mortiers, puis la Souche du Sud de Mortiers à l'Ouest de Pierrepont, et tâtait l'ennemi de toutes parts. Le 25, il avait franchi les deux rivières en dépit d'une vive résistance et n'était arrêté, le 26, que par une forte ligne de mitrailleuses derrière laquelle l'ennemi battait en retraite. Lorsque, le 27, la 32e division franchit la Serre à gauche, au Nord de Pouilly, elle trouva, sur la rive droite, les tranchées allemandes abandonnées, et il en était de même devant la 31e division franchissant la rivière au Sud-Est de Crécy. Ordre était aussitôt donné à la 10e armée par son chef de « manœuvrer par sa gauche de façon à faire tomber successivement par débordement la ligne de la Haute-Serre, puis celle de la Brune. » Et c'est à cette heure que, destiné à la mission que l'on sait, l'État-major de la 10e armée passait ses troupes à celui de la 3e et que le général Humbert remplaçait le général Mangin en face de la *Hunding*.

La 5e armée avait, de son côté, repris, sur tout le front, l'attaque de la position plus à l'Est. Tandis que le 13e corps enlevait son premier objectif, puis le deuxième, atteignant la route de Recouvrance à Condé, le 21e abordait la position *Hun-*

ding, franchissait le premier réseau, mais se heurtait au deuxième, très dense et fortement battu par les mitrailleuses. Partout, on rencontrait une résistance tenace. Elle se faisait même agressive, car, le 26, il fallait repousser de violentes contre-attaques, et c'est en vain qu'on reprenait l'assaut. Sans doute se pouvait-on consoler en dénombrant 2 463 prisonniers, mais il fallait bien reconnaître que la *Hunding* était morceau difficile où mordre. Les 29, 30 et 31, l'armée allait, en dépit de ses vives attaques, ne faire que de très légers progrès.

Il en était de même sur le front de la 4e armée; les 21, 22, 23 octobre, on avait dû repousser de violentes contre-attaques, et, du 23 au 31, l'armée stoppa, préparant une nouvelle opération d'ensemble sur la région du Chesne. L'armée américaine continuait, de son côté, à marquer le pas devant une défense désespérée.

L'ennemi, qui jouait son va-tout, y mettait un naturel acharnement. A la vérité, aucune armée ne perdait à l'attaquer son temps et sa peine. Le nombre des prisonniers faits à chaque attaque, même limitée, était un indice que si, sur des positions remarquablement organisées et bourrées de mitrailleuses, la défense pouvait, quelques jours, tenir en échec les assaillants les plus résolus, les défenseurs continuaient à subir une crise que rien n'enrayerait. Et chaque coup faisait une lézarde qui, compromettant la solidité du mur, le ferait soudain s'écrouler.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

IMPRESSIONS DE BERLIN

I

J'avais quitté Berlin avec le personnel de ma légation le 6 août 1914, tandis que l'armée allemande envahissait traîtreusement la Belgique. J'y suis revenu le 16 septembre 1919, pour chercher mon mobilier et tout ce que j'avais laissé dans la hâte forcée de mon départ. J'avais vu des flots de mobilisés, grisés par les proclamations impériales, rouler en chantant vers la frontière, dans des trains où étaient tracées à la craie des inscriptions telles que celle-ci : « *Vergnügensreise nach Paris!* — Voyage de plaisir à Paris! » J'allais voir après plus de cinq ans comment nos ennemis portaient le poids de leur défaite. Spectacle vengeur des angoisses qu'ils m'avaient fait subir, des indignations que j'avais éprouvées.

Au centre de Berlin, le décor, pompeux et théâtral, n'a pas changé. A peine si les façades latérales du « Schloss, » le palais de l'Empereur, gardent quelques traces de la révolution communiste qui a éclaté au mois de janvier. Les cariatides des portails montrent encore des blessures béantes faites par les obus. L'intérieur est clos; il paraît que les appartements du souverain ont été consciencieusement pillés par les marins et les soldats révoltés; mais déjà on répare les dégâts extérieurs, et les murs des écuries impériales qui ont le plus souffert sont cachés par des échafaudages. Cependant le cœur de cette ville, consacré à la gloire de la monarchie prussienne, encombré des images de ses princes, peuplé des statues de ses généraux, semble presque désert : il y manque cette royauté même, qui

l'animait du bruit de son passage incessant, du va-et-vient de ses officiers et de la rigidité de ses sentinelles.

Sous les « Linden » et dans les rues adjacentes, moins, beaucoup moins d'automobiles de luxe et de louage, mais toujours la même succession ininterrompue de tramways se croisant dans tous les sens. Sur les trottoirs des larges artères, la même foule de piétons affairés; dans les cafés, autant de consommateurs attablés. A les examiner de près on s'aperçoit que leurs vêtements sont des tissus douteux où quelque « ersatz » a remplacé la laine; de même pour l'élégance des femmes, empruntée aux dernières modes de Paris. En somme, Berlin semble avoir repris sa vie normale de luxe, d'affaires et de plaisirs. Les beaux magasins des Linden, de la Friedrichstrasse, de la Leipsigerstrasse exposent les mêmes objets d'un goût tapageur, les mêmes futilités coûteuses, signe évident qu'ils ne manquent pas d'acheteurs. Approchez-vous des maisons de confection ou des innombrables marchands de cigares; les prix ont quadruplé : un costume d'homme coûte 800 marks, et tout le reste est à l'avenant.

Les seules épaves qu'ait laissées la guerre dans ce bien-être apparent sont les mutilés postés au coin des rues et les malheureux secoués de tremblements nerveux qui demandent l'aumône en tendant leurs vieilles casquettes militaires. Mais sortez des quartiers du centre : aussitôt le spectacle change, la misère surgit, les guenilles foisonnent et les enfants vont pieds nus.

Ce qu'on ne voit plus guère dans la capitale du militarisme allemand, ce sont les militaires, hormis les officiers et soldats des missions étrangères, qui circulent à pied ou en auto. Devant moi passent des uniformes français : les promeneurs leur jettent un coup d'œil rapide, indéfinissable, et échangent entre eux quelques mots. Le corps de garde si animé du Pariserplatz, où les soldats couraient aux armes en entendant chanter la sirène de l'automobile impérial, est vide. De loin en loin apparaissent quelques troupiers gris ou verts de la nouvelle armée, la « Reichswehr, » mais combien insignifiants et modestes à côté de ceux de l'ancienne! Disparu même le casque à pointe argentée des agents de police; disparus les officiers sanglés dans leur tenue, qui piaffaient à la porte des hôtels et des restaurants.

Ce qu'on ne voyait pas autrefois, c'est la double rangée

des sans-travail et des chômeurs assis dans les allées centrales du Thiergarten et des Linden par ces belles journées ensoleillées de septembre. Costumes minables, chaussures éculées, figures patibulaires de spartakistes n'ayant rien d'autre à faire que de voir passer les bourgeois. A quoi rêvent ces vaincus de la veille? Sans doute à la révolution de demain. Si les bas-fonds des faubourgs, au lieu de travailler, envahissent ainsi le centre de la ville, s'ils y étalent, comme une menace, leurs haillons et leur oisiveté, c'est donc que la lutte sociale n'est pas terminée. Elle semble seulement arrêtée par une suspension d'armes. Berlin vit-il dans l'entr'acte de deux révolutions en offrant le contraste de deux sociétés ennemies, l'une qui dépense l'argent sans compter, l'autre qui la regarde faire avec des yeux d'envie et de haine?

Jamais les grands hôtels n'ont été plus remplis; on s'y dispute les chambres et les lits; Allemands de province qui affluent dans la capitale, mais aussi trafiquants étrangers se hâtant de proposer leurs marchandises et de réaliser des gains faciles en raison de l'effondrement du change. On boit et l'on festoie autant qu'autrefois; le patriotisme, pas plus que la bourse des dîneurs, n'hésite à s'offrir du champagne à si haut prix qu'il soit. Berlin regorge, comme presque toutes les grandes villes, de nouveaux riches et de profiteurs de la guerre. Malgré les malheurs de leur patrie, ils ne se tiennent pas de faire bombance. Bombance est, d'ailleurs, un terme relatif. La chère dans les meilleurs endroits est des plus médiocres, la viande fort rare, le lait et le beurre font complètement défaut; la cuisine les remplace par des graisses suspectes, terreur des estomacs délicats. On se rattrape sur les mets somptueux, gibier, crustacés, volailles. Un repas discrètement arrosé coûte alors plusieurs centaines de marks. Cela n'empêche que les jeunes officiers démobilisés, facilement reconnaissables à leur raideur militaire dans leurs vêtements civils, viennent ici jouir de la vie et dépenser leurs derniers sous avant de s'enterrer dans leur province. On joue avec fureur dans les tripots et l'on s'amuse de même. Les cinémas se distinguent par des films d'une impudente lascivité, sur lesquels la police est seule à fermer les yeux. Ce sont là, paraît-il, lendemains habituels de guerre et de révolution, quelque tragiques que soient l'étendue des désastres et l'inconnu de l'avenir.

Dans le hall de l'hôtel Adlon, je vois défiler des visages et des accoutrements nouveaux, mêlés à de rares figures de connaissance qui, en m'apercevant, détournent ou abaissent leurs regards. Est-ce haine ou confusion? Peu m'importe. La noblesse prussienne, saignée à blanc par les batailles, se terre dans ses domaines. Le personnel de l'ancienne cour a déserté Berlin, où ne restent plus sur leurs socles de bronze et de marbre que les effigies intactes des Hohenzollern. Mais toutes les images de Guillaume II ont disparu des vitrines; même le vieux Fritz, Frédéric II, se fait invisible, ainsi que Napoléon, son rival dans la faveur populaire. Les honneurs de l'étalage sont réservés aux héros pacifiques, aux gloires littéraires, scientifiques et musicales.

Il en est une cependant, purement militaire, dont les revers n'ont pas abattu le prestige, c'est celle de l'immense bonhomme en bois, pain d'épice monumental, qui monte la garde au Thiergarten devant la colonne de la victoire sous son harnais de guerre, les mains croisées sur son sabre, le maréchal Hindenburg, statue rude et farouche où s'incarne l'esprit d'une nation.

II

L'important serait de deviner ce qui se cache sous cette résignation extérieure et ce qui fermente sous cette placidité d'emprunt. Cela nous aiderait à former des conjectures plausibles sur le sort de la paix que nous venons de signer. De quoi demain sera-t-il fait? Qu'avons-nous à craindre de l'Allemagne désarmée? Afin d'asseoir mon jugement, j'ai tenu à savoir quelle avait été pendant ces longues hostilités l'attitude de la population berlinoise, sur laquelle se modelait celle du peuple allemand, car dans ce pays esclave de la consigne et façonné à l'obéissance les mots d'ordre, la manière de penser autorisée, les impressions permises, tout venait en droite ligne de Berlin, jusqu'à ce que la révolte finale eût été apportée de Kiel et propagée par les marins de la flotte impériale. J'ai cherché à connaître de quelles illusions cette population s'était nourrie pendant la guerre, pour mieux mesurer quelles rancœurs la paix lui a laissées. J'ai questionné à ce sujet d'anciens collègues, ministres de pays neutres, qui avaient assisté à tous les événe-

ments des cinq derniers années. Ils m'ont répondu en témoins impartiaux, dégagés de préférences personnelles et s'appliquant, suivant l'expression allemande, à juger les hommes et les choses d'un point de vue objectif.

Le peuple allemand, m'ont dit ces Messieurs, dont je condense ici les opinions, a été trompé plus encore qu'il ne le croit lui-même. Le haut commandement ne lui a jamais annoncé que des victoires avec preuves à l'appui, capture de prisonniers, de canons, de butin de toute espèce, prise de villes et de territoires. Cependant la population berlinoise attendait toujours la nouvelle d'un second Sedan, la capitulation en masse d'une armée ennemie, ou l'entrée à Paris qui eût mis fin, pensait-elle, à toute résistance, et cette nouvelle n'est jamais venue. C'est pourquoi on a eu beau sonner les cloches à Berlin et pavoiser les édifices, l'enthousiasme du début s'est peu à peu calmé et refroidi. Mais malgré les déceptions il n'a jamais fait place au doute, ni à l'inquiétude. On a gardé pleine confiance dans le triomphal final ; on se raidissait obstinément contre les privations et les souffrances, si dures, si prolongées qu'elles fussent, et qui sévirent dans toute leur rigueur à partir de l'hiver de 1917.

Pendant l'offensive de 1918 l'espoir a redoublé. Enfin on touchait au dénouement, on n'était plus qu'à quelques lieues de Paris, à quelques toises de la victoire. Il y eut bien ensuite certains craquements du front allemand et certains reculs qui auraient dû avertir des esprits plus défiants, mais le grand quartier général les qualifiait de manœuvres stratégiques. Et voici que tout à coup la nouvelle éclate à Berlin, comme une bombe d'avion, que la partie est perdue, la guerre terminée, le Kaiser en fuite, l'armistice conclu, et à quelles conditions ! S'il est parfois de bonne précaution et de sage politique, au cours d'une guerre, de voiler ou de farder la vérité pour ne pas ébranler le moral d'une nation, l'altérer et la travestir jusqu'au bout, jusqu'au désastre, est une folie, sinon un crime.

L'auteur responsable de la situation où se débat l'Allemagne, le conseiller de la lutte à outrance, l'homme fatal qui a empêché la paix de se conclure plus tôt, c'est Ludendorff. Curieux mélange de talents incontestables, d'extraordinaire infatuation de soi-même et de rouerie supérieure cachant une ambition illimitée. Il a su merveilleusement écarter les obstacles qui le

gênaient pour exercer une dictature militaire et devenir, de simple général, une manière de héros national et le maître de l'Empire.

Hindenburg fatigué n'a été entre ses mains qu'un fétiche, le Kaiser qu'un instrument. Ludendorff, sentant la responsabilité qui l'accable, a entrepris de se justifier. Son livre, dévoré par ses concitoyens qui espéraient y trouver des explications réconfortantes, ne leur a rien appris. En regard de ce plaidoyer il faut lire les accusations portées contre le duumvirat Hindenburg-Ludendorff par le rival que ces deux hommes avaient évincé en 1916, le général de Falkenhayn. Celui-là aussi cherche à se disculper de ses erreurs stratégiques, dans son volume sur le commandement suprême de 1914 à 1916. Toutes ces apologies ne servent qu'à dévoiler les dissensions dont était travaillée cette direction unique des opérations militaires, qu'on exaltait à l'étranger comme la principale ouvrière des succès allemands.

Pour lutter contre ces impitoyables ambitieux, l'Allemagne était totalement dépourvue d'hommes d'État. Que dire de Bethmann-Hollweg, de sa faiblesse, de son manque d'autorité autant que de prestige, qu'on ne sache depuis longtemps? Jagow n'a été qu'un comparse chargé d'un rôle au-dessus de ses moyens. Il avait affirmé aux ambassadeurs de l'Entente qu'il n'avait pas eu connaissance de l'ultimatum autrichien à la Serbie. Il avoue aujourd'hui dans un livre où il ne fait qu'épousseter de vieux arguments qu'il avait lu cet ultimatum et l'avait trouvé trop dur. Le voilà pris en flagrant délit de mensonge. Hertling arrivait de Munich avec la réputation d'un homme habile et expérimenté. Le haut commandement l'a traité comme un jouet, et, vis-à-vis de l'Entente comme vis-à-vis du Reichstag, ce profond politique n'a usé que de finasseries qui l'ont vite discrédité.

Les illusions dont s'était bercé le peuple allemand n'ont pas été dissipées par l'armistice. On lui répétait à satiété que l'armée n'avait pas été vaincue, qu'elle avait été mise hors de combat par la révolution, fille elle-même de la misère et de la disette. Aussi l'armée a-t-elle été accueillie à Berlin en triomphatrice. L'impression déprimante causée par l'armistice fut, d'ailleurs, de courte durée. Plus de combats, plus de sang, plus de tranchées! On respirait enfin, on goûtait la joie de vivre, on recommençait à danser, car on s'imaginait une paix conclue sur un

pied d'égalité, sans réparations, ni sacrifices, ni restitution de butin, ni cessions territoriales, à moins qu'elles ne fussent ratifiées par des plébiscites. On interprétait avec tranquillité les quatorze points rassurants du programme de Wilson. La Société des Nations n'allait-elle pas rendre bientôt à l'Allemagne la place qui lui revenait dans le concert mondial?

Jugez de la stupeur dont fut frappée cette population en proie à de pareilles chimères, quand elle s'est trouvée face à face avec la réalité et qu'elle a connu les conditions de paix des Alliés. Elle n'y voulait pas croire; elle n'a pas pensé un instant que l'Assemblée de Weimar y souscrirait. Ses dernières illusions se sont envolées comme les autres et les étrangers qui ont vu les Berlinois lire sous les Linden le télégramme annonçant le vote de l'Assemblée nationale ont noté leurs figures convulsées, les pleurs qui les sillonnaient et le désespoir dont elles étaient empreintes.

Et le Kaiser? On n'en parle plus. Silence général et voulu sur lui comme sur son fils. Mais les deux Hohenzollern ont eu un trop mauvais départ, n'osant affronter ni l'ennemi victorieux ni leur armée en révolte, pour que les chances de leur restauration ne semblent pas très compromises. A défaut de la famille de Prusse, le choix serait difficile entre les autres maisons royales ou princères. Elles ont été déracinées si facilement qu'on a bien vu qu'elles ne tenaient pas au sol. Le plus intelligent des princes allemands est peut-être Max de Bade. Mais il est discuté et critiqué; il a le sort des hommes trop prônés, dont on a beaucoup attendu et qui n'ont rien donné.

Le gouvernement républicain est faible et sans prestige, mais c'est le seul possible en ce moment. Il fonctionne tant bien que mal, grâce à l'ancienne administration qu'il n'a eu garde de licencier, comme un navire désemparé continue à marcher dans son erre. Noske a montré de l'énergie dans la répression des troubles spartakistes. Erzberger a eu le courage de prononcer les paroles décisives qui ont eu raison à Weimar des dernières hésitations. Sa tâche était des plus ingrates et des plus ardues. Brockdorff-Rantzau était revenu de Versailles persuadé qu'il avait joué le Congrès; il prêchait la résistance cantonnée sur le terrain du droit; il prétendait que les Alliés n'oseraient pas renforcer le blocus de l'Allemagne comme moyen de contrainte. Erzberger et Scheidemann ont soufflé

sur cet optimisme intempestif et sur ces illusions enfantines.

Le gouvernement se débat contre une crise économique intense, sans parler du terrible problème financier. Insuffisance des moyens d'alimentation et exigences des ouvriers en raison même de la cherté des vivres, manque de charbon causé principalement par la défectuosité des transports. L'Allemagne n'a pas assez de locomotives; son matériel roulant s'est usé, faute d'huiles et de graisses. Comment écarter toutes ces menaces? Elles deviennent chaque jour plus redoutables, à mesure que s'approchent l'hiver et le froid.

Le spartakisme a été vaincu, mais non réduit à l'impuissance. La cause de sa défaite fut le défaut d'entente de ses chefs. Les soulèvements communistes n'ont pas été simultanés, ce qui permit de les écraser successivement. Que serait-il advenu, nul ne le sait, si tous les foyers insurrectionnels s'étaient allumés en même temps et si leurs instigateurs avaient réussi à paralyser par des grèves ou par des destructions les transports de troupes sur les voies ferrées. Le spartakisme reste un danger incontestable. Ses adhérents les plus actifs et les plus résolus se recrutent dans la population israélite des grandes villes. A Berlin, les commerçants et les intellectuels juifs ont commencé, dès la seconde année de guerre, de pousser à la rébellion et de réclamer la paix. Ils forment aujourd'hui l'état-major du communisme et, comme tels, ils sont menacés par les réactionnaires de représailles et de pogroms.

Viennent les affres de la faim et la disette du combustible, on peut s'attendre à des pillages, même à des tentatives révolutionnaires, car la détresse des indigents et des affamés sera exploitée par les anarchistes. On vit pour le moment dans un calme passager. Combien de temps durera-t-il? Quelques mois ou quelques semaines? Sur quoi assurément tout le monde est d'accord, c'est que l'avenir ne s'éclaircira qu'au retour du printemps.

III

Voici maintenant un autre son de cloche. Il m'a été donné par un Allemand appartenant à la haute banque berlinoise, personnage considérable et fort estimé qui, à ma connaissance, n'avait pas approuvé la guerre. Patriote sincère, il s'exprime

sur un ton de profonde affliction. Aussi ai-je d'autant plus de regret à constater que cet esprit humain et modéré demeure entièrement abusé par les mensonges officiels du gouvernement impérial. La vérité ne l'a pas pénétré, ne l'a pas éclairé, en dépit des journaux et des revues de l'Entente qu'il lit assidument et des aveux échappés aux hommes d'État de la Triplice qui se renvoient mutuellement reproches et accusations. Je juge par son exemple que les yeux des Allemands les plus impartiaux tarderont longtemps à s'ouvrir, s'ils s'ouvrent jamais, à la lumière.

Il ne veut pas admettre la culpabilité entière et isolée de l'Allemagne dans le déchaînement du conflit. La seule concession qu'il consente à faire, c'est qu'une part de responsabilité lui incombe au même titre qu'à ses adversaires. Elle n'est pas plus coupable que la France, qui ne respirait que la revanche, ni que l'Angleterre, qui méditait d'anéantir la prospérité commerciale de la nation germanique. La politique d'encerclement d'Édouard VII a fait autant de mal à la paix européenne que celle des Empires centraux. Notez qu'en disant cela, cet Allemand de bonne foi, dont la sincérité égale l'aveuglement, va beaucoup plus loin que la plupart de ses congénères qui repoussent obstinément toute culpabilité. D'après lui, pour faire vivre en repos ces deux machines de guerre qu'on appelait la triple Entente et la triple Alliance, il a manqué à l'Allemagne un grand homme d'État, un second Bismarck, et elle n'a eu qu'un Bülow, qui se contentait de dénouer avec dextérité les difficultés qu'il rencontrait sur son chemin, sans avoir de politique à large vue ni de desseins de vaste envergure.

L'Empereur, nature faible, caractère versatile et influençable, grossissait sa voix dans ses discours publics pour donner le change sur la mobilité de ses impressions et l'inconsistance de sa volonté. Le parti militaire était moins puissant qu'on ne le croyait à l'étranger. Assurément, il y avait à la Cour impériale des officiers ambitieux et batailleurs, mais il n'y manquait pas non plus de généraux opposés à une guerre et qui ne craignaient pas de le dire. Le même contraste existait dans les autres États allemands.

Nous venons à parler de la Belgique, pour laquelle mon interlocuteur professait autrefois beaucoup de sympathie. Au sujet du traitement odieux dont elle a été victime, son igno-

rance dépasse toutes les bornes. Sous quel bandeau épais Guillaume II, si maladroit et si peu psychologue à l'égard de ses ennemis, n'a-t-il pas su obscurcir la clairvoyance de ses sujets les plus honnêtes! Celui-ci a ajouté foi, comme à l'évangile, aux méfaits des francs-tireurs belges soumis aux lois de la guerre ; il n'a jamais douté que la Belgique, parjure à son engagement de neutralité, n'eût conclu des traités secrets avec la Grande-Bretagne et la France. Je proteste, je rétablis la vérité; je flétris les crimes de l'occupation allemande, et il me regarde avec des yeux où l'étonnement le dispute à l'incrédulité. Sa stupéfaction est à son comble, quand, au cours de l'entretien, je lui apprends que le Tsar a été assassiné avec toute sa famille et que le Kaiser aurait pu, d'un mot inséré au traité de Brest-Litovsk, sauver la vie de son bon frère et cousin. Le Tsar assassiné ! Mais on n'en sait rien à Berlin.

Passons à la situation intérieure. Pour ce financier, l'accalmie présente est pleine de dangers et d'orages. Toujours la crainte affectée ou réelle du spartakisme qu'il me dépeint comme un épouvantail. Le spartakisme se réorganise dans l'ombre, prêt à rentrer en scène à l'occasion des souffrances que subira la population pendant l'hiver. Manque de combustible, disette de produits alimentaires, voilà les seules préoccupations qui doivent hanter à l'heure actuelle tous les esprits sensés, parce qu'ils y voient les causes de désordres sociaux inévitables. Ce refrain, — je le reconnais, — est sur toutes les lèvres, même sur celles des étrangers.

Quant au gouvernement d'Ebert, que nous soupçonnons de préparer déjà la revanche, mon Allemand lui dénie de pareilles arrière-pensées. Le gouvernement veut sincèrement la paix ; il n'est pas si fou que de songer à autre chose. Noske ne refait une armée que pour mater la révolution, si elle essaye de relever la tête. — Mais le retour de la monarchie, fais-je observer, qu'on prévoit et qu'on annonce comme une certitude? — Il est impossible pour le moment et il n'est pas à souhaiter; (c'est un conservateur qui parle.) Le gouvernement du Reich ne s'oriente pas en réalité vers la droite et vers la réaction. Les socialistes majoritaires ne sont nullement disposés à abdiquer le pouvoir. Abandonnés par les socialistes indépendants, ils sont obligés pour se renforcer d'appeler à eux les éléments radicaux du parti libéral. Avec l'adjonction

de ces démocrates, c'est toujours la gauche qui gouvernera.

La situation économique de l'Allemagne, poursuit mon interlocuteur, est épouvantable. Loin de l'aider à en sortir, les Anglais, les Américains et les Français ne lui vendent que des produits fabriqués et des objets de luxe, sur lesquels les Allemands et les Allemandes se jettent comme des enfants. C'est là, avec l'insécurité présente, l'explication de la baisse continue de notre change qui empêche le relèvement industriel et empire de jour en jour la détresse du peuple allemand. Qu'on ne le condamne pas à périr! Qu'on lui livre les matières premières qu'il réclame pour vivre et pour travailler!

C'est sur ces mots que se clot notre entretien. J'en emporte l'impression d'un réel et sombre pessimisme, quoique le dessein de tout bon Germain soit d'apitoyer ses ennemis d'hier par la description des misères qui accablent son pays aujourd'hui.

IV

Les Puissances alliées ont envoyé à Berlin après l'armistice des missions qui continueront longtemps encore de surveiller l'exécution du traité de paix. Il y a d'excellents observateurs parmi les membres de ces missions. D'aucuns connaissaient l'Allemagne d'avant la guerre et le monde officiel de l'Empire aussi bien, sinon mieux, que des diplomates de profession. Je me suis permis de questionner l'un de ces messieurs, qui étudie avec autant de sagacité que de vigilance la situation politique et économique, ainsi que l'état des esprits.

Il me fait l'éloge d'Erzberger. Lui seul, après sa conversion, a osé parler le langage de la vérité et de la raison. Ce qu'il a écrit sur la Belgique est une réfutation péremptoire des calomnies ressassées par le gouvernement impérial contre cette héroïque victime qu'il s'attachait à déshonorer, n'ayant pu triompher de sa résistance morale. Erzberger a réalisé pour faire voter le traité de paix le cartel du centre et des socialistes. Ses adversaires cherchent à le démolir en attaquant ses projets financiers, chose toujours facile, quand on ameute des contribuables. Remarquez qu'Erzberger, devenu l'allié des social-démocrates, a dû adopter leurs idées; son programme d'impôts a donc une forte couleur socialiste. On peut le résumer en

quelques mots : l'Allemagne a besoin d'argent, elle n'a pas besoin de millionnaires. Frappons le capital pour nous procurer les ressources indispensables à la libération et au rétablissement matériel du pays.

L'union du Centre et des socialistes majoritaires durera-t-elle? On en peut douter en présence des intrigues qui se nouent autour du pouvoir.

Scheidemann cherche à saper la popularité de Noske qui l'inquiète et lui porte ombrage; celui-ci est enguirlandé par les conservateurs, parce qu'ils voient en lui un ambitieux et un énergique, capable de se prêter à l'exécution de leurs desseins. Les libéraux démocrates, pour rentrer dans le gouvernement, ont exigé qu'on leur livrât l'administration intérieure, sous prétexte qu'ils disposent seuls du personnel administratif compétent. En somme, on vit en pleine incertitude du lendemain, on se meut dans le provisoire. L'intérêt des Alliés serait de soutenir Erzberger, qui leur a donné des gages de sa loyauté et n'a pas hésité à se compromettre en endossant la responsabilité de la paix.

J'interroge mon obligeant informateur sur le spectre du spartakisme, dont tout le monde ici paraît effrayé. A son avis, le spartakisme a perdu beaucoup de terrain, comme on l'a vu par les récentes élections de Brunswick qui était un centre de communisme ; les partis bourgeois viennent d'y ressaisir la majorité. Toutefois, un coup de force, une tentative désespérée des révolutionnaires, ne sont pas improbables; mais ils n'ont aucune chance de réussir, même en ayant pour auxiliaires le froid et la famine.

Les yeux de tous les Allemands, qu'ils soient socialistes indépendants ou majoritaires, réactionnaires, centristes ou libéraux, sont tournés vers la Russie. Pour tous, c'est l'alliée future, la planche de salut ; pour beaucoup, l'instrument de la revanche. Les socialistes indépendants comptent sur le bolchévisme et sont persuadés qu'il s'affermira en cessant d'être violent et anarchique : moyennant quoi, il s'imposera comme un gouvernement régulier. Les autres Allemands espèrent trouver en Russie le champ économique qui remplacera leurs colonies perdues et les débouchés qu'on leur a enlevés. Ils y trouveraient aussi un réservoir d'hommes où puiser des forces pour une guerre future. C'est dans ce double dessein qu'ils essayent

de conserver en Courlande une porte ouverte sur l'ancien empire des Tsars. De là les agissements, encouragés sous main, de leur soldatesque, dont le chef, von der Goltz, se croyant inexpugnable, a osé répondre par des insolences aux questions des commissaires alliés. C'est aux Puissances de ne pas tolérer dans les provinces baltiques la présence de ce condottiere et de ses semblables. Elles ont à leur disposition des moyens de pression énergiques, le blocus économique et le blocus alimentaire de l'Allemagne. Qu'elles n'hésitent pas à les employer et à serrer la vis chaque fois qu'il en sera besoin.

V

Il me reste à tirer quelques conclusions de ce que j'ai vu et recueilli à Berlin. Mais je me défends de vouloir faire des pronostics, n'ayant nulle prétention au don de seconde vue. Je me contenterai de dire ce qui paraît probable.

Le Traité de Versailles sera-t-il exécuté par l'Allemagne? Les Allemands songent-ils déjà à la revanche? Voilà, si je ne me trompe, en termes nets, les deux questions qu'on agite dans les entretiens privés, dans la presse et, sous une forme plus oratoire, à la tribune des Parlements.

Que les vaincus escomptent une revision du traité, une atténuation de ses clauses les plus onéreuses; qu'en attendant, ils l'exécutent avec toute la lenteur, toute la mauvaise grâce possible, en récriminant, en ergotant, en chicanant, cela ne surprendra personne. Qu'ils s'efforcent surtout de traîner en longueur le règlement de leur frontière de l'Est, de conserver un pied en Courlande, de profiter des moindres circonstances, de tirer parti de tous les incidents qui surgiront de ce côté, rien ne paraît plus certain.

La question de la haute Silésie, ce bassin houiller dont ils ont besoin, les passionne plus que toutes les autres : la plupart des télégrammes affichés chaque jour sous les Linden et devant lesquels se presse la foule des promeneurs ont trait à la situation de cette province mi-allemande et mi-polonaise. On sent bien que l'arracher à l'Allemagne, c'est lui enlever un lambeau saignant de sa chair. Il est urgent que les Puissances tiennent la main avec toute la fermeté nécessaire à l'exécution de leurs décisions. Tant que l'Allemagne conser-

vera l'espoir d'obtenir un dédommagement à l'Est des sacrifices qui lui sont imposés sur le Rhin, le rétablissement de la tranquillité et de la stabilité européennes restera compromis, même si la paix générale n'est pas menacée.

Mais les réparations pécuniaires, les sommes à payer aux États dont l'armée allemande a systématiquement ravagé le territoire, c'est là ce qui nous intéresse au premier chef, nous autres victimes de la guerre inexpiable. J'estime que l'Allemagne sera en mesure de remplir ses engagements, à la condition que des troubles intérieurs n'entravent pas son relèvement industriel et que nos frontières ne se ferment pas hermétiquement à ses produits. Une guerre économique qui la ruinerait réduirait sa dette à néant. Nous sommes devant un dilemme inquiétant : ou aider dans une juste mesure à la solvabilité de notre débitrice, dût sa concurrence nous obliger à un effort productif plus grand et plus acharné, ou chercher à nous débarrasser de cette rivalité au risque de laisser protester notre créance. Aux hommes d'État de peser ces conséquences.

Que penser de l'idée de revanche? Qu'elle est au fond du cœur de tout Allemand. Le contraire, convenez-en, serait fait pour vous étonner. L'idée de revanche, âcrement savourée par les officiers, sera inculquée, n'en doutez pas, aux jeunes générations par les professeurs de gymnases et d'universités qui furent les serviteurs enthousiastes de l'impérialisme germanique, les prêtres dévots de ce culte national. Il vous aurait fallu entendre les acclamations qui accueillirent les trains de prisonniers libérés arrivant en gare de Cologne ou de Berlin et voir les gestes frénétiques, les chapeaux et les mouchoirs éperdument agités, pour comprendre qu'il y avait là plus qu'une émotion incompressible, plus qu'un salut attendri adressé à des combattants malheureux à qui se rouvrait la porte de la patrie ; il y avait l'espoir secret que tant de forces perdues seraient victorieusement employées un jour, et qui sait! dans un proche avenir.

Mais entre l'espoir de la revanche et la réalisation le temps peut être long, et nos prophètes qui annoncent déjà l'époque de la future guerre auraient quelque peine à motiver leurs prédictions. Il m'a paru que les blessures de l'Allemagne sont plus profondes qu'on ne le croit généralement et ses forces plus épuisées, quoiqu'elle se tienne debout et tâche à faire

bonne contenance. A supposer qu'elle puisse se remettre rapidement au travail et reprendre sa vigueur industrielle, il lui restera de la guerre une immense déception, partant une salutaire défiance de soi-même et une crainte fondée d'un nouveau désastre qui serait irréparable. Il est hors de doute que les soldats qui se sont révoltés sur notre front ne voulaient plus se battre ; ils en avaient assez de la lutte, et des privations, et de la misère. Ne sont-ce pas là des impressions sinistres qui s'effaceront difficilement de l'âme d'un peuple, auquel on avait inspiré une folle confiance en lui dépeignant la guerre comme une marche triomphale?

Risquer une autre partie après une pareille leçon, sans avoir entre les mains tous les atouts favorables, sans avoir fait tous les préparatifs militaires qu'exigerait une guerre mondiale, n'est pas compatible avec l'esprit prévoyant et organisateur de nos ennemis. Je sais bien qu'on peut fondre des projectiles, fabriquer des fusils et des canons, exercer des recrues, en déjouant une surveillance étrangère ; mais il n'en est pas de même de la construction d'une flotte de bataille, de la mise à flot de croiseurs, de destroyers et de sous-marins. Les ports et les arsenaux de l'Allemagne ne sont pas à l'abri de nos investigations et, tant que la mer lui demeurera interdite, comment exécuterait-elle ses projets de vengeance? Vous me direz que les Allemands tablent peut-être sur quelque découverte scientifico-homicide qui livrerait nos soldats à leur merci. N'avons-nous pas aussi des chimistes et des laboratoires?

Ainsi donc à peine sortis tout meurtris de la bataille, nous devrions nous y préparer de nouveau? Puisqu'on redoute à bon escient le levain de rancune et de haine qui fermente chez une nation n'ayant été ni écrasée, ni démembrée, ce serait folie de rester désarmés en face d'elle. Mais la meilleure arme, la moins onéreuse pour nous et la plus capable, d'autre part, de donner à réfléchir à l'Allemagne, est encore l'union de ses vainqueurs, grands et petits. Qu'on sache bien de l'autre côté du Rhin que leur alliance n'est pas un vain mot et qu'elle sera prête à montrer son front menaçant, dès que le virus belliqueux recommencera à infecter le corps germanique. Rien ne contribuera davantage à refroidir sa fièvre et à calmer ses démangeaisons.

Quant à la Société des nations, n'est-il pas superflu d'en

discourir? Nous n'en possédons encore que l'image tracée sur le papier. Attendons qu'elle ait pris corps et manifesté sa puissance bienfaisante et agissante.

L'unité de l'Allemagne semble plus forte que jamais, cimentée par ses défaites mieux qu'elle ne l'avait été par ses victoires. La république a-t-elle donc achevé en un jour, rien qu'en promulguant la nouvelle constitution du Reich, l'œuvre que le génie unitaire de Bismarck et la personnalité absorbante de Guillaume II, qui écrasait de son ombre les petites dynasties locales, n'avaient pas réussi à accomplir en l'espace de quarante ans? Les Allemands ont sacrifié sans hésiter à la nécessité de demeurer unis et serrés contre le danger extérieur leurs traditions, leurs aspirations et leurs gouvernements particularistes. Ce spectacle n'est pas très réjouissant, je le concède. Mais est-il définitif? Cherchons à démêler la véritable cause qui a consolidé l'unité allemande inventée par les historiens, chantée par les poètes, forgée par les hommes d'État et les hommes de guerre. A mon sentiment, si les pays mêmes qui détestaient le plus la Prusse, tels que le Hanovre, la Rhénanie et la Bavière, s'étaient ralliés et attachés à l'Empire, quoiqu'il eût pour porte-couronne un Hohenzollern, ce n'était pas sous l'impulsion d'un sentiment national irrésistible, c'était plutôt par un calcul d'intérêt, parce qu'ils le considéraient comme le principal facteur de leur prospérité. Que la république ou son héritière probable, une monarchie constitutionnelle, soit impuissante à restaurer cette prospérité d'antan, il est très possible que les instincts particularistes momentanément assoupis et les velléités séparatives temporairement comprimées se réveillent avec une force qui nous surprendra autant que l'unification, à laquelle nous assistons aujourd'hui.

Par conséquent, le meilleur moyen de détacher les Rhénans du reste de l'Allemagne, si on tente réellement de le faire, n'est pas d'évoquer à leurs yeux un passé vieux déjà d'un siècle, ni d'essayer de ressusciter leur antagonisme avec leurs maîtres prussiens, encore moins de leur contester leur sang et leurs traditions germaniques. Ne soyons pas trop pressés. Mieux vaut assurer à ce peuple positif une situation matérielle plus enviable et un avenir économique plus prospère. Déjà l'aspect luxuriant des bords du Rhin sous l'occupation des armées alliées n'est pas comparable à celui de l'Allemagne transrhénane,

ni la mine fleurie de leurs habitants à celle de leurs concitoyens des autres régions. On n'aperçoit chez eux aucune empreinte de la guerre, aucune trace de souffrance. Eh! bien, que ce contraste persiste et s'accuse de plus en plus sous l'excellente administration de l'occupant. C'est le plus efficace ferment de séparation que nous puissions cultiver.

L'Allemagne sera-t-elle longtemps en République, si impérial que soit le visage que cette République s'est donné? Là-dessus les opinions diffèrent. Parmi mes interlocuteurs, plusieurs accordaient au gouvernement actuel des chances de durée, s'il se concilie les partis bourgeois, qu'une nouvelle révolution effraierait. L'Allemagne glisserait ainsi peu à peu au régime démocratique et républicain avec des cadres empruntés à la monarchie et il s'installerait insensiblement dans les meubles de la royauté.

Les autres sont d'un avis contraire. On ne change pas, disent-ils, en quelques mois les institutions dans lesquelles une nation aussi moutonnière que la nation allemande a vécu enfermée ni le pli séculaire que son passé lui a imprimé. La monarchie est le régime naturel que regrettent aujourd'hui non seulement la noblesse, les militaires et les classes bourgeoises, mais toute la population paysanne et une partie même de la population ouvrière. On ne veut plus, bien entendu, — en dehors des hobereaux incorrigibles, — d'un régime autocratique soustrait au contrôle d'un Parlement. La monarchie serait donc constitutionnelle et parlementaire. Ajoutez en sa faveur que les excès des spartakistes ont plus fait pour ébranler la République que les manœuvres des réactionnaires. Que représente la monarchie aux regards des Allemands? L'époque heureuse où l'argent coulait à flots dans l'Empire, où ils avaient en abondance de quoi manger à leur faim, qui est insatiable, du charbon et du travail; le temps où l'administration, encore que tracassière et inquisitoriale, les mettait à l'abri des grèves, de toute interruption de la vie économique et de toute perturbation de la vie sociale. Et nous ne parlons pas de l'orgueil qui leur gonflait le cœur à se croire le plus puissant peuple du monde. Que représente d'autre part la République? L'humiliation et l'insécurité du présent avec la crainte d'un lendemain gros de privations et de souffrances. N'allez pas vous imaginer que le Michel allemand fasse peser sur la tête de son Kaiser la

responsabilité de la guerre qui a mis fin à son bonheur et le poids du désastre national. Vous savez bien que pour cet esprit obtus et simpliste, endoctriné comme il l'était par ses maîtres, les vrais coupables sont les Français, les Anglais et le Tsar russe, ces ennemis jaloux de la race germanique.

Cependant, de l'avis général, le retour de Guillaume II paraît indésirable. On craint qu'il n'ait rien oublié ni rien appris, à l'instar des autres fugitifs de l'histoire. Fugitif volontaire, pourquoi n'est-il pas retourné bravement à Berlin pour y partager les malheurs de son peuple? C'est le seul reproche qu'on murmure à son adresse. Le Kronprinz s'est aliéné le sentiment populaire en menant trop joyeuse vie à l'arrière, pendant que ses soldats jeûnaient et mouraient sur le front. Mais d'autres combinaisons ont été certainement discutées dans les conciliabules des royalistes prussiens, et j'ai ouï dire à Berlin qu'ils tenaient un candidat tout prêt pour le trône, sans doute le fils aîné du Kronprinz avec un des leurs comme régent. Une considération puissante qui doit les faire hésiter et patienter est la perspective de la crise économique, à laquelle l'Allemagne semble vouée dès l'entrée de l'hiver. Il est de leur intérêt de laisser le gouvernement d'Ébert lutter contre le manque de combustible et de subsistances et encourir les malédictions que son impuissance lui attirerait. La monarchie apparaîtrait plus tard, comme l'ange sauveur qui ramènerait le bien-être, en attendant la prospérité et, un jour ou l'autre, les réparations de la revanche.

A bâtir ainsi des conjectures, on ne saurait passer sous silence la menace pendante de nouveaux soulèvements anarchiques, ainsi que les conséquences que leur répression entraînerait, soit une restauration hâtive de la monarchie qui se trouverait alors aux prises avec les mêmes difficultés que le gouvernement républicain, soit une dictature militaire, pour laquelle Noske paraît jusqu'à présent l'homme le plus désigné. Ceci expliquerait les avances que lui font certains journaux conservateurs. Il va de soi que les Alliés ne pourraient voir que de bon œil le maintien du gouvernement républicain, puisqu'il a signé et fait voter le traité de paix et qu'il a l'obligation officielle de l'observer loyalement.

VI

Ces conclusions seraient incomplètes, si j'évitais d'aborder ici un problème brûlant d'actualité, celui de la reprise de relations commerciales avec l'Allemagne. Il a fait déjà répandre beaucoup d'encre, et de la plus docte en la matière, aussi bien par les partisans du ressentiment patriotique s'exerçant sous toutes les formes et sur tous les terrains, que par les champions de la liberté commerciale qui ont surtout en vue l'avantage du commerçant et celui du consommateur, sans qu'on puisse mettre en doute leur patriotisme.

Il est entendu que les uns comme les autres n'envisagent que la situation actuelle, intermédiaire entre la signature de la paix et la signature de nouveaux traités de commerce qui suivra la reprise des relations diplomatiques. Du train dont vont les choses, cette situation pourrait se prolonger bien plus qu'on ne pense.

L'Allemagne nous offre des produits fabriqués dont nous avons besoin à des prix notablement inférieurs à ceux des produits similaires d'origine étrangère. Le profit de l'affaire est encore augmenté pour nous par l'effondrement du mark et le bénéfice du change. Allons-nous refuser ces marchandises pour les acquérir de seconde main, quand elles nous sont présentées à des prix exorbitants par des trafiquants de pays neutres et après qu'ils ont eu soin de les camoufler à notre intention? Continuerons-nous de nous approvisionner de préférence chez nos amis anglo-américains, en payant plus cher et en contribuant de ce chef à la baisse de notre monnaie? La question est là. Notez que les Anglais et les Américains, gens éminemment pratiques, n'ont pas de scrupules en matière de commerce et que, s'étant mis dès l'armistice à inonder de leurs produits les pays rhénans et de là le reste de l'Allemagne, ils font main basse en même temps sur des produits du cru, opération doublement avantageuse.

Une autre raison, — je crois y avoir déjà fait allusion, — d'acheter ce qui nous manque aux Allemands, c'est qu'ils sont nos débiteurs et que nous leur procurerions ainsi, sans nous appauvrir nous-mêmes, quelques moyens de s'acquitter de la dette qu'ils ont assumée envers nous.

Ce trafic trouverait sa limitation naturelle dans la protection de nos propres fabricants. Nous n'achéterions que les produits qui n'ont pas d'équivalents chez nous, et il y en a malheureusement un certain nombre en Allemagne. Comment s'opérerait la sélection? C'est évidemment l'affaire de nos gouvernants. Le système des licences d'importation ou permissions administratives adopté par eux suscite de fortes critiques. On conteste la compétence de l'administration; on lui reproche la lenteur de ses décisions, la routine de ses bureaux; on craint qu'elle ne se laisse influencer, lorsqu'elle est saisie d'une demande, par des oppositions intéressées. Pourquoi ne pas remanier dès maintenant nos tarifs douaniers où des droits prohibitifs protégeront nos produits indigènes qui en ont besoin? Libre entrée ou droits modérés pour les autres sans distinction d'origine, cette tolérance ne s'appliquant, je le répète, qu'à une situation provisoire.

On ne s'attend pas à Berlin à une reprise des affaires, non plus qu'au rétablissement d'un change normal et à une recrudescence de l'activité industrielle avant le printemps prochain, quand la crise économique et sociale aura été traversée. Raison de plus pour profiter du répit qui nous est laissé et nous pourvoir à bon compte des articles nécessaires à notre consommation. Plus tard il faudra considérer de sang-froid le danger d'une concurrence d'autant plus redoutable que l'ouvrier allemand se contente d'un salaire inférieur à ceux qu'exigent maintenant ses rivaux. Qui nous empêche d'ici là d'acheter par exemple les machines dont l'Allemagne regorge et qu'elle nous céderait à bas prix? Ce sont les armes qui nous manquent le plus pour refaire ou compléter notre outillage en vue de la lutte future. L'Allemagne elle-même nous les fournirait. Mais elle est forcée, dira-t-on, de restituer le matériel qu'elle nous a volé. Oui, sans doute, mais dans quel état, avec quelle lenteur et après combien de réclamations? Il suffit d'avoir vu de malheureuses machines ainsi renvoyées, perchées au petit bonheur sur des trains en souffrance dans les gares allemandes et exposées comme à plaisir à toutes les détériorations. Achetons-en de neuves : nous ferons une économie de temps et d'argent.

VII

Un pessimisme excessif en ce qui concerne actuellement le péril allemand ne me semble pas fondé, mais l'excès contraire serait une grave imprudence. Restons toujours défiants et vigilants à l'égard de nos ennemis. Cette vigilance, c'est chez eux seulement qu'elle peut s'exercer avec fruit. Pour l'instant, nos surveillants sont les membres des missions alliées qui contrôlent l'exécution du traité de paix. Laissez-moi souhaiter qu'il s'y ajoute bientôt par la reprise des relations officielles avec l'empire républicain la surveillance de nos diplomates et de nos consuls. Par les yeux de leurs agents les gouvernements verront mieux quelle importance il convient d'attribuer aux événements dont l'Allemagne en train de se transformer ne peut manquer d'être le théâtre et quelle influence ces événements auront sur le moral du peuple allemand.

La guerre, œuvre des empires germaniques, nous a fait brûler plusieurs étapes dans la solution des problèmes sociaux. En cinq ans, nous avons vieilli de cinquante, si je puis ainsi parler, et la société humaine sera lente à reprendre son équilibre compromis par les convulsions auxquelles elle a été en proie. Quels que soient le prolongement de ces secousses internes et l'intensité des problèmes que la paix a fait surgir, ne nous laissons pas absorber par les complications de l'heure critique où nous vivons et continuons de porter toute notre attention sur ce qui surviendra chez nos voisins d'outre-Rhin. Là est le secret de l'avenir. Veillons aussi à la reconstitution de nos forces industrielles, dussions-nous en emprunter quelques éléments et quelques modèles à l'Allemagne elle-même. Ne cessons pas enfin d'être unis pour la tenir en respect. Que les petites nations qui ont failli périr des coups dont elle les a frappées ne craignent pas de s'abriter sous l'alliance des plus grandes. Notre sécurité future, politique et économique, est à ce prix.

BEYENS.

L'ÉDUCATION DES FILLES
APRÈS LA GUERRE

II[1]

BACCALAURÉAT ET FÉMINISME

Nous avons assisté à la naissance et à l'épanouissement de l'enseignement secondaire féminin et, en même temps, nous avons pu pressentir qu'il ne répondait plus à des exigences subitement accrues. Toutefois, entre les destinées nouvelles de la femme et l'éducation qui lui était donnée, la discordance, si elle existe, n'apparut pas d'elle-même. On n'incrimina pas les études, mais la sanction qui les couronnait. On réclama non un enseignement plus utile, mais un parchemin plus utilisable ; et on chercha, à côté, d'autres grades. Par ce biais, tout fut mis en question. Mais la façon dont naquit le problème a pesé sur les solutions offertes.

LES JEUNES FILLES ET LE BACCALAURÉAT

C'est le baccalauréat qui fit tout le mal, un mal que cet ennemi personnel du baccalauréat qu'est Victor de Laprade n'avait pas prévu. Nous savons que le diplôme de fin d'études secondaires est presque un titre honorifique : c'est son élégance, avons-nous dit, c'est aussi sa faiblesse. On essaya de lui donner les droits du brevet supérieur, en proclamant l'équivalence de

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

ces deux examens. A plusieurs reprises, le Parlement refusa. Et les raisons du Parlement ne sont pas sans valeur : le diplôme est un examen intérieur, qui se passe sans le contrôle d'un public; les examinateurs sont, à deux exceptions près, les professeurs même de la candidate. Excellente garantie contre les surprises de l'examen et les préparations factices, contre ce qu'on appelle le bachotage. Mais ce caractère familial du diplôme, s'il le rend inoffensif, ce qui est déjà quelque chose pour un examen, n'est-il pas exclusif d'un autre caractère, essentiel celui-là, le caractère « probatoire ? » En fait, tout se passe honnêtement; mais il pourrait en être autrement. Parlez-nous du jury départemental et des épreuves publiques du brevet supérieur. Ce qui était une objection plus grave, le diplôme étant inaccessible aux élèves de l'enseignement libre, toute sanction qui lui serait donnée prendrait des airs de privilège et de concession faite aux partisans du monopole. Toute question d'enseignement se complique chez nous de la question de la liberté d'enseignement. Et tous les problèmes pendants aujourd'hui seraient plus faciles à résoudre si la loi de 1880 n'avait pas ignoré l'enseignement libre. On obtint à grand'peine de quelques administrations qu'elles voulussent bien, par égard pour l'enseignement secondaire des jeunes filles et pour le genre de culture qu'il comporte, admettre, en ce qui les concerne, une équivalence du diplôme et du brevet. Mais c'étaient là faveurs de détail. On désespérait d'obtenir l'équivalence légale et totale, et, avec elle, le droit pour une ancienne élève de lycée d'être institutrice dans la plus modeste école, publique ou privée.

Alors on vit préparer les brevets dans les lycées et colléges, et l'enseignement secondaire fit ainsi concurrence à l'enseignement primaire. Car tout le monde ne pouvait décidément se contenter du grade honorifique qu'était le diplôme. Cette coexistence de deux disciplines et cette préparation simultanée à deux examens dans les mêmes établissements causèrent à ces établissements bien des troubles de croissance, et empêchèrent l'enseignement secondaire des jeunes filles d'être tout à fait lui-même. Le mal était moindre toutefois que celui qui devait lui succéder. Il arrive ainsi qu'une maladie, qui en supprime une autre, la fasse regretter. Car les brevets se faisaient humbles dans l'enseignement secondaire. Ils introduisaient, encore une fois, par les programmes et par la nature

des épreuves qui leur étaient propres, une méthode et même une éducation d'esprit qui faussaient le libre jeu de l'autre méthode et l'autre éducation. Brevet et diplôme n'en vivaient pas moins côte à côte. Dans certains établissements particulièrement prospères, le diplôme arrivait à éliminer le brevet. Nulle part il n'était lui-même éliminé. L'enseignement secondaire des jeunes filles subissait une gêne ; il n'avait pas de ces maladies qui défigurent ou qui tuent.

Survint, en 1902, la réforme du baccalauréat de l'enseignement secondaire. Or remarquons que les grades de l'enseignement secondaire (des garçons) sont appelés grades de l'enseignement secondaire tout court, parce qu'ils ont été institués à une date où on ne connaissait pas d'autre espèce d'enseignement secondaire. Légalement, ils ne font pas acception de sexe, pas plus que les grades de l'enseignement supérieur. La réciproque n'est pas vraie parce que, lorsque l'enseignement secondaire féminin fut créé, on eut soin de spécifier. En vertu de cette interprétation légale poussée jusqu'au paradoxe, on a vu une jeune fille entrer rue d'Ulm, et d'ailleurs ne pas se montrer indigne de la place qu'elle occupait. On n'a jamais vu de jeune homme se présenter à Sèvres. A défaut d'autres raisons, cela ne lui eût pas été légalement possible. Ainsi la femme a des grades à elle, et elle peut en outre obtenir les grades masculins. Cette bizarrerie n'existe pas dans l'enseignement primaire où les brevets, dès l'origine, ont eu un sexe. Elle a engendré la confusion dans laquelle l'enseignement secondaire des jeunes filles se débat à l'heure présente. Et on croirait manquer de libéralisme, reproche que, chez nous, personne n'ose encourir, en enfermant les femmes, jusqu'à leur entrée dans les Facultés du moins, dans l'éducation et les grades qui ont été faits pour elles.

Donc, en 1902, un nouveau régime de baccalauréat fut inauguré : quatre sections pour la première partie : A, B, C, D, ou latin-grec, latin-langues, latin-sciences et sciences-langues; deux sections pour la seconde partie : philosophie et mathématiques. Quand on a la première partie, on peut, en un an de travail, conquérir la seconde. Mais la première partie ne semblait accessible jusqu'ici qu'après une longue scolarité et des études appropriées. En fait, il y avait des femmes bachelières, mais en petit nombre et, en général, de qualité excellente. On

ne tarda pas à découvrir quelles possibilités ouvrait la section B. Le baccalauréat n'admet pas de note éliminatoire. Dès lors, avec de bonnes notes de français et de langues vivantes, on peut se permettre une note à peu près quelconque en version latine. On abordera donc le baccalauréat avec des études latines hâtives, et le plus souvent on réussira. Quand les jeunes filles eurent pris goût au baccalauréat, les plus audacieuses s'attaquèrent aux autres sections. Mais c'est la section Langues vivantes qui garde, et pour cause, la plus forte clientèle. Une statistique récente donnait, pour huit candidates à la première partie du baccalauréat, six jeunes filles ayant choisi cette section. Si nous ajoutons que certaines langues vivantes sont relativement faciles, on comprendra que des baccalauréats aient été obtenus le plus aisément du monde, pourvu que le français ait fourni une base à peu près solide. Ils représentent ainsi une certaine intelligence sans doute et un certain art de trousser une préparation ; ils ne représentent pas ce qu'ils sont censés représenter, une culture classique, c'est-à-dire, selon le sens encore actuel des mots, latine.

Quelques lycées, pour des raisons diverses, se trouvèrent donner l'exemple de cette ruée vers le baccalauréat, à laquelle l'administration résistait, mais mollement. Ce fut cependant l'enseignement libre qui fut acquis le plus vite à cette nouveauté, et entraîna à sa suite l'enseignement public, placé en face de cette alternative de préparer au baccalauréat, comme son rival, ou de lui céder ses élèves. L'enseignement secondaire libre des jeunes filles prit sa revanche de l'oubli où le législateur l'avait laissé. Pensez à la chance qui s'offrait à lui. On ne l'a pas reconnu officiellement ; le projet Chaumié, qui lui donnait enfin une existence légale, fut voté par le Sénat (1903), mais n'est pas encore sorti des délibérations de la Chambre. Il n'avait même pas cette sanction telle quelle du diplômé, qui était au moins une constatation d'études. Et voici que, sans le faire exprès, on met à sa portée un examen plus facile que le brevet supérieur, il faut le dire et le redire, qui n'implique pas la première étape du brevet élémentaire, et qui a tout le prestige d'un vieux mot et d'une vieille chose. Les jeunes filles prendront le même grade que leurs frères, quelle aubaine et quel avancement en dignité ! Le baccalauréat moderne, qui n'ouvrait pas les Facultés de droit et de médecine, avait tou-

jours semblé un baccalauréat de second ordre, et ne les avait pas attirées. Mais on a eu soin de proclamer l'égalité de toutes les sections du baccalauréat nouveau, et d'y mettre, sauf dans l'une d'elles, assez de latin pour faire croire aux jeunes filles qu'elles en ont fait, tout en en mettant assez peu pour qu'il ne leur coûte pas trop de peine.

Le baccalauréat, quand il ne s'adressait qu'aux garçons, était légèrement discrédité. La clientèle nouvelle lui refait une jeunesse. Il est à la mode. Si, pour quelques-unes, il est une précaution utile et la permission de continuer à travailler, pour d'autres, qui l'eût dit? le baccalauréat est devenu une parure. On peut appeler la Sorbonne l'« allée des demoiselles, » et appeler « mandarines » ces jeunes filles éprises de parchemins, ces plaisanteries sont la rançon d'une vogue et d'un succès. Le mouvement date de 1907 environ. Il bat son plein. Il fut accéléré par la guerre, qui produisit ici ses effets, comme partout. Beaucoup de bachelières de la veille trouvèrent un emploi dans l'enseignement ou ailleurs, à un moment où on eut besoin de tant de remplaçantes. Il sembla qu'une sorte d'harmonie préétablie les eût fournies à point. Puis, pour toutes les familles, les soucis du lendemain furent accrus. Les parents pensèrent, trop aisément peut-être, se montrer prévoyants en donnant le baccalauréat à leurs filles.

Il va sans dire qu'il relégua le brevet supérieur au second plan dans l'enseignement libre, quoique le brevet supérieur ait toujours sa clientèle propre, celle des futures institutrices, et aussi celle des personnes qui se défient des modes nouvelles. Dans l'enseignement public, ce ne fut pas seulement le brevet supérieur, mais le diplôme qui fut plus que menacé. Cela importerait peu, s'il ne s'agissait que de l'examen lui-même; mais les études qui y mènent furent désorganisées, et l'équilibre savamment établi de ces études détruit. Le baccalauréat ne demande pas une petite place dans l'horaire, comme faisait autrefois le brevet supérieur. Il a des allures de conquérant. Il ne se subordonne pas. Si l'on ne peut le préparer et préparer le diplôme, c'est-à-dire suivre le cours normal des dernières années du lycée, c'est le diplôme, ce sont ces dernières années, dont le programme était cependant harmonieux et séduisant, qui seront sacrifiées, sans parler de celles qui précèdent. De telle sorte que l'enseignement secondaire des jeunes filles est, pour beau-

coup de ses élèves, un chemin bien dessiné qui mène quelque part, mais qu'elles abandonnent brusquement pour prendre une autre direction. On laisse inachevé un cours d'études où les exercices et les connaissances soigneusement étagées tiraient de leur suite et de leur ensemble même une partie de leur valeur pédagogique, et on superpose sur ce cours inachevé le plus hâtif des bachotages. Le bachotage des garçons est une révision. Pire est celui des jeunes filles, pour lesquelles il ne s'agit pas de revoir, pour lesquelles l'accord n'existe pas entre les études antérieures et le travail de la dernière heure.

On comprend que le ministère de l'Instruction publique se soit alarmé de voir l'enseignement secondaire des jeunes filles, dont il était si fier, compromis par cet intrus : le baccalauréat. On eût pu s'en remettre à la mode du soin de détruire ce que la mode avait fait; on eût pu escompter l'effet des désillusions qui attendent, hélas! les bachelières de demain, qui attendent même les licenciées. Mais on avait, dans d'autres domaines, dépassé la formule : *Wait and see*. Le temps aggrave le mal qu'il ne guérit pas. On décida donc d'aviser. Le ministre de l'Instruction publique était alors M. Painlevé. Un projet sortit des conférences qu'il tint avec ses ordinaires conseillers. Celui que ses fonctions désignaient pour le mettre au point en sut, avec le plus grand art, ajuster les détails. Après bien des détours, on en revint à s'inspirer de ce projet. Le principe en était de respecter la loi de 1880, et par suite le diplôme, et aussi par suite de limiter les mesures proposées à l'enseignement public, le seul dont la loi de 1880 eût eu souci. On portait de cinq à six le nombre des années secondaires de l'enseignement féminin. On ouvrait même une septième année à des cours pratiques autrement efficaces que le baccalauréat pour assurer l'avenir des jeunes filles. On rapprochait, sans les confondre, les programmes de l'enseignement féminin et de l'enseignement masculin. Le diplôme restait le couronnement des études. Mais, pour celles qui, outre les études communes à toutes, auraient fait des études de latin ou des études complémentaires de sciences, le diplôme comportait une mention latin ou une mention sciences, qui entraînaient l'équivalence avec la première partie du baccalauréat, la seconde partie devant être la même pour les filles et pour les garçons.

Cette réforme ne se donnait pas pour une réforme définitive.

Elle avait le double mérite, comme il a été dit dans les discussions qui s'ouvrirent, de « conserver et de réserver. » Elle devait être appliquée immédiatement, presque comme un remède. Du moment que les choses traînèrent, que la procédure se compliqua, il était évident qu'elle ne suffisait plus, au moins sous la forme modeste où elle se présentait. Le conseil supérieur de l'Instruction publique la vota à une belle majorité. Mais, avant même que ce vote fût émis (21 décembre 1916), c'était un autre ministre qui était rue de Grenelle, M. Viviani. Une vigoureuse campagne d'opposition avait été menée. M. Viviani estima, ainsi qu'il le dit lui-même, que la question n'étant pas seulement universitaire, mais morale et sociale, comme beaucoup de questions universitaires d'ailleurs, relevait non du seul Conseil supérieur, mais du Parlement. Après l'avis du Conseil supérieur, une commission extra-parlementaire devait être instituée, et les conclusions de cette commission devaient être soumises elles-mêmes au Parlement. De telle sorte que l'histoire dure encore.

*
* *

Cette commission ouvrit ses séances le 8 janvier 1917. Elle les termina le 11 mai 1918. C'est dire que la tâche ne fut pas aisée. Le vice-président de cette commission, présidant en l'absence du ministre, était un grand parlementaire et un vieil universitaire, M. Ch. Dupuy, ancien président du conseil. Cette commission était pour les jeunes filles ce qu'avait été pour les garçons la commission présidée par M. Ribot, et dont les conclusions fournirent les éléments de la réforme de 1902. On reprochait au projet de l'administration de créer un privilège supplémentaire pour les lycées et collèges de jeunes filles, en instituant une sorte de baccalauréat à leur usage exclusif. Baccalauréat au rabais, ajoutait-on : cela était manifestement inexact; il n'y avait aucun doute que le diplôme avec mention serait d'un niveau supérieur au niveau moyen du baccalauréat. Mais le reproche de privilège subsistait. Et, par surcroît, ce privilège serait une duperie. Car l'enseignement libre se prévaudrait de présenter ses élèves au baccalauréat véritable, celui des garçons, dont l'enseignement public féminin n'aurait qu'une contrefaçon.

On reprochait encore au même projet de pousser au bacca-

lauréat en voulant en détourner. Le diplôme avec mention chasserait le diplôme sans mention; et les élèves, en possession d'un diplôme équivalent à la première partie du baccalauréat, se présenteraient inévitablement à la seconde partie. A quoi les partisans du projet répondaient : Nous partons de ce qui existe et voulons faire le moins de mal possible à l'enseignement secondaire des jeunes filles, sur les mérites duquel s'est faite la seule unanimité de ces débats. A cet enseignement excellent il s'agit, par un raccord, de rattacher une sanction qui n'en détruise pas l'économie, et trouve cependant dans les pièces raccordées une suffisante justification. Le malheur était que les uns et les autres avaient raison. Les deux conditions du problème étaient incompatibles : respecter la route suivie et en changer le but.

D'autres discussions se greffèrent sur cette discussion fondamentale devant la commission extraparlementaire, qui évoquait à sa barre toute la pédagogie féminine, et même toute la pédagogie sans acception de sexe. Il y a ainsi, en matière d'éducation, de ces questions qui reviennent périodiquement sur le tapis, et sur lesquelles une génération n'a d'autre raison de prendre parti, quand elle prend parti, que l'éternel besoin de contredire la génération précédente. — C'est l'examen lui-même, en général, qui est mis en cause. Dans ses Lettres récentes à une normalienne, M. Lavisse nous reprochait, et ce n'était pas la première fois qu'il le faisait, d'avoir la superstition de l'examen. Il ajoutait plaisamment que l'examen était le directeur général de l'Instruction publique, et un mauvais directeur encore. « Qu'avons-nous fait, sinon des candidats à examens? Que devions-nous faire, sinon des hommes d'action? » Une semblable opposition éclate dans plusieurs polémiques récentes. Et si les examens sont de mauvais directeurs pour les hommes, à quoi bon leur soumettre les femmes, pour doubler leur empire et leurs méfaits? C'est Bastiat qui avait jadis dressé contre tous les grades, dont il demandait la suppression radicale, le réquisitoire le plus vigoureux. « Les grades universitaires ont le triple inconvénient d'*uniformiser* l'enseignement (l'uniformité n'est pas l'unité), et de l'*immobiliser* après lui avoir imprimé la *direction la plus funeste.* » Et l'on pourrait, Bastiat le faisait, développer chacun de ces trois points. Ces lignes se trouvent au début du pamphlet intitulé *Baccalauréat*

et socialisme, titre plein de sens à lui seul. Il est piquant que ce soit un socialiste, Jaurès, qui, lors de l'enquête présidée par M. Ribot, ait en quelque sorte répondu à Bastiat, donnant raison par là même à l'idée de ce titre, et prononcé, au sujet du baccalauréat, les paroles les plus bienveillantes qui aient été dites à cette date, et depuis longtemps.

Mais, sans être socialiste, on peut répondre à Bastiat, et même à M. Lavisse : « Trouvez autre chose, et autre chose qui soit acceptable dans un régime démocratique, c'est-à-dire par nature enclin au soupçon ou, pour parler plus justement, épris de justice et de légalité jusqu'au scrupule; trouvez autre chose que l'examen, pour ouvrir les portes des écoles et des carrières. C'est un mal peut-être, mais un mal nécessaire. Il tient aux fondements mêmes de notre état social, et on n'imagine même pas comment on pourrait s'en passer. » Donc, il s'insinue dans la vie féminine, au fur et à mesure que les femmes elles-mêmes s'insinuent dans les emplois et les fonctions. Au début, on voyait une salle d'infirmerie à côté de certaines salles d'examen destinées aux jeunes filles; l'examen sentait l'éther. Aujourd'hui les jeunes filles vont au-devant de lui bravement, comme on subit une loi. Dirons-nous que quelques-unes en viennent à flirter avec lui, et aiment les succès qu'il procure comme elles eussent aimé d'autres succès?

Le caractère inéluctable de cette « loi de l'examen » apparaît dans la mésaventure de ceux qui ont essayé de la tourner. C'est l'histoire déjà racontée du diplôme. On institue un examen, mais sans publicité, mais sans déplacement de la candidate vers quelque centre administratif, mais dont le programme est tiré de celui de l'enseignement, au lieu que ce soit l'inverse, un examen où les juges sont la directrice et les professeurs de la candidate. C'est un examen minimum en un mot. On va ainsi dans le sens de l'opinion qui a fait instituer les livrets scolaires, institution dont beaucoup d'ailleurs s'ingénient encore à limiter plutôt qu'à étendre les effets. Cela est accepté tant que le diplôme n'a pas de sanction. Quand on veut lui en donner une, on crie au scandale. Il faut alors un examen avec tous les rites. La présence de la directrice dans le jury en particulier soulève des indignations. Cette présence est obligatoire dans certains examens de l'enseignement primaire. C'est

que l'enseignement primaire n'a pas trouvé de gardiens aussi farouches de principes d'ailleurs discutables. Pendant longtemps, les concours du certificat et de l'agrégation des jeunes filles (notez que ce ne sont pas seulement des examens, mais des concours) se passaient avec ce qu'on appelle une publicité restreinte : seules les dames étaient admises, et les hommes autorisés, pour une raison valable, par le président du jury. On a découvert que cela aussi était contraire aux principes. Il y a une orthodoxie de l'examen. Un examen doit se passer toutes portes ouvertes, comme un jugement, comme un mariage. Vous voyez bien que l'examen fait partie de la Constitution.

Le baccalauréat en particulier est une institution nationale. M. Lavisse, qui est un rude jouteur, désespère de le mettre à mal, et prévoit que cet adversaire lui survivra. On l'accuse de canaliser, partant de stériliser l'enseignement. Les connaissances, les écrivains, les faits, qui ne sont pas dans le programme, sont comme s'ils n'existaient pas. On l'accuse de paralyser les spontanéités naissantes, et d'inspirer une pédagogie de touche-à-tout : « Crétins encyclopédiques, » dit M. Herriot de certains bacheliers. On l'accuse de couler tous les individus dans le même moule. Bastiat compare ce moule à un lit de Procuste. « La vie sociale sera interdite à quiconque ne subit pas mon programme. » On l'accuse enfin de substituer au travail intellectuel la préparation, de faire peser sur les belles années de la formation de l'esprit la hantise de l'examen et de l'examinateur. Que demandera-t-il ? Que veut-il qu'on lui réponde ? On ne pense plus par soi-même, on pense selon ce que pensent MM. X... et Y..., ou plutôt selon ce qu'on suppose qu'ils pensent. Et comme MM. X... et Y... sont de plus en plus nombreux, on s'exerce à penser le moins possible et à ne pas conclure, de façon à ne contrarier personne. On devine bien que les esprits vigoureux secouent cette obsession. Peut-on assurer qu'ils sont la majorité, et est-ce pour eux que l'on légifère ? — A tout cela on répond, et la réponse est forte, que le baccalauréat est la sauvegarde de l'enseignement secondaire. Lui disparu, chaque carrière, chaque Faculté auront leurs examens d'entrée, modelés sur leurs propres exigences, et c'en sera fait de la culture commune.

Mais, commune aux garçons, est-il nécessaire qu'elle soit encore commune aux filles ? Un seul programme pour les lycées

et collèges des deux sexes de la France entière, sans parler des colonies et des étrangers qu'attire notre culture, n'est-ce pas pousser un peu loin le goût de l'unité et le fétichisme de ce programme? Quand surgit une raison quelconque de le modifier pour les garçons, — et cela s'est produit assez souvent au siècle dernier, et tout porte à croire que cela se produira plus souvent encore, tellement le problème de l'enseignement secondaire masculin apparaît complexe et mouvant, — il faudra que les jeunes filles suivent le mouvement, et réciproquement. On a osé avouer que ce mouvement devrait commencer dès demain. Aussitôt filles et garçons soumis au même régime, comme il est jugé mauvais, on le réformera. Mais on aura la satisfaction d'avoir doublé la difficulté pour la mieux résoudre.

Il faut se demander en outre si le baccalauréat rapportera aux jeunes filles tout ce qu'elles en attendent. Ce sont des considérations utilitaires qui poussent vers lui les jeunes filles. Or les dépositions faites devant la commission extra-parlementaire sont, à ce sujet, un peu décourageantes. Les représentants de la médecine et du droit ne leur ont pas tendu les bras, tant s'en faut, et quoique d'avance elles s'y jettent. Ils leur ont crié plutôt : casse-cou. Et bien d'autres ont discrètement suggéré aux vocations féminines d'autres carrières, dans le commerce, l'agriculture, l'industrie, l'administration, pour lesquelles le baccalauréat n'est pas requis. Si bien que récemment, dans *la Nouvelle Revue*, un professeur en venait à se demander si on ne s'était pas engagé dans une mauvaise voie, si le diplôme et le brevet supérieur, dont on se contentait il y a dix ou douze ans, ne valaient pas mieux en somme, le diplôme surtout, pourvu qu'on obtienne enfin pour lui, moyennant quelques retouches, l'équivalence avec le brevet supérieur. N'est-il pas étrange en effet qu'à des jeunes filles demandant à gagner leur vie l'Université n'ait trouvé à offrir que du latin?

La question du latin dans l'enseignement des jeunes filles est liée à celle du baccalauréat; car le baccalauréat sans latin n'est pas celui que les jeunes filles recherchent. Ces deux questions pourtant n'ont pas toujours été liées. Aux premières heures de l'enseignement secondaire des jeunes filles, où il n'était pas question de baccalauréat, on s'est demandé si le latin n'était pas la caractéristique même de tout enseignement secondaire; et un des porte-parole de la pédagogie d'alors, M. Marion, s'exprimait

avec mélancolie sur l'essai qui était fait d'un enseignement secondaire « établi sur la seule base du français. » Car il n'estimait pas, à cette date, que l'enseignement des langues vivantes donné par d'autres maîtresses, et sans liaison avec celui du français, pût jouer un rôle analogue à celui du latin dans la traditionnelle éducation classique. Et beaucoup partageaient la mélancolie de M. Marion. Telle déposition, qui était plutôt une confidence, dans laquelle une de nos plus brillantes agrégées faisait le délicat hommage de tous les dons de son esprit à une éducation latine, que la ferveur classique d'un tuteur lui imposa, répandit un jour un sentiment de semblable ferveur sur tous les membres de la commission. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui. On ne fait pas sa place au latin pour lui-même, mais pour le baccalauréat. C'est du latin utilitaire, proteste un proviseur, et il ajoute : « Est-il donc tombé si bas ? » Et alors on en fait le moins possible, juste ce qu'exige une version le plus souvent facile, et c'est ce qu'on a appelé le « latin court. » Du coup, toutes les raisons d'être de l'éducation latine, qu'on nous dispensera d'énumérer, s'évanouissent. Aucun profit, si ce n'est un parchemin.

On a eu honte du « latin court, » et les projets officiels tout au moins l'allongeaient. Ils n'allaient pas jusqu'à ce que j'appellerai le latin complet ; et je ne sache pas que personne ait poussé l'esprit de système jusque-là. Mais alors, qui ne pressent que les parents refuseront bientôt d'obliger leurs fils à faire plus d'heures de latin que leurs filles pour un résultat matériel identique ? Le « latin court » tuera le latin long, c'est-à-dire les études latines. On aurait pu espérer que les jeunes filles hériteraient d'une culture que l'éducation de plus en plus utilitaire des garçons réduit pour eux à la portion congrue Il n'eût pas fallu passer par la voie du « latin court, » qui est une menace même pour l'éducation des garçons, et qui serait la première de ces réformes à double effet que tout à l'heure on nous promettait. Tiennent-ils beaucoup à ce latin d'ailleurs, ceux (car ce sont les mêmes personnes) qui, après avoir immolé le diplôme devant le baccalauréat, n'admettent pas qu'une licenciée puisse être comparée à une certifiée qui, elle, n'a pas fait de latin ? Pourquoi des questions de doctrine prennent-elles parfois l'air de questions de boutique ?

De ce nombre fut, en particulier, la question des équiva-

lences et des dispenses. Il fut un temps où on accordait largement des dispenses, et des dispenses du baccalauréat notamment avaient été accordées à des jeunes filles. Il y eut sans doute des abus. Plutôt que de réglementer, on supprima. Et, avec les dispenses, on supprima les équivalences, c'est-à-dire les dispenses justifiées par des succès remportés à des examens de même niveau. Force fut bien d'en rétablir quelques-unes, par exemple pour les élèves de Saint-Cyr ou de Polytechnique. On peut entrer aussi à la Faculté des sciences à la faveur de l'examen du P. C. N. subi dans des conditions déterminées. La Faculté des sciences a une tendance à se montrer particulièrement hospitalière ; elle n'a pas, il est vrai, les mêmes raisons que les autres Facultés de faire passer ceux qui frappent à sa porte sous les fourches caudines du baccalauréat. Avec sa haute compétence, M. Liard montrait là la voie à suivre pour introduire dans notre régime plus de liberté et de variété. Tant d'éducateurs voudraient s'évader de cette geôle du programme unique et rigide! Par cette voie seraient passées les jeunes filles, et elle se serait plus largement ouverte encore aux étrangers, dont on commence avec raison à se soucier chez nous.

L'« équivalence » entourée de précautions, et défendue contre toute ressemblance avec une faveur, libèrerait le baccalauréat lui-même du malaise que tout monopole finit par créer autour d'une institution. Elle le rendrait supportable. Mais la *Fédération* veillait. La *Fédération nationale des professeurs de Lycées* est devenue une force, parce que, sans parler du talent de ses dirigeants, elle a le sentiment très vif de l'action corporative. Elle abuse quelque peu de cette force, et une réaction s'ensuivra un jour ou l'autre. Ce n'est pas la libre corporation, dont rêvent, dans leurs articles enthousiastes, les « Compagnons. » Elle paraît au contraire ôter la liberté de penser à ses différents membres, sur toutes les questions où un Congrès, j'allais dire un concile, de la *Fédération* a pris parti, et a comme formulé le dogme. Ils ont toujours fait bloc dans la commission extra-parlementaire où ils figuraient, et donnaient l'impression de défendre moins une opinion que l'infaillibilité de la *Fédération*. Sur la difficulté pendante, c'est à peine cependant si elle avait une opinion à elle. Un vote ancien avait admis la coexistence du diplôme et du baccalauréat dans les

établissements de jeunes filles, ce qui est la constatation d'un état de crise, ce qui n'en est pas la solution. Car, dans beaucoup de petits établissements du moins, comment deux enseignements parallèles peuvent-ils être organisés? Mais, sur le caractère intangible du baccalauréat, on ne reprochera plus à la doctrine de manquer de netteté. La *Fédération*, les professeurs de l'enseignement secondaire préparant, et participant même maintenant aux examens du baccalauréat, a fait du baccalauréat sa chose. Défense d'y toucher, et défense de s'en passer.

Autour de ces discussions, dix-huit mois se passèrent. On fit déposer devant la Commission des personnes que l'on jugeait compétentes, puis celles qui se jugeaient elles-mêmes compétentes. On sollicita l'avis des maires, des Chambres de commerce. Les réponses, qui ne vinrent pas en très grand nombre, n'indiquent aucune direction nette de l'opinion. Les associations de parents demandent tout et le reste : l'éducation ménagère et le baccalauréat, l'allègement des programmes et des débouchés utiles. — L'administration, croyant sentir son projet compromis, en apporta un second. La Commission préféra le premier qu'elle décida de prendre comme base des délibérations ultérieures. En réalité, elle n'en fit rien. Et l'idée vint, qui eût dû venir plus tôt, de chercher d'abord quel serait le caractère du programme de l'enseignement des jeunes filles, et ce que l'on mettrait dedans : les études féminines ne doivent pas tout de même être déduites d'un examen, du baccalauréat, pour le nommer, posé *a priori*.

Des principes furent votés successivement qui, réunis, constitueront, si le Parlement les ratifie, la charte de l'enseignement secondaire féminin de demain. Voici les principaux : « L'enseignement des jeunes filles doit conserver une organisation et un plan d'études propres. » Ce principe exclut la thèse de l'identité de l'éducation masculine et de l'éducation féminine. Et il est confirmé par cet autre voté peu après : « Une place importante est faite, à titre obligatoire, aux enseignements féminins et à l'éducation physique. » Mais, avec des méthodes différentes, on doit aboutir à des grades de même valeur : c'est l'égalité dans la variété. « L'examen qui sanctionnera les études secondaires des jeunes filles donnera les mêmes droits que l'examen qui sanctionne l'enseignement secondaire

des garçons. » On maintient l'ancien diplôme, par égard sans doute pour la loi de 1880, accessible aux seules élèves de l'enseignement secondaire de l'État; on spécifie seulement que les épreuves orales en seront publiques. Cependant on le dépouille du peu de sanctions qu'il avait. On émet simplement le vœu qu'il soit suivi d'une année d' « études pratiques, » mais dont le programme reste indéterminé. Un diplôme, dit complet ou renforcé, sera ouvert à toutes les jeunes filles. C'est la reconnaissance d'un enseignement secondaire libre des jeunes filles, et un examen commun enfin pour les élèves des lycées et des institutions privées. M. Groussau, qui représentait l'opposition dans la commission extra-parlementaire, a tenu à souligner l'esprit libéral dont elle avait fait preuve. Le diplôme renforcé qui se passe en deux années comprend une version latine ou une épreuve de sciences. Il donne les droits du baccalauréat, mais non ceux du brevet supérieur. Ces noms de diplôme simple et de système renforcé ne satisfaisaient personne. Dans une dernière séance on décida de laisser au diplôme simple le nom de diplôme de fin d'études, et d'appeler le diplôme renforcé baccalauréat. Il n'y a plus ainsi d'équivalence. Mais il y a un baccalauréat de plus. Au début de la discussion, on avait juré de n'en pas venir là.

Telle est l'œuvre de la commission. On peut lui adresser des critiques et des éloges. Elle a droit à une réelle reconnaissance pour avoir pris parti sur le caractère féminin de l'enseignement féminin, et invité délibérément le législateur à mettre une fin, par des mesures loyales et libérales, à l'existence en marge de la loi de l'enseignement secondaire libre, qui avait été une gêne pour celui-ci d'abord sans doute, mais une gêne dont l'enseignement public venait, par un retour imprévu, de subir le contre-coup. — La parole est au Parlement. On assure qu'il va enfin être saisi.

LE PROBLÈME DU TRAVAIL FÉMININ

Les questions que nous avons discutées, toutes techniques et professionnelles qu'elles soient, sont comme la traduction dans notre pédagogie contemporaine de problèmes sociaux. Et ceux-ci, qui sont des problèmes éternels, doivent à la grandeur des événements, où l'avenir est brassé, un intérêt

plus actuel et plus pressant. De là la vivacité de polémiques que le baccalauréat, à lui tout seul, ne justifierait pas. Il a été l'occasion de poser un problème, et même de le mal poser. C'est le problème du travail féminin qui domine tout le procès, ainsi que nous l'avons indiqué dès l'abord. De la solution qu'on lui donnera dépendra l'éducation qui conviendra aux femmes. Fénelon avait, d'une main ferme, fixé ce principe : « La science des femmes, comme celle des hommes, doit se borner à s'instruire par rapport à leurs fonctions; la différence de leurs emplois fait celle de leurs études. » L'éducation des deux sexes se confond dans les temps et dans les classes sociales où leurs fonctions se ressemblent. En sommes-nous revenus là? — Le problème est si complexe que nous avions pensé d'abord en mettre les données et les solutions diverses dans la bouche de différents personnages. Il y a eu des dialogues philosophiques. Un dialogue pédagogique se serait rattaché à cette tradition. Puis nous nous sommes reproché cette tentation, comme si elle venait d'un désir excessif, en donnant toutes les raisons, de donner raison à tous, et comme d'une peur de conclure. Nous essaierons, à travers toutes les difficultés et les nuances, de garder une opinion et de la déduire des longues prémisses déjà posées.

La cause du travail féminin est une cause gagnée. Ce qui ne veut pas dire que toutes les femmes travaillent. Mais leur droit au travail est reconnu. Le travail ne fait plus déroger les femmes. Il est à noter qu'il a longtemps fait déroger l'homme lui-même. Il semble que l'histoire d'un sexe répète celle de l'autre à quelques siècles de distance. Gagner sa vie n'est plus une honte pour une jeune fille, pas plus que pour un jeune homme. Il n'est plus nécessaire, pour se marier, d'être « sans profession. » Remarquez d'ailleurs combien ces vérités sont relatives. Vérité en deçà de tel chiffre de revenu, ou de telle rue plus ou moins richement habitée, erreur au delà. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que les limites se déplacent, et que le travail gagne du terrain, qu'il est accepté et recherché là où hier on lui eût préféré la gêne et les privations. Pendant longtemps la jeune fille d'une certaine condition n'a été préparée qu'au double rôle d'épouse et de mère qui devait lui échoir. « Il faut, disait Mme de Staël, élever la jeune fille avec la pensée constante qu'elle sera un jour la compagne de l'homme. » Et il

y avait dans l'acceptation de cette destinée, en dehors de laquelle on n'en concevait pas d'autre, une offrande préalable de soi, et comme un don plus achevé, puisqu'il ne laissait pas de place à d'autres hypothèses. Ces mœurs, même si elles devaient disparaître, laisseraient derrière elles, en s'en allant, un pur parfum. Elles faisaient d'ailleurs une victime, et c'était la vieille fille, utilité ou inutilité vivant à côté et souvent à la charge de frères ou de sœurs ayant rempli une destinée qui n'avait pas voulu d'elle.

La jeune fille d'aujourd'hui veut être prémunie contre cette hypothèse, et aussi contre celle du veuvage, sans parler d'une ruine dans laquelle son mari pourrait l'entraîner. Elle a moins confiance; elle veut moins dépendre. Cette confiance pouvait avoir sa douceur, et même cette dépendance; elles créaient des obligations à celui à qui on s'en remettait de tout, et dont on se refusait à prévoir l'infidélité, l'incapacité et même la mort. Il n'y en a pas moins une vraie noblesse morale, disons un progrès, quoique la rançon nous en apparaisse, à vouloir sortir de ce rôle de « chose. » Ce mot cruel est de Stuart Mill, l'auteur de *l'Assujettissement des femmes*. « Femme, ose être, » disait M. Pécaut. La jeune fille d'aujourd'hui obéit à ce mot d'ordre. Elle éprouve un sentiment d'agacement à s'entendre ressasser son rôle futur d'épouse et de mère, quand elle n'est sûre d'être ni l'une ni l'autre. Elle veut être par elle-même, et trouve que le don qu'elle fera d'elle ensuite n'en aura que plus de prix. Elle conquerra donc par le travail l'indépendance économique, mère des autres indépendances. Elle saura vivre sans mari, s'il le faut, ou compléter le gain insuffisant du mari, si la vie s'obstine à être trop chère. Veuve, elle ne verra pas l'inquiétude du lendemain pour elle et ses enfants s'ajouter à son chagrin et en altérer la pureté. Même si elle avait cessé d'exercer son métier, elle le retrouvera, comme une assurance prise et comme une consolation.

Cela se disait et s'écrivait avant la guerre. Mais nous avons vu quelle impulsion la guerre a donnée à ce mouvement d'idées. Le travail féminin est devenu une nécessité urgente pour beaucoup de jeunes filles appartenant à des familles qui se croyaient peut-être aisées, mais dont les conditions nouvelles de la vie ont détruit les illusions, pour d'autres encore que l'hécatombe des fiancés possibles voue à un célibat pro-

bable. Il est devenu une nécessité plus douloureuse pour des jeunes femmes dont la vie semblait assurée avec le bonheur, et qui, celui-ci brisé, refont courageusement celle-là. Combien connaissons-nous tous de ces veuves héroïques! Toutes les classes sociales ont les leurs. Malheurs exceptionnels en temps de paix, et qui suscitaient un concours de bonnes volontés. Elles sont trop aujourd'hui, et l'on ne peut penser à toutes, quelles que soient les œuvres créées à leur intention. Alors chacune pense à soi. Voilà donc l'offre du travail féminin qui, pour certaines carrières, dépasse la demande. Cependant ce qui caractérise le mouvement actuel, c'est que ce ne sont pas seulement les femmes qui réclament du travail, c'est la société qui a besoin du travail des femmes. Elle ne peut plus s'offrir le luxe d'un sexe oisif. Pendant la guerre et, on le prévoit, après la guerre, il y a eu et il y aura un appel de tous les bras et de toutes les intelligences. Nous ne serons pas de trop pour refaire la patrie, qui compte tant de morts et tant de ruines. C'est la fin d'un monde, dit-on. C'est plus simplement, mais plus sûrement, la fin d'une classe sociale et d'un certain genre de vie.

Est-ce aussi la fin d'un sexe, pour employer le mot plaisant dont J.-J. Weiss cinglait nos innocents lycées de jeunes filles? Non; la guerre a pu bouleverser le sol et les idées, elle ne supprimera pas un sexe. Un adage anglais dit qu'il y a une seule chose qui soit au-dessus du pouvoir du Parlement : changer une femme en homme. La guerre mondiale elle-même ne l'aura pas pu davantage. Il est imprudent sans doute d'en limiter les effets; ils ont déjà dépassé toute prévision. Puis, jusqu'à hier, une sorte de vertige nous inclinait à lâcher le gouvernail et à nous laisser entraîner par un courant tel que, de mémoire de navigateur, on n'en avait jamais vu. Nous voyons enfin revenir cependant un régime de paix et, avec lui, une plus grande possession de nous-mêmes et le désir louable d'être pour quelque chose dans les événements par lesquels nous nous laissions emporter. Des façons d'être, de penser et de sentir reparaissent, qu'on retrouve même avec plaisir, comme des amis longtemps perdus de vue. Des effets de la guerre sur le travail féminin quelques-uns subsisteront, qui répondaient à un besoin et à des aspirations antérieures, quelques autres encore auront dû à la guerre d'entrer plus vite qu'ils n'eussent

fait dans les mœurs, et de s'y fixer. Mais d'autres peu à peu s'effaceront, et c'est là qu'il importe d'avoir quelques idées directrices, si l'on croit que l'humanité peut et doit collaborer à sa propre histoire.

Hier il s'agissait de vaincre, demain il s'agira de vivre. Or vivre, pour un peuple, c'est durer, c'est remplir et renouveler ses cadres, en un mot c'est croître et multiplier. Quelle peut être la répercussion de la participation au travail social, que la femme accepte et réclame, sur la fonction qui reste sa fonction essentielle? Grave problème, un des plus graves de l'heure présente, où tous sont graves. Il semble que l'on soit pris dans un douloureux dilemme. On ne peut se passer du travail de la femme. Or pourra-t-elle travailler sans déserter dans une certaine mesure son devoir propre? La femme travaille, et le nombre des enfants diminue; elle ne travaille pas, et la production nationale subit un déficit. La vie sans doute trouve des solutions que la réflexion humaine n'entrevoit pas, surtout quand c'est de la vie qu'il s'agit. Ouvrières et paysannes ont depuis longtemps des enfants, parfois même plus d'enfants que d'autres plus oisives, et réussissent à les élever. Pourquoi la classe, qui était autrefois aisée, aurait-elle besoin de plus de loisirs pour la même tâche? Il y aura sans doute au début une certaine résistance des habitudes prises, et quelque difficulté à concilier les obligations, auxquelles on se donnait sans partage, avec les exigences nouvelles d'une profession, quelle qu'elle soit. Ces obligations saintes souffriront de la concurrence qu'on leur aura créée. Mais cela n'aura qu'un temps. La vie reprendra ses droits...

Voilà les raisons dont on se paye. Est-il besoin de dire qu'elles ne satisfont qu'à moitié? Le temps que les mœurs mettront à s'adapter, mais ce sera le temps précieux par excellence, ce seront les années qui suivront la guerre, et où l'avenir des races se fixera. Y en aura-t-il une qui aura su vaincre, mais ne saura pas profiter de la victoire? qui aura eu le courage de mourir, et n'aura pas celui de vivre? Car c'est une forme de courage aussi pour un peuple qu'un vouloir-vivre énergique, et qui se subordonne le reste. Les adaptations espérées seront lentes, et le temps perdu ne se rattrapera pas.

Certes il n'est pas de carrière qu'il soit moins question de contester à la femme que la carrière de l'enseignement. Il n'en

est pas où elle réussisse mieux. Et *a priori* on pourrait dire qu'il n'en est pas de laquelle doive mieux s'accommoder le double devoir de la maternité et de l'éducation. Pour l'éducation, cela va de soi : car, loin de se contrarier, l'instinct maternel et l'instinct professionnel ici s'additionnent. Mais de même, pour les premiers soins de la maternité, il semble qu'aucune profession ne laisse plus de temps disponible. Un professeur de lycée en particulier ne passe pas plus d'heures hors de son foyer qu'une femme du monde esclave de son carnet de visites. De plus, nos lycées existent depuis quarante ans. On n'en est plus aux tâtonnements du début, quand on ne savait pas ce que seraient les carrières, et surtout comment, dans les conditions de vie qu'elles créaient, se comporteraient les personnalités morales, ce que serait en un mot la psychologie de la femme-professeur. Aujourd'hui, le premier émoi que provoque toute nouveauté a pris fin ; on sait que la femme-professeur est restée une femme. Et, disons-le tout de suite, il y a, dans cette corporation, d'excellentes mères, et des mères qui ont su s'entourer de nombreux berceaux ; et ce ne sont ni les moins cultivées, ni les moins gradées. Voici cependant des chiffres impressionnants : dans le lycée qui est, je crois, le plus important de France, à l'heure qu'il est, et où par conséquent une moyenne peut le mieux s'établir, il y a, dans le service de l'externat et de l'internat réunis, soixante et onze fonctionnaires, toutes d'âge nubile. Il y en a eu dix-sept de mariées. Trois sont veuves. Beaucoup de ces mariages ont été tardifs. Pour cette raison, ou pour d'autres, il n'y a que quatorze enfants. Quatorze enfants pour soixante et onze jeunes femmes : je veux croire que le rapport alarmant de ces chiffres est, malgré tout, exceptionnel ; mais je ne suis pas très rassuré. Le travail féminin doit-il toujours être à ce point stérilisant, ou combien de temps faudra-t-il pour que soit vaincue cette antinomie, aux causes multiples, mais dont aucune n'apparaît irréductible, du travail et de la maternité ?

Nous avons pris comme exemple d'une carrière féminine celle que nous avions à portée du regard sans doute, mais aussi celle où la part des femmes, loin de leur être disputée, ne peut que grandir. Dira-t-on que les couvents ont créé une sorte de tradition du célibat dans l'enseignement ? Mais nous avons beau chercher de bonne foi toutes les raisons qui

expliquent ce rapport 14/71, nous continuons à douter que les doctoresses et les avocates fournissent une statistique plus favorable.

Il est des carrières que l'avenir de la race interdit *a fortiori* aux femmes, ce sont celles où la dépense de force dépasse leurs ressources physiques : leur effort et leur lassitude feraient d'autres victimes qu'elles-mêmes. Ce ne sont pas seulement les carrières ouvrières ; et nous avons déjà vu les médecins, par exemple, prétendre, la statistique des décès prématurés et des carrières interrompues en main, que la pratique médicale courante est au-dessus des forces physiques de la femme. La pratique médicale courante, soit. Mais la femme ne pourrait-elle retrancher la faiblesse de son sexe dans la pratique de certaines spécialités ? Quoi qu'il en soit, si l'épuisement physique n'est pas le lot exclusif de l'ouvrière, il est bien son lot dans certaines tâches que la guerre lui a attribuées. Un chantre du labeur ouvrier, M. Hamp, reconnaît que c'est une rétrogradation de la société que l'emploi des femmes dans les travaux de peine. Il se console un peu vite en pensant qu'elles sauvent les débris de leur charme par une fleur posée sur la machine, ou par la chanson de l'équipe de nuit. Consolation insuffisante ; car ce n'est pas de charme seulement qu'il s'agit, mais de santé et de vie.

Et il serait douloureux et inquiétant de penser que cette rétrogradation, dont nous parlons, pourrait avoir un caractère définitif. A côté des intérêts économiques qui semblent exiger, dans la pénurie d'hommes, l'emploi des femmes, il y a des intérêts physiologiques qui les priment. Il faut à notre pays une hygiène, dans laquelle la race se retrempe et se refasse, après l'épreuve qui l'a privée de ses meilleures espérances, et ne lui rendra, dans la mesure même où elle la lui rendra, qu'une jeunesse usée. Mais c'est d'abord dans le corps des mères qu'il faut préparer la vigueur des fils. Et le premier danger serait d'ajouter à l'usure des hommes l'usure des femmes. Sait-on assez que le poids moyen des enfants nés à Paris diminue progressivement depuis cinq ans ? Là se sentent, quoique imprécises, les limites en deçà desquelles, maintenant qu'ont cessé les inexorables exigences de la guerre, le travail féminin devra rentrer. Une charte du travail des femmes, plus complète que ce qui existe jusqu'ici, devra être dressée. Ces

préoccupations sont dans tous les esprits. Et l'éducation physique des générations futures, longtemps traitée avec scepticisme chez nous, apparaît comme une obligation primordiale, en même temps qu'une lutte plus nettement menée contre les maladies et les vices qui sont les ennemis redoutables de la race. Toutes ces mesures se tiennent.

Il faudrait parler de rétrogradation encore si, même sans imposer à la femme de travail pénible, on arrivait à ne plus savoir distinguer entre les travaux qui lui incombent et ceux qui incombent à l'homme. On a longtemps enseigné que la différenciation était le signe même du progrès et qu'une des lois de l'évolution était le passage de l'homogène à l'hétérogène. Le romancier des anticipations, Wells, prophétise cependant que la fin de la spécialisation féminine sera un des traits de la civilisation qui sortira du chaos de la guerre. « L'être humain, dit-il, l'emportera sur l'être féminin. » La toilette féminine ne se rapproche-t-elle pas déjà de celle de l'homme, symbole d'autres rapprochements ? A cette prédiction d'autres prédictions répondent : dans quelques années la femme sera la première, dit-on, à regretter ses prétendues conquêtes et à constater que le féminisme est « la faillite de la femme. » On parlera alors de retour au ménage, comme on parle de retour à la terre. Il est imprudent de prophétiser, mais il faut prévoir pour de courtes échéances. Or, représentons-nous, au lendemain de leurs rudes combats, les hommes réclamant leur place dans les carrières envahies par les femmes, si celles-ci voulaient ne plus se considérer comme des suppléantes provisoires. Une guerre des sexes succédera-t-elle à l'autre guerre ? Et cette guerre risquerait de devenir intestine, au sein des familles même, si les maris et les femmes offraient en concurrence leurs bras, ou ailleurs leur cerveau et leur savoir, faisant partie bien entendu de syndicats opposés. Nous avons plutôt besoin, après la longue séparation, de ce qui unira les ménages et reconstituera les familles. Les économistes prévoient que le premier résultat de cette concurrence serait une baisse des salaires. D'où encore des récriminations et une aigreur réciproques. Est-ce la récompense qui attend nos combattants?

Mais la femme, puisque c'est l'avenir féminin qui nous préoccupe en ce moment, serait la victime désignée du conflit.

Les économistes encore estiment à deux heures par jour de semaine le travail minimum qu'une femme doit à son intérieur, et à six heures les travaux du dimanche pour la mise en ordre de la maison et l'entretien des vêtements. Si la femme ne sacrifie pas ces tâches, et personne n'y pense pour elle, elle est donc handicapée de dix-huit heures de travail supplémentaire. Et cela est vrai, avec des atténuations, pour les carrières libérales comme pour les carrières industrielles. A quoi l'on répond que la femme a plus de zèle et plus de vertu. Mais elle ne soutiendra la lutte qu'au détriment de sa santé. Le mieux serait de distinguer entre les carrières qui associent l'homme et la femme, et il y en a beaucoup, et celles qui tendent à les opposer l'un à l'autre.

Nous avons volontairement laissé de côté des arguments d'ordre sentimental qui ne sont pas sans séduction, et qu'une femme, qui n'est pas féministe, Mme Marthe Borély, développait récemment avec un talent passionné. La femme ne retrouvera son équilibre et sa voie véritable que quand elle se laissera dominer par son sexe, et par le sentiment pour lequel elle est faite, l'amour. Il y a de l'amour dans tout ce que les femmes pensent et font de noble : car l'amour maternel, c'est encore de l'amour. L'instruction est pour la femme une forme de culture qui ne lui est pas appropriée. La vie sociale et surtout la vie sentimentale lui donnent des intuitions qui sont son mode d'intelligence à elle. Ainsi des femmes se trouvent savoir sans avoir appris. Et il y a une telle harmonie entre leurs différents dons et la vocation vraiment féminine que les femmes supérieures sont d'excellentes ménagères et que les femmes-poètes ont toujours fait des confitures. Du moins Mme Borély l'affirme. — Cette réaction toute récente contre les tendances et les conceptions que nous avons vues régner nous met au moins en garde contre de prétendues unanimités. Et on peut présumer en outre que l'opinion de celles qui ne la publient pas est plus près de la tradition que des nouveautés. Mais ce n'est pas à la majorité des voix que l'avenir de la femme se décidera. Malgré ce que nous venons de dire, c'est une autre face d'une vérité complexe qui aujourd'hui apparaît de préférence, et certains courants sont pour l'instant irrésistibles. Il faut faire la part de la nécessité, et reconnaître le droit des femmes au travail, et à l'instruction qui y prépare, et à l'indépendance qui en résulte. Ces trois choses sont liées.

Donc les femmes, beaucoup de femmes du moins travailleront ; mais elles ne disputeront pas aux hommes leur travail. La solution est qu'elles aient un travail à elles. Et ce ne sera pas seulement la tenue de leur ménage, et l'éducation de leurs enfants qui avaient suffi à tant de générations, et établi entre les hommes et les femmes un équilibre de fonctions sur lequel nous avons dit déjà que reposait ce chef-d'œuvre : la famille. Elles auront des fonctions extérieures elles aussi, et ne seront plus seulement les servantes du foyer. Mais on peut imaginer qu'entre les deux sexes les fonctions se répartissent peu à peu, au lieu que chacune d'elles devienne un terrain de compétition et de lutte. A la ferme, en temps normal, on distingue ce qui est besogne d'homme et besogne de femme, ce qui n'empêche pas de se remplacer les uns les autres, en cas de besoin. On peut imaginer, sans utopie, que dans la société se fasse un départ analogue, où les lois présumées de l'évolution seront moins méconnues. Il serait téméraire de procéder par décret, et d'arrêter *a priori* un classement des emplois et des carrières féminines. Parmi toutes celles où nous avons vu les femmes s'essayer, dans lesquelles se fixeront-elles ? L'expérience fera son œuvre ; la raison aussi qui, en temps de crise, n'avait plus voix au chapitre, reprendra la parole ; et, avec elle, la psychologie et la physiologie féminines feront entendre des arguments qu'on ne peut négliger longtemps sans danger pour la santé physique et morale des femmes et de ceux qui naîtront d'elles.

Il y aura sans doute des fonctions limites, que les femmes et les hommes pourraient remplir indifféremment, où peut-être même hommes et femmes continueront à se rencontrer. L'enseignement, et aussi quelques industries, connaissaient parfois cet état d'indivision entre les sexes dès avant la guerre. L'indivision est un mauvais régime économique, et il est à désirer que l'homme abandonne à la femme, puisqu'elle demande sa part, tous les emplois où il apparaît qu'elle excellera, plutôt que de chicaner sur des attributions contestées. L'assistance et l'hygiène, par exemple, pour parler de fonctions publiques, puisque aussi bien celles-ci sont plus particulièrement visées, et, encore une fois, sans qu'il soit question d'apporter trop de précision dans ces prévisions, semblent devoir entrer dans le domaine de la femme. Nous avons déjà vu la femme pénétrer dans ce domaine ; il faut qu'elle y règne. Déjà

des mères de famille, leur tâche achevée, se l'attribuent généreusement et, dans des œuvres d'ordre divers, consacrent le soir de leur vie à la grande famille humaine, qui autrefois se fussent contentées de pratiquer autour d'elles l'aumône et la charité. Elles indiquent une voie où d'autres entreront plus jeunes et trouveront, non plus seulement la noble et libre occupation de leurs loisirs, mais, dans des fonctions organisées, un salaire justifié.

Les Allemands ont déjà mis sur pied des projets de service féminin obligatoire, qui serait un service social, avec années de service actif, de réserve de paix et de réserve de guerre. La caserne féminine, qui suivrait immédiatement l'école, est une des parties du programme. Avec des méthodes différentes et plus libérales, nous pouvons poursuivre les mêmes fins. Et d'autres carrières publiques et privées, dont le caractère féminin sera peut-être moins accusé, devront, à côté de celles que nous avons dites, être décidément « féminisées. » Il faut faire à la femme sa place dans la cité, il faut la faire sans esprit de marchandage. Nous verrons ainsi se préparer un état social où les fonctions et les emplois ne seraient pas indifféremment remplis par les deux sexes, au point que l'on ne sache jamais à l'avance, comme sous la robe de l'avocat ou sous la blouse du médecin, auquel on a affaire. Nous verrons se préparer une entente et une collaboration, non une confusion des sexes.

***

Et, pour que cette confusion n'existe pas dans la vie, ne la créons pas dans l'éducation. L'éducation n'a pas ici à devancer, mais à suivre, avec le moins de retard possible, une évolution dont le tracé renferme encore tant d'inconnues. Si, en d'autres matières, des initiatives lui sont permises, il y aurait outrecuidance de sa part à vouloir faire marcher la société, et à prétendre créer les mœurs, au lieu de s'y soumettre. L'esprit révolutionnaire n'est pas à sa place dans l'éducation. « A la vie d'indiquer ce qu'elle attend de l'école, » tel est le programme d'un jeune journal pédagogique, qui a pris le titre de « l'École et la vie. » Aussi longtemps donc que la société connaîtra des hommes et des femmes, comme la famille, comme la vie, l'éducation devra aussi les distinguer. A deux types de

fonctions sociales devront correspondre deux types d'éducation. De même d'ailleurs que nous avons reconnu ce que nous avons appelé des fonctions limites, ces deux types d'éducation se rapprocheront parfois, et il devra y avoir des raccords possibles de l'un à l'autre. Si ces solutions ne sont pas plus nettes, c'est la faute du temps où nous vivons. D'autres temps ont connu des idéals mieux définis. Encore a-t-on pu remarquer qu'il n'y a pas une époque qui ne soit, en un certain sens, une époque de transition.

Il est à noter que, alors que les professionnels de l'enseignement considèrent avec quelque scepticisme tout ce qui ne fait pas partie des matières qu'ils enseignent, et n'admettent aucune éducation en dehors de celle qu'ils donnent, les parents représentés par leurs associations, et, dans la commission même dont nous avons relaté les travaux, les membres étrangers à l'enseignement se sont montrés absolus et intransigeants sur le caractère féminin de l'éducation féminine. Ils ont maintenu le principe de Rousseau : « Donnez une éducation de femmes aux femmes. » Cela s'entend d'abord de ce qu'on a toujours appelé les travaux féminins, qu'il s'agisse de couture ou de cuisine, travaux que les féministes les plus ardentes n'ont pas encore songé à attribuer aux hommes, ni même à partager avec eux, quoique la logique de leurs principes eût dû les mener à ce partage. Loin de tomber en discrédit, l'enseignement ménager est à la mode. L'aiguille a repris du prestige, depuis qu'elle a travaillé pour nos soldats. Et la vie moins facile met en valeur les qualités de la ménagère. Mais, indépendamment de ces raisons d'actualité, l'enseignement ménager bénéficie, depuis quelque temps, d'une sorte de remords de l'opinion. On se rendait compte que l'enseignement devait réparer le tort qu'il faisait à l'éducation domestique et maternelle, et que le lycée devait donner lui-même les connaissances pratiques qu'il ne laissait plus le temps de demander aux lentes initiations de la vie familiale. Puis la science et la théorie pénètrent partout, se substituant à l'empirisme et aux recettes. Physiologie et chimie réclament donc la cuisine comme une dépendance. D'autre part les arts, qui ne sont point les beaux-arts, retrouvaient une faveur où la modeste aiguille eut encore sa part. Les arts féminins viennent s'ajouter au travail féminin, comme le

superflu au nécessaire, comme une récompense et comme une fleur.

Ces idées, encore une fois, sont plus chères à la génération présente qu'à celle d'hier : nous parlons de la génération des parents, qui a fait l'expérience de leur abandon. On les concilie, tant bien que mal, avec d'autres exigences qui ne semblent guère cadrer avec elles. Et on ne se contente pas de discourir sur l'éminente dignité de la vie ménagère. Des essais de réalisation se font de côté et d'autre, si la méthode scolaire n'a pas encore trouvé une forme définitive. Le mouvement n'est pas propre d'ailleurs à notre pays. Dans l'un de ces pays scandinaves qui ne sont jamais en retard, quand il s'agit d'organisation pratique, en Suède, une école normale au moins forme des maîtresses qui répandent dans tous les autres établissements les connaissances nécessaires aux occupations multiples dont dépend l'autonomie de chaque foyer et le goût de ces occupations, des « maîtresses d'économie domestique. »

Mais cette large part faite à une éducation spéciale aux femmes suffit à orienter leur éducation tout entière. Elle limite le temps qui reste libre pour d'autres études, limitation comparable à celle que subit, pour des raisons de même nature, le travail des femmes adultes. On ne peut en effet raisonnablement demander que les femmes apprennent tout ce qu'apprennent les hommes, plus ce qu'elles apprennent en propre, de telle façon que ce soient les hommes qui aient une éducation inférieure et incomplète. La durée des heures de classe et la quantité d'effort exigible sont en réalité peu extensibles. On ne peut donner à une discipline, sans prendre à une autre, sous peine de créer une surcharge, qu'une réaction suivra. Décider, comme l'a fait la commission extra-parlementaire, que les enseignements féminins ne seront plus traités en parents pauvres dans les lycées de jeunes filles, ni conservés à l'état de souvenirs et de symboles, survivance d'une autre civilisation, mais qu'ils seront largement servis, et qu'ils seront obligatoires, c'est décider, au delà même de ce qu'on paraît décider, du caractère même de toute l'éducation des jeunes filles. C'est ce qui fait la portée, nous l'avons laissé pressentir, de ces arides questions de programmes et d'horaires. Elles ont, outre leur sens apparent, un sens plus profond; une simple répartition d'heures et d'exercices signifie une hiérarchie entre

les différents aspects des choses et les différentes activités humaines, elle maintient ou détruit un équilibre et incline les esprits.

Non seulement il y a un programme féminin obligatoire; mais, dans la partie de l'éducation qui semble être commune aux deux sexes, des différences doivent subsister. On a pu regretter que certains vocables comme ceux même de lycée et d'agrégation, aient accusé, entre l'enseignement des garçons et celui des jeunes filles, une ressemblance qui n'était pas tout à fait dans les intentions des fondateurs, ni dans la réalité du début, et, comme il arrive souvent, que les mots aient gouverné et orienté l'institution dans son développement. On a pu regretter aussi que les mêmes personnes aient été appelées à inspecter, et par suite à régenter les professeurs des deux sexes, et qu'ainsi une pédagogie plus proprement féminine n'ait pas eu l'occasion de se constituer. Sans cette sollicitation exercée par les mots, et cette imprécision de doctrine, la question du baccalauréat ne se fût même pas posée. Une confusion plus complète des programmes eût abouti à une conséquence devant laquelle le ministère de l'Instruction publique a reculé, quand il s'est aperçu que, de concessions en concessions, il allait y être entraîné : l'enseignement mixte. Car, si deux établissements enseignant exactement la même chose peuvent coexister dans une grande ville, on pense bien que les petites voudront faire l'économie de l'un des deux. Déjà on voyait éclore des projets en ce sens. Dans ces derniers temps, en effet, s'étaient multipliées les autorisations données à des jeunes filles de suivre les classes préparatoires au baccalauréat dans les lycées de garçons. En trois ou quatre ans, le flot monta avec une telle rapidité qu'on dut lui opposer la digue d'un veto absolu.

Nous sommes défendus contre l'excès contraire, celui de programmes exclusivement féminins, par ce qu'il y a de plus fort chez nous, la peur du ridicule. On a imaginé des programmes de ce genre et, tout récemment, une femme, qui est docteur ès lettres, nous parlait sans sourire de « bachelières en horlogerie, » et de « licenciées en dentelles. » Même dans le domaine de l'éducation intellectuelle, on a imaginé une histoire, par exemple, rappelons-le, qui serait surtout celle du rôle historique des femmes. Si quelques notes plus féminines peuvent être

données dans un cours d'histoire, on conçoit à quel point le parti pris de chercher partout la femme fausserait la vérité, et aussi quelles pudeurs il froisserait. Et nous avons fait allusion ailleurs aux fadaises et aux niaiseries de certains enseignements scientifiques pour jeunes filles.

On comprend donc entre quelles exagérations contraires l'enseignement féminin doit chercher sa voie. Nous osons dire, quoique les critiques de détail soient possibles, et nous en avons donné l'exemple, qu'il l'avait trouvée. Cette rencontre ne fut pas d'ailleurs l'improvisation de pédagogues inspirés. L'enseignement public des jeunes filles bénéficia de la lente préparation que nous avons brièvement racontée, et dont l'enseignement libre a l'honneur. C'est à force de tâtonnements, d'expériences, que la note juste fut atteinte et le ton donné. On tomba d'accord que jeunes gens et jeunes filles pouvaient s'asseoir à la même table garnie de tous les trésors du savoir humain, sans prendre exactement le même repas ; qu'il y a une manière de parler à des hommes, et une autre de parler à des femmes, même quand on dit la même chose, que la littérature, comme nous le disions tout à l'heure de l'histoire, était la même pour tous, et que cependant on ne concevrait pas un programme, pour les jeunes filles françaises, d'où seraient absents le Traité de Fénelon, les Lettres de Mme de Sévigné, et certaines comédies de Molière plutôt que d'autres et, plutôt que d'autres aussi, certaines oraisons funèbres de Bossuet. Ces choix et ces différenciations sont affaire de tact, de goût et de psychologie. On s'aperçut ensuite que la dose appropriée de savoir, en particulier de science proprement dite, n'était pas invariable, non seulement parce que la science progresse, mais parce que l'intelligence féminine se révéla plus apte et plus avide qu'on ne l'avait supposé. On reconnut donc qu'il faut, pour ce dosage, user d'instruments de mesure élastiques et flexibles, comme était la règle célèbre des Lesbiens, et que l'adaptation du programme à l'élève, à sa nature et à ses besoins, est l'œuvre d'une longue patience, et une œuvre toujours à recommencer. De toute cette expérience il résulte qu'il ne faut pas procéder par principes *a priori*, comme celui qui, posant non seulement l'égalité, mais l'identité de l'intelligence chez les deux sexes, les mettrait obligatoirement sous le même joug, qu'il ne s'agit pas de contraindre par l'éducation la femme à ressembler à

l'homme, ce qui est d'un féminisme trop facile, et que le vrai féminisme consiste à chercher, à éveiller, à développer tous ses dons, et à la préparer à tous ses devoirs, ceux de toujours, et ceux de demain, s'il en naît de nouveaux pour elle.

Ce n'est pas seulement l'expérience, mais la tradition qui conditionne l'éducation. C'est pourquoi l'exemple de l'étranger, chez qui l'on rencontre en effet l'éducation identique et même la coéducation (l'une mène à l'autre,) outre qu'il pourrait aussi bien être invoqué dans un autre sens, ne nous en impose pas. Nous avons la bonne et la mauvaise fortune d'être un vieux pays ; il y a un type de jeune fille française, dont nous ne pouvons vouloir que nos filles s'affranchissent tout à fait. Elles doivent se reconnaître dans notre littérature classique ; elles doivent se reconnaître dans Henriette, tout en ayant fait quelques progrès sur elle. Et, sur la question du latin en particulier, les femmes chez nous ont cette tradition, qui date de nos plus grandes dames, et de nos meilleurs écrivains féminins : elles n'en font pas toutes, mais, quand elles en font, elles en font assez pour qu'il leur serve à quelque chose. Le moment serait mal choisi peut-être de rompre avec nous-mêmes, quand nous éprouvons cette douce surprise de constater que l'étranger, dont on nous oppose l'exemple, nous aime comme nous sommes, et entoure, comme d'une piété, les traditions dont nous aurions eu peut-être l'imprudence de nous détacher.

Il est une de ces traditions surtout qu'il faut protéger contre des réformes qui risqueraient de lui porter atteinte : c'est celle du foyer français. Les assises de ce foyer sont solides sans doute, et elles ne seront pas ébranlées par le premier contre-coup. Il s'ingéniera à rester lui-même dans une société qui évolue économiquement et politiquement. Il serait imprudent toutefois d'abuser de cette solidité, et de pécher par excès de confiance. Il n'est pas d'institution qui résiste à des secousses répétées et à une lente désagrégation. Là donc est la pierre de touche de toute réforme : le foyer français aura-t-il à en souffrir ? Au-dessus même des nécessités économiques il y a les nécessités morales.

Loin de nous la pensée de tirer de là une leçon d'immobilité. Une société n'est pas chose immuable, ni partant l'éducation qui lui convient. Le problème est de déterminer le sens et la mesure du changement opportun; le problème est de

concilier la tradition et le progrès, le travail de la femme et la persistance de la famille, l'éducation désintéressée et l'éducation utile. Ce qui est certain, c'est que les études des femmes doivent être renforcées, et qu'elles doivent aboutir à des grades utilisables, et, de toute façon, servir à quelque chose. Il reste cependant que l'éducation des femmes doit continuer à différer de celle des garçons, quoique des chemins de traverse puissent mener de l'une à l'autre, pendant la période de crise où les rôles des deux sexes sont mal délimités. Mais les confusions que cette crise a engendrées ne doivent pas être élevées au rang de conquêtes; le progrès au contraire doit être cherché dans l'harmonie, non dans l'identité. Et de cette directive l'éducation doit plus que jamais s'inspirer, puisqu'elle a peut-être un courant à remonter. Sous ces réserves, il n'est pas douteux que la guerre aura légué à la plupart des femmes la noble obligation du travail, et que cette condition nouvelle de la femme crée à l'éducation de nouveaux devoirs. Ce qui est définitif, c'est cela; ce qui est accidentel, c'est le trouble apporté dans la répartition des fonctions, et dans la direction même de l'éducation féminine. Il y a là toute la différence d'un progrès au désordre passager qui en est inséparable. Nous avons chèrement appris que toute marche en avant s'accompagne de convulsions et de fluctuations, jusqu'à ce que le front se stabilise.

RAYMOND THAMIN.

AUTOUR

DE LA

CORRESPONDANCE DE BOSSUET

IV [1]

BOSSUET ET PORT-ROYAL

I. — LA PREMIÈRE RENCONTRE DE BOSSUET AVEC LES RELIGIEUSES DE PORT-ROYAL

On pouvait espérer qu'auprès de ces intransigeantes redoutables il serait plus heureux que ses prédécesseurs. Il avait signé, sans difficultés, le Formulaire, et il n'était point janséniste. Mais il mettait haut saint Augustin, et l'avait dit dans les chaires, soit à Metz, soit à Paris, très nettement. Nettement aussi et généreusement, cet orateur désigné pour être évêque avait loué dans son *Panégyrique de saint François de Sales*, en 1660, un des prélats modernes que les Augustiniens considéraient comme l'évêque-type : saint Charles Borromée. Les deux *saintetés extraordinaires* que l'archidiacre de Metz avait déclaré admirer dans ces derniers siècles, c'étaient non point celles de saint François Xavier ou de saint Ignace, mais d'abord celle de saint François de Sales (l'ami de la Mère Angélique), et celle de l'archevêque de Milan, réveilleur de la piété dans un clergé qui oubliait sa vocation. Puis, en 1662 et 1663, dans

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er août et 1er octobre 1919.

deux discours d'apparat, dans l'oraison funèbre du Père Bourgoing, supérieur général de la congrégation de l'Oratoire, et dans celle du syndic de Sorbonne, Nicolas Cornet, — le dénonciateur des « Cinq propositions hétérodoxes » de l'*Augustinus*, — Bossuet venait d'affirmer et de définir son sentiment.

Or, sans doute, dans le premier de ces discours, le prédicateur n'avait pas donné aux Augustiniens l'impression qu'il les favorisât, ni qu'il pût jamais être des leurs. Même il n'avait pas dissimulé que leur défense théologique lui semblait une vaine « chicane (1). » Toutefois dans le discours de l'année suivante, en un passage où l'attention donnée par lui au fond était visible par la forme, il s'était étudié à tenir, entre les deux partis, au point de vue de la morale, une balance scrupuleusement exacte, distribuant aux uns et aux autres, par trois fois, des blâmes équivalents. Les partisans de Jansénius, au moins les plus sages et les moins exigeants, ne pouvaient pas ne pas savoir gré au jeune prédicateur qui, sans souci, quoi qu'en dise le chanoine janséniste Hermant, de son « avancement » mondain, osait les mettre au niveau de leurs ennemis, et reconnaître avec impartialité plus que leurs bonnes intentions : leurs utiles services.

Ajoutons enfin que vraisemblablement l'abbé Bossuet avait des amis plutôt bien venus des disciples de Saint-Cyran. Il avait dû, tout jeune, connaître par l'abbé de Chandenier, le célèbre évêque Pavillon, lequel, ami d'Arnauld, donnait depuis 1661 des gages de plus en plus courageux au parti, allait devenir bientôt « la boussole » des militants, et, tout en estimant pour lors qu'on pouvait en sûreté de conscience signer le Formulaire, non seulement se refusait à le signer lui-même, mais, en 1664, interdisait aux prêtres de son diocèse de le signer. Bossuet avait pu renouer avec lui, étant à Metz, par son frère le poète Étienne Pavillon qui y était fonctionnaire ; il l'avait probablement retrouvé à Paris chez les Le Tellier. L'archidiacre de Metz compte aussi parmi les familiers de la duchesse de Schomberg, cette dévote courageuse qui « honorait » les filles de Port-Royal, qui osait à la Cour, devant la Reine Mère, leur rendre hommage. Il est déjà sans doute l'ami de Mme de Sablé, une des futures négociatrices bénévoles de la

(1) Voyez Godefroy Hermant, *Mémoires*, édit. Gazier, t. V, p. 609-610.

« paix de l'Église » de 1668, de la réconciliation entre le jansénisme et le gouvernement. Avec la duchesse de Longueville, il a peut-être des rapports de voisinage, ou bien par Pavillon, qui soumet à la sœur de Condé tous ses écrits gallicans. Il peut être en rapports, par son ami Saumaize, avec sa nièce, la comtesse de Brégy, dame d'honneur d'Anne d'Autriche, femme d'esprit et de plume, qui, vers 1665, vient d'écrire aux jansénistes, pour les amener à résipiscence, une belle lettre respectueuse, les adjurant de se conserver à l'Église qu'ils illustrent, et de faire céder leur science à leur vertu. Bossuet, par ces contacts ou ces liaisons, pouvait donc être *persona grata* quand, en septembre 1664, il s'achemina vers la fournaise mystique.

Non pas, prenons y garde, qu'il se soit rendu alors à Port-Royal, pas plus au couvent de Paris qu'au couvent des Champs.

Le 26 août 1664, pour vaincre les opiniâtres, pour triompher d'elles en les disjoignant, on en avait disséminé une douzaine en divers monastères où elles étaient quasi prisonnières. Le couvent de la Visitation Sainte-Marie, du faubourg Saint-Jacques, avait ainsi reçu la mère Agnès de Saint-Paul Arnauld et sa nièce, la sœur Marie-Angélique de Sainte-Thérèse Arnauld. C'est au couvent de la Visitation, c'est à ces deux religieuses, à peine arrivées en leur lieu d'internement, que Bossuet fut envoyé.

C'était trop tôt ou trop tard. Le moment n'était pas propice. L'« exil » des religieuses, à elles annoncé trop à l'avance, avait été précédé d'une attente énervée, d'un surcroît de scènes émouvantes et d'exaltation. Le « saint désert » des Champs, en particulier, tout le long de cet été menaçant, ne cessa de retentir de plaintes, jusqu'au jour de l'exode. De tous les saints et saintes dont les fêtes liturgiques tombaient en cette saison, — saint Pierre et saint Paul, saint Bernard et saint Laurent, et la Vierge Marie, — « les filles de Sion » implorèrent successivement le secours, dans les formes les plus pathétiques. C'est ainsi que toute la communauté rédigeait pour les célestes avocats des « requêtes, » dont, avant la messe, le papier couvert de signatures était solennellement déposé sur l'autel. C'est ainsi qu'à Dieu même, le couvent adressait, directement, ce fameux « appel, » dont les ennemis se scandalisèrent ou firent des railleries, mais qui, sans doute, en sa candeur poétique, toucha le public : « Puisque la terre pour nous est devenue de bronze, puisque les Cieux pour nous sont devenus de fer, ô

Dieu, soyez notre recours! *Ad tuum, Domine Jesu, tribunal appello!* » Dieu ne les exauçait point, mais le courage n'en était pas diminué. Au contraire. Au point où en était l'enthousiasme, il n'avait plus besoin de consolation. Il se haussait de ses défaites. La rigueur de Dieu est une approbation, plus que sa clémence. La souffrance est le signe des élus. La Mère Angélique n'avait-elle pas déclaré, à son lit de mort, que plus l'épreuve serait lourde, plus certaines seraient les intentions spéciales et glorieuses du Conseil de Dieu « sur la Maison? » Et quand la Mère Agnès rappelle cette prophétie de son illustre sœur, on répète le verset d'Isaïe, VIII : « Le Seigneur, me tenant de sa main puissante et m'instruisant lui-même, m'a dit : « Ne parlez point comme les autres, » qui ignorent. En confiance imperturbable, « rendez gloire à la mystérieuse bonté du Dieu des armées, parce que s'il est aujourd'hui votre terreur, » demain il sera votre bénédiction. »

C'était dans cet esprit que les douze déportées de Port-Royal des Champs étaient montées dans les carrosses de M. le Lieutenant Civil. C'était dans cet esprit qu'elles étaient descendues dans leurs « prisons : » dédaigneuses de ces religieuses serviles parmi lesquelles on les voulait noyer pour les corrompre, de ces Visitandines dont la conscience « peu éclairée » s'attachait misérablement en tout temps « aux maximes de l'obéissance aveugle » et qui, maintenant, acceptaient d'être leurs « geôlières. »

Les deux religieuses que l'on chargeait l'abbé Bossuet de réduire n'étaient pas les moins pénétrées de cette intrépide et orgueilleuse fermeté.

Sœur de la grande Angélique, Agnès Arnauld est, depuis la mort de celle-ci, la plus noble personnalité de Port-Royal. Agée de soixante et onze ans, elle est le témoin vénérable des origines, l'oracle autorisé de la pure tradition. Elle a connu et fréquenté M. de Saint-Cyran, peut-être M. d'Ypres lui-même, et aussi les autres grands spirituels militants du temps de Louis XIII, alors que Jansénius et Saint-Cyran n'étaient pas encore des épouvantails d'hérésie : François de Sales, Bérulle, le Père de Condren.

Elle est entrée en religion dans cette époque héroïque où se formait avec précision dans des entretiens communs le dessein des Augustiniens de purifier énergiquement l'Église viciée, mais où aussi ce dessein se trempait d'un sentiment mystique

qui, plus tard, parmi la controverse, se refroidit et s'assécha. Elle a été elle-même une de ces mystiques jansénistes de la première heure; c'est elle qui, en 1617, sur le conseil du Père de Condren, écrivait ce *Chapelet du Saint-Sacrement* (1) dont la vision raffinée et le vocabulaire étrange effrayèrent, à la Sorbonne et dans l'épiscopat, les esprits à la Bossuet. Elle est restée telle. A l'époque où le doyen de Metz vient la trouver, cette nonne septuagénaire achève un manuel où elle a mis sa doctrine et son expérience : *L'Image d'une religieuse parfaite et imparfaite.* Dans les jours où Bossuet entra en rapports avec elle, Mme de Sévigné aperçoit à la chapelle des Visitandines l'ascétique doctoresse : « Elle m'a paru abîmée en Dieu, écrit-elle ; elle était à la messe comme en extase. »

Quant à sa nièce, Marie-Angélique, qu'elle a obtenu d'emmener comme compagne garde-malade, c'est, par rapport à la Mère Agnès, une enfant. Mme de Sévigné la vit aussi le même jour, et la fait voir : « Elle m'a paru jolie : de beaux yeux, une mine spirituelle. » Or elle est une de celles que le jésuite René Rapin qualifie de « chefs d'émeute. » De la « tribu sacerdotale » des Arnauld, elle a reçu le lait de la pure doctrine. Le Père Rapin va jusqu'à prétendre qu'avec sa petite sœur, — internée dans un autre couvent, — il lui est arrivé de faire, dans les « négociations, » la leçon, et la leçon d'énergie, au grand Arnauld, son oncle. Vraiment, avec la tante et la nièce, Bossuet avait affaire aux plus « fortes têtes » du « parti. »

Elles avaient, aussitôt « incarcérées » à la Visitation, demandé des confesseurs, des prêtres à qui confier leurs « peines. » Mais de ceux qu'on leur offrait, elles faisaient fi. C'étaient des adversaires. « M. Grandin? M. Chamillart? M. Lescot? Pourquoi pas le Révérend Père Annat lui-même? » Ceux qu'elles souhaitaient étaient écartés, en revanche, comme suspects. Suspects? répliquait la Mère Agnès, « avec un grand respect; » « je ne croyais pas, Monseigneur, que des personnes qui sont employées dans votre diocèse pussent l'être. — Allons! vous savez bien, ma sœur, qu'ils vous favorisent, qu'ils vous diront : courage! courage! Voyez donc, je vous prie, M. l'abbé Bossuet. Voyez-le. C'est l'homme le plus savant et le plus doux du monde. Il est comme il vous faut, d'aucun

(1) L'abbé Prunel, *Sébastien Zamet.*

parti. » Ayant entendu ce nom, la Mère supérieure visitandine qui assistait à l'entretien fit chorus avec Monseigneur : « Après ce nom-là, il n'y a plus rien à dire. Cet homme-là parle comme un ange. » Les deux « captives » se contentèrent d'acquiescer froidement. « Nous écouterons qui il vous plaira, Monseigneur. Mais nous ne pouvons avoir confiance en une personne que nous ne connaissons point. »

Ce début rechigné promettait peu.

Comment se passèrent les conférences? Nous ne le savons que par le court récit de la sœur Marie-Angélique. « Il vint nous voir ce même jour » où l'Archevêque l'avait proposé. « Il revint souvent : beaucoup de visites et de très grands discours. » Quel effet? Nul, à en croire la jeune nièce d'Antoine Arnauld. De ces grands discours, « il m'est impossible, dit-elle, de me ressouvenir. » Non pas, — avoue-t-elle pourtant, — qu' « il ne *m'embarrassât* souvent. » « Il était plus *embarrassant* qu'un autre. » « C'est une personne savante, qui ne s'emporte point, » mais « il semble qu'il veuille surprendre les personnes. » « Je m'en défiais, j'étais toujours sur mes gardes avec lui. » Toutefois, il ne gagna rien de plus que les émissaires précédents de l'archevêque.

Est-il tout à fait exact, ce compte rendu dédaigneux? Distinguons. Pour la Mère Agnès, je le crois volontiers. Discuta-t-elle seulement avec Bossuet? Elle était très renfermée, la mystique sœur de l'éloquente Angélique. Elle se tait, à l'ordinaire, de propos formé, se contentant de répondre, surtout aux Visitandines, courtoisement, mais sans vouloir entrer en dispute. Elle est vieille aussi, lassée de cette tension perpétuelle, où elle porte avec la responsabilité de l'exemple, le respect de la liberté de ses sœurs. — Car c'est elle, rappelons-nous-le, qui écrit quelque part ce beau mot : « Dieu me garde de dominer sur la foi d'autrui. » — Elle est malade enfin : dans ces temps-là, précisément, elle eut une attaque d'apoplexie. Donc, nous la voyons bien devant Bossuet qui se met en frais d'éloquence : froide, un peu morne, déférente et distante. Je sais bien que le bruit courut alors qu'elle fléchissait ; qu'elle-même le laissait entendre par instants (1). Mais aurait-ce été une victoire de Bossuet si elle se fût alors résignée à signer ? Non ;

(1) *Relation contenant les lettres que les Religieuses du Port-Royal ont écrites pendant les deux mois qu'elles furent renfermées sous l'autorité de la mère Eugénie*, p. 79.

elle roule d'autres pensées, quand elle est là, devant le savant discoureur, les mains sur les genoux, « respectueuse. » Par delà les formes contingentes de la lutte, elle regarde le sens de la lutte. Le *Formulaire*, oui, sans doute, c'est de quoi il s'agit. Mais au fond, de plus encore. Il y va de l'esprit de Port-Royal. Qu'il y en ait un, bien spécial, même en temps ordinaire et hors de ces moments de crise, elle le savait déjà, elle qui a tant contribué à le former. Mais elle s'en rend mieux compte encore, en cet « exil, » où elle prend contact avec une autre famille spirituelle, avec ces Visitandines qui l'entourent, et qui essaient de la circonvenir. Elle les observe, et, dans une de ses lettres d'alors, elle apprécie le genre de « pureté », d'obéissance, de modestie, des filles de Saint François de Sales. Comme elle les dédaigne! Comme elle les trouve inférieures, molles, moutonnières, puériles! Non que ce soit leur faute ; c'est celle de leur idéal et de leur règle : « C'est une conduite trop peu solide, c'est un joug insuffisant. » En cette règle, comme en celle de presque toutes les « religions, » il entre « des maximes politiques ». La vraie direction chrétienne, le « joug » saint, mais logique, c'est le joug, c'est la « conduite » de ces docteurs augustiniens qui à la docilité allie la fierté de l'initiative consciente, qui trouve, dans la soumission aux plus rigoureuses maximes, le secret de la liberté indomptable. Or, cet esprit de Port-Royal, esprit haut, esprit libre, on le veut éteindre, et c'est lui que peut-être, par-dessus tout, il faut sauver, en sauvant celles-là seules, vases sacrés, où il existe... Mais vous voyez la conséquence... Cette préservation nécessaire d'un bien unique ne vaudrait-elle pas une signature, — trop visiblement extorquée, — une concession trop évidemment consentie à la crainte du scandale, à l'amour de la paix? Vraiment, où est le devoir? Elle ne le voyait plus nettement. Et c'est cela, quand elle écoutait Bossuet de septembre 1664 aux premiers mois de 1665, c'est cela, plus que la dialectique de Bossuet, qui la trouble (1).

Mais sur la nièce de la mère Agnès, fit-il aussi peu d'impression qu'elle l'affirme? Il ne faut pas oublier plusieurs choses. D'abord, qu'elle signa le *Formulaire* et qu'elle le signa dans le temps même où Bossuet la chapitrait. Il est vrai que, pour

(1) Cf. Faugère, *Lettres de la mère Agnès*, et Victor Cousin, *Mme de Sablé*, p. 210.

emporter cette signature, l'archevêque Péréfixe lui délivra un billet lui certifiant « que la signature » ordonnée « n'était point un témoignage ni un jugement rendu par elle sur la doctrine de Jansénius, et que, s'il y avait du mal à cette signature, il le prenait volontiers sur lui. » Et il est également vrai qu'elle se rétracta l'année suivante. Pourquoi avait-elle fléchi? Faut-il admettre que, frêle de santé, tendre, « trop humaine, » la jeune femme ne put supporter d'être séparée de ses sœurs, de n'en avoir point de nouvelles dans cette vie errante et captive? Faut-il croire au contraire que le bon billet de l'archevêque illumina subitement son esprit inentamé par les beaux raisonnements de Bossuet? Ou bien ne peut-on pas se demander si l'intéressée, rédigeant ensuite sa propre histoire, ne l'a pas inconsciemment, présentée « au mieux » des intérêts de la cause, sinon de la vérité, et même peut-être au mieux de ses intérêts propres? Les saintes sont femmes; les femmes du XVIIe siècle ont de la « gloire; » il y en avait plus à paraître avoir fait sa capitulation spéciale et rendu son épée à un archevêque sur des assurances formelles, avec des clauses de faveur, que de s'être laissé vaincre comme d'autres par un théologien beau parleur. Il n'est pas tout à fait impossible que la nièce de la mère Angélique, porteuse et comptable d'un grand nom, tentée de romancer quelque peu la psychologie de sa chute, ait été amenée ainsi à réduire à néant la part du « convertisseur » qu'elle avoue elle-même « embarrassant. »

II. — LA LETTRE DE BOSSUET AUX RELIGIEUSES DE PORT-ROYAL

Ce fut vraisemblablement, soit dans la fin de l'année 1664, soit dans l'été de 1665 (les éditeurs de la *Correspondance* supposent *après le 3 juillet*), que fut écrite par Bossuet cette célèbre *Lettre à la Révérende mère abbesse et Religieuses de Port-Royal*, à laquelle, quarante-cinq ans après, la continuation de la lutte religieuse devait donner un regain d'intérêt. En 1709, au plus vif de la nouvelle bataille entre ultramontains et gallicans, jansénistes et jésuites, le cardinal Louis-Antoine de Noailles l'imprima, pour justifier, par l'autorité posthume de Bossuet, ses rigueurs envers les religieuses toujours rebelles. Mais à cette date, ce qu'on édita, ce fut un remaniement préparé par Bossuet vers 1703, peu de temps avant sa mort, dans des circon-

stances et pour des raisons que les nouveaux éditeurs ont à nouveau, autant que possible, éclaircies. Or il s'entend de reste que ce n'est pas le texte publié par Mgr de Noailles en 1709 qu'il faut lire, mais la rédaction écrite en vue de la bataille du *Formulaire*, lorsque, comme nous, on veut suivre la pensée de Bossuet en son cours. Et je me permettrai d'ajouter : quand on veut se donner le spectacle d'un nouveau progrès de Bossuet dans la forme. Relief plus ferme, martelé même par moments en façon de médaille; maîtrise accrue, désormais aisée, — beaucoup plus aisée même, à mon avis, que dans les sermons cependant si beaux de 1662, — de la richesse des idées et des preuves; succession de périodes tantôt marchantes, tantôt reposées, portant le double reflet de la méditation statique et du dynamisme oratoire : cette *Lettre* est presque tout entière une joie pour les admirateurs du bien dire français et d'une expression adéquate au maximum de la pensée, assouplie à ses plus déliées inflexions.

Le ton d'abord est parfait. Certes, il n'était pas facile de le trouver et de le conserver, juste, décent, dans la note appropriée à la psychologie délicate de ces filles fortes et fines, mais combien superbes! Je pense que Bossuet y a réussi. Et si parfois des juges sévères, dont je fus, ont eu l'irrévérence de dire que cette grande parole manquait parfois en ses sonorités de nuances et d'un certain tact, ce n'est pas alors, ce n'est pas ici. Fénelon, — qui a repris ce même sujet plus tard (serait-ce comme Voltaire reprenait les thèmes de Crébillon?), et qui a dit sur l'impossible distinction du *droit* et du *fait* les mêmes choses à peu près que Bossuet, — ne les eût pas mieux dites pour les faire accepter à des saintes ombrageuses autant qu'opiniâtres.

En commençant, le doyen de Metz est modeste, comme il sied : « Je ne présume pas de pouvoir rien ajouter à ce qui vous a été expliqué par ceux qui vous ont parlé devant moi... Lisez, mes chères sœurs, avec patience, ces réflexions du moindre de ceux qui vous ont été envoyés... » Mais il ne les adule pas. Il ne les encense pas, comme Mme de Brégy, dans la lettre dont j'ai parlé ci-dessus célébrant leur « pénétration, » et leurs « lumières, » de la façon dont se laissaient louer les princesses du monde précieux. Tout humble qu'il se fasse, Bossuet parle en chef, en maître, en maître qui sait : « Je vois si clairement vos obligations que je n'en puis douter... » Il leur rémé-

more en passant, ce qu'elles disent, sans le croire, qu'elles ne sont pas « des docteurs. »

De même sur les répugnances intimes, inavouées parfois, des religieuses à confesser leur « jansénisme » essentiel et impénitent... Lorsque la sœur Marie-Angélique signa, entre les mains de l'archevêque, elle avait tenu, dans un dernier sursaut, à crier, devant lui, sa fidélité persistante à Jansénius, son culte pour lui; qu'elle le considérait « comme un grand docteur, comme un Saint. » Bossuet, lui, ne demande pas qu'elles brûlent ce qu'elles ont adoré. Calmement, fermement, précisément il marque ce qu'il accorde : « Je me sens obligé de vous avertir qu'en rapportant « les exemples » des hérétiques condamnés, « je n'entends faire aucun préjudice à la personne de Jansénius... Je vous déclare, mes sœurs, que je ne pense pas qu'il y ait rien à conclure de son livre contre sa personne, » mais « que... je ne prétends pas non plus qu'on puisse tirer de sa personne aucun préjudice en faveur de son livre. » — Sur leurs maîtres récents, vivants, même réserve et liberté de jugement. Il a beau s'être montré sympathique à leur augustinisme, il ne s'abstient pas de les traiter d' « esprits contentieux. » Il ne craint pas de les blâmer des « histoires » qu'ils font aux religieuses des « dissensions » de l'ancienne Église, et de tous ces « narrés d'intrigues et de cabales, » de toutes ces récriminations « folles et sans discipline. »

Quant au fond, ce que j'ai seulement à signaler ici, c'est d'abord combien cette lettre touche exactement, minutieusement, à toutes et à chacune des difficultés qui s'étaient accumulées et enchevêtrées depuis ce quart de siècle de disputes et de guerre. Pour prouver le bien fondé de la souscription exigée, la plupart des « ambassadeurs » qui l'avaient précédé, avaient, d'ordinaire, pris chacun *un* point de vue, *son* point de vue, censé le meilleur, l'invincible. Bossuet, lui, reprend, récapitule toutes les thèses encore que ressassées, — et il s'en excuse, — mais il se ferait scrupule de les oublier. Et cela, lors même que, visiblement, elles le gênent. Gênante était, par exemple, cette théorie de la *foi humaine* et suffisante pour le « fait, » affirmé par le *Formulaire*, théorie téméraire, risquée par Péréfixe, dans un mandement du 7 juin 1664 et dans une ordonnance du 15 février 1665. D'en adopter la démonstration, on peut trouver Bossuet un peu bien complaisant et d'une déférence

hiérarchique extrême. Il s'évertue à confirmer, par les exemples de l'ancienne Église, la thèse de son supérieur, et il y réussit médiocrement. Il prétend, pour rassurer les religieuses jalouses de sauver l'honneur de Jansénius, que l'Église primitive, tout en « joignant » la condamnation des défenseurs des mauvaises doctrines avec celle des doctrines, n'avait jamais l'intention que « ce qui touchait les personnes fût un article de foi. » C'est fort douteux. Alors pourquoi ne disjoignait-elle pas ces deux choses? Pourquoi, au contraire, les fondait-elle ensemble, si ce n'était dans l'intention d'inspirer contre l'errant la haine, en même temps que l'on ordonnait la détestation de l'erreur? Ce que voulaient ces juges sans douceur de « l'Église primitive, » n'était-ce pas précisément de « porter par tout l'univers les noms » de Nestorius, de Pélage, d'Arius « chargés des anathèmes de tous les peuples? » N'était-ce pas de les « faire fuir » et maudire? Et sur ce point particulier, on peut s'étonner que Bossuet affirme « *qu'il ne venait alors à l'idée de personne* que ce fût *l'intention* des docteurs de faire détester ensemble les hérétiques et les hérésies, *avec la même soumission de foi catholique.* » Tout ce qu'on peut lui concéder, c'est ce qu'il établit facilement, que les *faits* relatifs aux hérétiques « n'étaient pas élevés » proprement et expressément « au rang de vérités révélées. »

Ce qui est plus intéressant, c'est l'habileté avec laquelle, s'emparant de la faible et contestable thèse de Péréfixe, il en tire tout de suite un argument singulièrement plus fort et plus haut.

Votre prélat vous demande « une foi *ecclésiastique?* » Ce mot, Bossuet s'en empare, et il l'interprète, pas peut-être au sens où Péréfixe l'avait employé, mais d'une façon bien avisée et large. « Ne prenez point de vaines terreurs de cette foi *ecclésiastique.* » Ce que « votre archevêque, — affirme-t-il, — entend par là, cette soumission de votre jugement à celui de vos supérieurs légitimes qu'il croit pouvoir réclamer de vous, c'est un acte d'*humilité* et non pas d'intelligence, » c'est une « bonne disposition du cœur et de la volonté. »

Et voici qu'ici nous voyons poindre les raisons qui touchent personnellement Bossuet, et qu'il croit susceptibles de toucher les âmes chrétiennes, et qu'il va longuement développer. Qu'elles pensent, ces âmes, qu'elles font partie d'un corps,

qu'elles en sont les membres, nourris de sa substance, obligés, en retour, d'en soutenir la vie. De là une nécessité logique de discipline et, au besoin, de sacrifices. Prenons ces objections des champions de la résistance... Que Jansénius n'a point eu la faculté de plaider juridiquement sa cause? — Mais l'Église a bien le droit de juger ce qu'elle veut! « Quand le livre de Jansénius n'aurait eu ni adversaires, ni sectateurs, » il relevait d'elle.

... Qu'Innocent X n'était pas théologien? — Mais ne tremblez-vous pas en voyant « les malheureuses ouvertures que donne cette induction injurieuse, » par où l'on pourrait toujours récuser le premier magistrat, le docteur suprême de l'Église?

... Qu'il y a des Évêques qui repoussent le *Formulaire?* — Non, point pour le fond, affirme Bossuet; la condamnation doctrinale portée par le Pape rallie « l'acceptation et le consentement de tous les évêques; » leur dissentiment ne porte que sur l'opportunité de publier le *Formulaire*.

Donc, laissez là, s'il vous plaît, le Pape, les Assemblées du Clergé, les Évêques : voyez ce qu'il y a derrière eux : l'*Église*. « Pensez à quoi vous vous hasardez... Eh quoi! de tels jugements des Supérieurs sont-ils de si peu de poids? Vous dites : « J'ai ma conscience, mes scrupules... parce que *je ne sais pas* si les faits sont tels que le jugement canonique le suppose. » Mais précisément, « s'il y en a quelques-uns » qui doivent avoir de toute nécessité logique « cette déférence, ce sont surtout ceux qui n'ont nulle connaissance du fait et nulle obligation de s'en enquérir. »

Mais, à le bien prendre, y a-t-il des chrétiens auxquels il soit permis de n'avoir pas cette déférence?... Encore une fois, comprenez ce qu'est l'Église. Ne voyez-vous pas que vous la désarmez? que vous sapez sa magistrature, avec son magistère spirituel? que vous la tuez? L'Église devra-t-elle, juge timide et asservi, attendre que les faits soient avérés par le consentement des parties? Sa science de la vérité, comme sa puissance sur ses sujets est-elle subordonnée à leur contrôle : piteuse souveraine qui attendrait pour ses ordonnances la vérification et l'approbation de ses sujets! « L'Église prendra-t-elle jamais « aucun jugement, si, après qu'elle les a rendus canoniquement, ils ont si peu d'autorité que ses enfants auront droit de lui soutenir qu'ils ne peuvent pas, sans offenser Dieu, croire respectueusement qu'elle a bien jugé? En vérité, mes

très chères sœurs, ce sentiment est insupportable! » Je ne comprends pas qu'on ne voie pas « quelles ouvertures donneraient de telles maximes au bouleversemont total de l'Église. » Et Bossuet dirait volontiers ici, il dit même en d'autres termes ce qu'il dit si souvent à ses auditeurs dans ses sermons : « Prenez garde! » Que chacune de vous s'interroge en sa conscience. N'êtes-vous pas déjà sur la pente fatale? Déjà n'est-ce pas chose exorbitante que cette opposition irréductible que vous posez entre votre ignorance personnelle et votre scrupule d'une part, et, d'autre part, l'autorité du pape, de l'Église? « Car si son autorité était telle dans votre esprit qu'elle y doit être, il n'y a personne qui ne voie qu'elle pourrait facilement emporter un doute comme le vôtre, lequel ne peut pas être appuyé, de votre aveu même, sur aucune raison tirée du fond de la chose. »

« Il n'est plus question d'appeler ici votre intelligence : » c'est une affaire d'âme. Il s'agit d'opter entre le jugement particulier et la qualité d'enfants de l'Église; il s'agit de ne pas marchander sa soumission. « Ne demeurez-vous pas d'accord, sans que je me mette en peine de vous le prouver, que c'est une vertu chrétienne et religieuse d'anéantir son jugement propre, même hors du cas des vérités révélées, et surtout dans les choses qu'on ne sait pas? » N'est-il pas « certain et indubitable qu'au-dessous de la foi théologale, il y a un second degré de créance pieuse, laquelle souvent ne peut être refusée sans une rébellion manifeste? »

Nous sommes au tuf. C'est de la foi même qu'il s'agit. C'est de la confiance aux promesses du Christ. Ne dit-on pas que les jugements des évêques qui ont souscrit à deux genoux aux décrets du Pape « ne peuvent être considérés comme canoniques?... » Voyez « où vous jetterait cette malheureuse pensée! » Elle vous ferait regarder avec le temps tout l'ordre épiscopal d'un étrange œil. « Oui, de quelque côté qu'on se tourne, c'est le décri de tout le gouvernement de l'Église. Ce sont des suites épouvantables. » Que risquez-vous à vous soumettre? Rien. « Vous ne pécherez » jamais « en croyant. » Que risquez-vous à résister? De cesser d'être chrétiennes. Voilà où toutes ces chicanes vous mènent. — Allons! courage, ressaisissez-vous. Et s'il vous en coûte, songez que c'est « ici peut-être la dernière perfection du sacrifice de dépouillement et d'abnéga-

tion de vous-mêmes que vous avez juré à Dieu au jour de votre profession. »

III. — POURQUOI LA LETTRE A PORT-ROYAL NE FUT PAS REMISE. LE POINT CULMINANT DE LA CRISE JANSÉNISTE

Cette belle lettre qui, par la netteté avec laquelle un problème capital y était posé, constitue un document important dans l'histoire des idées religieuses françaises, n'alla pas à son adresse. Elle ne fut ni remise, ni même envoyée : cela paraît incontestable. Quand elle fut imprimée en 1709, les religieuses déclarèrent ne posséder aucune trace de sa réception. Elle s'arrêta sans doute aux mains de Péréfixe. Diverses explications en ont été données, peu valables, comme le prouvent en leurs notes les nouveaux éditeurs (1), qui n'en proposent point, que je sache, une nouvelle.

C'est, je pense, parce qu'ils estiment que cette explication ressort, d'une part, des faits même de l'histoire du Jansénisme et du couvent de Port-Royal en 1665, et, d'autre part, de la façon même dont Bossuet prétendait amener les religieuses à la soumission.

En effet, l'été de cette année 1665 vit le Jansénisme insurgé s'autoriser, quoi qu'en pût dire Bossuet, d'appuis épiscopaux déclarés. Le pape Alexandre VII, par une bulle du 15 février 1665, donnée à la prière de Louis XIV, a substitué au *Formulaire* du Clergé de France un autre Formulaire, qui n'est guère moins précis et contraignant. A cette déclaration les évêques d'Alet, de Pamiers, d'Angers et de Beauvais répondent, du 1er juin au 31 juillet, par des mandements qui permettent ou prescrivent la distinction du fait et du droit, portent le débat devant le public, affectent, enfin, si vivement de défendre la doctrine de saint Augustin qu'ils accusent par là même le Saint-Siège de la trahir ou de la compromettre (2). A ces mandements, dont la portée était grave, aucune restriction n'est apportée par les « Quatre évêques, » dans l'été de 1665. Bossuet avait peut-être rédigé, avant que ces mandements n'eussent été rendus publics, tout ou partie de sa lettre; il avait cru pouvoir,

(1) *Corresp.* t. I, p. 87 et 129.

(2) Voir Ellies du Pin, *Hist. ecclés. du XVIIe siècle*, t. II, et Étienne Dejean, *Nicolas Pavillon.*

nous l'avons vu, alléguer, et objecter aux religieuses réfractaires la soumission « unanime » de tous les évêques de France : — pouvait-il, à la fin de cet été de 1665, à la date où probablement il la rédige définitivement, maintenir cet argument écroulé ?

Et cela déjà lui devait être une forte raison de ne pas remettre sa lettre.

Mais, en outre, à Port-Royal, que se passait-il ? Que se passait-il, notamment, dans ce Port-Royal-des-Champs, où, le 3 juillet 1665, les religieuses internées dans divers monastères, furent de nouveau réunies par le Gouvernement, décidé cette fois à en finir en bloc, puisque la dispersion n'avait pas brisé la résistance ?

Le 16 et le 28 août, le couvent ainsi reconstitué écrit à l'archevêque de Paris deux lettres dernières, où son insubordination, se dégageant des timidités du début, rejetant tous les faux-fuyants de la veille, s'étend, s'approfondit, et s'élève aux hardiesses suprêmes (1). Écoutons ces *ultima verba.*

Qu'on ne pense pas qu'elles agissent sans se rendre compte, et dans cette pénombre où la volonté est agie plutôt qu'elle n'agit. Elles savent ce qu'elles font. Elles savent qu'elles se dressent, à présent, non plus contre les Évêques, l'Assemblée du clergé, les ministres, le Roi, mais en face du Pape lui-même. Cela est vrai, et en cela il n'y a rien qui les étonne. L'Église d'ici-bas n'est pas arrivée à cet heureux état où elle n'aura plus besoin d'aucune lumière empruntée. Sa foi est obscure, sa raison est faillible, « et donc il n'y a aucun sujet de se scandaliser de voir arriver dans l'Église qu'on y condamne des personnes qui ne sont point coupables, et que des guides et conducteurs de l'Église, marchant dans la nuit, ne reconnaissent pas quelquefois ses propres enfants et les prennent pour des étrangers. » Le jour du discernement, le jour de Dieu viendra, après le jour des Princes des Prêtres et du Pape.

(1) « Acte des Religieuses de Port Royal du 16 août 1665, contenant un examen de leurs dispositions touchant la signature du *Formulaire*, où elles font voir qu'elles n'ont aucune raison de douter que leur refus ne soit légitime... fait en notre monastère de Port-Royal-des-Champs, relu et signé de nos seings, signé dans l'original de la Mère Abbesse et de toutes les Religieuses au nombre de 64, et encore de quatre autres qui sont venues depuis et de deux les dernières venues ; » — « Acte... du 28 août 1665, contenant leurs dispositions à la vie et à la mort, et leurs sentiments en cas de refus des sacrements à la mort. » *Relations de Port Royal* (recueil Augustin Gazier, pièce 11.)

En attendant, ces personnes-là, — ces personnes injustement, faussement condamnées, ces victimes de l'erreur et de l'iniquité, — ont pour se soutenir un support suffisant et indéfectible : le témoignage de « leur propre conscience. » — Et les voilà qui, par avance, parlent textuellement le langage de Jean-Jacques, glorifient « l'instinct divin, » la « voix intime et décisive. » — Ce témoignage, elles l'éprouvent dans une réalité impérieuse, indiscutable. Que ce soit à la vérité seule qu'en tout ceci « nous nous attachons, » notre conscience nous en donne « une forte assurance. »

Au surplus, ce témoignage, est-ce une intuition mystérieuse que seuls leurs yeux possèdent? Une voix qui ne soit perçue que de leurs seules oreilles? Nullement. Ces illuminées sont des rationalistes. Ce qu'elles appellent leur « conscience, » c'est l'évidence que leur science chrétienne et leur raison chrétienne leur procure méthodiquement. C'est, déclarent-elles, leur « jugement droit et équitable » fondé sur les « raisons très solides » d'une « délibération très sincère » et, — quoiqu'elles ne le disent pas, mais elles le sous-entendent, — très éclairée. Si elles confrontent l'obligation de la « signature » avec la Loi de Dieu, la signature leur apparaît comme le « violement » de tous les préceptes de cette loi. Oui, « la condamnation de M. d'Ypres (Jansénius) s'étend aux défenseurs de son livre ; » elle jette donc une accusation d'hérésie sur des personnes dont elles connaissent pertinemment l'innocence. Elles ne disent donc plus à présent qu'elles sont de pauvres filles ignorantes. Elles disent fièrement qu'elles « ont examiné, » qu'elles « savent, » qu'elles ont le droit d'avoir une conviction pour avoir « considéré l'affaire quatre ans avec liberté d'esprit. » Pour résister, ce n'est plus de leur ignorance, c'est de leur information qu'elles arguent.

Dès lors, qu'on ne vienne plus parler d'obéissance aveugle à ces clairvoyantes. Là aussi, leur « conscience » les renseigne, et leur apprend que la désobéissance apparente n'est parfois qu'une soumission mieux interprétée, meilleure et plus haute. Comme le leur disent en ce moment même M. Arnauld et M. Nicole, « l'obéissance est l'hameçon dont on se sert pour prendre les âmes qui ont de la piété, » et cela, elles le comprennent encore mieux que MM. Arnauld et Nicole. Elles osent écrire ceci : « Bien loin de nous reprocher que nous

ne rendons pas aux ministres de l'Église l'obéissance qui leur est due, » notre conscience nous persuade, au contraire, « que nous ne nous sommes jamais montrées plus assujetties » qu'aujourd'hui, puisque « la plus grande marque de respect et d'amour que l'on puisse donner à un père, c'est de souffrir sans altération ses plus mauvais traitements. »

Et elles sont résignées à tout souffrir. A souffrir physiquement, s'il le faut, et il le faudra peut-être, car, déjà, en leur propre maison, elles sont, depuis le 3 juillet, en état de siège, et chez elles, comme chez les Huguenots de Normandie, une « garnison » tient les portes, occupe les cours et les jardins, les resserre et les séquestre « comme des criminelles. » Mais à souffrir aussi dans leur âme et leur vie spirituelle. Car l'excommunication a été prononcée contre elles par l'archevêque : une sœur a failli mourir sans les sacrements. Mais elle n'eût point faibli. Contre les défaillances possibles de la chair elles prennent leurs précautions et y donnent une publicité solennelle. « Nous voulons déclarer à toute l'Église que nous désavouons, infirmons et annulons dès à présent toute signature du Formulaire qu'on pourrait extorquer de nous ou que nous pourrions donner nous-mêmes, forcées par l'ennui de la souffrance, l'accablement de la maladie ou la crainte de la mort, quand même nous déclarerions que ce ne serait point par ces motifs... »

Elles comptent bien, du reste, ne pas faiblir. Que risquent-elles de plus grave, de plus terrible que la continuation de cette interdiction des sacrements, dont, depuis un an déjà, elles gémissent, — la mort sans eux, — l'exclusion de la sépulture ecclésiastique?... Mais quoi ! « Nous l'avons éprouvé : il n'y a point de protection si forte que celle que Jésus-Christ donne. Dans la longue privation de toute assistance humaine, *nous avons dû nous accoutumer à nous rendre les disciples de Dieu même...* » Leur sera-t-il si malaisé de se suffire ainsi jusqu'au dernier soupir? Non certes, et de cette mort solitaire d'excommuniées, maudites selon le monde et même selon l'Église, mais bien heureuses selon l'invisible Juge, elles voient d'un œil sans larmes, elles tracent d'une plume ferme le spectacle imaginé : « Si nous sommes si heureuses que de nous appuyer d'une ferme foi sur le Bien-Aimé de notre âme, » c'est lui qui viendra, « dans l'amertume de la mort, faire nos délices. » C'est « le

Prêtre éternel, qui » sera notre prêtre. Nous ne serons pas confessées par un prêtre de chair. Mais c'est Jésus qui recevra la confession que nous ferons en sa présence avec un cœur humilié, — qui nous donnera lui-même une douleur de nos péchés qui nous tiendra lieu de l'absolution. Nous ne recevrons pas d'un prêtre humain l'hostie, mais Jésus-Christ nous communiquera, sans intermédiaire, « par l'infusion de sa grâce, le sacré Viatique qu'Il est. » Nous n'aurons pas l'Extrême-Onction de l'Église, mais nous aurons « l'onction sainte de l'Esprit divin... » Et l'ignominie que l'on fera à nos corps de leur refuser « la terre sainte » n'empêchera pas « qu'ils conservent le germe de l'immortalité, » ni qu'ils « soient portés dans le sein d'Abraham, » par les Anges purs et glorieux.

Voilà les résolutions qu'en août 1665 « faisaient délibérément et signaient » en assemblée toutes les religieuses de la communauté de Port-Royal des Champs. Fut-il jamais en des rebelles, rejetés par l'Église, décision plus claire et plus ferme parti pris de se passer d'elle?

Il est trop visible que ces pensées étaient la réfutation anticipée et brutale de celles que Bossuet se proposait de leur soumettre, la réfutation hautaine, spécialement, de ses appels à la générosité chrétienne et de ceux de ses arguments sur lesquels visiblement il faisait le plus de fond? Était-ce le moment de leur demander de ne pas chicaner sur l'obéissance et d'accomplir de bon gré, par amour de l'ordre de l'Église, l'immolation de leur conscience, quand elles déclaraient que leur « conscience » était leur « Église, » et que, quand bien même on les séparerait, n'étant pas *séparées d'elles-mêmes*, elles ne se croiraient pas séparées?

Tout ce dont il leur faisait peur, enfle leur courage; tout ce dont il leur faisait scrupule, elles en font gloire. Comment s'adresser à leur cœur, quand c'était leur raison qui répondait toujours?

Bossuet le comprit. Et pour peu qu'ait attendu, entre les mains de l'archevêque, la lettre qu'assurément il lui soumît au préalable, elle devenait de plus en plus inopportune. Il sentit qu'avant d'avoir paru, elle était périmée, infirmée, presque ridicule. A cette heure, bien loin d'être cru, il ne pouvait plus même être écouté en face. Leurs voies se séparaient. Lui, le Docteur, de plus en plus, pour fixer ses idées, pour fortifier

son zèle, pour dissiper ses doutes, — s'il en eut jamais, — il regardait l'Église. Il en admirait, il en chérissait de plus en plus l'unité, la permanence, l'autorité; il se souvenait tout le temps des « Promesses; » il se disait que, pour servir ce passé ou ces avenirs magnifiques, nul sacrifice n'était trop grand, pas même celui de scrupules honorables ou de convictions opposées.

Elles, elles prenaient un autre chemin. Elles voyaient au-dessus de l'Église, quelque chose d'autre : la Vérité. Et pour lui être fidèles, elles n'hésitaient pas à tenir pour non existant ce qui existait mal, à se résigner à un schisme de fait. Après vingt ans de luttes subtiles ou passionnées, après cinq ans de surexcitation mystique, en elles se réalisaient, avec l'emportement féminin, tous les rêves, tous les griefs, toutes les velléités qui n'avaient arraché à Jansénius, à Saint-Cyran, à Pascal, que des allusions âcres, des ironies indirectes, des cris étouffés de mystérieuse colère. On peut dire que, vraiment, cette année-là vit le paroxysme de l'insurrection janséniste.

Nul doute, pour le dire dès maintenant, que ce contact, pris par Bossuet en 1664-1665, non plus seulement avec la doctrine janséniste, mais avec l'âme qu'elle créait dans ses adhérents, n'ait planté pour jamais en l'esprit de Bossuet la borne que son adhésion ne dépassera jamais... Il travaillait au moment de sa mort à un livre sur *l'autorité des jugements ecclésiastiques* qu'il n'acheva pas. Ce livre nous l'eût montré, assurément, revenant à la fin de son existence, après des courbes et même des écarts, à cette doctrine de l'obéissance de l'individu chrétien, se pliant, sans restrictions ni marchandages, quel que soit le prestige des contingences séduisantes et des apparentes bonnes causes, aux lois les plus dures, pour le bien collectif et permanent de la Cité de Dieu; — revenant à la doctrine de la *Lettre aux religieuses de Port Royal.*

A. Rébelliau.

(*A suivre.*)

LA
VALEUR MINIÈRE ET INDUSTRIELLE
DE L'ALSACE-LORRAINE

II [1]

LA POTASSE

Les richesses dont nous avons parlé dans notre premier article, la houille et le fer, sont généralement connues et appréciées à leur juste valeur. Il n'en est peut-être pas de même de la potasse, en dehors des milieux industriels et agricoles. Cependant les potasses de Mulhouse présentent, pour la France, un intérêt capital, dont on se fera une idée quand nous aurons expliqué brièvement à quoi sert la potasse, quelle était la situation tout à fait spéciale de son commerce avant la guerre et ce que celui-ci va devenir après la paix.

Les sels de potasse sont nécessaires, on le sait, à toute une série d'industries chimiques dont je me borne à rappeler les principales : fabrication des savons mous, des verreries façon Bohême, de divers explosifs, traitement des minerais d'or par le cyanure de potassium, médecine, photographie, etc. Mais l'emploi qui nous touche le plus, c'est l'agriculture. Les plantes consomment de la potasse ; et la quantité, souvent considérable, de ce corps que l'on trouve en elles à l'analyse explique comment, si l'on veut procéder à des cultures intensives, il est nécessaire de restituer artificiellement au sol cette potasse, absorbée par la végétation et, en conséquence, éliminée. Les

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

engrais potassiques sont particulièrement utiles pour les céréales, la vigne, le coton, le tabac et les arbres fruitiers.

Pendant longtemps, l'industrie de la potasse est restée rudimentaire comme beaucoup d'autres. On n'employait pas de potasse en engrais, ou du moins on se bornait à savoir qu'il était bon de jeter des cendres sur le sol, et que la végétation poussait mieux quand on avait, au préalable, défriché les broussailles par l'incendie. Le salpêtre consommé dans la poudre noire était alors une des principales applications de la potasse, et on l'extrayait couramment des vieux plâtras, ou de quelques petits gisements indous. Quant à la potasse industrielle, ou carbonate de potasse, on l'obtenait surtout par un procédé barbare qui consistait à brûler des forêts pour lessiver leurs cendres, utilisant ainsi le travail des plantes qui avaient commencé par s'assimiler les traces d'éléments potassiques disséminées dans certains minéraux du sol. Si l'on calcule qu'un kilogramme de bois donne, en moyenne, 1 à 2 grammes de potasse, 4 à 5 pour les essences les plus favorables comme les sureaux et les noisetiers, on conçoit les déboisements qui étaient indispensables pour obtenir les quelques milliers de tonnes alors annuellement consommées dans le monde. Mais, depuis 1861, le caractère de cette industrie a totalement changé. C'est à cette date, en effet, que l'exploitation de la potasse fut organisée en grand dans les mines allemandes de Stassfurt en Anhalt. Et bientôt, ce gisement, par son importance minéralogique énorme, par la puissance des industries chimiques auxquelles il donna lieu, acquit un véritable monopole mondial, en même temps que la propagande commerciale, développée par des groupes industriels puissants, contribuait à répandre, à populariser partout l'usage des engrais potassiques.

En trente ans, de 1880 à 1910, la consommation de potasse dans le monde a grandi dans la proportion de 1 à 30, et toute cette potasse, à peu près sans exception, est venue d'Allemagne. La potasse, le « kali », suivant son nom germanique, s'est trouvée ainsi constituer une arme économique redoutable suspendue sur le monde entier. Le monde entier était forcé de demander à l'Allemagne cette clef de son agriculture. L'Amérique elle-même, dont le territoire si vaste renferme tant de richesses minérales et de si variées, n'échappait pas à la loi générale.

Et cette situation devint bientôt d'autant plus grave que le gouvernement allemand, très au fait des armes économiques comme des autres instruments de guerre, prit les mesures voulues pour être, lui État, maître du marché mondial. Il possédait quelques-unes des principales mines; il imposa sa volonté aux autres, qui durent se grouper sous sa direction. Puis, devenu ainsi le maître incontesté, il profita largement de sa force dans l'intérêt du parti agricole, si puissant à la cour de Berlin. Les prix de vente aux agriculteurs allemands furent maintenus très inférieurs aux prix de l'exportation.

Les choses en étaient là, et Stassfurt restait sans aucun concurrent sérieux, quand, à partir de 1904, des chercheurs alsaciens et français découvrirent, pour la première fois, un autre grand gisement susceptible d'entrer en lutte, celui de la Basse-Alsace. Ce fut, on doit l'avouer, par hasard. On cherchait de la houille près de Mulhouse, à Wittelsheim; on rencontra de la potasse (que l'on confondit même au début avec le sel dans lequel elle est encaissée), et on ne s'en plaignit pas. Bientôt les sondages se multiplièrent. A la première société Amélie, qui avait foré 165 sondages, s'ajouta la société Sainte-Thérèse, et les explorations limitèrent le gisement profond, préparant la voie aux puits d'exploitation que l'on commença ensuite à creuser.

D'importants capitaux français étaient engagés dans ces recherches; les Américains, de leur côté, avaient acheté deux des mines nouvelles; le gouvernement allemand sentit le danger et, par une loi de 1910, il mit la main sur la potasse alsacienne, en livrant tout ce commerce à un syndicat officiel et obligatoire, le kalisyndicat (fondé quelques années auparavant, en 1902), qui fut chargé de réglementer la production et d'assurer les prix. Dans ce syndicat, la part du lion fut attribuée à Stassfurt et une portion minime à l'Alsace. Le malheur voulait qu'à cette époque l'Alsace fût allemande, en sorte que la découverte nouvelle n'avait en rien atténué la situation de servitude où restait, pour la potasse nécessaire à ses champs, tout le monde civilisé.

Enfin, peu avant la guerre, on rencontra un troisième gisement important, celui de Cardona en Catalogne. On se mit immédiatement à l'étudier et un groupe franco-belge s'y intéressa vivement. Néanmoins, on n'en était encore qu'aux espoirs

et la potasse continuait à venir totalement d'Allemagne (pour la plus grande part de Stassfurt, pour une faible fraction de Mulhouse); les financiers allemands jouaient même à tour de bras sur les affaires de potasse et venaient de provoquer ce qu'on appela « la crise du Kali, » quand la guerre éclata. Nous faillîmes alors manquer de la potasse indispensable pour nos industries, nécessaire pour transformer en nitrates de potasse les nitrates de soude du Chili destinés à nos explosifs. La logique eût commandé d'accélérer les recherches de Catalogne; des raisons très complexes en amenèrent, au contraire, l'arrêt temporaire. Heureusement, il arriva alors ailleurs ce qui se produit toujours dans des cas semblables, quand une matière minérale fait défaut et quand on est disposé à la payer le prix nécessaire. On en découvre vite les quantités voulues et, souvent même, comme on a cherché avec une activité particulière, comme l'attention a été spécialement attirée sur cet effort, le prix de vente final est moins élevé qu'on ne l'aurait cru.

En ce qui concerne la potasse, on peut répéter ce que j'ai eu l'occasion de dire pour le fer, sur la répartition banale et courante d'une substance que je viens de signaler comme rare. La moyenne des roches éruptives quelconques en renferme près de 3 pour 100 et certains minéraux communs arrivent à 12 ou 15 pour 100. C'est même pour cela que la végétation a pu vivre si longtemps sans engrais potassiques, aux dépens du sol naturel, défoncé par la charrue et ameubli. Il a donc été possible de concevoir, et parfois d'installer des usines qui extrayaient la potasse de semblables minéraux triés. Mais on n'a même pas eu besoin, pour soutenir la guerre, de recourir à une extraction difficile. On a rencontré à temps quelques petits gisements utilisables, sinon comparables à ceux de Stassfurt et de Mulhouse : les uns aux États-Unis, dans le Death Valley californien et dans le Nebraska, qui ont produit une quinzaine de mille tonnes calculées en potasse, à un prix très élevé (environ huit fois le prix d'avant-guerre); les autres sur la Mer Rouge, aux confins de l'Érythrée italienne et de l'Abyssinie. On a eu recours aux ressources des eaux marines. Un peu de potasse allemande a sans doute aussi filtré jusqu'à nous. Et l'on a pu ainsi atteindre l'armistice, sans que les armées alliées aient manqué de ce corps indispensable.

Maintenant, la paix est signée et la potasse alsacienne est

devenue française. Nous pouvons compter sur elle pour alimenter notre consommation intérieure et, espérons-le, pour fournir plus tard une importante exportation. Il y a donc là une situation toute nouvelle qui nous intéresse tous comme un enrichissement de notre pays, mais qui touche particulièrement les agriculteurs français, auxquels la potasse, réservée depuis cinq ans pour les usages militaires, a tellement fait défaut. C'est cet état nouveau que nous allons examiner, en faisant remarquer d'abord que la désannexion de l'Alsace n'est pas le seul fait récent de nature à ébranler l'édifice industriel, toujours si puissant, de Stassfurt. Il n'existe plus de monopole attribué à un pays; non seulement parce que les gisements utilisés avant et pendant la guerre vont continuer à produire, mais aussi parce que l'Espagne, où les sondages viennent d'être achevés avec des résultats favorables, va entrer en lice.

Pour un avenir plus éloigné, il est, en outre, bien vraisemblable que, parmi les innombrables masses de sel gemme reconnues dans le monde, souvent sur plusieurs centaines de mètres d'épaisseur, plus d'une contient des sels potassiques restés inaperçus. Le champ est donc ouvert à une concurrence qui, par une exception bien rare, pourrait amener, pour la potasse, une baisse de prix momentanée lorsque les énormes besoins actuels seront comblés et les projets d'installation exécutés.

Décrivons, en quelques mots, ces gisements alsaciens et montrons quelle va être leur situation industrielle. Nous allons, pour cela, commencer par évoquer les temps lointains où ils se sont constitués. Ce retour en arrière n'exige à peu près aucun appel aux termes techniques et il va nous instruire sur un épisode émouvant, décisif, de l'histoire géologique dans un pays que nous aspirons, de toutes façons, à mieux connaître.

Comment s'est déposée dans le sol la potasse d'Alsace et, d'une manière plus générale, comment se sont formés tous les gisements de potasse? Il faut concevoir que, comme la soude, cet autre principe alcalin représente, dans les terrains où on le rencontre, l'indice d'une ancienne mer, d'une lagune évaporée. Là où l'on observe aujourd'hui en profondeur des sels de potasse ou de soude, on peut dire qu'à l'époque où leur dépôt s'est constitué, une portion de mer s'est trouvée isolée par les mouvements du sol, emprisonnée dans un continent comme un chott saharien et soumise à une évaporation intense sous un climat désertique.

Cette évaporation a donné beaucoup plus souvent des dépôts de soude (sous la forme de sel gemme) que de la potasse : les sels de potasse étant toujours incorporés dans une épaisse masse de sel sodique, tandis que la plupart des gisements sodiques ne contiennent pas de potasse. Et, cependant, l'un et l'autre élément chimique ont commencé par être empruntés au lessivage des mêmes roches par les mêmes eaux courantes : des roches, dans lesquelles la potasse est en proportions très analogues à celles de la soude. L'inégale répartition de leurs dépôts tient à ce que les sels de soude ont été en plus forte quantité se perdre dans la mer, où on retrouve, en effet, quatre fois plus de sodium que de potassium. Et c'est aussi parce que l'évaporation de cette mer, où la soude domine, commence par donner des dépôts de sels sodiques, de sels gemmes, tandis que, pour arriver à la précipitation de la potasse, il faut des conditions très rarement réalisées.

Deux fois surtout dans l'histoire du continent européen, de telles évaporations de mers ont pris une intensité toute particulière : à la fin des temps primaires et au début des temps secondaires ; dans les deux cas, en relation avec de vastes dislocations de l'écorce qui amenaient une instabilité particulière du sol, avant et après les grandes surrections de chaînes montagneuses. A la première période ancienne appartiennent, notamment, les potasses de Stassfurt, les sels de Lorraine et ceux que les sondages recoupent un peu partout, parfois sur plusieurs centaines de mètres d'épaisseur, dans le sous-sol allemand ; à la seconde, les potasses de Mulhouse, de Cardona (en Catalogne) et de Galicie, avec les immenses masses de sel gemme qui donnent lieu à de si pittoresques exploitations en Transylvanie et en Roumanie. C'est là une différence d'âge qui sépare aussitôt grandement les deux gisements de Mulhouse et de Stassfurt. Nous allons voir qu'en outre leur constitution chimique n'est pas la même.

Si nous nous reportons au moment où la potasse alsacienne s'est accumulée, dans le début de cette période tertiaire que l'on appelle « l'oligocène, » nous devons imaginer un état de l'Europe bien différent de celui auquel nous sommes accoutumés. Les Pyrénées viennent, il est vrai, de surgir ; mais les Alpes n'existent pas encore et, à leur place, un long bras de mer suit à peu près la courbe extérieure de la chaîne actuelle.

Le pays que nous appelons aujourd'hui l'Alsace, est occupé par une saillie granitique continue associant les Vosges à la Forêt Noire. Il n'existe pas de vallée du Rhin.

C'est alors que, brusquement, de profondes et larges crevasses rectilignes, de véritables effondrements Nord-Sud, à peu près parallèles, s'ouvrent presque simultanément dans le Plateau Central et dans les Vosges. D'un côté se creusent les vallées du Cher, de l'Allier et de la Loire; de l'autre, la vaste dépression, dans laquelle coule aujourd'hui le Rhin. Alors, dans ce sillon rhénan, la mer pénètre et l'arrivée précaire de ces eaux marines, leur évaporation dans le Sud, dans le Nord leur conflit avec des eaux douces, provoquent deux phénomènes à peu près contemporains, dont les effets sont pour nous bien distincts, mais que réunit pourtant une connexité intime. A Mulhouse, un lambeau de mer isolé, emprisonné, sans affluents suffisants et sans issue, s'évaporant sous un ciel torride, donne la potasse. A Pechelbronn, en Haute-Alsace, dans la zone de conflit entre la mer et les fleuves, des organismes s'accumulent, concentrés sous un bain de saumure et subissent ce mode de décomposition spécial qui produit les huiles minérales.

La conséquence pratique, pour la potasse, c'est le dépôt des sels potassiques en une sorte de gâteau aplati, de large disque elliptique pouvant occuper 25 kilomètres de long sur 12 ou 13 de large, avec une épaisseur utile d'environ 5 mètres : gâteau englobé dans 2 ou 300 mètres de sel gemme et bientôt enfoui sous d'autres terrains stériles, en sorte que nous le rencontrons aujourd'hui entre 400 et 600 mètres de profondeur. Au centre, le disque se renfle; sur les bords, il s'amincit et s'atrophie.

D'une façon plus précise, il existe, au Nord-Est de Mulhouse, une aire comprise entre Metenheim au Nord et Reiningen au Sud; entre Sennheim à l'Ouest et Sausheim à l'Est, dans laquelle on trouve deux couches de potasse séparées par environ 20 mètres de stérile : la couche supérieure épaisse de 1 m. 15, la couche inférieure de 4 m. 15. On a évalué la couche supérieure à 98 millions de mètres cubes, répartis sur 84 kilomètres carrés et la couche inférieure à 603 sur 172 kilomètres carrés : ce qui, en chiffres ronds, donne (la densité étant de 2,1) : 1500 millions de tonnes de sels de potasse, ou 300 millions de tonnes comptées en potasse pure, suivant le mode de

calcul habituellement adopté pour n'avoir pas à faire intervenir les teneurs très variables que peuvent présenter les sels vendus. D'autres estimations arrivent même à 2 milliards de tonnes.

J'ai dit que les minerais de Mulhouse et ceux de Stassfurt diffèrent par leur constitution chimique. Cette différence est à l'avantage de Mulhouse, où l'on peut économiser en partie les traitements coûteux et compliqués auxquels les sels de Stassfurt doivent être soumis. Les couches de Mulhouse, composées de bandes alternativement grises et rouges, sont constituées principalement par un mélange des deux chlorures potassique et sodique (sylvine et sel gemme). Les bandes rouges, teintées par de l'oxyde de fer, contiennent surtout le sel de potassium et les grises le sel de sodium. La teneur en chlorure de potassium varie le plus souvent, dans la couche utile, de 20 à 68 pour 100 et y descend rarement au-dessous de 10 pour 100. Les minerais sont très purs et ne contiennent que des quantités insignifiantes de sels magnésiens : ce qui permet de les employer directement en agriculture et simplifie beaucoup leur raffinage chimique, presque élémentaire, si on le compare au traitement que doivent subir les « carnallites » de Stassfurt.

L'industrie potassique de Mulhouse est, je l'ai dit, récente et a été paralysée par les restrictions que lui imposait le syndicat allemand. A la suite du premier forage heureux exécuté à Wittelsheim en 1904, nous avons vu que l'on avait créé un premier siège d'extraction à la mine Amélie de Wittelsheim. Ce puits, profond de 600 mètres, a demandé deux ans de travail et une dépense de 2 500 000 francs. On a dû y employer les procédés de congélation pour traverser les zones aquifères. Il a été terminé et a commencé à expédier les premiers wagons de potasse alsaciens en janvier 1910. En 1912, cette mine occupait 200 hommes et produisait 300 tonnes de sel potassique par jour. On a installé ensuite 14 autres puits semblables et d'égale capacité, puits très modernes avec des moteurs électriques actionnés par une centrale thermique. Quand la guerre a éclaté, on calculait que les 15 puits alsaciens auraient pu facilement extraire 1 500 000 tonnes de sels bruts par an, à raison de 100 000 tonnes par puits : soit 350 à 400 000 tonnes de potasse pure ; mais le syndicat allemand les avait limités à 80000 tonnes de potasse, ce qui correspondait au dixième de la production allemande, équilibrée sur la consommation mondiale.

Pour donner une idée de ce régime disparu, je dirai seulement que, d'après la loi du 25 mai 1910, réglementant la vente des sels de potasse dans toute l'Allemagne, la mine Amélie, la seule exploitée à ce moment, avait droit à un tantième de 14,74 millièmes (12,07 en 1913), dans la production totale de l'Empire : soit 9 000 tonnes de potasse pure, ou 45 000 tonnes de sels de potasse bruts, correspondant seulement à une extraction de 15 wagons par jour. Les coefficients beaucoup plus faibles des autres mines variaient de 2,87 à 3,59 pour 100.

Au moment où nous avons repris possession du pays, il existait en Alsace, quatre groupes divisés chacun en un certain nombre de « Gewerkschaften : » la Kali Sainte-Thérèse, société par actions à capital français; la Deutsche Kaliwerke, émanation de Stassfurt, qui a racheté en 1910 la mine Amélie; Wintershall (ou Laupenmuhle); Hohenzollern (appartenant à Roechling). Le gouvernement d'Alsace-Lorraine était intéressé dans les deux derniers. Capital total : 90 millions.

Je rappelle ici en quoi consiste ce type de la « Gewerkschaft, » que nous venons de rencontrer et qui peut offrir quelque intérêt dans l'avenir. En Allemagne, les seules sociétés dites Gesellschaften, sont soumises à un code de commerce uniforme pour tout l'Empire. La Gewerkschaft (qui s'applique seulement aux mines) constitue, au contraire, un type propre à chaque État confédéré. Elle est formée d'un certain nombre de parts, dont les propriétaires sont appelés à fournir les capitaux nécessaires au fur et à mesure des besoins. Le maintien d'une disposition semblable serait de nature à faciliter bien des problèmes miniers en Alsace-Lorraine.

En gros, on peut admettre qu'un tiers du gisement appartient, sous la forme d'une société allemande, à des capitaux français et le reste à un trust allemand, dans lequel les intérêts alsaciens et français ne sont pas négligeables.

Voyons maintenant ce qui va se passer dans l'Alsace redevenue française. Nous avons, pour envisager l'industrie potassique, le choix entre deux points de vue : celui de l'agriculteur qui consomme ; celui du mineur qui produit. Le premier représente évidemment, en principe et abstraction faite des décisions officielles qui ont pu être prises en Alsace, un intérêt plus général ; mais le second importe également à la richesse nationale et tous deux, quoiqu'au premier abord contradic-

toires, peuvent se concilier. Le gouvernement allemand avait su y réussir et les agriculteurs allemands obtenaient de la potasse à bon marché, quoique les affaires de « Kali » fussent, grâce à l'exportation, très brillantes. Rien ne nous empêcherait d'adopter une ligne de conduite analogue, sauf à tenir compte de ce que la situation mondiale est loin de rester la même. Une certaine réglementation, dont l'État n'est pas l'arbitre nécessaire, mais dans laquelle on peut admettre son intervention, offre des avantages pour une substance dont le marché est aussi spécial et où l'on doit, pour être prudent, tenir compte de deux considérations opposées : la loi d'accroissement très rapide qui va accélérer les demandes et la possibilité de découvertes géologiques qui peuvent multiplier plus tard les concurrences.

Pour la période actuelle, c'est l'avidité de potasse qui va dominer. Le monde a été privé de cette substance depuis cinq ans et, partout, on aspire au moment où l'on pourra restituer aux champs les engrais, faute desquels les récoltes deviendraient bientôt déficitaires. Nous sentons vivement ce besoin en France, et jusqu'à ce que nos installations d'Alsace aient reçu leur développement, un emprunt temporaine à Stassfurt demeurera nécessaire ; mais la disette de potasse n'est pas moindre aux États-Unis, où on a dû, pendant la guerre, payer la potasse huit fois son prix d'avant-guerre. Avant que les exportations allemandes aient repris toute leur intensité, on imagine là, pour Mulhouse, un marché à conquérir. Telle que la paix a été signée, obtiendrons-nous une partie notable de cette fructueuse clientèle? Cela dépendra beaucoup de la mesure dans laquelle l'État français saura se montrer commerçant avisé. Il aura là une balance délicate à établir entre les besoins de nos agriculteurs et les intérêts de notre commerce national ou du trésor public. Tout au moins devons-nous supposer qu'on ne sacrifiera pas à la fois les uns et les autres en livrant une grosse partie de cette industrie si capitale à des groupements étrangers, fussent-ils même choisis parmi nos meilleurs alliés...

Les chiffres relatifs à la consommation mondiale sont les suivants. Le monde absorbait, avant la guerre, environ 1000000 tonnes de potasse par an (12000000 tonnes de sels bruts) : soit, en chiffres ronds, 6000000 tonnes de kaïnite (sulfate de potassium mêlé à des sels magnésiens et tenant 12,4

p. 100 de potasse) et le reste en d'autres sels à teneur plus élevée provenant surtout des carnallites (chlorure marchand à 75 p. 100 de chlorure pur; engrais préparés à 20 ou 48 p. 100, etc.). Tous ces engrais étaient taxés par l'Allemagne d'après leur teneur en potasse. Ainsi, la carnallite à 9 p. 100 minimum de potasse valait, en Allemagne, 11 à 15 francs la tonne de 1 000 kilos; la kaïnite (à 12,4 p. 100), 19 francs; le chlorure de potassium (à 90 p. 100 de chlorure pur), 17 fr. 50, etc. et ces prix du commerce intérieur étaient majorés d'environ un quart pour la vente à l'étranger.

Dans ces conditions, la taxation n'empêchait pas le bénéfice commercial d'être énorme. On l'estimait à moitié du prix de vente. La concurrence qui va s'exercer pourra donc provoquer des prix plus favorables aux cultivateurs, sans que l'industrie minière alsacienne, libre désormais de développer sa production, en pâtisse. Au contraire, une entente internationale destinée à hausser artificiellement les prix de la potasse, équivaudrait, si elle n'était pas accompagnée d'un dégrèvement notable pour la consommation intérieure, à un véritable impôt de plus sur nos champs.

J'ai déjà fait remarquer l'une des particularités de ce marché : le monopole mondial que possédaient les Allemands et dont on retrouve tout au plus deux autres équivalents dans le monde minéral, pour deux substances d'un intérêt pratique infiniment moindre, les diamants du Cap et le platine de l'Oural (à peine concurrencé par la Colombie). Il est un autre point à retenir, c'est la facilité qu'offrent les gisements potassiques pour réaliser, si on le désire, aussi bien à Mulhouse qu'à Stassfurt, une production largement supérieure aux chiffres actuels. Dans les deux cas, on peut fournir beaucoup plus à une consommation mondiale croissante, avec des prix de revient très bas. Les deux grands centres potassiques présentent pourtant cette différence importante que Stassfurt possède une industrie ancienne, depuis longtemps organisée en grand techniquement et commercialement, tandis que l'industrie de Mulhouse est toute neuve. Les produits de Mulhouse, qui sont de qualité supérieure, ont donc besoin d'un peu de temps pour se faire leur place légitime.

Cette place ils ne sauront manquer de l'obtenir. Mais, dès que l'on envisage un avenir plus éloigné, on s'aperçoit combien

a été factice la combinaison allemande, grâce à laquelle on a réussi à vendre très cher et à faire considérer comme rare une substance, en réalité aussi abondante que la potasse. Il se passe là ce que nous retrouverons tout à l'heure pour la soude. Dans un cas comme dans l'autre, des artifices commerciaux, compliqués de fiscalité, ont réussi à faire payer un prix excessif une substance indispensable, dont les réserves naturelles suffiraient, si on laissait le marché libre, à alimenter largement et économiquement nos besoins. Ne l'oublions pas dans nos calculs d'avenir au moment où nous allons nécessairement ébranler ce château de cartes et où les exploitations espagnoles vont le secouer à leur tour.

Ainsi Stassfurt seul a été considéré comme contenant quelques 15 ou 20 milliards de tonnes de sels potassiques : soit assez de minerais pour atteindre rapidement, comme chiffre de vente, 600 millions par an (aux cours d'avant-guerre), un milliard annuel peu d'années après et pour alimenter, dans ces conditions, la consommation mondiale pendant cinq siècles. J'ai dit que l'Alsace pouvait contenir 1 500 millions à 2 milliards de tonnes de sels potassiques, ou 300 à 400 millions de tonnes de potasse pure : soit encore trois siècles de consommation mondiale. Maintenant, on nous affirme que le gisement espagnol de Cardona peut renfermer 100 ou 150 millions de tonnes. Je laisse de côté les gisements abyssins, insignifiants à côté de ces chiffres avec leurs 20 000 tonnes d'extraction annuelle, comme ceux des États-Unis, bien pauvres jusqu'à nouvel ordre et, d'ailleurs, réservés à la consommation d'un autre continent. Voilà donc, sans escompter aucune découverte future, la consommation du monde assurée pour un nombre de siècles sur lequel nous ne sommes guère accoutumés à spéculer en industrie minérale.

Examinons encore, puisque nous sommes désormais intéressés comme producteurs et non plus seulement comme consommateurs, la méthode commerciale suivie jusqu'ici. La politique du « Kali » allemand a consisté sans doute à développer la consommation par une propagande très habile, et on y a réussi dans une large mesure, puisque la vente des sels potassiques a doublé tous les sept ans depuis la mise en valeur de Stassfurt en 1861, suivant une loi dont on connaît les effets rapides dans le problème classique des grains de blé sur les cases d'un échiquier. Mais, en même temps, on s'est attaché à éviter la sur-

production et à ne pas favoriser le consommateur étranger, sans aller jusqu'à rehausser les prix une fois acceptés par lui, mais sans admettre non plus de les diminuer. Cet état de choses est sur le point de changer et, dans ce domaine particulier, la paix amènera la guerre..., jusqu'au jour où un traité provisoire divisera peut-être le monde en deux zones de vente, comme cela tend à se produire pour le pétrole. Une lutte ne pourra manquer de s'engager entre Mulhouse et Stassfurt (en attendant Cardona), pour s'assurer les marchés neutres ou alliés : la consommation de sa propre nation étant naturellement réservée à chacun des deux producteurs. Comme cette lutte va être en fait conduite par les deux gouvernements français et allemand, appelés à jouer le rôle, si violemment décrié, des grands trusts régulateurs et accapareurs, il sera curieux et instructif, pour le simple spectateur désintéressé, d'en suivre les péripéties, d'en apprécier la stratégie et d'en marquer les coups.

Après ce que j'ai dit précédemment, à propos du fer, sur les conditions erronées dans lesquelles on évalue un minerai en terre, après les réflexions que je viens d'ajouter sur les transformations auxquelles est exposé pour l'avenir le commerce de la potasse, est-il nécessaire d'estimer en argent les gisements de potasse alsaciens? Je crois bon cependant de rectifier des chiffres très fantaisistes qui ont été mis en circulation et qui ont quelquefois servi de base à des programmes de nationalisation singuliers. Les deux milliards de tonnes de sels bruts que peut renfermer le bassin de Mulhouse valaient, en moyenne, avant la guerre, 30 francs la tonne, et donnaient 15 francs par tonne de bénéfice net. C'est l'un ou l'autre de ces derniers chiffres que l'on a adopté pour calculer, par une multiplication élémentaire, une valeur de 60, ou du moins de 30 milliards. Mais, sous le régime allemand, avec une extraction réduite à 80 000 tonnes de potasse, le bénéfice annuel pouvait être estimé seulement à 5 ou 6 millions de francs, susceptible de rémunérer à peine une centaine de millions. L'extraction, nous l'avons vu, sera beaucoup augmentée ; néanmoins, pour bien des raisons, le bénéfice par tonne sera moindre (en supposant même des industries privées) : effet direct et indirect des charges fiscales; prix de la main d'œuvre accru; fluctuations possibles pour le prix de vente. Une valeur réelle de 2 milliards paraît un maximum. Dans ces conditions, il serait imprudent de surfaire

l'acquisition d'une richesse, qui, ne l'oublions pas, appartient déjà, pour une grosse part, à des Français.

IV. — LE SEL GEMME

Les mines de potasse alsaciennes vont acquérir de la valeur en changeant de pays, par le fait seul qu'une frontière les séparera désormais de Stassfurt. Le cas ne sera pas le même pour les mines de sel gemme lorraines, qui rentrent en France, en y apportant une industrie de la soude connexe. Nous avions déjà trop de sel gemme pour notre consommation (sans parler des réserves illimitées que renferme la mer). C'est une matière qui ne se prête pas à l'exportation. L'industrie du sel est, je vais l'expliquer, pour des causes toutes différentes, un édifice aussi artificiel que celui de la potasse : édifice dont toute la prospérité repose sur des conventions commerciales entre producteurs et sur des limitations de production. Les mines de Lorraine ne pourront donc se faire leur place en France qu'en se substituant pour partie à nos industries antérieures, sans bénéfice général bien sensible. Aussi je serai très bref sur ce sujet.

En deux mots, la France consomme par an environ 1 400 000 tonnes de sel, dont 345 000, allant à la consommation domestique, ne sont susceptibles d'aucune augmentation. L'exportation, qui monte, en chiffres nets, à 130 000 tonnes, tend plutôt à se réduire qu'à augmenter par suite de la concurrence mondiale, très activement exercée pour une substance aussi commune. L'agriculture et la pêche n'absorbent qu'un petit tonnage sans intérêt d'environ 75 000 tonnes. Le seul chapitre où il y ait quelque marge est donc celui des industries chimiques qui, en temps de paix, se bornent presque au carbonate de soude et à ses dérivés : la fabrication du chlore pour gaz asphyxiants ou de l'hydrogène pour ballons devant être à peu près supprimée par la cessation des hostilités.

Cette industrie de la soude absorbe, en France, 660 000 tonnes de sel, ou de saumure, pour produire 390 000 tonnes de soude Solvay. Elle grandit d'année en année et elle est appelée à s'accroître désormais dans la mesure où nous réussirons à éliminer l'industrie chimique allemande. Mais, d'autre part, la Lorraine désannexée nous apporte des gisements organisés pour produire 335 000 tonnes de sel (y compris la saumure directement trans-

formée en soude), avec une population capable d'en absorber seulement 70 000 : soit un excédent de 265 000 tonnes. Le placement de ce tonnage impliquerait une consommation de soude française augmentant de moitié : progrès qui demandera tout au moins plusieurs années.

Or, les producteurs actuels de sel français se divisent en trois groupes : mines de Lorraine, de Franche-Comté et du Sud-Ouest; marais salants de l'Atlantique; salins de la Méditerranée. Sur ces groupes, deux seulement ont une réelle importance : la Lorraine et la Méditerranée. Les salins du Midi travaillent avec un prix de revient très bas (5 à 10 francs avant la guerre) et pourraient développer largement leurs installations, mais dépendent des conditions atmosphériques. La Lorraine, dont le gisement est pratiquement illimité, peut produire ce qu'elle veut avec un prix de revient qui, aux anciens cours du charbon, atteignait déjà 15 francs et qui sera sensiblement plus élevé désormais. Quant à la répartition de la production, elle est, en chiffres globaux, la suivante. La Lorraine, dans la partie restée française, produisait 950 000 tonnes. Avec la zone désannexée, cela fera 1 300 000. Les salins de la Méditerranée varient, suivant les années pluvieuses ou sèches, du simple au double, entre 170 000 tonnes et 350 000. L'Atlantique atteint péniblement 100 à 150 000 tonnes. La Franche-Comté et le Sud-Ouest oscillent autour de 100 000 tonnes. Il y a longtemps que les deux gros producteurs auraient annihilé les autres, si la concurrence commerciale s'était librement exercée, et l'industrie des salins méditerranéens aurait pu, à son tour, en accumulant les stocks d'une année sur l'autre, alimenter seule une grande partie du marché.

Pour faire vivre des populations ouvrières accoutumées à ce travail, on a maintenu toute cette industrie dans un état d'équilibre instable, en constituant un syndicat à production limitée, avec rayons de vente déterminés pour chaque groupe. Dans un pays où l'on manque tellement de main-d'œuvre, c'est une de ces solutions irrationnelles qu'amène le régime électoral. La conséquence est que le consommateur arrive à payer 200 francs au détail (dont 100 francs d'impôt), ou même 600 francs en ce temps de vie chère une marchandise qui, extraite de la Méditerranée, revient en gros à 5 ou 10 francs. Et l'on ne peut pas, dans un cas semblable, admettre qu'un abaissement des

prix entraînerait une augmentation de la consommation domestique. La quantité de sel nécessaire à l'homme pour vivre est invariable et ne dépend que du climat.

Nous trouvons donc ici, en Lorraine désannexée, une industrie très intéressante, puisqu'elle est déjà presque entièrement française, à laquelle on sera heureux de rendre sa place en se serrant et en restreignant le pourcentage des anciennes exploitations, mais qui n'apportera pas à la France un accroissement sensible de richesse. Pendant quelques années, nous aurons certainement avantage à exporter des sels lorrains en franchise sur le territoire allemand, afin de leur conserver momentanément une partie de leurs anciens consommateurs.

Le bassin de sel gemme, auquel s'appliquent ces observations, est le prolongement géologique des salines de Nancy, Dombasle, Einville, etc. (1). Il s'étale, au voisinage de l'ancienne frontière, sur 30 kilomètres de large, entre Château-Salins et Rechicourt, passe à Dieuze, et, après une interruption, reparaît, suivant le même axe Nord-Est, à Sarralbe, entre Sarrebourg et Sarreguemines. La majeure partie de la production est fournie par deux importantes affaires : les établissements Solvay, qui produisent l'équivalent de 229 000 tonnes à Sarralbe et Château-Salins (100 000 tonnes de soude représentant 200 000 tonnes de sel), et les salines domaniales de l'Est, restées presque exclusivement françaises, qui donnent 83 000 tonnes (sel et soude) dans leurs salines de Dieuze. Quatre ou cinq autres petits groupes produisent, en outre, au total, une trentaine de mille tonnes.

V. — LE PÉTROLE

On sait que nous ne possédons pas de pétrole en France; les mêmes influences politiques paralysantes, qui ont contribué à nous priver de houille et de fer pendant la guerre, ont empêché que l'on explorât les zones pétrolifères hypothétiques de notre territoire. L'État s'est borné à annoncer le projet d'entreprendre des recherches lui-même. Aussi saluons-nous avec satisfaction le retour dans nos frontières d'un petit bassin pétrolifère, à la vérité peu important, mais susceptible néan-

(1) Voir la carte insérée dans le numéro du 15 juillet, p. 394.

moins de fournir, pendant quelque temps, un tonnage annuel d'au moins 40 000 tonnes. Cette région pétrolifère d'Alsace est située au Nord-Ouest de Strasbourg, autour de Pechelbronn, où elle occupe une ellipse comprise : entre Wissembourg et Saverne, dans le sens Nord-Est-Sud-Ouest; entre Niederbronn et Haguenau, dans le sens perpendiculaire. Il n'est peut-être pas sans intérêt, pour l'avenir d'autres explorations, de rappeler les phases successives par lesquelles cette exploitation a passé.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, on connaissait déjà là, de tous côtés, à Pechelbronn, Lobsann, Soultz-sous-Forest, des imprégnations bitumineuses ou asphaltiques, auxquelles, dès 1849, le géologue français Daubrée avait consacré une description méthodique. On travaillait alors en petit et à faible profondeur, jusqu'à 70 mètres, par puits et galeries, et l'on fabriquait surtout de la graisse minérale commune, avec très peu d'huile lampante. C'est en 1880 seulement qu'on eut l'idée d'aller rechercher par sondages les nappes pétrolifères originelles, non altérées, à huile moins épaisse, d'où ne pouvaient manquer de provenir les épanchements hydrocarburés superficiels, et l'on rencontra ainsi, jusqu'à 300 mètres de profondeur, un certain nombre de lentilles sableuses pétrolifères, sur lesquelles, dans les vingt années suivantes, on a installé près de six cents sondages. A Pechelbronn, par exemple, il y a trois lentilles pétrolifères principales vers 70, 150 et 300 mètres de profondeur, qui dessinent en plan des veines allongées. On a réalisé, de cette manière, jusqu'à la guerre de 1914, une production annuelle de 25 à 30 000 tonnes (33 500 en 1910). Le rendement moyen des puits n'excédait pas d'ordinaire 800 kilogrammes par jour (5 à 6 barils de 130 kilos), mais atteignait exceptionnellement 5 tonnes (30 barils). Quand la guerre a éclaté privant l'Allemagne des importations qui avaient alimenté, jusque-là, son énorme consommation, on s'est trouvé amené à intensifier les exploitations du Hanovre et d'Alsace. Il s'est alors produit, à Pechelbronn, un retour imprévu à l'ancienne exploitation par abatage souterrain. Les sondages étaient économiques, mais pas assez rapides, et le prix du pétrole avait monté si fort qu'on a jugé avantageux d'aborder directement, par puits et galeries, la couche de sable pétrolifère, dans laquelle on s'est mis à recueillir les suintements d'huile, en employant au besoin des lessivages de la roche à l'eau chaude.

On comprend aisément qu'il soit ainsi possible d'épuiser beaucoup plus complètement la nappe de pétrole que lorsqu'on se borne à l'atteindre de loin par ces trous d'aiguille appelés des sondages et par les pompes placées sur chacun d'eux. La méthode, il est vrai, n'est pas sans danger, car elle place les ouvriers en plein milieu de gaz combustibles et explosifs à forte densité, accumulés sur le sol des galeries. Mais, en temps de guerre, on ne regarde pas plus au péril qu'à la dépense, et l'on a pu ainsi doubler la production, avec un prix de vente dépassant 3 ou 400 francs (au lieu de 45 à 50 en temps normal).

Nous pouvons, d'ailleurs, présumer qu'il aura été fait ainsi une forte saignée dans le gisement, comme cela s'est produit pendant la guerre pour un grand nombre de champs pétrolifères mondiaux, notamment aux États-Unis. Le pétrole constitue une réserve épuisable tout aussi bien que la houille et, contrairement à certaines théories anciennes démenties par les faits, ce qu'on en a retiré ne se renouvelle pas. Or, en Alsace, d'après les résultats négatifs de sondages poussés jusqu'à 1 200 mètres, il est possible, sinon démontré, que les couches exploitées en ce moment soient les plus profondes, et les dernières à vider, de la formation pétrolifère.

Je me suis déjà trouvé rappeler précédemment, à propos de la potasse, par quel épisode de l'histoire géologique ce pétrole semble, suivant la thèse généralement admise, s'être constitué, presque au même moment où, à l'autre extrémité de l'Alsace, se déposait la potasse. Je n'y reviens pas et je me borne à compléter ce bref aperçu par quelques notions industrielles.

Nous avons vu tout à l'heure quelle était l'extension géographique de la zone pétrolifère. Mais, par une loi fâcheuse que l'on constate à peu près dans tous les champs de pétrole, la partie utilisable du bassin n'occupe qu'un espace très localisé dans cette zone, où l'huile minérale se présente partout ailleurs disséminée en proportions trop faibles. Les seuls points fructueux s'alignent à l'Est d'une faille qui limite vers l'Ouest cette espèce de fosse pétrolifère. On y trouve, du Nord au Sud : d'abord, le bassin principal de Pechelbronn et Soultz-sous-Forest occupant 10 à 12 hectares; puis ceux de Gunstett, Biblisheim et Oberstritten (au Nord de Haguenau); enfin, à l'Ouest de cette ville, Uhlweiler.

Il y a, dans ce bassin, un certain nombre d'affaires alle-

mandes, d'où les Français avaient été éliminés et qui, depuis 1910, étaient groupées, comme toutes les entreprises de pétrole allemandes, sous la direction d'une Société berlinoise, la Société allemande des pétroles (Deutsche Erdoel). Cette Société exploitait une concession de 45000 hectares et raffinait le pétrole dans les trois usines de Pechelbronn, Biblisheim et Durenbach. Elle avait organisé, notamment, un système commercial assez adroit, fondé sur la multiplicité des produits fabriqués et sur la possibilité, en conséquence, de satisfaire tous les clients en faisant varier, non pas les prix, mais les qualités fournies. La répartition antérieure, qui subsistait à certains égards, comportait quelques autres affaires : la Société des mines de Pechelbronn, qui avait racheté, en 1905, à des Hollandais l'usine de Biblisheim; la Société allemande de sondages (Walbourg); la fabrique d'huiles rhénane (Lauterbourg), etc. Cette empreinte allemande, qui était puissamment marquée sur toute cette industrie, va être supprimée par une transmission de la propriété à un groupement de capitaux français.

Les huiles extraites de Pechelbronn sont de qualités diverses et, comme toujours, les lentilles les plus rapprochées de la surface fournissent des produits épais, fortement paraffinés, pauvres en produits légers; en sorte qu'on a été obligé de leur appliquer un traitement spécial, organisé dans l'usine de Durenbach; mais il existe surtout des huiles de densité 875 à 890, propres à la fabrication des essences minérales, que l'on traite par des procédés divers de distillation. Le mélange intime des huiles avec une forte proportion d'eau salée est une des difficultés du traitement, même par des procédés récents.

Indépendamment des conditions spéciales amenées par la guerre, une exploitation de pétrole alsacienne comprend l'exécution de sondages, sur lesquels on installe une pompe dite canadienne, dont le balancier est actionné par un moteur électrique de manière à déplacer le piston inférieur d'un mouvement lent. Arrivé à la surface, le pétrole est envoyé dans des tuyaux communiquant avec les canalisations plus importantes qu'on appelle les pipe-lines et aboutit aux raffineries.

Dans l'usine de Pechelbronn, un premier groupe d'opérations vise à débarrasser le pétrole de l'eau, qui y est mélangée en Alsace dans la proportion d'un quart et qu'on ne peut élimi-

ner par les procédés ordinaires de décantation. En même temps, on commence à opérer des distillations fractionnées à températures croissantes, qui extraient les essences légères et laissent finalement un pétrole « sec. » Ce pétrole sec est, à son tour, distillé et redistillé. Puis on rectifie et on raffine les essences, de manière à avoir diverses qualités d'huiles lampantes et d'huiles à graisser et, enfin, on retire la paraffine.

VI. — L'INDUSTRIE TEXTILE

Un apport de minerais forme toujours un accroissement de richesse, quelques réserves qu'il y ait eu lieu de faire dans certains cas sur l'assimilation et l'utilisation immédiate de cette fortune nouvelle. Le retour dans notre pays d'une puissante industrie textile fortement organisée et outillée et, de plus, restée très française, est également un bénéfice pour nous; mais ce bénéfice est ici compensé par des difficultés plus grandes et par le fait que des intérêts particuliers plus importants, touchant à des régions entières, vont se trouver lésés, aussi bien chez les Alsaciens rendus à la mère-patrie que chez les Français d'hier, placés en face de ces concurrents. Nous avons déjà dit quelque chose de ce genre pour le sel. On ne transporte pas brutalement une grande industrie moderne d'un côté à l'autre de la frontière, sans qu'il y ait des mesures transitoires à prendre. Nécessairement, l'industrie alsacienne était tournée surtout vers l'Allemagne, s'alimentait en charbon allemand, vendait au marché allemand. C'est pourquoi, comme cela s'était passé en 1871, on a stipulé une période de cinq ans, pendant laquelle les produits d'Alsace et de Lorraine seront admis en franchise par l'Allemagne, jusqu'à concurrence de la moyenne annuelle de la période 1911-1913, de même que les fils, tissus, etc., passeront librement d'Allemagne en Alsace ou en Lorraine pour y subir un finissage et pourront rentrer sans payer de droits en territoire allemand après travail fait. Nous pouvons, en outre, dans ce cas comme pour d'autres examinés précédemment, admettre que les dangers de surproduction se trouveront singulièrement atténués par l'énormité des destructions, par les besoins résultant d'une guerre aussi longue, enfin par toutes les mesures protectionnistes qui vont, en tous sens, établir des barrières entre les nations dont les

théoriciens rêvent, pendant ce temps, la parfaite et définitive unification.

Les faits de guerre aideront ainsi à passer une période transitoire, à la suite de laquelle les courants nouveaux auront eu le temps de s'établir et, si la France ne manque pas trop de houille, l'industrie alsacienne pourra garder tout son développement, avec une partie de son ancienne clientèle, assurant ainsi à notre pays tous les bénéfices de fabrication, de transformation et de commerce qui allaient auparavant en Allemagne. Il ne faut pas oublier enfin qu'une partie de cette clientèle était déjà française. Quelques-uns des produits qui figuraient sur nos statistiques comme importés d'Allemagne, venaient, en réalité, d'Alsace-Lorraine.

Cette industrie textile alsacienne comprend deux compartiments distincts : d'abord le coton, de beaucoup le plus important, avec toutes les catégories d'usines correspondantes : filature et retorderie, tissage, blanchiment, teinture, apprêts et impression; puis la laine, représentée surtout par quelques filatures et tissages.

Dans la partie cotonnière, la statistique nous montre 1 900 000 broches de filature (contre 7 570 000 en France), 46 000 métiers mécaniques à tisser (contre 140 552 chez nous) et 160 machines à imprimer (alors que nous en avions seulement 130). En teinture et blanchiment, la production quotidienne peut être estimée à 1 500 pièces longues, et cette quantité est à peu près égale à la nôtre.

On remarquera l'importance toute particulière des machines à imprimer et de la teinture. Pour toute cette industrie, la France se trouve largement en mesure de développer son commerce d'exportation, notamment vers nos colonies, vers nos Dominions, comme a su si bien le faire l'Angleterre. C'est un fret tout indiqué, en échange des matières premières que nous devrons prendre de plus en plus dans notre empire colonial si riche et encore si mal utilisé.

Pour la laine, l'Alsace possédait, avant la guerre, 568 000 broches de laine peignée. Cette industrie, qui ne fait pas le fil fin, n'entrera pas en concurrence avec le Nord et augmentera d'environ un quart l'ancienne filature française, en lui assurant le premier rang dans le monde, même avant l'Angleterre. Il y a de plus, en Alsace, 10 000 métiers à tisser

la laine, ajoutant à la production française environ 2200000 pièces, pour lesquelles la situation sera analogue à celle que nous avons indiquée pour le coton.

*
* *

Arrivés au terme de cette étude, nous voyons donc que l'Alsace-Lorraine nous apporte, dans le domaine purement matériel, comme dans le domaine moral et intellectuel, des ressources très précieuses. Mais nous ne saurions trop répéter ce que nous n'avons cessé de dire dans chaque cas particulier : mines, aciéries, filatures, tissages n'auront leur valeur réelle que si nous ne les plaçons pas devant une disette de charbon. Indépendamment de nos propres mines si ravagées, le charbon ne peut guère nous venir, en quantités suffisantes, que de l'Allemagne, ou de ce qui était hier l'Allemagne ; car les mineurs anglais renoncent à produire et les mineurs américains sont très loin. C'est une considération qui aurait pu intervenir plus efficacement dans le traité de paix. Du moins cette famine de houille devra-t-elle rester toujours présente à l'esprit de nos hommes politiques et de nos négociateurs, aussi bien lorsqu'il s'agira de recouvrer effectivement une partie de la dette contractée envers nous par l'Allemagne, que lorsqu'on aura à envisager une législation nouvelle susceptible d'influencer notre production nationale de charbon. Il est regrettable de constater que la première mesure prise, au moment où l'effort le plus énergique nous serait indispensable pour compenser nos ruines, ait été la réduction de la productivité humaine par la diminution imposée des heures de travail. Si les Français ne comprennent pas mieux la nécessité urgente de produire et d'économiser, notre pays aura beau regorger de minerai de fer, posséder des filatures et des tissages, il n'aura là entre les mains qu'une richesse stérile, comme un homme qui mourrait de faim sur un tas d'or, faute de l'énergie nécessaire pour soulever un peu de son métal et aller l'échanger contre du pain à la ville voisine.

L. De Launay.

REVUE LITTÉRAIRE

CONTEURS NOUVEAUX (1)

Nous avons d'habiles conteurs, qui ont retrouvé l'art du récit rapide et attrayant par lui-même. Ce n'est pas un art tout neuf, mais le premier effort de la littérature en tous pays. Ce n'est pas non plus l'art où nos meilleurs écrivains étaient récemment le plus adroits. Certains romanciers manquaient de vivacité. Ce qui les retardait valait, du reste, quelquefois, que le lecteur fût patient : c'était, pour ainsi dire, la pensée. Ils voulaient que le roman ne servît point au seul divertissement des personnes frivoles et traitât les plus hautes questions de morale, de philosophie, de sociologie, de religion, de médecine, enfin les problèmes qu'en d'autres temps on laisse à la compétence des spécialistes. Ce n'est pas une ambition médiocre; et tels de ces romans, qui sont à peine des romans, sont de beaux livres en tout cas. Le réalisme aussi eut pour effet de rendre le roman plus grave. Si l'on emprunte à la réalité les éléments d'un récit plaisant, tout va bien; et si l'on a joliment fait son choix dans la réalité, c'est à merveille. Mais, si l'on a résolu de peindre la réalité avec une exactitude méticuleuse, on n'en finit pas; si l'on copie, d'une manière scientifique, tout le détail, il faut un lecteur qui ait du loisir. Par les soins du réalisme, le roman tournait à l'histoire, ou à l'histoire naturelle; et tournait à ressembler aux études les plus attristantes; et

(1) *Victor et ses amis, Celles qui les attendent, Douze aventures sentimentales*, par Frédéric Boutet (Flammarion) ; du même auteur, *La lanterne rouge* (l'Edition), *L'homme sauvage et Julius Pingouin* (Juven), etc. — *Edgar*, par Henri Duvernois (Flammarion); du même auteur, *Faubourg Montmartre, Le roseau de fer* (même librairie); *Fifinoiseau, Le chien qui parle* (Fayard), etc. — *Les silences du colonel Bramble* et *Ni ange, ni bête*, par André Maurois (Grasset).

tournait mal, avec les plus dignes intentions. Demandez à un savant, à un philosophe, à un réformateur de conter vite et pour votre simple amusement : il a d'autres idées en tête et ne va point en faire grâce à votre enfantillage. « Si Peau d'Ane m'était conté... » Pour votre plaisir extrême, ne vous adressez point à lui.

Adressez-vous à des conteurs qui ne méprisent ni la réalité ni les idées, — certes! ou bien nous les mépriserions, ces conteurs, — mais qui ne sont ni des réalistes ni des penseurs, au sens le moins gai de ces deux mots accablants. Il me semble que vous aimerez particulièrement M. Frédéric Boutet, l'auteur de *Victor et ses amis*, de *Celles qui les attendent* et de *Douze aventures sentimentales;* M. Henri Duvernois, l'auteur de quatorze volumes imparfaits et d'une sorte de chef-d'œuvre, *Edgar;* et M. André Maurois, de qui l'on ne connaît que deux volumes et qui est un véritable écrivain.

Cetteénumération, qui a l'air un peu d'un palmarès, n'en est pas un. Mais il y a beaucoup de confusion dans la jeune littérature, comme ailleurs, en ce moment. Il est prématuré d'y chercher et de croire qu'on y découvrira les tendances bien nettes qui seraient le résultat de la guerre, de la commotion que la guerre a produite et de l'expérience qu'elle a instituée. On peut être sûr ou, du moins, il n'est pas déraisonnable de prévoir — et cela revient au même — que cinq années d'épreuve et la victoire modifieront notre littérature : ces changements ne se font pas du jour au lendemain. Sous l'Empire, le poète principal fut Millevoye. Est-ce à dire que l'immense révolution, puis l'épopée impériale n'ont eu aucune influence sur la poésie française? Non! et il y eut le romantisme, mais plus tard. Dans la confusion présente, on ne saurait avec prudence noter que l'apparition de quelques talents épars : et nous verrons ce qu'ils deviennent, le chemin qu'ils prennent et, s'ils se réunissent un jour, comment se fait leur réunion. Parmi les livres nouveaux, ceux que voici ont différents mérites, l'attrait le plus divers et cette analogie seulement du récit le plus agréable.

Un soldat, qui descend de la gare Montparnasse, regarde une boutique peinte en vert, pleine de pots de fleurs et de fleurs dans des vases. Il y a du soleil; la boutique est « un coin de printemps prématuré et charmant. » Est-ce qu'il a envie d'acheter un bouquet, le soldat? La fleuriste le lui demande. Non; il est horticulteur de son métier; donc, il aime les fleurs, voilà tout. Cependant, il ajoute : « Est-ce que c'est vous qui êtes Mme Francine Maret? » Oui; mais pourquoi? C'est qu'il avait un camarade qui s'appelait Maret. « Ah! »

dit la jeune femme. Elle a tressailli; elle invite à entrer le soldat, qui s'appelle Antoine Lavaud. La petite boutique, sombre et fraîche, sent la terre et les fleurs. Ils causent. L'ami d'Antoine, c'était un Adrien Maret, beau garçon, brun. « Est-ce que vous le connaissez? — Il y a longtemps que vous l'avez vu? » Cela fait plus de questions que de réponses; et il y a plus de silences que de paroles. Enfin, la jeune femme lance : « Je ne connais pas celui dont vous parlez. Si c'est ça que vous voulez savoir, vous le savez! » Elle arrange du mimosa, où tremblent ses doigts. Le soldat s'en va. Il revient au bout de quelques jours : « Excusez si je vous dérange; mais l'autre jour, je crois que je vous ai fâchée... » Ce n'était pas son intention; pour en douter, il ne faudrait pas voir son air doux et placide. Eh! bien, oui, cet Adrien Maret, la jeune femme l'avoue et le crierait, fut son mari et l'a quittée avant la guerre; il l'a laissée avec trois enfants, à la rue, sans le sou. Maintenant, c'est fini : « c'est pour ça que je vous ai dit, l'autre jour, que je ne le connaissais pas... » Antoine s'en doutait un peu, et ne le cache pas; s'il en sait davantage, il ne le dit pas encore : « Dites-moi, demande-t-elle brusquement, auriez-vous fait ça, vous, de lâcher votre femme et vos enfants? — Pour sûr que non! Mais, voyez-vous, moi, je n'ai personne... » Et ces mots-là sont tristes et drôles : leur tristesse ne touche qu'Antoine; et leur drôlerie ne touche ni la jeune femme, ni Antoine. Les jours suivants, il revient, s'assied un peu, balaye le carreau, change l'eau des fleurs, parle de l'horticulture, de la guerre, du temps qu'on y a pour songer, pour se repentir! il parle du repentir et du pardon : mais la causerie n'avance pas. Une après-midi enfin, sitôt arrivé, il déclare, très posément : « Je suis un menteur... » Au moins n'a-t-il pas dit toute la vérité, qui est que son camarade a été blessé, le même jour que lui, amené au même hôpital; mais blessé beaucoup plus que lui... « Mort? Il est mort? Et je ne l'ai pas revu! » Non, il n'est pas mort; il a été très abîmé, il fait aujourd'hui sa première sortie, et le voici : où donc? à la porte, qui attend... Elle n'écoutait plus. Elle s'élance; elle étreint le méchant homme, si vieill et si changé, qui se repent et qui sanglote. « Le soldat, sans qu'on y prît garde, s'en alla... » Il était content d'avoir réussi sa bonne œuvre; « mais soudain il éprouva une âpre détresse et il comprit que, dans cette petite boutique fraîche et sombre, sentant la terre et les fleurs, il avait passé des heures plus douces qu'aucune autre de sa vie, auprès de cette jeune femme qu'il ne pourrait jamais oublier et qui en aimait un autre qu'il lui avait ramené. »

C'est l'une des *Douze aventures sentimentales* de M. Frédéric Boutet. Je ne sais si le résumé en a gardé le charme doux et pénétrant, la simplicité, le naturel et, vraiment, l'âme.

Une autre aventure sentimentale est d'un soldat qui retourne au front et qui rencontre, dans le train, parmi tant de voyageurs, une jeune fille. La jeune fille est une orpheline, qui va gagner sa vie en province comme institutrice. Tous deux ont du chagrin, le chagrin de la solitude, échangent quelques mots qui bientôt seraient de la compassion, déjà de l'amitié. Mais, à l'embranchement, il faut que le soldat change de train, se dépêche, ramasse vite ses paquets. Il est troublé, maladroit; et il trébuche. Il n'a pas dit au revoir, ni adieu. Le train qui emporte la jeune fille part; et lui, n'a demandé ni le nom, ni le pays, rien. Il regarde un souvenir s'en aller.

Dans un parc, ou bien aux champs, ou bien à la ville, se retrouvent et se séparent des époux, des amants, des fiancés. Les séparations et les retours ont leur mélancolie; les séparations laissent parfois plus d'espérance que les retours n'en reconnaissent. Il y a de la souffrance qui va et vient, qui le long des chemins augmente ou s'atténue et surtout change au point de n'être pas longtemps la même. Il y a de pauvres gens qui ne sont pas tout prêts à recevoir leur joie ou leur douleur; les uns, pour accueillir l'une ou l'autre, font des cérémonies. Les paroles n'ont presque pas de signification parfois et ne sont là que pour remplacer à tout hasard celles qu'on cherche, ou bien ne sont là que pour donner à la voix l'occasion d'être plus plus éloquente. Il faut que ce qui n'est pas dit se devine : on le devine; M. Frédéric Boutet l'a voulu et son art est délicieux en de telles réussites. Ses personnages, qu'il a pris un peu partout, dans le peuple ou dans le monde, et ces deux catégories ne sont pas toute l'humanité ou ne distinguent pas les êtres comme les distinguent leurs âmes, paraissent et, sans retard, vous les voyez, vous les entendez amicalement. Ses paysages, en quelques lignes et quelques touches de couleur, se révèlent à votre imagination, j'allais dire, à votre souvenir, tant ils vous sont vite familiers. C'est la campagne, et l'heure, et l'éclairage, et l'atmosphère pesante ou légère, l'odeur; c'est Paris, les quartiers de Paris, toutes ces villes de province connues sous le nom de Paris. Et l'anecdote se déroule sans hâte et si promptement pourtant que l'attention n'a point à flâner. Ce qui permet cette promptitude, c'est que les personnages sont arrivés tout munis de leur destinée, et non de leur fatalité, mais de leur caractère et de leur passé qui prépare le dénoue-

ment. Les contes de M. Frédéric Boutet ressemblent à la vie.

Dans la vie, les drames sont courts. Ce qui est long, c'est la machination que trament les hasards; et c'est la formation lente, au jour le jour, des âmes qui seront patientes et actives; et c'est la conséquence indéfinie des événements. Les péripéties d'une existence, même agitée, tiennent en une page et, à revivre, tiendraient en peu de jours. Mais la substance de la vie est la durée; aucune image de la vie n'est véridique, où l'on ne perçoit pas la durée. M. Frédéric Boutet sait enfermer la durée dans ses récits les plus courts : ses personnages, ses paysages, ses anecdotes sont les épisodes, les fragments ou les moments d'une continuité qu'il vous a rendue sensible.

Son petit héros, Victor, est un gamin de douze à quatorze ans, si menu et mince que vous lui donneriez dix ans à peine. Un vieux veston d'homme lui fait comme un pardessus; il a les mains dans les poches d'un pantalon déchiré; son visage pointu se perd sous la casquette qui enfonce. Le long de l'avenue du Maine, il chemine, rencontre une petite fille et lui annonce qu'il n'a pas de temps à perdre : il fait des courses pour un menuisier, porte les filets à provisions des dames qui, du marché Quinet, vont au Métro; il chante, l'après-midi, aux terrasses des boulevards. En somme, il se débrouille. Son père est mort, sa mère ne gagne pas lourd; il a ses deux petites sœurs qui grandissent et « leur faut tout le temps des choses : » en outre, il a « son poilu, » son filleul de guerre. Il ne le connaît pas. Ce poilu de Victor, c'est un soldat qui a écrit pour annoncer la mort d'un autre : et l'autre demeurait dans la maison de Victor, qui lui envoyait du chocolat, des cigarettes. L'autre s'appelait Valot : celui-ci, Dorel « Et alors, dame, puisque j'avais plus Valot, j'ai pris Dorel pour le remplacer... » Mais une automobile s'arrête devant la maison de Victor. Il en descend un sergent, la joue barrée d'une cicatrice, et rasé de frais, « pincé dans un uniforme d'une élégance parfaite; et chaque détail de sa tenue annonçait la richesse. » C'est Dorel, et qui demande Victor... « Victor fit un bond. Il pâlit et rougit, ahuri, consterné, affreusement gêné devant ce soldat si différent de celui à qui il croyait faire ses humbles envois. » Dorel regardait avec émoi la petite face maigre, les vêtements déchirés, la rue, la maison pauvre. « C'est à vous l'auto ? » demande soudain Victor. Oui; ou bien, c'est à M. Dorel le père. « C'est vrai que vous l'avez fumé, le tabac? » cria Victor, les larmes aux yeux. Mais oui! « Alors, vous voulez bien que je vous en envoie encore? dit Victor, rouge de joie. — J'y compte bien, répondit le jeune homme avec conviction. Ce sera

toujours celui que j'aimerai le mieux... » Dorel a murmuré d'abord : « Si j'avais su... » et la pauvreté de son bienfaiteur lui a donné des scrupules ; mais il a vite senti que Victor était riche de générosité.

M. Frédéric Boutet prête à la plupart de ses personnages une sensibilité, une tendresse de cœur et une délicatesse ravissantes. Si l'on dit que ce n'est pas là peindre toute la vérité, c'est peindre quelque vérité cependant. Et la peinture de l'humanité abominable, on l'a faite avec entrain : du reste, si l'abominable peinture était exacte, il y a longtemps que l'humanité aurait disparu de ce monde, anéantie par elle-même. M. Frédéric Boutet vient du réalisme, comme en témoigne son recueil intitulé *La lanterne rouge;* il s'est essayé aussi dans un genre qui est le contraire du réalisme : il a tenté l'extravagance, comme le prouvent, sans gaieté, son *Homme sauvage* et son *Julius Pingouin*. Désormais, il aime davantage une vérité qu'il a choisie à son goût. Ses personnages sont tels que vous rencontrerez leurs pareils, si vous les cherchez avec amitié. Ils ont des âmes : cela étonne, si l'on n'a point accoutumé de voir au delà des visages et même au delà des physionomies. Quand ils semblent un peu meilleurs qu'on ne s'attendait à les trouver, M. Boutet ne les a pas dénaturés : mais à leur peinture on dirait qu'il ajoute un conseil ; et c'est charmant.

M. Henri Duvernois également vient du réalisme. Son *Faubourg Montmartre* et son *Roseau de fer* sont des romans où montre son adresse un élève d'Émile Zola et des Goncourt. A-t-il renoncé à cette manière ? D'ailleurs, il ne s'agit pas de renoncer à tout réalisme : et certes il ne s'agit pas de renoncer à la réalité, mais de savoir que l'art est maître, et non esclave, de la réalité. Dans ses contes, M. Henri Duvernois se donne beaucoup plus de liberté. Principalement, il s'amuse. Il a une drôlerie, quelquefois un peu grosse, plus rarement un peu vulgaire, et souvent excellente. Il ne craint pas d'être cocasse et fait de fortes caricatures. Ses bonshommes et bonnes femmes ont de la parenté avec Bouvard et avec Pécuchet, grande famille et si nombreuse ! L'influence de Flaubert sur la littérature d'hier et d'aujourd'hui est immense, et par *Bouvard et Pécuchet* surtout. Mais le nouveau roman de M. Henri Duvernois, son *Edgar*, indique l'émancipation de cet écrivain, qui se dégage de l'ancien réalisme et ne va plus à la caricature : il s'évade par les chemins de la fantaisie.

Il s'éloigne du réalisme, et non de la réalité. Sa fantaisie n'est point une folie, mais une vue de la réalité. Son héros se console d'un chagrin réel en se disant : « Nulle raison de pleurer : les réalités sont provisoires. » Son héros est un écrivain, Gabriel Chévetain, qui

par certains côtés ressemblerait un peu aux personnages de la *Vie de bohême* et — c'est, en apparence, compliqué — d'une autre vie de bohême où l'auteur des *Moralités légendaires*, Jules Laforgue, aurait passé. « Quand vous plaisantez, il y a quelque chose qui tremble dans votre voix, » dit à Gabriel une gentille femme qu'il étonne sans le vouloir. Cette gentille femme, une petite Marie et qui est modiste, a lu ses livres et, pendant qu'elle est son amie, les juge avec indulgence : « Oui, c'est bien toi : ça rit pointu; c'est brave gosse, au fond, mais on n'y comprend pas grand'chose. » Quand elle ne l'aimera plus guère, elle dira : « J'ai lu ce qu'il écrit : ça n'incite ni à rire ni à pleurer. Je ne suis pas instruite, mais j'ai du goût, je sais où une phrase émouvante serait agréable... » Cette petite Marie n'est pas sotte. Elle veut sa phrase émouvante : et Gabriel la lui refuse. Elle, qui fait des chapeaux, sait les chapeaux qui se vendent, les chapeaux qui plaisent parce qu'ils sont beaux. Lui, ne sait pas faire un livre comme on en demande. Elle essaye de l'instruire : « Soyons sérieux une minute, lui dit-elle. Écoute : tu choisis l'idée qui se porte et tu la chiffonnes avec goût. » Elle conclut, d'un mot : « Voilà ! » Mais voilà justement ce qu'il n'admet pas. A toutes ses remontrances, il ne répond rien d'abord ; et l'on dirait qu'il songe. Elle insiste et n'obtient que cette réponse qui la déconcerte : « Non, vous ne m'enlèverez pas ma gaieté ! » Mais il n'est point question de cela : ne le comprend-il pas? « Non, vous aurez beau vous y mettre à tous, vous n'y réussirez point. C'est une affaire entendue : vous ne m'enlèverez pas ma gaieté. » Ce qu'il appelle sa gaieté est une façon de rire à travers ses larmes.

Si la petite Marie se figure qu'il n'entend rien à la philosophie réaliste qu'elle lui propose, elle a tort. Un jour qu'il a pris de bonnes résolutions, écoutez-le : « Un de mes camarades du collège s'était fabriqué une sorte de flageolet. Il se mettait dans un coin de la cour et il exécutait des airs de sa composition. Les autres avaient beau lui demander de jouer la Mère Grégoire, il refusait. On le tenait pour un idiot et on le détestait. — Et on avait raison ! » s'écrie la petite Marie. « Moi, je vais jouer la Mère Grégoire ! » s'écrie à son tour Gabriel. Et il est de bonne foi ; mais il se trompe : il continuera de jouer, sur sa petite flûte, la chanson qui le distrait de son déplaisir.

Il a fait vœu de fantaisie, en littérature, et puis dans la vie quotidienne. En littérature, « cela permet de donner aux sentiments et aux événements leur valeur exacte, sans exagération romanesque. » Il déteste ce qu'on appelle roman, c'est-à-dire une aventure où les

gens sont trop actifs, nerveux, sanguins, où ils aiment, tuent, se ruinent, « grouillent comme des fourmis. » C'est fatigant, remarque-t-il, et ce n'est pas vrai : « En réalité, les gens sont lymphatiques, ma chère, et paresseux. Ils ne pensent à rien, ils ne font rien; il ne leur arrive rien. Il vous est arrivé quelque chose à vous? » On lui répond que oui; mais il réplique : « Non! » du ton d'un homme qui le sait mieux que vous. Contre les romans, il invoque le témoignage de la vérité. Mais la fantaisie, alors, est-ce que la vérité ne va pas la contrarier davantage?... Il aime la vérité; sa fantaisie n'est pas du tout la négation de la vérité : son rêve serait de « chanter la vérité, sur un petit air de flûte. » Et voilà son idée de la littérature : où la petite Marie a des objections. Dans la vie comme dans la littérature, il plaisante. Il se demande, un jour de mélancolie, s'il ne faut pas décidément « choisir entre vivre la vie ou la décrire. » Ce doute, un moment, le désole. Mais il a depuis longtemps et à jamais pris son parti de ne pas choisir et de vivre la vie telle qu'il aime à la décrire, en badinant. « Je ne suis qu'un pauvre amateur! songe-t-il. J'ai la pudeur de mon imagination et je répugne à conter certaines histoires pataudes comme de gros bêtas de mensonges... » Il a aussi la pudeur de son émoi dans la vie, une pudeur sentimentale qui l'empêche de rire et de pleurer selon l'usage, et non pas comme le cœur lui en dit, et qui l'empêche de jouer, à la satisfaction générale, la comédie habituelle. C'est le souci d'être sincère qui le convainc de refuser à la petite Marie la « phrase émouvante » qu'elle réclame; et c'est l'amour de la vérité qui le convainc de préférer la fantaisie à l'universel mensonge.

La fantaisie est-elle donc la vérité? Du moins, elle taquine et défait le mensonge. Elle est une espèce d'ingénuité du cœur et de l'esprit, une fraîcheur de l'âme; elle nous remet, devant la nature et devant la vie, en état de simplicité accueillante. Le monde est vieux : soyez-y jeunes, comme aux premiers jours du monde! C'est le conseil que donne aux Grecs, dans le *Timée*, un prêtre de la vieille Égypte parlant au jeune Solon; et il ajoute ce compliment : « Vous serez toujours des enfants, vous les Grecs! » Seulement, si le monde est si vieux, il en faut craindre la contagion : c'est pour cela que la jeune fantaisie mène contre lui une incessante polémique et n'est pas vraie naïvement ou ne l'est pas avec sérénité.

Le héros de M. Henri Duvernois ressemble un peu au jeune Hamlet, prince de Danemark, en plusieurs occasions moins tragiques, non moins touchantes. Mais il n'est pas un fils de roi. Et son

palais d'Elseneur est une chambre des plus étroites, sous les combles d'une maison parisienne, auprès du square Montholon, dans un paysage où « des arbres attendrissants s'obstinent à vivre parmi les autobus et les courtiers en pierres fines de la rue La Fayette. » Il ressemble aussi à ce Fantasio de Musset qui voudrait être « ce monsieur qui passe, » être en Chine, être ailleurs, et n'être pas lui-même et ne plus entendre les gens échanger des idées pareilles, différentes de leurs idées qu'ils arrivent à ne plus connaître, et qui, sentant son cœur « plein de sève et de jeunesse, » danse et glorifie sa déraison. Spark son ami le prend pour un fol; Gabriel n'épargne point à son amie cette incertitude. Mais Fantasio et Spark sont de jeunes hommes qui n'ont pas de « profession, » qui n'ont pas besoin d'en avoir une : la fantaisie leur est facile. Gabriel se débat, devrait se débattre, avec toutes les difficultés de l'existence, étant pauvre, étant chargé de famille, en quelque sorte, et prompt à multiplier ses devoirs comme il serait porté à les omettre, s'il n'était bon comme il est distrait.

Le démêlé de Gabriel et de la vie, dans le roman de M. Duvernois, a une grâce jolie et pathétique. Ce roman de la fantaisie se déroule dans la réalité bien observée et si justement peinte qu'on l'a vue et qu'on la revoit. C'est le contact, non le contraste, mais l'intime réunion de cette fantaisie un peu délirante et de la réalité si vraie, qui a tant de poésie étrange et alarmante. Aux alentours de Gabriel et de sa petite Marie, une Mimi Pinson qui saura se tirer d'affaire, il y a le train de l'humanité ordinaire : il y a des négociants qui ne sont pas si malins, des prôneurs de sagesse et des positivistes résolus qui ont leur toquade ou leur absurdité ; il y a une cousine Thérèse adorable et qui prouve qu'on aurait tort de sacrifier à la poésie la raison, car elle a toute poésie avec sa raison fine et brave ; il y a une maman que Gabriel renonce à définir autrement, un jour que tous ses parents lui sont un sujet de sourire, ne fût-ce qu'avec amitié. Elle est « maman, » n'est que cela, et l'est d'une manière délicieuse. Elle écrit à son fils un peu comme au Paysan perverti, sa mère intelligente et douce, dans le roman de Restif. Elle lui écrit : « Pénètre-toi de cette vérité : aimer quelqu'un, c'est ne réclamer de lui que sa présence et n'en attendre que lui-même, sans plus. Ménage-toi. Tu as des devoirs : tu remplaces auprès de toi ta mère absente. Je te supplie d'être égoïste. » Il l'entend bien. Quoiqu'elle soit raisonnable autant qu'il ne l'est pas, il tient d'elle; et il a reçu d'elle tout le meilleur de sa pensée, la tendresse et l'humble vertu de bonhomie, l'art de dire et en le croyant : « La vérité est dans l'indulgence. Le

vrai riche est celui qui a beaucoup d'excuses à donner aux autres et qui ne se hâte pas de les accabler. » L'invention de ce personnage et de son aventure falote et si émouvante aura été l'un des présents les plus rares et précieux de la jeune littérature à notre littérature éternellement jeune.

C'était la mode, il n'y a pas longtemps, d'imiter en écrivant le procédé, la philosophie aussi, des peintres impressionnistes; philosophie et procédé analytiques, pour ainsi dire : on semble considérer que la réalité soit éparpillée et l'on n'espère en donner l'image que par la juxtaposition très habile de touches vives, non point fondues, mais déliées comme l'est peut-être le détail infini de la nature. Autrefois, on cherchait plutôt à peindre un ensemble, et, au lieu de l'analyse, on aimait la synthèse; au lieu d'éparpiller le détail, on le soumettait à l'unité de l'objet : l'art était de grouper fortement la variété la plus nombreuse dans un dessin de lignes simples et expressives. M. André Maurois préfère l'usage ancien, qui est sans doute le meilleur, et le pratique avec une aisance parfaite. Il a supprimé les mots, les faits et les idées inutiles : on ne l'a pas vu les supprimer; on voit seulement qu'il serait impossible de rien ôter de ce qui reste. Il a réuni tous les éléments indispensables de la pensée et de la phrase et les a resserrés de telle façon que tout bavardage est aboli, que l'hésitation même a disparu. Il va très vite et va tout droit à ce qui est le principal : ce qui n'est pas le principal s'y trouve joint, et l'on ne sait comment. C'est la manière de nos grands conteurs; et la manière de *Ni ange ni bête* serait assez bien celle de *Manon Lescaut*.

Le petit roman de M. André Maurois prélude ainsi : « Au temps où le roi Louis-Philippe régnait sur les Français, M. Bertrand d'Ouville, rentier et archéologue abbevillois, revenant un matin d'Amiens en diligence, se trouva seul dans la voiture avec un jeune homme grave et barbu, dont le chapeau en tronc de cône et le gilet à la Robespierre proclamaient assez naïvement les opinions républicaines. — Excusez-moi, monsieur, dit le vieillard dès qu'ils eurent franchi le pavé bruyant des faubourgs... » Des Grieux, dans *Manon Lescaut*, prépare, au petit jour, son départ avec la jeune femme ; la chaise les attend : « C'était le temps où les portes de la ville devaient être ouvertes...» L'ouverture des portes ici et le pavé des faubourgs là sont de brèves indications, si justes qu'elles suffisent à marquer tout ce qu'on a besoin de savoir pour imaginer ce qui n'est pas dit... M. Bertrand d'Ouville demande au jeune homme s'il ne serait pas le

nouvel ingénieur de l'arrondissement d'Abbeville. Le jeune homme répond qu'il est ce nouvel ingénieur et se nomme : — Philippe Viniès. « Vous paraissez très jeune, reprit le vieillard, croisant lentement ses jambes maigres ; vous venez sans doute de sortir de l'École ? » Oui : Abbeville est son premier poste. Et la causerie s'engage. M. André Maurois la dirige ; il veut qu'elle nous amuse et nous renseigne sur les deux interlocuteurs ; il veut qu'elle soit nécessaire et naturelle : c'est où il réussit le mieux du monde. Philippe Viniès, avec beaucoup de politesse, a une juvénilité d'opinions qui l'incite à se faire connaître pour ce qu'il est, pour un garçon très avancé. Il est content et fier de ses doctrines ; il a de l'amertume, en outre, comme en ont les doctrinaires qui redoutent d'avoir « peu d'amis » et au fond n'en désirent pas davantage. M. Bertrand d'Ouville ne lui promet pas, dans Abbeville, une attrayante société républicaine : cette bonne cité n'entend rien aux révolutions et, quand Paris et la province étaient révolutionnaires, elle a négligé de guillotiner personne ; pour satisfaire l'envoyé de la Convention, jadis, elle a emprisonné deux nobles et un prêtre, qu'elle a remis en liberté dès le départ de ce gaillard, et voilà tout ce qu'elle a pu accorder à la fureur qui venait de Paris. « Vous admirez cette tiédeur, monsieur? dit Philippe Viniès avec quelque âpreté. » M. Bertrand d'Ouville, sans admirer cette tiédeur, se plaît dans une ville nonchalante.

Les convictions pétulantes de ce jeune homme et la sagesse désabusée du vieillard ont, dans le roman, l'occasion de se rencontrer. M. Bertrand d'Ouville n'est pas du tout un réactionnaire ; mais il souhaite et prie qu'on ne lui bouleverse pas à chaque instant l'ordre de choses où l'ont placé les hasards et où il a ses habitudes que ses parents lui ont données. Philippe Viniès ne saurait passer devant une usine sans invectiver contre le régime et la propriété. « Mon Dieu, répond le vieillard, il est bien certain que la propriété devra se transformer. Ce n'est pas un droit sacré, mais ce n'est pas un crime. » Et Philippe Viniès, tout chargé de haine sociale, ne lui paraît pas informé : « Vous semblez considérer notre civilisation comme un ténébreux complot de riches et de tyrans pour dérober aux peuples je ne sais quelles richesses naturelles. Non, c'est une solution qui, avec tous ses défauts, a été adoptée par les hommes après des siècles de tâtonnement. » Que la vérité, si bien dite, est jolie !

Pour avoir si bien compris M. Bertrand d'Ouville, et c'est-à-dire un homme qui a le juste sentiment de ne pas inaugurer l'univers, le goût de vivre à la suite des âges intelligents et laborieux, la bonne

idée de profiter de leur expérience et d'aimer leur bel héritage, M. André Maurois a compris et il a peint, dans *Les silences du colonel Bramble,* l'Angleterre, nation la plus fidèle à son passé, la plus attentive à ne gaspiller ni les vertus, ni les méthodes, ni les coutumes dont l'acquisition lui a coûté cher, lui a coûté l'effort de toute son histoire. Sous la forme d'un récit familier, qui s'interrompt, qui recommence, et qui donne à rire, à songer, qui a l'air d'une moquerie amicale et n'en est pas une, et qui est sérieux avec une gaieté exquise, le petit livre des *Silences* pourrait s'appeler : les Anglais comme ils sont, comme ils se moquent d'être et comme ils savent bien qu'ils auraient tort de ne pas être, pour leur bonheur et pour l'enseignement du genre humain. « Ne trouvez-vous pas, dit à un Français le major Parker, que l'intelligence soit estimée chez vous au-dessus de sa valeur réelle ?... Vous voudriez voir Eton respecter les forts en thème ? Nous n'allons pas au collège pour nous instruire, mais pour nous imprégner des préjugés de notre classe, sans lesquels nous serions dangereux et malheureux. Nous sommes stupides... — Quelle coquetterie, major ! dit le Français. — Nous sommes stupides, répéta avec vigueur le major; c'est une bien grande force. Quand nous nous trouvons en danger, nous ne nous en apercevons pas, parce que nous réfléchissons peu : cela fait que nous restons calmes et que nous en sortons presque toujours à notre honneur. — Toujours ! rectifia le colonel Bramble. » C'était au début de la guerre : le Français, qui avait causé avec le major Parker et le colonel Bramble, ne douta pas que cette guerre ne finît bien.

Ils ne sont ni anges ni bêtes. Il ne faut être ni ange ni bête : lequel serait, en ce bas-monde, le plus imprudent ? Viniès, qui n'est pas sot, « se bâtit un univers de petits systèmes rigides et voudrait que la nature se soumît aux lois de M. Viniès ; » il croit aussi que la nature est angélique : et c'est là qu'il se trompe. La sagesse de Bertrand d'Ouville, une sagesse qui n'est point morose, corrige cette erreur effroyable. Dans un roman d'une lecture attrayante, où l'on voit de belles jeunes filles, un tendre amour, un mariage, où l'on va goûter chez M. de Lamartine et chanter *la Marseillaise* à l'hôtel de ville en février 1848, M. Maurois propose les moralités les plus opportunes. Je ne crois pas que les conteurs aient mieux à faire ; et d'écrire très bien, comme fait M. Maurois.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

AU ROYAUME DE L'INFINIMENT PETIT

Depuis cinq ans, la plupart des hommes de science avaient quitté les hautes régions de la recherche spéculative pour se consacrer, — chacun suivant ses forces, — à la défense de la patrie. Ici même depuis lors, et parce que nous tâchons de suivre fidèlement le mouvement des idées, ce sont des questions concrètes, des problèmes de technique pratique et de science appliquée qui ont fourni exclusivement les sujets de nos chroniques. La balistique, le repérage des engins ennemis, les explosifs et les poudres, les questions alimentaires, les problèmes de la chirurgie de guerre et bien d'autres questions analogues ont passé successivement sous nos yeux. Et il fallait quelqu'effort d'imagination pour se souvenir qu'elles n'étaient après tout que des reflets, — transformés sur le dur miroir des nécessités vitales, — de ces hautes et sereines études qui s'appellent la mécanique rationnelle, l'acoustique et l'optique, la chimie pure, la physiologie, la biologie.

Maintenant les hommes de science regagnent leur laboratoire familier. Ou du moins, car beaucoup d'entre eux ne l'avaient jamais quitté, ils s'apprêtent à refermer doucement la fenêtre qu'ils y avaient ouverte un moment et qui leur donnait vue sur le champ de bataille. Les tours d'ivoire de la science pure naguère dépeuplées, et abandonnées à leur solitude au milieu des nuages, voient revenir ceux qui les avaient désertées, un peu plus courbés peut-être sous le fardeau de cinq années d'angoisse et avec bien des vides dans leurs rangs ; mais avec toujours au cœur cette flamme ardente de la curiosité, avec toujours cette passion de savoir pour savoir, et non point seulement pour pouvoir, qui ne s'éteint qu'avec la mort quand on en a senti une fois la brûlure exaltante.

Quand la guerre a éclaté, de grandes questions, de passionnantes controverses agitaient les physiciens. Elles avaient trait à la constitution même de la matière qui forme tous les corps sensibles, et, du même coup, à la nature des forces qui transforment, agitent et déplacent cette matière. Les plus vieux principes, ceux qu'une expérience séculaire paraissaient avoir le mieux établis, étaient soudain ébranlés par les faits déconcertants que la découverte de la radioactivité et des nouvelles radiations avaient apportés, et qui, surgissant pareils à des cyclones dans un monde de vérités fallacieuses, semblaient devoir jeter bas tout ce qu'on avait cru inébranlable. Le principe de la conservation de l'énergie, celui de la conservation de la masse, la spécificité et l'indivisibilité des divers atomes chimiques, les lois même de la vieille mécanique rationnelle, — espoir suprême et suprême pensée des misonéistes ; tout cela se mettait soudain à vaciller, et chacun se demandait, — ce furent les dernières questions qui passionnèrent Henri Poincaré, — si l'édifice péniblement édifié par les physiciens de tous les temps et si magnifiquement couronné par ceux du XIXe siècle, n'allait pas choir comme un château de cartes, sous le bombardement terrible et minuscule des rayons du radium.

Cinq années ont passé depuis. Elles ont fourni quelques recherches nouvelles et passionnantes, — dues surtout aux physiciens anglais et danois, — qui n'apportent pas encore de solutions définitives aux problèmes posés, mais qui en ravivent l'intérêt.

Le moment me paraît donc venu de jeter un bref coup d'œil sur ces problèmes qui en somme peuvent se résumer ainsi : Quelle est, d'après les découvertes récentes, la constitution intime de la matière ? Quelle est la nature de l'énergie dont est douée cette matière ? Quels rapports y a-t-il exactement entre l'une et l'autre ?

Il y a bien des façons d'aborder ces hautes questions, à la lumière des découvertes récentes de la physique. Chose curieuse, le public, — et même le public éclairé, — est actuellement peu au courant de ces problèmes, bien faits pourtant pour passionner les hommes qui pensent, et que tourmentent jusqu'à l'angoisse les étranges mystères de notre Univers. Cela vient sans doute de ce que, pour être exposées avec rigueur, ces questions nécessitent l'emploi des formes les plus ésotériques du langage mathématique. Voulant à tout prix éviter cet écueil, mais jugeant qu'il n'est rien qui ne puisse être exposé dans la langue de tout le monde, je serai obligé de dire des choses qui ne seront pas toujours rigoureusement correctes. Je prie ceux de mes lecteurs qui ne sont pas versés dans ces questions de me

pardonner en considérant qu'une esquisse, fût-elle peinte par Rubens ou Van Dyck, ne saurait prétendre qu'à exprimer l'âme du modèle, son caractère, et non ses exactes mensurations suivant les trois dimensions. Quant aux autres lecteurs, ceux qui ont scruté déjà ces nouveaux chapitres que la physique vient d'ouvrir dans la connaissance du monde, je les supplie de ne point lire ces pages qui ne sont point faites pour eux ; d'autant que, pour la clarté de mon exposé, je serai obligé de rappeler certaines notions dès longtemps classiques. Il est vrai que, parmi les notions classiques, il en est bien peu qui aient résisté aux terribles secousses destructives de la radioactivité et des nouveaux rayonnements électriques. Il ne sera pas mauvais de faire l'honneur d'une réminiscence à ces rares survivantes.

***

La substance des corps les plus simples, des corps minéraux, est-elle divisible à l'infini, ou bien y a-t-il à sa divisibilité une limite provenant, non de l'imperfection de nos moyens, mais de la nature même de cette substance? Autrement dit, la matière est-elle discontinue et granulaire ou continue? La question est posée depuis qu'il y a des philosophes et qui raisonnent... ou du moins s'y efforcent. C'est dire que déjà les Grecs en disputaient.

Dès le ve siècle avant J.-C., Leucippe et Démocrite professaient que la matière est faite d'atomes (étymologiquement cela veut dire insécables) indivisibles et indestructibles. En outre, partant de ce postulat philosophique, — considéré par eux comme un axiome, — que l'Être (tout ce qui existe) n'est concevable que comme rigoureusement simple, c'est-à-dire d'une essence unique, ils en concluaient que tous les atomes de tous les corps sont formés d'une même substance fondamentale, l'hétérogénéité apparente des divers objets sensibles ne résultant que d'un arrangement différent des atomes entre eux. Sur ce dernier point la chimie du XIXe siècle, la chimie de Lavoisier avait paru donner tort aux atomistes grecs et établir l'irréductibilité, la différenciation essentielle, l'hétérogénéité (ces mots sont barbares et peu clairs, et c'est pourquoi je les accumule, les faibles clartés de chacun d'eux devant, il me semble, s'additionner), la spécificité des divers corps simples connus.

Nous verrons plus tard comment, par un retour offensif tout à fait imprévu naguère, — et qui eût par exemple bien étonné Dumas ou même Berthelot, — les découvertes récentes de la physique semblent

avoir établi que, même sur ce dernier point, les atomistes grecs ont raison contre les chimistes du XIXe siècle.

Mais sur le premier point, — structure granulaire et discontinuité de la matière, — les expériences modernes ont établi maintenant d'une manière irréfutable la justesse des intuitions véritablement géniales de Démocrite et de Leucippe. C'est à ce premier point que nous nous attacherons aujourd'hui et nous verrons les faits les plus étonnants, les chiffres les plus incroyables former une chaîne qui lie inébranlablement à la réalité cette lumineuse conception du cerveau grec. Bien plus, nous verrons plus tard que ce n'est pas seulement la matière qui est granulaire et discontinue, mais aussi son attribut principal, l'énergie, et aussi très probablement et, si invraisemblable que cela paraisse, le temps lui-même, ce symbole poétique et éternel de la fluidité continue des choses.

Chose curieuse, l'atomisme de Démocrite et de Leucippe a été dédaigné par d'autres philosophes grecs comme une image grossièrement matérialiste, et combattue violemment par l'école des philosophes idéalistes d'Athènes, de Platon à Aristote. C'est même la principale raison qui a permis à Berthelot de faire grief à ceux-ci d'avoir, par leurs doctrines, empêché longtemps le progrès de la chimie.

A ce propos je voudrais faire une remarque d'ensemble s'appliquant à toutes les controverses métaphysiques qui peuvent surgir, et surgissent malheureusement depuis des siècles, au seuil des discussions sur la matière ; cette remarque si simple et si évidente à priori comme on va voir, je suis surpris qu'elle n'ait point épargné à tant de philosophes pourtant renommés, des polémiques futiles.

Tout d'abord quand bien même on aurait réduit tous les corps sensibles, — les vivants et les autres, — à de la matière inorganique, ou comme on dit absurdement à de la matière *inanimée*, qu'est-ce que cela prouverait? La matière minérale est si peu inanimée que — nous le verrons au cours de cette étude — la physique moderne nous la montre animée (j'emploie le mot à dessein) de mouvements intimes d'une intensité et d'une vitesse prodigieuses. Il y a donc, dans les particules ultimes de la matière, des phénomènes qui sont tout le contraire de ce que l'on appelle, — au sens vulgaire du mot, — l'inertie, l'immobilité, la mort. Une vie prodigieuse, incroyable, sensible à mille influences comme on verra par des chiffres, règne au sein de ce qu'on voulait nous faire passer pour une substance déserte, immobile, léthargique. Et alors, quand tout ce qu'on voit serait fait de cette substance, non seulement il y aurait encore tout ce qu'on ne voit pas,

mais dans cette substance même nous ne trouverions en fin de compte que des manifestations étonnantes de vie inexplicable essentiellement et d'ordre magnifique. Car, ainsi que Henri Poincaré l'a maintes fois et lumineusement démontré, le sens *absolu* de ces mots : force, masse, électricité, cohésion, affinité, et de toutes les autres propriétés dénommées de la matière, nous échappera toujours ; le contenu, notre cerveau, ne peut jamais prétendre à absorber qu'une part du contenant, — l'univers sensible.

C'est donc prêter le flanc bien naïvement aux triomphes puérils des matérialistes simplistes et, disons le mot, primaires, du genre Hœckel, que d'avoir des craintes pour l'avenir de l'idéalisme et surtout de l'agnosticisme, source de tous les beaux rêves, parce que s'étend plus ou moins le domaine de cette prodigieuse et vibrante inconnue qu'on appelle la « matière, » et dont nous ne connaissons bien que le nom que nous lui avons donné.

La meilleure preuve, et la plus récente, de tout ceci et du tort que les platoniciens avaient de combattre pour des raisons métaphysiques l'atomisme de Démocrite, c'est que, ainsi que je le montrerai, les découvertes les plus récentes ont établi que les atomes, les particules ultimes de la matière, sont dénués de ces qualités qui nous paraissaient caractéristiques de toute substance sensible : la masse, l'inertie. Aux limites où pousse aujourd'hui l'analyse du physicien, la masse des corps, l'inertie elle-même disparaissent, s'évanouissent : elles ne sont plus que des manifestations d'énergie fallacieusement interprétées par nos sens grossiers.

Ainsi l'atomisme grec, si violemment attaqué pour son matérialisme, aboutit vingt-cinq siècles après sa naissance à l'évanouissement de la matière elle-même ; il n'y a plus de masse, il n'y a plus d'inertie, il n'y a plus que de l'énergie dans les choses, c'est-à-dire de l'esprit. Étrange aboutissement, en un sens presque spiritualiste, et que nous expliquerons, de la plus matérialiste des doctrines !

Dès le début des temps modernes, nous retrouvons chez Gassendi, chez Descartes et chez Newton à peu près les mêmes idées que chez Démocrite. Comme lui ces philosophes pensaient que la différentiation des choses pouvait provenir des formes et mouvements variés des atomes. C'était l'époque où Descartes exprimait l'opinion si exactement vérifiée depuis peu, — que la chaleur résulte du mouvement des particules corpusculaires ; peu après, Daniel Bernonilli (1783) posait les bases du développement physique de la doctrine atomistique par son mémoire sur la théorie cinétique des gaz.

Mais c'est Dalton qui a vraiment par ses découvertes chimiques solidement assis la théorie atomique, ou plutôt moléculaire, comme on l'appellera ensuite.

Lorsqu'on eut découvert qu'il y a des corps chimiquement simples et des corps composés, Dalton montra que les divers corps composés (par exemple les composés oxygénés de l'azote où on voit qu'une masse donnée d'azote peut s'unir à des masses d'oxygène qui sont respectivement entre elles comme 1, 2, 3...) peuvent être considérés comme formés par l'union d'une ou plusieurs particules infimes d'entre eux avec une ou plusieurs particules infimes de l'autre. La plus petite particule possible du corps composé, celle qu'on ne pourrait pas subdiviser, sans lui enlever son individualité chimique, a été appelée la *molécule*. Il est clair qu'il y a des particules encore plus petites que la molécule ; ce sont celles des corps simples qui sont réunies dans une molécule d'un corps composé ; c'est à ces parties de la molécule qu'on a donné depuis lors le nom d'*atomes*. Il a été démontré d'ailleurs que les molécules ne sont pas seulement les particules physiques ultimes des corps composés, mais que chaque corps simple a aussi des molécules constituées par la réunion de plusieurs (généralement 2) de ses atomes.

Telle a été la terminologie nouvelle adoptée dans la doctrine atomistique par les chimistes du XIXe siècle.

Il restait à saisir, — autrement que par des raisonnements et que par des interprétations d'expériences, la réalité même de ces molécules, de ces accouplements d'atomes qui devaient être les particules ultimes, physiquement autonomes, des diverses substances.

Les étapes qui nous ont conduits à saisir vraiment sur le vif, et si j'ose dire, à pleine main, cette réalité moléculaire, sont aujourd'hui bien curieuses à parcourir par la pensée.

***

En partant de diverses constatations faites par lui relativement aux densités des diverses vapeurs, Avogadro a énoncé le siècle dernier l'hypothèse célèbre qui porte son nom et qui peut être formulée ainsi :

Tous les gaz, dans les mêmes conditions de température et de pression, contiennent, à volume égal, le même nombre de molécules.

A la lumière de cette hypothèse, un grand nombre de faits relatifs aux combinaisons variées en poids et en volumes de divers gaz et vapeurs se sont trouvés immédiatement éclaircis et synthétisés.

De plus la loi d'Avogadro s'est trouvée bientôt confirmée par les

travaux d'Ampère. Celui-ci remarquait que dans les gaz et les vapeurs les molécules sont nécessairement placées à des distances relativement considérable les unes des autres (puisqu'on peut réduire énormément et jusqu'à le liquéfier le volume d'un gaz), et que ces distances sont telles que les forces d'affinité des molécules entre elles, variables suivant leur nature propre, ne doivent pas avoir pratiquement d'influence. Dès lors les particules gazeuses subissent des lois d'équilibre physique qui leur sont communes à toutes et qui dépendent uniquement des conditions physiques de température et de pression. Elles sont par suite équidistantes à température et pression égales, quelle que soit la nature chimique du gaz considéré. Ces conclusions d'Ampère, tirées par lui de ses travaux sur la dilatation des gaz (on sait que tous les gaz se dilatent proportionnellement d'une même quantité pour une même élévation de température) et leur transparence, apportaient un appui sérieux à l'hypothèse d'Avogadro.

Un grand nombre d'autres phénomènes physiques, en apparence très disparates (et sur lesquels l'espace me manque pour insister), tels que la pression des gaz, la cryoscopie, l'osmose, la diffusion, l'électrolyse des solutions, ont apporté des confirmations indépendantes et nombreuses de l'hypothèse d'Avogadro, grâce à laquelle des faits multiples, au premier abord incompréhensibles et sans aucun lien, deviennent simples, cohérents et facilement intelligibles. La loi d'Avogadro s'est trouvée ainsi vérifiée et établie avec le maximum d'évidence.

Mais cela étant, si des volumes égaux de différents gaz contiennent, dans les mêmes conditions, le même nombre de molécules, il s'ensuit évidemment que les poids *relatifs* des molécules des différents gaz, qu'on appelle abréviativement leurs *poids moléculaires*, sont proportionnels à la densité relative de ces gaz. C'est ainsi qu'ont été déterminés les poids moléculaires d'un grand nombre de corps par rapport à celui de l'hydrogène, le plus léger des gaz, qui est posé arbitrairement égal à 2 (le poids de l'atome d'hydrogène étant par hypothèse posé égal à 1). C'est ainsi qu'on sait, par exemple, que le poids moléculaire de l'oxygène est 32, celui de l'eau 18, etc., etc. On a également pris l'habitude d'appeler molécule-gramme d'un corps le poids de ce corps qui, exprimé en grammes, est égal à son poids moléculaire. Les molécules-grammes de l'hydrogène, de l'oxygène, de l'eau pèsent donc respectivement 2, 32 et 18 grammes. Or les poids de ces gaz et vapeurs à la pression atmosphérique et à la température ordinaire occupent un volume d'environ 22 litres, 3.

Eh bien ! on est convenu de désigner par la lettre N qu'on appelle la *Constante d'Avogadro*, le nombre total et réel des molécules qui se trouvent dans une molécule-gramme d'un corps quelconque.

Il ne restait plus, — et c'était la chose évidemment la plus difficile, qu'à déterminer ce nombre N, c'est-à-dire à dénombrer le nombre réel des molécules qui se trouvent dans un poids donné d'un corps. Ce dénombrement a été réalisé par des méthodes variées et dont il me reste à parler maintenant, et qui sont parmi les plus beaux triomphes de la science moderne. On le comprendra mieux tout à l'heure lorsqu'on verra la grandeur incroyable de ce nombre, c'est-à-dire l'infinie petitesse du poids de chaque molécule, qui dépassent toute imagination : en ce domaine, le vrai n'est généralement pas vraisemblable.

Pour fixer tout de suite les idées, je veux dire, sans attendre davantage, que les méthodes les plus variées ont montré que ce nombre est à peu près égal à 65×10^{22} (ainsi qu'il est d'usage d'écrire entre mathématiciens), c'est-à-dire qu'il est exprimé par le nombre 65 suivi de 22 zéros. Ou bien, pour parler arithmétiquement, dans une molécule gramme d'un corps quelconque, c'est-à-dire dans 2 grammes d'hydrogène, 32 grammes d'oxygène, 18 grammes d'eau, il y a un nombre réel de molécules séparées et indépendantes égal à *650 000 milliards de milliards.*

Voyons maintenant comment cela a pu être établi :

Dès 1875, Van der Waals, le célèbre physicien hollandais, est arrivé à une première évaluation de N qui se trouve très voisine des déterminations plus précises obtenues récemment. On connaît la loi de Mariotte qui lie la pression des gaz à leur volume; cette loi cesse d'être vraie aux très fortes pressions et lorsque le volume du gaz est presque réduit au volume qu'il aurait à l'état liquide. En effet, à ce moment, le volume propre des molécules qui, elles, ne sont pas compressibles, intervient pour compliquer le phénomène, puisque ce volume n'est plus négligeable par rapport à leurs distances respectives. Van der Waals a établi, et vérifié par l'expérience, la loi plus compliquée suivant laquelle varient le volume et la pression gazeuses dans ces conditions; dans cette expression interviennent les volumes propres des molécules, volumes que l'on peut donc déduire des expériences vérifiant la loi. D'autre part, les lois connues et expérimentalement vérifiées de la viscosité et de la théorie cinétique des gaz fournissent la valeur totale des surfaces des molécules d'un poids donné de gaz. De ces diverses données, on déduit immédiatement la valeur de N qui a été trouvée par Van der Waals voisine

de 60. 10^{22}. Il s'ensuivait immédiatement que l'on pouvait calculer la masse des diverses molécules. C'est ainsi que la masse d'une molécule d'eau est trouvée égale à environ 3.10^{-23} gramme, c'est à dire qu'il en faut environ 30 000 milliards de milliards pour faire un gramme d'eau.

Ce résultat admirable, mais obtenu par des méthodes un peu indirectes, a soulevé une juste admiration. Mais, pour être admis sans conteste, il lui manquait des confirmations plus précises et obtenues par des méthodes complètement indépendantes et différentes. C'est fait maintenant.

Des nombres extrêmement concordants pour la valeur de N ont été obtenus récemment par les méthodes suivantes :

1° En partant de l'étude expérimentale et théorique de la diffusion des substances dissoutes. Je ne m'étendrai pas, malgré son intérêt, sur ce procédé dont l'exposé serait nécessairement un peu ésotérique ;

2° Par l'étude de la répartition de l'énergie dans le spectre des corps incandescents. Même remarque que pour la méthode précédente ;

3° Par l'étude de la charge électrique de ces particules, de ces poussières microscopiques chargées d'électricité qu'on appelle des ions. J'y reviendrai prochainement lorsque j'exposerai les découvertes récentes sur la structure granulaire de l'électricité et la théorie électronique de la matière ;

4° Par l'étude de la dislocation des atomes radioactifs que j'examinerai en même temps que la méthode précédente ;

5° Par l'étude du bleu du ciel. Lord Rayleigh, le grand physicien anglais qui vient de mourir, a montré que la couleur bleue du ciel est causée par la diffusion d'une partie des rayons du soleil sur les molécules de l'air. Il en a déduit des relations numériques qui existent entre l'intensité de la lumière directe du soleil et celle du bleu céleste à diverses distances apparentes du soleil. On conçoit que ces relations numériques dépendent du nombre des molécules diffusantes qui nous rendent visible et lumineuse une région donnée du ciel. Le nombre N se trouve ainsi déterminé par de simples mesures photo métriques sur le ciel bleu et le soleil. On a obtenu ainsi pour N des valeurs comprises entre 45 et 75.10^{22}, donc très concordantes avec les nombres obtenus indépendamment par d'autres méthodes. N'est-il pas admirable de voir l'azur céleste nous apporter ainsi la clef des phénomènes qui se cachent dans l'intimité de la matière ?

6° Par l'étude des mouvements browniens.

C'est par l'exposé succinct de cette dernière et admirable méthode que je voudrais terminer cette première partie de mon exposé.

***

J'ai déjà dit que, d'après la théorie cinétique, les molécules d'un fluide (gaz ou liquide) sont agitées de mouvements continuels, dans tous les sens, qui se font à très grande vitesse, entrechoquent les molécules un très grand nombre de fois chaque seconde et produisent la pression apparente du fluide sur les parois du vase qui le contient.

De même que les vagues de la mer pourront à grande distance n'être pas aperçues directement par un observateur, mais lui être révélées pourtant par le balancement d'un bateau plus grand qu'elles ; de même on peut se demander si des particules assez grosses pour être visibles et en suspension dans un fluide ne pourront pas de quelque manière déceler les mouvements des molécules invisibles de ce fluide. Tel est précisément le cas pour le *mouvement brownien*, ainsi appelé du nom du botaniste anglais, Robert Brown, qui a découvert ce phénomène merveilleux. Si on observe au microscope les mouvements de particules suffisamment petites en suspension dans un liquide tel que l'eau, on les voit agitées de mouvements dans tous les sens *qui ne cessent jamais*, et qui (cela a été prouvé), n'étant dus ni à la diffusion, ni à des inégalités de température ou des courants, ni à la nature même des particules, sont causés nécessairement par les impulsions en tous sens que leur font subir les chocs des molécules du liquide. Ces chocs manifestent l'agitation des molécules invisibles, de même que l'impulsion donnée à une plaque de fer suspendue devant un fusil permet, dans certaines expériences balistiques, de connaître et de mesurer la force vive et la vitesse du projectile, invisible pourtant.

D'autre part, il a été établi, notamment par Van T'Hoff, que les lois de pression et de diffusion des gaz sont les mêmes, quelles que soient la grosseur et le poids des molécules (on s'en doutait déjà, d'après ce que nous avons dit de la loi d'Avogadro). Partant de cette idée, dont tous les développements théoriques avaient été mis au point, M. Jean Perrin a réalisé de très élégantes expériences qui ont fourni récemment de précieuses confirmations à la théorie moléculaire et qui ont apporté, du nombre N, des déterminations nouvelles, en excellent accord avec les précédentes et désormais hors de toute discussion possible.

On connaît les lois de Laplace qui lient la pression en un point de

l'atmosphère terrestre à son altitude. Ces lois montrent que les molécules de l'atmosphère étant sollicitées d'une part par la pesanteur qui tend à les amener au sol, d'autre part par leur diffusion, il doit se produire finalement un état d'équilibre moyen qu'exprime précisément la formule vérifiée de Laplace et qui assure la répartition constatée de l'air aux diverses altitudes.

Cette répartition, toutes proportions gardées, serait nécessairement la même ou, du moins, suivrait qualitativement la même loi, si l'atmosphère était composée de molécules beaucoup plus légères ou beaucoup plus lourdes que celles de l'air. Ainsi on calcule que dans une atmosphère d'oxygène la densité baisse de moitié lorsqu'on s'élève de 5 kilomètres; il faudrait s'élever seize fois plus haut pour obtenir la même raréfaction de moitié dans une atmosphère d'hydrogène, parce que la molécule d'hydrogène est seize fois plus légère que celle d'oxygène.

Mais si — comme l'a conçu M. Jean Perrin, — nous réalisons une sorte d'atmosphère artificielle où les particules seront beaucoup plus grosses et seront par exemple les granules microscopiques (et soumises au mouvement brownien) d'une émulsion, c'est-à-dire d'une solution colloïdale contenant de petites particules en suspension, qu'arrivera-t-il? On pourra d'abord contrôler que la loi de répartition de Laplace est bien vérifiée et cela en comptant, — lorsque l'équilibre est établi dans la solution, — le nombre des granules visibles dans le champ du microscope à diverses hauteurs. Ensuite il ne restera plus qu'à assurer une dimension à peu près uniforme aux granules et à connaître leur poids moyen (tout ceci n'est pas facile d'ailleurs) et à mesurer, en mouvant le microscope, quel est le déplacement vertical qui correspond à une diminution de moitié de la fréquence des granules, pour avoir, par une simple règle de trois, la valeur de N.

C'est ce qu'a habilement réalisé M. Perrin. Ici, et pour obtenir une diminution de moitié de la densité particulière de son atmosphère en miniature, il ne faut plus s'élever de 5 kilomètres, comme dans l'air, mais de quelques centièmes de millimètres seulement, ce qu'on fait grâce à la vis du microscope.

Par ce procédé et par d'autres concordants et d'ailleurs indépendants et qui utilisent des propriétés différentes du mouvement brownien des particules, on a ainsi obtenu pour le nombre N d'Avogadro des valeurs comprises entre 65 et 69.10^{22} et qui constituent probablement les déterminations les plus directes et les plus

exactes de cette précieuse constante universelle de la matière.

Quand on met en regard les nombres obtenus pour la valeur de N par toutes ces méthodes aussi différentes et qui sont tous compris entre 60.10^{22} et 75.10^{22}, on est saisi d'admiration devant ce qui serait un miracle de concordance si ce n'était la démonstration et la preuve la plus évidente de la réalité moléculaire. Comme on l'a dit déjà, qu'on retrouve la même grandeur, d'abord à l'intérieur de chacune de ces méthodes en variant les conditions expérimentales, ensuite par des méthodes aussi disparates et indépendantes, cela donne, à l'existence ainsi précisée des molécules, autant de certitude qu'en peut avoir une réalité physique.

Comme l'a dit naguère Arrhénius, « il ne semble plus possible de douter que la théorie moléculaire entrevue par les philosophes de l'antiquité, un Leucippe, un Démocrite, ait atteint la vérité, tout au moins dans l'essentiel. »

Et maintenant essayons de concrétiser un peu le résultat auquel nos sommes parvenus.

Dans l'air que nous respirons, chacune des molécules, si l'on s'en rapporte aux nombres obtenus, se meut avec la vitesse d'une balle de fusil, parcourt en ligne droite, entre deux chocs contre une autre molécule, environ un dix-millième de millimètre et par suite est déviée de sa course à peu près 5 milliards de fois par seconde. Il en faudrait aligner 3 millions bout à bout pour faire une longueur totale d'un millimètre. Il en faudrait réunir 20 000 milliards pour faire un millionième de milligramme.

Pour m'exprimer autrement, dans chaque centimètre cube de l'air que nous respirons (ce qui représente moins que le volume d'un dé à coudre) il y a 30 milliards de milliards de molécules. Dans chacune des petites bulles qui frissonnent à la surface d'une coupe de champagne, il y a donc un milliard de fois plus de molécules que toute la Voie Lactée ne contient d'étoiles.

Devant ces choses, on pense à Pascal dont le génial parallèle entre l'infiniment grand l'infiniment petit est au-dessous de la vérité. On pense aussi à Racine... et même à Baudelaire, et on a envie de crier aux esprits chagrins et lassés par « l'ennui fruit de la morne incuriosité » qui trouvent que notre époque est plate et dénuée d'attraits :

« Et quel temps fut jamais plus fertile en miracles? »

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Le Voile déchiré*, pièce en deux actes, par M. Pierre Wolff. — *Intérieur*, drame en un acte, par M. Maurice Mæterlinck. — Porte-Saint-Martin : *Mon père avait raison*, comédie en trois actes, par M. Sacha Guitry.

Les situations sur lesquelles les auteurs dramatiques peuvent échafauder leurs pièces sont, comme on sait, en petit nombre. L'une des plus poignantes est celle de l'homme qui, sous nos yeux, se livre à la poursuite d'un secret d'où dépend toute sa vie. D'Œdipe à ces messieurs de Gourgiran, dans l'*Énigme*, la liste est longue de ces tragiques déchireurs de voiles. C'est encore à ce cycle qu'appartient la nouvelle pièce de M. Pierre Wolff, et le public a témoigné que l'intérêt n'en était pas épuisé pour lui.

A la campagne, chez de riches bourgeois. Deux jeunes femmes, Micheline et Germaine, font leur correspondance. Comme on leur demande à qui elles écrivent, elles répondent que c'est à leur amant. Charmante plaisanterie et du meilleur goût! Micheline est la femme de Robert ; elle l'aime passionnément, parce que c'est lui et parce qu'il lui donne, par sa tendresse et par sa loyauté, ce paradis sur terre : la sécurité dans le bonheur. Robert est le meilleur ami de Jacques... Nous n'en demandons pas davantage et nous savons ce que parler veut dire. Dès maintenant, nous n'avons aucune espèce de doute : Robert trompe Micheline et il est l'amant de Germaine.

Aussi, quand Jacques arrive en scène, sombre, nerveux, il peut prétexter des soucis d'affaires : nous ne sommes pas dupes. Bientôt d'ailleurs il nous livrera le fond de son cœur, dans une conversation avec sa mère. C'est la première scène d'émotion dans cette pièce où désormais elles se succéderont sans interruption. Le drame va nous prendre à la gorge et ne plus nous lâcher. De confidence en confidence, à demi-mots et par lambeaux, ce brave

homme de Jacques avoue à sa mère son intime souffrance : Germaine le trompe, et avec qui? avec ce Robert, qu'il traite comme un frère, qu'il a comblé de ses bienfaits ! La vieille dame se récrie. L'horreur d'une si noire trahison la rend à ses yeux impossible. C'est une femme évidemment qui a peu fréquenté le théâtre, où l'aventure est classique.

Jacques voudrait douter, et peut-être conserve-t-il malgré tout quelque espoir, un de ces fétus d'espoir auxquels, jusqu'à la dernière minute, essaient de se raccrocher les naufragés du bonheur. Ce qui est certain, c'est qu'il ne peut plus vivre en proie à cette torture et que le moment est venu pour lui de tout savoir. Donc il fait subir à Germaine un interrogatoire en règle. Dès les premiers mots, il est fixé : le ton même sur lequel cette aimable personne parle de sa tendresse, de son affection, de son amitié à un homme que dévorent tous les serpents de la jalousie, est suffisamment révélateur. Toutefois elle s'entête à ne pas avouer. Reste à questionner l'amant, et la cause sera entendue. Scène à voix basse, à mots couverts, à coups sourds et ripostes silencieuses. Jacques appelle Robert auprès de lui et, tandis que les conversations se poursuivent dans le salon, il lui murmure quelques phrases qui sont autant d'allusions transparentes. Il lui dit que Germaine a un amant, qu'il connaît cet amant, que demain il se battra avec lui. En même temps, il scrute le visage de Robert. Il le voit blémir, ses traits se décomposer : *habemus confitentem reum....* Ce qu'il faut louer dans cet acte, c'est la manière rapide et directe dont il est mené. Et c'est aussi la mesure avec laquelle sont traitées ces situations violentes. Elles eussent facilement tourné au mélodrame. Cette faute n'a été commise ni par l'auteur ni par ses interprètes. Dans ce dialogue « en dedans, » les mots disent moins qu'ils ne font entendre.

Pas d'entr'acte : le temps seulement de baisser et de relever le rideau. Jacques revient à la charge et arrache enfin à Germaine l'aveu de la trahison. Là, d'ailleurs, n'est pas l'intérêt : toute la somme d'émotion que contenait la situation de Jacques est épuisée. Mais il est un autre personnage dont la souffrance est pour nous toute neuve : c'est lui maintenant qui doit venir au premier plan. Après le drame du mari trompé, celui de l'épouse trahie. Dans cette pièce très bien faite, comme le premier acte avait appartenu à Jacques, le second acte appartiendra à Micheline. Une détonation a retenti dans la nuit. Micheline elle-même vient nous apprendre que Robert s'est logé une balle dans la tête. Robert, s'est tué :

pourquoi? C'est un nouvel interrogatoire qui commence. Ainsi que Jacques faisait tout à l'heure, Micheline à son tour questionne, enquête, interprète, commente chaque parole et chaque silence. Cette pièce, c'est l'école des juges d'instruction.

Ici une critique que j'ai entendu formuler par beaucoup de spectateurs. On a dit : « Quoi! A la minute même où son mari vient de mourir! Ce mari si passionnément aimé, elle l'abandonne, cadavre pas encore refroidi, pour se livrer à cette besogne inquisitoriale! Qu'elle le pleure d'abord : elle le jugera ensuite. » Je ne crois pas l'objection très fondée. Il faut tenir compte des nécessités du théâtre, obligé de nous présenter les choses en raccourci. Et puis, ce suicide est, pour Micheline, un coup si imprévu! Elle a, jusqu'à la minute de tout à l'heure, vécu dans la conviction que tout lui était connu, non seulement de l'existence quotidienne mais de l'âme même de son mari. Elle tient pour certain que Robert n'avait pas plus de liaison qu'il n'avait de soucis d'argent. Alors quoi? Quelque crime toujours précède les grands crimes; quelque indice annonce les plus soudaines catastrophes : c'est l'*inexpliqué* de ce suicide qui tout d'abord saute aux yeux et s'impose à l'esprit. Il dessine un si énorme point d'interrogation, qu'il est impossible à Micheline de ne pas s'y heurter.

L'embarras et le vague des réponses qu'elle arrache plutôt qu'elle ne les obtient, la mettent peu à peu sur la voie. Comme ce personnage de Dumas fils, elle serait tentée de s'écrier : « Tout le monde ment ici! » Elle gémit, avec plus de littérature : « Il me semble qu'un voile est prêt à se déchirer, et que chacun de vous fait effort pour le retenir sur ma tête. » Celle qui ment le plus mal, c'est certainement Germaine. La veille, elle a fait avec Robert une promenade d'une heure. Que se sont-ils dit? En une heure, et seul à seule, on a le temps de se dire des choses. Germaine ne se rappelle pas. Elle ne se rappelle pas, et c'est tout ce qu'elle trouve à répondre. Elle a de la duplicité, mais elle n'a pas d'imagination... Après cela, Micheline n'a plus rien à apprendre. Personne ne lui a rien dit et elle sait tout. Elle sait tout et elle veut ne rien savoir... Cette fin est excellente, nous laissant deviner de quel affreux mélange de chagrin, de colère, de déception, — et d'amour quand même, — sera faite la douleur de cette femme maintenant agenouillée auprès du mari coupable et uniquement aimé.

Ne demandons pas à une telle pièce ce qu'elle ne peut nous donner. La psychologie en est forcément sommaire : chaque person-

nage y est un rôle plutôt qu'un caractère. Ce qu'il faut ici et ce qui suffit, c'est que tout le pathétique enfermé dans la situation une fois posée en soit dûment extrait. L'auteur du *Voile déchiré* l'a fait avec une dextérité et une sûreté de main plus grandes que dans aucun de ses ouvrages précédents. L'action est ramassée, le dialogue serré et du ton le plus juste. Ce drame rapide et émouvant a été très applaudi et aura sans doute un succès durable.

Le Voile déchiré est très bien joué. M. Bernard est excellent de sincérité et d'émotion dans le rôle de Jacques. Mlle Cerny a grande allure dans celui de Micheline, où elle semble, au second acte, une statue de la désolation. Et M. Alexandre, dans le bref entretien de Robert avec Jacques, a bien traduit, par le jeu de sa physionomie, la confusion du traître démasqué.

C'est une erreur d'avoir représenté *Intérieur* à la Comédie-Française. La pièce de M. Maurice Mæterlinck est connue, et elle est fameuse, depuis longtemps : la valeur n'en est pas en cause. Comme dans *l'Intruse* et dans *les Aveugles*, l'auteur a su nous y donner le frisson du mystère qui nous entoure, la peur de l'inconnu où nous errons. Voici un intérieur paisible : la famille est réunie sous la lampe, les parents lisent, les jeunes filles se penchent sur un ouvrage de couture, l'enfant dort. Rien à craindre : les portes sont fermées et les verrous ont été mis. Or sur cette scène doucement lumineuse plane l'ombre d'un malheur qui est déjà un fait accompli. Ni les portes closes, ni les verrous poussés n'arrêtent le malheur. Du dehors un homme *qui sait*, contemple ces pauvres gens *qui ne savent pas ;* et parce qu'il sait, la scène lui apparaît tout autre. Tel est pour nous tous le drame de la destinée : nous sommes sans défiance et déjà le malheur est sur nous !

Le cadre de la Comédie-Française est bien large pour une œuvre si mince ; mais surtout une fâcheuse invention de mise en scène a tout gâté. Le théâtre est plongé dans une obscurité complète ; on aperçoit seulement, sur la droite, des fenêtres éclairées. Le vieillard qui sait l'accident, — une fille noyée, — voit à travers les vitres ce qui se passe à l'intérieur. Et nous le voyons aussi, hélas ! Nous voyons les gens qui se lèvent, se rasseoient, changent de place et font les grands bras, tandis que leurs lèvres remuent pour des paroles qui battent l'air et que nous n'entendons pas... La voilà, l'idée fâcheuse : c'est de nous avoir fait assister à cette pantomime. Irrésistiblement l'impression s'impose à nous que nous sommes au cinéma

et que M. de Féraudy commente un film, à mesure qu'il se déroule sur l'écran lumineux.

La nouvelle pièce de M. Sacha Guitry est pareille à toutes les autres pièces de M. Sacha Guitry. Il y a de tout là dedans, jusqu'à des passages de vraie comédie, des boutades qui amusent, des plaisanteries qui font long feu, de grosses bouffonneries, jetées pêle-mêle et au petit bonheur, et de la drôlerie, et de la fantaisie, et du décousu plus que tout ce que dessus.

Au premier acte, Bellanger père, en visite chez Bellanger fils, se livre à un étalage d'égoïsme féroce et de grossier épicurisme, à faire rougir ses propres cheveux blancs. Bellanger fils est gêné par ce bavardage sénile : il tient, lui, pour le devoir. Hélas! au même moment, il apprend, par un coup de téléphone, que sa femme le quitte. — Au second acte, vingt ans après : le vieux fêtard a rendu sa vilaine âme à Dieu, et Bellanger fils est devenu Bellanger père : en sorte que son rôle, joué à l'acte précédent par Guitry fils, l'est maintenant par Guitry père. Pendant ces longues années, il s'est consacré à l'éducation de l'enfant que lui a laissé la femme infidèle; il lui a surtout inculqué l'horreur du mariage. Maintenant sa tâche est accomplie et il va pouvoir prendre un peu de bon temps. Ici une scène tellement forcée qu'on se demande comment un auteur si averti n'a pas senti qu'il dépassait la mesure. La femme coupable, après vingt années d'absence, réclame sa place au foyer, car, dit-elle, si elle a commis une faute, la continuité même de cette faute et l'exemple qu'elle a donné de la constance dans l'inconstance lui font une vertu. — Au troisième acte, Bellanger entre résolument dans la carrière où l'appelle l'exemple de son père : il a reconnu que *son père avait raison*. Ses domestiques le croient fou et font venir le médecin. Et cette fois la drôlerie côtoie la farce.

Le premier acte, brillant et gai, faisait espérer une comédie. Les deux autres sont beaucoup plus faibles. Quant à la « morale » de la pièce, je crois qu'on ne saurait en discuter sans un peu de naïveté. Au moins l'auteur n'a-t-il pas essayé de nous donner le change : à nous de prendre pour ce qu'il vaut ce cynisme ingénu.

Est-il besoin de dire que la pièce est admirablement jouée par les deux Guitry ?

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La fin du mois d'octobre a été marquée par une série de discussions et de décisions qui ont eu toutes un même objet : la ratification du traité de Versailles, et le passage de l'état de guerre à l'état de paix. Le gouvernement, il y a plusieurs semaines, s'était engagé à prendre, dès que le Parlement aurait ratifié le traité, toutes les mesures nécessaires pour que notre pays retrouve le plus vite possible des conditions normales d'existence et puisse se consacrer sans délai à l'immense labeur qui le réclame. Il se préoccupe de tenir ses promesses et on ne saurait trop l'en louer. Les difficultés d'ordre politique, économique et financier en présence desquelles nous nous trouvons dépendent pour la plupart de causes profondes qui dépassent de beaucoup les volontés des hommes au pouvoir. Mais la lenteur avec laquelle le traité a été négocié d'abord, discuté ensuite, n'a fait qu'y ajouter. force de laisser passer le temps et d'abandonner du champ à l'esprit critique, on risquait d'affaiblir les sentiments et les énergies nées de la victoire. Il fallait conclure : c'est ce que le gouvernement a compris. Nous voudrions pouvoir dire dès aujourd'hui qu'il a exécuté entièrement le programme qu'il s'était tracé, et nous avons le regret de ne pas le faire. Du moins s'est-il acquitté dans cette quinzaine de la plus grande partie de sa tâche.

Le traité de paix ayant été ratifié par la Chambre le 2 octobre, le Sénat s'est mis aussitôt à l'étudier à son tour. Il a fait diligence, et quelques séances lui ont suffi pour mener la discussion à son terme. Après avoir entendu M. de Lamarzelle, M. Léon Bourgeois et enfin M. Clemenceau, il a ratifié le traité à l'unanimité des voix, moins une abstention. M. Clemenceau a remporté un grand succès devant le Sénat qui a voté l'affichage de son discours. En lui donnant ce témoignage, la Haute Assemblée n'a pas voulu seulement honorer dans la

personne du Président du Conseil l'orateur et le chef du gouvernement : elle a eu sans doute une autre pensée. Elle a jugé qu'au moment où allait entrer en vigueur un traité qui intervient après de si grands événements et qui pendant des années aura un si profond retentissement sur notre histoire, il fallait donner la plus large publicité aux paroles de l'homme qui en est le principal auteur. Le discours de M. Clemenceau, c'est l'examen du traité par celui qui l'a négocié ; c'est l'explication par le gouvernement de son propre ouvrage ; c'est en quelque sorte le guide proposé aux Français pour l'intelligence d'un texte désormais essentiel à leurs destinées. A ce titre, il mériterait d'être étudié de près, et il est très curieux, non pas seulement par le ton dégagé qui est habituel à l'orateur, même quand il traite des plus hauts et des plus graves sujets, mais par la conception générale, on peut presque dire par la philosophie historique qui l'inspire tout entier.

M. le Président du Conseil désarme par avance les critiques en reconnaissant que le traité est imparfait. D'une manière générale, il est tout près de croire qu'il n'existe pas de traité qui donne entière satisfaction, parce que rien n'est complet ici-bas. Aucun texte ne peut immobiliser la vie et fixer l'histoire, et si l'avenir réclame de notre part beaucoup de vigilance, ce n'est pas le traité qui nous y contraint, ce sont les conditions mêmes de l'existence, qui ordonnent à tout être humain, à toute nation d'être sans cesse en éveil. En outre, M. Clemenceau indique en termes discrets ce dont nous nous doutions bien : nous n'étions pas seuls ; nous avions des alliés ; le traité a été une œuvre faite en collaboration. Il y a des cas où M. Clemenceau avoue qu'il n'a pas obtenu tout ce qu'il voulait, même en ce qui concerne les réparations et les garanties qui nous sont dues. De cet ensemble de circonstances est sorti un traité qui nous rend l'Alsace-Lorraine et qui nous donne une situation glorieuse dans le monde. Mais il laisse en suspens des questions graves : M. Clemenceau les connaît, et il n'en dissimule rien. Il n'en demeure pas moins, en concluant, résolument optimiste. Ce que le traité ne nous donne pas, M. le Président du Conseil nous engage virilement à le créer nous-mêmes. Nous avons des régions dévastées, mais nous travaillerons. Nous avons une situation financière difficile, mais nous produirons. Nous avons un voisin mal commode et insuffisamment désarmé, mais nous serons forts et nous resterons unis à nos Alliés. La frontière du Rhin ne nous est pas accordée d'une manière durable et permanente : mais, nous dit M. Clemenceau, aucune frontière n'est

infranchissable, la seule frontière inviolée est la volonté des hommes qui défendent leur pays, et celle-là, nous pouvons dire avec fierté que nous l'avons. L'unité de l'Allemagne demeure intacte, mais l'avenir est gros d'événements, l'ancien Empire marche vers une crise intérieure grave. C'est aux Alliés d'avoir une politique à l'égard de l'Allemagne, comme ils doivent en avoir une à l'égard des affaires d'Orient. Le traité nous offre d'un côté des certitudes immédiates, de l'autre des possibilités : il aura la valeur que nous aurons nous-mêmes.

Dans ce raccourci, où ne tient certes pas tout le discours de M. Clemenceau, nous avons essayé de donner une idée du mouvement qui l'anime et du sentiment général qui le soutient. Ce qui le caractérise, c'est qu'il est à la fois critique dans la première partie et confiant dans la seconde. Il y a bien quelque inégalité entre l'une et l'autre, et des objections se présentent à l'esprit. Par instant, on est tenté de trouver M. le Président du conseil bien philosophe et même un peu fataliste. C'est Renan qui reprochait jadis à M. Clemenceau de ne pas faire oraison. M. Clemenceau semble avoir eu à cœur de rattraper le temps perdu, et il est soudain allé bien loin dans la voie de la méditation. Sans doute c'est un spectacle émouvant et qui a sa beauté que de voir le vieil homme d'État, après un éclatant triomphe et de laborieuses négociations, apporter le témoignage un peu désabusé du chef qui a beaucoup appris, enseigner ce qu'il y a fatalement d'insuffisant dans les résultats et de nécessaire dans le renouvellement des efforts. M. le Président du Conseil a eu certainement du mérite à offrir une vue des choses aussi lucide, un réalisme aussi simple et parfois aussi rude à une Assemblée et à un peuple qui, encore tout chauds d'une lutte de cinq années, étaient disposés à tous les espoirs. L'histoire se demandera cependant si M. Clemenceau ne fait pas la part trop grande aux forces obscures, à l'imprévu, aux nécessités, et si l'art politique ne consiste pas précisément à imposer à la matière confuse des faits une forme définie. Nos princes et nos hommes d'État les plus grands ont mis tout leur soin à se tenir au carrefour des événements et à profiter des circonstances, à prévoir et à vouloir, à limiter les incertitudes du futur, à suivre de longs desseins, et pour faire le plus profond éloge du plus illustre d'entre eux, du cardinal de Richelieu, on a dit qu'il avait eu l'intention des choses qu'il avait faites. Mais ce sont là des considérations qu'il convient de laisser à l'avenir Pour ce qui est du présent, le Sénat a été justement frappé de ce qu'il y avait de mâle dans les conclu-

sions de M. le Président du Conseil. Il a pensé qu'après tant de semaines de critiques et de discussions, il pouvait rester dans l'esprit public un peu d'incertitude sur la valeur exacte du traité, et qu'il fallait répandre dans la nation ces paroles à la fois courageuses et confiantes.

Pour permettre à notre pays de développer toutes les énergies dont il a besoin, la première condition est de lui rendre le plus vite possible le rythme habituel de son existence. Nous avons vécu pendant cinq ans sous un régime d'exception. Tout se faisait en fonction de la guerre et en vue de la victoire. Les règles accoutumées de la vie publique et de l'activité économique n'ont plus compté. Il fallait improviser, lutter, vivre pour vaincre. Les libertés politiques comme les libertés commerciales ont dû être limitées; les contrats suspendus; les corps élus dont les mandats étaient expirés ont prolongé leurs pouvoirs. C'était le régime de guerre. Nous passons au régime de paix. Pour qu'il soit de nouveau établi, il ne manque plus, du moins en apparence, qu'une formalité. Le traité est ratifié, comme il avait besoin de l'être, par trois grandes Puissances, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France. Il suffit donc que l'instrument des ratifications, c'est-à-dire un exemplaire du traité de paix, soit signé par chacun des trois chefs d'État et qu'on procède au dépôt et à l'échange des ratifications. C'est une brève cérémonie : le traité entrera en vigueur à l'instant même où sera dressé le procès-verbal de cet échange de ratifications. On attend cet instant, on l'attendra encore. Les Alliés se sont aperçu qu'aussitôt entré en vigueur, le traité produirait toutes ses conséquences; or ils ne sont pas prêts à en assurer l'exécution. Les Allemands doivent évacuer certaines régions comme la Haute Silésie, Memel, le Slesvig. De leur côté, les Alliés doivent occuper ces mêmes régions avec leurs troupes, ils doivent en outre assurer le fonctionnement des commissions prévues par le traité et destinées à administrer certains territoires, à fixer les nouvelles délimitations, à organiser les plébiscites. Il y a toute une série de mesures très importantes à prendre et que les Alliés n'ont pas prises. Ils se sont déjà entendus sur quelques-unes et en particulier sur le dispositif militaire. Ils ont décidé que l'occupation serait faite partout par des contingents interalliés et que dans chaque zone ils désigneraient la puissance dont le représentant militaire aurait le commandement. Ils ont également confié au maréchal Foch le soin d'étudier les questions rela-

tives au transport et à la répartition des troupes. C'est un commencement, mais c'est encore peu quand on songe au nombre et à la complexité des décisions que le traité entraîne. On est en droit de déplorer ces retards. Quatre mois ont passé depuis que le traité de Versailles a été signé par les délégués allemands. Notre gouvernement sait tout le prix que le pays attache à la publication du décret sur la clôture des hostilités, sans lequel il n'y a pas d'activité économique possible. Son apparition est-elle désormais une affaire de jours ? Le Conseil Suprême a donné lieu déjà à tant de surprises qu'on n'ose plus risquer de pronostic.

Le gouvernement a jugé que, sans attendre la mise en vigueur du traité, il y avait du moins une décision qu'il pouvait prendre immédiatement. Il a résolu de renouveler les pouvoirs élus et de procéder sans retard à la consultation générale du pays. Après avoir supprimé l'état de siège et la censure et rendu ainsi la liberté à la parole et à la plume, il a établi le calendrier des élections, en plaçant les élections législatives les premières et en faisant suivre les autres rapidement, de telle sorte que toutes les opérations électorales fussent terminées le 17 janvier, au plus tard le 2 février, date où la Constitution ordonne la nomination du Président de la République. Ce calendrier des élections était discuté et il était loin d'être parfait Mais il avait le grand mérite d'exister et d'avoir des chances d'être adopté. Pour couper court à toute controverse, et pour aller vite, le gouvernement a employé les grands moyens : il a posé la question de confiance. Dans ces conditions, le débat a été très court. Il a eu lieu cependant. C'est même M. Clemenceau en personne qui a défendu sa thèse et c'est M. Briand qui l'a combattue. En d'autres temps une pareille joute oratoire n'aurait pas manqué de paraître pittoresque. Par un de ces jeux fréquents dans les controverses parlementaires, chacun des orateurs a tenu le rôle qui paraît le moins conforme à l'idée générale que le public se fait de lui. C'est M. Briand, habituellement optimiste et conciliant, qui faisait ses réserves sur l'avenir et qui disait : « Prenez garde. » Et c'était M. Clemenceau, passé maître en l'art des polémiques, des objections et des critiques, qui disait : « Ce système est bon ; il arrangera tout. » Mais la Chambre ne s'est pas attardée longtemps à ce spectacle : la cause était entendue, comme M. Briand lui-même n'a pas manqué d'en convenir. Les élections commenceront donc par la nomination des députés et elles auront lieu le 16 novembre.

La Chambre a accepté la décision du gouvernement avec une

bonne volonté qu'il faut reconnaître. Elle s'est acquittée en hâte des dernières formalités qui lui restaient à accomplir et dans la soirée du 19 octobre, après avoir applaudi d'éloquentes paroles de M. Deschanel qui a été son actif président de guerre, elle a entendu le décret de clôture qui la renvoie à ses électeurs. Ce n'est plus déjà vers cette assemblée disparue que vont nos pensées : c'est à celle de demain qui est dépositaire de nos espérances. Jamais consultation nationale n'a été plus émouvante. Après cinq années d'efforts, de douleur et de gloire, nous vivons dans un air nouveau, tout frissonnant du battement d'ailes de la victoire. Entre 1914 et 1919, la plus grande histoire a passé. Que nous a-t-elle appris sur les mœurs politiques, sur les institutions, sur la meilleure manière d'administrer et de gouverner? Que nous a-t-elle inspiré de sens pratique et d'esprit public? Notre pays va le dire en choisissant les hommes à qui il confiera le soin d'organiser la France nouvelle, et le jugement qu'il va rendre aura un long retentissement sur ses destinées.

Les nouvelles de Russie montrent une fois de plus aux Alliés la nécessité de se créer une politique orientale. M. Clemenceau a déclaré qu'il n'y aurait pas de paix véritable en Europe, tant que la question russe ne serait pas réglée. C'est une constatation franche et qui répond à la réalité. La Russie est absente du traité, et les États fragmentaires qui ont survécu à l'écroulement de l'Empire ne savent pas encore comment ils s'organiseront : par suite de la défaillance de cet immense et obscur domaine, la moitié de l'Europe est hors de la paix. On ne sait même pas très exactement ce qui se passe et à quel point de son développement ou de sa décadence en est la tyrannie bolcheviste. Il y aura deux ans le 7 novembre que la république des Soviets a commencé sa néfaste histoire. Elle a beaucoup détruit et elle est certainement en train de se détruire elle-même. Mais la chute est-elle aussi prochaine qu'on le souhaite? Lénine est-il encore tout-puissant ou est-il emprisonné? Trotsky a-t-il quitté le front de l'Oural? Il n'y a aucune certitude. De cette partie de l'Europe orientale il n'arrive que des rumeurs confuses, dominées par les cris pleins d'horreur de la souffrance et de la misère.

Dans ce chaos on a pu distinguer en ces derniers temps deux sortes d'actions qui cherchaient à s'exercer : celle des Allemands et celle des patriotes russes. Il n'est pas besoin de dire qu'elles ne se faisaient pas sentir dans le même sens. Non pas que les Allemands aient le moindre parti pris au sujet des groupements russes qu'ils soutiendront

ou qu'ils combattront. Ces inventeurs et ces alliés du bolchevisme seraient au besoin prêts à travailler demain avec les antibolchevistes. L'essentiel n'est pas pour eux de savoir de quel côté ils se trouveront, mais c'est d'être présents dans les affaires de Russie. Le rêve du germanisme impénitent est de reprendre sa place dans le monde et sa puissance avec l'aide des régions russes qui peuvent tomber sous sa domination et de s'installer dans la Russie en l'organisant, en apparaissant comme sauveur à des provinces lasses de luttes civiles, qui ont besoin d'ordre et d'appui pour vivre. Ce qui vient de se passer dans les pays baltiques est à ce point de vue significatif. Le 25 septembre dernier, le général anglais qui est chef de la mission de l'Entente à Riga avait demandé au général von der Goltz, commandant des troupes allemandes de la région, quelques explications sur sa présence et ses projets. Le général von der Goltz a répondu par un refus aussi hautain que menaçant. On a pu dire avec raison que Napoléon après Iéna aurait été moins arrogant avec le roi de Prusse. C'est que les Alliés, en attirant l'attention sur la présence des troupes de von der Goltz dans les provinces baltiques, touchaient à un des points les plus sensibles de la politique allemande. Avec une préméditation manifeste, les Allemands depuis l'armistice ont tâché de s'installer dans ces provinces russes du Nord, afin de garder une liaison étroite avec les bolcheviks et au besoin de menacer la Pologne.

Comme les Alliés étaient fort occupés ailleurs et comme en outre ils ont toujours fait preuve depuis l'armistice d'un esprit de conciliation et de confiance qui a paru souvent, après expérience, singulièrement exagéré, les Allemands ne s'étaient pas gênés et l'audace leur avait réussi. Mais ils en ont montré un peu trop. L'attitude de von der Goltz a ouvert les yeux des Alliés qui ont protesté auprès du gouvernement de Berlin et qui ont fait dire par le maréchal Foch que le ravitaillement de l'Allemagne serait suspendu jusqu'à l'évacuation des provinces baltiques. Le Gouvernement de Berlin a bien dit que von der Goltz ne continuerait pas : mais il a tergiversé, donnant l'impression qu'il était ou impuissant à envoyer des ordres à un général ou désireux de ne pas être obéi, à moins qu'il ne fût l'un et l'autre à la fois. Il s'en est suivi un échange de notes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont pas réussi à donner à l'Allemagne la notion d'une volonté alliée bien définitive. Le Conseil suprême a compris que, dans l'intérêt même de la paix, il devait montrer à l'Allemagne qu'il est capable de lui imposer quelque chose d'efficace. Les Alliés ont donc modifié leur plan. Après avoir envoyé des

notes, ils viennent de décider qu'ils enverraient le général Mangin. Ce n'est pas la même chose et c'est beaucoup mieux. L'illustre soldat qui a joué un rôle si important dans la bataille de 1918 et qui a occupé la rive gauche du Rhin sous le régime de l'armistice devra tenir en Courlande un rôle qui est à la mesure de son activité. Chef de la mission interalliée, il aura la charge de vérifier si le gouvernement allemand tient ses promesses, de contrôler le départ des troupes allemandes et d'administrer les territoires. S'il a les moyens d'agir, on peut être assuré que sa présence dans ces régions où les Allemands s'attardent obstinément, fera plus pour hâter leur départ que toutes les mesures économiques. La manifestation de la force est la seule manière de convaincre les Allemands, et les Alliés sont d'autant plus en droit d'y recourir qu'il s'agit de faire respecter une des clauses de l'armistice dont von der Goltz se moquait avec outrecuidance.

Pendant ce temps les patriotes russes font de grands efforts pour battre les troupes bolchevistes. Si les Allemands ont pu conquérir à leur cause quelques chefs dans les provinces baltiques comme en Ukraine, c'est un phénomène inévitable dans l'état de désorganisation où est la Russie et durant une de ces périodes troubles où il ne manque jamais de chefs ni de bandes pour varier les combinaisons et changer de parti. Mais dans l'ensemble l'action des patriotes russes est continue et semble même mieux coordonnée. Koltchak à l'Est, Denikine au Sud, Youdenitch au Nord ont lutté avec des fortunes diverses, autant que l'état de leurs troupes et de leurs approvisionnements le leur permettaient. Les bolchevistes ont l'avantage d'occuper la position centrale, ils en profitent pour s'opposer successivement à l'adversaire qui les presse le plus, le mettre en mauvaise posture, et se porter contre un autre. En ce moment, c'est le général Youdenitch qui paraît faire les progrès les plus rapides. Des télégrammes non confirmés, et dont il est impossible de déterminer l'origine et la valeur, ont même annoncé qu'il avait pris Pétrograde. La nouvelle à peine lancée a été démentie pour être de nouveau mise en circulation. A l'heure où ces lignes sont écrites, elle n'est pas certaine encore, mais elle n'est pas invraisemblable. L'armée Youdenitch a pris Ligova sur la ligne de Peterhof et s'est avancée à quelques kilomètres de Pétrograde : elle a pu s'emparer de l'embranchement du chemin de fer aboutissant aux usines Poutiloff. Si ces faits sont exacts, ils ne suffiront pas à indiquer que la chute des bolchevistes est toute prochaine, d'autant plus que l'armée rouge a déjà projeté une fois

d'abandonner Pétrograde avant l'hiver et avant la famine. Mais ils auront un grand retentissement : les bolchevistes chassés de Pétrograde demeureront encore maîtres de Moscou, mais des maîtres affaiblis, privés d'une partie de leur domaine et coupés de l'Europe occidentale. Le jour inévitable où la malheureuse Russie sera libérée de leur domination, ce sera par l'action concertée de ces chefs militaires, auxquels les Alliés ont donné un appui si discret et si limité, et dont les progrès doivent continuer de retenir toute notre attention.

Le roi d'Espagne a été quelques jours notre hôte. Son voyage n'avait pas de caractère officiel, mais il n'a pas manqué d'éveiller l'intérêt et la sympathie. Alphonse XIII que Paris a souvent fêté a laissé des souvenirs qui ne se sont pas effacés. Il a été chaleureusement accueilli dès son premier séjour parmi nous comme le représentant d'une grande nation qui est notre voisine et notre amie et à laquelle nous sommes unis par beaucoup de traditions et d'intérêts. Mais il a tout de suite ajouté à ces sentiments qui allaient au souverain ceux qui s'adressaient à sa personne. Par sa jeunesse, sa spontanéité, son caractère chevaleresque et généreux, il a conquis tout de suite tous les suffrages et il les a gardés. Toutes les fois qu'il a reparu dans notre pays, il a été reçu avec un élan particulier et il a été environné d'une popularité qui lui demeure fidèle.

Depuis que le roi Alphonse XIII n'a pas franchi la frontière française, des années ont passé et la guerre a ravagé le monde. Mais le souverain a su dans cette grande période de l'histoire acquérir des titres nouveaux à la gratitude et au respect de nos concitoyens. Il a trouvé le moyen le plus délicat de nous témoigner ses sentiments. Il a pris sous sa protection personnelle nos soldats tombés aux mains de l'ennemi. Grâce à son initiative et à ses soins continus, un bureau de recherches a fonctionné à Madrid pendant toute la guerre. Combien de femmes angoissées s'y sont adressées durant ces cinq années, et combien en ont reçu des apaisements et des consolations ! Le nombre des soldats français dont le roi d'Espagne a pu faire connaître le sort s'est élevé à plus de cent mille. Tout ce qui pouvait diminuer l'horreur de la guerre semblait au souverain être de son domaine. C'est ainsi qu'il est intervenu partout où il y avait du bien à faire, protestant contre les camps de concentration, contre les vols des colis de vivres, contre les bombardements des villes ouvertes, contre le torpillage des navires hôpitaux, employant son autorité à faire rapatrier les prisonniers civils, les malades, les grands blessés.

Pendant son séjour à Paris, des mutilés, des veuves de guerre, des mères et des sœurs sont allées exprimer au souverain leur reconnaissance et lui montrer qu'il avait su imaginer une nouvelle raison de se faire aimer.

En quittant Paris, Alphonse XIII est parti pour Londres. On devine aisément que dans ces déplacements les questions d'ordre politique tiennent une certaine place. La guerre a renouvelé la plupart des problèmes européens. L'Espagne a devant elle des perspectives intéressantes : elle est au carrefour des grandes routes qui mènent en Afrique et en Amérique latine ; elle est forte de richesses naturelles que la crise générale du monde l'invite à exploiter ; elle a son rôle à jouer dans le nouveau concert des peuples et elle aura un délégué permanent au Conseil de la Société des Nations. D'autre part, les questions marocaines qui touchent à la fois l'Espagne et la France se présentent sous un jour nouveau depuis que la Conférence de Paris a libéré le Maroc de toutes les hypothèques allemandes : elles peuvent être réglées d'une façon durable, en tenant compte des intérêts légitimes, et de telle sorte que l'accord de nos deux pays, plus nécessaire qu'il n'a jamais été, sorte fortifié de ces conjonctures. Ce n'est pas le moment d'insister sur ce sujet, puisque le souverain a donné à son voyage un caractère privé. Ce que l'on peut dire, c'est que les conversations, s'il y en a, se poursuivront dans l'atmosphère la plus confiante et la plus cordiale et que tous les sujets pourront être abordés avec autant de liberté que de franchise. Alphonse XIII a donné la mesure de ses sentiments à notre égard en allant visiter les tombes de nos soldats morts dans la région de Verdun. En parcourant avec le maréchal Pétain la terre sacrée où dorment tant de héros, le roi, chef suprême de l'armée de son pays, et passionné pour tout ce qui concerne l'art militaire, rend un hommage émouvant à l'effort qu'a fourni notre nation pendant cette guerre. Descendant du Souverain de France qui a jadis réuni l'Alsace au royaume, Alphonse XIII a voulu saluer nos morts sur la terre lorraine et en compagnie des grands chefs qui nous ont rendu cette même Alsace : notre pays sera profondément touché de cette pieuse pensée.

André Chaumeix.

Le Directeur-Gérant :

René Doumic.

PERSÉPHONE

DEUXIÈME PARTIE (1)

VIII

Le départ de Stéphane Montayran fut, après notre délibération, fixé au samedi matin, veille de Pâques.

Cette nouvelle parut contrarier les Berchot qui témoignèrent tout le regret compatible avec les bienséances. Je devinais leur déception. Mon vieil ami avait, comme moi, subi le charme de Stéphane; le jeune homme plaisait à Mme Berchot; Hélène aimait en lui le camarade de Louis Percier. Quant à Rhodé, sa gaieté bruyante et les coquetteries dont elle affolait Panayoti et Kokalas, me donnaient des inquiétudes sur l'état de son petit cœur... Je finis par désirer que Stéphane, puisqu'il devait partir, partît le plus tôt possible.

Berchot nous pria l'un et l'autre de ne prendre aucun engagement pour la journée du vendredi. Il se proposait de nous conduire à Éleusis, dans un automobile de louage, et de nous ramener dîner chez lui. Puis, nous irions tous, en bande, voir défiler la procession qui parcourt les rues d'Athènes, le soir du Vendredi-Saint, avec des musiques et des flambeaux.

Stéphane accepta cette invitation. Par malheur, dans le courant de la semaine, mon pauvre Berchot ressentit les premiers symptômes d'une crise rhumatismale. Le médecin le mit au régime et le contraignit de garder la chambre. Je voulais lui tenir compagnie, mais il insista pour que rien ne fût

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

Copyright by Marcelle Tinayre, 1919.

changé dans nos intentions, car il est le moins égoïste des hommes.

Nous le laissâmes donc aux soins de ses filles, et nous partîmes, Stéphane et moi, vers deux heures de l'après-midi.

Tous les détails de cette journée me sont encore présents. Le ciel troublé versait pêle-mêle, au hasard d'un vent inégal, des rayons presque brûlants et des ondées presque froides. Une dernière fois, en traversant les quartiers populaires du Céramique, Stéphane voulut revoir les petites rues sales et malodorantes qui conservent le caractère des vieilles villes d'Orient. Là, les bouchers égorgent, sur le pavé, les moutons et les chevreaux dont les têtes, noires de mouches, garnissent lugubrement leur étal. Des boutiques rencoignées sous les auvents, offrent aux chalands toute la pacotille allemande, tricots rayés, cotonnades, lamentables « confections, » ustensiles en fer émaillé, à côté de charmantes babouches, de fustanelles, de vestes brodées, de belles amphores d'argile grise... En ce jour du Vendredi-Saint, il y avait, dans ces rues, quantité de paysans, en costume albanais, avec la calotte rouge, la chemise à larges manches, la fustanelle et les guêtres, ou plus modestement vêtus de simples tuniques en laine blanchâtre et de grossiers manteaux bruns. Ces paysans étaient venus, dans leurs charrettes peintes de fleurs vives, pour vendre leurs légumes et leurs bêtes, et ils flânaient avant que de repartir, la ceinture lourde de drachmes. De braves gens déambulaient, pareils au Bon Pasteur des fresques primitives, portant, couché sur leurs épaules, l'agneau pascal qu'ils avaient acheté pour le repas du dimanche, et qui, pattes liées, tête pendante, figurait bien une victime rituelle. Par moments, un de ces animaux poussait un bêlement, d'une voix cassée... Un autre bêlement répondait, puis un autre : et le chœur chevrotant s'élevait parmi les cris et les abois, le claquement des fouets, le roulement des voitures, et les tintements irréguliers des cloches que des gamins agitaient, en tirant sur leurs cordes, dans une petite église byzantine.

Passé la porte Dipyle, hors du faubourg de Skyron, sur l'ancienne Voie Sacrée, c'est la campagne, la claire campagne attique, presque provençale d'aspect, où les arbres même, pénétrés de lumière et de vent, ne cachent rien du beau paysage simple. Un bouquet d'oliviers aux feuilles d'argent, la quenouille noire d'un cyprès, c'est assez pour mettre à leur plan

toutes les parties de ce tableau, pour donner leur valeur exacte aux magnifiques fonds rocheux, striés d'azur et de mauve.

Nous traversons la grande olivaie de Colone; nous franchissons le Céphise au pont des Géphyries. C'est là que des bandes masquées attendaient la procession des Mystes lors des Eleusinia de septembre, et la criblaient de railleries joyeuses, en souvenir de cette vieille Baubo ridicule qui consola par ses plaisanteries la tristesse de Déméter... La route monte sur l'âpre flanc des monts Eugaléens, et quand nous tournons la tête, nous apercevons l'Attique bleuâtre étendue derrière nous, sous un ciel éclatant et tourmenté, et la ville blanchissante autour de l'Acropole fauve comme une vague écroulée autour d'un écueil. Bientôt, la tour carrée et la coupole de Daphni apparaissent dans une vallée rocheuse où croissent des pins clairsemés.

— Il faut, dis-je à Stéphane, que vous retrouviez un instant votre âme chrétienne pour saluer les tombes vides des chevaliers francs dans la cour du monastère.

Il est trop artiste et trop sensible pour ne pas aimer ce couvent cistercien perdu dans un pli de la montagne sur les confins du royaume de Déméter. En silence, il regarde les tombeaux sculptés, le cloître, l'église sombre qui exhale une odeur de caveau, les précieuses mosaïques et le grand Christ Pantocrator entouré de ses douze apôtres roides comme les rayons d'une roue, sur la voûte d'or enfumé.

Mais à peine avons-nous quitté Daphni que les vents du ciel emportent la légende chrétienne et que la puissance de la terre antique nous ressaisit. Stéphane a ôté son chapeau; le vent échevèle sa tête nue comme une torche cuivrée que le soleil, plus ardent, rallume. J'entrevois, par instants, dans ses yeux gris, des profondeurs insondables.

Et tout à coup :

— N'est-ce pas la Voie sacrée que nous suivons? Nos roues, dans la poussière, doivent retrouver les sillons des chars antiques.

Sans cesse il m'interroge, et moi qui, dans les promenades archéologiques, reste volontiers silencieux, je cède avec plaisir à la continuelle sollicitation de Stéphane. Je sens que mes paroles, multipliées par mille échos, créent dans cette imagination d'artiste une magnifique fête intérieure. Les mots que je prononce y deviennent des images telles que toute ma science

ne saurait les animer. Je suis le Hiérophante, Stéphane est l'Initié; mais il a reçu des dieux une grâce dont je ne suis pas digne.

— Oui, nous sommes sur la Voie sacrée. Ils ont suivi ce chemin, tous ceux qui venaient, comme nous, d'Athenes et qui allaient à Éleusis pour la célébration des grands mystères : tout le peuple d'Athènes et les députations de tous les peuples du Péloponèse, de l'Ionie, des Iles, de l'Asie mineure, qui sortaient de la souche hellénique et parlaient grec. C'était en automne, quand les vignes sont rouges et que le vin bout dans les cuviers. Dionysos triomphe; mais Coré va disparaître avec la dernière rose et redescendre aux Enfers. C'était le soir, aux flambeaux... La veille, les Épimélètes avaient préparé la route et marqué les stations du cortège. Les jeunes hommes venaient d'abord, vêtus de chlamydes sombres, armés de lances et de boucliers; puis le char d'Iacchos; puis un autre char, traîné par des bœufs, un vrai chariot de moissonneurs, pesant et rustique, et bien fait pour la Mère du Blé. Il portait des gerbes de jeunes filles et la corbeille voilée des Objets sacrés, — des *Hiéra*, — que personne n'avait jamais vus, excepté les Hiérophantes. Venaient ensuite les prêtres et les prêtresses : l'Hiérophante et le Dadouque, en robe pourpre, ceints du bandeau sous la couronne de myrte; le héraut, le prêtre de l'autel, le gardien des statues divines, le purificateur des eaux lustrales; les Hiérophantides de Déméter et de Coré, les vierges qui vivaient en communauté à Éleusis et qu'on appelait les Abeilles; les familles saintes, Eumolpides et Kéryces, d'où sortait tout le sacerdoce éleusinien. Enfin les Initiés, pâles du jeûne récent, lavés dans la mer, les cheveux épars, selon le rite. Ils avaient la couronne de myrte, comme les prêtres, des tuniques blanches et des bandelettes jaunes liées à la cheville droite et au poignet droit. Suivaient les magistrats d'Athènes, les délégués des cités grecques, les soldats et la foule mêlée des simples citoyens, cavaliers et piétons, femmes en char ou en litière, avec leurs esclaves et leurs enfants, et jusqu'à des ânes chargés de bagages, car le voyage était long, et les gens profitaient des haltes pour manger et se reposer... Voyez cette masse bariolée, confuse, se mouvant dans la poussière soulevée, dans la clarté rougeoyante et fumeuse sur cette route de montagne; entendez ce murmure pareil au brisement de la houle, ces clameurs, ces chants, ces

milliers de voix soudain confondues en un seul cri qui fait vaciller les torches et trembler les étoiles du ciel obscur, à travers la fumée : Iacchos !... Iacchos !...

— Je le vois ! cria Stéphane. Je vois le cortège. Il se déroule comme un bas-relief de frise ; il est plein de remous et de bruit, coloré, nombreux, musical, transporté par un délire qui n'est pas celui des Bacchanales... Je le vois, je pourrais le peindre, si l'on me donnait à décorer les murs d'un temple d'Éleusis.

— Il n'y a plus de temple à Éleusis, mon ami. Il n'y a même pas des restes de temples, comme sur l'Acropole d'Athènes... Mais vous verrez !... Tenez : au bout de ce défilé que nous traversons, vous apercevrez la mer et la plaine thriasienne. Penchez-vous !... Là !... Nous approchons...

Notre automobile court sur l'escarpement qui borde la mer. Un golfe se découvre, fermé comme un lac par les promontoires violets qui descendent des monts Géraniens et semblent rejoindre la grande île triangulaire de Salamine. En face de nous, à la pointe d'une faucille blonde, le village de Lefsina brille au soleil... On distingue les maisons blanches, la cheminée d'une fabrique, un campanile, puis, un peu plus haut, une tour franque dominée par une crête à double corne. En avançant, nous voyons s'élargir à droite le cirque des montagnes, contreforts du Cithéron et du Parnès. L'arche d'un pont romain se dessine, enjambant le lit desséché du Céphise, qui se perd, avant d'atteindre le golfe, parmi des graviers et des sables couleur de très vieux ossements. Dans le bleu avivé du ciel, le vent pousse des escadres de nuages, et, sur la terre et la mer, leurs mouvantes ombres changent à tout instant les teintes du sol et des eaux. Cette agitation des airs donne un peu de vie au paysage silencieux, à cette plaine dont la fécondité légendaire a disparu avec les déesses, terre basse, palustre, envahie par les asphodèles et les joncs marins, où miroitent encore les étangs sacrés de Déméter et de Perséphone.

J'envoyai la voiture nous attendre devant l'auberge de Lefsina, et je pris, avec Stéphane, le chemin des ruines. Un backchich nous débarrassa du gardien qui nous importunait, et pas un touriste, ce jour-là, ne vint gâter notre solitude. Au pied de l'Acropole d'Éleusis, il ne reste, des édifices décrits par Pausanias, que des fragments informes, à fleur de terre. Le

plan général des Propylées, des galeries, des portiques, des temples, apparaît assez nettement, dessiné en relief par des débris de murs et d'escaliers, par des espaces dallés qui furent les salles des sanctuaires et surtout par les bases des colonnes dont les fûts et les chapiteaux gisent, épars et brisés. On dirait un chantier abandonné depuis longtemps par les tailleurs de marbre. Les gradins de la Salle des Initiations, creusés dans le rocher, sont encore visibles, près du large escalier qui monte à la terrasse de l'Acropole où fut le temple de Déméter. La lumière qui baigne ces ruines, les ombres bleues qui s'allongent sur les dalles fendues ou le roc brûlant, la courte végétation grisâtre, le bruit monotone et doux de la mer dans le grand silence, la plage déserte, les formes austères des montagnes et des îles, tout ici incline l'âme aux graves pensées et la tourne, sans effort, vers les choses éternelles.

— Voilà donc Éleusis! disait Stéphane, voilà ce qui fut la Mecque du paganisme, la citadelle de la Mysticité pour les peuples de la race grecque. Ici, vint Timoclès de Thasos. Il foula cette marche usée par les sandales des pèlerins; il s'appuya aux troncs de ces lourdes colonnes lisses; il s'arrêta près du puits Callichore; il suivit cette galerie pour entrer, après les cérémonies purificatoires, dans cette Salle des Initiations. Je sais qu'il s'assit sur ces gradins, avec la troupe des mystes et qu'il vit se dérouler les scènes du drame liturgique; il traversa des régions de ténèbres et d'épouvantement, puis une vision lumineuse surgit devant ses yeux : la déesse qu'il aimait lui apparut, dans une aube surnaturelle, et le consola, par avance, de toutes les épreuves qui accablent l'homme, en cette vie et au delà...

— Et puis, il s'en retourna dans son île de Thasos, et il y prépara son tombeau...

— Parce qu'il n'aimait plus rien en ce monde...

— Ou peut-être parce qu'il avait perdu ce qu'il aimait. Rappelez-vous son invocation à Perséphone : « *Centre mystique où se rejoignent les âmes qui se cherchent à travers la mort et la vie, miroir du souvenir aux mille visages... Puissé-je, au bout du sombre chemin, retrouver...* » La suite manque...

— La suite, dit Stéphane, est le secret de Perséphone.

Il s'était assis sur un gradin du Télestérion. Son regard, lourd de mélancolie, quittait à regret l'horizon du golfe pour

les ruines et les ruines pour l'horizon. Il semblait attirer en lui les images diverses qui composeraient un souvenir ineffable, et s'attacher passionnément à chacune d'elles. La même expression de rêve et de langueur que j'avais vue sur son visage, lorsque Berchot lisait l'*Hymne à Perséphone*, transformait peu à peu ses traits; on eût dit que la substance dont il était formé devenait transparente sur l'âme et qu'à travers Stéphane un autre Stéphane rayonnait confusément.

Je respectai sa rêverie et demeurai immobile à l'observer. Enfin, il poussa un soupir et parut se réveiller d'un songe. Je retrouvai l'homme que je voyais chaque jour, calme et froid, avec des bouffées imprévues de passion.

Il tourna la tête vers moi et me dit :

— Vous qui avez étudié toutes les religions, Monsieur Le Hallier, croyez-vous à la vie éternelle?

— Je crois à l'éternité de la vie.

— Je vous entends : vous croyez que la nature, ou Dieu, détruit et reconstruit perpétuellement les formes éphémères de la vie, mais l'immortalité de l'âme personnelle, de la vôtre, de la mienne, vous en doutez!

— Mon ami, l'étude des religions m'a conduit à un acte d'humilité. Je me soumets aux lois de l'univers, j'accepte ma condition humaine avec tout ce qu'elle comporte de grandeurs et de faiblesses; je cherche la vérité, par amour pur, et sans espoir de possession. Que je l'approche seulement, et je n'aurai pas perdu tout à fait ma vie... Mais pourquoi me demandez-vous cette profession de foi?

Il roulait entre ses doigts un petit morceau de marbre, et ce jeu machinal apaisait l'irritation de ses nerfs. Sans répondre à ma question, il dit :

— Monsieur Berchot regrette que vous ayez abandonné l'archéologie pour l'exégèse. Ce qui vous a détourné des vieilles pierres vers les vieux livres, n'est-ce pas la curiosité philosophique la plus noble, n'est-ce pas le goût du divin?

— Oui : les débris d'un temple m'ont paru moins émouvants que les traces du rêve qui l'habita. Sainte est la poussière de marbre qui couvre ce sanctuaire d'Éleusis; plus saintes sont les espérances antiques qui consolèrent ici des milliers d'âmes. Ce n'est pas seulement dans la terre que l'on trouve les membres mutilés des dieux... En fouillant l'œuvre des phi-

losophes et des poètes religieux, on découvre, pêle-mêle avec les folies et les erreurs, des vérités mutilées plus belles que les Victoires de l'Acropole. Aussi, dès ma jeunesse, ai-je senti que l'histoire des religions, c'est l'histoire même de l'âme : c'est un poème dont plusieurs strophes sont incomplètes ou disparues, qui est plein d'obscurités et de trous, mais qui est *un*. Le début a sombré dans la nuit des âges barbares; la fin sera l'ouvrage des dernières générations humaines. J'essaie de reconstituer les fragments les plus anciens, de démêler le fil d'or qui unit l'Asie à l'Égypte, l'Égypte aux civilisations méditerranéennes, Pythagore et Platon aux Alexandrins, le Gnosticisme à la religion catholique romaine. C'est ainsi que je contente ce goût du divin qui est en moi et qui m'a longtemps tourmenté.

— Je vous plaindrais, dit Stéphane, s'il ne vous tourmentait plus.

Il lança au loin sur les dalles le morceau de marbre qui rendit un son mat.

— Qu'est-ce que nous cherchons dans les ruines? Il suffit de regarder en nous-mêmes. Une seule âme est un monde et contient tout le passé... D'où nous viennent ces dispositions physiques et morales, ces antipathies, ces curiosités, que l'on explique par l'hérédité, ou par l'influence du milieu, mais que nous sentons beaucoup plus lointaines? Pourquoi la vue d'un objet, d'un paysage, d'une figure, le son d'une voix, l'odeur d'une terre où nous débarquons, un matin, le silence d'une nuit lunaire, sur la neige, nous émeuvent-ils, sans raison, d'une émotion pareille à un souvenir? Pourquoi sentons-nous quelquefois, au fond de nous, un hôte mystérieux qui nous impose ses volontés et ses affections?

— Un poète l'a dit :

> Et moi-même étonné des douleurs que j'exprime,
> J'écoute en moi pleurer un étranger sublime
> Qui m'a toujours caché sa patrie et son nom.

— C'est peut-être l'étranger, — celui que nous appelons l'étranger, — qui est la partie la plus stable de nous-mêmes, la partie qui ne meurt pas et qui, obscurément, se souvient?

Quelquefois, il parle d'une voix confuse, dans une langue oubliée que nous interprétons maladroitement... C'est lui qui

aime, qui hait, qui cherche, qui souffre, dans notre personnalité momentanée, vouée à la destruction. C'est par lui que subsiste en nous, — voilé comme les choses saintes dans la corbeille de Déméter, — le souvenir des vies antérieures!

— A moins que cette apparence de souvenir ne soit l'effet d'une auto-suggestion.

— Est-ce folie de croire que le génie de l'artiste, la passion de l'amant, sont, sous des formes différentes, la même aspiration de l'âme vers une beauté perdue? La roue des choses, en tournant, nous ramène au même point ; et peut-être, à de longs intervalles, tout ce qui fut une fois recommence d'être. Les circonstances mêmes doivent s'enchaîner selon les lois nécessaires pour assurer l'accomplissement du destin. Perséphone éternellement disparaît et reparaît. Les êtres qui s'aiment sont séparés par la mort, mais réunis par la vie, fatalement, à un point précis de l'avenir. Aimer, c'est reconnaître.

— Platon a dit : « Notre science n'est que réminiscence. » Je suppose que vous vous êtes nourri de la doctrine platonicienne, car elle contient certaines des idées que vous exprimez.

— J'en ai su ce que l'on sait au collège : peu de chose. Plus tard, le loisir d'étudier m'a manqué. J'ai travaillé beaucoup; j'ai réfléchi ; je me suis fait, à moi-même, et naïvement, une sorte de philosophie.

— Et votre éducation catholique?

— Elle ne m'a pas donné la foi, mais un profond sentiment religieux... Après tout, je suis peut-être un imaginatif, enivré des fumées de ses propres songes, et que les savants prendraient en pitié.

— Vous êtes surtout un artiste.

— Il y a un peu de dédain, très indulgent, dans cette phrase, dit Stéphane en se levant. Mais je l'ai mérité... Pourquoi me laissé-je entraîner ainsi à vous conter mes rêves?

— Qu'importe, s'ils sont beaux et purs!

— Croyez que je les garde pour moi, d'habitude, et que je ne fais pas à mes compagnons de croisière des théories sur la réminiscence et la métempsycose. Mais je brave le ridicule devant ceux que j'aime et qui m'aiment. Ils ne sont pas nombreux.

Nous marchions, parmi les bases des colonnes régulièrement espacées sur les dalles du Télestérion. Stéphane me

devançait. Soudain, il s'élança sur les marches de l'escalier rupestre qui monte à l'Acropole, et il les gravit d'une façon souple et légère, comme un enfant enivré de sa force neuve, heureux de la dépenser. Je le regardai courir, avec un plaisir tout paternel, admirant les contrastes de sa nature, et les réactions de sa jeunesse contre les enchantements de la métaphysique... La confiance qu'il m'avait témoignée m'avait touché le cœur. Je pensai qu'il était parfaitement noble, s'il n'était pas toujours parfaitement simple. Il avait le « goût du divin. » Sans doute l'apportait-il dans ses amours. Ainsi, je ne doutai pas qu'il ne fût malheureux un jour, comme je l'ai été moi-même, lorsqu'une femme, morte aujourd'hui... Mais ceci est une autre histoire...

IX

Notre retour fut rapide et sans halte. Quand l'automobile arriva en vue d'Athènes, le soleil tombait derrière nous, et le crépuscule aux cheveux dorés, aux sandales de pourpre, répandait ses violettes sur la cité. J'étais fatigué par les cahots et grisé par le vent. Stéphane devinait ma lassitude et ne parlait pas.

De cette dernière soirée j'ai conservé un souvenir morne. Je n'aime pas les adieux. Nous sentions tous qu'un épisode de notre vie finissait et qu'il fallait tourner la page. Quoi que pût dire Stéphane, nous ne relirions jamais cette page-là. On ne se baigne pas deux fois au même fleuve.

Vainement Mme Berchot nous priait de remplacer par de beaux discours les délices défendues de la gourmandise. La conversation traînait. Berchot souffrait sans se plaindre. Hélène était taciturne; les petites filles craignaient de manquer la procession. Seule, Rhodé était gaie, d'une gaieté qui scandalisa sa mère.

Elle se fit raconter par Stéphane tous les détails de notre promenade et lui demanda, d'un ton moqueur et provocant, s'il avait aperçu, près du puits Callichore, l'ombre du poète Timoclès.

— C'est un secret qu'il ne m'est pas permis de révéler, répondit Stéphane en parodiant la formule antique... Mais en quoi cela vous intéresse-t-il, mademoiselle? Avez-vous une sympathie particulière pour Timoclès?

— Mon Dieu, non ! Je me le représente comme un pauvre fou, capable de chérir une déesse infernale, mais tout à fait incapable d'aimer une jeune femme terrestre. J'ai horreur de ces gens-là et, par comparaison, je trouve mille qualités, — et même de l'esprit, — au lieutenant Kokalas.

— Il est certain que le lieutenant a de quoi charmer beaucoup de jeunes femmes terrestres. Sa haute taille...

— Ses yeux...

— Ses dents...

— Ses moustaches...

— Et puis, il n'est pas poète. Il pense surtout à son avancement et aux relations utiles qu'il peut se faire à la cour.

— Sa femme en profitera.

— Elle sera très heureuse.

— Très heureuse.

Madame Berchot, effarée par cette apologie du lieutenant Kokalas, regarda Hélène comme pour l'interroger. Celle-ci, ayant considéré sa sœur, haussa légèrement les épaules, mais il y avait de la compassion dans son regard.

Après le dîner, Hélène resta auprès de son père et nous sortîmes pour aller voir la procession. Rhodé continua de rire avec Stéphane. Elle marchait devant moi, grande et fine en son manteau clair, et je voyais remuer les ailes blanches de son petit chapeau. Pourquoi avais-je la certitude que l'entretien de ces jeunes gens était une sorte de duel déguisé, où Montayran n'attaquait pas, mais où Rhodé recevait toutes les blessures?

« Elle l'aime, me disais-je, et il part demain. Que va-t-il chercher à Venise, tandis que le bonheur est ici, sous la figure adorable d'une fille aux yeux noirs, pure comme le matin? Ah! Stéphane, quelle sombre déesse vous possède? La rose en fleur n'est-elle pas plus belle que le narcisse au parfum mortel? Et vous, Rhodé, triste enfant qui riez si fort, pourquoi n'avez-vous pas aimé un bel officier comme le capitaine Panayoti, ou mieux encore, un jeune savant français, au cœur simple et droit, tel que le fiancé d'Hélène? »

Ainsi, je plaignais la fille de mon ami, sans accuser Stéphane Montayran, qui n'avait jamais rien fait pour désoler cette jeune âme; et je voyais en eux les victimes innocentes et déplorables d'Éros et d'Antéros. N'avais-je pas appris autre-

fois, par une cruelle expérience, que l'on ne choisit pas l'être qu'on aime?

Nous étions arrivés à la rue du Stade, au milieu d'une foule qui grossissait constamment. La nuit était limpide et presque froide. Le vent avait balayé le ciel, où se levaient les astres qui avaient vu, par des nuits pareilles, les fêtes sacrées du paganisme. Amantes divinisées, monstres, bêtes fabuleuses, hommes qui dépassèrent l'homme, ils gardent leurs noms mythologiques, dans le ciel christianisé de l'Hellade. Ils scintillent sous les pieds de la Vierge et parmi les plumes des Séraphins; mais ils se rappellent la malédiction de Prométhée et regardent passer les Dieux.

La foule, en s'épaississant, nous portait. Entraînés par le flot, nous allions vers la grande place d'où venaient des chants et des lueurs. Les marchands ambulants offraient de petits cierges pour quelques sous. Chaque passant en prenait un et l'allumait au cierge de son voisin le plus proche. La rue s'étoilait comme le ciel.

— Il faut vous conformer à l'usage, dit Rhodé.

Stéphane acheta tout un paquet de cierges, fins comme des tiges de lys, et il nous les distribua, au grand plaisir des petites filles. On entendit, tout près, les cuivres de la musique militaire et le chant grave des prêtres dont les chapes byzantines chatoyaient aux lueurs des cierges, comme une écume argentée sur des flots noirs. Un fleuve de lumières vacillantes coulait vers nous.

— On pleure Jésus au tombeau, murmura Stéphane. Ainsi les femmes de Byblos pleuraient Adonis; ainsi les disciples d'Orphée pleuraient Zagreus déchiré par les Titans; ainsi les Initiés d'Éleusis pleuraient Perséphone.

— Les hommes craignent la mort. C'est pourquoi ils se font des dieux qui meurent et ressuscitent, afin que les croyants puissent retrouver, sur les routes de l'au delà, les traces des pas divins et l'espérance du retour.

— Oui, reprit Montayran, oui, ce sont les Mystères qu'on célèbre... Les Mystères!... Voilà les Hiérophantes, les soldats, les citoyens d'Athènes, voilà les Initiés avec leurs flambeaux...

Rhodé avait entendu ces paroles. Elle s'écria :

— Que dites-vous? Parler ainsi, en un tel jour, et à la veille

d'un voyage! Vous ne craignez pas que vos imaginations impies ne vous portent malheur?

— Pourquoi donc, mademoiselle?

— Parce que vous avez les sentiments d'un païen...

Elle s'abandonnait à la colère qui la délivrait un peu de son chagrin inavoué. Et d'une voix tremblante :

— Nos paysans croient que les anciens dieux sont des démons et qu'ils habitent les tombeaux. C'est le démon de Thasos qui vous possède! Il vous a fait oublier la vérité du Christ et vous a ensorcelé.

Mme Berchot, qui était pieuse, ne goûtait pas les discussions théologiques et, d'autre part, elle ne voulait pas que sa fille offensât leur hôte.

— Nos paysans, dit-elle, sont superstitieux, par ignorance. Laisse donc, Rhodé, ces sottes histoires de démons et de sorcelleries. Tu n'as pas compris ce que disaient M. Le Hallier et M. Montayran ; et ces conversations-là ne conviennent pas aux jeunes filles.

Stéphane s'excusa d'avoir blessé Mlle Berchot, et je dis à Rhodé qu'elle se trompait, que M. Montayran avait le plus grand respect pour toutes les manifestations religieuses, et qu'il était tout le contraire d'un sceptique.

— Eh bien! fit-elle, s'il veut que Dieu le bénisse, il faut qu'il allume ce cierge à celui que je tiens.

— Volontiers, dit Stéphane. La coutume est jolie.

Je craignais que ce Parisien n'attachât un peu de ridicule à l'obligation de porter, dans la rue, un cierge allumé. Cependant, le ridicule consiste surtout dans la singularité inopportune, et les gens d'esprit acceptent, de bonne grâce, les mœurs et les usages des pays où ils se trouvent. Stéphane prit donc le petit cierge que lui offrait Rhodé. A ce moment, la procession défilait sur toute la largeur de la chaussée et la foule refluait vers les trottoirs. Des milliers de lumières jaunes pointillaient cette masse sombre et mouvante, et les bannières, à grandes figures d'or, avançaient, par dessus la houle des têtes, dans une odeur de cire et d'encens.

Et je vis la tête brune, coiffée d'une colombe, s'incliner vers Stéphane, tandis qu'une petite main tendait le cierge à demi consumé vers le cierge neuf dont la mèche grésilla. Une languette de feu jaillit et aussitôt se tordit, baissa, mourut en palpitant.

— Recommençons! fit Rhodé.

La mèche, à peine enflammée, s'éteignit.

Rhodé s'obstina. Une troisième fois, une quatrième fois, le cierge que tenait Stéphane Montayran s'alluma et s'éteignit encore.

Une expression de crainte puérile passa sur le visage de la jeune fille. Rhodé recula d'un pas et, d'une voix étouffée, prononça, en grec, des paroles indistinctes... Cette pauvre enfant, rendue à sa nature primitive d'Orientale, malgré l'éducation française qu'elle avait reçue, malgré le sang de Berchot qui coulait dans ses veines, était bouleversée par un phénomène inexplicable en apparence. Elle ne s'avisait pas qu'un paquet de cierges peut être mouillé accidentellement et que la mèche ne s'enflamme pas, tant qu'elle est humide. La petite Grecque considérait cet incident comme ses aïeules regardaient les prodiges accomplis par les sorcières thessaliennes. Il prenait, dans son esprit troublé, un sens augural. Elle n'était pas sûre que Stéphane n'appartînt pas au démon de Thasos, et qu'il n'eût pas des relations obscures avec le Malin. Peut-être même trouva-t-elle dans cette idée extravagante une consolation pour son orgueil froissé, car une femme est moins jalouse du diable qu'elle ne le serait d'une autre femme.

C'est un petit décrotteur, — un *loustro*, — qui profita de l'aventure. Stéphane lui donna le cierge ensorcelé que ce gavroche athénien n'alluma pas, mais qu'il alla vendre. Déjà les mille feux de la procession s'éloignaient avec la musique affaiblie. Ceux qui ne suivaient pas le cortège rentraient chez eux. Stéphane nous accompagna jusqu'à la place de la Constitution et l'on échangea des adieux qui furent tièdes, comme si Mme Polyxène et ses filles eussent participé aux folles terreurs de Rhodé.

X

L'histoire du « cierge ensorcelé, » naïvement racontée par la petite Créuse, excita la colère de Berchot.

— Voilà, me dit-il, quand nous fûmes seuls, ce que laissent, dans l'esprit d'une fille intelligente, la sotte éducation du premier âge et l'influence d'une nourrice superstitieuse, comme le sont toutes nos paysannes. La Maniote qui a élevé Rhodé,

en la berçant de ses vieilles chansons de Klephtes et de ses légendes à demi païennes, était aussi puissante dans la maison que la nourrice de Nausicaa chez Alcinoüs. C'était une vraie montagnarde de Laconie, une chèvre sauvage du Taygète. Elle savait que les Néréides sortent de leurs grottes pour entraîner le voyageur attardé dans une ronde mortelle, et que les vampires amoureux sucent le sang des jeunes hommes pendant leur sommeil. On ne pouvait l'empêcher de suspendre des pierres bleues et des amulettes au cou de sa nourrissonne... Faut-il croire que Rhodé a pris quelque chose des croyances de cette femme avec son lait?

— Console-toi, lui dis-je. Nous avons bien connu des Italiens qui ne croyaient plus en Dieu, et qui pâlissaient devant de prétendus *jettatori!* Et combien de gens, en Grèce, voient encore des présages dans leurs songes! N'attache donc pas d'importance à un enfantillage.

Berchot me répondit que certaines superstitions sont tout à fait inconvenantes chez la fille d'un archéologue.

— En déclarant que les tombeaux sont habités par des démons, elle laisse entendre que son propre père a des relations avec l'enfer. Est-il rien de plus ridicule?

Ainsi morigénée, Rhodé versa quelques pleurs et reporta sur Stéphane la responsabilité de son chagrin. Un peu d'aigreur parut dans ses paroles, puis elle fit des comparaisons qui tournaient ostensiblement à l'avantage des Panayoti et des Kokalas. Enfin les jours, passant après les jours, emportèrent sa mélancolie. Stéphane était bien loin, maintenant. Il avait envoyé des cartes de Nauplie et de Corinthe, et des lettres très affectueuses de Patras. Il promettait de m'écrire avant que de quitter Venise. J'attendis vainement la lettre annoncée, et je fus seul à remarquer le silence de Stéphane, car Louis Percier arriva de Thasos, et la famille Berchot ne pensa plus qu'au mariage d'Hélène. La maison s'emplit de bouquets, de chansons, de grands rires, de petits pas pressés courant partout, et d'un perpétuel parfum de pâtisserie. Les visites succédaient aux visites. Mme Polyxène et ses filles ne parlaient plus que de couturières et de brodeuses. Elles essayaient des robes toute la journée, et le soir, en dépit de la chaleur, on dansait dans la salle rouge.

Perdu parmi ces jupes tourbillonnantes, étourdi par un bruit de volière, je gagnais ma chambre, dès que je le pouvais,

puisque la bibliothèque même était envahie. Là, je revoyais, paisiblement, mes notes et les documents que j'avais recueillis sur les Mystères. Louis Percier avait mis à ma disposition le complément de la notice dont je connaissais déjà l'essentiel. Il venait quelquefois me retrouver, dans ma retraite, et nous causions de science et d'art, comme j'avais fait avec Stéphane. Mais quelle différence entre ces deux jeunes gens! Percier est un colosse brun, velu comme un ours et doux comme une petite fille. On ne comprendrait pas qu'il ait pu séduire le cœur d'Hélène, s'il n'avait le prestige que donne le talent et le charme qui vient de la bonté. Son intelligence s'appuie sur un fonds de bon sens solide et populaire. Il pense et ne rêve pas. Il supporte les plaisirs avec une politesse héroïque, mais il n'aime que les devoirs. J'admirai en lui les vertus du vrai savant et de l'honnête homme, et je le vis, au long des années futures, heureux par l'étude plus que par la gloire, fidèlement attaché à sa compagne fidèle et quittant parfois ses bouquins pour se pencher sur un berceau.

Il me parla longuement de Stéphane.

— N'est-ce pas, me disait-il, que c'est un être séduisant? Nous étions ensemble au lycée et bons camarades, bien qu'il soit un peu plus jeune que moi. Il se pliait malaisément à la discipline et souffrait de la vie en commun avec les jeunes garçons un peu brutaux et grossiers, comme ils le sont dans l'âge ingrat. Sans montrer beaucoup d'application, il apprenait tout ce qu'il voulait par une sorte de faculté divinatoire, et il couvrait de dessins les marges de ses cahiers. Déjà, le besoin le tourmentait de donner une figure à ses rêves.

— Vous ne l'aviez jamais revu depuis cette époque?

— Jamais. Nous n'étions pas du même monde : moi, petit boursier, fils de paysans, et lui, riche et bien apparenté. Il m'avait invité pourtant à venir le voir, pendant les vacances, chez son vieil oncle Martin-Croze, le père de ce Martin-Croze qui navigue et qui collectionne des médailles. Je m'abstins par timidité. Aussi, n'ai-je rien connu de Stéphane jusqu'à notre rencontre du mois dernier, à Thasos. Oh! je compris tout de suite qu'il n'était pas devenu snob. Il me pria de l'emmener dans l'intérieur de l'île, et se contenta de mon installation et de mon ordinaire, avec une simplicité si cordiale que j'en fus touché. Avez-vous vu les aquarelles qu'il a faites?

— Non... Pas même le dessin d'Éleusis.

— C'est une manie de Stéphane! Il enfouit ses trésors. Réellement, il se martyrise par une recherche douloureuse de la perfection.

— A-t-il un véritable talent de peintre?

— Je le crois... Ses aquarelles sont franches, hardies, synthétiques et belles de couleur comme des joyaux... Et il les cache!

— Tel il est dans son art, tel il doit être dans sa vie.

— Probablement... Hélène m'a dit que Rhodé... Vous êtes-vous aperçu de ses sentiments?

— Il m'a semblé que votre jolie belle-sœur s'était intéressée à Stéphane... Mais elle n'y pense déjà plus.

— Heureusement. Stéphane n'est pas né pour le mariage. Il est, à la folie près, une sorte de Gérard de Nerval, capricieux, indépendant, et tout à fait capable de prendre le cordon d'un tablier de cuisine pour la jarretière dorée de la Reine de Saba. Il est le cavalier de la Chimère. Or la Chimère n'est pas un animal domestique, et l'on ne voyage pas sur ses flancs ailés avec une femme en croupe.

Cette idée qui divertissait infiniment le brave Percier me parut un peu trop simple. Je savais que Stéphane était tout autre chose qu'un délicieux fantaisiste, dont les boutades méritaient l'indulgence des personnes graves, comme celles d'un enfant gâté. « Nous sommes faits de la même étoffe que nos rêves, » dit Shakspeare. Percier connaissait-il les rêves de Stéphane, soupçonnait-il seulement l'être qui s'était révélé à moi dans la solitude sacrée d'Éleusis, et qui m'avait donné l'oppressante sensation non pas *d'un* mystère, mais *du* mystère. Je fus presque tenté de lui dépeindre ce platonicien égaré au xxe siècle, enivré d'idéalisme, ébloui par le souvenir des Essences éternelles autrefois contemplées... Mais un scrupule me retint. Il me sembla que je commettrais plus qu'une trahison, — un sacrilège! — en livrant le secret de cette âme tourmentée d'un mal divin, à demi plongée dans la nuit, à demi éclairée d'une lumière inconnue.

Le mariage étant célébré, le jeune couple partit pour le Tyrol et les Berchot pour leur villa du Nouveau Phalère. Mes excellents amis désiraient me garder encore auprès d'eux, mais

la chaleur devenait excessive et j'en étais incommodé. Je m'embarquai donc, au début de juin, et je rentrai en France après une absence de trois mois.

Il me fut doux de retrouver ce que j'avais abandonné sans regret : la vieille maison janséniste et le jardin sur la colline. Mes yeux, las de splendeur, étaient redevenus sensibles à la grâce si mesurée et si tendre du paysage français. Le banc de pierre où je lisais, quand j'étais un enfant en vacances, les livres dérobés à la bibliothèque paternelle, m'attendait sous la charmille noire d'ombre. Je me permis d'oublier l'Acropole, pour les grands horizons tranquilles des forêts. Je découvris la beauté de ces bois qui décorent toute la vallée de Jouy comme de somptueuses tapisseries vertes et bleuâtres; et la lumière argentée, un peu brumeuse, des matins, et la cendre d'or des soirs. Le jardin foisonnait de fleurs. L'odeur des fraises et l'odeur des roses composaient un seul arome indéfinissable, parmi tous les parfums de l'air. Les cistes et les violettes de l'Attique me semblèrent, dans mon souvenir, moins enivrants. Ma patrie me reprenait, comme une femme reprend un époux, plus ardent d'avoir été infidèle.

J'eus un plaisir enfantin à feuilleter mes livres qui n'avaient pas trop souffert de l'humidité, à disposer mes papiers sur mon bureau, dans un ordre que je veux invariable. Mon jardinier m'avait trouvé une bonne chambrière, d'âge canonique, une dévote grave et gourmande, qui avait enterré déjà deux curés. Elle accepta de gouverner mon ménage. Ainsi, ma vie retrouvait son rythme ancien, qui me semblait nouveau. J'établis le programme de mes travaux pour toute l'année. Le manuscrit des *Oracles et Mystères* étant à l'impression, je comptais bien corriger mes épreuves tout en préparant le deuxième volume de la série : *le Christianisme et les Gnostiques.*

Deux ou trois fois, en juin et juillet, j'allai à Paris, mais je n'y vis que mon éditeur et quelques collègues de l'Institut. Je lisais à peine les journaux et je confesse que la politique européenne me préoccupait moins que Valentin et Basilide. Cependant, le souvenir de Stéphane Montayran, associé aux notes que je relisais sur épreuves, me serrait le cœur et m'arrachait à mon égoïste quiétude. L'inexplicable silence du jeune homme ne m'offensait pas comme une marque d'oubli. Je ne mettais pas en doute l'amitié de Stéphane et sa bonne volonté,

mais ignorant tout de son existence intime, j'avais le droit de tout craindre.

Vers la mi-juillet, Hélène et Louis Percier, qui continuaient en France leur voyage de noces, vinrent passer une journée chez moi. Ils arrivaient du Tyrol, et Percier me révéla l'excitation belliqueuse des esprits dans l'Europe centrale, et les menaces qui s'accumulaient contre la Russie et la France. Sur le banc de pierre, devant la douce vallée qui jamais ne m'avait paru si douce, nous causâmes longuement. Je revois Hélène, assise en face de nous, en robe blanche, ses bras nus posés sur la petite table de rotin où s'entassaient des journaux et des livres. L'amour et le bonheur avaient mûri sa beauté qui s'accordait à la chaude saison, comme les roses lourdes et les pêches duveteuses. Les anneaux d'oreilles qu'elle portait pour suivre une fantaisie éphémère de la mode, ses cheveux d'un noir presque violet dans l'ombre, ses yeux immenses aux très longs cils, lui donnaient cet air de « portrait du Fayoum » qui avait d'abord séduit Percier. Mais cette beauté vivait et pensait ; une âme délicieuse habitait cette chair magnifique; les grands yeux, fixés sur Louis Percier, étaient humides de tendresse et d'angoisse. Je vis dans cette charmante créature qui pâlissait en nous écoutant et ne disait rien, toute l'humanité féminine, assistant aux délibérations des hommes, silencieuse par habitude, et résignée par impuissance. Des millions de femmes en pleine joie d'amour ou de maternité, sentaient venir comme celle-ci les sept glaives qui leur perceraient le cœur... Et combien d'hommes, peut-être, jeunes, forts, aimés, comme celui-là qui parlait, ne reverraient pas l'été en 1915, et les fêtes pacifiques de la vie, et les chers visages?... Ces pensées m'assaillirent si cruellement que je voulus les chasser, et chasser aussi les inquiétudes d'Hélène. Je passai de la politique à un autre sujet d'entretien, en demandant tout à coup :

— Avez-vous eu quelques nouvelles de M. Montayran?

Percier répondit :

— Nous ne savons rien de lui, depuis qu'il a quitté Venise, où il est resté cinq ou six jours seulement... Vous ignoriez ce détail?... Je l'ai appris par hasard... Un camarade de l'École de Rome, se trouvant à Venise vers la fin d'avril, a rencontré Stéphane...

— Seul?

— Apparemment. Il disait : « Je suis venu ici pour rien, et il faut que je rentre à Paris! Combien je déplore d'avoir abrégé mon beau voyage en Grèce! »

— Louis, dit Hélène, a écrit à M. Montayran pour lui annoncer notre passage à Paris. Il n'a pas répondu. Cela m'étonne, car il est fort bien élevé... Mais comment, par déférence, ne vous a-t-il pas fait une visite?

J'affirmai que l'attitude discourtoise de Stéphane avait une excuse et nous serait expliquée à tous, un jour prochain.

— Il travaille, dit Percier.

— Ou bien il est amoureux, repartit Hélène vivement. Et, dans ce cas, tout lui est pardonné.

A part moi, je pensai que Stéphane avait eu quelque amère déception à Venise... « Pour rien ». Il y était allé « pour rien. » Que d'hypothèses on pouvait bâtir sur ces deux mots!

XI

Je ne répéterai pas, dans ce cahier, le récit des événements qui se précipitèrent pendant les derniers jours de juillet 1914. Ils remplissent tout un chapitre du cahier XXVI de mes *Notes*. Le 2 août, au matin, j'accompagnai Hélène et Louis à la gare de l'Est, et je ramenai dans ma maison la pauvre jeune femme, ivre de sa douleur. Elle n'avait aucun parent, aucune amie qui pût la recevoir; et l'encombrement des trains, durant cette période de la mobilisation, ne lui permettait pas d'aller en Bretagne, chez l'unique sœur de son mari. Je remplaçai donc Berchot, et je montrai à cette aimable Hélène un cœur vraiment paternel. Le bien que je lui fis me fut largement rendu, car son affection me consola moi-même dans mes angoisses. Je me sentis moins inutile, puisque Louis Percier, m'ayant confié son trésor le plus cher, aurait l'esprit assez libre pour se donner totalement à son devoir.

Me voilà donc promu père de famille! Hélène et Louis étaient mes enfants. Je remplaçais Berchot. J'écrivais à mon gendre adoptif des lettres qu'il ne reçut jamais, car le désarroi des postes dépassait l'imaginable. Je réconfortais ma fille adoptive qui pleurait jour et nuit et ne supportait pas d'être seule. Pour la distraire, je l'emmenais à Paris ou bien je la promenais dans les bois que battaient de bonnes gens, barbons accoutrés en

Tartarins, fiers de suppléer les gardes-champêtres mobilisés. Mais nos entretiens restaient mornes. Le cœur d'Hélène était loin de nous, envolé sur les routes de la Lorraine et de la Belgique. La magnificence de l'été me faisait mal. Par delà les champs moissonnés et les forêts assoupies, c'était le déroulement des campagnes françaises, avec d'autres champs et d'autres forêts, des rivières nouées en lacis d'argent, des villages égrenés, des clochers pointants, des villes massées autour de hautes cathédrales... Et ce grand corps terrestre de la France, étendu sous le ciel orageux de l'été, était cerné par une zone de feu, et par la chair domptée et souffrante des hommes, des hommes de ma race... Je ne songeais qu'à cette foule sacrifiée; je ne vivais plus qu'en elle, par un déplacement de ma sensibilité qui me rendait indifférent à tout ce qui se passait auprès de moi, chez moi, et me touchait directement. En consolant la pauvre Hélène, je ne pensais qu'à Louis, et à ses camarades, à mes anciens élèves surtout, admirable jeunesse, élite héroïque, si follement dilapidée, et qui a conquis à la bourgeoisie intellectuelle d'impérissables titres de noblesse.

Entre tous ces jeunes hommes, étudiants, écrivains, artistes, qui étaient véritablement ma famille spirituelle, qui défendaient le patrimoine national, et ce qui était pour moi, dans ce patrimoine collectif, le trésor des trésors, le génie de la France, j'aurais voulu ne pas faire de distinction. Mais quelques figures particulièrement chères se présentaient toujours à moi, et parmi elles, la hautaine et délicate figure de Stéphane Montayran. Je me disais : « Il est parti comme les autres; il s'est fondu dans l'immense fleuve des armées qui roule, sans arrêt, vers le Nord. Et maintenant, dans l'atelier que je ne connais pas, derrière la porte close, les couleurs sèchent sur la palette et les créatures qui commençaient de vivre sur la toile, ébauches confuses, chaudes de la vie même de celui qui les rêva, ne sont plus que des fantômes prêts à rentrer dans le néant... »

Ainsi je ne séparais pas l'artiste de son œuvre, dans ma sollicitude, hélas! bien vaine, et j'étais sûr que mon sentiment était tel que Stéphane l'eût attendu de moi. Mon affection pour ce jeune homme embrassait toutes ses affections. Je l'aimais en ce qu'il aimait, autant qu'en sa propre personne. J'acceptais son étrange silence et qu'il fût parti vers le danger et peut-être

vers la mort sans me revoir; mais je regrettais douloureusement qu'il ne m'eût pas dit :

« Voici les clefs de ma maison. Allez-y quelquefois; veillez sur ces choses que je laisse et où vous retrouverez le meilleur de moi-même... »

Un soir, je rentrai avec Hélène d'une promenade à Villacoublay. Ma gouvernante me demanda si je n'avais pas rencontré sur la route, un petit automobile gris, conduit par une dame.

— Une dame qui a un manteau brillant comme de l'argent vif et un voile de gaze grise entortillé autour de la tête.

— Je n'ai rien vu de tel. Pourquoi cette question?

— Parce que cette dame est venue ici tout à l'heure et qu'elle a remis au jardinier un paquet pour Monsieur... Des livres, je crois... Le jardinier lui a expliqué que Monsieur était sorti, qu'il allait rentrer, que cette dame pouvait s'asseoir dans le salon ou sur la terrasse pour attendre et qu'il surveillerait l'automobile. Elle a répondu : « Non... Ce n'est pas la peine. » Et elle est repartie dans sa voiture.

— Sans dire son nom?

— Je lui ai demandé : « De la part de qui, Madame? » — « Il y a une lettre dans le paquet, qu'elle a dit, mais M. Le Hallier ne me connaît pas. » Elle avait l'air très pressé de s'en aller et elle parlait tout bas, en respirant comme une personne qui a couru. Pourtant, elle ne devait pas être essoufflée, car avec cet automobile...

— Elle était jeune, cette dame?

— Peut-être bien... Son voile cachait sa figure, mais ses yeux brillaient au travers... Elle avait des bagues sous ses gants, de jolies bottines en daim gris, et elle sentait le parfum... Enfin, autant qu'on pouvait voir, c'était une belle dame, une dame du monde.

Je dus paraître très intrigué, car Hélène se mit à rire.

— Quoi? dit-elle. Seriez-vous mêlé à une sombre histoire passionnelle? Ceci me rappelle tout à fait le cinéma...

Ma gouvernante changea de figure.

— Mon Dieu Seigneur! s'écria-t-elle, Mme Percier a peut-être raison... Il y a tant d'espions qui courent les routes en automobile!... Que Monsieur prenne garde à ce paquet!

La fièvre obsidionale sévissait alors, et les Français voyaient des espions allemands partout. Je renvoyai la bonne femme à ses raccommodages et je m'occupai d'ouvrir le paquet bien ficelé et couvert d'un léger carton brun. Hélène, amusée par ce petit mystère, m'aidait à déplier les feuilles de papier de soie qui doublaient le carton. Nous découvrîmes enfin une aquarelle tout encadrée, et le même cri nous échappa :

— Le sarcophage!... Le tombeau de l'Initié!... Les oliviers de Thasos !...

Hélène, émerveillée, prit le petit cadre et le porta dans la pleine clarté de la fenêtre. Oui, c'était bien le tombeau de Timoclès, le funèbre autel dédié à Perséphone, que nous connaissions déjà par les photographies de Percier ; mais combien l'image photographique était une pauvre chose, une chose morte, en comparaison de celle-ci ! Cette aquarelle, lavée d'un pinceau rapide, devait à la rapidité même de l'exécution, une fraîcheur extraordinaire. Les couleurs, presque pures, avaient l'éclatante richesse d'un émail limousin ou d'une miniature persane. Nulle dureté pourtant : une transparence, une harmonie exquises, la matière vivant comme vivent le ciel et les fleurs ; une liberté de facture charmante, hardie, absolument originale, où se révélait le Don miraculeux, la Grâce qui fait le vrai peintre.

— Quoi ! dit Hélène, vous n'êtes pas surpris ? Vous n'êtes pas content ? Vous n'admirez pas cette belle chose?... Quelle joie ce serait, pour Louis, de posséder un pareil bijou ! Et papa, comme il se hâterait de le mettre bien en vue, dans sa bibliothèque ou dans la salle rouge !

Elle parlait ainsi, heureuse et triste tout ensemble, élevant le petit tableau dans ses belles mains qui tremblaient. Et je revoyais Athènes, la maison des Berchot, la « salle rouge, » Stéphane penché sur mon épaule... J'entendais sa voix qui disait : « J'ai fait une aquarelle sommaire qui indique ce que la photographie ne peut montrer : les traces de couleur et de dorure sur les figures sculptées et les ornements... Ici, il y a un tumulus formé par les terres rejetées lors des fouilles. L'ombre des oliviers flotte avec le soleil mobile et caresse le marbre coloré... »

Il ne m'avait pas oublié, celui que j'avais aimé, dès notre première rencontre, sans que ma volonté intervînt, presque

sans le consentement de ma raison, « parce que c'était lui, parce que c'était moi, » comme si, de toute éternité, avait existé, entre nous, une parenté ineffable!

— Et la lettre! cria Hélène!... La lettre qui a glissé, là, sur le tapis...

Je suivis l'indication de son regard et j'aperçus une enveloppe, cachetée de cire violette... Mon nom, tracé par Stéphane, me frappa soudain, comme un appel, et toute ma sensibilité répondit dans un frisson qui secoua ma chair et mon âme.

Je lus... Puis je mis ma main sur mes yeux, comme je viens encore de le faire, il y a un instant, après avoir posé ma plume.

Stéphane avait écrit ceci.

Paris, 2 août 1914. Jour de la mobilisation.

« Mon cher maître et ami,

« Je vais partir ; je vais quitter cet atelier où vous ne serez pas entré, où, malgré mon long silence, je vous sentais présent toujours, et si près de mon cœur! Ma pensée s'attachant encore à tout ce que j'aime, vous montre à moi, tel qu'aux jours heureux de ce printemps, si bon, si indulgent, si paternel! Et je veux encore, avant l'adieu, presser votre main.

Je n'ai pas pu tenir la promesse que je vous avais faite. Vous le savez, n'est-ce pas? que je traversais une dure épreuve, une de celles qu'on supporte en silence, les dents et les poings serrés... Et vous m'avez pardonné. Maintenant, le bonheur était venu, et il faut que je le sacrifie... Mais le sacrifice laisse après lui la sérénité et, dans l'aube de ce matin solennel, je suis calme.

Au revoir! mon cher maître, mon grand ami. Je vous le dis, dans la sincérité de mon âme, puisque je ne crois pas à la mort. Au revoir! Si je survis à la guerre, vous me reverrez; si je disparais dans la tourmente, vous ne m'aurez pas perdu.

Mon œuvre d'artiste reste inachevée, comme ma vie d'homme. Qu'importe! Elle n'appartient pas au public, qui ne la connaîtra pas. Ce n'est qu'une offrande votive, un monument secret, dédié à Celle qui fut et sera mon éternelle consolatrice.

Pourtant, je vous prie d'accepter cette esquisse, précieuse

seulement par le souvenir qu'elle rappelle. Placez-la dans votre cabinet de travail, et regardez-la quelquefois, en songeant à celui qui recevra peut-être bientôt l'Initiation au grand mystère, et qui ose, en cette minute solennelle, vous embrasser filialement.

« STÉPHANE. »

XII

Un après-midi de mars 1917, Mme Poncelet, ma gouvernante, força la porte de mon cabinet de travail, dont l'entrée, à certaines heures, lui est interdite. J'étais aux prises avec Clément d'Alexandrie. Cette irruption indiscrète fit évanouir incontinent l'argument essentiel de ma critique. Mes esprits brouillés s'aigrirent jusqu'à la fureur et je proférai une de ces phrases retentissantes, du style soudard, dont je n'use pas à mon ordinaire, mais qui me procurent, dans les circonstances graves, un utile soulagement.

Mme Poncelet ne défaillit pas, comme Esther devant Assuérus. Elle s'avança jusqu'à mon bureau et déposa, sur mes paperasses, une carte de visite. Puis, de ce ton patelin et avec cet air d'humilité méfiante qui est spécial aux religieuses tourières et aux servantes de curés, elle m'expliqua que les galons et la qualité du visiteur imprévu l'avaient incitée à braver mon courroux.

— Ce monsieur, dit-elle, est un monsieur bien. Il est comte, il est officier, il est décoré. Il vient de Versailles, en automobile, sous la neige; on ne pouvait pas lui faire un affront.

Je regardai le nom et l'adresse gravés sur le bristol blanc :

COMTE BERTRAND DE SAINT-JORRE,
19 ter, avenue du Trocadéro.

Ce comte de Saint-Jorre m'était parfaitement inconnu, mais, en 1917, toutes les portes s'ouvraient devant l'uniforme bleu. Je fichai violemment ma plume dans le godet de l'encrier où elle s'épointa; j'abandonnai Clément d'Alexandrie et, non sans mauvaise humeur, je commandai à Mme Poncelet d'introduire céans M. de Saint-Jorre.

Je croyais voir un jeune *poilu*. L'homme qui entra était

mon contemporain. Deux fois blessé, chargé de croix et de brisques, ce simple capitaine avait la moustache blanche, — une grosse moustache qui n'était pas taillée selon la mode, mais qui tombait, en longues pointes d'argent, comme celles des vieux Gaulois. A ma prière, M. de Saint-Jorre s'assit dans un fauteuil, près de la cheminée où mourait un reste de feu. Je vis mieux son front un peu dégarni, ses cheveux blancs encore drus sur les tempes, ses rudes sourcils, ses yeux vert de mer, son grand nez sensuel, sa bouche joyeuse et bonne. Il avait le teint rouge et recuit des Normands, les mains énormes, le corps gigantesque sans excès de graisse. La longueur de ses jambes bottées eût fait peur aux petits enfants. Il n'avait rien de l'aristocrate conventionnel, et il représentait exactement l'ancien hobereau de province, grand chasseur, grand buveur, brave soldat, taillé pour la chasse et pour la guerre, qui n'allait pas à la cour, faute d'argent, et qu'une vie physique assez rude n'affinait d'aucune façon. Ces gentilshommes ont fait assez d'enfants à leurs vassales pour que leur type se soit répandu et reproduit dans le peuple paysan. On retrouve encore, à la campagne, des gars bâtis comme M. de Saint-Jorre, qui descendent, tout droit, des vieux brenns et des barons de Charlemagne.

— Monsieur, me dit-il d'une voix puissante et cordiale, je vous suis bien reconnaissant de m'avoir reçu, d'autant que je vous dérange et que vous n'avez pas de temps à perdre. Mais je vais vous dire, le plus brièvement possible, ce qui m'amène, et je crois que vous me pardonnerez.

— Je vous écoute, monsieur.

— Il faut d'abord que je me présente à vous : je suis actuellement en congé de convalescence, parce que je me suis fait bêtement *amocher* sur la Somme où j'étais, comme officier de liaison, dans un état-major anglais. Ma main gauche ne vaut plus grand'chose, et je suis la proie des chirurgiens qui font des exercices de virtuosité sur les débris de mes tendons... Avouez que c'est drôle!

Il considérait sa main gauche, bandée et gantée, comme il eût regardé un objet extrêmement ridicule.

— Ce n'est pas drôle, dis-je, c'est...

— Embêtant, oui, monsieur, c'est embêtant! Mais qu'y puis-je?... C'est la faute des Anglais... Ils m'ont toujours

enguigné, ces gens-là, et je pense qu'ils ont enguigné toute l'Entente avec leur sacré *Tipperary*. Cette chanson de marche, monsieur... avouez que c'est drôle!

— Oui, c'est drôle, concédai-je.

— D'ailleurs, je les estime fort, les Anglais! Braves, très braves! Superbe allure! Mais pour l'endurance et le débrouillage, rien ne vaut nos poilus, monsieur. Hélas! quand retournerai-je avec eux? On m'a fourré dans un bureau militaire, à Paris. J'y crève, monsieur, j'y crève!... Avouez que c'est drôle!... Et je ne fais absolument rien. Cela me rend neurasthénique.

Je me demandais : « Quelle sorte d'original est-ce là, et que me veut-il? » M. de Saint-Jorre soupira et, croisant ses jambes immenses, il reprit :

— Votre maison est très agréable, monsieur, très bien située, en plein midi, dans un air excellent.

— En effet, monsieur... Mais je ne vois pas...

— Vous allez voir... Cette maison si intéressante, et honorée par vous, monsieur, justement honorée, je voudrais la louer, pour un an, deux ans, dix ans, pour la durée de la guerre, enfin!... Ne protestez pas! Écoutez-moi d'abord. Ce n'est pas pour m'y retirer que je veux prendre votre maison : c'est pour y mettre des camarades, des blessés comme moi, de braves garçons surmenés, qui broient du noir à l'hôpital et qui ne savent où passer leur convalescence...

Je me taisais. M. de Saint-Jorre m'observa d'un air inquiet.

— Ça ne vous dit rien, hé? fit-il... Je l'avais prévu. Je l'avais dit à ma femme et à ma belle-sœur, car c'est elles, monsieur, c'est elles qui m'ont dépêché vers vous; c'est elles qui veulent organiser la « Maison du Bon-Repos » pour les officiers sans fortune, — principalement pour les artistes et savants. — C'est elles qui, en se promenant, ont découvert, la semaine dernière, votre logis, et qui se sont renseignées, dans le pays, discrètement, sur vos intentions... Vous avez songé à quitter Bièvre, monsieur, on le dit, du moins!

— On dit vrai. Je songe à quitter cette maison, pour quelque temps, mais non pas à la louer... Je suis seul ici, avec ma gouvernante; mon jardinier a été mobilisé et je ne lui ai pas trouvé un remplaçant convenable. La maison est lourde à entretenir, le ravitaillement difficile, les moyens de communication

défectueux. Je voulais passer ici toute la période de la guerre, mais la guerre s'éternise...

— N'oubliez pas que le temps travaille pour nous, fit M. de Saint-Jorre, d'un ton sarcastique... Il y a encore des gens qui répètent cette bourde formidable... Avouez ! avouez que c'est drôle !

Et, comme pour répondre lui-même à cette injonction qui lui était familière, il se mit à rire.

Je continuai :

— Bien que j'aime la solitude, je souffre quelquefois de l'isolement forcé qui se prolonge, et le désir me vient de m'installer à Paris. Mais je ne croyais pas que ce désir fût connu...

— Il l'est, monsieur. Mme de Saint-Jorre a su par le notaire, votre voisin, que vous accepteriez peut-être l'offre d'une location avantageuse. J'ajoute que vous feriez une bonne action en même temps qu'une bonne affaire. Mme de Saint-Jorre participera aux frais d'entretien de la maison, mais le gros des dépenses est assumé par ma belle-sœur, Mme Alvarez de Zuniga, qui veut donner à la France une marque d'amour.

— Cela est beau, et d'autant plus beau que Madame votre belle-sœur est étrangère...

M. de Saint-Jorre devint cramoisi.

— Étrangère, Marie?... Mariée à un étranger, oui, hélas!... mais Française et de bonne race. Elle est née Puy-Cerdagne... Les Puy-Cerdagne sont Catalans français, et la branche cadette s'est fixée depuis trois cents ans dans le Quercy... Ma belle-sœur a épousé don Juan Alvarez de Zuniga, un Mexicain, de noble origine espagnole, et qui a des souverains aztèques dans ses ancêtres maternels... Singulier mélange, en vérité! Avouez que c'est drôle!

— Et M. Alvarez de Zuniga est francophile?

— Heu!... Il nous aime... Il le dit du moins... Songez que ce diable de Peau-Rouge, — je l'appelle ainsi pour le taquiner, — a fait toutes ses études à Paris... Mais il a fait sa fortune au Mexique, pendant les présidences successives de Porfirio Diaz. Tous ses intérêts sont là-bas, au pays des Terres froides. Il déteste les États-Unis beaucoup plus qu'il n'aime la France et c'est quelquefois gênant. Sa femme, par compensation, est une Française ardemment patriote. Depuis trois ans, elle consacre tous ses revenus personnels au soulagement des misères que la guerre engendre.

— Eh bien ! dis-je, par considération pour un sentiment si louable, je veux bien examiner votre proposition. Encore faut-il que ces dames aient visité la propriété et que je sache...

— C'est tout naturel, monsieur. Ma femme est pour quelques jours à Versailles, chez ma belle-sœur qui habite un appartement dans l'hôtel des Réservoirs. Je vous les amènerai demain, en automobile, à l'heure que vous fixerez. Elles seront charmées de causer avec vous et elles vous fourniront toutes les explications et toutes les garanties que vous désirerez.

— C'est entendu.

M. de Saint-Jorre parut tout à fait content. Je le reconduisis jusque dans le vestibule où il avait laissé sa peau de bique. Revêtu de cette fourrure grisâtre, aux poils hérissés, il figurait assez bien un dieu polaire.

— A demain, monsieur.

— A demain.

Ayant broyé ma paume entre ses doigts, il monta dans sa voiture qui partit à travers une affreuse bourrasque de neige.

Je retournai m'asseoir auprès du feu. Le fil de mes pensées était rompu, et je me sentais fort loin de Clément d'Alexandrie. Tristement, je restai à tisonner, en contemplant le château ardent des braises qui croulait peu à peu dans la cendre, ou le jardin encore tout hivernal, en dépit de la saison. Mars allait finir et pas une violette, pas un bourgeon, n'annonçait la renaissance printanière. Stéphane Montayran aurait dit que Perséphone s'attarde aux Enfers, cette année, parce que trop de jeunes morts l'y retiennent.

Cette pensée qui me traversa l'esprit, ramena tout un cortège d'autres pensées angoissantes.

Stéphane ? Où était-il, maintenant ? Depuis le soir où il m'avait envoyé, par une messagère mystérieuse comme lui-même, le précieux petit tableau et la lettre plus précieuse encore, qui avait le sens solennel d'un testament, depuis trente mois, qu'avait-il fait, qu'était-il devenu, ce fils bien-aimé de mon âme ?

Pendant les premières semaines de la guerre, Hélène Percier étant près de moi, j'avais heureusement lutté contre l'inquiétude, et je m'étais trouvé calme et fort, en septembre, lorsque tous mes voisins s'affolaient sous la menace de l'inva-

sion. J'assurai d'abord le départ de la jeune femme que sa belle-sœur de Brest réclamait; puis l'imminence du danger que je ne voulais pas fuir, au lieu de m'enfiévrer, m'apaisa. Soutenu par une confiance purement mystique, que les événements et ma raison même ne justifiaient pas, ayant confondu ma vie dans la vie collective de la nation, je ne songeai plus qu'à la nation, avec la sérénité du chrétien qui a fait son sacrifice et que sa destinée individuelle, remise aux mains de Dieu, n'intéresse même plus. Ma maison, mon jardin furent pour moi le lieu où commençait la patrie, où je touchais matériellement la chair de la France, tandis que dans ma bibliothèque, vénérable et sainte comme un temple, je communiais avec son esprit.

Mes voisins immédiats, me croyant mieux renseigné qu'eux-mêmes, s'informaient de mes intentions. « Les Allemands, disaient-ils, sont à Compiègne; ils descendent vers Paris ; ils vont l'encercler; ils déborderont sur la grande banlieue du Sud... » Je leur répondais que c'était chose improbable, mais non pas impossible. « Vous qui avez charge d'enfants et de femmes, mettez-les en sûreté, comme j'ai fait pour Madame Percier. C'est votre droit et votre devoir. Quant à moi, je suis seul, libre, déjà vieillissant, et l'idée de la mort m'est familière. Je courrai tous les risques, mais je demeurerai chez moi. »

Quelques-uns partirent, d'autres restèrent. Ils ne m'étaient pas une compagnie, car je les voyais seulement dehors, à l'heure où l'on affichait le « communiqué. » Durant ces jours d'absolue solitude, je me surpris bien des fois, l'oreille tendue au vent qui m'apporterait peut-être le premier grondement du canon tirant sur Paris. Je m'asseyais sous les tilleuls ; je regardais la vallée, longue corbeille que l'été mûr et déclinant comblait de fleurs et de fruits ; je feuilletais un livre que je ne lisais pas. Mentalement, je répétais les noms de mes jeunes amis, de mes chers élèves, dont le souvenir m'était toujours présent. Litanie d'amour et de pitié, bénédiction paternelle qui ne pouvait, me semblait-il, être tout à fait sans vertu et qui devait participer à cette puissance anonyme que l'homme sent parfois venir à lui, comme un secours miraculeux, un élan qui le relève et l'emporte.

Parfois, quand je pensais à tel ou tel de ces jeunes gens,

d'affreux pressentiments m'assaillaient. Aucune crainte, jamais, pour Stéphane. Pourquoi celui-là, entre tous, celui-là que j'aimais inexplicablement, me paraissait-il invulnérable, ainsi qu'un héros baigné dans le Styx? Pourquoi ne pouvais-je concevoir qu'il cessât d'être, comme si la possibilité de la mort et l'hypothèse de l'anéantissement final ne le concernaient pas? Sa belle forme, aussi belle que son âme, je me la représentais bien souffrante et sanglante ; mes nerfs frissonnaient, — mes nerfs seulement, — mais j'étais *sûr* que nous nous retrouverions, et cette certitude irraisonnée avait en moi le caractère et toute la force de l'expérience.

Je l'éprouvai bientôt. Quelques semaines après la victoire de la Marne, je lus dans un journal la note suivante :

« Un jeune peintre, dont le talent, ignoré du grand public, donnait à ses amis les plus grands espoirs, M. Stéphane Montayran, lieutenant au ** d'infanterie, a disparu près de Soissons. Chargé d'une mission périlleuse, M. Montayran étant parvenu au point fixé, accomplit l'ordre qu'il avait reçu, avec un admirable courage ; puis il repartit seul, à travers bois, dans la nuit, pour rejoindre sa section. Ne le voyant pas reparaître, ses hommes le cherchèrent, malgré la proximité de l'ennemi. Ils ne trouvèrent aucune trace de sa présence, nulle part sur le chemin qu'il avait dû suivre et qu'un bombardement épouvantable avait absolument bouleversé. Depuis, on est sans nouvelles. Tout fait craindre que Stéphane Montayran ne soit tombé victime de son devoir.

« M. Stéphane Montayran était le cousin du comte Martin-Croze, le célèbre collectionneur, et n'avait pas d'autres parents. Son œuvre, qu'il dérobait avec un soin jaloux à la curiosité des amateurs, nous sera révélée un jour, et l'on saura ce que perd l'art français en la personne de ce jeune héros qui disparaît dans la victoire, à peine âgé de vingt-sept ans. »

Je demeurai sans voix, presque sans souffle, envahi par un froid de glace, ne pouvant détacher mes yeux de ces lignes qui tremblèrent peu à peu et se voilèrent. Quel moment ! Quelle atroce contraction de mon cœur ! Il semblait se rapetisser et mourir dans ma poitrine ! Mes doigts laissèrent tomber le journal. J'entendis, comme à travers une épaisseur d'eau, l'appel effrayé de ma gouvernante... Elle me disait : « Vous êtes tout pâle, monsieur? Qu'avez-vous?... Un étourdissement?..

Une mauvaise nouvelle?... Est-ce que monsieur Percier?... » Je dus balbutier une réponse vague... La brave femme m'apporta un cordial. Je bus. Ma pauvre machine physique, détraquée par l'émotion, recommença de fonctionner, et la douleur, d'abord lointaine, au fond de ma conscience, éclata dans son intensité. J'aurais voulu pleurer comme une femme, comme une mère. Je ne pus que cacher ma tête entre mes mains et gémir.

Pendant une heure, je fus ainsi prostré, me déchirant l'âme à des images sinistres : je voyais Stéphane, la nuit, dans le bois. Il allait, tantôt courant, tantôt rampant, à la façon des sauvages. Des obus se croisaient au-dessus de lui, ébranlant le ciel obscur, et tombaient, éventrant la terre. Il allait, le tranquille héros, comme l'Initié dans les ténèbres infernales, entre les ravins et les fossés bourbeux, sous l'assaut effrayant des monstres qui pleuvaient de la nuit, à tout instant, qui lui barraient la route, et qui infectaient l'air de leur souffle empoisonné. Il allait, gardant son beau sourire paisible et tenant son âme haute, à travers les épouvantements... Soudain, un météore fulgure, un tonnerre gronde ; le bois funèbre s'emplit du craquement des troncs déracinés ; un cratère s'ouvre et se referme... C'est fini. La terre a pris Stéphane. Elle ne rendra pas son corps défiguré à ceux qui le chercheront.

Cette scène à laquelle j'assistais par l'imagination, se répétait devant moi, toujours identique en ses détails, et si précise qu'il me semble, encore aujourd'hui, ne l'avoir pas devinée, mais véritablement vue. Je peux bien me démontrer à moi-même que ce phénomène d'auto-suggestion ne prouve rien contre le mystère qui enveloppera éternellement la mort de mon jeune ami; ma conviction demeure acquise, comme si elle m'était venue par une autre voie que le raisonnement, comme si elle dépendait d'un sens interne, infaillible, dont je prenais enfin conscience.

Tandis que je m'enfermais en moi-même, le jour s'écoulait. Saturé de tristesse, je me réveillai à la vie extérieure, dans la grande pièce, assombrie par le crépuscule. Un reste de clarté bleuâtre s'attardait aux rideaux blancs ; les vieux ors fanés des vieilles reliures luisaient sur des rayons; un bouquet de dahlias pourprés, placé dans une douille d'obus en cuivre, effeuillait sur le tapis ses pétales qui ressemblaient à des taches

de sang. En face de moi, sous une grande photographie du bas-relief éleusinien, — Déméter, Perséphone, Triptolème, — la petite aquarelle de Stéphane se détachait en clair contre la boiserie de chêne brun. Mes yeux arides, qui n'avaient pas eu le rafraîchissement des larmes, se fixèrent sur ce tableau dont ils ne distinguaient pas les détails; et voici que j'éprouvai un apaisement étrange, et la sensation d'une tendresse divine qui pénétrait mon âme résignée, et, lentement, enchantait ma douleur.

Le lendemain, j'écrivis au comte Martin-Croze pour lui demander des renseignements complémentaires. Il était à Bordeaux, et la réponse qu'il me fit annonçait son retour. Dans le courant de novembre, je reçus sa visite. Je vis un homme de cinquante-cinq ans, très affable, un peu affecté, qui s'écoutait parler complaisamment et qui caressait, d'une main très fine, sa belle barbe grisonnante. Il me parla de mon dernier ouvrage qu'il avait dû feuilleter avant que de venir chez moi, et il se déclara très flatté de l'intérêt qu'un savant de mon espèce voulait bien porter à son malheureux cousin.

Certes, les Martin-Croze tiraient quelque vanité personnelle de la mort glorieuse de Stéphane et ils désiraient exploiter l'honneur de cette mort et le talent du défunt. Le comte ne put rien m'apprendre que la note du journal ne m'eût appris déjà, mais il s'émut vivement quand je lui montrai la lettre de Stéphane et l'aquarelle.

— Stéphane, me dit-il, a toujours été fort discret sur ses affections et sur ses intentions. Je connais de lui quatre tableaux seulement, œuvres d'un débutant aux dons magnifiques, qui sont dans la maison de province où il a été élevé. Il a exécuté depuis, d'autres ouvrages, mais il les cachait comme un sultan les femmes de son harem. Bien que sa succession ne soit pas ouverte, je sais, par une lettre qu'il m'a fait tenir, le 4 août 1914, qu'il a pris toutes dispositions pour sauvegarder son œuvre : « Mes tableaux, écrivait-il, ne sont plus dans mon atelier, et je défends qu'on les recherche. Si je meurs, ils resteront où je les ai mis, et la personne qui les possède, à la date que j'ai marquée, les produira. » Nous n'avons rien trouvé dans l'appartement de la rue de Passy, rien dans l'atelier du boulevard Beauséjour. L'enquête que j'ai fait faire n'a donné aucun résultat. J'espérais, monsieur, que vous pourriez nous éclairer.

Je répondis que la volonté de Stéphane étant formelle, sa famille devait la respecter et ne point rechercher les tableaux. Le légataire ou dépositaire inconnu avait sans doute des instructions précises qui établissaient ses droits et ses obligations. Je ne parlai pas de la femme qui était venue, en automobile, m'apporter la lettre et l'aquarelle, car j'aurais redouté de toucher, par une allusion imprudente, au secret de Stéphane. M. Martin-Croze, qui espérait mieux de moi, fut déçu. Il dissimula sa contrariété, et mit la conversation sur la guerre. Je dus écouter le récit de son départ pour Bordeaux, dont il semblait s'excuser. Enfin, il me quitta, après m'avoir extorqué la promesse d'une visite, car il voulait me faire admirer ses collections.

Après son départ, je rêvai longtemps à la singulière histoire des tableaux disparus comme Stéphane lui-même, et à cette volonté expresse qu'il avait eue, de réserver son œuvre pour une seule personne, dans une retraite impénétrable. Ce n'était pas un calcul d'orgueil, une spéculation posthume destinée à accroître la curiosité du public et la valeur des tableaux. Quand je cherchais le sens de cette décision extraordinaire, mon regard s'arrêtait sur le tombeau de Timoclès, peint par Stéphane, et je me redisais l'épitaphe gravée dans le marbre, entre les guirlandes symboliques... Comme le poète de Thasos, l'artiste n'était-il pas allé, dans sa jeunesse, vers la Consolatrice des morts, et de son œuvre inconnue n'avait-il pas fait, secrètement, un autel « pour la déesse couronnée de narcisses? »

Je me remémorais ces événements, tandis que le soir venait, dans la bourrasque et la neige, sur ces collines qui étaient tout mon horizon depuis trente mois. Tous les soirs de la guerre, je les avais vus venir ainsi, soirs vêtus de pourpre, de brouillard ou de cendre, et chacun m'avait fait plus triste et plus las. Un abîme me séparait de ma vie ancienne, et j'étais comme sur l'autre rive du temps, étonné de survivre à tout ce que l'abîme avait englouti, à tout ce que j'avais aimé, des idées, des choses, des hommes. Le dégoût d'exister me prenait à la gorge, dans ce monde devenu une boucherie, où l'on respirait partout l'âcre odeur du sang. Dire que j'avais cru au progrès, à la vertu civilisatrice de la science, à la fraternité des peuples! Voici que le temps était revenu des grandes in-

vasions destructrices! Des nations fuyaient sur les routes; des cathédrales et des bibliothèques brûlaient; dans tous les laboratoires, des savants travaillaient pour la mort. Avec une effrayante rapidité, le civilisé, instruit par la Grèce et par Rome, façonné par le christianisme, retournait à la brutalité primitive. La régression qui s'accomplissait sous mes yeux continuerait après la guerre, quand les flagorneries des politiciens déchaîneraient Caliban. Barbares au dehors, barbares au dedans; après l'assaut de l'étranger, l'assaut de la plèbe dominée par le plus bas appétit de jouissance, revendiquant le bénéfice de l'héroïsme des autres, et soumise à deux maîtres absolus : le marchand de paroles et le marchand de vin... Qu'auraient à faire, dans cette société qui s'ébauchait, l'artiste et le philosophe, s'ils ne consentaient pas à divertir la bande des ilotes ivres et à justifier par des sophismes la dictature des cerveaux incultes et des gros poings? Cette éducation du peuple que ma génération avait rêvée, ce généreux accord de la pensée et de l'action, de l'élite et de la masse, comment les réaliser, dans le désordre universel dont j'apercevais les prodromes? Jamais la civilisation méditerranéenne, fille de la philosophie antique et du christianisme, n'avait couru pareils dangers... Un jour viendrait peut-être où les « intellectuels » méprisés par la populace qu'ils avaient cru séduire et conduire, chercheraient, comme les clercs de la Gaule envahie, l'abri des monastères où l'on peut travailler dans la solitude. Mais il n'y aurait pas de monastères pour les accueillir.

Ces tristes pensées, que je m'efforçais vainement de repousser, prenaient une force redoutable dans la solitude. On dénonçait alors les « pessimistes » comme de mauvais Français, et le mot de « défaitiste, » nouvellement inventé, désignait les gens qui, par calcul ou par faiblesse, eussent accepté de traiter immédiatement avec l'ennemi. Je n'étais pas de ces gens-là. Mon « pessimisme » dépassait les choses et le temps de la guerre. Je voyais bien que la victoire seule ne suffirait pas à guérir le mal profond dont l'humanité tout entière allait souffrir pour de longues années, et l'avenir m'apparaissait si noir que j'avais pitié des enfants et des adolescents condamnés à reconstruire le monde.

Un médecin de mes amis, homme très âgé, qui n'exerçait plus sa profession, mais qui, depuis le début de la guerre,

remplaçait, par devoir civique, ses confrères mobilisés, venait quelquefois s'entretenir avec moi. Nous pensions tout de même sur bien des choses. Le docteur Barthe avait la froide sagesse des vieillards et le scepticisme particulier aux médecins. Cependant, il était moins attristé que moi, peut-être parce qu'il était plus actif.

— Vous avez tort, me disait-il, de vous confiner ainsi chez vous; vous êtes misanthrope, prenez garde de ne pas devenir hypocondriaque. Sortez de votre trou; voyagez en France; allez seulement à Paris, si vous craignez les incommodités des voyages. Demandez à visiter le front.

— Comme un touriste? Non, je sentirais le ridicule de ma présence, à moi, vieil homme d'étude, parmi des soldats auxquels je serais inutile et qu'importunerait ma curiosité.

Le docteur Barthe était, au fond, de mon avis. Il n'insista pas davantage. Cependant je méditai le conseil qu'il m'avait donné et je sentis les inconvénients d'une trop longue et trop complète solitude. L'hiver de 1916 à 1917 les aggrava par la difficulté où je me trouvai de chauffer la maison. Mme Poncelet se lamentait sur la rareté des vivres. Le service des postes, celui des chemins de fer, étaient déplorables.

— On vit mieux à Paris, affirmait ma gouvernante.

— Non, pas mieux, disais-je, mais plus commodément.

C'est alors que j'envisageai la possibilité de louer un pied à terre, dans quelque rue bien provinciale de la rive gauche. Comment cette intention, à peine exprimée, fut-elle connue de tous mes voisins? c'est ce que Mme Poncelet seule pourrait dire.

La proposition de M. de Saint-Jorre arrivait donc en un moment où elle pouvait être examinée, sinon accueillie. Elle m'avait un peu choqué : elle suscitait en moi une sourde répugnance, et pourtant elle correspondait à l'un de mes désirs.

MARCELLE TINAYRE.

(La dernière partie au prochain numéro).

LE
RÈGNE DE LÉNINE

Sous la pression des armées de Youdenitch, de Denikine et de Koltchak, on peut espérer la chute prochaine du bolchévisme. Reste à expliquer comment ce régime monstrueux a pu s'établir et durer en Russie. L'auteur de cet article, la première étude d'ensemble, croyons-nous, qui ait été publiée sur ce sujet, montre, comme peut le faire un témoin, la réalité qui se cache sous le mensonge des formules. Rappelons que M. le baron Boris Nolde, professeur à l'Université de Pétrograde, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, sous le gouvernement provisoire, a été deux fois emprisonné par les bolchévistes et est resté à Pétrograde jusqu'au mois de juin dernier.

Il n'est pas raisonnable de trop simplifier les données du problème du bolchévisme russe. La Russie traverse actuellement une des plus grandes crises de son histoire, et il convient à ceux qui désirent se faire une opinion réfléchie sur les affaires russes, de tâcher de dégager, sans jugement préconçu et aussi impartialement que possible, la vraie portée de cette crise, ses origines réelles et ses conséquences inévitables.

La thèse officielle des bolchéviks russes, souvent acceptée à l'étranger, présente le bolchévisme comme l'application pure et simple de l'une des variantes du socialisme international moderne. Or, en fait, c'est un phénomène éminemment national et local, appartenant à un milieu et à un moment historique nettement déterminés.

Les doctrines des chefs bolchévistes n'ont qu'une ressemblance très lointaine avec la réalité des faits, et on fait fausse route en s'attachant à la discussion de ces doctrines. Il importe

de connaître le bolchévisme russe tel qu'il est ; le seul moyen d'y arriver, c'est de s'appliquer à l'étude de l'ensemble des faits constituant la crise de 1917-1919 à l'aide d'une méthode d'observation historique objective.

I

Dans la Russie de l'ancien régime, la tradition voulait que les étudiants des universités fussent plus ou moins « révolutionnaires. » Depuis le commencement du règne d'Alexandre II, des générations d'étudiants se succédaient aux universités qui fondaient leur activité révolutionnaire sur des aspirations vaguement socialistes. Longtemps l'on s'attacha à une doctrine autochtone, créée par Alexandre Herzen, et qui visait au perfectionnement et à la généralisation de l'ancien communisme agraire des paysans russes, connu à l'étranger sous le nom de « Mir. » Mais le mouvement socialiste russe changea radicalement d'aspect vers 1895. Un groupe d'étudiants déclara rejeter ce qu'il y avait de particulier à la Russie dans la tradition socialiste russe. Il pensait que le développement économique de la Russie ne pouvait suivre un autre cours que celui des pays occidentaux, et que, par conséquent, il était temps d'accepter intégralement les idées de Karl Marx sur l'évolution socialiste. C'est à ce moment, et précisément sous le drapeau du marxisme international, que les *bolchéviks* apparaissent sur la scène historique russe. Lénine est un des chefs les plus en vue du « marxisme » russe naissant, à côté de Pierre Struve, actuellement un des représentants les plus ardents du mouvement antibolchéviste, et de beaucoup d'autres.

La nouvelle école, tout en renonçant aux idées de ses prédécesseurs et tout en proclamant la philosophie, dite scientifique, de l'évolution nécessaire de la société, n'en hérita pas moins le fond de traditions purement révolutionnaires des générations précédentes. L'ancien régime russe avait ameuté contre lui les « intellectuels » et, en premier lieu, la jeunesse des écoles ; et, il faut l'avouer, la lutte acharnée qu'il soutenait, avant la première révolution et même après, aussi bien contre le mouvement des classes supérieures qualifié de « libéral » que contre les plus modestes et les plus légitimes aspirations des ouvriers et des paysans, ne pouvait manquer de provo-

quer, par contre-coup, des tendances révolutionnaires violentes. Le manque d'éducation politique et nationale du peuple, résultat du monopole que l'autocratie s'attribuait dans la chose publique, joint à cette absence du sentiment de juste milieu, qui caractérise le Slave, entacha le mouvement révolutionnaire russe de certains vices originels dont il ne put longtemps se défaire. Les meneurs du mouvement confondaient la haine contre le gouvernement avec la haine contre la Russie, arrivant ainsi à la négation absolue de l'idée de patrie et à un internationalisme excluant toute notion d'un patrimoine historique et national. La lecture des œuvres de Karl Marx, déclarées livre de la loi, fortifiait ces tendances antinationales : la révolution sociale imminente supprimerait toutes les vieilles formes politiques, toutes les distinctions historiques entre différents états et leur substituerait le règne de la classe ouvrière internationale.

La part très active que prirent au mouvement, dès ses débuts, plusieurs étudiants israélites, représentants de l'élément de la population russe qui a le plus souffert sous l'autocratie et qui, en conséquence, devait haïr l'ancien régime, accentuait le caractère aigu et vindicatif de la lutte entreprise qui, autrement, aurait été peut-être moins violente.

Le groupe des « social-démocrates » russes de la première heure, noyau du futur bolchévisme, était peu nombreux, mais toujours très actif. La bataille engagée sur le terrain des idées prit assez vite le caractère d'une propagande active dans les milieux ouvriers. La police de l'ancien régime sévit : Lénine et la majorité des autres membres du groupe furent envoyés en Sibérie. Mais, sous l'ancien régime, un révolutionnaire s'évadait facilement à l'étranger; la peine de mort était rarement appliquée; la honte d'en avoir fait une arme politique journalière retombe entièrement sur les bolchéviks. Or, après 1900, tous les membres du groupe des social-démocrates russes se trouvèrent à l'étranger. L'atmosphère ambiante d'un exode politique est toujours et partout la même. Une lutte acharnée à l'intérieur du groupe des réfugiés ne manqua pas de se produire, et c'est au cours de cette lutte que Lénine arriva à former un petit noyau d'adeptes fervents qui, sous le nom de « bolchévikis, » constituèrent la gauche de la social-démocratie militante.

Rentrés en Russie après la proclamation de la constitution et l'amnistie de 1905, les membres de la petite équipe social-démocrate se jetèrent dans la mêlée, et plusieurs d'entre eux y jouèrent un rôle assez marquant. Trotzky, pour ne citer qu'un exemple, était vice-président du Conseil (Soviet) des ouvriers qui fonctionnait à Pétrograde lors de la grève générale qui amena l'octroi du manifeste constitutionnel du 17 (30) octobre. La tournure générale des événements de la première révolution, qui se termina par l'établissement d'un régime monarchique et constitutionnel censitaire, n'était pas faite pour permettre au groupe de prendre une influence immédiate. Au cours des années qui suivirent la crise de 1904-1906, l'opinion publique russe, sauf, peut-être, un milieu très restreint d'adeptes de la nouvelle école, ne s'intéressait nullement à ce qui se passait dans les petits centres social-démocrates. Toutefois, il faut remonter à cette époque pour comprendre comment s'est formé le bolchévisme russe et à quoi tient sa victoire de 1917.

Lénine, suivant de près le développement de cette crise de 1905, discerna combien les masses russes, si paisibles en apparence, cachaient d'éléments incendiaires. Il comprit que, si certaines éventualités se produisaient, il suffirait de la moindre étincelle pour mettre le feu à toute la campagne russe et faire sauter l'édifice politique et social du pays. Et il régla toute son activité sur ses observations de cette époque. Certes, la grande révolution agraire de l'avenir qui se dessinait à ses yeux ressemblait très peu à la révolution sociale, telle qu'elle apparaissait dans la doctrine de Marx. Mais Lénine n'était pas homme à s'embarrasser d'objections doctrinales, et, tout en cherchant à défendre son programme, en se servant de la logique marxiste, il régla sans scrupules sa ligne politique sur la possibilité de provoquer une révolte des masses paysannes russes.

Quelles étaient les forces latentes sur l'action desquelles spéculait Lénine? Il est important, pour se rendre compte du succès du bolchévisme, de rappeler en quelques mots les traits marquants de l'histoire du développement économique de la Russie.

La Russie a été, de tout temps, un pays agricole. L'organisation politique et sociale de l'ancienne Moscovie était fondée sur la distribution de terres à tous les serviteurs de l'État; les

paysans habitant ces terres devinrent, à partir du XVIIe siècle, serfs du propriétaire; leur travail, obligatoire dans le système politique d'alors, était considéré comme une paye supplémentaire donnée aux gens de guerre et aux fonctionnaires pour le service d'État, qui était obligatoire. Sous l'empire de ce système d'un asservissement universel, les paysans s'habituaient à voir dans les terres du propriétaire foncier, quels qu'eussent été ses titres au bien-fonds, une dotation gouvernementale, rémunérant les services rendus par lui à l'État, et subordonnée à la condition de ce service. L'idée de la propriété ne pouvait se former dans les esprits d'une façon nette et claire. D'autre part, dans la constitution intérieure d'une propriété foncière, le paysan, en vertu d'un usage séculaire, se considérait comme ayant droit à l'ensemble des terres qu'il labourait en commun : à ses obligations vis-à-vis du propriétaire correspondait, d'après lui, le devoir mal défini par la législation, mais reconnu tacitement, du propriétaire de lui en fournir la jouissance.

Le système de deux états de dépendance subordonnés l'un à l'autre, celui de la noblesse vis-à-vis de l'État, et celui des paysans vis-à-vis de la noblesse, prit fin en 1762, avec l'abolition du service obligatoire de la noblesse; mais les anciennes idées de la masse paysanne, quant à son droit aux terres des propriétaires qu'elle devait continuer à labourer, subsistèrent malgré le changement intervenu. L'émancipation des serfs en 1861 s'en ressentit.

Les propriétaires fonciers, dépourvus de toute organisation de classe et de tout mode légal d'action politique, habitués à obéir, ne surent, lors de la réforme de 1861, ni formuler, ni défendre le caractère absolu de leur droit aux terres qui leur appartenaient. Ils subirent la réforme, telle qu'elle fut élaborée par la bureaucratie « libérale » de l'époque et par les représentants de l'opinion publique avancée. Elle était conçue dans un esprit de véritable socialisme d'État. L'émancipation des serfs fut un acte d'expropriation générale, et à grande échelle, des propriétaires, dotant les paysans des deux tiers des terres de la noblesse. Les idéologues de la réforme agraire de 1861, dans le même ordre d'idées, crurent bon de conserver intacte l'ancienne communauté immobilière, effet naturel du servage. Les terres données aux paysans restèrent indivises, comme un fonds

appartenant à la communauté et garantissant pour l'avenir, au moyen de partages périodiques, un minimum nécessaire pour la subsistance des membres de la communauté.

La méthode suivie par la loi de 1861 sur l'émancipation entraîna les conséquences suivantes. Le paysan y trouva la preuve que sa conception plus ou moins vague d'un droit primordial qu'il avait eu sur les terres du propriétaire était partagée par le Tsar et son Gouvernement; il ne comprit pas pourquoi, dans ces conditions, il ne recevait qu'une partie de ces terres, fixée plus ou moins arbitrairement, et non la totalité; il conclut que l'expropriation des propriétaires était un acte de simple justice, la reconnaissance de son droit préexistant, mais qui, sans motifs suffisants, s'arrêtait à mi-chemin. Il s'habitua à penser que la partie des terres qui restait au propriétaire après l'émancipation, devrait, un jour ou l'autre, lui revenir en vertu de ce même droit primordial. La propriété privée de l'ancien seigneur, devenu simple voisin, ne fut reconnue que comme une situation de fait, non comme un vrai droit absolu.

D'autre part, le droit du paysan à la terre qu'il avait acquise n'était pas, dans la conception des réformateurs de 1861 et dans la conscience juridique de la masse, un droit de propriété pure et simple. La communauté de jouissance des terres paysannes était une négation de la propriété et entraînait l'idée que la terre n'était qu'un fonds public destiné à couvrir les besoins des cultivateurs.

Quiconque connaissait la campagne, en Russie, s'était familiarisé avec cet état d'âme des paysans russes d'après l'émancipation. Il comprenait que la paix sociale, qui paraissait y régner, cachait les germes d'un dissentiment profond et d'un malaise continuel. Dans son for intérieur, le paysan jugeait l'ancien noble comme le dépositaire injustifié du fonds de terre de réserve qui, depuis longtemps, aurait dû échoir aux petits cultivateurs.

Au cours du demi-siècle qui sépare la crise de 1905-1906 de l'émancipation des serfs, le fond des choses à la campagne était resté le même. Les progrès agronomiques dans la petite culture étaient lents; aussi fallait-il accroître la superficie des terrains cultivés par le paysan pour assurer sa subsistance. La grande propriété était également peu progressive. Elle n'arrivait pas,

sauf certains cas exceptionnels, à un stade de développement économique pouvant inspirer le respect par ses résultats techniques supérieurs. L'ancien noble ne sut point se convertir en vrai hobereau conscient de ses droits de propriétaire foncier et prêt à les défendre par tous les moyens. Le propriétaire foncier était, le plus souvent, un homme qui n'habitait la campagne que pendant quelques semaines en été et qui se bornait à percevoir le prix du bail de ses terres louées aux paysans. Le paysan continuait à attendre avec impatience le moment où serait définitivement liquidée une situation économique qui lui apparaissait toujours comme injuste, anormale et transitoire.

Ainsi, l'idée du partage des terres du propriétaire n'était pas une théorie importée à la campagne par des propagandistes révolutionnaires, mais l'effet d'un socialisme instinctif et latent des masses.

D'ailleurs, le passé contenait un avertissement sérieux pour l'avenir. A plusieurs reprises, au cours des derniers siècles, on avait vu les masses se soulever, massacrer les propriétaires, piller les châteaux et les granges ; le gouvernement faisait intervenir la force armée, et souvent le rétablissement de l'ordre nécessitait un effort considérable. De nouvelles jacqueries, petites ou grandes, étaient toujours possibles. Le mouvement agraire de 1905-1906 prouva avec quelle facilité déconcertante les masses passaient de la soumission habituelle à un état d'anarchie sanglante. Deux hommes, en Russie, surent en tirer un enseignement utile : Stolypine et Lénine. Le grand ministre tâcha de remédier à la détresse morale de la campagne russe en donnant naissance à la petite bourgeoisie paysanne et, avec l'énergie qui lui était propre, créa toute une législation qui devait mettre la petite propriété individuelle à la place de la communauté traditionnelle des terres. Mais son programme agraire, comme toute réforme sociale organique, ne pouvait apporter de changement radical dans l'esprit des masses qu'après une ou deux générations. Malheureusement, le temps manqua.

Lénine aussi saisit la signification très sérieuse des soulèvements de paysans dans les différentes parties de la Russie, qui eurent lieu en 1905-1906. Il y vit une preuve manifeste de l'état révolutionnaire des masses et en fit la base de tous ses calculs politiques. Évidemment, il y avait contradiction manifeste

entre ces calculs et l'idée marxiste. Les menchéviks, purs social-démocrates dont l'honnêteté intellectuelle répugnait à substituer une jacquerie à la révolution sociale, restaient hostiles. Mais Lénine l'emporta. La majorité de la social-démocratie resta purement révolutionnaire et elle guetta, avec Lénine, le moment opportun pour mettre le feu aux poudres.

II

Un autre enseignement que Lénine tira de la crise de 1905-1906 fut la notion très nette du danger que présentait, pour toute société moderne, une grande guerre.

La première révolution russe était issue du conflit avec le Japon. Les proportions de cette lutte paraissent aujourd'hui médiocres, presque insignifiantes, mais c'était, tout de même, une guerre entre deux grandes Puissances, et sa répercussion sur la situation intérieure de la Russie fut considérable. Aucune préoccupation d'ordre national ou patriotique n'existait pour Lénine et, déjà en 1905, il ne voyait dans la guerre qu'une rixe entre « capitalistes » de différentes nationalités, bonne seulement à amener une « situation révolutionnaire. »

La doctrine qu'il prêchait était simple. A l'aide d'un livre très connu de Hilferding sur *le Capital Financier*, il développait l'idée que l'impérialisme était l'expression archi-moderne du capitalisme et que la guerre en Europe serait le signal que l'heure était venue pour commencer une lutte de vie et de mort contre la société. Ce que Lénine voyait en 1905 en Russie, — un mouvement révolutionnaire déterminé par une guerre, — il l'imaginait comme pouvant se produire de même en Europe dans le cas d'un conflit entre les Grandes Puissances. Il fermait les yeux sur le fait que la fermentation révolutionnaire de la campagne russe était tout autre chose que le mouvement ouvrier de l'Occident ; que cet état latent de sédition primitive n'existait point dans les pays où les ouvriers étaient des citoyens jouissant de tous les droits politiques et dirigés par des chefs patriotes et éclairés ; que si on cherchait des parallèles historiques à la jacquerie russe, il fallait remonter aux sociétés occidentales du moyen âge. Toutes ces considérations disparaissaient devant l'esprit de haine qui le pénétrait.

Quand la guerre mondiale éclata, Lénine fut, parmi les

chefs socialistes de l'Europe, le premier à lancer un programme révolutionnaire absolu. Il joua un rôle de premier plan aux réunions de Zimmerwald et de Kienthal, qui eurent d'ailleurs peu de retentissement et un succès très médiocre. La revue, rédigée en russe, qu'il faisait paraître en Suisse, était pleine d'âpres invectives à l'adresse des socialistes « bourgeois » patriotes, et proclamait sans réserves qu'il était temps de déchaîner la guerre civile dans tous les pays.

Je ne sais si la voix de Lénine trouvait de l'écho en Europe, mais je puis affirmer qu'en Russie, personne, sauf peut-être quelques initiés du bolchévisme et quelques fonctionnaires du département de la police, n'avait, au cours des premières années de la guerre mondiale, la moindre idée de ce qu'était Lénine et de ce qu'il écrivait dans sa petite revue suisse. La seule et grande préoccupation de la Russie était la guerre. La direction de l'opinion publique indépendante appartenait au parti cadet (constitutionnel-démocrate) qui, dès le début, sous l'influence de Milioukoff, de Nabokoff, de Kokochkine prit, sans arrière-pensée, position pour la guerre.

Le gouvernement était peu populaire, sauf, peut-être, quelques exceptions, mais on lui faisait grâce de beaucoup de méfaits, du moment qu'il conduisait la guerre. Les difficultés de la lutte gigantesque, même les déboires de la première heure, ne découragèrent pas l'opinion qui restait fidèle à son programme. Le moral des troupes en était heureusement influencé. Les premiers contingents de l'armée, ceux qui périrent, étaient excellents. La masse des soldats, pleinement consciente, acceptait la formule de la guerre nécessaire, de la défense nationale ; ses défauts d'éducation politique et de culture générale étaient suppléés par la discipline, le courage, l'esprit d'abnégation, toutes les belles traditions de l'armée russe.

Cet état de choses subit une transformation radicale au cours de la guerre. L'opinion publique ne s'en aperçut presque pas au début, ou ne voulut pas s'en apercevoir, mais, à la lumière des événements qui se sont succédé depuis, l'évolution apparaît clairement.

Je signalerai les étapes les plus importantes. La grande retraite de Pologne et de Galicie de l'été 1915, nécessitée par le manque de munitions, amena la première crise : après des

sacrifices inouis, l'armée fut sauvée, mais elle n'était plus la même qu'au commencement de la guerre. Elle avait perdu sa volonté de vaincre et sa confiance dans ses chefs. Les nouveaux contingents qui venaient combler les vides n'apportaient plus avec eux l'état d'esprit des premiers jours de la guerre.

La retraite de 1915 porta également un choc violent à l'opinion publique russe. On crut d'ailleurs avec beaucoup de raison, que le Gouvernement n'était pas à la hauteur de la tâche que lui imposaient les événements, que sa politique réactionnaire semait la discorde à l'intérieur, que l'intervention énergique des éléments extra-gouvernementaux était absolument nécessaire pour sauver le pays d'une défaite. Ceux qui dirigeaient l'opinion publique crurent et firent croire aux autres que les défaites n'avaient qu'une seule cause, — le mauvais gouvernement que désavouait le « peuple russe. » La nomination d'un vieux fonctionnaire, peu sympathique, mais fort insignifiant, Stürmer, au poste de ministre des Affaires étrangères au mois de juillet 1916, porta ce sentiment à son comble : sans aucune preuve à l'appui, Milioukoff laissa entendre à la tribune de la Douma que Stürmer trahissait le pays; c'était faux, mais cette accusation eut un énorme retentissement.

Il était naturel que la chute du tsarisme, due à cette atmosphère morale et aussi aux fautes de l'Empereur et de l'Impératrice Alexandra Feodorovna, fût envisagée par l'opinion publique comme ouvrant la porte à la victoire. Mais les premières semaines qui suivirent le coup d'État prouvèrent à tous les esprits avertis que cet espoir était complètement illusoire. Le malaise du pays dérivait, en réalité, en tout premier lieu, de la fatigue et de l'épuisement moral de l'armée. La grande œuvre de l'émancipation politique, si nécessaire et si utile en soi, entreprise par le gouvernement provisoire, fut le signal d'une dislocation générale de l'armée et aussi des masses. Le nouveau régime qui devait conduire à la victoire, acheminа en réalité la Russie vers la défaite.

Lénine était à l'étranger quand la Révolution éclata. Il attendait son heure. Toutes ses prévisions de 1905 et 1914 paraissaient se réaliser, et quand il rentra en Russie, quelques semaines après la chute de la monarchie, il pouvait se dire que

la « situation révolutionnaire » qu'il attendait existait de fait.

Il n'avait pas de parti, au sens propre du mot ; il disposait seulement d'un tout petit groupe de fidèles. Un document publié à Moscou, il y a quelque temps, donne à ce sujet un renseignement très intéressant.

En 1913, un congrès du parti bolchéviste était convoqué par Lénine à Cracovie : quatre personnes seulement se réunirent : Lénine, Kameneff, Mme Lénine et Pokrowsky, ce dernier membre de la Douma et provocateur à la solde du Département de la Police de l'ancien régime. Comme parti politique, ce n'était pas grand'chose. Mais ce petit noyau grossit très vite. Encouragés par la faiblesse et les défaillances du gouvernement de Kerensky, tous ceux qui, sous le nom de liberté, visaient à l'anarchie se groupèrent autour de Lénine et de son drapeau de la révolution sociale.

Lénine comprit qu'il importait, pour mettre à exécution son plan politique depuis longtemps arrêté, de s'assurer en tout premier lieu du concours des soldats. Le pays en regorgeait... Les mobilisations se succédaient sans cesse et le commandement russe était toujours enclin à suppléer aux défauts d'organisation par le nombre des combattants. Il y avait des garnisons importantes dans toutes les villes russes et elles subissaient, peut-être plus que les troupes du front, l'influence de la crise révolutionnaire. Elles se prêtèrent très facilement à la propagande défaitiste de Lénine. Le sentiment du devoir, déjà fortement ébranlé, disparaissait sous l'influence pernicieuse d'une doctrine qui, à force de sophismes mensongers, proclamait l'affranchissement de toute discipline et de toute fidélité à l'idée de Patrie. La masse, à qui l'ancien régime n'avait su donner aucun sentiment du « civisme, » cueillait au vol des formules qui justifiaient la désertion.

La propagande acharnée à laquelle les bolchéviks avaient soumis la garnison de Pétrograde, leur valut leurs premiers adeptes, un cadre d'individus de la pire espèce, « profiteurs » révolutionnaires sans foi ni loi. Aussitôt que, grâce au concours de ces éléments louches ou criminels, la garnison de Petrograde parut suffisamment désorganisée, Lénine donna, le 25 octobre 1917, le signal du coup d'État.

L'avènement des bolchéviks apparut donc *prima facie* comme un *pronunciamiento* purement militaire, plus ou

moins hasardeux, dont le succès à Pétrograde s'expliquait principalement par l'incapacité absolue du gouvernement de Kerensky et par sa politique malhonnête, égoïste et médiocre à l'égard du commandement des armées du front (Affaire Kornilof).

Le coup d'État de Pétrograde ébranla le pays entier. Les « 25 octobre » se multiplièrent dans toutes les villes, grandes et petites, de la Russie. Tous ces coups d'État bolchévistes locaux s'expliquaient par le nombre des soldats, dispersés un peu partout, et dont l'état d'esprit était le même que celui de la garnison de Pétrograde. En automne 1917, lors de la campagne électorale, j'ai eu l'occasion de parcourir les petites villes de district de gouvernement, où je me présentais comme candidat à l'Assemblée Constituante, et je me rappelle vivement le grand souci, toujours le même, de toutes les organisations locales du parti auquel j'appartenais : c'était le vote des garnisons complètement étrangères au pays: ce vote, partout, deux mois avant le coup d'État bolchéviste, était acquis aux bolchéviks et à leur programme de « désertion en masse. » Aucun autre parti politique n'avait de prise sur cet élément et tout espoir de se faire écouter par lui était vain.

Une certaine partie des ouvriers des villes prit part au *pronunciamiento* militaire des bolchéviks : on trouve dans toutes les villes du monde un élément toujours prêt à se jeter dans une révolution, quelle qu'elle soit. Mais les ouvriers ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans la préparation et l'exécution du coup d'État du 25 octobre.

Les autres éléments du pays restaient neutres ou franchement hostiles : les classes cultivées haïssaient le bolchévisme, les paysans le connaissaient très peu et les armées du front n'étaient pas encore définitivement contaminées.

Un coup d'État n'est pas encore une révolution. Si le *pronunciamiento* bolchéviste y a finalement abouti, c'est que Lénine arrivait au pouvoir avec la ferme volonté d'appliquer immédiatement les deux points essentiels de son programme : appel aux forces latentes de sédition de la masse paysanne et transformation de la guerre internationale en une guerre de classes.

Quand, au lendemain du coup d'État, les journaux publièrent les deux premiers « décrets » de Lénine : le « décret sur

la paix » et le « décret sur la terre, » l'on assista réellement à un tournant dans les destinées du pays. Deux changements, de nature totalement différente, mais également irréparables et également radicaux, étaient apportés à la situation de la Russie; d'une part, la guerre avec l'Allemagne était perdue et, d'autre part, l'équilibre social du pays était bouleversé de fond en comble.

Le « décret sur la paix » disloqua l'armée. Plusieurs millions d'hommes indisciplinés, à l'esprit envenimé par l'appel anarchique des bolchéviks, avec fusils et cartouches, voire avec mitrailleuses, revinrent dans leurs villages, semant partout le désordre et les idées rudimentaires du *pogrom* social sanctionné et provoqué par le soi-disant gouvernement central. Leur arrivée à la campagne surexcitait dangereusement l'effervescence qui y régnait déjà, et la jacquerie imminente trouvait en eux des chefs armés auxquels les éléments sages de la campagne ne pouvaient plus résister.

D'autre part, le « décret sur la terre » invitait les paysans à s'emparer immédiatement des biens des propriétaires. Il ne peut être comparé à un acte législatif, tel qu'on le comprend dans les pays civilisés. Lénine, qui n'a jamais été membre d'un Parlement ou d'un gouvernement quelconque, n'avait pas la moindre idée de ce que c'est qu'une législation. Son décret est une motion révolutionnaire pure et simple. Il ne se préoccupe pas de définir ni qui est propriétaire sujet à expropriation, ni au profit de qui l'expropriation doit s'effectuer, ni comment on procèdera à l'expropriation et quelle sera la méthode de l'appropriation ultérieure des terres. On s'imaginera facilement les effets d'une législation de cette nature. C'était simplement un appel au pillage général.

Sous le gouvernement bolchéviste, il était dangereux d'entreprendre des études sur place ; aussi personne en Russie ne sait exactement comment se sont déroulées ces milliers de petites révolutions villageoises et quel en fut le résultat général. Qu'on me permette, à titre d'exemple, de décrire, en deux mots, l'histoire d'un petit domaine, dans un des gouvernements de la Russie centrale que je connais, puisque j'en étais le propriétaire. J'y ai passé, avec ma femme, l'été de l'année 1917. On sentait alors la poudre, mais j'étais encore considéré comme propriétaire. Après notre départ, en automne, je reçus, de mon

fondé de pouvoirs, un télégramme m'annonçant qu'on avait mis le feu à l'étable et que mes vaches avaient été brûlées vives. Ne possédant aucun moyen de défendre mes droits, je me soumis avec philosophie. Deux ou trois semaines après le coup d'État bolchéviste, j'appris que toute mon exploitation avait été déclarée propriété des paysans. Un comité qui s'était formé avait procédé au partage. On trouva que le moyen le plus approprié pour partager les meubles était d'organiser une loterie. On transporta tout ce qu'il y avait dans la maison, les granges, etc., dans la cour, on confectionna des billets à numéros, tous gagnants, qui représentaient respectivement un cheval, une charrue, une robe de ma femme, une raquette de tennis, etc., et on tira au sort. Un des gagnants se plaignait, depuis, amèrement, d'avoir reçu la raquette de tennis, tandis que son voisin gagnait un très beau cheval. C'était la première étape. Quelque temps après, on décida de procéder au partage des maisons et des autres constructions du domaine. Comme les prétendants étaient nombreux et que toutes nos constructions étaient en bois, on crut juste de procéder méthodiquement à un travail de dépècement. Chacun reçut une part égale en poutres. Le partage des champs vint plus tard, au printemps de 1918. Le lot de chacun des co-partageants très nombreux se trouva être si petit que même un grand effort de travail n'a pu donner qu'un profit tout à fait modeste. — Telle est l'histoire de ma dépossession en vertu du décret de Lénine. Je ne porte point rancune à mes voisins de campagne : je connais trop l'histoire russe pour me plaindre du sort qui a été réservé à mes biens, mais je ne puis m'empêcher de constater qu'un petit organisme économique que je tâchais de placer à un niveau de culture agricole supérieur et qui constituait pour mes voisins un avantage réel, puisque j'y dépensais plus que je ne gagnais, a été détruit au détriment de la production générale du pays.

Quels qu'aient été d'ailleurs les résultats économiques du décret sur la terre, il a eu certainement une répercussion politique très grave sur la situation du pays. Il mit en mouvement des millions d'hommes. Tout ce qui restait d'ordre et de légalité dans le pays s'effondra, et un chaos immense et lamentable s'ensuivit. Aucune résistance ne pouvait être opposée à ce mouvement : le mécanisme gouvernemental proprement dit était sup-

primé par le coup d'État, et le pouvoir qui prétendait le remplacer proclamait, par la voix de Lénine, la vraie formule du bolchévisme russe : « Pillez ce qui a été pillé ! »

Lénine était maître de la situation, puisqu'il était le symbole vivant de l'abolition complète de tout droit et de toute discipline sociale. La République des Soviets était née.

III

Le lendemain de sa victoire, le bolchévisme russe resta tel qu'il apparaissait à son avènement et tel qu'il restera jusqu'à sa fin : force éminemment destructive issue de l'anarchie et de la désorganisation sociale et entachée d'une incapacité absolue de fonctionner comme gouvernement normal.

Le coup d'État était officiellement qualifié comme l'établissement de la « dictature du prolétariat. » Que recouvrait, en réalité, cette formule abstraite? De quelle façon le bolchévisme procéda-t-il, sinon à l'organisation du pouvoir, du moins à son partage et à sa distribution?

En théorie, il a été proclamé, dès le premier jour du régime bolchéviste, que le pouvoir résiderait dans les « Soviets. » Qu'est-ce que c'est qu'un « Soviet? » Malgré son succès mondial, le phénomène est très russe et il présente des analogies frappantes avec de nombreux épisodes de notre histoire nationale. Il s'agit d'une imposture cachant le fait brutal de l'appropriation du pouvoir sous une formule qui sonne bien. Il y a deux ou trois siècles, les précurseurs de Lénine empruntaient le faux nom d'un Démétrius, héritier au trône des tsars, et d'un Pierre III, monarque légitime, opposé à Catherine II régnante; ici on invoque une collectivité « d'ouvriers, paysans et soldats. »

Le Soviet est un groupe dont on ne sait point l'origine; il est soi-disant élu par des groupements jouissant d'un droit de vote, mais, en fait, les nominations se font sous la dictée des chefs bolchévistes. Malheur à ceux qui oseraient s'opposer à une candidature officielle ! Le régime ne souffre point d'opposition.

Au cours de deux années, on n'a jamais vu aucun « Soviet, » soi-disant élu, donner les moindres indices du plus léger mécontentement. Dans un pays où les électeurs meurent de faim, au sens littéral du mot, les élus n'ont jamais cessé d'applaudir aux déclarations gouvernementales. L'abus est grossier et pri-

mitif, mais on le subit comme on subit le bolchévisme dans son ensemble et ses détails; je m'efforcerai d'en expliquer les raisons, mais il suffit de constater, pour le moment, que nous avons affaire ici non pas à une pression exercée sur le corps électoral, comme cela se passe dans les États de l'Amérique du Sud ou les pays balkaniques, mais à une duperie qui consiste à présenter la bureaucratie bolchéviste sous le déguisement d'élus « des ouvriers, paysans et soldats rouges. » Il y a des « Soviets » partout, au centre et en province, et partout le système est le même. Les bolchéviks n'avoueront jamais l'imposture grossière qui se cache sous le couvert des « Soviets; » mais tout ce que Lénine dit et écrit pour opposer la dictature du prolétariat à la démocratie équivaut certainement à un aveu indirect. La dictature du prolétariat est, en fait, une dictature personnelle qui n'a rien à voir avec les « ouvriers, paysans et soldats. »

Il n'est pas difficile de prouver que cette conception franchement anti-démocratique n'a été définitivement acceptée par le bolchévisme qu'au moment où il a dû se convaincre que le pouvoir de ses chefs n'avait aucune chance d'être agréé par la démocratie russe organisée. Le « décret » de Lénine inaugurant le bolchévisme et constituant le « Soviet » des commissaires du Peuple énonçait que ce Soviet ne devait fonctionner que jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante, qui était fixée à fin novembre 1917. Lénine paraissait rester fidèle au programme traditionnel de la social-démocratie. Les bolchéviks obtinrent un assez grand nombre de voix aux élections, mais ils n'eurent pas la majorité. Une question se posait : devait-on se soumettre à la volonté du pays ou dissoudre l'Assemblée Constituante? Lénine, sans hésiter, choisit la seconde alternative. Le bolchévisme devenait, dès lors, un régime de fonctionnaires nommés par des chefs irresponsables détenant le pouvoir sans titre légal, une oligarchie pure et simple. Dans sa lutte pour le pouvoir, Lénine gagnait une seconde bataille, mais cette fois en acceptant irrévocablement tout ce qu'il y a d'odieux et, à la longue, de souverainement instable dans une dictature personnelle s'appuyant exclusivement sur la force matérielle.

Il importe de se demander qui, en fait, était porté au pouvoir par le *pronunciamiento* du 25 octobre, et qui gouverna le pays sous l'apparence fallacieuse des « soviets. »

Il y a trois couches très différentes dans l'organisation du pouvoir bolchéviste. Les deux premières sont représentées par les éléments qui ont pris part au coup d'État, la dernière est d'origine plus récente. Il s'agit, en premier lieu, du centre bolchéviste, des gouvernants dans le sens propre du mot. C'est toujours le petit groupe des hommes-liges de Lénine, social-démocrates bolchévistes d'avant la révolution de 1917. Il n'a presque pas changé de composition et détient le pouvoir effectif, sans en partager les responsabilités avec les couches plus récentes du bolchévisme. Lénine, omnipotent, en est le centre. Son autorité est restée prépondérante après le coup d'État, et personne ne peut prétendre à le remplacer dans la direction des affaires. Tout ce que l'on raconte sur les querelles intestines qui existeraient dans les milieux bolchévistes, paraît être faux ou grandement exagéré. Comme tout chef de parti, Lénine est obligé de tenir compte des différents courants qui s'y développent et de faire certaines concessions aux deux ailes du parti; mais il est le seul chef.

Autour de lui, une suite de partisans éprouvés, partout et toujours les mêmes, les seuls qui aient sa pleine confiance et auxquels reviennent les grandes charges de l'administration. C'est un groupe très mêlé comme nationalité et aptitudes. Trotzky, contrairement à ce qui est admis à l'étranger, n'y joue qu'un rôle de second plan. Il n'a jamais été complètement un homme de Lénine comme les autres. Dans l'émigration, il jouait plutôt un rôle d'opposition, se plaçant entre les bolchéviks et les menchéviks. C'est un ambitieux et un arriviste vulgaire. Il est devenu bolchévik par pur hasard; ce sont les autorités anglaises de Halifax qui en portent la responsabilité. Trotzky était en Amérique, quand la révolution russe éclata. Ayant pris le chemin de la Russie, il fut arrêté dans ce port comme défaitiste dangereux. Le retard qui s'en suivit fit qu'il rentra en Russie quand le groupe social-démocrate menchéviste était déjà organisé. Trotzky, qui prétendait à la situation d'un chef, s'estima offensé et prit rang à l'extrême gauche à côté de Lénine. Son rôle pendant les pourparlers de Brest, opposé à la ligne de conduite que préconisait Lénine, le compromit : il voulait en imposer aux Allemands par ses effets d'orateur de réunion publique et amena la catastrophe que Lénine voulait éviter à tout prix. Il s'ensuivit que les affaires étrangères lui

furent enlevées et qu'il fut chargé du commissariat de la guerre qui, à ce moment, paraissait encore de peu d'intérêt pour le bolchévisme. Il n'a jamais eu que peu d' influence sur la politique générale du bolchévisme.

Les noms des autres bolchéviks influents sont moins connus. Il y a des étrangers, comme Rakowski, juif roumain, et Radek, juif autrichien ; comme il y a aussi des Russes : Lunatcharsky, l'un des moins mauvais, qui s'occupe d'instruction publique ; Zinoviev, juif russe, proconsul de Pétrograde, l'un des pires, sanguinaire et poltron ; Krassine, ancien ingénieur de la maison Siemens et Schuckert à Berlin, représentant la tendance soi-disant modérée du bolchévisme ; Sverdlov, ouvrier ayant reçu une certaine culture à l'étranger, propagandiste violent, chef de la gauche bolchéviste (il est mort depuis) ; Rykov, absolument nul, mais chargé de la présidence du Conseil de l'Économie nationale, Conseil qui doit diriger, en principe, la production et la distribution des biens de la « Commune Panrusse ; » Krestinsky, petit avocat de Pétrograde, commissaire des Finances, insignifiant et incapable, signant sans observation les ordres d'émission de papier-monnaie ; Tchitchérine, homme d'une valeur tout à fait secondaire, mais qui, en sa qualité de membre d'une des meilleures familles de la noblesse russe, est considéré comme « homme du monde » et capable, par ses manières, de ne point blesser la morgue des diplomates étrangers, etc., etc. Ce sont là les initiés du bolchévisme ; quels qu'ils soient, ils sont très disciplinés, ne se querellent pas trop entre eux et ont la pleine confiance de Lénine, puisqu'ils ne sont pas venus, comme le second groupe des bolchéviks, s'associer simplement aux vainqueurs, lors du coup d'État, mais ont participé à l'action bolchéviste, quand personne ne pouvait rêver son succès foudroyant de 1917.

La seconde couche bolchéviste est composée de ceux qui, dans les capitales et en province, ont participé au coup d'État, de tous ces gens qui prêchaient la désertion dans l'armée et le pillage dans la campagne, qui assassinaient les officiers et les « bourgeois, » s'emparaient des caisses publiques, arrêtaient et jetaient en prison les « suspects » et accomplissaient, en général, toutes les besognes ignobles de la première heure du bolchévisme.

On pourrait trouver, peut-être, parmi ces bolchéviks du

coup d'État, quelques hommes qui ont accepté la nouvelle doctrine sincèrement et de bonne foi, mais, dans sa majorité, c'est la lie du peuple, un assemblage de pillards et, très souvent, de simples repris de justice. Quelques-uns, au cours des deux années qui ont suivi l'avènement du bolchévisme, ont été de nouveau repris comme voleurs et concussionnaires, mais les plus adroits restent « commissaires, » remplissent des fonctions importantes dans l'administration bolchéviste. Ils ont, pour tout signalement, qu'ils appartiennent officiellement au « parti communiste. » Ces gens sont mal disciplinés, ne suivent pas les ordres des chefs dès que ces ordres ne répondent pas à leurs intérêts personnels ; leur élément naturel est l'anarchie des premières heures du bolchévisme, et ils s'appliquent de leur mieux à la faire durer. Pour Lénine, qui déchaîna la jacquerie et proclama la désertion, cette lie « communiste » du peuple russe apparaît toujours comme l'incarnation de la révolution. Il est des leurs.

Pendant les premiers mois du régime bolchéviste, toutes les administrations effectives du pays, à l'exception des mesures d'ordre général, étaient exclusivement entre les mains de cet élément louche et qui, en majeure partie, n'avait aucune éducation. Les bureaux de l'ancienne administration, dans un élan patriotique et désintéressé, au lendemain du coup d'État, avaient organisé une grève générale et avaient été congédiés. Les bolchéviks restèrent seuls à diriger tout. Un désordre indescriptible s'en suivit. Des ignorants, presque des illettrés, placés à la tête des affaires les plus sérieuses, se mirent à détruire l'appareil administratif en le remplaçant par un système d'abus, de vexations et de concussions. Les organes du centre n'avaient aucune prise sur cette nouvelle bureaucratie qui en faisait à sa tête et ne se préoccupait que de crédits à réclamer des caisses de l'État.

Ces premiers venus de la bureaucratie nouvelle gardaient leurs positions dirigeantes jusqu'à ce jour. Seulement, petit à petit, ils commencèrent, en se réservant toujours les premières places, à se dessaisir de la besogne journalière des bureaux en y appelant un personnel mieux qualifié. Ce personnel fut recruté parmi les anciens fonctionnaires qui, après quelques mois d'abstention, à bout de ressources et courant chaque jour le risque d'être arrêtés et écroués, furent obligés d'entrer dans les

bureaux de l'administration bolchéviste. D'ailleurs, leur apparition n'amena pas le changement auquel on aurait pu s'attendre. Les nombreux techniciens au service de l'administration bolchéviste sont placés dans des conditions de travail impossibles. Les bolchéviks d'en haut font paraître chaque jour des décrets inapplicables fondés uniquement sur des théories abstraites. Les chefs directs, bolchévistes de la seconde série, sont absolument rebelles à toute adaptation. Les méthodes d'ordre et de discipline, réintroduites par les techniciens, sont inutiles dans ce milieu, et chacun d'eux en a conscience ; quoi qu'il fasse, le bolchévisme restera toujours le même. Le seul effet de l'apparition de cette nouvelle couche de bureaucrates a été de ramener certaine politesse dans les relations avec le public.

Tels sont les principaux éléments qui, sous le décor fallacieux de « Soviets, » composent actuellement l'administration bolchéviste russe. Malgré quelques changements de détail, intervenus depuis 1917, le fond du régime reste le même. Les hommes du coup d'État continuent à être à la tête de l'administration locale ; ils gardent jalousement les situations acquises et ne permettent point aux éléments qualifiés d'avoir une influence quelconque sur la marche des affaires.

IV

L'alliance de ces deux éléments dirigeants du bolchévisme russe, révolutionnaires fanatiques et aveugles, d'une part, et voleurs et anciens déserteurs, de l'autre, est la caractéristique essentielle du régime bolchéviste, tel qu'il est en réalité. Les centres bolchévistes légifèrent et établissent les grandes lignes de la politique intérieure et extérieure, les innombrables bolchéviks au petit pied, chargés d'appliquer les décrets et les directives générales, le font à leur manière, en y trouvant prétexte pour poursuivre sans répit leur activité désordonnée et malfaisante.

Il suffirait probablement d'un seul des deux facteurs pour rendre la vie dans la Russie soviétiste matériellement et moralement détestable, mais le concours des deux la fait foncièrement insupportable.

Dès le premier jour de son existence, le gouvernement bolchéviste s'est mis à faire des « décrets. » La méthode de

cette législation est la suivante : la Russie est censée avoir franchi, au moment de l'avènement de Lénine, la limite qui sépare le régime capitaliste du régime socialiste. Tout doit être en conséquence subordonné à l'idée de la nationalisation immédiate des moyens de production et du mécanisme de la distribution. Les décrets s'exercent à tirer les conséquences logiques de cette formule abstraite. On s'est demandé, par exemple, si dans une « commune » il devait y avoir des banques privées ; on a répondu, en bonne logique, que le communisme n'admettait point leur existence. Un décret a alors été édicté qui a nationalisé les banques avec leur actif et leur passif. Personne ne se préoccupa des conséquences pratiques qui devaient résulter de cette nationalisation. La doctrine le prescrit et cela suffit. C'est une législation facile : on ne s'y heurte à aucune difficulté et on peut l'appliquer à toute espèce de questions sociales. Périssent les colonies, vivent les principes!

Mais ensuite est venue l'application. Les bolchéviks au petit pied ont envoyé des « gardes rouges » s'emparer des banques; on a fait peindre de nouvelles enseignes indiquant que telle banque privée n'est plus qu'une « section » de la Banque nationale unique, et on a placé un « commissaire » plus ou moins malhonnête à la tête de cette « section. » Il vole autant qu'il peut, jusqu'à ce qu'on s'en aperçoive. On le renvoie alors et on le remplace par un autre. A force de changer, on arrive à avoir un commissaire qu'on ne peut plus saisir en flagrant délit et on est satisfait. Mais la « section » de la Banque nationale ne marche plus ; elle est morte. Après la nationalisation des avoirs des clients, personne, et les nouveaux riches du régime bolchéviste encore moins que les autres, n'a été assez naïf pour porter son argent à la Banque. On le garde à domicile, au risque même d'être dévalisé par des cambrioleurs, on le cache sous le papier des murs, ou dans des trous qu'on fait dans le plancher. La Banque est nationalisée, mais elle n'existe plus. Il paraîtrait pratique de supprimer la « section, » mais on s'en garde bien, et cela pour deux raisons. En premier lieu, la doctrine communiste prescrit la nationalisation, et Lénine ne s'en désistera jamais ; ensuite, le bolchévik commissaire de la « section, » est intéressé à conserver les appointements qu'il touche et les occasions de vol qui lui sont offertes, et il a assez d'influence pour pouvoir s'opposer

à la suppressionde la « section » dont il a le contrôle.

Est-il besoin d'analyser l'ensemble des mesures prises pour l'application intégrale du « communisme ? » En principe, tout est nationalisé, à part quelques exceptions locales. A Pétrograde qui, pendant plus d'une année, fut considéré, avec les gouvernements du Nord, comme une « Commune » séparée et semi-indépendante, le nombre des établissements de commerce nationalisés est peut-être moindre qu'à Moscou. Par exemple, Moscou et les autres villes centrales, ont nationalisé les parfumeries, tandis qu'à Pétrograde elles font encore les délices des belles du nouveau régime. Ce sont là différences sans intérêt : l'important est de saisir la situation dans ses grandes lignes.

Sont, en principe, étatisées la production et la distribution de tous les biens dont a besoin la société. Quelle est la nature de toutes les mesures et quel en est l'effet?

Il n'y a plus ni patrons, ni ouvriers, ni grands, ni petits commerçants. Il n'y a que des fonctionnaires et des bureaux. Exemple : vous avez besoin de papier à lettres. Vous devez commencer par établir votre droit à ce papier, puisque d'après la doctrine celui-là seul qui travaille a droit à un bien dont la distribution appartient à l'État. Vous tâchez d'apprendre quel est celui des innombrables bureaux existants qui est compétent pour vous délivrer un certificat muni des signatures et des cachets réglementaires et établissant que vous avez réellement besoin de papier à lettres et que vous avez le droit de le recevoir. Après avoir perdu une journée ou deux à ces recherches, vous avez en mains le certificat nécessaire. Ce n'est d'ailleurs qu'une permission d'acheter, mais pas encore le papier lui-même. Vous poursuivez vos recherches et, après une nouvelle perte de temps, vous parvenez à obtenir enfin l'indication du lieu où se trouve l'entrepôt national du papier à lettres. C'est une ancienne papeterie, nationalisée.

Vous risquez, en tout premier lieu, de trouver la papeterie simplement fermée, avec un écriteau vous annonçant que les fonctionnaires de l'État sont en train de dresser l'inventaire des stocks saisis. Alors, vous avez quelques mois à attendre. Mais même si, par hasard, l'inventaire des papeteries est achevé, vos chances d'avoir du papier à lettres restent douteuses. Vous pouvez être presque sûr qu'après une attente très

prolongée dans une queue, vous arriverez après que le stock sera épuisé. On vous donnera l'assurance qu'il y en aura dans un délai de deux semaines ou plus. Votre certificat se trouve périmé et vous recommencez toutes vos démarches. Même histoire pour avoir une plume, un crayon, une aiguille à coudre, du fil, etc.

Où est le papier que vous achetiez si facilement avant la nationalisation? Différentes hypothèses se présentent. L'agent préposé à la nationalisation est un bolchévik au petit pied, de l'espèce que j'ai décrite. Il a simplement volé une partie du stock pour le revendre sous main à un prix exorbitant favorisé par l'absence de papier sur le marché légal libre. C'est probablement l'hypothèse qui se présentera le plus souvent. Il se peut également que le papier n'ait pas été volé, mais vendu à la clientèle qui vous a précédé. Votre ancien fournisseur était intéressé à compléter son stock le plus vite possible; mais le fonctionnaire qui gère le stock ne l'est pas du tout. S'il est zélé, il entrera en correspondance avec un bureau central quelconque et réclamera de nouvelles marchandises. Mais la correspondance administrative traîne, même dans un État socialiste. Et puis, des questions de principe peuvent se poser au bureau, et alors c'est la fin de tout espoir de pouvoir toucher votre papier à lettres. Imaginez seulement que le bureau ait la prétention de procéder d'une façon logique : il devra alors faire l'inventaire de tout le papier à lettres de toute la Russie, puis établir un plan de distribution entre cent millions d'hommes et le distribuer conformément au plan. On peut être certain de n'avoir jamais le papier souhaité, car, enfin, le régime bolchéviste ne pourra durer toujours.

Il se peut aussi que les stocks manquent et que les fonctionnaires les plus zélés et les plus intègres, préposés au commerce national, n'y puissent porter remède. La difficulté gît dans l'insuffisance de la production.

L'industrie est nationalisée. L'ouvrier, devenu fonctionnaire, touche une solde fixée par l'État. Il n'est pas intéressé à la production et le seul motif qui puisse le faire travailler avec zèle est la conscience de son devoir social. Les faits prouvent que c'est insuffisant. Au patron qui était intéressé à voir la production continuer, est substitué un bureau avec une légion de fonctionnaires. Le bureau est composé d'un certain nombre

de personnes qui sont là pour toucher des appointements leur permettant de subsister, convaincues d'ailleurs que le bolchévisme est une folie. Une telle administration est profondément indifférente à ce qui se fait à l'usine qu'elle gère. Mais, en supposant même que les ronds de cuir bolchévistes soient animés du plus pur esprit communiste et travaillent avec enthousiasme, et que, d'autre part, les ouvriers de l'usine soient mûs par le désir désintéressé de contribuer au bien-être général, les difficultés resteront énormes.

En effet, chaque usine dépend de la production d'autres branches d'industrie également nationalisées, et où règne le même désordre. La nationalisation a apporté partout une désorganisation complète de l'industrie, et le rendement du travail est réduit à zéro. Le mécanisme économique d'une commune à cent millions de participants doit avoir, pour fonctionner, une précision idéale qui n'est pas dans la nature humaine. L'esprit d'organisation n'a jamais été le fort du caractère russe, et le fond de paresse y a été toujours considérable. Un décret n'y peut rien. Je laisse de côté la question générale de savoir s'il est possible, en thèse absolue, de faire fonctionner un mécanisme social construit d'après les conceptions simplistes du « communisme, » je ne prends que les résultats acquis des décrets bolchévistes.

La production industrielle s'est arrêtée partout; l'organisme social économique est mort. Les usines se ferment l'une après l'autre. La majeure partie des ouvriers est congédiée; s'il en reste quelques milliers dans les grands centres industriels, ce n'est qu'à titre décoratif : il faut bien que la société nouvelle des invalides de l'industrie entretenus aux frais de l'État soit représentée. Les ouvriers congédiés restent au village, où ils ont gardé des liens, comme c'est le cas pour la majorité des ouvriers russes; d'autres, plus adroits, devenus après le coup d'État des communistes officiels, sont depuis longtemps « commissaires; » les troisièmes sont mobilisés et font partie de l'armée dite « rouge. »

Mais revenons à notre raisonnement. Vous avez quand même besoin d'une certaine marchandise. Il doit en rester encore quelque part, soit qu'elle ait été volée aux stocks nationalisés, soit qu'elle ait été dissimulée par les propriétaires. Vous êtes ici au le seuil du règne de la « spéculation. »

Sous le régime bolchéviste, le commerce clandestin et illégal n'est pas un fait plus ou moins exceptionnel ; c'est tout un mécanisme économique établi à côté du système de l'économie étatisée et qui remplit une fonction sociale de toute première importance. L'État, seul dépositaire légitime des biens, ne fournit qu'une quantité de vivres insuffisante. Privé d'autres ressources, vous mourriez littéralement de faim. Pour les autres objets, dans le genre du papier à lettres, l'État vous répond par un refus pur et simple. Comme cent millions d'hommes doivent continuer à vivre, un échange privé s'établit en premier lieu entre la campagne et la ville, puis à l'intérieur des villes ou entre les villes, échange sévèrement défendu et poursuivi par les autorités, mais qui prend une extension sans cesse plus considérable.

Le paysan apporte du pain pour acheter du sel ou des vêtements. On a tellement besoin de pain en ville qu'on le paie n'importe quel prix. D'autre part, le commerce du pain et son transport sont strictement interdits et, à chaque station de chemin de fer, des gardes rouges peuvent venir fouiller les voyageurs ; le paysan qui aura la chance de cacher sa marchandise, ou effectuera son trajet en chemin de fer sans rencontrer de gardes rouges, fera naturellement payer à l'acheteur les risques de la confiscation et de son arrestation éventuelle pour commerce illégal, etc. D'autre part, indépendamment des frais et du risque, il tâche de gagner autant qu'il peut et que la famine le lui permet. Le pain était payé à mon départ de Pétrograde, au mois de juin 1919, 50 roubles la livre, au lieu de 5 copecks avant le bolchévisme, c'est-à-dire que le prix a augmenté de mille fois. La même chose se produit dans les échanges des villes. Vous achetez votre papier à lettres à un vendeur qui, pour se le procurer, a enfreint quantité de lois pénales, a risqué la prison, voire la mort. Il n'a, comme concurrent, que l'État, propriétaire de tout, et ce concurrent ne peut rien fournir. Il est facile de s'imaginer quel sera le prix que vous devrez payer.

« L'homme au sac » (mechetchnik), paysan qui vous apporte clandestinement à domicile une certaine quantité de denrées dans un sac qu'il porte sur le dos, est la contre-partie du bolchévik. L'homme au sac est une partie essentielle de la vie économique russe sous le bolchévisme. Le mécanisme du

commerce de contrebande, dont il est l'agent, permet seul de vivre. Ceux même qui souffrent des prix de spéculation que l'homme au sac fait payer, reconnaissent tacitement la bienfaisance de son rôle dans l'accomplissement de son métier, il est entouré de la sympathie générale qui diminue, dans une certaine mesure, les risques qu'il supporte.

Dès que l'appareil du commerce clandestin a commencé à se former, le bolchévisme lui a déclaré une guerre acharnée. Rien de plus naturel, puisque c'est l'ordre bourgeois qui renaît et s'épanouit en dépit de l'inauguration du communisme. Mais toutes les sanctions pénales qui ont été édictées n'ont jamais réussi à mettre fin à son existence. Les besoins qui ont fait naître ce mécanisme économique de doublure sont trop pressants et, d'autre part, les agents bolchévistes du pouvoir public ont trop de vénalité pour réussir à cette tâche. Voici comment les choses se passent. Un « spéculateur » trouve moyen d'acheter du lait à la campagne et il prend le chemin de fer pour le porter à Pétrograde. Les gardes rouges, chargés de la répression du commerce illicite, trouvent, en fouillant le wagon, le lait dans le sac classique du spéculateur. Ils doivent le confisquer et le livrer à un bureau quelconque chargé de la distribution des denrées alimentaires et où il tournera certainement. Mais ces gardes rouges eux-mêmes n'ont pas vu de lait depuis des semaines; aussi s'arrange-t-on à l'amiable : une partie du lait est « confisquée » et consommée sur place par les gardes, et le reste est rendu au spéculateur.

L' « homme au sac » est une figure symbolique qui a de très nombreuses variantes. Les conditions de l'existence sont si dures que chacun, sous le régime communiste, est devenu « spéculateur : » on vend ce qu'on a, en profitant de l'anarchie des prix qui règne, puisque c'est là l'unique moyen de se procurer le pain quotidien. Quand il y a absence totale de production, toute chose, même usagée, devient marchandise. Le contenu de la corbeille du chiffonnier remplace petit à petit les vraies marchandises; tout devient objet de demandes pressantes des consommateurs et tout a son prix sur le marché clandestin et illégal que je viens de décrire. Le phénomène désigné officiellement comme « spéculation » constitue actuellement en Russie un facteur essentiel de la vie économique. Il serait oiseux d'insister sur les conséquences désastreuses du

système au point de vue de la moralité publique; je constate simplement l'importance de son rôle économique.

Mais ce mécanisme économique de doublure, en permettant à la population de survivre en dépit des décrets bolchévistes, n'est pas assez puissant pour parer d'une façon efficace à la ruine générale qu'entraîne le bolchévisme. Il ne faut pas oublier que le commerce illicite est un phénomène économique dénaturé qui se développe dans des conditions anormales; d'autre part, la « spéculation », quels que soient les services qu'elle rend sous le régime « communiste, » est, à elle seule, impuissante à faire renaître la production. Le bolchévisme a créé en Russie un fait qui domine tout et contre lequel il n'y aura pas de remède, tant que le bolchévisme règnera. Ce fait, c'est la famine.

Le travail désorganisé, la production interrompue, les moyens de communication détruits, tout contribue à amener un état de détresse qui a été maintes fois décrit. La guerre mondiale a enfanté tant de douleurs, que la description d'un pays lointain où des milliers de personnes meurent de faim ne produit aucune impression sur le lecteur fatigué ou sceptique. Mais ceux qui ont vécu sous le bolchévisme n'oublieront jamais l'image de ces villes où l'on coudoie sans cesse la mort sous le visage hideux de la famine, où personne ne s'entretient jamais que de la manière dont on se procure des vivres et ne s'intéresse à rien, sauf au prix des pommes de terre et de la farine, où toute la vie intellectuelle est anéantie par le souci élémentaire de ne pas mourir de faim.

Quand on parle de mourir ou de ne pas mourir de faim dans la Russie soviétiste, on doit prendre ce terme au sens propre du mot ou interroger les médecins des hôpitaux pour en recevoir l'exacte interprétation. Il a été souvent question d'envoyer en Russie des commissions internationales d'enquête : je leur conseille de s'adresser, en tout premier lieu, pour se rendre compte de la situation, à des médecins. Ce sont eux qui peuvent tracer le tableau de la misère qui règne partout. Ils useront au sens littéral, d'un mot que l'humanité, depuis longtemps, n'emploie, heureusement, qu'au sens figuré.

Dans tout autre pays, deux ans de bolchévisme appliqué seraient économiquement impossibles : la catastrophe surviendrait au bout de deux mois. Ce qui a rendu l'expérience ultra-

marxiste possible chez nous, c'est l'état arriéré de notre développement économique. La Russie est un pays agricole, où la classe ouvrière n'a pas encore brisé ses liens avec la campagne. Celle-ci supporte plus facilement la désorganisation économique, et cela d'autant mieux que l'agriculture, en Russie, se trouvait, chez le paysan, à un niveau assez bas. Le paysan a son pain, son lait, sa viande, et il peut, à la rigueur, se passer assez longtemps des produits de l'industrie. Sa force de résistance est certainement supérieure à celle du citadin, ouvrier, fonctionnaire ou homme de profession libérale.

Seule la campagne du Nord russe, où la production de blé est déficitaire, est dans l'impossibilité absolue de vivre en proie à l'état de désorganisation sociale qu'entraîne le bolchévisme. Mais dans cette région se produit un exode général. Le paysan de Novgorod ou de Tver ferme sa maison, prend l'argent qu'il a amassé pendant la guerre et s'en va, avec toute sa famille, dans un gouvernement du Sud, où le pain est plus abondant.

La force de résistance économique du paysan russe est un produit de l'état semi-naturel de l'économie rurale russe et explique pourquoi le pays continue à vivre. Est-ce à dire que la Russie pourra indéfiniment supporter, économiquement, le bolchévisme, en payant le triomphe du communisme par un retour vers un état rudimentaire et barbare ?

Mais même ce marxisme à rebours ne peut durer indéfiniment, et voici pourquoi. Le bolchévisme a entraîné un développement démesuré et presque fantastique du mécanisme gouvernemental. Plusieurs facteurs y ont contribué. D'abord, tout État communiste est nécessairement un État bureaucratique : un fonctionnaire vous livre le matin votre pain et votre viande ; il se présente comme rédacteur de votre journal, comme employé de tramways, ouvrier, directeur de cinéma, artiste, ingénieur, peintre, voire poète. Dans une « Commune » tout est nationalisé et étatisé. On a vu, avec l'avènement du bolchévisme, le nombre des employés de l'État augmenter dans une proportion toujours croissante. A Pétrograde, après le transfert de la capitale à Moscou, les édifices publics, qui contenaient assez de place pour le gouvernement central d'un immense Empire, ne suffisaient plus pour loger l'administration locale de la ville et des districts qui en dépendent. Mais il y a plus. L'impossibilité de trouver aucun emploi

en dehors de la machine gouvernementale, pousse les gens à chercher une place quelconque dans l'administration, afin de gagner un peu d'argent. On trouve facilement un ami ou un parent qui est déjà au service du gouvernement, et celui-ci démontre à son chef qu'il est absolument indispensable d'augmenter le personnel. Comme les bolchéviks n'ont rien qui ressemble à un budget régulier, on arrive à se faire accorder un crédit supplémentaire. Il est vrai que quelquefois, après des mois d'existence de ce bureau démesurément enflé, on s'avise qu'il dépense trop, et alors il est supprimé. Mais entre temps, un autre bureau est né, et alors tous les fonctionnaires congédiés y refluent pour trouver ainsi un nouveau moyen de toucher la solde gouvernementale.

Le même phénomène se produit dans toutes les institutions de la « Commune, » usines, cinémas, théâtres, journaux, etc., etc. Cette armée d'employés, constituant toute la population des villes, doit être nourrie. Il lui faut au moins un peu de pain, puisque les vivres fournis par la « spéculation » coûtent très cher et ne sont pas à la portée de la majorité.

Et puis il y a l'armée rouge. J'expliquerai plus loin comment les bolchéviks ont réussi à organiser une armée. Il suffit de noter, pour le moment, que la condition essentielle de l'existence d'une armée rouge est son droit à être nourrie mieux que la population civile ; sans quoi elle se dissiperait immédiatement. Il faut, à tout prix, disposer de vivres.

Le gouvernement bolchéviste n'achète pas le pain et les vivres. Ce serait contraire au premier article de son symbole économique, à savoir que la production du blé et son commerce sont monopolisés par l'État. Une partie de la récolte est donc, en principe, obligatoirement réquisitionnée par le gouvernement, et toute production soumise au contrôle gouvernemental.

Même dans un pays bien organisé, l'exercice de ce contrôle serait une tâche très délicate; mais dans l'état d'anarchie où se trouve la Russie, avec un mécanisme administratif dirigé par ce type de bolchévik au petit pied que j'ai tâché de décrire, les campagnes sont, en fait, à la merci du premier venu qui se présente avec un mandat de réquisition. Naturellement, le paysan fait tout au monde pour cacher sa récolte : aussi l'État est-il obligé à recourir à de véritables expéditions mili-

taires dans les villages, pour en tirer de quoi faire vivre les villes et l'armée. Les paysans sont dans l'impossibilité de se défendre, et toute velléité de résistance est réprimée à main armée. Des émeutes paysannes se produisent journellement dans toutes les parties de la Russie soviétiste. La presse officielle et les discours des chefs bolchévistes sont remplis de plaintes amères, dénonçant l'opposition qu'ils rencontrent chez les petits « capitalistes » campagnards.

Pour y remédier, le gouvernement fait appel aux paysans pauvres et il a tâché de créer dans les campagnes des « comités de la pauvreté paysanne, » espèce de dictature locale du prolétariat agricole. Mais il a dû comprendre qu'en fait, le paysan pauvre en Russie, où chacun a droit, d'après la loi, à un lot de terre, est celui qui travaille mal et ne produit rien. On s'est adressé alors au « paysan de condition moyenne. » Mais cet appel a eu le même résultat négatif. Dès qu'on met la main sur la récolte du paysan, celui-ci, quel qu'il soit, petit, moyen ou riche cultivateur, sera toujours mécontent et tâchera toujours de cacher son bien. Alors l'agent du pouvoir intervient; il fait des perquisitions et saisit la récolte.

Le paysan, lors de l'avènement du bolchévisme, lui a été certainement très favorable. Grâce au coup d'État, il a pu s'emparer des terres du propriétaire et réaliser ses anciennes aspirations. La déception n'a pas tardé à venir. L'arrivée, à la campagne, des ouvriers fuyant les villes et résolus à participer au partage des terres, a été un premier désappointement. Et depuis que le pouvoir bolchéviste est apparu aux yeux du paysan sous la forme d'une expédition militaire qui vient s'emparer de son bien à main armée, il est devenu franchement hostile au nouveau régime. Il pleure le bon vieux temps d'avant la dictature « des ouvriers, paysans et soldats » où sa récolte lui appartenait en droit et en fait. Autant qu'il peut éviter la réquisition et vendre son blé par l'entremise d'un « homme au sac, » il continue à labourer son champ. Mais le jour où il comprendra que seul un « Existenz minimum, » prescrit par les lois bolchévistes sur le monopole agricole, lui sera laissé en fait, il ne travaillera plus que pour produire ce minimum. On peut être pour ou contre le monopole gouvernemental des blés tant qu'on se borne à traiter la question au point de vue théorique; mais aucun bolchévik ne saurait nier

le fait que, sous le régime russe actuel, son application aboutit à la diminution toujours croissante de la production agricole. Si le paysan travaille encore, c'est qu'il a le vague espoir que le règne du bolchévisme prendra fin. Le jour où cet espoir serait déçu, le surplus de la production agricole nécessaire pour ravitailler les villes et l'armée disparaîtrait.

V

Quand on étudie, dans son ensemble, le système économique introduit en Russie par la législation bolchéviste, il apparaît que c'est de la folie pure. Mais alors se pose la question : comment arrive-t-on à faire supporter à la population toutes ces mesures qui ont abaissé le niveau de la vie sociale jusqu'à un état de barbarie primitive? Comment se fait-il qu'un régime de travaux forcés et de faim obligatoire dure depuis deux ans et que les Russes ne secouent point le joug bolchéviste? Je tâcherai de donner une réponse aussi nette que possible. Mais il importe de rappeler, en premier lieu, que des gouvernements mauvais, détestés par le peuple qui leur était soumis, ont trop souvent duré des périodes beaucoup plus longues que les deux années du bolchévisme. L'histoire de tous les pays présente, à cet égard, des exemples que chacun connaît. La durée du règne de Lénine n'atteste pas elle-même, ni qu'il jouisse d'aucune espèce de popularité, ni qu'il possède aucunes qualités intrinsèques. Le bolchévisme a établi sa domination par la force et gouverne au moyen des procédés classiques de toutes les tyrannies oligarchiques.

L'explosion formidable qui a suivi le coup d'État du 25 octobre 1917 a anéanti tous les pouvoirs publics de la révolution de février et de l'ancien régime. Avec un acharnement fanatique, les chefs bolchévistes ont fait table rase de toutes les parties de la législation ancienne et de toutes les anciennes institutions administratives et judiciaires. Les garanties les plus élémentaires de la liberté individuelle ont été supprimées. L'arbitraire pur et simple de la bureaucratie bolchéviste a été substitué au régime juridique ancien qui venait d'être modernisé et amélioré par la législation progressive et démocratique de la Révolution. Le droit n'existe plus et tout agent bolchéviste fait exactement tout ce qu'il veut, sans autre règle que

son bon plaisir. Il n'a pas le sentiment qu'aucune responsabilité pèse sur lui : pour peu qu'il se déclare fidèle aux idées de la lutte des classes et fasse valoir son zèle communiste, il peut piller ses concitoyens et les faire fusiller, s'il le juge bon, sans risquer de mécontenter ses chefs.

Au début, encore y avait-il la presse qui, tout en étant soumise à la censure, continuait néanmoins, dans une certaine mesure, à éclairer l'opinion publique et pouvait, à mots couverts, dénoncer les abus. Mais cet état de choses ne dura que quelques mois : depuis l'automne 1918, tous les journaux non-bolchévistes ont été supprimés et il n'existe actuellement que la presse officielle. Toutes ces feuilles : *Isvestia*, *Pravda*, *Severnaia Communa*, etc., remplissent leurs colonnes de louanges aussi emphatiques que vénales à l'adresse du bolchévisme et du gouvernement. L'absence d'une presse libre est une des plus grandes souffrances morales sous le régime bolchéviste : non pas seulement à cause du dégoût qu'inspire le mensonge officiel distribué chaque matin, mais parce que c'est la consécration définitive de l'irresponsabilité complète des agents de l'administration et de son arbitraire violent et grossier.

Entièrement libres de leurs mouvements, les bolchéviks défendent leur pouvoir par tous les moyens et avec un acharnement féroce. Mon dessein n'est pas d'exposer ici le martyre de la société russe sous le bolchévisme. Qu'il me suffise de dire ceci : les bolchéviks ne peuvent nier que le nombre de leurs victimes atteint plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes fusillés sans aucune espèce de jugement, en vertu de simples ordres administratifs. Ce nombre seul défie toute comparaison avec la Terreur de la Révolution française. D'ailleurs, en l'occurrence, une analogie historique n'est pas une consolation pour ceux qui vivent sous le régime bolchéviste et risquent à chaque instant leur vie, sans qu'on leur explique le moins du monde pourquoi leur existence est sacrifiée à cœur léger et presque par habitude. Sous la pression de la Terreur, on a vu disparaître toute manifestation d'activité politique quelconque à l'intérieur de la Russie soviétiste. Pour pouvoir combattre le bolchévisme, il faut s'en aller. Et l'on s'en va, contribuant ainsi, petit à petit, à établir de nouveaux centres de vie politique russe en Sibérie, sur le Don, en Finlande et à l'étranger.

La tyrannie des commissions extraordinaires bolchévistes « pour combattre la contre-révolution et la spéculation, » (il faut noter que, pour les bolchévistes, tout ce qui n'est pas bolchévisme est « contre-révolution, » et tout ce qui est manifestation de saine activité économique est « spéculation, ») ne serait pas possible si le bolchévisme n'avait organisé un appareil de contrainte très puissant. Cet appareil, c'est l'Armée Rouge.

Au début, le bolchévisme était pacifiste et l'on discutait avec acharnement à l'intérieur du parti, si la doctrine social-démocrate permettait ou non la création d'une armée sur la base du service militaire obligatoire. La nécessité de défendre le pouvoir mal assis l'emporta, et l'on procéda à l'organisation d'une nouvelle armée. Trotzky, après l'échec éclatant de ses combinaisons diplomatiques, fut chargé de cette besogne, et il réussit à refaire une armée.

Sa méthode fut très simple. Après la débâcle militaire provoquée par le coup d'État, il restait des cadres d'officiers qui furent de nouveau mobilisés et durent se soumettre pour éviter la mort ou la faim. A l'aide de ces cadres, on procéda à des mobilisations et, petit à petit, on reconstitua l'*ancienne* armée. Je souligne le mot *ancienne*, parce qu'il explique un fait qui paraît grandement impressionner l'étranger. Les officiers ont été obligés de rentrer dans les cadres par suite du danger qu'ils couraient en restant en dehors et par la nécessité de gagner leur pain et de subvenir aux besoins de leurs familles. Des milliers de héros ont préféré périr, mais on ne pouvait s'attendre que tous fissent de même. Et puis, que de prétextes ne trouve-t-on pas pour excuser les défaillances? Le plus souvent on se dit que, l'armée une fois reconstituée, on pourra se défaire des bolchéviks. Une comparaison d'usage courant dans la Russie soviétiste explique que ces officiers sont comme des radis : rouges à l'extérieur, blancs à l'intérieur. A l'aide de ces cadres, l'armée a été facilement reconstituée. On organisa les unités, les états-majors, les bureaux de l'administration militaire, et ensuite on procéda à des mobilisations.

La population, fatiguée par la guerre, y oppose naturellement une résistance passive. Sur cent jeunes gens appelés sous les armes, il en vient peut-être une cinquantaine, dont encore la majorité a-t-elle l'intention de déserter à la première occa-

sion. Mais le matériel humain est inépuisable en Russie, et, à force d'appels répétés, on arrive à posséder le nombre de soldats nécessaire.

La minorité qui répond à l'appel est guidée par des motifs très divers. L'un des principaux est la nécessité de se nourrir. Le soldat de l'armée rouge jouit d'un seul droit incontestable : il est nourri. Il reçoit deux fois plus de pain que le civil, et ensuite, de la viande, du sucre, du thé, du tabac, etc., qu'il n'aurait jamais pu se procurer autrement. A côté de ce motif, qui est prédominant dans les villes et dans les campagnes du Nord de la Russie où la famine est intense, il y en a d'autres. Quoique le pouvoir soviétiste n ait pas pris racine dans les campagnes, et que celles-ci ne soient gouvernées qu'au moyen d' « expéditions correctionnelles, » il y a souvent danger à ne pas se soumettre : on peut être dénoncé par le voisin, arrêté en chemin de fer, etc. Enfin, il y a dans le pays un vieux fond d'obéissance aux autorités qui subsiste malgré l'anarchie.

Les recrues, arrivées dans leurs unités, y trouvent les conditions d'existence habituelles d'un soldat : l'officier qui commande, une caserne avec son régime consacré par la tradition, d'autres soldats ayant déjà acquis certaines notions de discipline militaire.

Cette masse plus ou moins amorphe, composée d'officiers détestant le bolchévisme et de soldats prêts à déserter, ne saurait certainement constituer telle quelle une armée puissante entre les mains du bolchévisme. Les bolchéviks le comprennent très bien. Aussi, dès leur première formation militaire, ils ont soumis toutes les unités militaires, tous les états-majors, toutes les institutions administratives de l'armée à un contrôle bolchéviste très serré organisé principalement au moyen de deux procédés assez simples.

Chaque unité militaire contient un certain nombre de « communistes, » dénonciateurs payés et gardiens secrets de la discipline bolchéviste. D'autre part, toute institution militaire est soumise à la surveillance d'un commissaire bolchéviste qui a droit de vie et de mort sur le personnel militaire de l'institution. Le commissaire porte la responsabilité de tout ce qui se fait dans l'unité qu'il est chargé de contrôler; et il risque sa vie si un mouvement quelconque d'opposition s'y manifeste. Le chef communiste sera impitoyable : car lui-

même risque d'être fusillé pour toute défection qui viendrait à se produire; et on sait à quel point la peur rend cruel.

Au cours de l'offensive de Youdenitch, les bolchévistes ont cru devoir prendre un surcroît de précautions. Ils ont inventé une sanction dont l'odieux dépasse tout ce qu'on peut imaginer : chaque officier devait déclarer le nom et l'adresse de sa femme et de ses parents; ceux-ci étaient déclarés otages et fusillés en cas de désertion du mari ou du fils.

Sous ce régime de terreur, l'armée rouge qui, en elle-même, est prête à se disloquer à la première occasion, est obligée de subir le bolchévisme et non seulement de le subir, mais de le soutenir et de le renforcer.

Le service sous le drapeau rouge est considéré par l'énorme majorité des soldats et par la presque totalité des officiers comme une honte et un déshonneur; pourtant, l'on se soumet non seulement par défaillance morale, mais par dure nécessité.

VI

A mesure que se prolonge la tyrannie bolchéviste, c'est de plus en plus la famine qui s'installe et la cessation complète de l'activité économique et intellectuelle d'un grand pays.

Chacun, en Russie soviétiste, à commencer par les plus humbles, a la conscience très nette que cet état de choses doit finir, que toutes les souffrances morales et matérielles, imposées par le bolchévisme, sont passagères. Une solution est, en effet, inévitable. Mais on se demande laquelle.

Ceux qui voient les choses de loin en imaginent deux : l'évolution lente du bolchévisme vers un régime plus modéré et moins anarchique, ou la libération du pays par les efforts du mouvement national antibolchéviste. Mais tous ceux qui connaissent la Russie comprennent très bien que pareille alternative est purement fantaisiste. Le bolchévisme mitigé n'existe pas et ne peut pas exister, pour plusieurs raisons.

Il y a dans chaque société humaine un fond considérable d'opportunisme, et le Russe n'a pas le naturel haineux et vindicatif. On pouvait donc s'attendre à ce qu'un gouvernement, quelles que fussent ses origines, ayant au début établi sa domination sur tout le territoire immense de l'ancien empire russe, serait accepté par la majorité et, par une conséquence logique,

en viendrait peu à peu à conformer sa politique aux intérêts matériels et moraux de la nation. Il n'en a rien été. Ceux qui restent sujets de la république des Soviets suivent avec anxiété la marche des événements, espérant peut-être encore, contre toute espérance, que le jour viendra où le bolchévisme sera à bout de son effort destructif et tâchera de s'adapter aux besoins pressants des masses. Chaque jour leur apporte une déception. Le bolchévisme est, en réalité et par essence, incapable de s'améliorer. Non seulement il n'y a pas trace d'une évolution quelconque du régime, mais celui-ci devient chaque mois plus odieux et plus destructif.

Toutes les grandes plaies du bolchévisme que j'ai tâché de décrire sont inguérissables.

Commençons par le centre dirigeant bolchéviste. Lénine, dont la volonté fanatique domine la situation, est incapable de céder même un pouce de ses conceptions simplistes, de la révolution sociale et des rêves blanquistes et utopiques qu'il a caressés depuis de longues années. Ceux qui l'entourent ne sauront jamais le faire revenir au sentiment des réalités. Pour ses anciens acolytes, actuellement grands personnages du gouvernement central, c'est toujours Lénine qui reste l'incarnation vivante du dogme socialiste. C'est un chef que personne ne saurait remplacer. Personne n'a la volonté de Lénine, volonté qui seule permet de gouverner le pays en dépit de la haine générale dont le bolchévisme est entouré. Les bolchéviks comprennent qu'un coup d'État qui viserait à remplacer Lénine serait la fin de leur règne. La discipline dans les rangs des gouvernants, condition nécessaire pour la continuation de la lutte contre les courants hostiles chaque jour plus forts, s'évanouirait le lendemain de ce coup d'État, et le bolchévisme serait fini.

Lénine ne peut donc rencontrer d'opposition sérieuse au sein des bolchéviks influents, et il continuera à répéter jusqu'à la fin, dans un milieu entièrement changé, les formules utopiques et haineuses des premières heures du bolchévisme.

Est-il nécessaire d'ajouter que les nombreux bolchéviks au petit pied, les profiteurs du régime soviétiste ne peuvent amener un changement quelconque dans la situation ?

En dépit de toutes les promesses, consciemment fallacieuses, qu'il fait aux étrangers, promesses auxquelles des gens naïfs

continuent à prêter l'oreille, — le bolchévisme russe restera tel qu'il apparaissait sur la scène historique russe le 25 octobre 1917. Cela équivaudrait à dire que le peuple russe est condamné à la mort, si un grand peuple pouvait, en réalité, mourir. Or, un peuple ne peut pas périr, surtout un grand peuple.

La résurrection du pays russe est un fait certain de l'histoire de demain. La Russie appelle unanimement la fin d'une crise que ses destinées lui ont imposée, et l'heure de la libération est proche. Le mouvement national qui se dessine est une émanation de la volonté des masses mûries par les événements. Toute la Russie soviétiste ne vit que de l'espoir de voir arriver les libérateurs. Que lui importent les noms de ceux qui sont actuellement à la tête du mouvement national? Personne ne sait exactement quel sera le gouvernement russe qui succèdera à la chute de Lénine. Mais un point est acquis dès à présent. Le pays est régénéré par les souffrances inouies de la crise bolchéviste; les Russes ont fait leur éducation politique; ils savent tous actuellement ce que valent un bon et un mauvais gouvernement. La lutte contre la tyrannie bolchéviste est notre première lutte nationale pour la liberté politique.

A l'heure de la victoire, la vraie démocratie russe sera enfin née.

BORIS NOLDE

LA
BATAILLE DE FRANCE

VII [1]

LA VICTOIRE
(31 octobre-11 novembre)

LES VEILLÉES DE SENLIS

On ne dormait guère à Senlis. Conscient de l'importance de l'heure, Foch semblait le capitaine qui, ayant conduit son navire de haut bord à travers un monde d'écueils, se trouve devant une *barre* difficile, propre à lui interdire l'entrée du port aperçu. Le petit état-major groupé autour de lui et qui, d'admirable façon, s'identifiait à toutes ses pensées, travaillait jour et nuit à conjurer les dernières difficultés, remuant les projets, ordonnant les attaques, préparant les manœuvres. Un général Weygand, capable, vibrant, tout frémissant de pensées, est le plus précieux des collaborateurs pour son chef ; son dévouement, tout en activité et en ingéniosité, est une des singulières ressources du grand chef qui, sûr de son major général et de ses officiers, peut ainsi garder, à travers les événements qui l'assiègent, ce sang-froid, qualité maîtresse de l'heure.

Confiant en ce groupe qui l'entoure, Foch, d'autre part, l'est pleinement en ses lieutenants et en leurs soldats. Depuis

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre et 1er novembre.

les prodigieux combats de la position Hindenburg, il ne mesure pas son admiration à l'État-major et aux troupes britanniques, il sait que, si, quelques jours, un Douglas Haig semble suspendre les progrès, c'est qu'il en prépare de plus grands encore. Un Pétain ne le rassure pas moins; celui-ci a su garder, dans les pires heures, un calme imperturbable, un sens rassis, qui aux gens mal informés de ce caractère a paru excessive prudence; ce calme bon sens le gare des *pas de clerc;* il est une garantie qu'aucune aventure ne viendra soudain mettre en péril la bataille et, autour de lui, le Grand Quartier général de Provins, rompu au métier, travaille sans lassitude apparente à la grande œuvre des bureaux qui organisent les voies à ceux qui brassent le matériel, de ceux qui renseignent sur l'ennemi à ceux qui montent les opérations; car aux veillées de Senlis les veillées de Provins font un digne pendant.

Enfin, autant que dans la maîtrise de ces états-majors, le grand chef a confiance dans l'inlassable courage du soldat qui exécute. Il a vu le soldat britannique à l'assaut, le soldat américain dans les combats et ne lui marchande ni son admiration ni sa reconnaissance. Quant au soldat français, nous savons ce qu'il en a toujours pensé : « activité, intelligence, entrain, impressionnabilité, dévouement, sentiment national, » écrivait-il de lui dès 1897, et ce ne sont certes point, après ces quatre ans de guerre, ces six mois de combats incessants qui ont pu, il s'en faut, ébranler sa confiance.

Sans doute, tout le monde, — des états-majors aux troupes, — se sent-il quelque peu épuisé; mais l'on est en face d'un ennemi que l'on sait plus épuisé encore. Foch est celui qui, commentant la bataille de Gravelotte, a écrit : « Les forces physiques étaient à bout. Une dernière attaque exécutée par de faibles troupes pouvait, en pareilles circonstances, produire un résultat considérable : *encore fallait-il que la volonté du général en chef ne se laissât pas dominer par l'état d'épuisement de ses troupes, qu'elle sût au contraire exploiter le dernier souffle des hommes et des chevaux, leur demander un dernier et suprême effort pour marcher à l'ennemi.* » On arrive au « dernier quart d'heure, » et à ceux qui lui signalent la fatigue des troupes, il répond : « On est toujours fatigué le soir d'une bataille. Les armées victorieuses ne sont pas neuves. On est au soir de la bataille. » Il a confiance, mais il talonne, car il faut presser le mouvement :

« Au point où nous en sommes arrivés dans notre bataille, écrit-il à Pershing le 27, nous devons obtenir de grands résultats *si toutes les armées alliées frappent sur l'ennemi à coups redoublés par des attaques bien ordonnées.* » Il le dit, il le répète à tous. Et il est entendu : dans une instruction aux généraux d'armée, Pétain, démontant avec sa froide sagacité les phases de l'attaque, les incite à oser, à « pousser » : « Dès que commence la poursuite, la vitesse devient le facteur principal du succès et l'idée de la direction doit primer toute autre notion dans l'esprit du chef. *L'ennemi étant saisi, il ne faut pas lâcher prise.* A ce moment, chaque unité n'a plus à connaître que la direction d'exploitation qui lui a été assignée et *sur laquelle il importe de pousser hardiment...* »

Il se faut hâter : un monde s'écroule. Depuis le début d'octobre, on ne compte plus les capitulations ; la Bulgarie a cédé devant Franchey d'Esperey ; le 2 novembre, les troupes serbes vont rentrer dans Belgrade, ayant fait 90 000 prisonniers et enlevé 2 000 canons. Le 25 octobre, le général Diaz a déchaîné son armée au delà de la Piave ; il a bousculé les Autrichiens éperdus ; il va occuper Trente et Trieste, et l'Autriche demander grâce ; les hostilités seront suspendues le 9 novembre, mais dès le 31 octobre, tandis qu'il félicite Diaz en termes chaleureux, Foch prévoit comme fait acquis la capitulation autrichienne ; ce jour-là, à Versailles où s'est tenue la réunion du Conseil suprême de la guerre, il a eu à donner son avis sur les clauses de cette capitulation. La Turquie, à son tour, battue en Asie, isolée de ses Alliés, a demandé l'*aman.*

L'Allemagne reste donc sans appuis. Battue en France, elle devient de toutes parts vulnérable. Le 2 novembre, et sans attendre que l'Autriche ait signé l'armistice qui va ouvrir aux troupes alliées d'Orient et d'Italie l'ancien Empire des Habsbourg, Foch en est déjà à examiner avec les représentants militaires des Alliés un plan d'action éventuel contre la Bavière à travers le territoire austro-hongrois. Le 3, le plan est arrêté, soumis à la décision du Conseil suprême. Le détail en intéressera la postérité. Mais le grand chef ne saurait s'y arrêter longtemps. C'est l'œuvre du lendemain et son esprit, s'il s'élargit quand il le faut aux plus larges conceptions, est trop foncièrement réaliste, pour qu'un instant, il perde de vue le vrai champ de bataille où l'Allemagne perd la partie.

Or elle entend ne pas la perdre tout entière; elle espère encore obtenir, par l'armistice, le délai nécessaire pour échapper à la défaite, à la débâcle, à la honte d'une capitulation, peut-être encore pour ramener ses troupes sur des positions meilleures et, profitant du délai, refaire son armée désorganisée, refondre des canons, organiser la défense de ses frontières. Lorsque, le 7 octobre, nous avons vu Max de Bade, actionné par Hindenburg et Ludendorff, solliciter l'armistice par la voie du président Wilson, point d'autre dessein sans doute que de se garer d'un suprême désastre militaire. Foch a immédiatement percé le dessein. Armistice, soit, mais à de telles conditions que ce soit *non un armistice, mais une capilation, non un sursis, mais une exécution.* Pour cela, contraindre l'ennemi à livrer ses frontières, ses armes, ses flottes, ses canons, ses munitions. L'empressement fébrile avec lequel le Chancelier a accompli la démarche dont il était chargé, la singulière complaisance avec laquelle pendant tout ce mois d'octobre, ce gouvernement, hier si arrogant, a écouté et agréé les cruelles *mercuriales* du président Wilson, les instances faites pour qu'au plus tôt, l'armistice soit conclu, tout indique un État aux abois où, derrière les armées, forcées dans leurs derniers retranchements, grondent le désespoir et, pour un instant, la révolte; mais tout, partant, inspire au Commandant en chef des armées Alliées le souci de n'être pas joué, de ne pas voir cesser, sans que l'Allemand ait capitulé, une bataille qui l'y va contraindre. Le 4 novembre, il fera agréer par le Conseil de Versailles les termes de l'armistice éventuel et, nous le verrons, ce sont bien ceux d'une capitulation sans précédent.

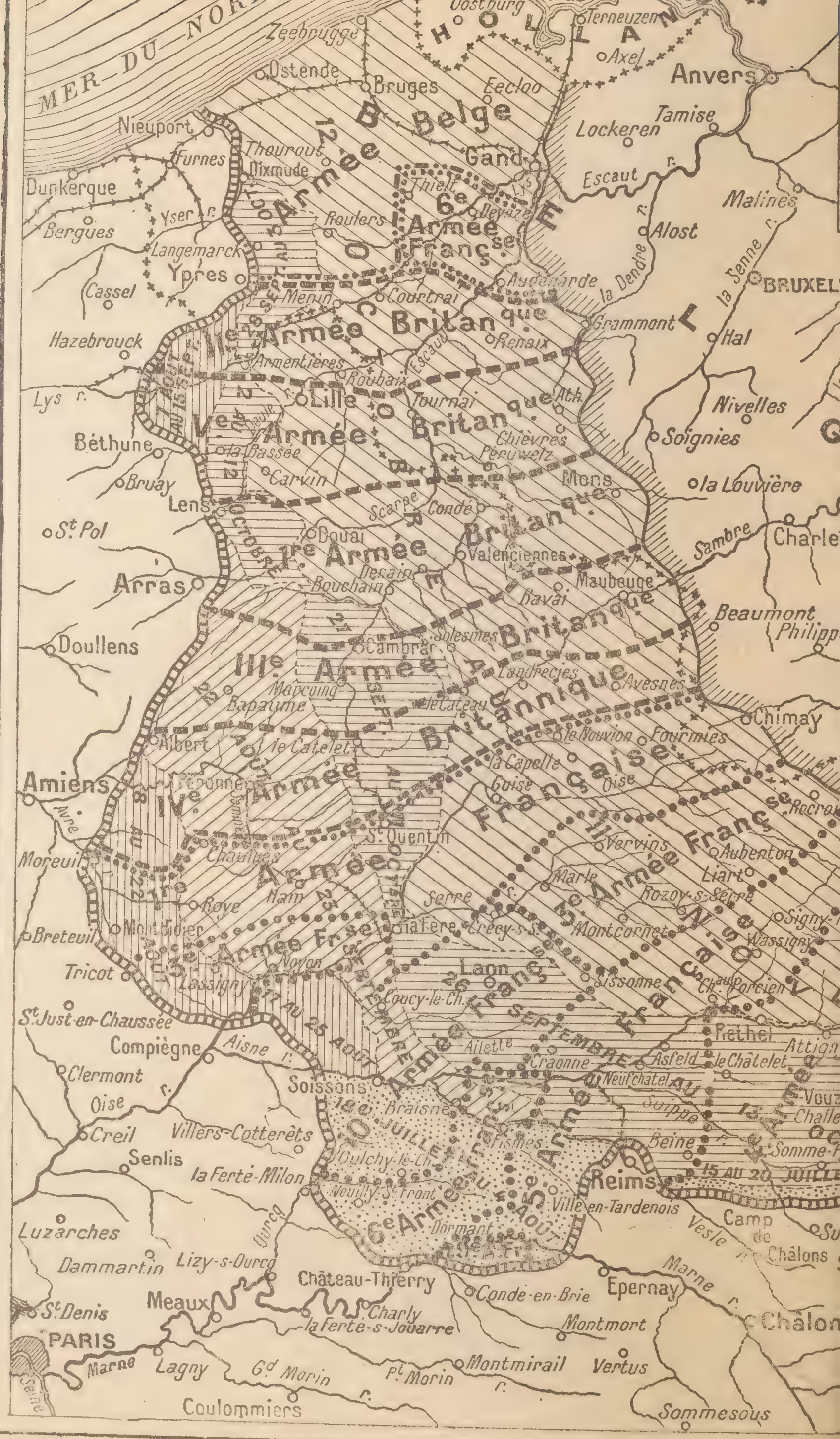
En attendant que le vaincu s'y résigne, il le faut mettre dans telle situation militaire que, de gré ou de force, il faudra bien « qu'il y vienne. » Pour cela, il convient que soit poussé l'assaut, renversées les dernières barrières, forcées ou tournées les positions, talonnée la retraite, encerclée tous les jours plus étroitement la masse ennemie. Toutes les ressources doivent donc être jetées dans la bataille par tous les Alliés; plus de front passif, toutes les armées en mouvement, et tous les canons, et tous les avions, et tous les chars — et toutes les forces. Au général Haller, commandant la petite armée polonaise maintenant constituée, il demande ses divisions; à

Pershing, pour les employer sur tous les points, des divisions encore; à Haig, à Pétain, tous leurs bataillons.

L'ennemi est dans une situation terrible. Il a, à la fin d'octobre, perdu 4 000 canons, 250 000 prisonniers — et combien de morts! Sa seconde ligne, de la mer à l'Argonne, semble en partie tenir; en réalité, on la fait craquer; si elle se rompt, l'Allemand est aux abois. Le repli entre Meuse et Escaut lui est alors imposé; mais c'est un repli sans possibilité d'arrêt sauf au Rhin. « Dès le début de novembre, écrit-on, le haut commandement a perdu presque toute liberté de manœuvre parce que la situation des arrières était telle que *les transports stratégiques étaient devenus presque impossibles.* » Il n'avait pour ainsi dire plus de réserves : 17 divisions, alors qu'au 15 juillet il en avait encore 81; les 184 autres divisions, toutes engagées, sont éreintées, épuisées, fondent après chaque combat et ne peuvent être relevées. Que faire? Se retirer rapidement afin d'échapper à l'étreinte? Il faudrait alors sacrifier un matériel énorme; or, ce matériel, il paraissait de toute nécessité de le sauver parce que, précisément, plus même que d'hommes, l'Allemand manquait de matériel; force lui est donc d'organiser une retraite par bonds successifs, mais c'est alors les hommes qu'on sacrifie, car, attaqué sur tout le front et sans arrêt, il lui est nécessaire d'alimenter les lignes de résistance, d'y faire tuer ou prendre des milliers de soldats. Comment continuer longtemps pareille retraite en bataille que rien ne permet d'alimenter? Par surcroît, aucune possibilité de porter rapidement d'un point à l'autre les rares disponibilités. Nous avons vu que, dès le 26 septembre, les cinq rocades avancées ont été perdues; des quatre situées à l'arrière, une (celle de Maubeuge-Charleroi-Namur-Strasbourg) est déjà, le 1er novembre, pour une partie, sous notre feu. Les deux ailes allemandes ne sont donc plus réunies que par trois rocades et fort longues. « A la veille de l'armistice, conclut l'étude si remarquable à laquelle j'emprunte ces détails, *les possibilités de manœuvre du commandement allemand étaient presque nulles;* de sorte que l'attaque alliée sur le front de Lorraine ne se serait heurtée qu'aux divisions de première ligne, en majorité de faible valeur... qu'un simple progrès sur la rive droite de la Meuse dans la région Est de Mézières *aurait amené une catastrophe.* »

C'est cette « catastrophe » que Foch préparait activement et c'est parce qu'il sentait qu'il n'avait que quelques jours pour prévenir la manœuvre pacifiste — la seule que pût maintenant escompter un Ludendorff lui-même, — c'est parce qu'il se fallait hâter que le maréchal Foch lit avec impatience au Journal des opérations : « Le 30 octobre. *Situation généralement inchangée sur tous les fronts.* »

Il donne donc à tous l'ordre de presser les assauts et, cependant, pousse les préparatifs de l'attaque en direction de la Sarre. On sait, par ce qui vient d'être dit, quel succès on en peut attendre. Les forces allemandes, assaillies vigoureusement, ne pourront être alimentées; c'est donc la défaite assurée pour elles, mais il faut que l'attaque soit assez foudroyante pour que la place de Metz elle-même, débordée par la double action de la Meuse et de la Moselle, tombe en quelques jours. Et le fait est qu'elle fût tombée, puisqu'attendant, sans en préciser le champ, notre attaque en Lorraine, le Haut Commandement allemand, conscient de son impuissance, donnait éventuellement l'ordre d'immédiate évacuation. Le 23 octobre, Pétain avait été invité à orienter de préférence l'attaque à l'est de Metz. Le 25, le général en chef des armées françaises avait rendu compte des dispositions prévues pour doter en grandes unités l'offensive projetée. Le 27, il avait informé Foch — quelle autre garantie de victoire! — que le vainqueur de Nancy, le général de Castelnau avait été investi du commandement des deux armées chargées de l'opération : la 10e (Mangin) et la 8e (Gérard). Le 30, il avait fait part de l'organisation de l'attaque à laquelle 20 divisions étaient destinées. Mangin en recevait la plus grande partie; le 31, en fait, ces divisions s'acheminaient en partie vers la Lorraine. Pétain pressait son monde : il pourra, le 9 novembre, annoncer à Foch que l'offensive décisive se déclenchera le 13. Pershing, de son côté, mis au courant des projets, a été invité à y collaborer, et par l'envoi à la 10e armée française de 6 divisions et par une opération de sa 2e armée (Bullard) entre Meuse et Moselle. Les États-majors des armées exécutantes achevaient déjà les études et tout se préparait. Le hasard me fit rencontrer à cette époque le général Mangin. Je n'eus jamais davantage le sentiment d'une énergie décuplée par de grands espoirs; le Lorrain courait à la reconquête de Metz, à la libération de sa province. L'épée


MER DU NORD
Zeebrugge
Ostende
Bruges
Eecloo
Terneuzen
Axel
Anvers
Tamise
Lockeren
Nieuport
Furnes
Thourout
Dixmude
Gand
Dunkerque
Yser r.
Bergues
Roulers
Thielt
Deynze
Lys
Escaut
Malines
Alost
Langemarck
Ypres
Audenarde
la Dendre
la Senne
BRUXEL
Cassel
Menin
Courtrai
Grammont
Hal
Hazebrouck
Renaix
Armentières
Roubaix
Lille
Tournai
Ath
Nivelles
Lys r.
Béthune
Chièvres
Péruwelz
Soignies
la Bassée
Carvin
Mons
la Louvière
Bruay
Lens
Scarpe
Condé
St Pol
Douai
Valenciennes
Sambre
Charle
Arras
Denain
Bouchain
Maubeuge
Bavai
Beaumont
Philipp
Doullens
Solesmes
Cambrai
Landrecies
Avesnes
Bapaume
le Cateau
Chimay
Albert
le Catelet
le Nouvion
Fourmies
la Capelle
Amiens
Péronne
Guise
Oise
Avre
St Quentin
Vervins
Aubenton
Moreuil
Chaulnes
Liart
Marle
Rozoy-s-Serre
Roye
Ham
Serre
Signy
Montdidier
la Fère
Crécy-s-S.
Montcornet
Wassigny
Breteuil
Noyon
Laon
Sissonne
Ch. Porcien
Tricot
Lassigny
Coucy-le-Ch.
Rethel
St Just-en-Chaussée
Compiègne
Aisne r.
Ailette
Craonne
Asfeld
le Châtelet
Attign
Clermont
Soissons
Neufchâtel
Suippe
Vouz
Oise
Braisne
Fismes
Beine
Creil
Villers-Cotterets
Senlis
la Ferté-Milon
Oulchy-le-Ch.
Reims
Neuilly St Front
Ville en-Tardenois
Luzarches
Dormant
Camp de Châlons
Vesle
Dammartin
Lizy-s-Ourcq
Ourcq
Château-Thierry
Epernay
Marne
St Denis
Meaux
Charly
la Ferté-s-Jouarre
Condé-en-Brie
Montmort
Châlon
PARIS
Marne
Lagny
Gd Morin
Pt Morin
Montmirail
Vertus
Seine
Coulommiers
Sommesous
HOLLANDE
B. Belge
12e Armée
6e Armée Franç.se
IIe Armée Britanque
Ve Armée Britanque
Ire Armée Britanque
IIIe Armée Britannique
IVe Armée Britanque
Ire Armée Française
IIIe Armée Franc.se
1re Armée Fr.se
10e Armée Fr.se
5e Armée Fr.se
6e Armée
15 AU 20 JUILLET
18 JUILLET AU 4 AOÛT
26 SEPTEMBRE
17 AU 25 AOÛT
8 AU 22

CARTE D'ENSEMBLE POUR LA BATAILLE DE FRANCE MONTRANT LE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS DE CHAQUE ARMÉE.

Offensive au Sud de l'Aisne du 18 juillet au 4 août.

Offensive du 8-25 août de la région d'Amiens à celle de Soissons.

Offensive du 22 août au 23 septembre de la région d'Arras à la région de Fismes.

Offensives des 26, 27, 28 septembre, 26 septembre au 13 octobre.

Offensive générale et marche des Armées du 13 octobre au 11 novembre.

de Damoclès n'était déjà, ce 1er novembre, suspendue qu'à un fil. Le 13, il se devait rompre.

Or, tandis que tout se préparait pour ce suprême coup de flanc, pour cette manœuvre qui, nous menant à Luxembourg et à Trèves, à Sarrebrück et à Mayence, allait menacer sur ses derrières la retraite allemande, cette retraite était rendue fatale. Le 31 octobre, Degoutte jetait en direction de Bruxelles tout le groupe des armées de Flandre; le 1er novembre, Haig va engager sa grande bataille de la Sambre en direction de Philippeville et de Mons; les armées françaises de Fayolle (Debeney et Humbert) reprennent, ce même 1er novembre, la bataille de la Serre et s'apprêtent, par-dessus la ligne Hunding brisée, à courir à Chimay et Givet. Ce 1er novembre, encore, 5e et 4e armées du groupe Maistre, 1e et 2e armées de Pershing reprendront leur marche vers le Nord en direction des Ardennes et rien, cette fois, ne pourra, une heure, les arrêter. L'assaut concentrique va reprendre de la mer à la Moselle. Et dès lors, cette courte mention : « 30 octobre : *Situation inchangée sur tous les fronts,* » prend pour nous une signification tout autre. Ce grand silence fait songer à la minute où deux lutteurs, avant la passe suprême, se regardent au fond des yeux; mais chez l'un, on y lit la certitude de vaincre, chez l'autre, le désespoir d'une inéluctable défaite.

A Senlis, les veillées, de laborieuses, deviennent frémissantes. On touche aux suprêmes combats.

A LA RECONQUÊTE DE LA BELGIQUE
31 OCTOBRE-4 NOVEMBRE

Le 31 octobre, le roi Albert avait donné l'ordre d'attaque. L'armée belge, portant son effort principal au sud du canal de Gand à Bruges, s'établirait à l'Est de la Lys, au Sud de Gand. La 6e armée française s'emparerait des hauteurs entre Lys et Escaut et rejetterait l'ennemi au delà du fleuve. La 2e armée britannique, accumulant la majeure partie de ses moyens à sa gauche, le borderait sur tout le front et installerait sur la rive droite une tête de pont.

Sur le front belge, l'attaque se déclencha à 6 h. 35; elle se heurta à une résistance opiniâtre sur les rives du canal; l'ennemi y avait accumulé les mitrailleuses et écrasait sous le

feu de son artillerie les passerelles hâtivement jetées. Les Français de Boissoudy se jetèrent à l'assaut plus au Sud, le 7e corps à gauche en direction d'Audenarde, le 30e entre Cruyshauten et Deynze, le 34e dans l'axe de la voie ferrée Deynze-Gand ; les deux premiers, comprenant chacun une division américaine et pourvus d'un bataillon de chars d'assaut, vinrent buter contre une ligne renforcée, hérissée de mitrailleuses. Le choc fut terrible, mais la ligne finalement brisée Dès 13 heures, le premier objectif, constitué par les contreforts des plateaux d'entre Lys et Escaut, était atteint. L'artillerie canonnait incontinent le deuxième objectif et, à 15 heures, on se relançait à l'assaut. Les hauteurs étaient, en trois heures, emportées, sans que la crête, à la vérité, pût être dépassée. Mais comme cramponnés aux hauteurs conquises, les Français attendaient la contre-attaque, elle ne se produisit pas. L'ennemi était épuisé plus que l'assaillant et s'apprêtait, désespéré, à une nouvelle retraite.

Sur le front de la 2e armée britannique, les vagues d'assaut s'étaient déchaînées à 5 h. 35. Le barrage roulant qui les précédait était si formidable, qu'au témoignage des habitants réfugiés dans les caves, des unités allemandes se débandèrent sans attendre l'infanterie. Celle-ci passa sur le corps des autres et, à 8 h. 30, l'objectif était atteint d'Anseghem aux abords ouest de Wernaerde. Le 2e corps, à gauche, pivotant alors autour de sa gauche maintenue vers Anseghem, poussa en direction Nord-Ouest parallèlement à l'Escaut, tandis que le 19e se conformait à ce savant mouvement et, à 16 heures, le front passait à l'Est de la route de Caster à Karkove et longeait l'Escaut jusqu'en amont de Berchem.

Dès l'aube du 1er novembre, l'attaque reprit. Les Français, achevant la conquête des plateaux, se portaient au delà de Deynze, atteignaient Wykhuis, dépassaient Beest, abordaient Worteghem. Les Britanniques occupaient Boschkraant, puis Gyselbrechteghem et continuaient à pousser vers le Nord-Est. Sur ces entrefaites, l'aviation signalait que, derrière une ligne de résistance confiée à de fortes arrière-gardes, le terrain semblait évacué devant les Français ; déjà les villages belges arboraient le drapeau national et adressaient aux aviateurs des signaux d'appel. Ordre fut donné à tout le groupe d'armées de se jeter aux trousses. Et sans résistance notable la progression

continua sur une profondeur de près de quatre lieues, jusqu'au soir. Vers 17 heures, la 6e armée française abordait l'Escaut de Eecke à Audenarde, sa gauche stationnant entre Deynze et Eecke. Plus au Sud, les soldats de Plumer occupaient la rive gauche, de Lempeghem à Berchem.

Le coup porté le 31 et le 1er avait évidemment été bien violent, car le repli prenait des proportions considérables en largeur comme en profondeur. L'ennemi était en pleine retraite, les cavaleries des trois armées sur ses talons. Le 2, les Belges et les Français atteignaient le front Ecloo-Waershote, le canal de la Lièvre et se trouvaient à une lieue des lisières de Gand.

L'Escaut était bordé sur toute la ligne en amont de Saverghem, franchi au nord d'Audenarde entre Heurne et Eyne. Le 3, en dépit de quelques tentatives vaines pour retarder sa marche, l'Armée belge tout entière était en mouvement, la cavalerie en tête. Vers 8 h. 30, celle-ci, appuyant sa gauche sur la frontière hollandaise, atteignait le front Dekalte-Spugelstratt-Kerrelaere-Vierlindeul-l'Ouest d'Everghem. L'ennemi résistait à l'ouest de Gand autour duquel les inondations avaient par lui été tendues. Néanmoins, en fin de journée, l'avance mesurant 15 kilomètres, le groupe bordait le nord du canal de Terneuzen dont la rive Ouest était, le 3 au soir, entièrement occupée. En quatre jours, le quart de la Belgique avait été reconquis, la Lys, puis l'Escaut franchis. Le mouvement de rabattement vers le Sud s'était amorcé, partie essentielle du plan d'encerclement des armées allemandes. Le 4, le front courait de la frontière hollandaise jusqu'aux faubourgs de Gand à Trochiennes et de là jusqu'à Bossuyt le long de l'Escaut déjà passé en plusieurs points. Et au canon porté devant Gand répondait comme un écho le canon porté devant Valenciennes, Landrecies, bientôt devant Avesnes et Vervins par la marche victorieuse des armées de Sambre et Oise.

BATAILLE DE LA SAMBRE
1-5 NOVEMBRE

L'ordre d'opérations du maréchal Haig, en date du 29 octobre, prescrivait aux 1re, 3e et 4e armées britanniques de reprendre l'offensive en direction générale d'Avesnes-Maubeuge-Mons, la

1re armée française devant, à leur droite, coopérer à cette attaque. La première phase de la bataille devait être la conquête de la vaste forêt de Mormal et de la ligne de la Sambre; se coudant à l'Est de Wassigny, naguère conquis, la rivière coule du Sud au Nord par Oisy et Catillon, jusqu'à Landrecies, au Sud de la forêt, pour s'enfoncer vers la région de Maubeuge, laissant à sa droite la région d'Avesnes. Par ailleurs, Mons, troisième objectif, est couvert par l'Escaut supérieur de Valenciennes à Tournai. On en tenait déjà, le 31 au soir, une partie, du Nord de Valenciennes au Sud de Condé.

Avant de déclencher une offensive qui serait la seconde phase de la grande bataille, en direction de Mons, le maréchal Haig entendait s'emparer de Landrecies. Mais, fort justement, il lui paraissait nécessaire de faire tomber, au préalable, sur son flanc gauche, la région de Valenciennes qui, du Sud du Quesnoy au Sud de Condé, formait saillant dans son front. Celui-ci rectifié, on pourrait, sans craindre une attaque sur son flanc gauche, partir à l'assaut.

L'opération préliminaire devait donc être la réduction de ce saillant. C'est sur cette région qu'attaquaient, le 1er novembre, la droite de la 1re armée (22e corps et corps canadien) et la gauche de la 3e (17e corps). Sur un front de 9 kilomètres, au Sud de Valenciennes, à 5 h. 15, les trois corps partaient à l'assaut. Dès le premier jour, le front fut, après un combat assez âpre, porté du Sud de la ville, dont les faubourgs étaient déjà occupés, à Orsinval. La Rhonelle franchie, l'attaque, le second jour, enveloppa le Sud de Valenciennes, qui, ce jour-là, 2 novembre, tomba entre les mains des Canadiens. Le 3, on était complètement maître de la région, le front étant porté d'Onnaing (5 kilomètres Nord-Est de Valenciennes) à Orsinval (12 kilomètres Sud-Est) et à l'alignement du front au Sud d'Orsinval.

Cela fait, la bataille principale pouvait s'engager sur le front prévu, s'étendant du Nord au Sud, de l'Est de Valenciennes, conquis, au Nord d'Oisy, sur la Sambre.

Elle n'était pas aisée à mener; car il fallait, au Nord, emporter au préalable Le Quesnoy et franchir l'Écaillon, la Rhonelle, l'Aunelle, passer au sud de la Sambre tandis qu'au centre, la forêt de Mormal, large de 15 kilomètres, profonde de 5 à 6, était un obstacle redoutable. Mais, ajoute fièrement le maréchal, « nos troupes n'avaient jamais été plus confiantes en la

victoire, ni plus assurées de leur propre supériorité. » Elles allaient, une fois de plus, justifier leur confiance en elles-mêmes.

Le 4, dès l'aube, après un violent bombardement, les Britanniques se portèrent à l'assaut. Dès l'abord, ils franchirent les obstacles redoutés. A gauche, la droite de la 1re armée (Horne) attaquait; c'étaient les vainqueurs de Valenciennes, — 22e corps et Canadiens, — et malgré les fatigues des dernières journées, ils avancèrent, traversant l'Aunelle au nord de Sebourg, prenant les villages de Triez, de Sebourg et de Lebour-Quiaux; contre-attaquées, les divisions métropolitaines furent un instant refoulées, mais, à leur gauche, les Canadiens, emportant les lisières de Rombies et la bordure Est des marais au nord de Valenciennes, assurèrent le flanc de l'attaque.

La 3e armée (Byng), attaquant au centre, se heurta à une vive résistance. La gauche (6e et 18e corps), opérant entre Wargnies et Orsinval, soutint les combats les plus âpres, enleva Trasnoy et Preux au Saut, atteignit les lisières Ouest de Gommegnies, emporta, après une lutte très vive, Wargnies le Petit et Wargnies le Grand, tandis qu'elle faisait tomber Bry et Eth. Son centre (4e corps) dut tout d'abord repousser au Nord de Ghissignies une forte contre-attaque, puis passa à l'action; il avait à faire tomber le Quesnoy qu'il était difficile d'attaquer de front; on déborda la ville au Sud par Louvignies, Jolimetz et le Nord de la forêt de Mormal. A 20 heures, les Néo-Zélandais, dépassant Hertignies, investissaient le Quesnoy; la garnison de 1000 hommes se trouvait prise en ce coup de filet et dut capituler.

La forêt de Mormal, pénétrée au Nord, était, plus au Sud, attaquée. Le 14e corps, brisant une résistance, très vive aux lisières, pénétra dans la forêt si profondément que, le 5, au point du jour, on avait — ce qui était miracle, — atteint la lisière opposée, débordant ainsi très largement Landrecies au Nord.

Cependant, les soldats de Rawlinson faisaient tomber la ville, ayant balayé les positions devant Landrecies — notamment Preux au Bois qu'il fallut encercler pour en réduire la défense. Passant en radeaux la Sambre, au Nord et au Sud de la ville, ils dépassèrent celle-ci et y firent tomber toute résistance. La rivière était, plus au Nord, âprement disputée. Le

centre et la droite de Rawlinson l'attaquaient du sud de Pommereuil à Oisy. Le passage fut forcé et les troupes du 4e corps poussées aussitôt sur Mézières, Heurtebise et la Folie qui, après une vive résistance, furent enlevées. Plus au Sud, le même corps, ayant pris Catillon, franchit la rivière en coup de surprise avec une extrême rapidité. A 7 heures 45, les Highlanders, sautant sur la rive droite, se jetaient sur Bois-l'Abbaye, Hautrève, La Goise et, tenus quelque temps en échec devant Fesmy, s'emparaient du village et le dépassaient largement.

Le 5 dès l'aube, la bataille était gagnée et dans les plus brillantes conditions. Près de 20000 prisonniers et plus de 450 canons restaient entre les mains de nos alliés britanniques. La ligne de la Sambre était largement franchie de Landrecies jusqu'au coude d'Oisy, Landrecies et Valenciennes enlevées ainsi que la forêt de Mormal, Maubeuge, à gauche, et Avesnes, à droite, à très brève échéance menacées. Et telle était la violence du coup porté que, dès le 5, allait commencer le grand repli qui devait mener à ces villes et bien au delà les troupes de Douglas Haig, magnifique victoire après une bataille courte, mais âpre, où l'admirable vaillance britannique avait eu raison de tous les obstacles et qui, décidément, lui ouvrait toutes les voies — jusqu'à ce « retour à Mons » dont l'ancien lieutenant de French, évoquant en esprit les sinistres journées d'août 1914, entendait faire la plus éclatante des revanches.

LA BATAILLE DE L'OISE A LA MEUSE
3-5 SEPTEMBRE

A la droite de Rawlinson, Debeney, sur le canal de la Sambre, avait, le 3 novembre, attaqué entre Oisy, au Nord et, au Sud, le confluent du Noirieu avec l'Oise (Sud de Grand-Verly). A cet endroit, l'Oise qui a coulé, depuis la Fère, du Sud-Ouest au Nord-Est, se coude brusquement vers le Sud, traverse Guise et prend là une nouvelle direction Ouest-Est jusqu'à Hirson. Son cours devient alors parallèle à celui de la Serre, mais à plus de vingt kilomètres au Nord. C'est dire que si Guise tombait, qui seule défend l'entrée de cette partie supérieure de l'Oise, la Serre n'était plus longtemps tenable et la *Hunding* parfaitement tournée. Il était donc inutile de poursuivre de front l'attaque de cette position en face

de laquelle les 3e et 5e armées n'avaient qu'à guetter quelques jours encore le moment où, menacés d'être pris à dos par Debeney, les défenseurs, sans plus insister, videraient les lieux.

On avait donc accordé à ce dernier une forte dotation et, le 3, il attaquait en direction générale de La Capelle, mais visant à déborder avant tout Guise pour pouvoir ensuite agir sur la rive Nord de l'Oise.

A 5 heures 45, l'attaque partait et aussitôt brisait la défense du canal, puis, avançant par bonds, portait le front à Bergues sur la Sambre, aux lisières Nord et Ouest de Boué, à la Neuville les Dorengt, à Dorengt, à Lesquelles-Saint-Germain. Le coup avait été si fortement asséné que 4 000 prisonniers et soixante canons restaient entre nos mains. La vallée de l'Oise supérieure était ouverte et Guise déjà fortement débordé. Une seconde attaque ferait tomber la ville à coup sûr. C'était la chute des positions *Hunding*. Menacées au Nord-Ouest, elles étaient d'ailleurs complètement débordées à l'Est par le succès et la marche rapide vers le Nord de l'armée Gouraud. Et dès lors, on verrait les Allemands opérer, le 5, l'énorme repli qu'attendaient, en se contentant de les menacer de Crécy-sur-Serre à Château-Porcien, les armées Humbert et Guillaumat.

*
* *

Le 1er novembre, Gouraud et la 1re armée américaine avaient attaqué entre Aisne et Meuse et c'était, dès le premier jour, un éclatant succès. L'objectif était, on se le rappelle, la ligne Le Chesne (pour la 4e armée française)-Buzancy (pour la 1re armée américaine) et la direction générale Mézières-Sedan. Gouraud avait monté l'opération en direction Châtillon-sur-Bar et Le Chesne ; le 31 octobre, il donnait ses derniers ordres. Le 9e corps élargirait tout d'abord le terrain que nous possédions sur la rive droite de l'Aisne à l'Est de Vouziers, appuyé au Nord par le 14e corps, au Sud par le 38e. Le 11e corps, à gauche, en liaison avec la 5e armée, exécuterait, pendant ce temps, des attaques locales entre Rethel et Château-Porcien.

A 5 h. 15, l'artillerie se mit à gronder : une demi-heure après, la 4e armée attaquait sur la boucle de l'Aisne à l'Est d'Attigny. La résistance de l'ennemi fut très vive partout, particulièrement au Sud de la route de Vouziers, aux Quatre-

Champs où l'on fut arrêté. Mais à l'est de Terron, nous brisions cette résistance. Le 14e corps, par une de ses divisions (la 22e) enlevait Rilly-aux-Oies et atteignait la boucle de l'Aisne, et, par une autre (la 124e), emportait le village et les hauteurs de Voncq ; enfin, une division du 38e corps, franchissant l'Aisne, s'emparait de Falaise et progressait bien au delà.

Le 2, en dépit d'un temps fort défavorable, l'attaque se développa entre Falaise et l'Argonne. Après avoir, à Voncq, enrayé une violente contre-attaque, les soldats de Gouraud repartaient en direction de Le Chesne. L'ennemi déjà se repliait. On se jeta à ses trousses, nettoyant les massifs boisés à l'Ouest du ruisseau de Beaurepaire, refoulant ou écrasant les arrière-gardes. La ligne était portée à Semuy, à la rive Nord du canal, à la route des Alleux aux Quatre-Champs, à la Croix-aux-Bois, à l'Est de Longwé où l'on donnait la main aux Américains.

Ceux-ci s'étaient, le 1er novembre, ébranlés. Leur armée s'était, depuis une semaine, réorganisée. On avait, dit Pershing, « regroupé les forces pour l'assaut final, » et, ajoute-t-il, la confiance du soldat grandissait en face de l'évidente baisse du moral allemand. Le général Hunter Liggett attaqua entre Meuse et Argonne à 6 heures. Après une violente préparation d'artillerie, l'infanterie se rua sur la ligne et, en une heure, la brisa entre Champigneulles à l'Ouest et Treuilles sur Meuse à l'Est, et, en dépit du caractère tourmenté de cette région boisée, l'avance se fit soudain très rapide. Tandis qu'à droite, le 3e corps s'emparait (au Sud-Ouest de Dun-sur-Meuse) d'Aincreville, de Doulcon et d'Andevanne, le 5e enlevait, au centre, Landres-Saint-Georges, atteignait Bayonville et portait le front jusqu'à la route de Buzancy à Stenay, à 12 kilomètres du front de départ. Le lendemain, le 1er corps, à son tour, entra dans le jeu ; le magnifique succès de la veille avait encore surexcité les courages et « le mouvement, écrit Pershing, devint alors *une ruée impétueuse dont rien ne pouvait briser l'élan.* » En fait, l'Allemand cédait devant cette impétuosité et le front était, le 2 au soir, porté, entre la Meuse à l'Argonne, à Villers devant Dun, Barricourt, Buzancy, le Mort-Homme à l'Ouest duquel, à travers le dernier petit massif argonnais, Liggett se liait à Gouraud.

Foch, à son ordinaire, talonnait la victoire ; dès le 2, il avait

télégraphié à Pétain et à Pershing qu'il importait de développer sans retard les « brillants succès » obtenus et de poursuivre sans relâche l'ennemi en direction de Sedan-Mézières par une action étroitement conjuguée et vivement menée.

Le 3, effectivement, les deux armées avançaient en liaison sur un front considérable et sur une profondeur variant de 5 à 10 kilomètres. Les 38e, 9e et 14e corps de l'armée Gouraud achevaient de libérer l'Argonne septentrionale. Car le 38e s'étant emparé de la Croix-aux-Bois, Livry, Boult et Belleville-sur-Bar, était ensuite, suivant l'ordre formulé, dépassé par le 9e qui, ayant réduit rapidement un réseau de mitrailleuses allemandes, occupait Quatre-Champs, Noirvel, les Alleux, Châtillon-sur-Bar. A 17 heures, la cavalerie de Gouraud pénétrait dans Le Chesne que l'infanterie occupait deux heures après. Le 14e corps, cependant, ayant achevé d'occuper les bois de Voncq et du Chesne, bordait le canal des Ardennes. Ce soir-là, les Américains avaient porté leur front à Mont devant Sassey-Montigny-Belleval-Belleville-sur-Bar.

L'ennemi ne s'arrêta qu'au canal des Ardennes; nous bordions toute la rive Sud de Semuy à Le Chesne; mais l'Allemand, occupant les hauteurs de Tannay, au Nord de la Bar, balayait de mitraille tous les points de passage. Gouraud entendait bien néanmoins ne pas faire de halte en une marche si bien commencée. Le 5e, les 9e et 14e corps tentaient de franchir le canal ; le 9e y réussit en liaison avec les Américains qui, le 4, avaient atteint la rive gauche de la Meuse en amont de Wiseppe et conquis toute la forêt de Dieulet. Et il n'y avait pas de doute que, le 6, le canal ne fût de toutes parts franchi. Gouraud, qui, en quatre jours, venait de porter ses armées de 20 kilomètres vers Sedan, avait maintenant, pour paraître devant la ville, deux fois moins de chemin à faire. Le 5, Foch, félicitant Pershing, lui prescrivait de poursuivre les opérations le long de la Meuse en direction de Bazeilles et de les étendre dans toute la mesure possible sur la rive droite de la Meuse.

Déjà, le Maréchal établissait en son esprit une liaison entre l'opération si brillamment menée dans cette région avec celle qui, tous les jours, se préparait plus activement à l'Est de la Moselle. « Présumant qu'une fois arrivés à la Meuse, nous allions voir notre action se ralentir par la rivière à franchir (au Sud de Bazeilles) et par la nature du terrain de la rive

droite, » il songeait à tourner cette difficulté. « En vue d'éviter tout retard dans l'action continuelle sur l'ennemi et de le surprendre par une nouvelle attaque sur une partie désorganisée du front, » écrivait-il à Pershing, il avait fait préparer par le général Pétain une offensive en Lorraine; déjà des plans étaient à l'étude pour que la 2e armée américaine (Bullard), en avançant entre Meuse et Moselle en direction de Longwy, pût se jeter sur Briey. Ainsi Metz serait-elle débordée à l'Ouest par Bullard comme par Mangin à l'Est. Le 4 novembre, celui-ci installait son quartier général en Lorraine et ses quatre corps d'armée se massaient en avant de Nancy.

Ainsi, tout est prêt pour la grande marche qui va commencer le 5 novembre. Ébranlé par les nouvelles défaites essuyées du 31 octobre au 5 novembre en Belgique, sur la Sambre, au Nord de l'Oise et entre Aisne et Meuse, l'ennemi est de tous les côtés débordé. C'est fini : ses positions sont brisées, entamées ou tournées; l'Escaut franchi, la Sambre passée, l'Oise avec Guise saisie, la Serre menacée, l'Aisne supérieure entre nos mains, la Meuse bordée jusqu'à Wiseppe (Sud de Stenay), l'*Hermann Stellung* tournée à Valenciennes, brisée à Landrecies, l'*Hunding Stellung* prise de revers par la saisie de la boucle de l'Oise; la *Brunehilde* rompue à Le Chesne, la *Kriemhilde* percée sur la rive gauche de la Meuse. L'Allemand n'a plus de points d'appui et l'on sait où en est, matériellement et moralement, son armée. Il s'en rend compte et, contraint par nos attaques victorieuses comme par ses nécessités personnelles de réduire son front, il est décidé au suprême repli qui, le 5 au matin, va commencer de toutes parts.

Sur un immense demi-cercle ininterrompu allant de la Meuse, au sud de Stenay, à l'Escaut, au Sud de Tournai, on va voir sept armées allemandes battre en retraite, abandonnant, les 5 et 6, une énorme portion de territoire et, se retirant, derrière des arrière-gardes impuissantes à nous arrêter, sur la région ardennaise. Sur leurs talons, neuf armées alliées se donnant la main, s'avancent vers le réduit où la bête traquée cherche son refuge. Mais déjà les armées de Castelnau, celle de Mangin, celle de Gérard prennent position pour sauter sur la bête qu'on sent sur ses fins.

LA GRANDE MARCHE

5-9 NOVEMBRE.

Le 5 novembre au matin, le grand repli allemand commença, — heure solennelle dans l'Histoire, — devant le front des 1re armée américaine, 4e, 5e, 3e et 1re armées françaises, 4e, 3e et 1re armées britanniques. Sauf entre Semuy et Rethel, la zone de repli était ininterrompue ; elle le sera complètement le 6, s'étendant sur un énorme arc de cercle de près de 220 kilomètres. C'étaient les généraux von Marwitz, von Einem, von Mudra, von Eberhardt, von Hutier, von Carlowitz, von Below qui reculaient devant les généraux Liggett, Gouraud, Guillaumat, Humbert, Debeney, Rawlinson, Byng et Horne.

Appuyant leur droite sur la Meuse que, d'autre part, ils franchissaient, les Américains, tandis qu'ils bombardaient sévèrement la ligne de chemin de fer Montmédy-Conflans, lançaient à la poursuite leurs troupes, — quelques-unes en autocamions, — l'artillerie de campagne suivant comme elle pouvait. « Débarrassant le terrain de tous les nids de mitrailleuses », ils nettoyaient les forêts de Jaulnay et de Saint-Pierremont, occupaient Beaumont et les Grandes Armoises. Le 5, ils marchaient sur Raucourt et Mouzon, à 35 kilomètres de Sedan.

Gouraud attaquait, nous le savons, le 5, sur la ligne du canal des Ardennes et déjà la forçait. Le 6, il la franchissait et poussait son armée droit vers Mézières et Sedan ; ayant occupé le plateau et la ville de Venderesse, la forêt de Mazarin, le massif boisé de Tourteron et toute la région à l'Est de Rethel, il abordait, en fin de journée, le front Omicourt (10 kilomètres de Sedan)-Nord de Venderesse-Sud d'Omont (20 kilomètres de Mézières)-Guincourt-Aubincourt-Sud de Faissault.

Aussitôt avisé, le 6, du repli devant ses lignes, Guillaumat lançait des reconnaissances offensives dans la *Hunding*. On trouva la position abandonnée : le 4e corps franchit l'Aisne à Montreuil et se lança vers le Nord; à 10 h., le 1er corps occupait Château-Porcien et écrasait à la Briqueterie les arrière-gardes allemandes ; le 13e corps, le 21e corps marchaient vers le Nord, celui-ci balayant entre Recouvrance et Bazoche quelques éléments de résistance; le 5e corps étouffait à Nizy-

le-Gros un essai de défense, puis le corps italien, le relevant à Nizy même, continuait la marche vers le Nord. Rethel tombait, le 6, entre les mains du 4e corps; le 2e corps colonial se portant sur la route de Seraincourt à Ecly et la voie ferrée, enlevait une batterie, progressait sans éprouver de résistance sauf de quelques uhlans qui furent dispersés; le 21e corps s'avançait jusqu'à Jarry où l'on réduisait à coups de canons des nids de mitrailleuses. La 5e armée atteignait, en somme, le soir du 6, la ligne Corny-Dommery-Château-Porcien et Maimbressy.

C'est là qu'elle donnait la main à l'armée Humbert. Celle-ci ayant refoulé, le 5, dès l'aube, les arrière-gardes ennemies, allait, en ces deux jours, avancer vers le Nord de 20 kilomètres sur un front de 25. Précédées de la cavalerie, les divisions marchaient sans rencontrer de résistance sérieuse. Le 5, elles étaient sur un front Dizy-le-Gros-Boncourt-Bercy-lès-Pierrepont-La Neuville-Bosmont-Marle-Marcy-sur-Marle et Neuville-Housset; le 6, elles atteignaient Rozoy-sur-Serre, Magny, Rueil, Renneval et les hauteurs au nord de la Serre; elles pénétraient, au milieu des acclamations, dans Vervins libéré.

Les troupes de la 3e armée s'y rencontraient avec celles de la 1re, car Debeney, qui était, à 6 h 30, entré à Guise, avait occupé, ce jour-là, Iron, Andigny, Le Herie, Sains-Richaumont, atteint en fin de journée le front Neuville-Housset-Colonfay-Wiege-Faty-Crupilly-Esqueheries-Barzy, et poussait vigoureusement son armée vers l'Est, traversant les forêts de Nouvion et du Rignaval, remontait l'Oise de Proisy à Autreppe et tenait, ce soir-là, sur tout le front la grande route nationale de Vervins à Avesnes. Félicitant ses troupes des combats livrés depuis vingt jours, il s'écriait : « Vous sentiez que les camarades tombés en 1914 sur ce même champ de bataille de Guise tressailliraient d'orgueil en voyant passer leurs vengeurs. »

Si le champ de bataille de Guise pouvait inspirer de tels sentiments, c'est avec des sentiments tout pareils que les Britanniques, eux, s'avançaient vers la région de Mons. Le Maréchal qui décrit ce « retour à Mons, » s'était juré, si la grande guerre devait bientôt finir, de la finir là où, en un jour de malheur, il l'avait commencée, et il poussait ses troupes vers l'Est et le Nord-Est avec la plus grande vigueur.

Rawlinson devait marcher sur la région d'Avesnes. Le

soir du 6, il arrivait à 6 kilomètres de la ville, son front atteignant Floyon-Marquaix-Aulnoy. L'armée Byng, cependant, poussait en direction de Maubeuge dans la vallée de la Sambre, tandis que Horne essayait de progresser vers Mons. Mais l'ennemi, en retraite jusqu'au Nord d'Avesnes, tentait de résister en avant de ces deux régions. La 3e armée, ayant avancé de quelques kilomètres à l'Est de la forêt de Mormal, se heurtait, le 6, à la dernière défense allemande. La 1re (Horne) ayant, avec la crête à l'Est de l'Aunelle, enlevé Roisin, Maurain et Angreau, fut arrêtée devant Angre et devant la Honnelle. Le 6, la résistance s'accentuait. Angre fut cependant enlevé et la Honnelle franchie. On était à deux lieues des faubourgs de Maubeuge.

*
* *

Il faut se figurer cette énorme marche circulaire qui, en ces deux jours, dessinait à travers la France du Nord-Est comme une gigantesque faux emmanchée sur la Meuse et s'effilant vers le Nord : à travers les plateaux et les ravins, les rivières et les monts, les plaines et les vallées, les bois et les champs, cette formidable faux s'avançait menaçante, impitoyable à l'ennemi en fuite. Rien ne l'arrêtait, ni les résistances locales promptement écrasées, ni le temps qui, devenu affreux, eût pu favoriser la retraite des Allemands. Vent, pluie, neige fondue, chemins boueux, terres détrempées, qu'est-ce pour des soldats que pénètre le sentiment de la victoire et que soulève la conscience d'une admirable mission? « Nos populations délivrées vous acclament et la chère Patrie, bientôt libérée, écarte ses voiles de deuil pour nous montrer à nouveau son fier et joyeux sourire, » disait, le 6 au soir, Debeney à ses soldats. Partout on trouvait, dans les villes et les villages meusiens, ardennais, champenois, picards, des malheureux qui, délivrés, accueillaient, suffoqués de larmes ou exaltés d'enthousiasme, les troupes libératrices. Quel chemin eût paru trop boueux, quelle bise trop forte quand de tel réconforts nous étaient offerts?

Cependant, devant nous, par des chemins tout pareils, mais qui, à ces vaincus en retraite, devaient paraître mille fois pires, sous la pluie, dans la boue, l'énorme armée grise s'écoulait. Elle commençait à abandonner armes plus que bagages, car on capturait souvent des hommes qui, ayant jeté fusils et baïon-

nettes, portaient encore en leurs sacs le fruit des dernières rapines. Ils étaient si pressés, que parfois ils oubliaient les projets arrêtés d'incendie et de ravage. Il leur fallait se presser, en effet; car les armées alliées menaçaient non seulement leurs derrières, mais leurs masses mêmes. « Pendant toute la journée (du 5), écrit froidement le maréchal Haig, les routes encombrées de troupes et de convois ennemis offrirent d'excellents objectifs à nos aviateurs qui en profitèrent amplement, malgré le temps défavorable. Plus de 30 canons que l'ennemi avait dû abandonner sous les coups de nos bombardiers et de nos mitrailleurs aériens, furent recueillis par un bataillon de la 25e division dans le champ environnant le Préseau. » Les mêmes scènes se produisaient partout. Notre aviation faisait merveille. La division aérienne marchait fort en avant de notre ligne en mouvement. Maintenant rompue à toutes ses missions, elle dénonçait les mouvements de l'ennemi, bombardait les routes qu'il allait aborder, mitraillait au sol les troupes déjà affolées. Dès le 29 octobre, un homme du 5e régiment de la Garde avait écrit que les avions français avaient « anéanti toute sa division. » En un seul jour, 65 000 kilogs d'explosif étaient déversés sur l'ennemi en fuite et tirées près de 30 000 cartouches. « Malgré les conditions atmosphériques les plus défavorables : nuages bas, pluie et très fort vent, écrit-on le 5 novembre, les avions volant bas, souvent à 50 mètres, rapportent de nombreux renseignements très précis et attaquent à la mitrailleuse convois, voitures, colonnes d'infanterie et batteries d'artillerie. » Le 7 novembre, un rapport signale que sur les routes coupées par les bombes, au milieu de « nombreux attelages littéralement anéantis, » on aperçoit « nettement les traînées régulières des bombes d'avions. » L'aviation ennemie semblant depuis un mois avoir disparu (la nôtre l'avait en partie détruite), rien ne protégeait plus les Allemands en retraite contre les coups qui du ciel pleuvaient sur eux. Menacés de toutes parts, ces misérables fuyaient, parfois éperdus : des troupes, sous l'attaque des aviateurs, tourbillonnaient; des régiments se rendirent. On cueillait des milliers de prisonniers ahuris. Certains officiers nourris d'histoire évoquaient les beaux jours de 1806, la poursuite des Prussiens après Iéna et leur âme s'enflammait à ces souvenirs. Enfin, *on les avait!*

La poursuite continua, le 7 et le 8, dans les mêmes condi-

tions. Autour des armées allemandes, le cercle se resserrait, tout en s'étendant, le 8, au Nord par la remise en marche des armées des Flandres. C'était maintenant entre la Meuse ardennaise et l'Escaut flamand, que l'impitoyable faux continuait à s'avancer. A peine est-on tenté de distinguer entre les armées; elles marchent du même pas, toutes soudées l'une à l'autre, ne formant plus, Américains, Français, Anglais, Belges, que cet immense instrument de libération ; la Justice, eussent dit nos pères de 1793, est en marche, appuyée sur la Force, et la *Marseillaise* chantait dans les cœurs.

Les Américains atteignaient, le 7, la ligne Raucourt-Mouzon qui semblait, écrit Pershing, « l'extrême limite de leurs espérances, » et portaient maintenant à leur droite tout leur effort : la Meuse franchie, ils envahissaient la Woëvre, esquissant déjà le mouvement enveloppant de Metz, que Mangin, de son côté, préparait.

La 4e armée avançait non sans éprouver çà et là de passagères résistances. Le 9e corps arrivait à la lisière Sud du bois de la Marfée dès le 7, écrasait sur la rive de la Bar une forte résistance à Saint-Aignan. Les 14e et 11e corps en écrasaient d'autres dans la région de Villers aux Tilleuls, Singly, Faissault, Hagnicourt, Mazerny. L'armée Gouraud atteignait, à la fin de cette journée du 7, le Bois de la Marfée, la côte au Nord de Chevenges, les Cunières (à deux kilomètres Nord de Vendresse), le Nord de la forêt de Mazarin, Terron-les-Poix, la voie ferrée au Sud de la Vence entre Montigny et Launois. Et le 8, « *recueillant*, écrit le Journal de l'armée, *la récompense de tous les efforts faits depuis le 26 septembre, de tous les combats livrés et de toutes les marches effectuées, l'armée arrive sur la Meuse et occupe les hauteurs qui dominent la rivière au Sud depuis l'Est de Sedan jusqu'à Mézières.* » De fait, le 9e corps, retardé un instant dans sa marche par des groupes de mitrailleuses sur les hauteurs de Mondigny et Saint Marceau, les balayait et passait outre vers Mézières, chassant devant lui les arrière-gardes ennemies en mauvais arroi. Atteignant, ce 8 au soir, la ligne Wadelincourt (où elle se liait avec les Américains en pointe vers Sedan)-pont Torcy-Forges-Château-Belle-Vue-Hannogue-Elaire-Mondigny, elle bordait la Meuse. Elle avait devant elle : Bazeilles, Balan, la presqu'île d'Iges, — le Calvaire où, un demi-siècle auparavant, la France

avait été mise en croix. Si les morts de Guise de septembre 1914 accueillaient, à la voix d'un Debeney, les soldats de France, si les morts anglais de Mons d'août 1914 appelaient les soldats de Haig, c'étaient, devant Gouraud, de bien plus anciens morts qui se dressaient : les malheureux soldats de Mac Mahon. Tandis que les hauteurs de la Meuse se couvraient des troupes bleues de France, il semblait que, partout, devant eux, la terre tressaillît. La guerre de Revanche se terminait à Sedan ; tout à l'heure, elle recevra sa récompense à Metz et Strasbourg. Dans la nuit, des patrouilles de Gouraud pénétraient dans la ville.

Guillaumat arrivait, plus à l'Est, dans l'énorme région boisée qui fait aux Ardennes une première ceinture de forêts, avant-garde de la formidable armée des hautes futaies ; les deux forêts de Signy, la forêt d'Estremont. Rien dans la journée du 7, — sauf la difficulté du terrain, — ne pouvait retarder sa marche qui, à travers le Porcien, puis les grands bois, le porta sur certains points à 20 kilomètres de la ligne de départ. Le 8, on se heurta à une résistance assez vive, destinée à retarder cette marche trop rapide plutôt qu'à l'arrêter : le 4e corps dut se mettre en bataille au Nord de la région boisée de Haute-Écogne et Gruyère ; le 9e corps écrasa une tentative de résistance et se porta sur la ligne Sud de Neuville, abords de Fagnan-Warnecourt, à trois kilomètres sud de Mézières-Charleville. A sa gauche, le 13e corps était aux lisières Nord de la forêt de Froidemont ; le 21e emportait contre la résistance ennemie le bois de la Liart et les hauteurs de Lagny-Bagny. Ce soir du 8, Guillaumat tenait la ligne du Sud de Mézières au sud d'Aubenton par Thin-le-Moutier et Lagny-Bagny.

Humbert, cependant, marchait en direction Nord-Est vers la région d'Hirson. Dès le 7, après une marche considérable, toute la 3e armée atteignait la ligne route Landouzy-Iviers, les lisières Sud de la forêt de la Haye d'Aubenton-Résigny-Maimbresson. L'ennemi fit alors front. Derrière le Thon et l'Aube couvrant Hirson, il se cramponna toute la journée du 8. Mais cette ligne d'eau était, le soir seulement, forcée à Eparcy (5 kilomètres sud d'Hirson).

Debeney, d'ailleurs, la menaçait vers le Nord. Car, marchant nettement vers l'Est, en direction d'Hirson-Fourmies, la 1re armée, en dépit des difficultés résultant du terrain et du mauvais temps, avait, le 7, avancé de 10 kilomètres environ,

dépassant la route nationale d'Avesnes à Vervins au Nord de la Capelle, atteignant plus au Sud la voie ferrée La Capelle-Hirson, et enlevant, ce faisant, plus de 1 000 prisonniers. La résistance s'étant accentuée le 8, l'armée ne pouvait plus marcher à ce pas de géant. On avança, en se battant, de 3 kilomètres jusqu'à la ligne fort d'Hirson-Rue de Paris-Cantraine (Sud-Est d'Avesnes).

Les armées de Haig continuaient à marcher, dans le meilleur ordre, vers Solre, Maubeuge et Mons. Rawlinson — à gauche de Debeney — avait, le 7, occupé toute la région d'Avesnes et si le 8, devant la résistance allemande, il n'avait pu que progresser, lui aussi, d'une demi-lieue, il avait néanmoins partout avancé. Mais plus au Nord, les armées Byng et Horne, au contraire, n'ayant pu pousser très avant dans la journée du 7, — c'est là que s'amincissait la grande faux, — élargirent fortement leurs gains dans la journée du 8. « Pendant la nuit du 7 au 8, écrit sir Douglas Haig, de nombreuses explosions furent observées derrière les lignes allemandes et le lendemain matin, le 8e corps et le 1er... (des 1re et 5e armées) purent se porter en avant, occuper Condé et franchir l'Escaut sur un large front au Sud d'Antoing. Plus au Nord, l'ennemi abandonnait sa tête de pont de Tournai et la partie Ouest de la ville fut occupée par nos troupes. » Le soir du 8, les troupes britanniques occupaient une ligne Avenelles (est d'Avesnes)-Neumesnil (1 kilomètre ouest de Maubeuge) Dour — Condé en Escaut, leurs avant-gardes étaient dans les faubourgs de Maubeuge et de Tournai. Le grand effort du 9 allait lui livrer, avec les deux villes, les abords de Mons.

Enfin, à l'extrême gauche, les armées des Flandres s'étaient, le 8, remises en mouvement. Dès le matin, Britanniques et Français avaient franchi l'Escaut entre Èche et Audenarde, et ces armées ne se devaient plus arrêter.

Le cercle se complétait donc en se resserrant encore, et de toutes parts les armées allemandes en retraite étaient si vivement talonnées, qu'elles avaient dû, pour prévenir une débandade, faire front, nous venons de le voir, par leurs fortes arrière-gardes, un peu partout. La poursuite, à la vérité, n'en avait pas été arrêtée le 8, mais simplement ralentie. On abordait l'énorme zone boisée ou marécageuse qui ceinture les Ardennes. Et nous pouvions en être encore retardés. La bête

traquée essayait de débucher. Or, il fallait qu'à toute force elle fût, avant la fin de cette semaine historique, acculée et forcée.

Foch allait, le 9, sonner l'hallali.

LE DERNIER EFFORT
9-11 NOVEMBRE

Le 9 au matin, les armées alliées, toutes en mouvement, s'apprêtaient à vaincre, sur l'énorme demi-cercle que, de Sedan aux abords de Gand, dessinait à poursuite, la dernière tentative de résistance faite par l'ennemi. Le maréchal Foch entendait que celle-ci fût, par un suprême effort, partout brisée.

Le 9, à 14 h. 30, partait, à destination des généraux Pershing et Pétain, du maréchal Haig, du général Degoutte, le télégramme suivant : « *L'ennemi, désorganisé par nos attaques répétées, cède sur tout le front. Il importe d'entretenir et de précipiter nos actions. Je fais appel à l'énergie et à l'initiative des commandants en chef et de leurs armées pour rendre décisifs les résultats obtenus.*

« *Signé :* FOCH. »

C'était la charge sonnée de haut.

*
* *

Le Maréchal avait les meilleures raisons de hâter encore une poursuite qui, ralentie le 8, avait été cependant si magnifiquement menée.

Le 6 novembre, il avait fait connaître au général Debeney que des parlementaires allemands se présenteraient probablement sur le front de l'axe Givet-Chimay-Fourmies-La Capelle et lui avait donné à ce sujet des instructions très précises.

Le Maréchal venait d'être armé de pleins pouvoirs pour traiter de l'armistice. Le président Wilson ayant enfin transmis la demande allemande, les gouvernements alliés avaient remis au commandant en chef de leurs armées le pouvoir d'en traiter directement avec les parlementaires que le gouvernement ennemi était invité à envoyer à nos avant-postes. Ces parlementaires étaient aussitôt partis de Berlin.

Le 7, à 20 h. 15, ils s'étaient présentés aux avant-postes du 31e corps de la 1re armée française à Haudroy. C'était par

une nuit très noire et pluvieuse; ils étaient arrivés par des chemins affreux, en partie détruits, que quelques-uns de leurs sapeurs réparaient devant les voitures. Ils furent reconnus, suivant les règles, et conduits à la Capelle où les attendaient quatre officiers envoyés par le général Debeney; le commandant de Bourbon-Busset, chef du 2e bureau de la 1re armée, les ayant, si j'ose dire, *identifiés*, les conduisit au Quartier général de l'armée où ils parvinrent le 8, à une heure. Un train spécial les conduisit en forêt de Compiègne, à Rethondes, où Foch s'était aussitôt transporté, avec l'amiral sir Rosselyn Wemyss et le général Weygand. Le train des parlementaires allemands entra à 7 heures au garage de Rethondes et, à 9 heures, le commandant en chef recevait dans le wagon-bureau de son train spécial les envoyés de Berlin.

Il m'est interdit par la discrétion, — et il serait d'ailleurs hors de mon rôle actuel, — de rapporter ici les détails de l'entrevue. Disons seulement que, résolus, sur les vives instances du Commandant en chef des Armées alliées, à déjouer le plan allemand, les gouvernements alliés étaient tombés d'accord sur la nécessité que, dans les circonstances où l'armistice était demandé, il revêtît, ou plutôt gardât rigoureusement le caractère de *capitulation sollicitée*. Lorsque le ministre Erzberger, chef de la délégation, déclara venir « recevoir les *propositions* des Puissances alliées, » le Maréchal répondit fort naturellement qu'il n'avait aucune « *proposition* » à « *faire*. » Le comte Obendorf, alors intervenant, se déclara prêt à entendre « les *conditions* de l'Entente. » Ces conditions ne pouvaient être communiquées que si les Allemands *demandaient* fermement l'armistice. « Demandez-vous l'armistice? » Erzberger et Obendorf, d'une seule voix, déclarèrent *le demander*. C'est en ces termes que s'engagea l'entretien. Les conditions furent lues. C'étaient exactement celles d'une capitulation — et sans précédent. On leur donnait trois jours pour l'accepter.

C'est dans ces circonstances que Foch adressait à ses armées un suprême appel. Si les Allemands hésitaient à signer, le succès grandissant de notre poursuite les y amènerait. S'ils y étaient résignés, il fallait que, la victoire étant consommée avec la libération du territoire français, la capitulation de l'Allemand, forcé sur ses frontières, apparût bien comme l'aveu éclatant de sa défaite sans appel.

*
* *

Le 9, le 11e corps, de l'armée Gouraud, ayant occupé, dès l'aube, Francheville et le fort de Ayrelles, jeta ses avant-gardes sur Mohon : elles traversèrent la Meuse et pénétrèrent dans la citadelle de Mézières, tandis que le 9e corps parvenait dans les faubourgs de Sedan et jetait dans la ville quelques-uns de ses éléments.

Le télégramme de Foch en main, Gouraud donnait l'ordre de pousser, avec la dernière vigueur, la marche en avant. Le 10, on se contenta de pénétrer de toutes parts dans les faubourgs de Sedan. Le 11e corps qui avait reçu l'ordre de franchir la Meuse, fit en effet passer 3 bataillons entre Vrigne Meuse et Nouvion (Est de Sedan et Sud de Mézières). A l'Est de Mézières, le 11e corps se heurta aux mitrailleuses ennemies. L'Allemand, précisément parce que l'armistice se négociait, essayait d'en imposer. Mézières était, de 15 à 18 heures, violemment bombardé; des obus incendiaires mirent le feu à l'hospice : c'étaient les adieux du kronprinz de Prusse à l'ancien Grand Quartier Impérial. Dans la nuit du 10 au 11, en pointe vers Sedan, Américains et Français pénétraient en masse dans la ville où l'on se battait avec une âpre violence. A cette heure, toute l'armée Gouraud bordait, de Sedan à Charleville, la Meuse, déjà franchie en plusieurs points.

L'armée Guillaumat occupait l'Est de Mézières. Le 9, le 4e corps avait enlevé Prix-lès-Mézières : l'escadron divisionnaire de la 8e division, ayant culbuté, à Villette, des détachements de mitrailleuses, pénétra dans les faubourgs Nord-Ouest de Charleville. Le 17e corps bordait plus à l'Est la Sormoune à Belval, faisait traverser la rivière par la 17e division, parvenait à Tournes. Le 21e corps enlevait Neufmaisons, passait la Sormoune à Ham-les-Moines, enlevait Cliron, dans la soirée. Le 10, brisant des résistances locales, la 5e armée atteignait, au soir, le front Charleville-Reuvez.

La 3e armée Humbert, plus à l'Ouest, emportant la ligne des forêts, bois d'Harcy, bois des Potées, forêt de Signy-le-Petit, marchait sur Rocroy qu'elle devait enlever le lendemain et portait son front des environs de Bourg-Fidèle à la lisière Est de la forêt de Signy.

Debeney, qui se liait à Humbert par sa droite, avait eu, le

8, à donner son dernier effort : l'obstacle abattu, les éléments ennemis battaient précipitamment en retraite ; ils abandonnaient, dit le journal de la 1re armée, « un matériel considérable. » Rien n'excitait plus le soldat que le spectacle de cette fuite en panique. On était aux trousses de l'Allemand. L'armée faisait ce jour-là jusqu'à 16 kilomètres, occupant Fourmies, Moudres, puis Hirson, Saint-Michel et atteignant à Anor la frontière belge. Le 10, la ligne fut portée à 8 kilomètres en avant. On continuait à recueillir des prisonniers, des déserteurs par grandes bandes, enlevant des milliers de traînards, sabrant les troupes retardées, raflant un gros matériel : en gare d'Anor notamment, d'immenses magasins avaient été saisis : la déroute allemande s'affirmait ; on ramassait des trains entiers.

Comme sur le front Debeney, l'ennemi était, le 9 au matin, devant les armées britanniques en pleine retraite. Ce jour-là, de bonne heure, la division de la Garde et la 62e division entraient à Maubeuge. On poussait vers Mons ; on atteignait les faubourgs. Le 10 au soir, les armées de Haig, en pleine forme, étaient parvenues, à travers forêts et marécages, au front Moustier-en-Fage (Est de la forêt de Trélon), Sivry-Est de Maubeuge-Blagneries-Quesmes (Sud-Ouest de Mons).

Plus au Nord, l'énorme poche, qui se creusait encore, le 8 au soir, entre la région de Mons et l'Escaut, dans le cercle en mouvement, était réduite, les 9 et 10, sur une profondeur de 30 kilomètres par la double action de la 5e armée britannique et du groupe des Flandres, et le front porté à Tertre-Tongres-abords d'Ath-Ellezelle-Segelhem et Nederzwalm.

Toutes les armées des Flandres étaient maintenant en marche. Les Belges, bordant le canal de Gand à Terneuzen, avaient enlevé la gare de Gand. Les Français, progressant, malgré une très vive résistance, au delà de l'Escaut, avaient occupé Melden et Meersch. Degoutte avait, le 9, précipité le mouvement. Si, le 10, les Belges s'arrêtaient devant un front fortement défendu, les Français passaient outre. Ils refoulèrent l'ennemi jusqu'au front lisière Est de Nederzavelm-Hermelzen-boucle de Saint-Denis-lisières Est de Segelsem, tandis qu'à leur gauche, les unités américaines du groupe franchissaient l'Escaut à l'Est d'Heuvel, et qu'à leur droite, les soldats de Plumer le traversaient sur tout le front, atteignant Renaix et Leuze. Ceux-ci étaient sortis du « groupe, » mais marchant en liaison avec

l'armée française, s'associaient, par ailleurs, au mouvement de la 5e armée britannique au Sud. Ce mouvement portait notre gauche de la région de Gand sur Bruxelles. La cavalerie serait lancée aux trousses afin de transformer en déroute la retraite des Allemands sur le Brabant et la Basse-Meuse.

En fait, tout se préparait pour que, chassé de France, à quelques lieues carrées près, en cette soirée du 10, l'ennemi s'il ne se décidait pas à capituler, fût pris entre la Basse-Meuse et la Sarre dans les bras d'une gigantesque manœuvre. Nous savons que tout était amorcé pour que cette manœuvre jouât entre le 12 et le 15. Tandis que Degoutte, se rabattant sur la région de Bruxelles, de Tirlemont, de Liége, représenterait, en cette formidable étreinte, le bras gauche, Castelnau actionnerait vers la Sarre et la Moselle le bras droit, pendant que, se débattant dans le massif d'Ardennes, l'ennemi y serait accroché par les douze autres armées assaillantes.

Ce soir au 10, tout était en mouvement et les seules armées immobiles, — celles de Lorraine, — attendaient, ayant déjà pris leur dispositif, et toutes frémissantes d'ardeur quand sonnerait, le 13, l'heure de la grande attaque enveloppante.

L'ennemi n'attendit pas l'heure. Il était, dès le 9, résolu à traiter à tout prix. N'étant pas gens à sauver leur honneur, ils ne comptaient point imiter les Français de 1870. Ils avaient leur Sedan, — un gigantesque Sedan où ils laissaient le tiers de leur armée : ils firent ce que leur conseillait la prudence, — après tant d'outrecuidance. Ils allaient, sans essayer de combattre plus longtemps, signer, l'expression s'explique, *une capitulation en rase campagne.*

LA CAPITULATION

11 NOVEMBRE

La nuit du 10 au 11 novembre 1918 fut légèrement brumeuse; la pluie avait cessé; les chemins restaient boueux, piétinés successivement par l'armée poursuivie, par l'armée poursuivante. Le soleil se leva dans un léger brouillard.

Dans la nuit humide, on eût entendu bruisser une masse d'armes; le canon tonnait sur toute la ligne de Sedan à Gand en passant par le Sud de Rocroi, l'Est du Cateau, l'Ouest de Maubeuge, l'Est de Mons et d'Ath; sur toute cette ligne les

armées étaient bien avant l'aube en mouvement. Quelques-unes ne s'étaient pas arrêtées de la nuit. C'est qu'elles sentaient que l'ennemi vaincu était à merci et pressentaient qu'acculé, il essayait encore de se dérober. Une fièvre singulière surexcitait les courages, galvanisait les fatigues; on ne parlait pas de la paix, on ne parlait pas de l'armistice; complètement possédé par l'ardeur de la poursuite, on marchait. Certains désirs particuliers aiguillonnaient tels et tels. Si la guerre devait finir ce jour-là, les Français entendaient la finir au cœur de Sedan, les Anglais sur le champ de bataille de Mons, les Belges dans Gand reconquis : c'est dans le même état d'esprit qu'à cette heure un Castelnau peut regarder Morhange qui, avant trois jours, doit être enlevé.

L'aube trouvait dans Sedan les soldats de Gouraud; ils s'y rencontraient avec quelques éléments de l'armée américaine qui, en une pointe extrême, arrivaient eux aussi à ce fatidique champ de bataille. L'armée Guillaumat, dès les premières heures, faisait une forte avance, encore qu'à travers le terrain montueux et boisé situé à l'Est de Monthermé; elle atteignait par sa cavalerie, avant 11 heures, Meillier-Fontaine-Chateau Regnault-Deuille bordant la Meuse entre Revin et Laifour. Rocroi avait été dans la nuit occupé par Humbert, et toute sa région, tandis que Debeney tenait, de Roule-Rance à la Haute-Minelette, la région de Chimay. Le jour vit nos troupes entrer à Chimay.

Les armées britanniques avaient, en pleine nuit, gagné encore un large terrain à l'Est de Maubeuge que déjà la 3e armée laissait à 6 kilomètres derrière elle. A l'aube, les Canadiens étaient entrés dans Mons et Horne marchait en direction de la ligne Nivelles-Charleroi. Plus au Nord, nos alliés pénétraient dans Ath et dès l'aurore dans Lessines. A Grammont, ils n'étaient plus qu'à 30 kilomètres de Bruxelles.

Les Français de Boissoudy y allaient tout droit, avançant à l'Est de Nederzalm et de Nazareth, tandis qu'à leur gauche, les troupes du roi Albert entraient, au milieu des acclamations, dans Gand reconquis.

Et déjà de ces lignes occupées en quelques heures, les troupes, sur tout le front, s'élançaient à de nouvelles conquêtes quand soudain tout se figea.

La dépêche qui, transmise du Quartier Général des armées

alliées aux quartiers généraux d'armée, était téléphoniquement transmise jusqu'aux avant-gardes portait :

Maréchal Foch à commandants en chef :

1° Les hostilités seront arrêtées sur tout le front à partir du 14 novembre à 11 heures, heure française;

2° Les troupes alliées ne dépasseront pas, jusqu'à nouvel ordre, la ligne atteinte à cette date et à cette heure...

A 2 h. 15, pendant cette nuit historique où la brume et l'obscurité étaient encore déchirées par les éclairs des canons, les parlementaires allemands s'étaient réunis dans le wagon-bureau du train du Maréchal et, à 5 h. 10, avaient signé, sous le nom d'armistice, la capitulation qu'on leur avait dictée.

On en connaît les termes : ce serait sortir de mon sujet que de les commenter ou même d'en rappeler le détail. Sans plus de combats, sans plus d'efforts pour essayer de relever leur fortune abattue, les petits-neveux de Bismarck et de Moltke avaient accepté de livrer, — la France s'étant libérée elle-même avec l'aide de ses Alliés, — tout l'énorme territoire qui jusqu'au Rhin, de la frontière hollandaise à Bâle, restait entre leurs mains, de livrer les têtes de pont de Cologne, Coblence et Mayence, de renoncer incontinent aux bénéfices des abominables paix de Brest-Litovsk et de Bucarest, de livrer les flottes, les sous-marins, les avions, les canons, de livrer, sans réciprocité, leurs prisonniers de guerre, bref de tout livrer. En fait, puisque incapable de suivre l'exemple magnifique qu'après septembre 1870 et jusqu'en février 1871, nous avions donné, et de lutter pour l'honneur même contre toute espérance, l'Allemagne livrait sans plus de combats ses frontières et ses armes, elle livrait surtout son honneur et sa gloire. Suivant une expression juste d'un des généraux vainqueurs, la victoire étant grande, il y avait quelque chose de plus énorme que la victoire : la capitulation.

Elle était l'aveu éclatant d'une défaite irrémédiable, l'aveu éclatant de la terreur qu'inspirait la menace d'un inéluctable désastre. Elle couronnait la bataille de sept mois où, fermes dans l'infortune, les Alliés avaient, dans la fortune, gardé une inébranlable résolution issue de la confiance des chefs dans les soldats, des soldats dans les chefs.

« Officiers, sous-officiers et soldats des armées Alliées :

« Après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez,

pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit.

« Vous avez gagné la plus grande bataille de l'histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la Liberté du Monde.

« Soyez fiers !

« D'une gloire immortelle vous avez paré vos drapeaux.

« La postérité vous garde sa reconnaissance. »

C'est en ces termes que le Grand Chef saluait, le 12, ses troupes victorieuses.

A cette heure, la Nation proclamait que le maréchal Foch « avait *bien mérité de la Patrie* »

Ainsi se terminait, après 235 jours de combats presque ininterrompus, « la plus grande bataille de l'histoire. »

CONCLUSION : LA PLUS BELLE VICTOIRE DE L'HISTOIRE

Après quatre ans et plus d'une lutte sans précédent dans les annales du monde et une bataille de huit mois, nous avions vaincu. Le résultat était tel qu'à aucun moment de la guerre, nous n'avions conçu que, disposant encore d'une armée, si affaiblie qu'elle fût, l'ennemi pût accepter une si complète capitulation. C'était, après « la plus grande bataille, » la plus belle victoire de l'Histoire.

Et cependant cette bataille s'était, pour nous, engagée dans les pires conditions. L'ennemi, moralement et matériellement fortifié par l'effondrement du front russe, semblait, plus même qu'en août 1914, formidable. Entraînées par près de quatre années d'une guerre tenue par elles pour victorieuse, pourvues d'un matériel magnifique de combat et animées de la foi la plus absolue en une victoire qui imposerait la paix profitable, nos troupes représentaient vraiment le plus redoutable instrument de bataille. Une discipline rigoureuse mettait cet instrument entre les mains d'un État-major dont le prestige fortifiait l'action; à la tête de cet État-major, un grand chef dont le crédit, à lui seul, constituait une force, et, sous cet Hindenburg « toujours vainqueur, » ce chef d'État-major, Ludendorff, audacieux, actif, à la main ferme et à l'esprit entreprenant, tenu pour capable des plus hardies, des plus heureuses conceptions. Tout avait été écrasé en Orient : Serbes, Russes, Roumains, et, un moment, il avait semblé que d'un revers de

main un Mackensen eût pu rejeter à la mer l'armée de Salonique. Ludendorff avait préféré faire sentir à l'Italie la lourdeur du poing allemand, et il avait suffi que celui-ci s'appesantît pour que l'Italie, un moment, parût s'effondrer. Et maintenant tout ce qu'il y avait de forces allemandes dispersées sur les champs de bataille de l'Europe se ramassait sous la main de Hindenburg pour être jeté sur le front de France.

Jetées sur ce front, elles y parurent remplir, jusqu'à les dépasser, les espérances que l'Allemagne fondait sur elles. Les armées britanniques, enfoncées, le 21 mars, entre Oise et Somme, semblèrent un instant livrer Amiens et, avec Amiens, le chemin de la mer, et si les troupes françaises, jetées à la bataille par Pétain et commandées de haut par Fayolle, parvenaient à remailler la chaîne rompue, la situation n'en était pas moins singulièrement grave pour l'Entente; elle s'aggravait encore quand, le 9 avril, un nouvel enfoncement de nos Alliés paraissait, une heure, découvrir, avec le Pas-de-Calais, le seuil de l'Angleterre.

De nouveau, nos troupes étaient, contre l'attente de l'adversaire, accourues sur ce champ de bataille lointain et y avaient, au prix de rudes combats, aveuglé les voies. Mais, à ce jeu, notre armée s'usait et se dépensait. Elle paraissait néanmoins si gênante que Ludendorff entendit la mettre hors de combat. Ce fut le troisième assaut, — le plus effroyable : la rupture des lignes de l'Aisne, l'invasion jusqu'à la Marne de soldats entraînés par leur triomphe au delà de tous leurs objectifs. Le soir du 29 mai, la victoire future de l'Entente eût paru hypothèse folle même à nos meilleurs amis. Après la mer, Paris était plus ou moins prochainement menacé. Même à la veille de la première Marne, l'Allemagne n'avait jamais paru plus près du triomphe final.

Elle venait cependant d'écrire sans s'en douter la préface de sa défaite. Engagée dans une poche que, grâce à la résistance des parois, elle ne parvenait pas à élargir, l'armée allemande était singulièrement vulnérable. L'échec de l'assaut, tenté le 9 juin, pour mettre fin à cette situation scabreuse, la vouait à la pire aventure, de l'heure où son adversaire la frapperait au *défaut* et y engagerait le fer.

Le fer fut engagé le 18 juillet et dans les circonstances les plus heureuses pour nous. Arrêté net le 15 juillet dans une

nouvelle tentative pour élargir à l'Est la poche qu'il n'avait pu le 9 juin élargir à l'Ouest, déconfit et rejeté en mauvais arroi par une de nos armées, l'Allemand s'était, sur le front d'une autre armée française, engagé plus avant dans la poche fatale : ayant franchi la Marne, — fleuve funeste à sa fortune, — il restait ainsi aventuré quand, d'un coup imprévu de lui, il fut frappé au *défaut* que de son œil perçant le général en chef allié avait aperçu. Obligée, au risque d'un mortel péril, de rétrograder, l'armée allemande s'y résigna, mais dès lors la bataille était renversée ; suivant l'expression d'un grand chef anglais, cette victoire française du Soissonnais « marquait le tournant de la campagne. »

Ressaisissant l'initiative, le Haut Commandement allié allait manœuvrer l'adversaire et faire succéder aux victoires de l'offensive allemande celles de notre contre-offensive. En deux mois, du 18 juillet au 22 septembre, cette contre-offensive avait non seulement reconquis le terrain perdu depuis le 21 mars par les armées de l'Entente et ramené l'ennemi à son point de départ, mais, par la réduction de la hernie de Saint-Mihiel, permis à la grande manœuvre d'enveloppement de se préparer sans être par rien gênée dans son envergure.

L'armée allemande avait dans l'aventure perdu au bas mot un demi-million d'hommes et un matériel énorme. De ce chef, tout espoir de réaction victorieuse lui était interdit pour l'année qui s'avançait. Son moral, sans s'affaisser, baissait étrangement, — et, de l'aveu de ses chefs, sa « force combative. » Mais une dernière espérance restait à son État-major. Rejetée de ses conquêtes de printemps 1918, elle l'était sur les formidables positions dont elle avait, depuis trois ans et plus, enserré ses adversaires et qui semblaient river l'invasion au flanc de la France. Cantonnés en ce rempart tenu pour « imprenable, » les Allemands pouvaient penser qu'on n'oserait les y attaquer ou qu'attaqués, ils sauraient repousser l'assaut. Dès lors, sans être sauvés, car cette fois le temps travaillait contre eux, ils pourraient se réorganiser, peut-être se renforcer assez pour que l'année 1919 imposât à la lassitude de l'adversaire une paix qui fût au moins sans déshonneur pour eux.

Leur dessein était facilement pénétrable. Le grand chef qui menait la bataille entendit le déjouer. Il savait qu'aucune muraille ne résiste à une armée victorieuse qui y vient relancer

une armée vaincue. Contre l'attente de ses adversaires, il osa décréter qu'avant quelques semaines, le rempart serait ou réduit ou forcé. Et, pour plus de sûreté, il décréta qu'on tenterait tout à la fois, et de le réduire, et de le forcer. Tandis qu'il serait attaqué de front par les armées anglo-françaises sur sa partie la plus formidable, il serait menacé par deux attaques de flanc : l'une au Nord, menée par un groupe d'armées franco-anglo-belges, l'autre au Sud exécutée par l'aile droite des armées françaises et la nouvelle armée américaine.

L'assaut général commença le 26 septembre. Contre les prévisions admises, le mur fut brisé à son centre avant même que les ailes eussent pu l'envelopper. La cuirasse était rompue qui couvrait le gladiateur jusque-là resté debout contre tous les assauts et qui, sous le coup, fléchit des jarrets.

Il sentit sa défaite. Non seulement sa position « imprenable » avait été prise et, avec elle, 40 000 nouveaux prisonniers et plus de 500 canons, mais les voies de rocade par où il parvenait jusque-là à multiplier ses forces en les déplaçant étaient ou perdues ou menacées. Ses réserves s'épuisaient ; son matériel était délabré ; il ne songeait plus qu'à sauver ce qu'il en restait. Il pouvait encore, en s'accrochant à sa seconde ligne de positions, *Hermann* et *Hunding stellung*, permettre aux armées et aux canons de s'écouler lentement vers le Rhin.

Le grand chef allié ne le permit pas. Sachant ses troupes fatiguées, mais confiant en leur surhumaine énergie, il décida de briser le second mur avant que celui-ci eût joué son rôle de couverture. Bien plus, poussant toutes les armées à l'assaut, il étendait son action de telle façon que l'enveloppement se fît plus large et plus menaçant encore. Tandis que l'ennemi serait rejeté dans le difficile massif ardennais par neuf armées alliées, trois autres, repartant des champs de Flandre, après avoir reconquis la Belgique, se rabattraient sur le flanc droit allemand et trois autres encore, attaquant entre la Meuse et la Sarre, menaceraient, par un énorme mouvement tournant, la ligne de retraite des armées impériales sur le Rhin.

L'Allemagne fut étreinte par la peur. Elle courait au pire désastre, à un Sedan centuplé, puisque six cent mille Allemands étaient en péril. Du jour où elle avait été rejetée de son mur Hindenburg, l'État-major avait décrété la partie perdue.

Cherchant avant tout à tirer de cette effroyable mésaventure ce qui pouvait en être sauvé, c'est lui qui adjurait le gouvernement d'Empire de solliciter et d'obtenir à tout prix l'armistice.

Les circonstances donnaient à une telle démarche le caractère d'un aveu formel de défaite. Le grand chef allié entendit bien que l'armistice fût une capitulation. Il pressa le mouvement qui peu à peu enserrait le vaincu et le réduisait aux abois. L'étreinte était si menaçante, les pertes si irréparables, les moyens de manœuvre si faibles pour le vaincu que, sans essayer de sauver l'honneur, l'Allemagne capitula.

La bataille qui, quatre mois, avait paru menacer d'un mortel péril les troupes de l'Entente, se terminait pour elles, après quatre nouveaux mois, par une incomparable victoire et l'effondrement de leur ennemi.

***

La victoire, nous la devions à la vertu française, à la valeur de très grands chefs, à la vaillance d'une armée sans pareille, à la résolution et à l'ardeur de nos Alliés, à l'établissement d'un commandement unique, au choix de l'homme qui en fut investi, et, disons-le, à certaines fautes de nos adversaires.

La France avait été pendant les quatre années de guerre au premier rang de la Coalition : seule, elle avait arrêté l'invasion aux champs de la Marne en septembre 1914 ; presque seule, elle avait, en 1915, tenté, par de fougueuses offensives, de rejeter l'Allemand, seule, elle avait, en 1916, brisé à Verdun la seconde ruée allemande; et si en 1916, en 1917, elle avait vu ses alliés britanniques faire leur partie en de nouveaux assauts, elle avait, comme toujours, payé sa part au delà de ses engagements et presque de ses capacités. Elle eût été, en 1918, excusable de ne jouer dans la défense de son sol que le rôle qui lui était assigné en un secteur déjà si démesurément large.

Et cependant c'était elle qui, à la première nouvelle que ses alliés britanniques, en dépit de leur vaillance, étaient culbutés, s'était à deux reprises jetée à leur secours. Deux fois, en Picardie et en Flandre, on avait vu, quand tout semblait perdu, paraître sur les champs de bataille les casques bleus de France, — et la bataille s'était rétablie. Sans doute arriva-t-il qu'à son

tour, notre armée affaiblie par ces combats, privée, par l'éloignement de ses meilleures divisions, des réserves nécessaires, attaquée par des forces formidablement disproportionnées, fléchit et céda ; mais elle n'avait pas attendu qu'accourussent des alliés pour se retourner soudain en un mouvement magnifique contre les vainqueurs du 27 mai et, en limitant leur victoire, en quelque sorte, les y enfermer.

Lorsque, un mois après, cette armée proclamée par la presse allemande « hors de combat, » avait été derechef attaquée, elle avait fait à cette nouvelle ruée un accueil tel que le monde en frémit d'étonnement et quand l'Allemand en restait déconfit, elle l'avait avec une fougue incroyable enfoncé, bousculé, expulsé de ses positions, reconduit l'épée dans les reins.

Certes dans les combats qui allaient suivre, nos alliés devaient, à leur tour, faire preuve d'une valeur à laquelle, le lecteur le sait, nous n'avons jamais hésité à rendre hommage et nous y reviendrons. Mais aucun d'eux ne songerait à contester qu'après s'être largement dépensées dans la défensive, les armées françaises jouèrent dans l'assaut concentrique un rôle que l'effroyable usure faite au service de la Coalition semblait d'une façon absolue leur interdire. Comme je les avais vus marchant à la rescousse des Britanniques en mars, pleins de résolution et d'entrain, en soldats celtes qui toujours ont *blagué* leurs épreuves, je les vis, en ces dernières semaines de combats, marcher à la victoire avec une infatigable ardeur. Les divisions étaient réduites à quelques bataillons, les bataillons à quelques sections ; notre armée était en lambeaux ; les figures étaient hâves, creusées par la fatigue, ravagées par les veilles et, sous les « habits bleus par la victoire usés, » les dos se voûtaient et presque se cassaient ; ils allaient cependant et allaient toujours ; ils conquéraient et libéraient le sol de la Patrie ; ils ne chantaient plus, ne plaisantaient plus, ne riaient plus ; mais leurs yeux disaient le sacrifice éternellement consenti quand ils n'étaient pas traversés par l'éclair de joie que leur arrachait la vue des immenses colonnes de prisonniers allemands rencontrés ou l'entrée dans une des villes naguère réputées imprenables, Laon, Saint-Quentin, La Fère, Guise, Vouziers, Rethel, Sedan. Beaucoup tombaient, parmi lesquels nous avons tous un être cher, et si je laissais parler mon émotion...

Et je me rappelais ce mot d'un poème du XIIIe siècle : « Les bons *souffreurs* vainquent tout. »

La guerre avait fait à la France une armée sans pareille. Elle avait dans son creuset pendant quatre ans fondu les éléments de la Nation : elle en avait fait ce qui aujourd'hui éclipse le volontaire de la Révolution et le grognard de l'Empereur, le *poilu* de la République. Il gardait en son âme deux orgueils parmi tant de douleurs : on avait arrêté « le Boche » sur la Marne, on l'avait arrêté à Verdun. Et le fait est que la valeur des soldats de 1918 se fortifiait des souvenirs « du temps du père Joffre. » Les *jeunes classes* avaient trouvé ces glorieux aînés pour leur apprendre comment « on *avait* le Boche. » Joffre avait laissé comme un legs immortel à l'armée française les motifs d'une imperturbable confiance : la Marne, Verdun et, quand Verdun étonnait déjà le monde par sa résistance, la Somme victorieuse.

Quand, en 1917, une bataille, qui, sans être l'échec qu'on a dit, l'avait déçu en de trop belles espérances, le soldat français sentit son âme s'enténébrer, un autre grand chef était venu dont j'ai, au début de cette étude, caractérisé en quelques mots la féconde action. Pétain, ai-je écrit, « avait entendu que le raffermissement de la discipline fût assuré par le rassérènement des âmes. » Lorsque, nous retournant vers les origines de cette bataille de huit mois, nous nous posons la question : « Comment a-t-elle été gagnée? » nous sommes ramenés à ce fait. Jamais le soldat français n'avait été si beau. Et si sa mentalité, faite de discipline consentie, fut, avec son infatigable vaillance, un des éléments primordiaux de la victoire, il faut bien en reporter une partie du mérite au chef dont l'âme frémissante se cache avec une sorte de pudeur sous des dehors si froids. Lorsque Foch recevait le commandement des armées alliées, Pétain lui tendait un instrument d'acier à la fois souple et résistant qui, jadis fondu au feu de vingt batailles, sortait retrempé encore des mains d'un grand forgeur d'âmes.

*
* *

Cette armée dont j'eusse tant voulu, — échappant au cadre où je devais m'enfermer présentement, — dire par le menu les exploits héroïques, cette armée si vaillante, si ardente, si volontairement soumise à la discipline, si étonnante de patience

aisée et d'humeur guerrière, disons, — car c'est un devoir de l'affirmer, — qu'elle n'eût pas enlevé la victoire, si elle n'avait été entre les mains de très grands chefs.

En cette étude, tous ont paru à leur place. Pétain d'abord qui n'est point seulement le chef qui, un jour, s'est penché sur le cœur du soldat, Pétain qui est aussi le soldat réfléchi et organisateur, l'homme qui entend s'éclairer avant d'ordonner, peser avant de conclure, ménager les vies et les ressources tant qu'il importe d'assurer l'avenir, mais qui, soudain, quand la victoire est proche, et se sentant enfin affranchi de ce souci, saura, — c'est le 27 octobre, — crier à ses lieutenants: « Poussez hardiment. » C'était grâce à sa prudence opportune que, saignée par plus de trois années de combats, l'armée française, ménagée par lui, s'était trouvée en mesure, matériellement comme moralement, de supporter le choc. Ce que, de Provins, Jeanne d'Arc écrivait, le 6 août 1429, aux Rémois : « Je maintiendrai et tiendrai l'armée royale *bien unie et toute prête*, » de ce même Provins, son Quartier général, Pétain a pu souvent adresser à Foch la même promesse assurée. Son armée était « bien unie et toute prête, » quand, le 22 mars, à l'appel imprévu du maréchal Haig, il la précipitait en moins de quarante-huit heures sur le champ de bataille en péril, quand, distribuant les réserves que, sagement, il avait constituées, il jetait à un Fayolle les premières instructions d'où allait sortir le rétablissement provisoire de la bataille compromise.

Tel je l'avais vu alors, en son poste de commandement de Compiègne, calme jusqu'à être souriant, maîtrisant une âme pleine d'émoi pour opposer aux mauvaises nouvelles un front de marbre, tel il devait rester dans les mauvaises comme dans les bonnes heures.

Plein d'une abnégation faite de raison autant que de vertu, il avait aspiré à se subordonner. Mais restant à sa place nouvelle, — encore si éminente, — de haut lieutenant d'un grand maître, il grandissait encore ce poste par cette valeur appliquée qui lui est propre, toujours prêt à fournir à la bataille ce que la bataille exigeait, résolu à donner sans ambages, au nom de sa mission, des avertissements, des avis et des conseils, plus résolu encore à entrer pour le bien du pays dans les vues d'un grand chef, à y collaborer avec son cœur autant qu'avec sa tête

— au demeurant le chef le plus précieux qu'armée pût avoir en de telles circonstances et sous la main d'un Foch.

Il avait amené à celui-ci l'admirable cohorte des grands chefs. C'est grande fortune que la France ait possédé une pareille pléiade de soldats émérites. Parce que en cette bataille, les « *Armées* » apparaissent comme les grands instruments d'action, un Mangin, un Gouraud, un Debeney, un Berthelot, un Humbert, un Guillaumat, un Dégoutte, chefs directs de ces armées, ont été, au cours de ce drame que j'ai essayé d'écrire, sans cesse en scène. Mais, entre ces hommes qui apparaissent ici comme les grands acteurs du drame et l'illustre chef qui les actionnait, les chefs de groupes d'armées n'ont cessé d'agir, jouant leur rôle d'actifs et infatigables « coordinateurs. » Entre les mains de Fayolle, de Maistre, — et Castelnau se préparait, en novembre, à jouer le même rôle au-dessus des armées de Lorraine, — les *directives* d'un Pétain deviennent les ordres précis qui de deux, trois, quatre armées font « un groupe » agissant, s'aidant, s'appuyant, collaborant en une étroite harmonie. Qui louera assez le rôle de Fayolle, notamment, qui, du 23 mars au 11 novembre, restera constamment sur la brèche, tenant en ses mains les rênes de ces armées qui, après avoir, en mars et en juin 1918, fermé la voie à l'invasion, ont plus qu'aucunes autres, contribué à la refouler? Cet ancien maître de l'École de guerre, je le vois dirigeant un Debeney, un Humbert, un Mangin, actionnant les énergies, modérant au besoin les témérités, contrôlant les renseignements, ordonnant les efforts, coordonnant les volontés; et un tel rôle demande des qualités dont le vainqueur de la Somme a depuis longtemps fait la preuve. Je le verrai toujours, si beau de sérénité calme et d'énergie souriante en ces terribles journées de mai 1918 où, avec des troupes de fortune, des états-majors sans troupes, des divisions sans artillerie ou des artilleries sans attelages, il faisait front à une situation sans précédent, et gagnait là les plus beaux lauriers de sa magnifique carrière.

Et ce que je dis d'un Fayolle, je le dirai d'un Maistre; c'est le même rôle entre les mains d'un autre maître de l'École, chez qui la guerre a révélé un soldat à poigne au service d'un cerveau merveilleusement pondéré, Maistre, à la tête du groupe qui, sous le commandement des Berthelot, des Guillaumat et

des Gouraud vainquit de Sissonne à Vouziers, et, de Mézières à Sedan, acheva la bataille en apothéose.

*
* *

Armée française magnifique et magnifiquement commandée, elle n'eût cependant pas suffi à vaincre. Elle avait, seule ou presque seule, pu tenir des années durant : elle ne pouvait, seule, en 1918, repousser la ruée et la faire refluer, parce que, saignée depuis quatre ans cruellement, elle devait encore, en bandant ses muscles et son cœur, jouer dans la bataille un rôle éminent, mais à condition qu'à côté d'elle, d'autres tinssent tête à un ennemi d'abord très supérieur en hommes et en moyens.

J'ai dit, dans un des chapitres de cette étude, quelles qualités avait, en cette bataille, déployées l'armée britannique. Il serait injuste de méconnaître la valeur que, même dans les jours malheureux, elle dépensa. Ses hommes attaqués par des forces supérieures, séparés, désencadrés, se cramponnèrent alors au sol par petits groupes et, dès qu'ils virent les Français intervenir, se reformèrent sous les ordres de nos généraux par un mouvement spontané qui affirmait que seul le désarroi d'un état-major d'armée avait pu faire flotter ces superbes soldats. Le lecteur les a vus agir lorsque, reprenant l'offensive, leurs chefs les jetèrent à l'assaut des lignes Hindenburg. Opiniâtres naguère dans la défense et gardant dans l'infortune ce flegme qui est une belle forme du courage, ils se montrèrent, en cet assaut de septembre, redoutables et même formidables par la résolution avec laquelle ils s'élancèrent, par l'observance exacte de la consigne donnée qui était de briser le mur ou d'y rester. Leurs états-majors avaient apporté dans leurs travaux les mêmes qualités d'opiniâtreté et de résolution. Plus neufs que les nôtres à la conception de la guerre, ils s'étaient simplement entraînés, se forgeant en forgeant. Lorsqu'au début de l'été, ils se furent persuadés qu'il fallait décidément en découdre pour en finir, ils parurent admettre que rien ne devait faire obstacle. Sans se départir de cette froide et calme « application » qui leur faisait préparer toute opération comme une partie bien ordonnée, sans renoncer à des procédés de préparation qui bannissaient toute improvisation pour éviter tout aléa, ils se trouvèrent, dès qu'un premier succès eut couronné leurs efforts, résolus à ne plus s'arrêter que juste le temps

nécessaire pour préparer l'action victorieuse qui suivrait.

Leurs grands chefs, Rawlinson, Horne, Byng, Plumer et, au premier rang, sir Douglas Haig étaient d'ailleurs arrivés à la conception juste de la situation militaire que, sans la méconnaître avant mars 1918, ils n'avaient fait qu'entrevoir. Un particularisme assez jaloux et comme scrupuleux, qui n'était d'ailleurs nullement exclusif d'entente cordiale et de courtois accord, les faisait se cantonner volontiers sur leur champ de bataille en nous laissant le nôtre, survivance du « splendide isolement. » Les journées de mars et d'avril, amenant l'interpénétration au profit même de nos alliés, les convainquirent non seulement de sa possibilité, mais de sa nécessité. La loyauté britannique devait s'incliner là-devant. Et dès lors, « l'entente » se transformant en « fusion » devait assurer la victoire.

Le concours américain ne devait pas moins la hâter. Quand, le 12 juin 1917, John Pershing avait débarqué avec quelques régiments, nul n'eût pu penser qu'avant un an, une armée d'un demi-million d'hommes serait prête à concourir à une action victorieuse. C'est cependant ce qui devait arriver. Intensifiant ses envois, la République amie avait transformé promptement un appui moral en un concours national important. La question avait été de savoir si ces divisions pourraient, avant l'été de 1918, présenter assez d'entraînement pour qu'elles fussent autre chose que des troupes immobilisées en des secteurs tranquilles. La magnifique force combative qui, sans étonner ceux qui avaient vécu de la vie américaine, se révéla à la face du monde dès le printemps de 1918, la préparation intensive qui, de cette force naturelle, travaillait à faire une force ordonnée, faisaient au contraire de ces vingt et bientôt trente divisions américaines un appoint à tous égards précieux, à l'heure où les effectifs de la Coalition s'éclaircissaient et se raréfiaient. Avec une grande simplicité, en gens résolus à remplir un formel engagement envers leur conscience autant qu'envers leurs alliances, ces jeunes hommes entrèrent dans la lice avec autant de fougue que de confiance. On se rappelle la démarche de Pershing au lendemain des journées de mars : elle paraissait un beau geste de solidarité; elle était bien plus : un engagement sérieusement pris et qui allait être tenu.

A la fin de la bataille défensive on vit, de la Picardie à la

Champagne, ces divisions américaines prendre leur place en de sanglants combats et lorsque la contre-offensive se déclenchait, plus de trente divisions y prenaient part. Au 11 novembre, 1 338 000 combattants américains étaient en France. Mais déjà l'acharnement qu'ils avaient mis à lutter dans les champs de Meuse et les monts d'Argonne avaient creusé en leurs rangs des trous profonds qui, à défaut des rapports des chefs, seraient là pour prouver de quelle ardeur ils s'étaient jetés à la lutte et, partant, de quel poids pesa, dans la victoire, cette ardente intervention.

***

De tels concours venant, matériellement et moralement, étayer la valeur française et combler les vides creusés depuis quatre ans dans nos rangs, eussent-ils été suffisants pour assurer à l'Entente la victoire qui sortit des derniers combats, il serait téméraire de l'affirmer. Ni la vertu des soldats de France, ni la froide résolution des soldats de la Grande Bretagne, ni l'ardeur combative des soldats de l'Amérique, ni le concours actif apporté en quelques points par les soldats d'Italie, ni l'appui que vinrent nous donner, à une heure de la bataille, les soldats du roi Albert, n'eussent obtenu la victoire si, au cours de la grande bataille, nous fussions restés dans la situation où elle nous avait trouvés. Les forces de l'Entente étaient et pouvaient devenir grandes; mais, si elles ne formaient pas faisceau, elles étaient inopérantes. J'ai dit, en une page de cette étude, que si l'attaque allemande nous trouvait inférieurs en bien des points, il n'était pas d'infériorité plus périlleuse que celle qui résultait de l'absence d'un commandement unique. La France le réclamait depuis un an ; l'infortune qui, pour les nations comme pour les individus est souvent un bienfait, l'imposa. De grands chefs combattaient côte à côte ; parce qu'ils n'étaient que côte à côte, leurs talents de stratège, loin de servir, parfois se contrariaient. A une heure de crise, sous le coup de grandes émotions, l'unité de commandement se fit.

Par elle-même, elle était féconde en résultats ; elle le fut d'autant plus que l'homme se rencontra qui, plus qu'aucun autre, se sentait, avec la force d'assumer le fardeau, et cette « avidité des responsabilités » qu'il avait lui-même signalée comme la qualité maîtresse des grands caractères, le génie

nécessaire à transformer une défaite qui pouvait être promptement mortelle en victoire décisive.

J'ai dit longuement ce qu'était Foch. Nous connaissons son caractère et sa façon, ses principes et ses méthodes. La bataille ne fut que la constante mise en action d'un enseignement qui se justifia en s'appliquant. « Illuminé par la vue du champ de bataille, » il l'était aussi de cette lumière intérieure, ce « don divin » dont il avait parlé. Il avait dit qu' « une bataille gagnée est une bataille où l'on ne *veut pas* s'avouer vaincu. » En pleine défaite, 26 mars, 10 avril, 30 mai, il ne voulut pas un instant qu'on s'avouât vaincu. Il avait dit que la meilleure défensive réside dans l'offensive. Tandis qu'on en était encore à se débattre contre la première offensive allemande, il préparait la sienne; il n'en abandonna jamais la pensée ni la préparation; il en réunissait les éléments alors que l'ennemi préparait sa formidable attaque de Champagne et il fut ainsi prêt à répondre, les temps étant révolus, à l'assaut malheureux de l'adversaire par la contre-offensive du 18 juillet. Il avait prôné la « bataille manœuvre » comme seule capable de procurer la victoire décisive et il avait, l'initiative ressaisie, monté pièce par pièce la plus grandiose manœuvre enveloppante qui se fût vue. Il avait dit : « Victoire égale supériorité morale chez le vainqueur, dépression morale chez le vaincu. » Il avait dès lors tout fait pour assurer à ses soldats la confiance par la victoire et provoquer, par des coups répétés, la ruine du moral adverse. Il avait dit que, pour tout terminer, il fallait le « coup de massue » des « réserves » et ayant, sans se lasser, constitué « ses réserves, » il avait su toujours donner « le coup de massue » et en préparait un suprême quand il fut arrêté. A faire adopter, avec ces principes, ses vues, ses plans, il avait déployé une prodigieuse activité : se confiant en un État-major dont le chef était digne d'une si haute estime, il courut les Quartiers généraux et les Postes de commandement, persuadant, convertissant, ordonnant et surtout convainquant. Chacun eut bientôt l'impresssion de sa présence réelle; la bataille en fut, suivant son expression favorite, « animée. » Ne perdant jamais de vue l'action engagée, il la dépassait par ses vues, en précédait l'issue, et, avant que la conclusion ne parût proche, en tirait, pour former de nouveaux plans, les conséquences les plus rigoureuses. Son esprit actif et critique à la fois, le mettant toujours

en avance d'une armée, d'une idée et d'une année, lui permettait d'apercevoir toute sa bataille dans l'espace et le temps. Voyant large et loin, il voyait juste, refusant de sacrifier aux apparentes nécessités de l'instant les réelles nécessités du lendemain et à un coin du champ de bataille, si angoissant ou intéressant qu'il fût, le champ de bataille tout entier, se faisant, pour rester le coordinateur, l'arbitre péremptoire, il s'imposa bientôt de telle façon que « le chef d'orchestre, » — ainsi qu'il le disait, — fut toujours là, accepté, fixé par « ses musiciens » et, avant tout « morceau, » donnant la note. Il avait décrété qu'on gagnerait la bataille, mais, encore que croyant à un Juge suprême et à un Dieu tutélaire, il pratiqua l'*Aide-toi, le Ciel t'aidera,* donna le maximum de forces et d'efforts, et gagna la bataille. Que pareil homme ait été là, dans le moment donné, avec les forces que lui avait préparées un Pétain et que lui pouvait soumettre un Haig, dans un état de vigueur physique étonnant et un état de vigueur morale magnifique, voilà où fut le miracle sauveur.

***

« Chevauche, Charles, lit-on dans la *Chanson de Roland;* la clarté ne te fera point défaut. Tu as perdu la fleur de France ; Dieu le sait. Mais tu peux maintenant te venger de la gent criminelle. »

La « gent criminelle » elle-même allait au-devant de notre vengeance. Un Foch lui-même est un critique militaire trop averti pour ne point admettre qu'en guerre, c'est l'adversaire qui, deux fois sur trois, procure la victoire. Le génie consiste à saisir la faute de l'adversaire d'un œil prompt et après s'être paré en vue de toute éventualité, d'en tirer sans tarder parti.

Or le Commandement allemand, encore qu'il ait avec un singulier génie d'organisation préparé ses opérations et à maintes reprises manœuvré de fort remarquable façon, commit de grandes fautes de conception et d'application.

La première avait été de se croire vainqueur à coup sûr. « Caressante et flatteuse d'abord, a écrit l'Eschyle des *Perses,* la calamité attire les humains dans ses rêts ; » et ailleurs : « L'orgueil fils du bonheur et qui dévore son père. » L'État-major allemand, parce qu'en 1918, il avait retrouvé tout son orgueil, sous-estima une fois de plus l'adversaire, s'estimant

« au-dessus de tout. » Ses premiers succès le confirmèrent dans ce sentiment et l'exaltèrent au point de l'induire aux plus audacieuses combinaisons. Derrière Hindenburg qui, en dernière analyse, ne fait figure que de patriote vigoureux et beau soldat, Ludendorff semble bien avoir tout dirigé. Or, il était joueur et joua la fortune de son pays; il croyait tenir tous les atouts; il en avait beaucoup; il les joua bien dans sa première *manche*, se les fit couper en juin et juillet, les perdit tous ensuite et, dans un geste bien singulier chez ce rude homme, conseilla le premier d'abattre les cartes. En face de ce Foch qui paraissait audacieux, mais dont j'ai dit qu'il pratiquait l' « audace prudente, » Ludendorff apparait comme un peu fantasmagorique. Ce petit-neveu de Moltke était un téméraire; un Allemand de marque le devait, après la défaite, traiter d' « aventureux. » En fait, il calcula mal, en risquant gros avec une trop courte échéance. S'il gagnait tout avant l'échéance, il était vainqueur, car, pour trois mois, il était à peu près maître de tout, ayant toutes les supériorités, par-dessus tout celle de l'initiative qui permet la surprise. Mais s'il ne gagnait point en trois mois la partie, il la perdait à coup sûr. Ses victoires, aussi meurtrières pour ses armées que pour les nôtres, étaient victoires à la Pyrrhus. La « fureur ordonnée, » qui était son procédé tactique, éreintait ses soldats. Si ses premiers succès avaient exalté leur moral, ceux-ci s'en étaient promis un trop prompt résultat qui serait la paix et, avant même d'être battus, se démoralisèrent à voir qu'on se battait toujours. Sa tactique, en se dévoilant, se démontait; l'adversaire, puisqu'elle ne se modifiait pas, découvrait, à étudier son jeu, la parade à y opposer.

Sa stratégie parut d'abord heureuse. Le coup qui devait séparer, à leur jonction, les deux armées alliées était d'excellente guerre et, sans la présence d'esprit de Pétain, l'activité de Fayolle, l'allant d'Humbert et de Debeney, réussissait. Il pouvait poursuivre son entreprise : couper non plus seulement les armées alliées en deux tronçons, mais séparer radicalement les deux pays en poussant vers la mer, fût-ce en trois étapes. Dans l'état de déconfiture où était, en avril, l'armée britannique et l'état de fatigue où la bataille avait mis la nôtre, il eût peut-être réussi à faire vers la mer la percée, bientôt élargie, qui eût été pour nous tout simplement mortelle. Il se laissa influencer

par d'autres préoccupations, crut manœuvrer quand il se dispersait, ne sut que donner des coups successifs au lieu de les faire simultanés, — ainsi qu'un Foch le pratiquera, — puis ayant réussi en une direction nouvelle, se laissa emporter hors de ses voies.

Il se laissa probablement entraîner par le désir de plaire au Kronprinz de Prusse qu'il tenait pour son futur maître. Il semble que celui-ci ait voulu ravir au Kronprinz de Bavière, commandant le groupe des armées du Nord, la gloire de terminer la campagne. Chose assez singulière, au moment même où, pour regagner une des supériorités qu'avait sur nous l'Allemagne, nous établissions le commandement unique, en fait, sinon en principe, les Allemands laissaient se briser chez eux cette unité du commandement. Deux jeunes chefs de sang princier paraissent s'être disputé l'honneur de la victoire, ce qui était vendre la peau de l'ours. Et entre ces deux princes, sans valeur militaire réelle, Ludendorff ne sut point prendre parti ou plutôt, après avoir lancé l'un, se rejeta sur l'autre, — peut-être par respect pour le fils du souverain.

L'opération sur Paris était une aventure. Il eût fallu, même après le 27 mai, deux grandes batailles pour arriver à investir Paris. Et, le temps marchant, l'armée alliée, sans cesse grossie par l'afflux américain et fortifiée par une fabrication intense de matériel, regagnait l'avantage. A tenter de franchir la Marne, on recommençait l'aventure de 1914. Ludendorff mit son armée dans la nasse et on sait ce qui suivit.

Lorsque d'assaillant il devint l'assailli, il ne paraît pas avoir su trouver la parade à opposer à Foch comme Foch avait trouvé la parade à lui opposer. Sa retraite ne fut pas sans mérite : chaque fois qu'il fut menacé d'encerclement, il sut dérober ses gros par de cruels sacrifices. Ses soldats l'aidèrent de toutes les forces de leur corps et de leur âme. Il n'est ni juste ni heureux de refuser à celui qu'on a vaincu des vertus qu'on admire chez les siens : le soldat allemand, si démoralisé qu'il apparaisse dans les lettres saisies, fut remarquable de discipline, de courage opiniâtre, d'esprit de sacrifice. Il y eut dans ses rangs peu de défaillances collectives; il se battit jusqu'à la dernière heure avec un grand courage ; jusqu'à la veille de l'armistice, la lutte fut très dure. C'est grande gloire d'avoir, en dépit de ces qualités, brisé une résistance tenace servie par

l'emploi d'une prodigieuse provision de mitrailleuses. En novembre 1918, ce courage même était à bout ; la fatigue l'avait vaincu. « Hélas ! écrira un Mayençais qui, quelques jours après, les verra passer, ils reviennent fatigués, misérables, fourbus. La belle armée d'Hindenburg, qu'est-elle devenue ? *Foch l'a mise en pièces en moins de trois mois !* »

*
* *

Nous tenons l'aveu de la défaite. En vain l'Allemagne a-t-elle essayé d'en contester sinon la réalité, du moins l'étendue. Lorsque Ludendorff n'avait plus une division fraîche, lorsque ses bataillons se battaient en désespérés, lorsque, ses rocades saisies par les armées alliées ou menacées de près, il ne pouvait même transporter aux points menacés ses forces fatiguées, lorsque l'artillerie manquait, lorsque les lignes de défense, gloire du génie allemand, avaient été brisées, que pouvait faire l'armée allemande ?

Deux armées françaises allaient l'assaillir entre la Moselle et la Sarre, une armée américaine entre Moselle et Meuse, tandis que les armées des Flandres, se rabattant sur la Basse-Meuse, menaçaient l'autre flanc. Déjà l'évacuation de Metz décidée, ordonnée, commençait : Metz, symbole de la conquête allemande, pilier de la force allemande. Ludendorff, qui n'avait pu venir à bout de son adversaire, était maintenant à sa merci. Il capitula parce qu'il ne pouvait pas ne pas capituler.

Nos troupes entrèrent à Metz, à Strasbourg, à Mulhouse dans le délire d'enthousiasme que j'ai décrit ailleurs. Puis je les vis entrer à Sarrebrück, à Kayserslautern, à Mayence. Au milieu des populations alsaciennes, nos hommes entraient en amis triomphants ; à Mayence, je les vis défiler en vainqueurs assurés : en tête, Fayolle, droit, digne, l'œil bleu plein d'une sérénité grave ; derrière lui, Mangin, plein de fierté, l'œil noir fixé sur la proie conquise, formidable de passion satisfaite : ces deux hommes résumaient la bataille où la raison ordonna l'audace, où l'audace entraîna la raison. Et derrière, les colonnes de nos soldats au visage fatigué, à l'œil allègre, à la démarche vive ; la Vertu française en marche vers le Rhin tout proche.

Quand, sept mois après, nous vîmes, en cette inoubliable journée d'apothéose, défiler sous l'Arc de Triomphe et dans nos rues pavoisées notre armée triomphante, elle nous apparut

telle : en tête, Foch, près duquel Joffre, le grand semeur, représentait le « miracle de la Marne, » Foch sans morgue, l'œil toujours perçant et la bouche mordante, l'homme qui avait forcé l'événement et donné la victoire ; après que les représentants de nos alliés eurent défilé, Pétain s'avançant au milieu de l'amour des soldats, superbe de dignité simple, puis ses grands lieutenants, ces commandants de groupes d'armées et d'armées dont chacun évoquait tant de victoires dans la grande victoire. Et puis, précédée de ces chefs que la guerre a faits ou qu'elle a portés, de ces jeunes généraux qui, sans que leurs noms retentissent aux échos de la rue, avaient le droit de prendre leur part de cette gloire des grands chefs, flanquée de ces enfants qui ont conquis au feu leurs modestes galons, la masse des soldats bleus à l'ombre des drapeaux. Et au-dessus de tous, évoqués par notre piété reconnaissante, la grande nuée de ceux qui étaient, au cours de ces combats, morts héroïquement pour que la France vécût.

Le tableau était saisissant : le Génie conduisant la Vertu, la Vertu portant le Génie sous la voûte destinée par le grand Empereur à voir passer la Victoire.

C'était la bataille de France qui passait.

LOUIS MADELIN.

LES CONSPIRATIONS
DU
GÉNÉRAL MALET

IV [1]

LES CONSÉQUENCES

DE TROIS HEURES ET DEMI A HUIT HEURES

A trois heures et demie du matin, Malet était sorti du cul-de-sac Saint-Pierre; à cinq heures, il avait fait son entrée au quartier Popincourt; à huit heures, il avait été arrêté place Vendôme. Paris n'était pas levé que le drame était accompli. Si le ministre de la Police, le préfet de Police, le directeur de la Sûreté avaient remplacé à la Force les détenus de la veille, cela s'était passé sans bruit, à des heures encore nocturnes. L'archi-chancelier n'avait été avisé par l'inspecteur-général de Police, Paques, qui revenait de la place Vendôme, que lorsque tout était fini. Cambacérès lui ordonna aussitôt de se rendre chez le général Deriot, commandant la Garde Impériale, « pour qu'il eût à se transporter de suite à son hôtel avec toute sa troupe, d'aller également à l'Hôtel des Invalides, pour y porter le même ordre. » Lorsque le prince archichancelier se fut ainsi assuré que ses jours ne couraient aucun risque, il pensa à délivrer le ministre de la Police et à convoquer aux Tuileries le Conseil des Ministres. Ce ne fut qu'ensuite qu'il s'occupa d'aller à Saint-Cloud se présenter à l'impératrice.

Si peu de gens avaient pensé à elle jusque-là! Après toutes les courses faites de l'État-major au quai Voltaire, du quai à

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre et du 15 octobre.

l'État-major, et de l'État-major au quai, le maréchal des logis des dragons de la Seine, de service à la place, « a monté à cheval par ordre d'un aide de camp de M. le comte Hulin, pour aller à Saint-Cloud voir s'il y avait du mouvement des troupes, ou enfin quelque chose d'extraordinaire, ce qu'a fait le sieur Roi, et il n'a rien vu. »

Dès les premières investigations, il apparut clairement qu'il ne s'agissait ni d'une révolution populaire, ni d'une insurrection militaire. Le comte Réal (1) chargé du 1er arrondissement de la police de l'Empire, attribuant à Guidal un rôle qui le dépassait, ne jugeait pas moins l'événement avec sagacité, lorsqu'il écrivait que « le besoin de révolutionner ne se trouvait plus le 23, ni dans le cœur, ni dans la tête des Parisiens. Cette observation, disait-il, a frappé tous les esprits, elle décida en grande partie du succès de la journée. Elle n'a pas échappé à Guidal. Des trois chefs qui dirigeaient la sédition, Guidal était le seul qui fût véritablement initié aux mouvements révolutionnaires. Malet ne peut être considéré que comme un idéologue qui n'a jamais su apprécier la force d'un mouvement révolutionnaire, et Lahorie n'avait paru que dans la conspiration de Moreau qui, toute bourbonienne, toute vendéenne, si je puis rappeler ce mot, n'avait aucune couleur populaire. Guidal seul était bien au fait et seul se trouvait *praticien* de révolutions anarchiques. Aussi fut-il le premier qui, si je puis ainsi parler, tâtant le pouls à ce mouvement, reconnut d'abord toute sa faiblesse. Dans la première course qu'il fit de la Force au ministère, et surtout dans la seconde, du ministère à la Force, il s'aperçut que les Parisiens étaient entièrement étrangers à cette représentation. La boule de neige révolutionnaire ne parut point et n'augmenta point le nombre des factieux. Pas un seul cri, pas un seul recrutement dans la populace. Guidal vit les boutiques s'ouvrir, les étalages se former, le devant des portes se balayer : pas un seul groupe auxiliaire ne se forma, pas un seul cabaret ne se remplit. Dès lors, Guidal désespéra de la sédition et, en revenant de la Force, il laissa filer un peu devant lui le détachement qu'il comman-

(1) Il ne paraît pas impossible que Réal, si lié avec Barras, eût rencontré chez lui, sinon Guidal, au moins Mme Guidal sa maîtresse. Réal, si mêlé aux mouvements révolutionnaires, était en réalité, depuis la disgrâce de Fouché et de Dubois, le seul qui eût une compétence sur Paris.

dait, et l'abandonna en se sauvant par une rue détournée. »

Guidal n'avait point sans doute tenu tout ce raisonnement. Ayant, dès sa première promenade, goûté à diverses boissons qui l'avaient mis de belle humeur, il avait voulu les appuyer d'un déjeuner solide, et là se bornaient sans doute ses observations, mais les remarques de Réal n'en étaient pas moins justifiées. On eut beau rechercher les anciens conspirateurs de 1808, ils étaient exilés, dispersés ou emprisonnés, nul n'avait paru : et la femme Lemare, qu'on arrêta, ne put donner aucune lumière. Les investigations les plus minutieuses ne menèrent à rien. On arrêta à Paris quatorze hommes et cinq femmes, tous gens obscurs, commissionnaires ou gardiens, fournisseurs des acteurs principaux. Un seul passa en jugement par la suite : Caamano. Rien n'eût été plus aisé que de faire le procès de Mme Malet, qui certainement avait connu les préparatifs de la conspiration. On ne le fit pas. Cela n'eût mené à rien, et eût prolongé une émotion qu'il eût été plus adroit sans doute de calmer par le silence.

De même n'avait-on pu trouver les éléments d'une rébellion militaire ; comme la dixième cohorte, dont le commandement avait aussitôt été enlevé à Soulier, pour être transporté au major Querelles, la Garde de Paris n'avait montré qu'un profond abattement lorsque son colonel et plusieurs de ses officiers avaient été arrêtés, mais aucun symptôme n'avait paru d'un mouvement dans la troupe. La Garde, comme la Cohorte, avait obéi à ses supérieurs légitimes, et ce n'était point de sa subordination qu'on pouvait lui faire un crime.

Vainement avait-on recherché ce qu'avaient fait dans la journée du 23 les officiers généraux réformés ou disgraciés, qui pouvaient se trouver à Paris : on n'avait rien trouvé et c'est vraiment qu'il n'y avait rien. Mais pour des raisons compréhensibles, on voulait trouver quelque chose. D'abord, il y avait eu le choc en retour, la peur rétrospective, et puis il y avait la suprême question : que dirait l'Empereur? Comme la reine Hortense l'écrivait le 13 novembre au prince Eugène : « Vous devez connaître à présent notre aventure de Paris. Tout le monde est bien inquiet de savoir comment l'Empereur la prendra. Tout en riant de la police, on s'intéresse à elle, et l'on croit que l'Empereur ne sacrifiera pas des gens qui lui sont dévoués. Je ne te parle pas des calembours, car ce qui jette le ridicule sur

les gens, est toujours nuisible, et ils sont bien tourmentés. »

La distance de Paris où se trouvait l'armée, ne pouvait que rendre singulièrement difficile l'appréciation d'événements qui, à la première inspection, paraissaient incroyables, à moins d'une organisation puissante et de complicités étendues. Mais ceci n'était-il pas aussi dangereux à dire que la vérité même?

La découverte d'une conspiration ayant des affiliations profondes dans les départements, montrant qu'après douze années, — huit au moins —, les trames des jacobins et les complots des royalistes avaient toujours la même activité, quel échec pour l'administration départementale, policière, militaire, qui avait constamment, depuis 1804, affirmé, non sans raison, que la France jouissait partout de la paix impériale? Et d'autre part, comment dire qu'un homme sans nom, sans relations, sans argent, avait à lui seul, armé seulement d'une fausse nouvelle, failli renverser l'Empire? N'était-ce pas déconcertant et un peu ridicule? Le mieux eût été à coup sûr d'étouffer l'affaire comme on avait déjà fait en nombre de cas analogues et de défendre qu'on en parlât, ou qu'on en écrivît. Mais le retentissement n'avait-il pas été tel déjà qu'on fût dans l'impossibilité de l'arrêter?

On prit donc le parti inverse, on monta au Capitole, on se chargea soi-même d'ébruiter l'attentat à Paris et dans les départements sous une forme qui se rapprochât de la vérité, mais dont on ne pouvait contester la maladresse. Le duc de Rovigo rédigea de sa main un avis qui dut être imprimé à douze ou quinze mille exemplaires, pour être répandu dans Paris, déposé aux diligences, remis aux voyageurs ; il dut être reproduit dans les journaux, et réimprimé dans tous les départements. Il était ainsi conçu :

MINISTÈRE DE LA POLICE GÉNÉRALE

Trois ex-généraux, Mallet (*sic*), Lahorie, et Guidal, ont trompé quelques gardes nationales, ils les ont dirigés contre le ministre de la Police générale, le Préfet de police (1) et le Commandant de la Place de Paris. Ils ont exercé des violences contre eux ; ils répandaient faussement (2) le bruit de la mort de l'Empereur.

(1) En surcharge de la main de Pasquier, sur l'original.
(2) En surcharge.

Ces ex-généraux sont arrêtés; ils sont convaincus d'imposture; il va en être fait justice.

Le calme le plus absolu règne à Paris, il n'a été troublé que dans les trois (1) hôtels où les brigands se sont portés.

Le présent avis sera publié et affiché à la diligence de M. le Conseiller d'État, préfet de Police.

Paris, le 23 octobre 1812.

Le Ministre de la Police générale,

LE DUC DE ROVIGO.

L'on pouvait se demander si cette rédaction était opportune, et si en attribuant à ces trois hommes une qualification à laquelle deux au moins n'avaient plus droit, on ne grossissait point l'importance de l'échauffourée; si, en inculpant les Gardes nationales, on n'étendait point des accusations qui n'eussent dû porter que sur une cohorte. Pas un mot de l'Empereur ni du Prince impérial. C'était à se demander si le tour de Force que venait de faire Savary n'avait pas altéré ses facultés mentales.

Cependant, malgré les attroupements qui s'étaient produits en des lieux où la foule n'était en coutume de s'assembler que pour se réjouir ou s'amuser, malgré les propos échangés qui eussent pu indiquer l'inquiétude au sujet de la Grande Armée dont on n'avait aucune nouvelle depuis près d'un mois, nul ne bougeait, et la vie de Paris continuait avec la même régularité et la même insouciance. Rien, dans les rapports, ne marquait la moindre émotion, ni à la vérité le moindre enthousiasme, et nul, même dans la police, ne songea à organiser une démonstration devant l'Hôtel du prince archi-chancelier, devant les Tuileries, ou devant le Palais de Saint-Cloud. Cela pourtant eût pu paraître d'un loyalisme opportun. Clarke y envoya des détachements de cavalerie de la Garde, — mais ce n'était pas la même chose.

Restait à connaître l'effet que produirait en province l'avis de M. le Duc de Rovigo. Allait-on trouver des ramifications qui révélassent une désaffection profonde ou des trames étendues? De chaque département arriva au contraire une réponse négative. Partout, les préfets et les commissaires généraux de

(1) En surcharge. Rovigo avait écrit *deux*. Pasquier met *trois*.

Police exaltent le bon esprit de leurs administrés, protestent que le gouvernement est inébranlable, que les seuls sentiments qui animent les habitants sont : Amour pour l'Empereur, et sa dynastie, admiration de sa gloire, reconnaissance de ses bienfaits. De tous les départements, de l'ancienne comme de la nouvelle France, s'élève un hymne dont les strophes sont, à la vérité, assez banales, mais que rend intéressantes le fait qu'à ce même moment les Conseils de recrutement sont en séance dans tout l'Empire et que les préfets, en tournée de revision, sont mieux à même de juger les impressions que la nouvelle aurait produites dans les populations. D'Indre-et-Loire, comme de la Roër, comme du Rhône, de la Gironde, du Loiret, de la Nièvre, de la Moselle, de l'Ourte, de l'Eure (1), des Basses-Pyrénées, de la Haye, d'Amsterdam, d'Emden, de Groningue, comme de Florence et de Sion, une acclamation s'élève que troublent à peine quelques remarques suggérées par le dévouement, sur les rassemblements qu'ont tenté de former, dans quelques communes, des hommes de 1793. On a eu à réprimer quelques excès de zèle de jeunes auditeurs qui ont fait afficher des placards flétrissant « une poignée de brigands soudoyés par l'Angleterre qui a eu l'audace de violer l'Hôtel de Son Excellence le ministre de la Police. » — On a, comme à l'ordinaire, été excédé des déclarations de fonctionnaires appartenant à tous les services (2), mais on n'a guère eu à retirer de cette occasion qui s'est présentée, comme eût dit Réal, de tâter le pouls à l'opinion que certains bruits assez curieux. Ainsi M. de Villiers du Terrage, directeur général de la Police de Hollande, établit une concordance de dates, entre la tentative de Malet, l'arrivée de Moreau en Angleterre, et le passage du général Sarrasin à Héligoland, et il attribue tous ces mouvements aux Anglais. Berckheim, le commissaire spécial de

(1) Ici une discordance : « Plusieurs personnes de ce pays, écrit le baron de Chanbaudoin, connues pour être du parti Jacobin, ont donné la nouvelle que le Prince de Ponte Corvo, à la tête de 40 000 Anglais, s'était emparé de Dantzick et que cette ville était en leur pouvoir. » A rapprocher de cette phrase dite par Malet à Boutreux, « que le Prince royal de Suède allait faire une descente et écraser l'Empereur, et qu'alors le Sénat changerait la forme du gouvernement. »

(2) Il faut retenir, à cause du rôle que joua son auteur, trois ans plus tard, une lettre adressée à Mgr le Duc de Rovigo, ministre de la Police générale à Paris, par le Colonel commandant d'armes d'Antibes, Cunéo d'Ornano, où il donnait cours à son indignation « contre les misérables qui ont osé méditer des projets contre le Gouvernement et exercer des violences contre ses ministres. »

Police à Mayence, signale l'attitude « chaque jour plus envahissante des associations d'Illuminisme dont les ramifications embrassent, dit-il, tous les pays de la Confédération qui bordent nos frontières, » et il annonce les rapports établis, par la poste de l'armée, entre les officiers de Russie et les personnages de diverses cours rhénanes. Seul M. le baron Capelle, préfet du Léman, avec le Commissaire spécial, auditeur baron de Melun, ne se contente pas d'annoncer la paix entre la Suède et l'Angleterre, et l'achat par le prince royal de Suède, pour le général Moreau, d'une terre appelée Finsbourg, où il est attendu incessamment, il renouvelle des vieilles dénonciations contre les Philadelphes. » A la vérité, d'après ce qu'il dit avoir tiré de l'ex-général Guillaume, réfugié aux environs de Genève, « il n'est pas impossible que cette association se soit dans le temps formée sous les auspices d'une police secrète, afin d'y attirer les mécontents de ce parti, de les y connaître, et de les mieux surveiller. »

Mais il voit un rapport entre l'association des Philadelphes et celle qui, ayant été « atrocement célèbre dans la dernière révolution de Genève sous le nom de Cercle de la Grille, » s'est transformée en cercle des Sans-Culottes, puis en Cercle des Mêmes. Il propose l'arrestation de plusieurs personnes, l'éloignement de quelques autres. Il réclame l'arrestation de Buonaroti, compromis jadis dans la conspiration Babeuf, qui vit honorablement à Genève en donnant des leçons d'italien, d'un sieur Villart, secrétaire du commissaire des guerres Herpin, du maire de Versoix, le sieur Terray, et d'un avocat, M. Fabre Terray, ancien procureur-général-syndic du département du Mont Blanc. Sans admettre toutes les mesures proposées par Capelle, on lui donne pourtant de larges satisfactions en destituant et en exilant ceux qu'il a dénoncés. Sans doute, Capelle eût-il mieux servi en surveillant l'ami de Lafon, « le sieur Alexis de Noailles, » lorsqu'il venait à Rolle « auprès de l'ex-duc d'Ayen son grand-père. » Mais ce n'était pas à des personnalités de cet ordre que le baron Capelle s'attachait. Il avait mieux à faire ; pourtant aurait-il trouvé là une belle occasion d'établir un lien entre Malet, Moreau, le prince royal de Suède et Mme de Staël, et peut-être, cette fois, n'eût-il pas été si mal inspiré.

Même en y joignant en bloc les dénonciations de M. le baron Capelle, la chasse était médiocre. Que Moreau pût, dût

même, être dans l'affaire, tout le monde en était convaincu, et ce n'était là qu'une « anticipation ; » que Bernadotte, — ci-devant prince de Ponte Corvo, et maréchal d'Empire, à présent prince héréditaire de Suède, — eût fait ses accords contre la France avec les Anglais et les Russes, nul n'en doutait, et cette opinion unanime constituait pour lui un premier châtiment ; mais tout cela était suppositions, conjectures, hypothèses, nulle part réalités. La réalité c'était Malet. C'était que les quatre ou cinq polices auxquelles étaient confiées dans la capitale, la sécurité du régime impérial et la protection de l'Impératrice et du Prince impérial, n'avaient rien soupçonné, rien deviné, rien prévenu, rien empêché. Les quatre premiers actes du drame avaient pu être joués sans le moindre accroc, et si la péripétie avait échoué, c'est qu'elle était injouable. La police civile, ni celle du duc de Rovigo, ni celle du baron Pasquier, n'y était pour rien, et quant à la police militaire, ni celle de la Gendarmerie d'élite qu'avait ci-devant organisée Savary, ni celle de la Gendarmerie, que dirigeait le duc de Conegliano, ni celle du ministère de la Guerre, que commandait le duc de Feltre, ni celle de la place et de la division, n'avait rien su, ni rien empêché, puisque Malet avait pu venir assassiner Hulin dans son cabinet, et qu'il s'était fait prendre par Doucet et Laborde en voulant les tuer. La police prévient les attentats ; si ses chefs en sont réduits à attendre que messieurs les assassins viennent les tuer à domicile, quelle sécurité pour le public !

LES JUSTIFICATIONS DE LA POLICE

Les directeurs des diverses polices se sentaient si fortement compromis, qu'ils s'efforcèrent, les uns et les autres, à des justifications. Seul, Hulin avec sa balle non extraite était en belle posture, et il pouvait écrire à l'Empereur, dès le 24 : « Sire, il était tout simple que des bandits qui voulaient troubler votre bonne ville de Paris, cherchassent à ôter la vie à celui qui aurait su mourir pour l'accomplissement de ses devoirs, mais c'était me donner mille fois la mort que de m'alarmer sur les jours de votre personne sacrée. Il m'est donc permis de jouir de la seule consolation qu'on pourrait m'offrir dans ma triste situation, en m'apprenant que V. M... n'a point cessé de jouir d'une santé dont tous les fidèles sujets vou-

draient prolonger la durée, au prix de leur propre existence. »

Lorsque le 27 octobre, sur l'ordre du duc de Feltre, Hulin lui adresse son rapport sur les faits qui se sont produits dans son hôtel, et à l'hôtel de l'État-major, jusqu'à l'arrestation de Malet, il a soin d'ajouter : « Lorsque l'on a conduit l'ex-général Malet de l'État-major au ministère de la Police générale, et de là à l'Abbaye, avec ses complices, un concours immense de citoyens de toutes les classes, sur le visage desquels l'indignation était peinte, accompagnait leur marche aux cris de vive l'Empereur! On recueille tous les jours des preuves de dévouement que des citoyens de la capitale ont données dans cette occasion à Sa Majesté, les uns en venant offrir leurs services, les autres, en contribuant à l'arrestation de quelques complices de l'ex-général.

« Cet événement, loin d'avoir porté atteinte à l'opinion publique, semble, au contraire, l'avoir remontée. Elle est généralement bonne. »

Cet optimisme eût attiré des réserves, s'il ne s'était agi d'Hulin qui voyait gros. Ailleurs on était moins satisfait et l'on admettait que tout ne fût pas pour le mieux.

Le baron Pasquier ne revient pas sur les faits, trop connus, dit il, pour avoir besoin de commentaires. « Il ne s'attache pas à disculper la police du tort que quelques-uns veulent lui imputer. » « Elle n'a pas prévu ce qui était imprévoyable; elle n'a pas su ce que personne n'a révélé. Cette conspiration ayant commencé par l'action même, on ne voit pas comment il eût été possible de deviner une action qui a eu lieu sans antécédents qui l'aient annoncée. Enfin, cette action une fois commencée, ayant été toute militaire, il est évident pour quiconque connaît l'organisation des deux polices, civile et militaire, dans Paris, que la première a dû être paralysée jusqu'au moment où une force militaire supérieure à la force insurgée, a fait rentrer celle-ci dans le devoir. »

Pasquier ne méconnaît pas, loin de là, l'importance de l'événement : « Il a porté atteinte au prestige qui doit toujours environner le trône, il a mis en question si la monarchie était réellement fondée et s'il ne suffisait pas de la mort du Souverain régnant, pour détruire en un jour tout son ouvrage et toutes ses créations. Ce qui s'est passé n'est rien pour la personne de l'Empereur, cela est de la plus haute importance

pour le roi de Rome. » Pasquier admet que « si la fausse nouvelle eût été vraie, les fidèles sujets, ceux qui ont à la fois quelque lumière et quelque énergie, se seraient rangés autour de leur légitime Souverain, le roi de Rome devenu Empereur ; mais, dit-il, le combat se serait peut-être engagé, et l'on peut juger quelles en auraient été les fâcheuses conséquences, en ne mettant pas même en doute que la victoire serait restée à la bonne cause. » L'hypothèse, étant donnés les événements qui venaient de se produire, était peu soutenable, puisque jusqu'au moment où Malet lui-même attaqua Hulin à main armée, il ne trouva personne pour lui résister, ni parmi les officiers supérieurs, ni parmi les fonctionnaires, ni parmi les soldats.

Il n'est pas moins vrai que, avec une intelligence véritable de la situation politique, Pasquier met le doigt sur la plaie, lorsqu'il écrit : « C'est avec le temps seul que les institutions civiles nouvellement créées peuvent acquérir dans un État l'importance qui en fait la garantie salutaire du trône contre les fureurs anarchiques, et contre les usurpateurs militaires. Cependant, s'il y a un moyen hâtif de les renforcer et de les consolider, je ne mets pas en doute que Sa Majesté, dont le puissant génie perce dans l'avenir plus loin qu'il n'ait jamais été donné à un autre homme de le faire, ne s'occupe aussitôt qu'elle en aura le loisir, de rechercher et d'employer les moyens d'y parvenir. »

Il laissait donc à Sa Majesté le soin de répondre à une telle question, « qui n'est, disait-il, que du ressort de la plus haute politique. » L'Empereur, à la vérité, ne pouvait faire qu'il fût « son petit-fils, » et il savait à merveille que tout son système héréditaire péchait par là : mais à défaut de quelques siècles à offrir au souverain, M. Pasquier préconisait le rétablissement au profit de la Police de Paris, « d'une garde qui ressemblât à ce qu'étaient autrefois le guet à cheval et le guet à pied, prenant l'ordre du préfet de Police comme le guet le prenait autrefois du lieutenant de Police. » Pasquier se trouvait d'autant plus fort à vanter cette rénovation qu'il l'avait déjà proposée l'année précédente. Il ne présentait alors cette nécessité que sous les rapports de la sûreté contre les voleurs et les malfaiteurs. « Elle se renforce aujourd'hui, disait-il, de l'avantage infini qu'elle présenterait pour la surveillance sur les militaires, car il ne faut pas se le dissimuler, il n'y a que les mili-

taires qui puissent surveiller les militaires. » Il demandait quatre ou cinq cents hommes de guet à cheval, quinze cents à dix-huit cents hommes de guet à pied, troupe toujours sédentaire, ne quittant pas Paris, entièrement sous les ordres du préfet de Police.

M. Pasquier avait bien aussi quelques idées sur l'administration militaire et sur la composition opportune de la garnison de Paris, mais il n'y touchait qu'avec des précautions infinies, et se contentait d'indiquer la nécessité de ne point appeler de cohortes à Paris, tant qu'elles n'auraient pas une autre composition d'officiers. « Les officiers retraités qui ont été appelés à prendre du service dans ces cohortes, disait-il, n'ont eu, pour une partie, leur retraite que pour couvrir une réforme. » Si Pasquier avait recherché ceux qui fréquentaient les maisons de jeu et les maisons de filles, il eût fait bonne chasse. Telles étaient, esquissées avec une incontestable habileté, les considérations qu'inspirait l'attentat du 23 octobre, au conseiller d'État, préfet de Police.

Après Pasquier, les conseillers d'État, Réal et Anglès, dirent leur avis, et enfin vint Savary qui résuma pour l'Empereur, l'opinion du Conseil de police, et présenta : *L'exposé général des faits et circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi la Conspiration qui a éclaté à Paris, le 23 octobre*. Il débute par un historique médiocre et peu documenté de la Conspiration de 1808, rejette sur Fouché et Dubois les indulgences dont la police a usé à l'égard de Malet, comme à l'égard de Lafon, qui a racolé pour Malet, Boutreux, Rateau et Caamano. Il raconte ensuite d'une façon exacte ce qui s'est passé, — sauf qu'il accorde une importance majeure à ce qui lui est personnel et que, sur divers points, ce récit immédiat diffère de celui qu'il a donné dans ses Mémoires. Il s'efforce comme les conseillers d'État, ses collaborateurs, de prouver que tous les torts incombent à la mauvaise organisation du militaire dans Paris, à la scission entre les deux polices, à l'inertie de la police militaire. — « L'adjudant-commandant Doucet prévenu de la débandade des troupes par la violence qu'on exerçait chez lui, resta tranquillement à son bureau toute la journée, sans monter à cheval, et envoya des ordres écrits à des troupes qui n'étaient plus dans leurs quartiers pour les recevoir, et qui sillonnaient Paris en tous sens pour se transporter dans les

différentes directions que Malet leur avait données. » Savary insiste sur les dangers que présenterait, pour un coup d'État, la réunion à Paris, sous « les ordres d'un officier général-commandant militaire, de quelques régiments qui auraient fait la guerre sous ses ordres et dont les officiers lui devraient leur avancement. » « A la vérité, on a la Garde Impériale ; ici, écrit Savary, se présentent d'autres réflexions que la prudence ne permet pas de confier au papier à cause des chances de communication. »

Mais il voudrait qu'aucun régiment de la garnison ne prît les armes pour un objet de service quelconque, sans que la police en fût informée, et sans que le général commandant la place, n'en ait fait part à celle-ci. Au lieu de cela, les casernes de Paris sont transformées en gîtes d'étapes, où l'on fait venir un régiment pour des souliers, un autre pour des culottes, un autre pour des habits. Puisque Paris se trouve ainsi place de guerre, pourquoi n'y a-t-il pas de rondes de nuit par des officiers supérieurs, comme il est d'usage dans les garnisons de la frontière? Il ajoute que l'état-major aurait dû être informé à trois heures et demie, heure où Malet arriva chez Soulier; à quatre heures et demie, où Malet a été dans les casernes; tandis que la police ne pouvait l'être qu'après cinq heures, « quand la prison de la Force a été violée. » Il proteste encore contre le transfert à la place Vendôme des bureaux de l'état-major qui étaient au quai Voltaire, à proximité du ministère de la Police, jusqu'au moment où Hulin, ayant acheté son hôtel, place Vendôme, trouva opportun d'en rapprocher l'état-major.

M. LE DUC DE FELTRE

Ainsi se manifeste la querelle entre la police civile et la police militaire et l'on ne peut se dissimuler que l'attaque dirigée par les conseillers d'État, paraisse justifiée. A la vérité, le coup de pistolet de Malet a mis Hulin hors du jeu, mais c'est au ministre de la Guerre qu'incombe la responsabilité. Grâce à la soif de Guidal et à son idée de conduire en personne Savary à la Grande Force, Clarke a échappé au sort qu'avaient subi Savary, Pasquier et Desmarets. Simple hasard dont il a tort de se vanter! La situation eût pu sembler compromise pour bien des raisons, et d'abord, si l'on avait voulu chercher, pour la protection qu'il avait de très longue date accordée à

« son cher Malet. » De plus, toutes les mesures ayant pour objet de rompre les liens entre la police civile et la militaire, avaient été prises par lui; seul il pouvait connaître l'imbécillité de Soulier, l'extrême médiocrité de son corps d'officiers, l'état d'insubordination de la Garde de Paris, où une délibération des sous-officiers avait bien plutôt décidé les mouvements de la troupe, qu'un ordre du colonel. Aussi chercha-t-il à faire oublier ces fautes de conduite, par des excès de zèle hors de la hiérarchie, comme de prendre l'initiative, sans l'avis de Cambacérès, d'expédier à l'Empereur, un de ses aides de camp, avec un récit qu'on pouvait bien dire arrangé de l'événement, et aussi par d'immédiates et d'extraordinaires sanctions de crimes qui n'étaient au plus que des fautes, — quand il y avait des fautes.

Non seulement il a fait arrêter le colonel Rabbe, de la Garde de Paris, « dont les réponses ne l'ont pas satisfait » et dont « la conduite lui a paru celle d'un homme qui s'est préparé pour tous les événements; » avec lui, le capitaine Borderieux, du même régiment, et l'adjudant-major, mais il a fait arrêter aussi le chef de bataillon Chery, commandant la 11e cohorte à la caserne de Babylone, qui n'a participé à rien et n'a rien su, et il a enlevé le commandement des dragons de la Garde de Paris, au colonel Goujet, contre lequel ne s'élève pas le moindre soupçon. Il entend arrêter tout le monde, et substituant son autorité à celle de Savary, il donne des ordres à tort et à travers. Quoiqu'il sache à merveille qu'il ne s'est rien passé à Saint-Cloud, quoique le maréchal des logis des dragons de Paris, envoyé par son aide de camp, ait rendu bon compte que tout dormait à son arrivée, il a fait monter à cheval toute la cavalerie de la Garde Impériale, et l'a fait se porter aux grandes allures sur le palais, pour la défense de la dynastie.

Malgré ce que Savary lui a dit, et lui a prouvé, il ne peut admettre que Malet ait joué, sous le nom de Lamotte, les premiers actes de son drame. Un malheureux général Lamotte a eu la fâcheuse idée de venir à Paris, et il est descendu rue de l'Université, dans l'hôtel où habite Mme Malet. C'est assez pour l'incriminer. Il a produit un alibi incontestable et que Savary a reconnu exact; mais, lui écrit Clarke, « je crois indispensable d'arrêter sur-le-champ M. le général Lamotte, et j'en vais donner l'ordre. J'ai vu sa lettre à Votre Excellence, mais ses assertions ne peuvent me déterminer à le croire innocent sur

sa parole, et il n'est peut-être si doux que parce qu'on ne le perd pas de vue un instant, de ma part, depuis trois jours. Une lettre de Malet au chef de bataillon Rousse, de la Garde de Paris, indique assez que M. de Lamotte devait être son second. Je vais l'envoyer à Montaigu et je ferai garder la prison par la Garde impériale (1). »

Et il ajoute : « Si M. Laborie (2) demeure dans la même maison que Mme Malet, je ne puis concevoir qu'il ne soit pas arrêté, sauf à examiner sa conduite, sauf à examiner s'il est coupable ou non. J'ai parlé dans ce sens à M. Pasquier. »

Il n'y en a que pour lui; son zèle pourvoit à tout : aussi bien « à faire retirer de chez les fripiers de Paris tous les habits d'officiers supérieurs qui peuvent s'y trouver, » et à adresser, par-dessus la tête du ministre de la Police, une réquisition sur ce sujet à M. Pasquier, qu'à donner des ordres au comte Dejean, président de la Commission militaire, qu'il fasse imprimer le jugement avec la plus grande célérité, pour qu'on puisse le faire afficher dans Paris avant son exécution. « Je prie donc Votre Excellence, écrit-il, de charger M. Boudin, greffier de la Commission, d'en adresser une copie à M. Marcel, directeur de l'Imprimerie impériale, à qui il conviendrait d'en faire passer à l'avance les diverses parties, au fur et à mesure qu'elles auront été rédigées. J'ai recommandé à M. Marcel d'apporter les plus grands soins et la plus grande promptitude dans l'impression des mille exemplaires de ce placard qu'il enverra à M. Boudin pour les faire afficher dans Paris. »

Comme dit Savary, « il fait le cheval de parade. » L'excès de son zèle l'entraîne à empiéter sur les attributions de tous ses collègues, mais il l'entraîne bien plus loin, à proposer, — car cette fois il n'ose les décider lui seul, — les mesures les plus impitoyables et les moins justifiées. Au Conseil des grands dignitaires et des ministres tenu le 27 octobre, il soumet un rapport qui montre assez quelle résistance l'Empereur devait opposer au fanatisme de courtisanerie de certains ministres (3).

« Les chefs et les principaux complices de la conspiration

(1) Voir la démonstration décisive dans les *Mémoires* du duc de Rovigo.

(2) Je pense qu'il s'agit du Laborie de Talleyrand, mais sans aucune certitude, car le nom de ce terrible homme n'apparaît nulle part ailleurs que dans cette lettre.

(3) Minute autographe de Clarke.

qui a éclaté le 23 octobre dernier, écrit Clarke, sont traduits en ce moment à une commission militaire. Tout se prépare pour le supplice qu'ils ont mérité; mais les circonstances commandent d'autres mesures. D'après la facilité avec laquelle deux des corps de la garnison de Paris se sont prêtés à l'exécution des ordres donnés par les factieux, il est nécessaire qu'un grand exemple de sévérité apprenne désormais aux militaires que l'obéissance prescrite par la discipline ne doit dans aucun cas les porter à des actes qui seraient en opposition avec la fidélité qu'ils ont jurée à leur souverain. »

Le 1er bataillon de la Garde de Paris et la 10e cohorte du premier ban, « s'étant mis en marche d'après les ordres de Malet, » devraient être traités comme rebelles et punis de la peine capitale. « On se contentera de livrer les officiers, tous les officiers, à une commission militaire. Les grenadiers de ce bataillon et tous les sous-officiers, ainsi que les quinze plus anciens soldats, seront dégradés en présence de la garnison de Paris, et relégués dans les dépôts de pionniers. De la 10e cohorte, stationnée à Versailles, les officiers seront mis en jugement; les sous-officiers et cinq hommes par compagnie seront envoyés aux pionniers.

Et M. le duc de Feltre insiste pour l'exécution immédiate. Il ajoute qu'il n'est pas à craindre, vu la fermeté des officiers qui les commandent à présent, que ces corps se livrent à aucun mouvement dangereux pour la tranquillité publique.

Toutefois, le Conseil des grands dignitaires ne jugea point à propos de donner cette satisfaction au ministre de la Guerre, et il attendit les ordres de l'Empereur.

OU ÉTAIT L'EMPEREUR?

Où était l'Empereur? Le 23 octobre, il a couché à Ponniskoë, sur la route de retour; il a constaté le 26 qu'il ne saurait forcer le passage à Malojaroslavetz, et il a dicté l'ordre de mouvement rétrograde qui reportera son armée, après dix jours de marche, à douze lieues de Moscou, et qui « lui fera reprendre une route tracée par l'incendie et jalonnée par la mort. » Où, et à quel moment a-t-il, sur cette route, reçu la nouvelle des événements de Paris (1)? Le 7 novembre, à Michalewska. Il

(1) J'ai essayé de répondre à cette question très controversée, dans le

répond, le 10, à une lettre de Clarke que celui-ci a sans doute fait porter par un officier de son État-major : « L'Empereur, dit Fain, a trouvé à Michalewska un officier du duc de Bellune et l'estafette de Paris. » Clarke s'est attribué le mérite de l'arrestation de Rabbe et de celle du général Lamotte, — celle-ci si justement disputée par Savary. Il a dénoncé Frochot avec haine : « Ce que vous me dites de la conduite du préfet de Paris m'étonne, » lui répond l'Empereur, et Savary marque aussi « cette opiniâtreté du duc de Feltre » contre le préfet. Quoi qu'il en soit, l'Empereur, dès le 7, répond au duc de Feltre : « Faites partir pour Mayence le 1er bataillon du régiment de la Garde de Paris, et la 10e cohorte pour Brème. » Cela est évidemment écrit en grande presse (1), mais suffit à prouver, — si même on ne trouve pas par la suite d'autre lettre de même date (2) adressée à Clarke, — que celui-ci a pris les devants, de façon à donner à l'Empereur des impressions que les dépêches de ses collègues et du prince archichancelier ne pussent atténuer, à s'attribuer un rôle qui n'est nullement conforme aux faits, et, pour cela, à grossir ceux-ci d'une façon mensongère.

Toutefois Napoléon n'y est pas pris complètement. Lorsqu'à Smolensk, le 11, il aura dépouillé le courrier qui arrive de Paris, le premier besoin qu'il éprouvera sera de connaître la vérité entière, les origines et le développement des trames de Malet depuis quatre ans.

Réal est chargé de former d'abord un précis « simple et sans phrases » de l'affaire de 1808, avec les rapports de Fouché et de Dubois, et les interrogatoires d'alors; puis on aura les rapports des divers conseillers d'État qui ont visité les prisons, et leur opinion sur Malet; ensuite, la décision qui envoie Malet

volume : *Pour l'Empereur, — Pages d'Histoire nationale*, 1re série, in-18, 1911.

(1) Chuquet. *Ordres et apostilles*, 2597.

(2) Pourtant il dut y avoir une autre lettre à Clarke. Car celui-ci écrit le 23 novembre à Hulin, à Deriot, peut-être à d'autres : « Général, il a été rendu compte à l'Empereur de la conduite que vous aviez tenue dans la journée du 23 octobre dernier.

« Sa Majesté a bien voulu me charger, par un ordre du 7 de ce mois, de vous exprimer la satisfaction qu'il a reçue dans cette circonstance de votre dévouement (et de celui de sa garde).

« Il m'est agréable, général, de vous transmettre ce témoignage, si honorable pour vous-même et pour les militaires auxquels il est adressé.

« Agréez, etc. »

dans une maison de santé ; enfin, tout ce qui est relatif à cette affaire-ci : d'abord le rapport du ministre de la Police, puis ceux de Hulin, de Pasquier, de Doucet, de Laborde, de Deriot, enfin les interrogatoires et les pièces du procès : « Cela est de la plus haute importance, dit l'Empereur. Cette affaire n'est rien, mais ce n'est qu'en imprimant tout, en ne déguisant aucune circonstance, que le public sera convaincu que ce n'est rien. On mettra ensuite une note de ce qui est relatif à Lahorie, à Lafon, à Alex. Noailles, et au complot de prêtraille qui eut lieu dans le temps et au général Desnoyers, qui fasse connaître ce qu'ils sont. On intitulera cet ouvrage : *Divers complots tramés par divers individus.* »

Peut-être Napoléon ne voit-il pas les proportions que prendra un tel ouvrage, si l'on recherche avec sincérité quels liens unissent depuis 1800, pour ne pas remonter plus haut, Puyvert, Willot et la conspiration du Sud-Ouest, à l'affaire de la Machine infernale, aux complots de l'Ouest, à Georges et aux Polignac, ceux-ci à Alexis de Noailles et à Lafon, Lafon à Malet et à l'affaire de 1812. Fouché lui eût dit que c'était bien moins à gauche qu'à droite qu'il fallait chercher les conspirateurs. Mais Fouché est en disgrâce, et il ne peut plus, comme lors de la Machine infernale, arriver avec les preuves décisives. L'Empereur écrit bien à l'archi-chancelier : « Je ne prends aucun décret, j'attends les pièces de la procédure ; je ne prononcerai que quand je connaîtrai l'affaire à fond. » Mais il dit aussi : « J'ai écrit au ministre de la Police d'arrêter tous les brigands subalternes civils qui ont déjà été compromis dans ce complot il y a quatre ans, et je crois les avoir relâchés depuis par une indulgence mal entendue. Vous ne devez pas manquer de faire connaître aux comtes Tracy et Garat que leur nomination à ce gouvernement provisoire ne dit certainement rien contre eux, mais que ce n'est pas un titre d'honneur, qu'il faut qu'ils aient paru indisposés contre le gouvernement, et qu'ils se soient permis des propos équivoques pour que ces misérables aient cru pouvoir compter sur eux. » Il revient encore là, sur la nécessité que toutes les pièces soient imprimées et publiées. A l'égard de Savary qui a plaidé pour Lamotte et pour Rabbe, et qui, sans doute, a plutôt cherché à atténuer qu'à grossir les torts d'un vieil officier plein de dévouement, sinon d'intelligence, il a des paroles assez dures :

« Ce serait, dit-il, se faire d'étranges idées des devoirs de citoyen d'un colonel, non seulement lorsqu'il ne s'est pas opposé, mais même lorsqu'il n'a pas versé son sang pour s'opposer à la rébellion de son corps. » Il n'admet point les excuses que Savary a justement trouvées à la police civile à raison des défectuosités de la police militaire : « C'est mal connaître vos attributions, lui dit-il : tout ce qui est relatif à la tranquillité de l'État et à sa sûreté, est du ressort de la police. La police militaire aurait dû être instruite sans doute, du mouvement qui s'opérait dans les casernes depuis cinq heures du matin, mais le ministre de la Police aurait dû le savoir encore mieux, avoir les yeux sur Malet et ne pas le laisser à Paris. La police devait connaître l'esprit des troupes, et surtout l'esprit d'un régiment comme celui de Paris. »

De même qu'à l'époque de la Machine infernale, il donne en plein sur la fausse piste des Jacobins : ce sont Jacquemont, « une trentaine d'individus *civils* qui, tous, figuraient dans la première affaire. » Il ne voit pas, ne voulait pas voir que si Malet a des complices, c'est du côté où il semble interdit de chercher.

S'il a eu le 7 novembre la première nouvelle de l'attentat, s'il a reçu le 11 de plus amples détails, l'Empereur ne savait rien encore du procès; il n'avait alors que des dépêches de Savary du 27 octobre, et le procès commença le 27. Toutes les exclamations qu'on lui a prêtées au sujet de l'exécution des condamnés, ont donc été imaginées par des annalistes dont la véridicité est au moins douteuse. A coup sûr, l'idée qui se présenta la première à son esprit fut de regagner la France au plus tôt, mais les routes étaient fermées, — les estafettes ne passaient point, elles attendaient une éclaircie pour se risquer. Ainsi à Smolensk, le 11, quatre estafettes arrivent à la fois de France ou de Pologne, et c'est ainsi que l'Empereur est renseigné. Mais, au départ de Smolensk vers la France, toutes les estafettes de retour sont enlevées, et, de cette date au 4 décembre, on ne trouve pas qu'une dépêche ait pu arriver ou partir. Il y a l'immense effort pour sauver ce qui reste de l'armée, la série des batailles de la Bérésina. Après des angoisses et des massacres, où l'armée a failli périr, on arrive à la fin à Smorgoni : la situation paraît un peu détendue : elle le serait, si, au lieu de confier l'armée au roi de Naples, l'Empereur choisissait Eugène, mais celui-ci n'est pas roi.

L'EMPEREUR A PARIS

Il part donc au plus pressé, et la traversée de l'Europe entière ne lui prend que quatorze jours. Le 19 décembre, au soir, il est aux Tuileries. Le 20, il reçoit les ministres, les grands corps de l'État, Sénat, Conseil d'État, cour impériale, Cour des Comptes, Université. De chacun, il reçoit l'effusion embarrassée de vœux qui, étant donnée la publication du vingt-neuvième bulletin, — celui annonçant le désastre, — exigeraient un autre élan, d'autres accents, et qui demeurent mous, sans vigueur, sans patriotisme, uniquement, semble-t-il, dictés par un faux esprit dynastique.

Deux de ses réponses aux grands corps de l'État méritent d'être retenues, les autres n'étant que banalités. Mais, au Sénat et au Conseil d'État, il adresse des paroles qui portent. Au Sénat, il annonce des projets auxquels il a réfléchi, qui tous concourraient à consolider le régime, à pourvoir aux défauts que Pasquier, Réal, Anglès et Savary ont été unanimes à signaler : « J'ai à cœur, dit-il, la gloire et la puissance de la France, mais mes premières pensées sont pour tout ce qui peut perpétuer la tranquillité intérieure, et mettre à jamais mes peuples à l'abri des déchirements des factions et des horreurs de l'anarchie. C'est sur ces ennemis du bonheur des peuples que j'ai fondé avec la volonté et l'amour des Français le trône auquel sont attachées désormais les destinées de la patrie.

« Des soldats timides et lâches perdent l'indépendance des nations, mais des magistrats pusillanimes détruisent l'empire des lois, les droits du trône et l'ordre social lui-même.

« La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois, n'était plus glorieuse encore.

« Lorsque j'ai entrepris la régénération de la France, j'ai demandé à la Providence un nombre d'années déterminé. On détruit dans un moment, mais on ne peut guère réédifier sans le secours du temps. Le plus grand besoin de l'État est celui de magistrats courageux.

« Nos pères avaient pour cri de ralliement : « Le Roi est mort! Vive le Roi! » Ce peu de mots contient les principaux avantages de la monarchie. Je crois avoir bien étudié l'esprit

que mes peuples ont montré dans les différents siècles. J'ai réfléchi à ce qui a été fait aux différentes époques de notre histoire. J'y penserai encore. »

La leçon porte droit sur le préfet de Paris, le comte Frochot; mais l'Empereur, par la seconde partie de son discours, annonce de grandes mesures qu'il compte prendre pour affermir la dynastie.

A la vérité, à entendre ce qu'il dit au Conseil d'État, la dynastie n'a guère besoin d'être affermie : « Si le peuple, dit-il, montre tant d'amour pour mon fils, c'est qu'il est convaincu par sentiment des bienfaits de la monarchie. » Et tout de suite il ajoute, sans qu'on voie le rapport immédiat avec la question dynastique ni avec l'attentat de Malet : « C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique, qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ses bases fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain, et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle France. Ces erreurs devaient, et ont effectivement amené le régime des hommes de sang. En effet, qui a proclamé le principe d'insurrection comme un devoir? qui a adulé le peuple en le proclamant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer? Qui a détruit la sainteté et le respect des lois en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, de la nature des choses et de la justice civile, mais seulement de la volonté d'une assemblée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, criminelles, administratives, politiques et militaires? Lorsqu'on est appelé à régénérer un État, ce sont des principes constamment opposés qu'il faut suivre. L'histoire peint le cœur humain. C'est dans l'histoire qu'il faut chercher les avantages et les inconvénients des différentes législations. Voilà les principes que le Conseil d'État d'un grand Empire ne doit jamais perdre de vue. Il doit y joindre un courage à toute épreuve, et, à l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le Souverain, le Trône et les Lois. » Ce dernier paragraphe est pour Frochot, mais pour qui, le corps du discours et la charge contre les idéologues? N'est-on pas en droit de penser que l'Empereur persiste à suivre la fausse piste sur laquelle il est parti? N'avait-il pas, à la première nouvelle de l'attentat, pensé à faire

arrêter Jacquemont et les comparses de la conspiration de 1808? L'idéologie, c'est Garat, c'est Destutt de Tracy, c'est Jacquemont, ce sont les convives des dîners du Tridi, et peut-être aussi Frochot quelque peu suspect. Il faudra du temps, il faudra surtout la contradiction des faits, pour qu'il arrive à la vérité.

Le jour où il a reçu les grands corps de l'État, l'Empereur ordonne pour le lendemain la tenue d'un Conseil privé où devra être examiné tout ce qui est relatif aux individus compris dans l'affaire du 23 octobre, au complot de 1808, à la conspiration de Lafon, tous les rapports et les documents au complet. « L'Empereur ayant demandé les pièces de son Quartier Général de Russie, pense qu'elles doivent être prêtes. » Sans doute a-t-il demandé qu'on les lui tînt prêtes, mais le courrier a été enlevé. L'Empereur demande encore au ministre de la Police un rapport sur la conduite du comte Frochot auquel sera jointe la lettre justificative de ce magistrat. Il n'a pourtant aucunement l'idée de prendre une décision *ab irato* dans le Conseil du 21. On y lut seulement deux lettres de M. Frochot, une du sieur [Renoult] inspecteur général des prisons, différents interrogatoires subis par le condamné Soulier, une lettre de Malet à Soulier.

« Sa Majesté a ordonné que toutes ces pièces seraient imprimées et distribuées aux présidents des sections du Conseil d'État, afin que chaque section pût, dans la journée du 22, donner son avis sur la conduite de M. le comte Frochot. » (1) Ainsi Frochot sera-t-il jugé par ses pairs, sur pièces authentiques et, loin que l'Empereur prenne la décision de son chef, comme l'ont dit certains publicistes, ce ne sera qu'après les plus mûres délibérations de tous les membres du Conseil d'État.

(1) Le recueil des *Pièces et déclarations relatives à l'affaire de M. le comte Frochot, préfet de la Seine, dans la conspiration de Malet*, comprend :

I. — Déclation de Frochot du 23 octobre.

II. — Interrogatoire de Soulier du 23 octobre, des 25 et 26 octobre.

III. — Note sur la journée du 23 octobre, en ce qui concerne M. Saulnier, secrétaire général du ministère de la Police générale, et M. Cluis, secrétaire particulier de M. le duc de Rovigo.

IV. — Copie du rapport de l'inspecteur-médecin des prisons de Paris.

V. — Déclaration de M. Bouhin, chef de division à la préfecture de la Seine.

VI. — Copie de la lettre de Malet au commandant Soulier.

VII. — Copie de la lettre du préfet de la Seine au ministre de la Police générale en date du 30 octobre.

VIII, IX, X, XI, XII. — Délibérations des sections de Législation, de l'Intérieur, des Requêtes, de la Marine et de la Guerre.

Les quarante-sept conseillers d'État et maîtres des requêtes, sont unanimes à déclarer que « l'intérêt public exige que le comte Frochot ne conserve pas la place de préfet de la Seine. » On peut même dire que c'est là une mesure de clémence, car le colonel de la Garde de Paris n'avait rien fait de plus que le préfet de la Seine : il avait cru à ce que Malet lui avait fait dire, de même que Frochot a cru à ce que Soulier lui a dit, et les préparatifs qu'il a ordonnés à l'Hôtel de Ville, montrent assez quelle confiance il a prise aux assertions de Soulier.

Reste à statuer sur les deux condamnés à mort de la Garde de Paris, auxquels le prince archi-chancelier et le Conseil des ministres ont accordé un sursis. Rabbe a une mentalité de tambour-major, et une intelligence assez bornée pour que, malgré ses longs services, ses campagnes, son dévouement, sa participation au procès du duc d'Enghien, il n'ait pu décrocher les étoiles de général. Sa culpabilité est des plus limitées et s'il n'a point empêché les délibérations des sous-officiers qui prouvent le mauvais esprit de la Garde, il n'a paru nulle part, n'a donné aucun ordre. On peut croire que, sans l'acharnement de Clarke, il eût été acquitté, ou n'eût point même été mis en jugement. Sa peine fut commuée en prison perpétuelle : dès le 11 mai 1814, il reçut de Louis XVIII des lettres de grâce, et il fut rétabli sur les contrôles ; le 18 octobre 1815 il fut mis à la retraite (1).

Restait Rateau. Le 28 octobre, lors de son interrogatoire devant la Commission militaire, Rateau s'était défendu d'avoir rien su des projets de Malet, et lorsque le Président lui dit : « Vous avez dû cependant être prévenu que vous deviez, soit la veille, soit le jour, être affublé d'un habit d'aide de camp, » il répondit avec une certaine naïveté qui impressionna favorablement : « Je demande pardon, ce n'est que dans le moment que le général me dit, après que j'eus dîné assez bien : Vous allez endosser un habit d'aide de camp, vous serez mon aide, vous serez à mes ordres et vous m'obéirez. » Lors de sa défense, il provoque quelque hilarité lorsqu'il termine son apologie par cette phrase : « J'appartiens à la famille Rateau. » Malet s'est chargé d'appuyer ses déclarations ; il a déclaré que Rateau était avide d'avancement : qu'il lui avait dit lui-même « que c'était l'envie

(1) Il mourut à Paris, le 10 octobre 1832.

de tous les militaires et qu'il ne servait que pour cela. » Il a donc accueilli avec enthousiasme l'idée de revêtir un uniforme d'aide de camp. Mais comme il disait : « Vous pouvez croire que dans toute cette affaire-là je n'ai été pour rien absolument, » sa demande de sursis a été accueillie.

Le 29 octobre, le comte Anglès, maître des requêtes, chargé du 3e arrondissement de la police générale, dans un rapport à Son Excellence le ministre de la Police générale, a mis Rateau à part des autres prévenus. « Rateau, a-t-il dit, compatriote de Lafon, caporal dans la Garde de Paris, et se disant neveu du procureur général près la Cour impériale de Bordeaux, n'a pas tardé à tomber dans les mains de la police après l'arrestation de Malet. Dès le premier instant, il ne s'est pas fait illusion sur le sort qui l'attendait. Il l'a envisagé d'un œil calme, et en ma présence, *il a manifesté l'intention de déclarer avec franchise toutes les circonstances de l'événement :* ses réponses présentent le caractère de la vérité. » Dans son rapport à l'Empereur en date du 1er novembre, Savary dit : « Rateau paraît jusqu'ici n'avoir bien su la chose que le jour de l'exécution. » Par la suite, Rateau a raconté ce qu'il savait, et peut-être un peu plus. Ainsi déclara-t-il le 1er novembre que le 22, Malet avait voulu lui donner la décoration de la Légion d'honneur, et qu'il l'avait refusée, etc. Au retour de l'Empereur, dans le Conseil privé du 21 décembre, sa peine fut commuée en prison perpétuelle avec apposition au fer rouge, sur son épaule, des trois lettres T.S.P. *Traître à sa patrie !* A la Restauration, il fut mis en liberté et entra, pour y travailler de son état de distillateur, chez un confiseur rue Saint-Denis, où, aux Cent Jours, on l'alla chercher pour perquisitionner dans ses papiers. Une note de Réal porte : « Rateau n'est pas un homme fort important si l'on considère ses moyens personnels, mais il a dû fixer des regards des ministres de Louis XVIII. On peut le mander et savoir ce qu'on a fait, ou voulu faire de lui sous le dernier régime. Ses papiers pourraient être visités. » Mais sans doute à présent bornait-il ses ambitions à la distillation.

Restait à régler le sort des militaires. Le général Lamotte fut mis en liberté et renvoyé de Paris; le général Desnoyers continua d'être détenu. Seul, Provost, officier de la 10e Cohorte, fut mis en liberté : les autres furent destitués, détenus comme prisonniers d'État jusqu'à nouvel ordre. Certains, deux capi-

taines, un lieutenant, un sous-lieutenant de la Garde de Paris, détenus à Montaigu par ordre de Clarke depuis le 24 octobre, attendirent jusqu'au 16 juillet que le ministre de la Guerre soumît leur cas à l'Empereur qui prononça leur mise en liberté.

Clarke n'avait point trouvé que les mesures prises à l'égard des militaires fussent suffisantes. Ajournées le 21 décembre, les sanctions qu'il proposait à l'Empereur et au Conseil privé contre le 1er bataillon du Régiment de Paris, et de la 10e Cohorte, furent présentées de nouveau le 26 décembre et furent examinées dans le Conseil du 28. Clarke estimait que le Conseil des ministres avait eu tort d'ajourner jusqu'au retour de l'Empereur, la proposition qu'il avait faite le 28 octobre, de « dégrader en présence de la Garde Impériale et de la garnison de Paris, les officiers et sous-officiers qui avaient obéi aux ordres des conspirateurs, de les faire conduire par la gendarmerie à des bataillons coloniaux, ou de pionniers, et de prononcer le licenciement du 1er bataillon de la Garde de Paris. » « Je vis dès lors avec regret, dit-il, que ce délai retardât un coup d'autorité qui eût trouvé alors les esprits tout préparés à l'impression qu'il devait produire. » Il prétendait justifier les mesures impitoyables qu'il avait préconisées, par une théorie dont on n'eût point eu de peine à montrer les périls. « L'obéissance passive prescrite par la discipline ne doit jamais, disait-il, servir aux militaires de prétexte ni d'excuse à l'infraction de leurs serments. Ils sont individuellement responsables à l'État de l'emploi de la force qu'il leur confie, et à cet égard, existe, devant les lois, entre les officiers et les soldats, une solidarité pénale dans laquelle le gouvernement et la nation trouvent leur commune sécurité. » Le duc de Feltre eût été fort embarrassé de montrer quand la force armée « essentiellement obéissante » doit commencer à raisonner et à désobéir, mais pour le moment il se plaisait d'autant plus dans ce paradoxe, qu'il avait acquis la certitude que, en soumettant ces mesures au Conseil, « il n'avait fait que prévenir les intentions de Sa Majesté. » A présent, les circonstances se sont modifiées, et avec elles, les mesures qu'il propose : le 1er bataillon de la Garde de Paris est parti pour Mayence, où il est arrivé le 15 décembre; la 10e Cohorte est en route pour Brême où elle arrivera le 7 janvier. Il ne reste à Paris que le 2e bataillon dont les compagnies ont marché sur des ordres régulières

ment transmis par le chef de bataillon, sans connaître l'objet des mouvements qui leur étaient ordonnés et sans manifester des mouvements contraires à leur devoir. L'aigle (du régiment) dont la place est marquée au 1er bataillon est restée à Paris, aux mains du major Quérelles, commandant provisoire, au départ du 1er bataillon pour Mayence. Il a refusé de confier ce dépôt à des soldats qui n'étaient plus dignes de le garder. L'affront d'un pareil refus est déjà un châtiment... On pourrait penser à confier l'aigle ou au 2e bataillon, ou mieux au cadre du 3e qui arrivera à Paris le 17 janvier, qui s'est couvert de gloire en Espagne, à la défense du fort de Burgos, et à celle d'Aguilar del Campo et qui pourrait devenir le noyau d'un nouveau 1er bataillon. Les sous-officiers et les grenadiers de l'ancien premier bataillon seraient dégradés et conduits à des bataillons de pionniers ou à des bataillons coloniaux. Les soldats seraient incorporés dans d'autres régiments; les sous-officiers de la 10e cohorte subiraient le même sort que ceux de la Garde de Paris, mais la cohorte ne serait pas licenciée, et les soldats n'en seraient pas dispersés dans d'autres corps. Cette cohorte est composée tout entière des contingents fournis par le département de l'Oise, et la dispersion de ces soldats porterait le trouble dans la plupart des familles du département. » Un arrêt conforme était joint à ce rapport. Le Conseil privé fut d'un avis contraire, et l'Empereur se résolut à ne point suivre les dispositions présentées par le duc de Feltre.

Par décret du 30 décembre 1812, le régiment de la Garde municipale de Paris fut dissous; par un nouveau décret du 6 janvier 1813, les hommes qui l'avaient composé passèrent dans l'infanterie de ligne et formèrent le 134e régiment d'infanterie. L'escadron de cavalerie qui était hors du débat, fut versé au 2e chevau-légers lanciers de la Garde. Par décret du 10 avril 1813, un régiment de « gendarmerie impériale de Paris, » composé de 840 hommes, fut créé, conformément au vœu formulé par les trois conseillers d'État, pour être administré par le préfet de Police faisant fonction de commandant, dépendre de ses ordres, et être soldé par la Ville de Paris. Le colonel était colonel d'armes de la ville de Paris; les quatre capitaines commandaient des compagnies mixtes d'hommes à pied et à cheval; un auditeur au Conseil d'État détaché à la

préfecture de Police faisait fonctions de trésorier, le drapeau de la Garde était déposé à la préfecture de Police.

Boutreux, Caamano et le général Desnoyers, arrêtés comme prévenus d'avoir favorisé le complot du 23 octobre, n'avaient pu être mis en jugement avec les autres accusés : Desnoyers et Caamano, parce que, lorsque les pièces les concernant avaient été déposées au greffe de la commission militaire, le rapporteur avait terminé l'examen de la procédure, que la Commission était convoquée et qu'on voulait aller vite; Boutreux, parce qu'il n'était arrivé à Paris que le jour même où la Commission s'était assemblée.

L'Empereur avait prononcé le 21 décembre en Conseil privé sur le sort du général Desnoyers, mais restait à statuer sur le cas de Boutreux et de Caamano. L'instruction avait été suivie à leur égard avec bien plus de soin et de détail qu'à l'égard des autres accusés. Boutreux avait subi le 31 octobre un interrogatoire à la suite duquel il avait été confronté au docteur Dubuisson, à la domestique de la maison de santé, à la femme Henry, « faisant l'ordinaire du Sr Caamano. » Le 6 novembre, sur sa demande, il avait été interrogé de nouveau; le 14, il avait été confronté à Caamano; il avait avoué avoir fait des copies des pièces qui avaient servi de base à l'attentat. Son affaire était donc en état. « Les aveux de Boutreux et les pièces recueillies, dit Clarke dans un rapport en date du 28 décembre, établissent qu'il a été un des principaux agents du complot, et qu'il a copié une partie des pièces. »

Quant à Caamano qui multipliait, depuis son arrestation, ses instances près des prêtres qu'il connaissait plus ou moins, comme l'abbé de Mondot, aumônier de l'impératrice Joséphine et vicaire général de l'archevêque de Tours, il avait été interrogé à diverses reprises, et il avait reconnu le matériel des faits qui s'étaient produits dans les chambres qu'il occupait au cul-de-sac Saint-Pierre. Seulement il n'avait appris « ce que méditaient les conspirateurs que dans la nuit du 22 au 23 octobre. Quoique Caamano, disait Clarke, n'ait pas pris une part aussi active que Boutreux, il en a eu connaissance; c'est chez lui que se sont réunis les conspirateurs, ils y ont préparé en sa présence leurs moyens d'exécution, » et le duc de Feltre insistait pour que « des actes aussi coupables ne restassent pas impunis. »

Sur ce rapport remis au Conseil privé le 28 décembre, l'Empereur prononça le 9 janvier 1813, le renvoi de Boutreux et de Caamano devant la Commission militaire formée par arrêté du 23 octobre. Les interrogatoires subis les 19, 20, 23 janvier par Boutreux et Caamano, ne laissèrent aucun doute sur l'ineptie de celui-ci et la complicité de celui-là. Aussi, le 29 janvier, la commission militaire, à l'unanimité, acquitta et déchargea Joseph Marie-Fernandez de Caamano de l'accusation portée contre lui, et condamna à l'unanimité le nommé Alexandre-André Boutreux à la peine de mort et à la confiscation de ses biens, en réparation du crime de complicité avec l'ex-général Malet. Le 30 janvier, à deux heures du matin, Boutreux, extrait de la maison militaire de l'Abbaye, fut conduit sous escorte suffisante au lieu dit la plaine de Grenelle, commune de Vaugirard. Arrivé sur le terrain, il a entendu lecture du jugement en présence des troupes de la garnison de Paris et de M. Dunepart, maire de la commune de Vaugirard, et il a été mis à mort à deux heures quarante-cinq minutes de relevée par un piquet du corps des Vétérans, commandés à cet effet. Le cadavre a été enlevé par les soins du maire et transporté au cimetière de Vaugirard. Caamano, quoique acquitté, fut gardé comme prisonnier d'État; mis en liberté par la Restauration, il reprit la suite de ses messes à Saint-Gervais, et les disait encore vingt ans après.

Mise en liberté en octobre 1813, Mme Malet avait gardé des relations avec les anciens commensaux de son mari, MM. de Polignac. Lorsque, devant l'invasion étrangère, l'ordre fut donné de transférer dans l'Ouest et dans le Midi, les prisonniers d'État, M. de Polignac prétendit se soustraire à cette mesure et rejoindre le comte d'Artois qui avait passé la frontière de France à la suite de l'ennemi. Ce fut Mme Malet « qui s'offrit pour faciliter son évasion, ce fut elle qui lui fit tenir prête une voiture de poste et qui assura sa fuite en Angleterre (1). » A la Restauration, elle adressa à Louis XVIII une pétition rédigée par Rousselin et ainsi conçue : « Sire, la veuve du général Malet, mort pour l'humanité et la liberté, sollicite de Votre Majesté la pension qu'elle accorde aux veuves

(1) Observateur des Tribunaux, loc. cit., p. 187.

des généraux morts au champ d'honneur. » Présentée par M. de Polignac, cette pétition valut à la veuve de Malet une pension de 3000 francs sur l'État (1), une indemnité de pareille somme, une pension de 1 200 francs sur la liste civile; un capital de 10 000 francs (en une inscription de rente) pour l'arriéré depuis 1807 (2). Elle eût voulu 6000 francs de pension comme les femmes des généraux de division; elle eût voulu la continuation de cette pension viagère pour la veuve et pour le fils; elle eût voulu pour son fils « la croix du grade de la Légion d'honneur qu'avait son père au moment où il a succombé pour la cause de l'humanité. » Aristide Malet ne fut pas à la vérité commandant de la Légion d'honneur : mais il fut chevau-léger de la Garde du Roi (2e lieutenant), et par suite en 1815, lors de la dissolution de la maison rouge, lieutenant. — Il avait alors dix-sept ans, étant né le 1er janvier 1798. Devenu le 25 avril 1840, chef d'escadrons au 9e chasseurs, il fut retraité dans ce grade en 1852.

Le docteur Guillié fut nommé par la Restauration médecin des sourds-muets pour « les services qu'il avait rendus à la cause du roi » et son ami l'abbé Lafon qui avait été décoré des premiers, de la Légion d'honneur, publia, d'accord avec Mme Malet, cette *Histoire de la conspiration du général Malet* dans laquelle se trouve affirmé le royalisme du général, et qui par là a fort géné ses apologistes républicains.

A l'exemple de Mme Malet, les veuves des autres condamnés, — même divorcées depuis huit ans, comme Mme Guidal, — obtinrent à la Restauration des pensions réglées d'après le tarif appliqué aux veuves d'officiers tués à l'ennemi. Des faveurs spéciales furent accordées aux orphelins. Ce qui est remarquable, c'est que, lorsque le 26 mars 1815, on présenta à l'Empereur le tableau des pensions accordées à ces veuves de l'affaire Malet, il annota : « J'approuve toutes ces pensions, il n'y faut rien changer. »

(1) La pension de 3000 francs fut octroyée à Mme Debalans, veuve Malet (Denise), née le 28 décembre 1768 à Nancé (Jura), comme veuve d'un maréchal de camp. Le fils, Aristide, hérita de la pension de 1200 francs sur la liste civile. « Fils du général de division. »

(2) Elle obtint un ordre au Ministre de la Police « à l'effet de lui remettre toutes les pièces saisies dans son domicile et sur la personne de son mari, ainsi que les procédures qui avaient été faites en 1808, à l'occasion de la conjuration sénatoriale, et en 1812, lorsqu'éclata la deuxième conspiration.

Si l'on recherche ce que sont devenus les anciens complices de Malet, l'on trouve que Lemare après avoir subi, sous un faux nom, quelque examen comme médecin, fut soldé à 400 francs par mois, comme médecin-major. En 1815, on le trouve avec l'abbé Lafon un des commissaires du Roi dans les départements de l'Est. Il fait imprimer des proclamations *Aux citoyens des départements de l'Est et aux anciens républicains du Jura*, qu'il date du 10 avril et du 25 juin 1815. Il y invoque le souvenir de Malet et les emplit de cris de « Vive le Roi. » Le Sieur Gindre, médecin du Jura, est noté le 30 mai 1814 par le commissaire du roi dans la 6e division militaire, marquis Xavier de Champagne, comme affectant des opinions extrêmement royalistes. Le général Guillaume, qui a été exilé dans le pays de sa femme, aux Eaux-Vives, près Genève, avec ses six enfants, se charge en 1814, de porter au maréchal Augereau, duc de Castiglione, les offres du comte d'Artois. Sans doute est-il difficile de tirer de là des conclusions. Mais peut-être est-il permis de dire que Malet, comme ses complices, se proposait d'abord le renversement d'un gouvernement qui ne les employait point.

LE ROI DE ROME

A partir du moment où l'Empereur avait compris que l'affaire n'allait pas plus loin, qu'elle n'avait aucune racine profonde, qu'elle ne se liait ni à droite, ni à gauche, à l'effort d'un parti ou d'une faction, il n'y avait plus porté le moindre intérêt. — Il fallait donc en finir au plus vite, balayer les épluchures, et liquider les broutilles. Peut-être avait-on adopté avec quelque légèreté une telle opinion. Solide en l'espèce, pour ce qui regardait les apparences, elle n'était point démontrée quant au fond et les facilités de tous genres que Lafon avait rencontrées, eussent attesté à des esprits moins prévenus, un système de complicités qui n'était pas sans périls, même pour la défense nationale. On devait bien le voir dans certaines villes de l'Est et du Sud-Ouest avant dix-huit mois. Mais nul ne semble y avoir prêté la moindre attention, et des trois conseillers d'État chargés de la Police, aucun n'y a fait la plus légère allusion. En revanche, tous trois ont insisté sur le manque de solidité du Régime, et sur la nécessité d'en affermir les bases. Ils ont osé

dire que personne, ni à la 10e Cohorte, ni à la Garde de Paris, ni à la préfecture de la Seine, n'a pensé à répondre à la nouvelle de la mort de l'Empereur par le cri dynastique de : Vive l'Empereur! Nul n'a songé qu'à trois lieues de Paris se trouvait, pour ce trône si vite déclaré vacant, un héritier désigné, dont les titres avaient été solennellement proclamés à sa naissance par tous les grands corps de l'État. C'était à la stabilisation du régime que Napoléon travaillait depuis douze ans, l'amenant peu à peu et par degrés, de la forme républicaine à magistrature temporaire, à une forme quasi monarchique, par le Consulat à vie; à une forme héréditaire par les constitutions de l'Empire. Il avait cru résoudre le problème successoral qui pouvait troubler la nation par le divorce, qui n'avait point été sans coûter à son cœur, par le mariage autrichien, par la naissance de son fils, et tout cela ne servait de rien. Au premier péril que courait sa vie, on se croyait revenu à la veille de Marengo, et si les sénateurs n'osaient plus conspirer pour le remplacer; si Servan ne s'exerçait plus comme en 1807 à prendre sa mort possible pour thème de la révolution; si Fouché — et d'autres peut-être, — n'escomptaient plus sa mort réelle comme en 1808; si Malet prisonnier échouait, en 1809, à la proclamer, voilà qu'à présent, sur le simple bruit de cette mort, tout croulait, que deux régiments se rendaient complices, étant dupes, et qu'un des grands fonctionnaires de l'Empire se faisait, à l'Hôtel de Ville de Paris, le maréchal des logis d'un prétendu gouvernement provisoire. Nul avertissement comparable à cette débandade où certains des meilleurs serviteurs du régime n'avaient trouvé à opposer que des larmes à la nouvelle de la mort de leur général. Que fallait-il donc pour conforter ces fondements qui pourtant, par un vœu, trois fois prononcé, du peuple entier, plongeaient au plus intime, et au plus secret, en même temps qu'au plus généreux et au plus noble des sentiments de la Nation, résultait de ses intérêts et de ses besoins, comme de ses passions, et correspondait à ses vœux comme à ses aspirations? Quoi? La certitude que l'héritier du trône, égal à son père et inséparable de lui, tiendrait de lui son génie et son bonheur, et qu'il serait constamment favorisé par la fortune. Et encore, qui peut être certain que le peuple, quelque jour, ne se lassera pas d'entendre appeler le juste un citoyen comme Aristide?

Assurément, après l'échec du conspirateur et son arrestation, quelques-uns des serviteurs du régime s'étaient souvenus qu'il était héréditaire, — mais sur le moment on peut bien dire qu'aucun n'y avait songé. N'y avait-il pas lieu de faire entrer cette idée dans les esprits, de la fixer dans les mémoires, par des pompes extraordinaires, des cérémonies solennelles, un appareil religieux, politique et militaire tel, qu'il ne pût être oublié? N'y avait-il pas lieu de consacrer la succession dynastique à la fois par un mouvement d'opinion et par une intervention pontificale? A coup sûr, il est mal placé pour provoquer l'une et l'autre, mais l'étrange prestige qu'a pris à ses yeux l'impératrice autrichienne et qu'il ne doute pas qu'elle n'exerce sur la nation, doit apporter à cette entreprise un appui merveilleux. Aussi, dès le 22 décembre, il ordonne à Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, de faire « rechercher tous les ouvrages, édits, imprimés, manuscrits ou chroniques, traitant des formes suivies depuis Charlemagne, lorsqu'il a été question du couronnement de l'héritier présomptif; » pareilles recherches sur la régence des reines, et la façon dont elle a été exercée. » On assemble ces recherches en deux brochures qui sont d'abord imprimées à quelques exemplaires, à l'Imprimerie impériale, ensuite découpées en tranches, et publiées simultanément, dès le début de janvier, dans *le Moniteur* et dans le *Journal de l'Empire*. Le 19 janvier, un mois, jour pour jour, après son retour, sous prétexte de chasse à Grosbois, il pointe sur Fontainebleau où le Pape a été amené de Savone le 20 juin 1812. Dès le 29 décembre, il lui a écrit pour entrer en matière. Depuis lors, une sorte de négociation a été engagée, où pas plus par Mme de Brignole, que par les évêques Duvoisin, Barral, Bourlier et Primat, il n'a été un instant question de l'objet qui, pour l'Empereur, est le principal et, dirait-on, l'unique. Le Pape résiste, il ne veut rien décider sans son conseil; Napoléon croit que, en donnant lui-même, il emportera la position et, une fois les affaires de l'Église décidées, même avec de larges concessions, l'essentiel suivra. Sans doute n'a-t-il pas dû manquer d'être frappé de l'importance donnée par Malet, dans son Sénatus-consulte, à la question du Pape, et a-t-il dû y voir un symptôme. Sans doute a-t-il dû penser, en un temps où il va demander à la Nation de considérables sacrifices, que le clergé, presque universellement adverse aujourd'hui, reviendra à des

sentiments meilleurs et apportera, sous les auspices du pape réconcilié, un concours d'influences utiles, mais le but essentiel du voyage, c'est d'amener le pape à Paris, pour y couronner l'Impératrice et le roi de Rome. Et c'est pour cela qu'il mène avec lui Marie-Louise dans la glaciale « Maison des Siècles; » c'est pour cela que, jusqu'à ce qu'il ait atteint le but, il ajoute concession à concession (1) jusqu'à démentir tout ce qu'il a pensé depuis sa jeunesse, et tout ce qu'il a ordonné depuis sept ans; et c'est pour cela que, le 27 janvier, quand après une dernière visite au Pape, il monte en voiture pour venir dîner à Paris, il estime qu'il a vraiment remporté une grande victoire.

Le 1er février, il tient un Conseil privé auquel il communique le Sénatus-consulte organique sur la Régence où se trouvent compris les articles relatifs au couronnement de l'Impératrice et du Prince Impérial, roi de Rome. Le 2, le Sénatus-consulte est transmis au Sénat; Regnaud tente d'y justifier des dispositions qui abolissent, en ce qui touche la Régence dans les Constitutions, le paragraphe second de l'article 18 du titre IV du Sénatus-consulte du 28 floréal an XII, consacré par un plébiscite solennel, comme loi fondamentale de l'Empire. Ici on disait : « *Les femmes sont exclues de la Régence;* » à présent on dit : « *A défaut de toute disposition de l'Empereur mort, l'Impératrice mère réunit de droit à la garde de son fils, la Régence de l'Empire.* »

Toutes les questions relatives au Conseil de régence sont réglées de façon à écarter les princes de la Famille impériale, pour donner l'autorité entière aux grands dignitaires et aux vice-grands dignitaires. Des titres spéciaux règlent le sacre et le couronnement de l'Impératrice et du Prince impérial. Présenté le 2, le sénatus-consulte est adopté le 5. Le couronnement est annoncé officieusement pour le 7 mars; mais on n'ose rien rendre officiel; de Fontainebleau arrivent de mauvais bruits. Les cardinaux italiens, dont l'Empereur a admis le retour, ont morigéné le pape, et l'on doute à présent qu'il maintienne sa signature. A Paris, ces incertitudes produisent le plus mauvais effet. Pour forcer la main à Pie VII, l'Empereur fait publier, au *Moniteur*, le texte du Concordat; mais il est ensuite obligé d'annoncer l'ajournement du couronnement.

(1) Frédéric Masson : *L'Impératrice Marie-Louise*, p. 417 et suivantes.

Et enfin le pape se rétracte, et, par une lettre douloureuse, il retire la signature qu'il a librement apposée à l'acte du 25 janvier. C'est un échec qui attire davantage l'attention sur les buts que poursuivait l'Empereur, et cet échec devient encore plus sensible lorsque, dans le cadre d'un salon de l'Élysée, en présence de quelques dignitaires et des dames de cour, l'Empereur fait donner lecture des lettres patentes par lesquelles il confère à l'Impératrice et Reine le titre de régente, « pour en exercer les fonctions, dit-il, en vertu de nos intentions et de nos ordres, tels que nous les aurons fait transcrire sur le livre de l'État; » et lorsque l'Impératrice prête *debout* un tout petit serment, un serment qui n'a rien de l'apparat majestueux du serment constitutionnel, et qui pourtant ne saurait être différent, étant donnés les temps, les lieux et l'assistance.

Comment donc assurer la durée de son œuvre et sa perpétuation? Comment obtenir une certitude au sujet de la transmission du trône? Ne doit-on pas penser que, dès lors, il va chercher, dans la bataille, des périls qui ne devraient point être pour lui; lorsque, se jetant au fort du feu, il y ramène des petits soldats qui savent à peine charger un fusil et qui tout de même se battent comme des grenadiers? N'a-t-il pas pensé que, pour consacrer les fondements de l'édifice, il manque une volontaire immolation? Que, à l'Impératrice régente, fille de la Sacrée Majesté Apostolique, l'Autriche tout de même se tiendrait obligée de porter aide? Que, fût-ce sur le cadavre de Napoléon Ier, Napoléon II monterait au trône et que, devant la mère du nouvel Empereur, l'Europe abaisserait les armes, et retirerait ses malédictions?... On ne saurait expliquer d'une autre façon sa conduite durant la campagne de 1813 et la campagne de 1814. Et le point de départ de toutes ces pensées et de tous ces actes, c'est le coup d'audace de cet homme qui, sur une fausse nouvelle proclamée par trois travestis, s'est emparé de la grande moitié de Paris, sans que nul ait pensé à répondre à son : « L'Empereur est mort! » par un « Vive l'Empereur! »

Ce jour-là, la foi de Napoléon en la durée de son œuvre a été profondément atteinte : il a cherché des remèdes dont aucun ne s'est trouvé efficace, et, de ce jour, tourment sans pareil, le Maître de l'Heure a éprouvé à tout instant l'incertitude de la durée.

FRÉDÉRIC MASSON.

NOBLESSE ARABE

La chaude journée de septembre touchait à sa fin. Le soleil achevait de disparaître derrière le petit bois de cyprès qui couronne le coteau de Sidi-Bou-Medine. L'air fraîchissait. Les derniers bruits des vieux moulins d'alentour venaient de cesser. Les sources libérées cascadaient joyeusement dans les rocs, au milieu des menthes et des diss, de toute une végétation maigre, défaillante, qui peu à peu redressait la tige sous la caresse de l'eau...

A la lisière des cyprès, autour de la fontaine de pierre que la légende a surnommée le Puits des Sept Vierges, un groupe de Mauresques était réuni. Une gargoulette bleue s'emplissait lentement sous l'embouchure formée d'un tube de roseau vert. Assises sur leurs cruches renversées ou simplement accoudées au dôme blanchi de la rustique fontaine, les belles Tlemceniennes se délassaient des ardeurs du jour, se disaient les nouvelles de la guerre, les menus potins de la tribu. Leurs blanches gandourahs de deuil faisaient contraste avec les *sarmates* chatoyantes, posées de côté sur leurs cheveux, en forme de petits pains de sucre que recouvraient des foulards aux couleurs vives, frangés d'or. Et l'ensemble de ces coiffes roses, vertes, jaunes, bleues, brillait d'un éclat plus intense aux derniers rayons du couchant... Elles étaient toutes jeunes. Leurs visages discrètement fardés, leurs pieds et leurs mains rougis de frais, les massifs bracelets d'argent piqués de clous d'or, les khelkhal cliquetant autour de leurs chevilles les faisaient

Copyright by Elissa Rhaïs, 1919.

ressembler à une phalange de houris venue s'offrir en holocauste à quelque marabout couché là sous les cyprès, dans cette fin du jour...

— Est-ce que Sid Omar rentrera bientôt avec sa permission?

— Bientôt... si Dieu a écrit qu'il nous revienne cette fois encore, la vie sauve...

— *Amen! Amen!* Que Dieu n'exclue aucun Musulman de cette joie du retour!

— Et toi, tu retournes avec moi au Bain, cette semaine, puisque ton Sidi est rentré?

— Non, ma fille, je n'y retournerai qu'après le Ramadan : trop de chaleur et de jeûne m'indisposent.

— Et Lalla Yamina, comment va-t-elle de son deuil cuisant? Dieu lui a-t-il versé un peu d'huile sur sa plaie?

— Elle va comme le veut sa chance... Une jeune femme, penses-tu! Elle peut dire qu'elle a perdu sa première bénédiction!

Le soleil a disparu. Brusquement, c'est l'ombre, une ombre toute violette dans laquelle s'estompe le paysage de collines et de sapins, les gandourahs blanches et les sarmates aux mille couleurs. D'en bas, d'au milieu de la vallée, une voix forte retentit. Le muezzin appelle à la prière suprême. C'est l'heure de l'*Acha*.

Aussitôt, toutes ces femmes se redressent. Elles se sont oubliées à leurs caquetages. Les hommes vont rentrer au logis. Chacune saisit sa cruche emplie à moitié, la passe à l'épaule, et, comme un essaim de gazelles effarouchées, les voilà qui se dispersent, qui s'enfuient avec de petits cris d'adieux par les sentiers dévalant vers leurs demeures mystérieuses...

Une seule restait immobile. Elle regardait les autres disparaître, sa cruche vide à la main. Elle avait laissé passer son tour sans aucune hâte. C'était Aïcha, la Fille du Condamné. Une jeune Bédouine, d'environ quinze ans. Belle, mais d'un charme plus âpre. Un visage osseux, aux traits forts, tout brûlé du hâle des campagnes. Une taille nerveuse, bien prise sous la longue gandourah des pauvres. Point de sarma. D'abondants cheveux noirs, que le vent soulevait à sa guise, étaient retenus par un simple bandeau de tulle autour du front, un front dur et volontaire. Sa mise négligée, la nudité de sa tête indiquaient aisément qu'elle appartenait au rang des *meskinate*.

Tandis que les belles Tlemceniennes causaient, rivalisaient de grâce frivole, elle s'était tenue à l'écart. Personne n'avait pris garde à elle. Dans les yeux noirs de la Bédouine avaient passé des ondes de tristesse, que corrigeaient aussitôt des éclairs de haine impuissante. Aïcha souffrait depuis longtemps du mépris de tous. Sa douleur se creusait surtout lorsque ces femmes arrivaient à la fontaine, se dandinant, jouant avec un bijou de cruche ciselée : dès qu'elles apercevaient la Fille du Condamné, elles faisaient tout un grand tour pour rejoindre leurs compagnes, et venaient passer *à sa droite*. La malheureuse enfant distinguait très bien le geste. Geste de suprême dédain, destiné à lui rappeler le sort qui lui était réservé dans la société musulmane. Aussi sentit-elle un poids lui glisser de dessus le cœur lorsqu'elle les vit s'éloigner les unes après les autres, et s'éparpiller parmi les arbres du ravin. Un soupir dégagea ses flancs qui suffoquaient :

— O mon père, prononça-t-elle, que Dieu te pardonne dans ta tombe ton geste d'un instant de colère, et le malheur où tu nous engloutis, moi et ma mère !

De nouveaux petits cris montaient du ravin. Quelques femmes, attardées à caqueter au bas de la route, se disaient un dernier adieu, puis s'engageaient à toute allure sous les frondaisons. Le bruit de leur course diminuait rapidement sur la poussière des sentiers...

Aïcha, elle, n'était pas pressée. Elle n'avait aucun homme à attendre, ce soir, après la prière de l'Acha. Pas encore d'époux à quinze ans !... plus de père !... La vue du mâle qui rentre au logis ne raffermirait plus son cœur brûlé. Elle n'était pas pressée. Le petit gourbi n'avait rien d'attirant, avec ses murs de toub délabrés au milieu des aloès, ses nattes sales, ses outres poussiéreuses au plafond, ses yatagans rouillés le long des parois, avec la vieille mère, si accablée sous le poids des douleurs qu'elle en oubliait les heures du jour. Elle ne savait que contempler sa fille d'un œil hagard ; ses paupières baveuses se mettaient à trembler et elle soupirait : « Qui t'a souhaité ce retard à la maison de ta mère, qui ?... »

Dans le soir qui tombait, un poignant chagrin s'empara de la jeune esseulée. Elle avait posé un bras contre le dôme de la fontaine, incliné le front, et, fixant sa cruche qui commençait à s'emplir, elle se laissait aller à ses regrets...

Soudain, le sol du petit bois de cyprès craqua sous des pas. Aïcha releva la tête. Une pudeur instinctive la fit reculer légèrement. Dans l'obscurité des feuillages, elle aperçut un bel Arabe, sous un costume flamboyant de broderies claires. Il remontait la colline dans la direction de la fontaine. Sans se montrer de dessous son voile, elle observa cette silhouette élancée, à la fois mâle et jeune, qui apparaissait et disparaissait parmi les arbres. L'inconnu portait d'une main un paquet de vieux livres; de l'autre, il jouait avec quelque chose comme une plume de roseau. A mesure qu'il avançait, toute sa physionomie s'éclairait d'une émotion visible. Il ralentissait le pas, regardait longuement de droite, de gauche, fouillait le petit bois en tous sens, comme quelqu'un qui voulait renouer connaissance avec un lieu cher depuis longtemps abandonné...

Aïcha frémit. Ce bel Arabe, ne venait-elle pas de le reconnaître? N'était-ce pas Didenn, Didenn le bey, le fils des riches propriétaires de Sidi-Bou-Medine, dont on apercevait, là-haut, la grande maison blanche au milieu des peupliers?... Didenn, son plus cher ami d'enfance et en même temps le fils de leur implacable ennemi, de l'homme qui avait fait que sa mère et elle enduraient aujourd'hui tant d'humiliations, et qu'Aïcha bent Sid Kaddour s'appelait la Fille du Condamné! Didenn n'avait pas reparu à Sidi-Bou-Medine, depuis le jour où ses parents l'avaient envoyé à la ville voisine terminer ses études dans une médersah plus élevée. Quatre années s'étaient écoulées. Elle le revoyait pour la première fois. Il semblait avoir peu changé, autant qu'elle pouvait s'en rendre compte au milieu de l'ombre... Toujours beau, toujours fier, avec sa face brune aux traits seulement plus accentués, la moustache naissante au-dessus des lèvres sensuelles, les cheveux abondants en dehors de la chéchia, et ses yeux bleus, plus brillants, qui semblaient s'être pailletés d'or. Se souvenait-il encore d'elle? Lui gardait-il toujours son affection d'il y avait quatre ans? Quatre ans! Le cœur d'un homme avait eu le temps de bien changer... N'avait-il pas épousé depuis le ressentiment des siens?...

Le cœur lui battait à grands coups. Le jeune homme émergeait de l'épaisseur des arbres. Comme il allait déboucher sur la route, elle ramena vivement son voile sur ses traits bouleversés, s'effaça contre le dôme de la fontaine, et, haletante, elle demeura ainsi, s'efforçant de contenir son émotion...

Didenn avait eu le temps de la reconnaître. Il s'était arrêté. Un flot de sang lui monta au visage. Un instant, il parut hésiter. Il regarda autour de lui, comme pour s'assurer si le petit bois et la route étaient bien déserts. Il releva ses beaux burnous par-dessus l'épaule, déposa son paquet de livres et sa plume au pied d'un arbre, et, avec précautions, tel un malfaiteur, il arriva, les bras tendus.

— Aïcha, prononça-t-il à voix basse, sur toi le bonheur, sur toi et sur ce jour où je te revois!... Que fais-tu ici, toute seule? Comment ont passé sur toi ces années de malédiction, loin de ma protection, loin des pierres qui t'ont vue naître?

Il cherchait les mains d'Aïcha pour les porter à ses lèvres. Mais Aïcha avait reculé, comme à l'approche du feu.

— Quoi?... Didenn!... Tu oses... tu oses me parler?... *Ahhaï?*

Et elle fit le geste de se déchirer les joues.

Il resta surpris, offensé de cet accueil inattendu. Après avoir dévisagé son amie sans la comprendre :

— Aïcha, c'est ainsi que tu me reçois après quatre années d'absence? Les temps d'éloignement et de misère t'ont fait oublier ceux qui ont partagé avec toi leur sel et leur cœur, qui ont versé pour toi le fiel avec les larmes? Qui t'a dit de te montrer aujourd'hui une *cherifa*, de te voiler à mes yeux et de fuir mon approche?

Aïcha avait baissé la tête. Elle ne pouvait soutenir plus longtemps ces yeux fascinateurs, même à travers son voile. Son sein s'oppressait. Sa gorge s'étranglait de paroles contenues. Bien autre chose que l'orgueil ou la pudibonderie lui liait la bouche et la faisait éviter les regards de cet homme.

Didenn la contemplait. Il la retrouvait plus belle, plus désirable, façonnée par le temps et le malheur. Il chercha à l'attendrir.

— Aïcha, tu m'en veux parce que je ne suis point venu te dire adieu avant de quitter la colline? Je suis descendu par cette route, un soir, entre mon père et mon oncle, comme un chevreau que l'on traîne au sacrifice. Je suis entré à cette médersah, la cendre sur la tête. Aïcha, si tu avais pu te pencher sur mon cœur, tu aurais pleuré sept larmes de chacun

de tes yeux! J'aurais tellement aimé te revoir une dernière fois pour te dire encore : Aïcha, sois forte! Je remonterai un homme et tu seras ma femme! Mais je ne t'ai pas revue... Quatre années j'ai vécu solitaire, enfermé dans la maison de mon vieil oncle comme un fils de la Kabale... Maintenant, je rends grâce à Allah que tu es sous mon regard... On peut tout attendre de la vie, Aïcha. Mais parle, réponds-moi, qu'as-tu donc?

Aïcha souffrait mille tortures. Elle se débattait de toutes ses forces contre le passé, contre cet amour défendu que le bouillant Didenn essayait de faire rejaillir des cendres. Tu seras ma femme!... Le charme l'enveloppait, invincible, la ramenait à ces jours où le Sidi la berçait de cette phrase... Seulement... à quoi bon renouer cet amour chimérique? Tout les séparait. Didenn lui-même, comment osait-il?...

Mais Didenn supportait mal ce silence qu'il attribuait à du dédain. L'aristocrate se raidissait en face de la Bédouine, jadis aimante et soumise, qui semblait aujourd'hui refuser l'offre de son cœur. A la fin, il s'emporta.

— Allons, parle, fille sans chance! ou je jure de détourner ma face de toi sur le premier chemin où je te rencontrerai... et de te faire passer à ma gauche!

Aïcha poussa un cri.

— Et toi, Didenn, tu oublies la malédiction qui nous sépare? Tu oublies que tu as juré avec ta famille entière, sur le tombeau de Sidi-Bou-Medine, de haïr à jamais mon pauvre père et tous ceux qui appartiendraient à sa race? Mon cœur, mon cœur est comme un raisin plein par vous!...

Les sanglots la secouèrent.

Du repentir, de la pitié passa sur les traits du jeune homme.

— Aïcha! protesta-t-il.

— C'est péché, continuait-elle, péché de vouloir essuyer ce couteau encore sur ma faible gorge! Tu trouves que celui de mon père ne m'a pas assez blessée, assez salie?

— Aïcha, cesse tes pleurs et apaise ton sang. Moi, je n'ai pas juré...

Elle le regarda, interdite, à travers ses sanglots.

— Tu dis?...

— Moi, je n'ai pas juré!

— Tu dis que tu n'as pas juré à Sidi-Bou-Medine?

— Sur ta tête chérie, sur notre enfance, sur celui qui distribua les religions, je suis libre comme la feuille!

Il s'assura de nouveau que pas une âme ne rôdait aux alentours; il s'élança vers elle, l'attira contre sa poitrine. Soulagée de l'obsession, elle ne trouva plus la force de résister à l'appel de son fiancé...

Didenn et Aïcha s'étaient aimés depuis l'enfance. Le temps n'était pas si lointain où ils jouaient ensemble aux Sept Pierres, le long de la route du Marabout. La Bédouine s'était toujours émerveillée du petit Sid, de sa figure mâle, de ses cheveux bouclés sous la chéchia de Fez, des beaux costumes brodés et des gandourahs de soie qu'il portait avec l'élégance d'un fils de bey. Il n'avait pas hérité de la fierté hautaine de ses parents. Bien qu'Aïcha fût très pauvre, souvent humiliée par ses compagnes, il n'aimait jouer qu'avec elle. Et lorsque les petites moqueuses riaient de sa gandourah en lambeaux, de ses bracelets de bois, il leur cherchait querelle, il les battait pour la défendre...

Il aimait le caractère original de l'enfant des gourbis, ses manières libres, la crânerie de ses répliques. Pour le jeune Sidi accoutumé à tout le cérémonial des harems, elle avait la saveur d'une orange au cœur de l'été. Elle n'imitait jamais personne. Elle était restée comme la plante du désert, qui se nourrit du jus de sa propre racine.

— Tu seras ma femme, lui répétait-il sans cesse en se frôlant contre elle.

Sa femme! Être la femme de ce bey, tendre, beau, riche, instruit, car il allait à la médersah! Être achetée par cette grande famille! Dieu savait le prix qu'ils mettraient pour donner une épouse à leur enfant! les cadeaux qu'ils feraient aux parents pauvres d'Aïcha! Vivre dans cette demeure somptueuse, dont elle distinguait quelquefois, par la porte du jardin entrebâillée, les grandes cours de mosaïques, les bosquets rehaussés de jets d'eau, les négresses vêtues de soie qui sommeillaient sous les lentisques!...

Derrière le gourbi qu'habitaient les parents d'Aïcha, il y avait une sorte d'enclos. Cet enclos était abandonné depuis longtemps, mangé par la vinaigrette : les voisins jadis venaient y déposer leurs décombres.

Quelques jours avant la naissance d'Aïcha, Sid Kaddour, son père, s'était mis à le défricher, à enfouir les détritus, à le sarcler avec tant de soin qu'il en fit un lopin propre et cultivable. Il l'ensemença de ses légumes préférés, l'encadra de basilic et d'églantines mauresques, et, comme naissait Aïcha, pour tenter sa chance, il le nomma *Djenan Benti*, le Jardin de ma Fille. Onze années passèrent. La terre était bonne, bien exposée au soleil, rendait largement la peine, faisait l'orgueil du bon Sid Kaddour. Un soir, il était assis au seuil de son gourbi, occupé à tresser un éventail d'alfa, quand, sur le bord de l'enclos, il vit passer Sid Kasbadji, le père de Didenn, le fier Sid Kasbadji. Il était accompagné d'un négociant de la ville, un Marocain connu pour s'être enrichi pendant la guerre. Les deux hommes explorèrent l'endroit, parurent discuter quelque temps, puis s'en allèrent ensemble dans la direction de Tlemcen. Sid Kasbadji venait tout simplement de vendre le terrain au Marocain, qui voulait y élever une villa. Et un matin, Sid Kaddour trouva le Jardin de sa Fille encombré de tout un matériel de construction, des bidons de chaux et des sacs de ciment pêle-mêle sur ses pastèques et ses aubergines, les maçons piétinant ses semis, sacrifiant ses églantines à grands coups de cisailles. Dépossédé de façon si brutale, le Bédouin vit rouge. Il rentra au gourbi, décrocha un yatagan d'ancêtres, et la bouche crispée, l'œil en feu, il fonça sur les ouvriers. Une rixe terrible s'ensuivit, à laquelle Aïcha et sa mère assistèrent impuissantes, ne sachant que pousser des *Bou!* lamentables. Du sang coula. Sid Kasbadji, accouru, fut blessé au crâne. Mais l'issue était fatale. Seul contre dix, Sid Kaddour finit par être maîtrisé. Sous la menace de matraques à clous, on l'entraîna vers la ville. Peu de temps après, c'était le procès, la condamnation du misérable à des années d'emprisonnement.

Aïcha et sa mère demeurèrent sans ressource aucune, entourées du mépris de tous. Chaque jour, Aïcha voyait passer le père de Didenn, la tête bandée, et lorsque le regard de l'aristocrate rencontrait le gourbi, toute sa face hautaine s'empourprait de colère.

Didenn ne reparaissait plus sur la route du Marabout. Sans doute, on lui défendait de sortir, d'approcher à nouveau la fille de l'assassin de son père.

C'était pis. Tous les membres mâles de la famille de Sid Kasbadji, tous leurs amis qui étaient nombreux, s'étaient réunis sous la coupole de Sidi-Bou-Medine. Dans cette galerie rustique qui domine la vallée des sapins, autour du catafalque du Marabout, tous jurèrent de vouer une rancune éternelle à la race du maudit qui avait fait couler le sang du notable. Ils la repoussaient de leur cœur, ils n'adresseraient plus la parole à aucun de ses membres, ils ne boiraient plus à leurs tasses, ils refuseraient de s'asseoir autour de leurs tombes, et si le hasard les faisait rencontrer leurs ennemis sur un chemin quelconque, ils les obligeraient de passer à leur gauche. Un grand imam maigre, tout habillé de blanc, avait prononcé les formules vengeresses, et l'assistance de répéter en chœur : *Amen! Amen!* Dans un coin était déposée une cruche où, disait-on, venait se désaltérer la nuit l'âme du marabout enseveli sous la coupole. Chacun y but une gorgée à même l'embouchure. C'était la façon la plus solennelle de sceller un serment de haine. Et la réunion se dispersa. Seul, le petit Didenn avait ajouté au fond de son cœur : « Ce serment, je ne l'accepte pas ! Ce malheur est au-dessus de ma tête ! »

Aïcha dut taire son désespoir pour aider sa mère à gagner leur vie. Elles se mirent toutes deux à ces travaux de l'aiguille, seul refuge des Mauresques dans le besoin, à ce labeur de la pioche mince, comme on l'appelle, qui, entrepris de l'aube au soir sans repos ni trêve, acheva d'épuiser la pauvre mère, déjà brûlée par la maladie et le chagrin.

Quand Sid Kaddour sortit de prison, sa femme était déjà vieille; sa fille, qu'il avait laissée une enfant, avait l'âge des épouses, avec son âpre visage façonné par le malheur. Le gourbi était dépouillé des beaux objets de cuivre, des haïks de laine qui avaient servi à acheter du pain. Comme il descendait faire un tour sur le souk, Sid Kaddour vit que ses amis de la veille se détournaient de lui. On se murmurait à l'oreille :

— Voici le condamné !

On passait à sa gauche.

Le malheureux rentra au gourbi et ne voulut plus en sortir. Malade, miné par le remords, par la douleur de voir ses chéries courbées tout le jour sur un ouvrage, il ne tarda pas à sentir sa fin prochaine. Il fit appeler ses ennemis à son chevet pour leur demander pardon. Il voulait essuyer avant de mourir

la honte au front des siens. L'orgueilleuse famille de Sid Kasbadji resta sourde à la prière de l'agonisant. Et le pauvre Bédouin s'en alla, emportant sa douleur dans la tombe...

La nuit était venue. Des lumières pointaient en bas sur la ville au milieu des sapins. Le petit bois de cyprès, les collines des alentours dessinaient à la file des dos de dromadaires, caravane fantastique, pétrifiée sous les étoiles.

Les deux amants s'étaient relâchés de leur étreinte. Aïcha la première rompit le silence.

— Sur toi le bonheur, mon ami, dit-elle. Ma mère est seule au gourbi et les djinns voient tout...

Didenn eut un soupir.

— Je le sais... Mais dis-moi, Aïcha... Ces mauvais jours, comment ont-ils passé sur ton cœur?

Elle s'était enveloppée de son voile. Elle avait soulevé sa cruche, et regardant son bien-aimé une dernière fois dans les yeux :

— Je t'ai revu, et ils ont passé comme un bol de miel!

Elle s'éloigna, transportée, chantant la louange d'Allah pour avoir vécu jusqu'à ce jour, avoir retrouvé cet amour intact, avoir surpris dans le regard de son fiancé la même flamme, le même désir qu'autrefois...

Didenn la suivit quelque temps des yeux. Il la retrouvait femme. Il contempla à son aise la svelte silhouette avec sa cruche à l'épaule qui diminuait sur la route obscure. Plus que jamais, il la voulut pour sienne. A mi-voix, il prononça :

— Je le jure dans cette fin du jour... Je vaincrai tout, et Aïcha sera ma femme!...

Le petit gourbi s'emplissait de gaîté. Aïcha s'était mise à chanter :

Brillez, brillez!
Vous tous ne valez que du vent!
Moi, j'ai ma chance belle
Et ma lampe illumine!
Tout ce que le maçon construit
S'élève et tombe.
Tout ce qu'a construit mon rêve,
Tout me réussit!

La vieille Messaouda épiait sa fille du coin de l'œil, étonnée, heureuse du changement qui s'était opéré si brusquement en elle. Levée dans le premier rayon d'Allah, Aïcha vaquait à l'ouvrage, fredonnant de ces berceuses marocaines où la joie de vivre s'exhale en exclamations de défi, en calembours à l'égard de ceux qui jadis vous narguèrent dans la détresse... Les nattes étaient lavées, les outres secouées de leur poussière, les yatagans d'ancêtres s'exhumaient de la rouille, le couscous fumait sur le seuil au-dessus du petit fourneau de terre cuite. La cabane prenait un air d'aisance et de fraîcheur. Et avant la nuit, trois ou quatre de ces dolmans de turcos sortaient achevés des mains de la jeune fille, qui ôtait l'aiguille aux doigts de sa mère, voulait assumer à elle seule toute la tâche...

Tous les soirs, après le coucher du soleil, elle retournait à la fontaine puiser de l'eau pour sa cruche et de l'ivresse pour son cœur. Didenn était toujours là qui l'attendait; et de l'apercevoir à distance si majestueux sous ses burnous, de penser que le bey de son enfance était revenu à elle, elle oubliait tout, les malédictions qui étaient passées sur sa tête, sa misère, et jusqu'au danger de pareilles entrevues...

Didenn avait complètement terminé ses études à la médersah. Il attendait que ses dix-sept ans fussent écoulés pour oser parler de mariage à sa mère. Déclarer à cette mère si austère qu'il voulait épouser Aïcha, la fille du Banni, la Bédouine misérable qui s'en allait sans une coiffe, les cheveux poursuivis par le Satan!... N'importe. Son grand amour lui donnerait du coûrage. Et il l'avouerait sans rougir. Il attendrait seulement l'instant favorable...

Pour le moment, il passait ses journées à la maison, taciturne, retiré dans sa grande chambre du fond de la cour. Tandis qu'au dehors le soleil enflammait les routes et que toute la famille s'abandonnait à la volupté des siestes sous les figuiers du jardin, allongé sur son matelas de soie, dans une gandourah immaculée, au milieu de l'isolement frais des mosaïques, il contemplait son rêve, ou bien s'essayait à composer sur sa tablette des hymnes à la louange de sa gazelle, dans la manière des vieux maîtres marocains. Dès que la chaleur tombait, il s'habillait de ses plus beaux costumes, et sortait, un livre à la main. Un moment, il errait dans le petit bois de cyprès, où achevaient de chanter les cigales. Toutes les femmes du voisi-

nage venaient emplir leur cruche au Puits des Sept Vierges, et n'en finissaient plus de caqueter. C'est avec un trépignement d'impatience qu'il appelait la voix du muezzin libératrice. Aïcha arrivait alors, et près de la fontaine abandonnée recommençait le duo d'amour, plus brûlant que la veille.

— Combien mon âme te désire!... Quand ouvriras-tu ma couche?... Quand nos poitrines s'uniront-elles avec nos voiles?...

— Tes paroles me grisent, ô mon bien-aimé! Mais patience... Nous avons passé les mers, restent les ruisseaux. . Tes dix-huit ans sont là, près de ton oreille...

Seulement, ni l'un ni l'autre ne s'apercevait que là-haut, dans la grande maison blanche, un petit rideau de soie se soulevait à une lucarne en ogive. Un foulard d'or s'agitait derrière la vitre bleue. Et lorsque Aïcha s'était éloignée, la foi au cœur, le foulard d'or s'évanouissait, le petit rideau de soie retombait sous une poussée frémissante...

Deux semaines avaient passé entretenant les promesses, rallumant jusqu'à la passion le simple amour d'enfance, exaltant jusqu'à la fièvre l'impatience des voluptés suprêmes.

Un soir qu'Aïcha arrivait à la fontaine, pimpante sous une gandourah neuve, le pas alerte, la poitrine gonflée d'espérance, elle ralentit soudain sa marche, elle s'arrêta toute surprise devant l'endroit désert. Didenn n'était pas encore là... Pour quelle raison?... Malade?... Mais elle se rassura vite.

— Un simple retard, pensa-t-elle. Je l'attendrai.

Elle déposa sa cruche sous l'embouchure de roseau; les mains libres, le voile flottant, elle arpenta le petit bois silencieux. Elle avait le cœur tranquille. Elle était sûre de voir Didenn apparaître d'un instant à l'autre en haut de la route. Elle erra parmi les troncs sombres. Elle arriva près de l'arbre, où la veille, dans un enlacement plus fou, Didenn lui avait promis qu'il parlerait bientôt, qu'il ne pouvait plus attendre, que l'envie le consumait de la posséder pour femme. La poitrine lui battit; plus allègre elle se prit à chantonner un air d'une complainte amoureuse.

A petits pas, elle revint vers sa cruche, qui déjà débordait sur les cailloux. La nuit tombait. Pas une apparence de burnous ne se montrait sur la route. Elle commença à se tourmenter.

Ces quelques instants d'attente lui parurent infinis. Qu'avait-il, ce soir? Pourquoi ne venait-il pas? Elle demeura un moment pensive, une joue dans la paume de sa main... Puis tout à coup, ses yeux se rembrunirent... Si Didenn avait parlé, comme il en avait l'intention, et si ses parents lui avaient ordonné de s'éloigner comme la première fois?...

— Allah! prononça-t-elle.

Sa chair frémit. Une morsure aiguë lui laboura la poitrine. Elle se mit à marcher de nouveau pour secouer son angoisse. Elle voulut s'assurer qu'il ne rôdait point aux alentours. Elle recommença de scruter le petit bois dans tous les sens, sonda le ravin, remonta le long de la route du Marabout. Elle ne découvrit rien. Les cyprès grelottant au vent du soir, les sapins et les collines envahis d'ombre, la grande route sonore, tout parlait de solitude et d'abandon. Malgré l'heure tardive, elle ne se sentait point la force de s'arracher à ce lieu. La tête vide, les joues en feu, le regard vague, elle se laissa envelopper par la nuit noire.

Lorsqu'elle s'en alla enfin, pliée sous le poids de sa cruche, les épaules secouées d'un premier sanglot, le foulard d'or là-haut, témoin impassible de sa douleur, quitta lentement la vitre bleue, le petit rideau de soie retomba dans un geste satisfait...

L'ombre de Didenn ne reparut plus au Puits des Sept-Vierges. Qu'était devenu son ami? Le mystère hantait la Bédouine au long de ses nuits fiévreuses. L'aurore la trouvait, assise à son travail, blême, l'œil creusé par l'insomnie et l'incertitude. Elle ne tenait plus en place. Sous le moindre prétexte, elle piquait l'aiguille dans son ouvrage, et sortait à petits pas du gourbi, où elle laissait sa mère inquiète, la guettant du coin de l'œil. Une fois dehors, elle s'échappait par un sentier de lauriers-roses qui aboutissait sur le derrière de la maison de Didenn. Là, elle se mettait à tourner, à tourner autour du domaine, rasant ses jardins tranquilles. Elle écoutait à la lourde porte piquée de clous de cuivre. Elle essayait de percer le secret des grands murs blancs, des fenêtres grillagées, des lucarnes ogivales. Des heures entières, elle demeurait sans respiration, le cou tendu, la face inquiète. Mais elle ne surpre-

nait rien. Le calme le plus absolu régnait autour de la splendide demeure...

Le jeune sidi était-il malade? ... Mais alors, elle aurait vu passer au moins quelque taleb, quelque vieille *Ma settout* venant exorciser le seuil de la maison...

Parfois, la lourde porte s'entr'ouvrait pour laisser passage au père de Didenn. Sid Kasbadji sortait de son harem, toujours aussi fier, la tête haute, majestueusement drapé dans ses burnous de soie...

Une autre fois, Aïcha vit arriver Dadda la négresse qui revenait du Souk, la tête surmontée d'un large plateau de bonbons aux amandes et de couronnes au sucre, rigide dans sa gaine de soie rouge, et fière des parfums que répandaient sur son passage ses fines pâtisseries.

Lasse de tant souffrir, Aïcha prit la résolution de courir à elle, de lui demander enfin où était son jeune maître, qu'on ne voyait plus sur les routes de Sidi-Bou-Medine. A ce moment, la négresse l'avait aperçue derrière le laurier-rose où elle s'était dissimulée. Un regard terrible des gros yeux ensanglantés foudroya la Bédouine qui osait rôder dans ces parages... Aïcha recula de peur. Elle ravala sa question dans son gosier.

Une semaine encore passa. Didenn restait invisible, et Aïcha ne put rien savoir de lui.

Un matin, elle s'en revenait d'une longue course à la ville, où elle était allée rendre de l'ouvrage et en demander du nouveau. Son paquet de gros drap sous l'aisselle, accablée, elle remontait la route du Marabout, tout inondée de soleil...

Comme elle arrivait à la hauteur de la fontaine, elle entendit au loin un grand brouhaha, des cris, des you-you, tout un tumulte de foule. Le bruit venait d'en bas. Surprise, elle déposa son fardeau, mit une main en visière au-dessus de ses yeux brûlés par les pleurs, et attendit.

Elle vit bientôt émerger des sapins une troupe de petits ânes chargés d'enfants en gandourahs neuves. Ces enfants gesticulaient, joyeux, secouaient au-dessus de leurs têtes de minuscules tambours de basque. Et ils chantaient en chœur, à pleine voix, un refrain qu'elle parvint à distinguer :

O ma chance, ma chance blanche!
O la chance, la chance qu'elle a!

Des hommes venaient ensuite, à pied, habillés de burnous de laine blanche. Leurs bras soutenaient en l'air de grands lustres ciselés à la turque, aux verreries multicolores. Puis, c'étaient des négresses, des négresses taillées en colosses, sous des gaines de satin rouge, et sur leurs têtes des plateaux de cuivre que garnissaient des monceaux de pâtisseries. Nonchalant, un dromadaire gigantesque terminait ce défilé. Sur sa bosse, drapée de foutas marocaines, un palanquin se balançait, tout de velours cramoisi, avec des franges de soie et d'or. De ce riche dôme flottant, il s'échappait des voix harmonieuses, des you-you, de la musique...

Pour quelle occasion ce magnifique apparat? Où se dirigeait la noble fête? Aïcha fouilla dans sa mémoire. Aucun voisin, aucune famille de Sidi-Bou-Medine, à sa connaissance, n'avait annoncé de réjouissances pour ce matin...

La caravane avançait sous le soleil. On voyait courir les guides. Quelques adolescents richement vêtus, une main rougie de henné, arrivaient à grands pas se joindre au défilé. Les musiciennes invisibles entonnèrent le chant de l'Arrivée :

Nous arrivons, nous arrivons !
O heureuse entre les heureuses,
Que Dieu fasse durer ta joie
Et ton triomphe !...

Des portes de petites maisons blanches s'ouvraient au passage. Une à une, sur des fonds de patios bleus ou roses, apparaissaient des têtes de Tlemceniennes, ornées de foulards d'or et de piquets de jasmin. Des grappes d'enfants sortaient, battaient des mains à l'unisson de ceux qui, juchés sur les ânes, battaient de la derdouka. Le petit bois de cyprès répercutait en échos mystérieux toute cette allégresse...

La caravane montait toujours. Aïcha s'était effacée contre la fontaine, elle avait ramené son voile sur sa gandourah des pauvres, et elle assistait, émerveillée. Soudain, un cri lui échappa, cri de douleur, cri de mort. La caravane commençait à faire halte... là-bas... devant la maison de Sid Kasbadji. Les enfants hurlaient, battaient des mains de plus belle :

— La voilà, la mariée de Sidi Didenn ! La voilà, la mariée de Sidi Didenn !

Elle crut qu'elle n'avait pas bien entendu. Quoi? C'était la

trahison!... Elle resta quelque temps inerte, sous le coup de la douleur. Elle suffoquait. Elle courut jusqu'à la porte de la « grande maison. » Elle voulut voir de ses yeux s'il était vrai qu'on avait décidé de lui griller le cœur.

On accourt de tous côtés, on se bouscule. Le dromadaire s'est arrêté. Sous la *flissa* du guide, il plie les genoux, pousse un meuglement terrible et s'affaisse, promenant ses yeux ronds sur toute cette foule qui s'empresse autour de lui. Enfin, les doigts ridés d'une vieille musicienne écartent les rideaux du palanquin.

— La voilà, la mariée de Sidi Didenn! La voilà, la mariée de Sidi Didenn!

Le silence se fait brusquement. Un murmure d'admiration court de bouche en bouche. La mariée est éblouissante. Elle apparaît, toute vêtue de tulle pailleté, dans la splendeur de ses quatorze ans d'orientale. De grands yeux verts frangés de cils noirs, la pureté de son teint, son port déjà sévère, la minceur de sa cheville annoncent une *lalla* de harem, un modèle de la race andalouse.

— Beauté de merveille!

— Elle est toute neuve!

— Son visage est resté comme une pomme protégée de ses feuilles!

— Elle vous couche toutes, celle-là! lance un petit Arabe, goguenard, du haut de son âne.

La porte s'ouvre. Une nuée de femmes en costumes de soie et d'or sortent à la rencontre de la mariée. Et les enfants de danser, de battre des mains, de rouler du tambour de basque à tour de bras et de répéter en chœur :

— La voilà, la mariée de Sidi Didenn! La voilà, la mariée de Sidi Didenn!

Ces mots pénètrent le cœur d'Aïcha en coups de lames. La tête lui vacille. Il lui faut chercher appui à la muraille de la grande maison pour assister jusqu'au bout...

Une forte odeur d'essence de fleurs d'orangers se répand dans l'air. L'une des femmes qui viennent de sortir en asperge la mariée au moyen d'une aiguière d'or. Une autre lui dépose sous le pied un gros œuf de poule pour qu'elle l'écrase, et qu'elle crève en même temps tous les mauvais yeux des envieux. Une troisième lui passe une paire de mules de brocart,

dont elle enduit la semelle d'un doigt de miel. Qu'une prospérité aussi douce entre avec cette nouvelle femme dans la maison !...

Le cortège pénètre sous la porte basse. Pèlerins avec leurs lustres, négresses et leurs cargaisons de pâtisseries, jeunes hommes graves et enfants tapageurs, tout disparaît en un instant. La porte se referme. La musique recommence à l'intérieur, au milieu des jardins entrevus.

Devant le seuil, quelques curieuses restent à jacasser, tandis que les guides attachent le dromadaire au tronc d'un saule.

Aïcha, plus morte que vive, avait quitté sa place contre la muraille. Elle se traîna jusqu'au paquet d'ouvrage qu'elle avait abandonné près de la fontaine, et s'éloigna, chancelante comme une aveugle.

Folle, qui avait nourri l'espoir de devenir l'épouse d'un fils de grands sidis! Elle, la fille du banni, l'orpheline du marchand de légumes, la Bédouine des routes de Sidi-Bou-Medine!... Toute sa rage venait de se fondre en un désespoir sans fin. La supériorité de cette nouvelle femme l'avait écrasée. Elle apportait sur elle le prestige de la race et l'éclat d'une incomparable beauté. Une telle épouse était seule digne d'un tel bey. Et dans ses bras, elle en était sûre, Didenn oublierait vite la pauvre petite amie d'enfance, maigre et brûlée, mesquine et misérable, vers laquelle il était retourné un soir dans un élan de pitié... Les you-you, les chants de triomphe, tous les bruits de la noce résonnaient à travers la campagne. Enfin, elle atteignit le seuil de son gourbi. Elle jeta le tas d'ouvrage aux pieds de sa mère, s'affaissa à plat ventre et, laissant éclater son désespoir, elle commença de s'ensanglanter les joues.

La noce bat son plein. La mariée est étendue dans une pièce à l'écart de la maison, sur un grand lit de cuivre, aux rideaux tirés. Une vieille caméristе la garde, qui doit lui faire sa toilette à minuit, au moment de l'offrir à son époux. Les portes sont closes. Personne n'approche du sanctuaire. Les parents du jeune homme ne connaissent pas encore la femme de leur fils.

Au milieu de la grande cour, les invitées sont réunies, dans le frou-frou des serouals de satin, l'éclat des diamants et le cliquetis des khelkhal. Un orchestre est installé entre deux

colonnes de marbre rose, et se fait entendre sans trêve. Les musiciennes ont un hymne pour chaque heure du jour. Les matins s'éveillent au son des violons, avec des terrasses où s'épanouissent les roses, avec des houris qui s'avancent, messagères de bonheur, à la face du soleil; sous la torpeur du midi, dorment des villes de rêve, des femmes accoudées autour d'une vasque dissipent leur lassitude à effeuiller des pétales de jasmin, tandis que des jeunes filles, sous la voûte d'un figuier, s'envolent à l'élan d'une escarpolette, en se fredonnant des berceuses; à la lueur des couchants, des caravanes diminuent à l'horizon, les cœurs s'emplissent de nostalgie brûlante, des amants solitaires se consument d'amour; et lorsque s'élève la plainte du rabab, unique au milieu des violons et des guitares endormis, c'est la nuit, le rossignol qui s'éveille dans le mystère des palmes, la bien-aimée tirée du sommeil pour entendre la mélodie composée à sa louange...

L'assistance est grisée. Chacune redemande tel ou tel hymne qui a éveillé en elle le plus de souvenirs. Mais elle sait ce que cela lui coûte. A la fin de l'hymne, les cordelières des serouals se dénouent, et les pièces d'or pleuvent sur un plateau de cuivre au bord du tapis de l'orchestre.

Des négresses glissent dans les rangs, avec de lourds plateaux damasquinés, offrant les pâtisseries exquises faites de pâtes d'amandes et de fleurs d'orangers. De grands vases bleus ou roses circulent, qui contiennent une boisson rafraîchissante où surnagent des tranches de citron.

La musique n'est interrompue que par la danse. La danse du harem est lente et noble. La danseuse évolue un instant parmi des voiles, dans un léger tortillement de hanches, tandis qu'une musique très douce évoque tout un luxe de salles féeriques et de platonique amour. Puis, l'une des invitées l'appelle, en tirant une pièce d'or. La danseuse se penche vers la *lalla*, reçoit la pièce sur le front, baise la main qui la lui a appliquée, et s'éloigne au diapason accéléré des guitares, jusqu'au plateau où elle dépose le sultani...

De temps à autre, une vieille femme apparaît à une porte de la cour.

— Lalla Flana, passe voir ton sidi!

Lalla Flana, interpellée, se lève, fière, secoue son seroual, rajuste ses foulards, change une rose à ses cheveux, et pénètre

après la domestique dans une pièce étroite où l'attend son époux. Il n'a pas le droit de l'admirer sous son costume de fête au milieu de ses compagnes. Du moins veut-il la contempler isolément. Il l'embrasse, la complimente sur ses atours et sa beauté.

— Assurément, tu es la reine entre les reines!... Tu es le croissant de lune au milieu des étoiles!...

Il lui renouvelle les louis dépensés, et lui enguirlande les épaules de jasmin. Elle s'éloigne lentement, pour lui laisser le loisir de la contempler encore. Et chacune de passer ainsi, à tour de rôle, se faire aduler du sidi.

Les sidis, eux, sont réunis dans le jardin. Ils se contentent de la musique entendue en sourdine, de narguilehs qu'on leur sert sur des tables basses, et de causeries entre eux, discrètes, parmi la fraîcheur des ombrages...

Didenn est prisonnier là-haut, dans la somptueuse chambre nuptiale située à l'étage supérieur de la maison. Tous les bruits de la fête montent jusqu'à lui, les chants et la musique de la cour, le murmure des hommes sous les figuiers, les ébats des enfants qui, réunis dans une salle à part, s'en donnent à cœur joie de couscous, de pâtisseries au miel et de refrains du bled. Il n'est point seul. Le jeune époux n'est jamais abandonné à la solitude. Les djinns, jaloux de son bonheur, surgiraient le battre. Dadda sa négresse tourne autour de lui, lui présente à se rincer les doigts dans une cuvette d'argent, tapote les rideaux du grand lit nuptial, étale sur les draps blancs la chemise de soie de la mariée, dispose aux pieds des colonnes de cuivre les pantoufles jumelles des époux.

Assis sur un sofa de velours rouge, Didenn a le cœur gros. La vue des préparatifs suprêmes lui bouleverse les traits, porte au comble son émotion. Il songe à l'idylle brûlante auprès du Puits des Sept Vierges, à sa petite amie d'enfance, à qui il avait promis tant de bonheur... Il songe à cette soirée où il s'était attardé avec elle plus que de coutume, où il avait juré avec tant de force que bientôt il la ferait demander à sa mère par la vieille entremetteuse de Sidi-Bou-Medine et qu'il ne vivrait plus jusqu'à ce jour... Ils ne s'étaient séparés que lorsque la nuit trop avancée les effraya. Lui ne parvenait pas à se détacher d'elle : sans doute il obéissait à quelque pressentiment mauvais... Et cet instant où il l'avait vue s'éloigner pour la

dernière fois! Elle était si heureuse, si alerte, malgré la lourde cruche à son épaule! Elle tournait encore la tête à chaque pas vers son sidi, pour lui montrer à travers l'ombre son visage que la joie inondait et ses grands yeux pleins d'une reconnaissance d'esclave... Pauvre petite! Quelle détresse devait être la sienne, ce soir, dans le gourbi!... Didenn sent son foie se brûler. Non, il n'était pas un homme, comme il l'avait protesté à son amie avec orgueil, il n'était qu'une *chmata*, — plus qu'un lâche...

Pourtant, il y avait la parole coranique qui l'avait nourri en même temps que le lait de sa mère, et qui lui remontait aux lèvres : *Assini ou ti oualdik!* Résiste-moi et soumets-toi à tes parents!.. Et en effet, qu'aurait-il pu répondre à cette mère qui était venue vers lui, ce soir-là, hautaine, toute de brocart habillée : « Didenn, lui avait-elle dit sur un ton dur, et ce retard... où devait-il l'amener? — Au premier regard, Didenn avait rougi : ils étaient trahis dans leur amour. — Vois : ce soir, on te fiance... » Il n'était pas encore revenu de sa surprise qu'il apercevait la grande cour de mosaïques bleues toute illuminée, pleine de parents et d'amis en costumes de fête. La fumée des torches saisissait à la gorge... De toutes les poitrines partait un concert de you-you qui faisait trembler les vitraux... Dès le seuil, une vieille femme, — l'entremetteuse, — venait prendre Didenn par la main et l'attirait vers la corbeille des fiançailles : Et maintenant, prononçait-elle en le fixant de ses yeux de vieille fouine, prends ce diadème et dépose-le au milieu des autres objets, et dis : Avec mon cœur et la bénédiction d'Allah!... C'en était fait. Les you-you éclatèrent de plus belle. Dadda souleva la corbeille sacrée sur sa tête, et tout le cortège à sa suite s'en alla, chantant par les rues de Tlemcen les joyeuses chansons du mariage, jusqu'à la colline d'en face où habitaient les parents de la fiancée...

Minuit. La porte de la chambre où se trouve la mariée vient de s'ouvrir. La caméristé paraît sur le seuil, un tambour de basque à la main :

— Venez, ô parents! Venez, ô amies! Venez voir notre fille! Notre fille, nul ne l'a vue! Notre fille est belle! Notre fille est digne de l'alliance d'un Roi! Notre fille est fille des Marabouts! Venez voir notre fille!...

Les parents, les invités accourent à la chambrette. Les

rideaux du grand lit de cuivre sont écartés. La mariée est là, assise en travers du lit, toute vêtue de blanc. Son visage a été fardé d'un rose vif, ses sourcils passés à la teinture d'or, dont quelques paillettes étoilent aussi les joues et le menton. Ses cheveux courent sur les couvertures, partagés en mille tresselettes blondes. Et elle tient les yeux baissés sur ses mains en croix, rougies de hené.

Les invités affluent, et voici que se montrent les cadeaux. Le premier cadeau est celui de l'époux : une main d'or sertie de diamants. La caméristé le soulève au-dessus de la tête de la mariée.

— Le cadeau de l'*arous!* Dieu fasse longue ta vie! Fasse long ton bonheur!

— *Amen! Amen!* répond l'assistance.

La main d'or tombe dans un foulard de soie étalé sur les genoux de l'épouse, et l'opération se répète jusqu'au dernier cadeau, l'objet montré à la foule, le nom du donateur clamé avec des souhaits de bonheur...

Dadda s'empresse autour de son Sidi. Les you-you s'élèvent. La musique retentit dans l'escalier. C'est la mariée qui arrive.

Dadda passe à Didenn ses burnous de soie. Didenn soudain s'est mis à trembler d'émotion.

A ce moment, la portière de la chambre se soulève et Lalla Gousseume apparaît. Elle est vêtue de satin jaune à riches broderies d'argent. Sa figure austère vient de s'éclairer d'un sourire satisfait, en voyant son fils prêt à recevoir sa femme.

— Bien, mon fils, lui dit-elle. Tu es prêt. Ces burnous sont beaux et te vont bien. Je viens de voir ta femme. Elle est plus belle que mon cœur ne la désirait pour toi.

Didenn, profondément troublé, approche sa tête du sein maternel. Lalla Gousseume lui dépose sur le front un baiser qui se prolonge, baiser de tendresse et de pardon...

Les you-you font résonner les grands dômes de la maison. Le cortège s'ébranle au pied de l'escalier. Didenn se tient debout près de la porte. Il est très pâle. Sa mère a disparu. Dadda est toujours à son côté. De temps à autre, elle lui asperge le visage d'eau de fleurs d'oranger.

— N'aie pas peur, mon fils... Que Dieu n'exclue aucun Musulman du bonheur de ce jour!...

La portière s'écarte. Au-devant de la foule des invitées, encadrée de deux musiciennes, la mariée fait son apparition.

Elle avance, superbe, dans la blancheur de son costume, les yeux baissés sur son visage éblouissant. La précocité de son âge prête un charme étrange à cette allure majestueuse. Sur ce visage de quatorze ans, il y a la pureté de l'innocence, il y a les promesses d'une beauté de houri, il y a la dignité de la race.

Didenn a un geste de recul en présence de la femme qu'on lui a choisie.

— Prends ce que Dieu t'envoie ! s'écrie la foule à l'accompagnement des violons. Prends ce que Dieu t'envoie, ô fils des heureux ! Notre fille, nul ne l'a vue ! Notre fille est belle ! Notre fille est digne de l'alliance d'un Roi ! Notre fille est fille des Marabouts ! Prends ce que Dieu t'envoie !...

Didenn regarde s'avancer à lui cette épousée comme peu de familles pourraient en fournir... Ce mouvement, ce bruit, cette foule qui lui chante à tue-tête la louange de sa femme... Une sorte de voile s'étend devant ses yeux... Quelque chose de puissant s'agite en lui. Il sent tout à coup le passé fondre sous ses pieds. L'orgueil de la race monte au cœur de l'aristocrate. Le désir de cette femme supérieure déjà l'enveloppe et lui brûle le sang...

— Prends ce que Dieu t'envoie, ô fils des heureux ! Prends ce que Dieu t'envoie !

Didenn a écarté une aile de ses burnous pour la recevoir. La voici qui vient se blottir sous son aisselle et lui demander protection. Elle s'abandonne... Il l'entoure avec une infinie tendresse mêlée de respect.

— Prends ce que Dieu t'envoie !

Brusquement, les souhaits cessent. Les violons se taisent. La foule se retire. La portière va retomber, lorsqu'une femme pénètre, une seule. D'une voix qui tremble, elle demande à l'époux la permission d'embrasser une dernière fois sa fille. Le baiser est court et déchirant. Elle murmure à sa fille, en lui désignant son mari :

— Que Dieu te laisse longtemps son orgueil et sa couronne ! Soyez sur le bonheur, ô mes enfants !

Elle s'éloigne, en essuyant une larme,

Lentement, avec des gestes ouatés, dans l'obscurité de la chambre somptueuse, Didenn entraîne sa femme vers la couche nuptiale, la fille des Marabouts pure et splendide venue dans ses bras pour former la famille...

Aïcha ne lève plus la tête du petit matelas de feuilles de maïs où elle s'est couchée depuis le jour de la trahison. Sa vieille mère, la voyant pleurer en balançant le front, refuser toute nourriture, se déchirer les joues en s'aidant de berceuses funèbres, ne sait où donner de sa vie. Elle a cru d'abord que sa fille était frappée par les génies de la fontaine. Les femmes de la tribu l'auront irritée encore avec leur mépris, la pauvre petite aura échauffé son sang et les djinns des eaux supportent si mal ceux dont le sang s'échauffe autour de leur domaine!... Alors, elle s'est mise à brûler de l'encens au chevet d'Aïcha entre les heures *bine elougate*, c'est-à-dire vers le midi, au moment où ces démons fantasques sont le plus disposés à la clémence... Elle a enfoui un œuf sous de la braise, et prononcé le nom de sa fille jusqu'à ce que l'œuf ait éclaté comme de la poudre.... Elle a fait fondre du plomb, qu'elle a versé ensuite dans un mortier de cuivre rempli d'eau...

— Mère, a dit Aïcha de sa voix éteinte, toute ta fatigue est inutile. Moi je vais sombrer et moi je vais mourir...

— Que Dieu te garde, ma fille!

En même temps, Messaouda passe et repasse sa langue sept fois d'une tempe à l'autre sur toute la longueur du front brûlant de la malade.

— Allah, mon enfant, ne frappe pas avec deux bâtons... Il aura pitié de ta jeunesse et de ta solitude... Tu grandiras, tu deviendras une femme... Un fils de gens t'épousera... Nous te ferons une belle noce et tu crèveras les yeux à tous ceux qui ne nous aiment pas...

A ce mot de noce, Aïcha porte ses deux index à ses oreilles, et se met à pousser les ululements de la mort :

— *Bou! Bou! Bou!* Sur ma tête!

Messaouda l'écoute, le cœur plein d'épouvante. Là-haut, la grande noce résonne de ses mille bruits argentins...

Et Messaouda ne sait que croire...

Elle tombe à genoux. Sa voix se fait suppliante :

— Ma fille... veux-tu que je te prépare un petit œuf sous la cendre?... Une semouillette au beurre?... Ma fille, tu n'as pas délayé ta salive depuis trois jours...

Mais Aïcha s'est renversée sur sa couche. Elle a enfoncé sa tête dans les feuilles de maïs et ne l'entend plus...

Les « Sept Jours » des réjouissances ont passé comme une féerie. Une à une, les familles s'en vont, emportées à dos d'ânes, de chevaux ou de dromadaires, dans la blancheur des haïks, l'encombrement des corbeilles bourrées des costumes de fête et de pâtisseries. Au loin s'entendent les dernières notes de la Chanson du Départ :

Restez, restez sur le bonheur !
Nous, nous nous en allons !
La datte des régimes
Est douce à la bouche
Et brûlante au gosier !...

Peut-on dire adieu sans un regret à sept jours et sept nuits passés dans les festins et les orchestres?...

La grande maison reprend son air de mystère, avec ses jets d'eau qui susurrent au milieu des arcades sonores, et le scintillement de ses mosaïques dans une demi-ombre...

Didenn est le plus heureux des époux. Durant ces sept jours, il a eu le loisir de savourer comme un philtre la beauté parfaite et les pures qualités de sa femme. Sa femme! Il a fallu l'affection d'une mère, et d'une mère comme Lalla Gousseume, pour choisir à ce fils une vraie *aroussa*, au corps de volupté, à l'âme profonde, capable de satisfaire son cœur d'adolescent et son esprit de taleb cultivé. L'amour qui naît du mariage est le seul puissant; l'autre ne laisse après lui qu'amertume. Et là-haut, dans la chambre somptueuse, Didenn s'abandonne à l'ivresse toute neuve des étreintes permises. Allongé sur un divan de Damas, la tête sur les genoux de sa jeune épouse, il goûte un bonheur intime, au milieu de la fièvre des sens qui empourpre ses joues, à lui conter mille choses très sérieuses, certaines légendes découvertes sous la poussière des manuscrits andalous, la vie de hautes figures musulmanes, où la passion sans tache inspira l'héroïsme au combat, le dévouement à la science ou les grands actes de charité. Et il se laisse aller à la caresse des mains longues qui passent et repassent dans ses cheveux bouclés...

— Sidi, toi tu es un *ârif*, et moi je...

Le mot meurt sur les lèvres de Zoulikha.

Ah! si ce n'était le terrible témoin de cette Dadda! La vieille négresse se tient là, en un coin de la chambre, braquant sur les époux un œil sévère, de crainte que, dans un élan fou, Didenn n'oublie le rite sacré qui lui interdit de posséder à nouveau sa femme, avant que les « sept jours » soient écoulés...

Les sept jours ont passé. Le jour du Bain de la Mariée, tant attendu, est enfin là. Zoulikha se dispose à se rendre au hammam, avec ses belles-sœurs et des amies de son âge. C'est aussi jour de sortie pour Didenn. Afin de calmer son impatience, il va descendre à Tlemcen faire un tour dans les rues fraîches, sous les platanes, prendre des nouvelles de la chère petite cité, comme c'est le devoir d'un bon Musulman. Il entrera faire une visite à ses amis les talebs de la médersah, recevra la bénédiction de son vieux maître, écoutera chanter quelques sourates du livre de Dieu. Et il remontera dès le coucher du soleil, après avoir acheté pour sa femme le cadeau traditionnel du soir du Bain. Le gourmand Didenn se promet une heure délicieuse de flânerie par la ville avec la pensée d'une seconde nuit d'amour enfin permise dans les bras de son épouse parfumée...

Midi. La vallée dort sous un ciel d'airain. Pas une âme sur la longue route du Marabout, dont les sapins sont immobiles et les pierres brûlantes.

Le visage contre la lucarne de son gourbi, ses doigts maigres agrippés aux barreaux, Aïcha se tenait suspendue, le corps las, l'œil alourdi par la chaleur et la fièvre. Elle dressait le cou, anxieuse. Elle attendait. Elle savait qu'aujourd'hui était *son* jour de sortie et que tout à l'heure, il allait passer sur la route. Après qu'elle avait maudit le traître jusqu'à la mort, après qu'elle l'avait repoussé comme le sang de ses dents, elle était revenue à des sentiments de douceur et d'indulgence. Elle pensait bien que son ami d'enfance ne pouvait pas l'avoir trahie de son propre gré, qu'il avait dû obéir à la volonté de ses parents dans ce mariage, qu'un fils de sidis après tout est l'esclave des convenances du harem... Et elle lui pardonnait, et elle ne désirait qu'une chose : le revoir, et qu'il lui dise : « Aïcha, tu es toujours dans mon cœur... Auprès d'une autre femme, fût-elle la houri des jardins, je serai toujours pante-

lant... » Et elle se consolerait, elle guérirait. Elle n'avait pu tenir sur son grabat jusqu'au midi. Aussitôt qu'elle avait vu le soleil dépasser le seuil du gourbi, elle s'était traînée sur ses genoux ; le cœur haletant, la gorge sèche, elle était parvenue à se hisser au grillage de la lucarne.

Il y avait plus d'une heure qu'elle attendait ainsi, lorsque Didenn sortit de sa maison. Oh ! l'instant béni pour la pauvre malade ! Des larmes de joie vinrent à ses yeux. Enfin, elle avait assez vécu pour revoir le bey à la face de bonheur !

Didenn, magnifique dans ses habits de noce, rasé de frais, la chéchia légèrement inclinée sur l'oreille gauche, descendit le petit sentier qui dévalait de leur demeure sur sa route. Sa démarche était celle d'un homme heureux. Toute sa personne respirait la félicité. Il fredonnait assez haut quelque chose comme le refrain de noces :

Prends ce que Dieu t'envoie, ô fils des heureux !

Il traversa le petit bois ombreux, passa près de la fontaine sans paraître avoir vu l'un et l'autre. Il allait droit devant lui, occupé visiblement d'une pensée unique : son bonheur légitime, le seul véritable, sa femme qu'il retrouverait ce soir, étincelante du bain de l'amour... Comme il arrivait en face du gourbi, il leva les yeux. Le cœur d'Aïcha cessa de battre. Elle crut qu'il allait appeler. Dans un dernier effort, elle se crispa toute, elle avança le cou en dehors de la lucarne.

— Didenn... Mon frère...

Mais lui avait déjà rabaissé les yeux et hâtait le pas vers la ville...

Elle le regarda s'éloigner sur la route. Sa poitrine cuisait sous la douleur. Les jambes lui fléchirent, elle s'affaissa sur le petit grabat de maïs comme un morceau de pâte.

Au même instant, des you-you éclatèrent. L'air s'emplit de chansons et de joyeux appels. C'était la mariée qui se rendait au bain avec ses compagnes. Les lallate sortaient à leur tour, se répandaient sur le chemin. Au loin, elles riaient, bavardaient gaiement, avançaient en entourant la mariée des mille taquineries flatteuses que ce jour exige. Elles passèrent tout près du gourbi... On entendit à travers le mur de toub le froufrou de leurs costumes et le cliquetis de leurs bijoux...

Messaouda, qui rentrait à ce moment courbée sous un énorme paquet d'ouvrage, eut un soupir.

— Hé ! murmura-t-elle, les uns ont le cœur sur une datte, les autres ont le cœur sur une braise !

— Mamma, dit Aïcha, donne-moi un bol de tisane...

— Pourquoi, ma fille ?... Tu veux dormir en plein jour ?

— Mamma, donne-moi un bol de tisane !

Mamma lui prépara un *fendjal* (1) plein de têtes de pavots e tde chevilles noires, comme chaque soir, lorsqu'elle voulait briser les nerfs de sa fille et la forcer au sommeil. Sous le prompt effet du narcotique, au milieu de la chaleur dont rayonnaient les minces parois de la cabane, Aïcha et tout son désespoir sombrèrent dans un abîme... Elle s'endormit.

Au hammam cependant, la mariée est assise demi-nue dans une fouta d'or sur un *geb* (2) de cuivre renversé. Dadda lui jette de l'eau de roses tiédie avec une tasse d'argent. Ses cheveux dénoués tombent en un lourd burnous autour de ses épaules. Et ses compagnes de l'aduler, de la chanter toujours plus belle.

Je te lave la tête et je te lance des you-you,
Je te montre aux amis avec orgueil
Ce que Dieu t'a faite !...

Et toujours des négresses qui apportent sur des plateaux damasquinés les pâtisseries au miel, les galettes au sucre et les tranches de gâteaux mousseline, et les boissons rafraîchissantes dans des bocaux de verre coloré... Et les souhaits de bonheur pleuvent sur la mariée et sur son sidi magnifique... La vapeur chaude monte sous le dôme de verre. Des suintements percent au pied des murs et le long des colonnades. Les tasses des négresses se heurtent avec un bruit sourd. Un orchestre s'entend invisible, comme du haut de quelque nuage enchanté... Bientôt, les grandes foutas de Tunis pailletées d'or apparaissent, drapant les beaux corps qui ruissellent... Les you you s'accentuent... On suit la mariée à la chambre du repos où des guirlandes de jasmin sont distribuées, tandis que l'on va se parer pour le retour...

Cinq heures. Dans le gourbi où Aïcha vient de s'éveiller passe un peu de fraîcheur. Aïcha lève la tête, soulagée par ce

(1) Tasse mauresque.
(2) Sorte de grand récipient de forme ronde, à bords évasés.

long sommeil. Elle cherche à se redresser, elle veut gagner de nouveau la petite lucarne. C'est l'heure où la mariée sort du bain.

— Je veux la voir passer, dit-elle à sa mère.

Et de nouveau, la voilà suspendue aux barreaux de fer, les cheveux en désordre, les traits convulsés. Elle attend le retour du Bain.

Mais, ô fatalité, au lieu de la mariée, ce fut Didenn encore qu'elle aperçut soudain, là-bas, remontant la route du Marabout. Il marchait vite. Ses burnous flottaient à la brise. Il avait hâte de regagner la maison de l'amour, où, croyait-il sans doute, sa femme l'attendait déjà... Ses bras étaient chargés de nombreux paquets noués par des faveurs... Un paquet entre autres se reconnaissait (et Aïcha le reconnut aussitôt) de loin, à son papier jaune et rigide, — le papier du droguiste marocain de la Place du Mechouar... Il contenait les précieuses bougies multicolores qui, selon l'usage, devaient brûler cette nuit autour de la veilleuse, dans la chambre des époux...

A cette vue, Aïcha retint un cri de détresse. Elle sentit sa douleur plus cuisante que jamais. Qu'allait-elle faire? La rage grondait en elle. Une jalousie féroce secouait ses entrailles. Son sang de bédouine cria vengeance. Son œil s'alluma. Ce feu qui brûlait son corps, il fallait à la fin qu'elle l'éteignît...

Didenn avait rejoint sa maison. Il disparut derrière la lourde porte, dont les clous de cuivre brillèrent ce soir d'un miroitement narquois.

Mais déjà Aïcha était sur le seuil de son gourbi. Elle atteignait péniblement la lisière du petit bois... Enveloppée de son voile, elle venait s'appuyer contre le dôme de la fontaine... Elle cachait ses mains derrière le dos. Sa poitrine se soulevait à intervalles comme dans des sanglots étouffés. Elle attendit. L'air frais du soir se faisait humide. Le soleil déclinait par delà les cyprès. Le bruit des sources relâchées commençait à s'entendre du haut des moulins, parmi les rocs de la colline... Il n'y avait personne autour de la fontaine. Toute la tribu était allée saluer la mariée à la sortie du Hammam...

Elle n'attendit pas longtemps. Au bas de la route, elle vit serpenter le grand ruban blanc des femmes qui revenaient du bain. Bientôt passèrent devant elle les négresses qui portaient sur leurs têtes les costumes de rechange de ces bienheureuses...

Elles poussaient les you-you du retour en battant de leurs grosses mains... Elles marchaient à grands pas pour aller préparer à leurs maîtresses les matelas du repos... tandis que celles-ci arrivaient sans hâte, de cette démarche majestueuse qui, chez les Orientales, indique toute une série de convenances... Dès qu'Aïcha les vit s'approcher, elle retourna l'arme qu'elle tenait entre les mains. La lame du yatagan fit une entaille à son voile. C'était ce yatagan dont son père s'était servi il y avait cinq ans pour défendre son petit bien.

La mariée apparut au milieu de ses compagnes. Son costume n'était pas différent du leur : le costume de ville entièrement blanc. Dans l'air du soir s'exhalait cette odeur de hammam si particulière, — odeur de vapeur, de haïks neufs et de teintures de toute espèce. La jalousie de nouveau rongea la Bédouine. Son âme pleura de haine. Enfin, elle allait frapper à ce bonheur insolent. Elle allait crever le cœur de Didenn comme il avait crevé son cœur à elle, — pauvre esseulée. C'est qu'elle l'imaginait bien là-haut, dans sa chambre luxueuse, étendu sur son sofa de velours et rêvant de sa femme, tandis qu'au chevet du lit nuptial brillaient déjà les bougies sacrées...

— Tu l'auras morte ! jura la Bédouine.

Et elle se préparait à porter à sa rivale un coup terrible, là... entre les épaules... et elle la laisserait gisant dans son sang comme elle-même gisait dans sa souffrance...

Mais alors, que vit-elle ? Sa rivale qui se détachait du groupe de ses compagnes et qui, franchement, s'avançait vers elle... Sa rivale... la mariée, la femme de Didenn... Elle venait à elle, elle se portait avec assurance au-devant du danger...

— Que me veut-elle ? pensa Aïcha. A-t-elle su que j'allais lui faire du mal ? Est-elle une vraie sainte, comme on le disait, qu'elle ait pu lire dans mon cœur ?

Aïcha eut peur. Elle eut peur de cette femme qui arrivait d'un pas si confiant, sans la moindre inquiétude sur le visage.

— Elle sait, pensa la Bédouine superstitieuse, elle sait tout !

Elle lâcha son yatagan, s'écroula à terre pour le dissimuler dans son voile. Elle claquait des dents. Elle levait déjà les bras pour demander pardon...

La belle mariée s'était arrêtée devant elle. A distance, elle avait pris Aïcha pour quelque meskina des routes de Sidi-Bou-Medine. Et la fille des Marabouts n'oubliait pas l'aumône du

soir du Bain. Elle tirait de son corsage une piécette d'or toute parfumée... Lorsqu'elle s'aperçut que la mendiante était une belle jeune fille, aux traits pleins de grâce, et qu'elle venait de s'affaisser au pied de la fontaine, pâlie, toute grelottante, Lalla Zoulikha réintégra son aumône... Elle lui tendit seulement la main. Aïcha fit un mouvement pour fuir. Puis son regard rencontra celui de Lalla Zoulikha... Les beaux yeux verts frangés de cils noirs la retinrent. Il y avait en eux tant de bonté sincère, tant de douceur apitoyée, qu'elle n'eut plus peur soudain...

— Qu'as-tu? lui disait cependant la mariée, tu es malade?... Et pourquoi restes-tu là si tard, dans le soir humide?...

En même temps, elle passa une de ses mains sur le front glacé de la Bédouine.

— Pourquoi, pourquoi, une gazelle comme toi, t'ont-ils oubliée sur les chemins? Dis-moi, fille de nos pères... Tes parents, où sont-ils? Dorment-ils?... Ou, s'ils sont morts, qu'Allah leur accorde le pardon...

Aïcha avait baissé la tête. Elle n'osait prononcer une parole. Elle avait honte de sa gandourah des pauvres, honte de son voile usé, honte de ses cheveux en désordre. Elle se sentait toute mesquine devant la fille des Marabouts, au maintien et au langage si nobles, à la voix ensorceleuse... Elle comprenait à ce seul contact combien elle avait été loin de mériter, elle, ce nom de lalla du harem... Elle inclinait le front de plus en plus, elle ne saurait rien répondre à cette femme...

Lalla Zoulikha, toujours plus douce, tentait de nouvelles questions. Et comme Aïcha restait toujours sans répondre, timide et souffreteuse, elle n'hésita pas. Elle souleva son lourd seroual immaculé et s'assit auprès d'elle.

Les femmes de sa suite, qui s'étaient arrêtées sur la route pour l'attendre, s'écrièrent :

— Hé! la mariée... Le soleil se couche et l'homme doit être à la maison...

— Oui, oui, leur répondit Zoulikha, je ne vais point tarder... Avec le pardon de Dieu, mes sœurs, devancez-moi...

Elles n'osèrent pas contrarier la fille des Marabouts. La laissant à sa charité, les lallate s'éloignèrent vers la maison...

Et voici que la fille des Marabouts, sans le savoir, par cette seule réponse venait de verser un baume sur la jalousie de la

Bédouine. Ainsi elle n'était point pressée d'aller vers l'amour qui l'appelait! Elle s'attardait avec tant de sollicitude auprès d'une miséreuse! Elle était si calme lorsque l'impatience du bonheur eût dû la rendre fébrile! Aïcha sentait bien qu'à sa place, elle aurait oublié sa mère.

Lorsqu'elles furent seules, Lalla Zoulikha lui passa un bras autour du cou, et la regardant dans les yeux, plus pressante :

— Dis-moi, répéta-t-elle; que faisais-tu là toute seule, au coucher du soleil?... Une jeune fille de ton âge!...

Aïcha se sentait gagnée malgré elle par la chaleur de cette étreinte, par la douceur de cette voix. Elle balbutia :

— J'attendais, moi aussi!... Je voulais voir passer la mariée...

Un sourire satisfait éclaira le visage de la fille des Marabouts.

— Que Dieu te grandisse et qu'il approche ton tour!... souhaita-t-elle à la Bédouine. Et maintenant que tu m'as vue, tu vas rentrer... L'air fraîchit. Tu t'appuieras à mon bras, si tu ne peux aller seule, et je t'accompagnerai jusqu'au seuil de ta maison...

— Non... non! Que Dieu te remercie, ya lalla! Tu peux t'en aller tranquille... Je vais rentrer tout de suite... seule comme je suis venue... Va, ne t'attarde plus... C'est ton soir de bain...

— Je ne suis pas pressée, insista Zoulikha. Allons, viens, petite mère, que je t'accompagne...

Oh! cette parole : je ne suis pas pressée! Et ce mot d'affection extrême : petite mère! Et Aïcha avait voulu tuer cette femme!... Elle recula soudain comme à l'approche d'une vipère : sa jambe venait de frôler la lame du yatagan...

— Non, s'écria-t-elle, non, laisse-moi, laisse-moi dans mon malheur!

— Que Dieu préserve, que Dieu éloigne!...

Et Lalla Zoulikha attira contre son cœur la tête de l'infortunée. Et c'était touchant, cette mariée de quatorze ans, dans sa compassion inépuisable pour une rivale plus âgée qu'elle.

Aïcha ferma les yeux. Une rougeur couvrit son front. Elle était une maudite. Cette rivale était une sœur. Dans son sein parfumé, elle enfouit son visage et, à corps perdu, elle sanglota.

— Pleure, pleure, ma fille... Que ton cœur se rafraîchisse... Mais la jeunesse est en toi... Et Dieu arrangera ta chance...

Elle lui écarta les cheveux qui s'embroussaillaient autour de ses tempes. Le premier baiser du bain de noce qu'elles devaient à l'époux, les lèvres pures de Zoulikha le déposèrent sur le front d'une désolée...

Quand l'ombre vint, toute la colère, toute la haine de la Bédouine contre l'épouse de son ami d'enfance étaient tombées... Elle n'était plus qu'une petite chose brisée au bras de cette femme, qui l'entraînait sous les cyprès de la route, la protégeait avec son haïk de soie contre l'humidité traîtresse des soirs africains...

C'était vendredi. Dans la matinée d'octobre infiniment pure, qu'il était gai, ce petit marabout, sous sa blancheur de chaux toute fraîche, au milieu des cactus et des vieux figuiers de la montagne!... Des groupes de femmes arrivaient de différents sentiers, méditatives, repentantes, leurs pieds nus recouverts de poussière. Elles pénétraient une à une par la porte étroite, jetaient aussitôt une pincée de poudre d'encens qui flambait dans un fourneau de terre cuite, allumaient de petites bougies multicolores en haut d'un monticule de sable, ajoutaient de l'huile à la veilleuse verte qui brûlait sans trêve pour la guérison des malades. Elles se courbaient enfin pour baiser le catafalque avec ferveur, et, dans le recueillement le plus profond, on les entendait murmurer leurs prières...

Et puis, silencieuses comme elles étaient venues, elles ne tardaient pas à se retirer, sans oublier de jeter leur aumône dans le grand foulard blanc qui s'étalait au seuil de la maison de la gardienne, — une toute petite maisonnette bleue, non loin de là, parmi des tombes...

Seule, sous le dôme du sanctuaire, une femme priait encore, qui était arrivée depuis l'aube. Bien des pèlerines étaient venues et reparties... Mais la prière de cette dernière semblait plus longue... Plus fiévreuse aussi, agitée d'une angoisse qui tordait les flancs, contractait la face amaigrie de la pénitente sous son voile de mérinos...

Lorsqu'il n'y eut plus personne autour du catafalque, elle promena un regard autour d'elle, comme soulagée d'un grand poids. Et elle se livra sans contrainte à sa supplication ardente...

A voix haute maintenant, la gorge serrée, Aïcha invoquait le Grand... le Clément... le Miséricordieux... Elle pria longtemps... Et c'était sans doute pour que lui fût pardonné son geste que, seule, une jalousie folle avait dicté, pour qu'elle fût exorcisée de ce djinn qui l'avait poussée à vouloir la mort de cette amie si généreuse, qui avait su lui faire la charité sans blessure, comme ses ancêtres les vieux marabouts savaient la faire, de cette *lalla* de race pure qui, un soir de noces, avait négligé les ivresses qui l'attendaient pour se pencher sur sa douleur.

Elle pria jusqu'au desséchement de sa poitrine. Elle se sentit quelque peu fortifiée. Elle se leva pour sortir.

Au dehors, ses yeux clignèrent à l'aveuglante clarté du soleil. Un silence profond régnait autour du petit marabout abandonné. C'était déjà la torpeur de midi sur les pierres tombales, les figuiers et les cactus.

Aïcha s'assura qu'elle était bien seule. Elle se dirigea vers l'endroit le plus écarté de l'enclos. Une langue de terre entre deux rocs. Tout autour, des cactus. En bas, dans une flambée de lumière, Sidi-Bou-Medine et la grande maison blanche... Elle s'assit en carré, saisit au hasard un gros caillou de silex, et se mit à creuser vite, vite, avec autant de hâte que le lui permirent ses forces déjà défaillantes. Elle tira de sa ceinture une lame qui brilla comme de l'argent. Et dans le trou, elle jeta le yatagan avec une sorte de fureur.

Quand ce trou fut comblé, elle s'agenouilla comme pour prier sur une tombe. Dans un suprême effort, elle rassembla tout son courage, car la tâche la plus pénible pour elle ne s'arrêtait pas là. Au moment de l'entreprendre, la jeune fille blêmit encore et deux larmes brûlantes coulèrent sur ses joues. Elle leva ses yeux pleins de fièvre vers le ciel immense, elle se tordit les bras comme sous une douleur physique. Bientôt, sa bouche s'entr'ouvrit pour jurer son renoncement à l'amour de Didenn. Elle jura sur le nom du marabout qu'avec le yatagan souillé du crime de son père, elle venait d'enterrer son unique espoir... Et puis sa tête vacilla, elle secoua l'air de ses deux mains crispées... Le front en avant, face à Sidi-Bou-Medine, elle s'abattit sans connaissance...

Ce fut la gardienne du marabout qui la ramena chez elle à dos d'âne, bientôt rejointe en chemin par Messaouda qui s'était

inquiétée du retard de sa fille. Lorsqu'elle revint de son évanouissement, elle était couchée sur son matelas, dans le gourbi. A son chevet, deux femmes chuchotaient entre elles, à voix basse, comme de vieilles connaissances. C'étaient sa mère et la femme de Didenn. Lalla Zoulikha était venue en effet demander des nouvelles de la gazelle, qu'elle n'avait plus revue depuis le soir du bain ; elle avait apporté de belles oranges et des pâtisseries au miel, — pour que la petite délayât sa salive, avait-elle dit à la vieille Messaouda, qui pleurait de reconnaissance...

— Et maintenant, ma mère... assez pleuré... Nous allons tâcher de la guérir...

— Oh ! si tu faisais cela, ya lalla !... Ton esclave je deviendrais... Matin et soir, je mêlerais ton nom aux prières d'une mère... Vois : je n'ai que ce petit œil...

— Alors, dis-moi ce qui lui fait mal, mamma Messaouda, à ta gazelle...

Mais mamma Messaouda ne savait rien. Sa fille ne lui avait jamais dit... Elle l'avait vue un matin revenir de la ville, et se jeter sur ce matelas... Et elle pleurait, elle se déchirait les joues avec des berceuses... Et elle avait coupé la nourriture de son gosier... Et elle ne voulait plus sortir, elle qui aimait tant aller tous les soirs à la fontaine, d'où elle revenait pleine de gaîté comme une grenade...

— Je ne sais pas, ya lalla... Ce mauvais œil qui est entré en elle n'a plus voulu la quitter...

Et mamma Messaouda balance la tête. C'est sa manière d'exprimer la désolation...

— Va, laisse-moi seule avec ta gazelle...

... La fille des marabouts, assise sur un coin du matelas, caresse avec amour le front de la Bédouine.

— Dis-moi, petite amie... Dis à ta sœur... Qu'est-ce qui te fait mal ?... Qu'est-ce qui t'a frappée ?... Et nous te guérirons...

— Guérir ! soupire la malade, oh ! guérir... Ce n'est pas un mal... C'est une brûlure... tenace comme la brûlure des moissons... Elle cuit, elle aveugle, elle perd une musulmane...

— Que Dieu éloigne ! prononce la pieuse Zoulikha.

Aicha ferme les yeux. La voix douce à nouveau l'enchante. L'étreinte affectueuse a peu à peu raison de son humeur farouche. D'ailleurs, elle est bien abattue cette fois, et elle

n'aura pas la force de résister longtemps. C'est dans une sorte de fascination qu'elle murmure :

— Ya Lalla... Il y a huit jours, j'ai voulu t'assassiner...

« M'asssassiner? songeait Zoulikha, et pourquoi?... »

Elle avait eu un mouvement de recul instinctif, qu'elle réprima aussitôt. Elle revint vite à cette tranquille assurance de ceux qui possèdent la foi et qui se sentent protégés par toute une lignée de croyants.

Mais Aïcha ne respirait plus d'angoisse. La voix douce s'était tue. Elle croyait que son amie se préparait à la repousser, ou qu'elle méditait quelque phrase pour la maudire. Aussi la regardait-elle avec des yeux embués où passait toute son âme suppliante.

— Ma sœur, dit-elle tout bas, tu me pardonnes ?

— Oh! oui, je te pardonne, pauvre petite! dit tout à coup Zoulikha en l'entourant de ses deux bras et en approchant encore son visage où se peignit une compassion immense. Seulement, tu vas me le dire : pourquoi voulais-tu me tuer?

Aïcha hésita un moment. Puis la voix douce recommençait son bercement magique...

— Parce que... dit Aïcha. Parce que...

Et enfin, dans un élan décidé :

— Parce que j'aimais ton mari...

Cette fois, Zoulikha blêmit. Il lui fallut un effort stoïque pour contenir sa stupeur, pour étouffer le sentiment qui éclatait en elle.

— Mon mari?... répéta-t-elle.

— Oui, continua la Bédouine, résolue à tout avouer, j'étais enfant quand je jouais avec Didenn, tout le jour. Devenue grande, je me suis attachée à lui comme la branche d'un jasmin autour d'une vigne. Il m'avait promis mariage, et je l'ai cru. Cette parole fut la nourriture de ma jeunesse, elle fut mon seul bonheur dans ma vie amère, elle fut l'étoile dans le noir de mon gourbi... J'avais péniblement retiré le seau du puits. Au moment où je croyais le saisir, la corde tout à coup s'est rompue entre mes mains, je suis tombée à la renverse, et depuis ce jour, je ne me suis plus relevée...

Voyant que Zoulikha se retirait d'elle, qu'elle semblait vouloir relâcher son étreinte, Aïcha s'interrompit soudain. Elle tendit ses mains suppliantes et, dans un hoquet qui l'étranglait à demi

— Ma sœur, reviens à moi, dit-elle... N'aie aucune crainte... Je l'ai enterré ce matin.., là-bas... au Marabout... cet amour... avec le yatagan maudit...

Et puis, la Bédouine redevint livide. Il sembla qu'elle allait de nouveau s'évanouir.

— Pauvre, pauvre petite amie! dit lalla Zoulikha, et dans son regard se lisait la plus horrible souffrance, avoir crainte de toi!... Oh! non... seulement, je ne savais pas... Didenn était ton bien avant qu'il ne devienne le mien... Et c'est moi qui te l'ai pris... Non, non, la fille des Marabouts saura racheter sa faute, dût-elle lui coûter les larmes de sa vie...

Il faisait nuit lorsque Zoulikha quitta le gourbi pour rentrer chez elle. Dès qu'elle eut franchi le seuil de la splendide demeure, une négresse la débarrassa de son voile et de son haïk de soie. Puis, soulevant une portière de velours rouge :

— Sidi attend Lalla dans la chambre du Levant!

La jeune femme pénétra dans une salle éblouissante, toute carrelée de mosaïques bleues, et dont le toit formait dôme. Elle était éclairée de bougies blanches innombrables, montées sur des candélabres d'argent. Les fenêtres en ogive étaient encore grandes ouvertes, on apercevait au loin les lumières de Tlemcen sur le fond sombre des oliviers.

Didenn en effet attendait sa femme, assis sur un matelas de satin cuivre, auprès d'une minuscule table de nacre, où un livre restait ouvert. Il se leva aussitôt pour aller au-devant de Zoulikha.

— Femme, lui dit-il en la dévorant de baisers, où étais-tu pour tant tarder? J'étais sur le point d'aller te chercher et la rigueur des convenances me retenait là cloué comme un infirme...

Et plus bas :

— Je languissais de ton ombre, de ton parfum...

Mais devant l'attitude froide, l'air préoccupé de sa femme qui ne lui rendait point ses caresses, Didenn s'arrêta. Ses yeux bleus prirent la couleur de la mer inquiète.

— Qu'as-tu, femme?... Que ce soit du bonheur au moins...

Zoulikha hautaine le repoussa doucement.

— Viens, lui dit-elle en le conduisant vers le sofa qu'il venait de quitter.

Ils prirent place tous les deux. Didenn, de plus en plus étonné de ce ton grave que prenait ce soir Zoulikha pour s'adresser à lui, répéta :

— Mais qu'as-tu, femme? Quelle nouvelle veux-tu m'apprendre?

Et comme Zoulikha réfléchissait avant de l'entretenir de cette chose à la fois si simple et si pénible, l'adolescent vint blottir son visage parmi les franges du foulard qui enveloppait les beaux cheveux dorés de sa femme.

L'heure était exquise. Une brise fraîche circulait au milieu des mosaïques, qu'on sentait venir de là-bas, de la mer proche, derrière l'horizon des collines. Dans le jardin invisible, on entendait un clapotis s'agiter parmi les branchages des cocotiers et des strelitzias. L'arome des jasmins, des mimosas, des roses du Bengale montait en une symphonie de rêve, rendue plus subtile par le beau soir d'automne.

— Mon mari, dit enfin Zoulikha, tu sais que de coutume il ne faut ni jurer, ni faire jurer... Si l'on a eu ce malheur, tôt ou tard, le serment que l'on n'a point tenu se représente à vos yeux, qu'ils soient prêts à s'éteindre sur un lit de mort ou prêts à s'ouvrir sur un lit de noces...

Didenn, à ces paroles, avait secoué la tête. Il regardait sa femme, épiant sur ses lèvres à quoi elle voulait bien en venir.

Alors, Zoulikha le contempla dans les yeux, jusqu'à l'âme :

— Eh bien! tu ne te souviens pas, toi, sur la longueur de ta vie, d'avoir fait un serment que tu n'as pas tenu?

Cette fois, Didenn se troubla, devint pourpre et baissa les yeux. A quoi Zoulikha faisait-elle allusion? De quel serment voulait-elle parler?... Il y avait bien le serment qu'il avait fait naguère... à la petite Aïcha... Mais tout s'était effacé dans la bénédiction du mariage...

Zoulikha reprit d'une voix tendre :

— Mon mari... mon bey... Allah sait combien tu m'es cher...

— Oui, se hâta de murmurer Didenn, et de cela, mon âme est dans la joie parfaite...

— Eh bien! sur notre colline, près de chez nous, il y a une jeune vie qui souffre, précisément de notre bonheur, de notre union... Et moi-même, tant que notre bonheur coûtera des larmes, je ne pourrai plus le goûter à loisir...

Didenn avait blêmi. Il répéta machinalement :

— Notre bonheur coûte des larmes?... A qui?... Je ne comprends pas bien...

Pouvait-il se douter que sa femme avait rencontré Aïcha, lui avait parlé et, mieux encore, avait reçu ses confidences et l'avait serrée dans ses bras?

— Tu as aimé une jeune fille avant de me connaître, Didenn. Il ne faut pas l'oublier...

Et puis, elle pâlit à son tour. Défaillante, elle s'appuya légèrement sur la poitrine de son époux. Didenn referma sur elle ses bras de Sid : il lui jura qu'avant de la connaître, il ne savait pas ce que c'était que le véritable amour.

— Dis-le-moi cependant, Zoulikha, dis-le moi à cœur franc : de qui veux-tu parler?

Zoulikha rappela son courage, fit taire sa douleur, et fermement :

— Je veux parler d'Aïcha, votre voisine!

— Aïcha! s'écria Didenn, tu l'as vue, elle a osé te parler? A quel endroit? Aujourd'hui?

En toute réponse, lalla Zoulikha inclina sa tête. Et elle demeura pensive.

Didenn crut avoir perdu à jamais l'estime et l'affection de la fille des Marabouts. Il voulut s'excuser.

— Femme, dit-il, pardonne un égarement de jeunesse... le conseil de ma jeune raison... Je ne te connaissais pas... Je ne savais pas qu'il pouvait y avoir, caché pour moi seul, une *âdra* comme toi...

— Mais, interrompit-elle en lui caressant soudain ses cheveux bouclés, je ne te fais aucun reproche... Aimer n'est pas une faute... L'amour, l'économie et la mort, l'homme ne peut leur échapper... Je veux seulement que tu répares, comme un Sid doit réparer!

— Réparer? interrogea-t-il. Réparer? Comment réparer?

Et comme Zoulikha se taisait, cherchait les mots pour lui déclarer enfin cette chose si grave, il s'inquiéta. Il lui prit vivement les mains :

— Allons, parle, pressa-t-il. Commande. Je ferai ce que tu voudras. Pourvu que tu me pardonnes, toi, et que tu me restes.

Zoulikha se redressa. Elle fixa sur son mari ses beaux yeux purs.

— Je veux que tu répares, Didenn, en prenant Aïcha pour femme !

— Quoi ! Tu veux que je l'épouse ?

— Je veux et il le faut. L'un et l'autre, nous appartenons à des lignées de marabouts. Ils ne nous pardonneraient jamais qu'un homme comme toi ait bu la liqueur pour laisser le fond du vase à cette malheureuse...

Didenn s'écarta, laissa aller sa tête entre ses deux mains, et demeura sans répondre, en proie à une douloureuse réflexion. Elle ne l'interrompit point, ne fit aucun mouvement. Dans une attitude digne, elle attendit patiemment sa réponse. Enfin, Didenn releva la tête. Il découvrit un visage consterné, mais d'une voix ferme :

— Femme, dit-il, ce que tu me demandes est impossible... Même si je le voulais... Mes parents ne me l'accorderaient pas... Car écoute...

Mais Zoulikha s'était levée.

— Didenn, je sais tout. Si tu consens à faire ton devoir, le reste me regarde...

Par un gai matin de novembre, une nuée de Tlemceniennes traversait le petit bois de cyprès à la lisière de la fontaine, riant et causant tout à la fois. La brise gonflait leurs gandourahs blanches. Leurs sarmates rouges, verts, jaunes, bleus, étincelaient au soleil levant...

De loin, elles aperçurent Dadda, la négresse des Kasbadji, qui remontait la grande route, le pas alerte, toujours raide dans sa gaine de soie rutilante, un coussinet de satin rouge qui tressautait sur ses cheveux crépus. Au souhait de passage des belles promeneuses, elle répondit :

— Eh ! les filles... Allah a béni Sidi-Bou-Medine dans cette nouvelle lune... Vous allez de noce en noce, sans dire : Nous sommes fatiguées !

— Grâce à Allah ! Grâce à Allah ! Dis qu'il nous préserve du mauvais œil, lança la plus superstitieuse des femmes.

— Alors, c'est fait, mamma Dadda ?

— C'est fait. Allez, allez vous réjouir. Dieu vous a donné... Je viens de faire la demande...

Et elle accompagna ces derniers mots d'un grand sourire de ses dents blanches...

Les belles Tlemceniennes hâtèrent le pas. Mais, comme bien on pense, les caquetages allèrent leur train:

— Voilà une vraie fille des Marabouts! dit l'une en parlant de Zoulikha. Comme elle sera blanche, le jour de sa mort!

— Une fille de grande race, ma sœur! Elle a accompli à elle seule ce que les savants et les puissants réunis n'auraient pu faire!

— Qui l'aurait dit que Sid Kasbadji et Lalla Gousseume, ces orgueilleux qui croyaient que le monde descendait de leurs escarpins, partageraient un jour sur la tombe de leur ennemi le petit pain du pardon?...

— Alors qu'il y aura bientôt cinq ans, ils avaient tous juré et bu la gorgée d'eau à la cruche de la séparation!

— Eh oui! tout vient à son heure... Il faut croire que Sid Kaddour avait été brûlé innocent pour que Dieu lui donne, couché dans sa tombe, une pareille récompense!

— Sa fille demandée en mariage par le fils de la grande maison!

Les Tlemceniennes s'enfoncèrent dans le petit bois, pour aller saluer la nouvelle épouse... Dans le mouvement que faisaient les têtes pour échanger les bavardages, les sarmates au loin se rapprochaient comme pour se frôler, s'amalgamer en une féerie d'arc-en-ciel, qui s'évanouit bientôt sous le clair-obscur des frondaisons...

Assise sur le seuil du petit gourbi, dont la porte a été garnie pour la circonstance de branches d'oliviers et de touffes de lauriers-roses, Aïcha, le visage épanoui, admire la corbeille des fiançailles que Dadda vient de déposer à ses pieds. Les parures de soie voisinent avec les ceintures d'or, avec les fremlas de velours brodé et les escarpins sertis de pierres précieuses... Au cœur d'un biscuit mousseline, un gros saphir de famille brille comme une étoile, en symbole de l'amour...

Aïcha a revêtu un costume tout de satin vert-pomme, passé des mules de brocart rose, et ses cheveux sont serrés dans un foulard d'or à longues franges d'argent. Au fond du gourbi, sa mère la contemple du coin de l'œil, une ivresse fait grelotter ses vieux bras qui pétrissent le henné des accordailles...

Aïcha écoute là-haut le bruit des orchestres qui viennent de s'installer à nouveau, et pour elle cette fois, dans la maison de Didenn. Soudain, sur la route, elle aperçoit la nuée des Tlemceniennes qui s'approchent dans la direction du gourbi. On vient lui apporter des souhaits de bonheur.

Alors, sa joie éclate. Elle se rappelle tout le mépris dont elle a souffert de ces femmes, et de tout le monde. Elle n'y tient plus. A pleine voix, elle se met à chanter :

Brillez ! Brillez !
Vous tous ne valez que du vent !
Moi, j'ai ma chance belle !
Et ma lampe illumine !
Tout ce que le maçon construit
S'élève et tombe,
Tout ce qu'a construit mon rêve,
Tout me réussit !...

. . . . . .

Minuit. Aïcha, pâle d'émotion, fort jolie sous un léger costume de faille blanc, avance d'un pas qui tremble vers la chambre nuptiale. Deux *maallmate* la soutiennent. La foule des invitées, curieuse et compacte, se resserre autour d'elles. Les you-you se mêlent au son des guitares et des violons. Les parfums pleuvent des aiguières d'or.

— Prends ce que Dieu t'envoie, ô fils des heureux !

La portière s'écarte. Didenn apparaît, toujours beau et fier dans ses burnous de soie. Son visage, à la vue de la petite amie d'enfance, reflète une joie tranquille. Aïcha pense défaillir, lorsqu'elle sent le burnous de Didenn se replier sur elle avec tendresse, le bras du bey entourer sa taille nerveuse...

Tout le monde s'est écoulé... La musique a cessé... Alors pénètre Lalla Zoulikha, toute de brocart habillée... Elle avance, plus belle, plus imposante que jamais, encore grandie par le sacrifice... Elle vient elle-même tendre à Aïcha le petit bol de porcelaine plein d'un bouillon réconfortant.

— Bois, dit-elle à sa sœur.

Et elle insiste.

— Bois, car une nuit de noces procure tant d'émotion !

ELISSA RHAÏS.

UN AN APRÈS L'ARMISTICE

AUX RÉGIONS DÉVASTÉES

Une année s'est écoulée depuis l'armistice, une année pendant laquelle nous avons essayé de réapprendre à vivre une vie normale. Cette victoire si chèrement conquise, si patiemment attendue etavec tant de confiance, ne pouvait ramener la Paix telle qu'on la voit dans les anciennes images, souriante, lumineuse, les mains chargées d'épis. Nous avons été trop blessés. Notre Paix a les yeux graves et tristes, le front soucieux. Elle marche à travers des cimetières et contemple des champs de ruines. Cependant elle est la Paix, la Paix victorieuse, une excitatrice d'énergie et une grande guérisseuse. Qu'a-t-elle fait jusqu'à présent pour ces provinces saccagées, qui représentaient une notable partie de la richesse française? Je viens d'en visiter quelques points, et mes impressions sont celles d'un passant qui a fidèlement enregistré ce qu'il voyait et ce qu'il entendait. On entend partout à peu près les mêmes choses et les décors sont partout les mêmes. Du moins, on peut être assuré de rendre assez exactement l'état d'esprit de ces villes et de ces campagnes à la fin de septembre 1919.

ARRAS

La gare n'est plus que le spectre déchiqueté d'elle-même. On franchit des baraquements et on se trouve dans une étrange ville. Elle n'est pas, comme Albert aperçu du train, un monceau de ruines noires. Elle vit; elle semble vivre. On descend sa longue et sinueuse artère; on voit bien à

gauche et à droite des maisons, des magasins, des trottoirs et une foule endimanchée qui se promène. Et ces gens n'ont point l'air triste. Ils ressemblent à tous ceux qui, en ce moment, dans toutes nos villes de province, font leur promenade dominicale. Mais à côté d'une maison qui va s'écrouler, en voici une qui n'a gardé que la moitié de son toit. Celle-ci n'est plus qu'une façade; celle-là a été bizarrement coupée en deux. Les devantures sont barricadées. Le papier et la toile huilée ont presque partout remplacé les vitres, — la toile huilée du moyen âge. Pas un mur qui ne soit meurtri; et à cette longue rue aboutissent des rues en ruines, des affluents de décombres.

Arras était moins une vieille ville qu'une ville qui avait conservé son ancienne physionomie. Quand Hugo la visitait en 1837, il se plaignait qu'elle n'eût point d'églises, de belles et vieilles églises, s'entend. La Révolution les avait jetées à bas. Il en restait pourtant une du XVIe siècle, Saint-Jean-Baptiste. Elle a été incendiée en juillet 1915. La Cathédrale, ancienne chapelle des moines de Saint-Vaast, lourd monument du XVIIIe siècle, est démolie; leur Abbaye, qui était devenue l'évêché et le grand séminaire, et dont la loi de séparation avait fait une Manutention, un Musée, une Bibliothèque et l'Académie d'Arras, est démolie. Mais depuis un demi-siècle, on avait édifié des églises charmantes : l'église Saint-Géry dans le style du XIIIe siècle; la chapelle des Bénédictines, dite du Saint-Sacrement, dans le style flamboyant du XVIe. Elles sont détruites. La seule que le bombardement ait épargnée, — et l'on s'en émerveille, — date de 1876, Notre-Dame des Ardents, une église romane en briques et en pierres blanches, qui s'élève extraordinairement imprévue et reposante au milieu d'une petite place tranquille.

A défaut d'églises, Arras possédait encore de vieux hôtels du XVIIe siècle; ils n'existent plus. Elle possédait surtout ses deux places, la Petite et la Grande, reliées entre elles par la rue de la Taillerie, dont le nom rappelait l'aunage légal, la *taille*, employée jadis chez les marchands de drap. L'administration municipale ne permettait de toucher à leurs façades qu'à condition d'en restituer les moindres ornements. Elles étaient uniques dans les Flandres, et l'Espagne n'avait rien qui pût leur être comparé. C'était l'orgueil et la gloire de la ville, le reliquaire hispano-flamand de ses coutumes et de ses traditions,

une *Orientale* de pierre et de briques sous le ciel du Nord, une féerie au clair de lune. La Grande Place avait vu les tournois des ducs de Bourgogne. Elle avait été le premier marché aux grains de France. La Petite Place était fière de son hôtel de ville du xve siècle, « accosté par un délicieux logis de la Renaissance, » et de son hardi Beffroi carillonnant, symbole de l'indépendance communale. Hélas! leurs pignons à volutes, leurs galeries aux colonnes de grès, la fameuse vieille maison à pas de moineaux avec tourelle en encorbellement, les enseignes sculptées, tout cela croule ou n'est plus qu'un chantier de démolitions. Il ne reste du Beffroi que quelque chose d'informe qui pourrait être une ruine de haut fourneau. Sur les débris d'une des façades de l'Hôtel de Ville, la plus enjolivée et la moins belle, on aperçoit des mascarons et un petit Amour qui voudrait prendre son vol, s'arracher au massacre, près d'un autre qui est décapité. Tout à côté, une boutique de laine et matelas a conservé au-dessus de sa porte brisée son enseigne, une brebis dont la tête inclinée regardait entrer les clients et qui semble aujourd'hui s'attrister sur cet immense ravage. Les ruines de l'Abbaye, Musée, Bibliothèque et Cathédrale, sont plus imposantes. A leur pied, dans un jardin où flânent quelques promeneurs et derrière un grillage, des prisonniers allemands jouissent en paix des derniers beaux jours.

La première impression a été presque un soulagement. Dieu merci, la ville existe encore! Puis on la parcourt; le cœur se serre; ce qui vous paraissait vivre n'est souvent qu'un cadavre debout; on mesure l'étendue du désastre. Mais, quand on l'a bien mesurée, on s'étonne qu'il ne soit pas plus complet. On renonce à compter les maisons et les édifices abattus; on compte ceux qui tiennent, et on se demande comment il se fait qu'un bombardement journalier de quatre ans ne soit pas venu à bout de tous ces murs et de tous ces toits.

J'ai rapporté ce soir à mon hôtel un livre déjà ancien, intitulé *Le vieil Arras*, dédié au Roi des Belges, par M. Le Gentil, juge au tribunal. J'éprouve le besoin de me reporter aux temps les plus lointains de cette ville florissante dont je viens de voir la dégradation et les plaies. Que l'histoire me voile un instant la figure désolée du présent! J'ai du mal à lire, car le vent fait claquer mes vitres de toile et vaciller la lueur de ma mauvaise bougie. J'ouvre le livre à la préface : « Le sol

natal, dit l'auteur, a je ne sais quel charme qui nous séduit tous... Nous ne l'avons jamais aussi fortement senti que lorsqu'errant à travers les rues, tandis que grondait le canon de Bapaume, nous nous demandions avec anxiété si, par suite de la sauvagerie prussienne, Arras n'allait plus bientôt présenter, comme après les invasions des Vandales, des Hérules, des Huns et des Normands, qu'un amas de cendres et de ruines. » Je crus m'être trompé et avoir acheté un livre paru d'hier. Mais non : *Le vieil Arras* a été publié en 1877, et la sauvagerie prussienne dont il s'agit ici est celle de 1870. Les Vandales et les Huns sont revenus. Ce que vous craigniez alors, Monsieur le Juge, s'est réalisé quarante-quatre ans plus tard. Tout ce qui demeurait encore de votre vieil Arras n'est plus que ruines et cendres. Je ferme le livre. Rien ne peut distraire du présent.

*
* *

Le premier Arrageois, — c'était un commerçant, — à qui je demandai « comment allaient les choses, » me répondit : « Mal : pouvez-vous m'expliquer pourquoi on ne donne pas la Légion d'honneur à Arras ? » Je ne pouvais le lui expliquer ; je lui dis seulement que, s'il ne tenait qu'à moi, on l'épinglerait ce jour même sur la poitrine de leur Lion. Le mot de cet homme qui mettait à un plus haut prix que tout l'honneur de sa ville me parut admirable ; et je ne m'étonnai pas que plus d'un tiers des habitants ; environ neuf mille, n'eussent point attendu pour rentrer dans Arras qu'Arras fût habitable. Avec les Anglais, les fonctionnaires, les prisonniers et sa population flottante de travailleurs, la ville est bien près d'avoir retrouvé son animation d'autrefois.

Il semble qu'on y ait pris la dure habitude de vivre dans le délabrement. Le contraste est parfois saisissant entre la bonne humeur de la foule et le morne aspect des rues, plus saisissant encore quand on pénètre dans les maisons. Plafonds à moitié effondrés, des trous dans les cloisons, des lambeaux de tapisseries qui pendent, des meubles dépareillés, des tableaux crevés, — l'abandon et le pillage. Les seules pièces où l'on puisse loger ont cet air mélancolique et pauvre que prennent au soir d'un déménagement les chambres où l'on couchera encore une nuit. On m'avait introduit dans ce qui fut le salon ou la salle à

manger de M. le chanoine M... Un pain était posé sur le rebord de la fenêtre. Une femme en cheveux entra qui s'assit en face de moi, près du pain. Elle venait, je crois, pour un extrait de baptême, et elle se mit aussitôt à me parler sur un ton aigu des difficultés de la vie et sur un ton plus doux du mariage de sa fille. « Mon Dieu, s'écriait-elle, comme on était heureux en 1913! Avait-on idée d'être heureux comme ça! On était trop heureux, voyez-vous, monsieur; et on ne savait pas combien on l'était. Je vous demande un peu ce qui serait arrivé si on n'avait pas eu la victoire. A quel prix auraient été les œufs? Enfin ma fille a trouvé un brave garçon. Il gagne plus qu'on ne gagnait dans le temps. Mais ce qu'on dépense, ah! mon Dieu, ce qu'on dépense! Ça vous tourne le sang... » Et, pendant qu'elle parlait, une souris, presque aussi grosse que le rat des armes d'Arras, attirée par l'odeur du pain, était sortie de derrière une petite bibliothèque et s'avançait sur un reste de moulure. Quand la femme se plaignait de la cherté des vivres, la souris s'arrêtait aux sons perçants de sa voix; quand elle causait de sa fille, la souris reprenait confiance et faisait quelques pas en avant. Je n'oublierai pas de sitôt cette pièce en désordre, cette bête que le malheur des hommes avait rendue si familière et cette femme qui tour à tour regrettait le passé, geignait sur le présent et tout de même souriait à l'avenir des siens.

Il y en a qui, au bout de trois ou quatre ans, ont eu la surprise en rentrant chez eux de retrouver à peu près intacts leur maison et ce qu'ils y avaient laissé. Ceux dont la maison n'est plus qu'un décombre anonyme au milieu des décombres sont plus nombreux, hélas! Dès le lendemain de l'armistice, ils se sont mis en route vers la seule ville au monde où ils voulaient vivre. Quand ils sont arrivés, il a fallu les loger. M. Doutrémépuich, Conseiller général, président de la Chambre de Commerce et de l'*Association de Défense des Intérêts d'Arras*, un des hommes les plus populaires de l'arrondissement et les plus dignes de l'être, me racontait les retours navrants de ces opiniâtres et combien de fois il avait dû leur chercher des coins sous les débris. Mais ces débris avaient des propriétaires qui sont revenus aussi ou qui ont menacé de revenir. Il y a eu des sommations de déguerpir et, Dieu me pardonne, je ne sais pas s'il n'y a pas eu du papier timbré. On se dispute des mor-

ceaux de ruines. « Je vais vous montrer comment on campe ici, me dit M. Doutrémépuich. Vous trouverez des gens qui font contre mauvais logis bon cœur parce qu'ils ont largement de quoi vivre et que l'air d'Arras, même dans une masure, leur est encore doux à respirer. Et vous en trouverez d'autres dont la misère est effroyable. »

Nous entrons d'abord par un escalier branlant dans un pan de maison où une famille de sept personnes s'est aménagé deux chambres sans porte. Mais c'est une famille ouvrière dont les hommes gagnent une quarantaine de francs par jour. On y est patient et même assez gai, du moins à l'heure du déjeuner. Sur la table qui tient la moitié de la première pièce, fume, entouré de choux et de pommes de terre, un jambon que la mère est en train de découper. « C'est un jambon d'Amérique, dit M. Doutrémépuich. Nous en avons tâté, ma femme et moi, des jambons d'Amérique; ils sont un peu rances. » — « Ah! Monsieur, dit la femme en riant, il y a la manière de les préparer. Quand on a bien soin d'en enlever le tour... » Et elle donne, avec l'orgueil des bonnes ménagères françaises, sa recette culinaire. La santé, la jeunesse, le travail et l'œuvre des femmes ont presque recréé un foyer au milieu des éboulis.

Mais dans la même rue nous enfilons une espèce de couloir formé par des écroulements, et nous voici dans un taudis grand ouvert meublé de trois grabats. Deux vieux hommes et la fille de l'un des deux y demeurent. Les vieillards ankylosés, voûtés, le pas vacillant et les yeux à demi éteints, se traînèrent vers nous comme des ruines vivantes qui se détacheraient avec peine d'un amas de ruines mortes. La femme au masque sombre était couchée sous des haillons, grelottante de fièvre. Une veuve de la guerre dont les trois petits enfants sont chez les Sœurs. Quand elle est bien portante, elle fait des ménages. Certes, il y a dans nos grandes villes des dénuements aussi affreux. Tout de même, les malheureux n'y ont pas à craindre que le toit s'écroule sur leur tête. Leurs portes et leurs fenêtres ferment à peu près. Ils habitent des apparences de maisons. Mais ici ils ont l'air d'enterrés. Ce qui les abrite ne semble tenir que par un miracle d'équilibre. Et pourtant cette misère a quelque chose de volontaire qui en atténue l'horreur ou plutôt qui l'ennoblit et qui mêle à notre pitié un sentiment d'admiration. Ils ont préféré leur trou dans les décombres à

l'hospitalité des villes du midi ou des campagnes normandes. Ces deux vieux hommes ont fait peut-être un très long chemin pour pouvoir reposer leur tête sur une pierre d'Arras.

*
* *

— « Et puis, me dit mon compagnon, il y en a dont vous ne verrez pas les intérieurs, des bourgeois qui, dans leur appartement lézardé et vidé, sont anxieux de savoir comment ils passeront l'hiver. Ils ont tout perdu, leur petit bien et leur situation. Vous en avez rencontré dans mon bureau, mes collaborateurs, des hommes très dignes, très courageux, qui ont femme et enfants. » — « N'ont-ils encore rien reçu de l'État? » lui demandai-je. — « Rien. Est-ce qu'on s'occupe d'eux?... Ce n'est pas ainsi que nous avions compris le relèvement. Que de lenteurs et quel surcroît de souffrances on nous aurait épargnés, si l'État ne prétendait pas tout faire et si les gens qui le dirigent se comportaient comme nous! Devant un désastre semblable, il n'y a qu'une devise qui vaille, celle que notre Comité de Défense a prise : *Union-Action*. Je suis un vieux radical; mais j'ai dit : « Pas de politique! » Et pour tout ce qui concerne les intérêts de notre ville, nous avons réalisé entre Arrageois l'union sacrée ; et nous essayons d'agir. Mais notre action est ralentie par les bureaux, et notre union est souvent impuissante à empêcher une injustice... »

On proteste, en effet, contre l'intrusion de la politique dans la distribution de certaines grosses indemnités. Je souhaite que ces iniquités apparentes soient justifiées. Ce qui ne peut l'être, c'est le gaspillage des Services de la Reconstitution et le nombre invraisemblable de leurs fonctionnaires. Ceux qui ont tant de peine à vivre d'un modeste emploi et qui attendent depuis des mois une indemnité dont ils ont absolument besoin s'irritent de voir tant de parasites si grassement payés. L'assemblée des États Généraux des provinces dévastées a déçu les délégués d'Arras. Ils voulaient des réalités : on leur a offert de l'éloquence. Ils comptaient ramener un haut commissaire et empêcher l'État de se substituer en tout et pour tout aux groupements locaux, meilleurs juges que lui des nécessités locales. Leur rêve régionaliste s'est effondré. Je n'insiste pas; car je recueillerai partout les mêmes doléances.

Partout aussi, je trouverai la terrible question du charbon et

des transports. La gare d'Arras, comme toutes les gares du réseau, reste embouteillée des semaines entières. Il est hors de doute que la Compagnie du Nord a prodigieusement travaillé. Les voies et les ponts sont réparés, assez du moins pour que les trains circulent. Mais le charbon qu'elle brûle est de mauvaise qualité et la journée de huit heures lui crée des complications. On accuse son personnel de négligence. Elle accuse les destinataires de ne pas décharger plus de dix pour cent des wagons qui leur arrivent. Elle est obligée, dit-elle, « de les garer dans des endroits de fortune parfois non clôturés. » D'où un nombre croissant de déprédations et de vols. La vérité est que la Compagnie ne peut suffire à un trafic qui a triplé ou quadruplé. Elle ressemble au gouvernement. Ni l'un ni l'autre ne sont outillés pour faire face à cette situation formidable. La Compagnie n'a pas assez de voies, et la centralisation n'en a qu'une, bien étroite et bien fatiguée...

***

Saint-Laurent-Blangy, à trois kilomètres d'Arras, était un gros bourg de deux mille habitants, à la fois industriel et agricole. Il a pour maire M. Doutrempuich, dont un des fils, lieutenant pendant la guerre, s'occupe particulièrement de sa reconstitution et a su, par sa parole et son ardeur, y intéresser la ville de Versailles. La route qui y mène porte le nom des *Rosati*. C'est là que, dix ans avant la Révolution, se réunissait, le 21 juin, « non loin du Chatel qui se nomme Avesne, » une société d'hommes d'esprit qui célébraient les roses. Celui que Rivarol, par opposition à Mirabeau « le flambeau de la Provence, » appelait « la Chandelle d'Arras, » Robespierre, madrigalisa dans les roseraies de Blangy. Ces souvenirs du XVIIIe siècle fleurissaient encore sur ce coin de terre où s'élevaient des usines : une métallurgie, une fabrique de glaces, des fabriques d'huile, une minoterie, des malteries, des fonderies, des brasseries. Il y avait là des châteaux historiques et des châteaux modernes et des parcs dont l'un d'eux, dit-on, inspira Corot. Aujourd'hui tout est mort. Quelques ouvriers réparent des murs qui bordaient la route. On aperçoit des maisons écroulées ; on passe devant des baraquements anglais ; les champs sont encore çà et là hérissés de fils de fer barbelés, et çà et là un abri souterrain, un abri boche, ouvre sa gueule

noire. Sur le paysage de verdure inculte des arbres dénudés se dressent comme des poteaux.

Je cheminais le long de cette route et près de moi cheminait aussi un jeune homme blond, aux yeux bleus, au teint rose et assez trapu. Il portait un gros sac bossué qui semblait très lourd et qu'il changeait de temps en temps d'épaule. Nous causons. J'apprends qu'il vient d'être démobilisé, qu'il est boulanger de son métier et qu'il retourne à son village. « Est-ce qu'il existe encore, votre village? — Non; tout y a été détruit, mais on s'abrite comme on peut. Mes parents y sont revenus et se sont bâti une espèce de cabane. — Qu'allez-vous y faire? — Du pain, et du commerce. Je compte sur une indemnité de dix mille francs. Elle m'arrivera bien un jour ou l'autre. Mais on ne l'attendra pas pour commencer. On n'a pas de temps à perdre, et ce n'est pas le moment de se croiser les bras. Les journées ont plus de huit heures, monsieur. Et la place est belle à prendre pour tous ceux qui se lèveront matin. — L'hiver sera rude, dis-je. — Oui : on ne sait pas si on aura du charbon. C'est la question que tout le monde se pose. Mais si on n'en a pas assez, il y a pas mal de bois mort à brûler. » Et il me parle de sa maison à relever; il a fait ses plans; il sait quelles améliorations il y apportera; je le sens qui suppute déjà ses bénéfices. Je lui dis quelle impression navrante m'ont produite les ruines d'Arras : « Oh! répond-il, ce n'est déjà plus comme il y a trois mois! On y a travaillé. » Les ruines ne le touchent guère. Il en a tant vu, et ce Flamand descend de gens qui en ont tant vu! On les a vues; et puis on a donné de bons coups d'épaule comme ceux dont il remonte son sac pesant; et on ne les a plus vues; et des villes et des maisons plus belles en étaient sorties. Les ruines n'obstruent le chemin que des paresseux. Ce jeune homme, qui marche à mon côté d'un pas allègre malgré sa charge, a pendant quatre ans longé, frôlé ou traversé la mort : il connaît aujourd'hui tout le prix de la vie. Que d'autres gaspillent cette fortune recouvrée! Il en a le sage emploi. Il revient chez lui avec des vues plus larges et la conscience accrue de sa valeur. Et, c'est d'une France plus grande qu'il rêve en rêvant d'une maison plus grande. Arrivés au pont : « Je vous quitte, monsieur, me dit-il. Je vais prendre un raccourci. — Bon courage, monsieur, lui dis-je. — Ce n'est pas ça qui manque, reprit-il en riant. Et puis maintenant il n'en faut pas tant! »

Je n'aperçois aucune trace du bourg de Saint-Laurent, dans cette campagne en friche. Un baraquement sur le bord de la route représente la mairie; et çà et là quelques petites maisons de bois et de briques toutes neuves sont posées dans la verdure. Elles me rappellent ces commencements de villes américaines qu'on voit émerger des herbes de la prairie. Sous notre ciel et sur cette vieille terre de civilisation elles paraissent chétives et glaciales. Presque toutes portent une enseigne : *Estaminet*. On y vend de la bière et du vin, et c'est tout ce qu'on y peut faire. Je m'approche d'une de ces maisonnettes dont les cadres de bois sont dressés et où travaillent deux plâtriers et un prisonnier boche qui leur passe les briques. L'Allemand est lourd, carré et taillé à la serpe. Les deux ouvriers sont de très jolis garçons, sveltes, nerveux, aux traits fins. Je m'amuse à suivre la prestesse avec laquelle ils reçoivent de lourdes briques, les montent et les cimentent de leurs mains légères que le plâtre a gantées de blanc. La conversation s'engage. Je leur demande s'ils sont contents de leur Boche. « Oui, il travaille bien. » Celui qui m'a répondu me dit cela en le regardant par-dessus son épaule, très naturellement, d'un air gentilhomme, tout à fait comme il convenait de le dire. Ces deux plâtriers sont de l'Allier; mais ils me parlent comme le boulanger flamand, avec la même gaîté de vivre, le même goût de travail, le même sentiment de leur valeur. Il ne s'y ajoute qu'une nuance de mécontentement à l'égard des patrons « qui ne savent pas reconnaître les services des bons ouvriers. » (En quoi il avaient tort, car le lendemain, je rencontrai un « patron » qui les avait distingués entre tous et me fit d'eux un grand éloge).

Mais plus loin, sous un abri de tôles achetées aux Anglais, qui ressemble à une entrée de souterrain, je trouve deux vieilles gens et leurs deux filles déjà d'un certain âge. Le père a soixante-dix-sept ans. Là où ils ont dressé ces tôles fut leur maison, une maison qui avait plus d'un siècle, puisqu'elle avait été construite par le grand-père de ce vieillard. Ils me racontent leur odyssée ou plutôt leur calvaire : traînés à Douai, déportés en Belgique, menacés plusieurs fois d'être fusillés, et finalement rapatriés et envoyés en Normandie. Mais la terre normande leur brûlait les pieds. Revenus à Arras au cœur de l'hiver, ils ont achevé les durs jours de froid dans une maison dont le toit était crevé. Et les premières feuilles n'avaient pas

poussé aux arbres qu'ils se contruisaient cette cabane pour sept ou huit cents francs. Ceux-là ne vous parlent que du passé. L'indemnité qu'ils attendent ne leur rendra jamais ce qu'ils ont perdu : le témoignage vivant de toute une vie de labeur. La vieille femme a l'esprit obsédé de ses récentes douleurs; le mari, de sa prospérité d'autrefois. Il m'énumère toutes les beautés de sa ferme, l'écurie, le grenier, la cave, « une cave qui était blanche comme du lait. » Tout perclus de rhumatismes, il veut me conduire aux quelques marches qui restent de son ancien perron, « un si beau perron, un perron qu'il n'y en avait pas de plus beau. » Ses yeux très doux et noyés errent constamment sur les choses mortes. Mais sa femme et ses filles me montrèrent sur une petite hauteur un baraquement où les Anglais casernent leurs équipes de Chinois. « Est-ce que vous pouvez quelque chose dans le gouvernement? » me dirent-elles. — « Rien du tout. » — « C'est bien dommage, parce qu'on vous aurait prié de nous débarrasser des Chinois. » Les Chinois en effet terrorisent les populations disséminées dans la campagne. Les femmes n'osent pas rester seules dans leur hutte isolée. Mal surveillés, ces diables jaunes volent et, au besoin, assassinent. Il n'y a guère de semaine qui ne soit marquée par leurs exploits. On a hâte de se rapprocher les uns des autres et de se retrouver entre Français.

Autant les gens que le hasard met sur mon chemin m'inspirent de confiance ou de sympathie, autant ce que je vois me donne une médiocre idée de la façon dont l'État leur vient en aide. Il est vrai que je ne vois pas grand'chose; mais j'entends. Les paysans que j'ai rencontrés pourraient se plaindre de la lenteur qu'on met à leur élever des abris. Ils s'en plaignent beaucoup moins que des retards qu'on apporte à leur rendre leur terre labourable. Le premier travail doit être fait par l'État. Il ne l'a pas encore été ou l'a été fort mal. Là où il fallait, paraît-il, des tracteurs légers à trois socs « type chenille, » l'État a envoyé des tracteurs énormes qui ne servent à rien. « Le gouvernement, me disait un paysan, ça ne sait pas ce que c'est que la terre. » On se plaint aussi de ne recevoir aucune avance sur les indemnités. Il s'est formé des coopératives pour établir les dossiers des dommages; et il était convenu que chaque sinistré toucherait le six pour cent de la somme fixée. Les habitants de Blangy n'ont pas encore touché un sou.

LILLE

Lille est une très belle ville avec des quartiers de vieille ville affairée et des quartiers de ville neuve vastes et solennels. Elle est diverse. Ville de science, elle a de lourds palais dont le silence qui les entoure semble protéger le travail qu'on y fait; ville d'industrie, des rues monotones qui se perdent au loin, toujours plus mornes et plus basses. Le XVIIe siècle lui a imprimé un caractère noble et froid; mais elle garde encore des aspects de Flandre espagnole. D'un quartier à l'autre, on passe d'une ville à une autre ville, d'un siècle à un autre siècle. Elle donne tour à tour l'impression d'une richesse tranquille, d'une ancienneté aristocratique, d'un puissant marché commercial, d'un centre religieux très actif, d'un milieu ouvrier très dense. Elle porte dignement ses blessures. Le bombardement de 1914 a détruit une de ses rues les plus intéressantes, la rue de Paris, dont les ruines vous saisissent à la sortie de la gare, et la rue de Tournai et la rue Faidherbe. L'épouvantable explosion d'un dépôt de munitions allemandes en 1916 a détruit tout un quartier industriel. Mais ces catastrophes ont meurtri la ville sans la défigurer. On regrette seulement, du moment qu'elles devaient se produire, qu'elles n'aient pas nettoyé les vieux quartiers ouvriers de leurs infectes cours ou courettes qui soulèvent le cœur du passant et dont Hugo a dénoncé l'ignominie. *Un jour je descendis dans les caves de Lille...* Quarante ans de gouvernement démocratique y ont à peine introduit un peu d'air et de soleil. Non seulement la guerre ne les a pas atteintes; mais elle en a rendu la disparition plus lointaine. On aura assez de reconstruire ce qui est par terre. Le bouge qui tient prend aujourd'hui une valeur de maison bourgeoise.

Pendant quatre ans, les habitants de Lille ont subi dans leur ville un rigoureux internement et ils ont vécu sous la tyrannie d'un goujat probablement alcoolique, l'inamovible capitaine policier Himmel, dont M. Martin-Mamy, dans son livre *Quatre ans avec les Barbares*, a fait un portrait inoubliable. Cet Himmel est un de ceux qui peuvent se vanter d'avoir largement contribué à grossir de mépris la haine qu'inspirait son pays. Il y a certainement acquis une espèce d'immortalité. Pendant ces quatre années d'occupation, soumis aux traitements les plus iniques, aux violations du droit des

gens les plus honteuses, les Lillois ont opposé une résistance morale extraordinaire, et, chaque fois que l'oppresseur essayait de moyens plus doux pour la fléchir, ils lui répondaient par l'indifférence souveraine d'une race supérieure qui ne se donne même pas la peine de repousser les avances puisqu'elle ne daigne pas les voir. Leurs âmes et leurs nerfs ont été tendus vers la délivrance. Les deux ou trois mois qui ont suivi l'heure merveilleuse, l'heure matinale où le cri : « Les Boches sont partis! » a rempli la ville et où tous les gens sortis de leurs demeures s'embrassaient dans les rues en pleurant, ces deux ou trois mois ont été une période de détente et de dépression. On a pu craindre un instant pour cette ville excédée comme une torpeur léthargique. Mais son énergie s'est bientôt réveillée. La vie lui est revenue sous les deux formes du travail et du plaisir. Nul doute qu'elle ne travaille beaucoup. On me dit qu'elle s'amuse beaucoup aussi. Mais ses plaisirs ne sont guère bruyants; et c'est la gravité laborieuse qui domine.

*
* *

J'ai eu l'honneur d'être reçu par l'évêque de Lille, Mgr Charost, qui a su si courageusement maintenir contre les violences et les grossièretés de l'envahisseur la dignité de l'Épiscopat français. Le gouvernement de Berlin se vit forcé de lui présenter des excuses pour la goujaterie que s'était permise dans son diocèse un cardinal allemand, mort depuis; et l'on m'a dit que c'était à lui que la vieille église Saint-Maurice dut de ne pas subir le sort de la cathédrale de Louvain. Il a été le bon pasteur toujours en éveil et dont la parole, je le sais, a fortifié bien des âmes.

« Monsieur, me dit-il, vous désirez savoir où nous en sommes. Vous entendrez critiquer le gouvernement et la plupart des critiques seront justes. Mais je crois qu'il a fait tout ce qu'il pouvait faire devant une situation qui le dépassait et avec des moyens insuffisants. Des progrès ont été réalisés. J'estime cependant que trente ou trente-cinq ans seront nécessaires avant que nous retrouvions notre ancienne prospérité. Ce n'est pas énorme si l'on songe à l'immensité du désastre. Et je compte sur l'énergie de ce peuple patient et laborieux. Notre pays possède une force vitale étonnante. La terre y est sans pittoresque, sans agrément. Mais elle récompense le

travail de l'homme; elle lui procure des joies intérieures et il y est invinciblement attaché. Je viens de parcourir mon diocèse et toute cette vallée de la Lys, un cimetière de villes et de villages. Je suis fier de pouvoir dire que les premiers qui sont retournés dans cette dévastation ont été mes prêtres et que nos écoles s'ouvriront à l'heure habituelle. Et partout, sauf dans deux districts où la glèbe est empoisonnée, partout j'ai vu des paysans à la besogne; et leur accueil m'a ému aux larmes. Ils accouraient sur mon passage du fond de leurs champs; et nous étions les uns et les autres aussi heureux de nous revoir après cette longue absence. Qu'ils obtiennent ce dont ils ont besoin, des outils et des bêtes, et l'an prochain, je vous assure, les moissons répondront à leur espoir.

« Mais il est nécessaire, il est indispensable qu'on facilite le retour à tous les enfants du pays. Notre belle et forte race flamande s'altère loin de ses plaines et perd de sa vigueur. Ce ne serait pas seulement la richesse de la terre ou de l'industrie qui en serait diminuée; ce serait aussi notre richesse humaine. Nos paysans et nos ouvriers ont encore de nombreuses familles. Et ce que je dis là s'applique également aux patrons. Nos industriels ont reçu de l'État des subsides qu'ils ont attendus trop longtemps, mais qui aujourd'hui leur suffisent. Il ne sied pas qu'ils oublient leur terre natale dans d'autres contrées plus séduisantes ou peut-être plus profitables.

« Enfin, il n'est pas moins nécessaire que nos églises soient rebâties. On répond aux maires qui viennent le demander « qu'elles passeront après le reste. » Nous serons servis quand tous les autres l'auront été. Ce que l'on veut d'abord, c'est l'utile. Comme si l'église n'était pas utile, comme si la maison de Dieu était du luxe ! N'est-elle pas la maison de tous, l'expression de la vie spirituelle, le symbole de la résurrection ? Elle a été pendant les cruelles années de l'occupation allemande le refuge où les confiances ébranlées se raffermissaient. Je me souviens qu'un soir j'allais sortir de l'église de Tourcoing quand une pauvre femme, qui traînait à ses jupes quatre petits enfants, s'approcha de moi et me dit : « Monseigneur, est-ce que nous aurons encore un hiver à passer, un quatrième hiver? — Je le crains, lui dis-je. — Mais est-ce que nous serons Boches? — Boches? Non, ma pauvre femme, vous ne le serez pas. L'hiver sera plus dur pour eux que pour vous :

il les affaiblira davantage. Je vous le garantis : vous et vos enfants, vous resterez Français. — Alors, me dit-elle, nous pouvons passer un quatrième hiver. » Nos populations si chrétiennes ne sentiront vraiment leur renaissance que le jour où elles verront leur clocher. En résumé, monsieur, la situation, encore sombre, commence pourtant à s'éclairer. Notre peuple n'a point dégénéré de son ancienne endurance. Il appartient à l'État, puisqu'il en a assumé la charge, de l'aider et de respecter ses intérêts spirituels au moins autant que les autres. »

Il est évident que la vie s'est reformée et reprend chaque jour sous ses aspects les plus différents et quelquefois les plus opposés. Sur la vitalité magnifique de ce pays du Nord, je n'ai pas entendu une seule voix discordante. Un des chefs du parti socialiste, le directeur du *Cri du Nord*, M. Wellhoff, s'exprime comme Mgr Charost et presque dans les mêmes termes; mais il est plus optimiste en ce qui concerne la rapidité du relèvement, « si toutefois, dit-il, les ouvriers sont enfin admis à prendre leurs responsabilités dans la gestion des usines et si l'inintelligence des patrons, qui se croient encore les maîtres et qui ne le sont plus, ne nous amène pas la révolution. » Mgr Charost, dans sa tournée épiscopale, s'est félicité du nombre de ses fidèles. Le maire socialiste de Roubaix se félicite de compter, même dans les villes et les bourgs dévastés, un nombre d'adhérents à son parti égal à celui de 1914, « et, me dit-il, en janvier il sera supérieur. » Mgr Charost loue le patriotisme de ses prêtres, qui sont retournés les premiers au milieu des ruines. Le recteur de l'Académie, M. Lyon, dont nos lecteurs se rappellent le témoignage éloquent et précis sur les souffrances de Lille, loue le patriotisme de ses professeurs et de ses institutrices, qui sollicitent la faveur de revenir dans des cités démolies où ils ne savent même pas comment ils se logeront. Mgr Charost annonce la réouverture des établissements d'instruction de son diocèse; M. Lyon aussi. Mais, il faut bien le reconnaître, les établissements religieux seront prêts avant les autres, et ce ne sera la faute ni de M. Lyon, ni de ses inspecteurs, ni de ses proviseurs, ni de ses principaux qui s'y emploient ardemment. L'initiative privée a ses coudées franches; elle est indépendante et active. Tout ce qui dépend des pouvoirs publics est frappé d'ataxie locomotrice. Le *Réveil du Nord*, journal socialiste, accuse le préfet de favoriser l'en-

seignement clérical. « La rentrée va avoir lieu, et aucun des locaux scolaires de la ville, occupés et souillés par les troupes d'invasion, n'a été ni blanchi, ni repeint, ni désinfecté. Les appareils de chauffage ne sont pas en état de fonctionner, et c'est à peine si, depuis ces jours derniers, quelques vitres ont été remises aux fenêtres. » Et le journaliste dénonce ce scandale : « L'Institut catholique des Arts et Métiers, rue Auber, rouvre ses portes et compte trois cents pensionnaires, alors que la grande École des Arts et Métiers du boulevard Louis XIV n'est pas encore réparée et que ses portes sont fermées. » Il se peut; mais je ne crois pas que le préfet soit si noir et serve ainsi, de gaieté de cœur, « les intérêts de la réaction. » Le mal vient de plus haut et de plus loin.

***

Il vient d'abord de ce que nous n'étions pas plus préparés à la paix que nous ne l'étions à la guerre. La loi sur les dommages n'a été promulguée que le 28 avril, c'est-à-dire presque six mois après l'armistice. Et les Commissions cantonales commencent seulement à fonctionner, c'est-à-dire qu'au bout d'un an on commence seulement à évaluer les dommages.

Je vais voir le Président d'une de ces commissions, un grand industriel de Lille, M. Le Blan. Je ne désirais pas seulement le voir à cause de ses fonctions, mais parce que de tous côtés on me l'avait désigné comme un des hommes qui, pendant les jours lugubres, avaient soutenu le moral de la population. Il est de ceux dont l'attitude en face du malheur aide les autres à le supporter. Ces bons citoyens comprennent que dans les cataclysmes il importe avant tout de donner au peuple l'impression de quelque chose qui dure à travers tous les bouleversements. Ils continuent simplement de vivre comme si rien n'était changé; ils sont calmes; ils marchent du même pas; on les voit passer aux mêmes heures; ils refoulent leurs soucis, leurs angoisses; ils ne permettent à leur visage d'autre expression que celle de la confiance. Ce sont des accumulateurs d'énergie et des radiateurs. Les usines de M. Le Blan furent détruites en quelques secondes dans la formidable explosion des Dix-huit Ponts. A une personne qui lui faisait ses condoléances, sa femme répondit : « Félicitez-nous plutôt : combien de maisons nos usines n'ont-elles pas sauvées? » Pour

lui, il allait tous les jours sur leurs ruines et, le crayon à la main, il établissait ses plans de reconstruction. Celui qui me le racontait et qui s'y connaît en fait de courage, M. Ferré, de *l'Écho du Nord*, l'héroïque otage emmené en Lithuanie, disait en terminant : « Vous n'imaginez pas quel réconfort c'était pour nous de savoir que M. Le Blan préparait déjà son travail du lendemain de la victoire. » Mais ce n'est que depuis le mois d'août qu'il a pu se mettre à l'œuvre.

« On a enfin songé à nous, me dit-il. Les écluses se sont ouvertes par hasard à l'approche des élections. Comment les choses pourraient-elles bien marcher? Il n'y a aucune unité de direction entre les différents services. Il nous fallait un homme, un haut commissaire. Nous regardons du côté de l'Alsace avec des yeux de parias. Mais il paraît que c'était inconstitutionnel. Nous gaspillerons donc notre temps et les deniers publics constitutionnellement. Tenez, un exemple. Les Commissions cantonales doivent constater et évaluer les dommages. Constater, c'est facile. Évaluer, c'est autre chose, dans un arrondissement comme celui de Lille où l'évaluation portera sur des propriétés de tout ordre et de toute nature, agricoles, commerciales, industrielles. Chaque Commission devrait réunir toutes les compétences! Aussi vous comprendrez l'anxiété de ceux qui sont chargés de décider du sort des sinistrés. La loi a bien prévu un Comité technique qui élaborera des séries de prix; mais son rôle est limité aux immeubles. L'évaluation des matières premières destinées à l'industrie, des produits en cours de fabrication et des produits finis, revient aux Commissions qui sont composées, selon l'expression du Sénat, de compétences élémentaires! Et le nombre de ces commissions est considérable. Trente-sept pour l'arrondissement et onze pour les seuls cantons de Lille. Eh bien! que voulez-vous qu'elles fassent? Avec la meilleure volonté du monde, l'inégalité fatale de leurs décisions sera criante. Notre Chambre de Commerce demande que quelques-unes d'entre elles se spécialisent pour connaître de chaque industrie. Elles deviendraient ainsi intercantonales. Ce serait le seul moyen d'arriver rapidement à des solutions équivalentes et équitables. Et le chômage a trop duré! Mais nous n'aimons pas les chemins directs et, en fait de compétences, nous n'acceptons à la rigueur que les plus élémentaires!... Le Service des Travaux de Première Urgence

nous en fournirait de jolies preuves. Je pourrais vous citer un hectare qui vaut cinq mille francs et dont la remise en état en a coûté soixante-quinze mille. Le premier labour est fait par des gens qui n'y entendent rien. On comble les tranchées, mais on y enfouit la bonne terre. Les paysans supplient qu'on les débarrasse des Travaux de Première Urgence. Mais les malheureux manquent de main-d'œuvre: et nous en manquons tous. Savez-vous pourquoi? Parce que les services de la Reconstitution, qui démoralisent les ouvriers, nous les chipent, en les appâtant par de gros salaires. Ils embauchent ici des travailleurs qu'ils emmènent à Reims. Ils vident les campagnes des ouvriers agricoles. En revanche, une nuée de fonctionnaires s'est abattue sur nous ..... Et puis, il y a quelque chose de plus triste que les dégâts matériels de la guerre : c'est l'improbité qu'elle traîne après elle. Il est dur à mon âge de s'apercevoir qu'on avait encore à perdre des illusions sur les hommes... Du reste, ne me croyez pas découragé. Je suis certain que mon pays du Nord se relèvera. Il ne nous faudra pas moins d'un demi-siècle. Mais il se relèvera. Seulement, je plains notre France. »

M. Le Blan est-il pessimiste ? Ce qu'il me dit des Travaux de Première Urgence, le spirituel directeur du *Progrès du Nord*, journal radical, mais fidèle à l'union sacrée, M. Martin Mamy me l'a confirmé avec une verve toute méridionale. « Les Travaux de Première urgence sont d'abord remarquables en ceci qu'ils ont été les derniers organisés... Entre autres prouesses, pour repeupler nos haras, ils nous ont envoyé des mulets. Et je vous jure que ce n'est pas une galéjade !... » Sur l'embauchage ou plutôt le débauchage des ouvriers par les services de la Reconstitution, il me cite ce fait incroyable qu'un de ceux qui en étaient chargés touchait le tant pour cent des salaires qu'il octroyait — avec quelle générosité, on le devine! M. Langlais, l'aimable et fin directeur de *la Dépêche*, journal conservateur, me raconte en souriant qu'un de ses amis, un vieux garçon, vivait tranquille entre sa dactylographe et sa cuisinière. Il donnait à sa dactylographe deux cent cinquante francs par mois et à sa cuisinière je ne sais plus combien. Survint la Reconstitution. Elle offrit trois cent cinquante francs à la dactylographe qui s'envola et qui revint bientôt, mais pour enlever la cuisinière. Ce n'était pas que ces messieurs eussent

besoin d'un cordon bleu. Il s'agissait tout bonnement de coller des bandes et des enveloppes, et cela à un prix que les cordons bleus n'obtiennent pas encore. « Et voilà, concluait M. Langlais, comment la Reconstitution nous reconstitue. » Quant au reste, il partage absolument l'opinion de M. Le Blan. Le socialiste M. Wellhoff ne dénonce pas moins âprement la multiplication des bureaux, leur manque de liaison, l'absence d'idées directrices. Et l'entretien que j'eus avec M. Dubar, directeur du *Crédit du Nord*, et du grand journal républicain, *l'Écho du Nord*, n'a fait que préciser en les aggravant les critiques financières d'un pareil système.

Et pourtant des progrès ont été réalisés qui ne l'auraient peut-être pas été sous des regards plus indulgents et sans le contrôle et la censure de cette presse provinciale que dirigent des hommes du plus rare mérite. M. Domelier, que j'ai vu trop peu de temps, mais dont j'ai lu avec un intérêt passionné le livre qu'en sa qualité de témoin de la vie des Allemands à Mézières il a écrit sous le titre *Au G. Q. G. Allemand*, m'a mis entre les mains les articles que son collaborateur au *Télégramme*, M. Lardeur, publiait sur la Reconstitution Industrielle. Il y constate que la population du Nord a enfin secoué la torpeur administrative et qu'elle est parvenue « à communiquer à nos services quelque chose de son esprit d'initiative, de son énergie inventive et méthodique. » Et il apporte des chiffres. Voulez-vous connaître le passif de la guerre dans le Nord? Soixante mille immeubles complétement détruits et quatre-vingt-dix mille à réparer. Or, à l'heure actuelle, environ vingt-cinq mille ont été visités, pour lesquels on a déjà versé vingt-huit millions cinq cent mille francs. Le déblaiement est commencé dans quarante-six communes. Les demandes municipales de fonds nécessaires au rétablissement des bâtiments communaux sont étudiées et déjà le chiffre des devis monte à huit millions. Enfin, depuis le 16 septembre, on s'est décidé à simplifier les formalités paralysantes du paiement des avances.

Mais, ce qui est encore plus rassurant que ces abstractions, c'est l'atmosphère de confiance que l'on respire, malgré les plaintes les plus légitimes. Plaintes et critiques donnent seulement à l'air un peu plus de densité. D'ailleurs, le malheur et les soucis n'atteignent point toutes les classes sociales. Les ouvriers n'ont jamais tant gagné et surtout ils n'ont jamais

mieux senti leur importance. Ils sont les maîtres de l'heure. Sans eux pas un mur ne sort de terre, pas une vitre n'est remise, pas un toit n'est réparé. C'est le cas de dire qu'ils font la pluie et le beau temps. Les commerçants gémissent sur la crise des transports, mais à aucune époque et dans aucun pays ils n'ont vu s'ouvrir devant eux de plus belles perspectives, puisque des milliers et des milliers de familles ont tout à racheter depuis le paillasson jusqu'au matelas. Les architectes ne savent où donner de la tête; les entrepreneurs sont des Pharaons. Et plus sûrement que le baccalauréat, la dactylographie conduit à tout.

Pendant ce temps une jeunesse grandit qui ne ressemblera pas tout à fait à celle que nous avons connue. Mgr Lesne, le Recteur de l'Institut catholique, — un des plus beaux monuments de Lille et une des plus belles œuvres d'initiative privée, — me disait qu'il était très frappé des deux tendances parallèles qui se dessinaient chez les jeunes gens. La guerre a stimulé le mysticisme de la race flamande, et les vocations religieuses remplissent les séminaires. Mais en même temps elle a développé chez les autres l'esprit pratique et le désir d'arriver vite, en mettant les bouchées doubles, à une situation bien rémunérée. D'autre part les familles réfugiées à Paris ou dans le reste de la France ont confié, pendant ces quatre années, leurs filles à des établissements où elles ont trouvé une instruction plus complète et plus moderne. Les jeunes filles ont rapporté un goût de l'étude que leurs parents sont obligés de satisfaire et qui modifie les vieilles conceptions. Pour la première fois l'Institut catholique les admet à ses cours. Et plusieurs s'étaient déjà fait inscrire au cours de chimie.

Mais un des documents les plus curieux de l'orientation nouvelle m'a été fourni par les libraires. Leur clientèle a changé. C'est maintenant une clientèle ouvrière. Les ouvrages de science, les traités de chimie et d'électricité, tous les manuels Roret, s'enlèvent plus vite que les romans à neuf sous. Il n'est pas rare de voir un apprenti entrer, demander un livre qui vaut vingt francs et le payer sans sourciller. La France de demain s'équipe.

André Bellessort.

(A suivre.)

IMPRESSIONS ANGLAISES

Le sentiment d'admiration pour la nation britannique que tant de grands et libres esprits ont cultivé dans notre pays, la dure étreinte de la guerre en a fait pour tous les cœurs français non seulement un droit, mais un devoir.

Jamais jamais, quoi qu'il arrive, quelles que soient demain les inflexions imprévues de la trajectoire politique européenne, nous ne pourrons oublier que des soldats britanniques par centaines de milliers, plus nombreux que tous ceux que, dans l'histoire, l'Angleterre arma contre nous, reposent sur la terre de France pour l'avoir défendue.

Cette confiance, cette estime, cette amitié réciproques fondues au creuset du péril font aujourd'hui entre les deux pays un lien immatériel, mais plus solide, plus fort, plus durable que n'importe quel tunnel sous la Manche, que n'importe quel sceau rouge sur le parchemin d'un traité.

Ces sentiments, le gouvernement britannique s'attache très intelligemment à les maintenir et à les développer. Il sait que rien ne vaut à cet égard les contacts directs. C'est dans ce dessein qu'il m'avait convié, il y a peu de jours, à une brève visite de l'autre côté du « Channel. »

Les impressions fortes et charmantes rapportées de ce voyage, ainsi qu'un précieux et fluide bagage, je voudrais en faire part à mes lecteurs.

Je ne me donnerai point le ridicule d'avoir découvert l'Angleterre. Elle a eu, il y a bien longtemps déjà, ses Christophe Colomb. Pourtant on ne peut se défendre, dès l'instant qu'on y débarque et chaque fois, de l'impression d'être en un pays *essentiellement* différent sous certains angles, des contrées continentales.

Rien que la conduite à gauche des voitures dans la rue qui est

pendant quelques jours si dangereuse pour le piéton habitué à traverser les boulevards parisiens, suffirait à vous démontrer que Paris est loin, bien loin, séparé de là par l'immense espace que déroulent entre les hommes des habitudes différentes.

Et puis on s'y fait; on s'habitue très vite à ces quais de gare affleurant au plancher des wagons, de manière à éviter au voyageur la montée et la descente des marches ; on s'habitue très vite aussi à ces mille commodités hydrothérapiques, à ces trois repas dont l'importance relative ne suit nullement le cycle français; à tous ces petits perfectionnements pratiques, répandus jusqu'aux classes les plus misérables de la population, et qui rendent là bas la vie si « confortable. » Et puis quand on a pris très vite toutes ces habitudes, dont on aura quelque chagrin à se défaire au retour; quand on n'est plus absorbé et obsédé par elles, on se prend à regarder plus loin. Ce qu'on voit alors est d'un violent intérêt : c'est le spectacle étonnant d'un peuple qui ne connaissait rien de la dure paix armée imposée à ses voisins continentaux; qui s'est adapté à cet état militaire, si éloigné de ses mœurs, et qui maintenant, débouclant et déposant, avec une prestesse ordonnée et non moins admirable, toutes les pièces de sa puissante armure, se remet au travail pacifique.

Ce que représente pour la cause alliée l'effort britannique militaire et naval, quelques chiffres suffiront à le rappeler, dont l'éloquence concentrée dédaigne tout commentaire.

Le personnel de l'armée navale anglaise est passé de 146 047 hommes en juillet 1914 à 408 316 à la date de l'armistice. Du début de la guerre jusqu'en mars 1919 la flotte a transporté près de 27 millions d'hommes, sur lesquels 4 394 seulement, soit 1 pour 6 000, ont péri dans les traversées, du fait de l'ennemi. Elle a transporté en outre dans le même temps plus de 192 000 prisonniers, plus de 2 200 000 animaux, plus de 512 000 véhicules; 242 millions de tonnes de marchandises, matériel et combustible. Une image donnera une idée de la fourmillante activité des navires britanniques pendant la guerre : tant vaisseaux de guerre que navires auxiliaires, l'espace parcouru par eux dans l'espace d'un seul mois représentait 7 millions de milles marins, ce qui équivaut à environ 290 fois le tour de la terre!

Quant à l'effort militaire correspondant, deux chiffres suffiront à en faire mesurer l'ampleur : tandis qu'en août 1914 toutes les forces militaires de l'Empire étaient de 733 000 hommes, le nombre total des hommes enrôlés a atteint 8 689 000 hommes, dont 724 000 ont péri et plus de 2 millions ont été blessés.

Si donc l'effort de nos Alliés britanniques pour la victoire a été, à beaucoup d'égards et en valeur absolue, inférieur à celui de la France qui reste la « grande blessée, »... peut-être aussi la « grande sacrifiée » de la guerre, il n'en représente pas moins au point de vue de la progression, si j'ose dire, au point de vue du chemin parcouru entre le départ et l'arrivée au point de vue de ce que les physiciens nomment l'accélération, un monument d'énergie militaire incomparable.

Ce n'était point une mince affaire que de démobiliser tous ces soldats improvisés; on l'a bien vu chez nous. Le très honorable sir Robert Horne est même d'avis, ainsi qu'il a bien voulu me l'expliquer dans son cabinet de Whitehall, que le problème de la démobilisation était encore plus ardu en Angleterre qu'en France.

Sir Robert Horne, comme tous ceux de ses collègues du ministère anglais à qui j'ai eu l'honneur de serrer la main, offre une apparence, en vérité surprenante pour des regards parisiens, de jeunesse, de robustesse et pour tout dire d'un vilain mot qui représente une bien jolie chose, — de « sportivité. »

Cet aspect athlétique, cette élégance musclée des hommes politiques de l'Angleterre, qu'on retrouve chez ses grands hommes d'affaires, chez la plupart de ses grands administrateurs, chez ses grands chefs militaires et navals, — si élevé que soit leur grade et leur âge, — sont une des choses les plus frappantes pour un Français. Elle est évidemment la conséquence des habitudes sportives maintenant innées chez les Anglo-Saxons et qui ne sont encore qu'exceptionnelles chez nous.

On m'a dit qu'aux États-Unis les ministres s'astreignent chaque matin à faire des exercices gymnastiques avant le labeur politique. C'est une habitude excellente. D'abord, pendant cette réunion préliminaire, les hommes d'État ne font manifestement aucune de ces choses qui, ensuite, peuvent être dommageables à leurs concitoyens. Puis et surtout, l'assouplissement du corps assouplit l'esprit. A condition de le pratiquer avec modération (l'exemple des anciens Grecs le prouve bien), à condition de le considérer comme une fin et non comme un moyen, le sport est, à tous les âges et surtout à un certain âge, le succédané moderne de la fontaine de Jouvence.

Il est évidemment pour beaucoup, avec les habitudes d'hygiène qui en dérivent, dans la magnifique allure physique, dans la longévité moyenne supérieure à la nôtre, dans la faible morbidité du peuple britannique. Le samedi après-midi surtout, dans tous les parcs, sur toutes les pelouses, sur tous les terrains de jeu de l'Angleterre, on a

l'impression, inconnue en France, de tout un peuple sans distinction d'âge, de sexe, ou de classe sociale qui se délasse sainement par l'exercice joyeux de ses muscles. Ainsi comprise, la semaine anglaise, comme aussi la journée de huit heures sont des conquêtes précieuses. Il s'en faut, hélas ! de beaucoup chez nous que les heures de loisir supplémentaires accordées depuis peu au peuple travailleur aient eu ce résultat. C'est faute d'habitude sans doute, d'éducation, faute aussi d'organisation et de terrains appropriés. Si bien que notre ouvrier était jeté soudain dans un repos diurne inaccoutumé : c'est la grisaille du « zinc, » bien plus que la verdure des terrains de sports qui a profité de ces réformes...

Pour en revenir à sir Robert Horne, voici les raisons fort convaincantes, ma foi, qui, à son avis, ont rendu la démobilisation anglaise plus malaisée encore que la nôtre : « Chez vous, m'a-t-il dit, la population est en majorité agricole, et on peut compter que plus de 70 p. 100 de vos démobilisés sont retournés d'emblée à la terre où leur main-d'œuvre s'est trouvée immédiatement utilisée. L'Angleterre au contraire a une population surtout industrielle ; or la plupart de nos industries avaient été complètement transformées en vue de la guerre et n'étaient pas prêtes à recevoir leurs ouvriers des temps de paix. Pourtant à l'heure actuelle, 90 p. 100 de nos mobilisés ont retrouvé un emploi. Un autre problème, et bien angoissant, se posait : c'est l'utilisation des mutilés et des inaptes. Nous avons, au point de vue des pensions, fait tout ce que nos finances nous permettaient pour eux, et puis le gouvernement est intervenu et nous avons fait retrouver leurs places à 700 000 d'entre eux. Si on excepte ceux qui sont encore traités dans les hôpitaux, il n'en reste plus que 40 000 à placer. Le gouvernement a considéré comme un devoir de conscience de s'occuper d'eux et le roi vient de signer un programme arrêté dans mon ministère et qui met tous les industriels dans l'obligation de réserver 5 pour 100 de leurs emplois aux inaptes. »

Comme je parlais ensuite à sir Robert Horne des grèves qui agitent le monde, et surtout de la grève des chemins de fer dont l'Angleterre est sortie si heureusement : « Il me semble que c'est un malaise universel que cette *fièvre de grève* qui ravage nos pays. Sans parler des habitudes de paresse que la guerre, en dépit de ses durs moments, a données à tant d'hommes, il semble que le conflit mondial ait précipité, ait accéléré dans le domaine social, à la fois les idées et les choses. Les ouvriers ont acquis dans ces années des avantages tels et en même temps leurs désirs légitimes et leurs prétentions sont

devenus tels qu'ils eussent correspondu sans doute à un temps dix fois plus long en période normale. Pour sortir de ces difficultés, il nous faudra donc, nous aussi, accélérer l'allure, et créer maintenant en cinq ans une évolution sociale et des réformes qui, avant la guerre, eussent exigé cinquante ans. Patience et justice, tel doit être notre mot d'ordre. En tout cas, et la grève des chemins de fer l'a montré, jamais le peuple anglais ne permettra qu'une de ses fractions, si puissante soit-elle, prétende maîtriser le gouvernement que tous se sont librement donné. »

Les pelouses fraîches du parc de Saint-James sont moëlleuses aux pieds du Parisien qui a l'habitude de ne jouir que visuellement, à travers des fils de fer, et sous l'œil sévère des gardes, des gazons qu'on trouve aux parcs de sa ville. C'est là, près du Ministère de la guerre où veillent, si pittoresques dans leur rouge uniforme cuirassé, deux horse-guards, sentinelles équestres et magnifiques, tout près aussi du noble palais de Buckingham, que siègent dans des baraquements improvisés et modestes les bureaux de la mobilisation.

C'est là que nous a reçu, entouré d'un brillant état-major, le major-général Burnett-Hitchcook, directeur général de la mobilisation. « Je parle, nous a dit cet officier général, parfaitement le français ; mais le préjugé insulaire veut que je vous donne quand même en anglais mes explications. » Ces explications furent si intéressantes que j'ai pardonné au major-général ce préambule qui était pourtant sérieux et n'avait rien d'une boutade. Qu'il me permette pourtant de lui dire ici, — j'admire assez vivement son œuvre pour qu'il autorise cette petite réserve, — qu'un officier français, dans la même situation..., et sans doute aussi beaucoup d'officiers anglais, eussent dit et fait le contraire. Ce préjugé naïf, qui faisait jadis qu'un Anglais eût cru déroger en parlant un idiome étranger, a fait son temps et perdu beaucoup de sa valeur, depuis que les commis voyageurs allemands se sont mis à aller parler à tous les indigènes du globe leur propre langue... et surtout depuis la guerre. J'en ai eu la plus vivante, la plus cordiale des démonstrations à la halle aux poissons de Londres où la moitié de ces porteurs, si curieux avec leur chapeau de bois à rigole, me criaient gentiment, ayant repéré je ne sais comment ma nationalité : « Bedjour, Massieu ! »

Ce qu'on m'a montré au bureau de la mobilisation, qui est aussi celui de la démobilisation, est fort curieux. J'y ai vu notamment dans une grande pièce dont l'accès est interdit au profane, — pas toujours comme on voit, — une série de petites tables dont chacune repré-

sentait, indiqué par une pancarte, un des pays d'Europe ou d'outre-mer où l'Angleterre a des troupes. Et il y en a beaucoup de ces pays-là! Or sur chacune de ces tables sont des sortes de damiers percés de trous alignés ; dans une partie de ces trous sont plantées verticalement des fiches en bois d'environ 10 centimètres, peintes de diverses couleurs. Chaque fiche représente une unité encore mobilisée ; chaque couleur indique l'arme à laquelle appartient l'unité (artillerie, corps médical, aviation, infanterie, etc...). On a ainsi d'un coup d'œil pour chaque pays considéré, et pour tout l'univers, l'état actuel, et la situation numérique de l'armée britannique tout entière.

J'ai beaucoup admiré ce système si simple, si pratique, si facile à tenir à jour, si parlant... si britannique. J'y ai retrouvé l'état d'esprit concret qui caractérise les Anglais, même lorsqu'il s'agit des sujets les plus abstraits, et qui fait que, là où un Français écrirait des formules et des équations, on voit un savant illustre comme Lord Kelvin représenter par des modèles mécaniques en bois, fer ou carton les propriétés les plus abstruses de l'électricité ou de l'éther.

Le jour où je fis cette visite (c'était le 14 octobre) l'Angleterre avait démobilisé 143 745 officiers et 3 262 163 hommes. Il en restait encore quelques-uns à démobiliser, si j'en juge par l'impressionnant alignement des petites fiches coloriées qui se dressaient encore sur la table du major-général Burnett Hitchcook.

L'honneur d'être reçu par le Premier britannique en sa demeure de Downing-Street est le plus appréciable peut-être de ceux qui peuvent flatter un visiteur allié. Le Right Honorable Lord George, ce petit homme énergique et fin qui gouverne le puissant empire de la Terre, et qui a eu le terrible privilège de diriger la nef britannique dans la plus grave tempête qu'elle ait jamais affrontée, n'a pas beaucoup de minutes à perdre. C'est une faveur digne de gratitude pour un étranger, que d'en occuper quelques-unes.

On a beaucoup discuté et on discutera longemps encore sans doute, le rôle éminent que Lloyd George a joué dans ces heures tragiques de la planète. Ce n'est point mon affaire d'avoir une opinion la-dessus, et si j'en ai une de la dire ici. Ce qui est très vrai, c'est que Lloyd George, lorsqu'il a donné de sa personne, l'a fait dans le sens d'une intensification toujours plus grande de la lutte pour la victoire. Ce qui est sûr aussi, c'est qu'il a eu pour la France, aux heures cruelles de l'angoisse, des paroles et aussi des actes qu'aucun cœur bien placé ne peut oublier. Peut-être a-t-il été, un peu à notre égard, comme ces époux sensibles et ardents qui, lorsque l'être cher est en danger de

mort, souffrent mille tourments et se jetteraient au feu pour le sauver, puis qui, lorsque l'armistice..., je veux dire la convalescence... arrive, sentent leur affectueuse angoisse tomber, un peu plus vite même que la fièvre tant redoutée. Je ne sais...

Ce qui est sûr, c'est que son amitié pour la France reste fidèle, bien qu'elle ait peut-être ressemblé un peu, à de certaines heures, à cette petite maison de Downing street où il m'accueille : assez grise, terne et presque pauvre de façade, comme écrasée par les grands édifices officiels qui la surplombent, mais admirable à l'intérieur, toute ornée d'une richesse élégante, de précieuses œuvres d'art, de souvenirs émouvants. Là, dans un salon, qu'ornent les portraits de tous ceux qui furent les premiers ministres de la Grande-Bretagne, graves ou souriants, sous leurs lourdes perruques et leurs chaînes d'orfèvrerie, la fille de Lloyd George, Mme Caray-Evans, avec une simplicité avenante qui rehausse sa jeune beauté, nous offre la tasse de thé odorant sans laquelle il n'est point d'hospitalité britannique. Quant au premier lui-même, son regard fin et vif, sa tête lourde au sourire léger, casquée d'une longue chevelure d'artiste, sa petite taille, ses propos curieux, gallamment... et galloisement courtois, tout nous rappelle que nous avons devant nous un Celte, plus parent de notre type de France que de l'athlétique carrure des Anglais pur-sang.

Un coup d'œil, en sortant, au cabinet tout simple où délibèrent les ministres et où des buvards modestes, soigneusement rangés, marquent les places des tout-puissants absents et nous voilà dans la rue. J'y avais croisé, au moment d'arriver, les délégués des ouvriers des chemins de fer venus pour discuter avec le premier un problème qui leur tient à cœur (la nationalisation des chemins de fer), et à leur tête, le célèbre Thomas. Leurs regards étaient durs et calmes ; ils n'échangeaient entre eux aucune parole. On voyait qu'on n'était pas en France...

Je passe sur une visite au *Times*, cette vieille citadelle de la liberté d'écrire, où M. Walther, qui dirige après ses ancêtres successifs (que voilà une belle noblesse traditionaliste !) le grand phare de la presse politique européenne, nous fait une réception somptueuse. Nous en avons vu bien d'autres analogues, où j'admirais l'ordonnance traditionnelle qui préside à l'heure solennelle des toasts et des speechs. Au *Times* celui de M. William Stead fut exquis et plein d'aperçus profonds, mais trop vastes pour être répétés ici. Dans tous ces repas, dont le rythme était réglé parfois par un ordonnateur à chaîne,

solennel, marteau d'ivoire en main, une cuisine qui s'efforçait d'être française, mariée à des vins délicieusement et authentiquement français, et mille autres prévenances tâchaient à complaire aux hôtes d'un jour.

Je passe, — car il faut se borner, — sur la visite faite à bord d'un rapide destroyer dans la vaste rade de Harwich où dorment, à la chaîne, comme des chiens muselés parmi les croiseurs britanniques, les grands sous-marins allemands et leurs grands navires ateliers (relèveurs, docks d'épreuve, etc.). Je passe aussi sur une charmante excursion à Manchester, la première cité industrielle du monde, à des usines où des milliers d'ouvrières tissent les précieuses cotonnades. A Manchester, ce sont les grands bourgeois de la cité, industriels et commerçants, qui nous ont reçus. Avec une fierté pleine de je ne sais quelle naïve noblesse, ils m'ont fait admirer ses usines bruissantes, ses manufactures innombrables, qui alimentent à elles seules un tiers des exportations de la Grande Bretagne. Cette métropole industrielle a eu l'orgueilleuse ambition d'être aussi une reine du commerce : grâce à son « ship canal » de 58 kilomètres de long, qui joint la mer au cœur même de l'Angleterre, et où les plus grands vaisseaux peuvent naviguer, ce rêve est maintenant réalisé, et Manchester est devenu un des plus grands ports de ce pays aux grands ports.

Ce que j'ai aimé surtout dans la cité du travail et de l'argent, ce fut la série des fresques géniales de Madox Brown qui ornent le « Town Hall, » l'Hôtel de Ville. Ces fresques d'un si étrange et si poétique romantisme mettent au cœur de cette métropole du négoce une note d'art idéal qui a charmé et détendu mes nerfs abasourdis par toutes ces machines à fabriquer de la richesse.

Et puis, et puis surtout... comment mon cœur n'en aurait-il pas battu... j'ai regardé les deux statues qui encadrent à droite et à gauche la porte monumentale du Town Hall : l'une est celle de Joule le physicien, l'autre celle de Dalton, le chimiste. Hommage modeste, touchant et clairvoyant de l'argent et de la puissance matérielle à la science désintéressée. L'Angleterre honore ses savants...

C'est à cet instant, à cet instant seulement, que j'ai bien compris, messieurs les Anglais, pourquoi votre nation est vraiment une grande et belle élite humaine.

Votre richesse est immense, et elle était sans seconde avant que les États-Unis ne connussent leur prospérité actuelle; vos colonies sont les plus opulentes, les plus nombreuses de la terre; vous tenez

presque partout les écluses et les portes des mers et des continents; vos navires sont maîtres des océans par leurs canons, des ports par leurs cales gonflées de marchandises. Et pourtant, laissez-moi vous le dire, tout cela ne serait rien si ce n'était que cela.

Ce qui rehausse tout cela, ce qui rend vraiment grande cette immense puissance matérielle, c'est qu'elle sert finalement de piédestal et de support à l'idée, à la pensée, aux grands hommes, honneur de l'esprit humain, qui ont vu le jour dans vos îles et y ont conçu et réalisé l'œuvre divine de leur cerveau. Ce qui fait que l'Angleterre n'est pas seulement une Carthage, une Tyr opulente, mais périssable dans l'histoire, c'est que, comme un arbre noueux que couronne la grâce sublime d'une fleur, sa richesse vient aboutir à la création de quelques grands hommes. C'est Newton et c'est Shakspeare, pôles immortels du génie humain.

Un jour, au début de la terrible guerre, l'ex-empereur Guillaume, dans une de ces harangues emphatiques qui lui étaient familières, a parlé avec mépris de votre nation de marchands, de « mercantis, » comme on dirait aujourd'hui pour mieux traduire sa pensée. Eh bien! ce n'était pas vrai, c'était un grossier mensonge historique.

Je ne veux point parler de vos grands peintres, ni de vos grands écrivains dont les œuvres débordent d'un si puissant, d'un si poignant idéalisme : j'ai nommé Shakspeare et cela suffit. Par une étrange anomalie, — et qui constitue votre seule faiblesse dans l'ordre des choses élevées, — vous n'avez point produit de grands musiciens.

Mais quand on pense à la Science, maîtresse et reine du monde de l'idée et du monde de la matière, à la Science qui lentement soulève les voiles éternels et qui, — à un degré un peu moins noble, — asservit et captive les forces aveugles de la nature, comment ne pas admirer la floraison magnifique des génies que la Grande-Bretagne a produits, et qu'aucune nation ne dépasse, et qu'une seule égale notre France?

C'est votre Roger Bacon qui, dès le XIIIe siècle, pose les bases inébranlables de la Science tout entière et la délivre de la scolastique stérile. C'est votre Gilbert qui fonde l'étude du magnétisme terrestre. C'est votre Napier qui invente au XVIe siècle ce merveilleux instrument de savoir : les logarithmes.

Puis c'est Newton, le plus grand sans doute, dans l'ordre intellectuel, des fils de l'Angleterre, c'est Newton, Christophe Colomb de l'univers, qui fonde la mécanique, découvre la gravitation universelle, dissèque la lumière, invente le calcul différentiel et

intégral. Jamais un être humain n'a fouillé aussi profondément dans les entrailles obscures des phénomènes, jamais aucun n'en a tiré des paillettes aussi étincelantes de vérité. La nation qui a produit un Newton est une grande nation ; elle est immortelle ; elle sera honorée tant qu'il y aura des êtres pensants, même si brusquement l'Océan qui l'a tant servie devait l'engloutir demain tout entière.

Comme elle est florissante encore, la moisson nouvelle qu'après lui vos grands savants cueillent dans les champs inexplorés de la nature ! C'est Dalton, ce Dalton qu'honorent les marchands de Manchester, Dalton presque égal à notre Lavoisier, et qui fonde la théorie atomique. C'est James Watt, c'est Faraday, merveilleux exemple d'un cerveau qui n'a point besoin de l'appareil mathématique pour élucider et découvrir les phénomènes les plus subtils de l'électricité. C'est Young qui, avec notre Fresnel, met définitivement en évidence la nature ondulatrice de la lumière. C'est Joule qui fonde la théorie si féconde de la conservation de l'Énergie. C'est Harvey, Jenner, Lister. C'est le grand Maxwell et sa théorie électromagnétique de la lumière d'où sortent les ondes hertziennes et la télégraphie sans fil. C'est Darwin, émule et continuateur de notre Lamarck, qui éclaire l'enchaînement des formes naturelles. C'est toute la lignée de vos géologues, de vos naturalistes. C'est la pléïade brillante de vos astronomes : les Halley, les Bradley, les Herschel, les Ross, les Lockyer, les Huggins dont les vies sont toutes sillonnées de découvertes étonnantes, comme un ciel d'été rayé de météores. C'est, tout près de nous, la magnifique floraison des découvertes physiques et chimiques de Rayleigh, de Ramsay, de Crooks, de J.-J. Thomson, de Larmor, de Rutherford.

Et c'est la nation qui a produit ces grands découvreurs, ces nobles servants de l'idée désintéressée, que Guillaume II osait appeler une nation de marchands uniquement préoccupée d'intérêts matériels !

Cette insulte grotesque du reître germanique, elle ne m'a, nulle part, bouleversé d'indignation autant que dans cette abbaye de Westminster qui est votre Panthéon à vous, et où, sans y prendre garde, je marchais sur la dalle où repose Newton, où gît, vide maintenant, ce crâne sublime qui a contenu tant de pensée, et où rayonna, le bref espace d'une vie, tout ce qu'un être périssable peut contenir de divin.

Honneur aux marchands dont le négoce crée et entretient le génie ! L'expérience prouve que les grands cerveaux ne se peuvent développer que dans les civilisations opulentes ; la richesse comme

la liberté est une condition nécessaire, sinon suffisante, du progrès intellectuel.

La France a Descartes, Laplace, Lamarck, Lavoisier, Ampère, Laënnec, Pasteur, et tant d'autres moins grands, mais grands encore. Vous avez, vous Anglais, tous ceux que j'ai dit. Nulle lignée scientifique ne peut être comparée à celles-là et c'est une raison de plus pour garder nos mains unies, longtemps, toujours, car il n'est point de nations qui comme les nôtres, et pour cela même, puissent préserver le monde de la bestialité.

Pour arriver à cet épanouissement cérébral, pour produire des types humains aussi achevés que ceux que j'ai nommés, il faut de longues générations, de séculaires et persistantes traditions, un raffinement prolongé et transmis d'âge en âge. Il en est de cela comme de ces gazons anglais, si beaux qu'on n'en trouve nulle part ailleurs de pareils. Mon ami Jacques Marsillac, qui est à Londres un des représentants les plus délicats de la pensée française, m'a dit à ce propos une anecdote charmante et suggestive. Récemment, au parc de Hampton Court, un Américain demandait au jardinier comment on obtenait d'aussi merveilleux gazon : « C'est bien simple, répondit l'Anglais, on rase l'herbe tous les jours et, au bout de mille ans, on a ce gazon ! » Cette réponse du jardinier est riche de sens ; je n'en veux point tirer la morale. Tirez-la les premiers, messieurs les Anglais !

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les élections législatives qui vont avoir lieu le 16 novembre ont retenu, durant les semaines qui viennent de s'écouler, toute l'attention publique. Par suite de la discussion prolongée dont le traité de paix a été l'objet, la période électorale a été nécessairement courte. Mais elle a été très remplie. Dans tous les départements, les groupements politiques se sont mis à l'œuvre pour procéder à l'établissement des listes qu'exige le nouveau scrutin. La disparition des anciens cadres électoraux, limités à l'arrondissement, a eu tout de suite un bienfaisant effet : elle n'a pas suffi à supprimer les questions de personnes, mais elle a obligé à un examen au moins sommaire des programmes qui pouvaient mettre d'accord les candidats d'une même liste, et elle a ainsi permis à des courants d'opinion de se manifester. Partout cette préparation des élections s'est accomplie avec calme et avec sérieux. Notre pays a désormais une assez grande habitude des libertés publiques pour qu'une consultation électorale, même quand elle met en jeu les plus grands intérêts et les plus légitimes passions, ne soulève pas d'agitation. Il a aussi un sentiment si vif et si juste de l'importance exceptionnelle de ce scrutin qu'il y a donné ses soins activement et en conscience, comme il convient dans une période où la nation a toutes les raisons de garder un esprit public très élevé. La France a donné un spectacle digne de celui qu'elle a offert tant de fois au cours des cinq années de guerre. On a souvent comparé la consultation électorale de l'année 1919, en raison de son importance, à la consultation de 1871 qui a nommé l'Assemblée nationale. Il y a entre l'une et l'autre une sensible différence : c'est qu'en 1871 il s'agissait de refaire une nation qui sortait meurtrie et diminuée d'une guerre où elle avait été seule, tandis qu'aujourd'hui il s'agit d'affermir dans le monde la position de notre pays qui revient victorieux et avec un prestige rajeuni d'une lutte où il a eu presque

tout l'univers civilisé avec lui. Mais il existe cependant entre les deux consultations une analogie qui a sa grandeur, et qui ne laisse pas d'être émouvante pour ceux qui peuvent évoquer des souvenirs personnels ou qui ont lu l'histoire. A quarante-huit ans de distance, la France veut oublier ses divisions passées, elle fait appel à des hommes de bonne volonté pour accomplir un grand travail : elle a le sentiment d'entrer dans une ère nouvelle.

Une année a passé depuis l'armistice. Elle n'a pas été perdue pour la réflexion : elle a permis de mettre au point des observations faites au cours de la guerre, de reviser des jugements, de définir avec plus d'exactitude les conditions d'un bon gouvernement et d'une plus grande prospérité nationale. Des élections qui auraient eu lieu au lendemain même de l'armistice auraient eu un avantage : elles auraient été dominées par les impressions toutes récentes de la guerre et de la victoire; elles auraient reflété avec plus de fraîcheur les sentiments de fierté et d'enthousiasme, mais aussi avec moins de discernement et de maturité. Nous avons pu juger, par l'exemple de ce qui s'est passé chez nos alliés anglais, le mérite et les inconvénients d'élections faites aussitôt après la victoire. Les scrutins ont donné à M. Lloyd George dès la fin de la guerre une importante majorité. Ce résultat a été à juste titre considéré comme excellent. Mais dans la pratique, la majorité s'est révélée comme étant plutôt une coalition d'éléments divers qu'un gouvernement logiquement formé d'après un programme : les incidents qui se sont produits à la fin d'octobre à la Chambre des Communes où le ministère a été mis en minorité, puis a retrouvé le plus grand nombre des suffrages, dès que M. Lloyd George a paru en personne, ont montré comment une assemblée, élue dans l'élan de la victoire et sous l'influence du prestige d'un chef, pouvait, même avec le concours de conditions si favorables, manquer d'unité. Encore faut-il ajouter que nos alliés avaient une raison déterminante de procéder comme ils l'ont fait. Ils n'avaient pas été, comme nous, brusquement attaqués. Ils étaient entrés dans la guerre parce qu'ils avaient eu l'intelligence nette que l'entreprise d'hégémonie germanique les menaçait directement et mettait en péril la liberté du monde. Cette conception, il fallait au lendemain de l'armistice la faire approuver du peuple entier. Ce que le gouvernement britannique voulait et ce qu'il avait raison de vouloir, c'était le règlement public du passé. Pour nous, ce problème n'existe pas. Nous avons subi une agression préméditée, et toute la nation s'est levée pour se défendre. C'est aux problèmes de l'avenir que nous devons

penser tout de suite et c'est à l'étude de leur solution que les élections générales nous convient. Nous avons d'autant plus besoin d'y songer que pour nous ils sont particulièrement complexes et que nous avons plus souffert de la guerre qu'aucun autre pays. L'année qui s'est écoulée depuis l'armistice aura été féconde si elle nous a permis de faire un examen de notre situation et de dégager quelques idées essentielles sur les devoirs et les nécessités de demain.

Dès maintenant, il est une notion qui semble s'imposer à tous les esprits : c'est celle de l'ordre. La guerre, qui a suscité tant de magnifiques et de nécessaires improvisations, nous a fait sentir tout le prix de l'organisation. Elle nous a rappelé que cette organisation, quelle qu'elle soit, a pour essence, selon le mot de Taine, la hiérarchie, et qu'il n'est pas d'activité utile sans autorité, sans discipline, sans méthode. Dans tout le pays, il existe un désir général d'arrêter net le développement de cette forme de l'anarchie et de la révolution qui a pris le nom de bolchévisme. Les socialistes affectent de trouver un peu court et un peu simple le programme national dont le premier article est de mettre les bolchévistes hors de cause. Personne ne soutient que cette lutte résume à elle seule toute la politique. Elle ne saurait être la condition suffisante de l'avenir, mais elle en est assurément la condition nécessaire. Les socialistes auraient mauvaise grâce à se plaindre de cette vérité d'expérience, car ils ont tout fait pour attirer l'attention sur elle. Après avoir collaboré à la défense nationale, et participé même aux conseils du gouvernement, ils ont dès l'époque de la catastrophe russe incliné de plus en plus vers la révolution internationale. A dater de l'armistice, ils ont repris délibérément une attitude de combat à l'égard de la société. Ils ne se sont pas contentés de donner la direction de leur parti aux fractions les plus avancées. Ils viennent de pousser l'intransigeance jusqu'à exclure de leurs listes électorales des socialistes aussi attachés qu'eux à l'idée de la révolution, mais coupables à leurs yeux d'avoir voté les crédits de guerre et d'avoir eu des complaisances pour le gouvernement qui remportait la victoire. Deux ans après l'installation du régime affreux qui ravage la Russie, ils déclarent qu'ils ignorent encore les résultats de ce qu'ils nomment les « idées neuves » de Lénine et les conclusions de l'expérience soviétique. Comment le bon sens de l'immense majorité du pays ne serait-il pas révolté par cette entreprise révolutionnaire ? A la masse des travailleurs qui peinent dans les champs ou dans les ateliers, qui veulent faire leur métier

qui aspirent après cinq années dures et glorieuses à un avenir meilleur, le bolchévisme offre la perspective d'une société future qui ne se réalisera que par la souffrance. Il ne présente même pas le bouleversement social comme une opération de magie promettant tous les trésors ; il ose proclamer qu'il compte sur l'excès de la misère pour amener la révolution. Un peuple victorieux et qui veut vivre a d'instinct l'horreur de cette anarchie destructrice et de ce délire d'anéantissement.

Le bolchévisme a un autre aspect : il ne ruine pas seulement les conditions du travail et la paix publique ; il menace la sécurité de la patrie. Il ne représente pas en effet la doctrine d'un groupe d'isolés : il est une entreprise internationale. Né en Allemagne, il a été l'instrument dont s'est servi le germanisme menacé pour ruiner la puissance slave en 1917. Nous n'avions pas besoin de l'aveu de Ludendorf pour savoir que la révolution russe avait failli sauver l'Empire allemand, et nous voyons clairement que l'Allemagne compte encore sur l'expansion du bolchévisme chez les Alliés pour reconquérir plus vite sa place dans le monde et diminuer les effets de sa défaite. Un juste destin lui a imposé le mal dont elle avait affligé la Russie. Sous l'effort de nos victoires, elle a eu sa révolution et elle a eu ses soviets. Elle les a mis à la raison à coups de mitrailleuses. Aujourd'hui, tandis que les anciens partis allemands ont d'autres ambitions et attendent les circonstances favorables, le nouveau gouvernement de Berlin rêve peut-être d'une démocratie germanique fortement organisée. Mais il n'a pas renoncé à donner à autrui le désordre dont il ne veut pas pour lui-même. On exagérerait en voyant exclusivement l'influence allemande dans tous les mouvements qui se produisent de nos jours chez nos Alliés ou chez nous. Après un cataclysme de cinq années, il existe nécessairement des causes de trouble. Cependant il importe de constater les concordances des faits et de chercher à qui ils profitent. Dès les discussions relatives au traité de paix, des tentatives de grève générale ont lieu dans notre pays. Aussitôt après, c'est en Angleterre qu'a éclaté une grève des chemins de fer où M. Lloyd George a reconnu publiquement une entreprise révolutionnaire. Ensuite, et au moment où le Sénat discute le traité, l'Amérique a souffert d'une grève de mineurs, qui n'était pas due uniquement à des discussions sur les salaires et qui risquait de gêner gravement l'Europe. Quelle est la seule Puissance qui puisse recueillir quelque profit de ces troubles? L'Allemagne. On sait de source certaine que c'est d'elle que part toute une

propagande empoisonnée. Des émissaires venus de Berlin ont récemment essayé de pénétrer en Suisse, et ils étaient porteurs d'instructions destinées à provoquer un mouvement révolutionnaire le 7 novembre, date anniversaire de la révolution allemande. Il s'agissait de persuader les groupements français, italiens, espagnols, suisses, que le moment était venu d'organiser des Soviets. Un autre document a été également publié en Suisse : il est parti cet été de Moscou et il témoigne d'une grande complaisance pour l'Allemagne ; il porte le titre significatif d' « ordre de combat ; » il proclame que les difficultés de ravitaillement du prochain hiver en promettant la misère fourniront l'occasion d'accomplir la révolution européenne. Voilà le péril bolchéviste. On s'explique assez que les programmes électoraux commencent par s'occuper de lui. Nous ne sommes pas seuls d'ailleurs attentifs à sa menace. Bien d'autres nations, aux prises des mêmes problèmes d'après-guerre, jettent vers nous leurs regards et attendent que nous nous soyons prononcés. Dans l'état actuel du monde et de l'évolution des démocraties, nos élections ne sont pas seulement un acte de politique intérieure : elles intéressent nos voisins, nos amis, nos alliés ; elles fourniront un précieux renseignement sur les directions d'un peuple qui a le prestige et la responsabilité d'avoir souvent donné l'exemple.

Aussi le premier sentiment qui s'est manifesté, pendant la préparation des élections de demain, a été un sentiment d'union. On s'est aperçu que les anciennes divisions et les anciennes étiquettes ne répondaient plus à rien. On a cherché loyalement non ce qui séparait, mais ce qui rapprochait. Un grand effort de conciliation et de réconciliation a été accompli pour établir au seuil de la France nouvelle ce que Gambetta jadis a appelé l'Édit de Nantes des partis. Nous ne dirons pas qu'il ait déjà partout réussi. Il y a des départements où des exclusives que rien ne justifie ont été prononcées ; il en est d'autres où on a eu le regret de voir reparaître, à propos des lois de laïcité, des formules qui rappelaient moins le respect de la liberté des consciences que les luttes du passé. Mais dans l'ensemble, une heureuse tentative a été faite pour s'élever à une conception de la paix, qui est le programme de la victoire à l'intérieur. L'union cependant ne suffit pas à tout. Elle n'est qu'un état de la sensibilité, si elle n'est accompagnée d'idées claires et distinctes. Après s'être mis d'accord sur le but à atteindre, il fallait se mettre d'accord sur les moyens. Que fera dans la Chambre future une majorité acquise à l'idée d'ordre et à l'idée de concorde ? C'est à cet

instant que les difficultés commencent. La guerre a eu cette conséquence que presque tous les problèmes se trouvent posés à la fois. Beaucoup ne sont pas nouveaux, mais presque rien n'a été fait dans le passé pour les éclaircir. La politique radicale qui a dominé durant les quinze années qui ont précédé la guerre a été, surtout jusqu'en 1910, singulièrement stérile. Ce n'est pas au moment où nous parlons d'union qu'il convient d'en refaire le procès. On peut bien dire au moins qu'elle a vécu de passions plus que d'idées et qu'elle a consisté à ajourner au bénéfice des querelles intérieures les problèmes réels. Aujourd'hui elle est manifestement anachronique et personne ne croit plus possible de substituer l'anticléricalisme à l'étude des questions touchant la natalité ou à l'examen des budgets. Nous sortons de l'ère exclusivement politique pour entrer dans l'ère économique. Mais presque tout est à créer. Nous avons besoin à la fois d'un grand renouvellement et d'un grand effort d'invention. Il y avait un intérêt de premier ordre à ce que, avant même les élections, quelques idées précises fussent exprimées. Ce que la France attendait, c'était non un catalogue de réformes, mais le programme sommaire de son travail. Elle voulait savoir par exemple comment se constituerait l'armée de demain et comment se concilieraient les exigences de la défense nationale avec la nécessité de laisser le plus grand nombre possible d'hommes aux champs et aux usines. Elle voulait savoir si l'État, après avoir démesurément étendu ses attributions au cours de la guerre, rendrait à l'initiative privée et à la liberté commerciale la possibilité d'obtenir ce que seules elles peuvent donner dans l'intérêt de la production et de l'abaissement du prix de la vie. Elle voulait savoir enfin ce que seront les finances publiques, si l'État se décidera à demander des impôts nouveaux et selon quels principes il les établira. Qui se lèverait pour la renseigner ? M. Clemenceau a jugé que, comme chef du gouvernement, il devait prendre ce rôle, et que, parvenu au terme de sa carrière politique, il lui appartenait de livrer à l'opinion les leçons de son expérience.

C'est à Strasbourg que M. Clemenceau a prononcé le 4 novembre un grand discours destiné à préparer les élections. En choisissant l'illustre cité alsacienne, le Président du Conseil obéissait à une noble inspiration : sa voix partait des provinces retrouvées pour retentir dans la France redevenue entière; elle a été éloquente et émouvante, elle a été partout écoutée avec attention. Le public attendait que le chef du gouvernement définît en formules précises et pratiques l'esprit dont les candidats et les électeurs doivent être

animés. Il a trouvé dans le discours de M. Clemenceau beaucoup d'indications, d'idées, de maximes politiques et de vues rapides que deux pensées dominent : la nécessité de la concorde patriotique et la nécessité de lutter contre le bolchévisme. Il y a trouvé aussi peut-être plus de réformes qu'il n'en cherchait. M. Clemenceau, après avoir fait un éclatant historique en raccourci de la guerre et de la paix, a tracé un tableau très vaste de tous les travaux que nous avons à accomplir, et il est même descendu dans les détails : il a indiqué en passant comment il nous conseillait de régler nos difficultés financières, laissant à M. Klotz le soin d'être plus explicite ; il a proclamé la nécessité de la liberté de conscience et de la tolérance ; il a déclaré courageusement que le gouvernement devait faire respecter l'ordre et le travail non seulement contre l'anarchie mais contre les excès de pouvoir des organisations qui prétendent se substituer à la nation ; il a engagé les électeurs à voter de telle sorte qu'une majorité de gouvernement soit solidement constituée. Il n'y a guère d'article possible d'un programme sur lequel le chef du gouvernement n'ait donné un avis.

Mais au fond, la pensée de M. Clemenceau est moins dans les détails que dans l'ensemble. Président du Conseil, il devait parler des projets en discussion et il l'a fait. En le lisant, on est tenté de croire que ce n'était pas ce qui l'intéressait le plus. M. Clemenceau n'a pas grande foi dans les programmes, ni dans les réformes, ni dans les constitutions. Il a foi dans la volonté, et personne ne niera qu'il n'ait quelque raison. Il croit à la force des individus, à la décision, à la qualité des esprits. Comme les sages antiques, il sait que les lois ne sont rien sans les mœurs. Le meilleur des systèmes de gouvernemeut ne vaut rien à ses yeux s'il n'y a pas pour le faire marcher d'hommes dignes de ce nom. Tout se ramène pour lui à une question de caractère, et c'est l'essence de sa politique. Son discours entier a été un appel au courage, à l'activité, à la valeur individuelle, et c'est pourquoi il est optimiste. S'adressant à un peuple dont les veines sont remplies d'un si beau sang, M. Clemenceau a toute confiance. Cette doctrine tient, on le voit, peu compte des institutions, et elle néglige aisément les données historiques. Telle qu'elle est, elle a sa grandeur et elle répond vraisemblablement à l'état d'esprit d'une nation qui s'est héroïquement battue et où les hommes ont pris conscience de ce qu'ils valent. Cette invitation à l'énergie intervient à l'heure où le pays a le sentiment de s'être sauvé précisément par son énergie : elle a toutes

Chambre d'Assemblée. Nous ne serions pas étonnés si les élections avaient pour résultat de faire entrer dans la Chambre un personnel en partie nouveau, et si le programme du travail n'était dessiné qu'après le scrutin, au cours même de la législature. Le pays essaiera de rassembler des bonnes volontés et des compétences : il laissera ensuite aux nouveaux élus le soin de montrer s'ils sont capables d'accomplir la plus belle œuvre qui ait jamais été proposée à une Assemblée.

Il y a une question qui aura nécessairement elle aussi une grande influence sur les élections : c'est celle du traité de paix. Ratifié par quatre Puissances, libéré en Europe de toutes les discussions et formalités, le traité n'est pas encore entré en vigueur à l'heure où ces lignes sont écrites. Peut-être le sera-t-il au moment où elles paraîtront : nous le souhaitons vivement. Le retard du Conseil suprême, même s'il est méthodique, n'a que des inconvénients. Il est nécessaire que désormais tous les peuples aient le sentiment que le traité, malgré ses imperfections, a le mérite incontestable d'exister. Le Conseil suprême a d'abord pris son temps afin d'instituer toutes les commissions prévues et toutes les missions militaires : mais ce travail est près d'être achevé. A-t-il voulu attendre ensuite que le Sénat américain se soit prononcé? Le calcul aurait été bien contestable. La discussion qui s'est poursuivie pendant plusieurs semaines en Amérique et qui a été prolongée par la maladie du président Wilson n'était pas une raison suffisante d'ajourner l'entrée en vigueur du traité. Bien au contraire : au moment où le Sénat américain s'abandonnait aux controverses et paraissait hésiter, les Alliés de l'ancien continent ayant achevé la ratification avaient intérêt à montrer que le traité si laborieusement édifié était déjà devenu pour eux une réalité. Les États-Unis auraient fort bien compris que les Alliés ne pouvaient pas attendre davantage et qu'en faisant entrer le traité en vigueur, ils se conformaient d'ailleurs au texte du document. Sans doute il aurait été regrettable que les États-Unis ne fussent pas à même d'intervenir tout de suite dans l'exécution du traité à l'élaboration duquel ils ont pris une part prépondérante. Leur place aurait été réservée dans les commissions et au Conseil exécutif de la Ligue des Nations qui auraient pu commencer de fonctionner. Les nouvelles qui viennent d'Amérique permettent d'ailleurs de penser que la discussion ne sera plus bien longue et que les Alliés, ayant mis le traité en vigueur, n'auraient pas tardé à voir arriver les représentants

des États-Unis désignés pour siéger dans les commissions. Le Sénat américain a repoussé les amendements et examiné les réserves formulées à l'égard du traité : nous attendons avec confiance la fin des débats institués en Amérique et où la politique intérieure tient tant de place, et nous pensons qu'ils n'empêcheront pas les États-Unis de ratifier bientôt à leur tour un traité déjà accepté par la plupart de Nations. La paix est faite : il faut l'appliquer.

C'est une nécessité d'autant plus impérieuse que les mois perdus par les Alliés ne semblent pas arranger les questions encore en suspens. La liste des affaires qui restent à régler est encore longue : problème russe, problème turc, problème de l'Adriatique, sort de la Galicie, signature du traité de Saint-Germain par les Yougo-Slaves, conventions particulières avec la Grèce, la Yougo-Slavie, la Roumanie pour la protection des minorités, paix avec la Hongrie. C'est là une tâche encore considérable. Et le temps presse. La conférence n'a pas trouvé le moyen de s'occuper du règlement des affaires turques, et un mouvement nationaliste préoccupant s'est développé en Anatolie : nous avons trop d'intérêts moraux et matériels en Orient pour laisser s'installer un état de désordre qui finirait par menacer la sécurité des populations chrétiennes, et pour ne pas établir le plus tôt possible un contrôle capable de faire respecter tous les droits de l'humanité en même temps que des biens considérables. Surtout les affaires russes demeurent très confuses, et notre politique ne l'est pas moins. Ce n'est plus le géneral Mangin qui est envoyé dans les provinces baltiques. Le changement de personne peut s'expliquer par bien des raisons, mais les circonstances qui l'environnent paraissent lui donner une signification précise. Le général Mangin, dit-on, aurait jugé que sa mission était inutile, si on ne lui donnait pas tous les moyens de la remplir. S'il en est ainsi, on ne peut que l'approuver. L'envoi d'un délégué, quelle que soit la nation qu'il représente et quel que soit son prestige personnel, est une mesure absolument vaine quand ce délégué n'est pas mis matériellement à même d'obtenir ce qu'il demande. S'il ne s'agit que de faire une démonstration d'apparence, on comprend que le général Mangin ne s'en soit pas soucié, mais on comprend moins que le gouvernement le lui ait proposé. Tant que les Alliés ne se seront pas mis d'accord sur ce qu'ils veulent ou sur ce qu'ils peuvent accomplir en Russie, ils feront mieux de s'abstenir de toute démarche improvisée et de ne pas annoncer des décisions incertaines ou des départs de com-

missaires : ils ne servent pas leur prestige. Il faut d'ailleurs reconnaître que la politique à pratiquer en ce qui concerne les affaires russes, toute nécessaire qu'elle est, est très difficile. Elle consiste, en effet, à la fois à aider les États autonomes qui se sont constitués sur les frontières de l'ancienne Russie, et à rapprocher un jour ces États allogènes d'une Russie reconstituée. C'est dire qu'elle réclame à la fois une action immédiate dans les petits États et un dessein d'avenir à l'égard de la Russie. Or, ce dessein se heurte présentement à deux sortes d'adversaires qui ont partie liée, les bolchévistes et les Allemands. La situation des armées des patriotes russes n'est pas bonne : Koltchak recule en Sibérie, et Youdénitch est en mauvaise posture au Sud de Pétrograde. Il n'y aura pas de paix réelle en Europe, si la question russe n'est pas réglée; il n'y aura pas d'avenir possible pour cette paix, si la Russie n'est pas mise à l'abri de l'emprise germanique.

L'Allemagne, elle, ne perd pas de temps. Elle a mis de toutes façons à profit les semaines que lui laisse le Conseil suprême. Non seulement elle se dispense, tant que le traité n'est pas entré en vigueur, de nous livrer le charbon qu'elle nous devra, ce qui n'est pas sans importance à une époque de crise : mais elle saisit toutes les occasions qu'elle trouve de limiter par avance les effets du traité. Tout ce qui s'est passé depuis quinze jours confirme l'impression que donnaient les actes précédents de l'Allemagne au sujet de la Russie. Dans les régions baltiques, elle intrigue avec les éléments antibolchévistes et laisse les troupes de von der Goltz à la disposition du prétendu patriote russe Bermont, sous prétexte qu'elles doivent collaborer à la prise de Pétrograde. Et dans le même temps, le gouvernement de Berlin manifeste publiquement en faveur des bolchévistes. Le ministre des Affaires étrangères proteste contre le blocus infligé à la Russie. Il fait mieux : il refuse aux Alliés de participer à cette opération. Les Alliés s'étaient adressés à l'Allemagne comme aux pays neutres pour l'inviter à collaborer au blocus. L'Allemagne se dérobe : elle ne veut pas favoriser une politique d'ordre; elle tient à faire figure d'une nation qui évite de se mêler des affaires russes, espérant ainsi à la fois ménager les bolchévistes de Moscou et exciter les apologistes de Lénine dans les pays de l'Entente à créer des difficultés à leurs gouvernements. En réalité, l'Allemagne entend garder le contact aussi bien avec le parti de Lénine, qu'avec les éléments russes de droite qui sont en conversation avec les états-majors germaniques. Manœuvrant entre les deux partis, elle

espère atteindre le jour où elle aura la possibilité d'intervenir, de se proposer pour administrer et exploiter la Russie, au besoin avec la collaboration des Alliés et en tout cas avec leurs capitaux. Ce plan est plein de péril pour les Alliés : c'est à eux de s'opposer aux intrigues allemandes, de ne pas tolérer les audaces croissantes des ministres du *Reich* et de ne plus donner l'impression de la faiblesse et de l'hésitation. Le rêve de Berlin est d'utiliser un jour les forces de la Russie pour échapper au traité de paix : les Alliés ne peuvent plus l'ignorer.

L'attitude des Allemands en Slesvig, à Dantzig et en Haute Silésie fournit un autre exemple de leur bonne volonté. Abusant du temps qui s'écoule sans que le traité soit mis en vigueur, ils entendent faire à leur manière de la propagande dans les pays soumis au plébiscite. Des troupes allemandes occupent le territoire de Flensbourg dans le Slesvig danois, le chancelier du *Reich* se propose d'y aller en visite, et il se fait précéder par des approvisionnements de toutes sortes, destinés à prouver la puissance et la bonté du régime germanique. L'Association des électeurs du Slesvig, qui est l'organisme politique des Danois, s'est empressée de demander au Conseil suprême de faire occuper le plus vite possible par des troupes alliées les régions soumises au plébiscite, c'est-à-dire de les débarrasser des troupes allemandes, comme le veut le traité de paix. A Dantzig, le jeu est analogue. En attendant que la Ligue des Nations s'occupe de la ville, les Allemands espèrent l'administrer. Ils fondent des banques, achètent des immeubles, s'emparent des terrains de telle sorte que le grand port qui doit servir au commerce polonais soit économiquement envahi par des organismes allemands. Les biens de l'État allemand se trouvant à Dantzig disparaissent d'autre part avec une surprenante rapidité. Comme d'après le traité, ils doivent être répartis par la Ligue des Nations entre la Pologne et la ville libre de Dantzig, les Allemands se hâtent de les vendre. En Haute-Silésie enfin, l'Allemagne s'occupe d'organiser sous prétexte de faire la police de véritables corps d'occupation, composés d'hommes hostiles aux Polonais et destinés à préparer le plébiscite sous la pression allemande. Elle avait imaginé de faire le 9 novembre des élections municipales sous sa direction et les Alliés ont dû s'y opposer. Comme en outre elle a des soldats dans la région et que les troupes plus ou moins cachées dans les pays baltes ne sont pas éloignées, on peut se faire une idée de ses dispositions à l'égard de la Pologne. Il est temps d'en finir avec

toutes ces manœuvres et de rappeler énergiquement l'Allemagne à ses obligations. Depuis la signature du traité de Versailles, elle a reçu trop de sommations non suivies d'effets; elle s'enhardit à l'excès; il s'agit de lui parler net et de lui faire comprendre que les Alliés ne tolèreront pas toutes ces fantaisies.

Le Conseil Suprême a déjà pris une mesure. L'Allemagne n'ayant pas exécuté toutes les clauses de l'armistice, il a décidé de lui faire signer un protocole de liquidation de l'armistice, et de faire aussi passer dans le régime de paix les conditions imposées le 11 novembre 1918 et non encore remplies. Ce ne serait là qu'un document de plus, si le protocole n'énumérait ces conditions et ne prévoyait des sanctions. Des compensations en particulier seront dues pour la destruction de la flotte allemande à Scapa-Flow. Au moment où le traité va entrer en vigueur, il a fallu encore une fois recourir au maréchal Foch pour s'assurer des garanties indispensables. Ce seul fait contient un enseignement qui a son prix. L'Allemagne nous a rendu involontairement service en découvrant tout de suite ses arrière-pensées et en nous révélant comment elle comprend la paix. Nous sommes avertis. Le traité n'est pas comme un monument tranquille et solide qui dominerait l'Europe et dont il ne serait pas besoin de s'occuper. La paix n'est pas quelque chose d'achevé, qu'on puisse abandonner à soi-même. M. Clemenceau, dans son discours de Strasbourg, après avoir montré les avantages du traité de paix, a prononcé sur l'Allemagne une seule phrase qui mérite d'être citée, car elle implique à elle seule toute une politique : « Nos sûretés prises, a dit le Président du Conseil, nous saurons attendre, dans le ferme exercice de nos droits, qu'elle se convertisse aux sentiments de civilisation. » Pour prendre nos sûretés et exercer nos droits, nous aurons besoin d'être forts et de veiller. La France nouvelle, au moment où elle travaille à se constituer, à recréer ses méthodes, à développer ses énergies, doit savoir que pendant longtemps elle devra porter son attention sur les événements d'outre-Rhin.

André Chaumeix.

Le Directeur-Gérant :

René Doumic.

PERSÉPHONE

DERNIÈRE PARTIE (1)

XIII

Monsieur de Saint-Jorre revint le lendemain. Une dame l'accompagnait, tout emmitouflée de voiles et de fourrures. Le bon géant à moustaches gauloises me déclara sans façon :

— Voici la comtesse de Saint-Jorre qui est ravie de vous connaître et qui traitera personnellement avec vous l'affaire dont nous avons parlé. Mon rôle est fini. Je ne suis plus qu'un témoin.

Je fis mon compliment de bienvenue à la comtesse qui répondit avec beaucoup de grâce. Sur ma prière, elle consentit à se reposer et à se chauffer, avant que de visiter la maison.

— Quelle belle pièce, si bien éclairée, si bien proportionnée! s'écria-t-elle en entrant dans mon cabinet de travail. Tous ces livres, sur ces rayons, valent une tapisserie ancienne pour la beauté de la couleur, et ils parlent mieux à l'esprit.

Cette réflexion n'était pas d'une sotte. Je conçus de l'estime pour cette femme qui préférait les livres aux tapisseries.

D'un geste aisé, elle avait entr'ouvert son manteau brun qui découvrait des formes amples sans lourdeur et dignes de la statuaire. Une toque bizarre, — comme les femmes en portaient cette année-là, — une sorte de mitre, ou de panier en velours sombre, coiffait ses cheveux couleur de blé dont les ondes fines descendaient sur ses tempes. Son cou très blanc,

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre.

Copyright by Marcelle Tinayre, 1919.

un peu gras, sa nuque veloutée où le jour caressait un duvet blond, exprimaient la force. La beauté classique de ses traits était moins frappante, au premier regard, que la splendeur de sa peau et la douceur de ses yeux bleus comme le ciel d'été sur les plaines. Je ne sus quel âge lui donner, car elle unissait la puissance de la maturité à l'éclat d'une jeunesse intacte et qui semblait immortelle.

— Il me faut que cette maison devienne la « Maison du Bon-Repos, » dit-elle. Nous l'avons désirée entre toutes, ma sœur et moi, parce qu'elle nous rappelle la vieille bâtisse où nous avons passé notre jeunesse dans le sauvage Quercy. C'est la même toiture à pans et à mansardes, ce sont les mêmes hautes fenêtres; et le jardin, comme notre jardin de là-bas, se prolonge en terrasses au-dessus de la vallée. Nous sommes allées chez le notaire pour avoir des renseignements. Il nous a indiqué dans le voisinage, plusieurs villas, qui pourraient être aménagées en maison de convalescence. Mais nous en tenions toujours pour celle-ci.

— Vous y trouverez peut-être quelque vice rédhibitoire.

— Nous verrons bien... Et tout de suite, si cela ne vous gêne pas! Je suis réchauffée.

Elle ferma les revers de son manteau et nous sortîmes tous trois dans le jardin. Pendant une heure, je promenai les Saint-Jorre à travers mon petit royaume, y compris les caves et les greniers. Chemin faisant, la belle dame aux cheveux de blé m'expliquait le plan et le fonctionnement de l'œuvre future, tout en évaluant, d'un sûr coup d'œil, les dimensions des chambres et la valeur des objets mobiliers. Elle révélait des qualités d'administrateur et des connaissances techniques qui me surprenaient.

— Cela vous choque, dit-elle en riant, quand nous fûmes revenus dans mon cabinet de travail, cela dérange toutes vos idées sur les femmes de m'entendre parler comme un maître maçon ou un chef de culture? C'est que j'ai perdu mes parents très tôt et que je me suis mariée très tard. Dix ans, je suis restée seule dans notre petit château, en pays perdu, seule pour diriger nos gens, pour gouverner nos domaines, élever ma jeune sœur. J'ai lutté contre la routine des paysans et il m'a fallu une volonté inflexible pour changer les mauvaises méthodes de mes fermiers et doubler le rendement de mes terres. Main-

tenant, je passe mes hivers à Paris et, dans mon salon, j'ai quelquefois la nostalgie des grands labours rayant la plaine et des champs où verdissent les pointes des blés hâtifs.

— Cela ne me choque pas, Madame! Bien au contraire! J'admire cette leçon énergique que vous pourriez donner à beaucoup d'hommes.

— Ma femme a transformé ce petit coin de France où je l'ai connue, dit M. de Saint-Jorre. Les durs paysans, vaincus par sa bonté, déconcertés dans leur routine séculaire par les miracles qu'elle avait accomplis, avaient pour elle une sorte de vénération superstitieuse. Que n'a-t-elle pas fait pour eux, avant la guerre et depuis la guerre? École, dispensaire, secours en argent et en nature aux cultivateurs, elle a tout organisé, par des moyens de fortune, avec l'aide de quelques voisins, d'abord sceptiques et qu'elle avait gagnés à sa foi...

— Taisez-vous, Bertrand! Vous exagérez mes faibles mérites! Monsieur Le Hallier, ne croyez pas que je sois une sainte ou une héroïne. J'ai fait mon devoir de dame noble et de Française. J'aime les paysans, bien qu'ils ne soient pas toujours agréables à fréquenter. J'ai vu leur ignorance et leur détresse, et j'ai tâché de les civiliser tout en les attachant à la terre.

J'aurais voulu baiser les mains de cette adorable personne, qui avait mieux servi son pays qu'une douzaine de politiciens. Je lui dis :

— Madame, vous devriez porter, comme l'Isis égyptienne et la Déméter hellénique, le beau nom de « Dame du blé. » Je suis heureux d'avoir rencontré, en ces temps barbares, une divinité civilisatrice et pacifique, sous la forme très aimable d'une jeune femme française. Je suis donc tout à vous, ainsi que ma maison. Ne discutons plus sur une affaire qui est conclue selon vos désirs.

— Ah! Monsieur, vous me comblez de joie, fit Mme de Saint-Jorre. Il me tarde de vous présenter à ma sœur, qui partagera ma reconnaissance... Ai-je besoin de vous dire que votre prix sera le nôtre, que votre chère maison vous reviendra dans le même état que nous l'aurons prise, et que nous vous laisserons tout le loisir de vous installer à Paris.

— J'avoue, madame, qu'un déménagement m'épouvante.

— Nous vous épargnerons cette corvée, si vous avez confiance en nous. Oui, les meubles que vous voudrez emporter

seront installés par mes soins et remis en place dans votre nouveau logis. De même pour vos bibelots et vos livres...

Je dus jeter un regard éperdu sur les bibliothèques.

— Préférez-vous, reprit la comtesse, que cette pièce où nous sommes soit réservée et fermée? Vous y laisserez tous les livres, tous les objets qui ne vous sont pas nécessaires, et personne, en votre absence, n'y pénétrera. Le grand salon et le billard suffiront à nos malades qui, d'ailleurs, ne seront pas nombreux. Nous choisirons des gens bien élevés, mais pauvres, qui souffrent de la vie d'hôpital plus que les hommes du peuple et qui ont besoin de repos, dans un cadre et dans une compagnie sympathiques.

— Des « prolétaires intellectuels? »

— Je n'aime pas beaucoup ces deux mots-là, dont on abuse. Disons des artistes, des savants, des étudiants sans fortune. Vous comprenez maintenant pourquoi nous avons choisi votre maison, plutôt que la confortable villa d'un nouveau riche. Ici, nos convalescents seront vraiment chez eux en étant chez vous, dans votre atmosphère.

L'accord étant parfait sur les points essentiels, Mme de Saint-Jorre, avant de se retirer, me pria très gracieusement à dîner pour le lendemain. Je me récusai, en affirmant que j'étais un vieux hibou insociable.

— Eh bien! dit-elle, nous aimons les hiboux. Ce sont des sages, qui passent une longue vie dans la solitude et la méditation. Ils sont les ennemis des bêtes puantes et portent, dans leurs grands yeux d'or, le reflet de la lune qu'ils ont tant regardée.

— Puisqu'il en est ainsi, madame, je me rends : j'accepte l'honneur que vous me faites.

— L'automobile vous prendra ici, demain soir. Il faut bien que vous parliez de nos projets avec ma sœur et je ne sais quand elle pourra sortir, tant elle redoute le vent glacial et la neige. Comme elle habite un pays chaud depuis son mariage, environ six mois sur douze, Marie ne supporte plus nos hivers.

— Ne regrette-t-elle pas le Mexique?

— Oh! non; elle voudrait rester en France toujours, malgré le climat; mais il lui faut obéir à son mari, et Juan ne se plaît que dans son pays de volcans, sur ses chantiers et sur ses mines.

— Ne soyez pas injuste, mon amie, dit le comte, et n'ayez pas, pour votre beau-frère, les sentiments aigres-doux que vous

auriez pour un gendre... Juan est Mexicain; il aurait désiré que Marie devînt une véritable Mexicaine, de cœur et d'âme. Quoi de plus naturel? Il a tout fait pour la retenir dans les merveilleux domaines qu'il possède. Il l'a traitée en déesse...

— En esclave!

— Disons en épouse, selon la tradition espagnole qui n'est pas la nôtre... Et ne nous a-t-il pas fait un sacrifice en laissant Marie venir en France tous les ans, en lui permettant même d'y rester pendant la guerre?

— Elle l'a exigé... Pouvait-elle vivre là-bas, parmi des germanophiles qui insultaient à tous ses sentiments?... Et Juan ne lui a-t-il pas infligé trois duègnes épouvantables, ses sœurs?

— Allons! allons!... ne vous fâchez pas!... Ces histoires de famille sont fastidieuses pour M. Le Hallier... Ma femme, Monsieur, avec toutes ses qualités, a un grand défaut : elle est jalouse de ce qu'elle aime. Ayant élevé sa jeune sœur, maternellement, elle a considéré Juan Alvarez comme une sorte de ravisseur, et ne lui a jamais pardonné d'avoir emmené Marie au Mexique.

— Marie avait seize ans! Elle était si naïve, si complètement ignorante du monde qu'un étranger a pu s'imposer à elle, sans qu'elle en fût consciente, sans qu'elle fît un libre usage de sa volonté...

— Elle est heureuse, puisqu'elle ne se plaint jamais.

Mme de Saint-Jorre haussa doucement ses épaules et ne daigna pas répondre. Je me fis cette réflexion que le comte aurait pu être jaloux de la belle-sœur tant aimée, s'il n'avait pas chéri sa femme. Mais cet Hercule gaulois était le meilleur des hommes et le plus désintéressé. Il adorait sa belle épouse et il comprenait, dans le même culte, Mme Alvarez de Zuniga, qu'il regardait comme une fille adoptive.

Le lendemain, l'automobile des Saint-Jorre me déposa dans la cour des Réservoirs, et un valet de l'hôtel me conduisit à l'appartement particulier des Zuniga. Je trouvai M. de Saint-Jorre dans un salon tendu de vieux Aubussons à personnages et faiblement éclairé par une seule grosse lampe que voilait une soie couleur de feu. Les rideaux en brocart rouge sombre, drapés devant les fenêtres, les tapis orientaux, très épais, aux tons de topaze et de grenat, l'insupportable chaleur du calorifère et des bûches flambantes, me donnèrent la sensation d'être

dans un lieu clos, étouffant, où nul bruit du dehors ne parvenait. De grands fauteuils Louis XIV, recouverts en tapisserie, étaient déposés en demi-cercle, cérémonieusement Je n'aurais pas cru qu'il existât, dans un hôtel, un salon décoré de la sorte. M. de Saint-Jorre m'apprit que le mobilier et les tentures appartenaient en propre à Don Juan Alvarez qui les avait achetés chez un antiquaire parisien.

— Tout l'appartement, me dit-il, est meublé dans ce style somptueux que je n'aime guère.

Sur ces entrefaites, Mme de Saint-Jorre entra, suivie de trois dames vêtues de noir, assez laides et d'un homme au teint cuivré. Elle fit les présentations d'usage :

— Don Juan Alvarez de Zuniga, mon beau-frère... M. François Le Hallier... Doña Pilar, doña Porfiria, doña Guadalupe Alvarez de Zuniga...

Je m'étais absurdement imaginé qu'un Mexicain a toujours un peu de « rastaqouérisme » dans l'allure. Quelle sottise! Don Juan Alvarez de Zuniga n'arborait pas de diamant à sa cravate et de chaîne d'or à son gilet. Il était grand, robuste dans sa maigreur, et il portait haut sa tête un peu étroite, aux cheveux plaqués, d'un noir bleu. La rudesse de cette chevelure lisse, la saillie des pommettes, la ligne aquiline du nez, les deux plis verticaux sabrant les joues, aux coins d'une bouche mince et sardonique, révélaient l'ascendance indienne, le sang des rois Aztèques mêlé au sang espagnol des Zuniga.

Les sœurs de Juan Alvarez lui ressemblaient, bien que le type familial s'accusât fâcheusement sur leurs visages quadragénaires. Les joues creuses, les grands nez coupants, les cheveux couleur de houille, les mains sèches et osseuses, me firent songer aux vieilles *squaws* qui dansent autour du poteau des supplices, ou à ces momies péruviennes, que l'on voit au Trocadéro. Toutefois, les demoiselles Alvarez, dans leur laideur, ne manquaient pas de dignité et quand leurs six yeux de charbon brillant se fixaient sur moi, je me sentais traversé par leurs regards, et je n'avais pas envie de rire.

« Vous excuserez mes sœurs, fit don Juan Alvarez. Elles ne parlent pas le français; mais elles le comprennent très bien. »

Au même moment, une voix douce prononça mon nom et je vis, en me retournant, Doña Marie debout près de la table qui supportait la lampe rouge. Elle était vêtue de noir, comme

ses belles-sœurs, serrée dans un fourreau de satin voilé de tulle, mais décolletée et toute scintillante de joyaux. Le noir opaque de sa robe et la pâleur de sa chair qui était visible malgré le reflet de la lampe, lui donnaient l'apparence d'une statuette taillée dans le marbre noir et l'albâtre, à peine dorée sur les cheveux. Il me fut impossible de savoir, d'abord, si elle était belle, tant je fus ébloui et irrité tout ensemble par la fulguration des pierreries qui la couvraient. Des épingles de diamants, en forme de fleurs, dont les feux prismatiques éclairaient l'ardente pénombre, retenaient autour de sa tête la bandelette enroulée de ses cheveux blonds. Un collier ruisselait, tel un filet d'eau phosphorescente sur sa poitrine nue et sa tunique sombre ; chaque geste de ses mains allumait et éteignait les éclairs irisés de ses bagues. Ce luxe me blessa, ainsi qu'une offense au crêpe des mères et des veuves, aux haillons des réfugiés. J'oubliai la douceur de la voix qui me parlait, la douceur des doigts qui avaient effleuré les miens; j'oubliai même que Doña Marie avait secouru bien des misères françaises. Pourquoi s'était-elle parée ainsi ? Elle manquait donc de délicatesse, si elle ne manquait pas de cœur?

« Elle a pris le mauvais goût des millionnaires exotiques, pensai-je, pour l'excuser. Peut-être obéit-elle à son mari qui aime le faste : elle étale, avec innocence, ces bijoux qui n'ont pas plus d'importance, à ses yeux, que les boucles de ses souliers. »

J'étais si déconcerté que j'ai perdu le souvenir de ce premier entretien. Doña Marie dut me trouver bizarre, car elle s'assit auprès de ses affreuses belles-sœurs et laissa son mari et les Saint-Jorre faire tous les frais de la conversation, jusqu'à ce qu'elle prît mon bras pour passer dans la salle à manger. Placé à sa droite, je la vis plus distinctement, sous la lumière froide du lustre. Elle était jolie, mais sans fraîcheur, trop pâle, et d'un blond trop cendré pour soutenir impunément l'éclat brutal des pierreries. Je reconnus en elle cette harmonie exquise des traits, cette pureté antique du profil que j'avais admirées chez Mme de Saint-Jorre, et je regrettai que cette beauté tout en demi-teintes, fût véritablement écrasée par l'étincelant fardeau des bijoux.

Elle parlait peu, — non qu'elle fût timide, — mais elle semblait indifférente à ce qui nous intéressait tous, à ce qui passionnait sa sœur, la belle comtesse blonde, si rayonnante de

vie. Quand M. de Saint-Jorre racontait les batailles d'Artois et de Flandre, quand Mme de Saint-Jorre nous expliquait ses projets pour l'après-guerre et l'aide qu'elle voulait apporter aux paysans des régions dévastées, doña Marie écoutait, silencieuse, tranquille, souriant d'un sourire qui n'était ni triste ni joyeux, et qui s'adressait indifféremment à ses belles-sœurs, à son mari, à sa sœur, à moi-même. Après le dîner, lorsque nous fûmes rentrés au salon, elle s'assit sur un large escabeau de bois doré, presque sous le manteau de la cheminée, presque dans le feu qui brûlait maintenant, sans flamme, en un gros tas de braises.

— Vous avez froid, Madame? lui demandai-je.

Elle répondit :

— J'ai toujours froid.

Doña Porfiria toucha le bouton d'une sonnerie électrique et un domestique nègre, en livrée, se présenta. La vieille *squaw* lui dit quelques mots espagnols, et le nègre sortit, puis revint, portant une grande écharpe en fourrure noire que doña Marie jeta nonchalamment sur ses épaules.

J'essayai de causer avec elle. Je l'interrogeai sur le Mexique, mais je ne tirai d'elle que des monosyllabes, et ce fut don Juan qui répondit. Sa figure taciturne s'illuminait d'une ardeur extraordinaire quand il disait la vie prodigieuse et maléfique de la forêt, dans les terres chaudes; la mélancolie des hauts plateaux déserts où croissent, à perte de vue, les aloès géants, d'un vert grisâtre, dont le suc fermenté, — le *pulqué* national, — a le goût du vin blanc nouveau. Il trouvait des mots imprévus pour dépeindre les vieilles petites villes bâties en brique, qui fondent parfois en boue sous les grandes pluies tropicales, villes sales et pauvres, ravagées par la fièvre, où les vautours seuls, — les *zopilotes*, — font le service de la voirie.

Il aimait ce pays éternellement troublé, cette terre des volcans et des révolutions, dont l'histoire se perd dans un mystère impénétrable. Bien qu'il fût un homme très moderne par la culture, et tout aussi pratique qu'un Anglo-Saxon dans les choses de l'industrie, il avait un profond orgueil de sa double noblesse, et peut-être était-il plus fier de ses ancêtres indiens que de ses aïeux castillans. Sur un signe de lui, doña Guadalupe alla chercher un album de photographies, et il me montra différents portraits qui le représentaient dans l'ancien

costume mexicain, coiffé du *sombrero*, drapé dans le *zarape* et chaussé de mocassins. Il me dit encore qu'il avait parcouru le Mexique tout entier, que pas un homme vivant ne connaissait aussi bien que lui les trois régions des terres chaudes, des terres tempérées et des terres froides. Il avait vécu parmi les mineurs, navigué sur les lacs qui portèrent les brigantins de Cortez, chassé le léopard dans les forêts empoisonnées du Papaloapan, foulé la neige éternelle sur les glaciers de l'Orizaba. Il avait même réussi à descendre dans le cratère du Popocatepelt, — la *Montagne qui fume*, — et les deux Indiens qui l'accompagnaient étaient morts, suffoqués par les vapeurs sulfureuses. Mais don Juan Alvarez était revenu sain et sauf, comme si les génies du volcan avaient salué en lui un être de leur race, fils de rois et fils de dieux.

Il racontait ces aventures de sa vie sans emphase. L'extrême simplicité de son récit atteignait à la grandeur, quand il parlait des vieux Aztèques, de leur religion aux rites oubliés, de ces rois qui sacrifiaient des victimes humaines dans leurs temples quadrangulaires, et célébraient la fête du Feu nouveau. Alors, son visage sombre prenait une majesté presque terrible. Ses sœurs et sa femme se taisaient devant lui; les Saint-Jorre, qui ne l'aimaient guère, n'eussent pas osé l'interrompre.

— Il faut venir au Mexique, Monsieur Le Hallier, me dit-il. Vous y verrez les traces d'une civilisation aussi ancienne que celles de l'Égypte et de la Grèce, et peut-être y reconnaîtrez-vous ces dieux primitifs qui, sous des noms divers, ont reçu l'adoration des peuples blancs, jaunes et rouges, — car je ne compte pas les noirs parmi les civilisés. Ne croyez vous pas que les Olympiens, chassés par le Christ, se sont dispersés à travers le monde, et qu'ils y demeurent comme des forces mystérieuses et sous des formes changeantes. Ils avaient retrouvé des autels, au delà de l'Océan que gardaient les colonnes d'Hercule, au delà des brouillards de Thulé. Quand le Juif crucifié les détrôna pour la seconde fois, après quinze siècles, ils disparurent comme le soleil descend dans le Pacifique, mais ils renaîtront comme lui, sous les voiles des nuages, puisqu'ils sont immortels?

— Voilà un beau sujet de poème, don Juan : *La nouvelle incarnation des Dieux.*

— Je ne l'écrirai pas, Monsieur le Hallier. La poésie de

l'action est la seule qui me soit permise. Mais quelquefois, je m'arrête sur la route et je rêve... ou je me souviens.

Il alla s'asseoir auprès de sa femme dont il prit la main pâle dans sa main brune, sans que doña Marie donnât aucun signe de répugnance ou d'émotion. Il dit :

— La poésie de ma vie, la voilà !

— Vous êtes bien galant, ce soir, mon frère ! fit la comtesse de Saint-Jorre qui était visiblement agacée par cette familiarité conjugale.

— C'est que je vais bientôt partir, ma sœur. Ne soyez pas jalouse. Je vous laisse Marie... Êtes-vous heureuse, Marie, de rester en France ?

— Très heureuse.

— Vous serez débarrassée de votre tyran !

— Je vivrai avec ma sœur, dans ma patrie qui souffre, et nous essaierons de faire un peu de bien.

— Bravo, Marie, bien répondu ! dit le brave Saint-Jorre.

Le domestique noir apporta des bûches qu'il jeta sur le feu ravivé. La chaleur intolérable commençait de m'étourdir et mes pensées, rapides comme les battements de mon pouls, mêlaient en un désordre fantastique le passé au présent, la mort à la vie. Je ne savais plus très bien quel était ce salon rouge, et quelquefois, à la place des senoritas mexicaines, je croyais voir les filles de Berchot ; je croyais voir Mme Polyxène à la place de la comtesse de Saint-Jorre, mon vieil ami dans le fauteuil de don Juan et Stéphane asssis sous le manteau de la cheminée, tenant la main de doña Marie Alvarez. Le bourdonnement de mes oreilles me fit craindre une congestion. J'eus l'énergie de me lever. La voix cordiale du comte de Saint-Jorre qui me proposait de me reconduire en automobile, fit évanouir les fantômes et dissipa mon cauchemar. Je répondis convenablement aux aimables paroles de mes hôtes, et je luttai contre un reste de vertige pour m'incliner devant Marie Alvarez qui me tendait sa main pâle, aux doigts frêles, où chatoyait un rubis.

XIV

L'accord était conclu. Je commençai à me préoccuper d'un gîte. C'est alors que j'entrevis, avec effroi, les conséquences de ma décision. Mon souci et quelque regret involontaire que

je voulais dissimuler n'échappèrent pas à Mme de Saint-Jorre.

Elle était devenue ma grande amie et me faisait de fréquentes visites. Sa sœur l'accompagnait quelquefois; mais le plus souvent la blonde comtesse venait seule, dans une voiturette qu'elle conduisait. Elle donnait rendez-vous, chez moi, à son architecte, à son tapissier, à son médecin, et tous ces gens traitaient ma pauvre maison comme leur propriété personnelle. Ma gouvernante en pleurait. La colère me prenait souvent, mais Thérèse de Saint-Jorre me regardait et son regard bleu dissipait ma mauvaise humeur ; elle me disait :

N'est-ce pas que je vous ennuie?

Et j'étais vaincu par le charme de son sourire et de sa voix. D'où lui venait cette puissance? Comment faisait-elle pour disposer, à son gré, de ma volonté dont j'avais été si jaloux et que l'amour même n'avait pas fait plier? Je crois que j'aimais en elle un type féminin très rare dans la société actuelle : une femme qui avait les antiques vertus de la « femme forte » et de la matrone latine avec une grâce que la Judée et Rome n'ont pas connue. Cette beauté majestueuse, cette santé incorruptible, cette intelligence si bien équilibrée, cette force pareille aux forces mêmes de la nature, cette bonté chaude comme le soleil d'août, pure comme la fleur du froment, cette divine sérénité des traits et de l'âme, tout en elle réjouissait mes yeux et contentait ma raison. Il y avait de la piété dans le sentiment qu'elle m'inspirait; il y avait du respect et quelque chose d'inexprimable, comme si, malgré la différence de nos âges et mes cheveux gris, cette belle créature m'eût été un peu maternelle.

Elle me marquait tant de sollicitude que j'en étais confus! Je m'aperçus pourtant que sa bonté s'exerçait au profit de tous avec la constance d'un instinct. Mme de Saint-Jorre attirait les enfants les plus laids et les plus sales pour les caresser sans dégoût. Elle ne craignait ni les chevaux vicieux, ni les chiens féroces, qu'un geste d'elle, par une sorte de magnétisme, apaisait. Si grand était son amour de tous les êtres vivants, qu'elle ne jetait jamais des fleurs encore fraîches et ne souffrait pas qu'on brisât, par jeu, les arbustes et les rameaux.

L'unique faiblesse de cette admirable femme, c'était la jalousie qu'elle avait de son beau-frère, jalousie qui éclatait, par instants, avec une violence bien surprenante chez une personne raisonnable et douce. Autant elle chérissait Marie, autant la com-

tesse détestait Juan et le trio des duègnes momifiées. Je devinais là-dessous, un drame de famille dont les principales circonstances m'étaient inconnues, et par esprit de justice, je m'abstenais également d'approuver Mme de Saint-Jorre et de la blâmer.

D'ailleurs, je n'avais pu me former une opinion personnelle sur don Juan Alvarez et sur doña Marie. Je ne revis le Mexicain qu'une seule fois, avant son départ, lorsqu'il me rendit ma visite. Il me laissa le souvenir d'un grand seigneur dont les manières très courtoises restaient toujours très hautaines. On eût dit que personne n'était sur le même plan que lui, excepté peut-être Mme de Saint-Jorre. Il considérait ses sœurs, son beau-père, sa femme même, comme des êtres subalternes, qui lui devaient des égards et reconnaissaient son droit de préséance. Son caractère grave et sombre l'isolait jusque dans sa famille, et il ne se souciait pas d'inspirer la sympathie qui l'eût gêné comme une familiarité choquante.

Doña Marie, effacée dans l'ombre de ce majestueux époux, gardée par les trois duègnes vigilantes, ne sortait jamais seule et n'avait aucune amitié particulière. Néanmoins, elle paraissait fort bien adaptée aux étranges conditions de son existence et je pensai que la comtesse avait bien tort de s'apitoyer sur elle. C'était une enfant gâtée, très douce, mais tout à fait passive, qui subissait l'autorité de son mari ou l'influence de sa sœur et qui vivait dans une sorte de rêve languissant, parée de ses merveilleux bijoux, oisive et recluse comme une sultane.

Avait-elle un fond de sensibilité cachée ? Etait-elle capable d'aimer et de souffrir ? Ses charités même, dont la comtesse était sans doute l'inspiratrice, ne valaient pas, à mon avis, la simple tendresse d'Hélène Percier. Celle-là, que j'avais vue si naïvement heureuse et malheureuse, celle-là, oui, c'était une femme !

Combien Marie Alvarez était lente à s'émouvoir, je le constatai, un jour qu'elle vint chez moi, avec sa sœur. Avril finissait, sans que l'horrible hiver parût finir. Au Chemin-des-Dames, après une offensive avortée, nos troupes combattaient dans la boue glaciale, et la France, menacée à la fois par la défaite et par l'émeute, vivait la période la plus tragique de cette cruelle année 1917.

J'avais appris la mort d'un jeune savant, un camarade de Percier, qui avait autrefois suivi mes leçons ; et, par le même courrier, j'avais reçu la nouvelle que mon pauvre jardinier,

un territorial père de famille, avait disparu lors d'une attaque, près de Reims. J'unissais, dans une même pensée douloureuse, les deux bons Français, l'intellectuel et le paysan, et ce chagrin ravivait l'autre chagrin que le temps n'avait pas encore assoupi en moi... J'avais la chère image de Stéphane devant les yeux et son nom sur les lèvres.

Je ne pus me défendre d'en parler aux deux femmes qui m'avaient interrogé très amicalement. Sans les fatiguer par des explications scientifiques, je leur montrai le tombeau de Timoclès dont je leur contai l'histoire. Mme de Saint-Jorre me pria de décrocher le petit cadre qu'elle alla regarder au plein jour de la fenêtre, et quand elle me le rapporta, ses beaux yeux bleus étaient humides.

— Êtes-vous certain, me dit-elle, que votre jeune ami soit... qu'il ait disparu pour toujours?

— Les démarches que son oncle a faites ne nous permettent pas l'espoir. Je ne reverrai plus Stéphane.

— Qui sait?

— Pas en ce monde...

Thérèse de Saint-Jorre toucha mon bras, de sa belle main, et, avec un air de noblesse et de bonté, elle me dit :

— Vous reverrez votre ami, Monsieur le Hallier. Qu'importent le lieu et le temps? Vous suivez la même route qu'il a suivie ; la même lumière intérieure vous guide, et vous allez vers le même but.

— J'admire votre foi.

— N'est-ce point la vôtre? N'avez-vous pas écrit quelque part : « Toutes les religions sont des formes du sentiment religieux qui est éternel comme l'âme?... »

Voilà maintenant qu'elle feignait d'avoir lu mes livres, pour mieux me consoler! Je baisai la main de cette adorable amie, — ce qui me dispensa de rectifier la citation, — et je m'excusai de ma faiblesse.

— A l'ordinaire, dis-je, je garde mes peines secrètes, avec pudeur.

Marie Alvarez avait à peine regardé l'aquarelle de Stéphane, et les yeux baissés, elle faisait tourner, à son doigt, la bague ornée d'un rubis.

« On voit bien, pensai-je, que son mari est un étranger et qu'elle ne souffre pas de la guerre! »

A toutes les raisons que j'avais d'aimer Mme de Saint-Jorre, une autre s'ajouta bientôt. La bonne comtesse, sans m'en rien dire, faisait chercher, dans le quartier que je préférais, un appartement qui pût me plaire. Elle vint, toute joyeuse, m'apporter une liste d'adresses, établie par ses soins, d'après les indications très précises qu'elle avait données.

« En allant à une séance de l'Institut, me dit-elle, voyez ces appartements dont la situation et le prix me semblent vous convenir. Ceux que j'ai marqués là sont libres et ils ont les qualités essentielles qu'un homme d'étude doit exiger. Faites votre choix. Nous nous occuperons des arrangements intérieurs et du transport de vos meubles. Mon architecte et mon tapissier, sous ma surveillance, se chargeront de tout. »

Je n'avais qu'à obéir. Sans attendre la séance de l'Académie des Inscriptions, j'entrepris un voyage entre le boulevard Saint-Germain et la Seine, suivant l'itinéraire que Mme de Saint-Jorre avait fixé. J'aime ce vieux quartier où revit le Paris des siècles classiques, le Paris seigneurial et parlementaire, artiste et philosophe, dans ces grandes maisons aux fenêtres immenses, aux portes monumentales, que décorent des mascarons sculptés. Ce quartier n'a pas subi la déchéance du Marais envahi par les fabriques et débordé par le ghetto. Le commerce y a pris des formes assez nobles, et tous ceux qui ne vivent pas seulement de pain, trouvent dans cette calme région de la grande ville de quoi satisfaire leurs appétits intellectuels. Libraires en neuf et en vieux, marchands d'estampes, antiquaires, brocanteurs, les boutiquiers ont l'amour de leur marchandise et le respect du client qui sait l'apprécier. Ils sont amènes par tradition, et ils ne dédaignent pas le vieillard aux habits râpés, l'étudiant pauvre, l'élève des Beaux-Arts, le professeur chargé d'une lourde serviette, tous les braves gens un peu maniaques, qui se priveraient de dîner pour acheter un livre ou un bibelot. Combien de fois suis-je entré dans ces magasins tentateurs, pour le seul plaisir de feuilleter des bouquins, de fouiller des cartons, de manier une porcelaine rare, de toucher, d'une main voluptueuse, le bois luisant, les cuivres polis et patinés d'un beau meuble! J'y voulais passer dix minutes : j'y restais deux heures, et j'en sortais la bourse vide, un paquet sous le bras et des paquets dans les poches de mon pardessus! Tous les libraires de la rue des Saints-Pères et de

la rue Bonaparte me connaissent. Quant aux bouquinistes des quais, ce sont des amis, qui s'informent de ma santé et de mes travaux, recherchent avec un zèle de collaborateurs les ouvrages dont j'ai besoin, et me racontent tout ce qui se passe, sur l'autre trottoir, — à l'Institut !

Je flânai avec joie dans ces rues qui ont bien peu changé depuis la Révolution, et que l'on reconnaît, maison par maison, sur le vieux plan de Turgot. J'affrontai cinq ou six concierges et montai une trentaine d'étages, sans trouver un appartement qui me contentât. Le choix d'un logis, comme le choix d'une femme, n'est pas déterminé par la raison seule ; les considérations économiques cèdent à je ne sais quel charme qui fait dire : « Je veux vivre ici, et non ailleurs. » Comme dans l'amour, on jouit de posséder et d'être possédé. Certaines maisons, certaines chambres, m'ont véritablement *tenu :* malgré leurs défauts dont je souffrais, je n'ai pas pu les quitter sans un petit déchirement, et je ne les revois jamais sans mélancolie.

J'allais, — pour ce jour-là, — renoncer à mes recherches, quand je m'engageai dans la partie de la rue de Lille qui va de la rue des Saints-Pères à la rue de Beaune. Ma liste indiquait deux maisons situées à cet endroit. L'une me déplut; l'autre m'attira par le charme indéfinissable que je viens de dire. C'est un vieil hôtel entre cour et jardin, situé à l'angle de la rue de Lille et d'une étroite ruelle mal pavée qui rejoint la rue de Verneuil. La cour est fermée sur la rue, par un mur percé d'un large portail que décorent deux corbeilles en pierre noircie et rongée par le temps. A la droite du portail est accolé un petit pavillon de conciergerie. Le corps principal de l'hôtel et les deux ailes, ont à leur jonction, de chaque côté, un perron de sept marches qui conduit au vestibule d'un escalier. Tout le bâtiment, surélevé d'un étage à la fin du XVIIIe siècle, est d'un style simple et grave et sans aucun ornement.

Un écriteau, collé sur le mur, annonçait un appartement à louer. J'entrai dans la cour et je demandai des renseignements à la concierge. Cette personne, qui avait un air tout à fait digne, me répondit d'une manière obligeante et me proposa de visiter l'appartement. Il était au second étage, et tenait une partie de l'aile gauche et la moitié du corps principal. Une antichambre le divisait en deux parties qui pouvaient être rendues indépen-

dantes : l'une, celle de l'aile gauche, comportant les chambres à coucher et leurs dépendances; l'autre, dans le corps central, comportant quatre grandes pièces régulières, deux sur la cour et deux sur le jardin. Cet appartement, beaucoup trop vaste pour un homme seul, avait l'aspect vétuste des lieux inhabités depuis longtemps; mais la beauté des pièces, la hauteur des plafonds, l'atmosphère mystérieuse que créent les immenses glaces un peu verdies dans leurs cadres dédorés, les coins et les recoins, les petits passages imprévus, les placards nombreux, tout cela me plut, en me rappelant ma maison de Bièvre, et me fit dire : « Plantons notre tente et demeurons ici. » Spontanément, je me vis dans cet appartement mélancolique sans tristesse, où les bruits de la ville arrivaient comme une lointaine rumeur, si lointaine et si continue qu'on l'oubliait; je vis ma gouvernante installée dans les chambres sur cour, et moi, délicieusement solitaire dans celui des deux salons qui ouvrait au midi sur le jardin. J'imaginai les meubles en place, le divan dans un angle, le secrétaire entre les fenêtres, un fauteuil près de la cheminée de marbre noir, le tapis déroulé, les rideaux drapés, et contre le papier bleu lapis qui couvrirait les murs, les bibliothèques étendant la magnifique tenture fauve et dorée des vieux livres.

La concierge ouvrit une des fenêtres et me pria d'admirer le jardin. Il me parut très vaste, car au delà d'une pelouse rectangulaire, encadrée de buis taillé et d'arbustes qui ne bourgeonnaient pas encore, de beaux arbres dressaient leurs ramures noires jusque devant la façade d'une maison de style Louis XV, dont je distinguais les hautes croisées sans rideaux et les volets repliés. Je crus que cette maison dépendait de l'hôtel, mais la concierge me détrompa. Elle me fit remarquer que le terrain planté d'arbres était coupé, dans sa largeur, par deux murs parallèles, qu'une illusion d'optique me faisait confondre en un seul.

— La rue de Verneuil, invisible entre ces murs, me dit-elle, sépare ces deux jardins qui autrefois composaient un seul parc. Les ormes et les marronniers y sont disposés dans le même ordre, et leurs grosses branches se rejoignent par-dessus la rue. La maison d'en face a son entrée dans une cour de la rue de l'Université et une autre entrée sur la rue de Verneuil où est l'Orangerie.

— L'Orangerie? N'est-ce pas ce pavillon à gauche, dont on distingue les fenêtres cintrées à petits carreaux?

— Oui, Monsieur. Cette Orangerie appartient à la maison, mais elle a été arrangée en appartement particulier.

— Qui donc l'habite?

— Je ne sais pas. Le locataire doit être mobilisé. On n'y voit jamais personne.

— Et la maison?

— L'autorité militaire y a mis des bureaux. Oh! cela ne fait pas un voisinage désagréable, car, dès six heures du soir, tous les gens sont partis. Monsieur est assuré de pouvoir dormir tranquille. On est ici comme en province... excepté quand les Zeppelins viennent; mais alors, on va dans les caves...

Je songeais que la moindre bombe démolirait la vénérable bâtisse aux murs déjà lézardés. La bonne concierge prit mon silence pour de l'inquiétude. Elle insista :

— On va dans les caves. Elles sont superbes, voûtées comme dans l'ancien temps, et leurs galeries se prolongent sous le jardin, sous les rues voisines. Il y avait là des galeries, autrefois, des souterrains qui allaient jusqu'au Pré aux Clercs; mais on a bouché le passage, Monsieur pourra se mettre à l'abri. L'architecte a dit que les voûtes étaient assez solides pour supporter une cathédrale.

C'est ainsi que je décidai, en un moment, d'habiter l'ex-hôtel de Brégas-Lauragnin où je suis encore, et où j'écris ces lignes. Mme de Saint-Jorre estima que j'avais fait le meilleur choix, et s'occupa de mon installation. Les meubles furent disposés et les livres classés suivant mes instructions; puis, laissant à ma bienveillante amie et à ma gouvernante le soin d'achever l'organisation du nouveau logis, je m'en fus passer trois mois en Bretagne, chez Hélène. Louis Percier qui avait fait campagne aux Dardanelles et en Macédoine était revenu d'Orient, pour quelques semaines, et l'on devait profiter de sa permission pour baptiser un petit François Percier dont j'étais le parrain.

XV

Comment exprimer la sensation que j'éprouvai en rentrant, un soir d'août, dans mon nouveau logis? Je n'avais prévenu

personne de mon arrivée, sauf ma gouvernante, et personne ne m'attendait dans le grand cabinet de travail tendu de bleu. Pourtant, cette pièce où j'avais vécu quelques jours à peine me sembla tiède de souvenirs ; j'y trouvai je ne sais quelle amitié des choses, je ne sais quelle douceur qui m'accueillait. C'était comme un pressentiment favorable, comme l'approche d'un ami que je ne voyais pas encore. Je m'assis à mon bureau. La vision que j'avais eue, à ma première visite, était devenue réalité : voilà bien les hautes fenêtres encadrant le crépuscule limpide, et les frondaisons déjà rousses du jardin ; voilà le tapis déroulé, le bureau chargé de livres, le fauteuil près de la cheminée de marbre noir, le Bouddha de cuivre aux yeux d'émail dont le dos se reflète dans la glace un peu trouble et verdie ; voilà, contre le bleu profond des murs, la riche tenture fauve des vieux livres. Je reconnaissais l'*Initiation de Triptolème*, au-dessus de la bibliothèque, et sur mon bureau une exquise petite *Vierge* de la Renaissance, en buis autrefois doré. J'aime ce Panthéon domestique que je transporte avec moi, de demeure en demeure ; chaque divinité, — la Déméter, la Madone ou le Bouddha, — représente une pensée éternelle, l'aspiration au repos bienheureux par delà les ténèbres de la mort, dans les Iles Fortunées ou dans le Paradis chrétien, ou dans le sein du Dieu qui absorbe en lui tous les êtres. Ces figures divines sont si calmes qu'elles me font mépriser la stérile agitation des hommes avides d'honneurs et de biens passagers : elles sont si belles qu'elles me remplissent de joie... Par ce blanc crépuscule d'été je les voyais plus calmes encore et plus belles, et je voulais croire que d'elles seules venait la douceur imprévue de mon retour.

Sous la photographie du bas-relief éleusinien, Mme de Saint-Jorre avait placé le *Tombeau de Timoclès*. J'admirai que cette aimable femme eût suivi, avec tant de fidélité, toutes mes instructions. Mon cœur, pénétré de gratitude, souhaitait s'acquitter envers elle. Je résolus de lui consacrer ma première soirée en lui écrivant une longue lettre, et comme le jour faiblissait, j'allumai ma lampe de bureau. Mais je me rappelai soudain les ordonnances de police qui interdisaient tout éclairage visible du dehors. Neuf heures sonnaient : ce serait la nuit bientôt. Je me résignai donc à fermer les fenêtres. Cependant, lorsque je me penchai sur le balconnet de fer pour saisir le crochet de

la persienne rabattue contre la muraille, je suspendis le geste ébauché, afin de goûter, un instant de plus, la fraîcheur délicieuse du jardin. Le ciel, où traînait encore un reflet du soleil disparu, était à l'occident du rose des roses mortes; lilas au zénith et piqué d'étoiles. La lune naissante y traçait un arc léger, plus pâle que l'argent le plus pâle. Au-dessous de moi, le vieux jardin, avec sa pelouse fanée et ses arbres au feuillage défaillant, s'approfondissait en un puits d'ombre. Je ne distinguais plus le mur qui me dérobait la rue de Verneuil et tout au fond, à travers les rameaux, j'apercevais vaguement la façade de l'hôtel Louis XV et les fenêtres cintrées de l'Orangerie.

Toutes ces formes se mêlaient et s'effaçaient, et leur confusion ajoutait une grâce triste à la poésie du lieu et de l'heure. Une à une, les fenêtres des maisons avoisinantes se fermèrent. Dans la rue, caché par le mur, flotta le halo bleuâtre d'un réverbère aux vitres teintées d'indigo sous un capuchon noir. La rose du couchant avait fini de s'effeuiller et les étoiles brillaient plus vives.

Enfin, le ciel fut vraiment un ciel nocturne, dans toute sa gloire stellaire, et l'ombre protectrice couvrit la ville aux feux voilés. C'est alors que mes yeux, accoutumés au clair-obscur, virent, au bout du second jardin, un fil lumineux se dessiner, qui rayait les volets intérieurs, mal rejoints, de la petite Orangerie. Je pensai :

— Mon voisin d'en face est revenu. Qu'il soit convalescent ou permissionnaire, il doit être bien content de se retrouver dans ce joli pavillon.

Et sans m'attarder davantage, je tirai soigneusement mes persiennes.

Le lendemain, à la même heure, comme je renouvelais ce rite de la clôture qui était alors une sorte de pénitence quotidienne imposée aux Parisiens, je cherchai des yeux la raie lumineuse de l'Orangerie ; mais les trois fenêtres cintrées restèrent complètement sombres. Il en fut ainsi tous les autres soirs. Mon voisin avait dû repartir, sa permission étant achevée. Je cessai bientôt de prêter attention à la façade close comme un visage d'aveugle.

Thérèse de Saint-Jorre ne répondit pas à ma lettre. Elle fit mieux : elle vint me voir. Je lui exprimai ma reconnaissance pour le soin qu'elle avait pris de ma maison. Elle me répondit

qu'elle et sa sœur s'étaient appliquées à me faire plaisir et qu'elles n'y avaient pas eu de mérite parce qu'elles m'aimaient beaucoup. « Bon-Repos » commençait à recevoir des convalescents et Mme de Saint-Jorre y allait presque tous les jours.

— Je suppose, dis-je, que Mme Alvarez de Zuniga vous accompagne et que vous n'assumez pas toute seule la direction de l'œuvre commune.

Le beau visage blond s'attrista.

— Ma sœur ne peut pas m'aider autant qu'elle le voudrait. Sa santé fléchit depuis quelques mois et me donne des inquiétudes. Marie était une enfant vigoureuse et joyeuse qui, en devenant une femme, a perdu sa force et sa gaîté. Elle avait seize ans quand elle est partie pour le Mexique, avec Juan Alvarez qu'elle connaissait peu et qu'elle croyait aimer... Mariée et dépaysée, dans un climat très malsain, elle n'a cessé de languir, et sans être jamais malade, elle n'a jamais été bien portante.

— Il est certain que Mme Alvarez paraît fragile...

— Elle paraît... oui... qu'est-elle en réalité, on l'ignore! Nul n'a mesuré l'énergie cachée dans cet organisme délicat... Nul ne sait ce qui plaît ou déplaît à cette âme qui porte partout l'indifférence des exilés... Moi-même, qui la chéris aveuglément, qui suis capable de tout faire pour lui donner un moment de joie, moi sa sœur, ou plutôt sa vraie mère, je renonce parfois à la comprendre...

— C'est un grand risque à courir, pour une jeune Française que d'épouser un étranger. Cependant M. Alvarez de Zuniga n'est pas un homme ordinaire et il n'y a rien en lui de mesquin...

— Oui, dit la comtesse, je sais ce qu'il vaut et je m'efforce de n'être pas injuste, quoi qu'en dise mon mari. Juan est, à certains égards, plus qu'un homme par sa puissante intelligence et son génie dominateur...

— C'est un « surhomme! »

— Exactement. Tout plie devant sa volonté, tout! Il ne cède qu'à la fatalité, quand il l'a reconnue.

— Pour le moment, vous n'avez pas à vous plaindre : il vous laisse votre sœur.

— Et comment pourrait-il exiger que Marie traversât l'Océan où les sous-marins pullulent? Et dans son Mexique livré aux intrigues allemandes, toujours menacé de révolutions,

quelle vie ferait-il à ma sœur? Bon gré, mal gré, Juan lui a permis de rester en France, jusqu'à la fin de la guerre.

— Sous votre sauvegarde?

— Et sous la garde des trois créatures que vous avez vues, ces horribles Peaux-Rouges que je déteste! Elles ont reçu l'ordre de ne jamais quitter Marie et elles ne la quittent pas! Ma sœur ne reçoit aucune visite particulière, ne sort jamais seule, et sa correspondance même est surveillée...

— Est-ce possible?

— Oui, ma sœur, à Versailles, en 1917, mène l'existence d'une reine d'Espagne au XVIIe siècle : elle a trois dames d'honneur dont l'aînée, Guadalupe, tient l'office de camarera-mayor. Ainsi l'a voulu don Juan Alvarez.

— Suit-il un usage de son pays?

— Il ne s'occupe pas des usages : il crée les siens; il impose le protocole et l'étiquette qui conviennent à sa conception du mariage... A part cela, il est un époux parfait! Il satisfait aux moindres caprices de Marie et l'accable de bijoux qu'elle n'aime guère.

Je me récriai. La comtesse protesta :

— Je vous assure que ma sœur préfère les perles aux brillants et les fleurs aux perles; mais Juan a la passion des pierreries. Il oblige sa femme à se parer du collier que vous avez vu et de cette bague qu'elle a promis de ne jamais ôter de son doigt, cette bague de fiançailles dont le rubis, unique au monde, vaudrait la dot d'une reine. Marie qui a la simplicité d'un enfant est gênée par ce faste qui l'entoure. Elle donnerait son rubis pour être libre de revenir avec moi, chaque printemps, dans notre jardin de Puy-Cerdagne où fleurissent tant de violettes.

Jamais ma belle amie ne m'avait parlé aussi intimement de sa sœur et de son beau-frère. Ces confidences modifièrent l'opinion que je m'étais faite de Marie Alvarez. La douce exilée, gardée par trois monstres féminins, chargée de joyaux comme une esclave serait chargée de chaînes, m'inspira une compassion attendrie. Je souhaitai la revoir. Mme de Saint-Jorre me dit franchement que mes visites à Versailles, si elles étaient fréquentes et un peu longues, et si Marie Alvarez y prenait plaisir, scandaliseraient les trois Mexicaines et seraient fâcheusement commentées par les vieilles filles qui me desserviraient auprès de don Juan.

— Vous verrez ma sœur chez moi, conclut-elle. Je vais quelquefois la chercher à Versailles, en automobile et je la ramène le soir, après dîner, ou le lendemain. Nous nous réunirons avenue du Trocadéro, en dépit des Pilar, Porfiria et Guadalupe.

En effet, à quelques jours de là, je fus prié chez Mme de Saint-Jorre. Elle habitait un somptueux appartement non loin du musée Guimet. Je la trouvai dans son boudoir jaune et bleu, dont les portes vitrées me permirent d'apercevoir deux grands salons aux meubles ensevelis sous des housses.

Celle qu'on appelait toujours « doña Marie, » comme pour la rattacher, par ce nom, à l'époux absent, était à demi couchée sur une chaise longue, et, malgré la chaleur, elle semblait toute frileuse dans sa robe de mousseline violette.

Cinq ou six jeunes femmes élégantes et deux messieurs sexagénaires, importants et décorés, bavardaient autour d'une table maigrement servie.

Que ma chère comtesse était belle en robe blanche, les bras demi-nus, les cheveux tordus formant un haut diadème d'or! Avec quelle grâce elle m'enseigna les rites du « thé de guerre! » Pour elle, la « Dame du blé, » qui savait apprécier les dons de la terre, qui avait passé sa jeunesse à étudier, parmi ses paysans de Puy-Cerdagne, les secrets de la culture savante, pour elle, qui mettait le trésor vivant des moissons au-dessus de tous les trésors minéraux de Juan Alvarez, il était cruel d'offrir à ses amis des gâteaux sans farine, horribles petites choses gluantes et brunâtres où je distinguai les saveurs de la figue sèche, de la banane trop mûre et du pruneau.

— Obéissons, dit-elle, au ministre du ravitaillement qui est, à cette heure, un dieu puissant et redoutable.

Je pris une tasse de thé sans lait et j'y mis un comprimé de saccharine.

— C'est bien mauvais! dit Thérèse de Saint-Jorre.

Je mentis héroïquement :

— C'est délicieux...

C'était la première fois que j'allais dans le monde, en temps de guerre. Je fus étonné par les toilettes des dames; la plus jeune était habillée comme un militaire, avec une espèce de vareuse à poches et un ceinturon; et les plus âgées, comme des petites filles, avec des jupes à mi-jambe. Elles dévoraient les horribles gâteaux gluants, et je vis dans leur gourmandise un

signe de belle humeur et de courage, car, — on peut l'avouer maintenant, — les « thés de guerre » étaient néfastes pour l'estomac. Ces dames parlaient toutes à la fois, comme c'est l'habitude des femmes quand elles sont en nombre, mêlant d'insignifiantes anecdotes personnelles aux propos les plus graves. Les hôpitaux, les magasins, l'offensive, la mode, la politique, les mariages, les deuils, les œuvres de charité composaient leur entretien, et ce mélange, analogue aux gâteaux de fruits agglomérés, me parut déconcertant, irritant et un peu comique.

Ayant achevé le rite du thé à la saccharine dont je renversai quelques gouttes comme involontaire libation, je m'écartai du cercle jacassant et je m'allai mettre près de Doña Marie. Elle m'interrogea sur mon voyage et sur les amis que je venais de quitter. Je lui décrivis le bonheur du jeune ménage Percier et la beauté de mon filleul.

— Où est maintenant Monsieur Percier?

— Il est reparti pour l'Orient. Sa connaissance de la langue et des mœurs grecques le désignait pour le poste d'interprète qu'on lui a donné. D'abord, il est resté à Salonique, où il a retrouvé sa belle-sœur Rhodé, infirmière à l'hôpital franco-grec fondé par la princesse Marie; puis on l'a envoyé dans l'île de Thasos, qui était occupée par un détachement de la marine française. Percier a revu ces bois de pins, ces rochers, ces ruines qui étaient un peu son royaume; il a retrouvé, à la même place que naguère, le sarcophage de l'Initié qu'il a fait, tout récemment, transporter au musée d'Athènes.

— Sa jeune femme ne l'a donc pas suivi? Pourquoi n'est-elle pas en Grèce, dans sa famille qui peut la recevoir? Elle n'aime donc pas son mari?

J'osai répondre en façon de taquinerie :

— Il y a des sous-marins dans la Méditerranée comme dans l'Atlantique. Percier, — comme M. Alvarez de Zuniga, — ne veut pas exposer ce qu'il aime aux risques de mer qui sont grands. Hélène aurait tous les courages de l'amour, mais elle a un petit enfant...

— Puisse-t elle conserver son bonheur! dit gravement doña Marie... Puisse le mari revenir et l'enfant vivre!

Ses cils d'or sombre s'abaissèrent et son visage aux traits immobiles se pétrifia, dans une expression de noblesse et de tristesse que je n'ai vue sur aucun autre visage de femme.

Un des barbons importants, qui m'avait entendu parler de Thasos, fit une véritable conférence sur la Grèce qu'il connaissait surtout à travers les *Erynnies* de Leconte de Lisle et l'*Aphrodite* de Pierre Louys. Mme de Saint-Jorre l'écoutait, par politesse, et me souriait à la dérobée, d'un air de compassion ironique. Cela me plut qu'elle ne fût pas la dupe d'un sot.

Enfin, toute la société se jeta dans une discussion assez violente à propos des « affaires de trahison » et des procès qui agitaient l'opinion publique. — J'ai écrit ailleurs ce que je pense de ces affaires et de leurs promoteurs. — Les esprits s'échauffaient lorsque M. de Saint-Jorre entra avec le comte Martin-Croze.

— Mesdames, dit celui que j'appelais l'Hercule gaulois, je vous apporte le communiqué de quatre heures.

Il lut, à haute voix, ce résumé d'une journée de guerre, et chacun donna son avis sur la suite des opérations. Doña Marie s'aperçut de mon silence.

— A quoi pensez-vous? me demanda-t-elle.

— Je ne savais pas, répondis-je, que vous connussiez le cousin de mon pauvre Stéphane.

— Quel cousin?

— Le comte Martin-Croze.

Marie Alvarez eut un geste de surprise.

— Ce monsieur? Mais je le vois pour la première fois de ma vie! C'est Thérèse qui le connaît.

— Depuis longtemps?

— Elle l'a rencontré, autrefois, dans le monde, et Bertrand l'a mené ici, la semaine dernière.

Mme de Saint-Jorre vint vers notre groupe et présenta Martin-Croze à Mme Alvarez. Le comte m'aperçut alors et me serra la main.

Je lui demandai, avec un tremblement de cœur que je ne pouvais réprimer, s'il n'avait rien su de nouveau, relativement à Stéphane.

— Absolument rien.

— Et sur les tableaux?

— Pas davantage... Le glorieux et malheureux jeune homme disparaît ainsi tout à fait.

— Je crois que nous verrons un jour les tableaux, mais, avant tout, que la volonté de Stéphane soit faite!

Le comte poussa un soupir; puis s'adressant à Marie Alvarez, il lui raconta l'histoire de Stéphane que j'avais déjà, — et plus véridiquement, racontée.

— Je sais... Monsieur Le Hallier m'a dit... Je suis au courant..., répondait la jeune femme qui semblait très lasse.

Mais rien n'y fit. Le comte donna sur mon pauvre Stéphane cent détails au moins inutiles et formula des appréciations que je dus ouïr sans protester. Elles étaient aussi flatteuses que fausses. Et pourtant je ne doutais pas de la sincérité de Martin-Croze.

« Il ne comprenait pas Stéphane, pensai-je avec un sentiment amer et doux. Il l'a vu vivre toute sa vie, sans le comprendre. Le vrai Stéphane, moi seul l'ai connu, moi seul! »

Le comte parlait toujours. Marie Alvarez, qui ne pouvait s'intéresser longtemps à un inconnu, donnait, malgré elle, quelques signes de nervosité. Elle fermait à demi les yeux, et, s'allongeant sur la chaise-longue, elle enfonçait dans les coussins profonds sa petite tête pâle dont les cheveux, contre la soie jaune d'or, prenaient la couleur de la cendre.

Ce fut le soir de ce même jour que je vis, dans les ténèbres de la nuit tombée, s'éclairer, pour la seconde fois, les fenêtres de l'Orangerie. Le fil lumineux entre les volets apparut vers dix heures et persista jusque vers onze heures et quart. Je supposai que le maître du joli pavillon était encore permissionnaire et que je l'apercevrais peut-être, le lendemain, quand il ouvrirait sa maison au soleil. Mais, le lendemain, l'Orangerie resta close et muette; personne ne parut dans le jardin et la nuit ne ralluma pas, derrière les volets, la lampe invisible.

XVI

L'automne... L'hiver... Une autre année qui commence et la guerre atroce qui dure!... Depuis combien de temps? On ne sait! La notion de la durée s'est abolie. Quand je prononce ces mots : « L'an dernier, » c'est le printemps et l'été de 1914 qui surgissent, brillants et voilés, dans ma mémoire. L'avenir n'est que ténèbres. Qui oserait faire des projets, maintenant? Qui pourrait se représenter ce que sera le temps de paix? L'humanité n'a même plus la force de rêver : elle lutte et

souffre, et patauge dans la boue sanglante, au jour le jour...

Je travaille, car l'inaction me tuerait. La volonté de créer me donne la puissance de créer et me sauve du mortel dégoût. Pas un seul jour, je n'ai interrompu ma tâche. Je ne me demande pas si elle est utile ou superflue, en cette époque où le labeur matériel semble primer l'effort désintéressé de l'esprit, où les valeurs anciennes se renversent, où la science qui ne procure aucun supplément de bien-être physique, devient un luxe d'aristocrate. C'est ma tâche, et je dois l'accomplir; celle-là, et pas une autre. Assez de gens briguent des fonctions où ils démontrent leur incompétence! Assez de danseurs se font calculateurs! Ne pouvant être ce « Français de première classe : » un combattant! je veux être seulement un homme qui fait son métier et qui le fait de son mieux.

Mes loisirs, je les ai consacrés à une œuvre quasi secrète, que mes deux amies si généreuses, Thérèse de Saint-Jorre et Marie Alvarez, ont fondée, d'après mes conseils. Nous recherchons, pour les aider secrètement, ces vieux ouvriers de la pensée, qui ne sont pas considérés comme des victimes de l'état de guerre et ne reçoivent aucun secours officiel. Ce ne sont pas des « prolétaires. » Ils représentent une aristocratie de l'esprit que le peuple regarde avec méfiance et que la riche bourgeoisie ignore presque totalement; ils n'intéressent pas les politiciens démagogues et ne fréquentent pas les salons des banquiers. Quel est le sort de ces hommes dont la vie fut pauvre et pure, qui subsistaient difficilement avant la guerre et qui maintenant auront grand'peine à ne pas mourir? J'en connais, de ces vieillards blanchis dans l'étude, qui ajoutèrent obscurément leur pierre à l'édifice collectif de la science française. Ils n'attendent plus la gloire promise autrefois à leur jeunesse et qui luira peut-être sur leurs tombeaux. Les déceptions ne les ont point aigris. Continuant un labeur que nul témoin n'encourage, vieux enfants perdus dans la poussière du passé ou parmi les abstractions métaphysiques, ils conservent une âme allègre, avec la ferveur et la foi des saints. Ils habitent des logements étroits, tout encombrés de livres que guette le brocanteur; leurs redingotes d'anciens universitaires sont bien usées et leurs chapeaux démodés sont un peu ridicules. Ils n'ont pas de dettes chez les fournisseurs, car ils se nourrissent de pain, de lait, de fromage et de fruits, comme les vieilles

demoiselles dont ils prennent les manies et les façons. Le pétrole de leur lampe constitue leur plus grosse dépense; ils ne se chauffent qu'à petit feu, dans les grands froids. Eux-mêmes, ils font leur ménage et les voisins disent : « C'est un bonhomme bien original .. » Pudiques dans leur détresse, ils ne demandent rien et ne s'étonnent pas d'être oubliés... Et puis, quelque jour d'hiver, on les trouve morts dans leur fauteuil, au coin de la cheminée refroidie, tenant encore dans leurs mains vénérables un livre qui les a consolés.

Pendant les années 1917 et 1918, je me dévouai à ces détresses sacrées, aidé par les deux femmes divinement bonnes, qui, ayant assuré le repos aux blessés de la guerre, voulaient assurer aux blessés de la vie le pain et le feu, — et quelquefois, sous la forme la plus délicate, un peu d'amitié. Avec elles, par elles, je remplis le devoir fraternel qui rassurait ma conscience. Alors, j'eus moins de scrupule à jouir de la modeste fortune qui faisait de moi un homme libre. Malgré les conditions défavorables où se trouvait la librairie, mes *Oracles et Mystères* avaient paru. Mon *Gnosticisme* était en heureuse voie d'exécution. Je vivais à Paris, comme jadis à Bièvre, dans une demi-réclusion; mais ce n'était plus l'isolement qui déprime; c'était la solitude qui apaise. J'aimais ma maison, îlot de silence battu par la rumeur de la cité, ermitage urbain, admirablement défendu contre les curiosités indiscrètes. Une habitude qui me semblait ancienne m'attachait au cabinet de travail si paisible, au jardin, à cet horizon d'arbres et de pierres que limitait, d'un côté, la façade gracieuse et le toit à l'italienne de l'Orangerie.

Ce pavillon hermétiquement clos, à toute heure de jour et de nuit, m'intriguait. Une seule fois, un matin d'octobre, clair et tiède, j'aperçus les fenêtres entre-bâillées comme si l'on avait voulu aérer les chambres sans les ouvrir largement. Cinq ou six fois, par des nuits très sombres, entre dix et onze heures, le fil lumineux raya les volets. Ce n'était vraiment qu'un fil, une ligne ténue qui ne produisait au dehors aucun rayonnement, et que les agents préposés à la surveillance des rues n'auraient même pas remarquée s'ils avaient pu voir la façade de l'Orangerie. Je pensai que mon voisin était, non pas en permission, mais en mission et qu'il profitait de l'aubaine pour passer la soirée chez lui, seul ou pas seul. Une fois, je vis la lumière

s'éteindre. J'entendis — ou crus entendre — se refermer la petite porte pratiquée dans le mur du jardin, sur la rue de Verneuil. Quelques minutes plus tard, une automobile roula tout près et parut s'éloigner par la rue des Saints-Pères, vers la Seine. « Voilà mon voisin qui s'en va, me dis-je. Sans doute, il prend un train de nuit. »

Mme Poncelet, ma gouvernante, qui connaissait toutes les histoires du quartier, me parla un jour du locataire de l'Orangerie. Elle m'avoua qu'elle avait questionné à ce sujet notre concierge, la digne Mme Aubry, et le charbonnier de la rue de Verneuil. La concierge, très polie, mais très peu liante, contre l'ordinaire de sa profession, avait répondu que le « monsieur de l'Orangerie, » dont elle ignorait le nom, était aux armées depuis 1914. Quant au charbonnier, il soutenait que l'ancien locataire était mort et que l'Orangerie avait été achetée par sa famille et louée à un nouvel occupant. Celui-ci, officier des bureaux militaires, avait son service dans l'hôtel même que la guerre avait réquisitionné. Il voyageait beaucoup et devait faire des missions secrètes, car il n'était jamais chez lui; il n'y prenait jamais ses repas, et s'il avait un domestique, ce domestique ne fréquentait personne dans la rue de Verneuil. Peut-être se bornait-il à ouvrir quelquefois les fenêtres et à nettoyer la maison. Comme l'Orangerie, dépendance de l'hôtel, était accessible du côté opposé au jardin, le locataire supposé, son ordonnance hypothétique, ses fournisseurs probables, appartenaient à la rue de l'Université et n'avaient aucun rapport avec la rue de Verneuil et la rue de Lille.

Tel fut le roman que Mme Poncelet me débita, en l'agrémentant de commentaires qui me firent admirer son génie naturel, fécondé par l'imagination du charbonnier. Quelques traits de ce récit étaient vraisemblales, mais je compris que ma gouvernante ne savait rien et que son collaborateur savait peu de chose sur la personnalité du voisin qui, après tout, ne nous intéressait pas.

Le 30 janvier 1918, une escadrille d'avions allemands survola Paris. Ce fut le premier raid aérien d'une saison qui restera dans la mémoire des Parisiens comme « le temps des Gothas, » temps héroïque et qui parait déjà fabuleux. Je passai cette soirée à ma fenêtre, car une invincible curiosité dominait en

moi tout sentiment de crainte. Les obus éclataient, fusées courtes et rapides, au ciel bleu de lune, et de profondes détonations ébranlaient la terre. Une rougeur d'incendie monta. Le cœur serré, j'attendais... Enfin, les oiseaux de mort s'envolèrent. La ville, délivrée, s'agita dans la nuit. Des gens couraient, qui s'étaient abrités, au hasard, dans les caves ou dans les galeries du Métropolitain. J'entendis la troupe des pompiers, et la fanfare de la berloque. Mme Poncelet se montra, encore suffoquée de terreur. Elle me reprocha ma folie.

— Pourquoi, dit-elle, Monsieur n'est-il pas descendu à la cave où il y avait des personnes très bien, qui instruisaient tout le monde par leur conversation ?

La sagesse parlait par la bouche de ma gouvernante. Il fallait que je fusse bien fou pour ne pas jurer, immédiatement, que j'irais à la cave lors du prochain raid. Pourtant, Mme Poncelet ne put m'arracher cette promesse. Je n'aime pas les caves qui sont humides et qui sentent le champignon. J'ai beaucoup plus de sympathie pour les greniers.

Cette victoire que Mme Poncelet n'avait pu remporter sur moi, une autre l'obtint, sans difficulté. Ma chère comtesse vint tout exprès, le lendemain de l'attaque aérienne, pour constater que j'étais bien vivant. Elle me dit que sa sœur se trouvait justement chez elle, au moment du raid, et que toutes deux avaient dirigé leurs gens vers la cave, donnant ainsi l'exemple du calme et de la prudence, comme c'était leur devoir.

— J'ai ramené Marie à Versailles, j'ai trouvé ses trois duègnes affolées. « Nous sommes responsables de cette enfant, » m'ont-elles dit. « S'il lui advenait un mal quelconque, Juan, qui nous l'a confiée, nous jetterait dans la rue. » Et déjà, ces odieuses vieilles à la peau rouge menaçaient de séquestrer ma sœur. Je me suis fâchée. J'ai rappelé les conventions faites avec don Juan et le serment qui l'engageait vis-à-vis de nous.

— Et les Euménides mexicaines ont cédé ?

— Elles respectent le serment... Mais j'étais si offensée par leur vilain aspect, si triste de leur abandonner ma pauvre petite, ma sœur chérie, que je suis venue me distraire auprès de vous...

Elle changea de ton, soudain :

— Qu'ai-je appris, tout-à-l'heure ? Mme Poncelet vous a dénoncé. Je sais que vous êtes resté à la fenêtre, pendant le

raid. Je désapprouve absolument votre attitude et je m'autorise de notre amitié pour exiger votre promesse...

— De descendre à la cave?

— Au premier signal.

— Quel ennui, Madame!

— C'est que nous tenons à votre vie! dit-elle, si gracieusement que j'en fus ému.

— Soit! Je vous obéirai... Et pourtant, je ne crains pas la mort.

— Vous avez raison de ne pas la craindre, vous, un philosophe! mais peut-être savons-nous, mieux que vous-même, ce qui vous convient! Fiez-vous à notre intuition et vivez en paix. Votre heure n'est pas venue.

— Alors, qu'ai-je besoin de prudence?

Elle fixa sur moi ses beaux yeux bleus dont le regard était tranquille et chaud comme un ciel d'été, et secouant sa tête blonde :

— Le sage ne doit pas défier les dieux.

Elle allait sortir; elle était au seuil du salon, qu'une portière drapée séparait de la Cité des Livres; et mon cœur tressaillit de joie, tant elle me parut belle. Très grande, elle touchait presque du front, l'étoffe relevée au-dessus de sa tête et dont les plis retombaient sur ses épaules. Ses cheveux, ses yeux, son teint, ensoleillaient la grise atmosphère hivernale, et les figures divines du bas-relief éleusinien, auxquelles je la comparais malgré moi, n'étaient plus que de pauvres simulacres auprès de cette figure vivante, dont j'adorais la majesté souveraine et la maternelle douceur.

Comment aurais-je pu lui désobéir! Les avions allemands revinrent, et je connus l'humidité des caves, pendant de longues, longues heures. Ceux qui ont vécu la « saison des Gothas » en parlent maintenant avec une certaine fierté, ainsi que d'une campagne de guerre qu'ils auraient faite. Ils racontent complaisamment les péripéties des raids les plus fameux; ils décrivent l'aspect romantique des caves, la cohue pittoresque du Métropolitain, et citent des anecdotes que chacun a entendues — et répétées — cent fois... Peut-être, si j'écrivais un « roman de guerre, » me laisserais-je entraîner à des dissertations commandées par le sujet même. Mais les souvenirs que je note ici ont un caractère tout personnel, et je me dispense de développer un thème bien rebattu.

Les « Gothas » qui nous visitèrent presque quotidiennement, de janvier à août 1918, ne m'auraient pas beaucoup gêné si j'avais pu demeurer chez moi. On s'adapte facilement à l'idée d'un péril qu'on ne peut éviter et qui se reproduit à courts intervalles. Les Parisiens trop nerveux, les surmenés, les malades, bon nombre de vieillards, de femmes et d'enfants, quittèrent Paris. Ceux qui restèrent, par nécessité ou par libre choix, montrèrent une paisible insouciance et vaquèrent à leurs affaires comme en temps normal. Ils étaient seulement un peu plus pâles que de coutume, parce que leur sommeil était trop souvent troublé ou retardé, et le lendemain d'une attaque aérienne, on voyait, dans les rues, bien des gens qui bâillaient. Aux approches du soir, ils consultaient le ciel ; si le ciel était clair, ils disaient : « C'est un soir à Gothas. » Et ils accomplissaient les cérémonies préliminaires de l'exode nocturne.

Pour moi, ces cérémonies étaient fort simples. J'avais envoyé à Bièvre mes papiers les plus importants, et j'avais mis ceux qui m'étaient immédiatement nécessaires dans une petite valise qui contenait aussi mon manuscrit. A la fin du dîner, tout en fumant ma pipe, je prêtais l'oreille... Trois coups de canon n'avaient-ils pas retenti ?... Un bruissement léger, qui devenait un sifflement continu, mais inégal, était le chœur lointain des sirènes de la banlieue... Soudain, les sirènes de Paris, gagnées par la contagion, reprenaient le chant d'alarme avec une sorte de rage stupide et d'inquiétude désespérée. Il semblait que des bêtes gigantesques, dressées sur la ville, tendaient leur tête aveugle vers l'horizon et tournaient, tournaient en hurlant, comme pour s'étourdir elles-mêmes. Ces voix paniques heurtaient leurs vibrations dans l'espace tout houleux de leurs remous concentriques, dont les cercles sonores s'élargissaient à l'infini. D'autres sirènes, portées par les automobiles haletantes des pompiers, à travers les rues soudain noires et sinistres, gémissaient comme des bateaux dans le brouillard. La nuit se peuplait d'ombres courant vers les proches refuges. Puis les clameurs s'arrêtaient, comme si la peur avait pris les bêtes annonciatrices en serrant leur cou d'acier qui ne tournait plus. Un silence épais, lourd d'attente, qu'aucun appel humain n'eût soulevé, couvrait jusqu'au creux de ses rues Paris submergé dans les ténèbres. Cela ne durait qu'un instant. Bientôt,

le bélier du canon battait la nuit qui résonnait tout entière, et le grand tir de barrage se déchaînait, symphonie rude, grave, pressée, profonde, tantôt large comme un flux qui monte, tantôt rapide comme la foudre qui éclate et redouble en éclatant, fracas sans ordre, mais non sans beauté, dont le choc, sur nos nerfs tendus, produisait à la fin je ne sais quelle sensation de douloureuse jouissance.

Alors, Mme Poncelet se présentait dans sa toilette de cave, coiffée d'un fichu tricoté, portant un panier qui contenait diverses provisions de bouche, un paquet de bougies et son livret de Caisse d'épargne.

Elle déclarait tragiquement :

— Les voilà ! Je l'avais bien dit !... »

Et sur un mode plus simple :

— Le compteur est fermé. Si monsieur veut bien s'habiller et prendre la valise aux manuscrits, j'éteindrai l'électricité derrière monsieur.

Oh ! ces descentes de cave, à la lueur d'une bougie qui fume et qui coule, en compagnie de Mme Poncelet !... On sort du vestibule dans la cour noire comme un tombeau, et l'on frôle les murs pour ne pas recevoir quelques éclats des obus de 75 qui pétaradent. D'immenses pinceaux électriques balaient le ciel. Entrons sous cette voûte ; la porte de la cave est ouverte. Dans une galerie déclive et ténébreuse, des fantômes bizarrement affublés et chargés de fardeaux informes s'en vont à la file. Chacun tient un petit luminaire dont la flamme fuligineuse fait danser des spectres ridicules sur la muraille verdâtre. Des portes crient en tournant sur leur gonds rouillés... Elles démasquent des cellules sombres, encombrées de gros tas noirâtres et de tonneaux. Des gens y sont assis, grelottants et somnolents... Je pense aux prisonniers de la Bastille, aux premiers chrétiens dans les catacombes. Je revois les galeries de Saint-Calixte creusées d'alvéoles funéraires... Enfin je gagne le trou qui m'est assigné, et que Mme Poncelet a meublé d'un vieux tapis, de chaises branlantes, d'une table boiteuse... Le grondement du canon parvient à peine, assourdi, dans ces profondeurs. Est-ce que cette plaisanterie durera longtemps ? Au lieu de me mêler à la société hétéroclite qui remplit les caves de papotages et de discussions, je me rencogne dans ma retraite, et furieux, le chapeau enfoncé, le col relevé, je m'endors,

appuyé sur la valise aux manuscrits, gardé par les ombres de Philon, de Valentin, d'Apelle, de Marcion et de Basilide.

XVII

Les Pâques de 1918 furent sanglantes. Depuis quelques jours, les bombardements par canon, s'ajoutant aux raids nocturnes, harcelaient Paris. Les nouvelles du front étaient mauvaises. Vers Montdidier, les Anglais avaient reculé, découvrant le cœur de la France. Dans l'immense péril qui grandissait, à chaque heure, les esprits faibles, les volontés épuisées fléchirent. L'exode qu'on avait vu en août 1914 recommença. Purgé de ses éléments inférieurs, Paris s'organisa spontanément pour la vie dangereuse. L'ordre n'y fut jamais troublé. La confiance mystique, qui échappe à la critique de la raison, persista dans le bon peuple. Cependant, des catastrophes se succédèrent : incendies, explosions, écrasement d'une foule apeurée contre les portes d'un refuge. Le Vendredi-Saint, à trois heures, la voûte de Saint-Gervais, crevée par un obus, tomba sur l'assemblée des fidèles commémorant la mort du Christ. J'entends encore le bruit de cet écroulement, qui retentit jusqu'aux confins du monde catholique. Au chant de Ténèbres, étouffé sur la bouche des petits chanteurs de la Croix de bois, répondit un long cri d'horreur et de pitié ; et même chez l'ennemi, des âmes chrétiennes gémirent sur le sacrilège et s'épouvantèrent de l'expiation.

Par une de ces nuits d'avril, dont la douceur pascale s'étend sur la terre comme une bénédiction, j'étais au fond de la cave que j'appelais mon sépulcre temporaire. Une fois de plus, le chœur des Sirènes avait annoncé les « Gothas. » Une fois de plus, j'avais dû m'habiller, et prendre, en grognant, le chemin de la cave, chargé de la valise aux manuscrits. Le raid durait interminablement. Fatigué par le travail intensif de la journée précédente, fatigué par le mauvais sommeil des précédentes nuits, engourdi par l'immobilité et par le froid, j'étais à bout de patience, et j'avais un réel mérite à ne pas violer mon serment. Hélas ! Mme de Saint-Jorre me l'avait fait renouveler, la veille même, lorsque j'étais allée la voir chez elle pour lui demander des nouvelles de son mari, — car l'Hercule gaulois, en dépit des médicastres, était reparti pour la bataille et com-

battait, dans un régiment d'infanterie territoriale, quelque part, entre Craonne et Soissons.

Il y avait peu de gens dans les caves du vieil hôtel de Brégas-Lauraguin. Presque toutes les familles qui habitaient les appartements voisins du mien, s'étaient mises en sûreté, à la campagne. Il ne restait guère que des célibataires d'âge mûr, de vieux ménages, des personnes qui, ayant leurs fils au front, ne voulaient pas s'éloigner d'eux en s'éloignant de la « zone des armées; » deux ou trois jeunes femmes intrépides; la digne concierge, les domestiques, ma gouvernante et moi.

Les caves de l'hôtel occupent un très grand espace, dont la superficie dépasse celle du terrain bâti et du jardin. Reliées par un réseau de couloirs voûtés, elles s'étendent même sous la rue de Lille et sous la rue de Verneuil. Mais ces parties, qu'une couche de terre, assez épaisse pourtant, ne protégeait pas contre l'effet des torpilles, étaient considérées comme dangereuses. Notre petite société de troglodytes parisiens se groupait, selon les affinités et les goûts individuels, dans trois ou quatre caves, dont la mienne. Je n'avais pas à me plaindre des compagnons de veillée que le sort m'avait donnés. La plupart étaient des gens bien élevés, et non sans ressources de conversation. Ils se comportaient dans notre asile souterrain comme dans un salon, et me faisaient des politesses dont j'étais confus. Sans doute, ils me prenaient pour un grand homme, à cause de mes titres académiques, et la valise aux manuscrits qui me servait, tour à tour, d'oreiller ou de tabouret, était l'objet d'une attention respectueuse.

Vers deux heures du matin, cependant, l'entretien languissait. Certaines personnes, dûment enveloppées de couvertures, dormaient dans des fauteuils; les autres, luttant contre le sommeil, échangeaient de rares paroles, et s'en allaient, tour à tour, jusque sur l'escalier, pour guetter le clairon libérateur de la berloque. Mais le canon tonnait toujours. Les escadrilles aériennes, accourant par « vagues » successives, tenaient nos défenseurs en alerte. Nous ne savions rien de ce qui se passait « là-haut » que par les secousses profondes de la terre et le grondement perpétuel du canon. Mme Poncelet m'avait abandonné. Elle était dans le sépulcre réservé aux dames et qui était de beaucoup le plus joyeux; elle s'y abreuvait de café au rhum, et tirait les cartes aux cuisinières palpitantes. Quand ma

montre marqua la demie de deux heures, tous mes voisins étaient las et vaincus; tous dormaient; je les aurais imités, si l'état de mes nerfs me l'avait permis; mais j'étais exaspéré.

Un moment, pour me réchauffer, j'arpentai de long en large mon sépulcre, et cet exercice de fauve encagé ne servit qu'à m'étourdir. Je sentais l'ennui comme une maladie et la fatigue comme une ivresse. Alors, je résolus de me distraire, coûte que coûte, à la façon des prisonniers qui explorent minutieusement leur prison. Les caves des maisons très anciennes présentent toujours quelques petites singularités et j'avais remarqué la bonne architecture de celles-ci. Le désir me vint de les parcourir, même dans les parties dites « dangereuses, » et sans déranger mes voisins, sans avertir Mme Poncelet, je sortis doucement dans le couloir obscur. Je n'avais pas de scrupule à laisser la valise aux manuscrits près de ces honnêtes gens qui dormaient. En vérité, ils se moquaient bien du Logos et des Eons, et de la Sagesse fidèle! Aucun d'eux n'eût songé à dérober mes notes pour en faire une communication à l'Académie, et ils respectaient mes paperasses comme ils eussent respecté mon argent.

J'allumai une lampe électrique, portative, et je me dirigeai à droite. Pourquoi pas à gauche? Je l'ignore. L'homme, livré au hasard, obéit à un instinct qui lui fait choisir sa droite souvent, lorsqu'il ne sait comment se diriger. Deux couloirs également bas, également étroits et obscurs, s'ouvraient devant mes pas, à distance égale. C'est le couloir de droite que je pris. Je marchai d'abord lentement, tâtant du pied le sol de terre battue et tenant ma lampe haute. Je voyais, sur les côtés du couloir, des portes à gros verroux, à gros cadenas, qui fermaient des caves dont les propriétaires étaient absents, et d'autres portes entrebâillées sur des caves vides qui ressemblaient à des cryptes romanes, avec leurs voûtes divisées par des nervures et soutenues par des piliers massifs. Une fois, deux fois, je me trouvai dans une espèce de carrefour d'où partaient plusieurs galeries et chaque fois je tournai à droite. Je sentis enfin une légère pente. Le couloir se retrécissait; la voûte, plus basse, touchait ma tête; la sonorité des murs était différente; j'entendais distinctement le fracas de la canonnade. La fraîcheur mouillée qui me pénétra tout à coup, une floraison de salpêtre et de moisissures sur les pierres que j'effleurais, ce bruit surtout, ce grondement ininterrompu, me firent penser que j'étais sous la

rue de Lille et que j'allais dans la direction de la rivière. Assurément, il n'y avait aucune construction au-dessus de ces galeries que je suivais.

Le froid, beaucoup plus vif que dans la cave, m'avait saisi, d'abord. Il m'imprégnait maintenant et s'insinuait jusque dans mes os. Je grelottais, malgré mon pardessus, et craignant la pneumonie qui était actuellement la « maladie des caves, » je décidai de presser le pas et de retourner en arrière. Mais les points de repère me manquaient, et j'avais été moins prudent que le Petit Poucet dans la forêt inconnue. Toutes les galeries, toutes les fourches, tous les carrefours se ressemblaient. J'éprouvai bientôt une lassitude pénible; l'air me parut pesant; mon ombre, projetée sur les parois des couloirs par la clarté de ma lampe, était comme une chose étrangère à moi, animée d'une vie démoniaque, qui m'escortait en parodiant mes gestes. A un certain moment, je m'assis sur un tas de pierrailles et de bois qui gisaient là depuis cent ans peut-être, et je réfléchis sur ma situation aussi désagréable que ridicule. Je m'étais égaré. Mes compagnons de veille s'apercevraient inévitablement de ma disparition. Ils viendraient à mon secours. Le meilleur parti que je pusse prendre, n'était-ce pas de demeurer en un seul endroit, et d'attendre? Mais un frisson me secoua. Allons! mieux valait marcher, au hasard et jusqu'à l'épuisement de mes forces, plutôt que de risquer la pneumonie mortelle?

Soudain, j'eus la sensation d'un obstacle devant moi, que je n'avais pas vu, dans l'excès de mon hébétude, et je me cognai contre une porte qui barrait l'étroite galerie en sa largeur. Le heurt assez rude m'étourdit. Par bonheur, ma lampe n'était pas brisée. Je tendis le bras en avant et je projetai le rayon électrique comme une arme... Alors, je vis que la porte avait cédé sous le poids de mon corps. Très épaisse, mais toute moisie, mal retenue au mur par des gonds rouillés, elle ne remplissait plus son cadre, et penchait obliquement. La serrure effritée était tombée à terre. Je n'eus qu'à pousser le battant de chêne garni de clous en losanges, pour découvrir un passage voûté. Aussitôt, la fatigue dont j'avais tant souffert se dissipa. Une curiosité ardente me poussa dans le passage. J'oubliai les gens qui devaient me chercher, et le froid, et la maladie possible. Où donc allais-je ainsi, et pourquoi étais-je soulevé, tout à coup, par un inexplicable désir? Je savais,

pour l'avoir entendu dire à Mme Aubry, que des souterrains faisaient communiquer les grands hôtels du quartier Saint-Germain avec le quai de la Seine, le Pré-aux-Clercs, et l'Abbaye. J'étais, à n'en pas douter, dans un de ces souterrains, — et peut-être m'en allais-je droit vers un égout ou vers le fleuve.

L'aventure était sotte et pouvait être périlleuse, mais tout sentiment de lassitude ou d'hésitation avait disparu. La curiosité même qui m'avait animé devenait une espèce de confiance tranquille, et j'allais, d'une marche sûre, comme sur un chemin déjà parcouru. Une lointaine mémoire, plus lointaine que mes souvenirs d'enfance, guidait mes pas et commandait mes gestes. Je murmurais : « A droite !... A droite toujours !... » Et je tournais à droite, de galerie en galerie, élevant ma lampe au-dessus de mon front, le cœur battant, tout mon être enchanté par une joie étrange, et croyant rêver à nouveau un rêve que j'avais rêvé dans un temps très ancien.

La pente du terrain se releva ; ma main, effleurant le mur, n'y trouva plus de gouttes suintantes. Certes, je n'étais pas dans le voisinage immédiat de la Seine, et je ne devais plus craindre de choir brusquement dans un égout. Le bruit du canon, qui s'était affaibli, reprit sa violence. Je compris qu'après être descendu profondément, je remontais vers la surface de la cour ou du jardin. Déjà, au bout de la galerie ténébreuse, je devinais une très faible lueur. Je respirai. Tout à coup, un fracas effroyable m'assourdit, et je crus que la voûte du passage s'éboulait. Mes membres se couvrirent de sueur... Les antiques murailles, secouées d'une vibration brutale, me parurent prêtes à se rejoindre, en m'écrasant... Puis toute rumeur cessa... Le silence séculaire du souterrain s'étendit, comme l'eau noire d'un puits qui reprend son niveau après un tremblement de terre... Et j'avançai.

Le couloir finissait au bas d'un escalier de pierre, pareil à celui qui desservait les caves de l'hôtel, et je devais raisonnablement supposer qu'après cent tours et détours, ma folle équipée m'avait amené tout simplement dans ma propre maison, — mais sous l'aile droite. Je n'aurais donc qu'à traverser la cour, à l'air libre, pour regagner l'aile gauche où est mon appartement. Telle était la vraisemblance... Néanmoins, mon esprit ne s'arrêta pas une seconde sur cette probabilité. La raison ne me conduisait plus. J'étais l'esclave de cette obscure

mémoire qui me redisait je ne sais quelle leçon depuis longtemps oubliée. Ce que j'allais trouver, au bout de l'escalier, je l'ignorais absolument, mais je savais que je n'aurais ni peur, ni surprise, et que je rêverais mon rêve jusqu'au bout, comme je l'avais autrefois rêvé. Des paroles inarticulées et musicales, dans une langue que je comprenais, mais qui ne m'était plus très familière, passaient comme des lambeaux de mélodie dans ma pensée. Il y avait en tout mon être mental une fermentation extraordinaire, un doux afflux de vie, comme celui de la sève dans la plante, et je ne sais quelle mystérieuse résurrection. Vraiment, je ne me connaissais plus moi-même, ou je ne m'étais pas encore reconnu. Je voulus m'appeler par mon nom : « François Le Hallier, » et cela me fut impossible, comme si j'avais accompli le rite imposé au Hiérophante lors du bain mystique, lorsqu'il « jetait son nom à la mer. »

Je montai l'escalier et je poussai la porte, lentement.

J'étais dans une salle aux murs blancs, au pavé de marbre, qu'éclairait une petite lampe de forme antique, posée sur un socle, au creux d'une niche. Des pilastres, engagés dans le mur, épanouissaient sous la corniche du plafond ovale, leurs chapiteaux corinthiens, rehaussés d'or. Le plafond peint à fresque, dans le goût du XVIIIe siècle, avait dû être recouvert de plâtre, puis découvert, car il était extrêmement dégradé. Je distinguai la forme d'un char, un torse d'homme, une femme à demi nue dans des draperies volantes, et je vis que cette femme était couronnée de narcisses.

En face de la porte de l'escalier, une grande porte-fenêtre cintrée, qui donnait probablement sur un jardin, était fermée par des volets blancs à filets d'or. Il y avait une autre porte plus petite, à gauche et une autre à droite. Cette porte de droite était ouverte, et j'aperçus un salon beaucoup plus sombre que la première salle. La lampe qui l'éclairait était suspendue au plafond par des chaînettes et sa lueur pâle se diffusait à travers une grande conque translucide. Un parfum de fleurs, puissant et frais, émanait de ce salon mi-obscur; et, dans le silence de la maison déserte, ce parfum était comme une âme vivante.

Car la maison était déserte. Personne, au bruit de mes pas sur le marbre, n'avait bougé dans le salon; personne n'était accouru dans la salle blanche aux pilastres rehaussés d'or. Il n'y avait pas d'étage supérieur ; je le savais, parce que je

connaissais cette maison pour l'avoir regardée, du dehors, tous les jours, depuis sept mois... J'étais seul, oui, seul, dans le pavillon de l'Orangerie !

Je considérai la porte-fenêtre dont les volets joignaient incomplètement, et je me dis que le fil lumineux, dans la nuit, devait être visible. Quelqu'un était venu là, que l'attaque des avions avait surpris et qui était reparti à la fin du raid, une minute peut-être avant mon arrivée, en très grand hâte, laissant ces lampes allumées et ce frais parfum.

A ce moment, je m'aperçus que ma lampe électrique faiblissait, et je l'éteignis, par prudence, et aussi par un bizarre sentiment de respect, pour ne pas mêler sa clarté profanatrice à la blanche et suave clarté des autres lampes. Le parfum floral exerçait sur mes sens un charme singulier, comme une musique en sourdine qui m'appelait irrésistiblement. Cédant à la vertu de ce parfum, j'osai pénétrer dans le salon qui était rectangulaire, et tendu d'une soie plissée en régulières cannelures, peut-être bleue, peut-être noire, plus douce aux yeux que la plus douce nuit. Un divan, large comme un lit, somptueux comme un trône, occupait un des petits côtés du rectangle. Il était recouvert d'une épaisse fourrure noire et d'une quantité de coussins verts et bleus, brochés de fleurs et de feuillage, aussi riches de nuances que les parterres d'un jardin au printemps.

Près de ce divan, il y avait une table à trois pieds de bronze, de style égyptien ; et sur le plateau de marbre, une corbeille dorée en forme de gerbe, et un vase de grès vert, d'un vert de prairie, qui contenait une énorme touffe de narcisses.

Sur l'autre petit côté du rectangle, un coffre en bois foncé, très long et très haut, soutenait un bas-relief de marbre, dressé comme le rétable d'un autel. C'était une réplique de cette *Initiation de Triptolème* dont je possédais seulement la photographie. La perfection du travail, je ne sais quel procédé pour traiter et colorer la matière, reproduisaient la sculpture sacrée d'Éleusis avec son caractère antique, et je me demande encore aujourd'hui si cette œuvre n'est pas une copie hellénistique, exécutée d'après l'original. Le reflet lunaire de la lampe se concentrait sur cette blancheur mate qui paraissait l'absorber, et sur la blancheur plus éclatante des narcisses « aux cent têtes de neige et d'or. » Je marchai vers le divan. J'effleurai les coussins creusés par la forme d'un corps qui avait dû s'y

allonger récemment, car la soie était encore tiède. Ma main rencontra un voile léger, d'une nuance indécise, bleu ou gris, comme le brouillard de l'aube ou du crépuscule, et semé de tremblantes étoiles d'argent.

Autant que je peux m'en souvenir, j'étais absolument calme, en ce moment extraordinaire. Avec une confiance parfaite, j'accomplissais des actes imposés par une puissance intérieure. Aucun nom n'était sur mes lèvres; aucune image en mon esprit; mais un bonheur ineffable emplissait mon âme, qui devenait toute sérénité et tout amour. Je ne pensais plus aux circonstances qui m'avaient amené dans ce lieu; la guerre, l'attaque aérienne des avions, les caves, la course angoissante dans les souterrains, ces souvenirs avaient sombré sous le flot que je sentais monter des plus profondes régions de ma mémoire. Il me semblait naturel d'être où j'étais, de retrouver, parmi des choses encore inintelligibles, ces figures des Grandes Déesses qui avaient dominé mon œuvre et qui s'étaient mêlées à ma vie. J'étais sûr que nul mal ne pourrait m'atteindre, en cette maison où elles régnaient, et qui était pour moi comme le terme heureux d'un très long pèlerinage.

En considérant chaque détail du salon, je ne découvris pas de fenêtre, mais je m'aperçus que le grand côté du rectangle opposé à la porte d'entrée n'offrait pas une surface continue. La soie bleu de nuit qui couvrait les murs, se continuait en deux rideaux hermétiquement joints, et masquait une ouverture.

Je saisis à pleines mains ces rideaux pesants. Ils se divisèrent en glissant sur une tringle, et une vive clarté m'éblouit. Je compris que le salon rectangulaire était seulement une partie d'une salle dont on l'avait séparé par deux cloisons et par des pilastres, comme une alcôve. Devant moi, était l'Orangerie proprement dite, mais il n'y avait là ni verdures, ni fleurs, ni meubles, ni ornements d'aucune espèce : rien que la froide splendeur du marbre. Une lumière, rayonnant d'un foyer invisible, comme une émanation du marbre même, y répandait un jour immobile et qui semblait éternel. Isolé, au centre du pavé de marbre, s'élevait le piédestal d'une statue absente, décoré de flambeaux et de bandelettes et de guirlandes en festons. L'Orangerie ne gardait plus trace de sa destination primitive. Ce Palais des arbres aux pommes d'or, tenait maintenant du temple et du tombeau. Rien n'y rappelait les gestes

et les passions de la vie, sauf douze tableaux, disposés sur les parois de marbre comme des *ex-voto* dans un sanctuaire.

Je les regardai l'un après l'autre, très longtemps.

Des formes tranquilles ou tourmentées, mais toujours nobles; les couleurs les plus audacieuses et les plus délicates; une atmosphère ambrée, dorée, automnale, baignant de grands paysages où les nudités héroïques et les splendides architectures s'harmonisaient avec la mer et la montagne, avec les ciels orageux et les ciels purs; la fantaisie décorative d'un Piranèse et la science d'un Mantegna: un sentiment subtil et mystérieux qui ne semblait appartenir qu'à Léonard; et cependant un génie entièrement original, nourri de la tradition et libéré de tout classicisme d'école, ayant créé sa manière et trouvé la loi de son art...

Ainsi m'apparut cette œuvre, que je ne reverrai peut-être jamais de mes yeux mortels. Ainsi, se fit la révélation...

XVIII

Assis sur la couche noire qui a la forme d'un lit funéraire, enivré par le parfum des narcisses, je ne sais plus si je dors ou si je veille, si je rêve ou si je me souviens...

O Stéphane, me voici donc, fidèle au rendez-vous que tu m'as donné! Me voici donc seul avec toi, ombre chérie, dans cette chambre secrète encore tout embaumée d'une présence divine. Pour Celle dont il n'est pas permis de divulguer le nom caché, des créatures magnifiques, nées de ton génie, déroulent, sur le marbre des murs, un silencieux cortège. Ce sont tes rêves et tes amours; ce sont tous les rêves et tous les amours de l'homme, torturé par le souvenir de la beauté perdue, accablé par la matière et par les passions de la matière, mais se souvenant de son origine sublime, — fils de la terre et du ciel étoilé! Tous les arts ne sont que poésie, et, peintre qui fus poète, tu as exprimé, par la ligne et la couleur, ce que tu exprimas, en d'autres temps, par le chant lyrique. Ces nymphes dansantes, cette vierge qui cueille des fleurs dans la prairie, cette mère douloureuse, cette figure auguste, — la plus belle de toutes! — qui porte un voile d'azur et qui console les ombres sous les peupliers du bois infernal; ce temple sur la colline, ces héros laboureurs et prêtres, ce drame de la mort et de la renaissance,

ce sont les strophes de ton poème; c'est l'*Hymne à Perséphone* que Timoclès de Thasos fit graver sur la tablette mystique et qu'il emporta dans le tombeau.

Et moi aussi, j'ai chanté cet Hymne, sur un autre mode, avec les paroles immuables et les inflexions que les Eumolpides, « à la voix juste, » enseignaient, de génération en génération, aux jeunes Hiérophantes. Dans cette seconde mémoire qui s'est éveillée en moi, des scènes effacées reparaissent, et mon esprit, transporté sur un plan inconnu, contemple, à la fois, tout un déroulement de siècles, fleuve d'oubli, brouillard immense d'où surgissent quelques sommets.

C'est le rivage de la mer; c'est le golfe incurvé en faucille, dont les promontoires violets s'allongent sur le bleu obscur des eaux et semblent rejoindre une grande île triangulaire. O murs d'Éleusis, portiques, salles profondes dont je connais les détours, ô temple élevé sur le rocher, fronton où les statues peintes s'animent au reflet du soleil couchant! Là-bas, miroitent les étangs sacrés. Un souffle passe sur les moissons mûres, et disperse, par toute la plaine de Thria, l'odeur du froment, chère à la Grande Déesse. Autour de l'enceinte vénérée, la vie agricole déploie ses fastes pacifiques. Une poussière d'or annonce la rentrée des troupeaux; la fumée monte des foyers; le soir pourpre s'emplit du cri des chars rustiques et du mugissement des bœufs. Marchons, enfant, sur le sable marin! Ne sois pas interdit devant moi, ô Timoclès à la belle couronne, parce que je porte la robe du Hiérophante et le bandeau. J'aime la pudeur qui embellit ta jeunesse, mais, tu le sais, j'ai pour toi le même amour qu'un père a pour son fils, aussi chaste, aussi tendre, et plus ardent peut-être, car, seules, les Déesses peuvent dire quels liens indestructibles attachent l'Initiateur à l'Initié. Amphéride a engendré ton beau corps; mais j'ai donné des ailes à ta belle âme. Par moi, tu as connu l'antique Déméter, l'amie des bons laboureurs, celle qui fait verdir la jeune pousse et grandir la tige creuse, la protectrice des animaux soumis à l'homme, la Déesse civilisatrice et législative qui institua les lois du mariage et qui donne aux femmes la fécondité. Par moi, tu as connu la déesse plus jeune, que nous adorons sous le nom virginal de Coré, et que tu invoques sous le nom de Perséphone, et sous un autre nom plus saint que connaissent les morts. Je t'ai appris les formules rituelles, le secret du double chemin,

des deux fontaines et du cyprès blanc, afin que tu descendes chez Hadès comme dans une seconde patrie, comme descend, dans la terre noire, le germe de la plante future, né d'une fleur et dont renaîtra une fleur. Vers la Consolatrice des morts, tu t'en iras un jour, âme tendre, âme inquiète! Mais tu t'en iras libre des vaines terreurs, car je t'ai révélé, dans la dernière initiation, le plus obscur des mystères qui est toi-même, ô Homme! Tu connais maintenant ton origine et ta fin, ta nature terrestre et céleste. Ensemble, nous avons pénétré le sens intérieur des mythes, les vérités contenues dans les symboles et qui sont elles-mêmes un souvenir affaibli des Essences sans couleur et sans forme, pures, parfaites, bienheureuses, rayonnantes, que l'esprit seul, délivré de la chair, peut contempler...

Ainsi qu'une grande roue, à moitié plongée dans les ténèbres, à moitié dressée dans la lumière, la vie sort de la mort et retourne à la mort qui sort de la vie et retourne à la vie. L'existence que nous avons sur cette terre représente le partie de la roue qui est entre la lumière et l'ombre et qui ne s'y maintient jamais, puisqu'un mouvement éternel l'emporte dans les ténèbres inférieures ou dans les brillantes régions du ciel spirituel...

O Timoclès, fils d'Amphéride, chaque fois que la roue mystique nous ramènera dans cette zone de la vie terrestre, la déesse couronnée de narcisses, l'immortelle Perséphone, sera le miroir où se reconnaîtront nos âmes. En quelque lieu, en quelque temps que ce soit, sous des aspects changeants et des noms divers, elle nous attirera l'un vers l'autre parce que nous l'avons aimée d'un même amour. Et nous célébrerons ses Mystères.

XIX

Des voix au ciel, des voix d'argent... Le songe qui m'avait ravi se dissipa. Où étais-je?... La lueur émanée de la conque translucide caressait le bas-relief blanc sur le mur couleur de nuit. Le parfum des narcisses avait perdu sa force et sa fraîcheur, et déjà, il s'y mêlait l'odeur éthérée de la décomposition végétale... Je me levai sur mes jambes... J'avais froid. Je tremblais de froid. L'air confiné dans cette chambre somptueuse et sombre ne suffisait plus à ma poitrine; la clarté des lampes ne suffisait plus à mes yeux. Le mystère s'était

accompli. L'enchantement cessait... Je devais retourner vers les hommes.

Mais par quel chemin? Où me conduiraient les galeries, si je rentrais dans leur dédale? Le hasard qui m'avait dirigé vers la maison de Perséphone, me ramènerait-il dans ma maison? Comment l'espérer?... Je me sentais si las, d'ailleurs, si vieux, si faible! Avais-je donc dépensé des années d'existence au cours de cette nuit fantastique qui me rapprochait beaucoup de la mort? Je n'étais pas triste pourtant. Ma sensibilité s'était tarie, comme une rivière bue par le sable. Il me semblait que rien en ce monde ne pourrait plus m'attendrir ou m'effrayer. J'étais au delà du plaisir et de la peine...

Les voix d'argent chantaient au ciel... Je rassemblai mon énergie pour examiner les coins et recoins des trois salles, et dans celle où j'étais parvenu d'abord, par l'escalier souterrain, je découvris que la petite porte, opposée au salon, devait donner directement sur le jardin ou sur la rue. Elle était plus solide, en apparence, que les autres, et l'on avait dû la tirer du dehors pour la fermer, sans tourner la clé dans la serrure car je fis jouer le pêne sans difficulté et la porte s'entrebâilla. Un vent frais effleura ma tête nue. Je vis la rue, très noire, sous un ciel noir et scintillant : le halo bleu d'un bec de gaz, un mur dominé par de grands arbres, masse ténébreuse dans les ténèbres, une ruelle vague, comme une coupure dans la muraille, en face de moi... J'étais sauvé.

Pourquoi refermai-je la porte? Des voix d'argent chantaient au ciel. Toutes les cloches des églises appelaient la foule blottie sous la terre. « Les oiseaux de mort sont envolés! Les mauvais fantômes se sont évanouis. O chrétiens! remerciez le Christ qui vous a permis, cette nuit, de descendre au tombeau et d'en surgir, pour commémorer la Résurrection... O fils et filles de Dieu, chantez avec nos chœurs aériens, chantez l'hymne de Pâques... Alleluia! chrétiens! Alleluia!... »

Les voix d'argent chantaient au ciel, mais je ne les entendais plus que confusément à travers la porte refermée.

A pas lents, une dernière fois, j'allai dans la grande salle de marbre où les tableaux de Stéphane étaient comme une offrande votive à la déesse absente dont le piédestal isolé se dressait, orné de torches et de bandelettes, ceint de guirlandes en festons. La lumière fixe, blanche, inaltérable, éclairait les

nudités héroïques, les nobles architectures, les paysages de mer et de montagnes. Et tout semblait figé dans cette lumière immobile, pour l'éternité.

Je revins dans le salon. Le voile léger que j'avais déplacé, sans y prendre garde, gisait sur le pavé de mosaïque. Je le ramassai et je le remis sur les coussins aux fleurs d'or.

Le contact de cette petite chose délicate et féminine me troubla doucement. Une tendresse mélancolique émut mon cœur qui croyait ne plus s'émouvoir jamais, et je me laissai entraîner à une rêverie confuse. Des pensées s'agitaient, des questions s'ébauchaient, en cette rêverie d'un instant... Quel mystère est plus grand que l'amour, plus sacré, plus redoutable ? *Il n'est permis à personne de le scruter ou de le divulguer.*

C'est alors, comme j'arrangeais les plis du voile, que je vis briller, parmi la fourrure aux poils rudes, le feu rouge d'une pierrerie. Une bague était tombée là, de la même main qui avait laissé tomber le voile bleu, une bague que je pris pour la regarder sous la lampe.

L'anneau d'or, très lourd, enserrait un rubis dans son chaton ciselé, une pierre taillée en cabochon, un peu allongée, d'une grosseur et d'une transparence extraordinaires, et si vive, si vermeille qu'elle paraissait gonflée de suc comme un fruit, — comme le grain de la grenade...

***

Le rubis, pressé sur mes lèvres, a scellé le secret de Perséphone.

Je remis l'anneau près du voile, dans l'épaisse fourrure ; je respirai le parfum des narcisses fanés...

Et je sortis pour revoir les étoiles.

MARCELLE TINAYRE.

LE ROI LOUIS XVII

I

Ce récit de la captivité du petit Roi du Temple se distingue de nombreux ouvrages traitant du même sujet en ce qu'il n'emprunte rien qu'aux documents officiels et aux témoignages autorisés, négligeant à dessein les émouvantes et suspectes légendes sous lesquelles disparaît trop souvent la trame de cette douloureuse histoire. Ce n'est pas dire qu'on ne se permet aucune déduction : les lacunes sont nombreuses en cette confuse chronique et pour en exposer sans trop d'interruption les péripéties, il faut bien parfois avoir recours au subterfuge du raisonnement ; encore n'en a-t-on usé qu'avec réserve et par nécessité, préférant, à défaut de certitude, l'aveu de l'indécision aux affirmations téméraires. Du rapprochement de ces présomptions et de ces faits indiscutablement authentiques résulte une solution nouvelle de ce que Louis Blanc appelle le *Mystère du Temple;* solution partielle, mais inattendue, qui étonnera peut-être les lecteurs, qui en choquera quelques-uns, qui, on doit le craindre, ne satisfera complètement personne, puisqu'elle ne conduit pas au terme désiré. Elle présente, du moins, cet avantage d'une connexité rigoureuse avec ce que l'on sait de l'histoire du Temple et elle restitue à l'enfantine figure du Roi Louis XVII la place trop méconnue qu'elle a inconsciemment tenue dans la politique de la Révolution (1).

(1) Pour ne pas encombrer les pages de la *Revue*, on a supprimé ici l'indication des références, espérant que le lecteur voudra bien accorder crédit provisoire aux allégations qui pourraient surprendre, et l'on a seulement conservé quelques notes indispensables à la complète intelligibilité du récit.

I. — LE TEMPLE

En sortant de chez lui, à son habitude, le matin du 10 août 1792, François Turgy ne croyait certes point partir pour un voyage qui le conduirait en Suisse, en Autriche, en Courlande, en Angleterre et le ramènerait à Paris, au bout d'un quart de siècle, ennobli, devenu un personnage ayant pour toujours sa place dans l'histoire. Turgy était garçon servant aux cuisines du Roi : Parisien de naissance, par conséquent brave et ingénieux, âgé de vingt-neuf ans, il était très attaché à sa modeste fonction qu'il avait obtenue en 1784. Comme il n'habitait pas le château, trop exigu, malgré ses immenses proportions, pour abriter la foule de fonctionnaires de tout ordre qui gravitait encore autour de la monarchie agonisante depuis plus d'une année, il vint jusqu'au Carrousel afin de se renseigner et constata que le désastre était grand : les corps de garde et les dépendances du château étaient en feu ; la populace, maîtresse de la demeure des rois, s'y livrait à tous les excès, jetant les meubles par les fenêtres et traquant à travers l'enfilade des salons et des galeries les serviteurs de la Cour et les Suisses de la garde du Roi ; la famille royale, renonçant à affronter l'émeute, s'était, dès le matin, réfugiée à l'Assemblée législative siégeant dans les vastes bâtiments du Manège situé en bordure de la terrasse des Feuillants. Turgy alla jusque-là ; bon royaliste, il était poussé, très certainement, par la fidélité à ses maîtres ; mais, bien probablement, il était désireux aussi de ne point perdre sa place ; car, à moins qu'il ne fût doué d'une divination prodigieusement clairvoyante ou d'une présomption singulière, il ne pouvait imaginer que le Roi de France, protégé encore par tant de prestige moral et un si grand nombre de défenseurs ardents, allait se trouver en peu d'heures réduit à faire appel au dévouement d'un des plus humbles employés de sa « Bouche, » — ainsi désignait-on l'important service de la table royale, — employé dont Sa Majesté ignorait certainement le nom et l'existence.

Aux abords du Manège, l'effervescence est effrayante : gardes nationaux, badauds, nouvellistes, orateurs d'occasion, députés, fonctionnaires de tous rangs, exaltés de toute opinion, s'entassent aux cafés voisins ou se bousculent aux portes de

l'Assemblée, s'efforçant de s'engouffrer dans l'immense hangar d'où sortent de grandes rumeurs. Dans le jardin, la foule, au pied de la terrasse, happe dans ses remous les passants suspects de royalisme et les rejette sanglants et meurtris. Le sort de la Révolution se joue dans ce piétinement formidable : de fait, la monarchie, chassée de son palais, n'est pas encore abattue; les partis se la disputent; comme les Tuileries sont inhabitables, l'Assemblée s'occupe de chercher un logement pour la famille royale qu'elle hébergera, en attendant, afin de la mettre à l'abri des colères populaires, dans l'une des étroites loges de la salle de ses séances. Mais la Législative, qui tient ainsi en sa puissance la royauté, subit déjà elle-même le joug d'un autre maître : un nouveau pouvoir, en effet, né de la nuit, siège à l'Hôtel de Ville : c'est l'Assemblée des Commissaires que les sections de Paris ont élus, la veille, par acclamation, et qui s'est constituée en Commune insurrectionnelle; depuis sept heures du matin, la municipalité légale lui a cédé la place, et la nouvelle Commune, grisée du succès de l'émeute qu'elle a déchaînée, réclame maintenant l'arrestation du Roi; elle l'exige : « au nom de l'intérêt de l'Empire, de celui de la capitale, au nom même du salut de Louis XVI. » La Législative a peur : elle décrète la « suspension » de l'autorité royale et ordonne à l'administration départementale de préparer le palais du Luxembourg pour y loger Louis XVI et sa famille; de quoi la Commune n'est pas satisfaite; elle témoigne des craintes : le Luxembourg comporte des souterrains qui peuvent offrir des moyens d'évasion; elle préférerait l'abbaye Saint-Antoine. La journée s'est passée en ces tergiversations : le Roi, la Reine, leurs enfants et Madame Élisabeth sont provisoirement déposés au couvent des Feuillants dont les bâtiments désaffectés abritent les bureaux de l'Assemblée.

Turgy essaya d'y pénétrer afin d'offrir ses services; mais la presse était si grande et l'encombrement, jusqu'au fond des couloirs, si compact, qu'il n'y put réussir; quelques gentilshommes dévoués se formaient en digue contre le flux des curieux et des manifestants : il y avait là MM. de Choiseul, de Brézé, de Briges, de Poix, de Nantouillet, de Goguelat, d'Hervilly, de Tourzel, de Narbonne, de La Rochefoucauld, de Saint-Pardoux, de Rohan-Chabot ; Mme de Tourzel, en sa qualité de gouvernante des enfants de France, n'avait pas quitté, depuis

le départ des Tuileries, la famille royale; sa fille Pauline était avec elle; la princesse de Lamballe se trouvait là également. Successivement arrivèrent quelques-unes des femmes de la Reine : Mmes Thibaud, Campan, Auguié, Navarre, Basire, de Saint-Brice, et les valets de chambre Hue, Thierry et Chamilly; pour tous, la nuit se passa sans sommeil; seuls, le petit Dauphin, — il avait sept ans et quatre mois, — et sa sœur, — elle en comptait treize, — tous deux accablés de fatigue, dormirent jusqu'au matin.

Durant deux jours, Turgy resta aux abords des Feuillants et du Manège, espérant toujours qu'un hasard lui permettrait de s'insinuer au nombre des serviteurs groupés autour des maîtres malheureux. La préoccupation professionnelle perce dans son récit : perdu dans la foule, il s'inquiète de ce que la famille royale pourra manger en un tel désarroi et de la façon dont elle sera servie; il est un peu tranquillisé en apprenant qu'un restaurateur a fourni les repas; pourtant il ne quitte pas la place : c'est là qu'il sera le mieux et le plus rapidement informé du sort réservé à Louis XVI, en attendant que le château des Tuileries soit de nouveau prêt à le recevoir. Le duel se poursuit, en effet, entre la Législative et la Commune; celle-ci n'accepte décidément pas le Luxembourg comme asile provisoire de « ses otages; » l'Assemblée désigne l'hôtel de la Chancellerie, place Vendôme; la Commune préconise maintenant le Temple ou l'Évêché; à quoi les députés ripostent en renvoyant la question à l'examen d'une commission. Comme on ne paraît pas près de s'entendre, ceux dont le sort est ainsi ballotté passent une seconde nuit aux cellules des Feuillants. La lutte se dessine ainsi : le Corps législatif essaie de sauver le prestige du Roi en s'ingéniant à l'interner dans un palais; les municipaux, en revanche, exigent pour lui une véritable prison. Le 12 août, la Commune, lasse de ces atermoiements et usurpant les prérogatives de sa rivale, fait acte d'autorité et « arrête » que Louis XVI et sa famille seront déposés au Temple. C'était une manière de coup d'État, et il est singulier de remarquer que l'histoire obscure de cette captivité fameuse débute par une illégalité. La Législative céda le lendemain : rapportant le décret par lequel elle avait fixé son choix sur l'hôtel de la Chancellerie, elle décida que le Roi et sa famille seraient confiés « à la garde et aux vertus des citoyens de Paris, » et que la

Commune pourvoirait, « sans délai et sous sa responsabilité, à leur logement... »

A peine fixé sur le lieu où allait être reléguée l'épave de la monarchie, Turgy courut chez M. Ménard de Choussy, commissaire général de la maison du Roi, afin d'être admis dans la domesticité en sa qualité de garçon servant. Il reçut des paroles flatteuses et la promesse d'une carte d'entrée au Temple pour le lendemain 14; or, Turgy se méfiait, ou que la place fût prise, s'il ne se hâtait, ou que quelque difficulté surgit, s'il temporisait. Rencontrant deux de ses collègues, Chrétien et Marchand, garçons servants comme lui, il les emmena jusqu'au Temple déjà entouré d'un cordon de gardes nationaux, força les consignes, franchit la porte en compagnie de ses deux camarades qui le tenaient par le bras, et se fit aussitôt conduire « à la Bouche » qui occupait un vaste emplacement dans l'aile gauche du palais. Il était environ six heures de l'après-midi.

Le Temple était, en effet, un palais : il comportait une vaste et noble demeure, logis habituel du grand prieur, qu'avaient occupé le galant prince de Conti et plus récemment le Comte d'Artois, frère de Louis XVI. La disposition était à peu près similaire à celle de l'hôtel Soubise, actuellement affecté aux Archives nationales : une longue cour, entourée d'arcades, se terminant en hémicycle du côté du portail et fermée à l'autre extrémité par la principale façade de l'immeuble : sauf devant cette façade, un alignement de tilleuls taillés dissimulait de sa muraille de verdure les bâtiments bas situés au pourtour de la cour. Les appartements du Grand Prieur étaient vastes et riches : ils prenaient vue sur la cour, et, par l'autre façade, sur un profond jardin planté de grands arbres alignés à la française ; au fond du jardin se dressait, à demi enclavé dans des constructions parasites, l'énorme et robuste donjon carré des Templiers, haut de plus de cent cinquante pieds, coiffé de créneaux se détachant sur un toit d'ardoise et flanqué de tours rondes à chacun de ses angles; sinistre et noire bâtisse pour laquelle la reine Marie-Antoinette avait souvent manifesté si grande aversion « qu'elle avait prié mille fois le Comte d'Artois de la faire abattre. » En s'acharnant à obtenir le Temple pour y détenir ses otages royaux, la Commune insurrectionnelle avait en vue cette tour formidable,

véritable geôle féodale : l'Assemblée législative en cédant à son autoritaire rivale ne voulait entrevoir que le palais du grand prieur : d'ailleurs les députés, pour la grande majorité provinciaux débarqués depuis peu de mois à Paris, connaissaient-ils seulement le Temple ? Ni l'Assemblée, ni la Commune ne se risquaient, crainte de conflit, à demander ou à fournir des précisions ; mais la détermination des municipaux était prise : maintenant qu'ils tenaient en leur possession le Roi dont l'Assemblée paraissait se désintéresser, c'était dans la Tour qu'ils se disposaient à l'incarcérer. La différence était notable : dans un palais, le Roi fût demeuré le souverain, momentanément dépossédé de sa demeure habituelle ; dans un cachot, il n'était plus qu'un criminel, déjà retranché du monde en attendant le châtiment.

Le palais du Temple, inhabité depuis 1789 et mis sous scellés, abritait un certain nombre d'anciens serviteurs du Comte d'Artois, tolérés là comme gardiens par suite de l'émigration du maître. A gauche, en pénétrant dans la cour du palais par le portail de la rue du Temple, se trouvait la loge de Gachet, l'ancien suisse : il vendait à boire, et son estaminet était tenu par un vieux bonhomme qu'on appelait le père Lefebvre, lequel était lui-même en pouvoir d'une servante, la mère Mathieu.

Tout à côté de la buvette était le logement de Darque, le portier, ci-devant bedeau du Grand Prieuré : il vivait au Temple depuis le temps lointain du prince de Conti, avait vu bien des choses et bien des gens et se considérait comme faisant partie de la maison. A droite de l'entrée, dans l'autre angle arrondi de la cour, logeait Jubaud, l'ancien concierge du Palais : il avait un domestique, nommé Gourlet. D'autres fonctionnaires, de moindre importance, ayant également porté naguère la livrée du Grand Prieur, demeuraient dans les dépendances : le balayeur Mancel, — Baron, à qui était confiée la garde des scellés, — le scieur de bois Angot, — la dame Rokenstrohe, lingère, — et Piquet, le concierge des écuries vides. Le Temple comptait en outre un habitant de rang supérieur : c'était M. Berthélemy, garde des archives de l'ordre des Templiers, logé dans un bâtiment accolé à la Tour et faisant corps avec elle ; ce bâtiment, de construction bien postérieure à celle du donjon, avait été concédé en 1782 à M. Berthélemy, qui l'avait

aménagé en une confortable et élégante demeure comprenant quatre étages : en bas, presque au sous-sol, bureau pour les commis, et cuisine; au-dessus, salle à manger et cabinet-bibliothèque; un joli salon, avec balcon sur le jardin, et salle de billard au premier étage, et, en haut, une chambre à coucher et ses dépendances. On appelait ce bâtiment *la petite Tour*, en raison de deux tourelles d'angle qui mariaient sa silhouette à celle du puissant donjon mitoyen.

Quand Turgy, avec ses deux camarades Chrétien et Marchand, fut dans la place, il s'ingénia aussitôt à se rendre indispensable. Il assure n'avoir trouvé là « aucunes provisions, » et dut sortir « jusqu'à trois fois pour se procurer le nécessaire ; » pourtant, depuis le matin, la Commune préparait le Temple afin d'y recevoir son hôte; elle avait décidé de le traiter, une dernière fois, royalement; un grand souper devait être servi et elle avait convoqué, à cette intention, l'un des chefs de la « Bouche » des Tuileries, Gagnié qui, bien certainement, avait amené ses chefs d'office, ses rôtisseurs, ses sauciers et ses marmitons. Même, en prévision de cette réception solennelle, on avait, en hâte, épousseté et lessivé les boiseries des grandes salles du Palais et disposé des lampions pour illuminer, la nuit venue, tous les bâtiments et tout le pourtour du jardin. Or, comme l'ordre était que le Roi quitterait les Feuillants à trois heures de l'après-midi, il est bien probable que ces préparatifs étaient terminés à six du soir. Ils concordaient peu, d'ailleurs, avec l'intention arrêtée de loger la famille royale à la Tour; il semble bien que ce projet était encore tenu secret : à la séance du jour, plusieurs membres de la Commune l'avaient combattu, sans succès. Au reste, Gagnié et ses aides eurent tout le temps de cuisiner le repas, Turgy et ses collègues celui de dresser le couvert, car le cortège amenant les captifs eut un retard considérable. Avant de quitter les Feuillants, il avait fallu discuter avec Pétion, maire de Paris, la liste des serviteurs dont Louis XVI souhaitait n'être point séparé : il en réclamait douze et n'obtint, « à force de représentations, » que deux valets de chambre, Hue et Chamilly, et quatre femmes, Mmes Thibaud, Saint-Brice, Basire et Navarre. Puis on avait dû s'entasser dans deux grands carrosses de la Cour dont chacun était attelé de deux chevaux seulement; les cochers et les valets de pied ne portaient plus la livrée royale; on les avait habillés de gris.

Dans la première voiture prirent place le Roi, la Reine, le Dauphin, sa sœur, Mme Élisabeth, la princesse de Lamballe, la marquise de Tourzel, sa fille Pauline, Petion, Manuel, procureur de la Commune, et le municipal Colonge; dans le second carrosse montèrent les quatre femmes et les deux valets de chambre ainsi que deux autres municipaux désignés par le Conseil général de la Commune pour accompagner les prisonniers : l'un était Étienne Michel, fabricant de rouge, et l'autre un cordonnier en chambre nommé Antoine Simon.

Le parcours avait été long : il s'était effectué au petit pas des chevaux, non sans de nombreux arrêts et, vers sept heures et demie seulement, on entendit du Temple grandir dans la rue les cris et les huées annonçant l'approche du cortège. La cour d'honneur s'était, vers la fin de la journée, remplie de membres de la Commune, de soldats, voire de curieux sans titre, mais favorisés. Le commandant de la garde nationale parut le premier, à cheval : certains remarquèrent qu'il adressa aux municipaux groupés sur le perron un signe interrogateur. — La Tour est-elle prête? Les municipaux répondirent par un autre signe. — Non, pas encore. Et comme les carrosses sont arrêtés au milieu de la cour, ordre est donné d'ouvrir les portières. Des canonniers se bousculent ; ils veulent séparer le Roi de sa famille et le conduire tout de suite au donjon ; Pétion s'interpose, grand tumulte, et, parmi la foule des municipaux qui tous ont le chapeau en tête et portent le ruban tricolore en sautoir et la cocarde emblème de leur nouvelle dignité, les prisonniers descendent des voitures et sont conduits dans les salons du Palais. La Reine espérait trouver là quelque solitude; son attente est déçue : l'antichambre, la salle des gardes, le salon du billard, qu'il faut traverser pour parvenir au grand salon central, vaste pièce à dix fenêtres, sont remplis de municipaux, artisans ou boutiquiers pour la plupart, qui ne se sont jamais vus en si somptueux logis. Ils sont là chez eux, gonflés de leur importance, et leur savoir-vivre n'est pas à la hauteur de l'assurance dont ils tiennent à honneur de faire preuve. Soit qu'ils n'aient pas cru devoir quitter leurs habits de tous les jours, soit qu'ils se fussent endimanchés de leur mieux, ils n'en sont pas moins si différents des hommes en compagnie desquels la Reine et ses femmes sont accoutumées à vivre, que celles-ci les jugent « revêtus des costumes les plus sales et les plus

dégoûtants. » Le Roi conserve sa bonhomie et sa simplicité : ces gens lui parlent sans se découvrir, l'appellent *Monsieur* avec affectation, lui posent « mille questions plus ridicules les unes que les autres ; » il ne s'offusque de rien, content d'être arrivé et trouvant la demeure à son goût. Persuadé qu'il va l'habiter, il demande qu'on la lui fasse visiter, et les municipaux s'empressent à le satisfaire ; il parcourt toute la maison, se plaisant à faire d'avance la distribution des divers logements ; nul ne le détrompe... Peut-être personne n'ose-t-il lui apprendre qu'il sera emprisonné dans la Tour qu'on aperçoit, là-bas, au-dessus des arbres, grise et géante dans le crépuscule ; peut-être certains hésitent-ils encore et ont-ils secrètement honte de la goujaterie préméditée ; car le donjon est inhabitable. Le maire Pétion est de ceux-ci : après s'être personnellement rendu compte d'une si inhumaine vilenie, il se refusa, pour sa part, d'y participer. Il quitta le Temple vers dix heures du soir, se rendit à l'Hôtel de Ville, fit à la Commune le rapport du transfèrement de la famille royale et termina en avouant que, la Tour ne se trouvant pas disposée convenablement, « il n'avait pas cru devoir déférer à l'arrêté de la veille et avait autorisé le séjour au Palais. » La Commune, implacable, riposta en ordonnant que « la décision concernant la Tour sera maintenue. »

A cette heure tardive, M. Berthélemy, l'archiviste de l'ordre de Malte, domicilié à la Petite Tour, entendit un grand bruit dans son escalier : en un instant, son salon est plein de gens. — Que lui veut-on ? — Il faut qu'il déménage : le Roi, la Reine, leurs enfants, leur suite, en tout quatorze personnes, sans compter les surveillants, vont passer la nuit ici ; tout doit être évacué dans une heure. L'archiviste éperdu implore, discute ; nul ne l'entend ; déjà des hommes de peine chargent ses meubles sur leurs épaules et s'engouffrent dans l'escalier de pierre. Où placer tout cela ? Darque, l'ancien bedeau, qui a la clef de l'église voisine, désaffectée, propose d'y déposer provisoirement le mobilier : les chaises et la table de la salle à manger y sont transportés. Berthélemy court de sa bibliothèque à sa cave, hésitant s'il sauvera d'abord ses beaux livres ou ses vieilles bouteilles, quand contr'ordre arrive : défense de poursuivre l'opération ; non seulement on ne doit sortir aucun meuble, mais on en apporte de renfort : en voici qu'on sort du Palais du Temple : arrivent deux charrettes chargées de matelas et

quarante couvertures et dans le désarroi tumultueux qu'occasionne ce déménagement compliqué de cet emménagement, vont et viennent des commissaires, des ouvriers, des soldats qui prennent possession de l'immeuble et en interdisent l'entrée à l'archiviste suffoqué : durant toute la nuit, ne possédant plus que les vêtements dont il est couvert, il va errer par la ville, en quête d'un asile, inconsolable et pourtant incrédule encore du malheur qui s'abat sur lui.

Cependant, au palais du Temple, la « réception » se poursuit en gala; des lampions brûlent sur la façade de tous les bâtiments, sur le donjon lui-même, et aussi sur les murs crénelés des jardins. Au salon dit « Salon des quatre glaces, » éclairé par « une infinité de bougies, » la table du souper est dressée : en attendant le repas qui tarde, l'affluence est toujours grande : la Reine, sa fille, la princesse de Lamballe, Mme de Tourzel, souffrent manifestement de la promiscuité de ces révolutionnaires aux manières grossières: le petit Dauphin qui, tout le temps du trajet à travers Paris houleux et menaçant, « tournait ses yeux de tous côtés pour voir le peuple innombrable, » épuisé maintenant et tombant de sommeil, demande à Mme de Tourzel si on n'ira pas bientôt se coucher; à plusieurs reprises, elle s'informe, réclame qu'on la conduise à l'appartement réservé au jeune prince; on répond que la chambre n'est pas prête. Alors elle étend l'enfant sur un canapé où il s'endort aussitôt. Le Roi, lui, patiente, cause volontiers avec les municipaux qui sont là : l'un d'eux, couché sur un sofa, « lui tient les plus étranges propos sur le bonheur de l'égalité; » Louis XVI écoute : — « Quelle est votre profession? » demande-t-il. — « Savetier, » réplique l'autre : c'est, en effet, Antoine Simon qui, élu le 9 août par la section du Théâtre Français, a été désigné par la Commune naissante pour la représenter dans le cortège royal et qu'on a vu prendre place dans le carrosse des femmes de chambre; il est au début de sa carrière politique, qui sera courte, mais notoire. Un autre, très différent d'allures, affecte un grand sans-gêne à l'égard du Roi et répète à tout propos, en lui parlant, cette qualification de *Monsieur* que d'autres, moins crânes, formulent avec timidité : c'est Germain Truchon, l'un des meneurs importants de la section des Gravilliers : il s'intitule avocat et homme de lettres, mais on le désigne ordinairement sous le sobriquet de

l'Homme à la grande barbe, un anormal balai de poils descendant de ses joues et de son menton jusqu'à ses cuisses; il parle bien, d'ailleurs, s'exprime avec convenance et « paraît avoir reçu de l'éducation. »

Enfin, à dix heures du soir, le souper fut servi : Turgy, Marchand et Chrétien remplissaient leur office; Manuel, le procureur de la Commune, resta debout à côté de la chaise du Roi. Le repas fut long et silencieux : « on fit semblant de manger pour la forme, » et le Dauphin, qu'on avait dû réveiller, se rendormit si profondément dès les premières cuillerées de soupe, que Mme de Tourzel le prit sur ses genoux où il continua sa nuit.

Vers onze heures, un municipal avertit la gouvernante que la chambre du prince royal était prête à le recevoir; il prit aussitôt l'enfant dans ses bras et l'emporta si rapidement que la marquise et Mme Saint-Brice eurent de la peine à le suivre. L'homme traversa trois salons, s'engagea en un très long couloir que, dans son émotion inquiète, Mme de Tourzel prit pour un souterrain et qui n'était autre cependant que la galerie longue de 35 toises (68 mètres) unissant à couvert le palais à la Tour et servant jadis au prince de Conti de bibliothèque et de musée. Ce passage faisait un coude à mi-longueur et se continuait ensuite plus étroit jusqu'au donjon. Enfin, le municipal, le prince endormi, les deux femmes angoissées débouchent dans une haute salle gothique, se détournent aussitôt pour s'engager dans la spirale d'un large escalier de pierre, auquel, après quelques marches, succède un autre escalier, de pierre également, courbe et exigu; un palier ensuite, un escalier encore, de bois celui-ci, et l'on est au deuxième étage de la Petite Tour, dans le billard de l'archiviste Berthélemy : quatre mètres de long, trois mètres de large, le plafond bas, des fauteuils en velours d'Utrecht bleu et blanc, un canapé de forme circulaire, un chiffonnier en bois de rose, un grand bureau de Boule; aux murs, quelques gravures galantes : *le Bain de Diane*, *le Coucher*, de Van Loo, — d'autres encore, encadrées de baguettes dorées : ... le luxe aux yeux d'un célibataire bourgeois qui aime ses aises et ne manque pas de goût, le dénuement pour qui est né à Versailles et sort des Tuileries. On avait dressé deux lits de sangle, l'un pour le dauphin, l'autre destiné à Mme de Tourzel, qui ne fit aucune objection, coucha le prince sans dire un mot et s'assit auprès de lui, l'esprit perdu en de

sombres pensées. Vers une heure du matin, la Reine entra; elle prit les mains de la gouvernante : « Ne vous l'avais-je pas bien dit? » fit-elle; puis elle s'approcha du grabat de son fils; elle regarda longuement l'Enfant de France qui dormait profondément; des larmes vinrent aux yeux de la mère qui se reprit bientôt : il fallait procéder à l'installation de quatorze personnes en ce logement étroit. Des femmes de chambre, envoyées par Pétion, se présentèrent; la Reine les congédia, « ne supportant pas la présence de ces étrangères; elle préférait tout disposer elle-même; » elle devait coucher dans le salon voisin de la chambre destinée au dauphin; on y avait transporté le lit de M. Berthélemy; elle y fit placer un lit de camp pour sa fille. Un petit cabinet sans fenêtre séparait les deux pièces; on y logea Mme de Lamballe. Le Roi s'installait à l'étage supérieur, composé d'une chambre à alcôve que Hue et Chamilly avaient en hâte préparée pour lui, et d'une cuisine où allaient trouver place Madame Élisabeth et Pauline de Tourzel.

Louis XVI se coucha et s'endormit paisiblement : ses deux valets de chambre passèrent la nuit assis à côté de son lit; Pauline et la princesse Élisabeth ne fermèrent point les yeux de toute la nuit, le cabinet sans air qui séparait leur cuisine de la chambre du Roi étant transformé en un corps de garde dont les occupants rirent et causèrent jusqu'à l'aube.

Le lendemain, les prisonniers s'organisèrent. A la lumière d'un jour d'été, l'appartement de la Petite Tour prenait un aspect moins morose : la plupart des pièces étaient élégamment décorées et meublées; à chaque étage se trouvait un cabinet de garde-robe et il y avait, derrière la chambre du Roi, une salle de bains avec glaces et sièges, véritable boudoir retiré et galant. Restait la difficulté de vivre entassés dans ces réduits sans dégagements et sans dépendances, d'autant que, outre la famille royale et sa suite, il y fallait encore trouver place pour les municipaux de garde, et qu'on se heurtait à une sentinelle au seuil de toutes les portes. Mais ce n'était là que du provisoire : Louis XVI savait maintenant que la Grande Tour serait son habitation : il voulut la visiter.

Là, tout était à faire : quatre étages, entièrement nus, sauf l'un d'eux où étaient conservés, empilés sur les dalles ou rangés sur des rayons, les mille et mille cartons et liasses formant les archives de l'Ordre de Malte. A part cet entassement

de vieux parchemins, rien que des murs de pierre; à chacun des étages, une seule salle de 65 mètres de superficie, voûtée d'ogives naissant d'un gros pilier central; sur chaque face, deux fenêtres percées au fond d'un vaste ébrasement intérieur, qui témoignait de l'énorme épaisseur des murs; au niveau de chacune des salles, trois cabinets de forme circulaire pris dans les tourelles d'angles et éclairés par d'étroites meurtrières. La quatrième tourelle contenait l'escalier montant jusqu'au comble où se trouvait un grenier, entouré d'un chemin de ronde dont le parapet était crénelé. Pour rendre habitable cette forteresse féodale, la Commune venait de désigner un entrepreneur avisé, le « patriote » Palloy, célèbre alors par la démolition de la Bastille et qui, par un singulier revirement, après avoir jeté bas, non sans gloire et sans profit, l'antique prison symbolique, se voyait appeler à en aménager une autre dont le renom serait plus tragique encore.

Cependant on travaille aux arrangements de la Petite Tour; on apporte de chez Masson, tapissier, un lit pour le Dauphin : c'est une couchette en bois blanc, à haut dossier, garnie de cretonne à fond blanc semé de fleurettes roses. Puis ce sont des ustensiles pour la table ou le ménage, de la papeterie et des cartes, une baignoire pour le petit prince. La Reine reçoit une montre d'or, fournie par Bréguet, du prix de 960 livres. La famille royale est arrivée au Temple dénuée de tout; il lui faut du linge et des vêtements: les fournisseurs affluent; le Roi commande un habit de drap fin, fait en frac de couleur foncée, des culottes de drap casimir de différentes couleurs, des vestes de basin piqué; des bas de soie gris, des pantalons de basin blanc, des souliers à boucles; et aussi : « quelques taffetas pour pied, une éponge à visage, une éponge pour les dents (voir chez Dubois, dentiste), plusieurs peaux pour la jambe (chez Daillé, chirurgien, rue du Pot-de-Fer), six rasoirs et des ciseaux de toilette, un outil pour lacer et délacer les brodequins et des doublures de culottes. » Pour la Reine, pour Madame Élisabeth et pour Madame Royale, trente couturières, modistes, dentellières, lingères, brodeuses, travaillent sans répit : il faut des pierrots de percale rose et blanc, bleu et blanc; un pierrot de toile de Jouy, une robe chemise à col; une redingote de petit taffetas de Florence, couleur *boue de Paris*, nouée par devant, avec gousset pour la montre; des bas

de soie blancs; un fichu de taffetas « qu'on puisse nouer derrière; » des bonnets de linon ornés de petites dentelles; des manchettes et tours de linon pour les robes-chemises de percale; des souliers gros bleu, d'autres gris, d'autres encore en taffetas puce, bleu et gris; une paire de sabots chinois; les chapeliers et les modistes ne chôment pas : Poupart, Eloffe, Mme Bertin apportent à la Tour des marmottes, des fanchons, des feutres, « un chapeau de castor noir en jockey; » l'une de ces coiffures doit être particulièrement seyante, car Madame Élisabeth réclame « un chapeau pareil à celui de la Reine; » voici une note de 1 961 livres 17 sols pour « étoffes de soie fournies au Temple par Barbier et Têtard, rue des Bourdonnais; les factures de Prévost et de Labouillée, 551 livres de parfumerie... Ces comptes évoquent moins l'idée d'une détention qui ne doit plus finir que celle d'une élégante réduite à passer une saison dans l'isolement et qui prétend ne renoncer cependant à aucune de ses habitudes de luxe. Il semble que, chez Marie-Antoinette surtout, subsistera, durant quelque temps, une sorte d'incompréhension de la situation où elle se trouve : et quoi d'étonnant à ce que, tombée de si haut, elle n'ait pas conscience immédiate de la profondeur du gouffre? Il faudra les coups redoublés du malheur acharné pour que la dignité, la résignation, la grandeur d'âme composent à la prisonnière du Temple un diadème impérissable plus imposant que la couronne qu'elle vient de perdre.

De deux mois ces commandes ne cesseront pas : on relève dans ces mémoires, pêle-mêle : un mobilier de salle à manger, tables, encoignures, servantes, fontaine et divers objets de service; des jouets destinés au Dauphin, des ballons « un peu gros, » un sabot et son fouet, un jeu de Siam, deux paires de raquettes, douze volants, un jeu de dames, des dominos. Il faut aussi noter les quatorze volumes du *Missel et Bréviaire de Paris* pour Louis XVI, quatorze volumes de livres de prières pour la princesse Élisabeth. Les marchands profitent de l'aubaine; leurs prix n'ont rien de démocratique : chaque paire de bas de soie, pour le Roi, 24 livres : ceux de la Reine coûtent 33 livres; les corsets sont de 84 et de 120 livres; un de 148 livres. Un petit couteau à manche d'écaille, à lame d'or, est acheté pour le Dauphin 160 livres.

L'Assemblée législative avait voté, le 12 août, qu'il serait

accordé au Roi une somme de cinq cent mille livres pour les dépenses de sa maison jusqu'au jour où se réunirait la Convention nationale : c'est sur ce demi-million en expectative qu'étaient imputées les sommes nécessaires à cette installation ; mais comme cette libéralité tardait à se réaliser et que certains des fournisseurs réclamaient paiement, Hue sacrifia six cents livres dont il s'était muni et Pétion fit personnellement l'avance de deux mille livres afin de calmer les plus impatients. D'ailleurs les réclamations des prisonniers paraissent aux Commissaires de la Commune exigences excessives : ces gens du peuple n'imaginent point que les habitudes de la famille royale font à celle-ci une nécessité de ce qui, pour eux, n'est que scandaleuse superfluité : — « il y aurait, a dit Fiévée, un beau livre à faire sur l'inégalité des conditions. » De même les municipaux s'effarent et s'inquiètent des témoignages de respect que reçoivent les détenus de la part des serviteurs fidèles dont ils sont encore entourés. Ne doit-on pas voir là l'indice de quelque manifestation contre-révolutionnaire? Les commissaires de garde, le 14 août, sont un jardinier de la rue Plumet, Dewaux ; un maître de pension, Oger ; un perruquier, Donnay, habitant rue Saint-Charles, et un certain Ollivant dont la profession n'est pas mentionnée ; on comprend que ces majordormes novices soient épouvantés de la responsabilité qui leur incombe et embarrassés d'approcher en maîtres ce Roi de France que, la veille encore, une si incommensurable distance séparait de leur infimité. Le rôle impromptu qu'ils ont à jouer présente bien des risques : on assure que certains troubles ont éclaté dans Paris au cours de la nuit; on peut craindre que les royalistes ne complotent l'enlèvement du Roi et de sa famille ; le Temple est mal défendu, envahi par une foule de soldats, de curieux, de fournisseurs, d'ouvriers en qui l'esprit inquiet des commissaires soupçonne des conspirateurs. Et il faut que les détenus circulent parmi cette cohue ; ils doivent, en effet, à l'heure des repas, aller de la Tour au Palais du Temple : il est convenu que, chaque jour leur table sera dressée dans le salon central de l'Hôtel du Grand Prieur ; et puis, si le temps est beau, ils se promènent dans le jardin dont Palloy, qui travaille avec ostentation, mais sans méthode, renverse les murs, déjà percés de larges brèches pour le passage des tombereaux. Tous ces mouvements rendent la surveillance pres-

que illusoire, d'autant qu'aucune consigne n'est encore établie.

Or, depuis le début de la Révolution, et surtout depuis l'événement de Varennes, l'idée de la fuite ou de l'enlèvement du Roi, de la Reine et du Dauphin hantait tous les cerveaux : cette obsession était le cauchemar des révolutionnaires et le réconfort secret des royalistes; état d'esprit qui persistera après la mort de Louis XVI et engendrera des fictions. En ce qui concerne le jeune prince, bien des gens se confiaient déjà à l'oreille que, longtemps avant l'internement au Temple, le véritable Dauphin avait été placé par ses parents en lieu de sûreté et qu'un enfant substitué jouait son rôle à la Cour. Soit que ces fables eussent pris spontanément naissance dans l'imagination populaire, toujours avide de romans et de mystère, soit qu'elles reposassent sur de vagues projets avortés, il en subsiste quelques traces dans certains écrits de l'époque. Sans s'attarder à la version d'après laquelle le fils de Louis XVI aurait été, dès 1790, transporté au Canada sous la conduite d'un avocat écossais, master Oack, tandis qu'un enfant de son âge, nommé Laroche, originaire de Toulouse, prenait sa place aux Tuileries, aventure extravagante qui a trouvé des crédules, il faut noter que, au début de 1792, à la Société Démophile, « en présence de trois mille enragés jacobins, un orateur d'occasion révéla que le Roi exposait journellement un enfant extrêmement ressemblant à Monsieur le Dauphin et vêtu de même; le but de ce stratagème était d'enlever le jeune prince. » On retrouve dans la *Correspondance secrète*, à la date du 18 juin 1792, un écho concordant : le rédacteur relate que Louis XVI est parfois sujet à des « absences; » — « dernièrement, il ne reconnaissait point son fils et, voyant celui-ci s'avancer vers lui, demanda qui était cet enfant. »

Une autre attestation paraît un peu moins fantaisiste peut-être, encore qu'elle émane du plus surabondant de nos romanciers; dans la préface des *Fiancés de la Mort*, le vicomte d'Arlincourt conte que Marie-Antoinette, « ayant constamment la secrète pensée de soustraire son fils aux cannibales qui le guettaient, » décida, — en 1791, — de le faire passer à l'étranger; il fut convenu que Mme d'Arlincourt, retirée au château de Mérantais près de Versailles, substituerait au Dauphin son propre fils, — le futur auteur du *Solitaire*, — qui, né le 31 janvier 1787, avait, sinon le même âge, du moins la même taille

que le prince royal; elle se rendrait aussitôt aux eaux des Pyrénées, en compagnie du Dauphin qui passerait pour être son enfant et franchirait avec lui la frontière d'Espagne : on fixa le jour du départ; la Reine devait amener elle-même à Mérantais l'héritier du trône et pénétrer dans le parc par une porte, nommée porte de Marmusson, qui ouvrait au loin sur la campagne. Tout était préparé pour la réussite de l'entreprise : au dernier moment, la Reine manqua de courage. Rien de tout cela ne vaut d'être commenté; mais il n'est pas inutile de recueillir ces racontages répandus dès l'aube de la Révolution et où se trouve peut-être l'origine de tant et tant d'autres bourdes plus grossières encore dont s'obscurcira durant plus d'un siècle la légende du malheureux enfant dont on a essayé, en vain jusqu'à présent, d'élucider la ténébreuse histoire.

Bourrelée de ces commérages alarmants, la Commune n'était point rassurée par les premiers rapports de ses délégués au Temple; aussi rendait-elle arrêtés sur arrêtés, s'évertuant à couvrir sa responsabilité en cas que ses prisonniers vinssent à lui être soustraits. Dès le 13, elle a décidé que toutes les personnes de service auprès du Roi et de sa famille seront renvoyées et que les détenus ne seront plus entourés que de serviteurs choisis par le maire et le procureur de la Commune. L'ordre en est signifié aux prisonniers, le lendemain, pendant leur dîner. Le Roi s'emporte, protestant que si l'on persiste à le priver des seuls amis qui lui restent, sa famille et lui se serviront eux-mêmes. Les municipaux se retirèrent sans insister. Le même jour, la Commune arrête que le concierge du Temple, Jubaud, est destitué; que les citoyens devant former la garde de la Tour « seront choisis par les sections, qui s'assureront de leur civisme; » que ceux de ses membres quotidiennement désignés pour aller au Temple « rendront un compte quotidien de leur mission; » que deux de ces commissaires « s'attacheront spécialement à la personne de Louis XVI et ne communiqueront avec nul autre qu'avec lui; » qu'il sera formé dans le Temple « un comité pour surveiller tout ce qui se passera et décider dans les cas qui pourront se présenter. »

Dans la nuit du 19 au 20 août, le Roi était couché; Hue et Chamilly venaient de s'étendre côte à côte sur le matelas qui leur servait de lit commun, quand la porte de leur étroite cellule s'ouvre; une voix interroge : « Êtes-vous les valets de

chambre? » Ils répondent *oui;* ordre leur est donné de descendre aussitôt. Rendus dans la petite pièce qui précède la chambre de la Reine et où couche Mme de Lamballe, ils voient celle-ci et Mme de Tourzel déjà prêtes à partir : la Reine les tient embrassées; pour ne pas laisser seul le petit prince endormi, on traîne son lit dans la chambre de sa mère, sans que l'enfant se réveille; Madame Elisabeth arrive du troisième étage, amenant Pauline de Tourzel que les commissaires réclament, elle aussi; puis paraissent les femmes de chambre, logées à l'étage inférieur. Le Roi seul, que le bruit a cependant réveillé, ne quitte pas sa chambre; la petite Madame Royale est tout interdite. On s'embrasse encore. Il faut partir. A la lueur de quelques lanternes, les expulsés traversent le jardin, gagnant la porte du palais du Temple. Dans la cour, des fiacres attendent : on y prend place; des gendarmes escortent : en route pour l'Hôtel de Ville.

A neuf heures du matin Hue rentrait au Temple et reprenait son service. Les autres, écroués à la prison de la Force, ne devaient plus reparaître. Cette mesure de rigueur mettait en grand embarras les prisonniers royaux; Louis XVI, à la vérité, parut en prendre allègrement son parti : il fit même comparaître l'architecte Palloy, déclarant que « maintenant on n'était plus gêné; » comme il n'y avait plus « tant de monde, » il devenait inutile de poursuivre l'aménagement d'un autre logement dans la grande Tour. Palloy, peu soucieux d'être privé de son entreprise dont il escomptait de gros bénéfices, riposta avec hauteur « qu'il ne prenait d'ordres que de la Commune. » Celle-ci, dont les appréhensions semblent s'accroître à toute heure, ne cesse de promulguer des ordonnances témoignant de ses angoisses; elle exige que la garde du Temple soit relevée tous les jours; ce n'est plus quatre de ses membres, mais huit qui veilleront sur les prisonniers et ne les quitteront ni jour ni nuit; ils devront tenir un journal exact des moindres incidents; personne n'entrera dans le Temple sans être muni d'une carte sur laquelle sera imprimé le mot *Sûreté* et dont le modèle sera affiché dans toutes les guérites et dans tous les corps de garde; celle dont seront pourvus les membres de la Commune devra porter, entre deux cachets, les mots *Officier municipal* tracés en diagonale : et nul n'entrera chez les prisonniers si sa carte n'est pas visée de cette mention spéciale : *Pour la Tour.*

Ce n'est pas tout encore : « le jardin du Temple sera fermé à toutes personnes quelconques à l'exception de l'adjudant et de l'officier de service; » par surcroît, comme on ne peut interdire aux prisonniers de prendre l'air, on a cru prudent de les parquer, à l'heure de la promenade, « dans une enceinte très restreinte, fermée de planches, » en attendant que Palloy ait terminé les hautes murailles qu'il édifie. Et quand, après quinze jours de réglementation si précautionneuse, le Conseil général de la Commune entendait l'un de ses membres annoncer que des conspirateurs « formaient le projet d'enlever la famille du tyran, » il cherchait en vain par quelle mesure nouvelle renforcer sa surveillance et couvrir sa responsabilité.

Les commissaires vivaient dans une alarme perpétuelle : — « tout leur faisait peur, tant ils se sentaient coupables, » écrit Madame Royale. Un jour, aux environs de la Tour, un soldat, pour essayer son fusil, le décharge en l'air; on l'arrête, on l'interroge longuement; n'est-ce pas un signal? Procès-verbal est dressé de l'événement. Certain soir, à l'heure du souper, on entend crier : *Aux Armes!* Cette fois ce sont « les étrangers » qui approchent et vont délivrer le tyran. La porte-clef de la Tour tire son sabre et dit à Louis XVI : — « S'ils arrivent, je te tue! » Enquête faite, il s'agissait « d'un embarras de patrouille. » Une autre fois, comme des ouvriers de Palloy s'attaquent, pour l'enlever, à la grille de la Rotonde, les municipaux de la garde accourent, croyant que la population donne l'assaut, et les ouvriers sont dispersés. L'obsession des prisonniers égale celle de leurs geôliers : ceux-là redoutent une séparation, toujours menaçante, et surtout que le Dauphin leur soit ravi. Malgré leur répugnance, le Roi et la Reine s'astreignent à la promenade quotidienne, n'osant laisser leur fils sortir seul dans le jardin, « de peur de donner aux canonniers la pensée de s'en emparer. » Ainsi de part et d'autre, chez ceux qui ordonnent comme chez ceux qui se résignent, à la Commune, dans le peuple de Paris, au camp des royalistes aussi bien que dans le parti révolutionnaire, l'idée de l'évasion ou de l'enlèvement plane sur la Tour du Temple dès les premiers jours, tant paraît inadmissible à la France entière que son Roi puisse être captif dans sa capitale sans que rien soit tenté pour sa délivrance. L'intérêt anxieux du pays se concentre surtout sur la tête blonde du Dauphin qui n'a commis aucune faute, mérité aucun reproche,

qu'aucune loi ne condamne, et qui expie pourtant : hantise harcelante déjà comme un remords et qui, prolongée pendant trois ans, se propagera en perplexité douloureuse durant un siècle et plus. Car l'histoire, à qui l'on interdira de parler de lui, prendra plus tard sa revanche ; la vie de cet enfant provoquera dans la postérité plus de curiosité et suscitera plus de chroniqueurs que celle des grands conquérants, des monarques puissants ou des législateurs fameux.

Pour clore ces préliminaires, il convient de déterminer quelle était la composition du personnel du Temple vers la fin du premier mois de la captivité. Hue, pris une première fois et rendu, comme on l'a vu, par la Commune, ne continua son service que durant quelques jours : il quitta la Tour le 2 septembre ; en revanche, Cléry, le valet de chambre attaché au Dauphin depuis la naissance de celui-ci, se présentait, le 24 août, à Pétion et sollicitait la faveur de reprendre ses fonctions auprès de son jeune maître prisonnier. Sa demande fut agréée et il entra au Temple deux jours plus tard. Cléry comptait, à cette époque, trente-trois ans ; il avait épousé, quelques années auparavant, Marie-Élisabeth Duverger, artiste de la musique du Roi et des concerts spirituels de la Cour. Cléry abandonnait, pour assumer une tâche pénible et périlleuse, sa femme et plusieurs enfants.

Dans les premiers jours de sa détention, Louis XVI avait réclamé, « un homme et une femme pour faire le gros ouvrage. » Pétion envoya, le 19 août, les gens demandés : l'homme, Pierre-Joseph Tison, ancien commis aux barrières, originaire de Valenciennes, avait cinquante-sept ans ; sa femme était plus jeune d'une année ; leur fille, Pierrette fut, peu après, admise au Temple pour les aider dans leur service. On revêtit Tison d'une sorte de livrée « de forme et de couleur savoyard, » et il lui fut alloué, pour sa femme et pour lui, 9 000 livres de traitement ; on les attacha plus particulièrement au service de la Reine, de Madame Élisabeth et de Madame Royale.

La « Bouche, » dont les officiers se trouvaient dans l'aile gauche de la Cour d'honneur du Palais, fort loin de la Tour, comprenait un chef, Gagnié, un premier et un second chefs d'office, Remy et Masson, un rôtisseur, Meunier, sortant de la cuisine des Tuileries, un pâtissier, Nivet, un garçon de cuisine

Pénaud, Guillot, garçon d'office, le laveur Adrien, Fontaine, aide de cuisine, l'argentier Mauduit, chargé aussi du garde-manger, et les trois garçons servants, Marchand, Chrétien et Turgy, qui s'étaient, ainsi qu'on l'a dit, introduits au Temple de leur propre initiative.

Le concierge de la Tour, tenant l'emploi d'économe, était Jean-François Mathey, âgé de vingt-huit ans : ses appointements étaient de 6 000 livres, et il avait sous ses ordres deux guichetiers, Risbey et Rochez, tous deux d'un extérieur repoussant, bonnet de poil en tête et grand sabre à la ceinture. « Quoiqu'ils fussent inutiles et souvent absents, » ils recevaient chacun 6 000 livres.

Un arrêté de la Commune obligeait tous les anciens serviteurs du Comte d'Artois à sortir du Temple : plusieurs parvinrent à éluder cette mesure et même à se faire employer à la garde ou au service des prisonniers : tels le domestique Gourlet, promu porte-clef, l'argentier Angot, nommé scieur de bois, Mancel, qui conserva ses fonctions de balayeur et Baron, ci-devant frotteur, qui devint gardien des scellés. La femme Rokenstrohe resta à la lingerie ; Darque, l'ancien bedeau, à la Conciergerie du Palais, et Picquet à celle des écuries. Il y avait en outre deux porteurs de bois, Hesse et Petit-Ruffon, un commissionnaire Quenel et un perruquier Danjout. Le père Lefebvre et la mère Mathieu continuèrent à tenir la buvette de la grande cour d'entrée. Tous ces gens circulaient nécessairement dans l'enceinte du Temple ; ils sortaient par la ville, rentraient à volonté, traversaient à leur gré le jardin parmi la foule des gardes nationaux composant la garnison quotidienne. Plusieurs pénétraient même dans la Tour suivant les exigences de leur service et approchaient la famille royale. Or, ils étaient, pour la plupart, par tradition, par intérêt ou par sentiment, portés à s'apitoyer sur le sort des prisonniers, encore que la crainte de perdre leur place les rendît prudents. Il est singulier que la Commune, si méticuleusement ombrageuse, ne prit pas le soin ni le temps de recruter, pour concourir à l'étroite surveillance qu'elle prétendait exercer, un personnel d'opinion plus conforme à ses desseins et moins suspect d'attachement au régime déchu.

G. Lenotre.

(A suivre.)

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES[1]

AUPRÈS
DE
FERDINAND DE BULGARIE

J'étais en congé à Saint-Pétersbourg, en janvier 1911, lorsqu'on y apprit la grave maladie, puis le décès du ministre de Russie à Sofia, M. Sementovsky.

Après un stage de plus de six années comme conseiller d'ambassade à Paris, j'avais des droits incontestables à un avancement, et mes antécédents de carrière (j'avais passé dix-sept années comme secrétaire entre les postes de Sofia, de Constantinople et de Belgrade) me destinaient, pour ainsi dire, à un des postes balkaniques. On parlait d'ailleurs de ma nomination en ville et dans les bureaux du ministère. Je ne fus donc pas étonné lorsque, quelques jours après le décès de M. Sementovsky, M. Sazonoff, qui occupait depuis trois mois seulement le poste de ministre des Affaires étrangères, me fit venir chez lui et m'annonça que ma nomination à Sofia venait d'obtenir l'approbation de l'Empereur et que je devais me prépàrer à prendre sous peu possession de mon poste.

En m'annonçant ma nomination, M. Sazonoff me dit, entre autres choses, que j'allais à Sofia dans un moment particulièrement intéressant. Le roi Ferdinand semblait orienter sa

(1) *Copyright* 1919 *by* A. Nekludoff.

politique de plus en plus du côté des conseils et des sympathies russes, et son gouvernement, — c'était celui des radicaux avec Malinov à leur tête, — nous proposait la conclusion d'une convention militaire. C'était chose à examiner mûrement : le ministre se fiait à ma connaissance des affaires balkaniques pour étudier la proposition et donner mon avis sur l'opportunité de pareilles négociations. Il me recommanda de tâcher de me mettre en bons termes avec Ferdinand, qui avait la réputation d'être très ombrageux et capricieux dans ses rapports avec les représentants étrangers, surtout ceux de la Russie. Mon prédécesseur avait eu à ce point de vue de notoires succès. En 1909, tout au début de la mission de M. Sementovsky, le roi Ferdinand avait, en venant à Saint-Pétersbourg, essayé de se débarrasser du nouveau ministre de Russie et de faire nommer à Sofia un personnage qui eût appartenu au *high-life* pétersbourgeois. Mais le ministère, dans les bureaux duquel Sementovsky avait passé toute sa carrière, n'ayant pas voulu l'abandonner, Ferdinand se hâta de se réconcilier avec un représentant qu'il sentit si bien protégé, et s'efforça au contraire de l'attirer et d'en faire, si possible, l'instrument de ses instances auprès de la Russie et de ses desseins politiques. C'est au beau milieu de ces faveurs, toujours très précaires, que le ministre de Russie tomba malade et mourut, donnant occasion au Roi de déployer tout un spectacle de deuil et de cérémonies funèbres, qui devaient servir de preuve à ses sentiments russophiles.

Tout en me gardant bien de recourir à un moyen aussi extrême de recueillir des preuves flatteuses de la bienveillance royale, je partageais toutefois entièrement la manière de voir du ministre sur la nécessité d'établir, — *inter vivos*, — de bonnes relations personnelles avec le roi Ferdinand. On pouvait nourrir à son égard un certain sentiment de méfiance, mais il importait de ne pas laisser voir ce sentiment au public de là-bas, si féru d'intrigues, si passionnément occupé de commérages politiques. J'avais été témoin, au commencement de ma carrière, des déboires et des mécomptes qu'avait valus à la politique russe l'attitude que nous avions prise vis-à-vis du premier prince de Bulgarie, Alexandre Battenberg. Nous avions, — et cela au beau milieu de la réaction qui prévalait en Russie dans les années 1880, — épousé passionnément les

griefs du parti radical bulgare contre les velléités d'absolutisme du jeune prince hessois; nous finîmes par nous brouiller complètement et avec lui et avec les radicaux bulgares; nous réussîmes à casser le cou au prince, mais ce fut pour livrer le pays au bâton des stamboulovistes, pour faire éclore, en Bulgarie, tout un parti russophobe, et enfin pour aboutir à la royauté de Ferdinand de Cobourg, bien plus dangereux et mille fois plus retors que Battenberg et que nous étions arrivés à ménager, presque à aduler, après l'avoir abreuvé pendant des années d'insultes et de mépris! Certainement je ne me laisserais pas prendre à recommencer les mêmes erreurs; je le dis très franchement à M. Sazonoff, qui approuva complètement ma manière de voir.

LES INSTRUCTIONS DE NICOLAS II

Quelques jours plus tard, je me présentais en audience chez S. M. l'Empereur. Je reçus un accueil particulièrement gracieux, et l'Empereur récapitula avec moi les points principaux de mon programme d'action en Bulgarie, — programme qui avait été établi préalablement dans mes conversations avec M. Sazonoff : question des relations avec le Roi, question de la Macédoine, question des relations entre Bulgares et Serbes qu'on voulait très sincèrement voir s'améliorer, et enfin question de la convention militaire proposée par les Bulgares. Je remarquai cependant que, sur ce dernier point, l'Empereur paraissait glisser et ne pas y attacher l'importance que lui donnait Sazonoff.

Depuis ma nomination à Paris, j'avais eu plusieurs fois l'occasion d'avoir avec Sa Majesté des entretiens d'affaires, les affaires de mon ressort, bien entendu. Chaque fois, j'avais emporté l'impression d'une grande bienveillance et d'une extrême politesse personnelle, d'un esprit vif et fin, avec une petite pointe de causticité, d'une conception très rapide, — quoique plutôt superficielle. Lorsque je désirais que mon auguste interlocuteur se prononçât sur tel ou tel autre sujet, j'essayais d'y amener la conversation de loin. L'Empereur, dans ce cas, saisissait la balle au bond, — lorsqu'il le voulait bien, — et passait d'une façon imperceptible et comme de sa propre initiative au sujet en question ; lorsqu'il ne voulait pas

se prononcer, il laissait tomber l'allusion de l'interlocuteur en marquant bien qu'il avait compris, mais qu'il ne voulait pas se prononcer. Cette fois, tout comme les précédentes, l'Empereur déploya dans l'entretien les mêmes qualités. Il s'était d'ailleurs visiblement préparé à la conversation et me donnait en somme des instructions générales assez précises. Il me parlait avec son urbanité habituelle, et, tout en donnant des instructions qui étaient des ordres, avait l'air d'énoncer seulement ses opinions.

Une seule fois, au cours de cette audience, l'Empereur prit un air de solennité et de commandement. Après une pause voulue, se reculant d'un pas et m'enveloppant d'un regard pénétrant, il me dit : « Et écoutez bien, Nekludoff, ne perdez pas un instant de vue que nous ne pouvons pas faire la guerre. Je ne désire en général pas la guerre; je ferai tout mon possible pour conserver au peuple russe les bienfaits de la paix. Mais en ce moment, plus que jamais, tout ce qui peut amener la guerre doit être évité. Il nous serait tout à fait impossible d'affronter une guerre avant cinq ou même six ans, avant l'année 1917... Enfin, si les intérêts les plus vitaux, si l'honneur de la Russie étaient en jeu, nous pourrions à la rigueur accepter un défi en 1915; mais avant cette époque — dans aucun cas et sous aucun prétexte! M'avez-vous bien compris? »

Je répondis sur-le-champ que je m'étais entièrement pénétré de cette instruction impériale, que je comprenais parfaitement la situation et que, dans le cours de ma mission, je ne perdrais pas un instant de vue les ordres que je venais de recevoir.

Là-dessus Sa Majesté revint à son ton de gracieuse bonhomie et, après un bout de conversation, me congédia.

Quelques jours après mon audience de Tsarskoé-Selo, M. Sazonoff tomba subitement malade d'une inflammation purulente de la gorge, laquelle se porta ensuite sur les poumons. Quinze jours plus tard, comme je partais pour Sofia, la maladie était déjà considérée comme sérieuse. Dans le courant du mois de mars, l'état du Ministre devint si grave que les médecins l'expédièrent en toute hâte à Davos et le monde de Pétersbourg s'occupait déjà, — et avec passion, — de la question de son successeur. Toutefois, aucune nomination ne fut faite. Stolypine, à ce moment encore assez puissant, ne voulait pas abandonner l'espoir que M. Sazonoff, son beau-frère et

ami, ne succomberait pas et reviendrait à son poste. Cet espoir se réalisa. Après quelques mois de séjour à Davos et une opération très sérieuse, l'état de santé du malade s'améliora à tel point qu'en décembre il put revenir à Pétersbourg reprendre la direction de son ministère, lequel, pendant son absence, avait été géré par l'adjoint du ministre, M. Nératoff, qui venait d'être promu à ce poste important. Une absence aussi prolongée de M. Sazonoff, — et cela au moment où il venait de prendre la direction des affaires, — n'a pu rester sans préjudice pour la politique extérieure de la Russie.

Dans les derniers jours de février, je quittais Pétersbourg, via Vienne, et, le 17 mars, je présentais, en audience solennelle, mes lettres de créance au roi Ferdinand de Bulgarie.

A LA COUR DE FERDINAND

Ferdinand de Cobourg était en ce moment dans la vingt-quatrième année de son règne.

Ce rejeton de deux races, les Cobourg et les d'Orléans, qui avaient pris une part considérable aux grands événements du XVIIIe et de la première moitié du XIXe siècle, avait eu des commencements d'existence qui faisaient peu préjuger de ses destinées futures. Fils d'un père assez nul et d'une mère aussi intelligente qu'ambitieuse, le jeune prince Ferdinand de Cobourg, cadet et benjamin de la famille, particulièrement gâté par sa mère, mais aussi soigneusement instruit sous sa direction, faisait assez étrange figure à la cour autrichienne et dans la haute société viennoise. On remarquait beaucoup les dimensions de son nez bourbonien ; on se moquait de ses façons efféminées, de son élégance outrée, de sa passion des bijoux et des bibelots ; on lui prêtait volontiers des goûts que semblaient justifier sa mise et ses manières. Dans un milieu qui ne prenait plaisir qu'à la chasse, au cheval, à la société des femmes aimables et faciles, qui ne comprenait le travail que dans les rangs d'un régiment de cavalerie, — la recherche et la préciosité intellectuelle du jeune Ferdinand, ses jolis discours, sa haine de l'équitation et des sports, sa culture même, servaient de cible aux moqueries courantes des jeunes archiducs et grands-ducs.

D'ailleurs, il n'avait pas le don d'éveiller la sympathie.

Son regard ombrageux et oblique prévenait contre lui. Et plus ses camarades et le monde lui marquaient d'éloignement, plus il distillait en secret de venin et de bile, et plus il nourrissait dans le fin fond de son cœur des ambitions qui eussent provoqué des éclats de rire s'il s'était aventuré à les dévoiler. Il ne trouvait encouragement et sympathie qu'auprès de sa mère. Aussi était-ce le seul être qu'il eût réellement chéri et dont il eût subi l'influence. A partir du jour de la mort de la princesse Clémentine, le cœur de Ferdinand resta absolument désert.

*
* *

A l'abdication du prince Alexandre de Battenberg, le monde diplomatique européen fut étonné des démarches du jeune prince de Saxe-Cobourg qui posait sa candidature. Les cours s'en moquèrent, — la nôtre surtout, quoique le prince Lobanoff, notre ambassadeur à Vienne et intime de la princesse Clémentine, eût soutenu jusqu'à un certain point les ambitions du jeune Ferdinand, qu'il représentait dans ses dépêches comme un personnage infiniment plus marquant que ne l'imaginait l'opinion publique. A Vienne on fut, en somme, content d'avoir sous la main quelqu'un *sans conséquence* pour tenter l'aventure; s'il échouait, cela ne serait pas un échec sensible pour la politique autrichienne; s'il réussissait, on aurait quand même à la tête de la Bulgarie un prince catholique, apparenté à la maison d'Autriche, et naturellement porté contre la Russie qui, à ce moment même, déclarait illégitimes son élection et son installation en Bulgarie.

On connaît les débuts du règne du prince Ferdinand et son effacement complet devant l'omnipotence de Stamboulov. On connaît son mariage avec une princesse de Bourbon-Parme, — jeune femme sans beauté ni santé, mais dont l'intelligence et les hautes qualités morales étaient incontestables. Elle sut avoir de l'affection pour son mari qui, à la fin, le lui rendit un peu et daigna même quelquefois écouter ses avis. Son entourage la chérissait, et même dans le pays elle parvint à se créer quelques sympathies.

Mais les vertus de la princesse Marie-Louise ne pouvaient pas consolider à elles seules le trône chancelant du prince. Ferdinand sentait que la dictature de Stamboulov ne pouvait

durer longtemps, que le pays en était las, que les complots allaient se multiplier et que si lui-même ne se séparait pas à temps du dictateur, la chute de ce dernier entraînerait fatalement sa propre chute, peut-être même une catastrophe sanglante pour lui et pour sa famille.

A ce moment, le changement de règne en Russie et ensuite la nomination du prince Lobanoff comme ministre des Affaires étrangères ouvrirent à Ferdinand des horizons de salut. Par l'entremise de Serge Tatischeff, publiciste de talent et ex-diplomate, s'ouvrirent des pourparlers confidentiels entre Lobanoff et le prince de Bulgarie. Ils aboutirent au coup de théâtre : démission de Stamboulov, passage du fils aîné et héritier du prince, baptisé catholique, dans le giron de l'Église orthodoxe-grecque et réconciliation du Prince avec la Russie. Il y a un vieux conte d'enfants dans lequel une châtelaine dénaturée, pour conserver éternellement sa beauté et sa jeunesse, consent à ce qu'une horrible sorcière aille plonger son enfant à minuit dans une eau maudite et en fasse ainsi un loup-garou. Ceux qui connaissent l'état d'âme des vieilles familles catholiques d'Autriche et d'Italie, peuvent comprendre que pour toute la parenté de Ferdinand, — à commencer surtout par sa femme, — l'acte qu'il commettait vis-à-vis de son enfant équivalait presque à l'infernal baptême de la légende. Il vendait l'âme de son enfant innocent pour conserver son trône. Lui-même en garda pour toujours au fond de son cœur un sentiment de honte et de crainte superstitieuse; et il n'a jamais pardonné à la Russie le sacrifice qu'il dut faire en cette occurrence à nos exigences politiques et confessionnelles.

Ferdinand n'a jamais été aimé par son peuple qu'il méprisait et détestait. Il affichait même ce mépris devant les étrangers, surtout devant les membres du corps diplomatique de Sofia. « Comtesse, souffrez que je m'arrête ici pour mettre mes gants : je dois serrer les mains de mes charmants sujets; je ne le risque jamais avec la main nue. » — « Madame, je vais vous conduire dans la grande salle où est rassemblé tout le beau monde de Sofia : vous verrez les épouvantables figures ! N'ayez pas trop peur ! » — Voilà les propos que j'ai entendus moi-même sortir de sa bouche. Et c'était ainsi à tout moment.

Mais Prince et sujets se retrouvaient d'accord sur un autre terrain que celui des relations et des sympathies individuelles.

En politique, les Bulgares regardaient Ferdinand comme un outil admirable pour leurs aspirations nationales : son ambition personnelle, son intelligence, sa grande astuce, sa naissance et sa parenté, tout devait servir et servait effectivement la cause bulgare. D'autre part, le Prince savait que, dans les questions de politique extérieure, il pourrait toujours s'appuyer sur le patriotisme, l'opiniâtreté et la ruse bulgares, et qu'en cas de guerre ses soldats et ses officiers combattraient avec un courage farouche et souvent cruel, et déploieraient les qualités de ténacité, d'endurance et d'une discipline de fer volontairement acceptée, qui feraient de l'armée bulgare l'une des meilleures armées du monde.

Depuis la chute et l'assassinat de Stamboulov et depuis la réconciliation avec la Russie, le Prince pouvait respirer plus librement et se sentir enfin maître du pays. Mais des dangers et des préoccupations existaient toujours. La lutte des partis et des aspirations nationales passionnées, exploitées à leur tour par les partis ; une incompatibilité flagrante entre un Prince décadent d'origine austro-française et tout un peuple de « paysans du Danube ; » la Macédoine toujours en ébullition et jetant sur le pavé de Sofia ses scories de conspirateurs, spécialistes en matière d'attentats, — tout cela tenait les craintes en éveil et aiguisait l'instinct d'intrigue du Prince. Ferdinand par nature appartenait à la catégorie de ceux qui, pour arriver à leurs fins, font jouer bien plus volontiers les vices que les vertus de leur entourage. Son règne ne fit que développer cette tendance. Il aimait à susciter les rivalités irréconciliables, il excellait dans l'art de suspendre les foudres de la justice au-dessus de la tête des hommes politiques qui s'étaient compromis dans des malversations et de les tenir par la crainte du châtiment, ou par la nécessité de recourir à sa protection ou à sa grâce. En 1913, il y eut, un moment, en Bulgarie, un cabinet composé presque entièrement de gens condamnés et graciés, ou en jugement pour prévarications et abus de pouvoir.

L'élément militaire, toujours dangereux dans ces pays de pronunciamientos, était l'objet d'une sollicitude spéciale de la part du Prince. Ferdinand mit un soin tout particulier et dépensa son propre argent à construire et à doter de tout l'outillage nécessaire une vaste école d'officiers à Sofia. Les jeunes gens y étaient complètement isolés du reste du monde ; ils étaient confiés à des

éducateurs dont Ferdinand pouvait être tout à fait sûr; on y aiguisait chez eux le sentiment national, mais on les habituait en même temps à considérer la bienveillance du souverain et chef suprême de l'armée comme la source unique de tout bien-être et de tout avancement. L'œil vigilant du Maître continue à suivre les jeunes gens à leur sortie de l'École. Afin d'isoler les militaires dans leurs garnisons du milieu civil, des mess d'officiers confortables furent construits et installés partout, aux frais personnels du Prince. L'officier y trouvait bonne chère et bon vin à des prix excessivement modiques; il y passait le temps libre du service et y apprenait surtout à être très circonspect et très discret. Il savait qu'il y a des oreilles pour rapporter aux chefs, et même en haut lieu, les propos tenus entre camarades et que des officiers supérieurs et méritants furent souvent arrêtés au beau milieu d'une brillante carrière, tandis que d'autres recevaient de l'avancement, qui n'avaient pour eux que l'art de servir l'oreille du maître. Ferdinand, qui connaît son histoire à fond, savait que, pour former des janissaires, les sultans prenaient de jeunes Bulgares, les convertissaient à l'islamisme et les faisaient élever dans des écoles spéciales. Il voulut avoir ses janissaires à lui ; il y réussit jusqu'à un certain point.

***

A l'époque où je connus Ferdinand et sa cour, la princesse Marie-Louise était depuis des années décédée, emportant dans sa tombe les regrets sincères de son entourage et toute la vie de famille du palais de Sofia. La princesse Clémentine avait suivi sa bru dans la tombe, laissant un vide énorme dans la vie de son fils; ce dernier s'était remarié, mais sa seconde femme ne jouait absolument aucun rôle ni dans sa vie ni dans celle de ses sujets. Le Roi s'isolait dans une solitude voulue, toujours absorbé par ses plans, ses rêves de grandeur, ses cuisantes préoccupations, ses savantes combinaisons politiques...

Ferdinand, s'il eût vécu au beau milieu du quattrocento, podestat de Ferrare ou de Mantoue, eût louvoyé entre le Pape, le roi de France, l'empereur des Romains et la Sérénissime ; il eût pillé les orphelinats et construit de splendides édifices; il eût fait poignarder ses ennemis la nuit dans les rues ou les eût

empoisonnés à ses festins; il se serait entouré de savants et d'artistes et d'un luxe d'édifices, de somptueuses étoffes et de hallebardiers chamarrés. Il eût surtout possédé ce fin et sûr goût artistique auquel il n'a pu que prétendre. Venu dans le monde quatre siècles trop tard, le Roi des Bulgares s'est borné à faire des rêves de grandeur, à se costumer en Basileus Byzantin et à se faire portraicturer dans cette tenue par des peintres de troisième ordre; au lieu de construire des palais, il s'est contenté de planter des jardins botaniques, car, loin de s'enrichir à son métier de souverain, il s'est au contraire ruiné en cadeaux, en dotations et en secours destinés à lui acheter des partisans. Ne pouvant exterminer ses ennemis par le poison ou le fer, Ferdinand a tâché de les user les uns par les autres. Mais, tout comme ses prototypes médiévaux, il maniait admirablement l'arme de l'intrigue politique et s'y adonnait de préférence à toute autre occupation et à tout autre souci, en faisant preuve d'ailleurs de plus d'élasticité que de suite, et de plus d'audace dans la conception de ses desseins que de résolution dans leur accomplissement.

A ce portrait que je fais du roi des Bulgares on ne m'accusera pas d'avoir pour lui aucune indulgence. Et cependant, en jugeant de ce caractère compliqué et de ce personnage si généralement réprouvé, je suis prêt à plaider des circonstances atténuantes.

Et, tout d'abord, l'exercice de la souveraineté dans un pays balkanique ne rentre pas dans la catégorie des métiers qui ennoblissent le caractère de ceux qui le pratiquent. D'autant plus doit-on l'admettre quand il s'agit de la Bulgarie et des Bulgares, ce peuple déjà une fois maudit par l'histoire, — car c'est lui qui appela les Turcs en Europe, — et qui, subissant pendant cinq siècles un joug particulièrement cruel et privé de tout vestige d'autonomie nationale, fut endurci et dévoyé plus qu'aucune autre nation du proche Orient.

En somme, pendant trente ans, Ferdinand et les Bulgares se sont corrompus réciproquement.

Il convient ensuite de mettre à l'actif du Roi des Bulgares le fait que dans toute son existence de Prince, il a vécu uniquement de la vie politique de son peuple, ne se passionnant que pour l'élévation de la Bulgarie, y travaillant à toute heure et en toute occasion. Cela lui constituait une force incontestable

vis-à-vis d'autres souverains, surtout vis-à-vis de ceux que leur vie privée occupait bien plus que leur vie publique et celle de leurs peuples. Les uns songeaient surtout à l'accroissement de leur fortune ; d'autres s'adonnaient aux passions des sens ; d'autres encore subordonnaient tout, — et même leurs devoirs les plus sacrés, — aux joies et aux soucis de la famille ; Ferdinand n'eut que deux passions : la consolidation de son trône et l'avenir de son peuple.

Il sied de dire encore à la décharge de Ferdinand qu'il était né *neurasthénique* et que les conditions de sa vie et de son métier exaspérèrent singulièrement cette disposition. De là son irrésolution dont on ne se doutait pas dans le grand public, de là sa méfiance qui se remarquait immédiatement : Ferdinand n'a jamais su prendre une décision par lui-même. Il imaginait et élaborait savamment les détails d'une combinaison politique ; au moment de la mettre en œuvre, une autre volonté devait s'imposer à la sienne et le faire agir. Longtemps cette volonté fut celle de sa mère. Avec la mort de la princesse Clémentine, l'irrésolution de Ferdinand s'accrut dans des proportions formidables. En 1908, lorsque l'annexion de la Bosnie manqua de brouiller les cartes de toute l'Europe, Ferdinand, prévenu à temps par M. d'Aerenthal, se prépara à faire suivre la démarche autrichienne par la proclamation de l'indépendance et de la royauté bulgares. Tout était parfaitement combiné et préparé ; mais, au moment décisif, M. Malinov et ses collègues durent l'assiéger pendant plusieurs heures dans son wagon-salon et lui arracher la décision, en employant à cet effet les menaces bien plus que la persuasion. Et ceci n'est pas un exemple unique.

Pour ce qui est de sa méfiance, je dois dire que j'ai rarement vu un être plus soupçonneux que le roi Ferdinand. Presque toutes les conversations que j'ai eues avec lui commençaient bien ; on avait devant soi un interlocuteur intelligent, cultivé, fin, voulant exercer son charme de séduction et entrant jusqu'à un certain point dans votre ordre d'idées ; et puis tout d'un coup, sans raison apparente, une ombre passait sur son visage, le regard devenait oblique, et la pensée du Roi se fermait brusquement devant vous, remplacée par un échafaudage de faux-fuyants et de lieux communs. C'est qu'à un certain moment une pensée coutumière avait traversé le

cerveau du roi : « Eh ! qui sait si ce qu'il me débite ne cache pas un piège? s'il ne cherche pas auprès de moi une réponse qui me compromette ou me lie? » — A partir de ce moment tous vos arguments devenaient inutiles.

Tel était le Souverain auquel je venais présenter mes lettres de créance et que je devais avoir pour partenaire dans le cours des événements les plus graves qu'ait traversés la Bulgarie, et qui se sont reflétés d'une façon fatale sur nos rapports avec le peuple bulgare.

. . . . . .

DE SOFIA A PARIS

J'arrive au mois de septembre 1913, où je quittai Sofia. A cette époque, la communication avec Belgrade n'était pas encore rétablie et l'on devait aller prendre l'Orient-Express à Bucarest. Il faisait une chaude journée d'automne tandis que j'effectuais le trajet entre Sofia et Roustchouk. Le soir, à Roustchouk, éclata un violent orage ; et à l'aube, lorsque mon compagnon de route et moi montâmes à bord du petit bateau à vapeur qui devait nous conduire à Djurdjevo, sur l'autre bord du Danube, le temps était si subitement devenu froid qu'il nous semblait avoir soudainement passé de septembre en décembre. Le jour se levait ; au-dessus des vagues grises, et sous un ciel couleur de plomb, un vent glacial du Nord chassait un énorme vol de corbeaux croassants. « Que pronostiquez-vous, sinistres oiseaux? ne pus-je m'empêcher de penser; quels nouveaux carnages? quelles calamités? »

A Bucarest, je ne ne trouvai plus M. Schébéko. Il avait reçu quelques jours auparavant la nouvelle de sa nomination comme ambassadeur à Vienne et était parti pour Pétersbourg. En prenant à deux heures de l'après-midi l'Orient-Express, j'y rencontrai M. Majoresco, alors encore Président du Conseil des ministres de Roumanie, et m'entretins assez longtemps avec lui des événements politiques qui venaient de se dérouler et dans lesquels nous avions pris tous les deux une part si active. Des quelques heures que je passai ainsi avec les Roumains je pus remporter l'impression que nous jouissions en Roumanie d'une grande popularité. Il n'y a pas de doute pour moi que le souvenir des sympathies russes de 1913 et de l'appui que nous

donnâmes à cette époque à la politique roumaine, furent pour beaucoup dans la décision que prirent les Roumains en 1916, lorsqu'ils finirent par se mettre du côté de l'Entente contre les Empires du Centre. Malheureusement, il n'en résulta rien de bon, — pour la Russie du moins !

Le lendemain, pendant tout le trajet pittoresque entre Vienne et Munich, le soleil fut si beau et si chaud que j'oubliai et mon vol de corbeaux et les idées noires qui ne me quittaient pas dans les derniers temps de mon séjour à Sofia.

Deux ou trois jours après mon arrivée à Paris, je me présentai à M. Sazonoff qui m'accueillit, comme toujours, avec beaucoup d'amabilité. Le ministre semblait fatigué, mais content et, en somme, optimiste. Cet optimisme se communiquait à son entourage et de là, réagissait, comme de juste, sur lui-même, augmentant sa confiance dans la situation politique.

Jamais encore Paris n'avait produit sur moi, comme cette fois, l'impression d'une ville de luxe et d'insouciance. C'était l'époque de l'apparition du fameux *tango*, des « bals persans, » etc... On vit surgir des « soupers tango » chez Ciro et des « thés tango » un peu partout, où le jour, le soir et la nuit, se balançaient gracieusement ou se trémoussaient comiquement dans de nouvelles danses américaines des professionnels, des amateurs, des cocottes, des dames du monde, voire des grandes-duchesses. Le grand monde élégant de Pétersbourg était largement représenté. Tout ce public remplissait les petits théâtres, les restaurants chics et les nouveaux ateliers de mode, où des modèles « modern-style » montraient, avec des gestes tout nouveaux, des toilettes entièrement inédites, simplifiées, écourtées, mais encore plus coûteuses que les anciennes traînes et volants ; et le peintre russe Bakst donnait à ces toilettes la dernière touche en peignant dessus des fleurs et des arabesques stylisées et qui venaient s'achever sur la gorge et le dos de la charmante « patiente. » C'était comme si quelqu'un poussait tout ce monde en lui soufflant à l'oreille : « Hâtez-vous, hâtez-vous de jouir, ce sont les tout derniers mois de votre existence insouciante, brillante et luxueuse ! »

Retenu à Paris par des affaires privées, j'y restai plus de six semaines. Quelque temps après le départ de M. Sazonoff (qui sur son chemin de retour s'arrêta à Berlin), je vis arriver à Paris

M. Kokovtzoff. J'allai, bien entendu, le voir et m'entretins avec lui. Le président du Conseil des ministres me fit l'impression de ne pas partager l'optimisme qui semblait régner dans notre Ministère des Affaires étrangères. Il avait l'air de craindre des complications du côté de l'Allemagne. En retournant à Pétersbourg, il s'arrêta lui aussi à Berlin, eut une audience chez l'empereur Guillaume, s'entretint avec Bethmann-Holweg, Jagow et son collègue des finances; des bruits couraient dans le monde de Pétersbourg que ces conversations avaient rasséréné l'atmosphère politique. Mais je ne saurais pas du tout garantir le bien-fondé de ces bruits.

UNE AUDIENCE A LIVADIA

De Paris, je me dirigeai, par Vienne et Odessa, en Crimée, à Yalta, où se trouvaient en visite chez mon beau-père ma femme et ma fille qui avaient entre temps quitté Sofia. La cour passait, comme d'ordinaire, l'automne à Livadia et j'avais l'intention de profiter de mon séjour à Yalta pour demander une audience à l'Empereur.

En arrivant, je demandai à ma femme si elle s'était présentée à l'impératrice Alexandra. « Il n'y a pas eu de vraie présentation, fut la réponse. L'Impératrice ne reçoit pas officiellement à Livadia; mais j'ai été invitée à un dîner, avec soirée après. On a dîné par petites tables présidées par les grandes-duchesses qui séjournent en ce moment en Crimée. Après dîner, la jeunesse se mit à danser. Les jeunes grandes-duchesses et les demoiselles de Yalta dansaient avec beaucoup d'entrain et sans aucune étiquette avec des jeunes gens, principalement les officiers du yacht impérial. — Est-ce que l'Impératrice a été aimable? — Sa Majesté n'a dit mot à aucune des dames présentes; elle était assise tout le temps avec un air maussade, je dirai presque tragique, et son visage ne se rasséréinait un peu que lorsqu'une des jeunes grandes-duchesses s'approchait d'elle pour lui parler; quant à ces délicieuses jeunes filles, elles s'amusaient de tout cœur. — Mais qu'est-ce que cela veut dire? — Oh! c'est tout une histoire, hélas! A propos, voici une invitation pour nous deux au dîner de samedi prochain; mais je viens d'apprendre que ce dîner n'aura pas lieu. » Effectivement, le lendemain un courrier du

Palais vint apporter un bulletin qui annulait l'invitation, pour cause d'indisposition de Sa Majesté l'Impératrice.

Peu à peu je fus initié à tous les racontars de Yalta et de Livadia, et voici ce que j'appris.

Cette année l'Empereur et sa famille jouissaient beaucoup de leur séjour en Crimée. Tous se portaient bien. On jouait au tennis, on montait à cheval, et les samedis la jeunesse dansait. Un instant seulement cette vie heureuse fut assombrie par la mort presque subite de Déduline, « général du jour » (1) auprès de Sa Majesté l'Empereur. C'était un brave et honnête homme, ne se distinguant pas par des capacités hors ligne, mais qui n'avait jamais abusé de sa position, grâce à laquelle il était constamment rapproché de la personne du souverain. On le pleura sincèrement; on versa quelques larmes à ses funérailles, célébrées avec toute la pompe militaire doublée de celle des cours ; mais on se consola assez vite et l'on avait déjà désigné le successeur...

Le lecteur se rappelle le charmant récit d'Edmond About intitulé : *l'Homme à l'oreille cassée*. Je m'en suis souvenu chaque fois que je me suis trouvé en présence du brave général Doumbadzé, gouverneur militaire depuis 1906 de la ville de Yalta et de ses environs, c'est-à-dire, gardien et garant principal de la sécurité de l'Empereur et de sa famille pendant leurs fréquents séjours à Livadia. Seulement, dans le cas de Doumbadze, le vieux sorcier allemand avait opéré non pas sur un colonel de la Grande-Armée de Napoléon, mais sur un jeune lieutenant des vaillantes troupes caucasiennes des temps de guerre de montagne des années trente et quarante, épopée qui a été décrite par les plus grands écrivains russes (Pouchkine, Lermontoff, Tolstoï). Géorgien d'origine, d'un courage brillant, d'une honnêteté à toute épreuve, dévoué au Tsar et à l'honneur militaire jusqu'à la folie, mais en même temps très peu cultivé et ne reconnaissant aucun frein ni aucune limite à son arbitraire, — sauf sa conscience, — ce curieux spécimen d'une époque qui semblait si lointaine, attirait l'attention particulière de l'opinion publique et de la presse russe. On racontait des histoires tout à fait extraordinaires sur ses incartades administratives qui rappelaient le bon vieux temps du khalifat de

(1) Je n'ai jamais pu comprendre en quoi consistaient les attributions du « général du jour, » — terme barbare de survivance prussienne. Au fond, je crois qu'il n'avait aucune fonction bien définie, ce qui faisait qu'on le mêlait à tout.

Bagdad et de la Perse de Nadir-Schah. Il y avait du vrai dans ces récits, et plusieurs personnes privées avaient leurs raisons pour se plaindre amèrement de l'arbitraire du Pacha de Yalta. Mais d'autre part, on effectait d'ignorer les côtés hautement respectables, — presque légendaires pour les temps modernes, — du caractère de Doumbadze et de son activité. Il était absolument inaccessible aux considérations de fortune et de bien-être. Père d'une nombreuse famille, il se contenta, pendant les longues années de son despotique gouvernement, d'une paye plus que modique, nichant dans quatre méchantes chambres qu'on lui avait réservées dans les communs de Livadia. Dans les dernières années seulement, il fut un peu mieux payé et reçut un appartement conforme à son rang et à ses fonctions. Mais pendant tout ce temps même ses ennemis les plus acharnés n'ont jamais pu l'accuser de la moindre indélicatesse d'argent.

Tel était l'homme qu'on s'apprêtait à nommer à la place du défunt Déduline et à attacher définitivement à la personne de l'Empereur. Mais en ce moment survint un incident que personne, — sauf des officiers caucasiens des années quarante, — n'aurait pu ni prévoir, ni comprendre.

Au beau milieu de sa plus grande faveur de cour, Doumbadze qui remplissait encore les fonctions de gouverneur militaire de Yalta, apprit que dans l'un des plus modestes hôtels de cette ville venait d'arriver le célèbre « vieillard » Grégoire Raspoutine; et le lendemain même, ledit « vieillard » fut, par ordre du Gouverneur, renvoyé de Yalta et des environs comme « personnage n'ayant pas d'occupation, ni de moyens avérés d'existence. » Étant donné le « petit état de siège » auquel était soumise la ville pendant les séjours de la famille Impériale, cette expulsion était tout à fait légale. Mais on peut s'imaginer l'effet produit! La santé de l'Impératrice périclita immédiatement et son excellente humeur, résultat du climat bienfaisant de la Crimée et de la charmante vie de famille au sein d'une nature radieuse, — se changea tout d'un coup en une sombre inquiétude nerveuse. La Vyroubova se mit à faire la navette entre Livadia, l'église de l'évêché et le modeste hôtel où étaient restées la femme (plutôt *l'une des femmes*) et une des filles de Raspoutine. Les gens de la Cour, en rencontrant Doumbadze, le regardaient comme on regarde un fou ou bien un criminel politique. Enfin, après deux ou trois jours d'une pénible indé-

cision et probablement à la suite de violentes scènes d'alcôve l'Empereur fit appeler Doumbadze et lui demanda en vertu de quoi il s'était cru autorisé à expulser de Yalta « l'excellent vieillard Grégoire? » Doumbadze répondit avec beaucoup de calme et de franchise qu'il considérait ce vieillard comme un personnage louche et dangereux et qu'il l'avait expulsé conformément à la loi et au devoir que lui imposaient ses fonctions. « Mais pourtant, comment avez-vous pu le faire, sachant à quel point l'Impératrice et moi nous aimons et estimons Grégoire? *Je vous prie*, général, — si c'est possible, — d'autoriser ce pauvre homme à venir rejoindre sa famille à Yalta. — Sire, répondit alors Doumbadze, pour mettre fin à cette pénible explication, Votre Majesté sait bien que je verserai la dernière goutte de mon sang pour Elle et pour son auguste famille; mais mon honneur d'officier, je compte le sauvegarder jusqu'au bout, envers et contre tous. Votre Majesté peut d'ailleurs, à chaque instant, me relever du poste qu'Elle a bien voulu me confier. » L'Empereur se tut, passa à un autre sujet et congédia le général avec sa bienveillance ordinaire. Doumbadze resta préfet militaire de Yalta et, bien entendu, ne songea même pas à y faire revenir Raspoutine. D'autre part, on ne parla plus de la canditature du général au poste de cour éminent qui lui avait été destiné et les personnes de la suite de l'Empereur, qui quelques jours auparavant, parlaient de Doumbadze avec sympathie et respect, se moquaient maintenant, à qui mieux mieux, des méthodes d'administration orientales du préfet de Yalta, de son amour pour les beaux discours et de ses autres petites faiblesses.

L'Impératrice ne put se remettre du coup porté à ses plus chers sentiments; elle cessa de recevoir et de se montrer en public; on la voyait seulement passer quelquefois en automobile fermée, en compagnie de ses filles, avec un visage empreint de rigidité et de tristesse.

Malgré toutes ces tribulations, je m'adressai, quelques jours après mon arrivée à Yalta, au ministre de la Cour comte Frédéricsz avec la prière de m'obtenir une audience de Sa Majesté l'Empereur et je reçus bientôt l'ordre de me trouver le 2-15 décembre à midi au Palais de Livadia (1).

(1) Pendant le séjour de Leurs Majestés à Livadia, les personnages d'un certain rang qui se présentaient à l'Empereur étaient, après la réception, admis au déjeuner de famille.

Arrivé à l'heure désignée au nouveau Palais de Livadia que je n'avais pas encore vu, je dus attendre mon audience pendant plus d'une demi-heure. L'Empereur, à la promenade avec ses filles, contre toutes ses habitudes, était en retard. La cour vivait à Livadia avec une grande simplicité. Le Palais ne possédait pas de salle d'attente spéciale, l'aide de camp de service accompagnait généralement l'Empereur dans ses promenades. Je passai donc une demi-heure dans le joli et assez vaste *hall* du palais, en compagnie du portier, — (le *suisse* comme on l'appelle encore chez nous) — vieux et aimable serviteur qui se mit à me questionner avec beaucoup d'intérêt et quelque connaissance de la matière, sur les événements qui venaient de se dérouler en Bulgarie. Cet original colloque du portier et du Ministre plénipotentiaire, — et l'on osait douter à l'étranger de nos mœurs éminemment démocratiques ! — ne prit fin qu'avec l'arrivée de Sa Majesté qui me fit de suite venir chez Elle. L'Empereur m'accueillit gracieusement et m'adressa quelques phrases banales. « Quant aux affaires, ajouta-t-il, nous en parlerons après déjeuner; nous avons assez tardé sans cela. » Assistaient au déjeuner, outre l'Empereur et les quatre jeunes grandes-duchesses, seulement une dizaine de personnes de l'entourage immédiat de la Cour, entre autres la célèbre Vyroubova et le moins célèbre amiral Niloff. J'avais ma place à gauche de Sa Majesté entre les grandes-duchesses Tatiana et Anastasie. Les quatre jeunes princesses rivalisaient de charme et de grâce, et la cadette, Anastasie, une enfant de douze ans, me plut surtout par son regard si vif, si intelligent et si franc; j'entamai un bout de conversation avec ma délicieuse voisine de table et fus charmé du tour à la fois enfantin et sérieux de ce qu'elle disait.

Au moment où j'écris ces lignes (1), on ne sait rien dans le monde civilisé, — ou se disant tel, — du sort de ces malheureuses jeunes filles. On sait que leur père a été cruellement et indignement assassiné par le ramassis de brigands auxquels obéit à l'heure actuelle la Russie. Des bruits sinistres circulent sur le sort de ces quatre délicieuses jeunes filles arrachées des plus brillants sommets de l'existence, où elles ne respiraient encore qu'une atmosphère de beauté et de vertu, et

(1) Octobre 1918.

subitement précipitées dans un gouffre de trahison, de total abandon, de révoltante saleté physique et morale. Ont-elles pu se sauver dans quelque retraite obscure au fin fond des forêts sibériennes, ou bien ont-elles aussi subi un affreux martyre?... Personne en Europe ne le sait au juste; et personne, d'ailleurs, n'a l'air de se préoccuper outre mesure de cette embarrassante question; on a à penser et à parer à tant d'autres choses!

Hélas! qui eût pu évoquer, dans un si proche avenir, de si lugubres images? qui eût prédit de si terribles destinées à ceux qui étaient réunis, en cette belle matinée de décembre, autour de la table impériale à Livadia? A travers les grandes baies vitrées de la salle à manger, se voyait un joli *patio* tout blanc, tout rempli des dernières roses d'automne; sur tous les visages se reflétait encore le plaisir d'un bon exercice pris à l'air vivifiant et parfumé des montagnes en face de l'immense horizon de la mer. On plaisantait la charmante petite comtesse Hendrikoff, toute jeune encore et qui, en l'absence de ses supérieurs d'âge et de position, occupait à table la place de la Grande Maîtresse de la Cour. On faisait de nouveaux projets d'excursion à cheval. Entre l'Empereur et ses filles on sentait un tel courant d'affection, de charmante intimité, presque de camaraderie!

Après le lunch et le café servi dans le *hall*, l'Empereur fit pendant un quart d'heure cercle et puis, s'approchant de moi, me dit de le suivre. Il ouvrit lui-même une porte après l'autre; en passant par le grand salon et en se retournant de mon côté, il dit : « L'Impératrice reste ordinairement dans ce salon, lorsque nous sortons de table, et offre le café; mais ces jours-ci, elle est malheureusement indisposée et ne descend pas. » Il avait l'air de s'excuser devant moi, — en ce moment son hôte, — de l'absence de la maîtresse de maison! Lorsque nous fûmes dans le cabinet de travail, l'Empereur s'installa dans un fauteuil et me fit asseoir. « Et maintenant racontez-moi, me dit-il. — J'aurais beaucoup de choses à relater à Votre Majesté, répondis-je; par où m'ordonnez-vous de commencer? » L'Empereur se recueillit un instant et puis reprit avec un fin sourire : « Quelles étaient vos relations avec le roi Ferdinand et que pensez-vous de lui? » J'exposai d'une façon très franche à l'Empereur le cours de mes relations per-

sonnelles avec Ferdinand et ne cachai pas l'opinion défavorable que je m'étais faite du caractère du Roi. Insensiblement je passai à la dernière crise balkanique. En parlant des négociations qui avaient abouti au traité serbo-bulgare de 1912, je me permis d'attirer l'attention de Sa Majesté sur le fait que, au cours de ces négociations, j'avais à plusieurs reprises fait ressortir, dans mes lettres confidentielles à M. Sazonoff, le danger d'une guerre balkanique, comme suite logique de l'entente entre Serbes et Bulgares, dirigée en substance contre la Turquie. « Oui, oui, je le sais, Sazonoff m'a montré vos lettres, » dit l'Empereur. Je passai aux événements subséquents et, en parlant du récent désastre bulgare, je traçai devant Sa Majesté le tableau fidèle de la situation actuelle en Bulgarie, sans cacher que non seulement le roi Ferdinand, mais aussi la majorité du peuple bulgare, éprouvait un acerbe ressentiment contre la Russie. « Et cependant, ajoutai-je, chez la majeure partie des Bulgares ce sentiment n'a pas complètement effacé les traditions de reconnaissance et de dévouement envers sa grande libératrice et envers le Tsar Blanc. » Ces traditions sont obscurcies, mais elles peuvent et doivent renaître. Je me permettrai d'émettre franchement l'opinion qu'à la conférence de paix de Bucarest on a été trop dur envers les Bulgares. Si nous pouvions faire comprendre aux Bulgares qu'à la première occasion propice, nous leur ferions restituer au moins une partie de ce qu'ils viennent de perdre, ils vivraient de cet espoir. Il est dangereux de fermer toute espérance devant un peuple; cela l'humilie, le déprime et l'expose aux plus funestes influences ... — Mais qu'est-ce que vous croyez que l'on pourrait restituer aux Bulgares? » interrompit assez vivement l'Empereur. — Une partie de la Macédoine, Sire, au cas où les Serbes pourraient obtenir l'accès à la mer Adriatique qu'on leur a si injustement enlevé. Mais surtout et avant tout, Andrinople et Kyrk-Kilissé... »

L'Empereur réfléchit un instant... « Oui, finit-il par répondre, mais actuellement ce serait tellement difficile!... Non, en ce moment on ne peut même pas y songer; alors comment leur donner des espérances irréalisables? » Une note de sincère regret se faisait jour dans cette réponse. « Il me reste, repris-je après une légère pause, à recourir à votre indulgence, Sire, pour n'avoir pas su mettre à exécution, à l'égard de la

Bulgarie, les généreux projets de Votre Majesté... — Mais non, vous avez fait ce que vous avez pu ; ils sont eux-mêmes fautifs! — Oui, Sire, mais peut-être un autre que moi aurait su quand même agir sur eux et empêcher tout ce qui est arrivé... — Non, non, interrompit de nouveau l'Empereur, vous avez fait tout ce qui était dans votre pouvoir de faire, mais contre le sort... — l'Empereur se corrigea immédiatement : — *contre les décrets de la Providence* il n'y a pas à lutter. Je vous exprime ma sincère reconnaissance pour tous vos services en Bulgarie. » — Je m'inclinai profondément. — « Et maintenant, allez chez les Suédois! » ajouta-t-il avec un gai sourire, en se levant. Pendant quelques minutes encore l'Empereur parla de la Suède, du roi Gustave et de la famille royale. Je remarquai que Sa Majesté parlait de la Suède et de la Cour royale avec beaucoup de sympathie. Son dernier et assez récent voyage à Stockholm lui avait laissé évidemment une très bonne impression. Je fus très gracieusement congédié après une audience qui avait duré une heure.

JE PRENDS CONGÉ DE FERDINAND

Quelques jours après, je quittai la Crimée et me dirigeai, par Odessa et Vienne, à Sofia afin de mettre la dernière main à mon déménagement et de présenter mes lettres de rappel au roi Ferdinand qui, en septembre, était parti avant que ma nomination à Stockholm fût décidée, de sorte que je n'avais pu prendre congé de lui, comme cela se fait toujours en pareil cas. Je passai à Sofia une dizaine de jours. L'avant-veille seulement de mon départ, je fus invité chez le Roi. Ferdinand me reçut dans son cabinet de travail ; il portait la petite tenue de son régiment russe (j'étais aussi invité en redingote) ; à côté du Roi se tenait le prince Boris. M'ayant invité à prendre place, le Roi, après quelques phrases insignifiantes, me regarda fixement et me dit : « Monsieur le Ministre, vous avez probablement lu le pamphlet qu'a écrit contre moi votre compatriote, le correspondant de gazette *Untel* (1) ; qu'en avez-vous pensé? » Le Roi parlait en français, mais, comme cela lui

(1) C'était un personnage si insignifiant que son nom ne m'est pas resté en mémoire. Je ne me souviens pas non plus de quelle feuille de second ordre il était correspondant.

arrivait souvent, il entremêlait son discours de mots et d'expressions russes; ces expressions étaient généralement bien trouvées et correctement employées, mais avec une prononciation tout à fait étrangère. « Moi j'ai lu attentivement ce vilain livre et j'ai été *glouboko vosmouchten* (1). Je l'ai donné à lire à mon fils et il vous dira son impression, » continua-t-il en se tournant du côté de Boris. Celui-ci, avec une expression de parfaite obéissance sur le visage, se souleva à demi sur son siège et, s'adressant à moi, balbutia : « Oui, Monsieur le Ministre, moi aussi j'ai été glouboko vosmouchten. » — « Je crois que vous connaissiez très bien ce monsieur? » continua le Roi en se tournant de nouveau vers moi. Je compris que le Roi voulait faire semblant de croire que le pamphlet en question avait été inspiré par moi. Je répondis du tac au tac et de mon ton le plus tranchant que je ne connaissais pas ce correspondant; que j'avais refusé dans le temps de le recevoir et qu'il avait publié contre moi aussi quelque chose d'injurieux, « fait que Sa Majesté, qui sait tout, ne pouvait pas manquer de savoir. » — C'était la pure vérité. J'avais effectivement refusé ma porte à ce personnage qui était arrivé à Sofia lors de la mobilisation et qui avait envoyé à sa gazette des télégrammes absurdes, injurieux pour le Gouvernement bulgare et malveillants pour la légation de Russie. Il faut cependant remarquer qu'un de mes sous-ordres secondaires, individu essentiellement méprisable et intrigant, s'était permis de présenter ce journaliste, à mon insu, à Danev et lui avait probablement fourni quelques détails sur la Cour de Sofia, détails qu'il avait pu puiser lui-même dans son intimité avec la domesticité du Palais. Ce même individu espionnait ses chefs, — les ministres de Russie, — pour le compte du roi Ferdinand.

Ma réponse ayant coupé court au chapitre du correspondant et du pamphlet, Ferdinand mit la conversation sur le terrain politique et commença à m'adresser sur un ton d'amère ironie des questions sur les intentions ultérieures de la Russie à l'égard des stipulations du traité de Bucarest. « Qu'a-t-on décidé chez vous au sujet de Kavala? Quoi au sujet de la rive gauche du Vardar? » et comment concilier notre abandon manifeste de la Bulgarie avec le télégramme dans lequel, au nom de

(1) Profondément indigne.

Sa Majesté l'Empereur, on avait promis de protéger la Bulgarie contre trop d'humiliation et d'abaissement? Cette fois, le coup était bien porté et il m'était impossible de le parer par des explications vraiment plausibles. Mais étant à mon tour « glouboko vosmouchten » par le ton si parfaitement inconvenant que le Roi se croyait permis à l'égard du ministre impérial de Russie, je lui répondis : « Sire, les Bulgares se sont eux-mêmes attiré leurs malheurs et ont obligé la Russie à renoncer à toute tentative de leur venir en aide. Et votre Majesté sait mieux que n'importe qui, quand fut porté le coup irrémédiable aux intérêts de la Bulgarie : c'était le 16/29 juin dernier. Votre Majesté sait, aussi bien que moi, que je n'ai été pour rien dans cette journée de malheur, dont j'ai été la première dupe. » Ferdinand me lança son plus mauvais regard, mais se contint et, après un court silence et sans lever les yeux, dit : « Oui, cela a été une grande faute. » Puis, il se leva et prit congé de moi. Je ne l'ai pas revu depuis.

Du cabinet de travail du Roi, je fus conduit dans les appartements de la reine Éléonore. Là, m'attendait un accueil d'un tout autre genre, quoique non moins original. La Reine, à peine les saluts d'usage échangés, me posa à brûle-pourpoint la question : « Dites-moi, monsieur le ministre, comment tout cela a pu arriver? » Je répondis très franchement à Sa Majesté que je me permettais de considérer, comme une des raisons de la catastrophe politique de la Bulgarie, l'absence de confiance du Roi à mon égard. Dans toutes nos conversations, dans tous les conseils que je croyais devoir lui adresser, je ne me laissais guider que par le bien réel de la Bulgarie. Dès mon arrivée à Sofia, j'avais toujours et carrément refusé d'agir contre le Roi ; et pendant ce même temps, Sa Majesté travaillait derrière mon dos et souvent contre moi personnellement... — « Mais en qui donc a-t-il jamais eu confiance? s'écria la Reine. Il se défie même de moi ! » Je ne me souviens plus de ce que je répondis à la Reine, mais involontairement, j'élevai un peu la voix... « Chut! au nom du ciel, parlez plus bas, » interrompit la pauvre Reine, en jetant un regard furtif vers l'une des portes du salon; *c'est la chambre la plus dangereuse du palais!...* »

Éléonore me fit ensuite ses doléances sur la conduite des Roumains dans les environs de Varna, cette ville qui lui était particulièrement chère. « Cela m'est particulièrement pénible

par rapport à la reine Élisabeth. *Nous sommes deux princesses allemandes sur des trônes balkaniques* et, malgré cela, voilà nos peuples qui sont devenus tellement ennemis l'un de l'autre! Vous savez sans doute les horreurs qu'ont commises les Roumains dans les environs de Varna aux dépens d'une malheureuse population que je connais si bien et que j'aime tant!... Des jeunes filles, monsieur le ministre!... Si maintenant nous avions une nouvelle et vraie guerre avec la Roumanie, je serais capable de m'atteler moi-même à un canon, tellement j'ai d'indignation contre eux! » Ici, malgré le ton sincèrement tragique de la Reine, je pus, avec grand'peine, réprimer un accès d'hilarité : je me représentais ma pauvre interlocutrice dans le rôle si nouveau de cheval de trait d'artillerie et du côté opposé la respectable Carmen Silva obligée de concourir aussi à la traction des pièces ou des munitions... Je me hâtai de faire passer la Reine à un sujet moins scabreux... « Lorsque vous verrez l'Empereur, me dit-elle pour terminer, veuillez lui transmettre mes plus sincères saluts. Vous savez combien je l'aime, lui et tous les siens; et je continue à leur être cordialement dévouée, malgré tout ce qui s'est passé. » Là-dessus je pris congé de la reine Éléonore et pour toujours; elle mourut trois ans après.

En retournant en Russie, je passai quelques jours à Vienne. Je connaissais jadis très bien cette ville, mais depuis mon long séjour à Paris je n'y étais plus revenu sauf en passant. Cette fois la gaie capitale autrichienne, où j'arrivai en pleine saison, me fit un effet déprimant. Tout avait un air de gêne, et la naïve et gaie bonhomie qui avait été de tout temps le trait caractéristique des Viennois de toutes les couches sociales, semblait avoir complètement disparu. Je fis part de cette impression à quelques-uns des membres de notre ambassade. « Est-ce vraiment ainsi? leur demandai-je, ou bien ai-je tellement vieilli entre temps, que tout me semble vieilli et terni autour de moi? » — « Mais pas du tout, me répondit-on. On ne peut plus reconnaître Vienne, et la cause en est dans la profonde inquiétude qui y règne. Personne ici n'est sûr du lendemain. Toutes les affaires chôment et un tas de monde s'est ruiné à la Bourse. Tout le monde craint la guerre. Cela a commencé en 1909 déjà, mais actuellement c'est arrivé à un vrai paroxysme. Plusieurs grands financiers disent tout haut

que ce serait mieux si la guerre venait enfin à éclater, car cette attente des événements et cette incertitude continuelle sont plus ruineuses que tout. Mais en somme, tout le monde craint la guerre. »

LE DERNIER HIVER DE SAINT-PÉTERSBOURG

A la mi-janvier vieux style, j'étais à Saint-Pétersbourg. Jamais le Pétersbourg mondain et riche ne s'était amusé comme au cours de ce *dernier* hiver. Dans le grand monde les fêtes se succédaient. Bals costumés, bals en perruques de couleur, fêtes aux ambassades et dans les Palais des Grands-Ducs. Théâtres et restaurants se remplissaient tous les soirs d'un brillant public. On jouait beaucoup à la Bourse dans tous les rangs de la société, toutes les valeurs étaient en hausse, le public gagnait généralement et escomptait de nouveaux gains.

J'ai encore présent à la mémoire le magnifique bal costumé donné par la comtesse de Kleinmichel, les salles remplies du beau monde de Pétersbourg et le beau vestibule à colonnes par lequel faisait son entrée le quadrille persan, le clou de la soirée. Au son d'un bel orchestre se déroulait sur les marches de l'escalier, pareille à un serpent à mille reflets, la « *théorie* » de seize belles jeunes femmes et d'autant de cavaliers se tenant par les mains et faisant parade des plus beaux brocarts et des plus belles fourrures, des plus magnifiques joyaux et des plus précieuses armes orientales. La grande-duchesse Cyrille et le grand-duc Boris conduisaient le quadrille auquel prenaient part, — triées sur le volet, — les plus jolies et gracieuses représentantes du cercle des jeunes dames que j'avais surnommées « les bayadères du culte des grands-ducs. » Les cavaliers appartenaient pour la plupart aux plus brillants régiments de la Garde. Six mois plus tard la moitié de ces beaux jeunes gens, — et tant d'autres encore qui dansaient et s'amusaient à ce bal, — tombaient morts ou grièvement blessés sur les premiers et glorieux champs de bataille de la Prusse Orientale.

Au moment où j'admirais tout ce brillant spectacle, je me trouvai, en tournant la tête, à côté du comte Witte que je n'avais pas revu depuis 1910. « Ah! bonsoir! — Bonsoir! — Depuis quand êtes-vous arrivé? — Depuis une huitaine de jours. — Quel magnifique coup d'œil! — Oui, ravissant. Mais

dites, cher Comte, ne vous semble-t-il pas assister au « Festin pendant la peste » (1) ou plutôt « avant la peste?... »

A peine avais-je articulé ces paroles, que le visage de Witte prit une expression terriblement soucieuse... Il me saisit par le bras en s'écriant : « Alors, vous aussi vous avez cette impression?... — Mais bien certainement. Depuis que je suis à Pétersbourg, je ne puis me défaire de ce sentiment... — Je crois bien! je crois bien! reprit avec vivacité le comte. Nous allons Dieu sait où, Dieu sait à quel précipice. Il est impossible de continuer ainsi... » En ce moment, la maîtresse de la maison s'approcha de Witte, lui proposant de faire un bridge à la table de l'une des grandes-duchesses présentes. On me mit à une autre table et je n'ai pu savoir ce qui faisait l'objet des appréhensions si sincères du célèbre homme d'État : était-ce la guerre ou la révolution? Moi personnellement, je redoutais la guerre. Ce fut d'ailleurs ma dernière rencontre avec le comte Witte, qui mourut à Pétersbourg un an et demi plus tard.

Quelques jours après, c'était l'élégant bal de la comtesse Betsy Schouvaloff dans le cadre splendide de son hôtel de la Fontanka, ancien palais de la célèbre Marie Narichkine, née Czetwertynska, la maîtresse attitrée d'Alexandre Ier; palais tout rempli d'œuvres d'art du XVIIIe siècle et réunissant le luxe élégant des Narichkine et des Schouvaloff, — les favorites et les favoris d'une époque où la noblesse russe, devenue d'un coup européenne, se jeta à corps perdu sur les jouissances d'art et de luxe d'un siècle de raffinement et d'élégance presque classique. Hélas! qu'est devenu ce bel hôtel? On le dit dévasté, saccagé, comme tant d'autres palais de Pétersbourg, les objets d'art brisés, anéantis ou bien vendus à l'Allemagne ou en Amérique.

Le pari insensé engagé par Pierre le Grand semblait être gagné et même au delà de ce que pouvait s'imaginer le plus grand des réformateurs barbares. Au milieu des neiges et des glaces, dans un désert marécageux, habité par quelques Finnois demi-sauvages, — les arts, les sciences, toutes les élégances et tous les artifices de la civilisation s'étaient donné rendez-vous : des bibliothèques et des musées célèbres, des théâtres fameux avaient ouvert leurs portes dans un décor de puissance et de

(1) Scène dramatique en vers très connue de notre célèbre poète Pouschkine.

force presque uniques au monde... Et, subitement, les ténèbres se firent au-dessus de tout ce décor, un vent souffla, un tremblement du sol qui semblait si mou et si inoffensif souleva comme une vague le pays, et nous ne savons même pas ce qui subsistera de toute cette floraison de culture et de vie lorsque poindra enfin un jour nouveau sur la désolation si souvent et si inutilement prédite...

Mais j'ai hâte de m'éloigner de cette méditation lugubre, et de revenir dans les salons brillamment éclairés de la comtesse Schouvaloff. Parmi les augustes personnages qui s'y étaient rendus, je rencontrai le prince Alexandre de Serbie qui était arrivé quelques jours auparavant à Saint-Pétersbourg. Le Prince me prit à part et, après m'avoir dit quelques paroles sincèrement aimables, m'adressa la question suivante : « Dites-moi, je vous prie, monsieur Nékludoff, votre opinion : peut-on, après tout ce qui est arrivé, espérer encore la reprise de relations amicales ou pour le moins de bon voisinage entre la Serbie et la Bulgarie? Ou bien les Bulgares resteront-ils pendant longtemps encore nos plus irréconciliables ennemis? Vous connaissez la Bulgarie mieux que qui que ce soit, et c'est pourquoi je tiendrais tout particulièrement à connaître votre opinion. » Je remerciai le Prince royal de sa flatteuse confiance et lui dis très franchement que je croyais les relations entre Serbes et Bulgares radicalement compromises pour de longues années; j'ajoutai que la Serbie, en conduisant sa politique, ne devait pas perdre un seul instant de vue qu'elle avait à ses côtés un ennemi irréconciliable et ne vivant que de l'espoir d'une éclatante vengeance. « C'est très triste, fis-je en manière de conclusion, il faudrait tâcher d'y remédier peu à peu; mais c'est un fait, et en politique il faut se fonder avant tout sur les faits. — C'est aussi mon avis, acquiesça le prince Alexandre; ici, on m'assure de plusieurs côtés qu'il serait facile de se rapprocher de nouveau des Bulgares et de s'accorder avec eux; mais alors, je dois avouer que je n'en crois rien et votre opinion me prouve que j'ai raison. »

Lorsque j'évoque ces conversations étranges et significatives tenues dans un décor de fête et au son d'une musique de bal, je me dis que Mme Bovary n'avait pas tout à fait tort lorsqu'elle se représentait les diplomates comme des gens « qui, — le sourire aux lèvres et la mort dans l'âme, — se chuchotent à

l'oreille, au milieu des festins et des fêtes, de terribles secrets. »

Le dernier grand bal auquel j'ai assisté, était celui de l'Ambassade d'Allemagne. En entrant dans ces salons ornés et surchargés de dorures, de marbres précieux et de bronzes et présentant le spécimen le plus fastueux du plus détestable goût berlinois, je ne pouvais certes m'imaginer que moins de six mois plus tard, une foule furieuse et hurlante y ferait irruption, casserait et briserait toute cette luxueuse installation, maculerait de sang ces parquets si bien cirés et détruirait jusqu'aux revêtements du palais désormais maudit.

*
* *

J'allai, bien entendu, voir M. Kokovtzoff que je trouvai encore plus sombre qu'à notre dernière entrevue à Paris. D'ailleurs en ce moment les questions de politique extérieure étaient reléguées, — momentanément du moins, — au second plan par la question brûlante des monopoles d'eau-de-vie soulevée au sein du Conseil de l'Empire par le comte Witte, dans le dessein évident d'amener la chute de Kokovtzoff et, — qui sait? — d'obtenir peut-être sa succession. A côté de toutes ses sérieuses et respectables qualités de jugement et d'intelligence, Kokovtzoff ne possédait pas la souplesse et le sens subtil des luttes parlementaires; il était trop droit, trop d'une pièce et peut-être aussi trop susceptible pour ce jeu de bascule. Il aurait dû adresser au comte Witte l'insidieuse question : par quoi l'ancien ministre des finances voudrait-il voir remplacer dans le budget, le revenu du monopole des eaux-de-vie, lui qui avait été l'auteur de ce monopole et qui, à l'instar de tous ses prédécesseurs, avait fondé le tiers du budget de l'Empire sur le revenu fourni par l'ivrognerie du peuple? Au lieu de cela, Kokovtzoff se mit à défendre le système du monopole et se fit par là du tort dans l'opinion publique tout comme dans l'esprit de l'Empereur lequel, à cette époque, avait déjà pris la ferme résolution, — hélas! beaucoup trop tardive, — de mettre fin à l'affreuse maladie de la Russie, l'alcoolisme de tout un peuple. Quelques jours plus tard, Kokovtzoff dut quitter les postes de président du Conseil et de Ministre des Finances. Il reçut en partant le titre de comte et une somme de trois cent mille roubles, gratification qu'il s'empressa néanmoins de décliner catégoriquement malgré l'absence presque complète de fortune

personnelle. Il fut remplacé comme ministre des finances par M. Bark, un administrateur de banque intelligent et expérimenté, mais sans plus.

Dans la personne de Kokovtzoff, l'Empereur perdait un conseiller sincère, modéré et scrupuleusement véridique et l'État un financier sérieux et un ministre absolument intègre et « gentleman. » Son départ augmenta encore davantage les périls intérieurs et extérieurs de la Russie. Dans les questions de politique étrangère, Kokovtzow n'avait pas de système préconçu; s'il en avait eu le pouvoir, il eût été enclin, — je le crois, — à subordonner presque complètement ces questions à celles de la prospérité économique de la Russie. Sincère ami de la France et des Français, Kokovtzoff était cependant souvent obligé de tourner ses regards du côté de Berlin, d'abord en vue des intérêts financiers immédiats de l'État et puis à cause de la crainte d'une rupture avec l'Allemagne. Personne autant que Kokovtzoff ne craignait pour la Russie la guerre, car il connaissait et notre manque de préparation militaire et surtout la sourde fermentation révolutionnaire qui pénétrait toujours plus profondément dans les couches populaires et qui gagnait chaque jour du terrain.

Le comte Kokovtzoff fut remplacé, comme Président du Conseil, par M. Gorémykine. Bientôt après sa nomination je visitai ce respectable vieillard et sa charmante et bonne femme. M. Gorémykine se plaignait amèrement de ce qu'on ne le laissait pas finir tranquillement ses jours. Lui et sa femme venaient d'installer très confortablement un des appartements de la maison qu'ils possédaient dans un quartier tranquille et distingué de Pétersbourg. En me faisant faire « le tour du propriétaire, » M. Gorémykine attira mon attention sur un détail : « Voici ma chambre à coucher, me dit-il, voici celle de ma femme, et la pièce qui nous sépare était destinée à la sœur de charité qui viendrait s'installer chez nous pour les maladies, hélas ! fréquentes tantôt de l'un, tantôt de l'autre. Vous comprendrez, rien qu'à ce petit détail, combien il me sera pénible de revenir à mon âge et avec mes infirmités à des fonctions que je connais si bien et qui nécessitent impérieusement des forces et un travail de toutes les heures. » — Et en effet, pendant les deux années et demie que Gorémykine resta cette fois au pouvoir, — jusqu'à ce que cet honnête homme fût

remplacé par un Sturmer, — il ne fut que le simulacre de premier ministre, et la machine gouvernementale travailla le plus souvent en dehors du Président du Conseil. Cela faisait précisément l'affaire de toute espèce d'aigrefins et de personnages louches qui commençaient à cette époque à pénétrer même jusqu'aux marches du trône et qui étaient enchantés de l'absence à la tête du pouvoir officiel d'une direction ferme et d'une volonté implacable.

*
* *

J'allai comme toujours, lorsque je venais à Pétersbourg, faire une longue visite à notre ancien ambassadeur à Constantinople, Mr. Zinovieff. Il avait été d'ailleurs l'un de mes prédécesseurs à Stockholm et je venais recueillir avec intérêt ses impressions et ses opinions sur les hommes et les choses de la Suède. Il avait aimé le pays et il y avait été populaire et apprécié.

De la Suède nous passâmes tout naturellement aux questions de la politique générale. « Écoutez, M. Nékludoff, me dit avec sa franchise habituelle le vieux et distingué diplomate ; que fait-on chez nous ? Nous allons tout droit à la guerre. On arme en Allemagne, en Autriche et en Turquie, on ronge avec rage son frein à Sofia, et nous avons l'air de ne pas du tout nous en apercevoir ! Si vous *leur* disiez donc tout ce que vous venez de me dire à moi ; *ils* devront vous écouter. — D'abord je l'ai dit et *écrit* à plusieurs reprises au ministère. Et puis, n'oubliez pas, mon cher ambassadeur, que dans le moment actuel je suis l'homme qui a subi un échec ; à tort ou à raison, cet échec on me l'impute ; alors j'ai encore moins de crédit que je n'en avais auparavant. Pourquoi ne confiez-vous pas vos pensées et vos préoccupations à M. Sazonoff ? Il vous a, je le sais, en bien grande estime. — Mais j'ai parlé à plusieurs reprises ! Que voulez-vous, *ces jeunes gens* ne veulent pas m'écouter... (Les *jeunes gens* avaient à cette époque cinquante ans bien sonnés, mais l'excellent M. Zinovieff en avait près de quatre-vingts). — J'estime beaucoup M. Sazonoff, continua mon aimable interlocuteur ; c'est un gentleman accompli, il a beaucoup d'esprit et de culture et, — malgré sa *jeunesse*, — pas mal d'expérience ; il juge les hommes et les choses remarquablement, *surtout quand il les juge lui-même et par lui-même ;* il

a su mériter la parfaite confiance de nos alliés; on l'estime particulièrement en Angleterre, ce qui n'est pas chose facile pour un ministre russe. Mais son optimisme; son optimisme! C'est là la seule chose que je déplore en lui et que je crains pour lui et pour nous tous! — Vous venez de dire, mon cher ambassadeur, repris-je, que notre ministre juge parfaitement bien quand il juge lui-même et par lui-même. C'est absolument vrai. Mais pour se former un jugement sur la situation générale, il doit cependant considérer les avis de nos agents à l'étranger, — à commencer par les ambassadeurs; si ceux-ci lui présentent les choses sous un jour favorable, il est tenu de les croire, à moins d'avoir des raisons sérieuses pour se défier de leur opinion. Puis à côté du ministre il y a toujours les bureaux. Et puis, surtout, il y a les ingérences de gens irresponsables et pourtant puissants, qu'il ne faut pas oublier!... — Ah oui, ces ingérences! A qui le dites-vous? » s'écria le vieil ambassadeur en levant les bras au ciel...

Et en effet, les rapports de nos représentants à l'étranger étaient bien peu alarmants à cette époque. Au mois de mars, — le 17 si je ne me trompe, — l'Ambassadeur de France à Berlin, M. Jules Cambon, écrivait sa fameuse dépêche qui était un cri d'alarme et qui prévoyait tout ce qui allait arriver; cette pièce fut suivie par des rapports d'autres représentants français, rapports tout aussi prophétiques. Toutes ces dépêches figurent dans le *Livre jaune* français sur les origines de la guerre. On en chercherait vainement dans notre *Livre orange* ayant trait au même sujet. Il n'y en avait pas non plus dans les lithographies qui étaient communiquées aux représentants russes à l'étranger. Peut-être y a-t-il eu des lettres très confidentielles et qui n'ont pas été lithographiées. Mais alors pourquoi ne les a-t-on pas publiées dans le *Livre orange*, afin de faire voir au public la vigilance et la perspicacité de nos représentants aux postes les plus dangereux et les plus responsables? — Tout cela constitue pour moi jusqu'à ce jour une énigme.

A. Nekludoff.

LES LETTRES
DU CARDINAL MERCIER
AU GOUVERNEMENT ALLEMAND

Pendant les cinquante et un mois, si longs et si pleins, qui nous acheminaient à l'Arc de Triomphe, les Belges durent à leurs malheurs mêmes ce privilège unique, de pouvoir observer au jour le jour les étapes d'une autre victoire, remportée par l'Idée sur la force; par la justice, sur la fausse légalité; par la rectitude, sur la ruse; par l'âme, sur la matière. A Bruxelles, l'Allemagne, armée d'un arbitraire absolu, décidée à n'user de la clémence que comme d'un moyen de règne, cruellement fière de pouvoir répondre aux résistances par la mort. A Malines, un vieillard, le cardinal Mercier, qui prenait sur lui-même, vis-à-vis du pouvoir occupant, tous les péchés faussement imputés à son peuple; et qui, sans jamais se laisser humilier sous un tel fardeau, redisait sans cesse à l'Allemagne le caractère provisoire de son règne; et qui appuyait ses protestations sur des principes éternels, antérieurs aux violences allemandes et destinés à survivre à toutes les philosophies d'outre-Rhin.

Le duel de ces deux puissances nous était connu, jusqu'ici, par certains cris de ralliement : lettres pastorales, discours épiscopaux, recueillis sous cet auguste titre : *Per crucem ad lucem.* Et nous avions joui, jusqu'au plus profond de nos consciences, de ces instants de revanche, qui ne laissaient pas prescrire les droits de l'âme humaine. Mais dans les intervalles, que s'était-il passé? Quelles avaient été les besognes du cardinal? Quelles avaient été ses angoisses? Il nous semblait que ces lettres pasto-

rales, que ces discours, étaient déjà, au sein même de l'oppression, des bulletins de sereine victoire; mais nous ne savions rien de l'escrime qui les avait précédés et suivis.

Nos curiosités sont désormais satisfaites : une publication de M. Fernand Mayence, professeur à l'Université de Louvain, place sous nos regards la correspondance échangée entre le cardinal Mercier et le gouvernement allemand durant l'occupation (1). Une trame d'indications historiques, sobres et substantielles, relie ces divers documents : au jour le jour, devant nous, le cardinal est aux prises avec l'Allemagne.

I. — PREMIERS CONTACTS AVEC L'ALLEMAGNE : L'ÉVOCATION DU CRIME

Au début de septembre 1914, von der Goltz s'installait à Bruxelles, comme premier gouverneur général. Un certain nombre de communes belges étaient veuves de leurs prêtres, de leurs instituteurs, déportés en Allemagne, sans raison, dans le terrible mois d'août; et beaucoup de familles tremblaient que les jeunes gens qui allaient atteindre à l'âge de servir ne fussent emmenés à leur tour, et peut-être incorporés dans l'armée des bourreaux. Les pouvoirs publics légitimes, du haut des falaises de Sainte-Adresse, perpétuaient vis-à-vis de l'univers la personnalité d'une nation bâillonnée, et dont l'épée royale gardait héroïquement le dernier lambeau de terre. Mais ces communes lésées, ces familles angoissées, avaient besoin d'un interprète qui fût au milieu d'elles, et qui sût se faire craindre : le cardinal Mercier fut cet interprète. Dans la Belgique d'alors, il n'y avait plus de partis, il n'y avait qu'une souffrance, collective, unanime. Parce qu'archevêque, il se sentait le père de toute cette souffrance. Et parce qu'archevêque, aussi, il estimait qu'en se faisant l'avocate d'un peuple accablé, sa voix ne devait jamais se départir de cet accent de souveraineté que sur les lèvres de l'Église les faibles ont toujours aimé.

Le cardinal vit von der Goltz, réclama le rapatriement des déportés, le respect de la nationalité belge dans la personne des jeunes gens belges. Le lendemain, von der Goltz se rendait chez lui, déclarait qu'il travaillait au rapatriement et promettait, sans vouloir engager ses successeurs, que son administra-

(1) Paris, Gabalda; Bruxelles, De Wit.

tion ne toucherait pas aux jeunes gens. Puisse la vie normale, ajoutait-il, recommencer sans trop tarder!

Quelques jours plus tôt s'était déroulée la « tragédie d'Aerschott, » la féroce fusillade de cent quarante-neuf civils; et von der Goltz soupirait vers la « vie normale. » Le cardinal, alors, évoqua ces atrocités, fit sentir qu'elles ne pouvaient être oubliées. Von der Goltz fut visiblement embarrassé. Venu pour répondre à une requête, il devait subir un réquisitoire. C'était le cardinal qui dirigeait l'entretien et qui contraignait l'Allemand d'écouter la protestation des morts. Son dialogue avec les autorités occupantes affectait, dès ce jour-là, l'allure qui toujours devait les tenir en échec. Souvent elles lui diront : Nous sommes chez vous, collaborons. Et régulièrement il objectera : A quel titre êtes-vous chez nous? et une fois entrés, qu'y avez-vous fait? Il ne se fût pas comporté en évêque, s'il eût permis à la pécheresse qu'était l'Allemagne de passer elle-même l'éponge sur ses propres crimes en disant allègrement : Reprenons la vie normale.

Le 8 décembre 1914, un pli lui parvenait, envoyé par le cardinal von Hartmann, archevêque de Cologne. Le prélat rhénan exprimait l'espoir, — qui jamais ne se vérifia, — que les prisonniers flamands recevraient bientôt des aumôniers de leur langue; mais le but de son message était d'annoncer à l'archevêque de Malines le remplacement de von der Goltz par un « homme intelligent, circonspect, juste et bienveillant, » nommé von Bissing, qui « aurait à cœur de répondre aux désirs des évêques. » A cette assurance, le cardinal von Hartmann joignait la lettre qu'il venait de recevoir de von Bissing lui-même. Le nouveau gouverneur général y disait :

Dans une grande partie de la Belgique, le clergé catholique représente une force dont on ne peut méconnaître l'importance; aussi ne voudrais-je pas manquer d'entrer en relations avec lui et avec ses chefs. J'espère persuader le cardinal de Malines que je suis décidé à tout faire pour donner satisfaction à l'Église catholique; mais d'autre part je compte bien qu'il reconnaîtra le vif désir qui m'anime d'attacher une importance capitale, tout en sauvegardant, bien entendu, les intérêts militaires, au soulagement des misères que les circonstances actuelles ont créées en Belgique.

Le lendemain même, von Bissing en personne écrivait au

cardinal que les prêtres déportés allaient être rapatriés. — Et les laïcs? interrogeait immédiatement, dans une lettre rapide, le secrétaire de l'archevêché. Von Bissing ainsi sentit aussitôt, en réponse à ce qu'il considérait, lui, comme une faveur, que le cardinal ne se jugerait jamais satisfait par des mesures qui sépareraient l'Église belge de l'ensemble du peuple belge. L'Allemagne eût aimé pouvoir lui parler, uniquement, de l'organisme confessionnel dont il était le chef; elle ignorait qu'en face d'elle, comme en face des barbares du ve siècle, un évêque voulait et devait être le défenseur de tous.

Le 16 décembre, cardinal et gouverneur s'abordèrent : von Bissing assura qu'il allait réclamer la libération des laïcs; il annonça qu'entre le métropolitain de Malines et ses suffragants, les communications désormais étaient libres. Le cardinal remercia; mais de peur que von Bissing n'attachât à son merci la valeur d'une amnistie, il ajouta que les Belges n'oublieraient jamais les horreurs passées. Et non content de l'avoir dit, il tint à le redire, le 28 décembre, dans une exposition écrite de ses sentiments :

Mon estime pour la personne de Votre Excellence, ma reconnaissance pour le souci qu'Elle témoigne des intérêts religieux du pays sont profondément sincères. Mais M. le gouverneur général von Bissing représente chez nous une nation usurpatrice et ennemie, en face de laquelle nous affirmons notre droit à notre indépendance et au respect de notre nationalité. Au surplus, en ma qualité de représentant des intérêts moraux et religieux de la Belgique, je proteste contre les injustices et les violences dont mes compatriotes ont été les innocentes victimes.

La même enveloppe qui recouvrait cette lettre en renfermait une autre, destinée à l'archevêque de Cologne. Tout en se déclarant satisfait de son premier contact avec von Bissing, le cardinal proclamait avec l'accent d'un juge : « La bienveillance relative dont nous sommes aujourd'hui l'objet n'absout pas les crimes dont les Belges ont si atrocement souffert. » Le chancelier von Bethmann, retournant les rôles, venait d'affirmer, devant le *Reichstag*, que les Belges avaient eu, à l'endroit des Allemands, des « procédés jurant avec toutes les lois de la civilisation. » — « Mensonge monstrueux! » signifiait l'archevêque de Malines à l'archevêque de Cologne ; et sans ambages, il établissait, avec des preuves, que ce qui avait juré avec toutes

les lois de la civilisation, c'étaient les procédés des Allemands à l'endroit des Belges.

Au lieu d'expédier à Cologne cette lettre éloquente et gênante, von Bissing la mit dans son tiroir : il interceptait ainsi le commerce entre deux princes de l'Église, dont l'un était son compatriote. De son premier contact avec le cardinal Mercier, l'infortuné vainqueur gardait cette impresion, que le souci même d'obtenir le redressement des injustices réparables n'étoufferait jamais, sur les lèvres de ce prêtre, les protestations contre ce qui demeurait inexpiable.

II. — LA PASTORALE : « PATRIOTISME ET ENDURANCE » VON BISSING A L'ASSAUT DES CHAIRES

Il apprit soudainement, au 1er janvier 1915, que toutes les chaires du diocèse répercutaient les protestations cardinalices. Une lettre pastorale venait de paraître, qui s'intitulait : *Patriotisme et endurance :* les curés avaient ordre de « la lire intégralement aux fidèles, sans omissions ni coupures, quel que fût le pouvoir qui interviendrait pour donner des ordres contraires. » Trois officiers, le 2 janvier, survinrent au palais archiépiscopal : von Bissing les chargeait de représenter à Son Éminence que la pastorale excitait les populations. — Elles souffrent, expliqua le cardinal ; je leur ai dit que je souffre avec elles. — Von Bissing jugeait spécialement inacceptable qu'un archevêque enseignât aux Belges que le pouvoir envahisseur n'était pas une autorité légitime et que dès lors, « dans l'intime de leur âme, ils ne lui devaient ni estime, ni attachement, ni obéissance. » — Mais assurément, insista le cardinal, le pouvoir occupant n'est pas l'autorité légitime. A ce pouvoir, on ne doit que le respect et l'abstention de tout acte d'hostilité ; rien de plus, et j'ai toujours prêché cette abstention. — Von Bissing faisait exprimer sa surprise que l'auteur de la pastorale eût jugé nécessaire de rappeler aux fidèles certains « faits anciens, » les faits du mois d'août. — Leurs souffrances, reprit le cardinal, sont le résultat de ces faits ; comment affecterais-je de les ignorer? — Von Bissing faisait connaître son mécontentement que l'écrit cardinalice n'eût pas été soumis à la censure. — La réponse fut : « C'est un règlement que j'ignorais. »

Les trois officiers rentrèrent à Bruxelles. Le soir même, un

télégramme prohibait au prélat le voyage d'Anvers, projeté pour le lendemain; et des émissaires allemands, s'éparpillant dans le diocèse, troublaient d'un bruit provocateur le repos nocturne des villages et des presbytères, pour y saisir la pastorale, et pour édicter qu'elle ne serait pas lue.

Il n'était que sept heures du matin, le 4 janvier, lorsque l'adjudant von Strempel sonnait chez le cardinal, porteur d'un message de von Bissing. Le gouverneur général notifiait qu'il se refusait à transmettre à l'archevêque de Cologne une lettre « blessante pour l'Allemagne, » qu'il retirait au cardinal ses facilités de circulation, et qu'il lui demandait d'interdire à son clergé la lecture et la diffusion de la pastorale. En outre, il exigeait de savoir par quelles voies l'autorité archiépiscopale de Malines correspondait avec Albert Ier et George V, et pourquoi cette autorité, d'accord avec l'Angleterre, ordonnait des jours de pénitence. La consigne de l'adjudant était de rester à l'archevêché jusqu'à ce que fût rédigée la réponse. — Je lis mal ces caractères gothiques, lui dit le cardinal en lui rendant la lettre de von Bissing. — L'adjudant, très empressé, la transcrivit en caractères latins. Repassez dans la soirée, pria le cardinal. — J'ai ordre de rester là. — Je vous donne ma parole d'honneur que je ne sortirai pas de mon archevêché : me prenez-vous pour un brigand? — J'attendrai, je ne suis pas pressé.

Onze heures sonnaient, déjà, à l'horloge de Saint-Rombaut : von Strempel, depuis quatre heures, se cramponnait à son siège, avec l'espoir qu'une fois séquestrée, la liberté du prélat fléchirait plus complaisamment. Voici une lettre, fit le cardinal : il y priait von Bissing qu'on le laissât en paix jusqu'au soir, six heures : la réponse alors serait prête. L'adjudant, par téléphone, prit les ordres de Bruxelles; les ordres furent : Attendez la réponse, à Malines même. Autour du cardinal, les conseillers s'agitaient; certains craignaient pour lui la prison, l'exil; des avis divergents s'esquissaient. Il émigra vers un autre conseiller, dans sa chapelle; il se recueillit longuement, et puis rédigea sa réponse.

On ne voulait plus qu'il sortît de son diocèse : il n'en sortirait plus. On prétendait qu'il avait poussé à la révolte; c'était le contraire, il avait dit à ses ouailles : « Vous devez, dans vos actes extérieurs, respecter les règlements du pouvoir occupant, sous la seule réserve de votre conscience chrétienne et de votre

dignité patriotique. » La révolte, n'était-ce pas plutôt le pouvoir occupant qui risquait de la soulever par ses irruptions nocturnes dans les presbytères? Le cardinal pressait von Bissing; d'interpellé, il se faisait interpellateur : — Voulez-vous m'empêcher d'agir par la voie de la persuasion, et agir vous-même par la voie de l'intimidation? Alors, « je ne puis plus répondre, avec assez d'assurance, de l'ordre général, et, dans ce cas, je n'insisterais pas pour astreindre mon clergé à reprendre, malgré votre interdiction, la lecture de ma pastorale, et à la répandre dans les foyers. » — Quant à l'indiscrète question sur ses relations avec son roi ou les souverains étrangers, il la repoussait d'un mot : « Ce sont là des actes de ma vie privée. »

Chaque fois que le clergé belge sera accusé de troubler l'ordre public en fortifiant le patriotisme des fidèles, son primat maintiendra que le moyen de les aider à supporter leurs souffrances sans révolte est de montrer qu'on les comprend. Mais cette nuance échappera toujours à von Bissing : dans les satisfactions données par la prédication chrétienne aux tressaillements du for intérieur, il ne cessera jamais de voir des menaces pour l'ordre extérieur.

Une fois en possession de la réponse cardinalice, il la tortura, la déforma. Le 7 janvier, dans une circulaire, il essaya d'insinuer aux prêtres que leur chef spirituel l'avait laissé libre, lui pouvoir occupant, d'apprécier si la pastorale pouvait exciter les esprits, et qu'en cas d' « appréhensions » de sa part, l'auteur de la pastorale n'insistait pas pour la diffusion. Les prêtres flairèrent l'astuce allemande : Mgr Évrard, doyen de Sainte-Gudule, vint s'éclairer à Malines. Le cardinal lui dicta :

> Ni verbalement ni par écrit, je n'ai rien retiré et ne retire rien de mes instructions antérieures, et je proteste contre la violence qui est faite à la liberté de mon ministère pastoral. On a tout fait pour me faire signer des atténuations à ma lettre; je n'ai pas signé. Maintenant, on cherche à séparer mon clergé de moi en l'empêchant de lire. J'ai fait mon devoir; mon clergé doit savoir s'il va faire le sien.

Le dimanche 10 janvier, tout le clergé fit son devoir : la pastorale fut lue. Le cardinal demeurait invaincu, avec ses prêtres derrière lui. Trois fois de suite, en janvier et février 1915, il remémorait à von Bissing les forfaits du premier

mois de guerre, en demandant que la question des prêtres belges fusillés fût soumise à une commission moitié belge, moitié allemande, présidée par un neutre. Von Bissing s'esquivait, et croyait peut-être faire preuve d'esprit de finesse en réclamant du cardinal que les documents relatifs à des religieuses outragées par les soldats allemands fussent remis à l'autorité allemande, et que l'archevêché de Malines aidât à faire la lumière. Von Bissing faisait bon marché de la pudeur des religieuses : le cardinal fit effort pour qu'il le comprît. Mais évidemment von Bissing comprit mal, car il répliqua : « Nous éprouvons les mêmes sentiments de pudeur, moi et tous ceux qui ont à cœur l'honneur et le bon renom des soldats allemands. »

Von Bissing, ensuite, eut la prétention de faire signer à tous les prêtres un papier par lequel ils s'engageraient à « ne rien entreprendre qui pût nuire à l'administration allemande. » Le paiement des traitements était subordonné à cette signature. Von Bissing les assimilait ainsi aux fonctionnaires, et déjà un évêque et ses chanoines avaient, disait-il, accepté l'assimilation. Halte-là! intervint, le 27 janvier 1915, le cardinal Mercier : les prêtres ne sont pas des fonctionnaires; leur traitement n'est qu'une indemnité pour l'ancienne sécularisation des biens ecclésiastiques. C'était la théorie épiscopale classique : là encore, le cardinal n'avait qu'à parler en évêque, pour repousser von Bissing.

Les évêques belges, continuait-il, n'ont nullement l'intention de porter atteinte à l'ordre public, et si jamais un membre du clergé était, à cet égard, oublieux de ses devoirs, ou si les autorités allemandes estimaient qu'il l'est, nous ne demandons qu'une chose, c'est que le cas soit déféré à l'évêque du diocèse auquel ce membre du clergé se trouverait appartenir.

Von Bissing n'insista plus pour obtenir les signatures des prêtres : le 17 février, il admit expressément que la déclaration du primat de Malines « liait l'ensemble du clergé belge. » La velléité de traiter les prêtres en fonctionnaires du pouvoir occupant expirait en une reconnaissance explicite du lien qui les unissait à leur métropolitain, et à lui seul.

III. — DEUX VISITES DES ÉMISSAIRES DE VON BISSING : LE DROIT DU PRÊTRE A PRÊCHER LE PATRIOTISME

Le commerce épistolaire tournait mal pour von Bissing : il paradait, puis s'enferrait. Au printemps de 1915, il essaya d'une autre méthode. Mgr Mittendorf, aumônier en chef des armées allemandes de l'Ouest, se fit annoncer à l'archevêché. L'habit ne fait pas le prêtre : sur l'habit, il y avait des galons, dont cet aumônier était l'esclave. Mgr Mittendorf avait une consigne : il tira de sa poche un papier signé von Bissing, et ponctuellement il le lut, à haute voix. Le cardinal voulait le relire, le garder; mais von Bissing avait défendu que cette note écrite lui fût laissée, ni même mise sous ses yeux. Singulière note écrite, que le destinataire ne devait connaître que sous la forme d'une note orale! Von Bissing y demandait si véritablement le cardinal avait écrit à l'archevêque de Paris sans passer par la censure allemande; et il prévenait que, « par amour pour la paix, par déférence pour le Saint-Siège et pour la pourpre, » on ne punirait pas le délinquant, mais qu'au besoin on déférerait le cas au Saint-Siège.

Un prêtre acceptait cette commission vis-à-vis d'un cardinal. « Vous devriez, Monseigneur, lui dit fermement celui-ci, renseigner M. le gouverneur général sur le mouvement d'une administration diocésaine. » Et l'aumônier Mittendorf réapprit ce qu'est un homme d'Église, en écoutant le cardinal revendiquer son droit, comme chef de diocèse, d'écrire librement au Saint-Siège, aux cardinaux. Craignait-on, d'aventure, que d'autres Belges, pour se dérober aux exigences de la censure, ne se prévalussent des immunités spéciales dues à l'office d'archevêque? Mgr Mercier rassurait finement à ce sujet Mgr Mittendorf :

Les Belges ont du bon sens. Vous autres Allemands, après plusieurs mois d'occupation, vous n'êtes pas encore parvenus à comprendre les Belges. Chez vous, un général commande, et tous les cerveaux obéissent mécaniquement. Ici, le bon sens, le souci d'intérêts supérieurs, interprètent les ordres et dictent les attitudes. Les règlements extérieurs sont pour tout le monde sans doute, et c'est en ce sens que je les ai moi-même reconnus. Mais tout le monde les applique en sauvegardant le respect des situations diverses et les obligations qu'elles entraînent.

L'aumônier n'avait qu'à prendre congé, et l'histoire ne dit pas si, en rapportant très respectueusement à von Bissing la note « qui ne devait pas être laissée, » il osa lui rapporter cette leçon. Il y avait évidemment, — cette démarche même le prouvait, — quelque difficulté, pour certains prêtres allemands, à comprendre les susceptibilités belges. Et le cardinal songeait chaque jour à ces prisonniers belges qui là-bas, au fond de l'Allemagne, n'avaient pas d'aumôniers belges, à ces prêtres belges enfermés à la prison de Bruxelles, pour lesquels von Bissing se réputait fort bienveillant en leur accordant, avec le droit longtemps refusé de dire la messe, la faculté de prendre contact avec un confesseur allemand. Au nom de ces consciences tyrannisées, le cardinal protestait, dans une lettre du 14 mai 1915 :

La confession catholique porte sur les choses les plus intimes de l'âme ; et l'aveu, déjà humiliant par lui-même, qu'elle exige, les autorités militaires veulent qu'il soit livré à un homme qui, bon gré mal gré, rappelle au pénitent le pouvoir oppresseur, l'auteur responsable de sa captivité.

Est-ce humain, est-ce chrétien ?

Qu'a donc fait à l'Allemagne cette pauvre Belgique, pour être ainsi torturée ?

La réponse de von Bissing fut un lourd accès de colère : d'une plume qui grinçait, il déclara que de telles expressions étaient « blessantes » et qu'il se verrait forcé de ne plus avoir de rapports écrits avec son Éminence, si elle manquait ainsi d'égards. — On ne m'avait jamais accusé de manquer d'égards dans les discussions, lui écrivit paisiblement le cardinal.

Mgr Mittendorf, en avril, avait mal réussi comme ambassadeur : lorsque, en septembre 1915, l'*Appel à la prière*, adressé par le cardinal aux prêtres et aux fidèles, fit l'effet à von Bissing d'un document séditieux, le gouverneur général se mit en quête d'un autre truchement. Il chargea le baron von der Lancken, chef du département politique, ancien conseiller d'ambassade à Paris, de libeller une série d'observations, et d'aller les porter aux oreilles de Mgr Mercier, sans les lui mettre sous les yeux. Le 8 octobre, von der Lancken lut au cardinal quatre ou cinq pages grand format, les remit dans sa poche, et attendit que l'accusé parlât.

Vous me traitez d'excitateur politique, lui dit en substance

celui-ci. Tire-t-on sur vous? Le pays n'est-il pas resté calme?

Entamant le procès même de cette race germanique qui prétendait lui donner des juges, le cardinal continuait en propres termes :

« Les Allemands ont leurs qualités, assurément ; mais ils manquent de psychologie. Vous croyez que l'on gouverne le monde avec des formules abstraites. Vous vous figurez que le mode de domination qui a pu vous réussir en Allemagne doit vous réussir ici. Vous vous trompez du tout au tout. J'ai passé ma vie dans l'enseignement ; j'y ai appris que pour faire l'éducation d'un jeune homme, il faut le connaître avant de lui appliquer des formules. Légiférer et appliquer la législation, c'est deux. Vous paraissez ignorer ces vérités élémentaires.

Von der Lancken, silencieux, enregistrait ce jugement sur l'Allemagne. Le gouverneur est bienveillant, avait-il dit dans sa note ; pourquoi ne collaborez-vous pas avec lui ! Le cardinal, très maître de lui, très méthodique, abordait cette seconde question :

Il y a, entre M. le gouverneur général et nous, une équivoque fondamentale. Il voudrait nous voir soumis, et nous avons la prétention de rester intérieurement, de cœur et d'âme, insoumis. Nous respectons extérieurement vos règlements, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'ordre public, mais notre obéissance va ailleurs.

L'envoyé de von Bissing dut écouter et supporter, sur les lèvres du prélat, l'éloge de ce « patriotisme militaire » qui poussait les jeunes Belges à fuir pour s'enrôler au service de leur patrie. — Pourquoi les traitez-vous en criminels ? interrogeait Mgr Mercier. Pourquoi frappez-vous le prêtre coupable de ne pas refuser une aide fraternelle à un Belge qui expose sa liberté et sa vie pour aller rejoindre notre armée ? Et puis, brusquement :

Voulez-vous que je vous fasse une confidence ?... Il s'agit d'un personnage, et pas des moindres, de votre entourage. A un prêtre qui s'étonnait de la fréquence des arrestations de prêtres et de religieux, cet homme politique répondit : on se venge sur eux de l'attitude du cardinal. Est-ce de la bienveillance, cela, est-ce de la justice ?

La note de von der Lancken avait fait allusion aux requêtes fréquentes que l'archevêque de Malines adressait à von Bissing. De ce chef, répondit tranquillement son interlocuteur, je ne vous dois aucune reconnaissance ; et il lui rappela les nom-

breuses requêtes repoussées. Mais, parmi tous les griefs qu'avait étalés von der Lancken, le plus grave à ses yeux, quoique le plus puéril, était une prétendue coïncidence entre l'*Appel à la prière* et un léger mouvement de recul des troupes allemandes. Le cardinal demanda en souriant : Ai-je pu prévoir le 12 septembre, en rédigeant cet *Appel*, que le 24, vos troupes reculeraient ? « Je suis un évêque, je ne suis qu'un évêque ; je ne suis pas dans les secrets de notre État-major. »

Deux heures d'horloge, l'entretien dura, et von der Lancken dut emporter ce dernier mot : « Si, par résistance, vous entendez l'appel à la prière pour le triomphe des intérêts sacrés de notre patriotisme, je continuerai à vous résister, sans fléchir. » Mais von der Lancken désirait emporter autre chose; il eût voulu que le cardinal acceptât un cadeau de l'Allemagne. De même que parfois une lettre n'est écrite que pour un post-scriptum, de même tout ce déploiement de griefs emphatiques n'avait peut-être été concerté que pour préparer les voies à une proposition qui voulait être gracieuse. Von der Lancken avait pris congé ; il était sur le pas de la porte. Et subitement, faisant halte, il parla d'un ministre allemand qui, de passage à Malines, avait remarqué, dans le mur latéral de la cathédrale, un trou béant. L'Allemagne était toute prête à donner un peu d'argent pour aider à « cacher » ce trou, pour aider, — von der Lancken se reprenait, — à le « réparer, » et l'Allemagne ne comprenait pas que le conseil de fabrique refusât le subside. Ce malencontreux verbe : « cacher, » avait ingénûment laissé voir que l'Allemagne, sous couleur de générosité, visait uniquement à rendre invisible une trace de sa barbarie. Lorsque dans la cathédrale, le cardinal ne parlait pas, ce trou béant parlait... Von der Lancken eût tant voulu les faire taire l'un et l'autre ! Le cardinal répondit qu'il y avait des dommages plus urgents à réparer, des églises rurales en ruines, et que personne dans le conseil de fabrique n'accepterait cet argent de l'Allemagne : « Nous Belges, termina-t-il, nous sommes chatouilleux ; nous revendiquons nos droits, mais nous n'aimons pas les faveurs. » Von der Lancken sortit, et put, en repassant devant la brèche de la cathédrale, méditer sur la singularité de ces vaincus, mauvaises têtes que rien n'apprivoisait.

Von Bissing apprit, au retour de son émissaire, que la prédication continuerait de servir d'organe aux douleurs patrio-

tiques des fidèles. Ses espions, apostés au pied des chaires, relevaient d'incessants délits ; et leurs oreilles, souvent, commettaient des contresens. Le cardinal, tour à tour, réfutait toutes ces délations. Et puis, à la mi-décembre, interpellant von Bissing sur les douze mois écoulés, il lui disait : Aucun de vos pronostics sinistres s'est-il réalisé ? Y a-t-il un seul Belge qui ait porté un mauvais coup à un soldat allemand ? « Le clergé belge n'est pas étranger à cette noble et calme attitude. »

Von Bissing répondait qu'il demeurait inquiet, et qu'il ne voulait pas de prêches provocateurs. Au surplus, faisant des compliments à sa façon lorsque le cardinal lui en paraissait digne, il lui notifiait après lecture de sa pastorale sur la Toussaint, que « cette nouvelle manifestation se distinguait avantageusement des précédentes. » Elle n'avait pas été soumise à la censure : le von Bissing du mois de décembre, en s'abstenant d'insister pour cette procédure, se « distinguait avantageusement » du von Bissing du début de l'année.

IV. — COMMENT VON BISSING REFUSA QU'ENTRE LE CARDINAL ET LUI L'ALLEMAGNE CATHOLIQUE FUT JUGE

C'était un progrès qui ne devait pas durer. La presse allemande, en février 1916, s'inquiéta d'un bref voyage que faisait à Rome le cardinal Mercier, à la faveur d'un sauf-conduit qu'avait obtenu pour lui Benoît XV. Elle surveillait ses démarches, les dénaturait. L'accueil triomphal dont en Italie, en Suisse, sa personne et sa cause étaient l'objet, devenait un malaise pour Berlin. Il fallait qu'à son retour cet archevêque expiât : pour aviser, von Bissing était là. Le cardinal, rentrant, sentait les nuages s'accumuler sur sa tête ; mais il envisageait le devoir, non le péril. Le devoir, c'était de raffermir parmi les Belges ce patriotisme et cette endurance que depuis 1914 il prêchait, en leur faisant connaître ce qu'au dehors on pensait d'eux. Et dans toutes les chaires, le 12 mars 1916, une grande espérance souffla : les nouvelles déprimantes sous lesquelles les feuilles allemandes de Belgique s'essayaient à courber les courages furent balayées en un clin d'œil par la lettre pastorale qui parlait de Rome, de l'Europe, de l'Amérique, de Dieu. L'Allemagne avait fait de la Belgique une geôle, où rien qu'elle n'eût filtré ne pénétrait : le cardinal, en revenant s'y incar-

cérer, faisait entrer, derrière lui, les échos du vaste monde. Il les laissait faire leur œuvre : en retraite près de Louvain, dans une abbaye bénédictine, l'auteur de ce magnifique *Sursum corda* s'isolait et priait.

Il se dérangea de ses prières, le 15 mars, pour s'offrir comme prisonnier. Von Bissing, ayant fait arrêter l'imprimeur de la lettre : *A notre retour de Rome*, et quatre typographes, reçut le message suivant :

L'impression de la lettre pastorale est mon œuvre, avant d'être celle de l'imprimeur et de ses ouvriers.

Si l'on objectait à Votre Excellence, ou si votre Excellence s'objectait à elle-même, qu'Elle n'a pas qualité pour juger et frapper un évêque et un prince de l'Église agissant dans l'exercice de son ministère pastoral, je prendrais la liberté de lui faire remarquer que, dans le cas présent, ce n'est ni l'évêque ni le membre du Sacré Collège qu'Elle aurait à frapper, mais un particulier qui, spontanément, se substituerait à d'honnêtes et fidèles pères de famille que la loyauté et l'affection lui commandent de couvrir de sa responsabilité.

Un conflit public entre la justice allemande et le cardinal Mercier n'avait rien de tentant pour von Bissing : depuis l'affaire de miss Cavell, les seuls procès qu'aimât l'Allemagne étaient ceux qui semaient la terreur aux alentours sans faire du bruit au loin. Le cardinal eût été un trop redoutable inculpé : l'Allemagne, généralement dédaigneuse des puissances morales, le craignait, lui, à l'égal d'une grande force matérielle. Elle jugea plus prudent de se venger sur l'imprimeur, qu'elle déporta. Mais la lettre subsistait, circulait, mettait de la lumière dans les regards et de l'élan dans les cœurs : von Bissing se fit publiciste, pour y répondre, et toute la presse censurée de Belgique eut ordre de reproduire le réquisitoire de M. le gouverneur.

Dans la pastorale, le cardinal avait affirmé :

La conviction, naturelle et surnaturelle, de notre victoire finale, est, plus profondément que jamais, ancrée en mon âme. Si d'ailleurs elle avait pu être ébranlée, les assurances que m'ont fait partager plusieurs observateurs désintéressés et attentifs de la situation générale, appartenant notamment aux deux Amériques, l'eussent solidement raffermie. Nous l'emporterons, n'en doutez pas, mais nous ne sommes pas au bout de nos souffrances.

« Espoirs non fondés, » ricanait von Bissing ; « déclarations imprécises émanant de personnalités qui sont absolument étrangères aux événements et qu'il est impossible de considérer comme compétentes. »

Le cardinal, pour maintenir dans ses ouailles la confiance en Dieu, leur avait dit :

Imaginez une nation belligérante, sûre de ses corps d'armée, de ses munitions, de son commandement, en passe de remporter un triomphe : que Dieu laisse se propager dans ses rangs les germes d'une épidémie, et voilà ruinées, sur l'heure, les prévisions les plus optimistes !

« Argumentation arbitraire, » grondait von Bissing. Mais il taisait, sans doute, sa plus grande contrariété, la publication, dans la lettre pastorale, de ces mots qu'avait inscrits Benoît XV au bas de l'un de ses portraits : « *Nous sommes toujours avec le cardinal Mercier, et nous prenons part à ses douleurs et à ses angoisses, puisque sa cause est aussi notre cause.* » Von Bissing, ici, faisait contre mauvaise fortune bon cœur : « Je n'empêcherai jamais Votre Éminence, déclarait-il, de transmettre aux fidèles les communications que le Saint-Père désirerait leur faire connaître par son intermédiaire. »

Il semblait bien décidé à ne laisser au cardinal aucune autre liberté. Il renonçait à conférer avec lui sur les écarts de prédication imputés à ses prêtres : « Votre Éminence elle-même, clamait-il, a donné l'exemple de l'insubordination : il s'en suit que son influence est maintenant sans poids. » Quant à discuter sur le sens de la pastorale, il s'y refusait, et signifiait qu'à l'avenir il ne tolérerait plus de la part du prélat aucune propagande politique.

La publicité de ce factum informa tous les Belges que von Bissing ne voulait plus causer avec leur primat. Des caricaturistes furent mobilisés : un d'eux représentait le cardinal sous les traits d'un perroquet, et von Bissing debout, à côté de lui, le doigt levé, lui imposant silence. Le cardinal laissa passer cinq semaines, et le 26 avril 1916 il écrivit au gouverneur :

Ma réponse au réquisitoire est rédigée ; je la tiens à la disposition de Votre Excellence, vivement désireux de la lui envoyer.

Mais spontanément, je ne sais pas me décider à lui faire cet envoi. Je me demande, en effet, dans quel but utile je le ferais.

Serait-ce pour convaincre Votre Excellence ?

Mais Elle m'a prévenu que toutes mes explications seraient non avenues. Elle a jugé que toute discussion serait stérile.

Serait-ce pour éclairer le public belge?

Je ne le pourrais pas, je crains, sans exposer mon imprimeur à un an d'emprisonnement.

Serait-ce pour ma justification personnelle, que je devrais envoyer ma réponse à Votre Excellence ?

Mais ma conscience ne me reproche pas d'avoir en rien transgressé les limites que me tracent mes prérogatives épiscopales. Au surplus, dans l'accomplissement de ma charge de pasteur, c'est de la juridiction du Saint-Siège que je relève, et ma dernière pastorale a suffisamment dit quel accueil a daigné me faire le Souverain Pontife.

Néanmoins je voudrais, Excellence, pouvoir vous envoyer mon mémoire, parce qu'il y a une fraction du public à l'estime et à l'affection de laquelle je tiens et avec laquelle vous seul pouvez me mettre en communication : je veux parler de mes frères, les fidèles, le clergé, les évêques catholiques d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

Ah ! si je pouvais espérer que, en loyal soldat et en juge équitable, vous consentiriez à leur transmettre ma pastorale, votre réquisitoire et mon mémoire justificatif, avec quelle joie je vous ferais parvenir, par retour du courrier, cette dernière pièce du dossier!

Non seulement je me féliciterais de savoir mon honneur protégé; mais surtout je verrais, dans cette communication à des frères que je crois de bonne foi mais dans l'erreur, un moyen lointain de préparer, pour l'ère où la paix sera proclamée, un rapprochement, dans la charité catholique, d'âmes qui souffrent de se sentir si violemment éloignées les unes des autres.

D'une part, une philippique qui brandissait des menaces aussitôt émoussées, et qui dénotait, chez l'occupant, autant de faiblesse que de brutalité; d'autre part, sous la plume cardinalice, un appel très digne, très serein, à cette notion de fraternité qui domine l'Église universelle, et à la puissance de l'intégrale vérité sur des consciences chrétiennes, fussent-elles allemandes. Mais aux suggestions émouvantes du cardinal Mercier, von Bissing répondit non : l'Allemagne officielle ne voulait pas que l'Allemagne catholique fût éclairée.

V. — DÉBATS AVEC VON BISSING SUR LES DROITS DU POUVOIR OCCUPANT.

L'incident fut clos; et von Bissing, malgré l'intention qu'il avait manifestée de ne plus entretenir le cardinal des délits

ecclésiastiques, reprit bientôt la conversation. Il croyait avoir découvert, dans la convention de la Haye, un argument nouveau. Cette convention stipulait, en son article 43, que le pouvoir occupant devait « assurer, autant que possible, l'ordre public et la vie publique. » Von Bissing estimait que les prêtres, en développant dans le peuple belge des sentiments patriotiques, méconnaissaient la situation juridique des populations occupées, telle que la précisait cet article. — Mais non, lui répondait le cardinal : « la patrie belge n'a pas cessé d'être, de droit, une nation autonome, souveraine; le respect et l'amour du sol et des libertés belges sont donc pour nous un honneur et un devoir. Apprécier cet honneur, prêcher ce devoir, fait partie de la mission sociale du clergé. » Au reste, le cardinal lisait l'article 43; il y constatait que le pouvoir occupant devait, « sauf empêchement absolu, respecter les lois en vigueur dans le pays. » Mais alors, pourquoi von Bissing poursuivait-il les délits de prédication, au lieu de « déférer au tribunal ecclésiastique les cas litigieux, par application de la constitution belge? » Et le cardinal réclamait de lui « une large bienveillance, un esprit de réparation, une volonté efficace de réduire au minimum, pour les Belges, les conséquences fâcheuses d'une occupation viciée dans ses origines. » Voilà deux ans que cette occupation durait; mais le cardinal, même dans une requête et surtout dans une requête, tenait à ne point passer sous silence le vice originel qui la tarait.

Von Bissing, longuement, ergota de nouveau sur l'état d'occupation : alors le cardinal, arborant cette convention même de La Haye dans laquelle le gouverneur s'embourbait, lui stipulait hautement, dans une lettre du 12 juillet 1916 :

> Votre conscience est liée par l'engagement qu'a pris votre Empire à La Haye, de ne pas mésuser du pouvoir occupant s'il en devenait un jour le détenteur. Nous sommes impuissants à contenir la force de votre bras militaire ; mais nous avons le droit et le devoir de libérer notre conscience, en vous rappelant que vous rendrez compte un jour, devant le tribunal international de La Haye et devant l'histoire, de l'usage ou de l'abus que vous aurez fait de l'arme du pouvoir.

La voix de la conscience humaine faisait à la conscience allemande la leçon; et le cardinal prenait l'offensive contre le

maître de cette conscience, contre l'homme qui « avait perverti la pensée philosophique de l'Allemagne, » Kant.

Il a voulu soustraire le droit à la morale : d'où l'identification du droit à un pouvoir qui se trouve alors réduit à une simple faculté de contrainte ; mais la conscience de l'humanité proteste contre cette identification arbitraire qui justifie le despotisme. Je crains bien que Votre Excellence ne se laisse dominer, à son insu, par cette fausse conception juridique.

L'Allemagne de 1914, s'ébranlant pour l'oppression du monde, avait affecté de se présenter comme la messagère d'une *Kultur*, et de s'abriter derrière elle pour s'absoudre de ses iniquités. Mais au cours du précédent quart de siècle, les étudiants de Louvain avaient souvent ouï parler de ce qu'il y avait de périlleux, pour la moralité humaine, dans la conception fondamentale du kantisme (1) : ce professeur prophète s'appelait Mgr Mercier. Justifié par les événements, il avait le droit, en 1916, de toiser la *Kultur*. Von Bissing voulut qu'elle eût un défenseur; elle faisait partie, pour lui, du bagage des armées. Mais comme il n'osait pas, apparemment, demander à l'un des quatre-vingt-treize intellectuels qui au début de la guerre avaient glorifié le crime, d'affronter le regard du cardinal Mercier, von Bissing, cherchant pour Kant un avocat moins compromis, allait mettre quelque temps à le trouver.

Cependant s'approchait le 21 juillet, jour de la fête nationale : les Belges avaient reçu défense de la célébrer. Le verbe consolateur du cardinal retentit ce jour-là, dans Sainte-Gudule, pour y développer des vérités éternelles, qu'aucun homme de bien, aucun peuple voulant le bien, n'avait le droit de réputer injurieuses : la punition finale du crime, le triomphe final de la justice. Était-ce sa faute, à lui, ou celle de l'Allemagne, si ces vérités prenaient l'aspect d'un verdict? « Quelles que soient nos douleurs, proclamait-il dès le début, nous ne voulons point de haine à ceux qui nous les infligent. » Les espions de von Bissing eussent dû sortir tout de suite après cette phrase, pour rassurer le gouverneur. Mais ils restèrent et

(1) Voir à ce sujet notre livre : *Le cardinal Mercier* (Paris, Perrin). On trouvera dans le recueil de pages choisies du cardinal, très judicieusement concerté par M. le chanoine Noël sous le titre : *Le christianisme dans la vie moderne* (Paris, Perrin), les pages les plus décisives du professeur Mercier sur le Kantisme.

furent choqués. L'orateur rappelait que d'après saint Thomas la « vindicte publique » était une vertu, et que « les consciences étaient soulevées, inquiètes, à la torture, tant que le coupable n'était pas, selon l'expression si saine et si forte du langage spontané, remis à sa place. » La vision de l'Allemagne un jour « remise à sa place », et puis traînée devant l'opinion justicière de l'humanité, s'éveillait spontanément dans les imaginations attentives : le cardinal parlait théologie ; mais sa théologie suscitait au for intime des âmes l'espérance libératrice. Le discours finissait par l'évocation de la future année 1930, où la Belgique fêterait son centenaire, et où les sombres années que l'on traversait « apparaîtraient comme les plus majestueuses, les plus lumineuses de l'histoire nationale. »

Les espions de von Bissing sentaient l'auditoire frémir. Ils dénonçaient à leur maître neuf propositions délictueuses. Les soudards de von Bissing, aux aguets près de la voiture cardinalice, chargeaient la foule qui s'empressait, et blessaient plusieurs personnes. Von Bissing demanda des explications au cardinal et une amende à Bruxelles. Le cardinal répondit : « J'ai parlé en évêque, et je n'ai prononcé que des paroles de charité et de réconfort. » Et parmi les patriotes de Bruxelles, beaucoup pensèrent que les raisons d'espérer qu'il leur avait apportées valaient bien le million de marks que von Bissing exigeait.

VI. — LE PROCÈS D'EMMANUEL KANT. — DIALOGUES PHILOSOPHIQUES AVEC VON DER LANCKEN

A la fin de juillet 1916, Emmanuel Kant possédait enfin son avocat d'office, dans la personne de von der Lancken ; et la correspondance du cardinal avec le gouvernement allemand, dix semaines durant, se déroula comme un dialogue de philosophie. Von der Lancken, l'année d'avant, n'avait été qu'un commissionnaire. Une fois la bride sur le cou, il se révélait comme un esprit délié, enclin vers les coquetteries intellectuelles, et notoirement désireux que le cardinal cessât de le confondre avec un militaire allemand.

Était-il admissible qu'il y eût pour les Belges, à côté du pouvoir occupant, pouvoir de fait, un pouvoir de droit, que le cardinal appelait l'autorité légitime ? Von der Lancken le niait.

Il alléguait que l'occupation constituait un « état juridique, » et qu'en maintenant sur un autre plan l'existence d'une « autorité légitime, » Son Éminence, tombant dans la faute qu'Elle reprochait à Kant, séparait la morale du droit. Cette flèche ainsi lancée, son plaidoyer pour Kant s'ébauchait :

Je ne me sens pas appelé, disait-il, à entamer une discussion scientifique avec un philosophe de grande réputation. Je tiens cependant à remarquer que Votre Éminence est injuste vis-à-vis de Kant lorsqu'Elle déclare qu'il a troublé dans l'esprit du peuple allemand le sentiment du droit. Son principal précepte moral était celui-ci : Agis en sorte que la maxime de ta volonté puisse servir en même temps de principe de législation générale. C'est là qu'il faut chercher la conception allemande du devoir, du droit et de la liberté, indépendamment de toute théorie de la connaissance.

Von der Lancken, en définitive, présentait un autre aspect de la pensée kantienne, mais ne disculpait nullement Kant d'avoir isolé la morale du droit. C'est de quoi, tout de suite, le cardinal Mercier prit acte : « Vous vous séparez de la théorie séparatiste de Kant, écrivait-il au diplomate philosophe : vous me donnez implicitement raison de l'avoir dénoncée. » Et sous la plume du cardinal le procès de cette théorie se déroulait à nouveau : « La séparation violente pratiquée par Kant entre le droit et la morale, entre la science et la métaphysique, a disloqué l'unité de notre homme intérieur, ébranlé la stabilité de la conscience morale. » L'Allemagne contemporaine, voilà le résultat. En diagnosticien, le cardinal se penchait sur ce colosse intellectuellement gangrené :

Comment expliquer, insistait-il, ce spectacle déconcertant d'un grand et beau peuple qui, oublieux de ses programmes, de ses aspirations de parti, de ses convictions même les plus profondes de foi chrétienne et catholique, assiste sans révolte, que dis-je? avec un soubresaut d'allégresse, à l'annonce d'un attentat public, inique, sacrilège, qu'un puissant Empire déclare vouloir commettre, dans la pleine conscience de son acte, sur un État ami, innocent, désarmé? Je ne vois qu'une solution à cette énigme. Une ambiance intellectuelle s'est créée, en Allemagne, rangeant les relations juridiques à part de la morale : Kant, Hegel, Nietzsche l'ont fait pénétrer dans les différentes couches de la société ; dans cette ambiance, une conception militariste s'est formée, a grandi, s'est fortifiée, d'après

laquelle la nation a un droit à la vie et à son développement indéfini, sans être responsable de ses gestes devant le tribunal moral de la conscience qui juge nos actions ordinaires : insensiblement, la force armée a cessé d'apparaître ce qu'elle est réellement, l'auxiliaire et la sauvegarde d'un droit basé sur le devoir moral : elle est devenue, devant l'opinion publique, un but, portant en lui-même sa valeur absolue, placé en dehors et au-dessus de la moralité courante, justifiant à la fois tous les sacrifices et tous les attentats utiles.

Pareil à ces femmes qui, traquées dans leurs caprices par quelque moraliste grondeur, objectent avec une désinvolte indiscrétion les péchés de leurs voisines, von der Lancken, gêné par ce raccourci de l'immoralité politique allemande et de ses antécédents philosophiques, montra l'Angleterre au cardinal. « Si notre conduite au début de la guerre, lui opposa-t-il, s'explique par Kant, Hegel et Nietzsche, l'entrée en scène des Anglais en faveur de la Belgique doit s'expliquer, nécessairement, par leur familiarité avec les philosophies utilitaires. »

Il attendait beaucoup, peut-être, de cette diversion : la lettre qu'il reçut du cardinal, le 25 septembre 1916, dut lui être pénible :

Monsieur le baron, je n'ai pas à scruter les intentions d'autrui. Je m'en tiens aux faits : l'Allemagne nous a fait du mal pour assurer son bien ; l'Angleterre s'est donné du mal pour nous faire du bien. L'Allemagne nous a attaqués, quand elle était prête ; l'Angleterre n'a pas attendu qu'elle le fût, pour nous défendre. Chez le peuple anglais, la droiture naturelle a triomphé de l'influence superficielle, localisée, d'une école. Chez le peuple allemand, l'influence séculaire, étendue, profonde de Kant et de ses disciples, a faussé l'esprit public, et l'exaspération du sentiment de la puissance nationale a brisé, à une heure de crise, les barrières de l'honnêteté.

Si von der Lancken n'eût aimé la philosophie, il eût certainement coupé court. Mais quelque douloureux que dût être cet intermède pour un « chef de département politique, » von der Lancken, même battu, demeurait flatté. Sa pensée s'agitait, se documentait : il lisait les trois volumes d'œuvres pastorales publiées par le cardinal avant la guerre; il constatait qu'un jour celui-ci avait dit : « A César ce qui revient à César! » — Hélas! lui faisait doucement observer le cardinal, « les temps sont changés : il serait pour le moins hardi,

avouez-le, de vous comparer à un gouvernement national. »

Von der Lancken, continuant de lire, observait qu'en discutant naguère avec certains hommes politiques belges qui ne voulaient pas prononcer le nom de Dieu, le cardinal leur avait montré l'Allemagne, les États-Unis, « proclamant officiellement les droits souverains de Dieu sur l'humanité. » Et le cardinal de répondre :

J'ai dit cela, et je le redirai encore. Mais si nos hommes publics ont quelquefois péché par défaut, d'autres peuvent pécher par excès. Il ne suffit pas, dit l'Évangile, de crier : Seigneur, Seigneur, pour entrer dans le royaume des cieux. La religion devient de la superstition, quand elle ne pénètre pas la conscience morale, et la morale manque, au moins partiellement, son but, quand elle n'étend pas son empire sur toutes les démarches, autant sociales qu'individuelles, de la personnalité humaine.

Après la philosophie de Kant, le cardinal visait la superstition du vieux Dieu allemand; et parmi les adorateurs qui « péchaient par excès, » von der Lancken, soyons-en sûrs, dut reconnaître son Empereur. Ses questions au cardinal rappelaient, à certains moments, celles dont les docteurs de la Loi pressaient le Christ : il était savant comme eux, astucieux comme eux, et, comme eux, il allait de lui-même au-devant de la confusion. Il connut encore cette mésaventure, le jour où il insinua que saint Thomas, justifiant le droit de légitime défense, pouvait être allégué, peut-être, en faveur de l'Allemagne de 1914. Le cardinal eut tôt fait de lui révéler l'authentique saint Thomas, lequel n'était ni pacifiste ni militariste :

Le pacifisme qui consisterait à supprimer les armées et à préconiser la paix à tout prix, la paix pour la paix, la paix quand même, vouerait à la même indifférence, au même abandon, le droit et la violation du droit, la justice et l'injustice : il serait à la fois une erreur sociale et une lâcheté. Mais le militarisme qui veut l'armée pour elle-même et ne la subordonne pas essentiellement à la sauvegarde et à la défense du droit, de l'ordre, de la paix ; qui salue dans le déchaînement de la force militaire une exaltation de la puissance nationale, trouvant en elle-même sa justification, le militarisme ainsi compris est une autre aberration sociale, l'identification de l'honneur avec l'orgueil.

Et le cardinal établissait que le prétendu droit de défense

(Notwehr), dont l'Allemagne avait voulu justifier l'invasion de la Belgique, était le corollaire du militarisme.

Von der Lancken, alors, dans une longue riposte du 6 octobre, prit à partie la politique anglaise, et voulut amener le cardinal à un entretien sur l'état de l'Europe en 1914 : son correspondant lui dit très net que le débat s'élargissait trop, et l'on fut d'accord pour en rester là.

Il ne s'agissait plus de philosophie, lorsque, le 15 octobre 1916, von der Lancken fit visite à l'archevêché. Une lettre pastorale, intitulée : *La Voix de Dieu*, avait rendu von Bissing furieux; il arrivait pour arranger l'affaire. Ayant conquis, par deux mois et demi de dialogue philosophique avec le cardinal, ses galons d'intellectuel, von der Lancken semblait faire bon marché des autres. Il parlait, avec quelque légèreté de ton, de ce « militaire entouré de militaires, » qu'était von Bissing. « Il n'y a peut-être rien dans cette pastorale, disait-il, qui puisse me blesser, moi; mais, lui, il en juge autrement. »

Von Bissing faisait demander au cardinal pourquoi cette lettre n'avait point passé par la censure ; et Von der Lancken, tout prêt aux *combinazioni*, insinuait immédiatement : « N'y aurait-il pas moyen de laisser traîner une épreuve sur la table de l'une ou de l'autre maison où je suis reçu à Bruxelles ? » Le cardinal fit comprendre qu'il n'était pas l'homme de ces petits manèges. Von der Lancken signala une phrase, et puis trois mots, et puis un mot, qui avaient irrité le gouverneur. « Venez-vous me commander quelque chose ? interrogea le cardinal, ou seulement me demander ? — Je n'ai pas mission de vous commander quoi que ce soit, repartit von der Lancken ; mais je redoute des complications, j'ai peur que les imprimeurs ne soient punis. » Alors le cardinal : « Le jeu n'en vaut point la chandelle ; je réfléchirai aux moyens à prendre. » Il fit dire à ses prêtres de pratiquer, en lisant la pastorale, ces trois légères suppressions ; et quelques semaines plus tard il saisit une occasion de préciser par lettre à von der Lancken qu'il ne les avait consenties que parce qu'on n'avait rien exigé.

Von der Lancken, en le quittant, lui dit à brûle-pourpoint : « Ne vaut-il pas mieux, dans l'intérêt de votre pays, éviter des protestations qui ne servent à rien ? » La réplique qu'il eut à subir atteste la différence profonde qui sépare un philosophe chrétien d'un élégant manieur d'arguments : en quelques minutes,

devant von der Lancken silencieux, s'élargissait un horizon tout différent de celui où l'Allemagne eût voulu enclore les âmes belges, un horizon sur lequel rayonnait, par-dessus l'utilitarisme terre à terre, l'absolutisme du droit et de la vérité :

Vous vous imaginez, lui dit le cardinal, que notre ministère n'a d'autre ambition que de nous épargner quelques ennuis d'un jour ou de nous procurer quelques succès immédiats. Mille fois non ! L'utilitarisme, même social, n'est pas tout notre idéal. Si saint Paul eût parlé comme vous, nous n'aurions pas eu saint Paul. Si la théorie : « A quoi cela sert-il ? » c'est-à-dire quel avantage pratique espérez-vous ? eût toujours prévalu, nous n'aurions pas eu l'Église catholique. Il eût été très aisé aux martyrs de faire monter, parfois à la dérobée, un peu d'encens devant une idole. Mais ce geste matériellement insignifiant, et momentanément très profitable, eût été l'aveu qu'ils n'avaient pas une foi absolue dans la vérité qu'ils avaient professée, et, du coup, ce qui ne passe pas fût descendu au niveau de ce qui passe. Lors de la fondation de l'Église, la vérité en cause était la vérité religieuse, l'Évangile du Christ. Aujourd'hui, la vérité en cause est le droit, la supériorité de son règne sur les intérêts. Dans les deux cas, il y a antagonisme entre les préoccupations utilitaires et le triomphe nécessaire du droit absolu, de la vérité. Aussi, monsieur le baron, je n'ai, pour ma part, que du dédain pour tous ces sophismes auxquels, avec vous, certains de vos théologiens ont recours en s'abritant derrière la *Notwehr* à l'effet de justifier l'invasion de notre pays. Vous aurez beau dire et beau faire, l'Allemagne a violé un serment. Il serait plus simple de l'avouer et de le regretter, que de s'évertuer à obscurcir la vérité.

Ce fut la dernière leçon de philosophie que servit à von der Lancken le cardinal Mercier. Peut-être l'éclaira-t-elle sur les raisons supérieures qui avaient porté Miss Édith Cavell, tout anglo-saxonne qu'elle fût, à dépasser l' « idéal utilitaire. »

VII. — LES DÉPORTATIONS EN ALLEMAGNE : VICTOIRE FINALE DU CARDINAL

Un nouvel hiver approchait, et l'Allemagne concertait un nouveau crime. Malgré les assurances personnelles données au cardinal, deux ans plus tôt, par von der Goltz, tout un système de déportations s'inaugurait. C'est la faute à l'Angleterre, prétendait von Bissing : elle affame les Allemands, elle affame les

Belges. Par intérêt pour les ouvriers qui chômaient, par intérêt pour l'industrie belge, qui plus tard aurait besoin que les ouvriers n'eussent pas désappris la technique de leur métier, par intérêt pour les finances belges, que les secours de chômage obéraient, von Bissing commençait à dépeupler la Belgique. Le cardinal se révolta, et tous les évêques avec lui, contre ces abominations, et contre l'hypocrite sollicitude dont elles se masquaient : ils arrachèrent le masque, et protestèrent, le 7 novembre 1916, que ce « rétablissement de l'esclavage » n'avait d'autre but que de « permettre à des ouvriers allemands, en les remplaçant par des Belges, de remplir les vides de l'armée allemande. » Léon XIII, autrefois, avait dit au cardinal Lavigerie, lorsqu'il luttait contre l'esclavage africain : « L'opinion est plus que jamais la reine du monde ; c'est sur elle qu'il faut agir. » Le métropolitain de Malines et ses suffragants invoquaient ce souvenir : ils appelaient « quiconque avait une autorité, une parole, une plume, à se rallier autour de l'humble drapeau belge pour l'abolition de l'esclavage européen. » En face du pangermanisme qui avait voulu dominer l'univers, une voix de prêtre, à Malines, voulait soulever l'univers contre l'Allemagne.

Les familles belges tremblaient : des pères de famille, des jeunes gens, presque des enfants, arbitrairement ramassés, étaient exportés comme du bétail. L'arbitraire même avec lequel procédaient les recruteurs de « matériel humain » visait à créer le silence : protester en faveur du voisin, c'était en quelque mesure appeler l'attention sur soi-même. Le cardinal insistait auprès de von Bissing pour qu'on laissât au moins les prêtres dans chaque commune élever la voix contre certaines déportations particulièrement inhumaines. Le gouverneur n'y consentit pas, non plus qu'à laisser le cardinal porter lui-même une parole de réconfort aux malheureux qu'on déracinait.

Vous violez la convention de La Haye, criait-il à von Bissing. Il lui montrait l'Allemagne contraignant l'ouvrier belge à coopérer, d'une façon indirecte, à la guerre contre son pays ; l'Allemagne l'acculant, par la confiscation de toutes les machines, à travailler pour elle ou à chômer : l'Allemagne, par le savant mécanisme de ces organes de ravitaillement qu'elle nommait les *Centrales*, absorbant à son profit une part considérable des produits de l'agriculture et de l'industrie belges, et

NOVEMBRE

LUNE : pl. le 7, d. quart. le 14 — SOLEIL : lev. 6 h. 59, couch. 4 h. 11

13

1582. Edit de Henri III pour la réforme du calendrier.
1805. Entrée victorieuse de Napoléon à Vienne.

JEUDI

46e Semaine S. Stanislas 317-48

provoquant ainsi le renchérissement du prix de la vie. « Ce n'est plus la guerre, concluait le cardinal : c'est le calcul froid, l'écrasement voulu, l'emprise de la force sur le droit, l'abaissement de la personnalité humaine, un défi à l'humanité. »

Il ne prenait plus aucun ménagement : sa tendresse pour son peuple piétiné souffrait trop. Il faisait parler Dieu, le Dieu qui aime, d'abord : « Puisse le bon Dieu, écrivait-il à von Bissing, vous inspirer la pitié du bon Samaritain ! » La pitié ne s'éveillait pas... Place, alors, au Dieu qui toujours aime, mais qui châtie : « Je veux croire encore que les autorités de l'Empire n'ont pas dit leur dernier mot. Elles penseront à nos douleurs imméritées, à la réprobation du monde civilisé, au jugement de l'histoire et au châtiment de Dieu ! »

L'Allemagne était lente à penser au châtiment. Pour l'instant, elle cherchait d'ingénieux moyens de diviser les Belges entre eux, et de faire brèche dans cette courageuse unanimité qui soulevait contre les pratiques de déportation toutes les consciences. Elle demandait aux municipalités la liste des chômeurs : celles-ci la refusaient ; l'Allemagne, alors, déportait les hommes valides en bloc. Nous n'inquiéterons pas cependant, disait paternellement von Bissing, ceux qui appartiennent aux professions libérales. A quoi le cardinal répondait :

Si l'on n'emmenait que des chômeurs, je comprendrais cette exception. Mais si l'on continue d'enrôler indistinctement les hommes valides, l'exception est injustifiée. Il serait inique de faire peser sur la classe ouvrière seule la déportation. La classe bourgeoise doit avoir sa part dans le sacrifice, si cruel soit-il, et tout juste parce qu'il est cruel, que l'occupant impose à la nation. Nombreux sont les membres de mon clergé qui m'ont prié de réclamer pour eux une place à l'avant-garde des persécutés. J'enregistre leur offre et vous la soumets avec fierté.

Von Bissing constata bientôt que cette fierté n'était pas une bravade. Le jour où il invita tous ceux qui pouvaient prouver qu'ils n'étaient point des chômeurs à faire mettre sur leurs cartes d'identité une estampille qui les préserverait de la déportation, il vit dix-neuf prêtres de Malines s'y refuser. « Il ne nous est pas possible, expliquaient ces curés et ces vicaires, de coopérer à une mesure qui lèse notre classe ouvrière dans ses droits primordiaux et ses intérêts supérieurs. » Leur solidarité

avec la classe ouvrière leur coûta, à chacun, cent marks d'amende. Le cardinal, à qui von Huene, gouverneur intérimaire, déférait leur conduite, lui répliqua :

Que tous les bénéficiaires futurs d'une carte estampillée n'aient point, sous l'appât, deviné l'hameçon, on le conçoit; que des hommes du monde, chargés d'intérêts de famille, aient moins mûrement mesuré leur sentiment de solidarité nationale, on ne leur en fera pas un grief; mais le prêtre, pour qui les intérêts temporels ne comptent pas en présence de ceux de l'éternité; le prêtre, qui, prédicateur de l'Évangile et représentant officiel du droit chrétien, rougirait de ne pas conformer à ses plus hauts enseignements sa conduite personnelle ; le prêtre, protecteur des plus faibles, a de ses obligations morales une vue plus pénétrante et peut juger qu'il resterait au-dessous de sa tâche, s'il ne poussait le dévouement fraternel au delà des strictes exigences de la loi commune...

Pour n'avoir pas voulu bénéficier d'un privilège que leur conscience leur interdit d'accepter, ces prêtres paieront 100 marks sur leur modeste traitement, ou, s'ils n'ont pas le moyen de s'en acquitter, ils paieront peut-être de leur liberté leur impuissance à vous satisfaire. Ils patienteront quand même. Ils boiront, jusqu'à la lie, le calice d'amertume que vous portez de force aux lèvres d'un peuple qui ne vous a jamais voulu que du bien.

Nous attendons, dans la patience, notre revanche.

Je ne parle pas de notre revanche terrestre : nous l'avons déjà, car le régime d'occupation que vous nous faites subir est honni par tout ce qu'il y a d'honnête dans le monde entier. Je parle du jugement de l'histoire; je parle du jugement inéluctable du Dieu de justice.

Mais le cardinal, prenant directement à partie von Huene, qui appartenait à des milieux catholiques, voulait l'interpeller d'homme à homme, de prêtre à fidèle :

A vous qui êtes, si je suis bien renseigné, à l'égal du plus humble de nos ouvriers, fils de l'Église du Christ, j'ose ajouter que vous vous chargez la conscience d'un lourd verdict, en couvrant de votre haute autorité une justice militaire qui assimile à un délit un acte d'abnégation chrétienne et pastorale.

Au nom même de son magistère sacerdotal, le cardinal semblait ainsi dire à von Huene : prenez garde ! Puis, faisant escorter sa signature par celles d'un certain nombre de notabilités belges, il osait, le 14 février 1917, mettre aux prises avec l'Évangile la responsabilité souveraine de Guillaume II. Il écrivait à l'Empereur :

Votre Majesté Impériale se montre fière de sa foi : ne nous sera-t-il donc pas permis de lui rappeler la parole si simple et si décisive de l'Évangile : faites à autrui ce que vous voudriez que l'on vous fît à vous-même ?

Tout de suite après, se retournant vers le peuple belge, et désireux de bien montrer à l'Empereur qu'on ne voulait acheter sa clémence par aucun fléchissement d'énergie, il faisait lire, le 25 février, un mandement qui s'intitulait : *Courage, mes frères!* C'était un hymne à la « grandeur morale de la nation qui, le 2 août 1914, n'avait pas voulu qu'on discutât un instant son honneur, et qui depuis trente mois ne s'était jamais laissé aller à dire : c'en est trop : c'en est assez ; » un hymne au « souverain magnanime qui, du banc de sable auquel était réduit son royaume, donnait à la Belgique et au monde l'exemple accompli de l'endurance et de la foi dans l'avenir ; » un hymne aux déportés qui « révélaient un aspect nouveau, inattendu, de l'héroïsme national ; » et puis un hymne à Dieu, à son amour qui prolongeait l'épreuve, et dont le dessein n'était pas encore accompli.

Von Bissing murmura, von der Lancken murmura. « On ne peut pas demander à un pasteur, reprit tranquillement le cardinal, de se désintéresser de son troupeau ; pour juger de la signification et de l'opportunité de ma pastorale, il y a à tenir compte de deux points de vue, celui de l'occupant et celui du pauvre occupé. » Les murmures de von Bissing et de von der Lancken s'arrêtèrent, définitivement impuissants : on renonça même à chercher noise à l'imprimeur. L'Allemagne se sentait dominée par la page immortelle qui du haut des chaires se lisait. On apprit le 9 mars que l'Empereur suspendait les déportations, et que les déportés allaient rentrer : le cardinal avait eu raison de crier : courage ! puisqu'il obtenait, après cinq mois de lutte, qu'une grande iniquité prît fin.

VIII. — UN TRIBUN ECCLÉSIASTIQUE DE L'UNITÉ NATIONALE

Le 18 avril 1917, von Bissing mourait ; en réponse à l'annonce que lui en faisait von der Lancken, le cardinal écrivait ce billet :

Je suis fort sensible à votre prévenante attention et vous en exprime ma reconnaissance,

Le baron von Bissing était un croyant ; il m'a dit un jour, je m'en souviens, avec un accent qui ne trompe pas : je ne suis pas catholique, mais j'ai foi au Christ. Je prierai le Christ, bien sincèrement, pour le repos de son âme.

Ainsi s'étendait la prière du cardinal sur l'ennemi désarmé par la mort. Von Falkenhausen, bientôt, s'installa dans Bruxelles pour ressaisir, avec le titre de gouverneur général, les armes tombées en déshérence; de nouveau, devant lui, le cardinal fut debout, et par une sorte d'ironie à l'adresse de cette Allemagne qui, chaque fois qu'il accomplissait tout son devoir d'évêque, lui reprochait de faire de la politique, les circonstances allaient l'amener à devenir vis-à-vis de l'Allemagne, du peuple belge, du Pape, le tribun de l'unité nationale elle-même, savamment sapée par l'envahisseur.

Les Allemands, depuis le 3 mars 1917, considéraient la Belgique comme divisée en deux régions administratives : l'une flamande, l'autre wallonne. L'essence même du peuple belge était menacée (1). Pour protester, un certain nombre de fonctionnaires démissionnèrent : von Falkenhausen, rageur, les déporta. « Ce sont des braves, intervint le cardinal ; ils ont usé de leurs droits en renonçant à leurs fonctions ; on ne frappe ni de l'exil ni de la prison le légitime exercice d'un droit. » Il rappelait au gouverneur les conférences de La Haye, les déclarations qu'elles avaient faites pour garantir en pays occupé la liberté des fonctionnaires. Puis le cardinal, se tournant vers ses doyens, ramenait leurs pensées vers le mandement qu'il avait écrit en 1910 sur la « piété patriotique » et sur le lien qu'elle imposait aux consciences. L'heure était venue, pour les consciences, de s'examiner sur ce chapitre, et de se surveiller, et d'accord avec ses suffragants, le métropolitain déclarait : « Ceux-là seraient traîtres à la patrie, qui seconderaient les tentatives de rupture de notre unité nationale. » Toutes les âmes qui admettaient la direction de l'Église n'avaient désormais qu'à répondre à l'Allemagne : L'Église ne permet pas. Le Vatican recevait, à ce sujet, un long rapport de Malines. L'effort le plus acharné qu'eût fait l'Allemagne pour couper la Belgique en deux se brisait contre la doctrine du cardinal sur la piété envers la patrie.

(1) Voir notre brochure : *L'unité belge et l'Allemagne* (Paris, Payot).

IX. — DERNIÈRES ESCARMOUCHES ; L'ADIEU DE VON DER LANCKEN ; L'ALLEMAGNE EN CHAIRE

— Faut-il donc, demandait-il à von Falkenhausen, « accumuler, en Belgique, les facteurs de discorde et de rancune, ou bien y laisser, plutôt, un dernier souvenir qui parlât d'équité? » « Un dernier souvenir !... » Le cardinal, discrètement, commençait à sonner le glas de la domination allemande. L'année 1918 s'inaugurait : l'Allemagne, qui la sentait décisive, songeait de moins en moins à « l'équité. » Elle n'avait qu'une idée : ramasser partout de quoi vaincre.

Des vivres et du combustible, d'abord : et c'est pourquoi les *Centrales* dureraient, c'est pourquoi les Belges continueraient d'avoir faim, d'avoir froid.

Du bronze, ensuite : la Belgique, en février 1918, fut invitée à livrer ses cloches. L'Empire luthérien, dans son affolement, avait récemment assis sur le fauteuil de Bismarck et de von Bethmann un catholique, un philosophe, — un thomiste, même, tout comme le cardinal Mercier : le baron von Hertling. Le cardinal lui rappela ce qu'une cloche symbolisait :

Catholique comme nous, Votre Excellence n'ignore pas que la saisie violente d'une cloche d'Église est un sacrilège. Nous trahirions à la fois l'Église et la patrie, si nous commettions la lâcheté de fournir à l'ennemi la matière d'engins de destruction, destinés à porter la mort dans les rangs des héros qui se sacrifient pour nous.

Von Hertling accueillit la requête du cardinal, et dans les beffrois les cloches restèrent, tenant en haleine, pour le prochain mois de novembre, l'allégresse de leurs carillons.

Après le bronze, la force allemande réclama les laines : asiles de vieillards, de malades, d'enfants, furent vidés de leurs matelas. Malgré les instances cardinalices, von der Lancken ne voulut laisser aux Petites Sœurs des Pauvres de Bruxelles que cinquante matelas sur quatre cent cinquante. Le cardinal indigné, lui accusant réception de cette « bien triste réponse, » s'écriait :

Oh ! l'horrible déformation des consciences, opérée par le militarisme !

Vous trouvez aussi, monsieur le Baron, qu'il doit être possible à nos prisonniers débilités de rester à jeun jusqu'à neuf heures pour communier le dimanche.

Il y a généralement des prêtres parmi les détenus : on se demande en quoi la permission que je sollicitais pour eux de dire une messe plus matinale pourrait nuire à la discipline de la prison de la Kommandantur. Et vous la refusez ?

Encore une fois, je me tais. Vous me coupez la parole.

On était alors au 27 juin 1918 : von der Lancken, tout le premier, mesurait la gravité de l'heure. Les événements se ramassaient, se précipitaient : chacun des coups de bélier portés par chacune des armées de Foch faisait osciller sous la botte allemande le sol de la Belgique. La puissance occupante semblait se faire plus modeste; le cardinal n'avait plus à la remettre à sa place d' « occupante, » dont jamais il n'avait admis qu'elle sortît. La correspondance était suspendue.

Elle fut reprise, près de quatre mois après, par von der Lancken. Le jeudi 17 octobre, à trois heures de l'après-midi, l'ancien conseiller d'ambassade à Paris se présentait à l'archevêché de Malines. Au nom du gouvernement général et du gouvernement de Berlin, il remettait au cardinal Mercier une déclaration qu'il avait rédigée en français. Le cardinal, plus de quatre ans durant, avait vu l'orgueil germanique s'épanouir en mesquineries, en duretés, en cruautés: aujourd'hui, sur les décombres de cet orgueil, un peu de noblesse fleurissait. La déclaration était ainsi conçue :

Vous incarnez pour nous la Belgique occupée, dont vous êtes le pasteur vénéré et écouté. Aussi est-ce à vous que Monsieur le gouverneur général et mon Gouvernement m'ont chargé de venir annoncer que, lorsque nous évacuerons votre sol, nous allons vous rendre spontanément et de plein gré les Belges prisonniers politiques et déportés. Ils vont être libres de rentrer dans leurs foyers, en partie déjà dès lundi prochain, 21 courant. Cette déclaration devant réjouir votre cœur, je suis heureux de venir vous la faire, d'autant plus que je n'ai pu vivre quatre ans au milieu des Belges sans les estimer et sans apprécier leur patriotisme à sa juste valeur.

L'hommage dont von der Lancken avait reçu mission d'être l'interprète était l'hommage d'un empire lézardé, déjà presque effondré : l'expression dont il le revêtait était à la hauteur de ces tragiques événements. Il lui restait une heure, une seule, pour comprendre enfin la Belgique, avant de l'évacuer : il saisissait cette heure, il faisait bon usage de l'humiliant désastre; il comprenait, mais trop tard. Et sur le pas de cette porte archi-

épiscopale qu'il avait franchie naguère pour des messages d'un autre genre, von der Lancken put se rappeler deux conversations, l'une sur les protestations « qui ne servaient à rien, » l'autre sur la brèche de la cathédrale, qu'il fallait « cacher. » Les protestations avaient servi à quelque chose, et la brèche, toujours ouverte, les prolongeait. La Belgique avait bien fait de ne point se taire, et de pas accepter que rien fût « caché. »

Le message que von der Lancken n'avait pu écrire qu'avec une grande douleur fut l'objet d'un grand honneur. Une circulaire cardinalice ordonna que le 20 octobre 1918, dans toutes les provinces, les lignes de von der Lancken fussent lues solennellement. Le cardinal ajoutait :

Persévérez unanimement dans la prière.

Restez calmes et dignes.

L'heure de la libération définitive et de la paix victorieuse est proche. Courage et confiance!

Sacré Cœur de Jésus, j'ai confiance en vous.

Sacré Cœur de Jésus, protégez la Belgique.

Notre-Dame du Saint-Rosaire, Marie Médiatrice, priez pour nous.

Ainsi fut commentée la communication de von der Lancken : l'archevêque continuait son ministère de prière. Pour la première et dernière fois, le dimanche 20 octobre 1918, l'Allemagne, qui depuis cinquante mois essayait de faire parler à son gré les prêtres de Belgique, ou de les faire taire, fut admise à parler elle-même, du haut de la chaire chrétienne : elle déclarait qu'elle s'en allait. Elle s'en allait, vaincue, et chargeait de son témoignage d'admiration pour le patriotisme belge le prélat qui, de son propre aveu, malgré elle, avait « incarné » ce patriotisme.

Mais sur le piédestal même où les adieux de l'Allemagne achevaient de l'installer, le cardinal, supérieur à sa propre gloire, s'abandonnait à des réflexions plus hautes encore. Il lui plaisait, à lui l'homme de Dieu, de sentir que l'Église de Belgique, après avoir été l'institutrice de l'âpre « endurance, » était, pour tout le peuple belge, la première messagère des nouvelles joyeuses : c'était devant les autels de Dieu, par la bouche des ministres de Dieu, que la nation, dans chaque commune, apprenait qu'elle était libre. En son âme de prêtre, le cardinal Mercier se réjouissait.

GEORGES GOYAU.

CROISIÈRES AÉRIENNES

II[1]

FRONT DE FLANDRE

25 juillet 1917.

Dunkerque. Aux portes de la ville, au milieu des blés d'or et des pourpres coquelicots s'élèvent les nids de nos oiseaux semblables par leur camouflage aux grottes de quelque génie des forêts. Baraquements des mécaniciens, tentes légères des pilotes se serrent alentour en un factice village de bois et de toile.

Ce printemps, le groupe où je suis désormais attaché, participa aux attaques du Chemin des Dames pour lesquelles il quitta Verdun. Nous passerons les vacances ici, non loin de la mer. Sur quelle branche à l'automne bâtirons-nous notre nid, oiseaux perpétuellement migrateurs, au gré des offensives? Point d'actions importantes sans notre concours : nous sommes les invités attitrés des plus belles fêtes, les spectateurs des avant-scènes du drame qui se joue depuis trois ans. « Les Cigognes » également conviées nous avoisinent sur le terrain, et déploient leurs blanches ailes tout au long des fuselages dorés. Partout des « As, » Guynemer souriant, cheveux au vent, rosette à la boutonnière; Heurtaux à peine remis de ses blessures, appuyé sur sa canne comme sur un trépied ; Deulin, La Tour, Ortoli, Chaput au milieu de camarades légionnaires, médaillés, palmés. Les nouveaux n'ont guère de mine près de tant de héros.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1917.

Je vous laisse à penser le ramage de toute cette volière! De la pointe de l'aube jusqu'à la nuit, en vue de l'offensive toute proche, pas une minute les moteurs ne taisent leur bourdonnement sonore. Les patrouilles se croisent. Quand l'un décolle, l'autre atterrit; le ciel au-dessus du terrain présente plus d'animation que les abords d'une ruche; ce ne sont que rapides essaims tournoyant, virevoltant, cabriolant jusqu'au fond des nues, tandis que grandit ou s'étouffe leur triomphale chanson. Aux « Bessonneau » les mécaniciens guettent le retour de leurs avions, aussitôt reconnus à un virage, à une acrobatie familière. D'avance ils en proclament les victoires. A la file les appareils se posent, ruisselants d'huile, lassés, semble-t-il, et regagnent lourdement leur abri. Cependant les hommes sautent à terre, l'œil brillant, les pommettes en feu, le verbe haut et parfois repartent aussitôt, le « plein » d'essence à peine terminé. Les récits de combats vont leur train : ici, un ennemi en flammes, là-bas un autre probablement abattu. Parfois, un pilote manque à l'appel; guetté jusqu'au soir, il ne rentrera jamais. D'autres atterrissent blessés, sanglants, leurs ailes lacérées par la mitraille; leurs moteurs hoquetant dans un dernier spasme d'agonie ont eu la force de les ramener fidèlement au colombier pour y mourir.

Repas et sommeil, tout est subordonné à la passion du vol et de la chasse. Levé à trois heures du matin, parfois recouché à cinq dès le retour de la patrouille, je ne me relève au déjeuner que pour me rendormir aussitôt avant la sortie du soir. Certains triplent le travail jusqu'à épuisement de leurs forces par crainte de manquer une seule occasion, tant a de charme cette infernale existence.

Une tente divisée par quelques planches tendues de papier nous sert d'abri. Nous habitons quatre sous le même toit, séparés par l'épaisseur d'un journal, et cependant délicieusement chez nous. L'étroitesse de la cage contraste avec la puissance presque illimitée de nos ailes. Et pourtant, malgré ses misères et sa nudité, cette case de carton m'est plus chère qu'un palais. Véritable cellule de religieux où chacun de nous prépare l'apostolat de demain. A deux pas, l'avion. L'homme et la bête, la pensée et la matière unies côte à côte, presque dans le même sommeil en vue de la tâche sacrée.

CIELS DU NORD

30 juillet 1917.

Nos premiers vols en ces contrées nous laissèrent des impressions jamais éprouvées encore. La terre partagée en d'innombrables champs diversement cultivés semble plus bigarrée qu'un manteau d'arlequin. De multiples voies d'eau la sillonnent de toutes parts comme des vaisseaux sanguins à travers le corps humain. Et la mer, inconnue de nos ailes, tantôt plombée sous la brume, tantôt lumineuse au soleil, se confond à l'horizon avec le ciel en un riche tapis de soie émeraude lamé d'or, strié d'argent, zébré d'azur que labourent çà et là les sillons écumeux des escadres et des patrouilleurs.

Au bord de l'Yser, dont les deux rives sont cousues entre elles à larges points par la multitude de ponts qui les réunissent, Ypres dresse ses ruines rougeâtres et effritées comme une plaie sans cesse avivée par le fer et par le feu. En avant, vers Pilken, Langemarck, Saint-Julien, pauvres villages enterrés, l'effroyable bombardement de ces quatre derniers jours précédant l'attaque, a créé un désert parsemé d'entonnoirs pleins d'eau. Sur des lieues carrées la terre retournée montre ses entrailles d'argile claire : une plaque de cuivre régulièrement martelée sur laquelle maisons, chemins, arbres ou gazons, rien ne subsiste. Plus loin, Dixmude s'assoupit détruite et silencieuse près des glauques inondations. Les champs de bataille de la Somme, voici deux ans, n'étaient que menu jardinage comparés à de tels défoncements.

Au gré des vents ondulent sur ces contrées désolées les épaisses colonnes de fumée des dépôts de munitions en feu. Faute de pouvoir en distinguer les détails, il nous semble que le sol lui-même se consume. Un brasier s'allume à la lisière de la forêt d'Houtulst, ses noirs tourbillons obscurcissent le sol vers Roulers; çà et là, la chute brutale des gros projectiles soulève des volcans de débris et le crépuscule scintille de la lueur incessante des coups de canon.

A plus de 4000 mètres en l'air les départs de la grosse artillerie franco-anglaise ébranlent nos nefs légères de chocs soudains, tandis que le vent des obus qui passent les soulève sur d'invisibles vagues. Parfois surgit à nos regards étonnés un

projectile de gros calibre qui, parvenu au sommet de sa trajectoire, hésite à se poser sur les nues avant de continuer vers la terre sa mystérieuse parabole.

Dans ce firmament étrange et nouveau règne la plus terrible confusion qui se puisse imaginer entre les différentes races des oiseaux alliés et ennemis dont les patrouilles s'étagent là-haut sur plus de six kilomètres. Ils tiennent cependant plus des poissons, remontant les courants à l'affût de leur proie, que de la gent ailée, ces Belges argentés comme des brêmes ou des gardons, ces Anglais verdâtres, au museau effilé de brochet, groupés en bancs migrateurs. Des Français dorés semblables aux tanches et aux carpes, pourchassent des Allemands truités de rose, l'épine dorsale incurvée, telle la perche, qui rôde sournoisement à travers nuages et traînées de brume, ainsi qu'au milieu de rochers ou d'algues. Le vol parmi ces centaines d'appareils mélangés qui vous dominent, vous frôlent, vous épient, prêts à happer leurs victimes, est une alerte, une angoisse de chaque seconde, où les nerfs s'épuisent. Dépaysés parmi tant d'avions et de nouveaux camouflages, nous ne reconnaissons pas toujours d'un coup d'œil infaillible ami ou adversaire qui tombent des nues dans un rayon de soleil et surgissent soudain à nos côtés. Plus d'un camarade paiera de sa vie la seconde d'inattention ou de fatale méprise.

Mais comment rendre avant tout la transparence cristalline de ces ciels du Nord? Avant-hier, une patrouille d'albatros nous avait entraînés à six mille mètres et davantage au fond d'une atmosphère merveilleusement sereine. A mes pieds, la Belgique étalait ses plaines fertiles où je comptais les villes : Ostende, éventrée au bord du flot; Bruges et Gand, taches livides et silencieuses parmi les campagnes claires. Plus loin, les îles de l'embouchure de l'Escaut et du Rhin, la Hollande elle-même et, derrière elle le Zuyderzée, morcelaient l'azur foncé des eaux. Au delà de Bruxelles, au delà de Liége, l'étendue n'était limitée que par les brumes de la vallée de la Meuse. A gauche, par delà la Manche traversée d'un clin d'œil s'allongeaient les falaises anglaises; à droite, Lille, Roubaix, Tourcoing dessinaient sous mes ailes leurs réguliers contours et la vue s'enfonçait en arrière encore vers Péronne et Compiègne. D'un regard unique, j'embrassais les continents, les frontières et les eaux de quatre nations, comme sur une mappemonde

géante placée devant mes yeux; et la nuit montante ne pouvait m'arracher à ce spectacle.

Dans l'air embrasé, mon oiseau tout rose, semblable à quelque ibis sacré, se balançait au gré des souffles du soir. A l'Est, les grèves de la grande île néerlandaise de Walcheren éclairée par le couchant fermaient l'horizon assombri d'une étroite bande d'or, et la terre de France, sous un brouillard livide, la côte de Boulogne et le cap Gris-Nez se détachaient plus obscurs de la mer lumineuse encore. L'heure n'était plus ni à la guerre, ni à la paix, ni à aucune réalité humaine.

UN CONTRE SIX

18 juillet.

Sorti avant-hier, nouveau jour « J, » à la faveur d'une éclaircie, je perds mes camarades parmi des nuages et vais me harder tout seul à 20 kilomètres chez l'ennemi, au milieu d'une patrouille de huit albatros « bimitrailleuses » en pensant rejoindre mes compagnons! Quel bruyant accueil me fut fait! Après plusieurs passes de combat, j'échappai, à la faveur de la brume et de mon vol zigzagué de bécassine, à une mitraillade insensée qui me reconduisit jusqu'à nos lignes. Déjà mon chef de patrouille m'avait porté disparu; une affectueuse ovation m'attendait! Des milliers de balles tirées sur moi, pas une n'avait atteint mon avion.

Aujourd'hui, un appareil d'allures suspectes nous contraint à une montée rapide au delà de 5000 mètres. Un peu essoufflé peut-être, je redescends posément sans perdre de vue ma patrouille étagée plus bas. Soudain, par derrière, crépitent encore des mitrailleuses; d'une manœuvre réflexe me voici face à l'assaillant; de nouveau six albatros tourbillonnent sur ma tête! D'où sortent-ils? Le ciel était parfaitement vide! Pas un ami! Pas un nuage où se dissimuler. La forêt d'Houtulst étale sous mes ailes ses rectangles verts, et les lignes se dentellent en arrière, à huit ou dix kilomètres! Voilà en perspective une jolie première de la répétition d'avant-hier, puisse la chance m'être aussi favorable!

Tac, tac, tac, tac... Touché! A peine ma première rafale lâchée, en « coup du roi, » sur un assaillant venu « faire Saint-Esprit » au-dessus de moi, que des balles avec un bruit

mat traversent mon avion, le moteur déchaîné à pleine puissance s'arrête brusquement. Un regard au manomètre : la pression d'essence est tombée à zéro, les projectiles ont troué le réservoir. Instinctivement je branche sur « nourrice » — quelques litres d'essence supplémentaires placés à l'intérieur du plan supérieur, face au front du pilote — et la machine reprend son ronflement joyeux. Cette fois, trêve de plaisanterie, demi-tour vers nos tranchées, inutile de s'attarder davantage.

Tac, tac, tac, tac... Deux balles rasent mon bonnet, crèvent « la nourrice, » l'essence gicle à mon visage, et le moteur se tait, pour toujours cette fois. La situation empire; discutons les hypothèses : à quoi bon s'énerver? Seul un calme parfait peut vaincre le danger. Descendre en spirales ou en vrille, atténuer les chances de mort certaine, rester prisonnier chez eux? Les lignes franco-anglaises semblent si lointaines : mon appareil désemparé aura-t-il la force de les atteindre? Cette maudite forêt d'Houtulst n'avance pas sous mes ailes! Le vent lui-même est contraire... Prisonnier?... Retourner dans leurs geôles une fois encore?... Jamais!... Mieux vaut lutter jusqu'au bout.

Tac, tac, tac, tac... Oh! les damnées mitrailleuses! Que leur double cadence est énervante! Elles ne vont donc jamais s'enrayer? manquer de munitions? Dans la carlingue à mes côtés, au travers des ailes, les balles picotent ou s'aplatissent : on jurerait un essaim de guêpes vésinant alentour. J'attends celle qui me frappera, en essayant d'imaginer comment elle pénétrera, et si même je la sentirai. Le choc et la mort seront-ils simultanés ou distincts? M'en irai-je sans avoir pris conscience, ou l'âme attachée au corps se débattra-t-elle avant le grand voyage? Quel sort m'attend à l'entrée de cet au-delà énigmatique où j'ai un pied posé? Nulle frayeur cependant : il ne me semble pas que déjà l'Heure soit venue...

Tac, tac, tac, tac... Torture plus particulièrement atroce : tandis que les balles ordinaires ne se révèlent qu'en heurtant ma monture, les « incendiaires » tissent l'air tout autour de moi d'un réseau visible, je passe dans leur sillage de fumée, à travers leurs traces floconneuses. Elles me frôlent, m'enveloppent de traînées bleutées, parallèles comme des lignes de musique sur lesquelles les notes du *De Profundis* final hésite-

raient à se poser. Je les *vois* pointer vers moi, m'éviter de quelques centimètres. Où aller? Comment se dégager? Détournant la tête, j'observe la tactique ennemie : deux m'encadrent à droite et à gauche, mirlitonnés noir et orange, les hideuses croix noires se détachant de l'aile en faux, le museau rougeâtre. Ils essayent de désorienter, de forcer leur proie à atterrir. Parfois les mains s'agitent en ironique salut. Tous se relayent à l'arrière et lâchent une bordée. Impossible de piquer cependant, de manœuvrer ni de gagner de vitesse ; sous peine de rester chez eux, je dois allonger à l'extrême mon vol plané très lent et doubler ainsi les chances d'être touché. Deux lignes droites à plat ont calé en croix l'hélice qui tourne à vide. Les assaillants s'en aperçoivent et leur feu redouble. Lâches! vous êtes cinq contre un homme désemparé, achevez-le au lieu de prolonger son supplice... Mais non!... Travaillez, petits camarades! Vous ne m'aurez pas cette fois encore!...

Tac, tac, tac, tac... Est-il possible de leur échapper? Luttons toujours! Seule l'angoisse de finir trop court me fait monter les larmes aux yeux. A peine ai-je dépassé la lisière de cette forêt ensorcelée et je n'ai plus que 2000 mètres à descendre. Où poser en tout cas mon oiseau chéri? D'avance il est condamné; l'atterrissage, si nous arrivons jusque-là, sera fatalement mortel pour lui, s'il ne l'est aussi pour moi. Combien semble interminable de rester exposé, sans riposte possible, aux salves de tireurs acharnés. D'un mouvement très doux, ininterrompu, je vrille l'avion dont le vol irrégulier déroute la précision des visées. L'excès de danger engendre une extrême insouciance, un sang-froid presque indifférent; mon cerveau hypertrophié dissèque les moindres sensations de chaque seconde qui passe; je les écrirais sur le block-notes à droite sans la nécessité de tenir la direction.

La terre plus nette se rapproche enfin, à 1500 mètres; après une ultime pétarade, le dernier albatros découragé m'abandonne. Elle a duré près de quatre minutes, cette infernale descente: à six, avec leurs deux mitrailleuses, ils ont dû tirer deux à trois mille cartouches! Respirons! Pourtant je ne suis pas tout à fait certain d'atterrir en lignes amies, encore moins d'échapper à la chute qui se prépare. Comment ne pas briser mon avion sur cette plaine dévastée? Pas la moindre surface plane; seulement, à perte de vue, des trous pleins d'eau, serrés

les uns contre les autres, sans forme ni symétrie. Un travail incompréhensible, mais gigantesque, effectué par des machines plus inimaginables encore. Çà et là quelques troncs d'arbres, dressés comme des poteaux de supplices, des racines déchiquetées, des pieux enfouis au milieu de la vase jaune; pas un homme. Telle se présente l'étrange contrée désertique où j'aborde, aussi dérouté que les passagers de Jules Verne lorsqu'ils atteignaient la lune.

A quelques mètres, je redresse « en perte de vitesse » et attends le coup final. Brutalement l'appareil touche, se lève sur le nez et se retourne bout pour bout, me coiffant sous lui. Puis tout demeure immobile, et je reste assis, la tête en bas, rivé à mon siège par les courroies. Il semble que je ne sois pas blessé, mais impossible de détacher la boucle; des pas d'hommes approchent : amis ou ennemis? Quelle angoisse nouvelle! D'un coup désespéré la ceinture saute et je sors de dessous ma prison.

Des hommes en khaki, aux casques à larges bords, accourus de toutes parts, s'arrêtent stupéfaits à ma vue. Des Anglais! Ce sont des Anglais! Mais alors... je ne suis pas prisonnier? Et vivant? Vivant! je suis vivant! Hurrah! Hurrah! je m'abandonne à une danse du scalp effrénée, en poussant d'enthousiastes hurlements, comme impuissant à croire à mon bonheur. A la contraction des minutes précédentes succède une détente irraisonnée. Vivant! Enivrante sensation qui vaut à elle seule de telles émotions! Vivant! Ce soir, demain, je puis continuer la lutte, prendre ma revanche! Bondissant au cou du soldat le plus proche, je l'embrasse à deux reprises, de toute mon âme. Le cercle des Tommies, démesurément grossi, examine curieusement ce « rescapé » venu s'écraser au sol de 5000 mètres de haut, après un combat dont ils suivaient les péripéties, et ressorti frétillant des débris de son appareil.

N'ai-je pas traversé d'inoubliables instants où, seconde par seconde, durant des minutes plus longues que des heures, j'ai disputé ma vie et senti le souffle de la Mort haleter à mes oreilles? Son visage, entrevu brusquement dans le feu d'une action où la partie semble irrémédiablement perdue et la lutte inutile, n'inspire nul effroi. Volontiers, au contraire, soit lassitude ou découragement, on serait tenté de répondre à son appel et de se laisser glisser entre ses bras. Vivre, à cette mi-

nute, n'est souvent autre chose qu'un suprême effort de volonté, pour résister à cette lâche tentation, retenir l'âme prête à s'envoler. Parfois aussi, une image rapide, passant alors devant les yeux, raccroche à l'existence et force à vouloir. Plus tard seulement, lorsque la calme réflexion efface le sourire enjôleur de la Camarde, le souvenir véritable de sa grimace hideuse demeure seul qui épouvante et donne le frisson.

« Vivre, c'est agir; » toute action comporte des risques nécessaires. « On ne vit vraiment que là où l'on est exposé à mourir pour un idéal, » prétendait l'un de mes chefs. D'autres hommes jeunes et forts sont debout à mes côtés, unis jusqu'à l'écrasement du Hun maudit. Le souffle épique de la patrie s'exhale de ces plaines belges arrosées de sang français et m'insufflé une nouvelle ardeur; qu'importent les transes passées, les échecs subis, contre la joie d'en être échappé, de recommencer tout à l'heure la lutte? En avant! Toujours en avant!

Pauvre oiseau! Ces pensées m'assaillent devant ton cadavre. Voici terminée ta carrière d'aigle orgueilleux. Comme une épave de cétacé rejetée par le flot, tu gis sur le dos, le train d'atterrissage fauché, les ailes en accordéon, les gouvernails arrachés, les toiles et les poutres lacérées par la mitraille. Une « perforante, » coincée entre deux tôles, montre sa pointe d'acier. Tu as arraché ton maître à l'étreinte de la mort et tu lui évitas l'écrasement final en t'immolant toi-même! L'eau et l'huile ruissellent goutte à goutte, la machine perd son sang et pleure sa défaite. Adieu, fidèle ami!

FEUX D'ARTIFICE

4 septembre.

Les moissons sont fauchées, déjà commencent les premiers labours, précurseurs de l'automne, et les vanneaux s'assemblent sous un ciel de brouillards et de pluies. Peu de sorties : l'ennemi se tient sur ses gardes, loin chez lui, en patrouilles serrées. Les appareils de réglage eux-mêmes s'aventurent à peine jusqu'aux lignes. Les occasions d'un joli combat deviennent rares. Guynemer a pu tout juste réussir « un doublé » durant la quinzaine écoulée; l'instant d'avant, nous

nous étions croisés au-dessus d'Ypres, l'aile de la cigogne fameuse me protégea quelques minutes de son ombre. D'ailleurs, j'attends encore vainement mon nouvel appareil ; celui d'un camarade, que je montai l'autre jour, faillit me rompre les os, l'hélice s'étant brisée au départ.

Si nous restons inactifs, les sinistres oiseaux de nuit se dédommagent et prennent leur essor dès la chute du jour. Rien de plus magnifique ni de plus lugubre que les feux d'artifices auxquels nous assistons. A peine le ronflement d'un moteur suspect est-il signalé, que d'innombrables sirènes déchirent la nuit d'atroces ululements, avant-coureurs des explosions prochaines. De toutes parts jaillissent les feux des projecteurs qui, du front jusqu'à Calais, fouillent inlassablement les ténèbres. Tantôt ils se dressent à l'horizon embrasé comme une haie de flammes ondoyantes qui pousserait ses ramures jusqu'au fond des nues; tantôt ils se coupent et se croisent, et dessinent, sur le sombre voile de la nuit, les lettres étincelantes d'un gigantesque alphabet; tantôt encore, leurs rayons heurtés contre les nuages, les brumes argentées s'épanouissent en larges disques de lumière : on dirait des fleurs étranges balancées sur leurs tiges au gré des vents. Les eaux pures du canal où se mire l'ombre des ormes et la silhouette héraldique du vieux beffroi s'illuminent d'étincelants reflets.

Le canon tonne, les batteries antiaériennes mêlent leur voix grêle aux soudaines détonations des pièces de marine qui martèlent de coups formidables le silence auguste des nuits d'été. Le zénith scintille de l'éclatement ininterrompu des shrapnels, aussi rapides que des météores, tandis que les balles lumineuses des mitrailleuses s'égrènent en chapelets d'or vers l'invisible proie.

Durant l'accalmie des rafales, le double bourdonnement des moteurs ennemis se fait entendre. Les forbans tournoient sur leurs victimes avant de desserrer leurs griffes meurtrières et la sérénité imposante, qui succède au fracas de tout à l'heure, dramatise l'attente.

Les cris des vanneaux brusquement éveillés, se mêlent dans les pâturages avoisinants aux galopades du bétail affolé. Non loin s'envole un Anglais, chauve-souris géante au sein des ténèbres, messagère de mort et de représailles.

Soudain, deux, trois explosions ébranlent le sol. Une aurore

boréale grandit à l'horizon : l'incendie est allumé. D'autres pirates ronronnent, guidés désormais par la sinistre clarté, aussi lointains, semble-t-il, qu'une mouche bourdonnant ; de nouvelles bombes éclateront tout à l'heure.

Les pluies d'étoiles filantes zèbrent de leur chevelure de feu la sombre voûte des cieux et la lune à sa moitié encourage la criminelle réussite : « O lune, jolie lune d'argent, » maîtresse des poètes et reine des amants, garderas-tu toujours ton impassible visage devant l'égorgement que favorisent tes douteuses clartés?

LE CHEMIN DES DAMES

15 septembre.

Un ordre, un coup d'ailes, adieu Dunkerque ! Tout le long du front, par Lille, Péronne, Saint-Quentin et Soissons, les escadrilles formées en triangle atteignent leur nouveau campement : Cramaille, non loin de Fère-en-Tardenois, 230 kilomètres ; la distance de Paris à Dunkerque, en une heure dix!

Automne 17.

Lors de nos premières patrouilles, un matin où le brouillard attardé au fond des vallées ne laissait émerger, comme des îles au milieu des flots, que les crêtes et les plateaux, le Chemin des Dames nous apparut, semblable à une palme symbolique posée sur l'étendue laiteuse de la mer de brume. La route de Laffaux à Craonne, le Chemin des Dames proprement dit, en formait la nervure principale, à laquelle se greffaient en rameaux les multiples ravins inclinés d'un côté vers l'Aisne, de l'autre vers l'Ailette.

Ici se dresse vraiment l'épine dorsale du front, dont les Flandres demeurent la tête et Verdun le nombril, qui depuis 1914 en supporte les continuels soubresauts.

Tout d'abord, l'automne s'entêta à voiler de ses parures vermeilles le masque hideux de la guerre et nous maintint de longues semaines sous l'enchantement de ses illusions. Prémontré, Saint-Gobain sur leurs escarpements boisés, Anizy-le-Château, Pinon au milieu des forêts, les bords pittoresques du canal et du Réservoir, ravirent des prunelles obsédées par les chaos marécageux des Flandres. Et sur la partie haute du

Chemin des Dames, on put presque évoquer le souvenir des carrosses dorés des filles de Louis XV emportés entre deux haies de verdure. L'offensive d'octobre, puis l'hiver, dégagèrent bien vite l'ossature de cette infortunée contrée comme s'ils eussent dépouillé un cadavre de son linceul. Laffaux, carrefour de cinq grandes routes, se détacha de l'uniformité boueuse, telle une étoile de mer échouée sur des bas-fonds vaseux. La Malmaison s'écroula ainsi que le pâté de sable d'un enfant, tandis que Laon, en face, dans la visibilité crue des jours froids, parut au contraire s'exhausser sur son singulier piédestal. La mitraille et les assauts répétés des nôtres franchissant le plateau et refoulant l'ennemi jusqu'à l'Ailette, dépouillèrent le Chemin des Dames de toute végétation, de tout symbole de vie. Une poignée de poussière blanche au milieu de champs creusés d'entonnoirs marqua les seuls vestiges de Craonne et d'Heurtebise. Plus loin, vers Berry-au-Bac au rond-point de Sapigneul, sous une montagne de débris blanchâtres où, lors des offensives d'avril, fut englouti tout un bataillon de cuirassiers, deux entonnoirs de mines bâillent au pâle soleil de décembre, pareils aux suçoirs d'un poulpe assoupi dans son monstrueux festin, mais avide d'autres proies.

Parages sinistres! Autour du plus humble village, du plus minuscule clocher, d'innombrables tombes serrent les unes près des autres leurs régulières mosaïques. Mois après mois, nos oiseaux vinrent aussi fermer leurs ailes brisées par les combats dans les petits cimetières tout le long du Chemin des Dames, et du haut du ciel, nous avons veillé sur le repos de nos morts comme sur la vie des combattants...

5 décembre 1917.

Auront-ils l'audace de passer nos lignes et d'y venir tirer leurs clichés, ces trois aviatiks qui croisent derrière Berry-au-Bac, guettant l'instant favorable? — Dans un rayon de soleil, invisible aux regards ennemis, comme un frelon d'or hésitant à se poser, mon oiseau se balance presque immobile, tout prêt à tomber sur sa proie. 800 mètres plus bas, voici de G... (1) seul aussi : le coq éclatant de la « 48 » et le numéro de mon ami rutilent sur ses ailes.

(1) S-Lt. de Guingand, tué en septembre 1918.

Les Fritz nous ont-ils aperçus? De loin en entend crépiter leurs mitrailleuses. Poudre aux moineaux à semblable distance! Simulons la retraite pour que l'adversaire s'enhardisse. Sur ma trace en effet, au-dessus du fort de Brimont, un des biplaces franchit nos tranchées et s'avance, insouciant. Gare à lui lors de son virage de retour quand le soleil, propice à mes desseins, aveuglera son mitrailleur. La tête penchée par-dessus bord, j'épie le moindre de ses mouvements. L'occasion est magnifique : seul contre lui, en pleines lignes françaises, avec partout des champs où se poser pour ramasser les morceaux de la victime. G..., toujours en dessous, paraît ne pouvoir monter.

Il vire! L'instant est venu; le frisson qui vous parcourt tout entier avant un combat; puis la plongée foudroyante. L'aviatik grossit avec une rapidité folle, devient énorme, tellememt immanquable, qu'un rire me secoue : par quel bout l'attaquer? Avec le soleil juste en arrière, aucun risque de le tirer par dessus. En zig-zags et en glissades, je me rapproche. Tout à l'heure, la phase ultime du duel va s'engager. Sa mitrailleuse semble silencieuse et l'homme qui la manœuvre se détache à peine sur la peinture chocolat du fuselage. La ligne de mire le coupe plein centre; je presse la gachette; mon arme crépite joyeusement... brusquement, le tir s'arrête!...

Nous ne sommes plus qu'à quelques mètres. Jusqu'ici l'Allemand a continué son vol rectiligne. Soudain, craignant l'emboutissage, il incline à gauche, à l'instant précis où j'exécute la même manœuvre. Mon Spad se cabre sous une traction désespérée. Nous nous frôlons; nos gouvernails fouettent dans le vent l'un de l'autre. Le mitrailleur, comme s'il avait été touché, semble affalé sur le rebord de la carlingue, sa Parabellum (1) dressée inutilement en l'air. Les moindres détails se gravent à mes yeux dilatés. Maintenant il se rabat vers la droite, me laissant accentuer le mouvement opposé. En une seconde, nous sommes déjà très loin.

Un dégoût, une lassitude infinie paralysent en moi toute idée de poursuite. La pensée de désenrayer ou de réarmer simplement ma mitrailleuse ne me vient même pas à l'esprit. Pourquoi juste cet arrêt de tir à l'instant précis où, dans ses manœuvres affolées, il ne pouvait plus échapper?

(1) Mitrailleuse allemande.

Sur le chemin du retour, d'un regard machinal, je caresse les flancs de ma monture. A droite et à gauche, à moins d'un mètre de ma tête, des rafales de balles ont lacéré ses ailes, fait éclater ses mâts, coupé un hauban. On dirait un pauvre oiseau déplumé par la bataille. La mitrailleuse essayée tire avec sa régularité coutumière : tout à l'heure mon index engourdi par le froid a perdu le sens du toucher; en croyant appuyer à fond sur la détente, je devais l'effleurer à peine. Point même n'était besoin de réarmer. Des larmes de désespoir me montent aux yeux, qui ternissent les verres de mes lunettes au travers desquelles le ciel si bleu paraît désormais lourd et gris.

A l'atterrissage, de G... accourt, stupéfait de me retrouver vivant, mais plus surpris encore que l'Allemand ne soit point abattu. Témoin impuissant du combat, étant enrayé lui-même, il voyait mes lumineuses traverser l'adversaire dont les incendaires criblaient en même temps mon Spad.

Sans doute notre heure à tous deux n'était point encore sonnée! Demain... Mais faudra-t-il donc toujours attendre demain?

11 décembre.

De longues semaines s'étaient écoulées depuis la dernière visite qu'*Elle* nous avait rendue. Pourtant nul d'entre nous n'osait avouer ses inquiétudes, de crainte d'attirer son attention...

Brusquement ce matin, à l'heure où personne ne s'y attendait, *Elle* est venue chercher T... (1), l'un de nos meilleurs camarades. A 8 heures il s'est tué à l'extrémité du terrain. Qui donc aurait prévu une fin aussi tragique pour celui-là, après de si rudes combats? Par deux fois grièvement blessé, T... reprenait sa place d'escadrille plusieurs mois avant l'expiration de sa convalescence, et le voilà, comme tant d'autres, victime du fatal accident. Tout à l'heure, en prenant son essor, le moteur a faibli dès les premiers battements d'aile, et le pilote n'a pu résister à la dangereuse tentation de regagner le nid qu'il venait de quitter : trop lent, trop bas surtout pour effectuer un virage, l'oiseau s'est écrasé au sol!...

Il était vêtu de sa combinaison verdâtre, notre uniforme de travail, baigné de sang et d'huile, lorsque je vins saluer sa dépouille. Le visage aux traits affinés gardait la même expres-

(1) Adjudant G. Triboulet.

sion de calme énergie; et derrière les paupières closes, on sentait s'éteindre des prunelles qui, si souvent, avaient regardé la mort en face!...

Pauvre mère! Vous commencez à cette heure une nouvelle journée et vaquez à vos occupations familiales sans imaginer un de vos fils déjà étendu sanglant sur une civière qui jamais plus ne vous pressera dans ses bras en murmurant: « Maman! »...

Combien de souvenirs ne laissent-ils pas dans notre petite famille si unie, ces êtres pleins de vie et de jeunesse! Brutalement la mort nous les arrache, mais ils demeurent longtemps encore parmi nous. Leur présence semble toujours *flotter* à la table où ils avaient coutume de s'asseoir, autour des avions dans les hangars où leur oiseau, parti avec eux, laisse aussi un vide. Leur refrain préféré résonne à nos oreilles, leur képi, accroché à la popote, a gardé l'empreinte de leur front, leurs lettres s'amassent inutiles et leurs noms, pour quelque temps, demeurent inscrits aux tableaux de service. Puis la vie continue sans eux, d'autres les remplacent qui, comme eux, bientôt, prendront leur dernière volée...

Plus tard, je perdis un frère d'armes aussi cher, l'équipier habituel de mes patrouilles, un camarade de près de deux ans (1). Il n'était guère d'entraînement aérien que nous n'eussions perfectionné ensemble en vue de la prochaine campagne d'été. Un matin il s'envola attaquer une saucisse à droite de Laon. J'assurai sa protection, en compagnie d'autres camarades, quelques milliers de mètres au-dessus de lui. Un instant, il disparut sous l'aile de mon avion, et il me devint impossible, malgré des orbes désespérés, de retrouver sa trace... Seulement six mois plus tard, la Croix-Rouge suisse nous envoya le numéro de sa tombe au cimetière des soldats allemands de Montcornet!

Ainsi, presque chaque jour, tout le long des routes du ciel, nous plantons des croix.

VÆ VICTIS

29 janvier 1918.

Midi!

Dehors un radieux soleil, un ciel d'azur aux visibilités crues,

(1) L'adjudant A. Courtois.

pas un flocon de brume à l'horizon merveilleusement serein.

A la popote où s'attable l'escadrille, nulle parole n'interrompt le clic-clic des fourchettes, la mastication féroce d'une douzaine d'appétits surexcités de grand air. Soudain la porte s'ouvre, le commandant lui-même paraît, les convives se dressent : « Partez tout de suite en patrouille, les lignes sont découvertes, j'aimerais qu'il y eût du monde là-bas. »

Une ruée de pilotes vers les appareils, pas gymnastique à travers le champ, la dernière bouchée dans le bec : tous veulent voler, profiter de cette éclatante journée.

« Huit seulement, groupés autour de moi. Arrivés aux lignes, si rien de suspect, je ferai un « tonneau » (1). Vous pourrez alors chasser par deux! » crie le chef d'escadrille en passant sa combinaison.

Aile contre aile, serrés comme une volée de passereaux, déjà nous sommes loin. On monte et l'on monte. Ce ne sont qu'avions cabrés vers le zénith, chacun s'efforçant par des prodiges d'adresse de surpasser son camarade. A peine avons-nous le temps de souffler que les 3 000 sont atteints et le Chemin des Dames de Laffaux à Craonne, où veillent tant de milliers d'hommes pourtant invisibles, étale sa déserte nudité. Rarement atmosphère aussi limpide nous permit de suivre presqu'en entier le cours des trois plus fameuses rivières des communiqués. Voici l'Oise en avant et à nos pieds l'Aisne dont les sources s'enfoncent là-bas derrière le rideau des Ardennes et qui toutes deux se rejoignent près du sombre hexagone des forêts de Compiègne. Voilà la Marne en arrière, de Châlons jusqu'à Meaux, avec ses paresseux méandres étincelants au soleil...

De blancs flocons de 75 à notre hauteur à gauche interrompent cette contemplation. Des « gros noirs » boches s'y mêlent aussitôt : l'ennemi s'avance donc en ces parages si les artilleries adverses prennent la peine de nous signaler les uns aux autres. Mais quels sont ces deux points noirs en avant incertains sur la conduite à tenir? Un troisième minuscule, beaucoup plus bas et plus lointain, se faufile sournoisement à travers nos lignes. Il paraît à peine plus gros qu'une mouche, mais son aspect hétéroclite retient mon attention. Aucun doute,

(1) Looping sur le côté.

c'est un boche qui vise la saucisse au bord de l'Aisne, derrière Laffaux, et ses deux acolytes, chargés de le protéger, prennent maintenant la fuite, pourchassés par la patrouille.

Aurai-je le temps d'intervenir avant qu'il accomplisse sa mission? — J'ai plus de 3 000 mètres à descendre sans compter la distance oblique qui me sépare de lui...

Au retour, en tout cas, il ne peut échapper; fatalement je lui barre la route. Mon appareil est plus rapide, plus maniable, et le duel se déroulant à l'intérieur de nos lignes, me donne toute supériorité morale. Une joie, une certitude, m'envahissent...

Coupé les gaz... fermé le volet d'air... Vloum! Plongé à pic, face Soissons. Insouciant et certain maintenant du succès, l'ennemi continue son vol vers le but. Pauvre diable! Il ne se sera même pas rendu compte de la fuite de ses protecteurs ni des signaux de son A. A. A. (1) annonçant notre arrivée!

Les « saucissiers » l'ont aperçu et hâlent à toute vitesse leur engin au sol. Mais qu'est-ce? Deux ombrelles gracieuses et légères s'ouvrent près du ballon : les observateurs sautent en parachute. Impossible de descendre plus vite, mon avion se dresse vertical la tête en bas. L'Allemand cependant tourne la saucisse pour l'attaquer de flanc, à son aise. — Trop tard, j'arriverai trop tard. — Une « giclée » d'incendiaires strie l'air de leurs traces bleutées, le mastodonte s'enflamme, le vainqueur reprend la direction de ses lignes. Maintenant à mon tour. Je me visse en l'air d'un demi-tour de vrille, face Laon cette fois. Il coupe juste ma verticale plusieurs centaines de mètres plus bas, si habilement camouflé que sur ce terrain retourné de Moulin Laffaux, la plus petite inattention le déroberait à mes yeux. Avec ses ailes en pointe, on jurerait quelque épervier roussâtre survolant des guérêts. A mes côtés éclate encore un gros noir pour lui signaler le danger. Décidément leurs artilleurs veillent. M'a-t-il aperçu? Sa vitesse augmente. Je ne vole plus, je tombe à 100 mètres à la seconde. Un bolide surgit à gauche : notre chef de patrouille, l'ayant reconnu également, a plongé avec moi et lui lâche une rafale en travers. Regard au manomètre : température et pression se sont maintenues. Coup d'accélérateur, le moteur s'ébroue, puis vrombit de toute sa puissance.

(1) Artillerie anti-aérienne.

Mon oiseau bondit et s'accroche à la queue de son ennemi à trente mètres peut-être.

Tac, tac, tac... De quelle jolie cadence me berce ma mitrailleuse et comme son rythme est sympathique à entendre! A si courte distance, impossible d'utiliser un appareil de visée. La tête hors du capot, la main aux manettes, prêt à brusquement couper le moteur au cas où sous la douleur d'une blessure, mon adversaire, par quelque fausse manœuvre, me barrerait la route, je corrige le tir avec les balles lumineuses dont ma bande de cartouches est garnie. Semblables à des étoiles filantes un instant aperçues, elles s'enfoncent, puis s'éteignent dans le dos de l'appareil allemand.

Tac, tac, tac... A mon tour de mener la danse! combien d'heures de vol, de souffrances parfois, n'ai-je pas totalisées dans l'espoir de cette minute et maintenant le moment est venu de la savourer intensément. Il a essayé un retournement : je l'imite ; plus rien! Ce damné camouflage le rend donc invisible. Le voici 100 mètres en avant qui pique pour prendre de la vitesse, se dissimuler au ras du sol. De nouveau derrière lui, à peine si je lui laisse le temps de quelques zig-zags ; les yeux grandis par l'attention, je suis sa trace, tel le lévrier la gueule déjà ouverte sur la proie qu'il poursuit. Non loin vire-volte mon camarade, tout prêt à me prêter main-forte.

Tac, tac, tac... touché! Il a levé un bras en l'air en un geste épouvanté comme pour demander grâce, supplier d'arrêter le feu. Bandit! souviens-toi des Flandres où mon moteur arrêté, je me débattis seul, loin dans vos lignes, contre huit de tes pareils aussi lâches que des assassins! Souviens-toi de B... de L..., un de mes plus chers amis que toi et les tiens avez descendu en flammes ici même voici trois mois! Souviens-toi de votre guerre de barbares, des enfants mutilés, des femmes éventrées et de vos camps de prisonniers dont je m'échappai et où l'on meurt de misère!... Cesser le feu?... Souviens-toi... Souviens-toi donc!

Un flocon de fumée noire se dégage de l'appareil, s'épaissit, et avant que j'aie eu le temps de revenir de ma surprise et de comprendre le sens de son geste d'abandon, l'avion tout entier n'est plus qu'une torche enflammée qui s'engloutit vers le sol. Non loin du Moulin de Laffaux, dans la terre bouleversée et creusée de trous, tout s'écrase en un feu d'artifice impression-

nant. Successivement les cartouches de ses deux mitrailleuses fusent en l'air comme autant de pétards, les réservoirs explosent. L'huile dont le moteur et la carlingue sont imbibés, grésille au milieu du brasier.

De toutes parts, des soldats, invisibles auparavant, bondissent hors de leurs terriers. Ils agitent leurs casques et battent des mains. L'Allemand et sa monture ne sont plus qu'un tas noir d'où se dégage une épaisse fumée. Mon moteur bourdonne avec enthousiasme. Un salut aux camarades de la terre, et l'instant d'après, à 3 000, mon équipier et moi avons rejoint la patrouille et continuons la chasse.

Le soir en auto, à travers le désordre du champ de bataille, nous montons reconnaître les débris de l'appareil. Les poilus des tranchées, témoins anxieux des péripéties du drame, nous réservaient un accueil triomphal. Avec le crépuscule, une tristesse affreuse tombe sur ce plateau bouleversé du Moulin de Laffaux. Çà et là, le long du Chemin des Dames, les arbres que cribla la mitraille se tordent de souffrance et dressent dans l'ombre leurs bras mutilés comme pour prendre à témoin les étoiles elles-mêmes. De la nature égorgée semble monter une clameur farouche : « Vengeance ! Encore et toujours vengeance ! »

NOUS AUTRES

Peu d'armes se peuvent comparer à la nôtre. Aucune, à première vue, n'offre plus de riants attraits. La même vie de grand air et de mouvement nous réunit en groupes de jeunes gens, accourus de leur plein gré, tous fanatiques de leur métier. La plupart dépassent à peine vingt ans, l'âge de l'effort où la vie est sans prix, où la joie d'agir fait oublier au plus grand nombre les affections loin desquelles il leur faut vivre, malgré tout, leurs plus belles années. Devant eux la discipline militaire adoucit ses austères principes, l'autorité du chef est celle d'un père, d'un ami, dont les ordres sont devancés avant même que d'être formulés.

Mais durant ces croisières aériennes où les dixièmes de seconde ont une valeur pour donner et parer les coups, à des vitesses qui peuvent atteindre près de 400 kilomètres, pendant ces centaines et ces centaines d'heures où le pilote s'isole, face à face avec lui-même « seul maître à son bord après Dieu, » la

machine humaine s'épuise à son propre détriment. La vie et la mort perdent tout prix : nos yeux de carnassiers étincelants d'une haine atroce à la vue de l'ennemi descendu en flammes, torche vivante sacrifiée à la Patrie et à notre soif de vengeance, conservent une apparente indifférence devant le camarade le plus cher brusquement abattu. La bête primitive et sans cesse excitée triomphe à chaque minute, étouffant la flamme divine. Chasseurs traqués à leur tour cependant, exécuteurs condamnés eux-mêmes selon l'éternelle loi du sang, une implacable Némésis les poursuit. Accident ou combat, les plus valeureux sont immolés peu à peu au mirage du vol, à la poursuite de leur sanglante chimère, et l'épuisement physique a tôt fait d'arrêter ceux qui survivent.

Les transports extrêmes où ils se laissent si facilement entraîner ne sont-ils pas aussi la conséquence des tempéraments spéciaux et vigoureusement affirmés qu'exige leur carrière de chasseurs d'hommes et des dépressions auxquelles fatalement elle les condamne? Le duel aérien, en vue duquel ils sont sélectionnés, nourris, dirait-on, comme les gladiateurs antiques, les animaux féroces des cirques romains, développe en eux l'individualisme le plus absolu en même temps que les surmène l'altitude. Aux prises avec des difficultés sans nombre, obligés à ne jamais compter que sur eux-mêmes, énervés d'angoises incessantes, excusez-vous désormais leur nature indomptable et emportée, cette insouciance enfantine, leur trait dominant, ces transes, ces superstitions, ces crises d'abattement succédant aux accès d'une fougue insensée, qui terrassent les plus forts ?

A s'élancer toujours plus haut et tenter l'infini, l'Idéal qui les soutient les emporte avec lui. Que peuvent être les combats, les champs de bataille de la terre, jonchés des réalités brutales du carnage, contre ces plaines irréelles, au travers desquelles ils évoluent, soldats fantômes précipités les uns contre les autres comme les anges et les démons aux premiers temps de la Genèse ? La mort elle-même, quand elle y choisit ses victimes, s'entoure d'une pompe auguste et mystérieuse. Nul ne sait jamais quelles angoisses précèdèrent sa venue, le sursaut révolté de leur jeunesse ardente contre son étreinte glacée, le dernier spasme de leur agonie. Nul ami pour soutenir dans ses bras le pilote défaillant, recueillir sa dernière pensée, le

dernier nom que peut-être murmuraient ses lèvres. Là-haut, quelque part, au fond de l'horizon bleuté, loin du regard des hommes, le drame s'est étouffé : en plein ciel de lumière, dans le sillon d'azur creusé par l'étrave de sa nef légère un marin de plus est englouti, dont les bas-fonds terrestres ne recueilleront que des débris volatilisés par l'effroyable chute, des cendres consumées par l'incendie. Jalouses de leurs fidèles, les mers aériennes gardent pour elles leurs âmes et leurs dépouilles : les charniers anonymes des soirs de carnage ne sont jamais pour eux...

Les faveurs de la gloire qui paye seule notre courage, sont soumises comme notre existence aux plus hasardeuses fluctuations. Chefs et camarades, différents secteurs d'attaque, moteurs et appareils, autant de facteurs essentiels du succès et tributaires pourtant de l'aveugle Destin. Mais en miroitant à nos yeux, comme un appât toujours offert à nos convoitises, la fortune ajoute un plus grand prix à notre vie par l'incertitude où elle la maintient. Demain verra peut-être l'aurore d'un jour plus héroïque encore. Une espérance, une flamme sans cesse renouvelée, cautérisent aussitôt les plus cruelles déceptions. Les jours s'enfuient dans la préparation fiévreuse, l'attente de l'étincelant mirage, qui laisse à peine le temps d'en goûter le charme.

Elle en devient chaque jour plus ensorcelante, cette carrière qu'on ne saurait imaginer plus belle ni plus féconde, à laquelle nous nous adonnons entièrement, sans souci des nostalgies futures. Ne gardera-t-il pas nos âmes désormais grisées, ce limpide ciel de France, auquel notre magique épopée aura rendu sa primitive pureté un instant ternie par les fumées des batailles, l'éclat des shrapnels, le vol des sinistres oiseaux noirs ?

23 mars.

Chaque heure qui passe apporte depuis trois jours de déconcertantes nouvelles comme jadis, au temps de la Marne tragique.

Nous commencions à douter de leur *kolossale* offensive lorsque dans la nuit d'avant-hier une canonnade formidable droit au Nord vers Saint-Quentin ébranla les baraques et nous éveilla : l'instant fatal était arrivé. Maintenant le bombardement

s'accroît et sur les routes défilent sans arrêt les lourds T. M. transportant divisions sur divisions.

Tout à l'heure au bureau du groupe, avant de partir rendre en hâte les derniers honneurs à un infortuné camarade, je lis par-dessus l'épaule du téléphoniste, le message qu'il transcrit : « Depuis huit heures ce matin, de quinze minutes en quinze minutes, un obus tombe sur Paris... » J'avoue m'être assuré que le malheureux, hébété de fatigue, ne s'était point endormi !

Vers le soir, notre patrouille prend le départ pour reconnaître les abords de la forêt de Saint-Gobain où l'on suppose camouflée la pièce, si pièce il y a, qui tire sur la capitale. Mon moteur refusant de se mettre en route, je m'envole une demi-heure plus tard. Les bords de l'Oise, puis du canal de la Somme, Chauny, Jussy, Ham sont marqués par une succession d'incendies et les villages de cette infortunée contrée que j'ai déjà vus flamber en septembre 1914 brûlent pour la seconde fois. La dernière chaumière de France grillera-t-elle à nos yeux sans que soit vaincue cette race maudite ?

A part une violente canonnade terrestre, rien à signaler, aucune activité aérienne. Déjà, je survole Soissons regagnant notre terrain, lorsqu'un pressentiment soudain me fait virer de bord et pointer à toute vitesse droit vers Guiscard comme si d'instinct j'y flairais quelque gibier. Un camarade me suit, rallié par hasard dans les nues, bientôt époumonné de cette course endiablée et forcé d'abandonner la charge. Déjà, le soir s'étend paisible et rouge ; au sol, la brume scintille de la lueur des canons et des incendies. Une dizaine de kilomètres en avant, non loin de Ham, voici un imperceptible point noir. Il faut notre regard exercé et la certitude qui m'anime pour le découvrir aussitôt et presque avant de l'apercevoir y reconnaître à coup sûr un ennemi.

Personne à 5000 autour de moi, personne dans les sphères moins élevées, pas un rival à me disputer cette proie magnifique dans la portion d'espace que j'embrasse d'un coup d'œil rapide.

L'appareil avance très bas, inconscient, dirait-on, de s'aventurer seul à découvert en plein territoire de France. Son audace témoigne-t-elle d'une ignorance absolue des nouvelles lignes ou plutôt d'une mission particulièrement urgente à remplir dont il importe doublement alors d'entraver la réus-

site? Notre D. C. A. (1) sidérée, croirait-on, n'a pas même tiré un shrapnel d'alarme. Je donnerais des années de vie pour l'intensité des secondes qui passent, dont sous mon bonnet les artères gonflées battent la cadence. Maintenant se précisent et sa forme et ses couleurs. C'est un Albatros, la queue en pelle en fait foi, de dimensions inusitées, les croix noires bordées blanc se détachent d'une peinture marron. On le sent aussi pesant, aussi lent surtout que mon Spad peut être foudroyant dans chacune de ses évolutions... Il passe Guiscard, prend la route de Noyon... Laissons-le s'enhardir! Quelle fortune inouïe cependant! 3000 mètres au-dessus de lui, irisé par le soleil, estompé par la brume, je lui suis totalement invisible... Et toujours personne... Je ne tirerai qu'à quelques mètres. « *Tu entends : tu ne tireras qu'à quelques mètres...* » Instruit par l'expérience et les conseils des « As, » je sais la manœuvre exacte : le résultat est mathématique...

La plongée... brutalement... tête en bas... Il semble que ce soit lui qui remonte au contraire vers moi comme un énorme têtard venu des profondeurs de l'onde respirer à la surface... je coupe sa ligne de vol loin en arrière... Maintenant il passe au-dessus de ma tête, diminue aussi vite qu'il grossissait la seconde d'avant... Je redresse, puis le moteur plein gaz à fond, ajouté à l'élan formidable de la chute et un bond d'ascenseur express me hisse d'un seul coup sous son ventre livide... Ma vitesse est telle, en un éclair plus rapide qu'aucune pensée qu'il devient à nouveau si énorme, si proche que je crois le couper en deux... « *Tu ne tireras qu'à quelques mètres...* » Serment terrible! je me raidis de toute ma volonté pour ne pas succomber à la tentation... Le voilà deux ou trois fois plus gros que mon Spad... sa coque à elle seule remplit le viseur...

Tac!... tac!...

Deux coups!... Arrêt... Le petit levier de la mitrailleuse reste en l'air... De ma main gauche, j'empoigne la direction; de la droite, passée hors du capot, j'assène de furieux coups de poing sur le levier récalcitrant... je suis à quelques mètres sous le ventre de l'adversaire toujours ignorant de ma présence. Il me faut louvoyer pour ne pas gagner de vitesse, maintenir nos distances sans éveiller l'attention du pilote ni de

(1) Défense contre aéronefs.

son mitrailleur! Deux Allemands détestés sont là dans leur mécanique endiablée à toucher ma tête, qu'il suffirait d'une dizaine de cartouches peut-être, pour envoyer en bas, et ces dix cartouches-là, je ne les aurai pas! Une fureur sans nom bouillonne dans mes veines, je tire et tape à la fois sur le levier, le secoue en tous sens, soulevé de mon siège par l'effort... Des moments passent longs comme des heures... L'albatros va regagner ses lignes... Le pare-brise éclate sous les coups ; mon gant se déchire ; je tape, je tape, je tape de mon poing nu et sanglant... Rien !...

A l'atterrissage mon mécanicien, le sergent armurier et ses aides convoqués aussitôt dans une tempête d'imprécations travaillèrent vingt minutes à démonter le bloc culasse de mitrailleuse, tant il était coincé ! Une rupture d'étui à la seconde cartouche avait provoqué le plus dur des enrayages!

Au cours de ces récits je me suis plu à insister à dessein sur les émotions des combats interrompus pour de futiles raisons. Ils impriment dans l'âme d'impérissables rancœurs et jetteront plus de lumière sur notre carrière de chasseurs d'hommes dont les fugitifs triomphes sont payés de si amers déboires. La banale rencontre où s'affirme votre supériorité, où l'ennemi s'effondre ou prend la fuite dès les premières cartouches, où votre mitrailleuse défile sans hésiter ses rafales de balles ne laisse que peu d'impressions : n'a-t-on pas coutume de dire que les peuples heureux n'ont pas d'histoire! Le délicat mécanisme des mitrailleuses, de leurs appareils de commande et d'alimentation, à l'entretien desquelles nos mécaniciens et nous passions cependant de longues journées, sauvèrent, hélas! la vie d'un grand nombre d'ennemis.

Dans notre arme, l'adversité essouffle les faibles, mais doit stimuler les forts. Que doivent seulement penser du fond de leur tombe tous ceux que je me suis juré de venger, dont chaque jour s'accroît la liste sans que grossisse le nombre des victimes à leur offrir?

MON DERNIER VOL.

Hôpital. — Printemps 1918.

Autour de l'hôpital, des collines boisées abaissent vers l'Oise assoupie au fond de sa vallée leurs luxuriantes frondaisons ;

là-bas en face, la forêt d'Halatte ferme l'horizon de ses croupes imposantes et sombres; à l'Est grondent sans répit des rumeurs de bataille. Étendu sur ma chaise-longue, dominant le paysage, le bras droit emmaillotté et lié sur la poitrine,

Je me souviens
Des jours anciens...

Ce matin-là, un dimanche d'avril, la brume s'alourdissait trop épaisse encore pour permettre de voler, déclarait mon compagnon de chambre (1), et je m'étais rendormi, lorsqu'un rayon de soleil, filtrant par la croisée ouverte, d'un bond nous dressa hors du lit. Au dehors, de larges éclaircies déchirent le ciel en désordre; déjà notre chef s'impatiente, tandis qu'aux bords de leurs nids nos oiseaux silencieux attendent l'heure de l'envol. « La mitrailleuse est nettoyée, la bande rechargée, Aubry? — Hier elle exécuta un magnifique tir d'essai. — Armez. » Mon mécanicien s'empresse... Pourquoi le levier d'armement ne retomba-t-il pas à fond?... « Vous conduirez la patrouille, « Frégeo, » interrompt le lieutenant. — « Entendu ! Montdidier, Noyon, voulez-vous? » Les camarades accourent, la confiance et la joie plein les yeux : « Tu mènes? — Pas trop vite, mon moteur a perdu cent tours. — Alors, c'est le grand jour? On bourre? — En route, bavards ! » Du poste de commandement un téléphoniste fait irruption : « Trois Albatros signalés à 4 000 sur Montdidier... »

Les huit moteurs ronflent, les pilotes enjambent leurs carlingues, les As de l'escadrille roulent vers la ligne de départ; tous des acrobates, des tireurs de classe, des jeunes qui en « veulent » et qui, au cours d'un combat, n'abandonneront pas le camarade mal engagé. Quelle confiance inspire pareille équipe !...

Vous étiez là, derrière moi, l'un à droite, l'autre à gauche, Marie, le chasseur à pied au regard intrépide, et vous, Stone, compagnon taciturne, mais assoiffé de victoires, accouru de ces lointains rivages qu'éclaire une symbolique statue de la Liberté !...

Au-dessus du terrain, la patrouille se forme en triangle, et, rapaces faméliques de proies humaines, pareils à ces vols de

(1) Sous-Lieutenant Decugis, tué trois mois plus tard.

migrateurs au col perpétuellement tendu vers l'horizon, droit vers l'Est, nos ailes se déploient. Une ardeur sacrée hâte l'essor de nos oiseaux, les allonge sur les nues. Les mille mètres s'escaladent après les mille mètres. Jamais formation ne fut plus ordonnée ni plus serrée. Pour ceux de la terre qui d'aventure remarquent ces points brillants de la voûte céleste, nous semblons sans doute quelque nouvelle et fugitive constellation, présage étrange de ces époques troublées.

Montdidier! Trois Fritz en effet piquent vers Roye à notre approche. J'essaie ma mitrailleuse, elle ne tire que coup par coup. A chaque cartouche il faut rabattre le petit levier. Une fatalité inouïe me poursuit donc toujours! Trop tard maintenant pour reculer! Manquerai-je l'occasion de mener au combat une équipe de tels hommes? Que penseraient-ils de moi? Puis le ciel est si limpide désormais! Quelques balles à tirer et ma mitrailleuse marchera...En avant!

Roye! les Boches se sont évanouis, nous demeurons maîtres du firmament. Ombre du grand Guynemer, tu veilles toujours en ces parages. Dix-huit mois sont passés depuis ce matin de septembre où le héros légendaire abattait ici à mes yeux deux ennemis en flammes.

Lassigny! rien encore. D'une aile sur l'autre, tout doucement, chacun de nous se balance interrogeant le zénith, scrutant l'horizon, fouillant les moindres replis du sol. Rien! pas même un coup de canon qui secoue notre ennui.

Au loin, vers Noyon, une dizaine de points noirs mouchètent le bleu de l'azur : des Spad sans doute? — Brusquement les virgules blanches des shrapnels français éclatent au milieu d'eux et déjà nous reconnaissons les croix noires et les museaux pointus d'une équipe d'albatros. La voici donc enfin, cette rencontre de patrouilles dont nous rêvons depuis des mois! Comment espérer plus magnifique concours de circonstances ni plus grande rage de vaincre au-dessus de cette terre de France profanée par la marée ennemie?

Autour de moi mes équipiers se groupent, leurs cocardes tricolores m'encadrent de toutes parts, ici un tel et là tel autre. Et ma mitrailleuse qui s'entête à ne pas marcher!... Trop tard encore une fois! Chef d'une heure, je n'abandonnerai pas mon poste devant le danger, au risque de semer le désordre parmi la formation dont je suis responsable et de priver mes camarades

d'un centre de ralliement près duquel ils se regrouperont tour à tour. Puis, faute impardonnable, n'avons-nous pas omis de désigner celui qui prendrait le commandement au cas où je serais obligé de me retirer. Déjà la fusillade crépite et tout à la joie du combat qui s'annonce, j'en oublie cette arme damnée. Traçantes et incendiaires s'entrecroisent comme des pluies d'étoiles, mêlent leurs sillons fumeux au milieu d'une sarabande effrénée : près de vingt appareils tourbillonnent en rond cherchant à s'atteindre par derrière, à se survoler les uns les autres. En un instant le désordre est indescriptible : à mes côtés passe le gouvernail d'un Spad, sur ma tête glisse le ventre livide d'un Fritz. Voici un camarade serré de près; son assaillant coupe ma ligne de mire. Hélas! toujours une seule cartouche. Français, Allemands plongent ou se dressent « en chandelle, » ce ne sont qu'avions virevoltant dans les positions les plus excentriques. Les lourds albatros aux queues en pelle vrillent à la verticale, leurs adversaires légers se retournent sur le côté. Certains simulent être touchés à mort, se dégagent et recommencent le combat.

L'ennemi témoigne d'un allant inaccoutumé et donne l'impression de fauves sournois, mais résolus, qui cherchent à mordre; les nôtres se multiplient : « Hardi, mes équipiers! » A chaque seconde des appareils se frôlent ou menacent de se couper en deux. Brusquement un Spad s'engouffre devant moi à une vitesse insensée : les ailes s'arrachent du fuselage et tout vole en éclats; seul un lambeau de cocarde tricolore s'attarde comme une feuille morte à travers l'espace... Déjà un ami à venger!

Au fond du remous qui s'est naturellement formé nous nous retrouvons trois Boches et moi. L'un d'eux s'acharne et ses camarades le laissent travailler; il paraît plus puissant, admirablement camouflé mauve et vert, les « culbuteurs » de son Mercédès et ses deux mitrailleuses étincellent au soleil. On dirait le chef de patrouille, lui aussi. A nous deux maintenant! Une fureur de destruction nous enflamme l'un et l'autre; lui ou moi, l'un de nous sera forcément abattu tout à l'heure. Les passes se succèdent parallèlement, sans qu'il soit possible de tirer et nous montons sans arriver à nous dominer. J'ai l'impression de jouer ma vie et m'amuse comme sur notre terrain, aussi insouciant que s'il s'agissait de quelque exercice d'entraî-

nement, plus rageur cependant et préoccupé de la précision des mouvements ; la plus légère faute m'exposerait à son feu. Le moteur « gaze » à fond, les manomètres sont bons et mon oiseau est si souple, si nerveux à manœuvrer ! nous nous croisons et recroisons à une largeur d'aile, puis chacun vire et le manège recommence. Un sauvage rictus de haine contracte sa face à lui aussi. Par deux fois un quart de vrille brutal me place juste derrière lui. Le regard rivé au colimateur, je le centre à l'intersection des traits avec une scrupuleuse attention. Chien maudit, si j'avais la chance de te descendre en une seule balle, ou mieux de couper tes gouvernails avec mon hélice !...

Tac...

Quelque chose de brillant a passé avec un bruit mat, de mon poignet des éclairs blanchâtres jaillissent, dirait-on, et voilà ma main droite tendue sur le « manche à balai » qui tombe inerte, demi-séparée du bras. Encore inconscient, d'un geste plus prompt que la pensée, je la saisis de la main gauche et la remonte à son poste. Mais une douleur infernale me fait brusquement tout comprendre et mesurer l'étendue du désastre. Un coup de massue asséné à toute volée serait moins atroce. Sur la chair à vif, de l'essence, venue d'on ne sait où, coule à flots embrasant la déchirure. Je regarde la main, *elle ne tient plus que par un trou* entouré de deux fils de peau ; du poignet ressort un tendon blanc coupé, le sang gicle au fond de la carlingue jusque sur mes pieds. La souffrance est si horrible que je souhaiterais mourir, tout au moins m'évanouir. Hélas ! le mal suraigu hypertrophie au contraire à leur paroxysme les facultés tant physiques que cérébrales. Ma main droite... coupée... amputée... est-ce possible ?

La réalité brutale se dégage peu à peu sous sa lumière crue et sa fatalité m'accable. Ce Fritz ensorcelé a donc réussi la plus difficile des corrections de tir, celle à angle droit !

L'avion cependant n'obéit plus. Ses commandes sont sans doute coupées à lui aussi ; couché sur le flanc, il descend en glissade sur l'aile. Côté français, côté boche ? Nous étions au moins à trois kilomètres chez eux. Je frissonne d'une nouvelle épouvante à la pensée de retomber une seconde fois prisonnier. Côté français, grâce au ciel ! Voici là-bas Noyon et l'Oise. Dans mes pires séances d'acrobaties, jamais je n'ai gardé le souvenir

d'une dégringolade plus excentrique. Tassé contre le bord de la carlingue, je serais infailliblement « vidé, » n'étaient les bretelles qui me retiennent. Je m'efforce d'agir, les pieds arc-boutés sur le gouvernail, le manche à balai coincé contre le coude, — la main gauche, d'instinct, coupe robinets et contacts électriques, — impossible de redresser. En bas, l'écrasement est fatal! Qu'importe, si c'en est fini de cette abominable torture?

Et voilà qu'en films électriques repassent à mes yeux, depuis les plus tendres années, ma vie active d'avant, quand je *l'*avais encore, inconscient de mon bonheur. Toutes ces poignées d'engins sportifs que j'ai tant aimé à manier, tous ces volants de direction, symboles de vitesse et de jeunesse, d'espaces largement ouverts devant soi, il me semble les toucher, les tordre dans mes mains. A chaque bonheur passé, contrastant avec les infortunes à venir, mon imagination surexcitée s'attarde en implacables tableaux. ... Voici maintenant les visions de l'existence ratatinée d'amputé qui m'attend sans *elle* : l'infirme, incapable seul d'un effort et si à part parmi les autres, les routes du ciel et de la terre désormais fermées. Et le heurt du crochet d'acier à l'extrémité du bras mutilé, sonne déjà à mes oreilles. Oh! non! est-ce possible? Mieux vaut mille fois y rester; en finir à jamais! Ma main droite amputée!... Un monde d'images, une révolte furieuse bouillonnent dans ma cervelle en fusion! « Écrase-nous, machine funeste!... » Les événements servent mes vœux, l'avion que rien ne gouverne continue son abattée: un moment et tout sera terminé. Qu'importe! combien de fois me suis-je juré à moi-même de mourir là-haut plutôt que d'y subir quelque atroce destin. D'autres payèrent d'exemple et devant l'incendie qui menaçait de les dévorer, des camarades ne se sont-ils pas achevés d'une balle de revolver? De minute en minute, l'infernal supplice s'accroît, la brûlante morsure de l'essence cautérise les nerfs à vif et me tord de douleur dans la carlingue. Je n'aurais même plus la force de piloter! La terre approche, dont s'affirment les détails; toujours couché sur le flanc, l'avion glisse éperdu. « Vite! plus vite! mon Dieu, dans un instant je vais paraître devant vous. Pitié! vous qui savez mon martyre!... »

Que se passa-t-il? L'instinct de la conservation imposa-t-il seul son suprême commandement? Plus encore, cette agonie en apparence interminable qui laissait à la pensée tout son

temps, jointe à la terreur de quelque nouvelle et grave blessure et non d'une fin brutale, ébranlèrent-elles ma volonté d'en finir? Intervinrent-ils aussi, les invisibles protecteurs vers lesquels, instinctivement, je jetais un appel désespéré, gagné, malgré moi, d'épouvante devant cette ingouvernable machine?

Dominant souffrances et angoisses par un furieux sursaut de tout mon être, raidi une dernière fois sur les commandes, je me débats pour vivre. Peu à peu le miracle s'accomplit, l'appareil se redresse. Une coulée de champs creusés de tranchées s'offre comme point d'atterrisage. « Retirons nos lunettes; le capotage est certain. » Un suprême effort, et mon oiseau à plat cherche à se poser; choc effroyable, projeté en avant, les bretelles me retiennent en arrière prisonnier sous la carlingue renversée. A gauche filtre un rayon de lumière, juste un orifice où se glisser. Impossible de décrocher la courroie, la boucle ne veut pas sauter; me voici étranglé; enfin, par l'ouverture minuscule, j'arrive à me faufiler. La main suit, sans qu'il soit nécessaire de prendre appui aux deux os qui pointent en fourchette hors du bras, et sur les chers sillons de France, près de mon oiseau mort, brisé, sanglant, mes rêves et ma carrière anéantis pour toujours cette fois, je me suis étendu...

. . . . . .

Des artilleurs accoururent tout frémissants de notre bataille aérienne dont anxieusement ils suivaient les péripéties, et, quelques heures plus tard, transporté à l'hôpital, je m'abîmais dans le nirvana du chloroforme.

La patience et le dévouement d'un praticien de talent, le docteur Laurence, dont le souvenir restera attaché à ma vie, sauvèrent ma main de l'amputation, après des semaines d'incertitude. Privée de mouvements, elle dort désormais sur ma poitrine, comme l'aile repliée d'un oiseau blessé.

Une vie nouvelle commença pour moi à laquelle jamais ne s'était arrêtée ma pensée. Je mesurai les interminables nuits sans sommeil, coupées par les râles des mourants, les gémissements et les appels des blessés, où l'on guette impatiemment le jour, et les jours plus pesants parfois où l'on espère à nouveau la nuit. Je connus l'abattement de la fièvre, la désespérance de la guérison, l'attente angoissée de l'infirmière, au matin dans la salle, ange blanc perpétuellement penchée sur nos souffrances, seul rayon de lumière de ces douloureux asiles.

Indéfiniment, je revécus les péripéties de notre dernier combat sur lequel mes camarades m'apportèrent d'autres détails et quelques reliques de l'oiseau défunt. Ni Marie ni Stone ne revinrent jamais; l'appareil de l'un éclata en l'air, l'autre fut aperçu tombant en flammes; deux ennemis le suivirent au fond de cette vaste sépulture toujours ouverte sous nos ailes. Jusqu'à Roye l'Allemand fut refoulé, et le reste de la patrouille, — ils n'étaient plus que cinq, — resta maître du champ de bataille. Ils me dirent leur angoisse, quand ils se comptèrent, leur morne retour, l'anxiété des mécaniciens espérant tout le jour les pilotes disparus, les tentes ouvertes et animées le lendemain, à l'heure de la sortie, et celles des trois « manquants » silencieuses et closes comme des tombeaux.

Une seule balle, dont mon mécanicien releva la trace, une malheureuse balle perdue, — française ou boche, — tirée par ceux qui se battaient au-dessus de nos têtes, peut-être même pour me dégager, traversa une aile, broya mon poignet, coupa le gouvernail, creva le réservoir d'essence.

Le Fritz, mon adversaire, n'y fut donc pour rien.

Pour moi, mesurant les conséquences de ma blessure au point de vue des services que j'aurais continué de rendre, un instant j'eus le regret de m'être entêté dans une rencontre à laquelle ma mitrailleuse déréglée interdisait toute participation efficace et faisait illusion à mes camarades sur la valeur de mon appui. Devant la mort de Stone et de Marie, ce doute s'évanouit. Mon sacrifice me parut moins inutile, moins cuisante la douleur de ne plus combattre. Jusqu'au bout, ils auront pu se regrouper autour de leur chef de file, et, avant de s'engloutir, le reconnaître toujours présent parmi eux.

Condamné désormais à une mortelle inaction, seule la lecture des communiqués m'apprend les exploits des hardis compagnons de jadis, tandis que passent sur ma tête leurs légers essaims et que résonne au lointain le canon d'offensives où se jouent les destinées de la France.

LIEUTENANT R. DE LA FRÉGEOLIÈRE.

EDMOND ROSTAND

Il y a un an qu'Edmond Rostand est mort. Depuis un an, nous n'avons cessé de mieux comprendre l'étendue de la perte qu'a été pour les lettres françaises la disparition prématurée de ce poète enlevé dans toute la force de son beau génie. Si, au lendemain de sa mort, je me suis abstenu de parler de lui et de son œuvre avec quelque développement, c'est qu'en vérité devant la tombe fraîche ouverte de celui que j'avais connu presque enfant, je n'aurais su dire que mon affliction. Aujourd'hui, dans le recul d'une année, j'essaierai de le montrer tel qu'il m'apparaît et d'indiquer la place qui lui appartient dans l'histoire de notre littérature.

I

La Provence nous l'avait envoyé. Elle avait mis en lui la douceur de son ciel clément, la tendresse de ses brises parfumées. Il était de la race de ces troubadours qui ont chanté l'amour courtois et rêvé de princesses lointaines. De Marseille, sa ville natale, il voyait les vaisseaux partir vers cet Orient pour lequel l'amour de Mélissinde faisait naguère s'embarquer Geoffroy Rudel. Du Midi provençal il avait encore la gaieté légère, un tour d'esprit gentiment railleur, un don d'apercevoir le côté plaisant des choses et de s'en amuser. Il avait ce goût de la galéjade qu'un autre Provençal a si bien noté chez ses compatriotes et chez lui-même. Il était du pays de Daudet. Il était de ces tambourineurs qui vont « jouant du triste et du gai tout ensemble. »

Et il était aussi de l'autre Midi, plus âpre, plus ardent, le Midi de Gascogne. Il a dit dans la « Maison des Pyrénées »

l'attirance qu'exerçait sur lui cette région pyrénéenne, en lisière de l'Espagne. Est-ce parce qu'il tenait d'une grand'mère gaditane une goutte de sang espagnol? Est-ce tout simplement parce que ce coin de terre est celui où il retournait chaque année pendant la période bénie des vacances, pour y retrouver la maison de famille, la maison douce et riante où de la glycine montait à son balcon. C'est là qu'il goûtait le charme de s'appartenir, de flâner, de rêver en liberté. Parce qu'il y fut parfaitement heureux, tout ce pays lui devint cher. Témoin certains vers de *Cyrano* où tremble une larme : lui aussi, à entendre « les vieux airs du pays au doux rythme obsesseur, » voyait s'évoquer le val, la lande, la forêt, « et la verte douceur des soirs sur la Dordogne. » Témoin cette nostalgie qui lui fit, au lendemain de ses grands succès, choisir un cadre de nature voisin de celui où s'était écoulée son enfance, pour y créer cette propriété de Cambo, merveilleux jardin ouvert de tous côtés sur les Pyrénées. Luchon fut pour lui ce qu'avait été pour Victor Hugo la « vieille ville espagnole » de Besançon. Il y respira ce « rien de bravade espagnole, » qui, deux fois déjà, au début du XVIIe siècle et au début du XIXe, avait passé les monts. Et il y prit encore ce goût pour la truculence et le gongorisme, qui est, lui aussi, partie intégrante de nos deux romantismes.

Midi de Provence ou Midi de Gascogne, ils ont mis du soleil dans son imagination, de ce soleil qui égaie jusqu'à la tristesse et jusqu'à la misère. La fée qui s'est penchée sur son berceau, c'est la bonne vieille qui portait dans sa brouette un morceau de soleil. Et quand il écrira l'Hymne au soleil « sans qui les choses Ne seraient que ce qu'elles sont, » ce sera, de sa part, une action de grâces.

Il a grandi dans une de ces familles privilégiées, où le culte des lettres est de tradition, comme la noblesse morale. On y était, de naissance, poète et musicien. Le père d'Edmond avait traduit Catulle en vers délicats ; son oncle, qu'aux derniers temps de sa vie il ne manquait pas d'aller voir un seul jour, avait fait des opéras. Douceur exquise d'un foyer français dans un milieu cultivé :

Mon père traduisait Catulle
Et ma sœur déchiffrait Mozart!

Edmond Rostand y prit une fois pour toutes l'habitude de

toutes les élégances : lui aussi, c'est à l'âme surtout qu'il devait les porter. Jamais chez lui de ces traits de vulgarité, qui, même chez de grands écrivains, décèlent la médiocrité des origines. Tant pis pour ceux qui ne sentent pas le prix de cette distinction.

Cet enfant du Midi était un silencieux. Son occupation préférée, c'était de pêcher à la lune. Il a lui-même décrit, un jour, cette pêche, la plus belle qui soit au monde. Le rêveur faisait prévoir le poète. L'auteur dramatique aussi s'annonçait. Il y avait, à Marseille, de l'autre côté de la rue, un marchand de pupazzi. Edmond traversait souvent la rue et ramenait quelque vedette nouvelle pour la troupe de marionnettes dont il s'était fait l'impresario. Citons enfin, puisqu'il a lui-même éprouvé le besoin de l'évoquer dans une circonstance solennelle, l'une des influences qui semblent avoir le plus agi sur lui : celle du « correspondant » qui le faisait sortir pendant ses années de collège. Il « arrivait brusque, pimpant, la moustache ébouriffée, l'œil bleu : je le vois encore. Il m'enlevait gaîment, me transportait dans des paysages bien choisis, et me contait de belles histoires de guerre et d'amour. Il me ramenait ébloui et reposé ; il m'avait appris de tout sans avoir l'air de rien; j'entends encore sa voix charmante ; il s'appelait Villebois-Mareuil. » C'était l'époque où Rostand était à Paris pour y achever ses études.

Que furent ces études? Je puis en témoigner, n'ayant jamais oublié ce matin de novembre 1884, où le petit Marseillais de quinze ans débarqua dans la Rhétorique que je professais alors au collège Stanislas. Sur l'exemplaire des *Musardises* que je tiens de son amitié, je lis, tracé de sa main, que ce souvenir est celui d'un « mauvais élève. » Il le disait en souriant; d'autres l'ont répété gravement, parce qu'il est convenu que, pour devenir un maître de la langue française, il importe de n'avoir pas commencé par en apprendre la grammaire. La vérité est qu'Edmond Rostand fut un brillant rhétoricien. Il se peut qu'il eût un Victor Hugo dans son pupitre et qu'il crayonnât des vers dans les marges. Il se peut qu'il n'ait pas eu pour tous les exercices scolaires la même ardeur. C'est qu'il réservait le meilleur de son jeune labeur à la composition française. Ses « discours, » lus tout haut en classe, lui valurent les « premiers feux de la gloire. » Nous comptions bien qu'à la fin de l'année il aurait le prix d'honneur au Concours général :

il n'eut pas un accessit : dix collégiens, ce jour-là, furent tenus pour meilleurs écrivains qu'Edmond Rostand. Tout de même, il savait faire les « discours : » on le vit bien, le jour qu'il prononça sous la Coupole son éblouissant discours de réception.

II

C'est vrai que son premier livre passa inaperçu. Mais c'est vrai aussi que les *Musardises* de 1890 (*Les Songes Creux*, — *Poésies diverses*, — *Le livre de l'Aimée*), si elles contenaient des développements agréables et faciles sur des thèmes romantiques et de jolis vers d'amour, ne se présentaient pas comme un recueil fort original. C'est à distance qu'il est curieux de les relire parce que nous avons assisté à l'épanouissement de ce qui n'y était qu'en germe. La première pièce, qui sert de dédicace au volume, célèbre les ratés, les génies incomplets et ridicules, poursuivants d'un idéal qu'ils n'atteindront jamais! Puis c'est le « vieux pion » surnommé Pif-Luisant, poète et nasigère, — déjà! Puis le « vieux poète » qui meurt incompris, et dans *le Chien et le loup*, le bohème féru de son indépendance. Ainsi s'ébauchait, dans *les Musardises*, la figure du raté sublime auquel l'auteur de *Cyrano* devait bientôt conférer l'illustration.

Son vrai début, ce furent *les Romanesques*, qui sont ses *Contes d'Espagne et d'Italie*. Le poète s'y rattache à une longue tradition littéraire : ce sera toujours une des caractéristiques de son œuvre. Il y a là beaucoup de Musset et un peu de Banville, mais il y a aussi du Marivaux et du Florian, et du répertoire classique et de la comédie italienne. Au pays bleu, de bons vieillards et de gentils petits amoureux se jouent des tours innocents : ils sont honnêtes et ils amusent, ils ont de la vertu et ils ont de l'esprit. Et quand on a tout dit à l'éloge de cette jolie pièce, on n'en a pas encore dit le principal attrait : c'est la jeunesse. Non pas la jeunesse impertinente et piaffante et qui plaît par ses défauts même, mais cette autre jeunesse, tendre et confiante, qui est la fleur de l'âme au matin rose de la vie. La gaieté y pétille. A la première représentation, la pièce faisait spectacle avec *le Voile* de Rodenbach. *Le Voile* c'était encore *Bruges la morte :* j'ai dans l'oreille un glas de cloches, de soupirs et de gémissements. Cela ne manquait pas de talent, mais cela manquait de gaieté. On écoutait *le Voile*

avec respect, en silence; les applaudissements éclataient aux *Romanesques*. On ne put jamais ôter à Rodenbach l'idée qu'il y avait là-dessous de la cabale. Une atmosphère d'optimisme faisait de cette pièce souriante « un repos naïf des pièces amères. » Il y avait longtemps que le romanesque chez nous était discrédité : cela datait du jour où Flaubert avait fait cette belle découverte qu'il mène sûrement aux pires turpitudes. Edmond Rostand, dans l'allégresse de ses vingt ans, rapportait à ses compagnons d'âge le droit au romanesque.

Comme je le félicitais de cette brillante, vive et spirituelle entrée qu'il venait de faire dans la littérature, je me rappelle l'insistance qu'il mit à me répéter qu'il ne fallait pas le juger sur cette première œuvre, qu'il avait autre chose en tête, tout à fait autre chose, qu'on verrait, qu'on serait surpris, que ce serait une autre manière, une autre teinte. Cette autre teinte, dont il était aisé de deviner qu'elle lui agréait davantage, cette autre manière dont il faisait plus de cas, c'était celle de *la Princesse lointaine*. Quatre actes de mélancolie, c'est un peu long; et ce moyen âge de légende et de chevalerie ne laisse pas d'être conventionnel. Mais l'idéal du poète commence à se préciser. C'est déjà sa conception de l'amour, du seul qu'il ait voulu accepter dans son œuvre, l'amour pur, noble, source de toutes les fiertés. C'est sa conception de la vie : Frère Trophime professe que le Seigneur gagne tout à toute chose grande et désintéressée. Et c'est la foi qu'il a dans les humbles, les petits, les obscurs, pour deviner, par un instinct qui est en eux, les inspirations les plus grandioses, et y répondre par un dévouement sans limites. Les mariniers « cœurs d'azur dans des piquants sauvages » qui, en prenant pour eux les souffrances d'une navigation périlleuse, permettent à Geoffroy Rudel d'accomplir son pélerinage d'amour, sont les ancêtres de ces autres grands cœurs et de ces cœurs simples qu'incarnera Flambeau.

Pour ce qui est de *la Samaritaine*, j'avoue n'avoir jamais pu m'y plaire. Au surplus, si ce fut de la part du poète une concession à la mode et au goût d'une grande artiste, on la lui a assez cruellement reprochée. On lui en a voulu d'avoir dit sur l'Évangile de si jolies choses. On a raillé sans pitié ce Jésus dilettante qui s'amuse à décrire l'anse que dessine sur le ciel le bras levé des filles de Jacob. On a feint de s'étonner qu'un

auteur pût se tromper si complètement sur lui-même et ne pas comprendre que certains sujets lui sont interdits. C'est à ces détracteurs qu'il répond fièrement : « Il y a des sujets qui sont trop beaux ? Il y a des sujets qui sont trop grands? Qui a dit cela? Ce n'est pas un poète. Les pêcheurs de lune lancent leurs filets sans jamais désespérer de ramener l'astre. » Rostand n'avait eu cette fois que l'honneur du filet hardiment lancé; maintenant il allait ramener l'astre.

Ce fut la merveille de *Cyrano*.

Pour expliquer le succès de *Cyrano*, on a écrit des volumes et on s'est ingénié en mille manières. On a répété, à satiété et sans bienveillance, que l'œuvre était venue à son heure et qu'elle avait eu grande chance, comme si ce n'était pas la coutume des chefs-d'œuvre de venir à leur heure et comme si ce genre de chance, ils ne le devaient pas à eux seuls! Il eût été si simple de constater tout bonnement que *Cyrano* est un chef-d'œuvre!

Ce qu'on entend par chef-d'œuvre, c'est l'œuvre achevée, qui réalise la perfection d'un genre, l'exacte adaptation de la forme à la matière. Heureuse réussite que produit, à l'appel du génie, la rencontre de maintes conditions. Harmonie d'abord entre l'auteur et son sujet. On a justement noté l'étroite parenté d'esprit qui existe entre Rostand et les poètes de l'époque Louis XIII. Il rejoint leur romantisme à travers le romantisme de 1830. Il a comme eux le goût de l'héroïque et comme eux le goût du grotesque. Il se place entre Corneille et Scarron. Cette société qu'il évoque, il semble qu'il y ait vécu. Sentiments et tour d'esprit, il les trouve en lui-même. Il en parle naturellement le langage. Et non seulement il est du temps, mais il est du pays. A vivre en Gascogne, il a pris l'humeur gasconne : *Ce sont les cadets de Gascogne...* Harmonie entre les deux éléments, lyrique et dramatique, qui trop souvent, au théâtre, se contrarient au lieu de s'accorder. *Cyrano* est une œuvre toute lyrique, parce que l'auteur s'y est mis lui-même, avec sa nature, sa sensibilité personnelle, sa tendresse, ses alternatives de gaieté et de tristesse, ses aspirations au sublime et sa complaisance pour la bouffonnerie. Lyrique par la qualité de l'air qu'on y respire, par une sorte de fièvre qui y court et d'exaltation légère; lyrique par l'ivresse verbale qui multiplie les tours d'une même idée, fait jaillir les mots pittoresques et

drôles, crée les néologismes hauts en couleur ou de plaisante invention; lyrique par la profusion des images neuves et originales et par les prouesses de rime. Ballades et rondeaux peuvent s'insérer dans la trame du dialogue : ils n'y sont pas dépaysés. Et tandis que les drames de Victor Hugo dont on n'admirera jamais assez le lyrisme, sont du plus mauvais théâtre, *Cyrano* est « du théâtre » dans la plus complète et dans la meilleure acception du terme. Non pas seulement par la vie qui circule à travers toute la pièce, par le mouvement des scènes et du dialogue, par l'art de tout rendre sensible, concret et « en scène, » mais surtout par la création de ce personnage de Cyrano qui est le type lui-même du personnage de théâtre, celui sur lequel se concentrent tous les regards et auquel vont toutes les sympathies.

Il est, ce Cyrano, tout action : c'est lui qui conduit la pièce. Et il est tout cœur, ayant les délicatesses et les raffinements de la plus précieuse sensibilité. Et il est tout esprit et toute présence d'esprit, ayant toujours sur les lèvres le mot prêt à partir, la riposte prompte et la réplique triomphante. Il a toutes les vertus, sans rien de ce qui parfois nous rend injustes pour la vertu. Il est brave, il est loyal, il est généreux, il a du talent; et comme toutes ces belles qualités ne l'ont mené à rien, cela fait que nous ne pouvons lui en vouloir. Il est sublime, et comme d'ailleurs il est ridicule, on est ébloui, sans être humilié par cette vaine sublimité. Il a toujours raison, quoique absurde. Il est plus spirituel, plus courageux, plus gentilhomme qu'aucun de ses spectateurs : ils s'en consolent en songeant qu'ils n'ont pas le nez aussi long. Ils se consolent d'avoir à l'admirer en se souvenant qu'ils ont à le plaindre. Pauvre diable et diable d'homme, assez avisé pour corriger chacune de ses qualités par un défaut qui les empêche d'être haïssables ! Toute la salle, toutes les salles ont pour lui les yeux que Roxane devrait avoir.

Ainsi le seul *Cyrano* a réalisé au dix-neuvième siècle la perfection de la comédie héroïque. Les romantiques s'étaient appliqués, suivant les conseils du maître, à opposer le tragique et le comique, et ils y avaient si bien réussi que les deux éléments, joints dans une même pièce, y faisaient contraste et discordance et juraient d'être rapprochés. Dans *Cyrano* le passage se fait naturellement de l'un à l'autre, tant

les nuances en sont finement assorties! Le théâtre romantique avait la prétention d'être une évocation de l'histoire, et n'en était que le travestissement. Mais Rostand avait « fait ses études, » et, qu'il fût poète, cela ne l'empêchait pas d'avoir l'esprit critique. Plus encore que de l'histoire, ce qui a cruellement manqué au théâtre romantique, c'est la connaissance de la vérité humaine : chaque sentiment qui s'y exprime est en désaccord avec le caractère du personnage autant qu'avec la situation où il se trouve, et l'expression ajoute sa fausseté propre à celle du sentiment. Sous la truculence ou sous la folie des propos, il y a dans *Cyrano* un fond d'humanité qui en a fait et continuera d'en faire le succès durable.

Ce qui achève de classer l'œuvre, c'est qu'elle n'appartient pas seulement à l'histoire du théâtre français : elle appartient à l'histoire de l'âme française. Parlant de l'émotion qui étreignit les cœurs le soir de *la Fille de Roland*, l'auteur de *Cyrano* a écrit : « Il y a des paroles qui, prononcées devant des hommes réunis, ont la vertu d'une prière ; il y a des frissons éprouvés en commun qui équivalent à une victoire; et c'est pourquoi le vent qui sort du goufre lumineux et bleuâtre de la scène peut aller faire claquer des drapeaux. » Il en a été ainsi de *Cyrano* et c'est par là que l'enthousiaste soirée du 28 décembre 1897 fut une soirée historique. Notre défaite de 1870 avait eu pour lendemain cette littérature de défaite qui fut tour à tour le roman naturaliste, la poésie et le drame symbolistes et décadents. Nous étions restés longtemps ensevelis dans le brouillard et dans le froid. Enfin l'esprit français sortait de ce suaire livide ; il se redressait brillant et hardi dans sa fierté lumineuse. La race s'était réveillée. C'était le signal d'un relèvement dont nous savons aujourd'hui qu'il ne devait plus s'arrêter sur la route glorieuse.

D'autres auraient été grisés, gonflés, d'un tel succès. Rostand eut seulement le sentiment qu'il lui créait de nouveaux devoirs. Car on lui a fait porter, dans l'opinion, le poids du formidable banquisme organisé autour de son nom. Ceux qui l'ont connu, savent qu'il y fut complètement étranger. Au lieu de se plaire à tout ce bruit, il ne songea qu'à le fuir. Il se réfugia dans la solitude de son lointain Cambo. Il garda toute sa simplicité gracieuse de jadis et toute sa modestie. Il n'eut plus qu'un souci : remplir sa renommée. Souci qui fut souvent

une angoisse, et qui désormais domine toute son œuvre.

La foule avait reconnu en lui quelques-unes des plus authentiques qualités de la race ; aussi l'avait-elle justement et sans qu'il l'eût cherché, salué poète national. Il rêva d'épopée. La France d'alors se reprenait de goût pour les gloires napoléoniennes : il les cueillit dans l'air. Ce fut l'*Aiglon*. Pouvait-on rendre quelque couleur à la pâle figure du duc de Reichstadt? Rostand voulut que, dans cette conscience partagée entre deux hérédités, celle des Bonaparte et celle des Habsbourg, un drame se soit joué qui ait eu quelque chose de shakspearien. Il a fait du fils de l'homme un autre Hamlet et n'a pas omis même les visions et les hallucinations. Mais sans doute le « pauvre enfant » était trop frêle pour supporter le poids d'une telle création. Le rôle était trop purement imaginaire et factice et ne reposait pas sur ce minimum de réalité, dont ne peut tout de même pas se passer un personnage historique. Au contraire, depuis l'instant où Flambeau fait son entrée dans la pièce, — une des plus superbes entrées qu'il y ait au théâtre, — le drame est déséquilibré, l'intérêt se déplace, il va tout entier au personnage secondaire qui émerge au premier plan ; la vague silhouette du prince souffreteux disparaît devant la solide carrure du grognard, qui revient de si loin, qui a fait le tour de l'Europe en combattant, et qui n'est pas fatigué ! C'est que ce rôle-là plonge ses racines dans le sol. Il est un résumé d'histoire. Il fait mieux que d'expliquer, il montre, il rend sensible aux yeux ce dévouement des petits, grâce auquel a été possible l'épopée impériale. Et, comme tout se tient dans l'histoire d'une nation, ce rôle qui incarne tout un passé glorieux allait être la préface de lendemains aussi épiques. Tout ce qui est dit dans *l'Aiglon* des grognards de l'Empire, peut se redire et s'est vérifié pour les poilus de la Grande Guerre.

J'ai toujours pensé que si Rostand avait tant hésité et tant tardé à nous donner son *Chantecler*, c'était non pour aucune des difficultés accessoires et d'ordre matériel qu'on a mises en avant, mais parce qu'il ne pouvait se décider à livrer au public une pièce qui, dans ses parties essentielles, est une ardente confession. Car tout le rôle de Chantecler n'est pas autre chose, et c'est un des plus poétiques symboles par lesquels on ait jamais traduit la fonction du poète éveilleur d'aurore. Chantecler c'est le poète, à la façon dont le conçoit Ros-

tand, et que lui-même il s'est efforcé d'être. Comme le coq enfonce ses griffes dans le sol pour jeter vers le ciel son cri qui monte des entrailles de la terre, ainsi le poète qui porte en lui l'âme d'une race lui donne une voix pour traduire ses aspirations les plus généreuses. Et peut-être le coq ne fait-il pas lever le jour, mais le poète fait lever l'idéal que créent son imagination et sa sensibilité. Tâche magnifique et douloureuse. Car le poète y pourra-t-il suffire? Le souffle qu'il attend reviendra-t-il? Et la page qu'il vient d'écrire n'est-elle pas la dernière?... C'est là le véritable drame d'une vie d'artiste : la terreur de se survivre à soi-même. Pour l'avoir rendu avec tant d'intensité et tant d'éclat, on peut bien pardonner au poète cette débauche de lazzis, contre-partie et peut-être rançon du rôle de Chantecler.

III

Edmond Rostand avait vu venir la guerre : j'ai dit ailleurs son émoi devant l'horizon qu'il voyait se charger de nuages. Désormais il n'a plus su que crier sa haine de l'Allemagne et dire sa tendresse pour la France. *Le Vol de la Marseillaise* est à coup sûr un des plus beaux poèmes patriotiques qu'il y ait dans notre langue. Il fallait le lui entendre réciter, en merveilleux diseur qu'il était, avec cette diction de théâtre plus encore que lyrique, détachant, martelant les syllabes, jouant le poème, en faisant vivre toutes les colères et tous les enthousiasmes. D'un mouvement spontané, les milliers d'auditeurs qui emplissaient la grande salle de la Sorbonne aux Matinées nationales se trouvaient debout : ce que nous acclamions alors, en même temps que le poète, c'était le Destin de la France que nous sentions passer sur nos têtes. Dans le volume auquel *le Vol de la Marseillaise* a donné son nom et où on a recueilli la production de guerre de Rostand, toutes les pièces ne sont pas de même valeur. Il suffit que quelques-unes soient de purs joyaux. Telles, *la Vitre*, *le Faucheur basque*, qui disent avec une émotion si intime ce que c'est que la France, toute la France, et *les Ruches brûlées* où l'abeille, « chaste buveuse de rosée, » a inspiré Rostand comme elle avait inspiré le Victor Hugo des *Châtiments*. Telle *l'Etoile entre les Peupliers*, catéchisme d'une religion à laquelle on ne saurait tolérer un infidèle, la religion

de la patrie, hymne qui contient ce splendide fragment épique : le dénombrement de tous ceux qui, en tous les temps et sous tous les costumes, se sont battus et sont morts pour la France. Encore doit-on rappeler qu'il faut un peu de temps et quelque recul, pour que se dégage la somme de poésie enclose dans les plus grands drames de l'histoire. Rostand n'a pu que jeter, au milieu même des événements, un premier cri de souffrance, de haine et d'espérance.

C'est d'une autre manière encore que son nom s'insérera dans le souvenir de la guerre de 1914. Dans un livre excellent sur *le Théâtre de Rostand*, un jeune écrivain, M. Jean Suberville, a écrit : « Les Saint-Cyriens qui partaient au feu avec la plume à leur casoar, réalisaient devant la mort le héros que le poète avait rêvé. Telle division s'appelait la division Cyrano; tel corps d'armée avait pour insigne le coq Chantecler. L'immortel Cadet de Gascogne réapparaissait inlassablement sur le théâtre du front... Rostand a été aimé par les poilus de 1914. » On peut le dire en toute sûreté de conscience : c'est l'hommage dont il eût été le plus fier.

Le même écrivain constate : « A vrai dire, le solitaire de Cambo n'a pas créé d'école littéraire; il vivait en marge, trop indépendant et trop désintéressé. Voilà pourquoi sa mort a suscité plus d'émotion dans la foule que dans les cénacles; voilà pourquoi le grand public n'a pas trouvé dans les revues littéraires un digne écho du regret général, ni une louange égale à l'admiration de la France entière. Sa véritable influence apparaît dans l'âme de la jeunesse française. » Et cela vaut mieux ainsi.

Il est exact que, depuis la mort de Rostand, on a peu écrit sur lui, et qu'il s'en est trouvé quelques-uns, hélas ! pour le dénigrer sottement. Mais il faut avouer que depuis ce début de décembre 1918, trop de soucis nous ont détournés de la pure littérature. L'œuvre de Rostand a pour elle tout l'avenir. Parmi les exégèses qu'on lui consacrera, il en est une que nous appelons de tous nos vœux. Un fin lettré, M. Louis Labat, a été, pendant vingt ans, pour Edmond Rostand, l'ami de tous les jours, le confident de toutes les pensées. En revivant pour nous les entretiens du poète, en nous initiant à ses projets comme à ses procédés de travail, il élèverait à la chère et grande mémoire un monument qu'attendent de lui et que lui demandent tous les amis et tous les admirateurs de Rostand.

Ce qui apparaît dès maintenant dans cette œuvre où il n'y a pas une fausse note et pas une dissonance, c'en est la forte unité. Et le même trait en fait l'originalité certaine. On peut interroger tous ses héros : ils sont de la même famille. Le Contrebandier des *Musardises*, en qui nous avons vite fait de reconnaître notre vieil ami Don Quichotte, s'il veut à toute force passer la frontière et rentrer en France, c'est pour y rapporter « les héroïsmes superflus. » Ce que représente Cyrano, c'est non pas la bravoure, mais ce qui la complète et la pare d'élégance. « Qu'est-ce que le panache? Il ne suffit pas pour en avoir d'être un héros. Le panache n'est pas la grandeur, mais quelque chose qui s'ajoute à la grandeur et qui bouge au-dessus d'elle. C'est quelque chose de voltigeant, d'excessif et d'un peu frisé. C'est l'esprit de la bravoure. Un peu frivole peut-être, un peu théâtral sans doute, le panache n'est qu'une grâce; mais cette grâce est si difficile à conserver jusque devant la mort, cette grâce suppose tant de force que tout de même c'est une grâce que je nous souhaite. » Flambeau ne se contente pas d'être brave entre les braves et de faire tout son devoir : il « fait du luxe. » Ils auraient pu être des héros de Rostand, ce colonel Doury qui donnait pour mot d'ordre à ses hommes : le sourire, — et ces cuirassiers, célébrés par Albert de Mun, qui chargeaient dans les roses. Le trait qu'ils ont tous en commun, c'est qu'ils personnifient l'héroïsme à la française.

C'est Rostand qui l'a fait rentrer dans notre littérature. Tous les dons qu'il avait reçus de la nature et de la vie le destinaient à remplir cette mission. Il y fallait l'éclat du verbe, la vivacité de l'émotion, l'ampleur de l'imagination; mais il y fallait aussi la gaieté, l'esprit et la grâce. Il fallait à ce pur Français tout ce qui lui est venu de sa Provence avec tout ce qui lui est venu de sa Gascogne. Et voici quelle a été sa récompense. Comme, jadis, une société était sortie de la Comédie humaine, de l'œuvre de Rostand il est sorti une jeunesse nouvelle à l'image de ses héros : celle de nos combattants de 1914. C'est sa gloire, — et dans toute l'histoire des lettres je n'en sais pas de plus enviable.

René Doumic.

UN AN APRÈS L'ARMISTICE

AUX RÉGIONS DÉVASTÉES

II[1]

AUTOUR DE LILLE

D'un côté de Lille, à une demi-heure en tramway, Roubaix et Tourcoing; d'un autre côté, à trois quarts d'heure en automobile, Armentières, Bailleul, la Vallée de la Lys : quelle différence! Roubaix et Tourcoing n'ont pas visiblement souffert. Ce sont toujours, — Roubaix surtout, car la physionomie de Tourcoing est plus intime, plus vieille France, — des villes sombres où s'accuse violemment l'antithèse entre le luxe architectural des patrons et les mornes habitations ouvrières.

Roubaix vaut mieux que ses agitations socialistes et que les façades insolentes de son capital; et il l'a prouvé pendant l'occupation allemande où il a refusé aux envahisseurs ce qui constitue sa dignité et sa raison d'être : le travail. Au début, les Allemands voulaient forcer les usiniers à travailler. Quelques petits fabricants crurent qu'ils pouvaient le faire pour les besoins de la population. Mais, quand ils s'aperçurent que ce serait pour les Boches, ils s'arrêtèrent. Menaces et emprisonnements, rien ne put vaincre leur résistance. Dans certaines maisons, les Allemands ne trouvaient devant eux que des femmes. A leur grand étonnement, ces femmes furent aussi obstinées que les hommes. Alors, ils volèrent ou brisèrent tout dans les usines. Le jour de l'armistice, les fabricants ne pos-

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

sédaient guère que des murs nus. Mais le premier mètre de tissu est sorti au mois d'avril.

« Le départ a été lent, pénible, me disait M. Delvas, un des chefs de la maison Allart Rousseau, une des plus grandes maisons de peignage avec celle des Motte. L'État reculait devant l'énormité des chiffres. Enfin, le ministre a lâché d'un coup soixante-douze millions aux grosses usines de Roubaix. D'autre part, nous avons retrouvé une partie de notre matériel électrique dans les dépôts de Maubeuge où les Allemands avaient entassé d'immenses réserves. Mais nous n'avons pas encore récupéré nos garnitures de cardes, et celles que nous commandons à Rouen, en Alsace ou en Angleterre ne nous seront livrées que dans des mois et des mois. Les Allemands en ont expédié un grand nombre à Leipzig : nous le savons, et nous prions instamment qu'on les fasse revenir. Mais sur cette question le gouvernement montre une étrange inertie. On nous a répondu textuellement au ministère que, « tant que le traité ne serait pas ratifié, l'Allemagne ne tolérerait point le passage de ces caisses à travers son territoire. » Malgré tout, nous devons nous estimer contents. Depuis le mois de mars, notre usine est remise à peu près en état. Nous avions seize cents ouvriers avant la guerre ; nous en avons quatorze cent cinquante aujourd'hui, et nous atteignons le soixante pour cent de notre production normale. — La journée de huit heures vous gêne-t-elle? lui demandai-je. — Pas du tout, me dit-il. Autrefois, nous tournions vingt et une heures et demie. Maintenant que nos ouvriers sont divisés en trois équipes, nous tournons vingt-quatre heures. » Je lui dis : « L'augmentation des frais ne vous fait-elle pas redouter la concurrence allemande? — Elle était déjà formidable, me dit-il; mais nous ne la craignons pas. Les Allemands, dans l'industrie textile de la laine, sont bien moins favorisés que nous. Nous trouvons sur place le peignage, la filature, le retordage, la teinture et le tissage; chez eux, tout est disséminé. Puis ils n'ont pas notre génie inventif. C'est nous qui composons les nouveaux tissus et qui faisons la mode. Ils continueront de nous copier studieusement... Je ne donne pas dix-huit mois à Roubaix pour se relever. Nous sommes une race d'entêtés drapiers flamands. Le Roubaisien est *tiache*, c'est un mot de notre patois qui signifie qu'on ne lâche pas le morceau. »

L'homme jeune que j'ai en face de moi, Roubaisien, fils de Roubaisiens, a le même optimisme énergique que j'ai rencontré chez presque tous les jeunes hommes qui ont fait la guerre. Il me parle comme d'autres industriels de Roubaix, avec une netteté d'esprit à la fois calme et ardente. Ces Roubaisiens sont passionnés pour leur métier, hardis dans leurs entreprises. Avant la guerre, ils allaient battre les Allemands jusque chez eux; ils travaillaient en Russie; ils ont fondé des filatures en Pologne. Oui; mais ils ne sont pas les maîtres de leur ville, dont la mairie est aux mains des socialistes.

Sur la grand'place en face de l'église Saint-Martin, dont le clocher seul est une des rares antiquités de Roubaix, s'élève un imposant hôtel de ville construit en 1911. Les deux monuments, par-dessus la place vide, ont l'air de se regarder comme deux ennemis. Tout est solennel et désert dans cette vaste mairie dont le grand escalier est recouvert d'un tapis rouge. Un huissier ministériel m'introduit dans le cabinet du maire, M. Lebas, un des chefs du parti, qui eut l'honneur d'être déporté en Allemagne. Jeune encore, le sourire doux et froid sous une moustache assez épaisse, le regard rapide, il a dans toute sa personne je ne sais quoi de sec et d'élimé qui me fait penser à un comptable assis derrière son guichet. Il ne me paraît ni content ni mécontent de la situation. Vingt-cinq mille ouvriers sont rentrés. Mais les patrons ont tort d'employer des ouvriers belges. « On y veillera. » Il se reprend : « D'ailleurs, les ouvriers belges comprendront bientôt qu'il est de leur intérêt de s'unir dans leurs revendications aux ouvriers français. » Le socialisme progresse. Le nombre de ses adhérents augmente tous les jours. « Aujourd'hui le patronat passe des contrats collectifs avec les syndicats, ce qu'il ne faisait pas avant la guerre. » M. Lebas s'occupe activement de remédier à l'excessive cherté de la vie. Il voudrait instituer, je crois, une sorte de coopérative municipale qui lutterait avantageusement contre les coopératives établies par les patrons, les coopératives bourgeoises. La question la plus grave est celle du charbon. « Notre peuple n'endurera plus des privations nouvelles. *Je l'ai dit à Paris.* » Je ne sens pas sous cette menace toute l'appréhension que je souhaiterais. J'y perçois l'espoir qu'on sera en mesure d'exploiter dans l'intérêt du parti le malheur des temps.

Roubaix est en pleine renaissance. Ce ne sont pas seulement des bruits d'usines qui nous en avertissent; c'est aussi la défiance et l'hostilité qu'on y sent entre les classes.

*
* *

M. Lyon, recteur de Lille, m'offre de les accompagner, sa femme et lui, dans leur visite à Armentières et à Bailleul. On sait que M. Lyon, pendant toute l'occupation, a fait vivre son Université et, appuyé sur le dévouement de son personnel, en a maintenu les cours et soutenu la résistance. Ses souvenirs formeront un jour le document le plus curieux sur l'histoire de ces années funestes. On y verra, entre autres anecdotes, qu'aux heures les plus noires, les parents des élèves du lycée, ayant entendu dire qu'il n'y aurait point de baccalauréat, vinrent le supplier de ne pas ajouter cette infortune à tant de misères. Ils avaient besoin que tout ce qui représentait la tradition française continuât. On fit donc des bacheliers sous la domination allemande; et, pendant qu'on les préparait à leurs redoutables épreuves, Mme Lyon donnait aux jeunes filles Lilloises des leçons d'anglais, afin qu'elles pussent saluer dans leur langue les soldats britanniques, le jour de la délivrance. Le hasard fait mal les choses. La bombe d'un aviateur anglais tomba sur l'Académie, qui n'en est pas encore remise; et il s'en fallut de peu que le Recteur et sa femme ne fussent écrasés. Or ce palais a reçu jadis la visite de Louis XVIII en route pour Gand; et, dans son antichambre, une gravure représentait les adieux du Roi. Les Allemands l'avaient vue. Aussitôt ils publièrent dans leurs journaux la reproduction de ce « monument historique » que le vandalisme de l'Angleterre avait ébréché, avec ces mots : *Le Crime anglais.* Ah! les Boches!

Pour aller de Lille à Armentières, il semble à peine que l'on quitte la ville. Les routes sont des rues. Tout ce monotone pays du Nord est comme une immense ville qui déroulerait ses tentacules à travers la campagne. Armentières, vieille cité industrielle plus exposée dans sa plaine découverte, éternel champ de bataille, que si elle s'élevait au pied d'un volcan, a été plusieurs fois ruinée et incendiée, toujours rebâtie et toujours neuve; mais je doute qu'elle ait jamais présenté un aussi effroyable spectacle qu'aujourd'hui. Ses rues se ressemblent comme des têtes de mort. On s'égare entre ces rangées de

squelettes en brique qui ouvrent sur vous leurs orbites noires et vides. Au pied d'une église écroulée, dans un baraquement, le maire est en conférence avec l'architecte départemental. Il s'est promis de refaire sa ville plus belle qu'elle n'était. « Dans cinq ans, nous dit-il, elle aura repris figure; dans dix ans, elle sera terminée. » Le travail est énorme : l'entrepreneur lui demande sept ou huit mois rien que pour déblayer les ruines de l'église. Mais à la fin d'août la première usine a lancé son premier coup de sirène. Le tiers des trente mille habitants est déjà revenu. On ne le croirait point. Dans les villes les plus mortes, la présence de l'homme transpire à travers les murs silencieux. On ne le voit pas; mais tout ce qui le dissimule le dénonce. Ici, rien ne le cache, les fenêtres béantes, les murailles éventrées permettent de plonger le regard jusqu'au fond des demeures. Pourtant il ne semble pas exister. L'inhumanité de cette destruction empêche qu'on l'aperçoive. Alors même qu'il est là, elle proclame son absence.

L'automobile a du mal à trouver le collège. Au premier étage le principal campe avec sa famille. Jeune, actif, débrouillard, choisi spécialement par M. Lyon pour ce poste difficile, il me rappelle, autant par son visage rasé que par ses manières et sa décision, les pionniers américains constructeurs de villes dans le désert. Mais les pionniers américains, plus favorisés que les gens d'Armentières, n'ont point à abattre avant de construire. Debout dès cinq heures du matin, le principal du collège d'Armentières prépare le café de ses ouvriers. Il les soigne comme s'ils étaient ses élèves; et il reçoit les parents au milieu des briques et du plâtras. Il a déjà sept ou huit pensionnaires inscrits, mais pas de dortoir. On s'oriente si malaisément dans la dévastation que je ne revois plus très bien où il les couchera. Ce ne sera certainement pas dans le cabinet de physique, monceau de débris où scintillent des morceaux d'éprouvettes. Ce sera plutôt dans une pièce du rez-de-chaussée. Oui; mais ici mes souvenirs s'embrouillent, à moins que le réfectoire ne soit dans ce dortoir et la cuisine dans ce réfectoire. Soyez tranquille : on les couchera; on les nourrira, et on leur trouvera des classes. J'oubliais que le principal doit aussi assurer le couvert à huit cents élèves des écoles primaires. Il le leur assurera. Enfin il loge provisoirement la directrice du collège de filles. Elle vivait depuis un an dans la jolie ville

d'Antibes ; mais elle a sollicité comme un honneur de revenir ici. Quant à son collège, nous avons fini par le découvrir au bout d'une allée de décombres : trois pièces vides, sans portes ni fenêtres, suspendues comme un décor de théâtre. Avant de s'ouvrir, voilà un collège qui sera obligé de se fermer.

J'admire le courage et la bonne humeur de tous les gens qui se dépensent au milieu de ces épouvantables ruines. Devant ces amas de lattes et de ferrailles et toutes ces violations de nos intérieurs, je me dis : « C'est donc ça qui nous abrite, que nous aimons à décorer, que nous nommons avec douceur notre chez nous. Nous travaillons des années et des années pour acheter ça, et nous sommes si contents d'en être les propriétaires ! *C'est ici ma maison, mon* bien *et mes amours.* Ça, une affreuse carcasse de bois crevé, de briques et de boue, des immondices qu'on a hâte de voir balayer. Nous excéllons à parer le squelette... » Mais là où je ne vois que la mort et l'image démesurément grossie de l'universel retour en poussière, ceux qui travaillent distinguent les premières palpitations du réveil de la vie. Comme les premières fleurs qui annoncent le printemps, chaque jour, une nouvelle cheminée, un bout de mur blanc, un contrevent, un morceau de toit neuf brille au soleil. Et ils se disent : « Nous renaissons. »

Il y a pire qu'Armentières. Je ne parle pas de la zone sauvage à deux kilomètres de la ville, de cette terre soulevée et creusée comme une sombre houle, que l'imagination peuplera plus tard de fantômes désolés. Il y a pire qu'Armentières : c'est Bailleul, la charmante ville industrielle et surtout agricole, dont les clochers montaient plus haut que ses cheminées d'usine et lançaient leurs volées d'angelus sur de grasses prairies et des champs aussi aimables que des jardins. Là, c'est la mort complète, l'innommable mort, des mamelons de décombres. Le secrétaire de la mairie, M. Vanneuville, nous dit que des treize mille habitants que comptait la ville trois mille deux cents étaient rentrés. Cette fois, bien que je sois dur à l'étonnement, je crus qu'il faisait erreur. Trois cent vingt m'eussent déjà paru un chiffre considérable. Mais il répéta : « Trois mille deux cents. — » « Où vivent-ils ? » Il sourit tristement et haussa les épaules : « Partout. » Et, pour me donner un exemple de l'attachement des Bailleulais à leur sol natal, il me raconta qu'un boucher, que l'éva-

cuation de mars 1918 avait mené dans le midi, était revenu à Bailleul quelque temps après l'armistice. « Les choses sont aujourd'hui ce qu'elles étaient alors. Quand il les vit, il perdit cœur, et il décida de repartir. Mais il n'avait pas de train avant le soir; et tout le jour il se promena dans les ruines. » M. Vanneuville s'arrêta un instant. Ses yeux tristes semblaient suivre, à travers ces ruines que nous regardions, le pas fatigué du voyageur. Et, pendant qu'il me parlait, malgré moi j'entendais s'élever du fond de ma mémoire, comme un accompagnement mélancolique et lointain, les harmonies du poète : *Il voulut tout revoir... Il chercha le jardin, la maison isolée... Il erra tout le jour. Vers l'heure où la nuit tombe, — Il se sentit le cœur triste comme une tombe...*

Mais non! L'homme cherchait ici autre chose que le fantôme d'un plaisir éteint... M. Vanneuville continuait : « Quand la nuit vint et qu'il fut temps de partir, il lui sembla que ses pieds avaient pris racine. Il n'alla pas plus loin que le poste de secours où il coucha. Le lendemain, il était décidé à rester. Il est resté, et il ne s'en trouve pas mal, car il fait de bonnes affaires; mais il ne le savait pas... »

Il ne se le demandait même pas. Je perçois très distinctement les voix qui lui conseillaient de demeurer. L'une lui disait : « Ne sois pas comme ces gens qui ne connaissent plus leur ville quand ils risquent d'y mal manger et d'y mal dormir. Tu me jugeais bonne et agréable au temps de ma prospérité; tu étais même fier de moi. Mes lois et mes coutumes te furent douces. J'ai protégé ton travail; je t'ai ménagé des plaisirs. Aujourd'hui que j'ai besoin de tes bras pour me relever de la fosse où je suis ensevelie, ne me quitte pas pour des cités heureuses. » Et une autre lui disait beaucoup plus impérative : « Ne t'en va pas, parce que le meilleur de toi est ici. Maison, champ, jardin, ce coin de terre a été ton œuvre. Il est à toi et, même défiguré, il est toi. C'est toi que tu es venu chercher, et c'est toi que tu trouves avec des blessures qui crient vers toi et qui veulent que tu les panses. Tu t'attendais ici. »

C'est si vrai que tous ne font pas de bonnes affaires et qu'aucun n'est reparti. « Si les matériaux arrivaient! soupire M. Vanneuville. Mais ils n'arrivent pas... Les paysans ne les ont pas attendus : ils ont labouré, semé, et la moisson s'annonçait bien. Et voilà que les rats l'ont presque entièrement dévorée.

Les champs en sont remplis. Mais nos paysans ne se découragent jamais. Seulement l'hiver nous effraie. »

Il était près de cinq heures du soir. La plaine grise semblait réfléchir le ciel bas et pluvieux. Sur la route, que bordent des tronçons de ruines comme des tombeaux, passe une équipe de prisonniers allemands dans leur uniforme verdâtre, le dos marqué des deux grosses lettres blanches : P. G. Ils sont conduits par un jeune soldat baïonnette au canon. Depuis Arras, je n'ai cessé d'en rencontrer. Ils vont au travail ou en reviennent au milieu d'une complète indifférence. Mais, chaque fois que je les vois, je revois ce même petit soldat souple et mince, à la physionomie étonnamment expressive, qui pousse devant lui, en mâchonnant sa cigarette, cette autre espèce d'humanité lourde, mal dégrossie, dont le faciès est brutal et les yeux sans regard. Un étranger, qui ne saurait rien, n'aurait pas besoin de recourir à l'hypothèse d'un peuple vaincu et d'un peuple vainqueur pour s'expliquer que ces gens obéissent et que l'autre commande. On oublie qu'ils appartiennent à la nation responsable de toutes ces ruines : les yeux se posent sur eux et sur celui qui les mène comme sur le seul spectacle qui, dans l'abominable confusion des choses, nous rappelle qu'il y a encore de l'ordre dans le monde.

*
* *

Cependant Mme Lyon, qui adore l'art de la dentelle, s'informait près du secrétaire si quelque dentellière de Bailleul n'avait point reparu. La ville de Bailleul est en effet un des berceaux de la dentelle. Elle en faisait un grand commerce à la Révolution; et sous le premier Empire, le préfet du Nord, Dieudonné, mentionnait quatorze cents dentellières à Bailleul même. En ce temps-là, elles avaient leur costume : pardessus de calemande rayée, bonniquet de toile fine plissé à petit canons, et médaille d'argent pendue au cou par un liséré noir. Leur nombre vers 1850 atteignit huit mille dans la région Bailleulaise. Puis il diminua. Les écoles dentellières fermèrent l'une après l'autre; mais il en restait encore une, et l'art charmant se perpétuait. Mme Lyon ne veut pas qu'il s'éteigne. « Madame, lui répondit le secrétaire, vous demandez une dentellière : en voici justement une. » Une vieille paysanne était là, qui portait sur son visage l'ascétisme du labeur. Toutes ses rides devinrent des

sourires dès qu'elle comprit le désir de cette dame. Des dentellières? Elles sont au moins une centaine disséminées dans les ruines. Mais elles n'ont ni carreaux ni parchemins ni fil ni fuseaux. Elles passent leurs journées à nettoyer des briques brûlées par les bombardements, et la nuit vient vite, et elles se croisent les mains. Ah! si elles pouvaient dans leurs tranchées, — car ce sont des tranchées qu'elles habitent, — allumer derrière la bouteille d'eau traditionnelle la *lumerote*, la faible lumière qui ainsi réfléchie suffit à éclairer leur ouvrage, elles auraient le sentiment que la vie d'autrefois a vraiment recommencé. Et elles gagneraient bien trois francs par jour. Mais comment se procurer des instruments de travail? Ce n'est pas seulement à Bailleul que les dentellières chôment. Il y en a à Cassel, à Strazeele, dans les bois du Mont-Noir, qui ne désireraient que faire œuvre de leurs dix doigts; et il en rentre tous les jours, sans compter les petites filles dont on commencerait l'apprentissage.

Cette vieille femme sortie des ruines et demandant des fuseaux pour reprendre au crépuscule son travail de fée, c'était comme si le plus joli passé de ce pays se levait du sein de la dévastation et suppliait qu'on lui fît la grâce de ne pas le laisser mourir. A coup sûr, les trois francs par jour que gagneraient les dentellières de Bailleul ne les enrichiraient pas. La région n'attend pas de leurs efforts la renaissance de sa prospérité; et les fabriques de dentelles l'emporteront toujours. Mais la vie nationale ne se compose pas seulement de grandes choses; et la disparition d'un art la ternit et la banalise. Il n'y a point d'art plus héréditaire que la dentelle, ni où l'on sente mieux l'exquise élaboration des siècles. L'éducation artistique des dentellières se transmet par le sang. Les directrices d'ateliers, les *patronneuses*, étaient souvent des femmes illettrées. Leur Valenciennes à mailles rondes reproduisait presque toujours les mêmes dessins aux noms bizarres : la *crevette* et la *double crevette*, le *chapeau de curé*, le *Pater* et la *Vierge* (petits bords droits de distance en distance ornés d'un pois), les *chapelets* et les *Ave Maria* (petits bords droits parsemés de grains). Mais ces dessins sont délicieux, et cette fine dentelle est aussi résistante que l'âme du pays.

Pendant que nous nous éloignions de Bailleul, Mme Lyon me disait : « Il y a tant de femmes qui seraient contentes de

secourir notre pauvre Nord, qui ne savent où porter leurs libéralités ! Ne pensez-vous pas qu'elles en feraient un bon emploi, moralement et socialement, si elles fournissaient à ces ensevelies des carreaux, des cartons, des fuseaux et du fil ? Peut-être reverrions-nous l'âge fortuné de la dentelle. Figurez-vous que vers 1830 la dentelle était si rémunératrice que les ouvrières disaient en riant aux ouvriers des filatures : « Viens me ramasser mes épingles et je te paierai ta journée. » C'est du moins ce que me racontait notre député M. Delory, qui descend d'une vieille famille d'artistes dentellières et qui se rappelle encore avoir dans son enfance embrouillé savamment les fils à dentelles le soir près de ses grands-parents. »

Je crois qu'il faut renoncer à l'espoir que les dentellières proposent jamais à leurs camarades des filatures de leur payer leur journée : elles ne redeviendront plus si grandes dames. Mais, puisque nous en sommes au chapitre des souvenirs, je citerai le rapport rédigé, le 18 Germinal de l'an 9, par le préfet Dieudonné et qui, moins le style, me semble de circonstance. « La paix, disait-il, va rétablir toutes les communications et appeler les étrangers... Nos guerriers ont fait admirer leurs exploits ; nos fabricants présenteront aux étrangers de nouveaux objets d'admiration. Valenciennes est renommée pour ses dentelles... » Le maire de Valenciennes lui répondit que l'industrie était ruinée. Le 10 Floréal, Dieudonné lui écrivait : « Je n'ai pu apprendre sans affliction, citoyen maire, l'état de langueur et de dépérissement dans lequel se trouvait la fabrication des dentelles... Le moyen de lui rendre son ancienne splendeur est de former des ouvrières nouvelles qui puissent marcher sur les traces de celles que le malheur a respectées et les surpasser, si possible. » Le Conseil de la ville lui soumit alors le projet « que le goût de la dentelle en fût stimulé par les premiers fonctionnaires de la République, qui dans les fêtes nationales et les cérémonies diplomatiques porteraient de la Valenciennes. » Mais Dieudonné objecta qu'il était impossible d'assujettir à cet usage les fonctionnaires publics (1)... Les dentellières de Bailleul ne sont pas aussi ambitieuses. Il ne s'agit point d'imposer aux premiers fonctionnaires de la République des mouchoirs bordés de *Pater*, de *Vierge* ou d'*Ave Maria*.

(1) *L'Industrie Dentellière en France*. A. de Poncheville (Valenciennes, 1911).

Mais que leurs femmes et que toutes celles qui aiment le vrai luxe songent aux tristes Bailleulaises dont les doigts restent inoccupés, le soir, dans l'ombre et qui ne voient autour d'elles que les formes horribles de la désolation. Ces abeilles nocturnes des ruines demandent des ruches.

DOUAI, CAMBRAI, SAINT-QUENTIN

Douai, Cambrai, Saint-Quentin : ces trois villes sont de celles qui ont connu non seulement l'occupation, mais l'évacuation, c'est-à-dire le pillage et l'incendie. La délivrance même leur fut, hélas! comme un surcroît d'épreuves.

Ce qu'elles ont enduré, on en aura une idée en lisant le livre que l'archevêque de Cambrai, Mgr Chollet, vient de publier sous le titre : *Mon copie de Lettres*. Il nous met sous les yeux la partie la plus significative de sa correspondance avec les autorités allemandes et leurs réponses. Lecture poignante. D'un côté la force morale, de l'autre, la force matérielle « brutale et fourbe. » Armé des conventions de La Haye et de sa dialectique, invoquant tour à tour le droit et l'humanité, les lois écrites et les lois divines, le prélat combat pour ses églises qu'on dépouille, pour ses prêtres qu'on maltraite, pour ses hôpitaux qu'on menace, pour les usines dont on saisit le matériel, pour les cimetières qu'on profane, pour les vivants et pour les morts. Il ne rencontre devant lui que mauvaise foi, sottise et barbarie. La mauvaise foi se nomme von der Marwitz. L'archevêque a protesté contre le travail de guerre imposé aux ouvriers. Le Marwitz lui répond : « Les travaux en exécution sont destinés à former le front contre les Anglais et non contre les Français. Ces travaux exécutés par les ouvriers civils, rentrent donc dans ceux prévus par les lois de la guerre puisqu'ils ne sont pas contre leur patrie. » La ruse du barbare signait du nom de Hoffman Obersleutnant une note où l'archevêque était prié « de déconsacrer par un décret *de profanando* les objets d'église » sur lesquels on ferait main basse. Le voleur demandait à celui qu'il volait d'enlever à son acte le caractère d'une profanation ! La sottise, le major Sweibe l'incarne copieusement quand il écrit le 3 octobre 1914 : « Je vous fais obligation de veiller à ce que le curé X... s'abstienne de toute communication écrite ou orale avec les membres de

la commune... *même après la conclusion de la paix, tant que durera l'occupation de Cambrai.* »

J'ai entendu le maire de Douai. Il a dû lutter pendant quatre ans; et je pensais en l'écoutant que souvent les maires restés dans leur mairie, pris entre les exigences brutales de l'envahisseur et les irritations ombrageuses de leurs administrés, ont été réduits à envier le sort de leurs collègues déportés en Allemagne. L'un d'eux, que j'ai rencontré depuis, me disait : « Savez-vous quelle était ma prière au moins un soir sur deux? Seigneur, c'est trop dur d'avoir à discuter avec ces brutes : donnez-moi pour me soulager la palme du martyre. Il est vrai que je n'avais qu'un mot à prononcer, un geste à ébaucher, pour l'obtenir de la Kommandantur. Mais, chaque fois que j'étais sur le point d'ébaucher le geste ou de prononcer le mot, je songeais à la tête que ferait mon premier adjoint, et je restais. Aussi vous me voyez sans palme. »

Ce qu'a été l'évacuation, Mgr Chollet nous le dira encore : une population jetée la nuit hors de la ville, obligée de traîner sur des brouettes ou de porter sur le dos le mince bagage des objets les plus indispensables ou les plus chers, et derrière elle soldats et officiers entrant dans les maisons, pillant, saccageant et brûlant. « Bientôt les voitures qu'on a refusées aux personnes arrivent par douzaines pour être chargées des meubles abandonnés que des trains entiers emmèneront en Allemagne. Je ne raconte ici que ce que j'ai vu de mes yeux. » A Cambrai, les habitants refusaient de partir. Ils avaient leurs caves. Des carrières s'étendent sous leurs places et leurs jardins, où plus d'une fois, au cours des anciennes guerres, leurs pères ont caché leurs trésors et abrité leurs familles. Mais les Allemands ne voulaient aucun témoin de leurs pillages et de leurs incendies. Un seul homme demeura, un prêtre, le curé de Saint-Druon, M. l'abbé Thuliez, qui soignait quelques moribonds. Ils le prirent, le menacèrent de le fusiller. Cependant il resta, et il eut la joie de recevoir les Anglais.

Ce que les malheureuses populations ont trouvé à leur retour, nous le voyons comme si c'était hier : rien n'a changé. A Douai, ils n'ont pas incendié l'Hôtel de Ville, — où se trouve une salle que venait de refaire si artistement Max Doumic, — ni abattu son beffroi gothique si fantasque avec ses quatre tourelles, sa tour, ses coupoles et ses petites fenêtres

surmontées de girouettes. Ils n'ont pas abîmé tous les toits en tuiles rouges, ni toutes les hautes cheminées ; mais ils ont vidé toutes les caves, ils ont volé tous les matelas ; ils ont souillé ce qu'ils ne volaient pas, et ils ont laissé derrière eux des ponts détruits, sept cents maisons inhabitables, des quartiers en ruines.

De Cambrai, qui cache ses plaies derrière un rideau de verdure, tout le cœur n'est que décombres. C'est une monstrueuse ablation. Le spectacle, pire que celui d'Arras, est surtout plus inanimé. On chemine dans les rues centrales entre deux murailles de pavés qui semblent contenir un chaos prêt à déborder. Les Chinois les ont élevées en une nuit à l'entrée des Anglais. Toutes les formes de ruines sont là, et les grandes ruines d'églises qui ont je ne sais quoi de plus tragique et dont le spectre nous a poursuivis sous le ciel des Flandres.

On croit avoir épuisé l'émotion des ruines. Mais Saint-Quentin dépasse tout. Dans la longue et large rue qui monte à l'Hôtel de Ville, pas une maison qui ne soit cadavérique. Les moins meurtries ressemblent à ces bâtisses abandonnées, déjà marquées du pic des démolisseurs. Les marchands chassés de leur boutique font leur étalage le long du trottoir. Sur la place, j'aperçois un énorme tas de briques : on l'a retiré de la maison d'en face, qui pourtant me paraissait en assez bon état. L'Hôtel de Ville n'a que son toit enlevé et ses pignons ébréchés; mais à l'intérieur, les Allemands ont dégradé les peintures et arraché dans la salle du conseil le drap de la table et des sièges. Le Palais de Justice est déchiqueté ; le Musée a sauté. Un prélat du XVIIe siècle s'écriait en entrant dans la Collégiale : « Vraiment, cette église paraît avoir été construite plutôt pour commander aux autres que pour obéir à aucune ! » Elle commande aujourd'hui, ruine vertigineuse, à une boule de décombres. La dévastation des bâtiments qui s'appuyaient sur elle lui fait une solitude qui la grandit encore ; et, dans l'effondrement de leurs voûtes maîtresses, son chœur et sa nef semblent élancer jusqu'au ciel la protestation de leurs blessures. La lumière inonde les débris de la crypte et les trous creusés dans ses piliers pour des charges d'explosifs. Mme Lefrançois Pillion, chargée par M. André Michel d'établir le bilan de nos pertes artistiques en Picardie, en a relevé plus de cent. « Le travail, dit-elle, a été mené d'un bout à l'autre de l'édifice avec une

suite, une méthode, qui confondent la pensée. » La marche rapide des Alliés a sauvé d'une formidable explosion cette merveille de notre art gothique (1). Des quinze mille habitations de la ville, on n'en compte pas quatre mille de réparables. Et la moitié des habitants, environ vingt-cinq mille, sont rentrés! Le cimetière lui-même est plus bouleversé qu'au passage d'un cyclone. Au moins, dans leurs caveaux béants, les morts ne souffrent plus.

Les villes, pas plus que les individus, ne réagissent de la même façon contre le malheur. La vieille ville de Douai, dépossédée de son Université, oubliait dans le giron de sa magistrature le temps glorieux où ses rues voyaient passer tant de maîtres ès arts et de théologiens : elle les avait remplacés par des industriels. Mais son développement économique n'avait point étouffé son ancien esprit. Chargée de souvenirs, riche de bibliothèques, la plus française des villes flamandes, elle prouvait qu'on peut être très moderne et très pratique tout en gardant sa fine culture. Les Allemands n'ont rien pu crocheter ni salir de cet héritage. Les gens y sont particulièrement aimables et l'on devine beaucoup de bravoure sous leur gentillesse. Je suis entré chez plusieurs commerçants. J'entends bien les mêmes plaintes qu'ailleurs : crise des transports; pénurie de charbon; lenteur des Services de la Reconstitution et leur folle élévation des salaires; gaspillage des deniers publics. Mais ces plaintes sont ici plus assourdies. Le maire, M. Bertin, ne fait que me les indiquer, comme s'il me savait déjà suffisamment renseigné. Il insiste plutôt sur l'œuvre qu'ont si rapidement accomplie les Chemins de fer et les Ponts et Chaussées. Les voies sont réparées; les canaux, rendus navigables. (Malheureusement le transport par péniches coûte plus cher que par wagons; et l'on n'a pas assez de péniches.) Il insiste aussi sur l'excellence de l'initiative privée. Pour lui, le rélèvement de Douai est une affaire de quatre ou cinq ans. « Peut-être moins! » me dit le Président de la Cour, M. Jacomet, qui, coupable d'avoir fait retirer un drapeau allemand d'un palais de justice français, fut arraché de son siège, emmené en Allemagne et enfermé dans une geôle avec des criminels de droit commun. Il se félicite en tant que magistrat de la loi sur les dommages de guerre. (Il la connaît

(1) Je recommande deux petits livres parus chez Laurens : *Saint-Quentin*, de M. A. Boinet et *Hôtels de Ville et Beffrois* du Nord de M. C. Eulart.

mieux que personne, car je crois qu'il y a collaboré). Le Droit est représenté dans les Commissions Cantonales, et il a veillé à ce qu'il le fût bien. Enfin les industriels ne peuvent souhaiter que le Gouvernement se montre à leur égard plus généreux.

L'air est presque léger à Douai : à Cambrai il est lourd. Cette ville très riche, où les millionnaires étaient nombreux, l'existence plantureuse et la curiosité intellectuelle endormie, ne paraît pas avoir le même ressort. Il y a de la stupeur autour de ses ruines. C'est à Cambrai que j'ai pour la première fois entendu parler de réfugiés qui, revenus chez eux, n'ont pu y tenir et sont repartis. Des gens m'ont dit : « Pendant plusieurs mois après l'armistice nous avons craint de devenir neurasthéniques. » Un vieux Cambraisien ajoutait : « Nous étions des égoïstes satisfaits. Espérons que cette infortune nous secouera. » L'industrie est morte. Seul le petit commerce donne des signes de vie. On a même peur que cette contagion de découragement ne gagne le paysan, qui, dans l'impossibilité de payer un ouvrier agricole de douze à quinze francs par jour, réduirait sa culture. Le prix qu'ont atteint ses productions lui permettrait de les restreindre sans que ses gains d'autrefois fussent diminués et de porter, sans en souffrir, ce dommage au pays. « Les heures tragiques sont passées, écrivait Mgr Chollet : il y a une certaine joie âpre et fière à les avoir vécues. » Aujourd'hui, ce sont les heures mornes. Il se trouve en présence d'une immense inertie où, derrière les ruines matérielles, on devine des ruines morales. « Sur quatre cents églises, me dit-il, j'en ai trois cents qui sont à réparer ou à construire. Dans la seule ville de Cambrai sept sur huit ont été frappées. Et que de foyers domestiques détruits ! »

On s'agite dans l'effroyable dévastation de Saint-Quentin ; mais l'agitation trahit le désarroi et l'incohérence. On me parle à la mairie d'adjudications passées le 25 juillet (nous sommes au 1er octobre) et dont on n'a plus aucune nouvelle. Des travaux entrepris ont été arrêtés. Manque d'argent ? Manque de main-d'œuvre ? On ne sait. Les usines ne se remontent pas parce que l'état du change ne permet pas d'acheter des machines. Les particuliers, hypnotisés par le nouveau plan de Saint-Quentin, escomptent l'expropriation, et leur initiative en est très ralentie. On m'avait dit que le lycée préparait sa rentrée. Je traverse la cour d'honneur embarrassée de décombres. Je

monte par un étroit escalier dont les murs suintent et je me trouve dans la chambre du proviseur, la seule pièce de l'établissement où il ne pleuve pas. Un lit, une table en bois blanc, trois chaises et du feu dans la cheminée pour chasser l'humidité envahissante. A deux pas de cette chambre, c'est l'hôpital des soldats allemands, qui sont plus au sec que leurs infirmières françaises, car l'une d'elles me montre son lit que les averses de la nuit ont trempé. Le général avait décidé qu'on transporterait les malades ailleurs. On n'en a rien fait. La moitié de la toiture d'une aile a été réparée. Mais on a interrompu le travail si bien que la pluie tombe sur le plancher tout neuf du grenier qui ne tardera pas à pourrir. Jamais encore je n'avais mieux senti cette absence d'unité dans les Services, que tous nos sinistrés déplorent.

Mais je ne voudrais pas terminer cette première et brève excursion aux pays dévastés sur une note trop sombre. Le voyageur est toujours plus affecté du mal qui lui saute aux yeux que du bien, d'ordinaire moins voyant et plus silencieux. La situation matérielle de ces provinces est affreuse. Heureux si dans un demi-siècle leurs plaies sont entièrement cicatrisées. Et encore ne les reverrons-nous jamais telles que les siècles les avaient parées. Aucun soleil, aucun rayon de lune n'éclairera plus jamais tant d'Hôtels de Ville, de beffrois, d'églises, de vieux logis, où il semblait toujours que des visages de l'ancien temps allaient se montrer aux fenêtres gothiques. Mais le spectacle qu'elles offrent et dont le cœur est navré n'est pas désespérant. Les pins qui poussent sur les rocs nus de la Baltique sont moins tenaces que la plante humaine qui s'accroche aux ruines. On n'a presque nulle part le sentiment de l'irrémédiable, et l'on trouve presque partout l'énergie et l'espoir. On voudrait seulement que tous les efforts fussent mieux coordonnés et qu'à côté de ceux qui travaillent, les autres se souvinssent de temps en temps que, jusqu'à nouvel ordre, c'est la France qui paie.

André Bellessort.

(A suivre.)

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LE ROMAN
D'UN
HÉRITIER PRÉSOMPTIF

FRANZ FERDINANDS LEBENSROMAN (1).

Parmi tous les sujets de la grande tragédie mondiale, qui ne manqueront pas de retenir l'attention de l'avenir, aucun ne passe en intérêt ceux que nous offre l'histoire de la maison de Habsbourg. Et entre tous les drames qui ont ensanglanté l'interminable règne de l'empereur François-Joseph, depuis l'exécution de son frère Maximilien, l'éphémère Empereur du Mexique, jusqu'à la ténébreuse fin de son fils, l'archiduc Rodolphe, dans le pavillon de chasse de Meyerling, et à l'assassinat de sa femme l'impératrice Élisabeth, sous le poignard d'un anarchiste, il n'y en a pas de plus important que le fameux attentat du 28 juin 1914, ce double meurtre de Serajevo où périt l'archiduc François-Ferdinand d'Este et de Habsbourg, héritier d'Autriche et de Hongrie, avec sa femme, la duchesse de Hohenberg : crime qui, en ajoutant une nouvelle page sanglante à l'histoire de cette famille tragique, allait être le signal de l'immense catastrophe où devait s'abîmer, avec la millénaire monarchie elle-même, la figure de la vieille Europe.

Aussi devait-on s'attendre, à mesure que les faits prennent

(1) 1 vol. *Memoiren-Bibliotek*. Stuttgard, Verlag Robert Lutz, 1919.

plus de recul et que la vérité est plus libre de s'exprimer, à voir paraître un peu partout sur ces grands événements des détails défendus naguère par la raison d'État. Qui était ce prince, la veille encore ignoré du public, et dont la mort fut le prélude de l'universelle tuerie? De quel prix était donc un sang qui devait être payé de tant de sang, et pour lequel deux grands Empires n'hésitèrent pas à déchaîner la plus terrible des aventures? L'archiduc François-Ferdinand était une figure fort peu connue, même en Autriche. Il y jouait sans grand éclat le rôle d'un héritier collatéral qui n'était pas appelé par l'ordre naturel à succéder à la couronne, et du neveu qui remplace le fils de la maison. Il ne s'était fait remarquer que par une mésalliance qui était le plus maladroit des débuts dans la vie, et qui n'avait même pas, pour se faire pardonner, la grâce de la jeunesse et l'excuse d'être aimable. Il n'avait fait ainsi qu'ajouter à une position déjà fausse celle plus fausse encore d'un mariage morganatique. Nul mérite éclatant ne rachetait aux yeux cette double disgrâce. Le vieux souverain, très jaloux de son autorité, le tenait soigneusement à l'écart des affaires, dans une situation où l'héritier du trône demeurait incapable de lui porter ombrage. Il vieillissait ainsi dans un rôle effacé, d'où la prodigieuse longévité de l'Empereur semblait se faire un jeu de ne pas le laisser sortir. Vivant hors de la cour, où son mariage l'exposait à de continuelles avanies, retiré dans son palais du Belvédère ou dans son château de Konopicht, il n'avait guère d'autres fonctions que de représenter son oncle dans les cours étrangères, aux occasions qui exigeaient la présence d'un Habsbourg; c'était un figurant pour cortèges de mariages et d'enterrements princiers. Une fois par an, il sortait de cette inaction pour les grandes manœuvres de l'armée dont il devait, le cas échéant, prendre le commandement comme feld-maréchal; et c'est, en effet, à la fin des manœuvres de Bosnie qu'il fut victime, avec sa femme, de l'attentat qui, un mois plus tard, déterminait la guerre.

Voilà en peu de mots ce qu'on savait du personnage dont la mort, on le sentit tout de suite, devait avoir pour le monde entier de si funestes conséquences, comme si le coup imprévu qui abattait cet automate avait atteint, on ne sait comment, derrière la tapisserie, un second acteur plus important, et touché par hasard le ressort qui allait mettre en branle

la machine des destinées. Il y avait là un mystère qui ne pouvait manquer d'intriguer les esprits. Et nous comprenons facilement qu'un livre destiné à éclaircir cette énigme devait offrir au public allemand un attrait tout particulier, comme nous avions nous-mêmes, nous autres étrangers, de quoi nous intéresser au héros d'un drame politique qui a eu de si graves répercussions sur l'avenir du monde.

On s'explique donc sans peine le succès de librairie qui vient d'accueillir, dans toute l'Allemagne, la publication d'une *Vie de l'archiduc François-Ferdinand*, qui a paru récemment dans une collection de mémoires. Malheureusement, ce « document d'histoire contemporaine » ne laisse pas de présenter plusieurs défauts considérables. Je passe sur l'anonymat, qui est souvent un moyen de piquer la curiosité, et je laisse volontiers aux initiés viennois le facile plaisir de deviner l'auteur. Mais un second défaut, comme l'indique ce mot de « roman » si étrangement introduit dans le titre d'un ouvrage historique, c'est d'être, non un écrit original, mais un « arrangement. » Le livre nous est donné comme un extrait des notes et impressions d'un homme qu'on ne nous désigne pas, et qui fut un des familiers du défunt archiduc, après avoir été deux ou trois ans son précepteur. Il est évident au surplus que l'ouvrage, dans sa forme présente, a été composé après les événements qu'il raconte. Il s'ensuit que ce récit des faits et gestes de l'héritier présomptif, d'après les souvenirs d'un témoin de sa vie, perd à nos yeux beaucoup du prix qu'il aurait, si nous avions affaire à ce témoin lui-même. L'auteur ne paraît pas se douter que le premier mérite d'un ouvrage de ce genre et la condition du plaisir qu'on y prend, est la garantie qu'il nous offre de son authenticité. Mais on sait que les Allemands n'ont pas à ce sujet les mêmes exigences que nous. Une biographie anecdotique, présentée sous forme de souvenirs, et où l'on retrouve l'écho des impressions de l'entourage de François-Ferdinand, voilà ce qu'est au juste l'ouvrage que je résume; et ce qu'il a de conforme aux traditions littéraires de son pays d'origine, suffit à expliquer, en dehors de l'attrait du sujet, la vogue dont il a joui dans toute l'Allemagne.

A cet égard, ce petit livre, avec ses photographies des principaux personnages, peut intéresser même le lecteur étranger. Il va sans dire qu'il ne faut pas en attendre une vérité com-

plète, ni même, la plupart du temps, une vérité bien inédite. L'auteur n'a pas fait la lumière sur les côtés plus que suspects de l'attentat de Serajevo. C'est un bon patriote allemand, naïf, totalement dénué de critique, croyant tout ce qu'on lui raconte. Il semble n'avoir jamais eu avec le héros de son livre que des rapports d'ordre subalterne. Cet ancien préfet des études du Theresianum, le fameux « gymnase » fréquenté par l'aristocratie de la double monarchie, est surtout un brave homme, instruit, passionné pour le bien de son pays, — du bois, en un mot, dont on fait les bons précepteurs. Le bonhomme paraît bien incapable d'avoir pris aucun ascendant sur son impérial élève. Le fait d'avoir été choisi par l'aumônier de la famille pour compléter *in extremis* l'éducation fort négligée d'un prince de vingt-six ans, appelé inopinément à succéder à la couronne, a été manifestement la grande aventure de sa vie. Nous voyons que le prince a toujours conservé quelques relations avec son ancien précepteur, devenu, pour ainsi dire, un officieux de la maison. Il se sert de lui, de loin en loin, pour être son intermédiaire dans certaines circonstances, pour l'aider, par exemple, à se débarrasser d'une « petite amie » devenue encombrante, ou pour communiquer avec la presse ou avec certains groupes politiques. Son Altesse pousse la bonté jusqu'à lui faire la grâce de venir, en vingt-cinq ans, jusqu'à deux fois chez lui, et même d'accepter une collation des mains de sa femme qui s'entend comme personne à faire « un bon café. » Il faut voir, après cela, l'importance que revêt dans sa propre estime l'excellent *Herr Professor*, et quelle mine d'oracle il se donne, le soir, « dans le lit conjugal, » lorsque « son Anna », par mille caresses, cherche à se faire confier, la tête sur l'oreiller, ce qu'avait donc le Prince à dire de si secret!

Je cite ce trait, entre vingt autres, pour montrer le ton de l'ouvrage, la nature de l'auteur et celle de ses souvenirs. Évidemment, c'est un Allemand de la classe moyenne, pareil à des millions d'autres petits bourgeois et qui n'a sur chaque sujet que les idées de tout le monde. En dehors de ses relations personnelles avec l'archiduc, il n'a aucune sorte de situation ni d'influence. Il ne fait pas partie de la haute société, où il n'a ses entrées que par la petite porte et par un escalier de service. Il n'est, comme disent les Anglais, que *the man in the street*, le badaud de la rue, avec la passion nationale des « potins », et

ne voyant guère de la grande comédie qui se joue, que la façade solennelle et le décor pompeux de la capitale viennoise. Imaginez un curieux dans les avenues magnifiques de la grande cité autrichienne, entre ces jardins, ces palais majestueux, ces édifices pleins de silence du Belvédère et de la Hofburg : de temps à autre, vous verriez une ombre apparaître, pour s'éclipser bientôt et reparaître plus loin à une autre fenêtre, sans que rien trahisse le bruit de ses pas et le secret de sa promenade. Vous auriez à peu près l'idée du genre de visions dont se composent ces « souvenirs ».

Ces fantômes, ces passants lointains et mystérieux, ce sont d'abord les membres de la famille impériale. J'ai dit que l'auteur ne touche pas à la Cour, mais il a eu l'honneur d'être reçu une fois par l'Empereur, comme membre d'une délégation qui vient prier S. M. de vouloir bien poser la première pierre d'un musée. Le récit de cette audience de cinq minutes remplit vingt pages du volume. On voit le fastueux salon, rempli d'une foule de gens qui attendent leur tour, le chambellan affairé qui vérifie les noms, prend les derniers renseignements sur la personne des visiteurs, les consigne sur une feuille qu'il va placer, avant chaque visite, dans le salon voisin, sur le pupitre où l'Empereur jettera les yeux ; chaque fois que la porte s'ouvre, laissant sortir un nouveau groupe, on voit s'éloigner vers le fond la haute et mince silhouette du vieillard, en uniforme de maréchal, se dirigeant vers le pupitre pour consulter la liste suivante et revenir, affable, à la rencontre des personnes annoncées.

L'Empereur a un mot pour chacun. L'auteur boit chaque syllabe de ses augustes paroles. Il remarque, chaque fois que l'entretien hésite, le curieux mouvement « du pouce de son pied droit, qui s'agite et se crispe nerveusement dans sa botte, » seul signe imperceptible que le souverain laisse échapper de son auguste impatience. Quant à décrire cette fois le cabinet impérial, l'auteur s'en déclare incapable : comment veut-on que, « mis en présence de l'Empereur, on puisse voir autre chose que lui? » On imagine le prix que ces détails peuvent avoir aujourd'hui pour les petites gens d'Autriche. C'est avec le même attendrissement que nos grands-pères, au lendemain de l'Ancien Régime, lisaient le récit d'une audience aux Tuileries ou d'une réception à Versailles.

Mais j'ai hâte d'arriver à ce qui fait l'intérêt essentiel du volume, je veux dire à l'archiduc lui-même. Essayons de nous le représenter, d'après les souvenirs de l'ancien précepteur. A la vérité, ce n'est pas très facile. Il nous est surtout impossible, d'après les quelques traits précis qu'on nous apprend de lui, de nous intéresser beaucoup à ce gros garçon gauche, timide et sournois qui vous regarde avec ses yeux jaunes, au milieu desquels se dilate un énorme iris noir, si bien qu'on a la troublante impression « d'être regardé non avec une seule paire d'yeux, comme par une personne ordinaire, mais avec deux! » Doubles yeux! Voilà un de ces privilèges que la nature réserve aux archiducs. Et cette candeur d'admiration que l'honnête précepteur a vouée à « son prince, » s'étend jusqu'à son entourage. Son chambellan était un homme « plein d'élégance et de majesté. Il les conservait tout entières en chemise et en caleçon. » A plus forte raison le prince est-il impeccable. Sa parcimonie devient un modèle d'épargne. Immensément riche, avec toute la fortune accumulée de la maison d'Este, il était célèbre par la ladrerie de ses pourboires. Dans une des maisons qu'il possédait aux environs du palais de Modène, vivait une charmante actrice à laquelle il rendait de fréquentes visites. « C'est la seule passion de ce genre que je lui aie connue. Elle ne payait pas de loyer. Le prince avait de l'ordre jusque dans ses affaires de cœur. » On serait tenté de prendre de tels traits pour des critiques de pince-sans-rire. Mais il s'en faut : l'auteur vénère éperdument « son prince, » ses 2047 ancêtres, — le « plus bel arbre généalogique d'Europe, » — sa haute taille et ses « doubles yeux. »

En effet, dans la petite Cour de Charles-Louis, le frère puîné de l'Empereur, les vertus de l'héritier du trône faisaient naturellement le sujet de comparaisons édifiantes avec les mœurs de ses cousins, les fils de François-Joseph. Ce n'est pas lui qui ferait la vie de ce mauvais sujet de Rodolphe, ou qui renouvellerait les excentricités malséantes de Jean Orth! On mettait en lui les espoirs qu'autour de Louis XIV on plaçait sur la tête du Duc de Bourgogne, alors qu'à Versailles et à Marly on opposait Meudon. Aussi, au milieu de la consternation générale qui suivit le drame de Meyerling, la petite Cour de la rue des Favorites ne put-elle s'empêcher de voir dans l'accident qui supprimait le Kronprinz la volonté du ciel. L'aumônier de la

famille surtout, ce bon vivant d'abbé Marshall, le « gentilhomme en soutane, » s'applaudissait des fruits de son éducation; il se voyait déjà cardinal-prince-archevèque de Vienne. « Dieu fait bien ce qu'il fait, » disait-il avec componction. Dieu avait certainement ses desseins en élevant jusqu'au trône ce prince sérieux, sage, retenu jusque dans ses fredaines, à qui on ne connaissait qu'une maîtresse qui ne lui coûtait rien, et que sa mauvaise santé (il avait la poitrine délicate de sa mère) empêchait de faire des folies. Quand on le vit partir pour un voyage autour du monde, et débarquer à Port-Saïd la petite actrice, qui avait tenu absolument à le suivre, en costume de mousse, on ne douta plus des hautes destinées qui attendaient ce miracle de vertu.

Qu'on juge de la stupeur de tout ce petit monde quand on découvrit que ce héros, qui pouvait choisir dans tout ce qu'il y avait de mieux en fait de princesses, que cet héritier du trône réservé par la Providence pour le relèvement de l'Autriche et la résurrection des jours de Joseph II, s'était amouraché d'une dame d'honneur de ses cousines, et que cette belle idylle durait déjà depuis sept ans! Pendant sept ans le prince avait réussi à cacher à toute la famille et à son confesseur même le secret de ses amours. Et il prétendait imposer à la cour, au vieil Empereur ce choix absurde, débuter par une Balbi ou une Maintenon! Ce fut la ruine des espérances du digne abbé Marshall. Adieu, le prince-archevêque de Vienne! Ah! son éducation produisait de jolis résultats! L'Empereur le chargea de défaire ce mariage impossible, mais c'était plus que ne pouvait l'« homme du monde en soutane. » Il avait affaire à une fine mouche, pieuse par-dessus le marché, qui levait les yeux au ciel et remettait sa cause entre les mains divines. Elle refusa énergiquement de se laisser mettre au couvent. L'abbé y perdit son latin et n'y gagna que la rancune d'une dévote. Cette haine le conduisit prématurément au tombeau.

Ce mariage plonge notre auteur dans des abîmes de perplexités. Le « roman » de l'archiduc, si c'était un roman à la manière française, serait là tout entier. Il consisterait à nous faire comprendre les événements, à nous montrer les secrets ressorts de l'aventure. Il expliquerait les caractères, s'efforcerait de décrire, d'analyser les âmes, de percer le mystère et de débrouiller l'histoire. Un moraliste de chez nous n'aurait pas

manqué de voir là tout l'intérêt du livre. Mais l'auteur est un Allemand; il remplace la psychologie par la métaphysique. La figure même de l'héroïne n'est pas mieux étudiée. Qui est cette Chotek, cette petite comtesse de Bohême, qui s'est mis en tête d'épouser, en dépit de tous les protocoles et de toutes les archiduchesses, un futur empereur? Nous la voyons passer çà et là un instant dans le fond du récit comme une personne aperçue au bout d'une avenue. La première fois, c'est à Prague, au bal du gouverneur : une « grande perche » avec des yeux de feu, qui dévorent l'héritier du trône. « Ça? de l'aristocratie locale, mais gueux comme Job, une potée d'enfants. De la graine de vieille fille, de dame d'honneur ou de chanoinesse. » Et en effet, cent pages plus loin, nous retrouvons la demoiselle, dame d'honneur par charité dans une famille archiducale, gratifiée par la Providence de sept filles à marier. Elle a pris un peu d'embonpoint, et toujours ces yeux de charbons ardents. Et justement, c'est à Presbourg, dans la famille aux sept cousines, que l'archiduc s'empresse désormais jusqu'à deux et trois fois par semaine : et toute la cour se demande avec des sourires entendus laquelle des cousines sera l'heureuse impératrice, quand on apprend subitement que l'héritier du trône ne va si souvent chez elles que pour leur gouvernante.

On aimerait savoir pourquoi, et quelles pouvaient être les raisons de l'ascendant qu'avait la Chotek. On ne s'explique pas le charme de cette figure vulgaire, vraie beauté de gendarme. Encore si elle était jolie! Si le prince, folie pour folie, avait eu l'idée de s'éprendre d'une de ses sujettes et de mettre sur le trône quelque aimable Viennoise! Il y a toujours pour la beauté des trésors d'indulgence. Mais on ne peut s'empêcher de trouver quelque chose d'irrémédiablement faux dans le cas de la subalterne qui supplante sa maîtresse et de la dame de compagnie qui souffle son fiancé à la fille de la maison. Il fallait une magie de fée pour enlever à cette action son caractère de rouerie, son air d'intrigue de femme de chambre. Qu'est-ce qu'elle avait donc, cette Chotek, avec son air hommasse, pour envoûter ce grand dadais et pour mettre si fort le grappin sur son cœur? Était-elle très intelligente? Savait-elle l'amuser, le flatter, lui donner confiance en lui-même, exalter l'opinion qu'il avait de sa valeur? Comment s'y était-elle prise pour faire et même pour concevoir cette invraisemblable conquête?

L'aimait-elle vraiment, et de quelle sorte d'amour? C'est dommage que toutes ces questions, l'auteur ne se les pose même pas. Nous voyons clairement qu'il déteste cette ambitieuse, mais nous ne distinguons pas d'où elle tient son pouvoir ; nous n'apprenons rien d'elle qui puisse nous le faire comprendre. Nous voyons une froide, une sèche dévote, à figure revêche et commune, qui croirait faire un péché si elle n'allait pas tous les jours à la messe, et qui convoque des fripiers juifs auxquels elle revend elle-même la défroque de son mari. Nous sentons bien que l'écrivain ne peut pas souffrir cette créature, mais pour la rendre intelligible, c'est un soin qu'il nous laisse, et le lecteur est chargé de faire lui-même son « roman. »

L'auteur n'a qu'un souci, qui est de sauver de l'aventure la réputation de son héros : c'est à quoi il consacre toute sa peine, en faisant ressortir cette magnifique « volonté » que l'archiduc déploie pour faire une sottise et de quel « caractère » indomptable il fait preuve dans cette occasion pour imposer son choix, braver les préjugés et défier le bon sens. Il n'arrive, en dépit de ses efforts, qu'à nous laisser l'impression d'une obstination de faible, d'une intelligence bornée et d'un orgueil têtu. Je doute qu'on puisse lire ce « roman » de François-Ferdinand sans en retirer cette impression d'un nigaud, du reste violent et dangereusement « en dessous. » On ne conçoit pas que l'écrivain, avec toute sa partialité pour son impérial élève, n'en ait pas été lui-même frappé tout le premier. D'où vient donc cette admiration passionnée, ce culte qu'ont voué à cette pauvre espèce d'homme tous les cœurs allemands ? Qu'attendaient-ils de lui? Que représentait-il pour eux?

C'est que, dans ce « roman, » l'amour est loin de tenir la plus grande place ; tout le premier plan est encombré par des affaires politiques. Les trois quarts du volume sont remplis par les démêlés intérieurs de l'Autriche, par les différends inextricables qui empoisonnent la vie de la double Monarchie. Je n'ai garde de faire ici le tableau de tous ces embarras sans cesse renouvelés entre Allemands, Magyars, Tchèques, Polonais, Slovènes, Roumains, Serbo-Croates, et de toute cette bigarrure ethnique qui devait évidemment rendre fort compliquée la tâche du gouvernement, occupé à faire brouter ensemble tant d'ouailles. On se rend compte, à la lecture de notre auteur, que l'antique monarchie avait atteint ce point où l'on souffre,

sinon d'une maladie positive, au moins d'une insurmontable « difficulté de vivre. » Mais surtout on y voit grandir l'irritation du nationalisme allemand, qui prend en grippe toutes les nationalités soumises à son empire, et considère chaque concession comme un empiètement et une usurpation. Le vieux François-Joseph avait inauguré, dans la question des langues, un système de demi-tolérance, qui permettait dans certains cas l'usage officiel de la langue indigène ; les Allemands d'Autriche, ne parlant ni le tchèque, ni le polonais, se trouvaient de ce fait en état d'infériorité, et nourrissaient à ce sujet un ressentiment profond. Refaire l'unité de la monarchie, rétablir dans l'Empire l'hégémonie de l'allemand, revenir à la manière forte, c'était le programme des patriotes, le thème, depuis vingt ans, de toute la presse chauvine. Ce parti plein d'ambitions rentrées et de rancunes avait placé tout son espoir dans l'héritier du trône. François-Ferdinand était leur homme. Il ferait dans le pays la même unité que dans l'armée. Dès le début du livre, aux environs de 1890, notre « précepteur, » pour guérir la monarchie de ses divisions intestines, n'imagine pas de meilleur remède qu'une bonne guerre étrangère. Et petit à petit nous voyons cette idée redoutable grandir dans la cervelle malade de son élève, l'idée qu'il serait l'homme de fer destiné à reconstruire l'Autriche et à la restaurer dans son ancienne splendeur.

Et progressivement, à travers tout le volume, on assiste à l'invasion et aux ravages de l'idée fixe. La mauvaise humeur allemande empire à chaque progrès de l'élément slave de la Monarchie. Les Allemands en arrivent à cet état voisin de la manie des persécutions, où il leur semble que la nature entière conspire contre eux, qu'ils n'ont pas le bonheur s'ils ne sont pas les maîtres, qu'ils ont le devoir providentiel de faire l'ordre dans le monde. Et, dans le lointain, il y a un personnage presque invisible, qui guette de Potsdam les progrès du mal, qui le cultive savamment, qui ne manque aucune occasion de flatter le pauvre ambitieux et de le persuader de sa « mission. » C'est lui qui, pour la première fois, reçoit officiellement la Chotek, la morganatique duchesse de Hohenberg, lui donne le bras, la traite en future impératrice. Il répand le baume sur la plaie de ces orgueils souffrants. Il rend la visite de l'archiduc à Konopicht, invite son « ami » sur le

Hohenzollern, se l'attache corps et âme, et celui-ci se jette dans les bras de Berlin.

On croit rêver lorsqu'on voit ce fou, dans sa vieille maison délabrée, essayer de se mettre sur le pied de l'Allemagne, de copier la Prusse en Autriche. Ce pays qui ne tient pas debout, dont l'équilibre est un problème, il rêve de l'agrandir encore, il rêve de colonies! « Il y aura un de ces jours une explication entre l'Angleterre et l'Allemagne. L'Allemagne s'adjugera un bon morceau d'Afrique. Il faut être prêts. Comment la petite Belgique, comment le Portugal pourront-ils, à la longue, garder leurs possessions africaines? Ils ne vivent en Afrique que grâce à l'appui de l'Angleterre et de la France... Soyons prêts! » Ainsi va ce mégalomane, et les patriotes d'applaudir. Ils applaudissent encore lorsque, ne pouvant venir à bout des Slaves de la Monarchie, on ne trouve pas de meilleur moyen d'y parvenir que d'annexer encore la Bosnie et l'Herzégovine. C'est la première « victoire » de François-Ferdinand. « Vous ne voyez donc pas ce guèpier qui nous pend sur la tête? Nos amis les Obrenowicz, on nous les a assassinés, afin de mettre à leur place des créatures du Tsar. Pourquoi? C'est clair. Depuis le nouveau gouvernement, c'est une propagande enragée contre nous dans toute la Serbie. Les Serbes veulent la Bosnie. Il le faut pour le Tsar. » Et la nervosité de l'archiduc ne fait plus que croître. Le temps tourne à l'orage. On ne peut plus respirer autour de l'Allemagne sans que l'Allemagne y voie une provocation. Déjà à deux reprises l'Autriche a mobilisé. « Ça a coûté les yeux de la tête, mais ce n'est pas trop cher. Cela vaut dix grandes manœuvres. » Mais va-t-on s'en tenir à cette « répétition? »

Au moment de l'affaire balkanique, on croit que l'heure du lever de rideau est arrivée. « Eh bien! mon cher professeur, vous ne *la* voyez pas venir? La guerre, la terrible guerre... Seulement, *ils* ne sont pas prêts. Nous non plus. Il nous faut des canons, des canons, des canons. Et il nous faut seize dreadnoughts. Nous les aurons avant huit ans. Toute la question est de savoir si nous avons huit ans devant nous... Le moral de l'armée est magnifique. Cette double mobilisation coup sur coup a mis toute la jeunesse en train... Il n'y a qu'à laisser la poêle sur le feu... »

Voilà les propos que l'archiduc tenait en 1912. Et désor-

mais, la crise approche de jour en jour. On sent que la guerre est décrétée dans l'esprit de ce maniaque, qu'il en a besoin pour son « œuvre, » pour son idée d'une grande Autriche unitaire à l'allemande. Il se prend pour un Bismarck. La victoire a fondé l'Empire germanique. La Monarchie autrichienne sera fondée par la victoire. Menacée de démembrement, elle a besoin d'un bain de sang pour retrouver sa cohésion. La surexcitation est à son comble. Trop de manifestations belliqueuses exaspèrent les susceptibilités. La paix ne tient plus qu'à un fil. Est-ce qu'on va continuer à se laisser moquer de soi par un tas de petits peuples de rien, par cette racaille de Serbes, sous prétexte qu'ils sont des Slaves? Ne va-t-on pas bientôt leur donner une leçon ? C'est alors qu'a lieu, au début de juin, la mystérieuse entrevue de Konopicht, et puis, quinze jours plus tard, ces grandes manœuvres de Bosnie, à la frontière serbe, faites visiblement exprès pour chercher une querelle qui mettra le feu aux poudres. Tout le scénario est réglé. L'occasion naîtra d'elle-même, et alors...

Tout cela se lit dans le livre du candide précepteur, et c'est le plus éclatant aveu de la machination allemande. On se demande comment l'auteur n'a pas compris qu'il dressait contre son héros le plus terrible des réquisitoires. Sans doute, les choses devaient tourner un peu autrement que l'archiduc se l'était promis. L'attentat de Serajevo brisa net la carrière du futur empereur d'Autriche. L'auteur se figure que si celui-ci avait vécu, l'avenir aurait changé de face. L'archiduc François-Ferdinand était, dit-il, la seule force capable de rendre à l'Empire moribond sa puissance perdue, de réaliser le miracle de l'union nationale. Il était le suprême espoir de la patrie, la « dernière carte » du *Deutschtum*. Les Allemands le pleurent. Quant à nous, après avoir lu cette accablante apologie, nous sommes bien convaincus que François-Ferdinand a joué tout son rôle : ce niais sinistre a fait le mal dont il était capable. Il a été le mauvais génie de sa patrie. Et dans la voiture qui, après l'attentat de Prinzip, ramenait au Konak de Serajevo les corps de l'archiduc et de sa femme, inséparables dans la mort comme ils l'avaient été pendant le reste de leur « roman, » il y avait encore une troisième victime : c'était le cadavre de l'Autriche.

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

LE PREMIER LIVRE DE JULES RENARD (1)

Un nouveau livre de Jules Renard, — son premier roman, qu'il refusait de publier et qui vient de paraître dix ans bientôt après sa mort, — éveille le souvenir de ce grand garçon dédaigneux et timide, orgueilleux et bon, l'un des parfaits écrivains de son temps. Il avait de petits yeux très vifs et qui vous dévisageaient sans pitié. Il parlait peu, comme il écrivait peu : il détestait le bavardage et, le soir, il se repentait encore de quelques riens qu'il avait dits par obligeance et pour n'avoir point à s'excuser de ne pas en dire. Il n'était pas gai; il n'admirait pas le spectacle que lui donnait le monde. Il ne se fiait point aux idées, qui sont le facile plaisir des frivoles : il préférait la réalité, que l'on n'arrange point à sa convenance. Il aimait la nature et la littérature : il savait réunir ces deux objets de sa prédilection malaisée, consacrant sa vie et l'exquise patience de son art à mettre la nature en prose.

Il a composé une très singulière comédie en douze pages, où on le reconnaît sous le personnage d'Éloi. Ses amis, ses parents et les gens de son village lui reprochent de « faire des mots à leurs dépens. » C'est leur faute : ils sont ridicules. Un homme de cœur, indigné, l'accuse de n'aimer personne; il s'amuse à répondre avec effronterie : « Je m'aime! » La nature sait qu'il l'aime : « Il aime mes arbres... — *Éloi :* Comme ils ont maigri, cet hiver! — Mes prai-

(1) *Les Cloportes*, roman (éditions Crès). Du même auteur : *Sourires pincés*, *la Lanterne sourde*, *l'Écornifleur*, *Comédies*, *la Bigote*, *Bucoliques* (Ollendorff); *Poil de Carotte*, *Histoires naturelles* (Flammarion); *le Vigneron dans sa vigne* (Mercure de France); *Ragotte* (Fayard); *l'Œil clair* (Nouvelle revue française); *Mots d'écrit* et *Causeries* (Les Cahiers nivernais).

ries, mes rivières... — *Éloi :* Je voudrais que ma main fût assez légère pour écrire sur les eaux. — Et mes brumes fragiles... — *Eloi :* Elles naissent le soir, vivent la nuit et meurent au matin, comme mes rêves. » La nature n'a-t-elle rien à lui pardonner? Si! « Pourquoi, dit-elle, remuer ma boue, mes tas de fumier? — Ils fument par les champs comme des chevaux dételés. — Tu fouilles trop bas, tu choques Cybèle, tu scandalises Pan. — Connais pas! » Ses répliques sont drôles et impertinentes. Ni l'homme de cœur indigné, ni le vieillard qui lutte désespérément pour la vie, et ni une dame ni même une jolie femme ne trouvent grâce devant lui. Bref, on se fâche, on le houspille et on le traite enfin d'homme de lettres. C'est une injure qu'il accepte : « Oui, homme de lettres! Pas autre chose. Je le serai jusqu'à ma mort et puissé-je mourir de littérature. Et jamais je ne me fatigue d'en faire, et toujours j'en fais... Comme le vigneron qui trépigne dans sa cuve, ivre de soleil et de vin et sourd aux railleries des braves gens qu'il écœure!... » Des voix qui s'éloignent continuent de crier : « Homme de lettres! Homme de lettres... de lettres!... » Et lui, demeuré seul : « Pas de faiblesse, Éloi! tu es le plus heureux des hommes. »

C'est très bien! Car il faut pourtant que la littérature soit défendue; et par qui le sera-t-elle, si les écrivains ne lui accordent pas un grand amour, jaloux, fier et même un peu farouche? Elle a des ennemis de toute sorte, les uns qui pèchent par ignorance, et les autres qui sont malins. Les politiques et les moralistes l'ont chargée de tous les crimes, et de leurs crimes : ce qu'ils lui reprochent, c'est de n'avoir pas fait leur métier. S'ils avaient mieux fait leur métier, sans doute n'auraient-ils point à réclamer aujourd'hui son aide, à la déclarer paresseuse et dangereuse quand elle ne se mêle pas de ce qui les regarde. Et puis, elle veut bien les seconder; mais elle ne se soumettra pas à toutes leurs volontés : elle ne va pas, en travaillant avec eux, oublier ce qu'elle est d'abord, un divertissement.

Son premier roman, *les Cloportes,* Jules Renard le commença en 1887, à vingt-trois ans. Jusqu'alors, il n'avait écrit qu'en vers. Il interrompit au bout de quelques chapitres la composition des *Cloportes;* il donna plusieurs nouvelles, qu'il réunit l'année suivante sous le titre de l'une d'elles, *Crime de village.* Et il recommença d'écrire *les Cloportes,* qu'il ne termina qu'au mois de juin 1889.

Il n'était pas content de son œuvre. Il n'était content que de l'avoir finie. Tout un roman, deux cent cinquante ou trois cents pages d'un récit continu, est une chose qui lui paraissait longue,

assez fastidieuse, terriblement lourde à porter. Il ne s'est chargé ensuite que d'un roman, *l'Écornifleur* : son *Poil de Carotte* n'est pas tout à fait un roman. Mme Vernet, dans *l'Écornifleur*, a décidé que son bien-aimé homme de lettres Henri Gérard ne serait point un fainéant. Elle a de l'ambition pour lui et ne croit pas trop s'avancer en lui promettant la gloire au bout d'un roman qu'il n'y a plus qu'à écrire. Tous les matins, au lieu de l'emmener à la promenade, elle l'enferme avec de l'encre, un porte-plume et du papier qu'il faut noircir. Et Henri se désole : « Passe d'écrire une petite nouvelle! C'est court comme une visite de jour de l'an. Bonjour, bonsoir, à des gens qu'on déteste ou qu'on méprise. La nouvelle est la poignée de main banale de l'homme de lettres aux créatures de son esprit .. Mais écrire un roman! un roman complet, avec des personnages qui ne meurent pas trop vite! Mes jeunes confrères me l'ont dit : — Tu réussis les petites machines, mais ne t'attaque jamais à une grosse affaire. Tu manques d'haleine. — J'en conviens, j'ai besoin de souffler à la troisième page, de prendre l'air, de faire une saison de paresse; et, quand je retourne à mes bonshommes, j'ai peur, comme si je devais renouer avec une maîtresse devenue grand'mère pendant mon absence, comme si j'allais traîner des morts sur une route qui monte. » Henri avoue quelque paresse ; et, au commencement des *Bucoliques*, dans le joli préambule qu'il a intitulé : « La lutte quotidienne, » Jules Renard fait un pareil aveu. Mais il travaillait tout le temps.

Cet aveu dissimule aussi un scrupule que beaucoup de romanciers auraient heureusement. Ils ne craignent pas d'allonger le récit, lorsqu'ayant dit le principal, ils se reposeraient un peu sans inconvénient pour eux et pour le lecteur. Entre les meilleurs passages de ces gros livres que fournissent à leur clientèle, cependant pressée, la plupart des romanciers, il y a de la bourre, en quelque sorte, et analogue à celle que l'on met dans une caisse où l'on emballe des objets précieux et fragiles. Jules Renard, lui, n'avait aucun courage pour entasser cette bourre. Il plaçait les objets précieux et fragiles les uns à côté des autres : ça ne faisait point un colis. Ça ne faisait point un roman : c'était trop court et tout délié.

Il écrit un jour : « Avec la vie de Mademoiselle Olympe Bardeau, on écrirait un roman de mœurs provinciales ; mais il serait monotone. Ce n'est guère varié, ce qu'elle fait : elle passe son temps à se dévouer. » Et toute l'histoire de Mademoiselle Olympe, depuis son enfance jusqu'à son âge très avancé, tient en huit pages. Pour animer

le récit d'une longue vie et pour empêcher le lecteur de s'y endormir, les romanciers sont obligés de combiner une intrigue et d'inventer de grands événements. Il n'y a, dans la réalité quotidienne, absolument rien de pareil. Les intrigues et les événements de roman ne viennent pas de la réalité, mais appartiennent à un vieux fonds ou magasin d'accessoires, qui ne s'enrichit plus guère et auquel les romanciers les empruntent. C'est un usage que Jules Renard ne pouvait pas souffrir.

Il n'appréciait que la vérité. Conséquemment, on estimait qu'il avait peu d'imagination. C'est possible : au sens qu'on attribue à ce mot, certes il n'avait aucune imagination. D'ailleurs, il avait une autre espèce d'imagination; car c'est une erreur de croire que l'on voit la vérité tout simplement : on l'imagine ou l'on invente son image de la vérité. N'aurait-il dû alors composer des romans de vérité toute neuve? Mais oui! Seulement, c'était un genre à créer, sans modèle et sans la ressource d'imiter le voisin, la voisine, Balzac ou George Sand. Il a peint de petits tableaux, où il a mis beaucoup de fraîche vérité avec beaucoup d'art.

Le roman des *Cloportes*, connu de quelques amis, allait paraître dans un journal, et puis dans un autre, dans *le Roquet* d'abord, et puis dans *le Carillon* : Jules Renard, tout compte fait, le refusa et le cacha, disait M. Alfred Vallette, « comme un péché honteux. » On remerciera M. Henri Bachelin de le publier, à présent que Jules Renard n'est plus là pour le cacher : ce roman n'est pas un péché honteux, mais une œuvre de jeunesse, imparfaite, en bien des endroits charmante et riche de la plupart des qualités qui deviendront le merveilleux talent de l'auteur. M. Bachelin trouve les quinze premiers chapitres plus maladroits que la suite ; et, ces quinze chapitres, « j'aurais pu, dit-il, les retravaillant après lui, selon, — autant qu'il m'eût été possible, — la méthode qui fut la sienne pour écrire le reste du livre, les amener au ton général... » On frémit à cette pensée. M. Bachelin ne rassure personne, quand il ajoute qu'il n'aurait eu qu'à « serrer la deuxième cheville du violon pour que le ré sonnât la quinte juste au-dessous du la que donnent les chapitres suivants. » Non, ce n'était pas l'affaire de l'éditeur, à qui l'on demandait seulement ce qu'il a donné, le texte de l'auteur. Et tout au plus aurait-il fallu corriger les fautes d'impression qui gâtent certaines pages ; écrire « la paume, » et non « la pomme de la main ; » et, quand la petite Françoise est tombée dans le foin, ne pas écrire : « Au moindre remuement des mollets, ses bras s'emplissaient d'aiguilles à tricoter, » mais

bien « ses bas. » Peut-être le manuscrit n'est-il pas d'une lecture très facile ; mais, comme ces deux passages se retrouvent dans les *Sourires pincés* et dans *la Lanterne sourde*, il était facile de corriger les deux fautes. Après la mort des écrivains, les négociants font de telles réimpressions de leurs ouvrages, et avec tant de négligence, qu'il est bon de veiller du moins à la première édition. Tâchons de préserver leurs écrits : nous n'avons pas de plus délicat service à leur rendre. Épargnons-leur l'offense et le chagrin des coquilles et autres bévues, même si nous devinons que la mort les a doués de souveraine indifférence ou de sérénité.

A l'époque où Jules Renard écrivait son roman des *Cloportes*, la jeune littérature avait à choisir entre deux écoles, le naturalisme, un peu fatigué, mais qui n'abandonnait pas la partie, et le symbolisme qui donnait de grandes espérances : il ne les a pas toutes déçues. Quelques années plus tard, Jules Renard s'est moqué de ces deux écoles. « D'abord, Éloi documente avec rage. Ses amis le fournissent sans le savoir. Ne changez pas de chemise devant lui : vous retrouveriez votre torse et le relief exagéré de vos omoplates, huit jours après, au milieu d'un conte. Surtout ne le laissez jamais seul dans votre chambre en désordre. Il ramasse les bouts de cigares, les queues d'allumettes ; il recueille les cheveux oubliés sur l'oreiller, les poils de barbe. Ah ! une fausse dent : quelle perle ! Il examine les peignes, les brosses, la culotte pendue, la savate morte... Il fait un tas des pièces de prix transportables et les noue dans son mouchoir en disant : Tout mon bonhomme est là ; je le tiens. » Voilà le naturalisme. Éloi, devenu symboliste, cherche l'obscur et le trouve : « aveugle, il jetterait, la nuit, sur un tableau noir, les lettres retournées de mots sans suite. » Sa gentille amie pleure de ne pas le comprendre. Ému, il est sur le point de renoncer à son mystère. Mais il se ravise, avec orgueil et défi : et « il mourra avant d'oublier cette minute où il faillit, à cause de sa gentille amie, perdre tout le talent qu'il a de ne pas écrire en français. » Bonne caricature, injuste et ressemblante !

On voit très bien ce que Jules Renard ne devait pas aimer dans le naturalisme : une méthode et un système d'information, dite scientifique, hélas ! et qui n'était ni de la science ni de l'art ; une façon d'inventorier rapide et sotte ; une contrefaçon de la réalité. Ce n'est point sa manière à lui. Cependant, l'auteur des *Cloportes*, bien différent déjà d'un romancier naturaliste, n'a pas dès son premier essai secoué cette influence d'une littérature alors prépondérante : il y a, dans *Les Cloportes*, une scène de luxure, un accouchement, et avec

tous les détails, un infanticide, un suicide, enfin le trantran, pour ainsi parler, de la vie naturaliste.

Et l'on voit très bien ce que Jules Renard ne devait pas aimer dans le symbolisme : le galimatias et l'obscurité. Il termine son portrait du symboliste par ces mots, « ne pas écrire en français » : voilà le péché qu'il n'a point commis et qu'il aurait eu honte de commettre. On sait, je le disais, qu'il travaillait constamment; il ne laisse qu'un petit nombre de volumes : il travaillait à bien écrire, et suivant la leçon des maîtres incontestés, nos écrivains classiques. Ceux-ci enseignent la clarté : il l'a voulue, et toujours obtenue, difficilement s'il n'avait point à exprimer une idée très simple; mais il eût renoncé à son idée plutôt que de la rendre mal. Comme un de ses livres allait paraître, — et c'était son chef-d'œuvre, *le Vigneron dans sa vigne*, — il ne comptait pas sur des milliers de lecteurs : cinq à six cents, peut-être mille, tout au plus. Il écrivait à un ami : « Mieux vaut rester entre intimes. Notez que je n'ai pas la prétention d'être incompréhensible. Fichtre non! Je serais navré d'être obscur. Mais je ne suis clair que pour quelques-uns. » Cela, il le constate, sans orgueil et avec regret : s'il s'en console, c'est à se dire, et justement, que la faute n'est pas la sienne. L'obscurité des symbolistes a une excuse quelquefois : ces poètes avaient un idéal compliqué; ce qu'ils tâchaient de dire était, par un malheur, ce que les mots n'ont point accoutumé de dire. Mais trop souvent ils prenaient leur parti de cette obscurité avec un entrain fâcheux; ils n'évitaient pas tous également d'habiller de mystère le néant. Jules Renard n'est pas, dans *les Cloportes*, et n'a jamais été un symboliste.

Cependant, il a subi un peu l'influence de ce qui, dans le symbolisme, était recommandable, était une intelligente notion de l'art. C'est par le symbolisme ou, plus exactement, c'est par le moyen de clairs symboles, qu'il se passe des procédés naturalistes. L'on ne saurait copier avec minutie la réalité : elle échappe à notre enquête. Il ne faut pas la copier, mais la représenter : et des symboles remplacent l'impossible copie. Dans la cuisine des *Cloportes*, il y a une vieille horloge peinte en rouge qui laisse « voir derrière son verre sans tache, le va-et-vient de son balancier de cuivre, ses plombs, ses chaînes, tout l'intérieur de son ventre ». Ce dernier mot donne à imaginer la forme de cette machine et rend cette machine vivante. Il y a, dans la salle à manger des *Cloportes*, un poêle dont le tuyau passe par-dessus la tête des gens qui se chauffent, « comme un grand bras étendu ». Dans une allée de la forêt, les branches « se

rejoignent et se tendent leurs feuilles comme des mains ». Une image, si l'on redoute le mot de symbole, remplace une description. Jules Renard emploie aussi des images ou des symboles pour remplacer parfois l'analyse des sentiments. Les « cloportes » de son roman, c'est une famille de villageois apathiques, de gens « calfeutrés, chez qui le sang avait cessé de couler et s'arrêtait à fleur de peau, changé en humeurs, gonflé en furoncles ». Cette apathie accable leurs esprits et leurs corps. Ils dorment longuement, ne font rien, ne parlent pas. Et voici l'une de leurs soirées. On apporte, auprès du poêle, une petite table; on pose une lampe dessus. Mme Lérin et sa fille prennent leurs chaufferettes et vont à l'église. M. Lérin penche la tête sur son journal ; et à côté de lui son fils dort ou, s'il ne dort pas, il a bien l'air de dormir : le père et le fils ont « engagé une véritable partie de silence. » Un incident : la lampe baisse, le poêle aussi et la bouillotte ne ronronne plus. Le journal que lit M. Lérin remue; le fils de M. Lérin se dérange pour mettre une bûche dans le poêle : « La bouillotte se réveille comme une pie babillarde; M. Lérin remonte la lampe, soulève l'abat-jour ainsi qu'un couvercle, et un peu d'animation se mijote comme l'écume d'un pot-au-feu. » Les gens et les objets sont réunis dans une même description, qui est toute en images ou subtiles analogies.

Ce procédé symboliste, qui se voit déjà dans *les Cloportes*, Jules Renard l'aimera de plus en plus et y montrera une étonnante habileté. Les *Histoires naturelles* sont, à cet égard, son chef-d'œuvre. Quelquefois on dirait d'un jeu d'esprit, de trop d'esprit que rachète la réussite merveilleuse. Rappelez-vous la sauterelle : « Serait-ce le gendarme des insectes? Tout le jour, elle saute et s'acharne aux trousses d'invisibles braconniers qu'elle n'attrape jamais. Les plus hautes herbes ne l'arrêtent pas. Rien ne lui fait peur, car elle a des bottes de sept lieues, un cou de taureau, le front génial, le ventre d'une carène, des ailes en celluloïd, des cornes diaboliques et un grand sabre au derrière... » Elle a les vertus d'un gendarme et elle en a les travers : elle chique : « Si je mens, poursuis-la de tes doigts, joue avec elle à quatre coins et, quand tu l'auras saisie, entre deux bonds, sur une feuille de luzerne, observe sa bouche : par ses terribles mandibules, elle sécrète une mousse noire comme du jus de tabac. » Quelquefois la plaisanterie tourne à une exquise poésie : « La nuit s'use à force de servir. Elle ne s'use pas par le haut, dans ses étoiles. Elle s'use comme une robe qui traîne à terre, entre les cailloux et les arbres... Il n'est pas un coin où ne pénètre un pan de

nuit. L'épine le crève, les froids le gercent, la boue le gâte. Et chaque matin, quand la nuit remonte, des loques s'en détachent, accrochées au hasard. Ainsi naissent les chauves-souris... » Les chauves-souris sont les petits symboles frissonnants de la nuit; l'alouette est l'allégorie de la lumière : « Je n'ai jamais vu d'alouette et je me lève inutilement avec l'aurore... Mais écoutez comme j'écoute. Entendez-vous quelque part, là-haut, piler dans une coupe d'or des morceaux de cristal? Qui peut me dire où l'alouette chante? Si je regarde en l'air, le soleil brûle mes yeux. Il me faut renoncer à la voir. L'alouette vit au ciel et c'est le seul oiseau du ciel qui chante jusqu'à nous. » Les *Histoires naturelles* les plus charmantes enferment de menus fragments de paysage et aussi de rêve.

Il y a déjà des « histoires naturelles » dans *les Cloportes*. Il y a l'âne; il y a les rainettes, qui « roulent leurs *r*, infatigables; » il y a les grives, les bécasses et leur long bec qui alourdit leur vol et qui pend. Il y a les araignées et la quantité variée de leurs toiles, qui « s'accrochent aux poutres, se collent aux tuiles, longent une latte et se creusent sous le poids de petites boules blanches qui sont des nids, se vallonnent comme un drap agité par des blanchisseuses; l'une laisse pendre sa corne comme une poche perd son mouchoir, l'autre encercle dans ses dessins concentriques un oblique rayon de soleil... Une hirondelle entre, fuse, enlève la toile et l'araignée et sort, d'un trait. Cela fait comme une trouée dans une tenture. » Il y a les agneaux, le petit agneau qui vient de naître et qu'on trouve « entre les pattes de sa mère, flageolant sur ses jambes raides, tout pareil aux petits agneaux en bois découpé dont on emplit des boîtes au jour de l'an. » Ces quelques lignes, Jules Renard les a reprises et autrement écrites, dans *Poil de carotte* : « Chaque matin, le fermier Pajol compte deux ou trois agneaux de plus. Il les trouve égarés parmi les mères, gauches, flageolant sur leurs pattes raides; quatre morceaux de bois d'une sculpture grossière. » Et peut-être se souvient-on d'un autre petit animal aux pattes grêles et fragiles, la gazelle du dernier Abencerage, couchée dans une corbeille, sur des feuilles de palmier : « Ses jambes fines étaient attachées et ployées sous elle, de peur qu'elles ne se fussent brisées dans les mouvements du vaisseau; elle portait un collier de grains d'aloës... » La manière n'est pas la même, ici et là. Et laquelle préférez-vous?... Moi aussi!... Mais, avec son collier de grains d'aloès et puis avec une plaque d'or qui joint les deux bouts du collier, — sur la plaque d'or sont gravés en arabe un nom et un talisman, — cette gazelle de Chateaubriand, si jolie, nous

paraît comme un peu habillée, un peu arrangée, prête à monter sur la pendule, en tout cas telle que nous ne l'avons pas rencontrée, fût-ce en nos voyages. Les agneaux de Jules Renard, vous les verrez à la bergerie, dans nos campagnes, quand il vous plaira; et tous les animaux de Jules Renard, vous les avez vus et les reconnaissez : pourtant vous n'aviez pas remarqué leur aspect véritable, qu'il semble avoir aperçu le premier, qu'il sait vous montrer, qui vous étonne et vous amuse par sa vérité familière ensemble et pittoresque.

Plusieurs « histoires naturelles » ont passé des *Cloportes* aux recueils que Jules Renard donna ensuite. Et ce roman de sa jeunesse, qu'il avait refusé de publier, lui a servi comme un trésor dont il n'approuvait pas l'arrangement, dont les pièces lui paraissaient précieuses. On retrouve des pages entières ou des phrases plus ou moins longues, des mots, des images des *Cloportes* dans les *Sourires pincés*, dans *l'Écornifleur*, dans *Poil de carotte*, dans la *Lanterne sourde* et jusque dans cette comédie de *La bigotte* qui a été jouée quelques mois avant la mort de l'auteur. Au bout de vingt ans, il n'avait pas oublié ni relégué loin de sa nouvelle pensée l'œuvre de ses vingt ans : il y allait puiser comme dans une réserve abondante. Maintes pages qu'il a ainsi transportées de l'ancien manuscrit au livre nouveau sont à peine modifiées. Plus souvent, il corrige et il abrège : il écrit de mieux en mieux; il est plus adroit, plus sévère à lui-même, plus attentif à bien choisir les mots et à suivre exactement le précepte qu'il donnait un jour aux élèves du lycée de Nevers, « jeunes camarades » et, lui, qui présidait la distribution des prix : « Défiez-vous des mots. Les plus grands ne sont pas les moins vides. Ne vous en servez qu'après les avoir pesés. » Cette défiance est l'article premier de l'art auquel il consacrait un zèle délicat. Les mots qui ne sont pas tout pleins d'une réalité, les mots inutiles, les mots trompeurs, il les supprimait de sa phrase. Et la difficulté de composer une phrase entière, du commencement à la fin, sans mots de secours, est la difficulté qu'il entendait vaincre à chaque fois qu'il écrivait. Une phrase qui, comme on dit, se tienne et qui se tienne toute seule, qui marche et sans béquilles, une phrase parfaitement saine, valide et bien portante, ce fut la sienne et ce n'est pas celle des écrivains les plus nombreux. Il la voulait jolie, en outre, élégante : il lui voulait une beauté qui ne vînt pas de faux ornements, une beauté vraie.

Il y a, dans *les Cloportes*, ce petit tableau à la Breughel : « Un gamin pétrissait entre ses mains une grosse boule de neige; la posait délicatement sur une couche bien unie, sans ornières ou marques de

pas et la poussait avec prudence, d'abord de la main droite, puis de la gauche quand la droite était *gobe*, puis avec un pied quand la boule en valait la peine, ce qui lui permettait de mettre ses deux mains dans ses poches, puis enfin avec les pieds et les mains. » D'autres gamins viennent à la rescousse et, après un long travail et des anicroches, la grosse boule est sculptée en un bonhonne de neige qui peu à peu s'émiette et s'écoule en eau boueuse. Voici la même page dans *la Lanterne sourde* : « Dans la rue, un gamin pétrit une boule, la pose sur une couche unie, sans ornière ou marque de pas, et la pousse prudemment... » Beaucoup de mots ont disparu, sans laisser de trous à leur place... « Elle roule et s'enveloppe à chaque tour comme d'une feuille de ouate. Bien que *gobes*, les mains suffisent d'abord à la conduire par les sentiers blancs. Puis il y faut mettre le pied, les genoux, les épaules, toutes les forces. Souvent, la boule résiste, entêtée, s'écorne, se fendille. Enfin elle s'immobilise. » Quelle netteté prend la phrase et comme elle se dessine mieux!

Après *les Cloportes* et jusqu'à la fin de sa vie, par un effort continu que son amour de la littérature lui rendait agréable et que son dédaigneux ennui de tout le reste l'empêchait de trouver futile, Jules Renard devenait plus exact à bien écrire. Son art s'est affiné, sans perdre les qualités qu'il avait d'abord. Mais il y a, dans *les Cloportes*, presque toute la substance de l'œuvre qui s'est développée ensuite. Jules Renard, dès le roman de ses vingt ans, voit tristement les hommes et la vie. Ses personnages sont dénués d'intelligence et de bonté : leur niaiserie est cause de leur méchanceté. Ils ont des manies, des vices, de l'égoïsme, à faire pitié. Jules Renard ne leur accorde point sa pitié : mais il les traite rudement. On ne dirait pas que ses héros fussent les enfants de son imagination, car il n'a aucune indulgence pour eux. D'ailleurs, il les a pris dans la réalité, sans doute : il les y a choisis, du moins; il n'a pas mis de bienveillance à les choisir. Il n'affirme pas non plus que l'humanité soit toute analogue aux échantillons qu'il en offre. Il ne le déclare pas; et, comme il a peint des individus, vous n'avez point à formuler de maximes générales, vous n'avez point à lui prêter une philosophie !.. Cependant, cette philosophie est dans son œuvre, une philosophie morose et qui refuse toute consolation.

L'insistance avec laquelle Jules Renard, analysant les âmes, n'y découvre que laideur est le signe d'une opinion. Si l'on dit que ce n'est pas sa faute et que les âmes ne sont pas belles, eh ! bien, les âmes sont principalement variées, mêlées du pire et du meilleur : et

l'on y aperçoit ce que l'on y cherche, le pire ou le meilleur, au gré de quelque préférence.

A vrai dire, n'y a-t-il point un personnage sympathique, dans *les Cloportes* ? Oui, la pauvre servante Françoise, celle-là qui a des malheurs, qui est tombée dans le foin, qui s'en relève comme elle peut, qui accouche et qui jette son enfant au fond du puits. Elle est gentille, elle n'a pas de chance, il faut la plaindre. Est-ce que Jules Renard ne la plaint pas? Il ne l'a guère épargnée : tant de calamités dont il l'accable et qui la mènent au suicide! C'est pour la plaindre davantage? Mais la plaint-il?... Un jour que les petits messieurs du village font, au café, leurs parties de manille, les paysans les entourent, les écoutent, rient quand il s'agit de ces pauvres filles dont les petits messieurs parlent en libertins : « Il ne vint pas à l'idée de ces messieurs que, leurs servantes, c'étaient les filles des hommes qui écoutaient là, qui buvaient comme eux, riaient comme eux, pensaient comme eux. De leur côté, les paysans ne songeaient pas à faire observer que c'était peut-être aller un peu loin. Non : tous se comprenaient, s'entendaient fraternellement! » Et c'est l'auteur, on le voit, qui intervient, avec colère, en faveur des pauvres servantes.

Une telle intervention de l'auteur est probablement de ces choses que bientôt Jules Renard n'aima plus dans son roman des *Cloportes*.

Plus tard, il a grand soin de ne jamais intervenir et de laisser les personnages qu'il invente ou qu'il peint se débrouiller sans lui. Non qu'il ne soit pas là : mais il se dissimule. Et non que l'on n'ait point à deviner le sentiment qui l'anime : du moins, il ne l'énonce pas et devinez-le.

Il aura toujours beaucoup de dureté, quelque férocité parfois, pour ces déplorables gens que l'on nomme les bourgeois, les riches, les représentants de l'autorité. Il leur sera extrêmement injuste. En même temps, il aimera les humbles; il aimera leur simplicité mentale et morale, leur patience, leurs vertus, leurs travers et, le cas échéant, leur absurdité comique. Or, Jules Renard n'est point un philosophe; il n'est pas du tout un idéologue. Il a le goût de la réalité : il ne compte pas les idées pour des réalités et ne compte pour rien les métaphysiques et les religions ; plutôt, il les méprise et les déteste. Il est réaliste, il est positiviste et l'est jusqu'à l'anticléricalisme le plus rigoureux ou, si je ne me trompe, le plus saugrenu. Cela ne fait point une philosophie. Cela fait, par le temps qui court, une politique. Et il y a une politique de Jules Renard, conseiller municipal, délégué cantonal et maire dans le département de la

Nièvre. Ce n'est pas ce que j'étudie; et cette politique de Jules Renard, en somme, n'a pas d'autre inconvénient littéraire que de lui avoir fait manquer ici ou là ses personnages de « curés : » il ne peint pas le curé, il en mange. Et l'on n'y peut rien. Sa peinture des villages en est moins vraie ; Balzac le lui eût reproché. Mais on a beau refuser toute philosophie et se réfugier dans la seule réalité, l'on aboutit à une philosophie, parce que la réalité en contient une et qu'il faut bien que l'on découvre dans la réalité même.

Jules Renard ne l'a point exprimée. Il l'a découverte pourtant, peu à peu, lentement. Il ne l'avait pas découverte quand il écrivait *les Cloportes*. Mais lisez les *Bucoliques* et *Le vigneron dans sa vigne*. C'est une philosophie de la nature et aussi de la nature humaine ; c'est une intelligente amitié pour les âmes et aussi pour les champs, pour les arbres, pour les saisons et les heures, pour les objets que leur contact avec les gens, avec leur travail et avec leur souffrance, a en quelque sorte animés ou munis d'une âme. Lisez, dans les *Bucoliques*, cette invocation : « Seigneur, s'il est vrai que vous seul soyez grand, ne réservez pas à ma vieillesse un château, mais faites-moi la grâce de me garder, comme dernier refuge, cette cuisine avec sa marmite toujours en l'air..., avec la lune en papier jaune qui bouche le trou du tuyau de poêle, et les coquilles d'œufs dans la cendre..., avec un chien à droite et un chat à gauche de la cheminée, tous deux vivants peut-être, et le fourneau d'où filent des étoiles de braise,... et cette demi-douzaine de fers à repasser, à genoux sur leur planche, par rang de taille, comme des religieuses qui prient, voilées de noir et les mains jointes. » Et, dans *le Vigneron*, lisez « Le petit bohémien. » Ce n'est que l'histoire, une histoire à peine, d'un gamin sans feu ni lieu, qui s'approche d'un troupeau, d'une maison, pour être moins seul, et qui s'approche de vous, sur la route, chemine avec vous, non comme un petit mendiant, mais comme un petit compagnon. Puis il faut se quitter pour la vie : « Il s'éloignait déjà ; mais il se retourna comme s'il avait oublié quelque chose et m'apporta sa main tendue que je serrai, sur la route déserte, d'une pression furtive... » Je me rappelle que je vantais à Jules Renard son *Petit bohémien* et qu'il me répondit : — N'est-ce pas ? On trouve ces petites choses à la promenade et on les rapporte chez soi comme un bol de lait qu'on a peur de renverser... (Je ne mets pas de guillemets, n'étant pas sûr de tous les mots : et l'on craint de gâter une phrase de Jules Renard.)

André Beaunier.

RÉVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : *Gismonda*, drame lyrique en trois actes et quatre tableaux ; livret (d'après Victorien Sardou) de MM. Henri Cain et Louis Payen, musique de M. Henry Février. — Théâtre des Champs Élysées : *Isba russe*, de M. Serge Borowski. — Théâtre-Lyrique (Vaudeville) : *Cléopâtre*, « drame passionnel » en quatre actes et cinq tableaux ; livret de M. Louis Payen, musique de Massenet. — Les Concerts.

A la fin d'un article sur *la Tosca*, Jules Lemaître écrivait de Victorien Sardou : « Avec tout cela, comme il reste amusant ! C'est égal, je vous engage à relire *Bérénice*. » Il y a de « tout cela » dans *Gismonda*, qui n'est pas non plus une chose ennuyeuse, encore moins une chose vraisemblable. « *Principiis obsta*, » ou « *Nego principium*. » Le principe de la dite chose est que Gismonda, jeune veuve et duchesse italienne d'Athènes, au XVe ou XVIe siècle, jure d'épouser l'homme qui retirera de la fosse aux ours, ou plus exactement au tigre, son petit garçon qui vient d'y tomber. Et voici les conséquences de ce principe, dont on pourrait, en pareil cas, si grand que soit leur amour et leur désespoir, appeler à toutes les mères.

Pour les besoins du contraste, ou du conflit, qui fera la pièce même, le sauveur de l'enfant se trouve être, au lieu d'un courtisan et prétendant, un simple valet de vénerie, un fauconnier, du nom d'Almerio, gars robuste autant que brave garçon. La duchesse, bien entendu, commence par se refuser, avec horreur, à tenir son imprudente promesse. Craignant les suites du refus, elle se retire dans un monastère voisin d'Athènes. Almerio vient l'y rejoindre et l'y réclamer. Aussi bien, il a conquis de nouveaux droits, et plus glorieux, à sa main. Des pirates menaçaient Athènes. Il a pris le commandement de l'armée et les a vaincus. Le peuple entier l'acclame et

l'escorte, exigeant avec lui, pour lui, sa récompense. Respectueux d'abord autant qu'épris, Almerio, d'un mot, apaise l'émeute et l'éloigne. Puis, demeuré seul avec Gismonda, la passion devenant la plus forte, il implore et menace tour à tour. Alors, peu à peu moins farouche, et vaguement troublée, à la manière de la fille d'Hamilcar, par un héros comparable à celui que Sainte-Beuve appelait « ce beau drôle de Lybien, » Gismonda s'avise de proposer à son trop pressant créancier d'amour, un compromis, ou, si vous préférez, une sensible, très sensible réduction de sa dette. Qu'il s'engage par serment à lui rendre demain, solennellement, devant tout le peuple assemblé dans la basilique, la parole donnée, la parole nuptiale, et cette nuit, mais cette nuit seule, elle ira, d'avance, l'en remercier.

C'est ainsi que les choses se passent. Mais le traître, — il y a naturellement un traître dans l'affaire, et même deux, — le traître numéro un a surpris Gismonda sortant, à l'aube, du logis d'Almerio. Il va la frapper. Au contraire, c'est elle qui le frappe. Le jour même, à l'église, devant le tout Athènes, le plébéien magnanime et content de peu délie de son serment l'impassible patricienne. Mais voici que le traître numéro deux l'accuse, lui, Almerio, du meurtre commis ce matin. De plus en plus généreux, et pour la sauver, elle, il se laisse convaincre. On le condamne, on l'emmène au supplice... Vous devinez le dénouement, ou l'explosion, et les aveux complets, ou à peu près, d'un amour enfin mutuel, et le morganatique hymen par où s'achève cette histoire. Elle fait songer tantôt à *Ruy Blas* et à *Salammbô*, moins la splendeur de la forme, et tantôt, moins l'ingénieuse et retorse psychologie, à *Monna Vanna*.

J'oubliais de signaler, au cours, ou plutôt sur le cours des événements et des sentiments de l'héroïne, la mystérieuse influence de Vénus. Une statue d'icelle ayant été mise au jour sur l'Acropole et sous les yeux de Gismonda, la belle duchesse, avec une indignation peu naturelle encore chez une personne de son temps, avait fait briser l'idole impure. D'où, vengeance de la déesse et, si nous voulions élever le sujet et l'agrandir, conflit de deux civilisations, de deux religions, la païenne et la nôtre. Mais nous ne voulons pas. L'incident n'a d'ailleurs aucune espèce d'importance.

Il a quelque agrément en musique. La découverte de la statue nous parut l'une des aimables pages de la partition. Non pas qu'il y ait là rien de rare. Tout ce qu'on attendait y arrive en bonne place, en bon ordre. L'orchestre, les chœurs, la musique entière se détend, se dilate, et l'effusion sonore correspond assez bien à l'effusion des

rameaux et des fleurs que sur l'effigie divine, la foule, moins sévère que sa souveraine, a répandues. Nulle part l'imprévu et l'originalité ne sont les marques distinctives de l'art de M. Février. On le savait bien depuis *Monna Vanna*, depuis *Carmosine* encore mieux, et nous préférons *Gismonda* à *Carmosine*, mais non pas à *Monna Vanna*. Vous rappelez-vous le salut des vieillards au jeune Perdican : « Il est plus doux de retrouver ce qu'on aime que d'embrasser un nouveau-né. » Rien de nouveau dans *Gismonda* ; mais on y retrouve, à tout moment, des choses, un peu bien connues, des effets, un peu bien faciles, qu'on a la faiblesse de ne point haïr. Les œuvres de ce genre, qui ne causent nulle surprise, ne donnent aussi nulle peine. Il faut leur en savoir un certain gré. Ne soyons pas pour elles plus difficiles qu'elles ne le sont pour nous. Aimons, — oui, pour une fois le mot n'est pas trop fort, ou trop doux, — aimons, au second acte, un monologue de la duchesse, assise, le soir, à la fenêtre du monastère et rêvant aux étoiles. Sans doute on pourrait ici même reprendre quelque banalité, ne fût-ce que dans l'orchestre, où la flûte inévitable fait le petit oiseau. Mais le sentiment et l'expression générale est juste. Une mélodie ou mélopée flottante, interrompue et reprise, chante et parle à la fois. Les mots se détachent bien et s'accordent avec les sons. Tout indique, non sans finesse, dans l'âme de l'altière héroïne et dans sa voix, une sorte d'alanguissement et comme une préparation mystérieuse aux transactions prochaines. Enfin il y a là des accents, des silences même, où se reconnaît ce qu'on appelle, fût-ce à propos de musique, ou dans la musique, et ne sachant l'appeler autrement, la poésie.

La « grande scène du deux, » comme on dit en langage de théâtre, c'est le duo : duo d'amour, d'amour repoussé d'abord, puis insinuant, puis déclaré. Ce duo-là, Reyer autrefois, dans *Salammbô*, l'a manqué, n'ayant trouvé, pour en tenir lieu, que la phrase, très belle, mais unique, de Mathô : « *Ne les détourne pas, ces regards radieux.* » Le compositeur de *Monna Vanna*, (second acte également et situation analogue), s'en était, par moments, assez bien tiré. Le duo de *Gismonda* ne vaut pas son aîné. La musique y mêle à la violence, qui sied, une fadeur moins convenable, et la romance, ou quelque chose d'approchant, au mélodrame. Surtout un diable de solo de violoncelle, comme tout à l'heure le gazouillis de la flûte, nous a vraiment trop peu surpris. « Ne vous penchez pas ainsi au *cantabile*, c'est du charlatanisme. » Dans les *Scènes de la vie bourgeoise* d'Henri Monnier, un professeur de piano fait cette recommandation à son

élève. Les cantilènes de M. Henry Février ont une tendance regrettable à se pencher de la même manière.

Gismonda ne se penche pas autrement vers son petit garçon, objet en mainte rencontre, avant la fosse ou après, de ses menues et par trop puériles complaisances. « Sois bien sage, bien obéissant et maman te donnera deux jolies tourterelles. » Les paroles sont à peu près dans ce goût et la musique ressemble aux paroles. Elle ne perd pas une si favorable, — ou déplorable, — occasion d'achever la mélodie ou la période par un port de voix, *pianissimo*, sur une note haute et prise en douceur. Rien n'est rebattu comme les conclusions de ce genre, que nous n'appellerons pas des cadences, puisque, au lieu de tomber, elles montent. La partition de M. Février abonde en semblables gentillesses. Un entracte, qui devient air de ballet, puis, en guise d'épilogue, chœur dans la coulisse, a paru plus qu'innocent. Il a redoublé, si même il ne l'a portée jusqu'à l'admiration, notre ancienne et fidèle sympathie pour la barcarolle vénitienne des *Contes d'Hoffmann.*

En vérité, le souvenir déjà lointain de *Gismonda* ne revient en nous que pour évoquer les plus banales figures sonores. L'œuvre est pleine de tout ce qui fit autrefois, non pas le fond, solide et résistant beaucoup plus qu'on ne l'assure aujourd'hui, mais l'appareil extérieur du « grand opéra. » Nous en reconnaissons l'action, volontiers mélodramatique, et les décorations et les ensembles, sacrés ou profanes : un couvent et des cloches ; une cathédrale, avec défilé, cérémonie, et même, ce qui n'est jamais très plaisant, pantomime sacerdotale, voire épiscopale, un évêque étant ici de rigueur : évêque baryton ou basse, qui s'exprime dans un style ampoulé, pseudo-liturgique. Les cuivres l'accompagnent, marques de sa dignité : mais, signe d'onction et de componction, des cuivres assourdis et comme voilés. Ceux-ci prennent ailleurs une bruyante revanche. Après le premier acte, un spectateur se plaignait d'être « du côté des cuivres. » Par moments on aurait cru qu'il n'y avait pas d'autre côté. Nombreux et variés sont les chœurs : sur la scène ou dans la coulisse; chœurs de religieuses, chœurs de fête, avec tambours de basque obligés ; chœurs et fanfares de chasse, chœurs à bouche fermée et grande ouverte tour à tour. Ils n'ont rien de plus original, rien de moins attendu que les soli. Convenable, et de tout repos, hormis les cuivres tapageurs, est généralement l'instrumentation. Nous avons parlé de la flûte et des violoncelles, au moins de l'un d'eux. Les harpes ne manquent pas non plus une occasion d'inter-

venir. Enfin, lorsque le tigre est censé rugir à la cantonade, un orchestre congrûment «fafnérien » imite les rugissements de « monstre. » Quant aux harmonies, il faut, disait un musicien d'esprit, leur savoir gré d'être écrites en chiffres connus. En somme, un vers, un seul, et d'opéra, pourrait servir d'épigraphe à l'opéra de M. Février : « *Ce qui doit arriver arrive à l'heure dite.* » En l'écoutant, et plus nous écoutions, nous songions : Il y a la mauvaise musique. Elle offense, elle irrite, littéralement elle fait du mal. Et puis il y a la musique inutile.

Celle-ci même peut trouver d'agréables interprètes: Mlle Fanny Heldy est du nombre. Beaucoup plus qu'agréable à voir, au premier acte surtout, coiffée d'un casque de velours bleu ciel à plumes blanches, elle semble une héroïne du Tasse. Et le ramage de la belle Clorinde se rapporte, ou peut s'en faut, à son plumage. Ce peu consiste en une certaine sécheresse, avec tendance à forcer et serrer les notes, surtout les notes hautes, au risque d'en altérer le timbre et la justesse. M. Fontaine, un « fort ténor, » possède la voix et l'encolure qui conviennent au robuste Almerio.

Le temps de l'exotisme va-t-il renaître et le goût des choses étrangères nous ressaisir? Des chanteurs et des danseurs, Espagnols d'abord, Russes ensuite, sont venus, ou revenus, parmi nous. Les premiers n'ont pas contribué pour une petite part à la couleur fortement locale d'un drame transpyrénéen représenté naguère à l'Odéon et repris par M. Gémier : *Aux jardins de Murcie*. Au théâtre des Champs-Élysées, sous le nom, — qui fait pléonasme, — d'*Isba russe*, une compagnie d'élite, réunie et dirigée par un artiste de Moscou, M. Serge Borowski, nous a donné, pendant une quinzaine de jours, un spectacle délicieux et d'admirables concerts.

Concerts en costumes, avec décors; tableaux vivants deux fois, par le chant et par la danse. Concerts de musique pure, où presque rien du théâtre, au sens vulgaire du mot, rien de ses artifices et de ses mensonges ne se mêle, où la représentation visible est peu de chose et se borne à créer l'apparence légère de la réalité. Pas un soupçon de drame ou seulement d'action dans ces trois tableaux : la place de l'église, l'intérieur de l'isba, un campement de nuit dans la steppe. Et pas plus qu'une pièce de théâtre, il n'y a là de gens de théâtre. Chanteurs, danseurs, les uns et les autres se tiennent, se meuvent, avec autant de naturel que d'aisance. Ils jouent moins qu'ils ne se jouent. Ils ont l'air, non pas de figurer ni de feindre, mais

de vivre. Et de cette vie, très simple, primitive même, en tout et toujours harmonieuse, le moindre personnage donne l'impression : ne fût-ce que le mendiant couché sur les degrés de l'église, ou, dans l'isba, l'innocent qui va, vient au hasard, promenant de groupe en groupe ses pas incertains et son vague sourire. Plus vrai, plus vivant encore, exempt de toute affectation, libre de toute contrainte, tel nous parut certain joueur de guitare, de cette guitare que les Russes nomment *balalaïka*. Jeune, imberbe, avec des yeux et des cheveux clairs, en blouse rouge et bottes noires, le garçon était assis par terre, les jambes croisées. Les cordes frémissaient, criaient sous ses doigts. Passionnément attentif à leur plainte, la tête penchée ou plutôt accablée comme par le poids même de cette attention presque douloureuse, on eût dit quelqu'une des figures qu'aux pierres de nos cathédrales notre moyen âge a taillées.

Hormis certains accompagnements, par les *balalaïki*, du chant ou de la danse, la musique de l'*Isba russe*, chœurs et *soli*, n'est que vocale. Pas d'orchestre; deux heures de musique modulée uniquement par des lèvres humaines. Quelle nouveauté! Quel repos! Quelles délices! Rien que des voix, et toutes, féminines et viriles, admirables de jeunesse, de fraîcheur, de pureté. Il y a plus : la beauté de leur art, de leur chant, est égale à leur naturelle beauté. Seules, mais sûres, sans appui, mais sans défaillance, pas un accident, pas une faute contre la justesse ou la mesure ne vient rompre leur cours mélodieux ni troubler leur harmonieux concours. Elles savent toutes les vertus des sons et tous leurs mystères. Entre leur extrême puissance et leur douceur infinie, elles remplissent, aurait dit Pascal, tout l'entre-deux. Mais de l'une à l'autre, et dans les deux sens, comme elles préparent les passages et les degrés! Comme elles les montent et les descendent tour à tour! Comme elles renforcent les notes, ou les atténuent! Il nous souvenait, à les entendre, de ce violoniste errant dont Grillparzer a parlé. Son jeu ne ressemblait à nul autre. Souvent il ne consistait qu'à former des accords ou des intervalles, de préférence les plus simples et les plus harmonieux. Quelquefois il ne donnait qu'une note unique. Il la tenait longuement, avec pureté. Très mince d'abord, il l'enflait jusqu'à la plénitude, puis il la réduisait à la faiblesse d'un soupir. Alors, pour s'enivrer en quelque sorte de la musique entière, il n'avait besoin que d'un son. De même, par un *crescendo*, puis un *diminuendo*, puis encore un *crescendo*, modulé sur un accord invariable, suivant un rythme opiniâtre, les voix du chœur russe arrivent à faire de la plus simple évo-

lution sonore un chef-d'œuvre musical, qui charme l'oreille et même qui touche le cœur.

Le répertoire de l'*Isba* comprend des œuvres très diverses de sentiment et d'origine, presque toutes nationales, à l'exception de quelques mélodies tziganes; religieuses, rustiques ou pittoresques; les unes signées de noms connus, célèbres même; les autres, anonymes, dont le peuple est l'auteur. Deux hymnes de Bartniansky (XVIIIe siècle) sont d'admirables pièces liturgiques. Elles ne seraient peut-être pas tout à fait indignes de remplacer dans nos églises, fût-ce un jour de mariage, la méditation de *Thaïs*, ou le « Clair de lune » de *Werther*, ou bien encore certain *Agnus Dei*, sur un entracte de l'*Arlésienne: « la Cuisine de Castelet.* » Nous ignorions tout, — et nous avions grand tort, — d'un Lvovski, d'un Gretchaninoff, d'un Archangelski. Rien de plus émouvant que certain *Credo* de Gretchaninoff, chanté par les chœurs, et que soutient, en pédale grave, une psalmodie de contralto. Psalmodique également, un *Kyrie* de Lvovski, dont nous avons signalé plus haut, réalisé par une exécution hors ligne, l'accroissement, puis la décroissance sonore. En vérité, quand nous les vîmes, les chanteurs russes, sortir de l'église et cheminer sur la place, toujours mélodieux, il nous souvint des *Kalicki Perekhojié*, de ces rapsodes errants qui parcourent la Russie, — ou qui la parcouraient, — en chantant les ancêtres, les héros et les saints.

Longtemps, longtemps, ensembles et soli, danses et chants se succédèrent. Le meneur de ces jeux charmants, le chorège, était digne du chœur. D'une voix de baryton, chaude et tendre, devant paysans et seigneurs assemblés dans l'isba, M. Serge Borowski chanta trois morceaux de Moussorgsky : la prière de *Khovantchina*, puis une chanson de fête, enfin cet humble *lied* — et si douloureux, — d'un innocent pareil à celui qui, sur la scène, errait, pâle et triste, autour du chanteur :

« Belle Savichna, œil de clair faucon, sois fidèle au fou qui divague un peu et caresse-moi de tes longs regards, ô mon clair faucon...

« Aime-moi, quoique laid, infirme et nu, donne-moi ton cœur, à moi qui vais seul, à moi qui t'aime comme on n'aima jamais, ô ma Savichna. »

Cela se chante très vite et tout d'une haleine, sans un temps, même un demi-temps de silence. Et déjà cette continuité donne une impression de hâte et de fièvre. Le rythme quinaire, en porte à faux, la redouble. On dirait qu'il démanche la mélodie et la détraque. D'une mesure à l'autre, la voix passe de majeur en mineur. Brusque-

ment elle tombe des plus hautes notes, qui menacent et crient, aux plus basses, qui s'humilient et demandent pardon. Et tout cela met le comble au désordre, au désarroi d'une chanson qui tient à la fois de la sérénade et de la complainte, de l'invective et de l'invocation.

Russe, et rien que russe, dans l'église, ou devant l'église, et dans l'isba, la musique, au troisième tableau, (la steppe), se fit bohémienne. D'une beauté peut-être un peu moins pure, elle parut bien belle, bien touchante encore. Autour des feux allumés dans la nuit, une voix de femme, puis une autre, semblaient improviser d'étranges et traînantes mélopées. A la fin, plus que jamais nostalgique et dolente, la voix masculine reprit à son tour et, l'avant-dernière, elle chanta.

Chanson triste et tendre entre toutes; chanson populaire, de celles enfin où l'on dirait que la musique oublie sa science, même son art, pour ne suivre que son instinct ou son génie. Eugène-Melchior de Vogüé, dans *le Roman russe*, rapporte de Tolstoï le romantique, (Alexis, non Léon), ce qu'il appelle très bien une belle folie. « Un jour, le poète avait promis des vers à la femme qu'il aimait. Il ne trouvait dans son âme rien d'assez triste, rien d'assez beau. Il se souvint alors d'un Kirghiz rencontré durant un voyage, par delà l'Oural, dans la steppe d'Orenburg : un de ces chameliers qui tirent d'un long roseau leur vieille mélopée d'Asie. Tolstoï écrivit qu'on lui fît venir cet homme de l'autre bout de la Russie. Il l'envoya jouer chez celle qui lui demandait un poème : il savait que tout son art n'égalerait pas ce chant fait par tant d'âmes et tant de siècles. »

Hélas ! de tant de siècles et de tant d'âmes, que reste-t-il aujourd'hui là-bas ! Si la musique russe, l'autre soir, nous a plus que jamais ému, c'est qu'elle semblait chanter sur des ruines, et chanter ces ruines mêmes. Dans un groupe d'artistes, échappés au cataclysme national, on saluait, avec quelle pitié ! les gardiens, à travers le monde errants, des trésors mélodieux de leur patrie. Avec leurs chants, toute la musique de Russie, profane ou sacrée, nous revenait en mémoire. Le programme portait le nom de Lwoff et le titre d'une de ses œuvres, un cantique ; de ce Lwoff, auteur d'un autre cantique, de cette prière, que la France avait faite un peu sienne : « *Dieu sauve le Tsar !* » et que Dieu n'a point exaucée. Nous nous souvenions aussi de Glinka : de l'un de ses opéras, le plus célèbre, où le serviteur donne sa vie pour son maître ; d'un autre, *Russlan et Ludmilla*, où le soir qui tombe, un des plus beaux « soirs » qu'il y ait dans la musique, n'a rien de commun avec « le grand soir, » comme ils disent, les

misérables, dont la pourpre, depuis deux ans, rougit la Russie entière. Il semble qu'un musicien russe, et non le moindre, en ait parfois pressenti l'horreur. A la fin de *Boris Godounow*, un « innocent, » assis au bord de la route, gémit sur les destins de la patrie. Et l'air de *Khovantchina*, que chanta M. Borowski, se chante sur ce texte : « Pauvre, malheureuse et triste Russie, qui te sauvera! Tu as souffert des Tartares, tu as pleuré des Boïars. Tu as secoué le joug des Tartares, tu t'es libérée de celui des Boïars, mais tu continues à supporter et à souffrir, pauvre chère Russie. Mon Dieu, toi qui du haut des cieux embrasses notre monde de pécheurs, envoie à la Russie un élu qui la sauve. Mon Dieu, écoute-moi, ne laisse pas périr la Russie! »

Les directeurs du nouveau Théâtre-Lyrique (ancien Vaudeville), ont choisi pour spectacle d'ouverture une *Cléopâtre* posthume de Massenet. « *Eheu, Posthume!* » si l'on ose dire. Maint autre choix eût mieux honoré la mémoire du grand artiste qui n'est plus. « C'est égal, je vous engage à relire *Bérénice*. » Après *Cléopâtre*, relisez, de Massenet également, sinon du même Massenet, *Marie-Magdeleine* et les *Erinnyes*, *Manon*, *Werther* surtout, et *le Jongleur de Notre-Dame*. Plus loin, allez chercher plus loin ce *Roi de Lahore*, jadis éclatant de jeunesse et dont les ans n'ont pas effacé tout l'éclat. Alors vous conviendrez avec nous qu'envers une *Cléopâtre* même, l'extrême rigueur aurait un air d'ingratitude et presque d'impiété.

Ce « drame passionnel, » comme le dramaturge l'intitule, les termes d' « opéra », puis de « drame lyrique, » ayant fait leur temps, résume en quatre actes et cinq tableaux, un peu sommaires, l'un des plus grands sujets de l'histoire, et de l'histoire de l'amour.

La chose est racontée en un langage de médiocre qualité littéraire et représentée (mise en scène, costumes, demi-costumes, presque pas de costumes) avec un éclat de mauvais goût.

Plus pâle est la musique. Très supérieure aux paroles, mais inégale au sujet, elle ne l'est pas moins à l'ambition, ou au rêve, à l'un des derniers rêves du musicien. Massenet vieilli, malade, s'est flatté d'ajouter *Cléopâtre* à la galerie de ses amoureuses. Se mesurer, si tard, avec une si grande figure, est du moins le signe, chez un maître laborieux et vaillant jusqu'à son dernier jour, d'une foi robuste et d'une magnifique espérance. L'une et l'autre ont droit à notre hommage. Aussi bien il ne serait pas impossible de trouver dans cette *Cléopâtre* quelques pâles reflets, « reflets sur la sombre route » dont

le terme alors, pour le grand artiste, était proche. Le premier tableau presque tout entier, (le camp de Marc-Antoine), témoigne d'une tendance certaine à la dignité du style, à la belle tenue du discours lyrique. La langue est pure, simple et libre. Aucun embarras et nulle surcharge, pas de recherche non plus ; du sérieux avec, naturellement, quelques-unes de ces élégances dont Massenet fut longtemps l'arbitre. Alors même que l'ingénieux musicien a peu de chose à dire, il le dit, il l'écrit bien. Le fond, ou le centre, peut manquer, mais non pas les dehors ou les alentours. Et puis il se rencontre dans cette partition, dans les premières pages du moins, des pauses, lorsqu'on l'écoute, et, quand on la lit, des blancs, qui font plaisir. Un peu d'aise et de repos est si rare aujourd'hui! L'arrivée de Cléopâtre, ou plutôt, après son arrivée, son premier salut à Marc-Antoine est une assez belle chose, et belle de silence autant que de musique. La phrase a beaucoup de charme, avec une certaine fierté qui très vite s'attendrit et se fond. Elle est bien, cette phrase unique, dans la manière, sans maniérisme ici, du Massenet des meilleurs jours. D'autres pages, applaudies, méritaient moins de l'être ; d'abord une missive de Cléopâtre, dont la seule lecture a pour effet, — un peu brusque, — de renvoyer Antoine à la reine d'Égypte le soir même de ses noces, avant qu'il soit, autrement que de nom, l'époux de « la triste Octavie. » Dans le répertoire de Massenet, on aime assez à écrire. Rappelez-vous la lettre de des Grieux à son père, les lettres, admirables, de Werther à Charlotte. Le billet de Cléopâtre n'est qu'une mièvre et dolente romance. On fera bien de ne pas la recueillir dans la correspondance générale du musicien.

Pendant les entractes de cette trop décevante *Cléopâtre*, les gens informés répétaient aux autres : « Attendez le dernier acte. C'est du vrai Massenet. » Au contraire, il a paru, ce dernier acte, manquer surtout à la vérité, non moins qu'à la convenance, j'entends au rapport nécessaire entre les personnages à représenter en musique et leur représentation. Pour agréable et mélodieux que soit le duo final, il n'offre qu'un agrément artificiel, et plus superficiel encore. Sur une terrasse d'Alexandrie, au coucher du soleil, Antoine et Cléopâtre, près de mourir, soupirent l'un après l'autre, puis ensemble, des alexandrins de ce goût : « *C'est le plus beau des soirs, c'est l'heure la plus douce.* » Et la musique égale en fadeur la poésie. Toutes deux ont « romancé, » pour ainsi dire une grande mort. Décidément *Cléopâtre* n'est point un testament : tout au plus un codicille, et qu'une main défaillante a signé.

Mme Mary Garden est Cléopâtre. Elle l'est à sa manière, faite moins de grandeur que de finesse, de souplesse et de vivacité. Plus d'une fois, par ses attitudes, ses gestes et sa voix, à laquelle pourtant le rôle ne convient guère, l'originale créature nous a donné l'impression d'une poésie étrange, et même étrangère, d'un exotisme à demi égyptien et anglo-saxon à demi. Il n'est pas jusqu'à l'accent de la cantatrice qui n'ait son charme, et rien que la façon dont elle prononce le mot *triumvir* est quelque chose de réjouissant. L'ampleur, au contraire, l'ampleur du chant, de la diction, (à la française, celle-là), et des gestes mêmes, caractérise toujours le talent en quelque sorte magnanime de M. Maurice Renaud (Marc-Antoine). L'orchestre, enfoncé plus avant que tout autre dans cette fosse que les Allemands appellent, avec simplicité, « l'abîme mystique, » parut, — aux oreilles, si ce n'est aux yeux, — conduit avec vigueur et précision par M. Armand Ferté. Quant à la fortune du nouveau Théâtre-Lyrique, aux raisons qu'il eut de naître, aux chances qu'il a de vivre, à la composition de son répertoire, ce sont là sujets bons pour les « auteurs à considérations. »

Les concerts hebdomadaires, et même, (Cirque d'Hiver et Châtelet), bi-hebdomadaires, nous ont donné quelques menus plaisirs. Au Châtelet, une jeune, toute jeune fille, Mlle Tatiana de Sanzewich, premier prix entre les premiers prix, ou par-dessus les premiers prix du Conservatoire, a joué, d'une manière étonnante, des variations, pour piano seul, de M. Gabriel Pierné. C'est ce qu'on peut appeler jouer la difficulté, les difficultés même. Et lesquelles ! Aucun morceau n'est d'une exécution plus épineuse que les dites variations. Comme celles de M. Paul Dukas (sur un thème de Rameau), et celles, beaucoup plus anciennes, de M. Camille Chevillard, elles sont un peu les filles des trente-deux variations, — sublimes et trop ignorées, — de Beethoven, sur une valse de Diabelli. Dans l'ordre du « mécanisme, » ou de la virtuosité, rien n'est désormais impossible aux « petites mains. » Et même un concerto de Beethoven, (en *ut* mineur), ne parut point au-dessus de l'intelligence et de la sensibilité musicale de « l'enfant prodige. » En ces deux mots, que de promesses ! Que de menaces aussi ! Comment, lorsqu'on joue de la sorte à quinze ans, faudra-t-il jouer dix ans plus tard, pour soutenir, accroître une si précoce renommée ! Il nous souvient d'un mot de Labiche. Un petit bonhomme avait joué du piano devant lui, merveilleusement. Labiche d'applaudir, et l'auditoire de bisser le morceau. Labiche, cette fois,

n'applaudit pas, et comme on lui demande pourquoi : « Dame ! il n'est plus aussi jeune que tout à l'heure. »

Au Conservatoire, un pianiste encore, et non des plus âgés, tant s'en faut, M. Marcel Ciampi, interpréta le concerto de Schumann, — où passent quelques éclairs beethoveniens — avec beaucoup de charme, de souplesse et de juvénile poésie. L'orchestre de la Société des Concerts est présentement entre les mains, ou sous les mains, d'un chef excellent. Au sens, à l'instinct le plus juste des « mouvements, » M. Philippe Gaubert unit la précision, l'énergie et la chaleur. Comme Taffanel, un de ses devanciers, ce flûtiste, ou cette flûte, est un roseau pensant. Et la chère et vieille salle du Conservatoire continue d'être la seule, à Paris, où l'on goûte en sa plénitude, en sa perfection, la joie d'entendre. Là seulement, en ce vaisseau d'élection, la musique nous environne et nous enveloppe de toutes parts. Là seulement chacun de nous se croit, se sent, « *mis* au centre de tout comme un écho sonore. »

Enfin le public parisien a décidé qu'il ne saurait y avoir pour lui de vie musicale, si Wagner en était plus longtemps exclu. On pourrait nous priver de Bach, ou de Mozart, ou de Beethoven, (à ne parler que des Allemands). Le manque de Wagner est intolérable. Wagner a donc repris sa place en nos concerts. En nos théâtres, on la lui rendra demain. C'est un peu tôt.

Qui sait combien de morts à chaque heure on oublie,
Des plus chers, des plus beaux !
Qui peut savoir combien toute douleur s'émousse,
Et combien sur la terre un jour d'herbe qui pousse
Efface de tombeaux !

CAMILLE BELLAIGUE.

RÉCEPTION DE M. JULES CAMBON

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

« A l'heure où vos suffrages distinguaient les soldats dont l'épée a sauvé le pays, vous avez voulu que la diplomatie française, dont l'action prévoyante lui avait procuré le concours de ses alliés, ne fût pas oubliée. » Ainsi a parlé M. Jules Cambon, le 20 novembre, dans la séance où il a pris place à l'Académie, reportant modestement à ses fonctions et à un corps collectif l'honneur qu'il recevait. Que cet honneur, cependant, après tant de grandes charges, lui ait été justement rendu, son discours seul suffirait à le montrer.

C'est un des meilleurs qui se puissent entendre, plein, exact et savoureux. De ce qui a rempli sa vie, M. Cambon a composé quelques pages dont pas un mot n'est vain, riches de réflexion, d'expérience et de doctrine. Il les a lues avec beaucoup de simplicité. Debout entre M. Poincaré et M. Denys Cochin, le nez sur les grands feuillets qu'il tenait à deux mains, sans un geste, sans une inflexion, les épaules rondes, le lorgnon attentif, deux petites mèches droites de chaque côté du crâne, il a visiblement dédaigné les effets de l'éloquence. Mais la justesse et la force du texte paraissaient toutes seules, et tout ce qu'il a dit du rôle loyal et apaisant de la diplomatie, a été coupé d'applaudissements.

Il remplaçait Francis Charmes, qui avait été son ami, et il en a tracé un portrait très exact : « De petite taille et d'apparence solide comme un chêne de ses montagnes, il exerçait dans sa famille l'autorité de l'aîné. Bien qu'il fût d'origine janséniste, son humeur était enjouée : il se plaisait dans le monde et dans la société des femmes : il était sensible à tout ce qu'elles apportent de grâce et de délicatesse dans la vie. C'était un ami incomparable, discret, sûr et de bon

conseil. Il possédait cette qualité rare qu'on appelle le sens commun. Avisé et subtil, il aimait à railler, mais il enveloppait sa raillerie d'un vêtement qui en dissimulait la pointe aux yeux des gens non avertis; il apportait en tout, dans ses opinions et dans la forme qu'il leur donnait, un calme et une volonté de mesure qui étaient l'expression même de la nature de son esprit. »

On ne saurait mieux peindre l'homme et il semblait voir apparaître Francis Charmes, tel que nous l'avons vu si souvent arriver aux *Débats*, vers dix heures du matin : petit, blond, courtois, les cheveux symétriques et la barbe bien arrangée. Il s'asseyait dans l'un de ces grands fauteuils de cuir où la tradition veut que Chateaubriand se soit assis. Il prenait part à la discussion, d'une voix nette, qui s'élevait peu. Il parlait avec fermeté plutôt qu'avec chaleur. Il tenait les mains élevées et réunies, les doigts appuyés les uns contre les autres. Par moments, il levait les sourcils, en ouvrant ses yeux bleus, d'une clarté singulière. Il était d'un conseil excellent, et je l'ai vu qui refaisait des articles de débutants avec une sûreté et une bonne grâce parfaites. Aux Chambres, s'il parlait rarement, ses discours portaient. Dans le cours limpide de sa conversation passaient des anecdotes et des portraits. Vers onze heures, il quittait le fauteuil de Chateaubriand, en frappant les crosses de ses paumes, et il allait dans une petite salle écrire son article. Cet article avait invariablement la même longueur, une colonne et demie, qui faisait quatre feuillets d'une écriture égale, ni grosse ni petite, ronde, un peu appuyée. Il y avait trois paragraphes. Tout cela était net, clair, ordonné et terminé à une heure. Les questions étaient exposées, la discussion menée avec un art auquel l'adversaire avait peine à échapper, et quelquefois avec une âpre et secrète malice. Après quoi, Francis Charmes prenait son chapeau, dégageait de son foulard le cordon de son lorgnon, et s'en allait vers la rue Bonaparte à petits pas pressés, sans remuer les genoux.

Brunetière mort, Francis Charmes dirigea la *Revue des Deux Mondes*. M. Cambon a fait de ces deux hommes un joli parallèle. « Le premier décisif et systématique, si éloquent et si entraînant qu'il semblait qu'auprès de lui on respirait un air de tempête, exerçait une sorte d'apostolat... Au contraire, Francis Charmes écrivait tout uniment, comme de source. Il dissimulait la personnalité de ses idées sous une forme qu'il rendait aussi peu personnelle que possible. »

Et du même coup, M. Cambon a donné une jolie définition de la *Revue* elle-même : « ce recueil où les plus grands dans le monde des

lettres ou de la science, comme Sainte-Beuve ou Claude Bernard, ont écrit et qui donne à un public cultivé des lumières sur toutes choses. On trouverait difficilement à l'étranger quelque chose d'analogue. Elle est l'expression d'une société qui est proprement la société polie dont parlait Rœderer, et où, comme au temps de Mme du Deffand, les femmes tiennent la place qui leur est due, d'une société qui aime la conversation et qui cherche à tout comprendre sans avoir la vanité de tout savoir. »

La carrière de Francis Charmes se confond avec l'histoire politique de la France entre les deux guerres. Cette histoire, notre ancien ambassadeur à Berlin l'a retracée à grands traits et en a fait la trame même de son discours. Il l'a divisée en deux phases : la politique coloniale jusqu'à la chute de Jules Ferry, et ensuite la politique des alliances; et il a montré comment, par un contraste saisissant, l'histoire de l'Allemagne avait suivi un cours inverse et symétrique : d'abord une politique d'alliances continentales, jusqu'à la chute de Bismarck ; ensuite une politique coloniale.

Ainsi l'histoire du monde s'ordonnait à nos yeux, mais ce n'était pas la seule leçon qui nous fût donnée. L'habitude de la vie façonne l'esprit : le superflu s'efface, et il ne reste enfin que l'expérience propre à chaque état ; le cerveau d'un peintre finit par ne plus contenir que quelques visions familières ; un vieil auteur dramatique n'est plus fait que de quelques scènes et de quelques dénoûments. J'imagine qu'un diplomate, accoutumé au maniement des hommes et à l'examen des problèmes, finit par avoir l'esprit frappé en maximes. Elles abondent dans le discours de M. Cambon. « Il en est des nations comme des individus: elles ont besoin d'inspirer estime et confiance. » Et plus loin : « S'imaginer que les rapports des nations peuvent se passer des relations particulières de ceux qui les représentent... c'est faire de la société des hommes un mécanisme et en supprimer la vie et les passions. » Ou encore : « L'intrigue est justement le contraire de la diplomatie. » Et enfin : « Il y a longtemps qu'on l'a dit, le monde appartient aux optimistes. Un peuple qui cesse d'avoir confiance en lui-même est bien près de s'abandonner et d'abdiquer. » Et toutes ces sentences, où M. Cambon affirme les résultats de son expérience, forment par leur ensemble une doctrine : à savoir que l'œuvre des hommes d'État est continue à travers les âges. Il montre comment Thiers instruisait Francis Charmes, après avoir été instruit lui-même dans sa jeunesse par Talleyrand et le baron Louis. C'est que les problèmes sont éternellement les mêmes, étant posés

par la géographie. L'art des diplomates est de leur donner les solutions que les circonstances comportent. Par une hypothèse hardie, M. Cambon montre Louvois ressuscité et se trouvant chez lui dans les bureaux du Comité de Salut Public. Et à notre tour, nous distinguons entre les lignes l'idée que l'orateur se fait de l'histoire : il croit à une détermination historique, mitigée par l'action des hommes ; il reconnaît tour à tour l'action des causes permanentes et celle des individus ; et sa philosophie est un juste milieu entre le fatalisme des raisons profondes et l'arbitraire des passions et des caractères.

M. Ribot, qui présidait entre Mgr Baudrillart et M. Frédéric Masson, a répondu par un discours solide et élégant, dont certains passages ont emprunté à sa personne une autorité singulière. Il a d'abord atténué ce qu'il y avait d'un peu systématique dans les vues de M. Cambon sur l'histoire. Il a sinon complété, du moins marqué d'un nouveau crayon le portrait de Francis Charmes, et fait allusion au devoir de conseil qu'il a su remplir. L'amitié fraternelle a fourni à M. Ribot une heureuse transition pour passer de la biographie de Francis Charmes à celle de M. Cambon. Il a, selon l'usage, raconté à celui-ci sa propre vie, avec une gravité courtoise et en hochant la tête ; et M. Cambon l'écoutait, les yeux éperdument clignés, la figure tournée vers la coupole battue par la pluie. Enfin M. Ribot en est venu au temps présent : il a montré, dans quelques phrases fortes, la condition de la France, le péril de la société ; il a énergiquement affirmé sa foi dans le relèvement de l'une et dans le maintien de l'autre. Il a eu un mot de mélancolie en pensant à ce grand avenir qu'il ne verrait pas, tandis que M. Frédéric Masson faisait une moue de résignation philosophique. Et il a terminé en souhaitant la bienvenue à son nouveau confrère.

Chaque séance de l'Académie a pour ainsi dire sa couleur, et l'on y voit un aspect de l'esprit français. Un jour, M. de Curel parle d'Hervieu et les figures passionnées de la scène passent en gémissant. Un jour, Mgr Baudrillart parle de M. de Mun, et la générosité d'une belle âme devient sensible à nos yeux. Cette fois, c'est la bourgeoisie moyenne de la France, son bon sens, son honnêteté, sa droiture intelligente qui ont fait figure sous la coupole.

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les élections législatives du 16 novembre ont marqué une volonté très nette : toute la France demande la paix sociale et une politique sage. Nous avions raison de faire confiance au bon sens de la nation qui a montré pendant cinq années de guerre tant de belles et solides qualités. La consultation électorale qui vient d'avoir lieu et qui est la plus importante que nous ayons eue depuis longtemps a répondu à l'attente de ceux qui espéraient en elle : partout, en Europe et hors d'Europe, elle a été considérée comme une manifestation favorable de notre esprit public et de notre vitalité. Au seuil d'une ère nouvelle, après une terrible épreuve d'où il sort victorieux et meurtri, notre pays était appelé à dire ce qu'il pensait et ce qu'il voulait. Vers quelles destinées se dirigeait-il ? Que lui avait enseigné la guerre ? Était-il obscurément tourmenté d'un besoin de changements brusques et d'un désir d'aventures ? Il a répondu d'un seul élan qu'il voulait de l'organisation, de la concorde, du travail. Il a condamné les révolutions et les solutions extrêmes. Cette ardeur généreuse et simple pour le sens commun, qui est parfois le sens rare, a sa grandeur, si l'on songe aux événements redoutables et glorieux qui l'ont inspirée. Le jugement prononcé cette fois par les électeurs est plein de cette droite raison, accordée à l'expérience, qui est bien dans la tradition de notre histoire.

Les deux faits qui caractérisent les élections législatives sont l'échec des socialistes et le progrès des idées modérées. Ils sont d'ailleurs en fonction l'un de l'autre : ils impliquent une appréciation sommaire et nette des directions données à la politique française dans la période qui a précédé la guerre. Pendant quinze ans, notre vie publique a été dominée, malgré des tentatives pour réagir, par le parti radical et le socialiste. Il y a beaucoup de raisons de croire que le régime ainsi institué répondait mal aux volontés de la

plus grande partie de la nation; mais il existait. Notre pays a ainsi donné ce spectacle paradoxal et qui a souvent trompé les observateurs étrangers qui ne nous connaissent pas bien : à la surface, une politique agitée, des querelles dissolvantes, des divisions, des concessions excessives aux partis d'extrême-gauche, des injustices, des finances publiques médiocrement administrées, et comme conséquence une défense nationale négligée; — et en réalité une nation travailleuse, économe, sage, pratiquant les vertus familiales, attachée à ses traditions, raisonnable et docile. La guerre a passé. La nation a jugé la politique qu'elle avait supportée, disons même qu'elle avait acceptée. Or cette politique, examinée à la lumière des événements, n'a pas seulement contre elle bien des souvenirs regrettables : une certaine opinion en France supposait qu'il n'y aurait plus de guerre et au besoin elle l'affirmait. Tous les partis peuvent avoir des illusions; seulement il y a des sujets sur lesquels l'erreur est impardonnable. Brusquement attaqué, notre pays s'est levé pour se défendre; il a donné héroïquement ses enfants. Mais il se souvient. Aucun peuple n'aime être trompé, et quand il se trompe lui-même, il lui faut pour vivre réparer ses fautes. C'est Louis-Philippe qui disait à Claremont, sa dernière résidence : « Le peuple n'est jamais coupable. » Par cette formule d'une sage indulgence, le vieux roi voulait dire sans doute qu'une nation finit toujours par voir clair. Notre pays a été témoin des événements et il les a compris. A l'échec des socialistes et des radicaux les plus compromis dans l'alliance socialiste, il y a d'abord cette cause essentielle, l'erreur de leur passé : rien de ce qu'ils avaient annoncé ne s'est produit; ce qu'ils avaient nié est arrivé.

Il existe une autre cause : c'est qu'après avoir reçu l'enseignement si rude de l'histoire d'hier, les socialistes ont persisté à vouloir régenter l'histoire de demain. Le socialisme français a eu durant la guerre l'occasion de choisir sa voie, et il a paru vouloir le faire. Il avait commencé par participer à l'union sacrée, par collaborer à la défense nationale, par entrer même dans les gouvernements qui avaient la responsabilité de la conduite de la guerre. Malgré les doutes qu'inspiraient les aventures de Kienthal et de Berne, et les velléités d'aller à la conférence de Stockholm, il semblait possible qu'il mît l'intérêt national immédiat au-dessus des destinées du rêve de l'Internationale. Mais la révolution russe est venue et lui a versé une sorte de fatale ivresse. Par un aveuglement difficilement explicable, les socialistes se sont faits les défenseurs du régime qui a

mené la Russie à un effroyable cataclysme, et c'est cette anarchie tyrannique des Soviets qu'ils prétendaient proposer comme un modèle. Si forte a paru cette obstination que, dans le parti unifié même, il y a eu des résistances. Dans tout le pays, il y a eu davantage encore; il y a eu un refus absolu, qui vient d'être exprimé par les élections avec une parfaite clarté. C'était une singulière audace que de proposer à des hommes qui ont supporté cinq ans de sacrifices sublimes et qui ont un immense labeur à accomplir, un bouleversement qui ne doit les mener aux temps futurs qu'après les avoir faits passer par la misère et la douleur. C'était une folle conception que de vouloir substituer au travail de reconstitution et de production qui s'impose une paralysie systématique de grèves aboutissant au dépérissement, puis à la ruine. Pour illustrer par un exemple frappant à la veille des élections le caractère de leur politique, les partis extrêmes avaient imaginé d'empêcher par une grève les journaux parisiens d'être publiés. Ce qui n'était arrivé ni durant les guerres de l'Empire, ni pendant la révolution de 48, ni dans les années douloureuses de 70 et 71, ni au cours de la guerre de 1914, s'est accompli par la volonté de quelques meneurs. Ce régime de ténèbres, imposé à un peuple si fier de ses libertés publiques, a pu être atténué par l'initiative des directeurs de journaux et par la publication d'un quotidien dû à l'union de tous, *la Presse de Paris*. Il n'a pas été, au moment même du vote, une intimidation : il a été au contraire un enseignement. Les projets de révolution n'ont été populaires ni dans la masse du public, ni même chez la grande majorité des ouvriers plus sage et meilleure juge de ses intérêts que ceux à qui elle consent à obéir.

Mais il est une partie considérable de la population à laquelle ces vues d'avenir ont inspiré une particulière défiance : c'est aux paysans. Les campagnes ont cruellement souffert de la guerre, parce que c'est d'elles que venaient un très grand nombre de combattants qui ont fait preuve de la plus simple, et de la plus émouvante résistance devant l'ennemi. Au point de vue économique, pendant la durée même des hostilités et au lendemain de l'armistice, elles ont connu la prospérité matérielle. Le renchérissement des produits agricoles a beaucoup accru les gains. Des fermiers sont devenus propriétaires ; des propriétaires ont levé les hypothèques dont leurs biens étaient grevés ; d'autres ont étendu leur domaine. Notre pays est depuis longtemps un pays de petite propriété, où la possession de la terre est très divisée. La guerre n'a pas changé cette situation : elle en a accentué

le caractère. Si toute révolution a pour programme final un changement de propriété, on peut dire qu'en ce sens chez nous la révolution est accomplie. La population des campagnes n'a aucune envie d'y rien modifier. Exception faite de quelques départements fort peu nombreux, qui se vantent d'être les plus avancés de France, le socialisme agraire, qui a été longtemps la préoccupation du parti unifié, est sans clientèle. De cet ensemble de circonstances, il est résulté qu'aux élections du 16 novembre, le socialisme a été nettement battu. De cent quatre sièges qu'il possédait dans l'ancienne Chambre, il a passé à cinquante-six. Les chefs les plus connus, les plus actifs et les plus audacieux, de M. Renaudel à M. Longuet, de M. Raffin-Dugens à M. Brizon, ont perdu leurs sièges. Encore les cinquante-six élus comprennent-ils les plus notoires des unifiés qui ont manifesté leur tiédeur à l'égard du bolchévisme et ceux qui étaient entrés dans les ministères de défense nationale. Dans un Parlement de 626 membres, le groupe socialiste ne sera plus qu'un petit groupe d'opposition. Souvenir de son erreur passée d'un côté, instinct de son erreur future de l'autre, telle paraît être la double formule de son échec.

Après s'être détourné des partis extrêmes, à quels hommes le pays allait-il faire confiance? Il trouvait dans tous les départements une liste d'union républicaine et nationale qui rassemblait des candidats ayant appartenu jadis à des partis différents, mais groupés par un sentiment commun de l'intérêt public. Cet accord marquait la fin des anciennes étiquettes et des vieilles querelles. La liste de Paris où se trouvaient à la fois le nom de M. Millerand et celui de M. Maurice Barrès a été un symbole. Il a paru qu'à des temps nouveaux il fallait des formations nouvelles. Les candidats inscrits sur une même liste acceptaient un programme commun qui mettait hors de la discussion la question du régime et les lignes essentielles du passé, mais qui définissait l'esprit dans lequel devaient être examinés les grands problèmes de demain : c'était, selon le mot de M. Maurice Barrès, une amitié où nul ne se dénaturait ni ne se diminuait. Dans la constitution de ces groupements nouveaux, on discerne assurément l'influence qu'a exercée le pouvoir personnel de M. Clemenceau, et l'appel qu'il a lancé de Strasbourg. Mais on aperçoit aussi une solution politique qui répondait à la nature des choses. Il s'agissait d'abord de vaincre les partis qui représentaient des éléments de trouble et de décomposition, et il s'agissait ensuite de rassembler pour l'œuvre considérable qui reste à accomplir les bonnes volontés et les compétences. Cette discipline n'a pas été partout aussi strictement suivie

qu'elle aurait pu l'être et ainsi s'expliquent quelques résultats qui, surtout dans la région parisienne, auraient pu être meilleurs. Mais dans l'ensemble elle a été observée par les candidats comme par les électeurs, et elle a réussi. Là où il n'y avait pas de ces listes d'union, les votes se sont répartis entre les diverses listes et souvent en faveur des conservatrices plutôt que des radicales. Partout où elles existaient, ce sont ces listes d'union nationale qui ont déterminé le sens des élections. L'Alsace-Lorraine a été tout de suite favorable à cette conception. Au moment où nous avons la joie de voir reparaître parmi les résultats des élections de France les noms de Metz, de Strasbourg, de Colmar sous le vocabulaire de Haut-Rhin, de Bas-Rhin et de Moselle, nous pouvons admirer aussi avec quel sens patriotique s'est accomplie l'union des fédérations de gauche et des catholiques. Dans la très grande majorité des départements, le même phénomène politique s'est produit.

Les élections ainsi comprises avaient pour conséquence une transformation du parti radical : si elle n'est pas achevée, on peut dire qu'elle est inévitable. Le parti qui s'intitulait radical et radical-socialiste, et qui a été si prépondérant dans les précédentes Chambres, portait en lui une contradiction. Il était composé d'éléments antithétiques, dont les uns inclinaient vers les idées modérées, et dont les autres avaient d'étroites affinités avec les idées socialistes. Il n'a pas été gêné par ce paradoxe aussi longtemps que la politique a supporté plus de paroles que d'actes. Mais les faits devaient fatalement dissocier un jour cette combinaison illogique et ce moment est venu. Le scrutin nouveau, qui a fonctionné le 16 décembre, a d'ailleurs beaucoup aidé à rendre la situation claire. Tant que les élections ont été faites au scrutin d'arrondissement, le jeu du parti radical a été simple. Au premier tour de scrutin, tous les candidats couraient leurs chances et, là où les modérés avaient une situation personnelle assez forte, ils pouvaient l'emporter. Mais au second tour, les radicaux et les socialistes pratiquaient une alliance étroite. Dès qu'ils se trouvaient en présence d'un candidat modéré, ils présentaient un seul candidat radical ou socialiste, qui additionnait toutes les voix de gauche, et ils gagnaient presque tous les sièges. Si le candidat modéré, voyant la partie perdue, se retirait de la lutte, le radical et le socialiste pouvaient demeurer en présence l'un de l'autre, mais il ne restait plus aux électeurs modérés qu'à choisir entre deux maux le moindre. Le nouveau scrutin a fait périr ce système d'alliances. Assurément il n'est pas sans défaut, et l'expérience

a révélé des imperfections qu'il faudra corriger. Mais c'était un expédient, un scrutin de transition et il a fait son office. Il a révélé qu'il était viable; il a même prouvé que les calculs qu'il imposait étaient faciles et plus rapides qu'on n'imaginait. Malgré les railleries dont la nouvelle mathématique électorale a été l'objet, toute la France a montré qu'elle avait passé par l'école et qu'elle ne voyait de mystères impénétrables ni dans une addition, ni dans une division, ni dans une moyenne, ni même dans un quotient. Elle a discerné tout de suite, ce qui est plus important, que si le nouveau scrutin permettait l'union d'hommes qui voulaient les mêmes choses, il ne facilitait plus le groupement de ceux qui voulaient au fond des choses différentes. Les socialistes unifiés ont tout de suite pris leur parti : ils ont déclaré qu'ils n'admettraient sur leurs listes que leurs affiliés. Qu'allaient faire les radicaux? Beaucoup se sont délibérément rapprochés des listes d'union nationale, qui représentaient leurs préférences véritables et ils ont eu ainsi l'occasion de se changer en eux-mêmes. Les radicaux-socialistes ont été plus embarrassés : ils ont subi le sort qui leur était prédit depuis longtemps. Pris entre les socialistes qui ne voulaient pas d'eux et les républicains qu'ils ne trouvaient pas assez purs, ils sont demeurés seuls, et comme ils ne représentaient clairement ni la révolution ni la paix sociale, ils ont perdu beaucoup d'électeurs. Leurs chefs les plus représentatifs, les partisans les plus connus de l'alliance avec le parti socialiste ont été battus. La part même que certains ont prise aux utiles travaux de la Commission de l'armée ne les a pas sauvés. Le parti radical-socialiste demain risque de n'être plus qu'un groupe vivant à l'ombre des unifiés : la plus grande partie des radicaux se trouve, par les conditions même des élections, rapprochée des républicains plus pondérés de l'alliance démocratique que préside l'honorable M. Adolphe Carnot.

Si l'on essaye de définir maintenant la physionomie du futur parlement, il est possible d'en fixer les deux traits essentiels. La Chambre sera d'abord dans l'ensemble beaucoup plus modérée que la précédente; elle sera ensuite composée de nombreux éléments nouveaux. Dans l'Assemblée élue en 1914, l'extrême gauche avait 104 sièges, les républicains-socialistes avec leurs 36 sièges et les radicaux et radicaux-socialistes avec leurs 257 sièges formaient la majorité, les éléments modérés étaient représentés par les 77 républicains de gauche, les 59 progressistes et les 42 libéraux; la droite conservatrice enfin avait 27 sièges. Les cinq années de 1914 à 1919

ont dissocié le bloc des 257 radicaux et radicaux-socialistes, et tandis que les uns se joignaient aux socialistes, le plus grand nombre soutenait avec les modérés les gouvernements de guerre. Les électeurs ont tiré les conséquences logiques de cette situation. Dans la Chambre nouvelle, si l'on fait abstraction du résultat des départements dévastés qui n'est pas encore connu avec précision, l'extrême gauche socialiste unifiée compte 56 élus et 5 socialistes dissidents ; les républicains socialistes 28 et les radicaux 129, mais un grand nombre de députés de ces deux groupes ont été élus sur des listes de conciliation. Les républicains de gauche ont 114 élus, les progressistes 138, les libéraux 15. La droite compte 79 sièges. Ces noms d'ailleurs ne répondent qu'à des groupements du passé qui devront être transformés. Ce qui apparaît nettement, c'est la majorité incontestablement acquise au programme d'union républicaine et nationale. La formation de partis neufs, répondant à la situation parlementaire, sera d'autant plus nécessaire que la Chambre future sera composée d'un grand nombre de députés nouveaux. Les électeurs, certes, ont accueilli largement les anciens élus ; ils en ont renommé plus de deux cents, et parmi eux, sans parler d'anciens Présidents du Conseil, tels que M. Briand, M. Barthou, M. Viviani, et de ministres d'aujourd'hui, M. Leygues, M. Klotz, M. Tardieu, la plupart des anciens ministres, M. Millerand qui, à la veille des élections, avait prononcé un discours précis et retentissant, M. Guisthau, M. Léon Bérard. Mais en même temps tous les partis se sont efforcés de rajeunir le personnel de leurs représentants, et ils ont préféré ceux qui avaient une réputation et qui avaient joué un rôle. L'extrême droite a envoyé à la Chambre une de ses personnalités les plus marquantes et les plus connues par les campagnes qu'elle a menées, M. Léon Daudet. L'extrême gauche a désigné pour siéger parmi les unifiés un intellectuel révolutionnaire, notoire dans ses Congrès, M. Léon Blum. Partout il y a eu un désir manifeste de nommer des représentants ayant fait déjà leurs preuves, signalés à l'attention publique par leurs talents, leurs actes, la notoriété de leur nom.

Les listes d'union nationale font paraître parmi les nouveaux députés des élus qui n'étaient pas des politiciens et que le pays a librement choisis, de grands chefs comme le général de Castelnau et le général de Maud'huy, des combattants comme le lieutenant-colonel Fabry et les jeunes et célèbres aviateurs Heurteaux et Fonck, les représentants de traditions anciennes mises en harmonie avec les temps nouveaux, le prince J. Murat, M. S. de Castellane, M. de Cassagnac,

des hommes appartenant à la génération qui est arrivée à la maturité et dont la culture et le savoir sont un gage, M. Marc Sangnier qui a mis au service d'un véritable apostolat une généreuse éloquence, M. de Lasteyrie, dont la science financière a été si souvent utile au pays au cours de la guerre, M. Maurice Colrat, orateur mordant et chaleureux qui a la connaissance de la politique et des grands problèmes économiques, M. Gaston Deschamps, que les lecteurs de cette *Revue* connaissent bien et qui continuera la tâche utile de ceux qui ont à la Chambre bien représenté et bien servi l'Université. Enfin, et c'est un fait digne d'être noté, les électeurs ont voulu, au moment où tant de questions touchant le travail seront examinées, envoyer à la Chambre des hommes versés dans la connaissance des entreprises modernes, ayant l'habitude des responsabilités et des décisions, pourvus d'une large expérience, de grands industriels comme MM. de Wendel, des Présidents de Chambre de Commerce comme M. Artaud élu à Marseille, comme M. Auguste Isaac, élu à Lyon, qui a consacré sa vie à la plus féconde activité, qui a été le défenseur éloquent des intérêts nationaux et des libertés religieuses et qui joint à l'autorité que donne le savoir celle que confère le libéralisme élevé du caractère. Ce n'est pas les compétences qui manqueront à la nouvelle Chambre, si elle veut les écouter, et nous ne comptons pas toutes celles qu'elle nous révélera. Les nouveaux venus, choisis par le suffrage universel, auront sans doute à faire quelque effort pour instituer des méthodes nouvelles de travail, et pour chasser, s'il en reste encore sous la voûte du Palais-Bourbon, des coutumes par où se discréditait le régime parlementaire : mais c'est précisément la mission que leurs concitoyens leur ont confiée.

La Chambre nouvelle a devant elle une œuvre immense et très difficile. C'est en raison même de ces difficultés qu'elle a été élue. Toutes les fois que dans notre histoire politique est survenue une période particulièrement malaisée, le pays a fait appel aux hommes raisonnables, même quand il avait précédemment négligé leurs services. C'est un rôle à la fois plein d'honneur et plein de péril. Après 1870, les électeurs ont nommé l'Assemblée nationale ; après le boulangisme, ils ont confié le gouvernement aux modérés ; après les excès du radicalisme et devant les signes annonciateurs des complications internationales, ils ont approuvé la politique d'apaisement de M. Briand et la politique d'union de M. Raymond Poincaré. Aujourd'hui qu'il y a toute une France à rénover et à reconstruire, ils donnent leurs suffrages à une Chambre sérieuse et mesurée. La déception qu'ils

auraient, si elle n'arrivait pas à des résultats réels, serait à la mesure de leur confiance et de leur espoir. Le Parlement se trouvera dans une situation qui réclamera d'autant plus son attention qu'il aura une opposition socialiste dépourvue de responsabilités, n'ayant plus rien à perdre, et prête à répandre les promesses et les illusions. Et surtout il se trouvera en présence de problèmes multiples dont les solutions raisonnables, par exemple au point de vue financier, ne sont pas les plus facilement acceptées. Nous savons qu'il aura de la peine, mais nous savons aussi qu'il sera soutenu par l'opinion, et qu'il lui est possible de mener à bien une entreprise qui intéresse l'avenir même de notre pays. Pour réussir, il lui faudra tout de suite montrer qu'il a une méthode et qu'il a la volonté d'aboutir. On ne lui demande pas de tout faire : bien au contraire, l'abus des discours, la continuité des séances, le mélange de toutes les discussions sont parmi les mœurs parlementaires celles qui ont donné la plus fâcheuse impression d'impuissance. On lui demande de choisir ce qui est essentiel, de sérier les questions, de mettre de l'ordre dans les dépenses publiques, de faire appliquer le traité de Versailles, d'assurer la marche des grands services administratifs, de respecter les libertés publiques et les initiatives, de maintenir la paix sociale. Le Parlement n'est pas un instrument de gouvernement : c'est un moyen de contrôle. Il est sorti démesurément de ses attributions : on réclame avant tout qu'il consente à y rentrer.

Mais ensuite on réclame qu'il fasse bien ce qu'il fera. Il y a dans Renan une phrase admirable et dangereuse sur la sagesse politique. Parlant des difficultés que rencontra le christianisme à ses origines et de l'art avec lequel les dirigeants les laissèrent lentement se résorber, l'historien écrit : « Avec un bon sens profond, ces gens simples atteignirent le plus haut degré de la politique. Ils virent que le seul moyen d'échapper aux grandes questions est de ne pas les résoudre, de prendre des moyens termes, qui ne contentent personne, de laisser les problèmes s'user et mourir faute de raison d'être. » Cette maxime pleine de sérénité est sans doute applicable en bien des circonstances. Mais il en est où, si elle était suivie, elle conduirait à la pire des fautes. Nous sommes à un de ces moments où l'action est nécessaire. L'avènement d'une Chambre nouvelle et animée d'un esprit réaliste ne supprime pas les problèmes : il en confie l'étude et la solution à des hommes expérimentés. Il n'invite pas à l'immobilité d'un conservatisme étroit : il engage à l'élaboration active, généreuse et avisée de l'avenir. La guerre a précipité dans le monde

entier l'évolution des sociétés ; elle a abouti à ce résultat que bien des questions qui auraient mûri au cours des années passent au premier plan, et que d'autres qui seraient venues beaucoup plus tard occuperont demain l'esprit public. L'histoire ne s'arrête pas. Ce que nous en disons n'est pas pour diminuer les espérances que les élections font naître : c'est au contraire pour qu'elles donnent tout ce qu'il est légitime d'en attendre. La Chambre nouvelle a besoin de sentir à la fois qu'elle peut compter sur le crédit de l'opinion et qu'elle doit elle-même se mettre méthodiquement à l'ouvrage. Devant le monde entier, elle a attesté par sa seule apparition le désir de la France d'assurer la paix et le travail : il n'y a pas de plus belle mission que d'être l'exécutrice fidèle de cette volonté de la nation.

Le 11 novembre, date anniversaire de l'armistice, M. le Président de la République était l'hôte de Londres, où avec Mme Poincaré il rendait visite aux souverains d'Angleterre. La réception qui lui a été faite dans la capitale britannique a été grandiose à la fois par l'éclat des cérémonies auxquelles les coutumes anglaises donnent tant de magnificence et par l'enthousiasme du peuple. Partout où a passé M. le Président de la République, à Douvres, dans la Cité, à Glasgow, il a reçu l'accueil le plus enthousiaste et le plus émouvant. Les années de souffrances et de gloire communes ont fait de l'entente franco-anglaise, qui a été d'abord l'œuvre des gouvernements, une réalité plus profonde et une amitié qui est aujourd'hui sentie par les nations elles-mêmes. La Grande-Bretagne a accompli pendant les hostilités un prodigieux effort qui fera l'admiration de l'histoire. Elle a mis les immenses ressources de l'Empire à la disposition des Alliés ; elle a gardé la route des mers, condition du salut commun; elle a levé et formé une armée moderne, aussi belle par la perfection de son matériel que par l'héroïsme de ses soldats. De la guerre, elle sort victorieuse, et avec une force accrue. Mais elle sait aussi quel rôle a assumé notre pays dans le triomphe de tous, quels sacrifices il a consentis pour être l'armée de couverture de la coalition et quelles blessures il garde dans sa gloire; elle sait que plus que jamais la collaboration confiante de nos deux nations est nécessaire à notre reconstitution comme à la paix du monde.

Ce sont ces sentiments qui ont été exprimés avec une grande élévation au palais de Buckingham par le roi d'Angleterre et par M. le Président de la République. Le souverain anglais a évoqué l'œuvre de rapprochement entreprise par son père le roi Édouard VII, dont le

souvenir demeure dans notre pays environné de tant d'attachement et de respect; il a retracé les grands événements qui viennent de se dérouler; il a rappelé avec émotion les exploits accomplis par les deux armées alliées sous le commandement du maréchal Foch, auquel il a eu la noble pensée de donner le bâton de feld-maréchal des armées britanniques, et c'est à la fois avec chaleur et avec hauteur d'esprit qu'il a exprimé la confiance qu'il met dans l'alliance solide et durable des deux peuples pour assurer à toutes les nations un avenir de calme, de travail et de sécurité. M. le Président de la République, qui en maintes circonstances depuis sept ans a représenté notre pays avec tant de tact et d'autorité, a répondu au souverain en prononçant un discours où il a su tracer un tableau magnifique de ce que l'Angleterre a accompli pendant les hostilités, de ce qu'elle a fait pour la victoire, et de ce que promet aux deux nations comme à l'humanité entière l'union indissoluble de l'Empire britannique et de la France.

Ces manifestations ne sont pas seulement les signes heureux d'une fraternité étroite : elles répondent aux événements et elles assurent le règlement de bien des questions importantes. La paix est faite, mais son application pose encore tant de problèmes qu'elle réclame la pratique constante de la collaboration franco-anglaise. La présence de M. Pichon à Londres au moment même où M. Poincaré s'y trouvait a donné au voyage du Président de la République un caractère plus important que celui d'une simple visite d'amitié. Au cours des conversations qu'il a eues avec les membres du Cabinet anglais, notre ministre des Affaires étrangères a pu aborder bien des sujets à l'égard desquels l'entente de Londres et de Paris permettra des solutions nécessaires. Les nouvelles qui viennent de Washington invitent l'Angleterre et la France à se préoccuper ensemble de l'avenir du traité de paix. Les nouvelles qui viennent de Russie exigent plus que jamais des Alliés la recherche et la définition d'une politique. Les nouvelles enfin qui viennent d'Orient, rendent opportune une action commune pour constituer une Turquie viable, respectueuse de ses voisins comme de la vie et des intérêts de ses sujets chrétiens. L'accord de l'Angleterre et de la France est indispensable à la stricte application du traité de Versailles et à la sécurité de l'Europe. Après avoir servi à gagner la guerre, il aidera à gagner la paix. L'opinion de notre pays a appris avec une particulière sympathie l'accueil que le peuple britannique avait fait au représentant de la nation française et elle y a vu avec une confiante satisfaction une preuve nouvelle de l'amitié qui nous unit à notre alliée.

Il est déjà permis d'attribuer eux entretiens de Londres un résultat qui nous est connu et qui nous paraît d'une grande importance. Le Conseil suprême a décidé que le traité de Versailles devait être mis en vigueur le 1er décembre. Cette résolution était nécessaire et nous avions déjà exprimé ici le vœu qu'elle fût prise. Le traité de paix est ratifié depuis plusieurs semaines par quatre grandes puissances. Le Conseil Suprême a eu besoin de temps pour arrêter toutes les mesures indispensables à son application. Ce travail est achevé ou près de l'être ! La plupart des commissions sont constituées et le maréchal Foch a réglé l'envoi des délégations militaires ainsi que les questions relatives aux troupes d'occupation. Le moment est venu où l'Allemagne doit exécuter les conditions qui lui ont été imposées et où toutes les conséquences politiques, économiques et de tout ordre du document signé à Versailles, doivent passer dans les faits. Il n'y a pas de raison pour que le débat qui se poursuit à Washington retarde la mise en vigueur du traité. La question des attributions respectives du Congrès américain et du Président que discute le Sénat est une affaire d'interprétation et une affaire de politique intérieure. On imagine mal que les réserves votées à ce sujet puissent mettre en jeu le traité lui-même qui est d'un intérêt universel. Nous gardons jusqu'au bout cette confiance. La guerre a créé un lien trop fort entre les États-Unis et nous pour que la France doute jamais du peuple américain. Le Conseil suprême a été bien inspiré en décidant que le traité déjà ratifié par l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, et qui touche si fort l'Europe et le monde entier devait devenir le 1er décembre une réalité.

André Chauméix.

Le Directeur-Gérant :

René Doumic.

LE CHEMIN DU SALUT

IRÈNE OLETTE

PREMIÈRE PARTIE (1)

AUX PORTES DU SOMMEIL

I. — UNE RUE ENTRE MILLE

L'ARRONDISSEMENT de la Butte Montmartre, le dix-huitième, comprend quatre quartiers : les Grandes-Carrières, Clignancourt, la Goutte-d'Or et la Chapelle.

Celui de la Goutte-d'Or, étendu à droite et au bas du versant de la montagne du Sacré-Cœur, est formé de deux parties, à peu près égales ; l'une, la plus éloignée en sortant de Paris, qui va des rues Marcadet et Ordener à la ceinture, l'autre, située entre ces deux mêmes rues et le boulevard de la Chapelle ; et cette dernière zone est coupée en son milieu, dans le sens de sa largeur, par une longue artère, droite et d'une tristesse ingrate, ennuyeuse, monotone, sans la moindre parcelle de cette poésie que dégagent fréquemment, avec une grâce amère et maladive, les endroits les plus désolés.

C'est la rue Doudeauville.

Là, rien de frais, de gai, de pittoresque, ni de vénérable et d'ancien. Tout est terne et morose. Point de vestiges ni de patine du passé, mais les seules marques du présent, dur, et déjà vieux, avant d'avoir beaucoup vécu.

(1) *Copyright by* Henri Lavedan 1919.

La plupart de ces agglomérations ouvrières se ressemblent d'ailleurs : cités populeuses composant et réunissant entre elles les faubourgs extrêmes de l'immense ville. C'est toujours le même ensemble de constructions disparates et uniformément chagrines d'où sont absentes l'allégresse, l'aisance et la beauté : des chantiers de bois et de charbon, des hangars pleins de fer et de matériaux de toutes sortes, des grandes potences de maisons à six étages dressant leurs murailles saumâtres minces comme du carton, où s'empile du pauvre monde, avec des fenêtres sans volets d'où s'échappent, quand on les ouvre, des cris et des injures plus souvent que des rires..., aux carreaux desquelles, quand elles sont closes, s'appliquent, livides, des têtes de femmes dépeignées ; de méchants hôtels carrelés, de dix sous à deux francs la chambre, à la journée et à la nuit, vermoulus et tout étroits, rien qu'en corridors, et embrochés du haut en bas par un escalier coupe-gorge ; et puis des façades lépreuses, se succédant, soudées les unes aux autres par les tuyaux de descente des gouttières... galerie de sombres tableaux presque tous du même peintre anonyme, puissant et découragé, qui serait le Maître de la médiocre misère... cimaise lugubre où des panneaux de sages-femmes, de matelassières, de dentistes-Somnol étalent çà et là le hors-concours de leurs promesses dans des enseignes qui ne sont pas d'hier, dont plus d'une lettre est chavirée, ou disparue ; petites boutiques de drame et de vieux théâtre qu'on ne voit plus que dans ces parages, caboulots exigus où il y a à peine la place de trinquer quand trois buveurs y discutent debout, fruiteries profondes et moites sentant l'œuf dur et la betterave, cabanes des marchands de marrons, de « frites » et de journaux, basse échoppe du savetier avec une pie installée dans une bottine, puisard du chiffonnier au sol d'immondices, de terreau spongieux où sèchent, retournées et pendues à un clou, des peaux de lapin marbrées de bleu, couleur de savon de Marseille ; et des ruelles, des appentis branlants, des passages ravinés d'aigres courants d'air ; de sinistres culs-de-sac résonnant creux comme un tonneau, où seul un chat qui ne tient pas sur ses pattes, le cou pas plus gros qu'un cordon de sonnette, miaule de faim. Puis, c'est le poste de police et sa lanterne rouge, le lavoir soufflant de la buée sur son drapeau de zinc qui ne flotte jamais ; et quand, par endroits, cessent les maisons, les palissades se déroulent,

bordant des enclos pelés où, si l'on est curieux, on aperçoit entre deux planches un âne en laisse qui broute des gravats près d'un gueux endormi sans lâcher son bâton. Et sur ces palissades, comme sur tous les murs, sur tous les poteaux et tous les contrevents des magasins fermés, des inscriptions par centaines et par milliers, au charbon, à la brique, à l'ardoise, au crayon, au pinceau, au fusain, au jus de tabac, à la craie, à la boue... Quoi ? Des serments et des jurons, des avis et des aveux, des sobriquets, des dictons, des vers et de la prose, des avertissements et des rendez-vous, des petits noms de femmes et des noms de grands hommes, des bons mots et des gros mots, de la romance et du blasphème, des appels à l'anarchie et des saluts à l'Armée, des « Vive ! » et des « A-bas ! » — plus d'« A-bas » que de « Vive, » — des cris d'amour se terminant en menaces de mort, et bien entendu, entre les lignes, plein de texte, des dessins... effrontés ou naïfs, les deux à la fois, l'irrésistible impromptu de tous les sentiments, de tous les désirs, de toutes les passions humaines, jeté, — et même craché, — en passant, par l'âme populaire.

N'imaginez pas pour cela que la rue Doudeauville, entre les plus satisfaisantes de la Goutte d'Or, offre un hideux aspect. C'est par une impression de vide spirituel, de froideur et de détresse morale qu'elle cause une étrange gêne, car assez propre, bien aérée, elle honore plutôt le quartier. Mais quoique des plus fréquentées, elle se révèle languissante, et sans animation.

Et cependant, elle a une âme.

Une âme qu'il faut connaître, et chercher d'abord pour la trouver.

Prenez, si vous le voulez bien, en sortant de la rue Poulet, le trottoir de gauche de la rue qui nous occupe et qui prolonge cette dernière, vous couperez bientôt la rue Léon, puis la rue Ernestine... Arrêtez-vous, et regardez à droite. Vous remarquerez une importante construction, de style moderne, en briques émaillées, dans le genre lycée, fabrique ou mairie, et marquée du numéro 33, qu'éclaire le soir une lanterne à verres bleus fixée dans le mur. Haute de deux étages et percée régulièrement de nombreuses fenêtres à vitres dépolies, elle a trois portes, qui sont fermées, une grande à deux battants au milieu, et une à un seul de chaque côté. On accède à celles-ci

par deux marches. La grande porte est munie d'un de ces petits guichets de sûreté en usage dans les communautés religieuses et les maisons pénitentiaires, et au-dessus de son cintre, elle étale, en guise de fronton, un bas-relief de terre colorée et vernissée. Il représente, demi-nature, un personnage un peu courtaud et tout de noir vêtu, lequel en douillette, culotte et bonnet carré, distribue des aumônes à des indigents; et quoiqu'il évoque l'image de Rabelais, curé de Meudon, il paraît que ce bonhomme figure un autre et plus méritoire curé, Monsieur Vincent de Paul, ici-bas aumônier des galères avant d'être Saint dans le ciel.

Ce bâtiment en question s'appelle l'*Hospitalité de nuit*. En souvenir de son fondateur, il porte, d'une manière plus précise, le nom de Maison Dumolin, et c'est là, entre ses murs imprégnés de réserve mystérieuse, que palpite, avec une ardeur discrète et jamais ralentie, l'*âme de la rue Doudeauville*.

Ainsi peut-on s'expliquer la poignante mélancolie du quartier et de ses alentours. Il se ressent du sérieux de la demeure où son âme habite, et cette âme de pitié rigide, accoutumée à la fréquentation de la misère vagabonde, projette elle-même au dehors et fait rayonner dans les environs son habituelle gravité. Le genre particulier d'assistance et de secours prêté par cette grande maison froide et calme comme un visage de veuve aux paupières baissées, et la nature, spéciale aussi, de ceux qui en forment la furtive clientèle, contribuent à l'expression ambiante de malaise et d'accablement que nous avons indiquée.

Une rue, dont l'âme est vouée à la tristesse, ne peut pas être gaie.

Une rue où, tous les jours que termine et efface Dieu, des sans-domicile viennent, en rasant la muraille, chercher un refuge pour la nuit, reste marquée de cette louche et navrante visite. Tous les voisins, quoique favorisés d'un logement personnel, prennent, malgré tout, par contagion, en rentrant chez eux, les façons de ces « passants » disgraciés; et c'est pourquoi la rue Doudeauville garde, même en plein jour, quelque chose de *nocturne* qui lui vient de sa plus belle et sévère maison, de son « Hospitalité. »

II. — EN ATTENDANT LA DEMIE.

Le premier février 1914, vers les six heures du soir, une quinzaine d'hommes et huit femmes, formant selon leur sexe deux groupes séparés, stationnaient devant le 33 de la rue Doudeauville, les hommes à la grande porte du milieu, les femmes à la petite, celle de droite.

Généralement, ils ne se montraient pas plus tôt, sachant qu'on n'ouvrait qu'à six heures et demie.

Les boutiquiers au courant de leurs manières les voyaient chaque jour arriver un par un et se placer debout, à la file, avec ordre, sages comme des gens renseignés et parvenus à destination.

Les deux groupes, très peu éloignés l'un de l'autre, se faisaient face et se regardaient.

Une bise méchante sifflait du Nord. Ce n'était pas un temps à rester immobile, et pourtant, la plupart des stationnaires paraissaient indifférents aux rigueurs de la saison. Comme absents de tout, et aussi d'eux-mêmes, plaqués au mur et renfoncés dans leurs nippes, ils se mêlaient étroitement, ayant aussi bien l'air de se connaître quand ils s'ignoraient que de s'ignorer quand ils se connaissaient.

Les hommes, de tout âge et de toute lie, types de crapulerie ou d'abrutissement invétéré, faces creusées, tirées, aux traits écartelés de souffrance ou de haine, quelques-unes avec de terribles yeux, profondes ouvertures de puits où on a jeté un cadavre... qui reste, et qui parfois remonte... et encore les incurables pochards, lucides aux plus épaisses brumes de l'ivresse, et les abattus, et les révoltés muets, aux mâchoires de dogue, serrées comme sur le cœur d'un mortel ennemi... figures qui font trembler, reculer, regretter, plaindre, penser... et qui devraient faire aimer. Les uns, lourds de prudence et de fausse inertie, échangeaient à voix basse quelques mots brefs, dans un secret langage où ils s'entendaient. La confiance et la méfiance s'égalaient. La prostration s'accommodait avec la philosophie. Cassés, archi-usés, ils formaient, dans le même groupe, des petits tas d'isolés, rapprochés par un conciliabule imperceptible, au cours duquel ne remuaient que les lèvres, sans qu'il en sortît un son. La tête basse, ils se penchaient par

instants sur le trottoir, comme sur de l'eau, et l'on eût dit que, d'une lamentable berge, ils regardaient couler leur existence. Presque tous ils tenaient leurs mains plongées dans leurs poches et personne n'aurait pu deviner si c'était pour émietter un croûton de pain dur ou serrer un couteau.

Peut-être était-ce tout bonnement parce qu'ils avaient froid.

Des vieillards décharnés, ridés, cadavériques, les joues envahies d'ombre, à la veille du cercueil, s'appuyaient avec précaution contre de robustes hommes, taillés en taureaux, congestionnés de rage sociale et qui, les yeux cruels sous les sourcils descendus et rejoints, ne quittaient pas une seconde l'horizon barré de leur pensée... Et quelquefois aussi, — comme ce soir, — de très jeunes gens au teint blême, d'une finesse de visage immonde, le cou rond et nu dans la molle soie d'un foulard, avec une calotte de cheveux plus massive que leur casquette, venaient, sanglés de minces vestes de toile, insensibles au froid, prendre négligemment la file. Ceux-là fumaient un centimètre de cigarette ou sifflaient des romances de Point-du-Jour...

Le plus grand nombre était vêtu de loques et de guenilles dont les « déchirures » empruntaient sur eux une autre et véritable expression de « déchirement »... et semblaient reproduire au long du pauvre corps asservi la déroute du visage, autant que celle des espérances. Élimés et fanés, trop petits ou trop grands pour ceux qu'ils avaient l'air, avec une féroce moquerie, de vouloir déguiser, les habits montraient, comme les fronts, la couleur de la cendre et du fumier; et tous ces Job étaient dessous au lieu d'être dessus.

Les chaussures faisaient mal à voir et signifiaient plus péniblement l'horreur avachie des misères : chaussures « de fatigue » à la lettre, données, ramassées ou volées, puis brisées et moulues par les interminables étapes des pèlerins du pavé; brodequins de torture, alors qu'au lieu de se resserrer sur les pieds éternellement las, toujours endoloris, ils s'élargissent et les quittent, craquant et se fendant de partout, prenant l'eau, les cailloux, les grains cuisants du sable, la pointe des clous et du verre et n'étant bientôt plus, pour des mois, des années, que ces choses sans nom, hideuses, tourmentées, tordues, traînées comme un boulet de cuir humide par les for-

çats de la vie maudite. On comprenait à leur aspect la déformation morale dont elles étaient l'image; on s'expliquait les idées fausses tournées comme des talons, la mentalité déformée, et tous les sentiments décousus, éculés, les sentiments-savates. Beaucoup de ces malheureux portaient en bandoulière, attachées par une ficelle, des musettes remplies d'objets durs qui les bosselaient... symbole des consciences bourrelées: d'autres tenaient, serré au poing, comme la bourse de Judas, un réticule fait avec une poche de robe, ou bien des sacs d'étoffe noire, pareils à des sacs de billes et dont les longs cordons crasseux s'enroulaient à leur poignet. Quelques-uns avaient, ainsi que les ménagères, un filet à provisions, mais aux mailles si larges ou si rompues, qu'il paraissait fatalement destiné à ne rien recueillir ni rien garder.

Ces hommes se tenaient donc là, et ils attendaient la demie, la plus fameuse de la journée, celle de six heures. De loin, vous eussiez dit de placides petits bourgeois en avance, faisant la queue au guichet d'un théâtre, d'un endroit de plaisir... et de près, ils rappelaient les émigrants, dont ils avaient les yeux hantés d'exil et les attitudes harassées sur les quais des ports et le tremplin des tristes passerelles... Défroques des aventures, véritables haillons humains, ils étaient ceux qui mendient tout, jusqu'au sommeil. Ils observaient un solide silence, et quand ils se décidaient, à se parler, c'était face à face, dans leurs rides, en se resserrant davantage, de sorte que leurs propos eux-mêmes étaient comme blottis.

Sur le trottoir opposé, un agent de police, insouciant et vigoureux, les surveillait sans hostilité.

La petite porte près de laquelle s'étaient déjà rangées, au nombre de sept, les femmes venues les premières, est, comme nous l'avons dit, celle de droite. A côté, entre de hautes murailles noires, s'étend le chantier d'une coopérative fraternelle; et ensuite une boucherie hippophagique, peinte en rouge-sang, montre au-dessus de ses grilles une grosse tête de cheval dorée que l'on dirait sur le point de hennir...

Quoique le sort des femmes ne dût pas être, à coup sûr, plus heureux que celui des hommes rassemblés en face d'elles, leur aspect néanmoins était tout différent et ne s'offrait pas aussi misérable. Assez proprement tenues, la plupart, autant que la compassion, éveillaient la sympathie. Leur détresse n'avait

rien de hideux. Les traits des visages, comme les plis des vêtements, malgré la fatigue et l'usure qui les avaient relâchés, essayaient de se maintenir et de conserver leur dessin. Même râpée, rapiécée, la robe restait décente et les bottines n'étaient pas honteuses. La brosse, l'aiguille, un coin de miroir cassé, permettaient à la pauvreté, si grande fût-elle, de s'observer encore.

Vieilles, d'âge mûr, quelques-unes jeunes, ces femmes faisaient partie du peuple. On le remarquait aussitôt à la façon de leurs jupes, à leur tablier, à leur petit châle, aux lainages dont elles se couvraient la tête. Plusieurs avaient un panier. Celles qui ne tenaient rien, croisant les bras, ramenaient leurs mains sous de maigres et courtes pèlerines qui les préservaient mal du froid.

Une seule, approchant de la cinquantaine, les cheveux déjà gris aux tempes, était habillée d'un manteau, de forme démodée, et coiffée d'un chapeau rond, sorte de toque en soie noire ; elle avait même des gants, mais percés du bout, à plusieurs doigts.

Arrivé après les autres et depuis quelques instants à peine, elle se trouvait à l'extrémité de la file. Bien qu'elle fût d'un extérieur plus soigné, aucune de ses voisines n'y faisait attention. Ces infortunées, d'ailleurs pressées aussi en tas, avaient le même air de résignation, — apparente ou réelle, — que les hommes. La curiosité, l'intérêt étaient comme émoussés dans leurs ternes regards.

Elles attendaient, également, la demie de six heures.

Dans la rue, la vie du quartier s'accomplissait et se poursuivait autour d'elles qui étaient bannies de toute régularité. Les gens se croisaient, s'arrêtaient pour se dire bonsoir, s'adressaient un signe amical de loin ; les passants se connaissaient, au moins de vue sinon personnellement; les chiens même, que l'on croyait errants, avaient quelque part, dans le quartier, une niche, une écuelle et un maître... tandis que ces hommes et ces femmes, parqués sans barrière en deux groupes hébétés, pitoyables et sournois, chacun devant sa porte respective, étaient bien totalement étrangers à tout ce qui les environnait. Ils formaient deux îlots d'êtres déserts, deux rocs d'humanité, perdus dans l'océan de Paris, et que le flot de l'existence active encerclait, baignait, battait, — en les igno-

rant, — sans rien prendre d'eux ni rien leur laisser au passage... et cette indifférence tranquille des vivants et des choses, dont les parias ne semblaient même pas souffrir, était saisissante à remarquer.

Cependant, il n'y avait plus qu'un quart d'heure de stationnement à faire; aussi les langues peu à peu se déliaient, surtout dans la file des femmes.

De quoi parlaient-elles? De tout, et sans suite, à bâtons rompus, montrant le désordre et le fouillis de leurs idées dans ceux de leurs propos. C'étaient tour à tour, d'incompréhensibles racontars, des ragots de misère, des histoires de famille, des aperçus sentencieux soulignés d'un index en l'air, et de mornes plaintes... Ensemble ou séparément, toutes tenaient à s'exprimer, à placer leur mot, et volontiers elles s'adressaient à la femme au chapeau dans laquelle, avec leur flair, elles ne reconnaissaient pas une « habituée, » une sans domicile de vieille date et de profession.

Celle-ci les écoutait muette, se bornant à approuver de la tête.

Mais une petite commère courte, loquace, la joue brillante d'alcool et louchant d'un œil, lui demanda brusquement :

— Parions que c'est la première fois?

— Quoi donc?

— Que vous venez à « la nuit? »

La dame interrogée regarda longuement devant elle, et puis, d'une voix égale et sans inflexions : « Oh! non, ce n'est pas la première! »

Elle eut une espèce de sourire crispé, et elle ajouta : « Ni la dernière. »

Tous les visages s'étaient tendus, espérant une confidence. Mais comme cela ne vint pas, il y eut une déception.

— Ah! oui, fit la commère, incrédule. Tant pire!

On s'apprêtait à la questionner avec plus d'insistance quand une nouvelle venue conquit l'attention générale.

C'était une jeune fille, en grand deuil. Elle n'avait de blanc que son visage et son mouchoir.

Comme elle pleurait doucement, sans le moindre embarras, le mouchoir tenu par une main d'enfant couvrait à moitié le visage dont on n'apercevait que deux yeux bleus, noyés de chagrin. Enfin, le deuil de sa mise donnait à sa brusque arri-

vée le caractère d'un événement par ce qu'il témoignait de récent et d'absolu. Il ne pouvait s'agir, en effet, d'un deuil en cours, déjà passé, ou peu lointain, mais d'un deuil à vif et tout frais, remontant à quelques heures, très probablement au jour même. La raideur des voiles, les cassures neuves du crêpe à bon marché, l'émouvante gaucherie de celle qui n'avait pas encore eu le temps de s'accoutumer à ce triste et gênant costume, tout révélait l'enterrement.

Cette jeune fille, à n'en pas douter, revenait d'un service funèbre, d'une église ou d'un cimetière, peut-être des deux.

Tout de suite elle occupa les pensées inquiètes et flottantes de ces pauvresses parmi lesquelles la lançait sa destinée. Elle avait surgi on ne savait d'où, étrange apparition.

Elle marchait vite, directement, comme si elle allait passer tout droit à côté de ce groupe de déchéance avec lequel, Dieu merci! elle n'avait rien de commun.., et puis, tout à coup, elle s'y était mêlée, infiltrée, immobile et haletante...

Personne ne comprenait. Elle avait dû se tromper.

On l'interpella :

— Savez-vous bien où vous êtes ici, ma p'tite larme?

— C'est pour les grossiers comme nous, qui n'a pas de lit!

— Bien sûr que vous en avez un! Faut le regagner... Vite et doux!

— Et pas se faire de peine.

— Tout ça s'arrangera.

En même temps, on la poussait hors du rang : « Allons! rentrez, mon mignon. »

Mais la jeune fille gardait avec fermeté sa place comme si elle l'eût gagnée au prix d'un coûteux effort. Elle s'était rapprochée de la femme au chapeau et du regard elle implorait son assistance.

— Oui, laissez-la, dit celle-ci, elle fera comme nous.

— A son aise! conclut alors une créature effrayante, espèce de harpie sans âge, brandissant une main gauche brûlée dont le pouce, fendu tout du long, se terminait en fourche à deux branches, munies chacune d'un ongle orange : « Puisqu'elle veut voir, elle voira! Car elle, c'est bien sûr la première fois qu'elle couche au lit public... J'en remettrais ma main au feu! »

Toutes voulaient leur revanche ; elles reprirent donc en chœur, accrochées aux voiles noirs : « Dites que c'est la première fois ! »

— Oui, c'est la première fois ! oui ça l'est, fit le pauvre visage enfoui dans le mouchoir.

La galerie triompha.

— Enfin ! C'est jeune et franc, ça ne ment pas. Bravo ! Celle-là nous honore, s'écria la femme à la main brûlée. Et elle continua : Eh bien ! ma curieuse, puisque vous n'êtes encore jamais venue, on va vous mettre au courant, que vous n'ayez pas l'air province... Comment c'est à l'intérieur ?... Voilà. T'arrives. T'es sur un carrelage à reflets, propre comme du satin. T'essuies tes petits petons roses, d'abord, et puis tu retires tes bottines, et on te donne des pantoufles trop grandes, pour pas que tu salisses. Après, t'entres dans une pièce chauffée, — mais oui, — où il y a deux grandes tables, avec des bancs. Cherche pas de canapé ni de fauteuil-bascule... Ça sera plus tard. On est bien tout de même. Tu te poses. La surveillante apprend ton nom, tes papiers qu'elle s'en va inscrire à côté, sur un canepin, derrière un guichet qui s'ouvre par un petit carreau comme quand on se méfie... Là, t'attends, en pigeant les murs où y a rien que le bon Dieu, qui préside, grand ouvert sur la croix. Quand la dame a fini de faire porte-plume, elle te conduit à la cave. C'est la consigne. T'imagines pas que c'est pour mettre le vin en bouteille ! C'est pour la douche. Ça t'effraye ? T'as tort. T'oublies l'hygiène. Dès que t'es donc en bas, tu te déshabilles, nue comme un poisson, et v'lan ! deux par deux dans chaque cabine, tu passes sous la pomme... Quand tu ressors en coulant de partout, tu te sens la fraîcheur d'une laitue. Alors, une fois que t'es bien essuyée, frotti-frotta, et que ta peau fume, on te donne une chemise et une robe de chambre en flanelle... Tes vêtements? Sont à à l'étuve et on te les rendra demain, sans vermine. Hein ? Quoi? J't'injurie ? Mais non. T'as bien de la vermine, voyons? Y a pas de déshonneur. Tout le monde en a. »

Troublée par ce langage, la jeune fille demeurait interdite. Elle avait cessé de pleurer. Tout en écoutant la femme qui la renseignait si brutalement, elle se rendait compte néanmoins de ce qui se passait, à droite et à gauche, et rien n'échappait à son observation. Elle avait bien essayé d'abord de regarder à

la dérobée le groupe des hommes qui stationnaient en face. Mais ils étaient trop près. La bravade de leur gueuserie, exposée ainsi, à quelques pas, offrait un aspect insoutenable. Ils avaient des physionomies qui, pour peu qu'on eût le malheur de les fixer une seconde, se gravaient en vous pour des années. Instantanément, ils obsédaient. Leurs yeux de fou, de bête, d'ivrogne ou d'assassin ne quittaient pas les femmes, les mangeaient, s'attachaient à elles comme à une proie. En un éclair, la jeune fille avait eu le temps de les connaître et de les craindre tous, ceux qui, la face violette et grenue de vices, ne disaient rien et semblaient sûrs d'aboutir, une écume aux poils des moustaches, et ceux qui riaient de la gorge en ouvrant une bouche gangrenée pareille à quelque horrible plaie, et ceux qui étaient tatoués jusque dans le cou, les cheveux et derrière les oreilles, et ceux qui, sans être âgés, avaient des cils blancs battant sur des prunelles d'absinthe, et les vieux tout caparaçonnés de paletots durcis de crasse, et les jeunes dont la pomme d'Adam saillante comme un os mal avalé montait et descendait dans la soie rouge du foulard...

Vite elle s'était détournée.

A cent mètres environ, dans le milieu de la rue Ernestine et après la rue d'Oran on voyait encore des hommes, faisant la queue devant une « soupe populaire, » et quêtant là-bas la nourriture comme ici on quêtait le repos. Ceux-là, — peut-être était-ce un effet de la distance qui les adoucissait? — paraissaient de loin plus « famille, » avec des mac-farlane à carreaux déteints, des lunettes de professeur et des barbes à la Tolstoï. Grignotant des bouts de pain pétrifiés, ils tenaient des boîtes à lait, des gamelles de soldats, des vases de porcelaine ébréchée qui avaient autrefois, dans leur beau temps, servi à mettre des fleurs... et de pauvres poules malingres venaient dans leurs jambes, attraper les miettes de leurs miettes.

Au fond, au-dessus de la spacieuse et sinistre rue Ordener, le vent glacé tourmentait les nuages dans le ciel où se plaquait dressé haut, inexorable et peint d'un bleu dur, un immense panneau-réclame des *Cent mille chemises*, visible de partout. A chaque instant, on entendait le sifflet et le halètement des trains du Nord se croisant sous le pont du chemin de fer après la rue Stephenson... Aucun de ces bruits nombreux et variés, aucun de ces spectacles divers, brefs et changeants n'était perdu

pour la jeune fille. Elle s'y raccrochait comme à des appuis inespérés; ils prenaient pour elle une voix spéciale, un sens même dans la tristesse, ils créaient, minute par minute, la surprise et l'attrait de nouveaux souvenirs... A cette heure si particulière de sa vie, les choses n'avaient besoin que de paraître et de disparaître pour qu'elles fussent à jamais dans sa mémoire. Ainsi, jusqu'à sa mort se rappellerait-elle tout ce qu'elle avait *saisi* en ces instants de surexcitation humaine et de sensibilité prodigieuse : les fillettes, nattées en tortillons, qui sautaient à la corde avec des cris de moineaux, un enfant bossu à cache-nez vert, les lourdes charrettes des bouchers dégringolant à grands clic-clacs des abattoirs et d'où pendaient, pliant sur les ridelles, les bœufs éventrés, aux moignons lilas... enfin le passage des petites Sœurs des Pauvres, accourues, elles aussi, au même rendez-vous de détresse et recueillant, à la porte d'un débit voisin, les restes des restes... pour leurs vieillards... et puis après pour elles, car il faut que tout le monde vive.

Tirée sans folie par un cheval d'âge un peu couronné et aux genoux que l'on eût dit arqués par la prière, l'humble voiture, close et sans fenêtres comme un honnête « panier à salade, » s'était arrêtée, lentement. Conduit et averti par l'intelligente bête, le cocher était descendu, un cocher sans fouet, au dos rond comme les roues, aux cheveux de neige, et on avait vu sortir de la boîte qui semblait inhabitée les trois saintes créatures, en tenue de veuve éternelle. Sous l'impénétrable capuchon qui les isolait, leur visage ne pouvait, — par faveur, — être aperçu que par ceux sur qui elles se penchaient...

La femme au chapeau et la jeune fille, — elles aussi vouées au noir, — se surprirent à regarder ensemble ces bienheureuses du sacrifice, et chacune lut, dans les yeux de l'autre, le sentiment d'admiration autant que d'envie qu'elles éprouvaient à la fois.

Mais la demie de six heures sonna. On ouvrait les portes de la Maison du Sommeil... et de l'insomnie.

Les deux groupes ne furent pas longs à s'engouffrer et à disparaître sans bruit.

Une minute après, les battants étaient refermés et le trottoir désert.

III. — LES COUDES SUR LA TABLE.

D'une quarantaine d'années, digne de visage et de façons, la surveillante, Mme Farine, avait l'air d'une fermière attentive, sans dureté ni faiblesse.

Dans la petite pièce où elle venait d'introduire les réfugiées, elle alla tout droit d'abord à la jeune fille :

— Vos papiers ? lui demanda-t-elle.

Celle-ci releva un visage envahi par l'angoisse : « Je n'en ai pas. »

— Nous n'avez rien sur vous pour prouver votre identité ?

— Rien.

— Votre nom ?

La jeune fille hésitait, comme prise de honte :

— Ah ? Il faut ?

— C'est indispensable.

Alors, elle laissa tomber, en baissant la voix :

— Irène Olette.

— Votre profession ?

— J'ai travaillé dans la reliure.

— Où demeurez-vous ?

Pas de réponse.

— Votre dernier domicile ?

Même silence obstiné.

La surveillante écrivait. Elle articula quand elle eut fini :

— Passe pour cette fois. Mais la prochaine il faudra vous munir.

Puis, se tournant vers la femme au chapeau :

— Et vous, Madame ? Vous avez des papiers ?

Ce fut avec un soupir de confusion que la bouche aux lèvres décolorées s'entr'ouvrit pour prononcer :

— Non, moi non plus. Je ne savais pas...

— Ah ! ah ! Vous voyez bien qu'elle vient pour la première fois ? s'écria la bavarde qui, auparavant, avait dehors interrogé l'inconnue.

— Silence ! fit Mme Farine.

Et, continuant ses questions :

— Votre métier ?

— Journalière.

— Vous demeurez?...

La femme au chapeau se balança de droite et de gauche, en un geste vague qui ne voulait rien dire ou qui pouvait à la rigueur signifier : « Je n'ai pas de résidence bien déterminée... Je demeure tantôt ici, tantôt là... partout et nulle part.

— Bien. Comment vous appelez-vous?

— Lesoir... Valérie Lesoir.

— Espoir! conclut, en ricanant, une des femmes.

La surveillante avait l'habitude de ces échouées d'un jour qui ne font que passer, qu'une crise de douleur, un désarroi de misère, un drame brusque et dur jette tout d'un coup à la solitude, à la rue, pour une ou plusieurs nuits seulement, et que leur embarras, au lieu de les desservir, recommande.

— Je vous reçois aussi, dit-elle. Mais rappelez-vous, il faut des papiers.

— Je me rappellerai.

Attirées et sympathisant déjà par ces analogies de situation, de délicatesse, de pudeur et de traitement, les deux privilégiées, qui venaient d'obtenir la permission de rester, s'étaient assises sur un des bancs de bois placés de chaque côté d'une grande table.

Les autres femmes, d'un même mouvement instinctif, avaient toutes choisi le banc opposé.

Valérie Lesoir et Irène Olette, mieux vêtues, d'aspect bourgeois et presque aisé, seules en face des six envieuses qui leur faisaient vis-à-vis, et séparées d'elles par la barrière de la table ayant la soudaine valeur d'une démarcation, prenaient ainsi, malgré elles, une espèce d'ascendant.

On eût dit qu'elles présidaient.

La surveillante, ayant recueilli tour à tour les papiers gras et coupés aux plis que chacune lui tendait, avait regagné la chambre voisine pour y transcrire les noms sur son registre de service. Mais de là elle continuait à monter sa garde discrète et à observer par une lucarne vitrée, pratiquée dans le mur.

Cette lucarne, qui s'ouvrait, restait cependant close la plupart du temps, la direction intérieure, quoique ferme, étant douce et s'appliquant, dans les limites de la tolérance, à se faire oublier. A moins d'élever beaucoup la voix, on pouvait donc parler dans la pièce sans qu'on entendît à côté.

Pour l'instant, on se taisait. Un sentiment d'hostilité sourde

à l'égard des deux femmes « bien mises » perçait dans l'attitude et jusque dans le silence des autres.

Cette réprobation muette avait commencé dès le vestibule, quand la femme Lesoir et la jeune fille, à peine entrées, avaient osé exprimer le révoltant désir de ne pas se déchausser... Et comme, à l'appui de leur prière, elles présentaient : l'une des bottines à talons plats qui, sans doute, n'étaient plus neuves, mais que l'on devinait avoir été récemment cirées, et l'autre des petits souliers de chevreau tout neufs, Mme Farine avait consenti.

Ensuite, même indulgence, inadmissible, malgré le manque de papiers! Et le règlement? De quel droit ces coquines l'esquivaient-elles?

Cependant, la surveillante, ayant achevé ses écritures, commanda : En bas, pour la douche!

Les femmes aussitôt s'étaient levées ensemble.

Excepté deux... les deux mêmes, les deux protégées, qui s'affichaient en dehors de toute loi!

Allaient-elles prétendre aussi?... Non! cela n'était pas possible!

On les entourait, méchamment, avec des sourires de victoire anticipée...

— Eh bien! Mesdames? invitait la surveillante.

...Mesdames!... pensaient, choquées, les autres, sans réfléchir qu'on ne leur donnait pas à elles-mêmes un nom différent. Mais elles croyaient sentir que si le mot était semblable, le ton ne l'était pas.

La femme Lesoir s'était mise debout. Elle dit avec placidité :

— Je vous assure, Madame, que je suis très propre des pieds à la tête.

Il y eut un grand silence froid et il apparut que cela était vrai, éclatait. Il n'y avait qu'à la regarder.

Elle ajouta, sûre d'elle :

— Dispensez-moi, je vous prie!

— Moi aussi! implora la jeune fille... D'ailleurs, j'ai eu aujourd'hui tant d'émotions! Je suis mal à mon aise.

— Alors, moi qui tousse! protesta la bavarde.

— Et moi, tuberculose! revendiqua, en se frappant la poitrine, la femme à la main brûlée.

— Eh bien, toutes les quatre, vous ne descendrez pas, accorda Mme Farine. Et, tournée vers les autres :

— Les raisonnables, venez!

Elle prit la tête, indiquant le chemin, et « les raisonnables » la suivirent, flattées et fières de justifier leur bonne réputation.

Valérie Lesoir, Irène Olette, la bavarde et la harpie étaient seules à présent, deux d'un côté de la table, deux de l'autre. Les coudes sur la toile cirée, elles se considéraient. Adoucies par la dispense, les femmes du peuple cessaient de se montrer hostiles.

La brune luisante, celle qui louchait et toussait, saisit aussitôt la parole :

— Vous avez bien fait de jouer à la marquise. Aussi vous voyez? Tout de suite les égards. Pour ça, il faut de la toilette, et des ongles blancs. Nous autres, nous ne pourrions pas. Alors on grogne. C'est les deux manières.

— Oui. Mais si vous chavirez déjà, dit la harpie, ah! je vous guette! Vous n'êtes pas au bout.

— Qu'est-ce qu'il y a donc encore? ne put se retenir de demander la jeune fille.

— Oh! rien de pernicieux! Pour nous s'entend! Mais pour vous, ça sera sévère.

— Mais non, rectifia la femme. Il y a la soupe, qui est chaude et bonne, je le sais. Et puis après, on se couche.

— Sur une paillasse? interrogea Irène.

— Dans un lit, affirma Valérie Lesoir.

— Un vrai lit?

— Avec des draps. Des draps blancs.

Les deux pauvresses partirent d'un éclat de rire affreux qui était comme le vomissement de la gaîté.

— Pour la soupe, dit la harpie, je ne l'attaque pas, elle est convenable et on y revient... Mais les draps blancs? là, je t'arrête. Tu parles de ça comme d'un trousseau! Où te crois-tu?

— Les draps sont un peu rudes, concédait la femme au chapeau.

— Dis que c'est des râpes!

— Mais ils sont blancs.

— Une demi-heure! quand on vient de les changer! Et tous les dix jours. Le reste ils sont noirs, gris, verts, chocolat, toutes les couleurs, dégoûtants!

— Mais non, observa Irène, puisqu'avant on vous fait passer à la douche.

La douche! Te voilà bien! La douche! C'est du prospectus!

La douche! Mais penses-tu que c'est avec une pomme d'arrosoir et deux ronds de petite pluie comme pour des fuchsias, qu'on va nous avoir un ventre et un dos de satin? La douche! Mais elle n'ôte rien! Elle augmente plutôt! Elle empâte. Faudrait rester dessous un mois! Non. Vermine on est, vermine on reste. Et puis, d'ailleurs, les draps ne peuvent pas être frais. Tout de suite on les gâte.

— Comment cela?

— Parce qu'on prise, tiens! Et alors on se mouche avec.

La jeune fille eut une grimace de dégoût :

— Tout le monde ne prise pas, déclara-t-elle.

— Tout le monde.

— Pas moi, ni madame, j'en suis sûre? Et elle désignait la femme Lesoir.

— Non, pas encore, fit celle-ci.

— Eh bien! vous priserez, affirma la mégère. C'est plaisir et consolation. En attendant, vous coucherez dans la toile du pauvre où il se frotte et sue, et puis demain matin, vous me direz si c'est de la batiste et si ça embaume!

Lancée, elle continuait :

— N'empêche que les lits sont bien sensibles, qu'ils ont du ressort et qu'ils remuent quand on respire. A la tête de chaque, il y a le nom de celle qui en a fait cadeau : Mame de Ceci, Mame de Cela... De la noblesse. Et aussi de la classe en-dessous... Moi, celui où je couche d'habitude quand je viens... il a été donné par Mame Tapard, la fameuse. Vous savez?

Irène fit signe qu'elle ignorait.

— Mais si, la veuve de Tapard, des autos! Des miyions et des miyions! Elle n'en connaît pas elle-même le fond! Seulement, parlez-moi d'un timbre?... Il paraît qu'elle n'aime pas l'argent, même pas le sien. Elle vit en cachette, à l'écart de tout, et il n'y a qu'une chose qui la divertit; c'est pas d'aller au café, ni dans les bazars, ni à la mer, ni dans les Pyrénées, ni aux ballets russes, ni à l'église, ni au cirque, ni de boire, ni de priser... c'est de faire la charité, et à sa manière, à l'étouffée, sans dire : « V'là qui je suis... l'hôtel où je demeure. » Une folle.

— Mais non, protesta Irène. Moi je comprends ça. L'avez-vous vue?

— Jamais. Y a pourtant de mes amies quand elles ne sont pas soûles qui content qu'elles l'ont vue. Mais je ne les crois pas.

— Pourquoi? demanda la jeune fille.

— Parce qu'elles ne sont pas d'accord. L'une dit qu'elle est petite, l'autre qu'elle est grande; celle-là qu'elle est encore jeune et belle, un restant de salon, celle-là qu'elle est vieille et laide... Pas deux du même avis.

— Tout ça, c'est des fables! conclut la loquace, qui pour le moment se taisait.

— Non, déclara tout-à-coup la femme Lesoir, c'est la vérité! Moi, je l'ai vue et je peux dire comment elle est.

— Comment?

— Ça n'est pas facile. Ni jeune ni vieille, ni grande ni petite, ni belle ni laide. Moyenne en tout. Et terne, insignifiante... Un brouillard de femme, une passante un jour de pluie, une voyageuse de seconde classe... une chose habillée, n'importe comment, et que je défie qu'on remarque... à qui même une concierge ne ferait pas attention! Ainsi, moi qui vous parle, je l'ai vue, n'est-ce pas?

— Souvent?

— Plusieurs fois.

— Vous lui avez parlé?

— Jamais... Eh bien, je n'arrive pas à me la rappeler, tellement elle est banale et ordinaire! Pour me la retracer, j'aurais besoin de la revoir. Sans cela, impossible. Elle est de ces gens qui glissent, qui fondent, qui échappent... comme de la fumée...

— Aussi, ces espèces de *phinanthropes*, opina la bavarde, il faut s'en reculer. Ça porte malheur.

A ce moment, les quatre hospitalisées « dociles » qui étaient descendues, remontant de la cave, tout animées par la douche, coururent à la table, comme des écolières qui font irruption dans la classe. Deux s'assirent à côté d'Irène, et deux à côté de sa compagne. Une domestique, à figure osseuse et rébarbative, tarabustait le fourneau dans la pièce voisine, et la surveillante commençait à mettre le couvert. Elle apportait les assiettes, les cuillers d'étain, un broc de toilette plein d'eau. Une odeur de choux se répandait et tapissait les murs. L'horloge marquait huit heures moins cinq.

A huit heures juste on servirait.

A moins trois, deux *nouvelles* entrèrent; la première, une femme de quarante ans, nu-tête, le cheveu rare et plat, en galon, le crâne gris caoutchouc, avec une oreille en moins, et une

fille en waterproof, coiffée d'une espèce de suroit de toile cirée noire. Elle offrait de gros traits et de gros os, un visage rond, blême et bouffi, des yeux de lapin, des lèvres rouges et charnues sur une bouche édentée, et, lui retombant plus bas que le front, une touffe de frisons paille au milieu desquels pirouettait un nez retroussé de Jocrisse.

Comme ses papiers usés et déchirés étaient illisibles, elle dit qu'elle s'appelait Florina Letronc et qu'elle était vendeuse. L'autre se donna pour souffleuse de vessies aux abattoirs.

Toutes les deux semblaient au courant des usages; elles s'installèrent comme chez elles. Et les autres aussi ne paraissaient nullement dépaysées. L'approche du repas faisait de ce lieu d'asile ouvert à qui voulait, un endroit intime et mieux que clos : protégé, défendu, familial, un vrai logis, un appartement, un domicile personnel.

Irène Olette et Valérie Lesoir demeuraient seules des étrangères. Moins que des invitées. Des intruses.

Cependant, la servante aux allures de gendarme avait plaqué sans bonne grâce la soupière fumante au milieu de la table, comme on se débarrasse, en la posant à terre, de l'écuelle d'une pâtée, v'lan! Et elle était retournée dans la cuisine où battaient sous son poing furieux les portes des garde-manger.

Maintenant, Mme Farine, debout, distribuait à chacune, assise et présentant son assiette, les deux cuillerées qui faisaient sa part.

Nulle impatience de mauvais ton. Pas une qui ne s'appliquât au contraire à montrer du calme et de la réserve. « Et puis, quoi? Pour entendre plus d'une fois crier son ventre vide, on savait, mon Dieu, ce que c'était que d'avoir faim et même que de manger! On n'était pas des gens de la lune, des empruntées qui n'avaient jamais commandé une sole au restaurant et qui allaient tomber en extase pour une portion! »

Aussi la dignité la plus irréprochable était-elle observée. Les bras en l'air, les mains tendues qui malgré tout laissaient échapper : « Moi! Moi! Vite! » ne tremblaient pourtant pas. Les yeux, qui, au fond et en pensée, dévoraient déjà, s'abstenaient de pétiller, s'éteignaient volontairement, et cette pudeur, cette retenue étaient plus éloquentes que l'impatience et la mimique immodérée de l'appétit, quand il ne s'observe pas.

La fille au waterproof avait quitté son banc pour aider la

surveillante, et au fur et à mesure que celle-ci remplissait avec la louche une assiette creuse, elle la lui prenait, puis la repassait aux femmes, en commençant par les plus âgées. Chacune, baissant la tête, disait merci, tout bas, comme si elle était dans une chapelle. Bientôt elles furent toutes pourvues et le silence s'établit, le silence sacré des débuts de repas chez les miséreux. La main gauche ouverte en étoile et appuyée sur la poitrine, ainsi que pour y retenir une serviette, la droite manœuvrant la cuiller, ces indigentes mangeaient là comme si elles dînaient en ville, sans gloutonnerie, avec une convenance et une honnêteté parfaites. Le recueillement était profond, monastique.

A la première cuillerée, Irène soupira d'un air abattu :

— Je n'ai pas faim.

Valérie la pressa :

— Pourquoi ? Cette soupe est très bonne.

— Je ne peux pas.

— On peut toujours, exhortait Florina. Forcez-vous. Moi, je passe mon temps à me forcer, pour tout.

Indifférentes en apparence, les autres avaient l'œil braqué sur cette assiette qui peut-être allait devenir disponible, et quelques-unes se pressaient d'achever la leur.

— Non, décidément, dit Irène, en faisant signe qu'elle renonçait.

— Alors, vous me donnez votre part ? demanda Florina, et sûre de la réponse, attrapant l'assiette comme si elle la chipait, elle l'offrit, d'autorité, à la femme essorillée. Celle-ci la prit et l'entama, sans interruption.

Valérie Lesoir s'était arrêtée également. Elle dit : « Moi aussi, voilà que je n'ai plus faim, » et elle offrit son assiette à la fille au waterproof qui l'accepta.

Mme Farine revint proposer une seconde tournée de soupe ; mais peu en profitèrent. Toutes maintenant se calaient sur la table, pesantes, consolidées. Une avait tiré de sa poche un tricot et des aiguilles, une autre découpait des étiquettes pour « l'Assistance au Travail. » La vendeuse attaquait un pilon de poulet froid qu'elle avait sorti d'un réticule où il se trouvait, à même la doublure, en compagnie d'un bâton de raisin pour les lèvres, d'une glace ovale, d'un peigne cassé, d'un flacon d'odeur et de trois écrevisses « bordelaise. » Penchée sur un jeu de cartes étalées par petits paquets, la harpie avait com-

mencé une *réussite* et de son pouce fourchu qui le molestait, elle en revenait toujours à un satané roi de carreau « qui la ferait crever. »

Comme Mme Farine était retournée dans la pièce à côté, les conversations allaient leur train. Irène et Valérie les écoutaient sans s'y mêler.

Dans un torrent de propos, confondus, coupés et repris, on parlait des malices, des ruses, des moyens de se défiler du mauvais sort quand étaient écoulées les trois nuits accordées à Doudeauville. Règlementairement, on ne devait pas se représenter avant un mois. Mais en s'ingéniant et avec la connaissance du pays, ces trois semaines d'intervalle passaient vite. Il ne s'agissait que d'être au courant et d'avoir les bonnes adresses. Dans tous les quartiers de Paris on trouvait son blot.

Les voix énuméraient, enflées de complaisance : Y avait les boucheries, les rôtisseries... Y avait l'hospice, la caserne et les « bouillons, » tous les grands machins où se capitonnent les rentiers et où, par derrière, à la petite porte, on avait toujours la chance d'attraper un fond d'artichaut, un grignon de côtelette. Des soupes? Ah! dame! tant qu'on en voulait! Ça n'était pas rare. On en distribuait partout, à la ville et chez les bonnes sœurs; et chez les laïques, chez les juifs, chez les curés. La calotte et les maçons, tout le monde en donnait. Pour s'asseoir et se chauffer dans le jour il y avait les bureaux d'omnibus et de tram, ceux de la poste, et les églises, les musées. Pour coucher, on avait les asiles de rechange où on se présente humble, à tour de rôle; et l'été, ça allait tout seul, on dormait en plein air, mieux que la fenêtre ouverte! Seulement, il fallait savoir. Ménager ses toilettes d'abord. Ainsi, pour aller à l'hospitalité, c'était prudent de choisir tout ce qu'on avait de plus sale. — « Si vous n'avez pas d'haillons on vous en loue, et vous laissez vos beaux habits chez le marchand de vins, qui vous les garde. Comme ça, on n'use pas ses fourrures... Comprenez? »

Irène Olette et Valérie Lesoir, auxquelles étaient adressées directement ces recommandations sur un ton maintenant amical, approuvaient çà et là, par politesse, et les autres, frétillantes d'avoir à instruire ces deux timides recrues en qui elles devinaient des novices, y mettaient une ardeur nourrie d'expérience. Grisées par leur bavardage, excitées par l'honnête effarement qu'elles s'amusaient à provoquer, elles entrèrent bientôt

dans la basse révélation des méfaits qu'il est spirituel et de bonne guerre, chaque fois qu'on le peut, de commettre dans la maison.

Les carreaux cassés, les inscriptions tracées à la dérobée sur les murs, les taches, les dégâts, les crachats, les draps souillés, le sol et les parquets salis exprès, les cabinets d'aisance inondés, bouchés avec des journaux ou des torchons. Toutes les farces ignobles, inventées pour la seule et abjecte joie de nuire, furent énumérées comme des choses naturelles...

Et puis, brusquement, sans raison, l'entretien changea de cours et s'aventura dans le domaine de l'envie, de la cupidité, des irréalisables désirs, des souhaits merveilleux...

Les pauvresses laissaient librement s'échapper le grand rêve immense et fou qui les hantait : celui de l'argent.

Mais, si dans le fond le rêve était toujours le même, il différait dans la forme pour chacune. Le poème des appétits, des soifs et des convoitises ne se ressemblait dans toutes ces imaginations et ces bouches que par les trois mots du début qui en étaient comme le titre général et la vedette flamboyante : « *Si j'étais riche !...* » Ensuite, il prenait, selon l'âge et le caractère de chaque inspirée, une direction à part, un développement original et personnel : « Si j'étais riche, j'aurais une maison en pierre, à six étages, place de la Bastille. — Moi, une toute petite, en bois peint, dans une prairie. — Moi, j'aurais des bêtes. — Moi, un garçon. — Moi, je boirais du vin bouché à tous mes repas. — Si j'étais riche, je me paierais des robes, des chapeaux, des bijoux, des bottines en velours ! — Si j'étais riche, j'irais au théâtre, tous les soirs, avec des bracelets et un éventail en plumes ! — Moi, je me remarierais ! — Moi, je divorcerais ! — Si j'étais riche, moi, j'irais l'hiver dans le Midi, y jeter ma tuberculose ! — Moi, je m'offrirais Monaco pour la roulette. — Moi, si j'étais riche, affirmait la harpie à la main brûlée, je me ferais tout de suite arranger mon pouce en croquignole qui dégoûte le monde. — Moi, je ne pourrais pas me faire recoller ma coquille Saint-Jacques, même pour cent mille francs, déplorait, philosophique, la femme à l'oreille rongée... Alors, à quoi bon la fortune ? »

Florina, la vendeuse, qui n'avait rien dit, commença : « Moi, si z'étais risse.., (elle zézayait à cause des dents qui lui manquaient), elle s'arrêta une seconde, et puis, sérieuse : Ze ne

fermerais plus zamais mes persiennes dans le zour, et z'irais à Lourdes... »

Ainsi, les espérances, les regrets, les chimères confondant et assortissant leurs couleurs et leurs nuances, pareillement aux fusées et aux gerbes d'un feu d'artifice, éclataient à la fois, et se croisaient, se répandaient d'un esprit à l'autre...

Irène Olette et Valérie Lesoir avaient, elles aussi, bien certainement leur : « Si j'étais riche? » Qui n'a le sien sur cette pauvre terre? Mais elles le gardaient pour elles, comme si elles craignaient de le compromettre en le formulant.

Elles se taisaient donc, tellement attentives d'ailleurs à écouter, qu'elles faisaient préférer leur silence.

Ayant secoué toute gêne, les femmes, redevenues commères ou mégères, parlaient vite et haut à présent, avec des grands gestes de populace, une mimique de marché, de lavoir et de trottoir. Cette dizaine de « modèles » du dénuement composaient, à leur insu, un puissant et splendide tableau animé, ravagé de passions, qui changeait et rebondissait sans cesse avec des disparates imprévues. Tour à tour et presque en même temps, selon les alternances de tumulte et d'accalmie, c'était la Salpêtrière et le béguinage, le couvent et le dépôt. Où se trouvait-on? à Sainte-Pélagie, ou à Saint-Lazare? Sous l'aiguë et mince lueur de la lampe électrique fixée au mur, les visages prenaient, à chaque minute, aux jeux mobiles et profonds de l'ombre et de la lumière, une expression différente, un air d'époque, un aspect d'art et d'école, qui les retiraient du présent pour les renverser et les situer dans le passé de l'histoire, aux cimaises des musées de Flandre et de Hollande. Cette petite salle nue et froide, aux modernes blancheurs d'hôpital, n'empêchait pas les physionomies d'être par instants lointaines, de rappeler, par les ténèbres et les pâleurs qui se les disputaient, les Dante du clair-obscur, les génies de l'âtre enfumé, des lambris et des meubles noirs, les maîtres du velours et des trous de la face humaine. Elle devenait une galerie des plus fameux peintres du mystère et de la misère. L'un après l'autre, Rembrandt, Goya, Ribera, le Greco signaient cette toile incomparable unissant à la dignité des Le Nain, le rire d'Hogarth et les grimaces de Téniers.

Puis, comme les propos, ralentis, s'espaçaient et que, sur plus d'un visage inanimé déjà, se dessinaient les moues et les

sourires mortuaires du sommeil, une voix prononça, tout à coup : La prière!

C'était Mme Farine, grave dans l'encadrement de la porte.

Aussitôt, tout le monde se leva et toutes les mains ensemble allèrent avertir le front, la poitrine et les épaules qui sont les quatre points cardinaux du signe de la croix. La prière, toujours la même, se composait d'un *Notre Père* et d'un *Je vous salue Marie* récités à voix haute et suivis de trois invocations : une à saint Joseph, une à saint Labre, une à saint Vincent de Paul, les trois grands saints de la pauvreté perpétuelle et de l'absolu renoncement.

A chacun de ces noms bienheureux, les femmes répondaient avec ferveur : « Priez pour nous!... » La gonfleuse aux abattoirs, de ses lèvres déformées qui embouchaient la cornemuse des vessies toutes chaudes, avait l'air de souffler des oraisons. La harpie confessait humblement : « C'est ma faute. » Florina, les joues pleines, mais s'interrompant de mâcher par respect, avait ses deux grosses mains ramenées l'une sur l'autre sous son menton comme pour aller à la Sainte Table, et le Christ aux grands bras qui ne sont jamais fatigués d'être toujours ouverts, semblait pencher la tête exprès, pour écouter et tenir compte...

Enfin, le mot « Ainsi soit-il! » s'envola, comme un dernier soupir, et Mme Farine dit : « Au dortoir! »

A ce moment, Irène Olette s'approcha d'elle et d'un ton résolu : « Je veux m'en aller. »

La surveillante fit : Déjà?

— Oui. Je le peux? demanda la jeune fille. Je ne suis pas prisonnière?

— Nullement. Mais si vous n'avez pas de domicile, où allez-vous coucher?

— Je ne sais pas. Je veux partir.

— Demain!

— Tout de suite.

— Vous n'avez même pas mangé?

— Tant mieux. Je ne dois rien.

— Si jeune dehors! A cette heure! Avec cette jolie figure!

— J'ai mon voile.

— Dans ce grand Paris!

— Je le connais.

— En pleine nuit!

— C'est moins dangereux qu'en plein jour.

— Et toute seule! Y pensez-vous?

— Toute seule!

Et la jeune fille avança d'un pas.

Mais quelqu'un se détacha du groupe des assistantes et dit :

— Non. Pas toute seule. Je l'accompagne.

C'était la femme au chapeau, Valérie Lesoir.

— A moins, ajouta-t-elle, tournée vers Irène, que cela ne vous contrarie?

— Non, répondit brusquement celle-ci, *vous* je veux bien.

— C'est bon, conclut Mme Farine, je vais vous ouvrir! Et, les précédant, elle descendit les marches qui menaient du vestibule à la sortie.

Muettes de stupeur et pour ainsi dire déçues, volées, les femmes qui restaient, regardaient avec une hébétude haineuse les deux étranges camarades « qui ne faisaient rien comme tout le monde » fuir et leur fausser compagnie à la dernière minute...; et Valérie Lesoir ainsi qu'Irène avaient de leur côté l'impression de se redresser, physiquement et moralement, de prendre un parti radical et libérateur, de s'échapper... juste à temps.

Il y eut un bruit très doux de clefs et de serrure. Une bouffée d'air glacial entra. Deux formes noires se coulèrent dehors. Ce fut tout. On n'en saurait jamais plus long à la maison Dumolin sur les deux errantes qui, le 1er février 1914, venues séparément, étaient reparties ensemble deux heures après, sans avoir voulu se déchausser, passer à la douche, toucher à la soupe et rester coucher, — comme si elles s'étaient donné le mot.

IV. — OU VONT-ELLES?

Le temps était sec et froid. Le vent dormait. Les étoiles brillaient, mais personne ne s'en doutait, car les lumières profanes et communes d'en bas empêchaient de voir celles d'en haut si belles, si pures, si délicates dans leur formidable petitesse et leur éloignement. Il en est ainsi dans les villes; les murs et les toits de l'homme interceptent les clartés essentielles; le globe électrique d'un bouge abolit la splendeur lactée de la lune, et le réverbère éteint l'astre.

Les deux femmes prirent aussitôt à gauche, par où elles étaient venues.

Elles marchaient vite et sans parler. Leur seule idée, qu'elles n'avaient pas besoin de se communiquer, était de s'éloigner d'abord du lieu où elles n'avaient fait que poser un instant comme des oiseaux égarés, et de redescendre dans Paris, de regagner des régions où elles se sentissent moins étrangères. Les boutiques étaient déjà presque toutes closes, sauf les débits de vins et les cafés, qui demeuraient ouverts jusqu'à une heure assez avancée de la nuit. Dans la rue Doudeauville, *Le Sauvage*, *Le Pan Coupé*, *Le Verre « à soi, »* d'autres encore répandaient sur le trottoir de grandes lueurs pourpres, bleues, vertes, jaunes, qui étaient comme les projections même des boissons versées à l'intérieur, l'irradiation des spiritueux, le prisme des grosses verreries, l'âme incendiaire des alcools; et l'on eût dit aussi les flaques d'une immonde ivresse... diluée et lavée à force de rayons. Autour des boîtes à ordures pleines de richesses méconnues, les chiffonniers se penchaient, ouatés, silencieux, vêtus et chaussés de ces mêmes chiffons, de ces mêmes amadous, de ces loques et de ces mousses que piquait d'un coup sûr dans les limbes de la pénombre le bec de leur crochet.

En sortant de la rue Poulet, qui monte un peu, Irène Olette et Valérie Lesoir se trouvèrent place du Château-Rouge. Aussitôt, assaillies et presque gênées par la lumière tombant à flots de partout, elles s'arrêtèrent un instant.

— Si nous prenions le Nord-Sud? proposa la femme.

— Pour aller où? demanda la jeune fille.

— C'est vrai, répondit Valérie. Continuons!

Et elle s'engagea sur le boulevard Barbès. Irène la suivit.

Là seulement, parmi la foule à l'indifférence accueillante, elles commencèrent à se ressaisir et à se calmer. Leur marche devint plus régulière. Tous les bruits les détendaient : celui des voix, le claquement des fouets, le timbre et la ferraille des tramways. Les rares magasins demeurés ouverts ne les tentaient pas, mais, sans suspendre leur marche, elles tournaient cependant vers chaque devanture une face tranquille. Irène fut même attirée tout à coup par un étalage qui la fascina. Derrière les glaces d'une boutique étroite, mais profonde, et peinte en noir et argent, c'était une exposition serrée, une double haie, un

chemin de couronnes mortuaires en perles, et il y en avait de toutes les tailles et pour tous les âges, pour toutes les parentés, jusque dans le lointain de la pièce où debout sur une chaise, une jeune mère, gracieuse et rose, avec un bébé sur le bras, éteignait le dernier bec Auer... La flamme blafarde blêmit, mourut, et l'antre lugubre fut à la minute comme un caveau d'où s'égrenait un éclat de rire d'enfant.

Irène restait là, soudain réfléchie. On eût dit qu'elle priait. Elle avait les regards d'une femme à genoux.

Valérie l'entraîna.

Elles croisaient des ouvrières qui revenaient des ateliers les mains ballantes et vides, d'autres portant de lourds paquets dans leurs bras, ou dans de petites voitures à roues basses qu'elles poussaient en s'y appuyant avec lassitude; et encore des hommes fourbus avant l'âge, usés comme de vieux outils, courbés chaque soir un peu plus vers le lit défoncé qu'ils regagnaient.

Presque tous ces visages de peuple montraient les signes impressionnants dont la fatigue les marque et les griffe à la fin du jour, et les durs rayons des enseignes électriques, partout répandues, donnaient à leurs traits accentués une expression farouche, hostile, révolutionnaire. Que venaient faire là, d'ailleurs, ces ruissellements de feux, perfides évocateurs de la richesse insolente et des scandaleuses fêtes, parodie, bravade et clinquant, grimace de la lumière? N'offensaient-ils pas les méditatives rentrées à la maison noire, les mornes retours du labeur, les amers épuisements? Ne blessaient-ils pas, en les dévoilant sans respect, ces joues grises, ces fronts terreux, ces paupières meurtries? Le chemin difficile et souillé que suivaient ces cœurs avait-il donc besoin d'être tant éclairé? L'ombre coutumière et propice à ces enténébrés n'eût-elle pas accompagné leur marche avec plus de clémence?... l'ombre, dédale que perce si bien leur prunelle et que connaît leur pas. Dérision! Tant de lampes dehors, lorsque chez soi, souvent, on n'en avait pas une!... Mais non, ces gens qui se hâtaient, hommes, femmes, enfants, — ceux-ci moins nombreux, la plupart étant couchés, — et aussi les vieillards qui, malgré leur lenteur, ne sont pas les moins pressés, les moins avides, tous aimaient visiblement, adoraient ces artificielles clartés. Loin de paraître en souffrir, ils les recherchaient, s'y baignaient au

passage. Papillons de la cave ou phalènes des toits, ils allaient à la flamme, aux grands flambeaux des rues, à ces décevantes blancheurs d'orage dont leur âme restait éblouie sans en être illuminée...

Côtoyant le Barbès-Palace et laissant à leur gauche l'enfilade obscure de la rue de la Goutte-d'Or, les deux femmes voyaient se dresser à droite une masse imposante, surmontée aux angles d'un dôme auquel la nuit, qui solennise tout, permettait de prendre à ses frais des airs de petit Panthéon. D'une élévation administrative et de dimensions pour ainsi dire publiques, ce monument pouvait représenter un temple, une Bourse, une Chambre de commerce, un Crédit financier, un marché, et il y avait bien un peu de tout cela dans la réalité, puisque c'était les Magasins Dufayel.

Les désignant à la jeune fille, Valérie Lesoir, pour dire quelque chose, lui demanda :

— Y êtes-vous allée?

— Cette semaine, répondit Irène. Mon deuil en vient.

Et comme si « le deuil, » à cet appel, voulait manifester, le voile de crêpe se leva soudain pour battre ainsi qu'un drapeau...

Retentissant du tapage des trams à trolley et du métro qui, en cet endroit et sur une assez longue étendue, roule à l'air libre, le boulevard Rochechouart s'ouvrait devant les deux femmes. Elles le prirent.

Elles le prirent avec la décision de ceux qui ne savent où ils vont, qui ne vont nulle part, mais qui n'hésitent pas à s'engouffrer dans l'incertitude. Vous avez vu souvent des chiens galoper tout droit, comme des fous, dans les rues, traînant un bout de corde qui les étrangle à moitié, et bousculant tout ce qui leur fait obstacle... C'étaient des chiens perdus qui s'efforçaient de rejoindre..., de retrouver..., et qui se ruaient vers leur désir, même s'ils n'étaient pas dans la direction... Eh bien! la femme Lesoir et la jeune Olette donnaient également, quoique sous le dehors d'un calme parfait, l'impression d'être perdues et d'aller cependant *tout droit*. Chacune suivait l'autre, et personne ne conduisait. Elles avaient le sentiment réciproque de leur paisible désarroi et elles ne tenaient pas plus à l'approfondir qu'à le dissiper. Elles n'étaient même pas éloignées de s'y plaire, d'y trouver une espèce de charme inquiet et d'angoisse savoureuse. La femme met un peu de volupté dans tout,

Suffisamment occupées pour l'instant par leur mutuelle présence et l'étrangeté de leur réunion, elles se contentaient de marcher, de faire du chemin, attendant sans fièvre je ne sais quoi d'imprévu qui ne pouvait manquer de les fixer, là où il le faudrait.

Penser? Ce serait pour plus tard, quand on serait arrivé.

Arrivé où? et à quelle heure! Peu importe. On verrait. Il n'y avait, en ces minutes rapides, transitoires, qu'à gagner l'endroit mystérieux et inconnu qui vous réclamait, vous happait de loin et vers lequel on se dirigeait, les yeux bandés par l'ignorance. Justement, de grandes et larges voies, comme faites exprès, s'offraient, se présentaient, se prolongeaient, béantes, faciles, pareilles à des nasses merveilleuses, pleines de bruit et de lumière, attirantes à ce point qu'il semblait impossible de ne pas s'y jeter, qu'on en éprouvait le besoin... Évidemment, c'était par là, de ce côté, que se trouvait l'endroit où on devait aller. Tous ces feux distribués avec une abondance inouïe et providentielle à la façade des cinémas et des cafés-concerts, au front des cabarets, des « abbayes, » des hôtels et des logements, n'étaient ainsi allumés que pour montrer la route et l'éclairer.

Elles allaient donc, du pas certain des personnes qui *rentrent*. Rien ne les troublait et ne les détournait, ni les ivrognes, ni les rôdeurs. Protégées par la dignité de leur attitude, elles passaient, simplement, à travers les menées impures. Des ombres hideuses d'hommes et de femmes que leur venue, aussitôt signalée, remuait de loin et qui s'élançaient à leur approche, à trois pas d'elles, s'arrêtaient tout à coup, comme frappées d'une baguette magique, et se dissipaient. Elles faisaient renoncer le vice et le fendaient, sans qu'il les effleurât; elles opéraient parmi la foule grossière et hardie cette division tranchante et salutaire que produit la proue quand elle coupe le flot pour créer le sillage. Celui-ci ne quitte pas la barque, il continue bien de l'accompagner un instant, mais il s'écarte d'elle, il se tient à distance, en s'éloignant de plus en plus, et, pendant qu'il la suit encore, il paraît l'escorter. La modeste tenue de Valérie Lesoir, la décence de sa pauvreté, ses tristes regards, ses cheveux gris incapables de se déranger commandaient aussi le respect, et les crêpes qui enveloppaient la noble jeunesse d'Irène la défendaient de toute atteinte. Le grand deuil

apporte avec lui la sauvegarde de la mort; le voile noir qui recouvre une vierge ajoute à ses blancheurs. Ainsi ces femmes s'avançaient-elles dans une absolue sécurité, défendues par elles-mêmes et le rayonnement de l'innocence. Une grâce majestueuse ornait leur démarche. Les quatre rangées des arbres chétifs et défeuillés du boulevard devenaient à leur passage des arbres de jardin. Comme elles glissaient au milieu de tout, il semblait que tout glissât sur elles : les souffles, les pensées mauvaises, les honteux désirs, les cris, les chuchotements, la musique des orchestres, les sifflets, les hoquets, les paroles et les haleines. De fait, elles ne voyaient et n'entendaient rien; elles agissaient dans une atmosphère de rêve. Savaient-elles seulement quel était le quartier où elles se trouvaient, le nom des boulevards qu'elles avaient déjà suivis, des places qu'elles avaient traversées, des rues qu'à toute minute à leur droite et à leur gauche elles laissaient après elles? Avaient-elles le temps et l'idée de coordonner un itinéraire et de s'y conformer, d'observer les innombrables lieux de joie dont l'aspect suffisait à les rembrunir, de noter les « délices, » les perchoirs, les skating et les Trianon? Étaient-elles en état d'esprit de s'intéresser à la comédie, au spectacle, aux mille petits drames du trottoir et de la chaussée, du seuil et de l'impasse, de la ruelle aux profondeurs d'encre, et de la terrasse énigmatique du bar? Il s'agissait bien, en vérité, pour elles, d'apprendre que cette boutique basse et rouge comme une guillotine était le cabaret de Bruant et que, non loin, les deux restaurants contigus, dont les devantures brillaient si fort, se nommaient *la Chope du Nègre* et *le Lapin argenté*... Non, tout cela défilait devant leurs yeux sévères sans y entrer, sans semer en elles le moindre grain de souvenirs. Au bout d'une seconde, elles avaient aisément oublié les grands immeubles ternes, privés de fenêtres, où les ateliers des peintres et des sculpteurs superposent du haut en bas leurs baies dépolies, les maisons carthaginoises à cabochons bleus, la rotonde vieillotte du cirque Médrano, le bassin d'eau pourrie et à moitié gelée de la place Pigalle qui, à certaines aubes couleur de Mercredi des Cendres, vous donne l'envie du suicide tout habillé, et les officines à chansons, les marchands de vins esthètes, les boîtes du rire et des sanglots, les bonbonnières de terreur, les guignols du crime, les ailes disloquées du Moulin-Rouge qui s'effrite, et toutes les

Pagodes, tous les Trous d'Art et de Visions... qui n'étaient point le paradis de leur simple rêve, l'oasis de leur espérance...

Après les débauches lumineuses de cette longue et bruyante foire, l'avenue Rachel, caverne étroite d'ombre, avenue de glace et de silence, avait un moment ralenti leurs pas. Les magasins des fleuristes funéraires et des tailleurs de marbre, absolument éteints, montraient, derrière le froid rideau des vitres, leurs modèles de croix si lourdes à porter et leurs pots de fleurs fatidiques. Au fond, se devinait l'entrée de la Cité des Morts, plongée, descendue dans une écrasante et formidable paix. Ils étaient là! si près et si loin des faux vivants! A deux pas des autres hôtels « au jour et à la nuit, » tout à côté des trottoirs et des alcôves... Plus de lumière ici. La solitude et la noblesse des ténèbres. Ils étaient là je ne sais combien de milliers ayant fini leur fête, et l'endroit où ils se trouvaient sûrement tous était si calme et si désert qu'il semblait inhabité! Eux seuls appréciaient maintenant l'aberration du bruit, la mansuétude du silence. Les deux femmes regardaient dans leur direction, retenues par des pensées qui leur étaient communes. Ce n'était pourtant pas là qu'elles allaient?... mais ce coin, cette « échappée » leur était douce, leur procurait à elles aussi, en passant, un champ de repos... Toutes les deux, sans que l'une ait eu le temps d'imiter l'autre, firent avec pudeur un petit signe de croix. Et elles repartirent, continuant toujours de se rendre malgré elles vers le but insoupçonné! N'est-ce pas d'ailleurs la règle, la loi? Même quand on croit savoir où l'on va, y va-t-on vraiment? Connaissons-nous bien tous les détours dont sont faites nos lignes droites, toutes les brisures subies et nécessitées par nos résolutions? De quelque rectitude que l'on se flatte, la vie, c'est dévier sans cesse, en s'efforçant de réduire au minimum la déviation originale. Dans toutes nos volontés, dans tous nos desseins, dans tous nos trajets, nous ressemblons au nageur qui, de bonne foi, s'imagine traverser directement le fleuve sans s'apercevoir de la distance à laquelle, par rapport à son point de départ, il atteint la rive opposée. Nous n'oublions que *le courant*, dont nous sommes le jouet éternel, qui le plus souvent nous entraîne ailleurs, nous fait obstacle au lieu de nous aider et nous repousse encore, même quand nous le remontons. Mais qu'importe l'écart, pourvu que l'on aborde?

Cette ingrate et flottante métaphysique, dans tout ce qu'elle

avait de vague et d'impénétrable, d'obscur et de déconcertant, d'étrange et d'illimité, la statue de Fourier, à l'angle du boulevard, la rappelait en la rapetissant. Mais, parmi ceux-là même qui de longue date connaissaient ce vieil homme en bronze, assis sur un roc, la canne entre les jambes, combien savaient qu'il était l'image du « prétendu » « Révélateur des lois de l'harmonie universelle ? » On le prenait généralement, en ne se trompant qu'à moitié, pour un philanthrope, un rêveur, un poète, une espèce de Béranger mathématicien dont il avait un peu la redingote, le faux-col bourgeois et la tête inclinée, à la calvitie populaire. Moins que personne, ces deux pauvres femmes, promenées et conduites en même temps par le destin, pouvaient se faire une idée de l'extravagant sociologue et de sa bizarre cosmogonie. Elles passèrent près de lui sans ressentir la moindre « attraction. »

L'immense cage vitrée du Gaumont-Palace arrondissait dans le ciel brumeux la coupole de ses blancheurs, et place Clichy, du haut de son bastion de pierre, Moncey, fougueux, frénétique, dressé sur la pointe des bottes, continuait, comme en 1814, à défendre la barrière en hurlant aux soldats. On n'avait pas besoin de distinguer ses traits pour en garantir l'héroïque fureur. Le geste de son poing fermé sur la poignée du sabre exprimait dans l'obscurité que sa bouche était grande ouverte.

Irène et Valérie venaient de s'engager depuis quelques minutes sur le trottoir de droite du boulevard des Batignolles quand, tout-à-coup, la jeune fille s'arrêta.

— Qu'avez-vous ? lui dit sa compagne. Êtes-vous fatiguée ?

— Non, mais, — et Irène sourit comme pour se moquer d'elle-même, — voilà qu'à présent j'ai faim.

— J'en étais sûre. Pourquoi n'avez-vous pas pris cette soupe, là-bas ? Elle était bonne.

— Je ne pouvais pas. Et vous aussi, vous n'avez pas pu.

— J'aurais très bien pu la prendre, mais je ne voulais pas que vous fussiez seule à la refuser.

— Alors, c'est pour moi que vous vous êtes privée ?

— Je n'ai jamais grand appétit et je mange à toute heure.

— Mangeriez-vous, à présent ?

— Si vous me tenez compagnie.

— Vous avez donc de l'argent ?

— Un peu.

— Moi aussi.

— Mais, pourquoi alliez-vous à l'Hospitalité, fit la femme Lesoir, puisque vous aviez de l'argent ?

— Je n'en avais pas assez pour obtenir dans un hôtel une chambre convenable. Et vous ?

— Moi, c'était aussi la raison. Et puis... il y en avait une autre.

— Laquelle ?

— J'étais allée là-bas parce qu'il le fallait, que je ne pouvais pas m'en dispenser. Je devais y faire une commission, très importante.

— Ah ?

— Oui.

— Mais alors, cette commission ? Vous ne l'avez pas faite ?

— Je crois que si.

— Je ne comprends pas.

— Vous n'avez pas besoin de comprendre. Allons dîner. Là, tenez, dans ce petit restaurant, devant lequel nous sommes, — elle jeta les yeux à l'intérieur, — il n'y a pas de monde, nous serons tranquilles. Combien avez-vous ?

— Un franc.

— Moi, quatorze sous. Venez ! » Et poussant la jeune fille, Valérie entra avec elle à la *Sortie des Bains*. C'était le nom du restaurant, ainsi appelé à cause de sa proximité avec les bains Tivoli, situés de l'autre côté de la rue des Batignolles.

V. — LA *SORTIE DES BAINS*

Les Bains Tivoli (Russo-Turcs) ont leur principale façade légèrement en retrait, sur le boulevard. C'est une construction moyenne, enfantine, étroite et toute en profondeur, plus large à une extrémité qu'à l'autre et qui se trouve, par une analogie secrète et cocasse, avoir un peu la forme d'une baignoire retournée. A hauteur de la corniche, de chaque côté de son toit, et sans doute pour évoquer en même temps avec un clair bonheur le Kremlin et Sainte-Sophie, s'élèvent deux grosses boules dorées, terminées en pointe, et l'horloge, qui marche et sonne, encastrée au centre du fronton, donne aussi au bâtiment l'air drôle d'une espèce de pendule de quartier dont les pilastres à boules seraient les montants. Deux étages bien

symétriques de petites fenêtres à rideaux de percale blanche sur tringle indiquent le nombre et la destination des cabines. La terrasse qui s'étend au rez-de-chaussée, rue des Batignolles, supporte en toute saison une bordure d'iris ébréchés et rouillés.

La *Sortie des Bains*, vis-à-vis, n'a rien d'un endroit à la mode. Ce n'est qu'un bouchon pour ouvriers, cochers et chauffeurs, mais la cuisine y passe pour loyale et copieuse.

Mme L'Honneur, veuve d'un repris de justice, est la patronne, la tête. Son frère Alexis, dit *Velours*, est le bras. Ancien boucher, avec des restes de pectoraux et de biceps, il aide, va au marché, ouvre et ferme les volets et bouscule les pochards et les déments qui « vont trop loin. » Les fourneaux sont tenus par un vieux cordon-bleu déchu, ravagé d'alcool, qui a gardé néanmoins le goût et le secret des traditions, et que son vice croissant a fait, depuis des années de bouteille, rouler, descendre de place en place, puis échouer là. Une fille de la campagne en savates, vêtue de torchons et qu'on ne voit jamais, lave la vaisselle par derrière, dans un placard. Deux garçons, par devant, sont affectés au service : le père Fesse, — dit, par décence, Mathieu, — chauve avec d'épais favoris, serrés comme des nids d'oiseaux, et podagre, toujours épuisé dans des espadrilles dont les cordons le suivent; et Isidore Panteau, brun, vif, solide, à la fois gentil, souple et mauvais coucheur, mais dont les vingt-sept ans pleins de sève suffisent à tout.

L'entrée des femmes dans le café aux trois quarts vide passa complètement inaperçue. Il était neuf heures vingt. Parties de la rue Doudeauville vers huit heures et demie, elles avaient mis à venir environ cinquante minutes. Du premier coup d'œil, Valérie découvrit au fond une bonne place, dans un coin, et elles s'y installèrent, de chaque côté de la petite table de marbre. Assis et lisant un journal, Mathieu ne bougea pas. Velours était absent. Courte, ronde, autour de la quarantaine et gagnée déjà par l'obésité des comptoirs, madame L'Honneur qui, à travers les chaises, trébuchait sur des pieds sans os, appela d'une voix oppressée : « Zidore ! » On entendit un : « Voilà ! » grogné, presque injurieux, et poussant une porte mobile qui pendant un moment battait dans tous les sens après qu'on l'avait livrée à elle-même, Panteau surgit, la bouche pleine et l'œil dur. Il commençait à peine de dîner à la cuisine. On le dérangeait.

Présentant avec brusquerie la raquette de bois gluante où était glissé le menu à l'encre violette, il réclamait déjà d'un ton rogue : « Potage ? Un poisson ? Et puis ? » quand Valérie, l'interrompant, lui dit avec douceur : « Attendez que je voie les prix ?

— Vous les verrez après, bougonna Panteau.

— Mais non, répondit Valérie, je veux les voir avant, parce que... (et elle lui fit signe de s'approcher avec un petit air amical de confidence) il faut que je vous dise une chose, monsieur, c'est que nous n'avons qu'un franc...

— Hein ? Quoi ? s'écria le garçon.

Madame L'Honneur avait entendu. Méprisante, elle lança de loin :

— Un franc ! Et vous espérez dîner ? Avec ça ? A une pareille heure ? Et ici ? Prenez-vous donc la *Sortie des Bains* pour une soupe populaire ? On connaît pourtant la maison ! Elle est de premier ordre !

— Je le sais, madame, dit Valérie. C'est pour ça que nous y venons. Et même, d'assez loin ! ajouta-t-elle avec une nuance de malice en se tournant vers Irène.

Celle-ci, devant l'inexplicable et soudain aveu de sa compagne, avait rougi de honte. Avait-on idée de dévoiler et d'étaler ainsi soi-même sa misère ! Quelle maladresse ! Est-ce qu'on racontait ces choses-là ? Et le pire, observait-elle, c'est que cette Valérie les disait sur un ton très calme, en souriant, sans même avoir l'air de se douter du tort qu'elle se faisait. Qu'était-ce donc, pensait alors la jeune fille, que cette singulière personne qui semblait s'être prise de sympathie pour elle et qui s'attachait à ses pas ? Elle devait avoir l'esprit troublé par le chagrin, les privations... Évidemment, c'était cela. La pauvreté détraque. Il fallait lui pardonner.

Isidore cependant, depuis que la femme Lesoir lui avait si ingénument exposé sa situation, n'était plus le même. Il paraissait très intrigué. Jamais il n'avait rencontré jusqu'ici une cliente aussi franche. Le manque de respect humain dont elle faisait preuve et surtout la confiance dont il croyait sentir le naïf témoignage, l'étonnaient, le touchaient. Elle l'avait appelé : monsieur. Il était flatté. Son visage aux traits réguliers et qui n'avait rien de commun était déjà moins dur. « A la bonne heure ! songeait-il, cette femme n'était pas du monde riche ! Et pauvre, elle s'en vantait ! On pouvait la respecter. »

Il détestait les riches.

Et puis, en face de l'estimable dame, il y avait la jeune fille.

Isidore avait vu Irène et il la regardait.

Et tout en la regardant, il se disait qu'il n'en connaissait pas de pareille.

Non seulement il la trouvait jolie, sans se rendre compte qu'elle était belle, — car la beauté ne fait pas à tout le monde la faveur de se livrer du premier coup, — mais, en plus, *elle lui plaisait*.

Plaire. Miracle stupéfiant. Phénomène exquis. Délice suave et lacté!... Cette petite, tout à coup. plaisait à ce jeune homme... Elle correspondait à son goût, à l'ensemble tumultueux et précis de ses désirs, qu'il ignorait lui-même une minute avant ; elle réalisait à ses yeux la femme, dans tout ce que peut contenir ce mot si intime et si vaste, insaisissable et familier!... Il lui semblait impossible, inadmissible qu'elle ne fût pas venue là ce soir, pour lui, malheureuse, pâle, blonde, ayant pleuré, mignonne, adorable, ayant faim (il l'espérait!) et en grand deuil ! Elle accourait, de loin ! à pied, vers lui, et il était chargé de la servir ! Et elle avait à peine de quoi payer son modeste repas ! Comme tout cela était clair, logique, éblouissant, certain, marqué de tous les signes bien connus de la fatalité !

Isidore aimait le roman.

Il y croyait. Il en mettait volontiers et aussi malgré lui, dans ses projets, ses ambitions, dans son travail et sa paresse.

Le roman... comprenait à ses yeux le rêve, la poésie, la musique, la littérature, le théâtre, le cinéma, les voyages, la science et toutes ses découvertes, l'histoire, la légende, et pardessus tout l'amour... Ainsi que la haine. Dans son esprit absolu et sauvage encore d'enfant d'ouvrier, tout ce qui trouble, bouleverse, émeut, ravit, soulève, empêche de dormir, fait battre le cœur, et sangloter, chanter, délirer, parler tout seul et chercher les étoiles, toutes les aspirations, les soifs, les ardeurs vagues, tour à tour terribles et douces, profondes, mystérieuses, et toutes les sensations et tous les sentiments qui dans tous les domaines sortaient de l'ordinaire et se disputaient en les saccageant l'esprit, le cœur et les sens de l'homme... c'était du roman.

Il avait décidé de leur appliquer une fois pour toutes ce vocable magique, et d'en baptiser, sans distinction, tout ce qui lui passait d'irrésistible et de fou par la tête.

En rie qui voudra. C'était son affaire.

Or, à force de s'être inventé des romans plus encore qu'il n'en avait lu, et après que si souvent il avait frémi à l'idée d'en « vivre » à son tour, de commencer tout au moins par en avoir un, et qui en valût la peine, voilà que celui-ci se présentait, sous la forme la plus inattendue, — donc la plus impérieuse et la plus évidente.

Le tourbillon de pensées nouvelles, dont ces lignes ne prétendent pas peindre le déchaînement et la promptitude, envahit le jeune homme en une seconde, et le secoua comme une trombe qui a la joie de rencontrer une forêt.

Ne vous moquez pas. L'humble condition des individus et la bassesse des classes n'empêchent pas la force et la grandeur des mouvements qui les agitent. Loin d'en diminuer la violence, elles l'accroissent. Le flot, le raz de passion qui tout à coup, à la vue de cette fille du peuple, errante, émouvante, inconnue, lança hors de lui ce garçon de café n'est pas moins magnifique et moins considérable que le coup de foudre d'un prince.

Isidore était arrivé grognant comme un chien que l'on a l'imprudence de distraire pendant qu'il ronge un os ; il avait buté contre cette petite et reçu son charme... En un clin d'œil, en un battement de cœur, il était aimable, il aimait déjà ; il se sentait rafraîchi, attiré, mis au courant, et prévenu que des choses dont on n'avait pas idée allaient s'accomplir. La vie, heurtée, bifurquait, prenait soudain une direction extraordinaire. Elle rebondissait, en pleine nuit, dans une lueur d'aurore.

Courbé vers les deux femmes confondues d'un aussi rapide changement, avec quelle gentillesse Panteau s'emparait à l'instant de leur désir, et, le visage tout froncé d'ardeur, s'ingéniait à le satisfaire !

— Un franc ! admirait-il. C'est le Pérou. Il n'en faut pas tant. Guettez-moi ?

Danseur envolé sur ses escarpins parmi la poussière du sable jaune, il n'était déjà plus là. Chassée d'une main décisive, la porte du fond battait comme un métronome en folie.

On entendait, derrière, un remue-ménage terrible, un bruit de vaisselle, des éclats de sourde dispute, la voix de Madame : « Ah ça? plaisantez-vous, Zidore? Êtes-vous malade? » et Zidore, en coup de vent, le tablier serré du haut sur des reins andalous et claquant du bas ainsi qu'un linge sec qui flotte au soleil dans un jardin, réapparaissait à la suite d'un plateau chargé d'assiettes pleines jusqu'aux bords, et balancé à la pointe de son bras tendu. On eût dit que ce plateau se sauvait et que le jeune homme courait après pour le rattraper. Ce plateau enchanté (il devait avoir des ailes) descendit et se posa sur la table où les femmes furent obligées de reculer pour lui faire de la place; tandis qu'Isidore avec tranquillité, semblant récapituler une commande, annonçait au fur et à mesure : « Deux couverts. Ici on ne les paye pas. Une seule croûte au pot, mais il y en a pour deux : vingt-cinq centimes. Idem un ragoût mouton pour deux : quarante. Un gruyère : quinze. Un verre de Barsac, à dix, à boire dans le même. Et deux sous de pain. Font un franc. Rond comme une pomme. »

Les deux femmes n'en revenaient pas.

— Ça y est-il? interrogeait Panteau, amusé de leur étonnement.

— Ma foi oui, monsieur. Et très bien ! remercia Valérie.

— C'est trop, dit Irène.

— Eh bien! si vous êtes contentes, déclara-t-il, vous savez l'adresse? Faudra revenir.

En les quittant, il alla s'asseoir en face d'elles, au bout de la pièce.

Madame avait regagné le comptoir où, toujours petite, quoique haussée sur le Bottin, elle ne trônait qu'imparfaitement, parmi les goulots des *amers*.

De loin, elle dit exprès tout haut à Isidore :

— Et vous? Quand mangerez-vous?

— J'ai fini, lui répondit-il menaçant, avec un regard qui la bâillonnait.

Puis, la tête penchée de côté, il s'abîma, — en ayant l'air d'observer Valérie, — dans la contemplation d'Irène.

Et il savourait ainsi de loin *son* dîner.

Car c'était son propre repas qu'il venait de leur servir.

La perfide question de Mme L'Honneur à Isidore avait-elle été entendue, et comprise, par les deux femmes? Nous en dou-

tons. Rien ne l'indiquait sur leur physionomie. Elles mangeaient, en silence, avec régularité. Panteau jubilait. A chaque cuillerée qui coulait dans l'estomac de la jeune fille, il avait le cœur rempli. Sa joie le nourrissait.

Cependant, Valérie Lesoir et Irène Olette, rapprochées ainsi face à face, en pleine lumière, pour la première fois se voyaient de près et, cessant d'être timides, portaient l'une sur l'autre leur investigation. Elles s'étudiaient, découvraient ensemble et réciproquement leur âge, le dessin de leurs traits, la couleur de leurs yeux, la nature de leur sourire. Sans se parler encore autrement qu'à mots espacés et brefs, elles s'interrogeaient et se répondaient tout de même, à tâtons et de façon muette. Elles sentaient, chacune de son côté, que ce n'était pas le moment d'entrer dans de longues conversations et de faire plus étroite connaissance. Il fallait dîner vite, sortir, reprendre sa route et aboutir où on devait... On ne s'épancherait en toute liberté que là, portes closes.

Valérie dégageait une telle expression de calme et de certitude qu'elle semblait vraiment avoir *une idée*. Irène en était convaincue. Elles avaient faim, le mystère des circonstances les impatientait, leur repas fut vite achevé. Qu'auraient-elles pu se dire d'ailleurs, mal à l'aise en ce lieu public, sous les regards différemment curieux de la patronne et d'Isidore ? Elles avaient hâte d'y échapper. Et puis, deux ouvriers étaient venus s'installer tout à côté d'elles. Reprenant, à peine posés, une grave histoire de famille, ils se scrutaient, visage contre visage, et la pensée serrée comme un écrou : « Quand ma belle-sœur, articulait le plus âgé, l'index en baïonnette contre un nez framboise, a vu qu'on ne voulait pas du partage, elle a dit : Ah! c'est ça?... » L'autre, immobile et plus dur qu'une enclume, écoutait figé, ramassé, suspendu, comme s'il s'agissait d'un empire; à quelques pas, toujours assis, Mathieu ronflait, écroulé sur la table, la joue enfoncée dans le crin de ses favoris qui lui tenaient lieu d'oreilles.

Les femmes ayant fini de dîner, Valérie fit signe à Isidore qui déjà se levait.

Il était horriblement pâle.

En effet, il s'apercevait tout-à-coup qu'il allait perdre Irène.

Il n'y avait pas songé une seconde depuis un quart d'heure qu'elle s'était révélée à lui. Il croyait de bonne foi, que survenue

dans sa vie uniquement pour y rester, elle n'en sortirait plus, que c'était chose faite, établie, réglée... Et puis, pas du tout. Elle s'en allait, comme ça, emportant toutes les félicités qu'elle garantissait. Était-ce possible? Était-ce permis? En avait-elle le droit? Autant, aux yeux du jeune homme, sa soudaine arrivée s'expliquait, se justifiait, naturelle et nécessaire, autant son brusque départ se manifestait révoltant, monstrueux. Il avait beau savoir que ce trésor ne lui appartenait pas, il éprouvait cependant avec une force inouïe qu'il allait lui être enlevé. Tant il est vrai que souvent nous sommes dans l'obligation de nous démunir de ce que nous n'avons pas et que nous pensons perdre un bien sans le posséder! Ce sacrifice, — le plus grand, — Panteau s'y refusait. Il se considérait comme ayant sur la jeune fille des droits acquis par les désirs et les espoirs qu'elle avait suscités. C'était sa faute. Pourquoi était-elle venue? Elle ne s'en irait pas. Il ne pouvait pas, il ne voulait pas la laisser partir. Si elle partait, c'était pis que si elle mourait. Morte, il eût bien été forcé d'y renoncer. Mais vivante, et disparue quand même, cherchée en vain, toujours cachée, introuvable, à jamais... Oh! cette pensée le ravageait, le rendait furieux sous le froid de l'angoisse et de la peur.

Mais qu'allait-il faire? Comment s'opposer au départ des femmes, savoir au moins qui elles étaient, où elles demeuraient? Sortir derrière elles et les suivre? Impossible; et d'ailleurs elles s'en apercevraient.

Leur demander leur nom? Sous quel prétexte? A défaut d'autre raison, elles se méfieraient aussitôt et ne le lui diraient pas.

Il ne voyait rien.

A peine formées et disloquées, ses idées le quittaient, l'abandonnaient dans un tumulte et un bouillonnement de panique.

Une quarantaine de secondes s'étaient écoulées au plus depuis qu'il regardait s'avancer la catastrophe et il la sentait désormais inévitable, immédiate.

Encore un petit instant et la belle aube blanche en voiles noirs allait s'éteindre...

L'avenir s'écroulait.

Or, Valérie Lesoir, à cette même minute, se rapprochait d'Irène et lui parlant tout bas à l'oreille, lui jetait avec une sorte de fièvre, ces mots singuliers : « Avant de sortir, appelez-moi

tout haut : maman. J'y tiens. Vous m'entendez? » Et son regard fixe indiquait la gravité d'une pensée.

Le « garçon » était maintenant près d'elles. Valérie lui dit sur un ton dans lequel il y avait comme de la reconnaissance et du remerciement : « Alors, nous vous devons?... »

Il crut qu'il allait éclater! Il s'entendit s'écrier *en dedans :* « Vous ne me devez rien! C'est moi qui vous dois. Restez! Ne partez pas! » Et cependant, sa bouche prononça : Un franc.

Irène qui se tenait prête à payer lui tendit vivement la première une pièce de vingt sous, sans plus, puisqu'elle n'avait pas autre chose. Mais ses beaux yeux lui donnaient le pourboire.

Il prit l'argent et le reçut, pour avoir le plaisir de sentir le bout des doigts de la jeune fille effleurer sa main. Il n'eut pourtant pas cette faveur.

Valérie se fâchait, fouillant aussitôt dans la poche de sa robe et disant que c'était à elle de régler la dépense. Mais, comme la chose était faite, elle dut s'y résigner : « Soit, nous reprendrons nos comptes. »

Ce manège l'avait amenée près de la porte, elle en tenait le bouton. En le tournant, elle dit, la voix claire, à Irène : « Viens-tu, fillette? » et, celle-ci, subjuguée tout à coup par la demande qui lui avait été adressée, répondit sans même éprouver le besoin d'un effort : « Oui, maman. »

Isidore était fou. Il s'avançait pour barrer le seuil. Il n'osait regarder les femmes, tournant ses yeux dans la direction des places qu'elles occupaient à l'instant et qui étaient devenues vides... quand il aperçut de loin, au bas de la banquette, un objet noir, à terre.

Il fut ébloui, il eut la foudroyante perception que tout changeait, qu'il allait être renseigné, savoir ce qu'il voulait... Une joie de naufragé découvrant le rivage l'inonda, le refoula... et il laissa sortir Irène et Valérie... ne songeant plus qu'à hâter leur départ, fermant la porte derrière elles...

Aussitôt seul, il s'élança vers la table et sans que personne y fît attention, il ramassa, dans les plis de sa serviette, comme si elle lui avait échappé, le bienheureux objet.

C'était un porte-monnaie. Celui de la femme, évidemment.

Il était tombé de sa poche quand elle avait voulu payer.

Mais voilà qu'un doute affreux surgit dans l'esprit du jeune

homme. Si le porte-monnaie, — plus ou moins garni, peu importe — allait ne contenir aucune indication? C'était très probable.

Il éprouva une telle angoisse à cette idée qu'il la chassa, remettant à plus tard pour s'en assurer.

Il n'en avait pas la force en ce moment.

Il se précipita dehors. Peut-être étaient-elles encore en vue?

Mais non.

Il rentra donc, abattu, sombre et haletant.

VI. — LA VILLETTE-ÉTOILE

Les deux femmes n'étaient cependant pas loin.

A peine sur le boulevard, Valérie, chez laquelle une résolution paraissait de plus en plus s'indiquer, avait décidé : « Nous allons prendre le tramway. »

— Lequel?

— Villette-Étoile.

Justement, elles se trouvaient au point d'arrêt quand le tram y arriva.

Elles y montèrent.

C'était l'instant même où Panteau les cherchait.

Elles avaient pris la voiture des secondes. Tout à côté d'elles, « l'employé » achevait avec un voyageur de connaissance une conversation commencée :

— Alors, disait-il, comme j'avais donné ma signature, par bonté, par bêtise, on me réclame cent francs!

— Cent francs!

— Oui, monsieur! Et faudra que je paye! J'ai consulté. Y a pas... J'ai signé... Croyez-vous que c'est malheureux! Cent francs! Dans ma position! Je suis trop bon. Voilà. C'est le cœur qui me persécute!...

Et changeant de ton, tourné vers Valérie : « Passez vos places, s'il vous plaît... »

La femme Lesoir mit la main à sa poche, et après l'y avoir enfoncée :

— Ah! mon Dieu, dit-elle, j'ai perdu mon porte-monnaie.

— Il a dû tomber dans le restaurant! s'écria Irène. Descendons?

— Non pas, fit l'employé, que rien ne semblait surprendre.

Vous êtes marquées. Vous vous expliquerez au bureau, à la prochaine.

Il revint à son interlocuteur demeuré debout, à l'entrée de la voiture, et philosophe, méprisant :

— La quatrième d'aujourd'hui qu'a perdu sa bourse! Quand elles ne jurent pas qu'on vient de leur voler! Elles promettent de revenir payer au bureau, on les laisse finir le trajet pour rien, on ne les revoit jamais... et c'est encore nous qui payons. Cent francs! Deux sous! C'est toujours nous!

A l'arrêt, Valérie fit sa déclaration au contrôleur à la fois sévère et détaché. Un monsieur âgé, qui avait suivi l'incident, offrit aux deux femmes de payer leurs places. Mme Lesoir n'y consentit point :

— Inutile, monsieur. Vous êtes trop aimable. Je passerai demain et je déposerai ici les quatre sous au nom du conducteur.

— Pas besoin de mon nom, dit le receveur, ironique et désabusé. Le numéro de la voiture suffit... Le 30.

Et il souriait, un peu amer, pour toutes ces paroles perdues.

Valérie répétait le numéro : « Le 30. »

— Je me rappellerai! affirmait Irène émue, vibrante de dévouement.

Le tramway repartit. A l'Étoile, elles descendirent.

En posant le pied par terre, la femme Lesoir adressa un léger signe de tête à l'employé en répétant: Le 30.

— Oui, oui, oui... oui... grognassait l'autre, protecteur, du haut de sa plate-forme.

— Un vilain homme, madame! conclut Irène, en se rapprochant d'elle.

— Mais non, faisait Valérie. Il a signé et on l'a volé. Voilà!

Elles suivaient l'avenue Marceau.

— Puisque nous n'avons plus le sou, ma pauvre petite, il faut rentrer à pied.

Elle avait bien dit *rentrer*. Le mot frappa Irène. On rentrait.

— Allons! dit-elle. Il fait beau.

Arrivées place de l'Alma, elles prirent le pont, puis l'avenue de la Tour-Maubourg. Elles marchaient vite et du même pas résolu, comme si le voile d'incertitude et de doute tendu devant elles s'était levé. A l'École Militaire, tournant à gauche, elles traversaient bientôt la place des Invalides, gagnaient, par

l'avenue de Breteuil, la place Saint-François Xavier, puis le boulevard des Invalides qu'elles quittaient, après un bon moment, pour enfiler, à leur gauche, la rue de Sèvres.

Là, elles ralentirent.

— Nous approchons, avertit Valérie.

Irène eut l'idée de lui demander où elles allaient, et puis elle s'abstint. A quoi bon ? Elle le verrait bien.

Comme si elle devinait sa pensée, la femme lui demanda :

— Vous avez donc confiance en moi ?

— Mon Dieu oui, dit la jeune fille.

— Vous ne me connaissez pas ?

— Et vous ? Savez-vous qui je suis ?

— Ce n'est pas la même chose.

Il y eut un silence. Elles se sentaient détendues, arrivées bientôt sans encombres. La rue, honnête et province, avait un aspect rassurant. On ne les regardait pas. Tout dégageait de l'ordre et de la sécurité. Deux agents cyclistes, côte à côte, achevaient leur ronde, tout doucement, en donnant à peine de la pédale et comme s'ils roulaient dans la campagne.

— Il n'y a qu'une chose qui me tourmente, émit Irène.

— Quoi donc ?

— Ce porte-monnaie.

— Bah ! Quatorze sous... dit la femme. Il n'y a pas là de quoi pleurer.

— Mais c'est tout ce qui vous restait ?... Comment allez-vous faire ?

— Je n'en mourrai pas. On ne meurt jamais.

— Ah ! si c'était possible !

— Enfant ! Mais... nous sommes arrivées.

HENRI LAVEDAN.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

UN HOMME DE GUERRE ALLEMAND

LUDENDORFF

I

L'HOMME ET SA CARRIÈRE

Que pense l'État-Major français de l'homme qui fut son plus redoutable adversaire ? Il est du plus haut intérêt de connaître son point de vue, au moment où, comme nos lecteurs le savent déjà, les Mémoires du premier quartier-maître général viennent de paraître en Allemagne. Le général Buat était tout particulièrement qualifié pour traiter cette question avec l'autorité que lui confère la large part qu'il a prise à la conduite des opérations contre Ludendorff.

Erich Ludendorff est né à Kruszezewnia, en Posnanie, le 9 avril 1865. Son père, issu d'une famille de négociants poméraniens implantés sur la vieille terre polonaise, avait été officier de réserve de cavalerie pendant les deux guerres de 1866 contre l'Autriche et de 1870 contre la France. Cet homme s'était alors passionné pour les choses de l'armée et mis en tête de faire embrasser à ses fils la carrière militaire.

Par sa mère, une Suédoise, Ludendorff descendait, dit-on, de Gustave Wasa, et, comme les influences ancestrales à mettre au compte de cette royale filiation ne suffisent pas à certains auteurs allemands pour expliquer les dons guerriers de leur héros, ils s'efforcent de faire remonter son ascendance beaucoup plus loin : à Charles Martel. Ludendorff ne fut point un

enfant prodige, mais, dès son plus jeune âge, il fit preuve d'une force de volonté qui restera, dans la suite des ans, comme une de ses principales caractéristiques. On raconte, en effet, qu'à l'âge de cinq ans, il se défit, à force de ténacité, d'un défaut de prononciation dont son amour-propre, déjà développé, souffrait amèrement. Dès cette époque aussi, il est peu sociable, autoritaire, se bat fréquemment avec ses frères et sœurs, court les champs pour y trouver la solitude. Il apprend avec avidité, mais toutes ses préférences vont à l'histoire.

A douze ans (1877), il est admis à l'école de cadets de Plœn. Il s'y montre excellent élève et développe encore son goût inné pour les études historiques. Il termine ses classes à l'école supérieure de Lichterfeld et, à dix-sept ans (1882), il est pourvu de son brevet d'officier. De sous-lieutenant au 57e régiment d'infanterie à Wesel, il passe, comme lieutenant, au 2e bataillon de marine à Kiel-Willemshaven, puis au 8e grenadiers à Francfort-sur-l'Oder.

Toute son activité studieuse, il l'emploie, hors du service, à travailler l'histoire de la Prusse et de l'Allemagne, les campagnes des grands généraux allemands et la géographie. L'histoire demeure toujours sa distraction favorite. Il y puise l'orgueil de sa nationalité; il s'enthousiasme à la lecture des hauts faits des dirigeants de son pays; Bismarck, cet homme à la poigne de fer et sans scrupules, lui apparaît comme le prototype du Grand Allemand; il l'admire avec une telle intensité qu'il lui fait ouvrir une ère nouvelle; les hommes d'État de l'ère « post-bismarckienne » d'aujourd'hui ne sont que des pygmées auprès du Chancelier géant. La dynastie des Hohenzollern, qui fit l'Allemagne par la conquête, recueille aussi ses admirations; elle n'a pas de sujet plus dévoué et de partisan plus ardent, mais, hélas! elle aussi compte parmi ses membres des « post-bismarckiens! » A lire tout ce qu'il a lu, il semble à Ludendorff que l'Allemagne unie ne puisse subsister que par les mêmes moyens qui ont servi à sa formation et que, pour jouer le rôle qui lui échoit dans le monde, elle doive suivre toujours la voie tracée et augmenter sans cesse sa force armée.

C'est comme lieutenant qu'il entre à l'Académie de guerre de Berlin. Sa réussite y est certaine puisqu'en même temps qu'il gagne le grade de capitaine (1895), il est admis dans le corps si restreint et si fermé de l'État-major.

Il y demeure, — à part une interruption de deux années qu'il passe à la tête d'une compagnie d'infanterie à Thorn, — jusqu'en 1914, et y exerce différents emplois. Après d'assez courts séjours à l'État-major de la 9e division d'infanterie à Glogau et à l'État-major du 5e corps d'armée à Posen, il rentre définitivement à Berlin, soit pour y professer la tactique à l'Académie de guerre, soit pour faire partie du grand État-major. Il y reçoit les leçons de von Schlieffen que tous les officiers de sa génération considèrent comme un des plus grands généraux que l'Allemagne ait jamais produits. Il y est promu chef de bataillon (1900), lieutenant colonel (1907) et colonel (1911). Dans ce temple de la doctrine guerrière allemande, il se taille une place de plus en plus marquée, et se trouve bientôt placé à la tête de la plus importante de toutes les sections : celle des opérations.

A ce titre, il est chargé de la confection du plan de concentration de toutes les forces nationales contre les adversaires éventuels de l'Allemagne. Travailleur infatigable, ardent patriote, fervent admirateur des idées de von Schlieffen, respectueux, mais peu enthousiaste du second Moltke qui porte un trop grand nom, il apporte tous ses soins à ce déploiement de début de campagne qui, dit-il, peut et doit être préparé de longue date.

En ce qui concerne la concentration contre la France, son esprit n'est effleuré par aucun doute : le chemin de Paris passe par la Belgique. La Belgique est neutre ? Il n'importe, puisque c'est seulement en violant cette neutralité que l'Allemagne peut abattre ses ennemis et prendre la place, — la première, — qui lui revient dans le concert des nations.

Mais, pour envahir la Belgique, il faut pouvoir pousser le rassemblement initial jusqu'à la frontière de Hollande. Or, au début de 1912 encore, les forces mobilisables ne le permettent pas ; il faut donc les augmenter. Et Ludendorff établit un projet de loi portant augmentation considérable de l'armée et accroissement d'un milliard du budget de la guerre. Nous savons trop, par les conclusions que nous en dûmes tirer nous-mêmes, que, sur ces points, il obtint gain de cause, mais ce que nous savions moins et ce qu'il nous apprend, c'est qu'il avait en même temps réclamé la constitution, dès le temps de paix, de trois corps d'armée nouveaux, car il n'avait foi, pour des opérations initiales à caractère rapide, qu'en des comman-

dements organisés par des troupes actives ou seulement renforcées par une faible quantité de réservistes récemment libérés du service actif.

Avec ces trois corps, il comptait sans doute étendre vers le Nord le mouvement débordant de la droite allemande, balayer toute la plaine de Belgique et des Flandres françaises jusqu'à la mer. Sur ce point, le gouvernement peut-être, le Reichstag à coup sûr, ne le suivirent pas. Il eut beau se débattre, se fâcher, faire campagne « pour son plus cher désir, » il n'obtint aucun succès et attribua même son renvoi du grand État-major et son affectation au commandement du 39e régiment d'infanterie à Dusseldorff (fin 1912) à la ténacité agressive qu'il avait mise à soutenir ses propositions.

Là, il établit une discipline très ferme, surveille avec minutie l'instruction de sa troupe et s'efforce de développer l'ardeur guerrière de ses officiers en leur contant les fastueuses étapes de l'unification allemande, car il veut que l'armée soit à la fois la sauvegarde de la nation à l'extérieur et l'instrument de l'ordre à l'intérieur. Il s'agit de l'ordre impérial, bien entendu, car Ludendorff ne conçoit pas d'autre forme de gouvernement que celle instaurée par Bismarck en 1871, et c'est pourquoi il est si nécessaire à ses yeux que les officiers forment et continuent à former une caste jalousement gardée, dévouée corps et âme au souverain.

En avril 1914, nous le trouvons général-major et commandant de la 85e brigade d'infanterie à Strasbourg. Cet emploi, qui l'éloigne de la troupe et rend son action moins immédiate, lui sourit peu. Il s'en évade à toute occasion pour prendre part à de nombreux travaux d'état-major. En mai, il est déjà d'un voyage qui débute à Fribourg en-Brisgau et se termine à Cologne. En août, il doit participer à un exercice du même genre où l'on étudiera spécialement le ravitaillement des armées dans une hypothèse déterminée ; c'est ce que nous appelons un « voyage des services de l'arrière. »

A la déclaration de guerre, il rentre dans l'état-major et tout d'abord comme quartier-maître à la 2e armée que commande von Bülow. A ce titre, il est chargé de suivre l'attaque brusquée de Liége dont la réussite doit ouvrir aux Allemands la porte de la Belgique.

Il s'agit de traverser les intervalles entre les forts détachés de la rive droite de la Meuse, en en brisant la défense qu'on soupçonne légère, tandis que la cavalerie, plus au Nord, s'emparera par surprise des ponts de Visé et se rabattra sur les derrières de la ville. Cette cavalerie montre peu de perçant; Ludendorff s'y porte, l'actionne, jette dans la direction des ponts une compagnie cycliste, mais les ponts ont été détruits par les Belges. Force est donc de faire réussir l'attaque de Liége sans le secours indirect de la cavalerie.

Or, devant Liége, les affaires vont mal. Des trois colonnes qui devaient converger sur la ville après avoir dépassé les forts sans les attaquer, une seule avance. Ludendorff est à sa tête. Le commandant de la brigade est tué, Ludendorff le remplace au pied levé, de par sa propre décision, mais il est isolé à l'intérieur du périmètre des forts et sa troupe montre de l'hésitation. Lui, n'en a aucune; il décide de pousser nuitamment sur les ponts, puis de prendre position au delà et il exécute ce plan. Ceci fait, croyant avoir vu le drapeau blanc flotter sur la citadelle, il s'y rend, seul, en automobile, s'aperçoit de son erreur, somme la garnison de se rendre et se fait ouvrir les portes, couronnant par ce fait d'armes « la mission qu'il s'était donnée à lui-même. » Sans lui, l'opération probablement manquait!

Dès le début de la guerre, la Prusse orientale a été envahie par les Russes. Vers la fin du mois d'août, il y a dans l'Est une situation « à sauver. » On y envoie Ludendorff en même temps qu'on tire de la retraite où il vit le général Hindenburg. Celui-ci aura celui-là comme chef d'état-major. Alors, au moment où, sur le front occidental, les armées opposées vont peu à peu se figer dans une guerre de positions, Ludendorff inaugure une guerre de mouvements, de manœuvres combinées dont, en deux ans, les principales conséquences seront un coup terrible porté à la puissance militaire de la Russie, l'écrasement successif de la Serbie et de la Roumanie, l'endiguement de la poussée des Alliés par Salonique.

Pour marquer les étapes de la carrière de Ludendorff, il importe de le suivre dans cette série d'opérations dont, à partir de son arrivée sur le front oriental, il assuma la direction.

A peine débarqué, il bat successivement les deux armées

russes qui ont envahi ou menacent la Prusse orientale et, en deux coups, délivre cette province. C'est la victoire de Tannenberg (24-29 août 1914), suivie de la première bataille de Mazurie (8-10 septembre).

De pareils succès excitent quelque peu contre lui l'envie des stratèges du front Ouest dont toutes les combinaisons ont échoué jusqu'ici. On le lui montre bien en l'envoyant tout à coup occuper le poste de chef d'état-major d'une armée en formation en Silésie, à proximité des Autrichiens battus, et dont elle doit servir à relever le moral. Mais cette armée passe précisément aux ordres d'Hindenburg et les choses s'arrangent d'elles-mêmes.

A la campagne de Prusse succède presque sans interruption celle de Pologne. Elle se subdivise en deux phases : l'une, en Pologne du Sud, dont le plan a été imposé par la Direction suprême et qui aboutit à un échec, puis à une retraite jusqu'aux points de départ; l'autre, en Pologne du Nord, exécutée selon les vues de Ludendorff, et qui, après bien des heurts, est finalement couronnée par un succès tactique (28 septembre-20 novembre 1914). Ludendorff est fait général de division.

Placé sur le front oriental, il est persuadé, — comme cela est humain! — que le Russe est l'ennemi principal et que sa défaite complète précédera de peu la fin de la guerre. Il ne reste donc pas inactif avec les renforts qu'il demande et obtient de la Direction suprême. En février et mars 1915, il exécute par son aile gauche (Prusse orientale), en remontant le bas Niémen, une attaque dont le but est de déborder entièrement la droite russe et de faire ainsi tomber tout le front de combat du grand-duc Nicolas. Dans une deuxième bataille de Mazurie, il remporte encore de grands succès tactiques, mais sans réussir à réaliser son plan grandiose.

En revanche, sa popularité croissante ajoute un poids singulier à ses propositions. La Direction suprême, se rangeant maintenant à son opinion, se transporte dans l'Est avec l'intention de réaliser sur la Russie une victoire intégrale qui mettra définitivement cette Puissance hors de cause et permettra de reporter vers le front français toutes les forces des Empires Centraux. Pour appliquer dans l'Est le maximum de grandes unités, elle raréfie jusqu'aux limites de la prudence le front de France et constitue avec les hommes des

dépôts le plus grand nombre possible de nouvelles divisions.

Seulement, elle entend que l'épithète « suprême » qui la désigne ne soit pas un vain mot. Elle veut bien battre la Russie, mais avec son propre plan et non avec celui de Ludendorff. Bien plus, l'homme de Tannenberg, s'il reste aux côtés d'Hindenburg, sera trop près d'elle pour que sa forte voix ne s'y puisse faire entendre. On le désigne donc pour le poste de chef d'état-major d'une malheureuse petite armée (moins de deux corps d'armée) qu'on envoie dans les Carpathes afin d'y soutenir les Autrichiens défaillants. Mais Hindenburg est maintenant trop lié avec son associé pour accepter sans protestation cette désignation voisine de la disgrâce ; il adresse une réclamation à l'Empereur qui lui rend son chef d'état-major.

La Direction suprême a donc décidé de combiner, avec une attaque autrichienne en Galicie, une attaque allemande en Pologne. C'est cette dernière que Ludendorff réprouve parce qu'il pense qu'elle ne donnera jamais que de médiocres résultats. Et, en effet, les Allemands remportent de grandes victoires tactiques; ils repoussent les armées russes loin de leurs positions initiales, mais ils sont, une fois de plus, incapables d'en déterminer l'effondrement par une attaque débordante telle que la préconisait Ludendorff.

Lorsque la Direction suprême se résout à venir à résipiscence, il est trop tard. A la suite de la « Campagne de Russie de 1915, » les Allemands ont gagné la Pologne, la Lithuanie, la Courlande, une partie de la Livonie; ils n'ont pas abattu l'armée russe.

Alors commence une période défensive de plusieurs mois au cours de laquelle l'acharnement des attaques russes, la dualité de commandement entre Autrichiens et Allemands avec toutes les faiblesses qu'elle implique, les défaillances des premiers et la nécessité pour les seconds d'accourir partout à la rescousse, de « farcir » pour ainsi dire les armées austro-hongroises afin de leur rendre quelque consistance, aboutit à une situation qui semble bien près d'être désespérée. Si, faisant flèche de tout bois, Ludendorff arrive à pourvoir à tout, c'est tant bien que mal, non sans peine, non sans tiraillements avec ses alliés, non sans froissements avec la Direction suprême, qui vient de payer terriblement cher son attaque malheureuse

sur Verdun et s'affole aux premiers résultats de l'offensive anglo-française sur la Somme. Or, mettant le comble au désarroi, survient, à la fin d'août, la déclaration de guerre de la Roumanie.

En cette extrémité, il faut à l'Allemagne un sauveur. Ludendorff est choisi. Naturellement, Hindenburg, en apparence, conserve le rôle principal et c'est à lui que revient le titre de Chef d'État-major Général. A Ludendorff on propose celui de « 2e Chef d'État-major Général, » mais il refuse, estimant, à juste raison, qu'une organisation ne doit avoir qu'un directeur... au moins officiel, car, avec la qualification de Premier Quartier-Maître général, il se fait attribuer de tels pouvoirs qu'il marche de pair avec Hindenburg. Dans le même temps, il est promu général de l'infanterie, dignité intermédiaire entre celle de maréchal et le grade de général de division.

Une de ses premières préoccupations est de réaliser l'unité de commandement sur le front oriental. Il obtient, en théorie tout au moins, de pouvoir donner des ordres aux armées autrichienne, bulgare et turque, et cela est d'autant plus nécessaire qu'il lui va falloir organiser contre la Roumanie à la fois un groupe d'armées mi-partie allemand et austro-hongrois et une armée bigarrée d'Allemands, de Bulgares et de Turcs.

S'il savait en détail les événements qui se déroulent à ce moment sur le front français, peut-être hésiterait-il à ordonner les mesures qui précèdent, mais la Direction suprême est encore à cette époque sur le front oriental, loin des scènes terribles de la bataille de la Somme. Il procède donc à la formation de deux armées, dont une autrichienne, le tout sous le commandement de l'archiduc Charles, destinées à limiter l'avance des Roumains en Hongrie et, il l'espère bien, à les rejeter plus tard sur leur pays. Pour peu qu'il ait quelque bonheur, en effet, les quelques troupes bariolées d'Allemands, de Bulgares et de Turcs qu'il va jeter, sous le nom d'armée du Danube, dans le dos de son adversaire, par la Dobrutscha, lui donneront peut-être un succès complet.

Cette affaire réglée, ayant osé affaiblir, en remplaçant une partie des vieilles unités par des divisions de création récente, le front français tout près de céder, il se met en route vers les lignes occidentales qu'il ne connaît pas encore. Il rapporte de

ce voyage, en même temps que la notion des modifications à apporter aux méthodes défensives en usage, des vues plus nettes sur la situation générale. Le tableau qui a été fait de la bataille de la Somme n'a pas laissé de l'impressionner et de lui montrer un avenir assez sombre. Aussi, dès son retour, présente-t-il au Chancelier d'Empire une liste imposante des efforts à faire par l'Allemagne, dans tous les domaines — matériel et moral, — pour gagner la guerre. Ce sera l'occasion de ses premiers différends avec le Gouvernement.

Son domaine, resté jusqu'ici à peu près exclusivement militaire, s'élargit considérablement; il s'étend peu à peu à toutes les questions de politique extérieure, de politique intérieure et à l'administration. Ludendorff discute les conditions de la paix à offrir aux Alliés, — car on parle déjà de paix en 1916; — il prend part aux conférences qui aboutissent à la déclaration officielle de la guerre sous-marine à outrance; il suggère un projet de loi sur le service militaire obligatoire pour tous les hommes de 15 à 60 ans et même pour les femmes; il intervient dans toutes les questions de ravitaillement, de transport, de répartition des matières premières, de presse, de propagande, de répression des troubles révolutionnaires. Sa trace est partout, et à peu près nulle part elle ne se confond, quand elle ne la traverse pas, avec celle du Gouvernement. Si sa popularité est grande, ce n'est ni dans les milieux gouvernementaux, ni dans les partis parlementaires qui donnent leur appui au Gouvernement.

Avec la fin de l'année 1916 qui voit l'écrasement de la Roumanie, Ludendorff essaie de parler en maître dans le règlement de l'administration de la Valachie conquise, et il y parvient, mais en mécontentant Bulgares et Autrichiens.

En même temps, se pose pour lui le problème de la campagne de 1917. De l'exposé de la situation générale, il conclut que l'Allemagne ne peut rien faire de mieux que de rester sur la défensive en attendant que la guerre sous-marine sans restriction donne les résultats que le grand amiral annonce. Il ne craint même pas, en approuvant cette tactique, de provoquer l'entrée en guerre des États-Unis, puisque les troupes américaines ne peuvent rien faire de sérieux avant un an et que, dans un an, les sous-marins, ayant fait leur œuvre, l'Angle-

terre et par conséquent la France se rendront à merci. En revanche, pour avoir la certitude que les armées allemandes du front Ouest dureront le même temps en face d'ennemis qui, sans aucun doute, s'efforceront de les battre, il prend toutes ses précautions pour éduquer les troupes dans les méthodes défensives, perfectionner toujours davantage les procédés en ce genre de combat, et édifier de puissantes positions de repli où, à l'occasion, ses armées trop fortement pressées défieront tous les assauts. C'est à partir de ce moment qu'on voir surgir du sol les fameuses positions aux noms tirés du cycle des Niebelungen et dont l'ensemble constitua les lignes Hindenburg.

Au commencement de 1917, la Direction suprême n'ayant plus rien à faire dans l'Est, — les grandes attaques à repousser devant se produire en France, — Ludendorff fait transporter le Grand Quartier général à Kreuznach.

L'année sera dure; il va falloir gagner une grande bataille défensive; il serait sûrement plus prudent et plus économique de n'avoir à gagner que du temps. On ramènera donc le front qui court actuellement d'Arras à Noyon sur la ligne Hindenburg (Arras-la-Fère), qui est prête. Aveu de faiblesse sans doute, mais certitude de quelques mois de tranquilité dans cette région et possibilité d'y prélever un certain nombre de divisions qui pourront être dirigées sur les points menacés. Il y a compensation. Le repli s'exécute en février et mars 1917, après exécution d'un plan de destruction systématique du pays abandonné.

En avril, les attaques anglaises de la région d'Arras déconcertent quelque peu Ludendorff, — les moyens matériels dont l'ennemi fait usage sont encore plus puissants, et par suite plus meurtriers, qu'à la bataille de la Somme, — mais il en prend bientôt son parti, car il réussit à aveugler la brèche.

L'offensive française sur l'Aisne, le 16 avril, ne le surprend pas. Depuis février, il a saisi un document qui la lui a définie avec une suffisante précision pour qu'il ait eu tout le temps de se préparer à la recevoir. Et, en effet, cette attaque s'arrête dès les premiers jours pour expirer le mois suivant.

Ainsi se passent pour lui non sans épreuves, mais finalement sans désastre, les mois d'avril et de mai.

En Russie, la situation s'est considérablement modifiée depuis l'année passée, du fait de la révolution. Une active pre-

pagande est exercée dans l'armée et dans le peuple russes. Au nombre de prisonniers que rapportent de simples combats locaux, à l'extension que prennent les colloques entre soldats au bord des réseaux de fils de fer, il devient évident que cette propagande porte ses fruits. Au reste, les Russes n'ont pas attaqué en même temps que leurs alliés et c'est déjà un immense résultat. Ils s'y décident en juillet, mais il est trop tard. Si les Autrichiens ne s'abandonnaient de plus en plus et ne perdaient décidément toute combativité, cette attaque ne donnerait à Ludendorff aucun souci, car il a pris ses dispositions pour l'arrêter d'abord et prendre ensuite l'initiative des opérations. En août, malgré la faiblesse des Autrichiens, malgré l'appui donné aux Russes par les Roumains, la contre-offensive de Ludendorff reconduit l'ennemi jusque sur le Pruth. Le rôle de l'armée russe est désormais bien fini. Encore un dernier choc, et cette armée sera par terre, incapable de se relever. Ludendorff compte le donner bientôt dans la région de Riga; après quoi un pareil effort en Moldavie condamnera les Roumains au même sort.

Si la deuxième partie de l'année 1917 qui voit les terribles attaques des Anglais dans les Flandres, la surprise inquiétante de Cambrai, les violents coups de boutoir français de Verdun et de la Malmaison, vaut à Ludendorff bien des heures d'angoisse ; si la conquête de la Palestine par les Anglais le peine, il triomphe cependant de l'abattement à peu près définitif de la Russie et de la grande victoire remportée, grâce aux Allemands, en Italie. C'est sur l'Italie, en effet, qu'après l'exécution des Russes à Riga, il a dû diriger les forces primitivement destinées à la Moldavie, sous peine d'assister, au premier choc, à l'écroulement de l'armée autrichienne. Mais, ayant consenti le sacrifice, au moins en avait-il voulu tirer le plus grand bénéfice, en attaquant. Il avait ramené les armées italiennes de l'Isonzo sur le Piave.

La Russie tombée en déliquescence révolutionnaire est vouée à une soumission prochaine, que Ludendorff hâte par des interventions où une fois de plus son action n'est pas toujours conforme aux vœux du Gouvernement. En tout cas, la Russie n'étant plus un obstacle, le moment va donc venir, — et il faut qu'il soit proche à cause de l'Amérique, — où la presque

totalité des forces allemandes pourra être appliquée sur le front français. Que la guerre sous-marine, qui d'ailleurs marche à souhait, réalise ou non ses promesses, il n'importe; elle ne sera désormais qu'un adjuvant. Ce n'est plus sur elle, mais sur lui seul que Ludendorff compte désormais. C'est par les armes, avec ses armées, qu'il terminera la guerre ainsi qu'il l'a toujours rêvé.

Les temps sont proches, mais, si proches qu'ils soient, le peuple allemand aura-t-il le courage d'attendre qu'ils soient révolus? Ludendorff est soucieux quand il se pose cette angoissante question. L'idée de paix a fait en Allemagne d'inquiétants progrès; un Reichstag sans autorité n'a-t-il pas eu l'audace de voter une motion pacifique? un gouvernement sans volonté n'a-t-il pas suivi lâchement le Parlement? A Berlin, on court d'abdication en abdication, tant la peur est grande d'une révolution analogue à celle de la Russie. Tous les actes du Gouvernement le prouvent : il a fait adopter en Prusse le suffrage universel; il laisse des délégués sans mandat pérorer sur la paix à Stockholm; il n'a pas eu la force de réprimer comme elles le méritaient les grèves qui se sont produites dans les équipages de la marine; il suit l'impulsion mauvaise des partis extrêmes au lieu de la réfréner. Hindenburg et Ludendorff se mêlent à ces luttes politiques; ils refusent leur appui au Chancelier Bethmann-Hollweg, aspirent à son départ, font pression sur l'Empereur qui le garde en offrant leur démission; proposent même un successeur de leur choix, — le prince de Bülow, — et arrivent finalement à renverser leur adversaire, mais sans pouvoir imposer leur candidat. C'est Michaëlis qui prend le pouvoir.

Cette intrusion dans le domaine politique vaut à Ludendorff la haine des politiciens. Or, les politiciens trompent le peuple qui les croit! Le peuple aura-t-il la ténacité d'attendre? Décidément le temps presse.

Aussi Ludendorff prépare-t-il avec ardeur la grande offensive de 1918 sur le front français. Pendant tout l'hiver, divisions sur divisions sont acheminées de Russie, de Roumanie et d'Italie vers la France (1). Avant comme après leur transport, elles ne perdent point leur temps et s'exercent au genre d'attaque qu'elles

(1) Le 21 mars 1918, 192 divisions sont sur le front français. Il s'en trouvait 1[illegible]7, au 1er décembre 1917. En outre, tous les hommes jeunes des unités maintenues en Russie ont été ramenés et incorporés dans les divisions de France.

vont avoir à livrer avec le même entrain qu'elles mettaient, un an auparavant, à étudier les procédés défensifs.

Pour être plus près des champs de bataille, le Grand Quartier général se transporte à Spa, tandis que Ludendorff, avec quelques officiers de son bureau des opérations, s'installe à Avesnes, en poste de commandement. Hindenburg est avec lui.

Le 13 février, il annonce à l'Empereur que l'armée sera bientôt rassemblée et prête à entamer « la plus grande tâche de son histoire. »

Le 21 mars 1918, l'assaut est donné par près de 80 divisions entre Arras et La Fère. Dans un élan de quelques jours, les Allemands parviennent jusqu'à Albert, Moreuil et Montdidier, puis, un peu plus tard, jusqu'à Noyon. Mais, le 4 avril, il faut mettre un frein au mouvement, sous peine de le voir s'arrêter de lui-même. On recommence en Flandre. Là encore, du 3 au 25 avril, on avance d'abord à grande allure, puis plus lentement ; enfin, l'on piétine sur place, et il faut renoncer. Partout, de l'Oise à la Mer du Nord, Anglais et Français réunis sont parvenus à endiguer le flot.

Ludendorff ne désespère pas ; il fera une nouvelle tentative, mais elle ne peut pas être prête avant la fin de mai. Elle s'effectuera sur l'Aisne, tandis que l'Autriche, quelques jours plus tard, se lancera à l'assaut du front italien du Piave. Tout est à l'espoir. Ludendorff s'est assuré la possession de la Courlande, de la Livonie, de la Lithuanie, de la Pologne ; il domine l'Ukraine, négocie avec les Cosaques du Don ; il est installé dans le Caucase ; la Roumanie est asservie. Un seul point noir : la Palestine ; mais qu'est-ce auprès de telles acquisitions et des perspectives heureuses qui s'ouvrent devant l'armée allemande en France ? C'est lui qui dirige opérations et négociations, presse sur le gouvernement pour faire adopter ses vues sur toute question ; il est partout.

Mars et avril 1918 ont procuré à Ludendorff des succès tactiques sans précédents ; cette fois, il croit tenir la décision que la première attaque ne lui a pas donnée. Il refait ses moyens, profite du répit pour apprendre à ses troupes les enseignements mis en valeur par la première expérience, et prépare une offensive sur l'Aisne, brutale comme les précédentes, secrète comme elles, sur un front où le succès est certain, puisqu'il le sait insuffisamment défendu.

Son attaque débute le 27 mai. Elle le conduit dans un vaste saillant qui, des abords de Soissons, va sur Château-Thierry, remonte la Marne jusqu'en face de Dormans et se dirige vers le nord de Reims. Encore une fois, elle a réussi au delà de toute espérance, mais la décision n'est pas venue. Ludendorff a failli à ses promesses. Grand est le désappointement dans toute l'Allemagne.

Alors, malgré les signes avant-coureurs d'une profonde désespérance du peuple allemand, malgré les indices certains d'un abaissement significatif du moral des armées, malgré la diminution constante d'effectifs dont il ne sait plus comment combler les vides, Ludendorff s'obstine à tenter une troisième fois, dans le même style, une nouvelle et colossale attaque.

Elle commence, le 15 juillet au soir, sur un front considérable, englobant largement le saillant de Reims, à l'Ouest depuis Château-Thierry, à l'Est depuis les collines de la rive gauche de l'Aisne au sud de Vouziers. Dès le premier jour, elle s'effondre en Champagne devant nos deuxièmes positions. A l'Ouest et au Sud-Ouest de Reims, elle tombe sur une défense dont les organisations sont à peine ébauchées et fait quelques progrès, mais s'y heurte à une telle résistance que son élan est aussitôt brisé; sur la Marne, elle franchit la rivière, conquiert quelques kilomètres de la rive Sud et, contre-attaquée, s'arrête épuisée. A peine en action depuis deux jours, elle est déjà partout ligotée. C'est alors que, soudain, sur son flanc droit, dans la région de Villers-Cotterets, surgit une contre-attaque française.

En un jour, le 18 juillet 1918, tout est compromis. Les masses de troupes aventurées sur la Marne et au delà sont obligées, leurs communications étant menacées, de se replier sous la pression de l'ennemi jusqu'à la ligne Aisne-Vesle. Les pertes sont considérables.

Le coup est dur, mais Ludendorff croit pouvoir le parer encore, car, prêtant à ses adversaires ses procédés, il pense qu'ils vont, comme lui, bientôt s'arrêter. Il aura le temps de remettre de l'ordre dans ses unités mélangées; il enverra au repos les divisions qui ont le plus souffert; il en dissoudra un certain nombre pour renforcer les autres; il préparera une quatrième grande offensive. Ludendorff est aveugle; il ne voit

pas que son dernier échec a porté un coup fatal au moral de ses armées, qui croyaient, le 15 juillet, partir à la conquête de la paix; il ne veut pas le voir; pour lui, c'est l'intérieur, dont l'esprit est mauvais, qui démoralise les troupes!

Au surplus, l'armée des Alliés ne s'arrête pas, bien au contraire; elle ne s'arrêtera même plus. Le 8 août, Anglais et Français attaquent l'immense saillant d'Albert-Amiens-Montdidier et le conquièrent en quelques jours. Cette fois, le coup est si fort que Ludendorff en est désarçonné. Il était en Flandre à surveiller les préparatifs de sa quatrième attaque quand la nouvelle lui en parvint. Il rentre aussitôt à Avesnes et pousse ses investigations dans le détail, afin de connaître les raisons d'une défaite contre laquelle il croyait bien s'être prémuni. Il apprend, à côté d'actes héroïques, des défaillances de troupes qui auraient dû lui en dire long sur l'effet moral produit par l'insuccès du 15 juillet. Ses yeux s'ouvrent à demi; il sent le sol ferme fuir sous lui et offre sa démission. L'Empereur refuse en lui confirmant une confiance qui n'a d'ailleurs jamais été entière.

En tout cas, il ne s'agit plus maintenant d'attaquer: trop heureux, au cas où l'ennemi persisterait dans ses offensives, si, avec les unités destinées à l'attaque, on arrive à résister simplement et à reconstituer quelques-unes des divisions les plus maltraitées.

Mais voici que, dans la deuxième quinzaine d'août, les Anglais étendent leurs assauts depuis Albert jusqu'à la Scarpe en passant par la Somme, et que les Allemands sont rejetés sur les positions d'où ils étaient partis le 21 mars. Encore une fois, leurs pertes sont très sensibles. Donc tous les efforts, tous les sacrifices en hommes et en matériel si prodigalement consentis pendant cinq mois ont été dépensés pour rien; toutes les espérances sont mortes et l'armée allemande s'en rend compte. Militairement, la guerre ne peut plus être gagnée, si elle n'est perdue. La parole doit passer à la diplomatie. A tout prix, dit le gouvernement qui voit clair; au moindre prix, mais jamais à un prix inacceptable, dit Ludendorff, dont les yeux ne s'ouvriront jamais entièrement, il faut faire la paix. Il faut d'autant plus faire la paix que l'Autriche, plus frappée encore que les Allemands par les défaites allemandes, se déclare au bout de ses forces, incapable d'entreprendre une nouvelle campagne d'hiver; elle parle même de paix sans conditions et

de faire une démarche isolée auprès de l'Entente. La Bulgarie, toujours plus exigeante en subsides et en livraison, de marchandises, excipe de l'épuisement de son armée pour ne plus rien faire et former un ministère favorable à l'Entente. La Turquie enfin, engagée au Caucase dans une guerre de massacres et de pillages, y contrarie sans cesse les projets allemands et répond avec le flegme et l'inertie bien connus des Orientaux à toutes les objurgations qui lui sont adressées.

Septembre voit se renouveler toutes les attaques, depuis la Scarpe jusqu'à la Vesle. Le 12, les Américains réduisent, en une seule et brillante opération, tout le grand saillant de Saint-Mihiel.

Le 15 septembre survient l'offensive alliée en Macédoine, suivie presque aussitôt de la débâcle bulgare. Ludendorff ne trouve pas de termes assez forts pour stigmatiser la conduite de deux divisions bulgares et de ceux des chefs de cette armée qui « ne sont pas assez vite à leur gré arrivés à se jeter dans les bras de l'Entente. » La Turquie est maintenant menacée, la neutralité de la Roumanie compromise. Ludendorff perd pied ; il renouvelle au gouvernement sa demande d'armistice immédiat et propose de la faire passer par l'intermédiaire du président des États-Unis. Il essaie cependant de parer à tant de désastres effectifs ou trop faciles à prévoir en dirigeant sur Sofia et Nisch les quelques divisions dont il peut encore disposer dans l'Est; il dérive même sur ces points des troupes en cours de transport vers la France, car il lui faut arrêter l'ennemi au moins sur le Danube; sinon, la Hongrie, à son tour, pourrait être envahie, et ce serait la fin de l'Autriche.

Le comble au désarroi est mis par l'extension subite de la bataille de France, d'une part à travers la Champagne jusqu'à la Meuse, et, d'autre part, de la Scarpe à la Mer du Nord. Le 26 septembre, en effet, les Américains attaquent entre la Meuse et l'Argonne, les Français en Champagne; le 27, les Anglais marchent à nouveau sur le front entre le Catelet et Cambrai; les 28 et 29, de concert avec les Français, sur le front le Catelet-Saint-Quentin; le 28, un groupe d'armées anglo-franco-belge débouche entre la Lys et Dixmude. A peu près partout, les Allemands cèdent le terrain. Cela décide Ludendorff à accéder à l'idée de l'évacuation des territoires français et belges occupés par les armées allemandes, si telle est l'exigence du président Wilson.

Le mois d'octobre est inauguré par la formation d'un gouvernement simili-démocratique, présidé par le prince Max de Bade, lequel a été choisi par le Reichstag avec l'approbation de l'Empereur. La couronne elle-même s'abandonne!

Le 12 octobre, les armées allemandes sont rejetées sur la position de repli : Consenvoye, Grandpré, Aisne, Serre, Valenciennes, Tournai, Lys, Ecloo; les Allemands ont évacué leurs bases maritimes de Zeebrugge et d'Ostende. La Lys est même déjà franchie en plusieurs points par l'ennemi et l'aile droite de la défense par conséquent tournée. Or, sur tout le reste du front de bataille, les Alliés ne laissent pas aux défenseurs un instant de répit. Prolonger la résistance pourrait amener un désastre ; encore une fois, il faut se replier, prendre un front plus court, car les réserves baissent à vue d'œil et aucun renfort sérieux ne vient plus de l'intérieur. Vers la fin du mois, le recul est entamé vers la ligne : Anvers-Charleroi-Namur-Meuse. Le point de jonction de toutes les lignes de défense situées sur la rive droite de cette rivière, en aval de Verdun, a même été entamé dès le 8 octobre par une attaque anglo-américaine. La situation est réellement désespérée.

Pendant ce mois, Ludendorff n'est pas seulement aux prises avec l'ennemi, mais encore avec un Gouvernement qui, effrayé des responsabilités à encourir, exige de l'autorité militaire, avant de capituler, des précisions sur les chances de résistance que l'Allemagne possède encore. Dans ces conseils ministériels, où Ludendorff apparaît à certains moments plutôt comme un coupable que comme un conseiller, il se contredit souvent parce qu'il ne veut abandonner rien de certaines de ses prétentions. C'est ainsi qu'il s'élève avec véhémence contre la dureté des conditions du président Wilson, quoiqu'il veuille capituler ; il cédera, mais le moins possible. Si l'ennemi est trop exigeant, que l'Allemagne, sûre de périr, périsse au moins les armes à la main ; elle ne doit déposer l'épée qu'à l'heure où elle lui sera arrachée. Il veut que le Gouvernement déchaîne les passions nationales et proclame la levée en masse, mais il n'attend lui-même aucun grand résultat de cette mesure désespérée.

Devant une telle incompréhension de la situation militaire vraie ainsi que de l'état d'esprit du peuple allemand, le Gouvernement n'a plus qu'une ressource : écarter ce contradicteur gênant et dangereux. Il exige son renvoi. Et, le 26 octobre,

l'Empereur et Hindenburg se séparent, sans manifester beaucoup de regrets, de leur premier Quartier-Maître général.

Erich Ludendorff a aujourd'hui cinquante-quatre ans. Il est de stature moyenne, taillé à la serpe et bâti en force, trapu avec tendance à l'obésité. Vu de face, son visage est rectangulaire ; c'est à peine si le crâne et le menton sont incurvés. Le front est vaste et proéminent, les tempes bien dégagées. Front et tempes tiennent à eux seuls près de la moitié de la tête. Le nez, droit, est implanté sur une large base qui dit déjà la volonté ; il est encadré par deux yeux bleus, grands et profonds, qu'illumine une vive lueur d'intelligence. La bouche, surmontée d'une fine moustache blonde soigneusement divisée en son milieu, serait belle si la lèvre inférieure ne venait déparer un ensemble puissant et songeur. Le double menton carré, les bajoues développées à l'excès, indiquent une inflexible ténacité, génératrice souvent de défauts essentiels autant que de nobles qualités. On sent qu'une volonté implacable est mise, chez cet homme, au service d'une vive intelligence, mais aussi d'une rudesse, sinon d'une brutalité qu'aucune considération n'arrête, d'une décision que rien n'effraie lorsqu'il s'agit d'atteindre le but poursuivi, enfin d'un orgueil immense qui doit infailliblement faire perdre à son possesseur la notion exacte des rapports nécessaires entre la fin et les moyens.

Nous verrons par la suite, en ne retenant que les aveux de Ludendorff lui-même, que c'est bien ainsi qu'il le faut juger et nous arriverons, — croyons-nous, — à pouvoir formuler en une seule idée maîtresse la psychologie de cet homme de guerre.

Général Buat.

(A suivre.)

LE ROI LOUIS XVII

II[1]

LA COMMUNE

Le nouveau pouvoir intrus qui siégeait à l'Hôtel de Ville portait, en effet, sinon dans ses intentions ardemment révolutionnaires, du moins dans ses aptitudes, la tare de son recrutement. Après avoir tenté d'esquisser l'installation de la famille de Louis XVI au Temple et avant de pénétrer dans le récit des énigmatiques péripéties de la captivité du Dauphin, il importe de connaître quelles étaient l'origine et la composition de cette Commune parisienne qui, abusant de la pusillanimité du Corps législatif, s'arrogea la garde des prisonniers royaux dont elle demeure comptable envers l'Histoire Elle naquit illégalement d'un mouvement populaire auquel la grande majorité des électeurs parisiens ne prit aucune part.

Dans la nuit du 9 au 10 août, l'Assemblée générale des quarante-huit sections de la capitale, siégeant à la salle des Enfants-Trouvés, a décidé de nommer « trois délégués par section, afin d'aviser aux moyens prompts de sauver la chose publique, » en obtenant la déchéance du Roi. Un certain nombre de sections s'empressèrent de répondre à cette invitation et, peu après onze heures du soir, tandis que dans la ville le tocsin commençait à sonner, les premiers commissaires désignés « par acclamation » arrivaient à l'Hôtel de Ville où se

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

tenait, dans la grande salle du premier étage, le Conseil général, constitutionnellement élu cinq mois auparavant et composé de cent quarante-quatre membres.

Les nouveaux venus entraient à la maison commune manifestement très perplexes sur la façon dont ils allaient procéder pour « sauver la chose publique; » parmi les premiers arrivés se trouvaient un menuisier, Boisseau; un ancien commis aux barrières, Huguenin; un ouvrier bijoutier, Rossignol, envoyés par la section des Quinze-Vingts; un mercier, Bonhomet; un marchand de vins, David, et un homme de loi, Lulier, représentant la section Mauconseil; un contrôleur au Mont-de-Piété, Concedieu, faisant partie de la délégation de l'Arsenal; un homme de lettres, Robert, et le cordonnier Simon, dépêchés par la turbulente section du Théâtre-Français. Peu à peu ce petit groupe se renforça : à trois heures du matin, vingt des sections de Paris y étaient représentées; ce n'était pas encore la majorité, et les commissaires, ne se sentant pas en force, relégués, sans rien faire ni décider, dans une pièce voisine de celle où continuait à siéger le Conseil général, jugèrent urgent d'expédier à leurs mandataires des émissaires pour réclamer l'adjonction de trois délégués supplémentaires par section, ce qui devait porter leur nombre total à 288, double de celui des membres du Conseil légal. En même temps, ils convoquaient en hâte la force armée parisienne, et bientôt 1 600 hommes, répondant à l'appel, se massaient sur la place de Grève et entouraient la maison commune.

A l'aube, les sectionnaires sont au nombre de 82 : ils représentent vingt-sept sections; le moment est venu d'agir : ils pénètrent dans la salle du Conseil général, l'expulsent et prennent sa place. A sept heures du matin, la substitution est opérée et c'est à cette même heure que la populace armée se porte en foule vers les Tuileries; à neuf heures et demie, le premier coup de canon est tiré. Tant que dure la bataille, les sectionnaires ne quittent pas l'Hôtel de Ville; ils s'y constituent, sous la présidence d'Huguenin, en *Assemblée des représentants de la majorité des sections*, s'activant à procurer des munitions aux assaillants du Château, donnant l'ordre de le démolir, s'il le faut, de ne faire grâce à qui que ce soit, appelant à l'aide les patriotes de la banlieue. Dans la cour de l'Hôtel de Ville, quatre-vingt-seize soldats Suisses, défenseurs des Tui-

leries, sont amenés prisonniers et immédiatement massacrés; à midi, on annonce enfin que la demeure du Roi est au pouvoir du peuple. Quelle joie! Quel tumulte! Quels cris de triomphe! On en a l'écho par ces lignes du *journal* de Chaumette : « A midi je cours à la maison commune; on m'y reçoit au milieu des embrassements; on me place sur le champ au bureau... Le sang... les quatre-vingt-seize Suisses... les filous et mille autres... J'aurais besoin de verser une larme. Un de mes amis, la tête bandée, la figure déchirée, me tend les bras : « Je vis, « me dit-il, et nous avons gagné la victoire! » Je me précipite sur son sein, mon cœur se dégonfle, mes yeux se mouillent. Oh! comme je suis soulagé!... » Cinq lignes hachées, on pourrait dire haletantes, plus instructives qu'un procès-verbal.

Et l'assemblée des sectionnaires, ivre de son succès, félicitée par le Corps législatif qui a peur, acclamée par tout ce que Paris compte d'exaltés révolutionnaires, s'érige en gouvernement et organise, sans délai, la Terreur. Tout de suite, elle comprend qu'il lui faut profiter de sa victoire, et c'est alors que, sans désemparer, au cours d'une séance qui, de vingt-quatre heures, ne sera pas suspendue, elle exige la détention du Roi, désigne pour geôle le Temple et assume la garde des captifs, en stipulant que le Trésor public en fera les frais; elle rend ses arrêts et dicte ses conditions avec une énergie si farouche que, en moins de deux jours, la voici souveraine, « en dehors et même au-dessus de l'Assemblée nationale. »

Pourtant, rien n'est plus trouble que son origine : aucun procès verbal n'a été dressé de l'élection de ses membres; on n'en pourra même jamais établir des listes fixes et authentiques; même lorsqu'elle sera constituée et que, non sans hésitation, elle aura usurpé le titre de *Conseil général*, sa composition demeurera incertaine; elle se modifiera fréquemment; sur ses bancs, siégeront des « passants » « à peine entrevus » et que remplaceront sans tarder d'autres éphémères. On aura ainsi l'occasion de voir surgir, dans le récit de la captivité du Dauphin, des personnages présentés et agissant comme membres de la Commune, jouant l'emploi avec autorité et dont les noms ne figurent en aucun répertoire officiel; figures d'inconnus mêlés à ce drame sans que rien justifie leur rôle et dont l'ingérence inexpliquée suscitera des hypothèses sans solution

et des légendes singulièrement tenaces. Les modifications successivement apportées à la composition de la Commune ne changeront rien à ces errements : le désordre et l'incurie démagogique de ces administrateurs novices, leur mépris des formes et les soupçons de prévarication que permet l'immoralité de quelques-uns, rejailliront toujours en harcelantes énigmes sur l'histoire confuse du Temple : c'est par là pourtant que, dès les premiers jours, la Commune du 10 août conquit une part de son étonnant prestige sur le populaire émerveillé de pouvoir se familiariser avec cette puissante machine gouvernementale et pleinement satisfait de la voir activement broyer tout ce qui, jusqu'alors, était réputé intangible et sacré.

La Commune révolutionnaire tenait ses séances dans la grande salle de l'Hôtel de Ville que lui avait abandonnée sans résistance, dans la nuit du 10 août, le Conseil général légal dont il ne sera plus question. Cette pièce « immense » donne par sept fenêtres sur la place de Grève et occupe tout le premier étage du corps central de l'Hôtel de Ville : une monumentale cheminée à chaque extrémité : le portrait de Louis XIV surmonte l'une; sur l'autre est représenté Louis XV rendant à la Ville de Paris les lettres de noblesse qui lui avaient été retirées. Aux murs, au-dessus des portes, d'autres tableaux où sont figurés les échevins de la Ville prosternés aux pieds des rois. Les bustes de Louis XVI, de Bailly, de Necker et de La Fayette ornent la salle. Dès sa première séance, l'assemblée des sectionnaires, agissant comme si elle était chez elle, s'indigne de la présence de ces effigies provocantes. — Sans attendre les ouvriers qui doivent les descendre, « quarante bras se lèvent aussitôt pour terrasser ces fausses idoles. Elles tombent et sont réduites en poudre aux acclamations des tribunes. » Les tableaux où sont peints « les despotes subalternes de l'Ancien régime » ne sont pas davantage respectés ; le 13, on les enlève « pour les reléguer dans quelque coin obscur de la maison commune. » Un buste de Brutus remplacera avantageusement ces vestiges d'un temps d'esclavage ; quelques semaines plus tard, on placera sur le socle vide du buste de Louis XVI une caisse et un fusil pris aux ennemis par les soldats de Westermann, on suspendra au mur, comme trophée, l'écharpe du collègue Le Meunier, le premier municipal mort dans

l'exercice de ses fonctions et on disposera des couronnes de chêne et de laurier avec cette inscription : *Elles attendent les vainqueurs.*

Une haute estrade portait le fauteuil et le bureau du président, des secrétaires et du procureur de la Commune; deux amphithéâtres de gradins lui faisaient face, l'un réservé aux membres du Conseil, l'autre aux postulants et aux députations des sections qu'un « maître des cérémonies » était chargé d'introduire. Aux deux extrémités de la salle étaient les tribunes du public; il y avait une buvette, tenue par le concierge, où les membres du bureau étaient gratuitement fournis de rafraîchissements, et on ménagea dans la salle même une tribune pour « M. Marat, » chargé de rédiger le journal des débats de la Commune.

Tel était le décor; il s'animait tumultueusement à chacune des séances : à peu près permanentes depuis le 10 août jusqu'au 8 septembre, elles se tenaient ensuite le soir et se prolongeaient tard dans la nuit. Bien avant l'heure, les tribunes regorgeaient de spectateurs dont l'encombrement débordait dans les vestibules et dans les couloirs; les membres du Conseil arrivaient dans leurs costumes de bureau ou de travail, les artisans en veste et en tablier; tous arboraient l'insigne, le ruban tricolore en écharpe et la cocarde sur le cœur; la règle était qu'ils fussent porteurs de la carte qui leur avait été délivrée et signassent une feuille de présence déposée sur le bureau d'un des secrétaires. Puis ils prennent place sur leurs gradins et, quand le président ou son remplaçant s'est installé sur son estrade, la séance commence dans le vacarme.

On possède quelques récits de témoins oculaires qui pénétrèrent, bien à contre-cœur, du reste, dans cette salle où s'entassaient, — dit l'un, — « deux à trois mille personnes, » ce qui paraît exagéré. D'abord, c'est Hue, le valet de chambre de Louis XVI, qu'on amène dans la nuit du 19 au 20 août; on le fait monter à côté du président; il domine de là toute l'enceinte : le groupe nombreux des municipaux, les tribunes bourrées d'hommes du peuple, de femmes et même d'enfants : « une partie de cette assemblée bizarre est couchée sur les bancs et sommeille; » on a passé la nuit et il est six heures du matin. Le valet de chambre du Roi est enfin interpellé de déclarer ses nom et prénoms : il se tourne vers le substitut du procureur

de la Commune, — c'est Billaud-Varenne, qui le questionne; mais celui-ci l'admoneste « d'un ton sénatorial : » — « Citoyen, réponds au peuple souverain. » — Hue adresse donc sa justification à l'assistance, « dont la majeure partie dort et ne donne pas plus d'attention aux demandes qu'aux réponses. » Ceux qui ne dorment pas l'interrogent tous à la fois : il ne sait lequel entendre...

Pauline de Tourzel avait comparu avant lui; comme Hue on l'invita à monter sur l'estrade, et le tableau qu'elle trace doit être exact, car il concorde de tous points avec la description précédente : « Une foule immense de peuple, — des tribunes remplies d'hommes et de femmes, — Billaud-Varenne debout, questionnant, — un secrétaire écrit les réponses sur un grand registre. » — « Je n'avais nullement peur; je demandai très haut d'être réunie à ma mère et de ne plus la quitter; plusieurs voix s'élevèrent pour dire : *Oui, oui!* D'autres murmurèrent. »

Un an plus tard, en septembre 1793, le protocole communal n'est pas plus façonnier : on est sur ce point renseigné par le spirituel académicien Morellet, désireux d'obtenir une carte de civisme sans laquelle il ne peut toucher sa modique pension; il a déposé dans les bureaux de la Commune le certificat favorable délivré par sa section; le Conseil Général doit décider en dernier ressort. Morellet, alors âgé de 67 ans, entreprend bien des fois, au cours de l'été, le voyage de la Maison Commune; du faubourg du Roule, où il demeure, jusqu'à l'Hôtel de ville, il y a loin; son insistance demeure sans effet : « on ne retrouve pas ses papiers; les bureaux ont changé de local; son tour n'est pas venu; » on le renvoie à huit jours, puis à quinze. Enfin, le 17 septembre, au matin, il reçoit une convocation à comparaître à la séance du soir pour y subir l'examen préalable à la délivrance de la précieuse carte.

A six heures, il entre dans la salle; les deux amphithéâtres sont déjà garnis de femmes du peuple « au maintien soldatesque, » tricotant, raccommodant des vestes et des culottes, « payées pour assister au spectacle et applaudir aux beaux endroits. » Après une heure d'attente, le Conseil se forme; le président et le secrétaire gravissent les degrés de leur estrade, s'installent; lecture du procès-verbal de la veille; diatribe d'Hébert, *le Père Duchesne*, protestant, au nom de l'austérité républicaine, contre les jeunes et jolies solliciteuses qui assiègent

les bureaux ; entrée de la délégation d'une section venant présenter son contingent de conscrits ; une seconde délégation succède à la première ; puis une troisième, une quatrième, une cinquième ; chacune de ces troupes entre dans la salle à grand renfort de tambour ; l'une d'elles est précédée d'une musique militaire. On pérore, on se promet de « nettoyer le sol de la liberté des satellites de tous les despotes ; » à quoi le président Lubin, un peintre, fils d'un boucher de la rue du faubourg Saint-Honoré, riposte en entonnant *la Marseillaise* que toute l'assistance reprend en chœur. Après *la Marseillaise*, c'est le *Ça ira*, accompagné de claquements de mains et de battements de pieds. Quand on a entendu cinq fois ces deux hymnes, paraît un soldat blessé, venu pour faire hommage de sa valeur à la Commune de Paris. Il parle : — « Citoyens, j'ai-t-été à l'armée, et j'ai-t-eu une blessure que la v'là !... » Après le blessé se présentent trois déserteurs autrichiens proposant leur service à la République française ; ils sont acclamés ; Lubin reçoit leur serment et les honore de son accolade fraternelle. Enfin c'est le tour des pétitionnaires : à l'appel de leurs noms, ils se placent sur l'estrade devant la table du président, face au public ; Lubin demande : — « Y a-t-il quelqu'un qui connaisse le citoyen N... et réponde de son civisme ? » Si personne ne prend la parole : *Ajourné !* Quelqu'un des municipaux dit-il : — « Je connais le citoyen, j'en réponds : » *Accordé !* prononce le président. Telle est la formule.

Morellet, ce directeur de l'Académie française fourvoyé en cet antre démagogique, s'entendit, comme bien on pense, *ajourner :* on nomma trois commissaires chargés d'enquêter sur son civisme ; il retint soigneusement leurs noms : c'étaient Viallard, Bernard et Pàris. Descendant de son estrade, il s'approcha humblement de Viallard et le pria de lui désigner l'heure à laquelle il lui serait possible de conférer avec lui. Le municipal indiqua, comme date, le lendemain, comme lieu de l'entretien cette même salle de la Commune où il se trouverait, avec ses deux collègues, à midi précis. Morellet fut exact : il arriva trempé de sueur et de pluie, accompagné d'un sac contenant huit ou dix volumes de ses œuvres que portait son domestique. La salle était vide. Il s'assit, ruminant son plaidoyer, et le temps ne lui manqua pas, car il attendit plus de deux heures.

Enfin un homme se présente : c'est Viallard, et, tout de suite, l'Académicien ouvre son sac et commence naïvement sa démonstration : toute son œuvre témoigne de ses sentiments patriotiques, de sa tolérance et de son culte pour la liberté. Le municipal écoute distraitement, tourne du bout du doigt quelques feuillets; il entr'ouvre un second volume, le rejette, passe à un troisième : — « Oui, oui, cela est bon, » dit-il. Pourtant, comme cet examen le fatigue visiblement, il y coupe court : — « Mais, ce que vous me montrez là ne fait rien à la chose... Il faut prouver votre civisme dans les journées du 10 août et du 31 mai... Tous les académiciens sont ennemis de la République. » Morellet s'excuse sur son âge qui le condamne à l'inaction ; il essaie d'attendrir son juge, alléguant que, étant réduit de 30000 livres de rentes à 300 écus, il a perdu un peu de son ardeur combative. — « Eh! oui, vous avez perdu, soupire Viallard ; tout le monde en est là... Moi... j'étais coiffeur de dames ; j'ai toujours aimé la mécanique et j'ai présenté à l'Académie des sciences des toupets de mon invention... » Déjà Morellet entassait les livres dans son sac. Il prit congé de Viallard, qui ne lui donna aucune espérance et lui conseilla de voir son collègue Bernard et de s'entendre avec lui.

Le jour suivant, l'immortel se met de nouveau en route et s'achemine vers le faubourg Saint-Antoine où demeurait Bernard. Morellet trouve un homme « d'une figure ignoble, fait comme un brûleur de maisons, et avec lui une petite femme assez jeune, mais bien laide et bien malpropre. » Tandis que celle-ci déjeune d'un morceau de fromage avec un « grand drôle » qui parait être l'ami de la maison, Morellet entreprend son commissaire : celui-ci compatit à la pénible situation du ci-devant académicien : — « Mais, moi aussi, j'ai perdu à la Révolution, car, tel que vous me voyez, je suis prêtre, et prêtre marié, et voilà ma femme... Eh bien! je n'ai que mille francs comme vous et cinq cents francs qu'on me donne pour être ici gardien de l'église ; et nous vivons fort bien, ma femme et moi ; et nous avons encore de quoi donner à déjeuner à nos amis. Il faut que vous voyiez Pàris, » conclut-il ; et il promit d'aller le soir à la Commune pour s'y concerter avec ses collègues.

Morellet salua le prêtre et la prêtresse, ainsi que le grand

drôle qui s'était mêlé à la conversation. A six heures du soir, il était à l'Hôtel-de-Ville; harassé de ses continuelles randonnées, il s'établit, pour guetter l'arrivée de ses commissaires, dans la chambre de la secrétairerie, où passaient les municipaux pour se rendre à leurs places. De là il entendait les cris, les transports de l'Assemblée, et le *Ça ira* et l'hymne patriotique, et les clameurs de joie des femmes des tribunes : des trois personnages qu'il attendait, il n'aperçut, d'ailleurs, que le coiffeur Viallard, tout chaud encore d'une harangue qu'il venait de prononcer sur la question de la taxation des denrées alimentaires. A onze heures du soir, las d'attendre, le pétitionnaire reprit le chemin du Roule : le lendemain, dès l'aube, il était en courses, à la recherche de Pâris, désigné comme troisième juge. Pâris habitait rue des Carmes, près la place Maubert; lui, du moins, était un lettré ; il connaissait les ouvrages de son justiciable et lui en parla fort honnêtement; mais pas plus que les autres, il ne consentit à s'engager, et il parut à Morellet qu'il avait peur.

Le soir, l'Hôtel de Ville revit le malheureux solliciteur, posté au secrétariat parmi deux cents personnes comme lui dans l'expectative de protecteurs d'occasion ; dans la grande salle voisine, de sept heures à neuf heures, les chants, les harangues des sections, les acclamations, ne cessèrent point : à *la Marseillaise* succédaient des couplets d'opéra-comique, par exemple, sur l'air *du Moineau qui t'a fait envie*, dont Lubin se gargarisait avec des roulades et des agréments dont les auditeurs étaient ravis : — « Mais, c'est drôle de passer tout le temps de leur assemblée à chanter; est-ce qu'ils sont là pour ça? » disait une femme du peuple assise à côté de Morellet et qui se morfondait sans résignation. Quand il se décida à pénétrer dans la salle, un jeune citoyen à cheveux noirs et luisants tombant sur ses yeux, la poitrine découverte, entonnait un cantique patriotique à douze couplets où, en vers boiteux, il préconisait « le massacre des prêtres rassasiés de crimes et la nécessité de les ensevelir sous leurs autels ensanglantés. » Les femmes trépignaient, les chapeaux s'agitaient au bout des bras et les spectateurs approuvaient sans restriction, — « F... le b..., il attaque bien ça! C'est du bon! C'est excellent! » — si bien qu'il fut arrêté que la chanson serait imprimée aux frais de la Commune et envoyée aux départements.

Cet intermède lyrique marqua la fin des relations de Morellet avec le Conseil général. Lassé de tant de démarches vaines et de si musicales attentes, il renonça au certificat de civisme et revint à son faubourg, bien décidé à n'en sortir que le moins possible. Sa déconvenue nous vaut le précieux tableau dont on ne donne ici qu'une réduction et qui révèle l'aspect, trop rarement décrit, des séances du Conseil, en même temps que la physionomie de certains de ses membres. Les trois figures de Viallard, Pâris et Bernard forment précisément une synthèse parfaite de l'ensemble des municipaux; quoique la composition de la Commune eût été plusieurs fois modifiée au cours de la Révolution, son niveau intellectuel et moral ne change guère : elle sera toujours riche en artisans, marchands ou petits patrons que la mauvaise chance a aigris; en littérateurs sans génie, en professeurs faméliques, en médecins sans clients, en prêtres dévoyés; en « hommes de loi, » titre vague qui impose aux petites gens et sous lequel se dissimule souvent plus d'astucieuse âpreté que de respect du droit. La vulgarité du plus grand nombre, l'infatuation de quelques-uns, le cynisme des plus effrontés, — ou des plus poltrons, — l'aversion de ces gens médiocres pour la supériorité de naissance, d'intelligence ou d'éducation, tels sont d'importants éléments du drame qui se déroule quotidiennement au Temple et dont ces municipaux sont les impresarios et les protagonistes. Tenir en leur possession et molester à loisir le Roi issu de tant de rois et la belle Reine de Trianon, quelle voluptueuse et perverse aubaine pour des hommes naturellement haineux de toute beauté et de toute noblesse!

Le choix des chefs de chœur dont la Commune accepta presque amoureusement la direction justifierait, s'il en était besoin, ce jugement qui paraîtra peut-être trop général et trop sévère : elle eut deux idoles : Chaumette et Hébert, et, quoique la téméraire manie de la réhabilitation ait cruellement sévi depuis un demi-siècle, ce sont là deux noms que nul encore n'a tenté et ne tentera jamais sérieusement d'imposer à l'admiration de la postérité. Fils d'un cordonnier de Nevers, écolier indiscipliné, renvoyé de son collège, embarqué comme mousse à treize ans, plus tard élève en chirurgie, étudiant en physique, maître d'études, secrétaire d'un médecin anglais, enfin vague

gazetier à Paris, Chaumette, à vingt-sept ans, en 1790, était le modèle achevé de ces aventuriers, « épaves de la lutte pour la vie, » qui, n'ayant rien approfondi, parlent de tout avec audace et parviennent à s'imposer par leur savoir aux ignorants et par leur aplomb aux gens instruits. La Révolution fut un port de salut pour beaucoup de ces naufragés; Chaumette, ardent orateur de clubs, dut un renom rapide à son éloquence à la fois boursouflée et « bon enfant, » dont s'ébahissaient les naïfs patriotes de sa section. Désigné par eux, comme on l'a vu, pour compter au nombre des commissaires chargés de « sauver la chose publique, » il s'évertua si bien, parla avec tant d'abondance et une conviction sincère ou si bien jouée, que le 12 décembre, il était élu procureur général syndic de la Commune. — « Acclamations du peuple, joie délirante de sa part. Je suis couvert de bénédictions et d'applaudissements, » écrit-il dans le carnet de poche sur lequel il note ses impressions; et il ajoute : — « Louis Capet, je te défie, lorsque tu étais roi, d'avoir joui autant que moi... »

C'était un petit homme à la face large et épaisse, avec des yeux bleus un peu « étonnés, » le nez gros, le menton lourd, la lèvre sensuelle; il portait longs ses cheveux blonds; un portrait le montre mal peigné, avec un large col chiffonné serré d'une cravate négligemment nouée. Au moral?... C'est le mystère, — « le chaos, » a dit Henri Martin. A la fois naïf et rusé, enthousiaste et bas, cachant un grand fond de lâcheté sous des élans d'audace, envieux et jaloux, pourtant compatissant et facilement attendri, pudique et dépravé. A ces contradictions il est redevable d'un incontestable talent de comédien, d'un instinct très sûr du ton qu'il lui faut prendre selon la qualité ou la disposition de ses auditeurs. Pitre finaud et consommé, il joue tantôt la rondeur sympathique, tantôt l'indignation; il est tour à tour poétique, familial, grossier, ironique, emporté, doucereux, mystique à la façon de Rousseau, ou goailleur en imitation de *Figaro*, mais avec infiniment moins d'esprit : — « Je m'appelais autrefois Pierre Gaspard Chaumette parce que mon parrain croyait aux saints, dit-il en manière de discours de réception lors de son installation comme procureur de la Commune; depuis la Révolution, j'ai pris le nom d'un saint qui a été pendu pour ses principes républicains; c'est pourquoi je m'appelle aujourd'hui Anaxagoras Chau-

mette. » Telle est sa manière et on s'extasie. Comme il boit souvent un coup de trop et qu'il est souvent, sinon vivre, du moins « échauffé » par le vin, sa voix est toujours voilée d'un enrouement chronique qui force l'attention et commande le silence; à moins que ce ne soit une habileté de plus, une rouerie d'orateur vaniteux et sans gêne, soucieux de se distinguer des braillards ses collègues. Et tel est l'homme qui, pendant plus d'un an, va être le maître absolu de la prison du Temple et régira la captivité de la famille royale suivant les exigences changeantes de sa popularité et de son intérêt.

Hébert, son substitut, avant de figurer en cette qualité à l'*Almanach National*, a été inscrit en 1786, dans l'*Almanach des Spectacles*, comme « ouvreur de loges » au théâtre des Variétés. Chassé d'Alençon, sa ville natale, minable, éculé, lui aussi avait battu le pavé de Paris, le ventre vide, à la recherche d'un dîner; durant des années, sans un écu en poche, vivant de rencontres, il accumulait contre les riches et les heureux tant de fiel et tant de rancunes qu'il en avait « à revendre : » la révolution survenue, il en vendit : son ordurier *Père Duchesne*, son mariage avec une religieuse sécularisée et surtout ses trafics au ministère de la Guerre lui valurent l'aisance. Il était âpre, froid, maître de soi, circonspect et insinuant; bourrant son journal de jurons et d'obscénité, se faisant représenter au frontispice de sa feuille sous la figure d'un rustre musclé, hache en main, pipe aux dents, bicorne en tête, pistolets à la ceinture, il était, en réalité, de maintien correct et d'allure chétive; son nez droit, ses lèvres minces, ses yeux méfiants, son menton perdu dans une haute cravate, sa mine impénétrable et soupçonneuse lui donnaient l'aspect d'un homme en garde, flairant en tout compère l'ennemi et redoutant les clairvoyances. Brasseur d'affaires, se croyant de taille à combiner de grandes intrigues, ambitieux d'argent, n'hésitant devant aucune ignominie pour atteindre au but, mielleux à ses heures, courroucé sans efforts, il personnifie la fausseté calme et la dissimulation pénétrante. Un homme terrible. Lui aussi rôdera dans le Temple à discrétion, mais il le fera prudemment, non point, comme tant d'autres, pour la vaine curiosité d'approcher les prisonniers et de jouir de leur abaissement, mais seulement lorsque quelqu'une de ses ténébreuses combinaisons le lui

commandera et quand il escomptera de la visite un avantage personnel.

Du portrait de ces deux personnages marquants il serait injuste de déduire que tous les membres de la Commune, leurs adulateurs, fussent uniformément des monstres. L'entraînement moutonnier des uns, la nullité des autres, le plaisir de jouer un rôle, d'être un important, d'occuper une place éminente et d'en tirer profit à l'occasion, tels étaient les mobiles de l'ardeur que la plupart d'entre eux apportaient à s'acquitter de leur fonction. Mais, à côté d'énergumènes impénitents, il y avait beaucoup de braves gens, dissimulant leur bonhomie sous des manières farouches; même parmi ceux dont la grossièreté était native et incorrigible, se trouvaient nombre d'artisans, de boutiquiers parisiens, ni meilleurs, ni pires que ceux qu'on pourrait recruter aujourd'hui dans les mêmes classes sociales; grandement flattés de leur panache d'élus du peuple, ils en concevaient aussi une sorte d'effroi et de gêne. A l'Hôtel de Ville, dans le brouhaha des séances, au bruit des tambours et des chants patriotiques, sous l'averse drue des harangues de Chaumette, peut-être se prenaient-ils au sérieux et se croyaient-ils devenus les dignes successeurs des Brutus, des Coclès et des Cassius dont on leur rebattait les oreilles et qu'ils ne connaissaient d'ailleurs que de nom. Mais une fois livrés à eux-mêmes et rendus à l'intimité de leur conscience, ils se découvraient timorés et perplexes; quand ils n'étaient plus sous l'œil des maîtres et des camarades, ils se sentaient beaucoup moins crânes; les sentiments, les croyances, voire les préjugés ataviquement accumulés depuis l'enfance dans leurs cœurs d'hommes ne se trouvaient pas subitement abolis du fait de porter l'écharpe municipale et de se parer du titre de commissaire. Et voilà qui explique l'embarras dont beaucoup témoignaient quand ils se trouvaient tête à tête avec la famille royale.

Dès les premières séances, la Commune insurrectionnelle avait décidé que, chaque soir, les noms des commissaires chargés de la garde du Roi seraient tirés au sort dans une urne contenant les noms de tous les membres du Conseil. » Il en fut ainsi, sans nul doute, au début; mais, soit que ce système ne donnât pas satisfaction aux impatients, soit qu'on suspectât

le hasard lui-même, il parut plus tard prudent de suivre pour la désignation des commissaires l'ordre alphabétique de la liste des membres. Les séances de la Commune commençaient ordinairement de six à sept heures du soir : en accordant une heure ou deux de préliminaires consacrés, comme le raconte Morellet, aux délégations et aux chants patriotiques, la désignation des commissaires du Temple n'avait pas lieu avant huit heures. En supposant qu'ils partissent aussitôt, qu'ils passassent à leur domicile pour y prendre leurs pantoufles ou leur bonnet de coton ou pour prévenir leur ménagère, ils n'arrivaient pas à la prison avant neuf ou dix heures du soir, et c'est bien là, en effet, l'heure que nous trouvons indiquée dans tous les récits des municipaux qui ont rendu compte de leur fonction. On soupait avec les huit collègues qu'on trouvait là installés et, après le repas pris en commun, comme on devait rester au Temple durant deux jours pleins et qu'on était « relevé par moitié, » les quatre municipaux arrivés l'avant-veille s'en retournaient chez eux; les quatre autres qui n'étaient de garde que depuis vingt-quatre heures demeuraient avec les nouveaux venus : la réunion des huit commissaires formait le *Conseil du Temple :* c'étaient toujours les arrivants qui prenaient, vers minuit, la faction chez les prisonniers.

La famille de Louis XVI avait, le 25 octobre, quitté le logis de M. Barthélemy et pris possession de la grosse Tour. L'unique grande salle de chacun des étages avait été hâtivement divisée, au second et au troisième, en quatre pièces à peu près d'égales dimensions, mesurant environ 4 m. 50 sur 4 mètres. On avait tendu des toiles au second étage, en manière de plafonds, pour dissimuler la profondeur des voûtes ogivales et comme la Tour était sans cheminées on avait dû obstruer certaines fenêtres par des appareils de chauffage dont la fumée se dégageait à l'extérieur au moyen de longs tuyaux de tôle scellés aux murs et s'élevant jusqu'aux toits du donjon.

Le deuxième étage est réservé au Roi : une porte de bois, avec marteau de fer, une porte de fer; chacune de ces deux portes est munie d'une forte serrure et de quatre verrous; toutes deux sont percées d'un judas à coulisse. L'antichambre sur laquelle elles s'ouvrent est tapissée d'un papier figurant des pierres de taille. Immédiatement à droite de la porte d'entrée, un retrait de deux mètres de profondeur formant l'embrasure

de la fenêtre, garnie de forts barreaux et d'un abat-jour extérieur. Dans cette embrasure, appliqué contre le mur de gauche, un grand poêle en faïence, de forme demi-circulaire, dont le tuyau va passer sous la croisée. Près du poêle, une lampe quinquet apposée au mur. En face de la fenêtre est une cloison vitrée, percée de deux portes également vitrées de verre blanc. L'une de ces portes est celle de la salle à manger, petite pièce étroite et assez sombre; l'autre ouvre la chambre où couche Cléry. L'antichambre est meublée de huit chaises recouvertes en velours rose, d'un bureau et d'une table à jeu. A gauche de la porte est placardé au mur un grand tableau de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* encadrée d'une bordure aux trois couleurs.

La porte de la chambre à coucher fait face à ce tableau; elle est double et à deux vantaux large ouverts durant tout le jour et qu'on ne ferme que pendant la nuit. La cheminée est au fond de la pièce, dans l'axe de cette porte; elle est ornée d'une glace, d'une pendule de Lepaute et de deux flambeaux argentés. Un papier de tenture jaune vif tapisse les murs. Le lit est placé à gauche en entrant; un lit à quatre colonnes avec ses housses et rideaux de damas vert, un sommier, trois matelas couverts en futaine, un traversin et sa housse de taffetas blanc; une bergère, un fauteuil, quatre chaises, un écran, le tout en damas de même étoffe que les rideaux de lit, un lit de sangle pour le dauphin, une commode avec sa tablette de marbre, une table-bureau à dessus de maroquin vert et quelques autres objets d'usage intime, complètent l'ameublement. Dans la tourelle attenante à la chambre et formant une pièce circulaire d'environ trois mètres de diamètre, est aménagé le cabinet du Roi : il s'y trouve un petit poêle « à piédestal » avec sa colonne de faïence, deux chaises de paille et une table.

Un couloir d'un mètre de largeur conduit de la chambre de Louis XVI à des cabinets à l'anglaise, avec réservoir d'eau, installés dans la tourelle de l'Est : la pièce réservée à Cléry communique avec ce corridor par une porte que les commissaires ferment tous les soirs et dont ils emportent la clef, de sorte que, si le Roi réclame pendant la nuit l'assistance de son valet de chambre, celui-ci doit passer par l'antichambre pour pénétrer chez son maître. La salle à manger, garnie

d'une table ployante à pieds de chêne, de cinq chaises de canne peintes en gris, d'une table servante « à la Turque » et de deux encoignures, n'est chauffée que par le poêle de l'antichambre. Le vitrage qui la sépare de cette pièce est sans rideaux et la tourelle Nord, qui la prolonge, sert de bûcher.

La distribution du troisième étage habité par Marie-Antoinette, par sa fille et par Mme Élisabeth était à peu près la même : le ménage Tison habitait la petite pièce située au-dessus de la salle à manger du second étage ; la Reine occupait avec Mme Royale la chambre au-dessus de celle où couchaient Louis XVI et son fils; seulement, à « l'étage des femmes » le corridor n'existait pas et, pour gagner les cabinets d'aisance de la tourelle de l'Est, il fallait traverser la chambre de Mme Élisabeth, chambre qui n'avait de portes que sur ces cabinets et sur l'antichambre : dans ces cabinets prenait naissance un petit escalier en spirale montant jusqu'aux combles de la tourelle d'où, par d'étroites meurtrières, le regard plongeait sur le chemin de ronde régnant entre les créneaux et la pente du toit aigu de la Tour.

Cette description, singulièrement aride et qui paraîtra exagérément minutieuse, est indispensable à qui veut suivre avec intelligence les récits que nous ont laissés les acteurs de la tragédie du Temple et les conférer avec les documents conservés dans nos diverses archives. La topographie est un critérium certain par quoi se discerne le plus ou moins d'exactitude d'une relation ou d'un procès-verbal, et tout ce qui ne concorde pas avec elle peut être réputé fantaisiste ou erroné. Et celle-ci dissipe certaines obscurités dont l'inévitable légende a entouré la vie obligatoirement commune menée dans la prison royale par les détenus et leurs geôliers.

Nous avons vu les commissaires de la Commune, nommés vers huit heures du soir, soupant avec leurs collègues dans la salle du Conseil au rez-de-chaussée de la Tour. La coutume était que les arrivants assumassent la faction de nuit dans l'antichambre du Roi et dans celle de la Reine : ils tiraient au sort à qui occuperait l'un ou l'autre de ces postes où ils se rendaient vers minuit, après que les « nouveaux » eussent pris connaissance de la consigne, « qui consistait à ne point perdre de vue un seul instant les détenus, à ne parler que pour répondre à

leurs demandes, à ne leur rien apprendre de tout ce qui se passait, à ne leur donner que le titre de *Monsieur* ou de *Madame;* mais à ne rien dire qui pût les offenser ou les inquiéter, et à garder toujours le chapeau sur la tête. »

Arrivés à l'antichambre, les Municipaux trouvaient là, aussi bien au second qu'au troisième étage, un lit de sangle posé en travers de la porte, — fermée, — de la chambre à coucher. Sur ce grabat, garni d'une literie sommaire, s'étendait, tout habillé, le commissaire de la Commune. Celui qui se trouvait dans l'antichambre du Roi, entendait, toute la nuit, malgré les deux portes qui le séparaient du dormeur, un ronflement sonore et régulier qui le rassurait pleinement sur la présence du prisonnier; mais ce n'était pas avant le jour qu'il pouvait l'apercevoir. Entre six et sept heures du matin, Cléry sortait de chez lui; le lit de sangle du commissaire était replié et remisé dans le bûcher, et le valet de chambre, accompagné du municipal, pénétrait chez le Roi. Celui-ci écartait ses rideaux et son premier regard était pour le commissaire de service.

Il avait la mémoire fidèle des noms et des physionomies, et reconnaissait à de longs intervalles ceux qu'il avait déjà vus. Si c'était un inconnu, il l'observait attentivement, sans mot dire. Cléry allumait le feu de la cheminée et du petit poêle du cabinet voisin, puis revenait au Roi qui, s'asseyant sur le bord de son lit, passait une robe de chambre. Cléry le chaussait aussitôt; Louis XVI se rasait lui-même, et le valet de chambre l'aidait à sa toilette, le coiffait et l'habillait. Le costume que portait le Roi au Temple était toujours le même : habit de couleur marron pâle, doublé d'une fine toile écrue, avec des boutons de métal doré. Le municipal Moëlle qui consigne ces détails rapporte que, le 5 décembre 1792, premier jour qu'il fût de garde, tout ce mouvement du lever n'avait pas réveillé le Dauphin dormant profondément dans son petit lit placé au pied de celui de son père. Quand la toilette du Roi fut terminée, Cléry réveilla le jeune prince dont le « gazouillis » réjouissant et les espièglerie mettaient la triste chambre en joie : tandis que Cléry s'occupait de l'enfant, le Roi lisait au coin du feu; puis, quand son fils avait dit sa prière, il se retirait dans son cabinet où il passait un quart d'heure à dire son bréviaire ou, aux jours d'obligation, l'Office du Saint-Esprit.

Au troisième étage, le lever de la Reine et des princesses

s'effectuait tout aussi bourgeoisement; le local, d'ailleurs, prêtait peu au cérémonial; quand, vers sept heures, le municipal de garde dans la pièce d'entrée, avait, à l'aide de Tison, replié son lit, il attendait que Marie-Antoinette sortît de la chambre à coucher. Elle ouvrait sa porte vers huit heures et passait chez Madame Élisabeth; mais, en traversant l'antichambre, elle jetait au surveillant du jour un regard « scrutateur, » cherchant à démêler quels pouvaient être les sentiments et l'éducation du commissaire. La jeune Madame Royale se montrant un instant après sur le seul de la chambre, examinait aussi le nouveau venu; enfin Madame Élisabeth, également curieuse de connaître l'homme sous la tutelle duquel on allait vivre jusqu'au soir, s'approchait à son tour, posait au délégué de la Commune quelques questions banales, s'informant s'il venait pour la première fois au Temple, quelle section il habitait, quelle était sa profession, s'il avait des enfants... Les trois princesses portaient un déshabillé du matin, pierrot ou peignoir de basin blanc, petit bonnet de linon ou mouchoir noué en charlotte sur les cheveux. Un peu avant neuf heures, elles reparaissaient vêtues de la robe de jour, robe très simple, de mousseline blanche ou d'une étoffe foncée à petites fleurs. La femme Tison, obséquieuse et sournoise, les aidait dans leur toilette; Tison, toujours sombre et acrimonieux, préparait dans l'antichambre le couvert du déjeuner. C'était l'heure où les monteurs de bois, Hesse et Petit-Ruffion, garnissaient le bûcher, où le porteur d'eau remplissait les brocs et les fontaines, où le lampiste nettoyait les quinquets et les reverbères : grand branle-bas de tout le personnel, dont le mouvement, accompagné du bruit des grosses serrures et du battement métallique des lourdes portes, emplissait de tumulte la spirale sonore de l'escalier.

A neuf heures, le Roi et le Dauphin, escortés de leur municipal, montaient au troisième étage pour déjeuner avec les princesses. Les trois garçons servants, Turgy, Marchand et Chrétien, accompagnés par les commissaires qui avaient passé la nuit au rez-de-chaussée de la Tour, apportaient des cuisines lointaines le repas et disposaient sur la table du café, du chocolat, une jatte de crème double chaude, une autre de lait chaud, une carafe de sirop froid, une autre de lait froid, une d'eau d'orge et une de limonade, trois pains de beurre, une assiette de fruits, six pains à café, trois pains de table, un sucrier de

sucre en poudre, un autre de sucre cassé et une salière. Les prisonniers étaient, suivant le témoignage unanime, « très sobres; » le Roi ne s'asseyait pas, rompait un morceau de pain et buvait un verre de limonade. Cléry servait; Turgy et ses collègues se tenaient debout auprès de la porte d'entrée, attendant la fin du repas pour remporter aux offices les reliefs opulents destinés aux gens de service. Tous les commissaires, debout également, mais le chapeau sur la tête, surveillaient. Derrière leur vitrage, guettaient Tison et sa femme.

Le repas terminé, chacun rentrait chez soi : Louis XVI redescendait avec son fils, et, dans sa chambre, donnait à l'enfant une leçon de géographie; Cléry restait au troisième, coiffant les dames, puis il revenait à l'étage inférieur pour s'occuper du Dauphin, auquel il apprenait l'écriture et la grammaire ; le petit Prince avait l'esprit très éveillé, et on conserve de lui des cahiers de devoirs qui témoignent d'une grande application et de progrès constants. Après l'étude, il prenait ses récréations dans l'antichambre, la porte du Roi restant ouverte. Du coin de sa cheminée, où il s'installait, Louis XVI surveillait les jeux de son fils; le municipal, assis ordinairement auprès du poêle, dans l'embrasure de la fenêtre, continuait sa longue faction, sommeillant ou songeant. Il n'est pas besoin de « lire entre les lignes » des rapports adressés par les commissaires du Temple au Conseil général de la Commune, ou des relations qu'ont laissées quelques-uns d'entre eux, pour discerner leur ébahissement de se trouver là et de ce qu'ils y voyaient : quelle que fût leur exaltation révolutionnaire, ils considéraient comme un événement dans leur existence le fait d'approcher en de telles circonstances ce Roi et cette Reine que, si peu de mois auparavant, ils considéraient d'en bas comme des idoles. Aucun n'échappait à ce saisissement, ni le maçon Mercereau, ni le méprisable Dorat-Cubières, ni même l'ignoble et fourbe Hébert. Chez les énergumènes, cette émotion se trahissait par une affectation de grossièreté ou un redoublement d'animosité. Combien d'autres, boutiquiers, employés, petits bourgeois, éprouvaient une manifeste confusion du rôle qu'ils jouaient gauchement, pris soudain d'une contrition inavouée au spectacle de cette écrasante infortune supportée avec une résignation si simple et une si rapide et naturelle adaptation.

C'est que l'attitude des détenus envers les commissaires de la Commune se révélait bien différente de ce que ceux-ci l'attendaient. Les historiens du drame du Temple, par nécessité de synthétiser peut-être, ou aveuglés par l'esprit de parti, nous ont généralement montré les personnages aussi guindés que des héros de tragédie et les ont peints, comme on dit, « tout d'une pièce : » endurance hautaine et froideur impassible de la famille royale ; insolence sans répit et basse cruauté de tous ses gardiens ; à moins que pour les besoins d'une thèse contraire ceux-ci ne nous soient représentés comme des modèles d'austérité et de droiture républicaines et les prisonniers comme des fourbes haineux et impénitents, ingrats du bien-être matériel qu'ils doivent à la générosité du peuple triomphant. La vérité est moins tranchée, ainsi que plus conforme à la psychologie des uns et des autres. D'abord, on n'aurait pas trouvé journellement, parmi les deux cent quatre-vingt-huit membres de la Commune insurrectionnelle et les cent quarante-quatre membres des assemblées municipales qui lui succédèrent, tant de bourreaux ou tant de Brutus; ensuite, le trop excellent homme qu'était Louis XVI ne semblait pas garder contre ses surveillants l'ombre d'une rancune : son devoir de Roi et sa conscience de grand chrétien ne l'obligeaient-ils point à les considérer comme ses sujets, ses enfants, à leur pardonner, de grand cœur, leur égarement momentané ? Il recherchait les occasions de causer familièrement avec eux et s'excusait s'il lui échappait, bien rarement, un mouvement d'impatience. Quant à la Reine et à Madame Élisabeth, dont la délicatesse, plus susceptible, devait davantage souffrir du défaut d'éducation et de la présence continue de ces commissaires harcelants, elles faisaient des efforts, — parfois intéressés, — pour trouver dans leur conversation un passager oubli et une distraction profitable. — « Je ne reconnais point les détenus au ton hautain que Cléry leur attribue... Au contraire, je les ai trouvés affables, simples et même gais..., » écrit le municipal Verdier, et nombre de menus faits confirment son assertion : — c'est Marie-Antoinette qui, voyant entrer « un nouveau » dont l'embarras est évident, lui dit avec bonté : — « Approchez-vous, monsieur; où nous sommes, vous y verrez mieux pour lire; » — c'est Madame Élisabeth qui vient s'appuyer sur le dossier de la chaise qu'occupe un muni-

cipal et se met à chanter une ariette; — ou la Reine encore qui, ayant sorti d'un tiroir « une pincée de papillotes, les développe devant le commissaire pour lui montrer les cheveux de ses enfants; »; puis, elle se frotte les mains d'une essence et les lui passe devant le visage pour qu'il respire « l'odeur très suave » de son parfum favori. Si le municipal a déjà tenu la garde au Temple, on le salue, en le reconnaissant, d'un aimable : « Nous sommes bien aises de vous voir. » Plus tard, le vieux clavecin qui se trouve dans la chambre de Madame Élisabeth sera l'occasion de groupements amusés : un municipal y ayant plaqué quelques accords et l'ayant trouvé outrageusement faux, l'instrument est réparé le jour même, et, quand les commissaires de service sont des « habitués, » on donne là de petits concerts.

Le Dauphin, lui, trouve grâce devant les plus rogues : sa gentillesse, sa beauté, sa vivacité et son intelligence charment jusqu'aux démagogues qui se réputent irréductibles : Hébert, quand il n'écrit pas pour les abonnés de son ignoble feuille, ne cache point la sympathie que lui inspire ce fils des Rois : — « J'ai vu le petit enfant de la Tour, » disait-il, certain jour à un dîner chez Pache; « il est beau comme le jour, intéressant au possible; il fait son roi à merveille. Je me plais à faire sa partie de dames; il me demandait avant-hier si le peuple était toujours malheureux : — C'est bien dommage, m'a-t-il répondu après que je lui eus dit que oui. » Dans son joli costume, — habit de casimir, gris verdâtre, le col de la chemise dégageant le cou et retombant sur les épaules, le jabot de dentelle plissée, le gilet de basin blanc, le pantalon de drap pareil à celui de l'habit, — avec ses beaux chevaux blonds, ses yeux rieurs, sa mine éveillée et sa voix claire, le Dauphin court dans l'antichambre qui, lorsqu'on ne descend pas au jardin, lui sert de préau de récréation; il y joue au volant, au Siam, sans souci des Commissaires; il semble qu'il comprenne la puissance désarmante de ses huit ans et du prestige attendrissant de son innocence. Il exerce encore sur la postérité la même attraction et les chroniqueurs en ont abusé pour lui prêter des répliques profondes et des attitudes d'indomptable fierté qui travestissent son enfantine physionomie. On a tant cité de « mots, » manifestement fantaisistes, du malheureux reclus du Temple, que l'historien doit se tenir en méfiance

contre ce trop attrayant répertoire. On rapportera seulement ici ceux recueillis par les contemporains ou par les témoins de sa lamentable existence. Au vrai, c'était un enfant d'une précocité singulière : « il savait bien qu'il était dans une prison et surveillé par des ennemis ; » mais, dans la crainte d'affliger son père ou sa chère maman qu'il adorait, il ne faisait aucune allusion à tout ce qui était déjà survenu d'insolite dans sa vie, « ne parlait jamais des Tuileries ni de Versailles. » Lui aussi était curieux de savoir quels seraient les geôliers du jour : quand il avait reconnu l'un d'eux pour être de ceux qui témoignaient à la famille royale déférence et pitié, pressé d'apporter la bonne nouvelle, il courait à la Reine et lui annonçait : — « Maman, c'est aujourd'hui Monsieur un tel... » Il n'avait pas peur de ces hommes à écharpes, les abordait sans timidité, espérant pouvoir faire à ses parents un rapport favorable de l'accueil qu'il avait reçu : un jour, s'étant approché tout doucement, il regarda le titre du volume que tenait en main un commissaire assis dans l'antichambre, et, tout joyeux de sa constatation, il s'en vint bien vite glisser à l'oreille du Roi, grand liseur d'auteurs latins : — « Papa, ce monsieur-là lit Tacite. »

Cléry rapporte une anecdote touchante, bien certainement authentique : il couchait, vers neuf heures, le jeune prince, puis se retirait afin de faire place à la Reine et aux princesses qui venaient embrasser l'enfant dans son lit ; il rentrait plus tard dans la chambre pour y préparer le coucher du Roi. Un soir, Mme Élisabeth, en souhaitant bonne nuit à son neveu, lui glissa dans la main une petite boîte de pastilles, soustraite aux perquisitions des Commissaires, en lui recommandant de la remettre à Cléry qui était enrhumé. Ce jour-là, Louis XVI s'attarda à lire et à prier dans la tourelle ; le valet de chambre ne vint ouvrir le lit du Roi qu'à onze heures : il entendit le Dauphin l'appeler à voix basse : inquiet de ne pas le trouver endormi, Cléry lui en témoigna sa surprise : — « C'est, dit l'enfant, que ma tante m'a remis une boîte pour vous, et je n'ai pas voulu dormir sans vous la donner... Il était temps... mes yeux se sont déjà fermés plusieurs fois... »

On peut rapprocher ce trait, où s'annonce une force de volonté peu commune, de cet autre relaté par un gazetier de l'époque qui le tenait, probablement, d'un des commissaires de

service : au dîner, le Dauphin regardait une pomme avec un air de concupiscence ; Madame Élisabeth lui dit : — « Tu parais désirer cette pomme et tu ne la demandes pas? — Ma tante, répondit-il d'un ton sérieux, mon caractère est franc et ferme; si j'eusse désiré cette pomme, je l'aurais demandé au même instant. » Ce n'est pas qu'il ne fût, comme tous les enfants, friand de dessert : à l'exemple de son père il aimait beaucoup la brioche ; on en servit une, certain jour, et il en avait pris sa part; au moment de la desserte, voyant qu'on enlevait le gâteau : — « Si tu veux, maman, fit-il, je t'indiquerai une armoire où tu pourras serrer ici le restant de la brioche. — Où donc est cette armoire? demanda la Reine. — Elle est là, » riposta le Dauphin en montrant sa bouche.

Ces dîners qui réunissaient, à deux heures, toute la famille royale dans la petite salle à manger sans feu du second étage, étaient luxueusement servis. La table, après que les municipaux en avaient exploré le dessous pour s'assurer qu'il ne s'y cachait pas quelque conspirateur, se couvrait de beaux nappages provenant de la lingerie du Palais du Temple ; l'argenterie qu'on y disposait était suffisante; le menu, pour les jours ordinaires, comportait trois potages et deux services consistant en quatre entrées, deux rôtis chacun de trois pièces, et quatre entremets; les vendredis, jours de Quatre-Temps ou Vigiles, on servait quatre entrées maigres, trois ou quatre grasses, deux rôtis et quatre ou cinq entremets. Comme dessert, une « assiette de four, » trois compotes, trois assiettes de fruits, trois pains de beurre. Le Roi seul faisait usage du vin et très modérément; aussi déposait-on à sa portée une bouteille de vin de Champagne, et trois carafons contenant du vin de Bordeaux, du vin de Malvoisie et du vin de Madère. Les autres convives ne buvaient que de l'eau : on servait pour la Reine une certaine eau de Ville-d'Avray qu'elle préférait à toutes les autres. Louis XVI découpait les viandes et son adresse était remarquable; le pâté, et, — on l'a vu, — la brioche, étaient ses mets préférés; Cléry les commandait toutes les semaines et on les servait deux jours de suite. Durant le repas, les Municipaux se tenaient debout et toujours couverts; le Roi causait avec eux, « parlant aux avocats et aux médecins des auteurs grecs et latins, aux ouvriers de leur état. » Parfois certains commissaires, par sottise ou par peur, se mon-

traient tracassiers; l'un faisait rompre les macarons pour voir si l'on n'y avait pas caché quelque billet; un autre ordonnait qu'on ouvrît les pêches devant lui et qu'on en fendît les noyaux.

Quand Louis XVI se levait de table, il veillait à ce que l'on plaçât bien exactement les plats dans le poêle de l'antichambre pour le dîner de Cléry et il indiquait à celui-ci « ceux qui lui avaient semblé être les meilleurs; » puis il prenait son café debout près de ce poêle et l'on faisait une partie de piquet, de dames ou de trictrac, tandis que les enfants reprenaient leurs ébats bruyants. Si les Commissaires jouaient entre eux aux dominos, le Roi s'approchait d'eux, bousculait le jeu et s'amusait à élever, au moyen des petits blocs d'ivoire et d'ébène, de fragiles constructions très adroitement édifiées. Ou bien, il allait et venait, se promenant du fond de sa chambre à la porte de l'escalier; il levait les yeux vers le haut de la fenêtre, extérieurement obstruée par une « hotte » en planches et demandait quel temps il faisait. A quatre heures, il rentrait chez lui pour sa sieste; le petit prince se remettait à ses devoirs et les princesses remontaient chez elles jusqu'à l'heure du souper.

Sous cette apparence innocente, ces habitudes régulièrement bourgeoises dissimulaient nombre d'artifices; malgré leur méfiance, constamment inquiète, les commissaires étaient dupés par leurs prisonniers; sous les yeux mêmes de leurs gardiens, la Reine et Madame Élisabeth recevaient les nouvelles du dehors, échangeaient des communications, étaient exactement tenues au courant des événements politiques. Le garçon servant Turgy était l'inventeur d'un langage télégraphique, intelligible aux seuls initiés : tout en remplissant son office, lui arrivait-il, au cours du repas, de se frotter l'œil droit? cela signifiait que les armées de la République battaient en retraite; se passait-il la main dans les cheveux? c'est que la Convention s'occupait de la famille royale; ainsi du reste... La main droite était réservée aux nouvelles favorables; tout geste de la main gauche en signalait une mauvaise. Turgy passait même des billets : comme on mettait, en manière de bouchons, au goulot des carafes de lait d'amande, un cornet de papier blanc, un signe convenu avertissait les princesses que ce papier leur apportait quelque avis tracé à l'encre invisible,

— jus de citron ou extrait de noix de Galles. Soit en passant les plats, soit par d'autres stratagèmes, il glissait des billets dans la main de Madame Élisabeth ou les cachait dans les bouches de chaleur du poêle. D'août 1792 à septembre 1793, cette correspondance ne se ralentit point : les jeux animés du Dauphin et de sa sœur courant à travers l'antichambre, l'affabilité des prisonnières envers les municipaux, étaient autant de moyens de détourner l'attention de ceux-ci et d'échanger à la volée quelque confidence. Et puis, Cléry recevait souvent les visites de sa femme; Mme Cléry était ordinairement accompagnée d'une de ses amies, Mme Beaumont, qu'elle présentait comme sa parente; Cléry ne pouvait causer avec elles que dans la chambre du Conseil et en présence des municipaux; mais, en un langage de convention, il les chargeait de commissions ou recevait d'elles des renseignements précieux. Par les soins de ces deux dames fut engagé « l'aboyeur » qui venait chaque soir aux environs du Temple, crier dans le silence de la nuit les nouvelles de la journée.

Cette chambre du Conseil était le quartier général de la surveillance du Temple; d'abord installée dans le Palais, on l'avait transférée à la Tour au début de décembre 1792. Elle en occupait l'unique pièce du rez-de-chaussée, vaste salle de 65 mètres environ de superficie, dont les voûtes ogivales retombaient sur un gros pilier central. On avait placé là quatre lits pour les commissaires, leur bureau, le pupitre réservé à Cléry, des armoires, entre autres celle où l'on tenait sous clef les registres sur lesquels les municipaux de service consignaient leurs délibérations, et recopiaient leur correspondance avec l'Hôtel-de-Ville. Des sonnettes reliaient la salle du Conseil aux appartements des détenus, ainsi qu'au premier étage de la Tour, occupé par le corps de garde où une quarantaine de soldats citoyens couchaient sur des lits de camp. C'est encore dans la chambre du Conseil que les municipaux prenaient leurs repas avec les officiers de la garde nationale de service à la prison, — au total, dix ou douze convives. — On s'était d'abord adressé à un traiteur qui, moyennant 4 livres par jour, fournissait le déjeuner, le dîner et le souper, agrémentés d'une demi-tasse de café ou d'un verre d'eau-de-vie; mais il y eut des plaintes et la Commune décida que le service de bouche des prisonniers cuisinerait également pour le Conseil

du Temple. Ce fut une bonne fortune pour certains de ces hommes, peu accoutumés à une nourriture savamment préparée. Par prudence on ne servait à la fin du repas qu'une bouteille de liqueur pour toute l'assemblée; mais le refus de quelques-uns avantageait les amateurs. Lepître vit un jour le municipal Léchenard avaler d'un trait tout le contenu de la chopine avant de monter prendre sa garde dans l'antichambre de la Reine. Le lendemain son lit et le carreau de la pièce « déposaient de son intempérance. » Lorsque, à huit heures du matin, Marie-Antoinette ouvrit sa porte, elle recula épouvantée, criant à Madame Élisabeth : — « Ma sœur, ne sortez pas de votre chambre! »

Ce fut sans doute un fait isolé; pourtant, le bruit circula dans Paris qu'on faisait bonne chère à la table des commissaires et qu'ils s'y livraient à des libations de nature à compromettre leur dignité. Il y eut, en octobre 1792, l'affaire de l'*Orgie du Temple*, sur laquelle on n'est pas très renseigné : il semble établi que, sur la fin du souper, on souffla les lumières et qu'on alluma du punch; que le limonadier fournissant de l'eau-de-vie se trouvait là « avec son épouse; » qu'il se « déguisa la figure » et que le citoyen James, l'un des commissaires, géomètre et professeur d'anglais, mis en joie par cette petite fête, voulut jouer à saute-mouton et passa par-dessus la tête de son collègue Jérôme. L'*Orgie du Temple* causa un gros scandale; mais Chaumette, déjà soucieux à cette époque de faire le silence sur tout ce qui se passait à la prison royale, proposa au Conseil général « d'enterrer l'affaire, qui n'était, selon lui, qu'un nouveau moyen de salir la Révolution. » Néanmoins, la tradition s'établit qu'on mangeait fort et bien à la table du Conseil du Temple : on y venait pour se régaler; à la séance de la Commune du 28 novembre, Marino fulminait contre « certains membres de la Convention qui, envoyés dernièrement au Temple, se sont permis une bonne chère insultante; — entre autres Gorsas, précisait-il, que j'ai vu moi-même se remplir la bedaine. » Déjà Manuel avait démocratiquement proposé de remplacer tout le service de bouche attaché à la prison « par une seule femme qui aurait mis chaque jour bourgeoisement le pot-au-feu, tant pour les prisonniers que pour leurs gardiens. Mais, à ce régime, la salle du Conseil aurait perdu son principal attrait, et l'on n'eût plus trouvé

personne qui consentît à garder les « précieux otages. »

Car, en général, les membres de la Commune, une fois repue la vanité de tenir un rôle, ne se montraient pas très ardents à l'accomplissement de leurs devoirs : il fut un temps où le Conseil général devait faire chercher par des gendarmes ceux de ses membres qu'il désignait pour aller au Temple; même les séances de la Commune étaient désertées : certain soir, sur deux cent quatre-vingt-huit municipaux, dix-neuf seulement siégeaient à l'Hôtel de Ville. Ces pauvres gens s'étaient vite lassés de leur gloire éphémère et cela explique cette sorte d'indifférence avec laquelle ils prenaient, pour la plupart, la faction auprès du Roi détrôné. Si l'on excepte quelques énergumènes, tels que le tailleur de pierres Mercereau qui, en tablier de cuir, « dans les vêtements les plus sales, » s'installait sur le canapé de la Reine et accaparait la place devant la cheminée du Roi, ou Jacques Roux, l'ex-prêtre, qui, de garde dans l'antichambre « des femmes, » chantait toute la nuit à plein gosier, les autres allaient là sans curiosité, comme sans entrain, ennuyés de cette corvée dont ils ne retiraient pas la satisfaction espérée; plus nuls que méchants, ils obéissaient à l'impulsion reçue; l'un d'eux, Jean Chevalier, avouait : « Nous sommes un ramassis d'hommes, presque le plus grand nombre ineptes, dont les uns sont d'honnêtes gens, les autres, sans principes qu'une démocratie effrénée, et dont quelques-uns sont de vrais scélérats. Il faut, en général, parler leur langage... » Moelle, visant spécialement le Conseil du Temple dont il fit partie à diverses reprises, a écrit : « Je n'y ai guère vu que des hommes honnêtes, mais faibles, que la crainte et les événements avaient maîtrisés. » Par malheur, lorsque ces piteux démagogues se trouvaient réunis à l'Hôtel de Ville, sous l'éloquence débraillée de Chaumette ou sous le regard soupçonneux d'Hébert, ils croyaient devoir, pour se montrer « à la hauteur, » rivaliser de cynisme, de sottise et de platitude. Ils se revanchaient alors de l'attitude embarrassée, quasi honteuse, qu'ils gardaient en présence des prisonniers du Temple, et invectivaient à distance cette Reine et ce Roi malheureux que, de près, ils n'osaient tracasser que timidement. La lecture des rapports du Temple suscitait chaque soir à la Commune des surenchères de lâche grossièreté; on s'ingéniait à désigner Louis XVI sous les sobriquets les plus grotesques : *Louis le*

Dernier; Louis le Traître ; Louis de la Tour ; l'individu royal... Le premier qui lui appliqua la ridicule appellation de *Monsieur Capet* ne fut certainement compris que d'un très petit nombre ; mais cela fit rire et obtint le plus grand succès. Tantôt c'est Charbonnier, un bonnetier, qui, ayant sans doute entendu le Dauphin réciter à sa mère les *Imprécations* de Camille ou quelque autre passage d'un poète classique, rapporte que la ci-devant Reine et sa ci-devant belle-sœur « n'apprennent à l'enfant que les tragédies les plus sanguinaires, » et il conclut : « Elles sont si voluptueuses qu'il n'y a pas de fille dans la rue Saint-Jean-Saint-Denis qui puisse leur être comparée. »

Tantôt un autre, qui ne sait pas lire peut-être, s'indigne du nombre d'ouvrages latins réclamés par le Roi : — « Il n'a, à peine, que quinze jours d'existence assurés et les livres qu'il demande suffiraient pour s'occuper pendant la vie la plus longue... ! » Un troisième critique les auteurs anciens dont on met les œuvres entre les mains du petit Capet, « auteurs que nos idées nouvelles doivent faire repousser bien loin ; » qu'on lui donne plutôt « la vie de Cromwell, celle de Charles IX et les détails du massacre de la Saint-Barthélemy ! » Un soir, le médecin Leclerc, signalant que la fille de Louis XVI est affligée d'une dartre sur la joue, ajoute : « Il serait dommage que cette dartre lui restât, car la fille Capet a une jolie figure ; c'est un chef-d'œuvre de la nature... » Le président, furieux, proteste : — « La peau du serpent aussi est un chef-d'œuvre de la nature...! » Et quand le Roi est souffrant, comme on donne lecture du bulletin rédigé par ses médecins, Hébert réclame au nom de l'Égalité « qu'on lise également le bulletin de tous les prisonniers malades... » On voudrait connaître le nom du municipal qui, ayant honte pour Paris de tant d'inepties et d'imbécillités, osa dire, un soir, en pleine Commune : — « Jadis il existait des flatteurs des Rois ; aujourd'hui que les Rois ne sont plus, il existe des flatteurs des peuples. Je n'ai jamais été des premiers, encore moins serai-je des seconds... »

Chaque jour apportait ainsi, à l'instigation haineuse de la Commune, une nouvelle humiliation ou un raffinement de torture ; le 11 décembre, comme Louis XVI donnait à son fils une leçon de lecture, — la dernière ! — deux municipaux se présentèrent annonçant qu'ils venaient chercher le jeune Louis pour le conduire chez sa mère. Le Roi embrassa longuement

l'enfant qu'il ne devait plus revoir avant la déchirante entrevue du 20 janvier. Ce soir-là, tandis que, dans la petite salle à manger, toute la famille royale en sanglots se serrait contre le condamné; tandis que, dans l'antichambre, les commissaires silencieux surveillaient à travers le vitrage: tandis que, dans la tourelle joignant la chambre du Roi, l'abbé de Firmont s'absorbait en ses prières pour tâcher de ne point entendre les cris de douleur qui parvenaient jusqu'à lui; tandis que le petit Dauphin, étouffant de larmes, supplie les commissaires de permettre qu'il aille demander pardon, à genoux, aux messieurs des sections de Paris, « pour obtenir que son papa ne meure pas; » tandis que, à l'autre extrémité de Paris, des hommes creusent une fosse dans un jardin couvert de neige, la Commune, touchant enfin au but vers lequel tous ses efforts se concentraient depuis cinq mois, se déclarait en permanence pour toute la journée du lendemain. Son triomphe, d'ailleurs, était sans joie. Bien que Chaumette présidât, la consternation planait sur l'Assemblée : si l'on excepte les exaltés, affectant la crânerie, les autres, épouvantés de ce qu'ils avaient fait, osaient à peine se regarder. — « Pourquoi LE mettre à mort? se disaient-ils, que ne l'envoie-t-on en Autriche? Il ne ferait pas plus de mal que ceux de sa famille qui y sont. » Pourtant, nul n'avait l'audace de protester : à quoi bon? « On craignait qu'un air triste et morne ne choquât l'œil défiant des scélérats. » Lorsqu'on procéda à la nomination des commissaires chargés de la faction au Temple pour la journée du 21, « une extrême répugnance se manifesta. » Ce fut bien autre chose quand il fallut désigner deux membres de la Commune pour assister à l'exécution : le procès-verbal conserve trace du mouvement d'effroi qui accueillit cette motion : on propose le tirage au sort, — on l'adopte, — et aussitôt on n'en veut plus. Et l'on nomme « par acclamation » Bernard et Jacques Roux « qui s'offrent spontanément. » Le lendemain, après la nuit pluvieuse toute résonnante des sinistres batteries du rappel, quand la séance de permanence s'ouvre, dès l'aube, il n'y a sur les bancs « qu'un petit nombre de municipaux, tous dans un morne silence. » Peut-être, en ce matin tragique, les plus bornés se rendent-ils compte, comme l'écrira plus tard un de ses membres, Beaudrais, « que la Commune ne s'est point fait honneur pendant tout le temps de la surveillance des prisonniers du Temple;

elle n'a pas su Concilier ce qu'elle devait à l'humanité et à l'infortune avec les précautions qu'exigeait le dépôt qu'elle avait en garde ; jusqu'au dernier moment elle a donné sujet au *dévotieux* Capet de se regarder comme un martyr prédestiné et de se faire un mérite des mauvais procédés qu'on n'a cessé d'avoir pour lui... » L'impression de terreur, de remords peut-être, est si générale que, pendant les deux heures d'attente angoissante qui s'écoulent entre le départ du Temple et la chute de la tête royale, alors qu'arrivent incessamment à l'Hôtel de Ville les estafettes chargées de renseigner le Conseil sur les moindres incidents du trajet, on voit avec stupéfaction ce détraqué d'Hébert, cédant à la tension de ses nerfs, éclater subitement en sanglots. Pour s'excuser de cette faiblesse : — « Le tyran, dit-il, aimait beaucoup mon chien ; il l'a caressé souvent ; j'y pense en ce moment !... »

G. Lenotre.

(A suivre.)

LETTRES A L'ÉTRANGÈRE

NOUVELLE SÉRIE (1)

I

A Madame Hanska à Dresde.

[Passy 1-6 janvier 1845,]
[[Mercredi,] 1er janvier 1845.

Il est trois heures du matin ; je commence l'année par travailler et par t'écrire. J'ai reçu hier la bonne longue lettre, écrite entre deux et cinq heures, et c'est ce dont je me plains ; je voudrais maintenant une page tous les jours, et la lettre envoyée deux fois par semaine. Je suis bien heureux que les dernières lettres adressées par moi à Wierzchownia, vous aient été renvoyées par Halpérine.

Ma chère Ninette, tu as dû recevoir, quand cette lettre te viendra, celle où je te conseille de venir à Francfort ou à Aix-la-Chapelle.

Si tu m'aimes, nous commencerons par Francfort ; mais ce sera pour les premiers jours de février. De là seulement, je puis avoir des communications assez rapides avec Paris pour pouvoir suivre mes travaux. Ote de ta chère tête que je puisse avoir du loisir. Il m'est interdit cette année. Et voilà pourquoi je voudrais une campagne et non une ville. Tu as dû avoir lu la première partie des *Paysans*. Eh bien, il y en a quatre comme cela. J'aurai fini la deuxième pour le mois de février.

(1) Ces lettres sont extraites d'un volume qui paraîtra prochainement à la librairie Calmann-Lévy, pour faire suite aux deux volumes de *Lettres à l'Étrangère* déjà parus à la même librairie.

Je serai alors à la moitié. Il faut faire les deux autres parties en février et en mars. Puis, en avril et mai, les *Petits Bourgeois*. Aussi préférerais-je une habitation en Suisse, dans le Val Travers, aux environs de Genève ou de Berne, à toutes nos idées d'Allemagne, car il faut non seulement que je travaille nuit et jour, mais que j'aille cinq à six jours à Paris tous les trois mois. Si tu tiens à l'Allemagne, j'aimerais mieux les environs de Bade. A Hombourg, je te le répète, il y a Mme Kisseleff qui y a fait bâtir énormément.

Mon ange aimé, songe que j'ai encore cent trente mille francs de dettes à payer. Elles se payent par trente mille des *Paysans* vingt mille francs des *Petits Bourgeois*, trente mille francs des Jardies, vingt mille francs d'autre littérature à faire, et trente mille francs d'ouvrages à illustrer. C'est une année fatale, où il faut exploiter *la Comédie humaine*, et mes œuvres, et mon cerveau, pour en finir avec la misère !

Il y a quelque chose qui m'étonne toujours, c'est ta défiance de mes facultés. Je te vois insurgée, à l'idée de ce qui peut réparer le présent et assurer l'avenir, l'affaire de Monceaux. *Primo*, on ne sait plus où se loger à Paris ; *secundo*, les appartements sont hors de prix ; *tertio*, on n'est pas chez soi quand on se loge dans ce qu'on appelle des maisons de produit, où il y a trente locataires ; *quarto*, il me faut le midi, le silence, l'air et l'espace. Ces quatre conditions s'appellent un hôtel entre cour et jardin, et cela se loue quatorze à quinze mille francs par an. *Quinto*, le meilleur placement est celui qu'on fait soi-même. *Sexto*, il n'y a pas de maison toute faite, *même une bonne occasion*, où l'on ne dépense de vingt-cinq à trente mille francs pour s'y établir.

Septimo, je connais ma Linette ; elle ne resterait pas un mois dans un appartement, en communauté avec cinquante personnes habitant sa maison. On ne brise pas les habitudes de toute sa vie ainsi.

Ces sept observations étant péremptoires, je ne comprends pas que tu ne sautes pas de joie à l'idée d'avoir un magnifique arpent de jardin bâti, planté par l'amoureux de Mme de Montesson (1), pour soixante mille francs, et une maison où il n'y aura qu'à s'emménager pour quarante mille francs. Total :

(1) Le Duc d'Orléans qui se maria avec une Mme de Montesson, en 1773 ; son fils, dit Philippe-Égalité, habita aussi la Folie-Monceau.

cent mille francs, ou quatre mille francs de rente!... C'est-à-dire que celui qui, pouvant obtenir ce résultat, s'y refuserait, devrait être mis aux Petites-Maisons. En une année, je répare tous les chagrins de fortune que j'ai eus et j'aurai un immeuble qui vaudra un jour cinq cent mille francs!

Tu auras toujours dans l'esprit une sorte de défiance contre moi, parce que j'ai mal commencé la vie. Tous mes malheurs sont venus de ma mère; elle m'a ruiné, par le calcul et à plaisir. Voilà seize ans que je me débats contre l'horrible situation qu'elle m'a faite. Plus je t'explique cela, moins tu me sais gré d'avoir vécu, d'avoir payé, d'avoir fait une fortune. Ma fortune, c'est mon œuvre. Mon œuvre vaut un million, et elle le donnera. Malheureusement, il y a encore six ans de travaux pour la terminer.

Quand on vit perpétuellement chez soi, la première cause de bonheur est d'avoir un chez soi charmant et aimable. Or, c'est ce à quoi je pense. Tu es un peu follette, ma Minette, car si je ne bâtis pas en 1845, où logerons-nous en 1846?... Il faut dix-huit mois pour habiter une maison, dix-huit mois pendant lesquels elle sèche; il faut qu'un hiver et un été y passent! Or, le gros œuvre sera fait pour octobre ou novembre 1844. On passera l'hiver à la finir; à peine pourra-t-on y demeurer en octobre 1846. D'ici octobre 1846, j'aurai bien largement payé tout ce que je dois, dettes et maison. Quant à la maison et au terrain, il faut payer immédiatement. Voilà pourquoi j'ai tant à travailler. Mais aussi nous avons [en vue], Claret et moi, une meilleure affaire que ce que je t'ai dit : nous allons acheter à Plon cinq arpents à quatre-vingt mille francs, avec la certitude de les revendre, aux clients de Claret, entre cent vingt et cent quarante mille francs. En sorte que, d'ici au mois de mars, nous aurons chacun notre arpent et notre maison, dans le sens le plus défavorable de la spéculation, et peut-être, dans le sens le plus favorable, chacun de l'argent et notre maison.

Nous ne courons aucun risque, car Plon est engagé à nous livrer les terrains, et nous ne serons engagés à les payer qu'au bout de trois mois, si nous les avons vendus, et nous pouvons résoudre le marché, si nous ne les vendons pas. Si nous ne les vendons pas, je reste avec un arpent à soixante mille francs. Si nous les vendons, c'est que nous avons eu des bénéfices.

Hier, Claret m'a dit avoir, dans ses clients, quatre arpents

de placés, environ ; il ne s'agit plus que de tracer les rues et [de faire] les conditions. Or, moi, mon choix est fait comme emplacement.

J'ai, du moins jusqu'à présent, dans mon jardin, une magnifique ruine de temple grec, au bas duquel est un petit lac, avec rochers, etc..., d'une magnificence royale. Ça et de beaux arbres, ce sera notre jardin.

Ça n'a pas coûté moins de cent mille francs. C'est ce qu'il y a de plus beau dans la Folie-Monceaux et ce serait vraiment un monstre que de la démolir. Claret me bâtira la charmante maison dont tu verras le plan. Entre la maison et la ruine circulaire, il y aura une pelouse. Il n'y aura certes pas deux habitations comme la nôtre à Paris. Et tout cela pour cent mille francs, ou peut-être pour rien. Je me prépare comme si cela devait coûter les cent mille francs. Mais, d'ici à un mois, peut-être, saurons-nous à quoi nous en tenir. Ah! quel jour pour moi que celui où je ne devrai plus rien, et où je posséderai une belle habitation! Il n'y aura pas de plus beau [jour], [hormis] celui de notre mariage! Hugo a acheté un demi-arpent; les Jésuites ont acheté trois arpents, trois cent mille francs, et ils bâtissent une église; elle sera à deux pas de notre maison. Tu vois que je connais les convenances. Plon doit donner un million au Roi, d'ici au 15 mars.

Avec de tels intérêts et de tels travaux, je ne voudrais pas être éloigné de plus de cent vingt ou cent cinquante lieues de Paris. Voilà pourquoi je demande Aix[-la-Chapelle], Francfort ou la Suisse. De tout cela ce que je préférerais ce serait la Suisse.

Plon a pour cinq cent mille francs de placé; si Claret lui place pour cinq cent mille francs, il peut payer le Roi et il a huit ou dix arpents de bénéfice. Voilà pourquoi son métier n'est pas de chercher les bénéfices que peut faire Claret, de même que l'affaire de Claret n'est pas de vendre au prix réel, car il faudrait attendre trop longtemps; il faut donner beaucoup à gagner à ses acquéreurs.

L'arpent, là, vaut deux cent cinquante mille francs environ. Ces arpents se composent de mille toises et la toise vaut deux cents francs dans le haut du faubourg Saint-Honoré. Aussi le Roi ne veut-il pas fixer de prix à Plon pour les vingt-cinq arpents qui restent à vendre; il en veut déjà deux millions cinq

cent mille francs, car il dit : « Quand vous aurez bâti dans ce que je vous ai vendu, vous aurez doublé la valeur de ce qui me reste. » Il compte avoir huit millions de Monceaux ainsi, et la spéculation du Roi est la garantie de la bonté de la nôtre. Les Jésuites ont flairé cela. Ils n'ont pas marchandé, ils ont acheté sur-le-champ, trois cent mille francs leurs trois arpents. Ils vendent huit cent mille francs [leur établissement de] la rue des Postes. Ils vont dépenser les cinq cent mille francs restants dans leur bâtisse, et ils font l'avance de l'église. Ils se la feront rembourser par des quêtes et des dons volontaires.

Voyez à quelles explications vous me contraignez par votre défiance!... Et qu'ai-je fait pour la mériter? J'ai payé ou j'aurai payé toutes mes dettes moi-même, avant que tu aies pu rien te constituer hors de cette infâme Pologne, dont les biens ne sont pas des biens, mais des maux! Tu es la richarde et je suis le pauvre!... On accuse toujours le pauvre.

Ah! te diras-tu, chérie : « Il commence bien l'année comme un mari, car il me gronde et il me grogne! » Non, ma petite fille chérie, tout cela, c'est l'explication du bonheur. Nous serons heureux, dans un joli nid; tu seras ravie, si la ruine [grecque] me reste, de ce que j'aurai su créer au milieu, ou, pour parler plus exactement, au bord de Paris. Le Bois de Boulogne ne sera pas loin, ni le faubourg Saint-Honoré non plus. Oh! que tout cela se réalise, et je serai enfin ce que je dois être!

Nous attendons toujours la réponse du duc de Devonshire pour les meubles.

Je ne t'apporte plus de boîtes, mais à chacune de vous le même flacon. Cela se tient à la main, c'est personnel. La douane n'a rien à dire, et, je connais Anna, elle sera très heureuse. Ne m'empêche pas de gâter ta fille.

Je ne t'enverrai cette lettre qu'après-demain, car j'y joindrai les trois premières feuilles de l'histoire qui se publie dans ce moment au *Messager*.

Ne me dis plus rien des Chl [endowski]; ils sont connus. Je ne les vois presque plus. Mme de Boc [armé], qui me les a fournis, y renonce aussi. Dans vingt jours, ils n'auront plus rien à me demander; ils seront fournis, et mon traité sera fini, exécuté. Mais tes rhumes me font frémir. Il n'y a qu'à se faire suer au lit, et à prendre garde de passer, en transpiration, d'un endroit chaud à un endroit froid. Je t'en supplie de nouveau, soigne-

toi. Quitte Dresde le 11, et viens à Francfort pour le 20 janvier, j'y serai, moi, le 1er février. Là nous comploterons où aller.

Rien ne m'est plus facile [que] d'aller à Francfort, car la malle-poste de France et de Prusse est organisée pour atteindre ce point avec une vitesse excessive, tandis qu'il faut savoir l'allemand pour aller à Dresde. On parle français jusqu'à Francfort. Je t'en *resupplie*, quitte Dresde et viens là.

Tu sais tout ce que je puis penser de toi, te dire, ma Lidda, pour un premier jour de l'an! Mais mon premier jour de l'an, c'est le mois de février! Hélas! chère adorée, je n'ai pas le mérite de t'obéir, car tu le vois, les choses sont plus fortes que ma volonté. J'ai, le 1er janvier, toute la deuxième partie des *Paysans* à écrire, et, si tu as lu la première, tu dois voir quelles sont mes obligations. On a crié au Molière et au Montesquieu! On m'a salué Roi! Il faut continuer à mettre des diamants à *ta* couronne!

[Jeudi,] 2 janvier.

C'est tout au plus, ma chère Line aimée, si je pourrai supporter la fatigue de la deuxième partie des *Paysans*. Je suis entré dans une période d'horribles souffrances nerveuses à l'estomac, causées par l'abus du café; voici près de six mois que j'en prends, et il est à peu près fini, comme influence.

Il me faut absolument le repos. Ces douleurs affreuses, sans exemple, m'ont pris depuis trois jours. J'ai cru, la première fois, à quelque accident. Mais c'est fini; je les reconnais. Ainsi, je partirai dans les derniers jours de janvier. Quitte Dresde et rapproche-toi du Rhin.

Je ne demande qu'une chose : c'est de bien finir la deuxième partie des *Paysans*. J'aimerais mieux la Suisse que Francfort. On peut avoir de si jolies habitations et si près [les unes des autres], et il y a si peu de cancans, grâce à la grande quantité de touristes! Le Val Travers serait bien notre affaire. Oh! je suis bien énormément fatigué. Je calculais ce matin que j'ai fait, depuis deux ans, quatre volumes de *la Com* [*édie*] *Hum* [*aine*]. Dans vingt et quelques jours d'ici, je ne serai plus bon qu'à mettre en malle-poste.

Je joins à cette lettre la première qu'ait écrite le *duc* Pasquier.

David a terminé mon buste; c'est, à ce qu'il paraît, une

merveilleuse chose, et qui sera l'un des grands morceaux de notre Exposition. Mais il [y] met une grande prétention avec moi; il ne veut me le faire voir qu'après le dernier coup de lime.

Soigne-toi! soigne-toi! c'est mon cri.

Je m'interromps de mes travaux en me demandant en sursaut : « Tousse-t-elle encore? » Attends, pour *Modeste Mignon*, le quatrième volume de *la Com* [*édie*] *hum* [*aine*], qui va, sous cinq ou six jours, être terminé.

Mon Dieu! te savoir à quatre pas, et rester ici! C'est à se damner! Tu as beau me défendre de venir, c'est cent fois pis!

Allons, adieu pour aujourd'hui. J'ai encore quinze feuillets à écrire pour terminer *Béatrix*.

[Vendredi,] 3 janvier.

Pas de lettres! J'espérais que, pour notre premier jour de l'an, j'aurais le grand bonheur d'une petite lettre, et voici trois jours [de passés]. Es-tu malade, mon ange adoré? Je le crains.

En voilà du malheur que de trouver tant de monde de connaissance à Dresde! Tu as vu dans les journaux la folie de Villemain. Sa discussion de [la] loi sur l'enseignement, à la Chambre des pairs, l'année dernière, accusait déjà quelque affaiblissement dans les facultés. Ce n'est pas une perte; il avait l'intelligence d'une étroitesse incroyable. Voir M. Guizot obligé de défendre sa loi a été un coup porté à sa vanité. Thiers pourra finir ainsi, et Lamartine, hélas! en est bien près. Il pense à devenir pontife d'une religion nouvelle!

Je disais l'autre jour à Delphine [de Girardin,] à qui j'ai demandé de me raconter ses douleurs, quand elle a été trahie par Émile dans les trois premières années de son mariage (pour pouvoir finir *Béatrix*), que tous ces gens-là périssaient bien moins par l'enfantement des idées que par l'agrandissement du sentiment.

C'est la vanité qui tue Villemain, qui a tué Lassailly, Gérard de Nerval (1), et qui ronge Lamartine et Thiers. Hugo a le crâne d'un fou, et son frère, le grand poète inconnu, est mort fou. Cela fait trembler.

(1) A cette date, Gérard de Nerval avait eu déjà plusieurs atteintes de folie.

Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est de se laisser adorer. Bénissons les critiques, ma Linette ; nous n'avons rien à craindre [de ce genre] dans notre ménage ; on ne nous épargne pas les pierres! J'ai reçu, à propos des *Paysans*, la plus enragée des lettres. J'en ai ri *comme un fou*. Je te la garde ; c'est un curieux monument de haine.

Allons, mille caresses et toutes mes tendresses. Mille gracieusetés à ma petite Anna.

II

A Madame Hanska, Hôtel de Saxe, à Dresde.

[Passy,] 7 janvier [1845].

Mon ange, je ne t'ai écrit que deux lettres par Bassange. J'aime à croire que toutes celles adressées à l'hôtel de Saxe te sont parvenues, puisque tu as reçu le feuilleton [*les Paysans*]. Il a dû venir en deux fois.

Voilà qui est bien convenu (car je te réponds à ta lettre du 31 décembre dernier, que j'ai reçue hier). Si tu l'as mise à la poste le 1er janvier, elle a mis cinq jours à venir ; mais elle perd un jour à Paris. Nous crions, à la Chambre, comme des diables, pour cette perte [de temps] que fait le transit des lettres à la grande poste.

Nous nous verrons à Francfort. Ta résolution me fait la plus vive joie, car je ne sais pas l'allemand, et je puis aller, en français, jusqu'à Francfort, et j'aurai mille services d'un excellent Rothschild qui est là, le meilleur de tous. De là, je pourrai travailler à peu près comme à Paris. Seulement, mon cher louloup, aie soin de me dire sur-le-champ où tu te logeras. Si tu voulais faire faire un contrat [de location] d'une maison particulière sans être trompée, je t'enverrais un mot pour ce Rothschild.

N'aie aucune inquiétude ni pour toi, ni pour Anna ; nous avons un temps doux et charmant depuis quinze jours, et, à mesure que tu iras vers le Rhin, tu trouveras [de plus en plus] une excellente température.

Le voyage n'est rien de Leipsick à Francfort. Les routes sont belles, et l'on va bien, sans aucun danger.

Je ne puis pas partir avant les premiers jours de février, car j'ai tous *les Paysans* à faire. J'ai vu hier Bertin pour remettre à huit mois *les Petits Bourgeois*. Ainsi je serai [près de toi] sans soucis, avec seulement les deux dernières parties des *Paysans* à faire.

Je ne t'écris plus à Dresde et ne t'adresse plus rien là. Tu auras *la Com* [*édie*] *hum* [*aine*] par la poste, sans frais. Ainsi, tu auras tout ce que tu veux lire. Seulement, dis-moi ce qui te manque.

Soigne-toi bien; sois bénie entre tous les louloups pour ta gracieuse diligence et accours.

La fin de *Béatrix* a un succès prodigieux et sur lequel je ne comptais guère. Il me faut faire encore une œuvre de cette dimension pour ajuster mes affaires.

Adieu. J'attends une lettre de Francfort pour t'écrire. J'ai pensé à toi sur toute cette route; à tous les paysages, à toutes les *stations*, tu peux reprendre des larmes et t'en faire des perles joyeuses, puisque tu les changes en plaisirs. Partout ton souvenir est écrit : à Eisenach, où tu relayeras sur une petite place; à Erfurth, je causais avec ma Lididda, et je lui disais, tout comme Louis XI à sa bonne Vierge :

« Sois bénie, comme tu es aimée, et trouve ici toutes les fleurs d'un amour toujours jeune et toujours entier. »

A bientôt. Je t'engage à aller toujours, à avoir des provisions dans ta voiture et à ne t'arrêter qu'à Francfort, car cela ne te fera que deux jours et deux nuits de route, et ta voiture, tes provisions seront meilleures que les auberges. Francfort, pour les communications, vaut à peu près Genève.

Mille tendresses et adieu.

III

A Madame Hanska, Hôtel de Saxe, à Dresde.

[Passy,] 14 [janvier 1845.]

Ma minette chérie, j'ai reçu ta lettre du 4 janvier, par laquelle tu me dis avoir cédé à ta petite Anna et rester jusqu'à la fin de janvier à Dresde. Je ne vois là-dedans que l'intérêt de ta santé; tu fais donc bien.

Voilà qui est convenu; tu partiras alors dans les premiers

jours de février. Il te faudra cinq jours pour être à Francfort ; j'y serai le 6, si je n'y suis pas le 5. Seulement, je t'en prie, ne fais pas de folies ; il te faudrait une nouvelle Brugnolle pour conduire ta maison. Ne te laisse pas prendre aux farces d'aubergiste, et ce retard peut me permettre de te faire chercher par Adolphe [de] Rothschild, un appartement aux meilleures conditions, et un pour moi auprès. Réponds-moi ce qu'il te faut, courrier par courrier, et si tu me permets de prendre ce soin de ta bourse ; à moins que tu n'aimes mieux que nous fassions cette première affaire ensemble. J'attendrais alors.

Tu es si petite fille en fait d'affaires, que je ne savais pas être prophète en t'appelant ma petite fille. Je me lasse de te répéter les mêmes choses. C'est fort ennuyeux à dire ; mais à écrire, ça l'est encore bien davantage. J'ai cru que tu avais soixante mille roubles [chez ton frère], à Odessa. Par la marche que je t'ai indiquée, tu n'avais rien à perdre. Ne me conseille plus rien, et ne parle pas sur des spéculations qui n'en sont pas et que tu ne connais pas. Aie confiance en moi ; je suis un chat échaudé. Puisque tu viens à Francfort, tu verras là, toute bâtie par Claret, la maison qu'il me bâtira. Tu auras le plan des changements que j'y ai faits, et tu seras à temps pour dire ce qui t'y plaît et ce qui t'y déplaît.

Les Jardies sont vendus vingt-huit mille francs nets. Je me mets en mesure de payer les soixante mille francs de mon terrain à Monceaux, comme si je ne faisais pas la grande affaire avec Claret ; mais, cette semaine, je saurai si nous la faisons. Aux vingt-huit mille francs des Jardies je joins les vingt-deux [mille] que j'ai des *Paysans*, et dix mille francs de la *Com* [*édie*] *Humaine*. Voilà mes soixante mille francs. Tout cela est veine. Je n'ai pas à y songer.

La maison coûtera quarante mille francs, que je n'aurai à payer qu'en 1846. Or, j'ai devant moi de quoi payer trente mille francs de dettes cette année, et, dans l'année 1846, j'aurai de quoi payer le reste de mes dettes et la maison par mes seuls travaux.

Quant à tes vingt mille francs, nous les placerons, pour commencer ta fortune ici.

Oh ! ma Linette, vous avez tout votre temps à vous ; vous pouvez fermer votre porte et m'écrire tous les jours. Oh ! Polonaise, Polonaise !... Vous ne m'écrivez qu'au dernier moment,

et moi, j'écris trois lettres contre mon louloup une ; et mes lignes valent vingt sous, et je prends sur mon sommeil pour écrire, et mes nerfs des yeux battent à me faire craindre des tics nerveux !...

Une femme enrhumée comme deux loups doit rester chez elle, écrire à son Noré, et je n'ai rien qu'une lettre écrite si à la hâte, que tu me le dis !... Ah ! Ce n'est pas bien. Je t'aime trop pour ne pas maugréer.

Si tu savais, depuis mon retour de Pétersbourg où j'étais si fatigué sans te le dire, combien j'ai travaillé, car il te faut de la fortune ! Tu ne connais pas Paris ; tu ne sais pas qu'il te sera impossible d'y conduire une maison. Tu ne l'as jamais fait ! Tu es, comme tu le dis, une créole, et tu ignores les débats effrayants dont je suis témoin à Passy, pour arriver à vivre avec six mille francs. Et la louloup me blâme de penser à son avenir à elle, de tâcher de lui arranger une jolie existence ! Pauvre petite fille, qui appelle fureur de spéculation acheter à bon marché ce qui est cher, et ce dont on a besoin !

Je te pardonne, ma louloup, car tu ne sais ce que tu dis. Je t'ai pourtant tracé le plan d'une existence excessivement simple, à Paris, et tu y as vu le chiffre : quarante mille francs par an. Hugo [qui] est [installé] à la Place Royale, est un rat, vit comme un rat, et dépense vingt mille francs par an. Tu n'accepterais pas cela pendant un mois ; tu aurais des tristesses, etc., et tu me ferais mourir de chagrin. Dans mon désir de fortune, il y a toi, rien que toi ; car moi, ma vie est arrangée.

Six mille francs par an en rendent raison. Douze mille avec ma maison, voilà le plus haut [total], et, quand je te dis en chiffres, en efforts, en travaux surhumains que je t'aime, tu me dis que tu ne sympathises pas avec moi !... Assez grondé comme cela.

J'ai fini le livre de Chl[endowski]. Mme de Girardin dit que c'est mon chef-d'œuvre, parce que c'est des émotions. D'aujourd'hui je me mets aux *Paysans* ; pour avoir fini le 1er février, il va falloir ne plus dormir que deux ou trois heures. J'ai encore cinq feuilles neuf pages de la *Com[édie] Hum[aine]* pour avoir terminé avec Chl[endowski].

C'est plus que de la canaille, la femme surtout, quoiqu'elle soit Tarbout.

Tu as dû recevoir, ma chère idole, le reste des *Paysans*, car on t'a fait deux envois. Je t'enveloppe cette lettre dans un article où j'ai déjà bien ôté des épigrammes contre Saint-Pétersbourg, et celles qui y sont viennent d'être adoucies.

J'ai pensé au G [énéral] G [ouverneur], et me suis rappelé l'ordre de ma chérie d'être circonspect, en fait de Russie. Ceci est un article du *Diable* [*à Paris*]. Il y en aura dix ou douze comme celui-là. Tu pourras le lire avant les Parisiens eux-mêmes, car c'est l'épreuve [que je t'envoie.]

Allons, adieu, mon trésor aimé; le pauvre beng[ali] dit mille tendresses à son m[inou,] qui ne lui dit pas grand'chose. Mme de Brugnol[le] admire comment je peux travailler avec la tête et le cœur pleins de toi, avec l'idée d'un voyage qui me fait dire cent fois par semaine : « J'ai envie de tout laisser là, et d'y courir ! » Oh ! je sens que je t'aime plus que tu ne m'aimes, malgré les avantages que tu te donnes [là-dessus] sur moi; mais tu le sens, tu le sens bien, dis. Vrai ? Pour sûr ?

Soigne-toi bien, mon cher loup; qui sait, peut-être trouverai-je le moyen, sans vous compromettre, Anna et toi, de vous faire voir Paris et l'Exposition. Mais, pour cela, *motus* et économisons. J'aurai un passeport [sous le nom] de M. de Balzac, avec « sa sœur et sa nièce. »

Mille tendresses, mon cher minet, et, vraiment, écris-moi donc que tu m'aimes; ça me donne de la force. Tu sais bien tout ce qu'il y a dans mon cœur, dans tout mon être pour mon Ève ! Je voudrais que tu sentisses sur tout toi le baiser que je te donne en pensée.

IV

A Madame Hanska, Hôtel de Saxe, à Dresde (1).

P[ass]y, 15 février [1845].

Ma chère petite-fille, pouvais-je écrire sans imprudence avant d'avoir reçu contre-ordre ? Ta dernière lettre me prescrivait de ne plus écrire à D[resde]. Depuis cette lettre, j'ai reçu un petit mot de quelques lignes, écrit à la hâte, qui ne pouvait pas m'engager à répondre et où le *statu quo* était main-

(1) Cette lettre a déjà été publiée dans la *Correspondance générale* de Balzac (No CCLXXIX, mais très incomplètement.

tenu. J'éprouve même une certaine inquiétude en voyant que mon louloup ne me parle pas de mes dernières lettres, dont la dernière contient un article [du *Diable à Paris*] intitulé : *les Boulevards* [*de Paris*]. Je ne sais même pas si tu as reçu tout ce qui a paru des *Paysans*, qui a été envoyé en deux fois.

Enfin, *je mets la main à la plume*, sur l'invitation contenue dans ta lettre écrite le 8 et qui m'est arrivée hier, où tu me dis que tu ne partiras pas [de Dresde] avant le 1er mars environ. Ces préambules sont nécessaires pour expliquer la position. Si tu m'avais écrit deux fois par semaine, nous n'aurions pas eu de ces lacunes. Mais je te vois si malheureuse que je n'ose pas ni gronder, ni récriminer, ni rien dire. Il y a seulement une observation que je veux faire, rien que par éclaircissement. Je suis sûr que tu envoies tes lettres à la poste par quelqu'un d'infidèle, car les deux dernières n'étaient pas franches de port, et tu as sans doute donné ce qu'il fallait pour [les] affranchir. Donc, ou affranchis toi-même, ou n'affranchis pas du tout. Nous recommençons, comme à Pétersbourg, à payer chacun de notre côté. Ceci est pour l'ordre. En voyage, on a besoin de son argent, et c'est bien assez d'être volé par les aubergistes, sans s'y prêter ainsi. Donc n'affranchis plus par l'intermédiaire d'un valet, ou affranchis toi-même. Depuis douze ans, c'est moi-même qui mets tes lettres à la poste.

Pauvre louloup, combien de choses à te dire!... Et, avant tout, parlons raison. Sans ta défense, il y a un mois que je serais à *Stadt-Rom* (1) en face de l'hôtel de Saxe, et, si tu la lèves, réponds courrier par courrier, et j'arrive.

Quant au voyage à P[aris] il ne peut avoir lieu que de la manière suivante. Tu viens à F[rancfort]; tu t'y établis. Je ne viens qu'à Mayence. Tu te proposes de faire un voyage sur les bords du Rhin. Tu commences par Mayence. J'ai un p[asse] p[ort] pour ma sœur et ma nièce; tu prends la malle-poste, et tu passes du 15 mars au 15 mai à P[aris]; sans rien dire à qui que ce soit au monde. Tu reviens à Mayence; tu regagnes ton chez toi à F[rancfort], et j'y arrive quelques jours après. Comme tu n'auras vu personne dans les premiers jours de ton arrivée à F[rancfort], on n'aura fait aucune attention à toi, et l'on ne s'occupera de vous deux qu'à ta deuxième

(1) A Dresde.

arrivée. Seulement, obtiens de ton diplomate, F[rancfort] et les bord du Rhin, tu [en] seras quitte pour revenir par Coblentz, Cologne, etc., en faisant viser le passeport russe par les endroits.

Moi, ici, j'aurai trouvé pour vous deux un petit appartement meublé à Chaillot, à deux pas de Passy. Vous verrez la grande ville incognito. Il y a douze théâtres pour Anna, ce qui fait vingt-quatre ou trente fois à y aller. Nous ne dépenserons presque rien, si vous voulez faire le voyage en garçons et garder un silence absolu sur cette escapade. Tu verras l'Exposition [des beaux-arts], Paris, tous les théâtres. Je me précautionnerai pour les concerts du Conservatoire. Enfin, je m'arrangerai pour qu'en deux mois vous en ayez pour votre argent. L'appartement, pour deux mois, coûtera quelque chose comme trois cents francs. Vous aurez mille francs de voitures, mille francs de voyage, aller et retour, mille francs de faux frais. C'est trois mille cinq cents francs pour le tout, sauf les fantaisies d'Anna et du louloup. Je me charge des théâtres et peut-être de la nourriture.

Voilà le plan. Mais, dans ces sortes de choses, il faut de la hardiesse et du secret, peu de paquets; le strict nécessaire. On trouve ici tout à meilleur marché que partout ailleurs, au prix où je vous ai vu acheter vos robes et vos chiffons. Mon cadeau à Anna, ce sera une *baignoire* tous les soirs à un théâtre; et elle en verra des pièces et des acteurs!... J'ai dit et je me résume : arriver à F[rancfort]; s'y établir comme à son quartier général d'excursion sur le Rhin, et, au bout de trois jours, venir à Mayence, par le chemin de fer; se livrer à une excursion du 15 mars au 15 mai, et revenir enchantées du Rhin. La malle-poste contient juste trois personnes. Elle vous emmène, elle vous ramène. A Chaillot, vous trouverez un bon petit appartement, meublé par mes soins, des domestiques, une cuisinière, une femme de chambre et un petit groom, le tout pour deux mois. Mme de Brugn[olle] surveillera tout. Le matin on va dans P[aris] à pied, ou en fiacre pour diminuer les distances. Le soir, ces dames ont leur voiture. Pas une rencontre possible, en n'allant pas dans le monde.

Dans cette hypothèse, je serais à May[ence] du 15 au 16 mars.

Chère Linette, les incertitudes de ton arrivée à F[rancfort] ont bien durement pesé sur moi, car, que pouvais-je faire en

attendant à toute heure une lettre qui me faisait partir? Je n'ai pas une ligne de faite sur *les Paysans!*

Ici, Mme de B[rugnolle] n'a pas non plus ni fait de provisions pour l'hiver, ni pu rien résoudre. Ça a tout désorganisé. Au point de vue des *intérêts*, ça a été fatal. C'est deux mots que tu ne peux pas comprendre, car tu ne sais rien de l'économie parisienne ni des moyens pénibles qui constituent la vie d'un homme qui veut vivre avec quatre mille francs par an. Ainsi, je dois absolument quitter P[assy] où je suis trop à l'étroit; eh bien! je n'ai rien osé faire, car si je suis absent huit mois, Mme de B[rugnolle] peut rester là, à garder les meubles. Mais le plus grand malheur est mon inoccupation. Comment puis-je me jeter dans un travail absorbant, avec une idée comme celle de partir sous peu, d'aller revoir mon louloup? C'est impossible. Il faudrait n'avoir ni tête ni cœur. J'ai été tenaillé, torturé, comme jamais je ne l'ai été. C'est un triple martyre, celui du cœur, celui de la tête, celui des affaires! Et, avec mon imagination, il a été si violent, que je déclare que j'en suis hébété, si hébété, que pour échapper à la folie, je me suis mis à jouer au lansquenet, et à aller en soirée chez Mme Merlin (et chez d'autres). Il fallait bien appliquer un moxa sur un pareil mal. Je n'ai, fort heureusement, ni perdu, ni gagné. Je suis allé au spectacle, dîner en ville; enfin, j'ai fait une vie folle depuis quinze jours. Maintenant, je vais essayer de travailler nuit et jour, d'aujourd'hui 15 février au 15 mars, de finir *les Paysans* et un petit bout de livre pour Chlend[owski].

Je vais t'envoyer par les messageries le tome XI de la *Com[édie] Hum[aine]*, où est *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, le tome IV, où est *Modeste Mignon* et la fin de *Béatrix*, puis *le Diable à Paris*. Ces trois livres t'amuseront peut-être? Si la réduction de mon buste de David est faite, je te l'enverrai également. Non seulement l'achèvement des *Paysans* est une nécessité absolue, devant laquelle *tout* doit céder, relativement à la littérature et à la réputation de loyauté que j'ai pour les engagements de plume, mais c'est d'une absolue nécessité pour mes intérêts. Cette année est une année climatérique pour mes affaires.

Sous quarante-cinq jours l'impression de *la Com[édie] Hum[aine]* va se terminer.

Les libraires ont mis là-dessus les deux plus fortes impri-

meries de Paris, et il faut que je voie deux fois plus d'épreuves qu'auparavant. Il en résulte une somme importante pour moi. *Les Paysans*, s'il y a succès, peuvent donner trente mille francs en librairie, et donnent dix mille francs au journal. C'est quarante mille francs. Quinze mille de la *Comédie Humaine* [et quarante font] cinquante-cinq mille. Trente mille des Jardies ajoutés à cela dans le mois de mars, font quatre-vingt-cinq mille francs; dix mille francs de mes travaux, font quatre-vingt-quinze mille francs. Vingt mille francs du *louloup* joints à tout cela, font cent quinze mille francs. Otez-en soixante-cinq mille francs pour le demi-hectare dans Monceau, reste cinquante mille francs. Or, ces cinquante mille francs payent toute ma portion de dettes ennuyeuses. Une fois ces payements faits, je ne dois plus qu'à trois personnes : M. Gavault, Mme Del[annoy] et M. Dablin. Et encore *les Petits Bourgeois* et *le Théâtre comme il est* les solderont.

Je ne construirai à Monceaux qu'après avoir payé ces trois derniers créanciers, et après avoir gagné les cinquante mille francs nécessaires à la construction. Or, comme il faut deux ans pour bâtir, sécher et meubler une maison, si l'on fait le gros œuvre en 1846, elle ne sera habitable qu'en 1847-1848. J'ai donc à me loger, dans un appartement convenable, pendant trois ans, et je ne puis cependant quitter P [assy] que mes dettes criardes payées. Donc, il faut finir *les Paysans*, puis *la Com* [*édie*] *Hum* [*aine*] et *les Petits Bourgeois* et le *Théâtre comme il est*. Or, chère minette, vous m'avez fait perdre tout le mois de janvier et les quinze premiers jours de février à me dire : « Je pars demain, dans huit jours! » à attendre des lettres et à me tordre dans des rages que moi seul connais. Ceci a fait un dégât effroyable dans mes affaires, car au lieu d'avoir ma liberté le 15 février, aujourd'hui j'ai pour *un mois* de travaux herculéens, et à inscrire dans ma cervelle ceci, qui sera démenti par mon cœur : « *Ne pense ni à Louloup, ni à Dresde, ni à voyager! Travaille, misérable!* » Or, Louloup, ce que j'appelle *travailler*, c'est quelque chose qu'il faut voir et qu'aucune prose ne peut dépeindre, car depuis un mois, ce que j'ai fait aurait mis sur les dents un homme bien organisé.

J'ai corrigé les treizième et quatorzième volumes de *la Com* [*édie*] *Hum* [*aine*], qui contiennent *la Peau de chagrin*, *la Recherche de l'Absolu*, *Melmoth réconcilié*, *le Chef-d'œuvre*

inconnu, *Jésus-Christ en Flandre*, *les Chouans*, *le Médecin de campagne* et *le Curé de village*. J'ai fini *Béatrix;* j'ai corrigé et fait des articles pour *le Diable* [*à Paris*], et j'ai noué des affaires.

Ceci n'est rien : ce n'est pas travailler. Travailler, mon louloup, c'est me lever tous les soirs à minuit, écrire jusqu'à cinq heures, déjeuner en un quart d'heure, travailler jusqu'à cinq heures, dîner, me coucher et recommencer le lendemain. Et, de ce *travail*, il sort cinq volumes en quarante jours. C'est ce que je commence après avoir achevé cette lettre. Il faut bien faire six volumes des *Paysans*, et six feuilles de [*la*] *Com* [*édie*] *Hum* [*aine*], pour Chl[endowski] et pour la *Com* [*édie*] *Hum* [*aine*] elle-même, car c'est la seule chose qui manque pour terminer cette édition, qui aura dix-sept volumes. J'en espère une deuxième pour 1846, et cette deuxième aura vingt-quatre volumes et peut me donner deux cent mille francs.

Ainsi, voilà un rapport sur les affaires, et sur le projet de voyage de Vos Excellences.

J'arrive à ce qui vaut mieux que tout, à Sa Seigneurie Madame Louloup, la Linette, l'aimée, la chérie, l'Ève, la minette, l'adorée, la fleur, l'ange, le mi [nou], etc., car je remplirais la page de vos titres, qui sont plus nombreux que ceux des anciens rois d'Espagne, des Sultans et des Mogols!... Comment! parce qu'une folle n'a pas pu être heureuse, elle vient *cracher sur la vendange*, comme dit Charlet, et te brouiller le cœur, et tu l'écoutes! Ceci est un crime de lèse-louloupterie. Et tu m'écris des tristesses à faire mourir le diable! Dans ton avant-dernière lettre, tu me proposes gracieusement, avec ces formes russes de ton style, dans ces occurrences, un petit congrès où les deux grands loups auront à décider s'ils s'aiment ou ne s'aiment pas.

Ceci, *ma chère dame*, est un plus grand crime que ceux que vous vous complaisez à me reprocher, car, moi, je n'ai jamais eu besoin de consulter là-dessus, et depuis 1833, je vous aime comme un fou, et j'ai eu le cœur sans cesse plein de vous; à preuve que la pauvre Mme de B[erny] vous haïssait à la mort et m'a supplié de ne jamais vous voir. Les petits crimes que tu me reproches, chère, sont des nécessités humaines, très bien jugées par Votre Excellence, mais je n'ai jamais mis en doute que je serais heureux avec toi. Décidément, mon loup chéri, je te conseille de quitter Dresde; il y a là des princesses qui

t'empestent le cœur, et, n'était *les Paysans*, je serais parti sur l'heure, pour montrer à cette vénérable invalide de Genthod comment aiment les hommes de mon espèce, qui n'ont pas reçu, comme son prince [Galitzin], une citrouille russe au lieu d'un cœur, des mains de la nature hyperboréenne. En France, nous sommes gais et spirituels, et nous aimons; nous sommes gais et spirituels, et nous mourons; nous sommes gais et spirituels, et nous créons; nous sommes gais et spirituels, et constitutionnels; nous sommes gais et spirituels, et nous faisons des choses sublimes et profondes! Nous haïssons l'ennui, mais nous n'en avons pas moins du cœur, nous allons à toute chose, gais et spirituels, frisés, pommadés, souriants!... Voilà pourquoi l'on dit, sur un air sublime :

La Victoire, en chantant, nous ouvre la carrière.

Ce qui nous fait prendre pour un peuple léger, nous qui, dans ce moment même, applaudissons les tartines de Sand, d'E. Sue et du baron d'Eckstein, Gustave de Beaumont, de Tocqueville et Guizot! Nous, légers, sous le règne du sac de mille francs et de L[ouis] Philippe! La France sait aimer! Dis à ta bête de princesse que je te connais depuis 1833 et, qu'en 1845, je suis prêt à aller de Paris à Dresde pour te voir deux jours, et il n'est pas impossible que je fasse ce voyage pour aller te dire combien je t'aime. Si je gagnais mardi prochain cinquante louis chez la comtesse Merlin, je serais dimanche 23 à l'hôtel de Rome, pour en repartir le 25.

Je vois dans ta lettre, mon amour chéri, que tu commets la faute de me défendre et de prendre feu *à mon endroit*. Songe, mon louloup adoré, que c'est un piège que te tendent d'infâmes *galériens* de la galerie du monde, pour jouir de ton secret. Quand, devant toi, on parle de moi, tu n'as qu'une chose à faire, te moquer de ceux qui me calomnient en enchérissant sur ce qu'ils disent. S'ils disent que j'ai *volé*, tu leur racontes que j'*assassine*, et tu conclus en leur disant : « S'il échappe à la vindicte publique, c'est qu'il est si charmant qu'il endort le glaive de la loi! » C'est le mot de Dumas, à qui quelqu'un vient dire que son père ou sa mère était noir, et qui répond : « Mon grand-père était singe! »

De tout ce que tu me dis de toi, je conclus, mon chéri m [inou], qu'il faut marier Anna, liquider ta petite fortune, et

venir vivre dans le cœur de ton pauvre Noré, ici, le plus tôt possible. Distrais-toi, va! je te referai jeune et jolie, et tes menaces de laideur ne m'effrayent pas du tout.

Non, quand je pense que je pouvais partir le 1er janvier, être à Dresde le 7, et, qu'en repartant le 7 février, je t'aurais vue un mois, sans avoir fait aucun dégât à mes affaires, que je serais à mon bureau, comme j'y suis, rafraîchi, heureux, plein d'ardeur, sans avoir subi les plus atroces supplices de l'attente, il me prend des rages qui tourbillonnent comme la vapeur, quand elle siffle hors de son tube!

Je crois que tu ne sais pas combien tu es aimée. Aujourd'hui cette délicieuse escapade m'est impossible. Dans les premiers jours de mars, il faut régulariser la vente des Jardies; il faut faire faire les formalités promptement pour mettre ces précieux vingt-huit mille francs de côté; il faut faire finir la *Com*[*édie*] *Hum*[*aine*] et réaliser les quinze mille francs qui me seront dus; il faut enfin compléter soixante-trois mille francs pour mon arpent, et payer vingt-cinq mille francs de dettes qui m'empêcheraient d'être ostensiblement propriétaire.

Néanmoins, mon ange adoré, quelque plaisir immense que j'aie à te montrer P[aris], à te l'expliquer, à t'initier à cette vie, etc... pèse bien les inconvénients, les dangers; vois si j'ai tout prévu. Si les risques sont trop forts, n'obéis pas à ce mirage; il ne faut pas se donner des regrets éternels pour deux mois d'un plaisir qui n'est que retardé.

Chère enfant, en fait de finances, si tu as à venir à Francfort, ton placement en *Métalliques* était inutile. Ceci n'était convenu que pour l'Ukraine, pour y capitaliser une forte somme. Mais celle dont tu me parles peut s'envoyer en duplicata de D[resde] à Paris, par une lettre de change des Bassange. Comme la valeur [des *Métalliques*] ne peut que hausser, qu'elle est excellente, ce n'est pas un malheur, c'est de l'embarras, voilà tout, car ça porte intérêt. Si elle perd à Paris, on la négocie à Francfort, et si elle gagne à Paris, les Rothschild sont là. Si elle peut faire vingt-deux mille francs, ça et mes vingt-huit mille francs, cela ferait cinquante mille francs. Je n'aurais que treize mille francs à trouver pour compléter le prix de Monceaux, et je m'occupe de cette réalisation. Avec le temps, ce terrain me rendra tout l'argent que me coûtent *les Jardies*, celui que j'y mets et les intérêts composés. Il y a plus:

je voudrais en avoir un arpent et demi pour pouvoir en revendre un jour ce demi-arpent, qui couvrirait la dépense du terrain et de la maison que j'aurais. Mais ceci doublerait presque l'acquisition ; il faudrait cent mille francs au lieu de soixante-trois mille francs (les trois mille francs représentent les frais de notaire, d'enregistrement, etc.)...

En ce moment on me dit que Gavault est revenu d'Italie, et je n'ai pas un mot de lui ; voici cinq jours qu'on m'a dit cela ! Je ne m'explique plus Gav[ault], si cela est vrai.

Villemain est à Chaillot ; il n'est pas plus fou que nous. Il a eu quelques hallucinations, qui ont porté sur les idées, comme j'en ai eu sur les mots en 1832, à Saché ; je vous les ai racontées ; je prononçais des mots involontairement ; mais il est si guéri qu'il parle de ce qu'il a eu avec la sagesse et le sang-froid d'un médecin. Il avait beaucoup baissé comme talent, il était impropre aux négociations avec le clergé, et on a profité de sa démission pour se débarrasser de lui.

Nous avons causé de cela pendant deux heures ensemble. Il est à jamais perdu pour la politique.

Adieu, chère ; en voici bien assez pour aujourd'hui ; je t'écrirai dès que j'aurai un petit moment, et je vais avoir une lettre commencée où je mettrai quelque chose tous les jours, comme par le passé, et que j'enverrai deux fois par semaine, puisque tu me dis être si malheureuse de ne pas avoir de mes griffonnages. M. Gauthier de Charnacé était tout bonnement un conseiller à la Cour Royale, s'il a été toutefois dans la magistrature ; c'est fort peu de chose, et il ne brillait pas dans sa compagnie, si c'est le même, ce que l'âge indiquerait ; il demeurait au Marais. Ce que tu me dis des pudeurs saxonnes est excessivement plaisant. Les Anglaises disent *jambes* pour *cuisses*, et les Saxonnes ne veulent pas des *jambes*. Entre une Anglaise et une Saxonne, la conversation serait impossible. Le m [inou] ne m'a pas dit un seul petit mot dans ta lettre ; mais je ne suis pas pointilleux.

Je dis mille tendresses à ce chéri, mais des tendresses qu'il serait trop long d'écrire, vu les efforts prodigieux de style à employer. Quant à Line, sait-elle, saura-t-elle jamais ce qu'elle a fait de ces quinze derniers jours ! Un supplice plein d'elle, une attente de tous les soirs ! Je me suis dit cent fois par jour que j'allais chercher un p[asse] p[ort] pour le lendemain.

Enfin ces anxiétés ont réagi sur les plus petites choses du ménage. Madame [de] B[rugnolle], qui ne veut pas dépenser un liard en mon absence, est sans domestique depuis vingt jours. Elle fait tout elle-même à cause de cette idée que je puis partir. J'ai usé les provisions de fruit, et le fruit, cette année, est hors de prix. Les poires valent soixante-quinze centimes, les pommes trente centimes. J'avais quinze cents poires, et j'ai fait comme les avares qui donnent à dîner et qui se donnent une indigestion. Non, si tu savais les dérangements que tu as exercé sur mon petit État, tu saurais que, présente, tu n'aurais pas été plus agissante, ni plus vive, ni plus questionnée, ni plus écoutée. Il était question de toi à toute heure, à toute minute. Juge ce qu'il en était dans le cœur du Noré. C'est ndicible. On ne faisait rien parce que je partais ; on ne faisait pas parce que je partais, et Madame de B[rugnolle] en était arrivée à désirer une lettre (une lettre qui n'est pas encore arrivée) autant que je la souhaitais moi-même.

Cette situation ne se recommencera pas. Je vais m'ordonner à moi-même de travailler pendant un mois, sans regarder ni en avant, ni en arrière. Si quelque chose peut calmer les angoisses que j'ai eues, c'est qu'il s'est agi de ta santé, mon cher trésor. Ce mot-là est un talisman. Il me ferait rester un doigt pris dans une porte sans rien dire. Aussi, ne pense plus à moi dès que ta chère santé se trouve en jeu. Soigne-toi bien ; c'est ma gloire que ton cher, jeune, radieux visage, c'est mon bonheur, et je ne sais pas ce que je ne ferais pas pour voir le sourire sur tes lèvres, le soleil et la joie et du contentement dans tes yeux, et tes petites pattes de taupe, agiles et tracassant un bijou ! Je t'aime, vois-tu, à faire les plus grands et les plus réels sacrifices, à laisser là *Paysans* et journaux et à m'enfoncer de deux ans dans ma dette pour te voir une heure ; mais, hélas ! je ne suis que trop lié par les chaînes de l'argent !

Je rêve de Dresde ! Je connais le devant et le côté de l'hôtel de Saxe, à te dire comment sont les rideaux des fenêtres ; je m'en suis tout rappelé. Et le marché donc ! Oh ! combien je voudrais y être, aller t'y dire un mot, qui durerait deux jours à prononcer, et repartir !

Allons, adieu. Je te dis adieu dans mes lettres, comme je te disais bonsoir à Pétersbourg, dans l'hôtel K[outaïsoff] ; nous nous promenions dix minutes.

Si je pouvais faire en huit jours la deuxième partie des *Paysans*, je partirais, et je sais qu'en six jours je te verrais!

Mille tendresses pour toi, ma chérie, et dis-toi bien qu'il ne se passe pas une heure sans que tu ne sois dans ma pensée, car, dans mon cœur, tu t'y fais toujours sentir. L'hiver a repris ici avec une grande sévérité; tu as bien fait de rester à Dresde. Évite ces passages subits du chaud au froid et du froid au chaud dont tu m'as parlé. C'est bien de penser à Anna; mais ce serait mal et ne pas aimer que de t'oublier.

De tous les personnages dont tu m'as entretenu, il n'y a que la comtesse de L... qui m'ait souri; cette vieille, qui aime [en toi] l'enfant du comte R [zewuski], me va au cœur. Tu lui diras que je l'aime par intuition; elle est de mon monde. Quant au Lara (1), tu n'aurais pas dû le voir. Passe pour le porte-glaive (2).

Tu sais qu'on a nommé le bœuf gras de cette année « le Père Goriot, » et qu'à ce propos il y a eu force calembours et *puffs* à mon endroit. Ceci est un petit restant de nouvelles.

Je suis assez fâché de ne pas aller à Dresde. Je n'ai pas eu le temps quand j'y suis allé uniquement pour voir la galerie, de voir le pays et d'aller à Kulm, afin de pouvoir écrire *la Bataille de Dresde;* c'est une des pages les plus importantes dans mes *Scènes de la vie militaire*, et je suis très porté à rendre justice à l'attachement du roi de Saxe à Napoléon. La Saxe a payé cela si cher, que je trouve la France obligée de payer cette dette.

Allons, à bientôt; soigne-toi, mon cher trésor, et dis à ta petite bien des choses aimables de la part d'un des plus sincères et [des] plus ardents amis qu'elle aura jamais, sans excepter son mari. Car je l'aimerai comme l'aimerait un père.

Allons, mille baisers, minou chéri.

Mille caresses d'âme et le reste, comme dit notre cher Lafontaine. Aime-moi bien, car tu ne fais que me rendre tout ce que je donne avec délices. Tu me trouveras bavard, mais voici tant de jours que je ne t'ai écrit!

(1) Surnom donné à Liszt.
(2) Le comte Michel de Borch.

V

A Madame Hanska, Hôtel de Saxe, à Dresde.

[Passy, 17-26 février 1845.]
Lundi 17 [février].

Je suis allé hier entendre la symphonie du *Désert*, et j'en suis revenu tout abasourdi. Rien de mieux n'a été fait, depuis Beethoven, dans ce genre, toujours Rossini hormis.

Ça vaut la peine de faire le voyage de Paris pour entendre un pareil chef-d'œuvre, car vous savez que rien ne peut se comparer à l'exécution de Paris en fait de musique. Voilà la première fois que la fougue parisienne ne se trompe pas sur le pavois de la sottise.

Il m'est impossible de reconquérir la tranquillité de ma tête, de me mettre à l'ouvrage; j'ai été trop agité. Je le suis encore trop. Je suis au désespoir. Je voudrais, pour bien des choses, avoir fini ces stupides *Paysans*.

Mardi 18 [février].

Je vais ce matin voir le groupe de *Léandre disant adieu à Hero avant de se noyer*, chez Etex, et je dirai bonjour à David en même temps. Je dîne après chez M. de Castellane-Théâtre, pour le distinguer des autres.

Mercredi 19 [février].

Le groupe est magnifique, et Etex le donnerait pour quinze mille francs! Il lui en coûte douze mille! J'avoue que je ne vois pas une grande différence entre ça et les chefs-d'œuvre de l'antiquité. C'est sublim. Mon buste vient demain chez moi. C'est encore une magnifique chose, qui est à vous; je m'en réjouis pour toi, chérie. Ceci n'ira pas au Salon, David ayant mis dessus : « A son ami de Balzac, P.-J. David d'Angers, » et le règlement interdit toute inscription. Hier, j'ai perdu dix louis chez Mme Merlin. J'ai pensé que j'allais avoir une bonne nouvelle de Dresde, et voilà trois heures : pas de lettres! Je n'ai rien vu de plus charmant que les nouveaux appartements de M. de Castellane. C'est... comment dire? Royal! C'est peu de chose. Un dîner superbe; j'étais entre deux *femmes* de beauté contestable : la princesse de Béthune et une autre. Beaucoup

de merveilleuses : des Noailles, des Rothschild, de L'Aigle, etc. [J'] ai soutenu que les gens du monde étaient plus spirituels que les gens dits d'esprit, parce qu'ils n'écrivaient rien. J'ai eu du succès, tout en pensant à ma Line. Non content d'un théâtre dans son jardin, le comte a un théâtre au premier étage, dans la salle à manger. Ça fait un effet délicieux. C'est comme un panorama. La rime m'en arrive. J'ai les Chl [endowski] à dîner pour affaire. Il s'agit d'illustrer les *Petites misères de la vie conjugale*.

Jeudi [20 février].

Pendant que je suis allé chez Hugo, mon marbre est arrivé. C'est magnifique et cela fait un effet superbe. Où es-tu ?... J'ai bien fait d'acheter un piédestal ; que serais-je devenu si je n'avais rien eu pour poser ce colosse ! Je ne puis pas tirer une ligne de mon cerveau. Je n'ai pas de courage, pas de force, pas de volonté. Je corrige *la Comédie Humaine*, parce que les feuilles m'en viennent sous le nez.

On m'a donné le pamphlet de la *Maison Dumas et Compagnie* (1). C'est ignoblement bête, mais c'est tristement vrai, et comme en France on n'écoute pas les bêtes, et qu'on croit bien plus à une calomnie spirituelle qu'à une vérité sottement articulée, cela fera peu de tort à Dumas. Je crois que l'Évangile a été spirituellement écrit.

Demain, je dîne chez Véron.

Samedi [22 février].

Il a fait hier, dans la nuit, un temps tel que j'ai mis une heure, en voiture, pour revenir de chez Véron, à la place Louis XV, et j'ai mis une demi-heure à la traverser. Enfin, parti à une heure de la rue Taitbout, j'étais à cinq heures du matin chez moi. Le verglas défendait aux malles-postes l'entrée de Paris. Elles attendaient à la barrière. C'était un dégel qui se préparait, et, ce matin, nous sommes en plein dégel. J'ai gagné trois louis chez Véron.

Dimanche [23 février].

Je suis au dernier degré de l'étonnement de ne pas recevoir une lettre, et comme lorsqu'il n'y a pas de lettres, il y a toujours quelque chose de fâcheux, mon inquiétude est extrême,

(1) Par Eugène de Mirecourt.

et double est mon anxiété. Je ne sais plus que faire, que devenir. Cet état est accablant.

Je viens d'envoyer la *Com[édie] Hum[aine]* à Villemain et il m'a répondu la spirituelle lettre avec laquelle j'envelopperai ce paquet.

La princesse de Canino veut que je lise[chez elle] l'affreuse tragédie de [son mari] : *Clotaire*, et je ne puis pas refuser cette satisfaction à une si aimable vieille femme. Ce sera pour dans douze jours. Je suis enrhumé comme le Père Ducantal, des *Saltimbanques*.

J'ai Etex à déjeuner, et je te quitte. Le voici.

Lundi [24 février].

Pas de lettres! Que se passe-t-il? Y a-t-il en Saxe une révolution comme en Suisse? Les chemins sont-ils gelés, les malles-postes sans chevaux? Hélas! hélas!

Etex va me faire la table pour le dessus en malachite d'Anna. Il fera *Séraphita*, *Madame de Mortsauf*, *la belle Imperia* et *Pierrette*. Ce sera en bronze doré, avec des attributs. Dutacq m'a amené quelqu'un hier qui me sera précieux pour l'achèvement de ma liquidation; mais je ne travaille pas et je ne m'amuse pas; c'est-à-dire je me fatigue en pure perte. Oh! chère, si vous pouviez être témoin des dégâts que fait l'absence de votre petite écriture fine, vous écririez bien régulièrement toutes les semaines!

Mardi [25 février].

Enfin Gavault est venu! [Il] a dit pour sa défense qu'il voulait avoir lu *les Paysans* avant de venir. Il approuve l'acquisition d'un arpent de Monceaux en échange des Jardies et il va s'occuper des pièces nécessaires à la consommation de la vente des Jardies. Ses mines à Livourne vont bien. Je l'ai trouvé froid. Mme de B[rugnolle] dit qu'il se moque beaucoup de mes espérances, de mes payements. Et la raison de cela, c'est que M. Gav[ault] n'a jamais été aimé et n'a pas d'énergie. Il a, comme moi, sa fortune à faire, et il est sans activité. Ce qui m'arrive avec Gavault m'est arrivé avec tout le monde (hommes).

On est humilié à trouver tant de courage, d'activité, de persistance et on finit par prendre en haine ce qu'on envie. Un homme comme moi doit rester seul dans sa tanière, et c'est ce que je compte pratiquer avec mon louloup.

L'inspiration et *le cœur à l'ouvrage* ne bougent pas. Oh ! que le louloup est criminel ! Je lui expliquerai tout cela. Je suis le bec dans l'eau pour tout.

Je ne puis plus rester ici. Je n'y étais que temporairement, et comme en France, le provisoire est éternel, j'y suis resté cinq ans. Pour habiter une maison neuve, il faut qu'un hiver et un été aient passé dessus.

En supposant que Claret ait fait le gros œuvre en 1845, il faudra 1846 pour achever [tout], et ce ne sera prêt qu'en 1847. C'est donc un appartement pour trois ans à chercher. Or, comment puis-je déménager, sans savoir ce que contiendra cet appartement? Est-ce un, ou deux, ou trois loups? Voilà quels ravages exerce l'incertitude. Ici, je n'ai pas de bibliothèque. Les livres me chassent ; ils sont partout. Il y a sept ans que mes corps de bibliothèque sont insuffisants.

Puis-je faire des corps de bibliothèque pour un appartement, quand je dois les arranger pour une maison et une place éternelle ! Il en est de tout ainsi. Nous ne sommes pas, après notre entrevue de Pétersbourg, deux ans bientôt après, plus avancés ! Oh ! Minette, Linette chérie, Ève, fleur, amour, louloup, qu'est-ce que je dirai de plus pour t'attendrir ? Il faut nous voir au plus tôt, pour décider toutes ces grandes et petites choses.

Allons, adieu pour aujourd'hui.

Je t'envoie mille tendresses bien impatientes, mille impatiences bien tendres !

Mercredi [26 février],
Cinq heures du matin.

Ma chérie, j'ai reçu hier ton petit mot plein de désolation ; mais c'est toi-même qui as créé ta situation en me défendant de t'écrire, jusqu'à ce que tu eusses levé cette défense par un mot. Je ne te répéterai pas ce que te dit une longue lettre que tu dois avoir lue au moment où j'écris ceci ; mais tu ne calcules pas plus sur tes doigts à Dresde qu'à P[étersbourg] le temps qu'une lettre met à venir ici, et la réponse à aller à D[resde]. Rien n'égale ma célérité à te répondre ; pour toi, je quitte tout, même une inspiration attendue pendant des semaines, et nécessaire. Ta lettre me fait voir que tu souffres tout ce que j'ai souffert, tout ce que je souffre encore. Tu m'as retourné le poignard dans la plaie, car je vois que nous aurions eu à nous

le mois de janvier tout entier. Ce voyage eût reposé mon imagination plus fatiguée, je crois, par mon cœur que par mon travail !

En pensant à moi, il ne faut jamais oublier que je vis comme l'oiseau sur la branche, que je n'ai d'argent que par mon travail, que l'obligation où je me mets, comme à Lagny, comme aujourd'hui pour *les Paysans*, est une nécessité.

Donnant tout ce que j'ai toujours à ce gouffre de dettes, je suis toujours pauvre comme un riche malaisé. Donc, en ce moment, jusqu'au 15 ou 16 mars, il faut travailler aux *Paysans*. Vois quel est mon malheur. En finissant la première partie en décembre, je me vois appelé à Dresde ; je ne pense plus qu'à mon voyage, et tu ne sauras jamais ce qu'est un homme de travail, de poésie et d'imagination, si tu ne me vois pas me crevant de labeurs, et achevant en huit jours, pour Ch[endowski], *Béatrix*, avec l'idée de partir du 1er au 10 janvier. Bon. Arrive une lettre de toi, qui me dit qu'il ne faut pas venir à Dresde, mais que tu pars pour F[rancfort]. Comment travailler ? Quinze jours après, tu restes à Dresde, au moins le mois de février. Chaque fois tes raisons sont péremptoires. Pour ne pas [me laisser] venir à D[resde], tu objectes le monde, Anna, etc. Pour ton séjour, il s'agit de l'oncle et de ta santé. Voilà tout janvier absorbé par trois lettres contradictoires, qui me tracassent le cœur en sens contraire. Je reste comme toi, pauvre chérie, avec mes paquets faits et, hélas! mon argent prêt.

C'est un hasard que je n'aie pas fait faire deux flacons que je voulais apporter à mon cher gentil, friand nez! Tous mes succès ont l'inconvénient de réveiller mes créanciers, ils s'imaginent qu'on me couvre d'or, et ils viennent ! Mes pauvres deux mille francs, si religieusement mis de côté pour voyager, sont allés dans les poches de ces gens-là ! Au commencement de février, je reçois une lettre où tu me dis : « Je pars, ne m'écris plus que quand tu sauras où m'écrire par un mot. Je t'écrirai en voyage. » Dix jours se passent. Je te crois à F[rancfort] et je reçois une lettre où tu me dis que tu as été malade, que tu restes à D[resde] bien malheureuse, et qu'il faut que je t'écrive là. J'écris, il y a de cela onze jours aujourd'hui et tu ne calcules pas que, quand tu m'as écrit de t'écrire, il y avait dix jours que j'attendais une lettre (dans quelles

angoisses, Dieu le sait!), que la mienne doit mettre quatre ou cinq jours à t'arriver !

La même démence de cœur qui me fait demander à Mme de B[rugnolle] en rentrant : « Y a-t-il une lettre? » même quand cela ne se peut pas, t'agite là-bas. Nous sommes le même cœur, le même amour et le même caractère; nous souffrons ensemble du même mal. Mais, c'est ma faute. J'aurais dû ne pas obéir si scrupuleusement à tes ordres, partir le 1er janvier, comme je le voulais, et revenir dans les premiers jours de février. Nous aurions eu un mois à nous; on aurait babillé; mais en me voyant repartir, on n'aurait rien dit, comme à Pétersbourg. Je me vois encore ta lettre à la main, discutant avec moi-même, étudiant tes phrases, et décidé par l'intérêt d'Anna, car tu m'y dis : « Je t'en supplie, mon Noré, attends dans l'intérêt de la petite. » Et Anna, qui méprise les Français, ne sait pas combien ils sont réellement nobles en tout! Et je suis resté, mes paquets faits, mon or compté.

Maintenant, je n'ai pas une ligne [d'écrite] sur *les Paysans*. J'ai usé mes facultés à l'œuvre désespérante de « l'attente. » Et il faut travailler, travailler plus cruellement qu'à Lagny, car j'ai six volumes à écrire, et je n'ai plus que quinze jours. *Les Paysans* doivent reparaître le 15 mars sous peine : *primo*, de me nuire dans l'opinion publique; *secundo*, de sacrifier les trente mille francs du livre dont le succès sera compromis; *tertio*, sous peine de me brouiller avec *la Presse; quarto*, sous peine, enfin, de ne pas avoir d'argent! Et voilà dix jours que je me lève tous les matins entre trois et cinq heures pour travailler, pour trouver une ligne dans mon encrier, une idée dans ma tête, pensant uniquement à ceci : « Que fait-elle? est-elle retournée en Uk[raine], rappelée par la mort de l'oncle? Est-elle en route? » Enfin, fou, fou de chagrin, de désespoir, me demandant à quoi bon venir, se risquer sur les routes, pour te trouver partie. Au lieu d'un paradis nous avons un enfer, et quel enfer!

Ça a eu des conséquences ridicules ici. Me croyant sur le point de partir, Madame de B[rugnolle] n'a pas voulu prendre de cuisinière pour quinze jours, et nous sommes sans domestique, depuis le 1er janvier. Ame, esprit et maison tout est sens dessus dessous. Tout eût été si bien si tu m'avais laissé partir pour D[resde] le 1er janvier. Nous aurions eu un bon mois;

je me serais rafraîchi les idées dans le bonheur de te voir, et je serais revenu à mes *Paysans* le 15 février. Il n'en eût été ni plus ni moins. Moi, la neige, le froid, rien ne me déplaît quand je vais à un pareil plaisir. Vous étiez toutes deux souffrantes, toi plus malade qu'Anna. Vous ne pouviez pas aller voyager, par cet hiver si bizarre. Nous sommes tous irréprochables et malheureux, c'est-à-dire tous deux (Anna ne se doute de rien de notre martyre.) C'est être deux fois malheureux. A l'avenir je ne t'écouterai pas.

Maintenant, me voilà tout épuisé, comme Jacob dans sa lutte avec l'ange, devant six volumes à écrire, et quels volumes! La France entière a ouvert les yeux et les oreilles sur cette œuvre. Les voyageurs de la librairie, les lettres que je reçois, tout est unanime; j'ai touché la plaie générale! *La Presse* a gagné cinq mille abonnés. On m'attend, et je suis comme un sac vide! Et personne ne se doute qu'il y a mon âme à D[resde], que j'ai été ivre de chagrin, de douleur, d'angoisses, d'inquiétude, pendant quarante-cinq jours! Oh! louloup, tu ne sais pas dans quel abîme tu m'as précipité. Je suis au fond, sans savoir comment [en] sortir. J'ai essayé d'un peu de dissipation pour retrouver du calme; tout est inutile. Je me revois sans idéal, et le cœur usé de douleur.

Hier, j'ai passé toute ma journée à lire *Pévéril du Pic*, pour ne pas penser, jusqu'au moment où ta lettre est venue, pour fuir le néant de mon esprit et le trop plein de mon cœur! Juge où j'en suis! Et ta lettre, si courte, si désespérée et si désespérante, ne change rien à cette situation.

Combien de fois, ne me suis-je pas dit : « Ne pensons plus à elle et travaillons! » Ah! bien oui!... Il n'y a pas jusqu'aux pommes de pin, avec quoi j'allume mon feu, qui ne parlent de toi, de Russie. D'ailleurs, comment te fuir? Si je lève les yeux je vois le Daffinger; si je regarde à gauche, c'est Wierzchownia, à droite, le salon de P[étersbourg;] à côté, Anna à six ans, [qui me vient] de Lirette; devant ma table, ton tapis de voyage; sur ma table, les malachites; sur ma cheminée, la cassette où sont tes lettres, que j'ouvre deux fois par jour; sous mes papiers, cette lettre commencée! Enfin, c'est toi partout, matériellement parlant.

Nous voici le 26 février; il faut que les deuxième et troisième parties des *Paysans* soient prêtes pour le 15 mars, et

je suis comme un mollusque devant ma table. Je n'ai d'énergie que pour me tourmenter. Et cette œuvre est la clef de voûte dans mes dettes; elle représente quarante-cinq mille francs! Elle me libère de ce qui m'ennuie le plus; elle achève le prix de mon terrain! Tiens, la folie me gagne en écrivant ces lignes; j'ai le vertige!

Allons, que mes douleurs se taisent! Je ne veux pas te les communiquer; tu as assez de tes souffrances. Une autre fois, si jamais cette crise se représente, je n'écouterai que moi.

Ce mot d'Anna : « un Étranger, » me fait du chagrin. Si elle aime le comte Georges, tout est bien; mais je reviens à mon thème, et je dis que je ne vois que des malheurs pour la Pol[ogne], tant que vivra le sytème actuel. On veut vous détruire à tout prix. Épouser un Pol[onais] plein de moyens, de patriotisme et de courage, c'est acheter un glorieux malheur et attirer la foudre sur soi; c'est tenter la délation; c'est un désastre en herbe. Épouser un Pol[onais] sans énergie, c'est dissiper la fortune. A moinsde révolutions impossibles ou imprévisibles, Kosciuszko a dit un mot prophétique : *Finis Poloniae.*

J'ai dit tout cela au [feu] comte, au Pré-Lévèque (1), en l'engageant à sauver sa fortune, en la faisant passer à l'étranger, et [en] se choisissant une autre patrie. Plus nous allons, plus grande est la nécessité de [suivre] cet avis. Dans dix ans la carte de l'Europe sera refaite à cause de l'Orient. La Pologne sera prussienne; les bords du Rhin, français; les quatre principautés, autrichiennes et russes et la Mer-Noire un lac russe, et le sort du monde se décidera dans la Méditerrannée comme toujours. Devenir Prussiens, voilà votre plus bel avenir.

Il n'y a, pour changer cela, qu'une révol[ution] russe, car, par ici, nous sommes à la tranquillité pour longtemps. L.-Ph[ilippe] vivra dix ans [encore], à la manière dont il se porte, et nous allons être engagés dans douze millions de travaux pour nos chemins de fer, notre Algérie, notre Marine. La paix de l'Europe est là. Mais après, la France sera formidable, car nous sommes très riches, plus riches que l'Angleterre, sans que ceci soit paradoxal.

La conclusion est que vous avez eu tort, ma chérie, de ne pas plaider pour le Silésien, s'il était riche surtout. Ça vaut

(1) A Genève.

mieux, dans la situation d'Anna, que tous les Jagellons ensemble. [Un] sujet mixte est un trésor pour elle et pour toi. Je t'en supplie, examine ma thèse. Si ce gentilhomme n'est pas déplaisant, s'il est riche, reviens là-dessus, reste à D[resde] et pense profondément à mes raisons. Elles sont bien sages, bien désintéressées. Un Silésien, dans la politique actuelle, vaut mieux qu'un Pol[onais]. On ne vous pardonnera jamais un Pol[onais], et un Silésien est irréprochable. C'est la liberté presque, la liberté d'aller et venir au moins. *Dixi.* Je n'ai pas changé d'opinion. J'ai dans ma manche un prince Bonaparte, fils de Lucien. Mais, d'après le mot : *un étranger*, je me retire. Je n'en parle pas; mais je crierai jusqu'au dernier moment qu'un Pol[onais] est le plus mauvais mari qu'[Anna] puisse avoir. Mon dilemme subsiste. On compte les fortunes et les têtes qui restent à votre malheureux pays, et la pire condition est de rester riche, très riche et capable. C'est rester à l'état de proie pour l'aigle, ou à l'état de suspect.

Le jour est levé; je viens d'ouvrir mes fenêtres. Je ferme cette lettre, et je vais l'envoyer aujourd'hui.

Tu l'auras, au plus tard, le 2 mars. Il a plu. Est-ce la fin de l'hiver? Je commence à le croire.

Voici quatre jours que le vent du Sud a persisté.

Ai-je besoin de te dire combien je t'aime, après tout ce griffonnage plein de toi, d'Anna, que je voudrais libre et heureuse, libre de venir souvent à P[aris], et heureuse en la voyant hors des griffes de l'aigle, ou à moitié.

C'est un tort, à une mère, de dire : « Je laisserai ma fille libre de choisir, » car aucune fille n'est en état de choisir; elle ignore la vie; elle a des parents exprès pour l'éclairer. Bien entendu que la volonté des parents ne doit pas être tyrannique. Prie Dieu, ma chérie, que je t'écrive, dans six jours, que je travaille, car notre réunion dépend maintenant de l'achèvement des *Paysans*. Je ne puis partir que cet ouvrage fini.

Je n'ai pas encore pu envoyer ce que je t'avais annoncé; le volume n'est pas achevé d'imprimer; le petit buste n'est pas prêt.

J'envoie aujourd'hui à Paris pour savoir si je puis avoir un volume où se trouvent la fin de *Béatrix* et *Modeste Mignon*.

Allons, adieu, mon louloup; soigne-toi bien, car tu sais si ta santé m'est précieuse! Surtout ne te tourmente pas à mon

propos. Va, l'excessif désir que j'ai de prendre la malle-poste de F[rancfort] fait que *les Paysans* se finiront.

J'éprouve souvent de ces caprices de cerveau, et c'est au moment où je me crois un crétin, que les facultés reparaissent plus brillantes que jamais. La douleur, la crainte, sont deux mains de cuisinières qui fourbissent les casseroles, et le dur grès qu'elles emploient, le frottage, nous font croire à des maladies. Enfin, ne pense qu'à toi, à me conserver mon cher louloup et mon cher minou, toujours beau et frais, comme je les ai vus à Pétersbourg. Dis-toi que tu es aimée comme aucune femme ne l'est. Vois, par tous les ravages que tu fais dans ma pauvre maison, dans ma tête, dans mon cœur, à quel point tu y es tout, la fleur et le fruit, la force et la faiblesse, le plaisir et la douleur, la douleur involontairement, le plaisir toujours, même dans la douleur, la richesse, le bonheur, l'espérance, toutes les belles et bonnes choses humaines, même la religion. Je n'ose pas te dire que tu es autant que Dieu, car je crois que tu es plus encore !...

Allons, chauffe tes poêles, ne les laisse pas éteindre; qu'il en soit comme de mon cœur, et tu n'auras pas de rhumes, ni de douleurs.

Du 15 au 20 mars, nous nous verrons, vivons là-dessus. Mille tendresses à mon È[ve]. Mille caresses au cher m[inou] et mes amitiés à Anna.

Prêche-lui le Silésien. Allons, il me semble que quand finit la page, finissent tous mes plaisirs.

Peux-tu lire mes griffonnages? Oui? Eh bien! lis ici toutes les rêveries d'un bengali pour son m[inou]!

H. DE BALZAC.

(A suivre.)

BERLIN DEPUIS L'ARMISTICE

Berlin, novembre 1919.

Paris aux premiers jours de mars 1871, Berlin au début de décembre 1918, après que quelques semaines ont commencé à dissiper la stupeur produite par l'effondrement, que d'analogie pour qui a vécu les deux moments de l'histoire ! Déception, pertes, privations, fièvre obsidionale, nous retrouvons ici, à des degrés différents, ce que nous avons souffert alors. Le nouvel ordre de choses, en Allemagne comme en France, est issu d'une révolution devant l'ennemi. Les mêmes causes vont-elles produire les mêmes effets ?

La déception en Allemagne était immense. La campagne de bluff et de mensonge menée par l'État-Major avait perpétué au delà de toute imagination l'effet réel des succès du printemps de 1918. Après Sedan et Metz, nous n'espérions plus la victoire, nous ne luttions plus que pour l'honneur, tout au plus pour une amélioration des conditions de paix obtenue de la lassitude de l'adversaire. Jusqu'au commencement d'août 1918, toute l'Allemagne croyait encore à notre écrasement. Subitement, sous l'effet des coups répétés d'un ennemi qu'on croyait incapable de réagir, la colère contre les dirigeants amena ce qu'on n'aurait jamais attendu des Allemands, le balayage en un jour de toutes les dynasties, le renversement de toutes les autorités.

Les pertes en hommes pesaient lourdement sur le moral du pays, si les destructions matérielles étaient négligeables, le territoire national ayant été à peu près complètement épargné. L'effet du court passage des Russes en Prusse orientale était presque complètement effacé. Les destructions y avaient été insignifiantes, vu la conduite exemplaire des troupes du tsar.

Quelle antithèse que ce respect du cosaque pour la vie et la propriété civiles en face de la sauvagerie de la « Kultur » teutonne en France et en Belgique ! Les privations, sans être, même de loin, comparables à celles de Paris, avaient cependant été très sérieuses, dans les masses populaires tout au moins, et particulièrement sensibles à ce peuple qui vit surtout pour son ventre. Il avait souffert, au point de vue alimentaire, comme dans un véritable siège, et les esprits étaient surexcités par la fièvre dans ces corps affaiblis.

EN PLEINE ANARCHIE

Gouvernement, armée, population, tout était désemparé. On était en présence d'une véritable anarchie, sans bruit, sans éclat, d'une décomposition de l'autorité. C'était une société amorphe qui cherchait son système de cristallisation.

Le Gouvernement était constitué par un Conseil provisoire qui s'était instauré lui-même. Il se composait de trois socialistes majoritaires : Ebert, Scheidemann et Landsberg, de deux socialistes indépendants : Haase et Dittmann, et du révolutionnaire Barth. Il délibérait sous la tutelle du Comité supérieur des ouvriers et des soldats (*Vollzugsrath*). Son autorité ne s'étendait guère au delà de Berlin et de sa banlieue. Les communications avec les provinces et les divers États de l'Empire étaient très précaires. Les télégraphes fonctionnaient mal ; les chemins de fer étaient détraqués; on mettait trois jours là où normalement un voyage en eût exigé un demi. Cette crise de transport était due moins à la pénurie de matériel qu'à l'indiscipline générale : les livraisons à l'Entente étaient à peine commencées et l'Allemagne avait tant raflé de matériel étranger qu'elle n'en a jamais réellement manqué.

Le pis était que ce Gouvernement de fortune ne pouvait s'appuyer sur aucune force organisée. Les troupes qui occupaient Berlin n'avaient plus d'armée que le nom. Composées des plus tristes éléments, fuyards, embusqués, déserteurs, c'est elles qui avaient fait la révolution ; elles ne connaissaient plus aucune règle. Les soldats remplissaient les rues de Berlin de leur foule débraillée, déambulant deux par deux, l'arme à la bretelle, la crosse en l'air, ne montant de garde ou de faction que contre une forte indemnité. On ne voyait aucun

officier. Tous n'avaient pas été chassés, mais ceux qui restaient ne sortaient qu'en civil. Leur situation était lamentable. Ils ne recevaient plus aucun traitement que celui que les soldats voulaient bien leur allouer. Dans les corps de garde, où était affiché l'emploi du temps, on lisait des phrases de ce genre : « A telle heure, revue d'armes par le lieutenant X... Les soldats sont invités à ne pas l'injurier. »

Les officiers du Ministère ou de l'État-Major, qui avaient du service à l'extérieur, des relations avec des autorités civiles ou les missions alliées, ne pouvaient se mouvoir qu'accompagnés par un gardien, soldat délégué par le Conseil. Tous les ordres émanant du Ministre de la Guerre ou de ses bureaux devaient être contresignés par un membre du Vollzugsrath. De hauts personnages, des officiers supérieurs, le passant dans la rue, suppliaient les officiers de l'Entente d'appeler le maréchal Foch pour rétablir l'ordre.

En province, la situation était meilleure et cela d'autant plus qu'on se rapprochait des armées d'opérations. Comme à Berlin, toute l'autorité y était passée aux conseils de soldats devenus le seul pouvoir d'exécution. Mais ces conseils étaient beaucoup plus sérieux que ceux de Berlin; ils n'étaient pas anarchistes comme les soviets russes et beaucoup d'entre eux, bien que très jaloux de leur pouvoir, conservaient de l'autorité aux officiers qu'ils avaient gardés. Le contraste entre les soldats qui venaient de se battre et ceux de l'arrière, se manifesta le 16 décembre, lors de la grande réunion de délégués de tous les conseils de soldats de l'Empire à Berlin. Les propositions discutées lors de la première séance étaient relativement raisonnables et l'ordre du jour était sage. Mais dès le 17, l'assemblée fut envahie par les énergumènes de la garnison de Berlin, qui imposèrent les mesures les plus folles. Le 18 décembre, le ministre de la Guerre, général von Scheuch, l'Alsacien, donna sa démission ainsi motivée : » Mes ordres n'arrivent plus jusqu'en bas; des organes ou des personnes irresponsables réussissent à empêcher leur exécution. »

LA BATAILLE DANS LES RUES

Il arriva ce qui devait fatalement arriver. La division de marine composée des éléments les plus mauvais se mutina le

24 et voulut renverser le Gouvernement. Grâce à l'appui de quelques éléments fidèles, celui-ci put résister. On se battit place du Château et sous les Tilleuls devant l'Université. Canons, mortiers de tranchée, bombes à gaz, mitrailleuses entrèrent en jeu. Le Gouvernement, bien que victorieux des matelots révolutionnaires, capitula sur toute la ligne, sacrifia les têtes que les mutins réclamaient et souscrivit à toutes leurs revendications. Mieux encore, il les incorpora dans sa garde!

La population, jusqu'alors calme, sortait de son attitude de stupeur morne. Sous la parole enflammée de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, les ouvriers s'excitaient, faisaient grève, s'armaient et débauchaient les soldats gouvernementaux. La capitulation du 24 ne suffit pas à satisfaire l'opposition. Les trois membres avancés du Directoire, Haase, Dittmann et Barth, se retirèrent en déclarant qu'ils ne voulaient pas se solidariser avec la répression de l'émeute. Ils furent remplacés par Noske, Wissel et Löbe, tous trois du parti socialiste majoritaire. Noske s'était signalé en arrêtant en novembre, à Kiel, le mouvement révolutionnaire des marins; Wissel était député, et Löbe rédacteur en chef d'un journal de Breslau.

Le conseil provisoire était donc homogène. Cette communauté d'opinions, et surtout l'énergie de Noske, que ses collègues eurent la sagesse d'appuyer, devaient sauver la situation. Nous allons le voir, la Commune était évitée, mais les tribulations n'étaient pas terminées.

Ce Directoire était soutenu par la presque totalité du pays, par une grosse majorité à Berlin, au moins 75 pour 100 de la population de la capitale. Celle-ci voulut montrer ses véritables sentiments. Le dimanche 29, avaient lieu les obsèques des marins révolutionnaires tués le 24. Liebknecht avait appelé à manifester tous les éléments avancés. Les gouvernementaux organisèrent de leur côté de grands cortèges qui parcoururent les rues toute la journée. On vit pour la première fois ces longs défilés de plusieurs milliers d'hommes et de femmes qui devaient se renouveler si souvent depuis. Marchant par quatre, alignés, au pas, sans un cri, sans un chant, portant de grands écriteaux sur lesquels étaient inscrits leurs témoignages de confiance dans le Gouvernement, ils défilaient interminablement dans les longues avenues. Il en était d'ailleurs de même des cortèges

spartacistes, aussi calmes, aussi ordonnés, aussi silencieux sous leurs bannières rouges. A plusieurs reprises eurent lieu des contacts, des marches parallèles des deux partis. Ils ne donnèrent lieu à aucun trouble, bien que, civils comme soldats, beaucoup fussent armés. Jamais la discipline que ce peuple a dans le sang, ne se manifesta de façon plus caractéristique.

L'accalmie ne devait pas durer. L'affaire du 24 décembre n'avait été que le prologue : le vrai drame allait commencer.

Le préfet de police Eichhorn était nettement favorable aux spartacistes. Il n'appliquait pas les prescriptions du Gouvernement. Révoqué, il refusa de se démettre, se fortifia dans sa préfecture et s'entoura d'une garde de marins. Le 6 janvier, les troupes passées aux révolutionnaires envahirent les immeubles des principaux journaux et les fonctionnaires que le Gouvernement y avait placées firent cause commune avec les assaillants.

La lutte devint générale dans la journée du 7. Le Q. G. révolutionnaire était au Château royal, que les marins avaient choisi pour résidence dès les premiers jours de la révolution et d'où jamais on n'avait réussi à les faire partir; celui du Gouvernement était au Ministère des Affaires Étrangères. Les révolutionnaires tenaient les principaux établissements, la poste, le Ministère de la Guerre. Toute la journée on se fusilla et se mitrailla. Le soir, l'îlot gouvernemental était fortement réduit.

Le Directoire avait cependant des troupes. Mais il n'osait les employer, ou plutôt, plein du souci d'éviter l'effusion du sang, il ne voulait pas les employer convenablement. Comme dans les mouvements antérieurs, les choses se passaient invariablement ainsi : la troupe, occupant un poste important, voyait les insurgés arriver. Elle était disposée à se défendre; mais on lui envoyait des parlementaires. Elle les accueillait et, après échange de discours, elle fléchissait et capitulait. Le système des soviets de faire marcher la propagande à l'avant-garde, produisait des résultats merveilleux.

Le 8, la lutte se concentra dans l'avenue *Unter den Linden* et ses abords. La porte de Brandebourg était occupée par des mitrailleuses placées sur son faîte, entre les jambes des chevaux du quadrige de la victoire. La fusillade était incessante, mais on n'employait pas le canon.

Ce n'est guère que le 9 que le Gouvernement se décida à agir sérieusement. Les armées avaient envoyé des éléments

nombreux et relativement sains. Ils ne demandaient qu'à intervenir. Ils avaient encore des officiers à leur tête et surtout beaucoup de ces vieux sous-officiers de carrière, ce cadre incomparable de l'armée prussienne qui convient si bien à la mentalité de ce peuple. A condition de ne pas les laisser énerver par la propagande, on était sûr de la fidélité de ces troupes. Mais il ne fallait pas tarder, car les émissaires spartacistes pullulaient dans les cantonnements.

Noske obtint l'autorisation d'agir et la situation changea du jour au lendemain. Le 9, la lutte battit son plein et devint plus meurtrière. Le 10, le quartier des Ministères était dégagé, du Reichstag à l'Université. Des mesures sévères avaient été décidées et appliquées. Le parti de l'ordre l'emportait partout. Le lendemain, eurent lieu de violents retours offensifs des insurgés. Le Gouvernement, déjà lassé de son énergie, faiblissait, hésitait à maintenir ses ordres de la veille, retenait les troupes. Celles-ci menacèrent de se replier en province et d'abandonner Berlin et le Gouvernement. Il n'en fallut pas moins pour remonter le Directoire.

Le 12, les troupes, ayant repris leur liberté d'agir, donnèrent à plein. Les rues étaient parcourues par de nombreuses batteries. Les locaux du journal le *Vorwaerts*, citadelle des spartacistes, furent attaqués avec des mortiers de tranchée et emportés d'assaut. Le 13, les autres centres de résistance furent canonnés par les obusiers et cédèrent. Le 14, les sièges étaient terminés, la lutte se localisait vers la place *Belle-Alliance*, sur la *Dohnhopfplatz*, dans la *Leipzigerstrasse*, où les insurgés occupaient les toits avec des mitrailleuses, ainsi que dans certains îlots, même sous les Tilleuls, où parfois d'une maison partait une fusillade. Mais c'était l'agonie de la résistance et cette journée en marqua réellement la fin. Eichhorn était en fuite. La répression avait été très énergique ; de nombreux émeutiers avaient été passés par les armes après capture. La troupe avait peu souffert. Le chiffre des pertes ne fut jamais publié.

L'ALLEMAGNE RELÈVE LA TÊTE

La révolte était vaincue. Du jour au lendemain, comme sous le coup d'une baguette magique, Berlin se transforma. La discipline et la bonne tenue des troupes venues des armées,

leur énergie dans la répression, le contraste avec les bandes maîtresses de la ville depuis le 9 novembre, ramenèrent la confiance, réveillèrent l'orgueil assoupi. Il y avait donc encore une armée! Les officiers pouvaient donc reparaître en tenue dans les rues sans être molestés! On voyait même des soldats les saluer. Mais alors, tout n'était donc pas perdu. L'Allemagne vivait encore. Les caractères se redressaient; on ne demandait plus l'arrivée des Alliés. On se rebiffait contre leurs exigences. Le ton de la presse devenait plus crâne. Le journal conservateur, *Deutsche Zeitung*, ouvrait des listes d'inscription pour une adresse à l'Empereur à l'occasion de son anniversaire prochain. L'effigie de l'Empereur était maintenue partout. Les Conseils de soldats des vieilles provinces de Prusse continuaient à délibérer, sous l'effigie du Kronprinz.

Le plus caractéristique était l'attitude du Ministre des Affaires étrangères. Il inaugurait ces notes au ton insolent à l'égard de l'Entente qu'elle devait lui tolérer plusieurs mois, tantôt à propos de l'Alsace-Lorraine, tantôt à propos de la Pologne. On en était revenu au bon temps de l'arrogance d'avant la guerre, aux coups de poing sur la table. La patience de l'adversaire passait pour de la faiblesse.

Les troupes qui revenaient du front étaient reçues en triomphatrices. Arcs de triomphe, rues jonchées de fleurs, discours de réception officiels à la porte de Brandebourg où on leur répétait sur tous les tons qu'ils n'avaient jamais été vaincus, — alors qu'en France, de spirituels écrivains se gaussaient de ceux qui mettaient leurs compatriotes en garde contre ce réveil allemand et les traitaient de pessimistes, de sceptiques, de monomanes, et même d'absurdes criminels. Que n'étaient-ils à Berlin? L'Allemagne vaincue! Allons donc! Elle n'avait jamais eu d'autre idéal que les quatorze points, et du jour où ses adversaires les acceptaient, elle aurait eu mauvaise grâce à ne pas leur offrir la paix. Est-ce que les notes du comte Brockdorff-Rantzau étaient des paroles de vaincu?

Et ce n'était pas seulement l'opinion de quelques journalistes, d'un paquet de pangermanistes impénitents, c'était la voix intime du peuple, que l'on entendait dans la rue, dans le wagon, à la brasserie. L'Allemand ne se croyait pas vaincu, ou ne voulait pas le croire, ce qui est la même chose. Et il le répétait partout, à ses soldats, à ses enfants. Et ce devait être

l'histoire et c'était admirable! Depuis la répression des mesures spartacistes, la Prusse devenait aussi orgueilleuse, aussi prétentieuse, et plus pangermaniste qu'en 1913.

Mais c'était encore trop tôt.

Si en effet l'émeute était terrassée à Berlin, — et il devait encore y avoir des sursauts, — elle ne l'était pas en province. Munich, Dresde, Leipzig, Brunswick, Dusseldorf, devaient encore voir de mauvais jours. L'armée avait de bons éléments, mais n'était pas réorganisée. Un gouvernement, régulier et fort, n'existait pas encore.

Qu'était devenu, pendant que s'opérait cette transformation de l'esprit public, le gouvernement provisoire, composé de personnalités sans mandat?

Les élections pour l'Assemblée constituante avaient eu lieu le 19 janvier. Suffrage universel, comme pour le Reichstag, avec vote des femmes. Les opérations s'étaient passées avec beaucoup de calme. Sur les 421 sièges auxquels l'assemblée était réduite depuis la suppression des 12 députés d'Alsace-Lorraine, les socialistes majoritaires qui composaient le Directoire à eux seuls en avaient obtenu 165. Pour pouvoir gouverner, ils durent s'associer les démocrates dont le parti avait 76 places. Il n'y avait pas à songer à un accord avec les socialistes indépendants, les pires ennemis des majoritaires, qu'ils accusaient de trahison. Ces indépendants étaient au nombre de 24. La scission entre les deux fractions du parti socialiste qui s'était produite au cours de la guerre n'avait cessé de s'accuser, et les rapports s'étaient envenimés de jour en jour. Le Centre catholique avait 88 voix. Les conservateurs, monarchistes camouflés en parti populaire et national populaire, n'avaient pas arboré l'étendard de la restauration monarchique, mais c'était tout comme. Ils étaient au nombre de 60.

En somme, malgré la part faite aux démocrates, puis ultérieurement au Centre, le gouvernement de l'Allemagne était socialiste majoritaire, et devait le rester.

Les démocrates, ou parti des hommes d'affaires, étaient tous d'anciens pangermanistes. S'ils renoncaient provisoirement à la forme monarchique, le masque de démocratie dont ils se sont affublés ne doit pas faire illusion sur leurs véritables sentiments. C'étaient et ce sont toujours les fervents du *Deutschland über alles*.

Leur porte-parole, le comte de Brockdorff-Rantzau, déclarait à toute occasion que l'Allemagne s'opposerait par tous les moyens à ce qu'aucune parcelle de son territoire lui fût arrachée. Le 10 février, il raillait le maréchal Foch qui avait parlé en faveur de la Posnanie. On devait bien voir l'état d'esprit des démocrates, au moment de la signature de la paix.

Mais les socialistes majoritaires étaient à peine moins intransigeants et moins nationalistes que les démocrates. Eux qu'on appelait « socialistes du Kaiser, » avant la guerre, continuaient à mériter ce nom, en tant toutefois que fanatiques de la force, et contempteurs des droits de ceux qui ne pensaient pas comme eux et ne voulaient pas plier leur bon droit sous le sabre et le poing teutoniques.

Caractéristique est à ce point de vue l'attitude de ce parti à l'occasion des affaires des provinces polonaises de la Prusse en décembre 1918. L'effervescence qui s'était manifestée à Posen menaçait de gagner tous ces pays. Le socialiste indépendant Haase, membre du gouvernement provisoire, le sous-secrétaire d'État von Gerlach, s'appuyant sur l'opinion du président supérieur de la Posnanie et du général commandant la région, étaient d'avis d'accorder aux Polonais de ces provinces une part dans l'administration, tout en sauvegardant les intérêts allemands. C'était un devoir de justice et un acte de sage politique. Ils trouvaient dangereux de maintenir le système de compression en vigueur et de laisser la toute-puissance aux hakatistes, ainsi nommés des trois initiales H. K. T., protagonistes des lois d'exception.

Cet avis si raisonnable ne prévalut pas. La majorité du Directoire, notamment Ebert, Scheidemann et Landsberg, décida qu'il fallait montrer jusqu'au bout aux Polonais « la pesanteur du poing allemand. » Elle déclara que les Polonais avaient prouvé depuis des siècles leur incapacité notoire à se diriger, ce qui justifiait l'emploi de la force à leur égard. Les ministres prussiens vinrent à la rescousse et invoquèrent « le prestige de la puissance allemande. » Enfin, l' « inévitable Erzberger, » suivant l'expression de la presse allemande, « télégraphia lui-même aux conseils populaires des Marches de l'Est, qu'il fallait mobiliser des troupes contre les Polonais. »

La mentalité des socialistes majoritaires se manifesta surtout à ce moment par le premier projet de constitution qu'ils

élaborèrent et qui donne l'idée de la nature de leur libéralisme. Dans cette constitution, le président de l'Empire était élu pour sept ans, au suffrage universel direct, et indéfiniment rééligible. Il nommait tous les employés et tous les officiers. Il avait le pouvoir de convoquer le Reichstag, de l'ajourner, de le clôturer, de le dissoudre. De même pour le Conseil des États. Quel beau tremplin pour une dictature !

En revanche, leur conception de l'organisation de la nouvelle Allemagne était toute révolutionnaire. D'après l'article 11 du projet de Constitution, toute fraction d'un des États actuels, à condition qu'elle comprît au moins deux millions d'habitants, recevait le droit de se séparer pour constituer un État particulier.

On conçoit l'émoi que cette proposition produisit en Prusse. Cet État, formé pour les trois quarts de rapines encore récentes, de provinces annexées malgré elles et que la prospérité de l'Empire avait rendues certainement impérialistes, mais sans les prussianiser profondément, se voyait menacé de dislocation. Et cette menace de démembrement se produisait au moment où l'Assemblée nationale, craignant Berlin trop troublé par l'émeute, se réunissait à Weimar ! Sans doute ce n'était, disait-on, que provisoire. Néanmoins, Berlin se voyait menacé dans sa situation de capitale de l'Empire. Après avoir rêvé d'être la nouvelle Rome d'une Europe entièrement germanique, Berlin se trouvait à la veille de n'être plus que la capitale d'une Prusse encore diminuée.

C'est que le danger pressait. Un ministre, Preuss, avait établi un projet d'organisation fédérative de l'Empire en une huitaine d'États de six à dix millions d'habitants. Les ambitions commencèrent à se faire jour. Le Centre donnait le branle avec ses projets de création d'États rhénans; les guelfes du Hanovre s'agitaient. En pleine séance du Landtag saxon, le ministre de l'Intérieur affirmait la nécessité de l'agrandissement de la Saxe aux dépens de la Prusse, *Sachsen muss erweitert werden*. La Prusse, disait-il, va être nécessairement divisée en plusieurs États complètement distincts; le moment est donc venu d'exposer les revendications saxonnes. Notre pays, continuait-il, est trop exclusivement industriel; les derniers temps ont bien montré qu'un État doit comprendre, pour vivre, une proportion convenable de terrains agricoles. En conséquence,

la Saxe doit s'agrandir de la région de forêts et de cultures, et la province de Merseburg (Saxe prussienne) est tout indiquée. Quant aux petits États saxons de Thuringe, leur fusion avec nous est évidemment désirable pour tous. Cette Prusse, continuait le ministre saxon, qui comprend plus des deux tiers de l'Allemagne, n'est plus admissible dans les circonstances actuelles. Aucun pays, ni l'Amérique, ni la Suisse, n'accepterait cette situation. Tout le monde le reconnaît, concluait-il, « voyez plutôt sur le Rhin. » Et, bien évidemment, une fois engagé dans cette voie, le district de Merseburg n'eût pas calmé des appétits d'ailleurs légitimes, et les souvenirs de 1815 commençaient à être remémorés.

Le Prussien, tout inquiet, disait bien : « Mais prenez donc les provinces allemandes de Bohême. — Ce serait très bien en effet, reprenait le Saxon; malheureusement, il y a la Conférence de la Paix qui nous gêne de ce côté, tandis qu'elle nous laissera sans doute nous étendre dans le centre de l'Allemagne actuelle. » En désespoir de cause, en face de tous ces rapaces voulant le dévorer, le Prussien proposait alors cette solution élégante : « Vous trouvez, Allemands, que la Prusse a trop de prépondérance dans l'Empire. Soit, nous le reconnaissons. Le remède n'est pas dans l'émiettement, mais bien dans l'unification. Annexez-vous tous à la Prusse. » Et le plus étrange est que ce paradoxe allait devenir une réalité.

Comment put-il en être ainsi? Comment, sous l'œil bienveillant de l'Entente, cette Allemagne, qui paraissait en voie de décomposition, se transforma-t-elle en ce *Reich*, un et indivisible, qui reste si menaçant? Ce fut l'œuvre du militarisme renaissant.

LA RENAISSANCE DU MILITARISME

Un des premiers soucis de l'Assemblée constituante, réunie à Weimar, fut de voter la nouvelle loi militaire.

L'armée se disloquait à mesure qu'elle rentrait dans le pays. Les hommes se dispersaient et regagnaient leurs foyers, la démobilisation avait été décrétée et l'on ne conservait qu'une classe sous les drapeaux, avec tous les nombreux cadres permanents d'officiers et de sous-officiers. Une foule de corps francs avaient été formés par engagement volontaire pour protéger le pays contre les Polonais et les Tchéco-Slovaques, corps

dits de *Grenzschütz*, ou garde-frontières. Les hommes recevaient une forte paye, et de plus jouissaient parfois, aux termes de leur engagement, du droit d'envoyer à leurs familles des vivres pris sur le pays. On vit rarement un pareil ramassis de brigands. Sans discipline, n'écoutant pas les officiers de l'armée régulière, dont ils faisaient le désespoir et la honte, ils pillaient les habitants dans toutes les régions de l'Est où ils stationnaient, aussi bien les Allemands que les Polonais, comme cela fut constaté à l'Assemblée par le ministre Noske et plusieurs orateurs, mais faisaient de plus subir aux Polonais tous les sévices possibles. C'était une clameur générale.

Il importait de reconstituer au plus tôt une armée régulière; c'était le but de la loi. L'armée nouvelle, appelée *Reichswehr*, se composait de brigades mixtes, ayant la composition d'une division ordinaire. Elle était recrutée par engagements volontaires. L'appât de la forte solde, de la discipline adoucie, attira de nombreux éléments. Ils étaient formés de deux catégories bien distinctes : d'abord les sans-travail, qui y trouvaient leur gagne-pain, puis les jeunes gens de bonne famille, qui, poussés par l'esprit militaire et le souci de protéger l'ordre, affluèrent en masse. L'effort des autorités consista à se débarrasser peu à peu des premiers éléments dont le loyalisme était douteux. Dès la fin de mars, la *Reichswehr* seule comprenait 200 000 hommes.

La loi prévoyait la disparition progressive des corps francs, mais, contrairement à ce qu'on devait attendre, il y eut une nouvelle floraison de ces corps, que le Gouvernement favorisa, y voyant le moyen de renforcer son armée. Cette floraison fut déterminée par le retour en Allemagne des chefs les plus populaires.

Tout le long des mois de janvier et de février avait continué la rentrée solennelle des troupes à Berlin. Deux ou trois fois par semaine, revenaient de nouveaux détachements. Ils étaient accueillis comme des triomphateurs. Leurs armes, leurs voitures étaient ornées de feuillages ; ils étaient couverts de fleurs par la foule. A leur entrée dans la ville, ils se groupaient sur la Pariser Platz, devant la porte de Brandebourg; et du haut de tribunes enguirlandées, le Ministre de la guerre les recevait en leur déclarant, de plus belle, qu'ils n'avaient jamais été battus, tandis que les magistrats leur souhaitaient la bien-

venue comme à des héros. Le 4 mars en particulier, l'arrivée du corps de Lettow-Vorbeck, revenant de l'Est-Africain, où il avait mené pendant quatre ans une campagne pénible et non sans gloire, fut l'occasion de manifestations exceptionnelles.

Profitant de cette surexcitation patriotique, on utilisa la renommée de certains chefs, Lettow-Vorbeck, Dohna-Schlobitten, le fameux commandant de la Mowe, Reinhardt, von Luttwitz et d'autres, pour lever de nouveaux corps francs désignés par le nom de ces généraux. Particulièrement bien recrutés, ils devaient former la véritable garde de l'ordre.

Outre ces deux éléments, corps francs et *Reichswehr*, il y avait encore une troisième catégorie constituée par les troupes des provinces baltiques qui, vivant sur le pays, ne comptaient pas dans le budget. Elles devaient devenir célèbres. D'autres corps francs, en dehors du budget, pouvaient encore, d'après le texte de la loi militaire, obscur à dessein, être entretenus par des particuliers ou des sociétés. Si on ajoute enfin les anciens régiments réguliers qui, sous couleur de sections de démobilisation, constituaient encore de puissantes réserves de cadres, puis les gardes diverses formées sous les noms d'*Einwohnerwehr*, *Burgerwehr*, etc... on voit que l'on pouvait encore présenter des forces imposantes. Il faut aussi tenir compte des 1 700 Kriegervereine, sociétés d'anciens militaires, que les autorités militaires avaient avisées d'avoir à se constituer en groupes de cadres organisés et toujours prêts. C'est à l'organisation, au développement, à la mise en mains de ces divers éléments que Noske, avec le concours de l'ancien État-Major, consacra toute son activité.

C'est surtout au rétablissement de la discipline qu'il apporta tous ses soins. La loi sur la Reichswehr avait supprimé les Conseils de soldats, en ne maintenant que des hommes de confiance dont le rôle, tout de contrôle sur le bien-être, devait diminuer de plus en plus. Les marques distinctives de grades avaient été rétablies sous de nouvelles formes, les marques de respect et le salut remis en vigueur.

Les progrès accomplis dans la restauration de l'armée eurent l'occasion de se manifester lors de nouveaux troubles qui éclatèrent en mars. Les partis avancés essayèrent une nouvelle insurrection. Elle fut écrasée sans pitié et sans les tergiversations que le Gouvernement avait marquées en janvier. On

ne tolérait plus aucune parlementation avec les émeutiers et on n'hésitait pas à faire entrer en jeu l'artillerie et les armes nouvelles.

Cette fois ce fut du délire dans toutes les classes des vieux dirigeants prussiens, et le parti conservateur crut le cauchemar fini. Brockdorff-Rantzau menait la danse avec ses notes de plus en plus cassantes. Ludendorff déclarait que « l'Allemagne devrait sans doute tenter encore la fortune des armes. » Aux conférences de Posen, qui avaient lieu à ce moment, pour établir un *modus vivendi* dans les questions polonaises, l'État-Major de Hindenbourg imposait son veto aux dispositions arrêtées d'accord entre les ambassadeurs de l'Entente et les délégués civils allemands, et il obtenait gain de cause. Les Hakatistes reprenaient la direction en Haute-Silésie et dans les autres provinces polonaises non encore libérées. Les Allemands exigeaient la soumission des Posnaniens, la rentrée en fonction des fonctionnaires prussiens chassés par eux, la dissolution de toutes les forces locales. Brockdorff-Rantzau déclarait, lorsque le Maréchal Foch parlait de la Pologne allemande, ne pas savoir ce que le Maréchal voulait dire ; que lui, Brockdorff, ne connaissait que des populations révoltées contre leurs maîtres légitimes et que bientôt le renforcement des troupes prussiennes permettrait de mettre Posen à la raison. Heureusement les Polonais veillaient.

Dans l'ordre judiciaire il en allait de même. Le jugement des assassins du capitaine Fryatt, celui des fusillades du camp de Langensalza, n'étaient que des parodies de justice, où l'acquittement était proclamé à peu près sans débats. Même mentalité dans l'ordre administratif. Un citoyen de Bromberg ayant été assailli et brutalisé par des agents de chemin de fer, simplement parce qu'il parlait polonais sur le quai de la gare, le Président de la Direction des chemins de fer de Bromberg, tout en reconnaissant les faits, les excusait ainsi : « Dans les temps où nous vivons, il serait vivement désirable que les Polonais cessassent de s'exprimer dans leur langue en public, dans l'intérêt de leur sécurité. » Et le Gouvernement, qui prétendait avoir aboli les lois d'exception, souscrivait à cette énormité.

En même temps que leurs qualités d'ordre et d'autorité dont l'emploi était indéniablement fécond, les hommes de

l'ancien régime, qui reprenaient la barre, apportaient aussi leurs passions. Le gouvernement marchait à leur remorque. Impuissant à se dégager de l'ancienne politique, il gouvernait avec ces hommes. La solide armature prussienne se remettait de son ébranlement passager. Noske pour les militaires et l'ordre intérieur, Brockdorff-Rantzau pour les relations extérieures, étouffaient tous leurs autres collègues, socialistes de parade, rêveurs et discoureurs, tout éberlués de leur ascension si subite et se tenant bien sages au milieu des Comtes et des Excellences qui constituaient le personnel de leurs ministères. Le calme régnait à Berlin. Les soldats y circulaient nombreux et parfaitement tenus; tous les irréguliers, tous les débraillés avaient disparu. Les officiers reportaient la tenue. L'impression sur l'Allemagne fut profonde.

Pendant tout ce temps, des émeutes avaient éclaté en Bavière, en Saxe, à Dusseldorff, à Brunswick. Partout les troupes prussiennes étaient arrivées et avaient rétabli l'ordre, sans douceur. La forte discipline prussienne avait une fois de plus mis à néant les menées révolutionnaires. Le péril communiste était écarté et la Prusse en recueillait le profit. Les tendances séparatistes en reçurent un coup sérieux. Le gouvernement prussien saisissait le moment d'intervenir. A la Chambre prussienne le 23 avril, le ministre de l'Intérieur Heine attaquait violemment les guelfes du Hanovre qu'il accusait de trahison envers l'Allemagne, voulant oublier que trois mois auparavant c'était un ministre prussien qui avait rédigé un projet de Constitution fédérale de l'Allemagne, dont le Hanovre formait un des États. Sans doute le député guelfe Bierter répondait que son pays combattrait malgré la Prusse et contre la Prusse, aussi longtemps qu'il le faudrait pour être délivré du drapeau noir et blanc. Mais sa voix demeurait sans écho.

La Saxe, que nous avons vue la première lever l'étendard de l'indépendance, effrayée des révoltes et des assassinats de Dresde, se taisait. La Bavière était terrassée par la violence du mouvement qui avait suivi la mort d'Eissner et de la répression qui l'avait châtié. L'assemblée de Weimar discutait en ce moment l'article 18 de la future Constitution qui devait remplacer l'article 11 du projet gouvernemental, dont nous avons parlé, et exigeait de telles conditions à remplir pour une sépa-

ration de la Prusse, qu'elles étaient pratiquement irréalisables. En outre, rien ne pouvait être proposé dans ce sens avant deux ans. Le mouvement girondin était étouffé; le jacobin unioniste prussien l'emportait. L'esprit décentralisateur fédéraliste était à l'agonie; le traité de paix allait lui porter le dernier coup.

DANS L'ATTENTE DU TRAITÉ

C'est aussi dans l'ordre politique intérieur qu'agissait l'attente des conditions de la paix.

Les délégués allemands étaient partis pour Versailles le 28 avril. L'Allemagne attendait anxieuse. Les chefs énergiques et conservateurs qui commandaient l'armée se rendaient compte qu'ils ne pouvaient tenter aucune restauration avant que le sort du pays ne fût réglé. S'ils étaient maîtres de Berlin et auraient pu y proclamer l'Empereur, ils sentaient qu'ils ne seraient pas suivis par le pays. Le sabre du maréchal Foch était encore trop menaçant.

Le jeu des partis conservateurs consistait à galvaniser le pays pour le préparer au refus des conditions trop dures. D'abord, pour faire peur à l'Entente, on agitait le spectre du bolchévisme menaçant. Si la paix était inacceptable, le gouvernement ne pourrait empêcher l'explosion de colère du pays, qui, devant l'impossibilité de reprendre les armes contre les Alliés, se traduirait par la révolte communiste. Mais ce chantage était sans racines profondes et trop évidemment truqué. Le président du Reich, dans son message de Pâques, les ministres dans leur discours de Weimar continuaient bien à déclarer qu'ils ne signeraient jamais une paix de violence, que toute l'Allemagne se soulèverait plutôt. Là encore, ils étaient trop évidemment en contradiction avec le sentiment populaire qui voulait absolument la paix.

Et ce n'était pas seulement du parti socialiste indépendant qu'émanait le désir de la paix. C'était la masse populaire qui l'exprimait elle-même. Du 8 au 16 avril, avait eu lieu la deuxième assemblée générale à Berlin des conseils d'ouvriers et soldats. Elle avait été d'abord d'une modération politique extrême et s'était montrée nettement socialiste-majoritaire, c'est-à-dire gouvernementale. Mais il y avait beau temps qu

les gouvernants ne portaient plus que l'étiquette de ce parti et s'étaient inféodés aux chefs réactionnaires.

Puis, l'assemblée avait été résolument pacifiste. La motion finale, adoptée à une grande majorité, contre les seuls démocrates, « condamnait la politique d'excitation nationaliste, propre à aggraver les conflits entre les peuples et surtout entre la France et l'Allemagne. » Des orateurs, parmi lesquels se trouvait Kaliski, socialiste majoritaire autrefois influent, avaient pu, aux applaudissements de l'Assemblée et des tribunes publiques, plaider chaleureusement un rapprochement avec la France, déclarer qu'Erzberger calomniait Foch et Clemenceau et reprocher au gouvernement son attitude intransigeante dans la question d'Alsace-Lorraine.

La presse, tenue en laisse comme au bon vieux temps, parlait à peine de ces manifestations. Le gouvernement avait son siège fait. S'il avait été composé d'autres hommes que de ces fantoches, il aurait pu, appuyé sur le sentiment populaire, inaugurer une politique loyale dans ses relations extérieures et franchement républicaine dans l'ordre intérieur. Mais il n'en avait cure. Comme ils avaient été domestiqués au Kaiser et au pangermanisme avant et pendant la guerre, ils l'étaient maintenant à ses représentants.

Et, peut-être, pour la grandeur future de leur pays, avaient-ils raison. Mais cette attitude montre le peu d'honnêteté politique ou le manque de caractère des dirigeants d'alors. Et surtout, il importe que le monde ne se fasse pas d'illusions.

UNE SÉRIE DE MANIFESTATIONS

Les 8 et 9 mai, les journaux publiaient les conditions de paix. A Berlin, en dehors de quelques cercles aristocratiques et pangermanistes l'effet produit fut insignifiant. La fête que menait Berlin depuis le 9 novembre, à peine ralentie aux jours d'émeute, continua à battre son plein. Le 10, qui fut un magnifique dimanche de printemps, toute la ville était en liesse. Dans les lieux de plaisir, bondés plus que jamais, on ne s'occupait que des distractions du jour. En signe de désolation nationale, on avait prescrit une semaine de deuil : jamais on ne vit tant d'affiches indécentes, de cortèges d'hommes-affiches, promenant des images de petites femmes à

peine vêtues, de réclames, d'annonces appelant aux maisons de jeux et de distractions souvent mono-sexuelles, que dans cette période dite de deuil. Berlin fut écœurant.

C'est dans l'ordre officiel que se produisirent les manifestations, et dans des réunions en local clos.

Le Parlement se réunit le 12, dans une séance unique à Berlin, pour protester contre les conditions de paix. On entendit des discours enflammés, tant du Président du Conseil que des chefs de groupes, concluant unanimement, sauf les socialistes indépendants, à l'inacceptabilité, à la non-responsabilité de l'Allemagne dans la guerre, et au refus catégorique de signer. Le Président de la Chambre, Fehrenbach, clôtura la séance par le *Deutschland über alles*. On caractérisera les discours du Parlement et ceux qui furent prononcés au Landtag prussien, en signalant qu'ils obtinrent l'approbation sans réserve du parti national allemand.

La presse adopta la même attitude. On ne parlait plus du bolchévisme. L'épouvantail n'était plus utile. La baudruche était crevée. La thèse était celle de l'Allemagne innocente, ayant bien voulu offrir la paix, aux conditions wilsoniennes et trahie par les négociateurs de Versailles. « On ne signerait jamais cela. Qu'est-ce qu'on risquait ? L'occupation étendue sur la rive gauche du Rhin ? Et après ? Occupez-nous, administrez-nous. Comme nous ne nous défendrons pas, vous ne pourrez nous faire de mal. Entreprenez notre liquidation judiciaire, vous verrez ce que cela rendra. On sait ce que rapporte aux créanciers une faillite où le liquidateur s'est mis. Vous vous lasserez les premiers. Pour la reprise du blocus, nous sommes tranquilles ; jamais l'opinion publique américaine et anglaise ne l'acceptera. On n'affame pas des femmes et des enfants à froid. Puis vos socialistes se remuent. Ils apprécient l'ignominie de votre paix. Ils vont se soulever en notre faveur. Leurs encouragements nous arrivent de toutes parts. Occupez donc l'Ouest ; nous y bolchéviserons vos roupes. Quant à l'Est, nous sommes tranquilles. »

Ah oui ! ils étaient tranquilles à l'Est. La réorganisation militaire avait fait merveille. Les régions orientales étaient bondées de troupes. On exploitait le Polonais à plaisir. L'occupation de l'Ouest aurait été le signal de la ruée sur la Posnanie libérée. Quelle joie de se venger sur ces misérables révoltés !

Quelles semaines de ripaille on allait faire dans ce riche pays ménagé par la guerre! Cela durerait ce que cela pourrait, mais après, on pourrait signer. Il n'en coûterait ni plus ni moins, mais du moins on aurait eu du bon temps. Tel était l'état d'esprit qui régnait à l'Est de l'Oder, où l'on ne craignait pas l'arrivée des Alliés.

Au cours de la semaine eurent lieu quelques manifestations. Le 14, dans l'après-midi, un cortège socialiste-majoritaire parcourut quelques avenues en silence. Le soir du même jour, une manifestation plus bruyante fut montée par le parti militaire. Le 15, ce furent les écoles et les groupes nationalistes. On y vit arborer l'étendard du Kaiser. Le 16, ce fut le cortège des éprouvés de la guerre, en faveur de la paix. — Il fut reçu froidement par le Président du Reich, Ebert, à l'hôtel duquel aboutissaient toutes ces manifestations qu'il saluait inlassablement de discours intransigeants. Une campagne d'affiches et de brochures, en faveur de la résistance, était menée à grands frais. Les militaires, gradés, de plus en plus nombreux, étaient les plus excités. La ville avait un aspect de réaction accusé.

Mais, parmi les protestations deux sont particulièrement à signaler. Mieux que tous les discours, elles montrent à vif la mentalité allemande qui ne cessera jamais de nous étonner.

Le 24 mai, Helfferich prononçait à la Chambre de commerce de Berlin un violent discours contre les conditions économiques du traité. Il osait, lui qui, Ministre des Finances en 1916, avait déclaré, aux applaudissements unanimes du Reichstag : « L'Empire saura faire traîner des années aux peuples vaincus, le boulet des milliards de l'indemnité de guerre ! » Ainsi, cet ancien porte-parole de la rapacité germanique, avait l'impudence de rappeler par sa présence ces menaces inconsidérées.

Quelques jours plus tard, c'étaient les Universités allemandes qui, dans un manifeste enflammé, se dressaient contre les conditions de paix, en tant que « gardiennes de la civilisation et de la morale, défenseurs de la vérité et de la justice, protagonistes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » On croit rêver! La presse raisonnable allemande en fut elle-même écœurée. Elle rappelle que tous ces docteurs, professeurs, avaient été tout le long de la guerre les annexionnistes les plus forcenés. Oui, c'étaient les mêmes hommes, rédacteurs en 1914 du fameux manifeste des 93, ce monument d'imposture, qui

se prétendaient les représentants de la vérité, de la justice et de la morale! Elles se posaient en défenseurs du droit des peuples, ces Universités qui ont entretenu, développé, généralisé et surexcité dans toute l'Allemagne, la mentalité de proie de la Prusse et des Hohenzollern. Jamais on ne dépassera cette profondeur dans l'hypocrisie et l'inconscience. C'est bien l' « Éternelle Allemagne. »

Cependant l'Allemagne attendait le résultat de ses contre-propositions et l'approche de la décision amenait du flottement. Si Ebert continuait à pérorer avec incontinence, ce que la presse commençait à trouver abusif, les ministres devenaient plus réservés, et mettaient une sourdine à leurs vitupérations. Le 22 mai, Scheidemann prononçait, en recevant une manifestation, un discours où, pour la première fois, il demeurait dans le vague, sans articuler un seul mot irréparable ou définitif. Le capitaine de vaisseau Persius attaquait Brockdorff-Rantzau pour son projet de société des nations, qu'il trouvait hypocrite et marqué au coin des anciennes formules où l'on dissimulait les plus énormes armements sous des arguments pacifiques.

Le 22 mai, un cortège considérable parcourait la ville en demandant la paix et du pain. Une réunion d'ouvriers berlinois votait la paix immédiate. Les alliés n'avaient pas besoin en effet d'occuper toute l'Allemagne pour la forcer à signer. Toute demande de modification était un geste inutile, disaient-ils.

Hélas! Ils se trompaient. Les nouvelles conditions de paix, publiées le 17 juin, allaient leur donner un démenti. Mais si on avait pensé en obtenir de la reconnaissance, on se leurrait étrangement. Toute paix qui ne serait pas la paix blanche ne pouvait les satisfaire, et encore! Néanmoins, la stupeur dépassa la colère. La note accompagnant la remise du nouveau texte de l'ultimatum imposant le court délai d'acceptation, par son argumentation si énergique et si vraie, les accabla. Sous l'effet de cette « *Schimpfkanonade*, » cette bordée d'injures, comme ils l'appelèrent, ils tendirent le dos. L'intransigeant organe des démocrates, le *Berliner Tageblatt* lui-même, battit la chamade : « Tout homme qui envisage l'avenir, écrivait-il le 18 juin, à la demande brutale s'il faut signer ce traité, ne peut que répondre : non. Mais il appartient à ceux qui ont la responsabilité du calme dans le pays, au moment où nous sommes, de décider si une telle décision peut être prise. Après tant d'années de souf-

frances, on ne peut imposer au peuple des sacrifices au-dessus de ses forces. »

La surexcitation demeurait grande dans le clan conservateur et à l'aile droite des démocrates. Grands barons industriels de Westphalie et Junkers de l'Est de l'Elbe, docteurs et professeurs, ligue des officiers, faisaient feu des quatre pieds pour empêcher l'acceptation. Telles conditions humiliantes, — reconnaissance de la culpabilité de l'Allemagne dans les origines de la guerre, livraison des criminels, — ne pouvaient passer. Ils ne pouvaient même pas admettre que le gouvernement cherchât à esquiver ces clauses par un engagement de juger elle-même les coupables. Et ils avaient raison. De quel droit un tribunal allemand aurait-il choisi des boucs émissaires? Où aurait-il cherché des juges pour les condamner? N'était-ce pas le peuple allemand tout entier, empoisonné par vingt ans de propagande pangermaniste, affolé d'une hystérie des grandeurs à un point jusqu'alors inconnu qui était responsable de la guerre? N'était-ce pas la doctrine des militaires allemands que le véritable humanitarisme consistait à mener la guerre avec le maximum d'atrocité? — Conséquents avec eux-mêmes, ces vrais Allemands demeuraient irréductibles.

Cependant il fallut céder et Weimar vota la paix. Le point capital, l'unité de l'Empire, était sauf.

COMMENT ON ÉLUDE LES CONDITIONS DE PAIX

La période qui s'ouvrait à la signature de la paix allait être de tous points semblable à celle qui suivit la conclusion de l'armistice. Maintenant comme alors, une vague puissante de dépression s'abattit sur l'Allemagne. C'était donc possible! La défaite était donc réelle pour qu'une telle paix dût être acceptée! Si la ratification avait pu suivre sans délai, on aurait obtenu tout de l'Allemagne momentanément résignée. Toutes les clauses à réalisation immédiate auraient été accomplies sans difficulté : occupation des territoires annexés ou à administrer jusqu'au plébiscite; entrée en fonction des Commissions de contrôle qui auraient obtenu sans opposition des conditions de travail qu'elles ne pourront plus tard que difficilement arracher; livraison du matériel; on pourrait prendre ainsi tous les articles du traité.

Quand les semaines s'écoulèrent sans amener une décision des Puissances, lorsqu'on vit les adversaires démobiliser, rentrer chez eux, que se manifestèrent les prétentions des divers peuples vainqueurs maintenant au courant des conditions de la paix et n'y trouvant pas une satisfaction complète, l'Allemagne recouvra ses esprits et on vit renaître ses espérances. Comme auparavant, elles étaient hors de proportion avec la réalité. Des polémiques de presse, elle concluait à une rupture prochaine entre ses adversaires, et à l'annulation du traité. Naturellement, l'Allemagne n'en observait aucune clause ; mais ce qui est plus grave, c'est qu'elle avait tout loisir pour atténuer les effets de nombreuses dispositions.

Les régions à céder ou à affranchir furent exploitées à fond et vidées de tout ce qui pouvait être emporté. Des ventes fictives, des contrats frauduleux furent passés pour faire disparaître ou dissimuler des gages. Un énorme travail de propagande et d'organisation fut préparé dans les pays à plébiscite en même temps qu'on s'efforçait d'empêcher pour le moment et pour l'avenir la propagande adverse. Les armes furent vendues, dispersées dans toutes les localités, sous couleur d'armer des gardes populaires. L'exploitation des provinces baltiques et l'organisation des troupes d'occupation de ces régions par des troupes allemandes, camouflées en partie en corps de volontaires mixtes, se compléta avec le concours d'aventuriers russes servant de masques. Tout cela devant l'Entente impuissante ou lassée. Sans doute le ton était changé. Ce n'était plus l'insolence hargneuse de Brockdorff-Rantzau, disparu dans la crise de la signature. On n'accordait rien, mais on mettait plus de formes. L'histoire si connue du rappel du général von der Goltz, tant de fois solennellement exigé et toujours inexécuté, est une comédie, assez humiliante pour l'Entente, qui caractérise bien la nouvelle attitude du gouvernement.

Quant à l'esprit public de la capitale, il avait moins à évoluer. Depuis longtemps c'étaient les apôtres du pangermanisme et du militarisme qui avaient repris le haut du pavé. Ils le conservèrent. L'opposition indépendante terrorisée, traquée dans ses chefs, soumise à l'état de siège et à la censure s'exerçant uniquement contre elle, se taisait ou se cachait. La capitulation de Weimar avait surexcité la fureur des partis de droite. Elle se manifesta dans la rue par le rapt et l'incinéra-

tion des drapeaux français de 1870, sous l'œil bienveillant des gardiens de l'arsenal et des autorités ; puis par des agressions contre les membres des missions alliées, et spécialement de la mission française. Après quelques altercations peu graves, elles se terminèrent par l'assassinat du maréchal-des-logis Manheim, dont le gouvernement laissa les auteurs impunis en négligeant de les rechercher et à l'occasion duquel les représentants du ministère laissèrent les députés de droite affirmer à la Chambre, contre la plus évidente vérité, que la faute était aux victimes.

Les décisions du Parlement étaient bafouées. Le 5 août, à la suite du vote instituant l'ancien drapeau de 1848 aux couleurs noir, rouge et or comme couleurs du nouveau Reich, un tel étendard fut arboré au sommet du palais du Reichstag. Il n'y resta que peu d'heures, et ne reparut jamais. Les jours suivants, en manière de protestation, on vit circuler dans les rues toutes les patrouilles et les détachements avec une profusion de drapeaux noir-blanc-rouge de l'ancien Empire. Trois mois après le vote de la Constitution, on n'a pas encore vu un seul drapeau du nouveau régime arboré par les troupes ou aux bâtiments publics. Les cocardes des militaires, qui doivent être aux couleurs nationales, sont encore à la fin d'octobre les anciennes cocardes, même au poste placé devant l'hôtel du ministre Noske. Pour éviter d'avoir à imposer l'exécution de la loi, au début d'octobre, on aurait, d'après la presse, décidé d'adopter une cocarde composée simplement d'un aigle. Cette concession n'a pas décidé davantage le militaire récalcitrant à abandonner le vieil emblème impérial. Détails, mais dont la multiplication dénote l'état des esprits et l'impuissance ou la complicité des gouvernants.

Car là toujours est la difficulté, de déterminer la part de l'impuissance et celle de la complicité. Pendant six mois, par exemple, toutes facilités ont été données aux organisateurs de l'occupation des provinces baltiques par les Allemands agissant ouvertement comme tels ou sous un masque russe. On leur a fourni armes, munitions, vivres en abondance. On a résisté aux sommations de l'Entente ou on les a éludées et maintenant que tout est préparé, terminé, organisé, le jour où Versailles brandit un épouvantail, on se déclare impuissant à faire rentrer des gens qui n'écoutent pas et qu'il est impossible de réduire par la famine, puisqu'ils ont de tout à profusion. Les

trains, les soldats venus d'Allemagne continuent à se déverser en Courlande ; le gouvernement se lamente sur l'impossibilité de garder ses frontières ; von der Goltz, trop compromis, se décide à rentrer. Il lance des proclamations subversives, en opposition avec les ordres reçus de son gouvernement, avec les engagements qu'a pris celui-ci, il ne reçoit même pas un blâme de son ministre, pas un jour d'arrêt. C'est à douter, malgré tout désir contraire, qu'il y ait au gouvernement un seul homme de bonne foi. Sinon, comment peut-il accepter cette situation humiliante ?

Sans doute le gouvernement actuel ne tient que grâce à l'armée et aux généraux et doit leur faire des concessions. Sans l'appui des anciens officiers, il croule sans rémission. Ceux-ci, qui savent qu'une tentative de restauration monarchique serait prématurée, s'accommodent d'avoir provisoirement la puissance sans l'étiquette. Leur jour viendra. Mais combien peu de caractère chez ceux des ministres qui ne sont pas complices! Dès qu'ils ont la velléité de faire preuve d'un esprit nouveau, ils sont brusquement arrêtés par le veto de l'opposition. Les effets de leurs déclarations ne dépassent pas les murs du Reichstag, siégeant maintenant à Berlin et qui est le plus souvent un désert, même aux plus importantes séances, car l'Allemagne n'a pas pris au sérieux le parlementarisme.

La constitution de l'armée se perfectionne. Tout se prépare pour l'organisation militaire nationale en marge du traité. Tout cela pourra s'assoupir, se dissimuler pendant la présence des commissions de Contrôle. Elles parties, tout sortira du sommeil.

Ce serait un leurre de croire les Allemands disposés à appliquer les conditions de la paix. Ils l'ont avoué eux-mêmes. « Nous signons le couteau sur la gorge, mais c'est inexécutable. » Il sera curieux de suivre cette application dans l'exécution de ses clauses à réalisation immédiate : le désarmement, la démobilisation, surtout la livraison des coupables. On y trouvera le criterium de leur bonne foi et de leur bonne volonté.

Quant au mouvement fédéraliste, il n'en est plus question nulle part, en dehors des régions occupées. Après avoir sacrifié tous les restes de leur autonomie, les États secondaires viennent de mettre le point final à leur abdication en souscrivant

aux projets financiers d'Erzberger et en apportant sur l'autel de l'unification de l'Empire le sacrifice de leurs prérogatives financières. Pour tous ceux qui ont suivi, depuis la fondation de l'Empire, les efforts du pouvoir central en vue de restreindre ces derniers vestiges de la souveraineté, la ténacité avec laquelle les États défendaient la disposition de leurs ressources financières en dehors de la contribution matriculaire, participation aux dépenses communes, rien ne sera plus caractéristique que ce renoncement.

DEMAIN ?

Et maintenant, que nous réserve l'avenir?

De la tempête sort une Allemagne plus unifiée que jamais. Les nations, comme les humains, s'enfantent dans le sang et dans la douleur. Les événements de 1870 à 1871 n'avaient été qu'un prélude. Il eût été trop beau que quelques jours pussent faire disparaître la trace de divisions millénaires. L'unité germanique n'était que dégrossie. Le particularisme, représenté surtout par les dynasties particulières et leur clientèle, avait laissé de fortes pailles dans le bloc métallique, œuvre de Bismarck. Le puissant forgeron n'avait pu produire qu'une ébauche. Il fallait la tremper. Rien ne vaut dans le creuset, pour cette opération, le deuil et la souffrance. Le bloc germanique né de la révolution du 9 novembre, aujourd'hui encore en travail de refroidissement, va se présenter dans quelque temps comme une œuvre achevée et homogène. Les corps étrangers qui s'attachaient à ses flancs, les nationalités hostiles et irréductibles qui, malgré toute apparence, malgré les paroles de Bismarck sur l'Alsace-Lorraine, dans le martyre de laquelle tous les peuples allemands communiaient, étaient des éléments de faiblesse. Libérée d'eux, l'Allemagne représentera au centre de l'Europe une masse compacte redoutable. L'Autriche ne peut manquer de se souder dans un délai plus ou moins long. Nous l'avons laissée beaucoup trop faible pour qu'elle puisse vivre isolée, au milieu de nations nouvelles ne pouvant oublier ce qu'elles en auront souffert. S'il est vrai qu'aucune disposition écrite n'aurait pu empêcher à perpétuité une Allemagne disloquée de se reconstituer, les traités de 1919 ne font rien pour retarder ce moment, pour assurer un délai qui aurait au moins

donné un peu de répit au monde. Personne ne peut se vanter de pouvoir figer l'Europe dans une forme immuable; mais on ne peut la modeler pour une période dont la longueur dépendra du modelage adopté. La forme choisie ne fut peut-être pas la plus durable.

Quelque paradoxale que cette conclusion paraisse, l'Allemagne va sortir de la fournaise avec des éléments de puissance supérieurs à tous ceux qu'elle a jamais possédés, considérés par rapport à ceux de tous ses voisins. Disposant de tous ses moyens de production intacte, d'une population énergique, travailleuse, disciplinée et surtout prolifique, elle se relèvera facilement et se débarrassera rapidement des charges que le traité lui impose, et dont sa ténacité espère bien obtenir de larges atténuations, grâce à la lassitude et à la division d'intérêts de ses créanciers. Dans trente ans, cinquante peut-être, — un moment dans la vie des nations, — ayant repris le travail d'expansion économique prodigieux, que nous avons vu au cours des années qui ont précédé la guerre, elle peut espérer encore dominer l'Europe pacifiquement et lui dicter ses lois.

Voilà les pronostics; ils ne sont pas rassurants; mais sont-ils certains? Loin de là. Ils supposent pour base une Allemagne sage, provisoirement résignée, ayant su apprendre et oublier. C'est l'Allemagne des rêveurs, socialistes ou poètes. Or ce n'est pas celle-là qui va renaître de ce cataclysme. Au lieu d'une telle Allemagne, nous verrons apparaître une Prusse agrandie, une Prusse monstrueuse, leur Fafner dans toute sa teutonique horreur. Le travail de prussification que nous avons vu au cours de cette étude naître et se développer, va progresser avec d'autant plus de rapidité qu'on ne craindra plus les observations d'un ennemi qui n'existera plus, d'un contrôle essentiellement temporaire. Ulcéré de dépit et de rage, assoiffé de vengeance, le vieux Prussien, immortel, va reforger son glaive, puis va se chercher un maître. La Constitution le lui permet sans qu'il ait à se payer le luxe d'une révolution. L'élection au suffrage universel du Président du Reich lui en donne l'occasion. Ce ne sera peut-être pas la prochaine, c'est encore un peu tôt; mais la suivante, dont il pourra avancer l'échéance; ce ne sont pas les scrupules qui l'étouffent. Comme on a le maître qu'on mérite, si ce n'est pas un Hohenzollern

que choisit cette race de proie, et le contraire serait fort surprenant, ce sera un rapace du même genre.

Et sous la conduite de ce nouveau seigneur de la guerre, avec l'instrument qu'a préparé Noske, rejeté alors lui-même par ceux dont il ne fut que le paravent méprisé, instrument que des successeurs auront perfectionné, malgré tous les contrôles sans moyen et sans sanction du Conseil des Nations, la Prusse reprendra sa mission de conquête.

Et malheur à ceux de ses voisins qui n'auront pas suivi ces transformations, qui, lassés par les efforts gigantesques de ces dernières années, épuisés par leurs pertes, mal remis de leurs souffrances, absorbés par les luttes politiques et économiques intestines, n'auront pas tenu leur poudre mouillée, puisque telle est la nouvelle recette! Commenceront-ils, les Prussiens, par la Pologne, ou par les Tchèques, où leurs nombreux congénères auront entretenu le désordre et préparé l'intervention? Ayant, par l'annexion fatale de l'Autriche, retrouvé une frontière commune avec l'Italie, l'attrait magique de ce beau pays les engagera-t-il à renouveler leurs entreprises séculaires dans la vallée du Pô, sans avoir attendu d'avoir satisfait d'abord leurs rancunes plus directes? Est-ce le Rhin qui verra de nouveau leurs hordes s'épancher au delà de ses bords occidentaux? C'est le secret du destin, cela dépend des résistances possibles de l'adversaire à choisir.

Quoi qu'il en soit, tous ceux, et ils sont nombreux, que vise l'ambition teutonique, n'en trouveront jamais les bornes. Refrénée momentanément, nous risquons de la voir bientôt renaître avec plus de prétentions que jamais. Si nous ne voulons pas avoir à renouveler l'effort, le devoir est de veiller et de nous tenir en garde contre cette renaissance. Puissions-nous avoir l'énergie et la volonté de l'arrêter, à temps cette fois, pour que l'Europe entière ne soit pas à nouveau ensanglantée, dépouillée et ruinée par la férocité et la rapacité germaniques!

***

POÉSIES

LE VIEUX RONSARD

C'était un vieux Ronsard. Lorsque je sus bien lire,
Mon père, entre mes mains, le mit comme une lyre.
Oh! quel immense livre entre mes petits doigts!
J'épelais lentement les anciens caractères,
Leurs entrelacs touffus m'ombrageaient de mystère:
Je me perdais en eux ainsi qu'au fond des bois.

Une odeur de forêt montait d'étrange sorte
De cette reliure aux tons de feuille morte,
Au dos rugueux et roux comme celui des cerfs,
A la tranche pourprée... — O soleil sur les sentes! —
Une odeur de forêt montait, double et puissante
De l'aspect du vieux livre et du parfum des vers.

Pour la première fois, sous ta fraîche verdure,
Ronsard, j'ai vu l'amour aux pieds de la nature
Et l'ai, dans tes taillis, guetté, faunesse enfant;
Pour la première fois en effeuillant tes roses
Je l'entendis gémir de ce que toutes choses
Subissent cette mort dont rien ne les défend...

Et pourtant les bourgeons tettent encor ta sève;
Tu nous as couronnés des pampres de tes rêves,
Le chêne de Gastine a d'immenses rameaux;
Et ton humaine et toujours jeune poésie
Retrouve à tout printemps l'allégresse et la vie;
Avec les aubépins refleurissent tes mots.

Voilà pourquoi de toi je suis à jamais ivre,
O verdoyant Ronsard! Et quand j'ouvre ton livre
De nouveau je me perds au cœur de ta forêt :
Et le temps, que tu vaincs, m'arrête dans ma course
Pour boire à ta fontaine ou plonger en ta source,
Au fond du bois sonore, où tout enfant j'errai...

O CHER TRISTAN

O cher Tristan, si fol, si doux,
Il n'est pas une d'entre nous,
Qui ne vous pleure à deux genoux.

Si doux, si fol, ô cher Tristan,
Vous que les femmes aiment tant,
Et qu'à jamais leur cœur attend!

Vous qu'elles cherchent dans ces bois
Tout pareils à ceux d'autrefois
Où s'enfuit l'amour aux abois...

Vous que, du haut du balcon noir,
Parmi tous les parfums du soir,
Vous, qu'elles voudraient tant revoir.

Car c'est vous qui chantez toujours,
Quand elles veillent sur les tours,
Les plus belles chansons d'amours...

O cher Tristan que l'on croit mort,
Vous êtes plus présent encor
Que le plus jeune et le plus fort.

Quand, sous l'étoile qui reluit,
Vole une écharpe dans la nuit,
C'est vers vous que l'air la conduit.

Quand la dame effeuille en pleurant
Quelque bouquet bien odorant,
Vers vous, va le pétale errant.

Et l'appel des plus blanches mains
Fait toujours signe que demain,
Vous soyez là, sur le chemin...

C'est que vous, vous saviez qu'il faut
Mourir d'aimer, lorsque trop haut
Pur et clair brûle le flambeau,

Et n'en demandiez pas merci;
Car mieux vaut trépasser ainsi,
Que de vivre en morne souci.

O cher Tristan, si doux, si fol,
Où dormez-vous? et sous quel sol?
Afin que s'y pose le vol

De ces chercheuses de bonheur
Dont vous fûtes le serviteur
Jusqu'au tombeau, d'un loyal cœur..

LE TORRENT

Un cœur libre ressemble au torrent des montagnes
Impétueux et pur, qui bondit en riant;
Loin du sommet natal tout le ciel l'accompagne,
Il mire tour à tour la nuit et l'orient;
Toujours alimenté par les neiges du rêve
Sous l'écume des jours à jamais transparent,
Limpide, irrésistible, et sans halte et sans trêve,
Un libre cœur ressemble au sauvage torrent.
Que le passant y boive ou que l'azur y sombre,
Toujours renouvelé par sa claire candeur,
Par lui-même lavé des aubes ou des ombres,
Il emporte sans fin sa force et sa fraîcheur.
Toujours précipité d'inaccessibles sources
Seul, quelquefois l'hiver maintient sa belle course,
Mais lorsque un printemps neuf libère tout effort,
Sa puissance innocente en ravage les fêtes,
Et tout gonflé d'orage et de grandes tempêtes,
Il ne se calmera qu'en ta paix, vaste mort!

PROMENADE DANS LA BRUME

Paris, ville bien aimée,
Ce matin dans la fumée
A cligné ses doux yeux gris :
Un soleil d'un jaune sobre
Comme une rose d'octobre
S'est effeuillé sur Paris.

Partons dans le brouillard rose!
Toutes les maisons moroses
Ont l'aspect mystérieux:
Et des vapeurs clandestines
S'enfoncent les mousselines
En bonnets, jusques aux yeux.

Les passants les moins folâtres
Ont pris des airs de théâtre
Et de héros de roman :
D'illusions revenues,
Que nous croyons inconnues,
Nous peuplons Paris charmant.

Tout le long des quais, s'allongent
Des chalands chargés de songes
Sous les arbres orangés
Et dans le brouillard qui fume;
Les feuilles fendent la brume
D'un frisson d'or propagé...

Au beau Pavillon de Flore
Une vitre se colore
D'une précoce clarté...
Dis, qui sait si cette chambre
Où tremble une lampe d'ambre
N'est pas un monde enchanté?

Au loin, vois-tu Notre-Dame
Vague, monter comme une âme

Vers le ciel d'un mol argent?
Et les monuments austères
Ne refléter que mystères
Dans le fleuve au gris changeant?

Près des ponts fantômatiques
Vois, en boîtes, en boutiques
Tous ces grimoires anciens
Que tu prends pour de vieux livres,
Et que gardent, pour revivre,
Des marchands nécromanciens.

La brumeuse mascarade
D'un turban couleur de jade
A coiffé le Panthéon,
Dont le dôme, sous sa ouate,
Fait la figure béate
D'un sultan de l'Odéon.

Nous avons quitté les rives
Pour les terrasses déclives,
Les rampes et les gradins,
Du Luxembourg qui verdoie
Dans la nue où il se noie,
Limbes d'irréels jardins,

Pour y voir les jeunes rêves
Dépenser toutes leurs sèves
En joyeux jeux enfantins,
Pendant qu'une vieille idée,
Telle une aïeule ridée,
Les guette dans le lointain.

Le lourd Sénat léthargique
Est un grand palais magique
Qu'assoupit un enchanteur...
Des pelouses nuageuses,
Rouge autant que Bételgeuse,
Émerge la sauge en fleur.

Près des touffes éclatantes,
Une passante que tente
Le massif aux tons de feu,
Lui tend ses mains réchauffées
Et sans doute est une fée
Qu'enlève le brouillard bleu...

Viens! De mirage en mirages,
Nous atteindrons ces rivages,
Dont nul n'a quitté les bords :
Toutes les choses humaines
Sont des apparences vaines,
Qui nous guident chez les morts.

L'ERMITE
D'UN TABLEAU DE VÉRONE

Usant ses genoux joints sur des rochers étranges,
L'Ermite, au front courbé par les soucis pieux,
Avait, loin des humains et loin des mauvais anges,
Cherché dans les déserts la présence des dieux.

A jamais séparé des choses périssables,
Il lançait vers l'azur sa foi pleine d'appels :
Mais ses longs cris, trouant l'immensité des sables,
D'un vol découragé redescendaient du ciel.

En réponse, venaient tentations, mirages...
— Il avait vu les pieds de Balkis de Saba! —
Et, le roulant aux plis de foudroyants orages,
Le tourmentaient les feux du rut et du sabbat.

Mais son cœur était pur, et son âme était pleine
D'une mélancolique et tendre austérité;
Et la tentation demeurait toujours vaine
De l'orgueilleux bonheur et de sa volupté.

C'est alors qu'Elle vint, toute faible et très lasse
D'avoir longtemps marché sur un âpre chemin;
Elle prit tout de suite une petite place
Et puis parla, tenant son pied nu dans sa main.

Elle dit : « Hâte-toi de m'aimer. Vois, j'arrive
« Et s'efface déjà l'empreinte de mes pas...
« Car je suis éphémère et je suis fugitive;
« Je ne suis qu'un instant... Viens dormir dans mes bras.

« Je ne t'apporte rien qu'un mensonge et qu'un leurre;
« Je ne suis qu'un reflet qui danse sous le ciel,
« Une beauté que change et que dévore une heure...
« Je ne t'apporte rien de pur ni d'éternel.

« Je ne suis qu'un moment de flamme parfumée;
« Bientôt je serai cendre entre tes bras déçus,
« Je ne t'apporte rien... et pour m'avoir aimée
« Tes paradis futurs seront des cieux perdus.

« Je suis, sous l'aube pâle et sous la lune courbe,
« Le fantôme charmant de la félicité.
« Tu vois, d'autres crieront que je suis fausse et fourbe...
« Mais je te dis, cher saint, toute ma vérité.

« J'ai la limpidité des eaux sombres et pures;
« Et pourtant, tout au fond de mon œil innocent,
« Brille le feu sans fin des antiques luxures...
« Je t'offre ma sueur, mes larmes et mon sang...

« La forme de mon ombre est ta tombe... Ton âme,
« Déjà, cherche au delà des portes de mon corps
« Tout un ciel étoilé de tourments et de flammes...
« Entre dans ta prison. C'est moi qui suis la mort... »

— Et lui, qui dédaignant la joie et la puissance
N'avait jamais aimé que d'humbles paradis,
Tendit ses bras tentés vers ton rêve, ô souffrance!
Et déjà torturé, cria : Je te choisis! . . . .

. . . . . .

C'est un très vieux tableau que l'on voit à Vérone
Dans une salle froide et de jour orangé;
Le dessin est mauvais, la couleur n'est pas bonne,
Et l'Ermite si laid, que je m'en suis vengé.

LA PRIÈRE

Pareille aux formes que l'on voit sur les verrières,
Les mains étroitement rejointes, la Prière,
Longue et haute, plongeur inverse, pur élan
D'esprit insexué vers ce gouffre de grâce,
L'élément violet de son nouvel espace
Où déjà sa ferveur la soutient en tremblant,
Hésite, monte, souffre en l'ombre d'améthyste;
Elle s'égare et pleure, inconsolable et triste,
Car l'ange encore humain ne connaît pas son ciel...
Quand, perdu dans l'espoir des choses étoilées,
Soudain, s'ouvrent en lui des puissances ailées,
Qui divisent son être, et le font immortel!

DIALOGUE

Résignez-vous, mon âme, aux choses imparfaites;
Transformez-vous, changez, passez avec le temps;
Quittez vos anciens biens pour de neuves conquêtes
Et dans l'oubli, les deuils, les travaux et les fêtes
Reflétez l'univers aux rythmes inconstants.

— Pourquoi? J'ai le dégoût de ces grâces d'une heure;
De ce monde où tout change afin de vivre encor;
Je voudrais ce qui dure avec ce qui demeure
Et fixer, haut et loin de tout ce qui vous leurre,
Le vol resplendissant d'un immobile essor...

— Ma dernière saison va s'effeuiller... Mon âme,
Il me faut en cueillir les suprêmes beautés.
Taisez votre rumeur, votre ordre et votre blâme :
Je veux me défleurir dans mes jardins de femme
Parmi la passion des défaillants étés.

— Il n'est point de bonheur dans les amours mortelles;
Détournez vos regards de ces sombres plaisirs.
Il est terrible d'être aimée et d'être belle;
Tout ce qui crie en vous, éphémère et rebelle,
Impitoyablement, écoutez-le finir.

— Mon âme, il faut jouir de tout ce qui nous quitte
L'attrait de ce qui passe est amer et divin.
Tout fuit et tout renaît pour expirer plus vite...
Encore un jour! avant que ce cœur qui palpite
Soit cendre, puisque tout, ô ma chère âme, est vain!

— Mais alors, quelle est donc cette flamme immortelle
Qui, partant d'un grand cœur, dépasse son destin?
Et que tout alimente et que tout renouvelle
Et dont la force vive et si brûlante, est telle
Qu'elle brille le soir plus haut que le matin?

Quel est donc ce tourment tout rempli d'espérance?
Ce jaillissant élan, ce désir d'un bonheur,
D'une félicité sans heure et sans souffrance,
Que les voix de la terre ayant fait le silence,
Un ciel de certitude emplisse notre cœur?

Non, non! tout n'est pas cendre au creux morne de l'urne;
Tu me dis que tout sombre en des gouffres obscurs...
Non! tout n'est pas promis au néant taciturne
Et hors de sa corolle infiniment nocturne,
L'irrésistible espoir dresse ses pistils purs.

Non! tout ne finit pas aux plis des derniers langes...
Et malgré le passé dévorant l'avenir,
Triomphe pour jamais des tristesses étranges
Et contemple, éblouie, avec les yeux de l'ange
Ce quelque chose en toi, qui ne peut pas mourir.

Gérard d'Houville.

LA LÉGENDE

DE LA

"RONDE DE NUIT"

Les biographes de Rembrandt se sont ingéniés, par souci littéraire, à ne projeter sur la vie du Maître que des fulgurations intermittentes, sur le fond d'obscurités qu'une légende romanesque, assez malveillante, avait amoncelées autour du nom, et des œuvres mêmes, du peintre des *Syndics* et du graveur des *Cent Florins*. C'était bien tentant ; car le parallélisme de l'effet littéraire satisfaisait facilement ceux qui ne cherchent dans l'histoire du grand artiste qu'un délassement de l'esprit, avec quelques images vigoureuses, conçues sur ce principe rembranesque, défini par Reynolds, d'une réserve d'un huitième de la surface de ses tableaux pour l'irruption de la lumière, dans six huitièmes de demi-teintes colorées; le reste étant destiné aux vigueurs des ombres fortes.

Depuis le milieu du XVIIe siècle, du vivant même de Rembrandt, on la voit progresser, cette légende fantastique, puis s'obscurcir, comme l'éclat de ses toiles les plus lumineuses, sous l'accumulation des vernis encrassés par la fumée des pipes et les feux de tourbe, dans les lieux publics d'exposition.

On surprendrait bien des artistes, avec la masse des amateurs d'art si, par une bonne fortune qui n'est pas probable, certains tableaux de Rembrandt, jamais revernis et n'ayant acquis sous l'action du temps qu'une patine blonde à peine sensible, leur étaient présentés, quelque jour, à côté de ses portraits couleur de mandarine, qui ont trois millimètres de

vieux vernis superposés et qui imposent aux jeunes peintres une conception si erronée de la palette du Maître de la lumière ensoleillée.

N'est-ce point Delacroix qui a dit que la chair des femmes n'avait tout son éclat qu'au soleil? C'est ce qu'avait compris Rembrandt, deux cents ans plus tôt, en le mettant en pratique dans ses merveilleux portraits ensoleillés, dont on ne soupçonne plus que les valeurs éteintes dans certaines collections publiques, où le revernissage annuel se pratiquait, administrativement, à toutes les visites du Roi. Rien ne serait plus décisif que le rapprochement du beau *Portrait d'Anna Vijmer*, si frais de ton dans les chairs, si peu coloré dans les blancs de son étourdissante collerette, qu'il semble peint d'hier, comme le *Portrait de Seriziat* par David; rien ne ferait mieux saisir l'effet des vernis qu'une confrontation de cette *Anna Vijmer*, de la collection Six, avec le *Rembrandt appuyé* de Londres, — déjà décrassé, en partie, de ses vernis opaques, — puis avec notre grand *Portrait ovale* du Louvre, peints tous trois vers la même époque, pour juger du discrédit progressif qui s'attachera à nos trésors du Louvre, si l'on n'ose pas les dévernir.

Il en est de même de la légende de l'artiste, qu'on voit poindre dans la malveillance et les petits ragots des vieux peintres qui l'avaient combattu, au nom de l'italianisme, et qui subirent son ascendant sans comprendre ce qui constituait son génie; qui l'avaient jalousé lors de ses grands succès de novateur fêté par toute la Hollande enfin libre, et que sa lutte ardente contre la *Bent*, — la Bande noire de ce temps-là, — avait aigris; jusqu'au moment où l'affaire des Cartésiens servit de prétexte, à quelques politiciens d'Amsterdam, pour abattre le grand artiste, en le jetant sur le pavé, après avoir saisi et fait vendre, à vil prix, tous ses biens meubles et immeubles.

Elle devait être déjà puissante, à cette date, cette légende, pour que ses ennemis aient pu organiser la désertion des enchères de sa collection, qui représentait, à elle seule, une valeur de deux cent mille florins, dont on ne réalisa pas le quarantième, pour assouvir ses créanciers (1).

Pourtant, des faits certains viennent de jour en jour détruire ces légendes. Un autre Rembrandt apparaît. Ce n'est

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1916.

plus dans « la boutique noirâtre d'un petit marchand, » imaginée par Fromentin, ce peintre « aux habitudes ténébreuses et fantasques » dont il a projeté, ici même, l'image sur l'écran tramé d'or de ses admirables visions de Hollande malgré tout, il le vénérait, dans ce malaise évident qu'il exprima, en cinquante pages, méditées devant l'une des œuvres les plus importantes du Maître, — importante tant par son format inusité que par son parti pris d'une rare audace, qui fut comme le manifeste de sa manière, comme sa préface d'*Hernani*, mais qui demeurerait entourée d'un étrange mystère, si l'on s'arrêtait aux conclusions des *Maîtres d'autrefois*.

I

Il s'agit de la toile improprement appelée *la Ronde de Nuit* par quelques écrivains français de la fin du XVIIIe siècle, et par Reynolds dans son pèlerinage aux œuvres de son dieu; au temps où la peinture, enfumée par la tourbe des poêles, étant mal éclairée au Trippenhuis, ne montrait plus que de lointains fantômes, s'agitant derrière l'écran de mica orangé de ses vernis opaques.

Fromentin n'a pu la voir, très rapidement (1), que dans ces conditions déplorables, et ses appréciations admiratives, nuancées de tant de réticences, ne peuvent se référer qu'à cet aspect momentané. D'ailleurs, il ignorait que le tableau fut morcelé et sensiblement réduit dans les deux sens et que sa composition, qu'il critique avant tout, fut toute déséquilibrée par la suppression de deux figures à gauche, de la moitié du tambour à droite et par l'enlèvement d'une large bande de terrain, lors de son transfert dans la salle du Conseil de guerre, à l'Hôtel de Ville d'Amsterdam.

Cette mutilation, longtemps niée par les écrivains d'art hollandais, a donné lieu au printemps de 1918 à une émotion assez vive parmi les dévots de Rembrandt. Quelqu'un prétendait détenir les deux coupons de *la Ronde de Nuit* détachés du chef-d'œuvre, en 1715, et s'offrit à les vendre à l'État hollandais, puis au Louvre. L'existence de ces reliques est rationnelle; on n'a pas dû détruire ces importants fragments d'un tableau,

(1) Il n'est resté que quatre jours à Amsterdam du 17 au 20 juillet 1875 pour voir la ville, les deux musées et les collections Six et Van der Hoop.

déjà fort célèbre à cette époque, et peut-être sont-ils roulés dans quelque réduit de l'ancien Stadhuis d'Amsterdam. Mais, vérification faite, les fragments proposés n'avaient aucun rapport ni avec la *Prise d'armes*, ni avec la main de Rembrandt. C'était un leurre.

Pourtant, la déception ne fut pas sans résultat pratique, puisque cette aventure, assez romanesque, avait remis à l'étude la fameuse question de *la Ronde de Nuit*, dont les solutions proposées par Fromentin et par Émile Michel, sont dues à des impressions personnelles et à des arguments de peintre, tandis qu'on pourrait la résoudre par l'examen des documents, sans négliger l'étude de la technique de l'œuvre, mais à un autre point de vue.

Tout d'abord, et contrairement à une tradition erronée, il convient d'isoler cette vaste toile de l'ensemble des *Tableaux de corporations*, ces innombrables *Schuttersstucken*, *Schuttersmaaltijden* et *Corporaalschapen*, qui ne sont que des réunions de portraits commandés par souscription, égale pour tous, entre certains tenants d'une compagnie milicienne, et que l'artiste devait mettre sur le même plan, dans la même lumière, même si le peintre s'appelait Franz Hals ou Van der Heltz, et dont la mode sauva l'école hollandaise du désastre artistique que les triomphes de la Réforme apportaient dans d'autres pays, comme à Strasbourg, en arrêtant la production des tableaux religieux, ressource ordinaire de tous les peintres. Car Rembrandt n'eut pas à exécuter de *Schutterstuck* selon le programme imposé à tant d'autres artistes, ainsi qu'on le verra tout à l'heure. Son programme fut tout différent ; et tous ceux qui ont étudié son tableau, en se fondant sur ce qu'il aurait dû faire pour résoudre le problème proposé à Franz Hals dans les *Archers de Saint-Georges* et de *Saint-Adrien*, à Thomas de Keyser peignant les *Compagnies du capitaine Allart Cloeck*, en 1632, et celle de *Jacob de Vries*, en 1633, puis à Van der Heltz, plus tard, pour la paix de 1648, tous ceux-là se sont égarés parce que ces comparaisons n'étaient pas utiles en l'espèce, sauf au point de vue du métier. — La route du Havre à Paris ne sert de rien à qui veut aller dans les Alpes, et le plus court eût été de se renseigner sur le programme de Rembrandt.

Or, il est indiqué dans une aquarelle exécutée sur le *Livre de famille* de Franz Banning Cocq, qui commanda au jeune

artiste cette vaste toile, et il explique exactement toutes les intentions du tableau : « *Le jeune seigneur de Purmerland donne à son lieutenant le sieur de Vlardingen l'ordre de faire marcher sa troupe.* » Voilà le sujet du tableau et il n'en est pas d'autre. C'est une *Ordonnantie*, une *Prise d'armes*, et non pas un groupe de portraits. Car on admettra bien que Franz Banning Cocq connaissait le titre exact d'un tableau qu'il avait payé seul, en dehors de toute contribution collective et qu'il n'avait aucune raison de mettre, à cette aquarelle, un titre de fantaisie expliquant si parfaitement l'œuvre même du grand artiste, alors que ce livre n'était pas destiné à ses descendants, puisqu'il mourut, sans enfants, en 1655.

S'il en eût été autrement, il n'eût pas manqué d'inscrire les noms de ses compagnons d'armes sur cette aquarelle de souvenir. Or, cette aquarelle, qui nous fournit le titre même de l'œuvre de Rembrandt, offre une autre particularité qui n'a jamais été signalée, que je sache. C'est qu'elle n'est pas faite d'après le tableau du Rijskmuseum, et qu'elle présente, avec celui-ci, des différences si nombreuses et si importantes dans le détail de chaque figure, qu'elle ne peut être qu'une étude faite d'après l'esquisse même de Rembrandt, laquelle devait être chez le bourgmestre Franz Banning Cocq, en 1653, lors de l'exécution de cette copie à l'aquarelle. Quoique l'allure générale de l'œuvre soit semblable, dans l'ensemble, à l'arrangement scénique du grand tableau définitif, on trouve dans chaque figure une variante d'attitude, un port de tête différent. Un trois-quarts du tableau devient un profil ou une face sur l'aquarelle, et réciproquement. Les groupes d'arrière-plan sont assez différents, avec des coiffures d'autre sorte. Or, comme l'exécution de cette aquarelle est l'œuvre d'un novice très attaché aux détails et, certes, bien incapable de varier, ainsi, des attitudes en copiant, on est conduit à reprendre l'affirmation de Vosmaer qu'il existait une esquisse peinte par le Maître pour la préparation de son tableau.

Peut-être, même, le bourgmestre Cocq fit-il faire cette aquarelle au moment de se séparer de cette esquisse qui passa dans la collection Boendermaker jusqu'en 1768. Le peintre J. van Dijk la signale dans sa « *Beschryving van alle de schilderijen op hat Stadhuis van Amsterdam* » de 1758; or comme c'est le même artiste qui fut chargé de décrasser le grand tableau de

Rembrandt « qui était comme du goudron » lors de son transfert à l'Hôtel de Ville, en 1715, et qui signala les mutilations qu'il avait subies, il est hors de doute qu'il n'a pu se tromper sur l'authenticité de cette esquisse magistrale. Le catalogue de la vente Boendermaker la décrit ainsi : « *Un très beau tableau représentant la sortie des gardes civiques sous le capitaine Franz Banning Kok, seigneur de Purmerland et Ilpendam, lieutenant Willem van Ruitenberg van Vlardingen...* (etc.), *composition de plus de vingt-cinq personnages; ce tableau est surprenant par la puissance de son exécution exceptionnelle et* PAR LE GRAND ÉCLAT DU SOLEIL. »

Il fut vendu, en 1768, pour 2580 florins, — prix très considérable, à un peintre-marchand français, établi à Amsterdam, nommé Pierre Fouquet, qui brocantait pour les grands amateurs parisiens, dont il recevait les ordres. Il ne peut être, ici, question de la copie du miniaturiste à l'huile, Gerrit Lundens (1622-1677), aujourd'hui à la National Gallery, car celle-ci n'est pas de mêmes mesures et *se trouvait déjà à Paris*, dans la collection Randon du Boisset, après avoir été vendue en 1712, à Amsterdam, avec la collection P. van der Lip, pour la somme, plus modeste, de 263 florins.

Ce dernier détail a bien son prix pour faire ressortir que, si en 1712, on payait cette somme importante pour une copie, assez médiocre, d'après Rembrandt, que devient donc la légende de l'avilissement des œuvres originales du Maître, dont on n'aurait pas trouvé dix stuivers et qu'on offrait, pour beaucoup moins, chez les brocanteurs d'Amsterdam ?

L'incohérence de ce roman de la rancune est confirmée, d'autre part, par les ventes aux enchères de la collection Six, en 1702, où la grisaille de la *Prédication de Saint Jean Baptiste* et le portrait de la concubine de Rembrandt, notre Hendrickje Stoffels du Louvre, adjugées pour 710 et 550 florins, réalisaient un bénéfice de 700 florins aux héritiers du prétendu Mécène de l'artiste, sur les prix payés à ce dernier par Jan Six.

Or, on a raconté que Rembrandt était parti à l'aventure sur sa vaste toile, sans préparation suffisante, sans avoir même étudié le dispositif de sa *Prise d'armes*, et qu'il paya sa témérité du plus retentissant échec de toute sa carrière. Là, encore, les documents d'archives infirment cette assertion romanesque et rétablissent la vérité plus simple, et plus vraisemblable, qui

gênait un effet littéraire, assez tentant. Que de pages ont été écrites sur les conséquences de cette témérité du jeune peintre, sur le mécontentement qui s'en suivit et sur le discrédit qui s'attacha, dès lors, à sa carrière !

Tout cela ne repose sur rien ; tout cela est fortement controuvé par d'autres faits certains, tout aussi probants, comme l'éclatant succès de sa *Bethsabée* de 1643, l'année suivante, qui fut vendue récemment à Paris, avec la collection Steengracht, et où la tradition veut que la jolie femme, qui servit exceptionnellement de modèle à Rembrandt, fût la fille d'Éphraïm Bonus, devenue sa maîtresse, après la mort de Saskia, son épouse.

Et le triomphe de 1644? Était-ce d'un peintre discrédité, ce petit tableau, exactement conçu sur les données artistiques de l'*Ordonnantie* de Franz Banning Cocq, avec la même répartition des lumières auprès des masses d'ombre, avec les mêmes « passages » du ton de lumière cerné de vert, au roux doré, puis aux rouges profonds qui conduisent aux demi-teintes de l'ambiance et que tous les collectionneurs d'Amsterdam se disputèrent à la vente de Renialme en 1656, après l'avoir tant admiré dans l'atelier de Rembrandt, cette *Femme adultère*, de la National Gallery, qui lui valut bien des commandes ! N'est-ce pas immédiatement après l'achèvement de la *Prise d'armes* qu'il fut chargé de peindre le portrait de l'un des plus puissants personnages d'Amsterdam, Abraham Wilmerdonx, directeur de la Compagnie des Indes Orientales, qui ne se serait pas adressé à un artiste décrié? Et le bourgmestre Pancras, le docteur Heinsius, les Martin-Daey auraient-ils frappé, le lendemain, à sa porte, si le légendaire scandale de *la Ronde de Nuit* s'était produit comme on l'a prétendu? Et tous les élèves qui sollicitaient son enseignement, les deux Fabritius, Samuel van Hoogstraten et Bernard Keilh, entre autres, ne se seraient-ils pas détournés de cet exemple dangereux? D'ailleurs, il est singulier d'observer que cette partie de la légende ne remonte pas à plus de quarante ans, car Vosmaer parle de *la Ronde de Nuit* comme d'un triomphe de l'artiste, et lui-même cite aussi son esquisse, mais sans s'y arrêter, puisqu'il n'était pas encore question de la folle témérité du peintre, ni des conséquences désastreuses de son manque de préparation.

Mais qu'est devenue cette esquisse capitale, de la main du

Maître, qui nous renseignerait si bien sur ses intentions spontanées et sur la vraie coloration, très lumineuse, de la *Prise d'armes*, qualifiée expressément, en 1768, de *grand éclat de soleil?* A-t-elle péri dans quelqu'un de ces innombrables incendies du XVIIIe siècle à Amsterdam, ou bien reparaîtra-t-elle au jour dans sa luminosité première, pour la joie des artistes et des dévots de Rembrandt?

Quoi qu'il en soit, le Maître est déchargé de cette accusation de légèreté et d'imprévoyance, dont les résultats chimériques tombent avec cette assertion erronée, et nous nous trouvons en présence d'un grand tableau tronqué, mal déverni, mais dont on connaît maintenant le titre exact, le but et la composition préparée avec soin, au cinquième d'exécution, comme la plupart des autres œuvres de l'artiste.

II

Il saute aux yeux qu'il ne pouvait être question de représenter, ici, *la Compagnie de Franz Banning Cocq*, selon le titre actuel du tableau au catalogue du Rijksmuseum; car ce serait une singulière troupe d'opérette que celle qui comporterait un capitaine, un lieutenant, un enseigne, deux sergents, quatre caporaux et un tambour pour commander seulement *huit soldats*, qui disparaîtraient tous sous les plis de l'immense bannière azur et orange que le *Vraandig* arbore si fièrement. L'ordonnance du magistrat d'Amsterdam fixe l'effectif de ces compagnies à 143 hommes, y compris les 3 officiers. La compagnie d'Abraham Boom comportait même 188 soldats, outre les 3 tambours, les 4 caporaux, 20 nobles, 2 sergents et les 3 officiers d'usage.

D'autre part, il semblerait y avoir une erreur de grade en ce qui concerne Franz Banning Cocq, qui devait être colonel de la garde civique, à cette époque, en remplacement d'Andries Bicker, élu bourgmestre, et non plus l'un des capitaines de ses compagnies de miliciens.

En effet, l'ordonnance prévoit que le colonel ne peut cumuler ses fonctions avec celle de bourgmestre, et Banning Cocq se démit, exactement, de son haut titre militaire, en 1650, lorsqu'il fut élu, à son tour, à cette fonction civile supérieure, qu'il briguait depuis 1633, en occupant les postes d'échevin de

trésorier, de maître des assurances ou de la banque d'État, à tour de rôle, selon les usages de la municipalité d'Amsterdam.

Il est donc vraisemblable que c'est pour fêter sa nomination au rang suprême des miliciens, que Franz Banning Cocq s'adressa à Rembrandt, pour faire don au « Doelen » des Arquebusiers de ce grand tableau qui consacrerait cette prise de grade et devait mettre en évidence sa personne, avec celle de son lieutenant, en posture de chefs parmi leurs officiers subalternes, escortés de quelques familiers.

Quoi qu'il en soit, le prix payé à Rembrandt exclut absolument l'idée d'une commande collective des dix-sept portraits dont les noms furent rajoutés, beaucoup plus tard, sur un cartouche aux armes d'Amsterdam, lequel n'est pas de la main du Maître. Le prix convenu fut de 1 600 florins. Rembrandt, qui demandait à cette époque, — ainsi qu'il ressort d'une déclaration d'Abraham Wilmerdonx, — 500 florins pour un portrait à mi-corps, n'eût pas accepté de peindre dix-sept portraits, en pied, à raison de 76 florins, en moyenne.

D'autre part, ce n'est pas dix-sept figures qu'avait exécutées l'artiste dans cette vaste composition; on en comptait vingt-cinq avant la mutilation, et il en reste encore vingt-trois dont on comprendrait mal le groupement et la raison d'être, si Rembrandt eût pris à tâche de peindre ces dix-sept portraits. Je sais bien qu'on a raconté qu'il imposait son singe, ou son chien, dans des portraits de nobles personnages qui le trouvaient de fort mauvais goût. Mais où sont ces tableaux légendaires? Qui donc a jamais vu ce singe, dans ses peintures, dans ses eaux-fortes ou dans ses dessins?

Le problème serait insoluble, si l'on s'obstinait à l'examiner de ce biais. A la vérité, nos certitudes valent mieux que bien des hypothèses et doivent nous guider vers une explication normale de ce tableau, qui ne comporte que deux portraits étudiés avec soin, dans le milieu et la fonction des deux personnages, selon l'esthétique naturaliste de Rembrandt.

Ne venait-il pas d'achever le grand portrait du pasteur *Renier Ansloo consolant une veuve*, celui du *Constructeur de navires* traçant les plans d'un bateau, après s'être assuré son premier grand succès en peignant *Nicolaës Tulp donnant sa leçon d'anatomie* à des élèves, qui n'ont certainement pas con-

tribué plus que les soldats de F. Banning Cocq, à la dépense de cette toile?

Dans son portrait gravé du *Peseur d'or*, n'avait-il pas introduit plusieurs personnages et un décor proportionnellement aussi important, comme dans les deux *Coppenol*, l'eau-forte du *Jan Six* et le portrait d'*Abraham Francen?*

Il lui fallait une ambiance pour faire vivre ses portraits, pour les personnaliser mieux dans une attitude, dans une action expressive, dans un décor familier.

L'exécution même de la *Prise d'armes* corrobore exactement les précisions des documents écrits. Tout est coordonné pour mettre en évidence les deux personnages, et eux seuls, tant par les harmonies de la coloration que par la plantation du groupe principal, par rapport à l'ensemble. Le grand géant de Brême, tout en noir, en costume d'échevin, avec seulement l'écharpe et le hausse-col damasquiné de son haut grade militaire, escorté du fin lieutenant qui l'écoute attentivement, expriment bien dans leur attitude et dans leur exécution picturale, cette suprématie distante qu'on trouve dans la rédaction du titre exact de ce tableau. Là, s'est concentré tout l'effort du grand artiste, le reste n'étant qu'un accessoire épisodique, comme la veuve de *Renier Ansloo*, les élèves de *Nicolaes Tulp* et plus tard ceux de *Joan Deyman* dans l'autre *Leçon d'anatomie*, qui fut détruite, en partie, dans l'incendie de la Gilde des chirurgiens, en 1723, et dans tant d'autres portraits peints ou gravés par lui. Et cependant cet accessoire n'est pas indifférent, ni fantaisiste, comme on l'a cru jusqu'ici. Fromentin, qui l'a critiqué avec un certain respect et dans une langue admirable, ne semble pas avoir jeté les yeux sur le détail des tableaux de Govaert Flinck, ni de Van der Heltz, où les costumes sont tout aussi panachés, où les armes sont fort diverses et cependant rigoureusement semblables à celles peintes par Rembrandt. Mais son rôle est de second plan et sert à créer l'ambiance, la vie ardente de ce morceau de vie hollandaise, projeté si impérieusement sur le vaste écran du tableau, par un visionnaire qui savait condenser et résumer une multitude d'images perçues par son cerveau, en un groupe expressif dominant, qui caractérise, à jamais, la scène qu'il a voulu rendre.

Mais encore faut-il savoir quel était son but? On le comprend si bien dans *les Pèlerins d'Emmaüs*, dans *le Bon Sama-*

ritain, dont les textes de Fromentin disent, éloquemment, l'émotion communicative ! On le précise aussi sûrement, dans certains croquis, comme celui du *Serviteur infidèle*, ce chef-d'œuvre de la collection du maître Bonnat, dans tant d'eaux-fortes magnifiques dont les titres s'imposent à nos yeux, et nous voudrions que Rembrandt n'eût pas mieux compris l'exécution de sa plus vaste toile, à l'heure décisive de sa carrière, dans la joie de ses trente-cinq ans, alors qu'un fils lui est né et qu'il tend les bras à la gloire ? Non ! cette erreur ne peut lui être imputée que sur des preuves vérifiées et ces preuves justifient son œuvre !

Je suppose que c'est Rembrandt, lui-même, qui ordonna le programme de ce tableau, si parfaitement conforme à sa conception du portrait en action et si adéquat à la réalisation de la *Prise d'armes*. Il avait dû assister, bien des fois, à ces *Ordonnanties* journalières que le service de garde de la Cité, engagée dans les guerres de l'Indépendance et menacée par l'hégémonie des princes de Nassau, multipliait dans les différents quartiers, vers le soir, pour les postes de nuit du Dam et des onze portes des remparts.

On sait comment s'ordonnait une *Prise d'armes* de miliciens, dont l'événement principal consistait, comme aujourd'hui dans nos armées démocratiques, dans la cérémonie de la remise du drapeau déposé chez le colonel, et salué par la troupe au son des tambours et dans le cliquetis des armes.

Or, que se passe-t-il ici ? C'est par un soir doré des premiers jours d'automne. Il est tard ; le soleil décline. Ses rayons obliques ne baignent plus la façade méridionale du riche hôtel, aux trois pignons sculptés, que le seigneur de Purmerland possède sur le Singel, au coin de la Bergstraat. Les volontaires de la milice ont fermé leurs boutiques, à l'appel des trois tambours et se sont assemblés en dehors du cadre, sous les arbres rouillés, au long du quai, après avoir déposé leurs piques contre la façade de l'hôtel. L'un des sergents s'est même assis, sur la borne du parapet du pont, en s'appuyant sur la hallebarde, insigne de son grade. Une bonhomie souriante préside à ces apprêts d'une garde de nuit, entre bourgeois de la même rue, ou du même quartier, qui font un service bénévole. Nulle discipline tracassière, avant la sortie du drapeau.

Mais le *vraandig* est arrivé. Il a pénétré, avec l'escorte d'hon-

neur des quatre piquiers, dans l'hôtel du capitaine, pour recevoir, de ses mains, l'étendard lamé d'orange et d'azur qui doit précéder la troupe. Voici, même, Franz Banning Cocq, ceint de l'écharpe militaire, au bas du perron ; il s'avance sur le pont inondé de lumière, avec son lieutenant auquel il « donne l'ordre de faire avancer sa troupe » et qui vient de frapper le sol avec son esponton.

Jan Cornelis Vischer, le porte-enseigne, apparaît sur les marches entre ses piquiers, fort empêtrés dans la manœuvre de leurs armes, plus longues que la hauteur du grand portail. L'étendard se déploie; van Kamboort, le tambour, bat aux champs, tandis que les caporaux déchargent leurs mousquets et que les volontaires reprennent leurs piques, sans grande hâte, pour suivre l'ordre et le mouvement. L'autre sergent, qui porte, à l'ordonnance, sa hallebarde sur l'épaule et le fer en avant, montre à ses hommes la direction de la Bergstraat, par où doit s'écouler la troupe. Des deux gamins qui sont venus avec leur père, l'un prend les devants, en emportant sa corne à poudre ; l'autre, tout petit, se dresse sur ses ergots, pour dépasser du nez le parapet et apercevoir quelque chose.

Tout cela, hormis les contrastes réels de la lumière et la magie de l'heure, c'est le spectacle de tous les soirs; rien n'est plus usuel, plus véridique ni plus banal, et ne justifierait les impressions de fantasmagorie et de phosphorescence qui ont inquiété Fromentin.

C'est qu'il y a vu « une figure épisodique qui, jusqu'ici, a déjoué toutes les conjectures, parce qu'elle semble personnifier dans ses traits, sa mise, son éclat bizarre et son peu d'à-propos, la magie, le sens romanesque ou, si l'on veut, les contre-sens du tableau ; je veux parler de cette petite personne à mine de sorcière, enfantine et vieillotte, avec sa coiffure en comète, sa chevelure emperlée, qui se glisse, on ne sait trop pourquoi, entre les jambes des gardes, et qui, détail non moins inexplicable, porte, pendu à sa ceinture, un coq blanc qu'on prendrait à la rigueur pour une escarcelle. »

Tout cela est rigoureusement observé et évoqué en des mots formant image, la vision falote qui illumine le second plan du tableau, mais n'a rien de mystérieux si l'on examine mieux encore cette figure, en laissant parler Fromentin, qui la suit d'un crayon attentif; (tout en remarquant que ce coq rappelle,

simplement, les armoiries mêmes du capitaine) : « Quelque raison qu'elle ait de se mêler au cortège, cette figurine affecte de n'avoir rien d'humain. Elle est incolore, presque informe. Son âge est douteux parce que ses traits sont indéfinissables. Sa taille est celle d'une poupée et sa démarche est automatique. Elle a des allures de mendiante et quelque chose comme des diamants sur tout le corps, des airs de petite reine avec un accoutrement qui ressemble à des loques. »

Sa raison d'être, c'est d'appartenir à la maison de Franz Banning Cocq, avec ce compagnon qui lui tient la main, qui la conduit avec des gestes obséquieux et grandiloquents ; qui est aussi singulier dans son accoutrement désuet de *bouffon* difforme, casqué d'un vieux morion lauré de vert, que cette petite figure de lumière, laquelle n'est pas une petite fille, en effet, et répond si bien à la description de Fromentin.

Dans les guerres de l'Indépendance, les nobles Hollandais recevaient des leçons de grandesse des fiers Hidalgos qu'ils chassaient de leur sol et, s'ils s'honoraient d'en être les vainqueurs, au nom de la République, ils s'empressaient de s'assimiler leurs mœurs aristocratiques, dans les moindres détails de leur équipement. Les genets, les armes d'Espagne, les gants parfumés qui formaient, tout d'abord, leur butin de guerre, devinrent des nécessités de leurs élégances. Certains prirent le goût et l'usage des bouffons et des ménines, et Franz Banning Cocq, qui voulait éblouir par son luxe et se flattait d'un long séjour à la cour de Charles Ier, aura simplement demandé à Rembrandt de représenter avec lui ses deux familiers, sa ménine et son bouffon qui témoignent, ici, de ses élégances de gros Allemand, devenu seigneur hollandais par son mariage avec la fille unique d'un défunt bourgmestre.

Car il menait un train fort somptueux et son hôtel, sur le Singel, était l'un des plus importants et des plus richement meublés de toute la ville. On le vit, constamment, en rivalité électorale avec Cornelis Witsen, qui organisa, plus tard, la cabale contre Rembrandt et qui aida puissamment au succès de Van der Heltz contre le peintre de la *Prise d'armes*, peut-être à cause de ses rivalités avec Banning Cocq. Mais la fortune de ce dernier lui permettait des dépenses d'autant plus larges, qu'il était sans postérité, sans collatéraux, et qu'il pouvait débourser sans réserve.

Si l'on admet cette explication rationnelle de cette figure de ménine dont les proportions, les traits, l'accoutrement, l'attitude, jusqu'à l'expression si bien décrits par Fromentin, répondent trait pour trait au type classique de ces naines, alors à la mode, la *Prise d'armes* de Rembrandt n'a plus rien de mystérieux dans son sujet, car « le jeune Seigneur de Purmerland, » l'échevin fastueux, fait place ici au soldat. La ménine et le bouffon, qui l'ont escorté par la ville, n'ont plus que faire auprès de lui. Ils rentrent au logis, sans que les soldats s'en inquiètent et, s'ils passent dans l'éclat factice de leurs oripeaux pailletés, on observera que Rembrandt les relie étroitement à leur maître, comme le chien gris du lieutenant, mais, *accessoirement*, en dehors du sujet concentré dans ces deux portraits expressifs, dont tout le reste forme l'ambiance.

Fromentin l'a fort bien compris en observant que l'artiste s'est délassé dans les figures de second plan, qui ne sont pas des portraits bien exacts et dont la mission est d'animer cette vaste toile, en ordonnant cette harmonie, par oppositions, qui demeurera l'un des plus hauts tours de force de la peinture. La gageure était audacieuse de maintenir sur le même plan visuel, l'énorme masse sombre du géant blond, vêtu de velours noir, à côté du frêle lieutenant, inondé de soleil dans sa casaque à la hongreline. L'aventure était séduisante et nouvelle et cet effort pictural transportait le jeune artiste, sûr de lui.

III

Il avait accepté l'heure usuelle de la *Prise d'armes*, mais il l'avait choisie parmi celles que les soirs d'automne réservent aux pays du Nord; l'heure où le soleil déclinant darde ses rayons flavescents entre les déchirures des brumes de la mer proche, et projette ces clartés fulgurantes et ces ombres pailletées d'or qui s'allongent sur les dallages de briques, le long des canaux d'Amsterdam, et transfigurent la moindre scène en épisode de féerie. C'est l'heure rembranesque par excellence; celle où il a vu le Christ prêchant à Béthesda et guérissant les malades dans sa pièce des *Cent Florins*, l'heure de la *Prédication du Baptiste*, de la *Bethsabée*, de la *Suzanne au bain;* l'heure où les prestiges de la lumière l'exaltent et l'aident à transposer dans la magie du clair-obscur ses enquêtes visuelles de

peintre naturaliste, étudiant l'être humain d'un œil sans indulgence, qui en extrait le caractère aigu et presque caricatural dans un schéma mental, assez cruel, mais qui en projette aussitôt une image ennoblie par ce filtrage de l'esprit, qui est le vrai travail de l'artiste, et qu'il traduisait dans ses carnets, ou sur sa toile, dans les prestigieuses adresses d'une exécution de magnifique technicien.

Son œil est, à la fois, l'objectif extraordinairement diaphragmé qui perçoit, dans les plus fortes vibrations de la lumière, le moindre détail d'une broderie au soleil, ou les aspects précis d'une ville imperceptible dans un lointain tremblant à l'horizon, et l'appareil de projection qui élargit cette même image, la simplifie en traits puissants, la compose, puis la dore enfin sur l'écran, plus étroit, qu'il choisit pour y fixer ses tableaux, lesquels imposent, à leur tour, sa vision à la nôtre.

Le personnage du petit lieutenant de la *Prise d'armes* en est un exemple excellent. L'étude exacte et si précieuse des broderies d'or de son pourpoint, l'exécution des houppettes de soie bleue des gants et du hausse-col d'acier bleui, damasquiné d'or et d'argent dans une arabesque si précise, le détail des bas à botter ornés de nœuds d'argent, le raccourci de son esponton clouté d'or qui sort de la toile, tout cela ne nuit en rien à l'irradiation de ce bloc lumineux, peint de verve, et cependant dans une extrême tension d'esprit, car de la réussite de ce morceau dépendait tout le succès de l'entreprise dangereuse. La pâte en est pétrie de soleil et cependant si rugueuse et si dure, que J. van Dyck prétendait « qu'on y pourrait râper de la muscade. » C'est comme un émail encore en fusion, dont le ton n'est pas défini et qui répartit en rayons le feu interne de ses pâtes accumulées. On a prétendu qu'il y avait disproportion entre ce mince lieutenant et la stature gigantesque et massive de Banning Cocq, dont Rembrandt avait intérêt à diminuer la masse obscure qu'il devait pénétrer de lumière, sans abaisser la valeur impérieuse de son pourpoint de velours noir. Mais, ne voit-on pas tous les jours des groupes plus disproportionnés traverser notre champ visuel sans y provoquer de surprise, et ces deux portraits eussent-ils été aussi véridiques, s'il avait corrigé l'écart de taille du géant? Au point de vue technique, ce morceau est peut-être plus prestigieux

encore que l'exécution du portrait de van Ruytenburg. Car il n'existait pas de noir séchant normalement dans les huiles de cette époque, et le technicien merveilleux qui seconda l'artiste dans la réalisation picturale de ces pâtes puissantes, chauffées de soleil, est aussi digne d'admiration que le penseur qui conçut *les Pèlerins d'Emmaüs*. Son secret doit être cherché dans cette dissolution de l'ambre à froid, qu'Anton van Dyck enviait à Rubens, qui ne le transmit à aucun élève. Tout grand praticien avait ses secrets dont bénéficiait, chez lui, l'apprenti ; mais les compagnons l'ignoraient et se composaient un métier à eux, en abandonnant l'atelier du maître.

L'écharpe amarante brodée d'or et le beau col en point d'Angleterre qui retombe sur le hausse-col, à peine apparent, forment, avec la manchette de linon et la lumière de la main, les seuls points de clarté qui permettaient à l'artiste de projeter en avant cette masse sombre évoluant sous le soleil. Or, la difficulté technique semblait irréalisable, et l'on s'en aperçoit dans les meilleures copies, qui n'ont pas évité cet écueil.

C'est le cas de rappeler, ici, qu'on a dit que Franz Banning Cocq, mécontent de ce grand portrait, s'était aussitôt adressé à Van der Heltz pour une autre effigie qui serait, seule, véridique. Mais ce n'est que douze ans plus tard, en 1654, que le colonel honoraire de la milice et le bourgmestre qu'il était devenu, consentit à poser devant cet artiste, avec les trois autres *syndics de la confrérie de Saint-Sébastien* pour cette esquisse, si précieuse, que possède notre Louvre et pour le grand tableau du Rijksmuseum. Or, malgré l'écart des deux dates, il est facile de s'assurer de la rigoureuse identité des deux visages ; un peu plus affinés chez Van der Heltz, parce que la maladie qui devait l'emporter, le 1er janvier 1655, est nettement visible dans l'attitude lassée du bourgmestre, les traits du géant blond sont d'autant plus faciles à contrôler, que le port de tête est le même et s'inscrit, aussi de trois quarts, dans le tableau de Van der Heltz.

La légende, on le voit, est active et ne dédaigne aucun moyen. Mais les faits sont plus éloquents et la démentent, une fois de plus, pour la justification de l'artiste. Quant au déplaisir du capitaine, il est controuvé par l'aquarelle de son album, dont il n'aurait pas donné la commande si le tableau lui rappelait une déception ; le mécontentement des soldats semble

s'éliminer à la lecture du titre de cette aquarelle, qui les exclut d'une souscription collective et les rejette au second plan, avec la ménine, le bouffon, le chien, le gamin courant dans la pénombre d'or, parmi les accessoires du double portrait, qui est l'unique objet de cette grande œuvre.

Il reste à comprendre le jeu des valeurs et à suivre attentivement la prestigieuse adresse picturale, qui ordonna la répartition des touches de lumière, parmi cette ambiance assourdie, où dansent des paillettes d'or. Certainement, l'œuvre a passé par cet état de camaïeu roux de ses préparations picturales, que tous les artistes pratiquaient, alors, dans la recherche de l'expression par l'économie des valeurs. Rubens et van Dyck ont laissé, comme lui, des préparations fort instructives de cette sorte, qui initieraient le praticien moderne, si la belle peinture était encore le but de l'exécution d'un tableau. Et c'est sur cet état de sa toile qui l'apparentait à une immense gravure, où tout s'exprime par les valeurs, que Rembrandt a créé l'irradiation de la lumière par des rapprochements audacieux, ou subtilement délicats de tons, par ces « passages » en glacis du vert au roux, qui se prolongent en poudroiement d'or sur les trouées massives de l ombre, comme dans les plis craquants du satin de la manche de van Kamboort, et surtout dans le collet resplendissant de la ménine, dont le vert s'atténue dans les soieries du porte-étendard, comme si cette onde d'un même rayon se fût refroidie dans la traversée de la pénombre de la bannière. Le grand cerné d'ombre, que Rembrand introduit toujours au bord des lumières et qui ourle si puissamment la verticale, presque rigide, de la silhouette en lumière du lieutenant (1), se reproduit encore en sabrant la robe, le coq et le bas du collet de la ménine lumineuse. Mais, comme il doit la maintenir au second plan, c'est au rouge rompu que Rembrandt demande l'appui de cette grande masse claire, et ce rouge flue sur la gauche dans les poudroiements de l'ombre ardente, tandis qu'à droite, le même ton, plus actif et plus soutenu, accompagne et projette en lumière l'autre silhouette du lieutenant.

Il y aurait tout un cours à faire, rien que sur ces détails d'exécution, qui constituent l'armature puissante des grands

(1) Cette verticale était de rigueur dans toute composition classique parce qu'elle établit les aplombs d'un tableau.

chefs-d'œuvre, en s'éclairant des notations précises que certains maîtres ont fournies à la curiosité des érudits du XVIe et du XVIIe siècle, et qui éclairent la belle technique picturale de ces temps glorieux.

Il y a dans la *Prise d'armes* une figure secondaire, qui rappelle fort exactement les traits de Rembrandt, selon ses portraits de la même époque. C'est un piquier, coiffé d'un béret de velours, sur lequel se dresse une plume noire. L'artiste faisait-il partie de la milice d'Amsterdam, comme il semble bien qu'il en fut à Leyde, avec son camarade Liévens? à l'exemple de son ami intime, Pieter de la Tombe, qui était l'un de ses sergents; de son élève Ferdinand Bol, qui avait aussi ce grade et s'est représenté en milicien dans sa première eau-forte de 1642? Comme son autre élève, Govaert Flinck, qui avait un autre grade dans la compagnie du capitaine Jan Huydecoper? On n'a pu retrouver son nom dans les listes de la milice; mais il serait singulier qu'il ne se fût pas introduit quelque part dans cette vaste composition, lui qui s'était pris si souvent pour modèle et s'était peint en Tobie dans notre *Ange et Tobie* du Louvre, puis en Joseph dans le beau tableau de Berlin; lui qui s'est si souvent représenté en militaire et qui portait l'épée comme un gentilhomme, jusqu'au moment de sa conversion aux doctrines de Simon Menno, où il ne se vêt plus que de bure comme un artisan, et renonce, à jamais, à toutes les élégances, un peu théâtrales, de ses costumes d'antan.

On a critiqué, assez durement et de parti pris, ce qu'on a cru un fantaisiste et hétéroclite assemblage des costumes et des armes dans cette grande œuvre d'observation. Mais en quoi cela pouvait-il aider Rembrandt de changer tous les costumes de ses modèles? N'est-ce pas le même travers qu'on doit observer chez le véridique van der Heltz, chez Govaert Flinck et chez Velasquez, dont la *Reddition de Bréda* est à peu près contemporaine? N'est-ce pas exactement ainsi que se présentaient ces compagnies de volontaires, où chacun s'équipait à sa guise et selon ses moyens?

Il est donc impossible de conclure, avec Fromentin, « que sa fantaisie s'est fourvoyée dans cette œuvre et que la petite fille au coq est là pour attester que ce grand portraitiste est avant tout un visionnaire. »

On aurait pu objecter la seule chose qui n'a pas été dite :

c'est que Rembrandt semble avoir brusqué l'achèvement de ce tableau, en ne sortant pas mieux de la pénombre de sa préparation les corps qui fluent dans l'atmosphère, au-dessus du chien, puis en négligeant certains détails secondaires, comme si le temps lui eût manqué.

C'est ici qu'il faut rapprocher cette date de la mi-juin 1642, où la grande toile fut livrée à Franz Banning Cocq, d'une autre date plus précise, celle du 19 juin 1642, qui vit s'ouvrir, sous le petit orgue de la Oude-Kerk, un caveau pour la sépulture de Saskia.

« Chez Rembrandt, il est impossible de savoir ce que le cœur souffrit. » Peut-être bien que Fromentin eût regretté cette phrase amère, s'il eût rapproché ces deux dates, si décisives dans la carrière et dans la vie de Rembrandt, et si leur fulgurance, trop réelle, l'avait éclairé sur cet excès d'imagination. Ne semble-t-il pas au contraire, à regarder mieux cette œuvre capitale, que le glas du 19 juin ait faussé le ressort de son existence, qu'il ait brisé l'élan qui l'entraînait vers son étoile et qu'il a dû retentir effroyablement, dans cet atelier d'où la tendresse se retirait en emportant bien des chimères?

La gloire ? à quoi bon! puisque celle, pour qui il la conquérait, dormait son dernier sommeil sous la dalle d'une sépulture! La fortune? mais c'était pour elle qu'il la poursuivait, avec cet acharnement joyeux dont ses tableaux disent l'audace! A quoi bon, maintenant! A quoi bon!

Il y avait aussi une menace. On avait vu l'artiste en délicatesse avec les parents de Saskia.

Ceux-ci n'allaient-ils pas tout saisir et tout inventorier, puis exiger que la dot de Saskia fût constituée en capital au profit du petit Titus, sous la gestion d'un ennemi du peintre? Il fallait se hâter; surtout se retrouver seul, éloigner tous ces importuns qui guettaient une défaillance. « Le secret » de *la Ronde de Nuit*, s'il en est encore, n'est-il pas plutôt là, dans ce drame intérieur, dans ces moments tragiques où Rembrandt sentit la faux du Destin saccager tout son avenir d'homme passionné, tout le trésor secret de ses jeunes tendresses?

Car, n'oublions pas que l'artiste n'avait pas encore atteint trente-six ans et qu'il serait inadmissible qu'un échec, même retentisssant, n'ait pu être réparé dans les vingt-sept années qui lui restaient à vivre, tandis que ce deuil clôturait sa jeu-

nesse. Heureusement Saskia avait pris ses dispositions. Par un testament secret du 5 juin, elle avait mis son cher mari à l'abri de ces inquiétudes. Elle lui léguait tous ses biens en le dispensant expressément du contrôle odieux de sa famille courroucée.

La légende de *la Ronde de Nuit* avait donc confondu le drame intime qui allait jeter Rembrandt dans un autre milieu, avec l'échec de ce grand tableau qui reçut un accueil enthousiaste. Samuel van Hoogstraten, son nouvel élève mennonite qui l'avait mis en rapport avec Renier Ansloo, en parle à trente ans de distance comme de l'une des œuvres capitales de la peinture. « Elle est si pittoresque de pensée, dit-il, si élégante d'agencement, si puissante d'effet, qu'auprès d'elle, selon l'opinion de beaucoup d'artistes, toutes les autres toiles paraissent des figures de cartes à jouer. Cependant j'aurais bien désiré qu'il y eût mis plus de lumière. » Est-ce là l'indice d'un échec, malgré la restriction finale qui marque surtout l'évolution de de cet élève vers la peinture qu'il pratiqua?

Seule, la date de ce tableau marque une évolution morale de l'artiste que la mort de Saskia allait précipiter, en lui créant des amitiés nouvelles.

A cette heure douloureuse, le pasteur Renier Ansloo semble avoir, seul, trouvé le chemin de cette âme ardente et blessée en l'entraînant vers une autre passion, celle de la recherche de la vérité sociale par les lectures du texte de la Bible, dans ce milieu des Mennonites, pour lequel il rompit toute attache avec ses habitudes d'autrefois. C'est la grande évolution de sa vie; elle n'a aucun rapport avec l'échec imaginaire du double portrait de Franz Banning Cocq et de son lieutenant, qui n'a plus rien de mystérieux que les secrets de sa technique.

IV

Jérémias de Decker avait insisté, en 1666, sur la renommée de Rembrandt à l'étranger; mais comme sa pièce de vers, bien connue, était un remerciement à l'artiste pour son portrait gracieusement offert, on pouvait soupçonner le poète d'exagération dithyrambique dans ces passages pourtant fort nets :

« Je ne reproduirai pas tes traits, Rembrandt, — mais ton

esprit cultivé, — et ton art ingénieux que je montrerai — à tous les yeux, en dépit de l'envie, — cette bête infâme!... Ton pinceau vaillant ne demande de louanges à personne, — il est célèbre par lui-même, et il a porté ta renommée, — aussi loin que voguent les vaisseaux de la libre Hollande, — Ta gloire, volant par-dessus les Alpes, — jusque dans Rome l'altière, — fait s'extasier l'Italie, — elle égale et surpasse celle de Raphaël et de l'Angelo... »

Pourtant, on savait que Rembrandt fit des échanges de ses œuvres contre de précieux tableaux italiens; mais il n'y avait pas d'autres documents précisant mieux la portée de son action dans la Péninsule.

Cette lacune vient d'être comblée par la découverte, à Messine, de toute une correspondance très importante échangée entre un collectionneur de cette ville et Rembrandt d'une part, ainsi qu'avec la plupart des artistes italiens de premier plan, à cette époque, et quelques peintres hollandais et flamands fixés à Rome, comme Abraham Breughel et Cornelis van Stael (1).

Don Antonio Ruffo, dernier fils du duc de Bagnara, commença sa collection, vers 1640, avec des œuvres de Pietro da Cortona, de Van Dyck, de Ribera, du Guerchino, achetées directement aux artistes, et d'autres tableaux de maîtres anciens par l'intermédiaire de divers peintres-marchands établis à Rome. — Rien ne peint mieux l'état d'esprit des artistes et les usages de l'époque, que ces lettres où l'on retrouve des appréciations sur la valeur de certains peintres contemporains.

Deux lettres de Giovan-Francesco Barbieri relatives à Rembrandt, et datées de 1660, viennent confirmer l'affirmation de Jérémias de Decker et donner la mesure de la réputation du maître des *Pèlerins d'Emmaüs* en Italie, où ses tableaux et ses eaux-fortes étaient fort recherchés.

Antonio Ruffo s'était déjà procuré, à cette époque, par l'intermédiaire de Cornelis Eysbert Vangaor, un premier tableau de Rembrandt qu'il avait payé 500 florins à l'artiste et 18 florins pour la toile qui se payait toujours à part, dans les contrats d'achat de tableaux. — Il venait de demander au Guerchino de peindre un pendant, de même mesure, et l'illustre artiste lui écrivait de Bologne, le 13 juin 1660 : « En ce qui concerne la

(1) La galleria Ruffo in Messina nel secolo XVII. (Vincenzo Ruffo.)

demi-figure de *Reimbrant* qui est aux mains de V. S. Illust°, elle ne peut être que de toute perfection ; car j'ai vu diverses œuvres en estampe de cet artiste qui sont merveilleusement réussies, gravées de bon goût et faites de bonne manière ; d'où je puis argumenter que son coloris doit être de toute exquisité et perfection et tout ingénument je le tiens pour un grand virtuose. » Aussi le Guerchin, flatté, mais un peu inquiet, ajoute qu'il reprendra sa première manière « gagliarda » pour exécuter un pendant ; mais il demande au collectionneur de lui envoyer une esquisse faite par quelque bon peintre de Messine, tant pour le renseigner sur la silhouette générale de la figure de *Reimbrant*, que sur la répartition des lumières.

Le 6 octobre 1660, ayant reçu cette esquisse, il écrit à nouveau à don Ruffo en estimant que Reimbrant, ayant voulu peindre un *Physionomiste*, il se propose de lui donner, en pendant, un *Cosmographe avec un turban turquin sur la tête*, ce qui semblerait indiquer que ce physionomiste, dénommé par Rembrandt « *Aristotèle tenant la main sur une statue*, » devait être aussi coiffé d'un turban turquin, comme on en voit tant dans ses œuvres et dans les gravures du XVIIe siècle, où nombre d'Orientaux vendent leur pacotille sur le Dam et sur les quais d'Amsterdam. Mais il est intéressant d'observer, dans ces lettres, la justesse euphonique du nom de l'artiste écrit *Reimbrant*, tel qu'il se prononce exactement en Hollande, ce qui indique, évidemment, qu'il était bien connu des milieux artistiques d'Italie, où on le discutait souvent. Car il avait aussi des détracteurs et la correspondance d'Antonio Ruffo nous en donne un exemple, vraiment typique, sous la plume d'Abraham Breughel, le peintre de fleurs qui séjournait, alors, à Rome et voulait proposer certain petit peintre, ignoré aujourd'hui, pour soutenir l'art italien, en face du génie rembranesque. Il s'agissait de Giacinto Brandi !

Le collectionneur messinois avait été déçu des diverses productions des meilleurs peintres de la Péninsule, dans sa recherche des pendants italiens aux trois tableaux qu'il avait de Rembrandt, et il ne voulait plus qu'on lui parlât d'en renouveler l'expérience. Il estimait qu'aucun tableau ne tenait devant la puissance de ce génie dominateur ; il venait de le signifier à Breughel qui lui avait indiqué, à ses dépens, quelque nouvel artiste d'avenir, capable d'éclipser l'éclat des trois tableaux du

Maître. Il avait une première fois insinué que « les cadres de Rembrandt ne sont pas en grande estime. Il est vrai que lorsqu'il s'agit d'une tête, ils sont beaux ; mais vous pourriez acheter à Rome des petits cadres meilleurs, » et cela datait du 22 mai 1665. Mais la constance du collectionneur l'irritait. Après les malheureuses expériences des pendants italiens et la mauvaise humeur du collectionneur qui l'en rendait responsable, Abraham Breughel n'y peut tenir. Il décoche de sa meilleure encre cette leçon à Antonio Ruffo : « Votre Illustrissime Seigneurie me dit qu'elle a fait faire des pendants par les meilleurs peintres d'Italie et qu'aucun n'arrive au niveau de Rembrandt. Il est vrai, je l'accorde. Mais il est utile de considérer que les grands peintres, auxquels Votre Seigneurie Illustrissime s'est adressée, ne voulaient pas s'assujettir à la bagatelle d'une demi-figure *vêtue*, où seule venait, en lumière, la proéminence du nez et où on ne sait de quel côté vient la lumière, tout le reste étant obscur. Les grands peintres s'étudient à faire un beau corps nu et là se voit la science du dessin. Au contraire, un ignorant cherche à couvrir de vêtements grossiers et sombres ; car la forme est ignorée par ces sortes de peintres. C'est un style particulier à ceux qui font les portraits et il me semble qu'il y en a bien peu. Quelqu'un étant venu chez Pietro da Cortona lui demander : « Je voudrais mon portrait ou un cadre de « fleurs, » le signor Pietro riposta : « Allez à ceux qui font ces « sortes de choses, cela n'est pas pour moi ! » voulant dire que ce ne sont pas là choses pour les grands hommes de se lancer dans une bagatelle semblable que tout le monde sait faire. Aussi je prie Votre Excellence d'excuser la liberté de mes propos ; c'est ma passion pour la peinture qui m'étreint ainsi et me force à vous le dire, tant j'ai une envie folle que tout le monde ait bon goût. Je baise très humblement les mains de Votre Seigneurie Illustrissime. » Cette lettre est à rapprocher du poème d'Andries Pels qui déplorait aussi que Rembrandt, « voyant qu'il ne pouvait égaler le Titien, van Dyck, ni Michel-Ange, aima mieux s'égarer d'une manière éclatante, pour être le premier hérétique dans l'art, pour prendre plus d'un novice dans ses filets, plutôt que de se fortifier en suivant de plus expérimentés, en soumettant son pinceau célèbre aux règles. Bien qu'il ne le cédât à aucun de ces maîtres dans l'ensemble, ni dans la force du coloris, lorsqu'il devait peindre une femme

nue, il ne choisissait pas pour modèle la Vénus grecque, mais une blanchisseuse ou quelque grosse maritorne de grange, nommant son erreur « imitation de la nature! » tenant le reste pour vains ornements! » La pièce continue sur ce ton, en regrettant qu'il eût préféré des seins flasques, des mains déformées, en n'admettant ni règles ni d'autres proportions dans les membres humains que ceux de ses modèles; lui qui, par toute la ville, sur les marchés, les ponts et les coins de rue, cherchait partout des cuirasses, des morions, des poignards javanais, des fourrures et des collerettes passées de mode, pour en affubler Scipion le Romain ou la noble stature de Cyrus. « Quel dommage pour l'art qu'une main aussi habile ne se soit pas mieux servie de ses talents naturels! Qui l'aurait surpassé dans la peinture? »

Ainsi la querelle qu'on lui faisait à Amsterdam, même après sa mort, ne lui déniait rien de son génie et reconnaissait tout au moins l'éclat et la puissance de son action, en la déplorant. Ceci contredit exactement la légende qui le représentait s'éteignant dans l'oubli, et végétant dans la misère d'une cécité précoce.

A ce dernier point de vue, la correspondance d'Antonio Ruffo nous apporte encore des précisions décisives. Si l'*Aristotèle* de 1654 avait été payé à l'artiste 500 florins, soit 5 000 francs de notre monnaie d'avant-guerre, pour une toile de format moyen, on pouvait objecter que c'était bien avant sa ruine, au temps où la légende, ondoyante et diverse, le représente comme accablé de commandes, entouré de collectionneurs qui sollicitent en vain une œuvre de sa main, mais où, à la vérité, l'artiste est embarqué dans sa vaste spéculation sur ses eaux-fortes et ne voit pas venir l'orage qui s'amoncelle contre lui.

Or, en 1661, trois ans après la vente infâme de ses collections, l'année même des portraits des *Syndics*, — ces très riches conseillers de la corporation des marchands de drap d'Amsterdam, — Antonio Ruffo s'était procuré deux autres tableaux du Maître qu'il allait payer 1100 florins, non sans protester contre l'état d'esquisse de l'un d'eux et contre l'entoilage de l'autre figure. C'est à ce sujet qu'il écrivit à Rembrandt, dont il a conservé la réponse. Elle nous montre le grand artiste sous un jour, assez brutal, qui explique bien des

animosités locales et ces rancunes tenaces des Hauts Seigneurs d'Amsterdam, habitués à plus d'égards.

Le 30 juillet 1661, il avait remis au capitaine Pol Cunstensen (par l'intermédiaire d'Isaac Just) une caisse contenant deux tableaux à destination de Messine : un *Alexandre* et un *Homère* pour lesquels la toile est aussi décomptée à part pour 18 florins, le châssis 7 florins 10, la caisse 10 florins, avec d'autres frais de douane, d'embarquement au Texel et d'assurance au 10 p. 100 de la valeur déclarée ; l'ensemble dépassait 1240 florins.

Mais Rembrandt avait manqué de temps et même de toile pour satisfaire le Messinois qui voulait encore d'autres œuvres, un certain nombre de dessins et des eaux-fortes. Il avait pris une figure déjà exécutée, puis, par des coutures sur trois côtés, il avait agrandi sa toile à la mesure demandée, en la couvrant d'un enduit rapide ; et cela répondait à l'évocation d'*Alexandre*. Quant à l'*Homère*, il l'avait trouvé si bien venu, dans son esquisse, qu'il n'avait pas jugé utile de le pousser plus loin. Toutefois la toile était neuve et d'une seule pièce. Ruffo trouva le procédé mauvais. Il s'en plaignit, par lettre. en renvoyant la caisse à Amsterdam et son épître est très amusante parce qu'elle laisse entendre, à la fois, son admiration et sa déconvenue et qu'il veut amadouer l'artiste, en lui demandant d'autres œuvres.

Celui-ci riposta en termes assez secs, qui précisent bien sa manière. « Je m'émerveille beaucoup, dit-il, du mode dont ils écrivent de l'*Alexandre* qui est fait tellement bien ; et je crois qu'il y a bien peu d'amateurs à Messine. Mais puisque votre Seigneurie se lamente tant du prix quant à la toile, elle peut me la renvoyer à ses risques, comme aussi l'esquisse de l'*Homère*. Je ferai un autre *Alexandre*, la toile m'ayant manqué durant mon travail. Cependant, lorsque le cadre est accroché sous un bon jour, il ne se voit rien. Si Votre Excellence préfère ainsi l'*Alexandre*, c'est bien. Mais il manque le prix de 600 florins. Pour l'*Homère*, c'est 500 florins et le prix de la toile. Si vous entendez que je le refasse, envoyez-moi la juste mesure dont vous voulez sa grandeur. J'attendrai la réponse pour ma gouverne.

REMBRANDT VAN RIJN. »

Aucune formule de déférence, ni salutations. C'est la lettre d'un « pur, » qui a renoncé à toutes les élégances mondaines d'autrefois et qui vit en marge de la société, dans un petit groupe d'amis de choix, en doctrinaire évangélique, mais qui sait la valeur de ses œuvres et les juge, en dehors de lui.

Cependant Antonio Ruffo faisait observer qu'il consentait à lui payer le quadruple du prix demandé par les premiers artistes d'Italie dont les toiles comportant une seule tête, se payaient 25 écus, celle en demi-figure 50 écus, avec le maximum de 100 écus pour un grand nu, en figure entière. Et c'était exact. Il avait payé une *Agar et son fils dans le désert*, dans un cadre sculpté, entièrement de la main du Guerchin, 130 écus, ce qui établit l'échelle des prix payés à Rembrandt, très au-dessus des proportions susdites.

Or, ceci se passait en 1662, à la fin de l'année, alors que le Conseil des Échevins d'Amsterdam refusait à l'artiste le paiement de son travail pour l'achèvement du grand tableau de son élève Govaert Flinck, commandé pour la décoration du Stadhuis. Sollicité par la veuve du jeune peintre, Rembrandt avait accepté de terminer sa *Conjuration de Claudius Civilis*, dont un fragment est conservé au Musée de Stockholm.

On lui avait promis une certaine somme, mentionnée dans un acte de notaire ; il avait fait les frais de cette exécution et de la mise en place de la vaste toile à l'Hôtel de Ville, où elle demeura dix-huit mois. Mais la cabale de ses ennemis la faisait refuser, sans compensation, ni pour Rembrandt, ni pour la veuve de Govaert Flinck, qui s'était adressée à cet hérésiarque en peinture, à cet hérétique en religion dont on ne voulait pas entendre parler au Stadhuis !

La légende de Rembrandt, on le voit, s'établissait déjà de son vivant entre les dires de ces puissants du jour qui l'exécraient, après s'être enrichis de ses dépouilles, et l'opinion des gens compétents, des spéculatifs moins nombreux, qui l'isolaient de son milieu et le plaçaient au premier rang des penseurs et des grands maîtres de la peinture. Cependant qu'à l'étranger sa gloire rayonnait toujours plus loin et toujours plus vive, malgré l'effort des classiques coalisés, dont la société d'Amsterdam accueillait les travaux par réaction contre le génie impérieux du Maître.

Mais que reste-t-il de tout l'effort de ces Hauts Seigneurs,

sinon la honte d'avoir méconnu et persécuté en Rembrandt, comme en Spinoza, la plus pure gloire de la Hollande et d'avoir calomnié l'homme pour justifier leur inique arrêt? Le tout jeune philosophe s'était éloigné de ce milieu d'autocrates républicains, plus dangereux qu'un podestat d'Italie, et s'était fait oublier en taillant des verres d'optique à la Haye, tout en rédigeant ses immortels théorèmes de *l'Éthique*. Rembrandt, plus combatif, avait tenu tête à ses adversaires et, s'il avait passé la mer pour quelques mois, comme l'indiquerait sa *Vue de Londres* de 1661, il était revenu défendre l'avenir de ses enfants contre l'acharnement des pasteurs nationaux.

Il est si vrai que cette persécution n'eut d'autre cause qu'une dispute religieuse, qu'on rendit à Titus, son fils, une partie de son avoir, lorsqu'il eut fait profession de rentrer dans l'Église nationale et que Rembrandt y consentit. C'est ce qui expliquerait son inhumation à la Westerkerk, église orthodoxe, alors qu'il professait, depuis 1642, son attachement aux doctrines de Simon Menno. Il resterait à expliquer l'origine du conflit religieux qui souleva toutes ces Bibles dont il fut lapidé sournoisement.

N'en trouverait-on pas l'indice dans l'attitude et le type de ses Christs, dans sa recherche de cette grande Ombre qu'il évoque parmi les humbles et les miséreux, dans un rayonnement qui perce à jour l'inconsistance des doctrines des faux docteurs et silhouette leurs grimaces d'exégètes dans un trait caricatural?

L'aventure du grand Arnaud est parallèle dans un autre milieu, mais à la même époque, et procède du même esprit, par les mêmes moyens. Mais pourquoi Spinoza n'écrivit-il pas des *Provinciales?* Et quelles lueurs n'eût-il pas jetées sur ce drame mystérieux?

André-Charles Coppier.

LE VOTE DE L'ALSACE

Un journal de Hambourg écrivait le 30 octobre dernier : « Les élections en Alsace-Lorraine vont nous donner des indications intéressantes. La France et l'Allemagne ne cesseront de se disputer l'âme de l'Alsace. Cette lutte doit se faire avec les armes de l'esprit et du cœur. Nous prévoyons que c'est l'Allemagne qui l'emportera. » Maintenant que l'Alsace et la Lorraine ont voté, j'aime à croire que le journal hambourgeois est servi, voire à souhait, et que l'Allemagne fera son profit de la haute leçon qui se dégage nettement de nos élections.

En effet, ces élections constituent le meilleur plébiscite qu'on puisse imaginer. Je sais bien que le plébiscite était fait depuis longtemps et que l'Alsace pouvait se dispenser de le renouveler. Les grandes manifestations populaires qui s'étaient produites spontanément dans nos provinces libérées lors de l'entrée des troupes françaises et qui se renouvelèrent le 9 décembre 1918 à l'occasion de la visite, dite des Quatre Présidents, avaient permis à M. Léon Ungemach, maire de Strasbourg, de dire à M. le Président de la République : « Pour tous ceux qui assistent à l'inoubliable spectacle que présente Strasbourg en ce jour solennel, les paroles étaient superflues. Vous avez vu la foule, vous avez entendu ses acclamations : le plébiscite, le voilà, éclatant, irrésistible. » Et c'était vrai. Mais comment l'Allemagne interpréta-t-elle ce premier plébiscite? Ses journalistes affirmèrent sans rire que le gouvernement français avait versé vingt millions de francs à la presse alsacienne, pour « arranger » ces manifestations ! Sans me préoccuper autrement du jugement que les mêmes gazettes porteront sur le scrutin du 16 novembre 1919, j'essaierai de dire ici comment nos élections se sont passées.

L'Alsace, avant la guerre, comptait trois grands partis politiques : le Centre alsacien comprenant surtout les éléments catholiques ; les socialistes ; le groupe libéral-démocratique. Chaque parti souffrait d'une assez forte infiltration germanique. C'était fatal. Dès 1906, les catholiques alsaciens s'étaient rapprochés du *Centrum* d'outre-Rhin. Il convient cependant de faire observer que les députés catholiques d'Alsace au Reichstag formaient un petit groupe à part et que, pendant la guerre, ils s'abouchèrent plutôt avec la fraction polonaise. Les socialistes avaient partie liée avec Berlin depuis 1890 et les députés élus en Alsace faisaient corps avec le groupe parlementaire de la social-démocratie allemande. Quant aux libéraux-démocrates, ce n'est guère que vers 1909 qu'ils se décidèrent à pactiser avec la *Volkspartei*, ou parti populaire, de l'Allemagne du Sud.

Lorsqu'éclata la guerre, l'Alsace était représentée au Reichstag par six députés du Centre (MM. Wetterlé, Delsor, Hauss, Ricklin, Haegy et Thumann), quatre députés socialistes (MM. Peirotes, Fuchs, Boehle et Emmel) et un député libéral-démocrate (M. Rœser).

Le retour de l'Alsace à la France produisit une épuration radicale dans chaque parti : tout ce qui était allemand fut éliminé. C'est ainsi que les catholiques alsaciens se trouvèrent débarrassés d'un homme extrêmement remuant et dangereux, le professeur Spahn, qui, très souvent, s'était attaqué à M. l'abbé Wetterlé et avait fini par gagner une partie du jeune clergé à ses idées.

Chez les socialistes l'épuration fut plus complète encore. Sur les quatre députés dont je viens de citer les noms, trois étaient des Allemands d'outre-Rhin : MM. Bœhle, député de Strasbourg-ville, Fuchs, député de Strasbourg-campagne, et Emmel, député de Mulhouse. Ce dernier prit la fuite avant l'entrée des poilus du général Hirschauer dans la grande cité industrielle du Haut-Rhin. L'ancien député de Strasbourg-ville se morfond actuellement dans le petit village badois de ses pères et M. Fuchs, d'origine saxonne, dut être expulsé *manu militari*. Les nombreux fonctionnaires allemands qui s'étaient réfugiés dans le parti libéral-démocratique, passèrent également le pont de Kehl et l'un des fondateurs de ce groupement, M. Goetz, s'en fut à Weimar afin d'amener l'Assemblée législative du nouveau « Reich » à protester aussi solennelle-

ment que possible contre la désannexion de l'Alsace-Lorraine. Bref, les partis politiques d'Alsace étaient complètement épurés quand s'ouvrit la campagne électorale. Les Allemands qui s'étaient appliqués à jouer un rôle prépondérant dans notre vie politique avaient jugé à propos de disparaître, et ceux qui étaient demeurés au pays se trouvaient dans l'impossibilité de voter. Pour la première fois depuis le 8 février 1871, date à laquelle les Alsaciens envoyèrent leurs députés à l'Assemblée de Bordeaux, l'Alsace a pu, le 16 novembre 1919, procéder à des élections purement alsaciennes. La signification du scrutin n'en est que plus haute.

Le fait que plusieurs listes (trois dans le Bas-Rhin, deux dans le Haut-Rhin) furent soumises au libre choix des électeurs ne change absolument rien à la portée des élections. Certes, il avait été d'abord question de s'entendre sans distinction de partis ou de croyances et de ne former qu'une seule liste dans chaque département. Le 31 août, M. le Dr Kayser, de Colmar, m'écrivait une lettre que je reproduis ici parce qu'elle reflète à merveille les sentiments de tous ceux qui voulaient que nos premières élections françaises se fissent dans une atmosphère de parfaite harmonie politique. Voici cette lettre :

La campagne électorale est virtuellement ouverte en France. Pour la première fois depuis 1871, l'Alsace et la Lorraine seront appelées à participer aux élections françaises et à prendre une part active à la vie politique, économique et sociale de la France. La grosse question qui se pose chez nous, à la veille de la grande consultation nationale, est celle-ci : « Est-il sage, est-il patriotique que les élections en Alsace et Lorraine se fassent comme elles se sont faites jusqu'à présent chez nous sous le régime allemand comme elles se font en France, c'est-à-dire que les électeurs se groupent selon les programmes politiques du parti auquel ils adhèrent? »

Déjà nombre de questions qui de tout temps ont divisé le corps électoral (question de la séparation des Églises et de l'État, question des écoles, etc.), sans parler du domaine social, sont mises en avant. D'amères polémiques vont s'ensuivre et faire la joie de quelques sectaires incorrigibles et surtout de nos bons amis d'outre Rhin. Continuerons-nous à leur donner ce triste spectacle au moment où, pour la première fois, nous ferons acte de citoyens français en allant aux urnes? L'occasion de nous montrer en vrais patriotes français est unique. Depuis 1874 et 1887, cette belle occasion ne s'est plus re-

trouvée. Eh bien! ce que nos pères et devanciers ont fait lorsqu'ils étaient encore sous la botte d'un Bismarck, ce nouveau plébiscite d'Alsace et de Lorraine ne pourrions-nous pas le réaliser aussi sous le régime de la liberté? Ne pourrions-nous pas montrer au monde entier et à l'Allemagne en particulier qu'avant tout nous sommes heureux d'être redevenus Français? Ne devrions-nous pas célébrer solennellement aux prochaines élections cet ineffable bonheur d'être réintégrés dans la mère-patrie en nous groupant tous, cette fois, autour du drapeau national et en mettant à l'arrière-plan toutes les revendications et questions qui nous ont divisés jusqu'à présent et nous diviseront sans doute encore dans l'avenir?

En face de l'Allemagne aux aguets soyons unis et ne faisons pas le jeu de nos anciens oppresseurs en nous déchirant réciproquement à ces premières élections françaises. Laissons à la future Chambre des députés le soin de trancher certaines questions dont l'urgence ne s'impose nullement et manifestons ensemble, socialistes, radicaux, cléricaux et libéraux d'Alsace, notre immense joie d'être retournés à la France, en votant pour une liste nationale commune. Ce serait le plus beau don de joyeux avènement que l'Alsace pourrait offrir à la France qui a sacrifié ses enfants pour nous reprendre. France d'abord! Tel doit être notre mot d'ordre commun.

La noble proposition émise par l'auteur de cette lettre ne put être réalisée. En effet, le 8 septembre, trente délégués de la Fédération socialiste du Bas-Rhin se réunissaient à Strasbourg et décidaient, par 16 voix contre 14, de s'abstenir de tout compromis électoral avec les électeurs bourgeois. En conséquence, les socialistes marcheraient seuls aux urnes! Une décision analogue fut prise par la Fédération socialiste du Haut-Rhin. Ces deux décisions étaient d'ailleurs conformes au mot d'ordre donné par le Congrès national socialiste de Paris.

Dans le Haut-Rhin, les autres partis, — appelons-les « bourgeois » pour simplifier les étiquettes, — formèrent un Bloc National après de laborieux pourparlers. Ce Bloc comprenait les catholiques, les libéraux-démocrates, les radicaux, soit tous les éléments d'ordre sans distinction de croyances et d'opinions. Quelques petits groupements qui s'étaient constitués sous différents noms adhérèrent également à ce Bloc, où l'on rencontrait les comités Mascuraud, les prêtres, les pasteurs, les industriels, les syndicats d'ouvriers indépendants, etc. A l'exception des socialistes, qui s'étaient exclus eux-mêmes, on venait donc de réaliser cette union nationale préconisée par M. le docteur Kayser.

Dans le Bas-Rhin l'idée de coalition entre partis non socialistes eut moins de succès. Les libéraux-démocrates d'avant-guerre s'étaient scindés, quelque temps auparavant, en deux groupes distincts; l'un avait pris l'étiquette radicale de la rue de Valois; l'autre s'appelait parti républicain-démocratique. Ce dernier tendit la main aux catholiques de même qu'à un autre groupe, dit républicain indépendant. Ainsi fut constitué le Bloc National du Bas-Rhin ayant un programme identique à celui du Haut-Rhin.

La situation au point de vue des partis était donc la suivante. Bas Rhin : trois partis en présence (Bloc National, radicaux, socialistes), partant *trois* listes.

Haut-Rhin : deux partis en présence (Bloc National, socialistes), partant *deux* listes.

Le nombre des députés à élire dans le Bas-Rhin d'après la nouvelle loi électorale étant de neuf, alors qu'il n'était que de six sous le régime allemand, chaque parti se mit en quête de ses candidats. Quant au Haut-Rhin qui n'envoyait jusqu'ici que cinq députés à Berlin, il était appelé à élire sept représentants.

Comme toujours ce sont les socialistes qui furent prêts les premiers. Dans le Bas-Rhin, ils présentèrent :

M. Jacques Peirotes, ancien député au Reichstag, maire de Strasbourg.

M. Georges Weill, ancien député au Reichstag.

M. Eugène Imbs, secrétaire général de l'Union des Syndicats.

M. Michel Heysch, ébéniste.

M. Charles Riehl, conseiller municipal.

M. Charles Hueber, secrétaire de syndicat.

M Louis Kœssler, journaliste.

M. Émile Fuerstoss, cheminot.

M. Ernest Haas, tailleur.

Cette liste contenait les noms de plusieurs gréviculteurs notoires. Tous les amis de l'ordre avaient encore présent à l'esprit le nom d'un de ces candidats qui s'était particulièrement distingué pendant certaine grève des tramways au cours de laquelle des officiers français, place Broglie à Strasbourg, avaient été frappés.

Les partisans du Bloc National du Bas-Rhin s'accordèrent sur la base suivante : cinq sièges reviendraient aux catholiques

trois aux républicains-démocrates et un aux indépendants. La liste fut constituée comme suit :

M. Charles Altorffer, pasteur à Wissembourg.

M. le comte J. de Leusse, maire de Reichshoffen.

M. Charles Frey, rédacteur en chef de la *Neue Zeitung*.

M. l'abbé E. Muller, doyen de la Faculté de théologie catholique de Strasbourg.

M. Jules Jaeger, notaire à Hochfelden.

M. le docteur Oberkirch, à Wasselonne.

M. Thomas Seltz, rédacteur en chef de l'*Elsaesser*.

M. Camille Simonin, maire de Schirmeck.

M. Michel Walter, professeur à Strasbourg.

Les radicaux éprouvèrent quelque difficulté à dresser une liste vouée d'avance à un insuccès complet. Quant aux candidats du Bloc National, il était certain qu'ils réuniraient le plus grand nombre de suffrages. Ils avaient pour eux, avant tout, les puissantes organisations catholiques; une bonne partie des voix protestantes leur était également assurée. Leur liste contenait un nom qui venait d'être beaucoup cité à propos de la découverte d'un complot neutraliste dont le siège se trouvait à Baden-Baden. J'ai nommé M. Charles Frey, journaliste remarquable, chef du parti républicain-démocratique. En revanche, on s'était quelque peu étonné, dans certains milieux intransigeants, de rencontrer sur cette liste le nom de M. l'abbé Muller qui, sous le régime allemand, s'était fait le défenseur ardent de la faculté de théologie catholique à l'Université de Strasbourg, institution mal vue du vieux clergé alsacien et patriote.

Ces listes, notons-le, ne contenaient que des noms du terroir. D'anciens députés français avaient en vain essayé d'y figurer. Les comités locaux s'y étaient formellement opposés. On alla jusqu'à décréter que tout candidat devait être d'origine alsacienne et parler le dialecte du pays. Une exclusive plus particulière interdisait même aux comités catholiques d'accepter, comme candidats, des banquiers, financiers, etc. Trop est trop.

Dans le Haut-Rhin, la liste socialiste ne contenait guère qu'une « vedette, » M. Salomon Grumbach, collaborateur de *l'Humanité*.

Voici quels étaient dans ce département les candidats du Bloc National :

M. l'abbé Wetterlé, ancien député au Reichstag.

M. le Docteur Pfleger, membre du Conseil National.
M. Brogly, membre du Conseil National.
M. Bilger, secrétaire de syndicats d'ouvriers.
M. Scheer, pasteur à Mulhouse.
M. Baradé, avocat à Colmar.
M. Jourdain, industriel à Altkirch.

Les lecteurs de la *Revue* connaissent M. l'abbé Wetterlé. Le patriote alsacien avait, dans le courant de cet été, manifesté le désir de se retirer de la vie politique et il avait l'intention de ne pas se présenter aux élections. Ses amis lui firent comprendre que sa candidature s'imposait et que le seul fait de ne pas se présenter aux premières élections françaises en Alsace serait de nature à provoquer certains commentaires outre-Rhin. A ses côtés se trouve M. le docteur Pfleger, chef du parti catholique alsacien. Lui aussi est un ardent patriote. Étudiant, il fut condamné pour avoir chanté *la Marseillaise* en public. Pendant la guerre, il dut s'expatrier et passer de longs mois d'exil en Westphalie. A l'époque où il était membre de la Délégation d'Alsace-Lorraine, il s'écria un jour en plein Parlement : « Nous protesterons tant et si haut qu'on finira par entendre notre plainte en France ! » Comme lui, M. Brogly a été récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur; ce dernier a, à son actif, une condamnation à dix ans de travaux forcés pour avoir indiqué le bon chemin à un détachement français, le soir de la première bataille de Mulhouse...

*
* *

J'ai dit plus haut que le fait de nous être trouvés en présence de plusieurs listes ne nuisait en rien à la signification nationale des élections : il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur les programmes des différents partis pour s'en rendre compte.

Écoutez ce que disent les socialistes. Nous respectons scrupuleusement le texte original :

CITOYENS !

Les années sanglantes sont passées. Les peuples qui ont dû vider jusqu'à la lie le calice rempli d'angoisse et de misère, connaissent maintenant le fond de la douleur humaine. Depuis que le monde est monde, aucune génération n'a subi pareilles épreuves...

Au lendemain de la période la plus atrocement sanglante de l'histoire, vous êtes appelés à renouveler tout le personnel politique. Il y a huit ans environ, vous avez pu pour la dernière fois, désigner vos représentants dans les assemblées législatives. Vous allez, dans des conditions absolument nouvelles, nommer

Le dimanche 16 novembre 1919, vos représentants à la Chambre des Députés.

Le monde a changé de face. A vrai dire, le bouleversement qui a été la conséquence fatale de la guerre, fait encore sentir ses effets. Mais pour nous Alsaciens et Lorrains, les horreurs des dernières années ont eu au moins un résultat définitif : nos départements ont été de nouveau réunis à la France.

Par le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France, la violence de 1871 est effacée. Contre cette violence, dès cette époque, la démocratie socialiste du monde entier joignit sa protestation à celle du peuple alsacien et lorrain. Aujourd'hui, en accord profond avec la population tout entière d'Alsace et de Lorraine, *le parti socialiste adhère résolument et sans restrictions à notre réintégration dans l'unité française.*

Les socialistes s'élèvent, par conséquent, de toutes leurs forces

Contre toute tendance neutraliste !

Le prétendu *neutralisme* n'est qu'une façade. *Créé de toutes pièces avec l'or allemand, il ne sert que les ambitions et les convoitises allemandes.*

Le peuple d'Alsace et de Lorraine est français et veut rester français !

Les radicaux ont mis une certaine coquetterie à ne pas user de la formule nationale. « Nous sommes Français, disaient-ils, à quoi bon le crier sur les toits? » J'extrais de leur programme les passages suivants :

La France est une et indivisible. Nous en faisons partie. Nous sommes un morceau de sa chair.

Nous devons arriver à une fusion législative et administrative avec notre patrie.

Pour cela nous estimons surtout en matière ouvrière et sociale que les lois actuelles paraissant utiles à conserver ou à développer devront être appliquées avec le temps à la France entière et non à la seule Alsace.

Un groupe ne saurait accaparer l'idée nationale, qui appartient à

tous. Nous aussi, nous sommes nationaux. L'amour de la France n'est pas un monopole.

Les radicaux ajoutent : « Nous sommes avant tout Français et seulement après Alsaciens ! »

Quant aux candidats du Bloc National, voici ce qu'ils disent :

ÉLECTEURS !

Le 16 novembre, le suffrage universel vous appellera au scrutin, — la première fois depuis quarante-huit ans, — pour élire vos représentants à la Chambre française.

Il faut que cette démonstration électorale soit un écho retentissant de celle qu'ont faite vos pères en 1871.

En face de l'Europe et du monde, il faut que vous répétiez la *protestation* qu'ils ont élevée en 1871 et en 1874 *contre l'annexion violente* de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne ; que vous renouveliez solennellement l'expression de *votre volonté ferme et inébranlable d'être et de rester Français.*

Les élections doivent aussi être *un hommage de reconnaissance à la France* pour les immenses sacrifices qu'elle a consentis comme rançon de notre libération, *un hommage de reconnaissance aux* 1 300 000 *morts* qui ont scellé de leur sang notre retour à la Patrie.

C'est pour qu'il n'y ait aucune voix discordante à côté de ce cri d'amour et de dévouement que les partis soussignés ont cru devoir maintenir, pendant cette lutte électorale, l'union sacrée qui a fait la force de la France et lui a permis de remporter la victoire.

Peut-on mieux parler de la France? On songe à ce que M. Georges Clemenceau disait l'autre jour au maire de Strasbourg : « Il faut venir en Alsace pour entendre ainsi parler de la France. » Et peut-être sont-ce là les « indications intéressantes » auxquelles les journalistes d'outre-Rhin ne s'attendaient probablement pas !

On est en droit de le dire : même dans le cas où nous n'aurions eu qu'une liste commune, le programme n'aurait pu être plus net au point de vue national. D'ailleurs, il ne faut nullement s'émouvoir de ce que les électeurs alsaciens se soient trouvés en présence de plusieurs listes. Cela prouve tout au plus que chaque parti a, pour ainsi dire, gardé sa liberté d'action et que l'électeur n'a subi nulle contrainte. L'essentiel est que tous, sans distinction, aient affirmé leur volonté française. On évoque souvent les élections historiques de

février 1871. Faut-il rappeler qu'à cette époque trois listes furent établies dans le Bas-Rhin, tout comme ce fut le cas de nos jours?

*
* *

Ce qu'il importe encore de retenir, c'est le caractère patriotique qui a marqué les réunions publiques. Je suis, depuis vingt ans, mêlé à la politique alsacienne et lorraine. J'ai assisté à bien des réunions électorales sous le régime allemand. A cette époque, il ne m'est jamais arrivé d'entendre un auditoire alsacien lever une séance au cri de : « Vive l'Allemagne! » ou en chantant le *Heil Dir im Siegerkranz*.

Quelle différence, cette fois! Je garderai longtemps le souvenir d'une réunion contradictoire qui eut lieu le 12 novembre à Bischwiller, l'ancienne cité des drapiers alsaciens, dans une salle de l'hôtel du Lion que les Allemands appelaient « Hôtel Vive la France » parce que les patriotes de l'endroit s'y retrouvaient chaque jour devant les chopes de bière blonde. Bischwiller est une petite ville où la population ouvrière est assez fortement représentée. C'est dire que les électeurs socialistes y sont nombreux. La salle était bondée. Contre tout usage, les ouvriers occupaient les sièges de droite, alors que les patrons et petits bourgeois se tenaient à gauche. On était plutôt en famille qu'entre adversaires.

Aux murs, des tentures où sont piquées de grosses cocardes tricolores. C'est un notable du lieu qui préside, M. Vonderweidt, ancien sergent-major français de 1870, emprisonné pendant la Grande Guerre par les Allemands. Il arbore à la boutonnière le ruban des vétérans de 1870.

Deux orateurs du Bloc National, le docteur Oberkirch et M. Charles Frey, prennent la parole en dialecte alsacien et disent la joie qu'éprouve l'Alsace à faire des élections françaises. Trois orateurs socialistes leur succèdent. Ils se défendent d'être des révolutionnaires, voire des bolchévistes. La réunion, commencée à huit heures, ne prend fin qu'à onze heures. Le président adresse quelques mots de remerciement aux auditeurs et, se tournant vers les candidats, leur dit : « Quant à vous, retenez ceci : une fois à Paris, faites le moins possible de politique de parti. Contribuez surtout à remettre la France debout; faites de bonne besogne pratique! » Cela est dit sur un ton

paternel. Puis l'ancien soldat de 1870 s'écrie : « Vive la France! »

Toute l'assemblée reprend ce cri avec enthousiasme. Ensuite les orateurs socialistes et bourgeois s'en furent prendre des bocks de bière mousseuse. Pouvait-il en être autrement? Tout à l'heure, en s'adressant aux socialistes, les partisans du Bloc national les appelaient « Messieurs! » et les socialistes répondaient en disant : « Honorables auditeurs » *(Verehrti Anwesendi)*.

Évidemment les choses ne se passent pas toujours ainsi, et parfois la discussion prend un tour très vif. Ce fut surtout le cas dans le Haut-Rhin, où l'on a le bonnet alsacien très près de l'oreille. Mais on n'a pas signalé d'incidents particulièrement regrettables au cours de toute la campagne qui vient de prendre fin.

Il ne me reste plus qu'à rappeler ce que fut le scrutin. A cet effet, il suffira de laisser les chiffres parler. Les listes du Bloc national ont passé à une grande majorité, de sorte que l'Alsace n'enverra pas un seul socialiste ni un seul radical à la Chambre.

Dans le Bas-Rhin, le nombre des électeurs inscrits était de 155 707 contre 160 957 avant la guerre. Les premières données officielles sur le scrutin du 16 novembre indiquent que 130 737 électeurs de ce département ont marché aux urnes. Nous sommes donc en présence d'un joli pourcentage. Il est peut-être intéressant de rappeler que le nombre des abstentions fut plus élevé en 1871, lors des élections à l'Assemblée de Bordeaux; en effet, le 8 février 1871, le Bas-Rhin comptait 101 741 votants sur 145 183 électeurs inscrits.

Qu'on le veuille ou non, nous sommes en présence d'un plébiscite : l'Alsace a parlé!

PAUL BOURSON.

LE
VOTE DE LA LORRAINE LIBÉRÉE

Le 16 novembre, pour la première fois, après une année complète de rattachement à l'ancienne patrie, les Lorrains pouvaient exprimer par un vote les sentiments que cette expérience prolongée avait éveillés en eux. Jusqu'alors, le moyen ne leur avait pas été donné de manifester leur satisfaction ou leurs regrets avec des garanties pareilles de sincérité. Il est toujours facile de contester la valeur des démonstrations qui se produisent sur le passage des personnages officiels, des paroles prononcées par les membres d'assemblées, commissions municipales ou conseil supérieur, qu'a composées seul le choix du gouvernement. La presse allemande n'avait pas manqué d'user des arguments qui s'offraient à elle : elle en appelait, contre les manœuvres d'une bourgeoisie dès longtemps francisée, au témoignage des masses; elle priait l'opinion neutre d'attendre, pour se prononcer, le résultat des élections. Les élections sont faites. Elles ont eu lieu dans des conditions d'absolue régularité : la liberté de réunion, que les lois encore en vigueur auraient permis de limiter, n'a pas subi d'atteinte; les polémiques, même les plus violentes, se sont développées sans entrave; l'autorité préfectorale a gardé la réserve entière que les circonstances commandaient. Le résultat est décisif. A Metz, comme à Strasbourg, comme à Colmar, la première consultation populaire depuis l'armistice est une manifestation saisissante de patriotisme français.

A vrai dire, on aurait eu, cet été, quelque motif de craindre, non pas assurément que l'esprit public s'orientât dans un tout autre sens, mais qu'il mît plus de tiédeur dans l'affirmation de

ses sentiments. La Lorraine, du commencement d'août au milieu d'octobre, a traversé une crise assez grave. Quiconque eut l'émotion, le 19 novembre 1918, d'assister à l'entrée du maréchal Pétain dans la ville de Metz fleurie de tricolore, n'oubliera jamais l'enthousiasme, recueilli et comme mouillé de larmes, avec lequel furent salués nos soldats. Quiconque, quelques jours plus tard, a parcouru les campagnes à la suite de nos bataillons, n'a pu douter de l'immense élan qui soulevait les cœurs. Les Lorrains se jetaient, un cri de joie aux lèvres, dans les bras ouverts de la France. Depuis lors des griefs, que la *Revue* a exposés, avaient créé dans la population des inquiétudes, un sourd mécontentement. Des agitateurs, dont presque aucun n'était d'origine lorraine, s'empressaient à les exploiter. Une propagande insidieuse s'exerçait, non point ouvertement en faveur de l'Allemagne, elle n'aurait eu nulle chance de succès, mais en faveur d'une Lorraine indépendante et neutre à laquelle on promettait un avenir de félicité. Cette propagande, qui s'associait dans quelques centres miniers à une action bolchéviste, obtenait un effet double : elle séduisait un nombre important d'ouvriers, des incidents, dont plusieurs dans la première quinzaine d'octobre furent des plus sérieux, en ont fourni la preuve; par contre-coup, elle irritait les paysans qui ne parvenaient pas à comprendre pourquoi les fauteurs de désordre jouissaient d'une liberté si complète.

Au dernier moment, le péril fut conjuré. Il le fut avant tout par le bon sens du peuple. Parmi les ouvriers eux-mêmes, et d'abord parmi les cheminots, une réaction se produisit; les organisateurs des grèves successives qui désolaient le pays, enhardis par l'impunité, commirent des imprudences qui les rendirent suspects à leurs propres camarades; sur ce seul programme : « Vive la France! » des groupements indépendants se constituèrent; leur recrutement fut d'une rapidité significative : en quelques semaines, leur effectif a dépassé celui des anciens syndicats. Un geste du gouvernement a servi cette évolution. Instruit par les incidents d'octobre, il s'est départi de son indifférence apparente; la loi, qu'on laissait dormir, fut appliquée, sans brutalité, mais fermement; des arrestations, des condamnations, dont une à mort, donnèrent les avertissements utiles. Il n'en fallut pas davantage pour mettre un terme aux excitations anarchistes et pour calmer, en les rassu-

rant sur l'énergie des autorités militaires et civiles, l'émotion des paysans. En même temps, la découverte en Alsace du complot neutraliste, alimenté par l'or allemand, jetait une éclatante lumière sur les origines de la propagande par laquelle tant de Lorrains sincères s'étaient laissé surprendre. On voyait désormais à qui profiterait l'expression trop vive du mécontentement public. L'opinion fut unanime à penser que, sans renoncer à ses revendications légitimes, elle avait pour principal devoir, dans les circonstances présentes, d'affirmer sa joie d'avoir retrouvé la patrie. La campagne électorale s'ouvrit dans une atmosphère purifiée.

*
* *

Elle fut menée au premier rang par l'Union républicaine lorraine. Le nom seul est nouveau. L'Union lorraine fut formée, aussitôt après l'armistice, par la fusion des deux grands partis qui se partageaient sous le régime ancien les sympathies des annexés, le Centre catholique et le Bloc indépendant. Entre les deux groupes l'entente était facile. Sans doute, dans le passé, ils avaient suivi parfois des voies assez différentes : de 1900 à 1906, l'orientation de la politique intérieure française avait entraîné nombre de catholiques lorrains, par réaction, à ne plus repousser l'idée d'un rapprochement avec le *Centrum* allemand ; le Bloc indépendant avait préféré conserver toute sa liberté ; des conflits souvent vifs en étaient résultés. Mais, à la veille de la guerre, déjà la situation s'était modifiée. Au cours de la crise morale qu'avaient fait naître depuis 1907 les alertes qui troublaient l'Europe, après l'inauguration du monument de Noisseville qui remue jusqu'à l'âme les masses paysannes, les catholiques lorrains avaient senti qu'il leur était impossible de pratiquer plus longtemps, fût-ce dans un domaine restreint, une tactique germanisante. Le Centre, par une évolution rapide, avait rejoint le Bloc. En 1914, l'un et l'autre combattaient pour la même cause avec une vigueur égale : d'accord dès l'origine sur un programme de conservation religieuse et sociale, ils se trouvaient d'accord aussi désormais pour défendre sans compromission les intérêts spéciaux du pays ; ils n'étaient plus séparés que par des nuances de méthode et par le fait que leur clientèle se répartissait à peu près suivant la limite des langues. C'est donc un mouvement naturel qui les a portés à sup-

primer après la victoire la dualité d'étiquettes. Les catholiques furent sollicités d'adhérer aux organisations qui se fondaient en Alsace. Ils aimèrent mieux contribuer à la coalition de toutes les forces locales. Elle leur semblait nécessaire pour faire face aux difficultés de la période de transition, plus nécessaire encore pour ôter aux Allemands le moyen d'interpréter à leur profit une divergence apparente. L'Union républicaine, où vinrent siéger côte à côte, oublieux de leurs querelles, les chefs du Bloc et ceux du Centre, fut ainsi créée, dans une pensée commune de dévouement à la Lorraine et à la France.

Le pacte était solide, car il a résisté à l'épreuve la plus redoutable : la liste soumise aux suffrages des électeurs fut élaborée sans que l'entente fût ébranlée. Pour les huit sièges dont disposait le département de la Moselle, vingt-huit postulants, tous honorables et la plupart connus, réclamaient l'appui de l'Union. Les rivalités de personnes, de cantons ou de journaux rendaient impossible que le Comité central, en faisant son choix, évitât pleinement les critiques. Des incidents se sont produits ; ils sont sans intérêt ; le désir mutuel d'aboutir, le désistement volontaire de quelques-uns des candidats d'abord proposés, l'effort de conciliation réalisé par M. le chanoine Collin ont finalement assuré la confection d'une liste où l'opinion trouvait le reflet exact de ses sentiments.

Deux noms lui donnaient tout son sens. Celui du général de Maud'huy, né à Metz, premier gouverneur français de la ville délivrée, n'a pas besoin qu'on le commente ; il fallait qu'il fût là pour que l'Allemagne et l'Europe ne pussent douter de la volonté du pays : les annexés d'hier, a dit *le Lorrain*, « se devaient d'envoyer à la Chambre un des leurs dont la vie entière avait eu pour but unique la Revanche. » Aux côtés du général le simple ouvrier typographe, président du Souvenir français ; ce n'était pas un moindre symbole ; l'un, quittant la terre familiale après 1871, officier d'élite, chef aimé entre tous, avait préparé dans l'armée libératrice la victoire militaire ; l'autre, fixé au sol, en travaillant à maintenir parmi ses compatriotes durant la longue attente le culte du passé, avait préparé la victoire morale ; Jean, qui créa l'œuvre des tombes, qui prit l'initiative de déployer sur les catafalques aux fêtes commémoratives le drapeau tricolore, l'instigateur du monument de Noisseville, avait sa place nécessaire parmi les élus de Metz.

Il convient également de mettre hors de pair M. l'abbé Hackspill; moins connu à Paris que ses deux camarades de combat, il est en Lorraine au tout premier rang; jeune prêtre, que sa vive intelligence, son activité, son souci des problèmes sociaux ont rendu populaire, surtout dans la région de langue allemande, la circonscription de Saint-Avold l'avait, avant la guerre, député au Parlement de Strasbourg après une lutte violente contre un concurrent prussien; il avait, dès cette époque, usé de son influence pour hâter le rapprochement entre le Centre catholique, auquel il appartenait, et le Bloc indépendant; directeur, depuis l'armistice, du plus important des journaux lorrains, il a continué la même politique; par son exemple et par ses démarches, il a facilité la formation d'une liste commune sur laquelle il était utile et juste qu'il figurât. Un général, un ouvrier, un prêtre. Les autres candidats étaient aussi qualifiés pour défendre les intérêts divers des électeurs dont ils sollicitaient les voix. M. Guy de Wendel était le représentant naturel de la grande industrie; aux titres que lui conférait son nom il en joignait de plus personnels, brillant soldat, décoré sur le champ de bataille, la croix de guerre constellée de palmes, au surplus orateur disert, esprit libéral et cœur généreux.

M. Robert Sérot, ingénieur agronome, d'une vieille famille messine émigrée après le traité de Francfort et rentrée chez elle après celui de Versailles, se constituait, servi par des amitiés puissantes, le porte-parole des cultivateurs. M. Louis Meyer, ancien député au Parlement de Strasbourg, était celui des commerçants. M. le docteur François, polémiste vigoureux, fort apprécié dans la région de langue française, avait l'expérience précise des questions administratives. M. Schuman, homme d'œuvres, excellent avocat d'affaires, paraissait désigné pour rendre de précieux services lorsqu'il s'agirait à la Chambre de mettre en harmonie la législation des provinces retrouvées et celle de la mère-patrie. Si l'on ajoute que chaque arrondissement avait fourni au moins un candidat et qu'un savant dosage était réalisé entre les anciens partisans du Centre et les anciens partisans du Bloc, on comprendra que la liste ainsi composée ait donné satisfaction sans peine à la grosse majorité de l'opinion.

On s'occupait d'ailleurs moins des personnes que des pro-

grammes. Le programme de l'Union avait le mérite d'être clair. Voici le texte de son appel aux électeurs :

Lorrains, en 1871 l'Allemagne arrachait notre province à la patrie. Contre cette violation du droit nos représentants à l'Assemblée nationale de Bordeaux élevèrent une solennelle protestation. Vos frères d'Alsace et de Lorraine, s'écrièrent-ils, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France, absente de leur foyer, une affection filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. Ce jour est venu. Pendant quarante-huit ans le joug allemand a pesé sur nous. Notre affection filiale ne s'est jamais démentie : la Lorraine est restée française. Aujourd'hui la victoire a fait triompher le droit ; l'heure a sonné où, dans la République, nous allons renouer la tradition brisée en 1871.

Et les candidats ajoutaient dans leur profession de foi :

Pendant près de cinquante années de domination étrangère la Lorraine est restée fidèle à la mère-patrie. Certaines divisions politiques ont pu se produire, parfois, entre nos concitoyens, mais tous, dans un commun amour de la France, ont conservé, fidèles et inébranlables, leurs convictions patriotiques. Aujourd'hui tous les Lorrains se trouvent groupés autour du drapeau tricolore, le drapeau de la France, le drapeau de la République, et tous ils veulent collaborer, en parfait accord, à la grandeur et à la prospérité du pays. La France a sacrifié une grande partie de sa fortune et quinze cent mille de ses héroïques soldats pour nous arracher au joug allemand. La Lorraine en sera reconnaissante éternellement à la République française.

La presse accentuait encore ces déclarations. Parmi tant d'articles que nous pourrions citer nous retiendrons seulement celui par lequel la *Lothringer Volkszeitung*, journal de M. l'abbé Hackspill, ouvrit la campagne électorale :

Dans les mémorables journées de novembre 1918, la Lorraine entière et sa sœur l'Alsace ont réclamé, à la face du monde, par un plébiscite spontané et vibrant, leur retour à la mère-patrie. Les libres votes de novembre 1919 doivent apporter à ce témoignage une éclatante confirmation. Notre peuple, le 16 novembre, ne doit rien laisser subsister des doutes si souvent exprimés par nos ennemis et par les neutres. Aux racontars étrangers comme aux intrigues neutralistes nous opposerons la réplique décisive, irréfutable, de notre bulletin de vote : Vive la France! Vive la Lorraine pour toujours française !

Les électeurs savaient donc sans équivoque à quelle manifestation ils étaient conviés. Leur réponse a été nette. La liste de l'Union a triomphé tout entière par 62 000 voix sur 94 000 votants. Reprenant le mot historique du président Poincaré, la *Lothringer Volkszeitung* était en droit d'intituler ses commentaires : « Le plébiscite est fait. » Ce qu'un ouvrier messin traduisait, devant les tableaux où s'alignaient les résultats, aux applaudissements de la foule, par ce cri plus familier : « On les a eus, les Boches ! »

Encore faut-il remarquer que les listes dissidentes ne représentaient sur ce point aucune opinion différente. L'une affichait des sentiments ultra-patriotiques et l'autre se gardait d'en affirmer de contraires.

La Ligue républicaine n'avait pas, quand elle a rendu public le nom de ses candidats, plus de quelques jours d'existence. Elle était née, avec la période électorale, d'une combinaison d'ambitions, ambitions locales déçues par les choix de l'Union, ambitions parisiennes en quête d'un mandat quelconque. L'échec a été complet, 6 500 voix. Deux ou trois des Lorrains engagés dans cette aventure étaient personnellement des plus sympathiques. Mais la masse n'a pas compris comment, en une circonstance aussi grave, ils pouvaient manquer à la discipline. Ils ont en outre été desservis par des journalistes fraîchement débarqués de régions éloignées dont les polémiques injurieuses, si contraires aux habitudes d'extrême courtoisie en honneur dans la presse messine, ont causé gros scandale. Du moins faut-il retenir, comme un trait significatif, que, pour gagner des suffrages, ces journalistes ont cru devoir exagérer leur intransigeance française jusqu'à traiter de germanophile la liste où figurait le général de Maud'huy. Les candidats de la Ligue ne parlaient pas d'ailleurs un autre langage que les candidats de l'Union :

Électeurs lorrains, disaient-ils, après quarante-sept années d'oppression allemande, après quarante-sept années de cruelle séparation, la Lorraine qui n'avait jamais désespéré revient à la France qui l'accueille comme sa fille chérie et l'aime d'autant plus qu'elle a souffert davantage pour elle. La République, une et indivisible à jamais, est reconstituée. Vous n'êtes plus sujets de l'Allemagne, vous êtes citoyens français, et, pour la première fois depuis un demi-siècle, vous allez user de vos droits électoraux, non plus pour envoyer des députés protestataires au Reichstag, mais pour désigner vos

représentants à la Chambre française, au sein de votre grande famille reconstituée. Il faut que votre députation soit digne de vous, digne de la Lorraine, digne de la France.

Sur les deux listes de la Ligue et de l'Union les hommes étaient différents; et peut-être aussi existait-il entre elles quelque nuance dans la façon de concevoir la solution des questions religieuses ; mais le sens patriotique du vote pour l'une ou pour l'autre était le même : le département de la Moselle en réalité a donné 68 000 voix aux idées nationales.

Les socialistes ont recueilli 26 000 suffrages. C'est beaucoup moins qu'on ne l'avait à l'avance supposé. Eux-mêmes avaient espéré que, par le jeu du quotient, ils obtiendraient deux ou trois sièges. Mais le temps n'est plus où le gouvernement allemand engageait ses fonctionnaires à faire voter pour un socialiste afin de mettre en échec à tout prix le candidat lorrain. Réduit à ses seules forces, privé du concours que lui apportaient les ouvriers d'origine étrangère, déconsidéré par les incidents d'octobre qui ont ouvert les yeux à tant de ses adhérents, le parti révolutionnaire s'est trouvé vaincu, même dans les centres miniers : Moyeuvre, cité du fer, Petite-Rosselle, cité du charbon, ont accordé la majorité à l'Union républicaine. Et cependant les journaux et les orateurs du parti avaient pris soin d'adoucir à l'extrême leurs doctrines. « On nous calomnie, imprimait *l'Ami du peuple*, en nous disant les adversaires de la propriété; nous désirons au contraire que tout le monde soit propriétaire. » Les candidats répétaient à l'envi qu'ils attendaient la réforme sociale d'une évolution progressive des esprits, non d'un bouleversement sanglant. Ils avaient suspendu la propagande internationaliste et l'action germanophile. Leur appel aux électeurs se bornait à des attaques violentes contre le capitalisme; il s'abstenait de toute allusion à la situation locale, de toute allusion en particulier, si voilée fût-elle, à une neutralité possible de l'Alsace-Lorraine. Le principal meneur de la campagne, venu tout exprès de Nancy pour parler à Metz, car ses camarades lorrains étaient incapables de s'exprimer en français, n'hésitait pas, après avoir rappelé qu'il avait porté, pendant la guerre, les galons d'officier, à désavouer brutalement Longuet, Sadoul et Lénine. Ce qui n'a pas empêché la proportion des votes socialistes d'être ramenée, par rapport à 1912,

de 31 à 28 pour cent. C'est un résultat bien caractéristique.

M. le préfet Mirman n'avait donc pas tort lorsqu'il s'écriait, en recevant le 19 novembre, jour anniversaire de la délivrance, à l'hôtel de ville de Metz, les maréchaux Foch et Pétain, que les huit premiers députés de la Moselle seraient les interprètes fidèles de l'unanimité des populations libérées quand ils viendraient jurer à la tribune de la Chambre amour et reconnaissance à la France. Les acclamations dont la foule, énorme en dépit de la pluie, a salué les généraux vainqueurs, plus vibrantes qu'en 1918 parce que des sanglots ne s'y mêlaient plus, ont attesté que le préfet disait vrai.

***

Qu'on permette toutefois à un témoin de signaler qu'en portant leurs suffrages en masse sur la liste de l'Union républicaine, les Lorrains n'ont pas voulu faire seulement une manifestation française. On s'exposerait à des malentendus redoutables si l'on imaginait que, dans leur ardeur à proclamer leur joie du retour à la patrie, ils ont abandonné le souci des revendications qu'ils jugent légitimes. Après les déclarations patriotiques que nous avons citées, la profession de foi des candidats élus renfermait un programme positif. C'est ce programme surtout qu'ils ont développé au cours des réunions intimes tenues par eux dans les campagnes et qui fut accueilli, notamment par la région de langue allemande, avec une extrême faveur. M. Schuman l'a résumé dans un article d'une précision parfaite qu'ont publié tous les vieux journaux messins. Il faut le connaître. Il est en effet certain que les députés de la Moselle en poursuivront l'application, d'autant plus énergiquement qu'ils n'ont plus à craindre désormais de voir dénaturer ou suspecter les sentiments de leurs commettants.

M. Schuman estime qu'il est possible et désirable d'introduire en Lorraine dès maintenant le Code pénal français et dans un avenir très proche le Code civil et les lois fiscales. D'autres lois sont inapplicables : on ne peut par exemple, dans l'état présent des esprits, ni toucher au Concordat ni modifier l'organisation confessionnelle de l'école publique. Sur quelques points même, l'introduction de la loi française serait le contraire d'un progrès : les Lorrains réclament le maintien des mesures de solidarité sociale qu'ils doivent au régime

antérieur, du statut qui garantit leurs fonctionnaires (tous leurs fonctionnaires, et non pas seulement comme en France les magistrats et les professeurs) contre les décisions arbitraires des bureaux administratifs, le maintien de la procédure civile actuellement en usage, du livre foncier, de certaines institutions commerciales dont ils sont satisfaits et qu'ils souhaitent à leurs nouveaux compatriotes de leur emprunter. Ils demandent aussi que les erreurs commises soient réparées, et d'abord que ceux d'entre eux dont la langue est l'allemand ne soient plus traités en citoyens inférieurs, exclus des fonctions de juré, obligés de se faire assister d'un interprète devant les tribunaux comme s'ils étaient des étrangers. M. Schuman a grand soin d'ajouter que ni lui ni ses amis ne songent à porter atteinte à l'unité nationale : « Toutes les lois, dit-il, se faisant à Paris où siégeront également les chefs du pouvoir exécutif, il ne saurait être question ni d'autonomie ni de fédéralisme. Nous ne voulons pas faire de l'Alsace ou de la Lorraine un État dans l'État. Ce que nous désirons, c'est que les lois et l'administration qu'on nous donnera tiennent compte, dans la mesure la plus large possible, de notre particularisme qui, d'après la parole de M. Millerand, nous a permis de nous conserver à la France. La République est une et indivisible, mais elle ne doit pas être uniforme. La démocratie bien comprise a des formes souples ; non seulement elle respecte la liberté individuelle, mais elle favorise les libertés régionales. Nous demandons pour nous et pour la France entière l'organisation d'un régime où nos provinces, suivant la formule de M. Clemenceau, renaîtraient à la vie d'une expansion indépendante.

La Lorraine vient de donner à la France une preuve éclatante de son attachement et de sa confiance. Il serait sage que la France répondît à cette confiance par une confiance égale, qu'elle ne se crût pas tenue, par vain souci d'uniformité, à violenter des cœurs qui s'ouvrent à elle. Les Lorrains sont convaincus qu'en défendant leurs traditions propres « au sein de la grande famille reconstituée, » qu'en se faisant les champions d'un régionalisme réfléchi, ils servent, en même temps que leurs intérêts, ceux de la patrie. Plus d'un Français, nous l'espérons, pensera comme eux.

PIERRE BRAUN.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie française : *L'Hérodienne*, pièce en trois actes en vers, par M. Albert du Bois. — Requête à Mme Bartet.

Le besoin se faisait-il sentir d'une autre *Bérénice* ? Nous avons celle de Racine : on pouvait s'y tenir. Je sais très bien que tous les sujets peuvent se reprendre et toutes les pièces se refaire, parce que tout change, les idées et les procédés d'art. Encore faut-il que l'œuvre nouvelle soit conçue de manière assez différente pour parer à toute possibilité de rapprochement. Peut-être, en effet, y avait-il moyen de mettre à la scène une autre Bérénice. La Bérénice de Racine ne ressemble guère à la Bérénice de l'histoire, et on sait à quel point nous sommes férus d'exactitude historique et de documentation rigoureuse! On aurait pu reconstituer la figure de la Bérénice réelle et l'opposer à l'image idéalisée que nous en ont donnée les poètes. Je lis dans la grande édition de Corneille par Marty-Laveaux, cette note savoureuse : « L'histoire nous montre Bérénice, fille d'Agrippa, roi de Judée, née l'an 28 de Jésus-Christ, comme une femme corrompue qui, après avoir épousé d'abord son oncle Hérode, roi de Chalcis, puis Polémon, roi de Cilicie, lequel s'était fait juif pour elle, fut répudiée par lui à cause des débordements auxquels elle se livrait. Titus, parvenu à l'empire à trente-neuf ans, jugea indispensable de s'en séparer : elle était alors âgée de cinquante et-un ans. » C'est la dernière aventure d'une femme galante, le banal abandon de la vieille maîtresse par l'amant plus jeune et qui, à la veille de s'établir, juge le moment venu de faire situation nette. Mais cette version n'est pas celle qui a été adoptée dans *l'Hérodienne* et, au surplus, je ne le regrette pas.

Dans *l'Hérodienne* comme dans *Bérénice*, il s'agit de deux parfaits amants, ornés de toutes les vertus et dignes de toutes les sympathies,

et obligés de sacrifier leur bel amour à la raison d'État. Alors, nous avons beau faire, les vers de l'ancienne *Bérénice*, — quelques-uns des plus passionnés qui soient dans notre langue,

> Dans l'Orient désert quel devint mon ennui!
> Je demeurai longtemps errant dans Césarée,
> Lieux charmants où mon cœur vous avait adorée...
>
> Que le jour recommence et que le jour finisse
> Sans que jamais Titus puisse voir Bérénice...

— chantent dans notre mémoire. Et cela nous gêne pour goûter les vers de la *Bérénice*, nouvelle manière.

Déjà notre grand Corneille avait éprouvé le danger d'un tel ressouvenir. On conteste aujourd'hui qu'Henriette d'Angleterre ait suggéré aux deux plus grands poètes tragiques de son temps un sujet où elle retrouvait quelques traits de l'histoire de son propre cœur, et qu'elle ait ainsi mis aux prises les deux illustres rivaux. Les légendes ont la vie dure et j'espère bien que celle-ci, qui est charmante, survivra à tous les efforts des érudits. Toujours est-il qu'une semaine après *Bérénice*, Corneille faisait représenter *Tite et Bérénice*. La pièce était encore très digne de « notre vieux Corneille, » et tels vers qu'on y relève, ceux par exemple de Domitie protestant qu'elle ne se pique pas

> Du ridicule honneur de savoir bien aimer;

ou ceux de Bérénice elle-même :

> C'est à force d'amour que je m'arrache au vôtre,
> Et je serais à vous si j'aimais comme une autre,

sont parmi les plus cornéliens qu'ait écrits Corneille. Mais pendant ces huit jours, l'opinion avait eu le temps de s'établir. Le succès d'estime fut pour *Tite et Bérénice* et le succès pour *Bérénice*. Quant à la postérité, elle a relégué *Tite et Bérénice* parmi les œuvres mortes, tant il est vrai que c'est toujours un jeu dangereux d'entrer en lutte avec un chef-d'œuvre! *Tite et Bérénice* est une pièce ingénieuse et bien faite, quoique les rôles de Domitian et de Domitie y tiennent trop de place; elle enferme de beaux vers et des morceaux charmants : tel ce couplet sur l'amour-propre et l'amour qui semble un écho poétique des *Maximes* de La Rochefoucauld... et il n'en est resté qu'une définition des deux galimatias, le simple et le double, que Boileau appuyait d'un exemple emprunté précisément à cette tragédie!

« En ce temps aussi, le renom et bruict de Bérénice estait grand : elle s'en alla à Rome en la compagnie de son frère Agrippa, et elle eut pour sa maison et demeure le Palais, où Titus l'entretenait, et cuidait-on qu'il la dût épouser, car déjà elle se comportait comme son épouse et femme légitime ; mais Titus ayant senti le vent que les Romains étaient malcontens de telles choses, la renvoya en son pays : aussi murmurait-on fort à Rome de leur accointance. » Cet extrait de l'abrégé de Dion Cassius par Xiphilin, dont Corneille cite le texte latin en tête de *Tite et Bérénice*, est encore, semble-t-il, le thème qui a servi pour *l'Hérodienne*. Nous voyons, au premier acte de la pièce nouvelle, Bérénice paraissant en public aux côtés de Titus et installée par son impérial amant dans une dignité déjà presque souveraine. Cela fait scandale. Les Romains sont « malcontents. » Et je trouve qu'ils ont joliment raison ! Mais M. Albert du Bois leur donne tort. C'est là le sens et la portée de sa pièce.

L'Hérodienne pourrait s'appeler *l'Étrangère* : ce serait son vrai titre. La fille du roi de Judée, la ci-devant reine de Chalcis et de Cilicie, représente l'Orient et sa civilisation, le cosmopolitisme et sa déliquescence, tout ce qui, — comme M. G. Ferrero le montre dans ses belles études sur *la Ruine de la Civilisation antique*, — était en train de miner l'édifice séculaire de la grandeur romaine. En voulant chasser l'étrangère, Rome ne fait que se défendre et cherche à éliminer le poison dont elle est déjà infectée. Nos écrivains du dix septième siècle, qui ne nous avaient pas attendus pour comprendre l'antiquité, l'avaient nettement vu. Leur Titus et même leur Bérénice ne songeaient pas à contester le droit de Rome et ne niaient pas qu'il fût supérieur au droit de leur passion. Ces amants fameux mettaient leur noblesse à sacrifier leur intérêt individuel à l'intérêt collectif d'une nationalité qui lutte et qui veut durer. Il en est autrement dans *l'Hérodienne*, et c'en est la principale nouveauté. Chaque fois qu'un personnage, homme ou femme, soldat, tribun ou simple littérateur, plaide la cause romaine, il le fait en des termes tels, avec tant de raideur, tant de dureté et d'intransigeance, qu'on a l'impression d'un incurable et aveugle entêtement, d'une brutalité rétrograde et farouche. L'auteur ne pardonne pas au peuple romain, ce peuple méchant qui se défend quand on l'attaque. Et il salue en Bérénice l'Annonciatrice de la fraternité des peuples, en Titus le Seigneur de la paix.

Alors, l'histoire ramenant, comme on sait, à des siècles de distance, d'étranges analogies de situation, il s'est produit, l'autre soir,

à la représentation, un phénomène assez singulier. M. Albert du Bois n'avait certes pas cherché cet effet et même n'avait pu le prévoir, puisque sa pièce était, paraît-il, écrite et reçue avant la guerre ; il ne pouvait deviner comment certaines tirades sonneraient dans l'atmosphère d'aujourd'hui. Elles y ont pris une sonorité déplorable. La pièce, qui met en présence l'idée de paix universelle et celle de guerre nationale, semble faite pour maudire celle-ci et exalter celle-là. Or, nous venons de les voir l'une et l'autre à l'œuvre. Aussi n'est-ce pas sans un certain malaise que nous avons entendu de violentes tirades contre la guerre, — qui nous a sauvés, et de douces hymnes en faveur de l'humanitarisme, — qui a failli nous faire passer sous le joug allemand. Je ne saurais dire à quel point cela m'a paru fâcheux.

Le second acte, qui a pour décor le temple de Janus, est rempli par des mouvements de foule. Si Bérénice parvient à traverser la foule sans être inquiétée, la preuve est faite et elle peut, sans danger, devenir impératrice. Si elle est huée et menacée, c'est la preuve contraire. La facilité avec laquelle se font les premiers pas de la reine à travers une foule étonnée de son audace, ravit Titus déjà tout plein d'espoir. Mais bientôt les murmures commencent, d'abord sourds et rasant la terre, et puis s'enflant et grandissant, et, sans cesse *rinforzando,* se déchaînent en tempête. A partir de ce moment, c'est un va et vient, une galopade, un flux et un reflux de groupes et de masses. La scène est en proie aux figurants... On connaît cette dramaturgie, qui remplace la psychologie par la figuration, hélas!

Le troisième acte est tout entier consacré aux adieux de Titus et de Bérénice. C'est l'acte de Bérénice. Mme Bartet y a été admirable, comme à son habitude, et à sa manière, qui n'appartient qu'à elle. Le public lui a fait une ovation. Je voudrais dire à la grande artiste tout ce que le public a mis dans cette ovation, et l'ardente requête que nous la prions d'y entendre.

On a annoncé que ce rôle était la dernière création de Mme Bartet et que l'inimitable interprète de Sophocle, de Racine et de Victor Hugo quitterait prochainement la Comédie-Française. Or, nous avons pu constater l'autre soir, ce dont au surplus nous ne doutions pas, que son beau talent n'a subi aucune atteinte et qu'il a gardé toute sa pureté intacte, sans défaillance et sans altération d'aucune sorte. C'est la même perfection, la même intelligence et la même pénétration qui va jusqu'à l'âme d'un rôle, la même harmonie de la voix, de l'attitude, de la physionomie et du geste. Et puis cette diction mer-

veilleuse, ce sentiment du rythme et de la cadence, des valeurs et des nuances, cet art de dire le vers, art délicat et profond, art qui s'en va et dont, à peu près seule aujourd'hui, depuis la retraite de Mme Sarah Bernhardt, Mme Bartet maintient la tradition!

Le départ de Mme Bartet créerait à la Comédie-Française un vide que, dans l'état actuel de la troupe, il serait impossible de combler. On y jouerait encore, sans trop de peine, les pièces modernes. Mais Antigone et Andromaque, Bérénice et Dona Sol y seraient sans voix. Pourquoi donc la grande artiste s'obstinerait-elle à quitter, en pleine possession de son talent, une scène qui a besoin d'elle? Certes nous comprenons ses scrupules, et ils lui font le plus grand honneur. Elle ne veut pas risquer d'être de celles qui se survivent à elles-mêmes. D'autres se sont attardées; elle, au contraire, devance l'heure... A nous de ne pas la laisser faire. Il y a, à la Comédie-Française, un administrateur, mieux placé que personne pour apprécier les services que rend l'exquise doyenne : avec une autorité toute particulière, il fera valoir les droits de la grande maison. Il y a les sociétaires pour qui c'est un honneur de jouer aux côtés d'une telle protagoniste: ils l'arrêteront au passage. Il y a la critique, soucieuse de conserver, le plus longtemps qu'il se pourra, une telle interprète à nos maîtres classiques. Il y a tous les lettrés dont l'unanime suffrage n'a jamais manqué à Mme Bartet et qui lui adressent leur vœu unanime. Ils n'admettront pas, nous n'admettrons pas qu'il puisse être question d'«adieux» de Mme Bartet. Si elle a donné sa démission, eh bien! le public la refuse : qu'elle la reprenne!

Voici mon dernier argument : il est, à lui seul, plus fort que tous les autres. Au lendemain de la guerre où nous avons lutté pour notre culture nationale, il importe que tous, — les aînés qui ont combattu pour l'intégrité de notre patrimoine littéraire, les jeunes gens qui veulent s'initier à la beauté de notre poésie, les étrangers qui viennent à Paris et y viendront de plus en plus, — entendent la musique du vers français divinement soupirée. Alors nous serions impardonnables de laisser partir celle qui est toujours la divine.

René Doumic.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'ÉLECTRON

Comment en étudiant les rapports de l'électricité et de la matière, on est arrivé récemment à cette conclusion que ce sont là deux choses identiques, et que toute la masse apparente des corps pourrait bien être uniquement une sorte de résultante de ses propriétés électriques ; comment d'autre part ces études ont permis de pénétrer la structure même de l'atome infiniment petit et de le disséquer avec une précision merveilleuse : c'est ce qu'il n'est pas très facile d'exposer dans le langage habituel et en laissant de côté l'utile secours des béquilles mathématiques. Je vais l'essayer cependant.

Les lecteurs qui sont un peu familiarisés avec la terminologie technique et les équations de la physique moderne trouveront un remarquable exposé de ces questions dans le bel ouvrage de Norman Robert Campbell qui vient d'être traduit en français (1). C'est aux autres que je m'adresse ici.

***

Il nous faut pour être clair remonter d'abord un peu en arrière. J'ai rappelé dans ma dernière chronique que déjà chez les philosophes grecs on trouve l'hypothèse que tous les corps matériels proviennent d'une seule et même substance primordiale, à laquelle ils sont réductibles, malgré leurs apparences diverses, un peu comme toutes les maisons de certaines villes du Nord sont, en dépit de leurs formes et dimensions variées, réductibles à cet élément primordial et commun à toutes : la brique. J'ai rappelé aussi comment toute la

(1) *La théorie électrique moderne* (théorie électronique). Traduit de l'anglais. Librairie scientifique A. Hermann, 6, rue de la Sorbonne.

chimie du XIXe siècle avait été fondée au contraire sur la croyance à la différence essentielle des divers éléments chimiques ; pour un Lavoisier, un Moissan, un Berthelot, un atome de fer était une chose *essentiellement* différente d'un atome d'or et n'ayant rien de commun avec lui, rien qui pût faire imaginer la possibilité, même théorique, d'un passage de l'un à l'autre. Les éléments, tels que les concevaient ces chimistes, étaient par leur nature indécomposables et partant intransmutables.

Pourtant, dès le siècle passé, diverses découvertes physiques ont apporté des arguments nouveaux en faveur de la divisibilité des atomes des éléments. Il convient à ce propos de remarquer combien le langage scientifique est quelquefois absurde..... au moins étymologiquement. Parler de la divisibilité d'un atome, c'est parler de diviser une chose qui, de par sa définition (ἀ, τέμνω) n'est pas divisible. Ainsi les mots comme les choses dévient souvent de la direction que leur avaient imprimée ceux qui les créèrent. Aussi, et négligeant, en faveur des règles de l'usage, celles de l'étymologie, définirons-nous, pour être clair, l'atome : la plus petite partie d'un élément chimique qui peut entrer en combinaison. Il est certain que pour désigner cela et ne pas préjuger de la nature exacte de cela, tout autre mot qu'atome conviendrait mieux. Mais l'usage est un tyran auquel il faut bon gré mal gré se soumettre quand on écrit, sinon quand on pense.

J'ai déjà expliqué naguère, à ceux qui veulent bien me lire ici, ce qu'est le spectre d'un corps chimique, et comment par exemple la lumière que produit le fer lorsqu'on fait éclater une étincelle électrique entre deux pointes de ce métal, est disséquée, après avoir été étalée par un prisme de verre, en toute une série de raies brillantes.

Ces raies placées les unes par rapport aux autres dans des positions invariables et dont les unes sont jaunes, les autres rouges, les autres vertes, violettes ou bleues, selon qu'elles se trouvent dans la région du spectre qui correspond à telle ou telle couleur de l'arc-en-ciel, forment un ensemble caractéristique du fer, de même que les diverses vibrations et harmoniques émises par un violon permettent d'identifier immédiatement cet instrument à l'exclusion de tout autre.

Les lecteurs se rappellent également, sans doute, comment cette particularité du spectre des divers corps, a permis d'analyser chimiquement, par leur lumière, les plus lointaines étoiles, et d'y retrouver, — merveille de l'unité universelle ! — les mêmes éléments, les mêmes métaux que notre terre cache dans ses flancs refroidis. Ils se rap-

pellent aussi, — et on ne saurait trop revenir sur ce fait si caractéristique de la puissance des méthodes scientifiques, — que l'analyse spectrale de la lumière du soleil a permis d'y découvrir, à 750 millions de kilomètres de notre œil, un élément chimique nouveau, l'*hélium*, de longues années avant qu'on ne le trouve dans l'air même que nous respirons.

Pour expliquer les raies diverses qui caractérisent un élément chimique donné, le fer par exemple, et dont chacune correspond à une vibration, de longueur donnée, de la lumière (de même que divers diapasons donnent des sons plus ou moins hauts), on a été obligé d'admettre que la particule infime de fer qui émet cette onde lumineuse vibre, tourne avec une vitesse prodigieuse, de telle sorte qu'une de ses vibrations correspond à la longueur de l'onde lumineuse émise. Mais comme le fer est caractérisé, non pas par une, mais par plusieurs raies spectrales lumineuses, on a été obligé d'en conclure que la particule qui émet ces raies ne subit pas une vibration unique et simple, mais une vibration très complexe, dans des sens et avec des vitesses diverses, de même que fait la corde d'un violon qui n'émet pas seulement un son donné, mais en même temps une foule d'harmoniques, superposées à ce son et qui précisément caractérisent le timbre de l'instrument. Mais, dans le cas de la corde de violon, on comprend qu'il puisse y avoir plusieurs sons superposés émis simultanément, car la corde n'est pas un bloc rigide, mais un objet souple dont chaque fraction, chaque centimètre, peut vibrer individuellement, indépendamment de l'ensemble, tout en participant à la vibration générale de celui-ci.

La même explication ne tient pas, ou du moins devient singulièrement insoutenable, s'il s'agit des vibrations d'une particule matérielle, d'un atome considéré comme rigide et indéformable, ainsi que le voulait la chimie classique... ou plutôt naguère classique. Cela est d'autant plus difficile à soutenir dans ce cas, que le nombre des raies spectrales émises par certains éléments, comme le fer précisément, est très grand et atteint plusieurs centaines.

De tout cela, certains physiciens qui aimaient à remonter des effets aux causes ont déduit dès le siècle passé que les diverses raies du spectre d'un corps donné devaient être dues non pas aux vibrations des atomes entiers, considérés comme rigides, insécables, indéformables, mais à celles de plus petites particules qui devaient constituer ces atomes. Dans cette conception, la multiplicité des raies d'un spectre donné devenait facilement explicable, chaque raie

correspondant à la vibration d'une des particules de l'atome donné et les diverses particules ayant des vibrations ou plutôt des révolutions variées, de même que les diverses planètes qui tournent autour du soleil ont besoin de temps variés (et constants pour chacune) pour faire une révolution complète.

Ainsi, dès longtemps, l'analyse spectrale conduisait, au moins théoriquement, à la possibilité de concevoir les atomes comme des microcosmes assez analogues aux systèmes sidéraux.

Mais enfin, à ce stade de la question, ce n'était encore là qu'une vue de l'esprit, qu'une hypothèse. Ou plutôt, et puisque, dans la science et surtout hors de la science, toute opinion n'est qu'hypothèse, celle-ci n'était fondée que sur assez peu de chose, encore qu'ingénieuse.

Les admirables recherches des physiciens hollandais Zeeman et Lorentz sont venues élargir singulièrement la base que l'analyse spectrale avait fournie à la théorie corpusculaire des atomes, autrement dit, à l'hypothèse d'après laquelle tous les atomes des divers éléments chimiques, si dissemblables soient-ils, sont formés par l'assemblage de corpuscules répartis et organisés diversement dans ces divers atomes, mais identiques entre eux.

On sait que les ondes hertziennes de la télégraphie sans fil ont des propriétés identiques à celles des ondes de la lumière et se propagent comme celles-ci dans l'éther et avec la même vitesse. Or, les ondes hertziennes que nous employons sont produites par des moyens électriques que tout le monde a vus en action dans les postes de la T. S. F. ; elles y sont créées par des appareils électriques ou pour mieux dire électro-magnétiques, c'est-à-dire dans lesquels l'électricité agit à la fois à l'état statique, comme on dit, c'est-à-dire en chargeant certaines parties des appareils, et à l'état dynamique, c'est-à-dire sous la forme de courant. Ces appareils sont des oscillateurs électriques. Ces détails, d'ailleurs, n'importent guère ici. Ce que nous en voulons déduire seulement, pour la clarté de notre exposé, c'est que, puisque la lumière est d'une nature identique aux ondes hertziennes, il est assez naturel de penser qu'elle doit, ou du moins peut être produite d'une manière analogue à celles-ci, c'est-à-dire par de petits oscillateurs électriques. La seule ou du moins la principale différence doit être que, puisque les ondes hertziennes sont beaucoup plus grandes que les ondes lumineuses, de même les oscillateurs supposés qui produisent la lumière doivent être beaucoup plus petits que ceux qui, dans nos laboratoires, produisent les

ondes hertziennes. Et alors, une simple règle de trois montre que les petits oscillateurs hypothétiques qui produisent la lumière doivent être de l'ordre de grandeur des dimensions moléculaires et atomiques, c'est-à-dire d'une extrême petitesse, ainsi qu'il ressort des chiffres indiqués dans ma dernière chronique.

On remarquera que, dans le raisonnement précédent, qui est seulement destiné à projeter quelque lumière un peu artificielle sur ce difficile exposé, je pars des propriétés des ondes hertziennes pour en conclure à l'origine électrique, ou, comme on dit, électromagnétique de la lumière. C'est la marche exactement inverse qu'a suivie le grand physicien anglais Maxwell lorsqu'il a fondé, au milieu du siècle passé, sa géniale théorie électromagnétique de la lumière dont la fécondité a été prouvée depuis par les découvertes qu'elle a amenées. C'est en effet de la théorie de Maxwell que sont nées les immortelles expériences de Hertz et la découverte par celui-ci des ondes auxquelles il a donné son nom et qui sont aujourd'hui les messagères subtiles de la T. S. F.

De tout cela on conçoit donc que certains physiciens aient été amenés à conclure que les petites particules ultimes dont la vibration à l'intérieur des atomes était supposée produire les raies du spectre lumineux doivent être des particules chargées d'électricité. En particulier, le grand physicien Lorentz a déduit de cela toute une théorie de la lumière émise par les divers corps. Je n'entrerai pas dans les détails de cette théorie et n'en retiendrai qu'un point, — le principal, sinon le seul, qui se rapporte à notre sujet : — si les diverses radiations lumineuses produites par un atome donné sont causées par les vibrations des divers corpuscules entrant dans la formation de cet atome ; si d'autre part ces corpuscules sont de petits oscillateurs électriques, c'est-à-dire portent des charges électriques, il doit se produire la conséquence suivante : lorsqu'on place cet atome dans ce qu'on appelle un champ magnétique, c'est-à-dire par exemple, près des pôles d'un puissant électro-aimant [analogue, à la puissance près, à celui de nos sonneries d'appartement], la nature des diverses ondes lumineuses émises par les corpuscules de cet atome doit être modifiée d'une certaine manière. On sait en effet que lorsqu'un aimant, un champ magnétique, comme disent les physiciens, agit sur un corps chargé d'électricité et en mouvement, il modifie le mouvement de ce corps et le ralentit ou l'accélère selon sa direction et selon qu'il est chargé d'électricité positive ou négative.

Lorentz en a déduit que les raies lumineuses qui caractérisent la

lumière d'un élément donné, par exemple les deux raies jaunes, caractéristiques du sodium, qu'on trouve dans la flamme d'un bec Bunsen, doivent être déplacées, et même dans certains cas dédoublées ou détriplées lorsqu'on place cette flamme entre les pôles d'un électro-aimant.

Or, toutes ces prévisions théoriques ont été expérimentalement vérifiées, — à quelques détails près sur lesquels ce n'est pas le lieu d'insister, — au cours d'expériences admirables réalisées par le physicien Zeeman. Cette concordance entre les faits et les vues théoriques les plus audacieuses à la fois et les plus précises a apporté une base solide et nouvelle aux hypothèses d'où découlaient ces vues théoriques, et en particulier à la conception de plus en plus évidente d'après laquelle les atomes sont réellement formés de petites particules gravitant à de folles vitesses et chargées d'électricité.

Le phénomène découvert par Zeeman, le phénomène de Zeeman, comme on l'appelle partout maintenant, c'est-à-dire le déplacement et la subdivision des raies spectrales des corps sous l'action d'un champ magnétique, a d'ailleurs eu d'innombrables autres conséquences. Notamment, ainsi que je l'ai exposé ici même en 1914, il a permis de déterminer et de calculer exactement le champ magnétique général du soleil et celui que forment les tourbillons électrisés des taches solaires.

Mais si nous revenons à la constitution des atomes, il nous reste à montrer que, sur un point d'extrême importance, le phénomène de Zeeman a apporté des clartés définitives et imprévues, et de toutes parts confirmées depuis par d'autres méthodes :

Tout d'abord, on a déduit du sens dans lequel les raies spectrales des éléments chimiques sont déviées et dédoublées, et des propriétés particulières de ces raies, que les corpuscules auxquels sont dues les radiations produites sont chargés d'électricité négative, pour la grande majorité au moins.

Ensuite, en comparant et en mesurant, avec des appareils de précision, la quantité dont sont déplacées les raies des éléments chimiques les plus divers dans un même champ magnétique, on en a déduit que la charge électrique du corpuscule vibrant, ou plutôt sa masse, ou plus exactement encore, le rapport de ces deux quantités *a toujours la même valeur quel que soit l'élément chimique considéré.* Par conséquent, les petits corpuscules chargés d'électricité négative et qui, dans tous les éléments examinés, produisent par leurs vibrations les radiations lumineuses sont toujours identiques entre eux. Ces

corpuscules sont donc les constituants communs de tous les éléments chimiques. On les a appelés les « électrons, » suivant l'heureuse expression employée pour la première fois par le physicien anglais Johnstone Stoney.

En résumé, les données les plus précises de l'analyse spectrale de la lumière ont conduit à cette conclusion que les atomes des différentes substances chimiques, loin d'être des objets insécables et invariables, ayant une individualité propre, sont en réalité constituées notamment par l'arrangement d'un certain nombre d'électrons identiques, dont le nombre et l'arrangement seuls varient d'une substance à l'autre, cet arrangement pouvant d'ailleurs être modifié par des actions extérieures comme celle des aimants.

Ainsi l'analyse spectrale, cette dissection subtile de la lumière, cette science qui fait parler les ondes muettes et minuscules du rayonnement, après nous avoir dévoilé les secrets des lointaines étoiles, nous fait pénétrer dans les arcanes des atomes : après l'infiniment grand, elle nous dévoile l'infiniment petit, et chose prodigieuse, elle nous montre dès maintenant celui-ci semblable à celui-là, avec des astres qui dans l'atome, comme dans un système stellaire, gravitent dans des orbites fermées et stables.

Mais tous ces beaux résultats n'auraient pas suffi peut-être à battre en brèche l'atomisme classique ; ils n'auraient pas suffi en tout cas à emporter la conviction des douteurs ; car en matière de vérité scientifique, on n'a pas assez prouvé quand on a prouvé dix fois ; c'est cent fois, c'est mille fois qu'il faut démontrer, puisque nous sommes dans le domaine du démontrable.

Nous allons voir que d'autres voies, parties d'ailleurs, de très loin, de régions très différentes de la physique et de la chimie, sont venues converger au même point où nous a conduits le chemin que nous venons de parcourir. Ce carrefour, ce lieu géométrique des expériences et des recherches les plus dissemblables c'est la théorie électronique de la matière, qui, nous le verrons, semble aujourd'hui assise sur des bases inébranlables et dont les conséquences, pour la connaissance de la nature tout entière sont prodigieuses, presque incroyables et plongent jusqu'au bord de l'abîme sans nom où la physique et la métaphysique mêlent leurs torrents obscurs.

Voici une autre série d'expériences qui a conduit à la notion de l'électron, de ce que Helmholtz appelait, dès 1880, l'atome d'électricité. Faisons passer le courant d'une pile électrique dans une cuvette contenant de l'eau avec, en solution, un sel ou un acide, et

de telle sorte que le courant électrique arrive dans la cuve par une petite lame métallique qui y plonge et en ressort par une autre lame métallique. Si le sel en solution dans l'eau est par exemple du sulfate de cuivre, on observe que du cuivre se déposera sur l'une des lames, tandis que le restant du sulfate (c'est-à-dire l'acide sulfurique) se dégage sur l'autre lame.

Tout se passe comme si la combinaison acide sulfurique-cuivre s'était trouvée dédoublée dans la solution, en deux parties qu'on appelle des *ions* (ιων = qui voyage, qui se déplace), dont l'une chargée d'électricité négative remonte le courant électrique, dont l'autre chargée d'électricité positive le descend. Ce phénomène qui est très général et qu'on appelle l'électrolyse des solutions est utilisé par l'industrie dans la galvanoplastie pour fixer des couches métalliques (au moyen d'une solution d'un sel du métal considéré) sur des objets variés.

Ce qui est remarquable dans ce phénomène, c'est ceci : c'est que si on fait passer, dans des conditions convenables, un courant électrique donné à travers des solutions des métaux les plus divers, la quantité des divers métaux charriés par le courant en un temps donné est proportionnel à ce que j'ai appelé dans ma dernière chronique le poids moléculaire de ces métaux. Par conséquent, la quantité d'électricité transportée par une molécule-gramme d'un corps quelconque est la même; par conséquent, il existe une charge élémentaire d'électricité qui est transportée par les « ions » de tous les corps en solution électrolytique. Comme nous connaissons la quantité d'électricité qui est nécessaire pour transporter une molécule-gramme d'un corps, il nous suffira de connaître exactement le nombre N (que j'ai établi dans ma dernière chronique) des molécules contenues dans une molécule-gramme pour connaître la charge réelle d'électricité transportée par un ion élémentaire. Mais dès maintenant ces expériences nous conduisent elles aussi et par une voie indirecte à la notion d'un *atome d'électricité* commun à tous les corps.

L'idée que l'électricité pût avoir une structure continue, une structure granulaire a longtemps paru choquante à beaucoup d'hommes de science, et on a vu renaître au sujet de la nature de l'électricité, les mêmes controverses qui, au sujet de la matière, avaient, depuis des siècles, séparé ceux qui la croyaient continue, et ceux pour qui elle est discontinue. Mais tandis que pour la matière la question pouvait et devait évidemment se poser, le sens commun était

d'abord un peu heurté par l'idée que l'électricité, cette chose qui coule le long des fils métalliques, cette chose qu'on appelle encore couramment le *fluide électrique*, pût être fragmentée et constituée en réalité par des particules séparées et indivises. Telle était pourtant la vérité qu'ont établie les recherches récentes.

Les adversaires de la théorie corpusculaire de l'électricité ont longtemps soutenu, notamment, qu'il y avait une différence essentielle entre l'électricité statique (celle qui charge la bouteille de Leyde) et l'électricité dynamique (celle des courants d'éclairage). On pensait qu'un corps chargé d'électricité statique ne pouvait en aucun cas se comporter comme un courant électrique. Les expériences célèbres du physicien américain Rowland ont montré qu'il n'en est rien et qu'un corps électrisé en mouvement a les mêmes propriétés, et, en particulier dévie les aimants, comme un courant. Rien à ce point de vue, n'empêchait donc plus de considérer les courants électriques auxquels nous sommes habitués comme pouvant être constitués par un flux de petites particules, de granules d'électricité en mouvement et se déplaçant à l'intérieur des métaux, comme les ions dont nous venons de parler se déplacent à l'intérieur des solutions électrolytiques. On imaginait difficilement cependant, comment des granules électriques pouvaient se déplacer à l'intérieur de la masse compacte d'un fil métallique. L'extrême petitesse des électrons, par rapport aux dimensions des molécules métalliques, petitesse dont je donnerai une idée ci-dessous, est venue lever cette dernière difficulté et on conçoit parfaitement aujourd'hui que les interstices moléculaires des métaux puissent être parcourus par un flux d'électrons aussi facilement... et plus facilement même, que les interstices de nos maisons, les rues sont parcourues par les piétons et les voitures.

L'étude de ces singulières radiations que sont les rayons cathodiques est venue apporter la plus belle, la plus convaincante des démonstrations qu'on pût souhaiter de la nature corpusculaire de l'électricité et de l'existence des « électrons » constituants communs de tous les corps.

Depuis les découvertes de Hittorf qui datent d'un demi-siècle déjà (1869), on sait que lorsqu'on fait passer une décharge électrique dans un tube de verre où l'on a fait un vide assez avancé (de manière à y réduire la pression à moins d'un millième de millimètre, c'est-à-dire à un millionième d'atmosphère environ), on observe dans l'obscurité une phosphorescence verte sur une partie du tube. Cette phosphorescence est produite par des rayons particuliers qui

partent de l'électrode négative du tube qu'on appelle cathode. De là, le nom de rayons cathodiques qu'on leur a donnés; ces rayons sont déviés par un aimant et aussi par le voisinage d'un corps électrisé, comme on peut le constater par le déplacement de la tache phosphorescente de l'ampoule de verre.

Dès 1886, sir William Crookes, l'illustre physicien que vient de perdre l'Angleterre, avait supposé que ces rayons cathodiques sont formés par de petits projectiles chargés d'électricité négative, et qui par conséquent sont repoussés avec force par la cathode, qui est elle-même chargée d'électricité négative (on sait que les électricités de même nom se repoussent). Ces petits projectiles repoussés ainsi avec violence acquièrent une grande vitesse, et se propagent sans difficulté à travers l'air extrêmement raréfié du tube. Cette hypothèse a été depuis lors entièrement vérifiée, notamment à la suite d'expériences de Lénard et de Jean Perrin qui ont montré que les rayons cathodiques peuvent sortir du tube producteur à travers une feuille métallique extrêmement mince et qu'ils charrient alors avec eux à l'extérieur une certaine quantité mesurable d'électricité négative.

Rappelons en passant (car c'est là la principale application pratique de ces rayons) que tout obstacle frappé par les rayons cathodiques émet les rayons X qu'a découverts Rœntgen en 1895.

Les rayons cathodiques étant donc des traînées rapides de petits corpuscules chargés d'électricité négative, on comprend, d'après ce que nous avons déjà vu, que l'approche d'un aimant ou d'un corps électrisé doive dévier, comme on le constate, et infléchir la trajectoire de ces rayons.

Quelle est la masse d'une de ces petites particules qui constituent les rayons cathodiques? Quelle est la valeur de la charge électrique négative qu'elle transporte? C'est ce qu'on s'est longtemps demandé sans trouver une méthode propre à le faire connaître.

Il appartenait à un brillant physicien anglais, J.-J. Thomson, de résoudre le premier cet important problème.

La méthode employée par lui est très difficile, et même impossible à exposer sans le secours de quelques équations. Je me bornerai donc à en dire que la déviation des rayons cathodiques par un corps électrisé n'a pas les mêmes caractères que leur déviation par un aimant. C'est en comparant ces deux déviations dans des conditions données que M. J.-J. Thomson a opéré. Il est arrivé ainsi aux résultats suivants qui tous ont été depuis vérifiés, confirmés par des

méthodes indépendantes et concordantes. On peut les considérer comme définitivement établis :

Tout d'abord, la vitesse des particules qui constituent les rayons cathodiques dans un tube de Crookes est énorme : elle dépasse fréquemment 50 000 kilomètres par seconde dans un tube ordinaire, et peut être même très supérieure à cette valeur et voisine de la vitesse de la lumière (300 000 kilomètres par seconde), tout en lui restant toujours inférieure, nous verrons pourquoi. Cette vitesse dépend naturellement beaucoup de la différence de potentiel, c'est-à-dire de niveau électrique, de la décharge produite dans le tube de Crookes, de même que la vitesse d'un corps qui tombe dépend de la hauteur de chute.

J.-J. Thomson n'a pas pu déterminer directement la masse, ni la charge électrique des corpuscules cathodiques; mais il a déterminé exactement le rapport de ces deux quantités qu'on est convenu d'écrire e/m (e = charge électrique d'un corpuscule, m = masse du corpuscule).

Or, on constate ce fait remarquable que la valeur de e/m est toujours la même, quelles que soient la nature et la vitesse des rayons cathodiques produits. Quel que soit le métal dont est fait la cathode du tube à vide (cuivre, fer, platine, etc.), quel que soit le gaz contenu dans le tube (air, azote, hydrogène, etc.), la valeur du rapport e/m est toujours numériquement la même. Thomson, pour expliquer ce résultat, a supposé aussitôt que les petits projectiles cathodiques sont toujours identiques, quelle que soit la matière dont ils proviennent, et que, par conséquent, ils sont un constituant universel commun aux atomes de tous les corps. Telle est précisément la conclusion à laquelle l'analyse spectrale et le phénomène de Zeeman nous avaient déjà conduits. Mais ce qui est tout à fait frappant, c'est que la valeur du rapport e/m déterminé par les rayons cathodiques coïncide exactement avec celle qu'on avait déduite de l'analyse spectrale. Ainsi les « corpuscules » de Thomson sont identiques aux « électrons » de Lorentz.

Tous les faits ultérieurs, et ils sont nombreux, n'ont fait que confirmer rigoureusement ces résultats.

Enfin Thomson a remarqué que la valeur du rapport e/m déterminée par les rayons cathodiques est exactement 1830 fois plus grande que n'est le rapport de la charge à la masse d'un ion, d'un ion hydrogène, par exemple, dans le phénomène de l'électrolyse dont nous avons parlé plus haut.

Il n'y a qu'une explication plausible de cela (les autres étant exclues par le raisonnement et les faits et par conséquent ne valant pas d'être rapportées ici) : c'est que la masse d'un corpuscule cathodique, d'un électron, est 1830 fois plus petite que celle de l'atome d'hydrogène.

Or, des chiffres que j'ai donnés dans ma dernière chronique relativement au nombre N des molécules contenues dans une molécule-gramme d'un corps quelconque, on peut déduire immédiatement le poids d'une molécule d'hydrogène, et par conséquent celle d'un atome de ce corps qui en est la moitié. En divisant ce nombre par 1830, on trouve que le poids ou plutôt la masse d'un électron est égale à peine à la milliardième partie du milliardième d'un milliardième d'un gramme.

Telle est la masse de la particule ultime qui entre dans la construction de tous les corps connus, de cette brique minuscule commune à tous les édifices atomiques et chimiques, de cet électron que le physicien moderne, à force de prodigieuse ingéniosité, est allé saisir et peser sous les voiles épais de l'invisible.

Cette masse ultime dont l'agglomération forme tous les objets, tous les corps sensibles qui constituent ce monde étrange, cette masse infime, mais que nous pouvions croire réelle, malgré tout et tangible au moins mentalement dans sa petitesse, nous l'allons voir à son tour s'évanouir tout entière, en laissant notre esprit bouleversé sur les ruines de tant de conceptions qu'on avait crues éternellement évidentes. Au bout de cette course effrénée à travers les merveilles décevantes de la physique moderne, il nous restera dans l'ordre des faits, bien des phénomènes étranges et riches d'applications utiles ; dans l'ordre des idées il nous restera le doute, ce grand charmeur de ceux qui aiment le mystère. Ce ne sera pas peu.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le Conseil Suprême avait fixé au 1er décembre la date où le Traité de Versailles entrerait en vigueur : il avait compté sans l'Allemagne. La résolution qu'il avait prise était cependant sage et elle était nécessaire. Le régime provisoire d'armistice dure encore. Lorsqu'il cessera, l'application du traité entraînera une série d'actes d'ordre politique, économique et militaire, qui intéressent presque toutes les nations. C'est à ce résultat, attendu depuis longtemps, que les Alliés voulaient aboutir. Mais le 1er décembre a passé sans que le Conseil Suprême ait pu suivre jusqu'au bout le programme qu'il avait tracé. Au dernier moment, l'Allemagne volontairement a retardé la paix.

Pour que le traité entrât en vigueur, il y avait, avant l'échange des ratifications qui est une simple formalité, deux accords à conclure : il fallait signer un protocole final pour liquider la période d'armistice et pour fixer les obligations que l'Allemagne n'a pas remplies depuis le 11 novembre 1918 ; il fallait en outre arrêter les conventions relatives aux territoires de l'Est de l'Allemagne, afin d'assurer le fonctionnement des commissions qui auront charge d'organiser les plébiscites ou de surveiller le départ des troupes allemandes, conformément aux décisions de la Conférence de la Paix. L'Allemagne a voulu ajourner la signature de ces deux accords. Ce n'est pourtant pas le temps de la réflexion qui lui a manqué. Dès le 1er novembre, elle avait été mise en possession des textes par le Conseil Suprême. C'est le 19 novembre seulement qu'une mission composée de M. Simson, plénipotentiaire, et de conseillers techniques est arrivée à Paris. L'œuvre qu'elle devait accomplir n'était ni longue ni compliquée ; M. Simson et ses collaborateurs avaient eu plus de quinze jours pour étudier les questions. Or quarante-huit heures après son arrivée, la mission allemande annonçait qu'elle repartait. M. de Lersner, chef de la délégation allemande qui réside à Paris, prévenait le Conseil

suprême que M. Simson était allé faire un rapport oral à Berlin et demandait que la séance annoncée fût retardée jusqu'au retour des experts. Dans les jours suivants, le gouvernement allemand envoyait deux notes aussi surprenantes par le contenu que par le ton.

Les prétextes invoqués par l'Allemagne pour prolonger la discussion touchent à l'affaire de Scapa-Flow et à la situation des prisonniers allemands retenus en France. Il n'est pas besoin d'en faire un examen détaillé pour connaître ce qu'ils valent. Le gouvernement de Berlin trouve que les sacrifices que le Conseil suprême lui demande en compensation des navires coulés à Scapa-Flow sont trop lourds et assure que sa navigation et son commerce seront ruinés, s'il est obligé de livrer tout le matériel qui lui est réclamé. Il se plaint ensuite, comme s'il était lésé, et parfois sur un ton d'accusateur, de ce que les prisonniers allemands qui sont encore en France y restent jusqu'à la mise en vigueur du traité. Mais pour régler ces deux questions, l'Allemagne avait un moyen simple : c'était de faire exposer par ses conseillers techniques les arguments qui concernent sa situation maritime, et c'était de faciliter la mise en vigueur du traité, qui aura pour conséquence immédiate le renvoi des prisonniers. Elle a fait exactement le contraire. Elle a retiré à ses experts toute occasion de s'expliquer en les rappelant, et elle a consciemment empêché l'application de la paix, qui lui aurait rendu les prisonniers qu'elle réclamait. On voit assez pourquoi. En affectant de prendre le rôle de victime, elle a essayé d'exciter l'opinion allemande contre les Alliés, en particulier contre la France. En dirigeant ses plaintes tantôt contre l'Angleterre, à propos de Scapa-Flow, et tantôt contre nous, à propos des prisonniers, elle a espéré jeter quelque trouble dans le Conseil suprême, et, selon une vieille méthode allemande, faire naître des divergences entre les Puissances qui l'ont battue.

Il y a autre chose dans la manœuvre allemande, et c'est peut-être le plus important. La mise en vigueur du traité de paix obligera le gouvernement de Berlin à livrer les Allemands qui se sont rendus coupables de crimes durant la guerre. Cette heure de l'expiation sera aussi l'heure de l'humiliation et de la déchéance pour le militarisme germanique. Le jour où les représentants les plus notoires du système pangermaniste seront extradés et jugés comme des criminels, le régime militaire de l'Empire qui a fait la guerre aura reçu un coup mortel. S'il y a quelque chance pour que l'Allemagne se renouvelle un jour moralement, c'est par l'effet de l'application complète

du traité de Versailles qu'elle y parviendra. C'est pour cette raison que les partis impérialistes, inquiets, se sont efforcés de gagner du temps. Et c'est pour cette raison aussi que les Alliés ne peuvent pas supporter ces procédures dilatoires. L'Allemagne subit l'influence de ses anciens dirigeants; elle ne néglige rien pour s'armer; elle cherche à éluder des causes essentielles du traité; elle est encore assez peu informée de ses responsabilités pour ne pas réclamer d'elle-même la punition des coupables. Un énergique rappel à l'ordre était nécessaire, et il a été adressé à Berlin par le Conseil suprême. Mais sera-t-il suffisant? Des paroles, même vigoureuses, pourront-elles persuader un gouvernement menacé d'une crise intérieure, et incliné vers le militarisme? Une note, si elle n'est pas appuyée par des mesures de coercition, ramènera-t-elle l'Allemagne encore arrogante au sentiment de sa défaite?

Les événements de Berlin rendent plus utile que jamais l'union des puissances alliées et associées. Ils expliqueraient à eux seuls avec quelle attention toute l'Europe a suivi en ces derniers temps la discussion engagée en Amérique autour du traité de paix. Il n'est pas impossible qu'à Berlin même les nouvelles venues de Washington aient encouragé le gouvernement à retarder la signature du traité et à attendre les circonstances qui pourraient se présenter. Le Sénat américain, après plusieurs semaines de discussion, n'est pas arrivé à conclure: il semble partagé en deux partis dont l'un est trop faible pour faire ratifier le traité, et dont l'autre n'est pas assez fort pour le faire modifier. Le débat a été interrompu sans qu'intervienne une solution qui paraît être, à première vue, à la fois impossible et nécessaire. On comprend que devant une situation aussi confuse, l'opinion européenne soit un peu déconcertée. Elle se rappelle le magnifique exemple donné au monde par les États-Unis, quand ils sont entrés dans la guerre pour défendre l'intérêt supérieur de la liberté et du droit et quand ils ont repris pour leur compte l'admirable parole de La Fayette à Silas Deane : « Il faut montrer de la confiance : c'est dans le danger que j'aime à partager votre fortune. » Elle a quelque peine à saisir pourquoi aujourd'hui ce même peuple paraît hésiter à achever son œuvre. Au moment de consacrer la victoire à laquelle elle a si puissamment contribué et de ratifier un traité qui a été élaboré sous l'inspiration de son représentant, l'Amérique lui semble incertaine. De là à imaginer qu'un changement s'est produit dans l'esprit américain, la transition serait facile, et elle risquerait de faire

trop pour un public simpliste ou insuffisamment informé. Ce malentendu, qui serait si sérieux, ne se produira pas, hâtons-nous de l'ajouter. Les faits finissent toujours par l'emporter sur les impressions et les raisonnements. La discussion du traité de paix aux États-Unis, malgré les difficultés et les obscurités de l'heure présente, aura un terme et, nous en gardons la conviction, une conclusion claire.

Dans le débat qui se poursuit à Washington, il existe deux éléments essentiels, qui sont d'ailleurs étroitement liés l'un à l'autre ; il y a, à propos du traité de paix, une question de politique intérieure, et une question de politique extérieure. Le président Wilson nous est apparu, ainsi que nos hommes d'État apparaissent sans doute aux États-Unis, comme le chef incontesté de la nation américaine. Nous ne nous sommes pas mêlés de savoir quelles étaient les forces respectives du parti qu'il représentait et de celui qui l'avait jadis combattu. Dans tous les pays, les hommes qui détiennent le pouvoir ont eu leurs amis et leurs adversaires ; mais dans tous les pays, ils représentent, quand ils sont au gouvernement, la nation tout entière. Or, M. Wilson, lorsqu'il a été élevé en 1912 à la Présidence des États Unis par le parti démocrate, s'est trouvé dans une situation toute particulière. C'était la première fois depuis vingt ans que le parti démocrate enlevait au parti républicain la première magistrature de l'État. Ces changements ne s'opèrent pas sans qu'il en reste bien des souvenirs et bien des oppositions. La guerre européenne a rendu plus délicate encore la position de M. Wilson. Il a été amené par les affaires internationales et par la nécessité de défendre la sécurité et l'honneur des États-Unis, à prendre des mesures que les républicains considéraient comme relevant de leur politique plus que de la sienne. Il leur a ainsi donné l'impression qu'il utilisait leurs idées et leurs forces sans reconnaître leur prévoyance. Lorsqu'enfin il a réussi, avec beaucoup de volonté, de suite et d'adresse dans les desseins, à faire comprendre à son propre parti le rôle que l'Amérique devait jouer, lorsqu'il est entré en guerre, les États-Unis ont donné à leur représentant des pouvoirs illimités. La nation américaine s'est rappelé le mot profond du président Lincoln : « Il est douteux qu'une démocratie puisse conduire à bonne fin une grande guerre. » Faisant preuve d'une éducation politique très sûre, elle a tout remis dans les mains du chef de l'État. Le président Wilson s'est servi de sa toute-puissance : il a fait la guerre; il a contribué à la gagner; il a fait la paix. Il a agi seul, selon des idées généreuses sans doute, mais selon ses manières personnelles de penser, sans consulter les

Chambres ni personne, enveloppé d'un certain mystère. Aujourd'hui les États-Unis sont invités à approuver son œuvre : ils examinent et discutent.

Il est arrivé quelque chose d'analogue dans les autres pays, avec toutes les différences que peuvent amener les usages et les lieux. Si le public américain est quelque peu étonné, ou fait des réserves en constatant ce qui a été accompli en son nom, il passe par des sentiments qu'ont eus les autres peuples. La guerre et la paix ont posé à toutes les nations démocratiques un très grand problème : elles ont fait apparaître à la fois la difficulté qu'éprouvent les gouvernements à agir sur la place publique à certaines heures graves, et la difficulté qu'éprouvent les démocraties à remettre leur sort entre les mains d'un petit nombre d'hommes qui ne leur disent pas ce qu'ils font. Au cours de la guerre, on a vu des gouvernements s'efforcer de tenir compte de l'une et de l'autre en associant à leurs décisions quelques commissions parlementaires. Au cours de la Conférence de la paix, on n'a rien vu de pareil. M. le président Wilson aurait probablement évité certaines oppositions qu'il rencontre aujourd'hui si, lorsqu'il s'est absenté de Paris pour retourner en Amérique il avait indiqué les grandes lignes de son dessein, ou si à son retour il avait associé au travail de la délégation quelques représentants du parti républicain; il les a systématiquement ignorés. Aujourd'hui les républicains lui font sentir son erreur; ils n'étaient pas bien disposés pour lui, ils ne le sont pas davantage pour son œuvre. Ils prétendent n'y reconnaître ni la pensée ni la politique américaines. C'est peut-être d'ailleurs une volonté du destin qu'à certaines périodes historiques les nations soient représentées par des individualités si marquées et si puissantes qu'elles paraissent en relief sur le plan de ces nations mêmes. Ni M. Lloyd George, ni M. Sonnino, ni M. Clemenceau, malgré tant d'aspects si français de son caractère, n'ont une figure très répandue dans le peuple dont ils ont défendu et symbolisé les intérêts. Mais de quel poids peuvent peser ces considérations quand il s'agit d'un traité qui touche l'avenir de l'univers? Le Parlement dans notre pays ne s'est pas privé d'user librement et largement du droit de critique; il n'en a pas moins, après avoir dit son avis, ratifié le traité. Entre les combinaisons de la politique intérieure, si importantes soient-elles, et le sort d'un document qui est destiné à assurer la paix du monde, il n'est pas de commune mesure. C'est une vérité qui est à la fois d'ordre pratique et d'ordre moral. Pas plus qu'aux peuples d'Europe, elle n'a dû assurément échapper à la raison et à la conscience des États-Unis.

Aussi ces affaires de parti expliquent-elles davantage les conditions et l'atmosphère dans lesquelles se déroule la discussion que la discussion elle-même. Le sujet essentiel du débat touche à la politique extérieure. Le traité de paix contient un article qui se heurte à la constitution américaine, et c'est sur ce point précis que porte principalement toute la controverse du Sénat. Aux termes de l'article 10 du Traité de Versailles, les États-Unis sont tenus de maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance de tout peuple membre de la Société des nations, qui ferait appel à cette Société et qui serait appuyé par elle. Or, d'après la Constitution américaine, le Congrès a seul le droit de déclarer la guerre. Tout l'effort des sénateurs républicains consiste à démontrer qu'en fait l'article 10 du traité de paix dépossède le Congrès du droit qui lui est reconnu par la Constitution et qu'il transfère à la Société des nations le pouvoir d'engager les États-Unis dans une guerre. On pourrait à cet égard remarquer que l'opposition signalée entre le texte du traité et le texte de la constitution a une importance théorique plutôt que réelle : il est évident qu'en pratique la Société des Nations, encore dans un état élémentaire et dépourvue de moyens d'action propres, ne risquera pas un vain appel à un peuple dont elle ne connaîtra pas avec certitude les dispositions. Mais à ne considérer que la lettre du traité, le parti républicain a beau jeu pour en tirer argument, élever l'objection constitutionnelle et réclamer une interprétation des conditions où le traité pourra fonctionner. Il tient d'autant plus à s'expliquer complètement que M. Wilson avait évité de le faire, et le silence même du Président sur un sujet si grave lui paraît énigmatique. Comment supposer, en effet, que M. Wilson n'a pas été le premier à prévoir les difficultés que soulèverait l'article 10? C'est un juriste renommé; il a écrit jadis sur « le gouvernement par le Congrès » un ouvrage qui a fait autorité. On ne peut guère croire que l'objection formulée par les républicains lui ait échappé. On imagine plus volontiers que, pour la surmonter, il a préféré recourir, non à une discussion préliminaire de théorie, mais à la force des faits accomplis. Dans son livre publié bien des années avant la guerre, M. Wilson a eu comme la prescience de la discussion qui se poursuit en Amérique. Il a examiné le cas où le Président, usant du pouvoir d'initiative dont il dispose dans les négociations, aboutirait à un résultat que le Sénat n'approuverait pas. Et il a remarqué qu'en pareilles conjonctures, le Sénat pourrait être amené à donner son consentement pour ne pas refuser de ratifier des engagements pris aux

yeux du monde. A trente ans de distance, le Président s'est-il souvenu de l'hypothèse étudiée naguère par le professeur d'Université?

C'est en tous cas dans une situation de ce genre que se trouve aujourd'hui l'Amérique. Le problème serait insoluble si les deux partis qui luttent à propos du traité de paix avaient des idées différentes sur l'objet à atteindre. Mais il n'en est pas ainsi : il n'y a pas un parti qui veut et un qui ne veut pas se désintéresser de la guerre, de la paix, de l'avenir de l'Europe et de la menace germanique. Rien ne serait plus inexact et plus injuste que de prêter au parti républicain un changement politique essentiel. On ne saurait oublier que le parti qui mène la campagne contre le texte du traité, a été dès la violation de la Belgique partisan de la guerre, que jusqu'en avril 1917, il a pris l'initiative des mesures de préparation qui ont dans la suite facilité l'effort américain, qu'il est sincèrement attaché à l'idée de l'alliance anglo-franco-américaine. Dans cette controverse les deux partis diffèrent seulement sur les méthodes à employer. C'est pourquoi nous demeurons persuadés qu'ils se mettront d'accord. Nous ne savons ni à quelle date, ni par quels moyens, et la maladie qui empêche M. Wilson d'exercer son action personnelle, ajoute à ces incertitudes. Mais nous serions bien étonnés si l'Amérique ne trouvait pas la voie à suivre pour aller jusqu'au bout de son œuvre. L'histoire de ces quinze dernières années nous montre que la doctrine de Monroë et la constitution n'ont pas détourné les États-Unis de suivre la loi inévitable qui ne laisse plus les nations vivre dans la solitude et ne les ont pas empêchés de mêler leur grande et jeune puissance aux affaires du monde. Ils étaient représentés à La Haye et ils ont collaboré à l'acte général d'Algésiras. Chaque fois ils ont exprimé formellement leur désir de ne pas se départir de la politique traditionnelle des États-Unis à l'égard des questions européennes : ils n'en ont pas moins mis leur signature au bas des protocoles internationaux. C'est dans ces précédents qu'ils trouveront un moyen de lever les difficultés qui les arrêtent aujourd'hui. Ils seront maîtres d'accepter ou de ne pas accepter les mandats que la Société des Nations pourrait avoir le désir de leur confier. Mais ils ne compromettront pas par animosité contre le Président le traité qui consacre la victoire du droit. Il ne sera pas dit qu'après avoir travaillé à la victoire commune, ils puissent assister en témoins insensibles aux efforts qu'accomplira l'Europe pour maintenir en face d'une Allemagne

non désarmée l'idée de la civilisation et de la vie internationale qu'ils ont contribué à sauver par les armes. Il y a quelques semaines, le Président de la Mission économique française, M. Eugène Schneider, dans le beau discours qu'il prononçait à la Conférence d'Atlantic City, rappelait que la victoire militaire n'est pas le terme de la guerre, et il citait ces mots que Turgot a écrits en 1776 : « L'Amérique est l'espérance du genre humain. » Près d'un siècle et demi plus tard, M. Clemenceau a formulé une maxime analogue qui résume la pensée de notre pays sur ce sujet : « Nous comptons sur l'Amérique, a dit le Président du Conseil : il n'y aurait pas de traité, j'y compterais tout de même. »

L'Italie se trouve depuis quelque temps dans une situation troublée que les récentes élections législatives n'ont pas améliorée. Le scrutin qui a eu lieu comme chez nous le 16 novembre, a eu pour résultat d'envoyer siéger à Montecitorio cent cinquante socialistes, qui composent presque le tiers de la nouvelle Chambre. Forts de ce succès, les socialistes n'ont pas perdu de temps pour révéler leurs sentiments. Dès l'ouverture du Parlement italien, ils avaient imaginé de faire paraître leur puissance et après quelques hésitations sur la conduite qu'ils tiendraient, ils avaient décidé d'assister au début de la première séance et de se retirer avant le moment où le Roi prononcerait le discours du trône. C'est ce qu'ils ont fait. Cette manifestation a paru d'autant plus pénible à l'opinion italienne que le Souverain a toujours observé avec le plus grand tact son rôle constitutionnel et qu'il a conquis à la fois le respect et la sympathie de la nation. La Chambre et la population ont témoigné avec empressement leurs sentiments à l'égard du roi et elles ont tenu à protester ainsi contre l'attitude des socialistes. Dans la journée du 1er décembre, quelques députés socialistes ont été à Rome l'objet de démonstrations hostiles ; il s'en est suivi des incidents et des grèves qui se sont étendues à Milan et à Turin. Tous ces événements montrent un certain état d'effervescence dans les milieux avancés qui commence de préoccuper les partis de gouvernement.

Le succès des socialistes aux élections s'explique par les circonstances où elles ont été faites. L'Italie a souffert de la guerre et elle a été déçue par la paix. La plupart des nations ont connu les mêmes épreuves, mais beaucoup, au lendemain de la victoire, ont pu recevoir de leur gouvernement une direction qui a rapproché les partis et ont été animées d'un sentiment d'union nationale qui a

rassemblé les groupements jadis séparés. En Italie, la situation était bien différente. Le parti giolittien qui dominait dans l'ancienne Chambre et qui avait été opposé à la guerre, était mis hors de cause par la victoire, et il a été complètement écrasé aux élections. Les autres partis étaient en désarroi et n'offraient rien aux électeurs qui fût de nature à éveiller leur attention. Ce qui a caractérisé les élections du 16 novembre, c'est le nombre considérable des abstentions; la majorité des citoyens par lassitude ou désenchantement n'a pas pris la peine de voter. Les partis extrêmes ont bénéficié de ces dispositions. Tandis que les socialistes indépendants gardaient leurs 27 sièges, les socialistes les plus avancés passaient, de 52 qu'ils étaient dans l'ancienne Chambre, au chiffre de 155. Il n'y a que le nouveau parti populaire qui ait fait d'aussi brillants progrès. Composé de catholiques, dont les uns sont conservateurs, mais dont d'autres sont syndicalistes, ce groupe a eu cent élus, alors qu'il n'en avait eu précédemment que 29. Les autres partis se trouvent très diminués : les radicaux, qui comptaient plus de soixante-dix députés, n'en comptent même plus quarante, les démocrates constitutionnels et les libéraux qui formaient dans l'ancienne Chambre une masse de trois cents députés ne sont plus qu'au nombre de 179. Le gouvernement dans ces conditions deviendra très difficile. M. Tittoni a quitté le pouvoir. M. Nitti qui reste président du Conseil aura une lourde tâche. Les excès du socialisme et les tendances ouvertement bolchévistes que ses représentants les plus avancés ont avouées, sont de nature, il est vrai, à rapprocher les partis d'ordre. Les socialistes n'ont rien fait pour atténuer l'éclat de leur victoire et pour proclamer les espérances qu'elle a fait naître. Bien au contraire : ils ont insisté sur la défaite bourgeoise, sur l'union des ouvriers révolutionnaires et des classes rurales, sur le caractère international du parti; ils sont allés jusqu'à écrire que le parti socialiste italien possédait désormais une armée rouge organique et complexe. La manifestation antidynastique à laquelle ils se sont livrés n'a même été qu'une expression bien atténuée de leur pensée. Leur projet primitif consistait à assister au discours du trône et faire du bruit pendant que le souverain parlerait. Le silence et l'exode ont représenté des concessions aux tendances opportunistes d'une fraction du parti Les apologistes du vacarme se sont rattrapés à la séance où M. Nitti s'est expliqué sur les incidents de Rome et il a fallu tout le calme et toute la fermeté du Président du Conseil pour qu'il puisse se faire entendre. M. Nitti trouvera évidemment une majorité contre les

socialistes parmi les partis constitutionnels, y compris les catholiques qui ne lui refuseront pas leur concours.

Mais ces partis d'ordre auront-ils une cohésion suffisante et le Gouvernement gardera-t-il leur appui dans toutes les circonstances? M. Nitti assailli à sa gauche par les socialistes révolutionnaires doit encore se préserver à droite des attaques des impérialistes qui ont mis leur foi en M. d'Annunzio. C'est ce qui peut un jour rendre la situation du Gouvernement particulièrement grave. Il est rare qu'un Gouvernement résolu ne tienne pas tête aux partis révolutionnaires quand il a nettement avec lui toutes les autres forces du pays. Malheureusement, l'aventure de M. d'Annunzio a désorganisé des puissances morales et sociales qui sont d'habitude prêtes à défendre l'ordre. Quand M. d'Annunzio est allé à Fiume, il a commencé par avoir des admirateurs. La sensibilité et l'imagination agissent plus vite parmi les foules que la raison politique, et comment l'exploit très hardi du poète n'aurait-il pas soulevé toutes sortes d'émotions et d'espérances? Si la tentative de M. d'Annunzio a été appréciée avec moins d'indulgence hors de l'Italie, c'est que, vue de loin, elle laissait beaucoup plus paraître les difficultés qu'elle préparait. Dépouillée de tout le prestige qui pare une audacieuse équipée, elle a semblé l'acte le plus contraire qu'on pût imaginer aux idées générales qui dirigeaient les négociations de paix. M. d'Annunzio, cédant à la véhémence de son désir, franchissait d'un coup toutes les règles formulées par les hommes d'État qui devaient lui paraître engourdis dans de trop sages préceptes : mais au fond, cette solution du problème par un acte énergique n'était qu'un appel à la force. Si elle ne donnait pas tout de suite de bons résultats, elle ne pouvait ensuite qu'en donner de mauvais. Le peuple italien ne s'y est pas trompé : invité à se prononcer au moment des élections sur la question de l'Adriatique, il s'est bien gardé d'en rien faire ; il a même paru éviter avec soin de manifester sur ce sujet. La nouvelle expédition de M. d'Annunzio à Zara a achevé d'éclairer l'opinion. Zara était occupée par des représentants de l'armée et de la marine italiennes, conformément aux décisions des Alliés. C'est dans cette ville que d'Annunzio s'est rendu le 14 novembre avec ses troupes irrégulières. On ne s'est pas étonné de cette étrange initiative, puisque d'Annunzio ne croit pas que les lois soient faites pour lui. Ce qui a paru plus surprenant et plus déplorable, c'est que le vice-amiral Millo qui commandait la ville et qui avait toujours paru dans ses communications au Cabinet de Rome

désapprouver l'action des troupes de Fiume a fait cause commune avec elles. La presse italienne presque tout entière a compris la gravité des événements et a pris position. Les journaux même qui avaient approuvé jadis l'expédition d'Annunzio à Fiume ont blâmé celle de Zara : ils ont tout de suite discerné que cette politique irrégulière pouvait conduire à un conflit avec les Yougo-Slaves et que d'autre part elle soumettait la discipline militaire à une épreuve qui risquait d'être fatale. Il est apparu à tous que ces aventures ne réglaient nullement la question de l'Adriatique, mais qu'en revanche elles développaient un état de rébellion et plaçaient le gouvernement dans la situation la plus délicate. M. Nitti qui combat les socialistes doit se demander parfois quelle sera leur attitude si les impérialistes amis de M. d'Annunzio continuent leurs entreprises, et dans quelle mesure, en pareilles circonstances, les révolutionnaires deviendraient les défenseurs de la légalité. La politique italienne, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, sera beaucoup moins compliquée le jour où elle sera libérée des affaires comme celles de Fiume et de Zara, tant que leur renouvellement sera possible, la situation du gouvernement de Rome sera bien malaisée. Tous les pays alliés, et particulièrement le nôtre, suivent avec attention ce qui se passe au delà des Alpes, à la fois à cause des sympathies sincères que nous éprouvons pour l'Italie, et en raison du besoin qu'ont les nations qui ont combattu et vaincu ensemble de travailler à la constitution de l'Europe nouvelle.

Nous ne dirons qu'un mot de la politique intérieure. La nouvelle Chambre vient à peine de se réunir : la session qui a commencé le 8 décembre sera nécessairement très courte et presque tout entière remplie par les validations et le vote des douzièmes provisoires. Les deux semaines où ils vont siéger permettront surtout aux élus de prendre contact et de préparer l'avenir. La Chambre sait que, si on attend beaucoup d'elle, on ne lui demande pas d'avoir tout de suite de trop vastes pensées. Au contraire le public lui sera reconnaissant de sérier les questions et de montrer son aptitude à un travail ordonné. Ce n'est guère qu'après le 1er janvier que commencera l'œuvre de l'Assemblée. Comment ne pas indiquer tout de suite, cependant, avec quelle émotion, quelle reconnaissance et quel enthousiasme a été accueillie par tous, au Parlement et dans le pays entier, la rentrée des représentants de l'Alsace et de la Lorraine? Il y a presque un demi-siècle que le traité de Francfort les tenait douloureusement éloignés de la Chambre française. Le Traité de Versailles

vient de leur en ouvrir les portes, et leur retour a été salué comme un de ces événements qui marquent dans le cœur d'un peuple une date historique. Déjà l'un des leurs aura sa place dans les conseils du gouvernement. Obéissant à une heureuse inspiration, M. Clemenceau, qui était obligé, à la suite des élections, de désigner quelques ministres nouveaux, a fait appel, pour diriger le ministère du Travail, à un député récemment élu dans le Haut-Rhin. Ainsi les représentants de nos provinces, dès qu'ils sont présents au foyer commun, sont conviés à y jouer un rôle et à mettre au service de notre politique leurs connaissances et leurs méthodes. Nous nous félicitons en même temps d'une autre décision prise par M. Clemenceau. Nous attachons un prix particulier à la désignation d'un grand-maître de l'Université dont les qualités personnelles soient en accord avec ces hautes fonctions. Tous les pays du monde veulent bien reconnaître la place que nous tenons dans la vie intellectuelle. Ils lisent nos livres; ils envoient leurs étudiants dans nos universités, ils nous demandent d'envoyer nos professeurs dans les leurs. C'est par le développement de son influence scientifique et par son rayonnement spirituel que notre pays, pendant la période où il se reconstituera et se réparera à l'intérieur, peut continuer d'exercer une grande action à l'extérieur. M. Léon Bérard ne manquera pas de donner toute son attention à l'organisation de nos universités, à l'installation des laboratoires, aux relations scientifiques de nos centres d'étude avec l'étranger. Nous connaissons aussi trop sa pensée pour ne pas avoir l'assurance qu'il sentira l'importance de notre enseignement secondaire et de cette tradition classique qui est l'héritage de notre histoire et qui a fait la force de notre culture.

André Chaumeix.

Le Directeur-Gérant :

René Doumic.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-QUATRIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre.

Pages.

PERSÉPHONE, première partie, par Mme MARCELLE TINAYRE. 5

SOUVENIRS DE MON MINISTÈRE. — III. *NICOLAS II ET GUILLAUME II*, par M. A. ISWOLSKY. 39

LA BATAILLE DE FRANCE. — VI. *LA REPRISE DU GRAND ASSAUT*, par M. LOUIS MADELIN 64

IMPRESSIONS DE BERLIN, par M. le Baron BEYENS. 109

L'ÉDUCATION DES FILLES APRÈS LA GUERRE. — II. *BACCALAURÉAT ET FÉMINISME*, par M. RAYMOND THAMIN. 130

LA CORRESPONDANCE DE BOSSUET. — IV. *BOSSUET ET PORT-ROYAL*, par M. ALFRED RÉBELLIAU, de l'Institut. 161

LA VALEUR MINIÈRE ET INDUSTRIELLE DE L'ALSACE-LORRAINE. — II, par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 180

REVUE LITTÉRAIRE. — *CONTEURS NOUVEAUX*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. . . 202

REVUE SCIENTIFIQUE. — *AU ROYAUME DE L'INFINIMENT PETIT*, par M. CHARLES NORDMANN. 214

REVUE DRAMATIQUE. — *LE VOILE DÉCHIRÉ*. — *MON PÈRE AVAIT RAISON*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 226

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 231

Livraison du 15 Novembre.

PERSÉPHONE, deuxième partie, par Mme MARCELLE TINAYRE 241

LE RÈGNE DE LÉNINE, par M. le Baron BORIS NOLDE. 277

LA BATAILLE DE FRANCE. — VII. *LA VICTOIRE*, par M. LOUIS MADELIN. . . 314

Pages.

LES CONSPIRATIONS DU GÉNÉRAL MALET. — IV. *LES CONSÉQUENCES*, par M. FRÉDÉRIC MASSON 364
NOBLESSE ARABE, par ELISSA RHAÏS. 397
UN AN APRÈS L'ARMISTICE. — AUX RÉGIONS DÉVASTÉES, par M. ANDRÉ BELLESSORT 438
IMPRESSIONS ANGLAISES, par M. CHARLES NORDMANN. 458
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 469

Livraison du 1er Décembre.

PERSÉPHONE, dernière partie, par Mme MARCELLE TINAYRE. 485
LE ROI LOUIS XVII. — I. *LE TEMPLE*, par M. G. LENOTRE. 526
MES SOUVENIRS. — AUPRÈS DE FERDINAND DE BULGARIE, par M. A. NEKLUDOFF. 547
LETTRES DU CARDINAL MERCIER AU GOUVERNEMENT ALLEMAND, par M. GEORGES GOYAU 578
CROISIÈRES AÉRIENNES. — II. *FRONT DE FLANDRE*, par R. DE LA FRÉGEOLIÈRE 610
EDMOND ROSTAND, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 641
AUX RÉGIONS DÉVASTÉES. — II, par M. ANDRÉ BELLESSORT. 653
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — LE ROMAN D'UN HÉRITIER PRÉSOMPTIF, par M. LOUIS GILLET. 669
REVUE LITTÉRAIRE. — *LE PREMIER LIVRE DE JULES RENARD*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 681
REVUE MUSICALE. — *GISMONDA.* — *ISBA RUSSE.* — *CLÉOPATRE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 693
M. JULES CAMBON A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. HENRY BIDOU. 705
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 709

Livraison du 15 Décembre.

LE CHEMIN DU SALUT. — IRÈNE OLETTE, première partie, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française. 721
UN HOMME DE GUERRE ALLEMAND. — LUDENDORFF. — I, par M. le Général BUAT 766
LE ROI LOUIS XVII. — II. *LA COMMUNE*, par M. G. LENOTRE. 784
LETTRES A L'ÉTRANGÈRE. — *NOUVELLE SÉRIE*, par H. DE BALZAC. 814
BERLIN DEPUIS L'ARMISTICE, par ***. 846
POÉSIES, par GÉRARD D'HOUVILLE. 873
LA LÉGENDE DE LA « RONDE DE NUIT, » par M. ANDRÉ-CHARLES COPPIER. . . 882
LE VOTE DE L'ALSACE, par M. PAUL BOURSON. 909
LE VOTE DE LA LORRAINE LIBÉRÉE, par M. PIERRE BRAUN. 920
REVUE DRAMATIQUE. — *L'HÉRODIENNE.* — *REQUÊTE A Mme BARTET*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 930
REVUE SCIENTIFIQUE. — *L'ELECTRON*, par M. CHARLES NORDMANN 935
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 947

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 58/15.

GETTY CENTER LINRARY